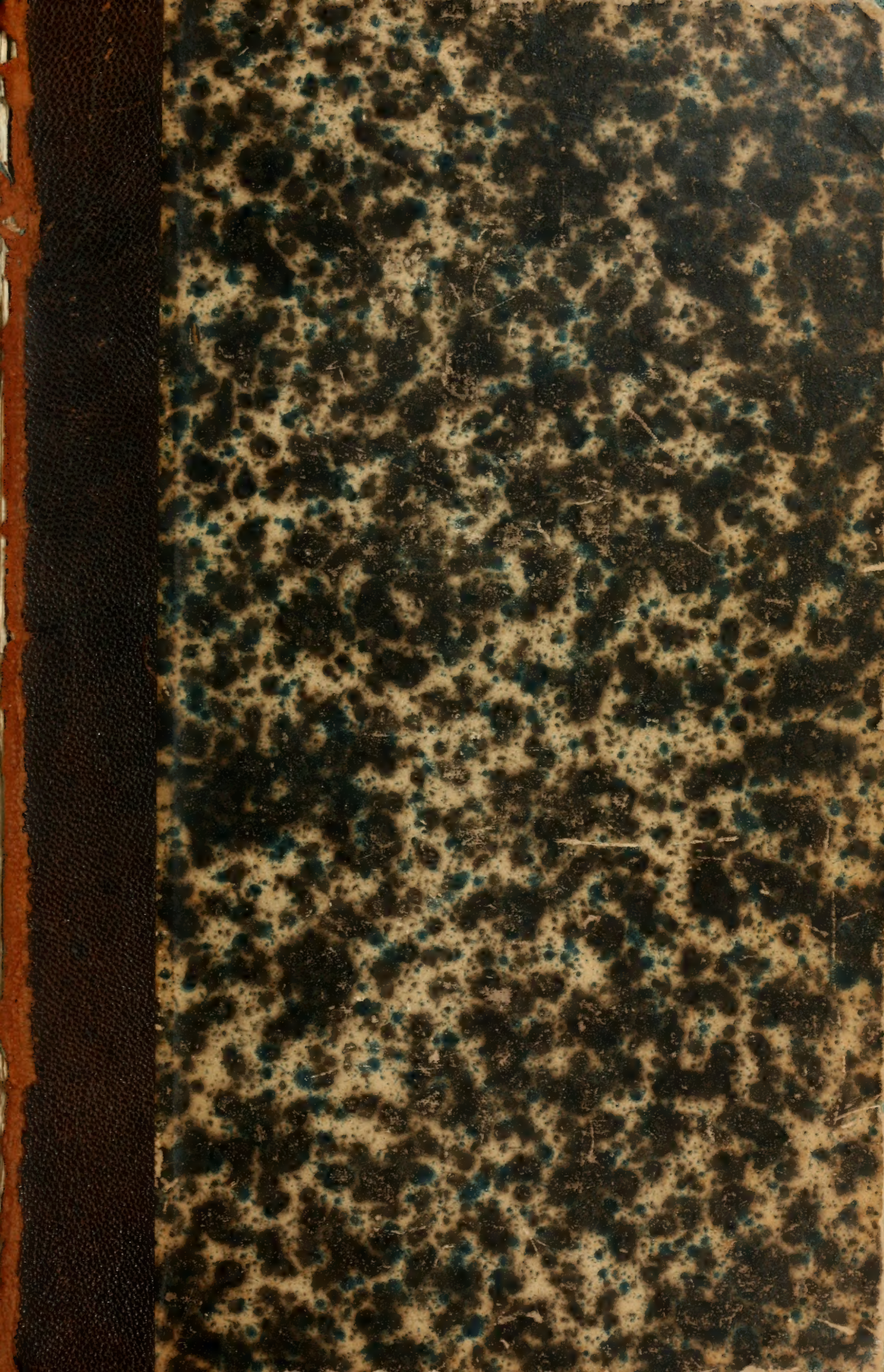
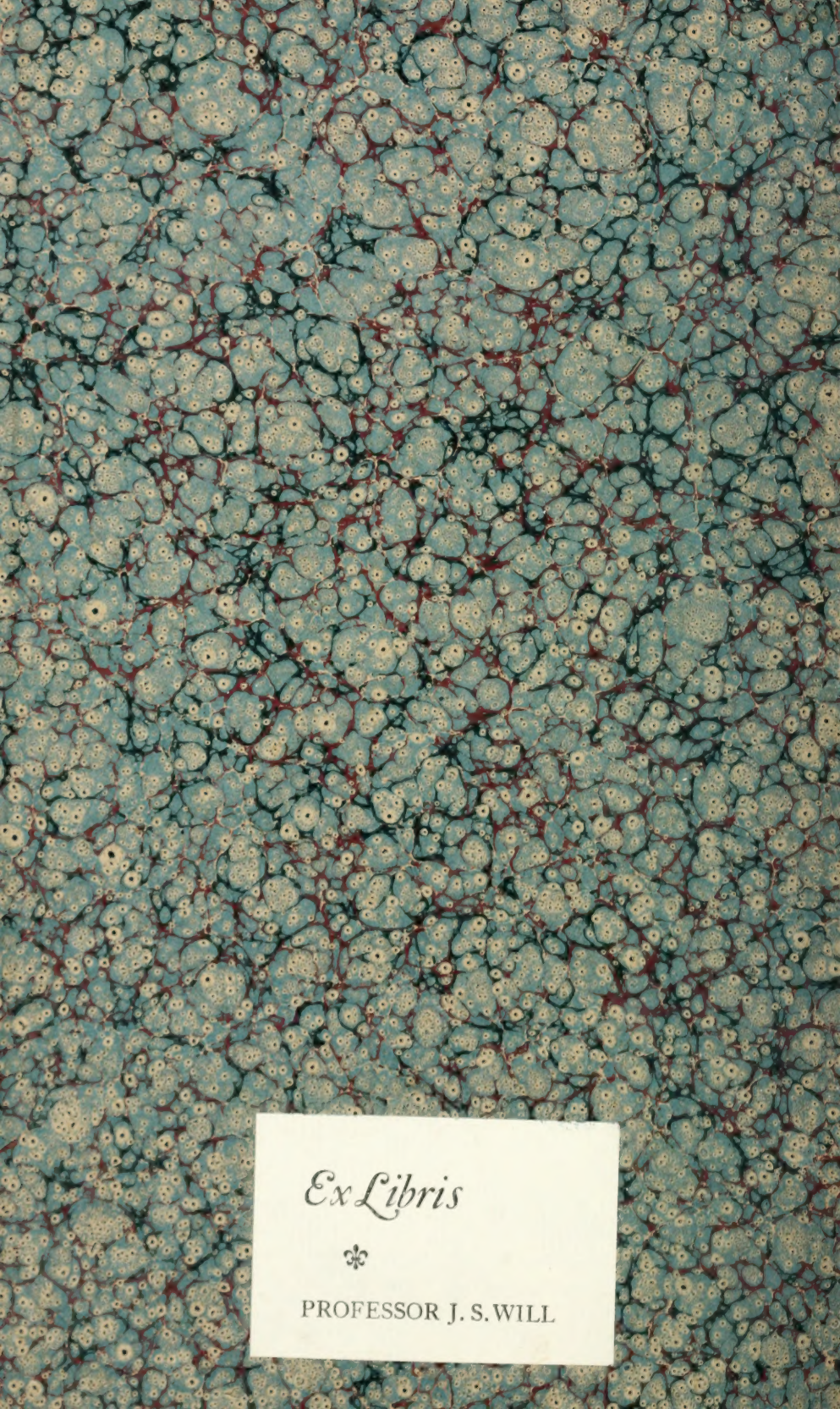






Ex Libris



PROFESSOR J. S. WILL

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN
HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

TOME XXXVIII

TROISIÈME SÉRIE. — HUITIÈME ANNÉE



PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ
54, RUE DES SAINTS-PÈRES, 54

1889

BX

9450

S64

année 38



768284

TABLE DES MATIÈRES

1889

Préface de la trente-huitième année.....	1
Séances du Comité de la Société du 11 décembre 1888 au 12 novembre 1889,.....	52, 103, 164, 222, 275, 330, 390, 612, 667
Trente-sixième assemblée générale, du 7 juin 1889.....	281
Rapport de M. le baron F. de Schickler.....	282
Donateurs de livres, manuscrits et gravures, en 1888.....	295
Listes des Églises donatrices et des collectes faites par elles en 1888.....	297
Communication de M. de Pressensé à l'Assemblée générale.....	301
Le Comité aux Églises le 15 octobre 1889.....	505

ÉTUDES HISTORIQUES

J. BONNET. Les réfugiés de Montargis et l'exode de 1569, deux articles.....	3, 169, 280
C. RABAUD. Lasource, député à la Législative et à la Convention, d'après les manuscrits et les documents originaux (22 janvier 1763-31 octobre 1793). Trois parties, I. Le pasteur et le prédicateur.....	18
II. L'homme politique, Assemblée législative.....	57
III. La Convention, le martyr.....	113
P. FONBRUNE-BERBINAU. La libération des forçats pour la foi en 1713 et 1714.....	225
ARMAND LODS. L'Église réformée de Paris, de la Révocation à la Révolution (1685-1789).....	301
L'Église réformée de Paris pendant la Révolution (1789-1802).....	357, 465
C. RABAUD. Un ministre chrétien sous la Terreur, ou Bonifas-Laraque, pasteur à Castres et membre du tribunal révolutionnaire (14 sept. 1744-15 octobre 1811), trois articles.....	337, 393, 449
O. DOUEN. La Bastide, ancien de Charenton et la révision des Psaumes de Conrart (1624-1704).....	506
N. WEISS. Les séances des 22 et 23 août 1789 à l'Assemblée nationale.....	561
E. ARNAUD. Guillaume Rabot de Salène, humaniste ignoré du XVI ^e siècle.....	617

DOCUMENTS CLASSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

XVI^e SIÈCLE

Le libraire Jean Morin et le <i>Cymbalum mundi</i> de Bonaventure des Périers devant le Parlement de Paris et la Sorbonne (1537-1538).....	575
Documents inédits pour servir à l'histoire de la Réforme sous François I ^{er} , I. Édit contre les Luthériens, adressé de Paris au parlement de Toulouse, le 16 décembre 1538.....	70
II. Édit général contre les Luthériens, donné à Paris le 24 juin 1539.....	238
Lettre des ministres des trois ligues de Rhétie au duc de Guise (sept. 1557).....	523
Chansons spirituelles et satiriques du XVI ^e siècle.....	475
Une réplique de Ronsard sur la réponse par lui faite aux défenses de Zamariel, Mont-Dieu et la Baronie, contre ses calomnies (1563).....	130
Remontrances pour le pays d'Albigeois en Languedoc, 1563.....	628
Registre de famille du pasteur Daniel Toussain (1565-1587).....	185
Le Protestantisme à Auteuil, Passy et Billancourt, en octobre 1585.....	34, 103

Onze lettres inédites de Louise de Coligny (1585-1590).....	369,	403
L'abjuration de Henri IV et les Eglises réformées. Lettre de Th. de Bèze, 22 août 1593.....		312

XVII^e SIÈCLE

Le Protestantisme et une mission de jésuites à Pontarlier (1613-1728).....		549
La Réforme à Metz et ses historiens (Meurisse, <i>l'Histoire ecclésiastique</i> , etc.), deux lettres inédites de P. Ferry, 1643.....		589
La catastrophe arrivée le 18 janvier 1654 à Charenton — Saint-Maurice (liste in édite des noyés; un sermon et une lettre de Ch. Drelincourt; un extrait mortuaire de 1640; un acte de publication de mariage en 1679; la <i>Complainte des louanges de Charenton</i> renouvelée de celle d'Ablon).....		479
L'église réformée de Vassy au XVII ^e siècle. Lettres d'Abraham Jacquolot (11 mars 1660), et du frère Estienne de Chaumont (16 juillet 1678).....		37
Les Barjac-Rochegude à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes et dans le refuge en Suisse et en Angleterre (1685-1748).....		613
Le mémoire présenté en 1689 par le maréchal de Vauban, et ses efforts réitérés en faveur des huguenots.....	190, 243, 314,	375
Une lettre inédite d'Elie Benoit à Charles Ancillon (1690).....		410
Une lettre inédite du forçat pour la foi, Serres le puiné (1694)....		634

XVIII^e SIÈCLE

L'abbé Raynal et son projet d'histoire de la révocation de l'édit de Nantes, documents sur le refuge, I Hesse-Cassel.....	592,	600
— II et III, Brandebourg....	605,	638
Liste des protestants qui restent encore sur les galères de France, le 1 ^{er} février 1714.....		144
François Touzineau, prédicant-martyr à la Rochelle (17 décembre 1738).....	43, 209,	663
Elie Thomas, un protestant défenseur de prêtres persécutés (1793).....		165
Bilan politique et moral de Paul-Henri Marron, tracé par lui pour être présenté au comité de surveillance de la section Brutus (29 juin 1794).....		388
Rapport inédit présenté au premier consul sur l'organisation des cultes protestants (an X, 1802).....		413
Procès-verbal de l'organisation de l'Eglise consistoriale de Montagnac (1804).....		487

MÉLANGES ET VARIÉTÉS

A. LOBS. La population protestante en France au lendemain du Concordat (1802).....	47,	109
G. BONET-MAURY. Le protestantisme français au XVI ^e siècle dans les universités d'Orléans, de Bourges et de Toulouse, trois articles.....	86, 322,	490
A. CHRISTOFLAU et D. CHARRUAUD. Registres de baptêmes, mariages et décès des Eglises du Poitou, de 1589 à 1792.....	110, 165,	211
TH. MAILLARD. Vocabulaire secret des pasteurs du désert en Poitou, pour la sécurité de leur correspondance. Pougnaud Pierre, dit Dézérit.....		257
CH. READ. La nuit de la Saint-Barthélemy, 24 août 1572. Une dissertation de Léopold Ranke.....		416
N. WEISS. Statistique du protestantisme français en 1598. Le bilan de la Révocation pour la généralité de Paris en 1700.....		551

L. FEER. Les représentations de la tragédie de Charles IX, de Marie-Joseph Chénier, à Paris, en 1789.....	654
BIBLIOGRAPHIE RÉTROSPECTIVE	
N. WEISS. Pierre Paschal, historiographe de Henri II.....	271
BIBLIOGRAPHIE CONTEMPORAINE	
Jean de Staupitz et les débuts de la Réforme, par L. Keller.....	95
Henri-Corneille Agrippa, sa vie et ses œuvres, par A. Prost.....	98
Etienne Dolet, le martyr de la Renaissance, par R.-C. Christie, trad. de Stryienski.....	99
L'Eglise de Rhétie aux XVI ^e et XVII ^e siècles, par F. Peér.....	162
Lettres inédites adressées de 1686 à 1737 à J.-A. Turretini, publiées et annotées par E. de Budé.....	219
Tulle et le Bas-Limousin pendant les guerres de religion, par G. Clément Simon.....	273
Histoire des protestants du Vivarais et du Velay, par E. Arnaud....	438
Registres d'Oisemont, en Picardie. — La chambre de commerce de la Rochelle.....	440
Le voyageur Tavernier, par Ch. Joret.....	441
Histoire ecclésiastique des Eglises réformées et Histoire des martyrs de Crespin, tomes III.....	555
Le ministre A. de Chandieu, par A. Bernus.....	608
Les frères Gibert, deux pasteurs du désert et du refuge, par D. Benoît.....	609
Napoléon Roussel, par E. Delapierre. — M ^{me} André Walther. — La mission évangélique française au sud de l'Afrique. La mission au Zambèse, par Th. Jousse.....	610
Trois martyrs de la Réforme brûlés en 1525 à Vic, Metz et Nancy, par Othon Cuvier.....	611
La révolte des Camisards justifiée; Le maréchal de Montrevel, quelques lettres inédites (1704-1705). La guerre des farines et les pasteurs de Nîmes et du Bas-Languedoc, 1775, par Ch. Dardier....	657
Notes sur l'histoire de la Réforme dans le midi de la France.....	659
La Réforme à Saint-Gilles-sur-Vie, aux XVI ^e et XVII ^e siècles, par l'abbé Pontdevie.....	660
Histoire de l'Eglise réformée de Laval au XVII ^e siècle (1600-1686), par André Joubert.....	662
Deux textes inédits sur le martyr François Touzineau et notes sur l'histoire du protestantisme en Poitou.....	663
CORRESPONDANCE	
PH. ROGET. Socrate et Servet.....	53
E. LESENS. L'Eglise de Plouer.....	54
DU RIEU. Un réfugié inconnu.....	54,
C. PASCAL. Les familles Macheco et Dorlin (Paris-Auteuil).....	103
A. LODS. La vérité officielle sur le nombre des protestants français en 1802, note de Portalis.....	109
A. CHRISTOFEAU. Documents nouveaux sur le protestantisme en Poitou.....	110
DE RICHEMOND. Elie Thomas. Documents nouveaux sur le Poitou....	165
F. BUISSON. M. G. médecin de Madeleine de Roye.....	223
E. LESENS. Rébus ou énigme de l'Eglise de Saint-Grégoire-du-Vieuvre.....	277
HENRI GUYOT. Les familles Guyot, Galloy, etc.....	278
E. DE PRESSENSÉ. La loi sur la naturalisation des descendants de réfugiés, au Sénat.....	301
FONBRUNE-BERBINAU. Une proposition pour le 23 août 1889.....	392
D. FOUCAULT. Famille Foucault-Villereuse.....	442
A. LODS. Rabaut Saint-Etienne.....	443
CH. DARDIER. Les Barjac-Rochegude.....	613

CHRONIQUE

Le monument de l'amiral Coligny.....	55
Le protestantisme dans le pays de Montbéliard par l'abbé Tournier.....	331
La statue d'Etienne Dolet.....	333
Inauguration du nouveau temple de Charenton.....	336
L'inauguration du monument de Coligny.....	444
Un pèlerinage à Charenton Saint-Maurice.....	446
Le Bicentenaire de la glorieuse rentrée des Vaudois du Piémont dans leurs vallées (août-sept. 1889).....	497
La Société d'Histoire à l'Exposition. — Inauguration du nouveau temple de Vassy.....	558
La chambre ardente. Étude sur la liberté de conscience de 1540 à 1550.....	559
La Fête de la Réformation en 1889.....	615

NÉCROLOGIE

Charles Shaw-Lefèvre, 56. — Henri Luttheroth, 166. — Rosseuw Saint-Hilaire, 167. — M. le pasteur Gaberel, 168. — Léonce Anquez, 223. — Edmond Scherer, 224. — M. G. Daugars, M. Mounier, 279. — M. Eugène Meyer, 280. — M. F. Rossignol, 668. — MM. les pasteurs Gazelet et Berthe, 669. — M. le comte J. De-laborde, M. le pasteur E. Bersier, 670.

ILLUSTRATIONS

Portrait de Marc-David-Alba Lasource.....	19
Portrait d'Étienne Dolet (1573).....	100
Fac-similé des signatures de Serres le puîné, Serres le jeune, d'Amouyn, Bancelhon, Rulland, Bousquet, galériens libérés en 1713.....	145
Vue de la tour d'Epiry, près Corbigny-en-Nivernais, qui fut habitée par Vauban.....	191
Fac-similé de la dernière lettre adressée à la Société par feu M. H.-L. Bordier.....	288-289
Paul-Henri Marron, d'après une gravure de 1786.....	359
Portrait de Bonifas-Laroque.....	395
Plan de Paris en 1758, région du Louvre.....	465
Portail de l'Eglise Saint-Louis du Louvre, d'après l'architecte Blondel (1754).....	468
Vue hors texte du monument de l'amiral Coligny, à mettre en face la page.....	505

LIVRES RÉCENTS DÉPOSÉS A LA BIBLIOTHÈQUE.

Voir la 3^e page de la couverture de chacune des 12 livraisons de l'année.

ERRATA ET ADDENDA

Page 1, lignes 5 et 6 du texte, lisez : les 22 et 23 août 1789. — P. 37, après le titre, remplacez I par : Lettres d'A. Jacquolot et du frère E. de Chaumont (1660 et 1678). — P. 179, voy. l'errata de la page 280. — P. 279, Nécrologie, lisez : *Mounier*. — P. 369, ligne 8 du texte, lisez : elle voit son père. — P. 374, notes, lisez 1, 2, 3, 4, 5, 6. — P. 401, ligne 17, lisez : on vit des vociférateurs. — P. 472, note 3, ligne 6, lisez : Juillerat-Chasseur ; ligne 11, lisez : Grandpierre. — P. 492, ligne 12 à partir du bas, lisez (1570). — P. 499, avant la fin de la ligne 3, insérez : Au village de la Balsille, on a bâti une école-monument. — P. 501, à la fin du 1^{er} paragraphe, intitulé III. *Littérature*, ajoutez : M. A. Vulliet a raconté l'histoire de *La glorieuse rentrée des Vaudois du Piémont dans leurs vallées* (1689), dans une brochure de 56 pages in-12, aussi bien écrite que bien imprimée (Lausanne, Georges Bridel) et accompagnée d'une belle vue de la pointe d'Yvoire près de Thonon. — P. 507, ligne 9, lisez : Louis XIV. — P. 521, ligne 29, lisez : Ledit sieur vicairc croit être de. — P. 545, lignes 19 et 20, lisez : auprès des cours protestantes. — P. 549, note 2, lisez : XXXVIII. — P. 551, note 1, ajoutez : 47 et 109. — P. 564, lignes 19 et 25, lisez : du comte de Castellane. — P. 567, § III, ligne 3, lisez : garrotter. — P. 573, ligne 3, lisez : un simple ballon d'essai. — P. 588, ligne 33, lisez : rapsodie. — P. 601, ligne 2, lisez : 1715.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

PRÉFACE

1789-1889

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses !... La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme... »

C'est dans ces termes qu'on proposa aux représentants de la nation française, assemblés souverainement les 23 et 24 août 1789, de condamner — sans peut-être qu'aucun d'eux eût remarqué la coïncidence des dates — les principes qui avaient inspiré leurs aïeux les 23 et 24 août 1572.

Et ce fut un protestant, héritier de trois siècles d'oppression impitoyable, qui, après avoir conquis l'état civil pour les non-catholiques, revendiqua avec le plus de vérité et d'éloquence la première de toutes les libertés. Mirabeau s'écriait, il est vrai : « La liberté la plus illimitée de religion est, à mes yeux, un droit si sacré que le mot de tolérance qui essaye de l'exprimer me paraît, en quelque sorte, tyrannique lui-même. » Mais il s'efforçait de convaincre ses adversaires en remarquant « que la tolérance n'a pas produit, chez nos voisins, des fruits empoisonnés ».

Combien sont plus élevées et plus justes les expressions, célèbres d'ailleurs, de Rabaut-Saint-Étienne : « La tolérance ! le

support! le pardon! la clémence! idées souverainement injustes envers les dissidents, tant qu'il sera vrai que la différence de religion, que la différence d'opinion n'est pas un crime!... »

On était exactement à 217 années de la Saint-Barthélemy, à plus d'un siècle de la Révocation, et pourtant l'Assemblée nationale n'osa pas décréter, sans réticence, la liberté religieuse si énergiquement défendue. De là vient que, sur la motion d'un prêtre, aux mots : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses », elle ajouta ceux-ci : « Pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois. »

En 1889, malgré le laps d'un nouveau siècle d'événements politiques et religieux qui démontrent surabondamment le danger de cette restriction, plus d'un autoritaire de droite ou de gauche rêve de nous ramener en arrière. Si la mémoire du passé ne devait servir qu'à éclairer le présent et l'avenir, il vaudrait donc la peine de ne pas la laisser dans le silence et l'obscurité. Et la *Société d'histoire du Protestantisme français*, c'est-à-dire de l'histoire des plus terribles luttes soutenues dans notre patrie pour la plus nécessaire des libertés, aurait, sans doute moins qu'une autre, le droit de se taire.

On verra, dans ce *Bulletin* et dans plusieurs publications spéciales¹, qu'elle considère, au contraire, comme un devoir, de contribuer, pour sa noble part, à célébrer le centenaire de la liberté de conscience en France.

N. W.

1. Voir, sur nos projets de publications et sur notre participation à l'Exposition de 1889, les procès-verbaux des séances du Comité des 13 novembre et 11 décembre 1888 (*Bull.*, 1888, p. 670, et 1889, p. 52), et ceux des séances ultérieures.

ÉTUDES HISTORIQUES

LES RÉFUGIÉS DE MONTARGIS

ET L'EXODE DE 1569

J'ai retracé dans le *Bulletin* quelques pages de l'histoire du château de Châtillon, résidence de l'amiral Coligny, et montré à l'horizon, dans les plaines du Gâtinais, le château de Montargis où s'écoulèrent, dans la pratique des plus hautes vertus, les dernières années de Renée de France, duchesse de Ferrare¹. Franchissons aujourd'hui l'enceinte du vieux manoir de Charles V, restauré par Androuet du Cerceau, pour assister aux événements qui se déroulèrent à Montargis de 1568 à 1569, et qui forment un des plus touchants épisodes de la troisième guerre de religion, dans le pays compris entre le Loing et la Loire.

I

Sept ans sont écoulés depuis que la fille de Louis XII, la veuve d'Hercule d'Este, est rentrée en France, et s'est établie à Montargis, qu'elle reçut en dot, avec Chartres et Gisors, de François I^{er}, trente-deux ans auparavant. Elle y a porté les croyances épurées pour lesquelles elle a eu l'honneur de souffrir en Italie, sans que sa fermeté ait paru à la hauteur des épreuves imposées à sa foi. Les conseils, les austères exhortations de Calvin ne lui ont pas plus manqué en France qu'en Italie, et les sollicitudes du réformateur éclatent dans ces belles paroles adressées à sa royale catéchumène : « Comme ceux qui sont par les chemins se hastent tant plus quand ils voient la nuit approcher, ainsi, Madame, l'âge vous doit de faict avertir de vous efforcer tant à laisser bon tesmognage en ce monde qu'à le porter devant Dieu et ses anges, comme

¹ *Bull.*, t. XXXI, p. 209 et suivantes. *Récits du XVI^e siècle*, 2^e série, p. 303, 331.

vous avez en recommandation l'Église du Seigneur plus que tous biens, et honneurs terrestres. » — « Nostre héritage et repos éternel n'est point icy-bas, et Jésus-Christ vaut bien de vous faire oublier tant France que Ferrare ¹. »

Noble langage que la princesse saura comprendre en y conformant désormais sa vie. Elle s'est affranchie de ses faiblesses et de ses timidités d'autrefois. Sous ses auspices s'est formée à Montargis une Église évangélique qui compte dans son sein de nombreux réfugiés des régions voisines, sur lesquels s'étend sa protection aux jours de péril. Sincèrement dévouée à la cause de la Réforme qui ne compte que des adversaires dans sa famille, belle-mère du duc de Guise, tante de Catherine de Médicis et de Charles IX, la duchesse de Ferrare a fait de son château « l'Hôtel-Dieu des pauvres persécutés », et a trouvé d'héroïques inspirations pour les défendre contre leurs persécuteurs, contre le duc de Guise lui-même, dans les premiers troubles ². Calvin a vécu assez pour être témoin de la courageuse attitude de celle dont il déplora plus d'une fois les faiblesses, et lui rendre un hommage qu'elle ne cessera plus de mériter :

Je scay, Madame, comment Dieu vous a fortifiée dans les plus rudes assaulx, et combien par sa grâce vous avez vertueusement résisté à toutes tentations, n'ayant point honte de porter l'opprobre de Jésus-Christ, cependant que l'orgueil de ses ennemis s'eslevoit par-dessus les nues ; d'avantage que vous avez esté comme mère nourricière des povres fidèles déchassés qui ne scavoient où se retirer. Je scay bien que princesse ne regardant que le monde auroit honte et prendroit quasi à injure qu'on appellast son chasteau un Hostel-Dieu ; mais je ne vous scaurois faire plus grand honneur que de parler ainsi pour louer et recongnoistre l'honneur dont vous avez usé envers les enfans de Dieu qui ont eu leur refuge à vous. J'ay pensé souventes fois, Madame, que Dieu vous avoit réservé telles espreuves pour se païer des arreraiges, que vous luy debviez à cause de vostre timidité du temps passé. Je parle à la façon commune à ces hommes, car quand vous en eussiez fait cent fois plus et mille, ce ne seroit pas

¹ *Lettres françaises*, t. II, p. 346, 349, années 1560 et 1561.

² Il faut lire cette scène dans Thi. de Bèze, *Hist. eccl.*, t. II, p. 358 et suivantes. De la grande édition des théologiens de Strasbourg.

pour vous acquitter envers luy de ce que luy devez pour le bien qu'il continue à vous faire¹.

Ce sont les mêmes sentiments qu'exprime Th. de Bèze, héritier des sollicitudes de Calvin, dans la préface du *Recueil des Opuscules*, dont le fragment qui suit est une page d'histoire :

... Au reste, Madame, ce n'a point esté sans grandes raisons que j'ay prins hardiesse de vous desdier ce présent recueil. Car en premier lieu je scay quelle estoit la révérence que le défunct vous a portée toute sa vie, *comme à celle qu'il a en partie enseignée, et partie aussi confermée en la doctrine de vérité de plus long temps que dame qui soit aujourd'huy vivante*. Je scay aussi quelle estoit sa coustume de consacrer ses livres au nom des personnes qu'il désiroit proposer en exemple à toute l'Eglise de Dieu, tellement que s'il parloit encore aujourd'huy, il n'y a doubte qu'il ne m'advouast en ce fait...

Finalement je ne dissimuleray jamais comme je me sens infiniment obligé tant en mon particulier pour tant d'honneur et de faveur qu'il vous a pleu me faire durant les derniers troubles qu'en général pour l'assistance que tant de povres fidèles ont receue de vous, ayant encore plus fait pour les garantir de l'extrême cruauté de leurs ennemis que ne fit jadis Obadias nourrissant les cent prophètes en la caverne, voire jusques à déclairer, alors que, tout respect estant postposé, on vouloit forcer vostre maison de Montargis, *que vous vous présenteriez la première à la bouche du canon plustost que de souffrir que telle cruauté eust lieu en vostre maison* : parole vraiment digne d'une telle princesse, non seulement fille de Roy, et d'un tel et si débonnaire Roy, que vous estes, mais aussi fille de ce grand Dieu et Roy éternel ; à raison duquel bienfait qui m'est commun avec tant de gens de bien, je n'ay jamais cessé depuis de chercher les moyens de vous en faire reconnoissance par quelque public tesmognage, jusques à ce que me trouvant trop povre et faible quant à moy, j'ay fait comme ceux qui empruntent d'autrui pour s'acquitter ; et suis bien déçu si je n'ay si bien rencontré en cest endroit, selon vostre esprit et affection, que vous aurez le présent pour agréable tant pour sa qualité que pour le nom de l'auteur que vous avez tant aimé vivant que la mémoire vous en est préteuse, comme à tous vrais et fidèles serviteurs de Dieu... De Genesve ce 20 de may 1566².

1. Lettre à la duchesse de Ferrare, du 10 mai 1563, t. II, p. 514.

2. *Recueil des Opuscules, c'est-à-dire des petits traités de M. Jean Calvin*, avec une épître dédicatoire de Th. de Bèze à la duchesse de Ferrare. In-folio. Genève, 1566.

La préface que l'on vient de lire trouve une éloquente confirmation dans le début d'une lettre de Bèze à la duchesse de Ferrare, de la même année, contenant de graves exhortations en des temps difficiles :

Ma principale intention a esté en la préface que je vous ay dediée de vous proposer pour exemple tant à vous-mesme qu'à la postérité ; à vous-mesme afin que de plus en plus vous poursuiviez vostre course sans fieschir ne reculer en arrière, jusques à la fin où la couronne vous sera donnée ; à la postérité afin que ceux qui ont plus de vouloir que de pouvoir soient incités à vous ensuivre en cest endroit ¹.

L'intervalle de paix relative qui s'écoula entre les premiers et les seconds troubles (1563-1567) ne fut pas perdu pour la congrégation réformée de Montargis, qui dut beaucoup au ministère de François de Morel, sieur de Colonges, ancien aumônier de la duchesse, inscrit encore à ce titre sur son livre de comptes, en 1564, pour la somme de 200 livres. Il eut pour successeurs Desouches, ancien ministre du pays de Vaud, avec un célèbre réfugié Jean Pérez de Pineda, auteur d'une traduction du Nouveau Testament en espagnol ², et Louis Enoch, ex-régent du collège de Genève, dont le zèle contrastait avec sa santé chancelante qui exigeait bien des soins. Rien de plus touchant que les lettres échangées à ce sujet avec la seigneurie de Genève, et le « tesmoignage des Églises de Montargis et autres durant les troubles » ³. A cette date (1567-1568) un consistoire, où siège un Malatesta de Rimini à côté de simples bourgeois de Nemours et Montargis, veille sur les mœurs avec une autorité moins contestée qu'à ses premiers débuts sous François de Morel ⁴. Un diaconat, dans lequel figure peut-être Androuet du Cerceau, est proposé à la distribution des au-

1. Lettre sans date : 1566. *Bibl. de Genève*. Vol. 107, copie.

2. Il mourut en octobre 1598 à Paris, en recommandant son œuvre à l'impensable charité de la duchesse qui ne lui fit pas défaut. *Bull.*, t. XXXI, p. 457.

3. *Le ministre Enoch et l'Église de Montargis*. *Bull.*, t. XXXII, p. 169 et suivantes.

4. La lettre de Bèze de France à Calvin, du 20 mars 1563 (lire : 64) en dit long sur ce sujet. C'est un curieux chapitre d'histoire ecclésiastique.

mônes qui attestent l'inépuisable charité de la duchesse, digne fille d'Anne de Bretagne.

C'est la gloire de la Réforme d'avoir largement pourvu à l'instruction de la jeunesse, ravivée aux sources évangéliques, et de nombreux collèges répondent aux besoins de l'enseignement classique qui s'achève dans les académies. La princesse qui fut la protectrice des savants, et l'âme de l'école du palais à la cour de Ferrare, aux beaux jours de la Renaissance, ne pouvait abdiquer ces nobles préoccupations à Montargis, dans le sombre horizon des guerres civiles. Comme son illustre voisin de Châtillon-sur-Loing, l'amiral Coligny, avec lequel elle entretient les plus cordiales relations, Renée sait que l'école est le séminaire de l'Église, et que les bonnes lettres sont inséparables de la pure religion. Montargis aura donc son collège, dont on peut saluer les humbles commencements dans ce passage du livre de comptes :

Avril 1564. — A M. Claude Maignen, précepteur des enfants qui estudient au chasteau..... 10 l.

Et dans cet autre :

Octobre 1565. — Au sieur Paul Arrigon aumosnier, pour vestir deux petits escoliers..... 13 l. 6 s.

Le livre qui contient tant de précieuses indications, manque pour les deux années suivantes, et ne se retrouve qu'à partir de janvier 1568. Le collège est alors placé sous la direction de Pierre Legrand, auquel les persécutions, dont on lira plus loin le récit, donneront pour collègues le très savant Mathieu Béroald, lecteur ordinaire d'hébreu en la ville d'Orléans, et deux autres personnages moins connus, Jehan Le Blanc et Jehan Tonique, qui semblent aussi venus de la capitale de l'Orléanais. La note suivante, pour achat de livres grecs et latins, offre un piquant intérêt :

Février 1569. A M. Pierre Legrand principal du collège
de Montargis..... 18 l. 15 s.
A luy pour une oraison de Socrates..... 12 s.

Pour l'oraison de Cicéro sur Marcus Marcellus	8 s.
Pour un Horace	5 s.
Pour deux tragédies de Sophocle	55 s.
Pour une grammaire hébraïque avec histoire de Ruth et et le prophète Jonas en hébreu	48 s.
Au même pour ses gages et entretenement durant les mois de janvier, février et mars	75 l.
A luy pour 12 petits prophètes en hébreu avec les commentaires	18 s.
Pour la première philippique de Cicéron	8 s.
Pour les bucoliques de Virgile	2 s.
Pour l'oraison d'Isocrate	12 s.
A luy pour Jehan de la Brosse lequel elle entretient aux estudes, savoir pour un livre appelé <i>opus grammati-</i> <i>cum</i> , lequel il avoit fait relier avec plusteurs autres livres	18 s.
Pour les olynthiennes de Démosthène	42 s.
Pour la première invective de Cicéron contre Catilina.	40 s.
Pour un petit livre des Iliades d'Homère	12 s.
Pour un petit livre des Dialectes, etc.	40 s.

La proximité de Châtillon-sur-Loing et de Montargis donne à penser que plusieurs des maîtres furent communs aux deux collèges animés l'un et l'autre du même esprit. Mais les destinées du premier, associées aux vicissitudes de la vie de l'Amiral, dans le drame des guerres civiles sans cesse renaissantes, furent plus orageuses que celles du second, qui dut emprunter une sorte d'inviolabilité au respect dont était entourée sa pieuse fondatrice comme princesse du sang. On ne saurait cependant se faire illusion sur les sentiments de la bourgeoisie de Montargis invariablement hostile à la Réforme, et dont les plaintes trouvaient de complaisants échos à Paris, même à la cour, comme on en peut juger par ce passage d'une lettre d'Anne d'Este, duchesse de Nemours, à sa mère : « Au demeurant ceux de vostre ville se sont venus plaindre de vostre collège, et tout plein d'autres choses, en quoy nous remédions le plus que nous pouvons. Et je vous assure qu'ils sont si mauvais sujets et si peu vos serviteurs qu'ils

ne pensent la plupart à autre chose qu'à vous ennuyer. Or Dieu ne le permettra point, s'il luy plaist¹ ».

Ce fut une des grandes épreuves de la duchesse de Ferrare, dans ses derniers jours, d'avoir sans cesse à lutter contre l'esprit d'une population fanatisée par le clergé et de voir ses plus nobles intentions méconnues. Les belles maximes de tolérance qu'elle avait entendu professer par le chancelier L'Hôpital, aux États d'Orléans et au Colloque de Poissy, étaient depuis longtemps les siennes, et elle s'appliquait à effacer dans la ville de Montargis ces tristes dénominations de papistes et de huguenots qui troublaient tout le royaume. Mais que peuvent quelques âmes d'élite, supérieures à leur temps, pour réagir contre les passions déchaînées qui entraînent un peuple aux abîmes? La voix de L'Hôpital était de moins en moins écoutée, et la paix de Lonjumeau, signée le 23 mars 1568, qui semblait un retour à l'édit d'Amboise, charte déjà bien amoindrie de liberté religieuse, fut le dernier succès, hélas! bien éphémère, de ce grand homme de bien qui emporta dans sa retraite toutes les chances de pacification et de salut du pays.

Cette paix, qualifiée de perfide et de sanglante par Coligny, ne justifia que trop ce titre par les nombreux attentats dont les protestants furent victimes dans les provinces les plus voisines comme les plus éloignées de Paris. A Rouen, le jour même de la proclamation de l'édit par le parlement, la populace force les portes du palais, en chasse les conseillers, se rue sur les maisons des protestants et massacre tous ceux qui tombent sous sa main. Les mêmes scènes se renouvellent au mois de juin, et la Meilleraie écrit au roi Charles IX : « Cette multitude a perdu tout le respect dû à Votre Majesté et à la justice. » A Orléans, à Auxerre, à Amiens, mêmes scènes. Sir Henri Norris, ambassadeur d'Angleterre à Paris, écrit, le 18 avril, à Cecil : « Chaque jour de nouveaux outrages contre les édits de pacification. Aux portes de la ville on a tué plu-

1. Lettre sans date : A *Madame de Ferrare*. Ancien fonds Béthune, 8759. Orig. autogr.

sieurs protestants qui entraient, et jusqu'ici aucune punition n'a été faite de ces violences¹. » Dans le midi comme dans le nord, à Toulouse comme à Paris, elles demeuraient impunies. La paix semblait plus funeste que la guerre aux dissidents contre lesquels on prêchait publiquement une nouvelle croisade. Faut-il s'étonner qu'ils aient refusé de se dessaisir des dernières villes demeurées en leur pouvoir, et qu'à l'appel de Condé, de Coligny, retirés d'abord au château de Noyers, puis à la Rochelle, ils aient de nouveau tiré l'épée pour la défense de leur vie et la revendication des droits les plus sacrés ? Ce fut la troisième guerre de religion, marquée par les désastres de Jarnac et de Moncontour qui eurent un douloureux retentissement à Montargis.

En ces jours néfastes l'histoire de la congrégation évangélique de Montargis est étroitement liée aux vicissitudes de la grande Église voisine, celle d'Orléans, qui eut à traverser les plus cruelles épreuves. La vieille cité, de bonne heure ouverte à l'esprit nouveau, qui avait vu mourir François II (5 décembre 1560) et s'assembler les états généraux, organes des meilleurs vœux du pays, sous un roi mineur et une régente italienne ; qui, depuis, devenue un des boulevards du protestantisme français, dans le premier acte des guerres civiles, avait eu à subir les horreurs d'un siège pour une cause qui n'était pas la sienne ; que le sage La Noue avait réoccupée dans les seconds troubles, sans y tolérer aucun excès contre les catholiques, nourrissait une profonde aversion contre les réformés, à deux reprises maîtres de la place. En dépit des prescriptions de Condé et de la sévère discipline qu'il s'appliquait à maintenir dans l'armée protestante, la passion iconoclaste avait eu dans ses rangs de terribles réveils, et laissé bien

1. *Lettres de Catherine de Medici* publiées par M. le comte de Lamoignon (Bibl. des documents inédits), t. III, Introduction, p. XXII.

2. L'écroulât parvenu à Toulouse de Ramel, chargé d'une mission de Condé auprès des magistrats de la ville, en fournit une nouvelle preuve. Toutes les démarches qu'il fit pour obtenir une réputation furent sans succès. *Histoire des provinces de Condé* par M. le duc d'Angoulême, t. II, p. 71.

des traces sur les édifices religieux consacrés par les plus purs souvenirs de la monarchie catholique. L'église de Sainte-Croix, cathédrale d'Orléans, avait eu particulièrement à souffrir de ces actes de vandalisme, dont la marque toujours visible sur des autels vénérés, ne contribuait pas peu à entretenir un perpétuel antagonisme entre les enfants d'une même cité professant deux cultes différents et trop souvent ennemis¹. Le comte d'Enragues, le nouveau gouverneur de la ville, n'était pas homme à modérer les passions surexcitées, et à tenter une œuvre d'apaisement toujours difficile entre les partis. Il ne fut que l'agent de la plus implacable réaction contre les dissidents, le complice et peut-être le fauteur des massacres que l'on peut considérer comme le prélude de la Saint-Barthélemy à Orléans².

Il n'est que juste de rappeler les efforts de la duchesse de Ferrare pour assurer aux protestants orléanais le bienfait de la tolérance, et épargner une tache ineffaçable aux magistrats qui n'essayèrent pas même de réagir contre les passions populaires. Elle assista plus d'une fois au prêche dans leur ville, et couvrit leurs pasteurs de sa protection³. Aux plus mauvais jours ils trouvèrent un asile dans son château. Dès les premiers mois de 1568 on put prévoir les catastrophes prochaines. L'Église réformée d'Orléans, avec ses ministres aussi savants que pieux, ses fidèles recrutés dans tous les rangs de la population, bourgeoisie, université, noblesse, et ne demandant qu'à vivre en paix sous un régime réparateur, vit se former lentement l'orage qui devait anéantir temples et troupeau. La per-

1. C'est au sac de l'église de Sainte-Croix que se rapporte le trait mentionné (*Bull.*, t. XIV, p. 130) et qui montre si bien l'impuissance des chefs protestants à réprimer des excès énergiquement réprouvés par Calvin.

2. François d'Enragues marié d'abord à Jacqueline de Rohan, dame de Gié, épousa en secondes noces Marie Touchet, maîtresse de Charles IX, et fut père de la trop célèbre marquise de Verneuil.

3. On en verra plus loin la preuve. On lit dans son livre de comptes, en janvier 1564 : A une pauvre femme qui a nettoiyé le temple où l'on presche aux faubourgs d'Orléans..... 50 s.
Même année, à M. de Beaumont ministre..... 25 l. 10 s.

sécution n'attendit pas même l'édit qui supprima l'exercice du culte réformé et proscrivit ses pasteurs dans toutes les villes du royaume (septembre 1568). Une lettre écrite d'Orléans, le 27 août, révèle, à cette date, toute la gravité de la situation :

Madame, combien que parmy beaucoup de dangers et de traverses ce bon Dieu nous ait fait subsister jusques à présent, toutefois la condition des temps s'empirant de jour en jour, et les choses s'acheminant à guerre ouverte, nous voions tout à clair la dissipation de cette pource Église prochaine, auleun danger éminent de nos personnes, *tellement que nous avons recongu une providence de Dieu notable en ce qu'il luy a plu vous inspirer d'escrire en nostre faveur à Monsieur le gouverneur.*

Cependant, Madame, nous pensons avoir une obligation si estroite à cette Église que jusques à ce qu'il y ait persécution ouverte, nous ne déliérons désamparer la ville, espérant que le Seigneur des armées nous tiendra en sa protection, ou s'il luy plait se servir de nous pour sceler de nostre sang sa vérité que nous annonçons, il nous fera grand honneur de nous appeler au rang de ses martyrs.

Or, madame, remerciant très humblement Vostre Excellence, du soin qu'il luy plaist avoir de nous, nous vous prions de continuer en cette bonne volonté, au cas mesme que l'exercice nous fust défendu, ou que nos personnes fussent en danger. Nous vous reconnoissons comme une mère tutrice que Dieu a suscitée à son Église, et, en cela nous voions l'accomplissement de ce que dit Esaïe au 49^e chapitre : *Les princesses seront tes nourrices.* Nous supplierons donc ce grand Dieu, Madame, qu'avec la longue vie, il ottroye tous jours à Vostre Excellence toute bénédiction et prospérité. D'Orléans ce 27 de Août 1568.

De Vostre Excellence

Le très humble et très obéissant serviteur au nom et pour tous ses compagnons et ministres.

BEAUMONT¹.

Un hommage est dû au signataire de cette lettre, Daniel Toussain, sieur de Beaumont, un des pasteurs les plus distingués de l'Église d'Orléans ; qui, bien jeune encore dans l'exercice du plus périlleux ministère, vit plus d'une fois la mort de

1. Les pasteurs de l'Église d'Orléans étaient alors au nombre de cinq : Antoine Camartier, dit Desmerengues, Nicolas Des Gallins, Robert le Mayon, dit La Fontaine, Pierre Baron, et Daniel Toussain, signataire de la lettre ci-dessus. *Ibid.* t. XX, p. 125. On ne comptait pas moins de sept mille réformés à Orléans, d'après le témoignage de ce dernier.

près, déploya le zèle le plus pur, et ne trouva d'asile qu'à Montargis. C'est à Toussain plus encore qu'à l'auteur du *Martyrologe*, qu'il appartient de nous initier aux épreuves de la congrégation réformée, dont il nous a légué le touchant récit dans la préface d'un opuscule fort rare publié, dix ans après, sur la terre étrangère, et dédié « aux pauvres résidus » de l'Église qu'il avait si fidèlement servie, dans les bons et les mauvais jours¹. Il faut se borner ici à quelques extraits relatifs aux événements qui ne sont pour le pieux pasteur qu'une preuve des voies miséricordieuses de Dieu dans les épreuves infligées à ses enfants.

Doit-on taire en cest endroit la faveur que l'Église d'Orléans expérimenta du Dieu des armées, lorsque ceste misérable paix de Chartres s'estant faite l'an 1568, au mois de mars, la ville fut mise entre les mains des adversaires escumans de furie contre une ville qui par deux fois leur avoit faict teste, et avoit esté le refuge des princes, seigneurs et autres portans pour lors les armes pour le bien public; quand, dis-je, avec un gouverneur ennemi de la religion réformée, furent introduites en ladite ville dix enseignes de soldats des plus accorts et aguerris qu'on avoit pu choisir pour engloutir comme en un moment ladite Église; et Dieu cependant nous fit la grâce, à mes compagnons et à moy, d'y prescher encore en belle assemblée, à la veue des soldats, l'espace d'un cinq mois, parmy mille dangers, esmeutes, arquebusades et infinités de destresses... *nonobstant qu'on cheminast comme en l'ombre de la mort...*

Mais hélas! répondra-t-on depuis le cinquiesme de septembre, l'an 1568, jusques à maintenant, qu'a-t-on vu autre chose sinon calamité sur calamité distillée sur ladite Église, et une si aspre et violente affliction qu'il est mal aisé d'y penser sans que les cheveux dressent en teste? Car ce jour-là qui estoit dimanche, moy ayant fait le presche de six heures en l'Esteppe, lequel lieu seul nous restoit alors², et ayant (trop à propos hélas!)

1. *L'exercice de l'âme fidèle*, assavoir prières et méditations pour se consoler en toutes sortes d'afflictions, avec une préface consolatoire aux pauvres résidus de l'Église d'Orléans, contenant un brief récit des afflictions qu'a souffert la dite Église. In-32, Francfort, 1583.

Ce n'est sans doute que la seconde édition de l'opuscule dont la préface est datée de Saint-Lambert en Palatinat, ce 20 de juillet 1578. M. Weiss en a fait le meilleur usage dans les annotations de deux lettres de Daniel Toussain (*Bull.*, t. XXXII, p. 211).

2. Le temple de la rue de l'Illier avait été brûlé quelque temps auparavant, et plusieurs fidèles mis à mort.

en ce dernier presche, exposé ce passage du seizième de Saint-Marc sur l'histoire de la Passion : *Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu laissé?* Monsieur des Gallars, aussi ministre de ladite Eglise, ayant fait le presche de huit heures au mesme lieu, et suivant l'ordre des pseumes qu'on chantoit, ayant chanté ce pseume funèbre et lamentable qui venoit à propos, sans toutesfois qu'on l'eust choisi :

*Je suis entre les morts transi,
Franc et quitte de ceste vie...*

item

*Tes fureurs ont sur moy passé.
Avec tes espouvantemens terribles...*

Voici, après quelques pierres ruées, une esmeute de peuple qui lors accompagnoit une procession qui se faisoit tout exprès, laquelle se jetant sur l'assemblée qui estoit belle, d'une furie extrême, eust assommé toute la troupe, si ce bon Dieu n'eust suscité quelques soldats estrangers qui se montrèrent plus humains que ces citadins altérés du sang de leurs concitoyens, et couvrirent une partie de l'assemblée, *de laquelle cependant tant de morts que de blessés y eut plus de sept vingt;* et l'après dinée la populace non assouvie de cruauté, mit en plein jour le feu au temple de l'Estape, avec toutes sortes d'insolences et de desbordemens, menaçant la nuit de ce jour-là de faire un sac de toutes les maisons de la Religion, pendant lesquelles tempestes Dieu conserva miraculeusement les ministres qui estoient lors au nombre de cinq, et *mesme les deux qui ce jour-là avoient presché*, comme dit a esté ci-dessus.

Jusques à ce temps les ministres, nonobstant les dangers auxquels ils se trouvèrent, avoient courageusement et par l'avis du consistoire et de tous les principaux de l'Eglise continué en leur charges. Mais ceste fureur estant ainsi enflammée, toute l'Eglise en désarroy, la guerre allumée sur toute la France... lors avec de grandissimes difficultés, les ministres furent retirés de la fournaise et conduits en sauté pour estre les portes très estroitement gardées, et embusches par tous les chemins, et mesme par tous les carrefours des rues, comme de fait un de mes frères et plus fidèles ministres de ladite Eglise, M. Robert le Maçon, dit La Fontaine, M. Mathieu Beroald, professeur de langue hébraïque, et moy tombrasmes entre les mains des ennemis et y demeurasmes, avec très imminents dangers, *depuis le 25 septembre jusques au 15 octobre*, que quelques notables et bien affectionnés personnes voyant qu'ils estoient tous les jours sur le point de nous noyer ou massacrer, et que leur avoient rendu fidèle service jusques à toute extrémité, nous rachetèrent des soldats¹.

1. On voit par une lettre de Daniel Toussain à Beroald, du 6 février 1574, que

Dans ces circonstances critiques la protection du gouverneur d'Orléans paraît s'être utilement exercée sur les fugitifs exposés à tant de périls¹. Nous retrouvons, en novembre 1568, Daniel Toussain à Montargis, où l'avaient précédé trois de ses collègues, Antoine Chanorrier, Jean Baron et Nicolas des Gallars, qui muni d'un sauf-conduit de la duchesse put se rendre à Genève. Une lettre de ce dernier à Edmond Grindall, évêque de Londres, fournit d'intéressants détails sur son évasion : « Lorsque, dit-il, tout récemment en France, sous le voile d'une paix trompeuse, nos Églises étaient si cruellement opprimées que leur condition semblait moins triste sous le régime de la guerre et de la persécution ouverte, ne prévoyant qu'une issue funeste, je songeai à me retirer auprès de vous, en Angleterre, qui m'offrait avec un trajet facile toutes sortes d'avantages pour mes affaires. Mais une émeute depuis longtemps préparée par les papistes d'Orléans, pour le massacre de nos frères, ayant éclaté tout à coup, j'ai vu ma maison où se tenaient les assemblées réduite en cendres, un grand nombre de fidèles égorgés, et j'ai dû changer de dessein en prenant la seule route qui me fût ouverte pour échapper aux plus grands périls. Plus d'une fois, en effet, je m'étais vu en danger de mort ; on ne cessait de réclamer les ministres pour les égorger, et les portes de la ville étaient si sévèrement

ce rachat ne fut pas sans lui causer plus tard quelques ennuis (*Bull.*, t. XXXII, p. 216). Quoi qu'il en soit, c'est en octobre 1568, et non 1569, qu'il faut placer son évasion d'Orléans, avec les détails contenus dans la *France protestante* (t. IX, p. 401) et tirés sans doute de la biographie latine citée par M. Paul de Félice (*Bull.*, t. XXX, p. 425, en notes) et que je regrette de n'avoir pu consulter.

Sorti d'Orléans vers la fin de 1568, Toussain n'y rentra que dans les derniers mois de 1571, pour exercer le ministère *extra muros*, à l'Isle (*ex insula nostra*), sous la protection du bailli Grosloot. Il dut à cette circonstance d'échapper au massacre de la Saint-Barthélemy orléanaise, dont on peut lire le récit dans le *Bulletin* (t. XXI) et il trouva pour la seconde fois un asile à Montargis, avant de se retirer à Heidelberg.

1. Ce fut grâce à cette protection que la courageuse compagne de Daniel Toussain, Marie Couet, reconnue sous le déguisement qu'elle avait pris pour fuir et ramenée à Orléans, put rejoindre son mari à Montargis. Voir l'article de la *France protestante* qui ne se trompe que sur la date des événements qu'il faut placer en octobre 1568.

gardées que personne ne pouvait les franchir. Sortis la nuit d'Orléans, nous avons été conduits par des chemins détournés, à travers bois, jusqu'à Montargis où nous avons salué l'illustre duchesse qui nous a reçus avec la plus grande bonté, et comblés de tant de bienfaits que nous ne saurions ni les reconnaître dignement ni assez exalter ses vertus. Là, je me suis décidé à continuer mon voyage, sous les auspices de cette héroïne, avec les guides qu'elle m'avait fournis, et je suis arrivé, non sans peine, à Genève¹. »

Moins heureux que ses collègues, Chanorrier n'avait atteint Montargis, le port de salut, qu'en laissant derrière lui sa femme Perrette Curtet, qui devait le suivre de près, et dont la mort si cruellement tragique, par une nuit d'hiver, sur les glaces flottantes de la Loire, est une des pages les plus touchantes du martyrologe orléanais. On reproduit ici le récit de Crespin :

Perrette Curtet, femme de M. Antoine Chanorrier des Merenges, suivant l'accord que son mary avoit fait avec M. Pierre Gouge, vigneron de Baules-les-Orléans, sortit de la ville en habit de villageoise pour estre conduite par ledit Gouges jusques à Montargis où estoit son mary eschappé de la rage de ses ennemis. Estant hors la ville Gouges la mena loger le soir au village de Mardye, distant trois lieues de la ville, n'ayant voulu permettre que Jaquette Minant servante accompagnast sa maistresse. Estant arrivés chez M. Julien Guion, maison un peu écartée de ce village, du côté de la rivière de Loire, Gouge fit semblant d'aller chercher un charretier pour voiturer ladite Curtet, mais alla comploter avec un nommé Alexis, sergent du lieu, et un autre nommé Colin, maistre de l'Esco du Pont aux moines, frère, et avec un autre leur beau-frère, lesquels vindrent après souper frapper à la porte (ledit Julien hoste n'estant absent) que l'hôtesse leur ouvrit. Luy entrés demandoyent à ladite Curtet : N'es-tu pas la femme des Merenges ? Elle respondit : Oui. Lors avec blasphèmes dirent : C'est toy que nous cherchons. Sur ce ils la despoillèrent en chemise, volèrent son argent et ses anneaux, et la

1 « Emisi noctu Aurelian. des. in itinere, per montargium, Montargis, usque ad urbem genèvam. Ibi salutata illustrissimâ Dominâ que nos omni officio ac pietate adeo salubriter et nos illi nunquam satisfacere, nec quæ vitulæ vobis prædicare possunt. » D. Edmundo Grimaldo, Episcopo Londinensi, Geneva præliæ salutis (Geneva) 31 janv. 1567. Ms. de Genève.

menèrent à la rivière. Estant sur le bord ils lui dirent avec grands blasphèmes : Confesse-toy. La pauvre femme leur répondit : Je vous prie, puisqu'il faut que je meure, que me laissiez prier Dieu. Eux se moquant, dirent : Prie donc, que nous oyons comme tu pries. Elle faisant sa prière et se recommandant à Dieu en langage françois, l'un d'eux dit : Mort Dieu, ne veux-tu dire autre chose? Lors il dit aux autres : Jetons la en la rivière, ce qu'ils firent, les uns la prenant par les bras, les autres par les pieds, et ainsi la précipitèrent en la rivière, puis jetèrent à force pièces de glace sur elle pour l'assommer et s'en allèrent. Mais entendant que la pauvre femme s'estoit jetée sur un gros glaçon pour se sauver, Gonge retourna et l'acheva de tuer, ce qui n'eût pu venir à notice, n'eust esté que ledit Gonge le confessa estant prisonnier aux prisons de la duchesse de Ferrare pour ce mesme fait, duquel néanmoins il n'a esté puni ni par Jean du Pont prévost des maréchaux de Montargis, ni par le juge criminel d'Orléans, auquel contre le droit des prévosts, il avoit été renvoyé à par et à plein, en haine de la doctrine du S. Évangile duquel estoit ministre ledit Chanorrier des Mérenges. Au reste, le corps de la défunte fut porté par l'eau, sans s'arrêter nulle part, jusques à ce qu'il parvint tout à l'endroit du logis où demouroit ledit des Merengues, et où infinies personnes le virent, comme s'il eust demandé vengeance et justice, et y fut reconnu et tiré de là fut enterré par les pauvres fidèles qui estoient encore en la ville¹.

Sous ces lugubres auspices s'ouvrit pour l'Église d'Orléans une nouvelle année, marquée par un redoublement de persécutions, et par des souffrances inouïes relatées en ces termes dans l'opuscule de Daniel Toussain :

Depuis ce massacre premier, du cinquième de septembre 1568, on ne cessa tantost par les rues, tantost dans les maisons, de tuer quelques uns des fidèles, de piller leurs maisons, les tirer avec cordes par les rues, ne les voulans ni laisser sortir ni souffrir en ladite ville. Telles persécutions continuèrent jusques à ce que l'an 1569, au mois de juillet, on mit le feu dans deux maisons en plein jour, où on avoit emprisonné plus de sept-vingt personnes de toutes sortes de qualités et d'âges, persévérant en l'invocation du nom de Dieu et en la pureté de son service [lesquels] dis-je (hélas! quel spectacle!) en présence de ce peuple enragé, nonobstant que les prisons ne doivent estre forcées, nonobstant aussi les cris de leurs femmes, de leurs parents et de leurs enfants, furent bruslés tout vifs, et si la flamme en avoit espargné quelques uns, les mains sanglantes

1. *Histoire des Martyrs*, édition de 1597, f^o 703, 704.

d'une populace et les hallebardes et les couteaux ne les espargnoient. — Et quant à une autre troupe de quatre vingt fidèles, la plupart bourgeois de ladite ville, qui estoient serrés dans la grosse tour de la ville, ils furent quelques mois après, un matin, lorsqu'on feignoit les mettre en justice, tués à coups de dagues, les uns après les autres, ce que je ne puis réciter sans dire avec le prophète Jérémie: *Oh ! si j'avois ma teste pleine d'eau et que mes yeux fussent une fontaine de larmes afin de déplorer jour et nuit les occis de la fille de mon peuple !*

Détournons les yeux de ce triste spectacle pour les reposer sur le château de Montargis abritant toutes les infortunes, et faisant rayonner sur les misères de la guerre civile et sur les crimes qu'elle enfante les plus pures inspirations de la charité. Ce sera le sujet des dernières pages de cette étude.

(A suivre.)

JULES BONNET.

LASOURCE, DÉPUTÉ A LA LÉGISLATIVE ET A LA CONVENTION

D'APRÈS SES MANUSCRITS ET LES DOCUMENTS ORIGINAUX.
22 janvier 1763 - 31 octobre 1793.

I. — LE PASTEUR ET LE PRÉDICATEUR.

La révolution de 1789, en ébranlant la France et l'Europe, entraîna dans son courant les gens les plus pacifiques ; aussi, onze pasteurs, quelques évêques et des centaines de prêtres figurent-ils dans les diverses assemblées. Les plus connus de ces pasteurs, tous du Midi, sont Julien, de Toulouse, Jean-Bon Saint-André, de Castres, Rabaut Saint-Étienne, de Nîmes, et Lasource, de Roquécourbe, auquel un historien catholique rend ce beau témoignage : « Le ministre protestant Lasource, qui fut l'un des députés du pays castrais à la Législative et

1. Voir le récit de ce même massacre, *Hist. des martyrs*, t. 569, et d'Aubagne, *Hist. universelle*, t. 1^{re}, p. 292.

2. M. Ridel nous avait proposé un chapitre du volume qu'il a consacré à la révolution et qui paraît pour le Centenaire de 1789, mais nous avons préféré une étude complète en elle-même, et nous remercions l'auteur d'avoir bien voulu la recueillir pour nos lecteurs. — N. W.

à la Convention, se fit distinguer par son éloquence à côté de Mirabeau et de Vergniaud¹. »

La Révolution s'annonçait comme une ère nouvelle de justice et de liberté, dont les petits et les opprimés avaient tout à espérer. C'est en vain, pour la déprécier, qu'on lui assigne de petites causes. Depuis longtemps, de nouveaux principes fermentaient dans la nation : le livre de Tocqueville sur *l'Ancien*



Régime et la Révolution en fait foi. La Révolution couronnait le mouvement bien plus qu'elle ne le commençait ; elle était un puissant et dernier effort pour infuser l'égalité dans les mœurs nationales, pour acclimater le droit individuel dans les institutions, pour inaugurer la tolérance, étouffée sous les préjugés et les cruautés de caste. Comment un peuple d'esclaves n'eût-

1. Magloire. — Nayral, *Chroniques et Antiquités castraises*.

il pas salué sa libération avec transport? Comment en particulier le peuple réformé n'eût-il pas fait un vibrant écho aux voix de cet idéal et ne se serait-il pas jeté, ses pasteurs en tête, dans le courant nouveau, comme jadis les chefs d'Israël quand ils menaient ses légions en terre sainte? Ils le firent, marquèrent dans le mouvement et parmi eux Lasource mérite une mention particulière.

S'il se dérobe avec sa loyale nature à l'humilité de son ministère et accepte un rôle militant sur une scène périlleuse, ce n'est que pour servir les intérêts de ses principes, de son Église, et de sa patrie. Apostolat d'un autre genre que celui pour lequel il a été consacré, mais qui a sa grandeur et n'en conduit pas moins au martyre. On le verra bientôt.

C'est entre deux tourmentes, celle du Désert et celle de la Révolution que notre héros entre en scène. L'Église réformée n'a derrière elle que des ruines et, devant, que la misère et le péril; les lois contre les protestants n'étant pas abrogées, leur application dépend du bon plaisir des juges et les ministres sont toujours censés proscrits ou condamnés à mort. En outre, tout est à créer : temples, écoles, organisation, caisse; on n'a que des difficultés, des privations, des humiliations en perspective; aucune autre satisfaction que celle de la conscience n'est réservée au ministère chrétien. Lasource le sait; mais sa vocation est plus forte que tout; comme l'abîme attire, les souffrances et les supplices semblaient attirer les pasteurs du Désert; car, plus on en pendait, plus il en sortait du sol, comme aux temps classiques de l'Évangile où, d'après Tertullien, « le sang des martyrs était la semence de l'Église ».

Le vrai nom de Lasource était *Alba*; et ses prénoms, Marc-David. Il est à remarquer que le nom des pasteurs qui, pendant la persécution et peu après, commence par *La*, indique en général un nom de guerre tiré d'une habitation, d'un domaine, d'un fief quelconque : tels, dans nos contrées, *Larroque*, nom de guerre de Bonifas, l'auteur de *l'Élève de l'Évangile*, et *Laroche*, nom de guerre du martyr François Rochette écartelé à Tou-

louse. Mais, pour Lasource, ce fut plutôt un simple moyen de se distinguer des autres Alba, fort nombreux dans le pays. Il était le troisième fils, né le 22 janvier 1763, de *César Alba Lasource* et d'*Esther Amalric* résidant au Crouzet près d'Anglès, et qui eurent trois garçons et trois filles. Avant 1789, les aînés recevant le nom de souche, patronymique, avec le droit d'ainesse si contraire à l'égalité et à la fraternité¹, les cadets en prenaient un autre ; c'est ainsi que les cadets d'Alba s'appelèrent Lasource laissant le nom d'Alba à l'aîné, Jean, qui devint notaire à Anglès, administrateur du district d'Anglès pendant la Révolution et d'où sont descendus les Lasource qui vivent encore dans le Tarn.

Né le 22 janvier 1763, Lasource n'avait donc que trente ans neuf mois, lorsqu'il mourut sur l'échafaud, le 31 octobre 1793, contrairement aux assertions de tous les historiens qui le font naître en 1749 ou en 1762. Il fut baptisé au Désert, le 49 mars 1763, par le ministre *Sicard*. De son enfance, nous savons seulement que, de bonne heure, s'éveilla en lui le goût du ministère chrétien ; et, pour donner cours à ses sentiments, il se rendit à Castres, chez le savant pasteur *Bonifas Larroque* en vue d'y recevoir une solide instruction préparatoire. Dans ces temps malheureux, les vieux pasteurs avaient l'habitude de donner aux « apprentis pasteurs » une première instruction qui abrégait d'autant leur séjour à la Faculté de théologie. Les pasteurs du Désert, vite usés ou brisés, devaient être souvent renouvelés et les Églises, dans leurs besoins pressants, ne les laissaient moyennement que deux années à la Faculté. Ce fut le synode du 1^{er} juillet 1778 qui admit « à la place d'étudiant de la province, pour le faire jouir de la bourse de 120 livres attachée à ce titre, Alba dit Lasource, originaire d'Anglès, sur le compte qui a été fait de ses dispositions pour le ministère et de son talent ». Après quelques années passées

1. Le droit d'ainesse qui, en donnant tout à l'un des enfants, déshéritait les autres, fut aboli dans la nuit du 4 août 1789, et cette abolition fut confirmée par la loi du 25 février 1790.

sous la direction de Bonifas et sur son témoignage, Lasource fut envoyé par le synode provincial du Haut Languedoc, tenu à la Teillardé le 3 mai 1781, à Lausanne « avec 150 livres pour le voyage » et avec « la promesse formelle de se consacrer, au retour, à la province ». Il figure, en effet, en 1781, sur la liste des étudiants français de Lausanne. Et le synode provincial de la Virbale, du 13 mars 1784, décide de rappeler Lasource, de lui adresser vocation pour l'Église de Lacaille et de lui envoyer 120 livres « pour son itinéraire ».

Après avoir été consacré au saint ministère, à Lausanne, le 18 juin 1784, Lasource retourne dans le Tarn et entre immédiatement dans le champ de l'activité pastorale, à la tête de l'Église de Lacaille, ainsi que le constate le procès-verbal du synode du 5 mai 1785 tenu encore à la Virbale : « ...Muni des attestations les plus honorables tant de la part de ceux qui ont dirigé ses études à Lausanne que de la part de son Église, l'Assemblée le reçoit avec empressement au nombre des pasteurs de la province. » Le certificat de ses professeurs qui parle de « la sensibilité de son âme, de ses heureux dons, de son génie », laisse pressentir une brillante destinée.

Il ne tarde point à justifier toutes les espérances, à Lacaille d'abord, par son zèle, son dévouement, ses prédications. De Lacaille, il rayonne dans les Églises voisines, notamment à Anglès, son village natal; et de partout, même de Castres, on accourt, au bruit de son éloquence; son renom grandit; et l'on s'explique que la famille de *Gallier de Laroque*, l'une des plus marquantes de la contrée, lui donne une de ses filles en mariage, Jeanne-Antoinette-Catherine, aussi distinguée par son intelligence que par sa beauté. Ses talents exceptionnels, son amabilité, son titre de pasteur, lui valurent cette union, malgré la modestie de sa position et bien qu'il fût marqué de la petite vérole. Elle eut lieu à Lacaille, le 24 avril 1786, par le ministère de Bonifas, son ancien maître. De cette union naquit un garçon, baptisé le lendemain, et qui mourut au bout de peu de jours; la mère suivit de près son enfant

dans la tombe, le 9 mars 1787. Double deuil que Lasource supporta avec une chrétienne résignation.

Dans cette même année, éclata un pénible conflit avec un de ses paroissiens et qui nous révèle son caractère impétueux et absolu. Il s'agissait de publier des bans de mariage, conformément à une décision synodale ; s'autorisant des répugnances de l'Église d'Espérausses à cette publication, Lasource s'y refuse énergiquement ; la commission ecclésiastique de la province lui inflige un blâme, en appelle au prochain synode et, en attendant, engage « le suppliant à s'adresser à tel autre pasteur de la province, persuadée qu'il n'en est aucun, M. Lasource excepté, qui ne fasse ce que le devoir lui prescrira¹ ».

Sur ces entrefaites, après deux années à Lacauue, Lasource permute avec un de ses collègues et prend la direction des deux Églises de Roquecourbe et de Réalmont, autorisé par le synode provincial du 3 mai 1787, « à condition que M. Lanthois et lui seraient libres de rentrer dans leurs Églises respectives, lorsqu'ils auraient des raisons de le désirer ». Le dernier acte signé de Lasource au registre ecclésiastique de Lacauue porte la date du 25 octobre 1787.

Il se pourrait que la question de son second mariage, ajoutée à des considérations de santé, ne fût pas étrangère à son changement de résidence. Quoi qu'il en soit, le voilà plus en vue, non loin de Castres, où se concentre l'activité politique de la région, pouvant y prêcher souvent et se mettre en rapport avec les notabilités du pays. Mais il est bientôt contraint, par la maladie, de s'imposer un repos absolu ; nous le voyons cependant assister aux séances de la Commission relatives à l'édit de tolérance et au synode provincial du 1^{er} mai 1788. A peine remis et ne ménageant pas ses forces, il est ressaisi par son mal et la commission lui adjoint « M. Barbey, ministre suisse, connu déjà sous les rapports les plus avantageux² »,

1. Archives du conseil presbytéral de Castres.

2. Grand-père de M. Édouard Barbey, sénateur, ancien ministre de la marine et des colonies.

pour l'aider à porter le poids de ses deux Églises. Son tempérament ne devait pas être robuste ; car, à de courts intervalles, il est atteint de maladie ; et, plus tard, à Paris, c'est encore son état de santé qui lui vaut d'être emprisonné au Luxembourg, tandis que ses collègues sont entassés à la Conciergerie. De concert avec M. Barbey, il continue, dans la mesure de ses forces, à s'acquitter de ses fonctions pastorales et aucun événement saillant ne marque plus la vie de Lasource, jusqu'à sa nomination de député, sauf les luttes particulières que lui suscite son ardeur passionnée. Nous en trouvons la trace au registre de Roquecourbe, une première fois, le 30 avril 1791 ; c'est une altercation avec Montchâtre, un de ses paroissiens ; et une seconde fois, le 9 août 1791 : on avait célébré à Roquecourbe, comme partout, la fête de la Fédération du 14 juillet 1791 ; quelques jeunes gens, par trop bruyants et anathématisés par Lasource du haut de la chaire, en avaient appelé à la commission ecclésiastique. Celle-ci, dans une pensée de pacification, délègue auprès de Lasource deux pasteurs et deux anciens et les charge, en cas d'insuccès, de procéder à une enquête. L'insuccès fut complet. Leur rapport déclare que Lasource les a reçus « avec une extrême violence : qu'il repousse l'autorité d'une commission qui s'est réunie sans lui, alors qu'il en est membre, qu'on n'a pas le droit de se mêler des affaires de son Église ; qu'il méprise la plainte, qu'il ne veut ni médiation, ni conciliation ; qu'il ne connaît pas la commission... » Pendant que *Nazon*, l'un des pasteurs, essuie cette bordée, surviennent les deux autres commissaires, *Jaffard* pasteur, et Martin ancien, qui reçoivent « un accueil plus mortifiant encore et qui entendent des choses que la charité ne permet pas de répéter ». Ainsi battus, les commissaires se réfugient à l'hôtel, Lasource les y suit ; nouvelle tentative pour lui faire entendre raison, peine inutile. On n'en obtient qu'une déclaration dans laquelle il en « appelle au synode par lequel seul il veut être jugé, récusant tous autres juges et rendant, par cela même, toute médiation superflue ». C'était le

8 août 1791. Il n'est que trop certain que, dans ses moments d'éclat, l'homme étouffe en lui le ministre, alors que le ministre devrait commander à l'homme ; cela ne l'empêchait certes pas d'être un fidèle pasteur, zélé dans l'accomplissement du devoir, et d'obéir aux mobiles les plus élevés ; mais naturellement irascible, il s'abandonne trop facilement à la chaleur du sang ; méridional, doué d'une âme de feu, la fougue forme son trait dominant.

On comprend avec quelle force son cœur dut vibrer au premier souffle révolutionnaire et qu'il ait salué avec enthousiasme dans la Révolution le triomphe des droits sacrés et foulés de son Église.

Nous ignorons l'issue de son conflit avec la commission ecclésiastique ; il se produisit si près des grands événements qui le portèrent à l'Assemblée législative, qu'il est assez probable que le synode ne put se réunir pour s'en occuper. D'ailleurs, d'autres préoccupations absorbaient Lasource : son mariage, après cinq ans et demi de veuvage, avec Mlle de *Noir de Cambon*. Fille d'un ancien capitaine de cavalerie décédé et de Jeanne Esther de *Ladevèze de Rotolp*, elle habitait avec sa mère le château de Cambon, sur l'Agoût, en amont de Roquecourbe. Le mariage eut lieu le 9 septembre 1791, après que les publications en eurent été faites aux portes de l'église catholique, conformément aux clauses de l'édit de tolérance du 17 novembre 1787. Il semblait que ce mariage allait, comme un baume, guérir toutes les meurtrissures de son cœur. Mais, appelé à siéger à l'Assemblée législative, il est contraint de partir huit jours après ses noces ; et, entraîné dans le terrible engrenage de la Révolution, il ne revit plus sa jeune femme. Il sacrifia son bonheur à sa patrie, mourant d'une mort tragique à la fleur de l'âge avec le poignant regret de ne pas revoir sa compagne, dont il parlait souvent à miss Hélène Williams, dans sa prison du Luxembourg ; mais n'anticipons pas.

Avant de le suivre à Paris, il faut dire quelques mots de son

œuvre oratoire qui compléteront l'étude du pasteur et qui, d'ailleurs, nous feront entrevoir de loin le puissant tribun.

Depuis quelque temps déjà, un souffle d'apaisement se faisait partout sentir et les hommes les plus en vue, Rippert de Monclar, Rulhière, Malesherbes, Lafayette, etc., s'employaient à restituer aux protestants leurs droits d'hommes et de citoyens français. L'édit de tolérance couronna vingt années d'efforts. Ce fut un renouveau qui pénétra les cœurs d'espérance. La prédication de Lasource en porte l'empreinte. C'est dans ce milieu vibrant des souvenirs du passé et des espérances de l'avenir que se forme sa mâle parole.

De là, la double note de sa prédication : ses larmes, son deuil sur « Sion désolée » et les frémissements de joie dont il salue la fin de la « désolation ». D'un côté, il touche aux derniers prédicateurs du *Refuge*, à Saurin entre autres, qu'il rappelle par ses défauts et son énergie entraînant; de l'autre, il subit à son insu l'action du XVIII^e siècle, époque essentiellement irréligieuse où — le dogme étant voilé — tout se résout en une morale assez commune qui, détachée du tronc de l'Évangile, manque de sève et de solidité.

Lasource a laissé cinquante-sept sermons manuscrits, peut-être plus, d'une durée moyenne d'une heure et quart; quarante-quatre sont passés sous mes yeux. Recopiés pour la plupart, ils servirent aux cultes d'Anglès et de Lacrouzette de 1813 à 1817; on se transmettait dans les familles la profonde impression qu'ils avaient produite sortant de la bouche de Lasource; ils tranchaient sur la médiocrité commune; on se souvenait de l'enthousiasme des foules qui, de loin, venaient l'entendre. D'ailleurs, certains traits rapportés par la tradition attestaient sa merveilleuse facilité d'improvisation; il serait, à deux reprises, monté en chaire sans préparation aucune et aurait prêché, sur un texte donné à l'heure même, avec une rare éloquence.

Mais tout son talent n'empêche pas que ses sermons ne soient généralement dépourvus d'onction, de saveur chrétienne. En

outre, sa prédication porte l'empreinte d'une orthodoxie décolorée, pur intellectualisme, et de la philosophie régnante. Il est d'ailleurs bien difficile de s'abstraire de son siècle. La religion naturelle de Voltaire et de Rousseau, qui devient l'opinion générale, envahit les sanctuaires eux-mêmes; prêtres et pasteurs sacrifient plus ou moins au Dieu du jour; un retour aux rigides austérités de la vieille théologie eût détonné dans ce milieu déiste. Il n'est plus question que de « l'Être suprême », de « l'architecte de l'Univers », du « Grand Être », appellations convenues plutôt que réalités vivantes; il ne reste au fond de la cornue qu'une morale étiolée; l'Évangile en soi, avec ses féconds principes, s'est évaporé comme le parfum du vase. La philosophie sensualiste ayant atrophié les aspirations profondes de l'âme, toute l'apologétique se résume dans le miracle. C'est l'esprit du temps; et nul ne s'y dérobe, pas plus Lasource que ses collègues. Tous les sermons de cette époque sont frappés de la même empreinte; leur inspiration suffirait à les dater; ils versent dans le vague et déclamatoire sentimentalisme de Rousseau, sans avoir pour excuse ses traits de génie.

Le premier des sermons de Lasource, appelé par lui-même « Sermon d'entrée », qu'il dut donner à Anglès, le jour de son installation, roule sur les *Devoirs du pasteur*, Act. XX, 28. Parfaitement approprié à la circonstance, il expose : 1° les devoirs du pasteur envers lui-même; 2° ses devoirs envers le troupeau; 3° les motifs de ces devoirs. Il est surchargé de subdivisions, d'apostrophes, de redondances, mais il ne manque pas de substance et déborde de vie; c'est un torrent de lave brûlante où l'on saisit sur le vif la sincérité de sa vocation :

Nous sentons que notre goût pour le ministère, que le penchant que nous avons eu pour ce saint état, dès notre plus tendre enfance, que le désir d'y parvenir qui nous a toujours animé, sont des mouvements particuliers de l'esprit de Dieu qui a bien voulu nous appeler, dans sa grâce, à répandre en tous lieux la bonne odeur de sa connaissance.

Ce sermon remonte au début de son ministère officiel; mais bien avant, quand il n'était que simple aspirant sous Bonifas,

il avait commencé à s'exercer dans un sermon sur *le Secours de Dieu dans les tentations* (Cor. X, 13); il porte pour suscription ce souvenir intéressant : « Le premier que j'ai fait en 1779, quand je commençai mes études pour le Désert. »

Selon les errements de la vieille homélitique qu'ont suivis Saurin et les prédicateurs protestants du *xviii^e* siècle, il compose en général ainsi ses sermons : exorde, terminé par une invocation; explication du texte; division: tractation en trois points; subdivision de chacun en trois ou quatre autres; péroraison. Et dans ses premières compositions se distinguent des qualités de logique, de clarté, de vigueur, de précision, si rares au début du ministère où le vague et l'incohérence dominent généralement.

Le plus souvent, au lieu de creuser son sujet, il pose une thèse à la mode scolastique et la développe avec les arguments rationnels de l'école. Voici un fragment de son second sermon sur *l'Eglise est le corps de Christ* : 1^o comment l'Eglise est le corps de Christ; 2^o devoirs envers le corps de Christ, envers l'Eglise. En même temps qu'on jugera du genre de Lasource, on y verra la révélation de l'état spirituel du temps et de l'abandon où était tombée la discipline.

Premier devoir des membres de l'Eglise. — Ils doivent être soumis aux lois de ce Corps. Les préceptes de l'Evangile sont sans doute les premières lois que l'Eglise doit suivre, lui ayant été données par son Maître et son Christ suprême. Mais comme ces lois ne considèrent l'homme qu'en général, sans entrer dans le détail de toutes les circonstances particulières où peut se trouver chaque fidèle, l'Eglise a donné à ses membres un nouveau code qu'on a coutume d'appeler *Discipline ecclésiastique*. Les maximes évangéliques y sont développées avec ordre, expliquées avec clarté et appliquées avec précision aux divers cas sur lesquels le code divin semble garder le silence. Les lois de cette nature sont, ce semble, bien importantes et devraient être connues de chaque membre de l'Eglise, afin que chacun fut instruit de la conduite qu'il doit tenir pour ne jamais troubler l'ordre, l'édification et la paix. Cependant, combien de mes auditeurs qui ignoraient même l'existence de ce Code! Quel plus grand nombre encore qui s'endormaient peu des réglemens qu'il renferme, qui n'ont jamais eu la faible curiosité de le mettre sous leurs yeux! Des lois de cette nature ne

sauraient être négligées sans porter un coup mortel à la religion et à la vertu. Sans cette police religieuse, chacun abusant du silence de l'Écriture sur divers cas, tordant les expressions des auteurs sacrés au gré de ses passions et de ses caprices, s'érigera dans son cœur un tribunal en dernier ressort, n'écouterait d'autres décisions que les siennes propres, envisagera comme permis ce qui est illicite et se conduira la plupart du temps au grand scandale de son prochain. Funeste contagion ! Ravage affreux de l'exemple ! Ce pécheur scandaleux est bientôt imité de ceux qu'il scandalise : le vice s'étend ; l'amour de la vertu s'affaiblit ; cette charité qui édifie ne règne plus dans les cœurs et la piété est ensevelie dans le poids de mille désordres qui se sont introduits dans l'Église, à l'ombre de la négligence criminelle de cette discipline sacrée qu'on n'a pas mis en vigueur pour les arrêter dans leur principe et les étouffer dans leur source.

Quoi donc de plus nécessaire que cette police religieuse pour maintenir dans l'Église le bon ordre et la pureté des mœurs ? Quoi de plus indispensable ? Mais, en même temps, quoi de plus négligé ? Combien de fois ne s'éloigne-t-on pas des institutions primitives renfermées dans ce précieux code ! Combien de lois dont on envisage l'exécution comme impossible ! Combien d'articles auxquels on refuse de se conformer, sous le prétexte d'une modération et d'une prudence déplacée quand il s'agit d'avancer le règne de Dieu et qui annoncent beaucoup plus le relâchement et la faiblesse que le zèle prudent et circonspect ! Hélas ! mes frères, s'il existe une discipline, s'il est des lois religieuses, où sont-elles ? Dans le fond des bibliothèques et jamais dans le fond des cœurs ; elles ne sont plus aujourd'hui que des instruments antiques abandonnés à la poussière, à la rouille, et dont on ne fait aucun usage.

Sur qui doit retomber la honte de cette criminelle négligence ? Sur les pasteurs et les Consistoires ! Sans doute, ils sont répréhensibles de ne pas veiller avec plus de soin et travailler avec plus de force à l'exécution des lois religieuses. Mais l'esprit d'insubordination et d'indépendance dont le pécheur est animé ne rendrait-il pas toujours leur zèle inefficace et leurs efforts inutiles ? Si nous voulions éloigner de la table du Seigneur ce pécheur audacieux qui est en scandale à ses frères ; — si, comme dans les premiers siècles, nous voulions contraindre cet autre à faire en face de l'Église l'aveu et la pénitence des péchés criants ; — si nous voulions poursuivre le vice avec le zèle courageux des Nathan, des Jean-Baptiste, des saint Paul, — que de rebellions ouvertes ne verrions-nous pas dans cette Église ! Que de pécheurs audacieux qui, loin de rentrer dans le devoir, se joueraient de nos censures, fouleraient aux pieds notre tribunal et secoueraient hardiment le joug de la discipline et celui de la religion !

Que prouve cette réflexion ? Une vérité bien affligeante : c'est que nous ne sommes plus dans ces heureux temps où les pasteurs, armés du glaive de la Parole, arrêtaient les empereurs à la porte des temples et leur reprochaient leurs crimes à la face des peuples ; — c'est que nous ne sommes plus dans ces temps heureux où la discipline en vigueur pouvait retenir le pécheur et réprimer le désordre ; — c'est que nous sommes dans un siècle où le relâchement a étouffé le goût des vertus chrétiennes : — où le pécheur, ne respectant plus la religion, méconnaît l'autorité de l'Église et où les membres de ce corps veulent en être indépendants, fouler les lois et donner cours à leurs désordres sans avoir à redouter ni censures, ni anathèmes.

N'y a-t-il pas du souffle dans ce morceau ? Et la période oratoire ne se développe-t-elle pas abondante, nerveuse et claire ? Par sa méthode et sa chaleur entraînant, il rappelle Saurin. Sans doute, il a moins d'envergure et donne moins dans le travers des subtils commentaires du texte précédant le sermon. Mais, comme lui, il jette au début une proposition et en poursuit la démonstration avec une dialectique serrée. Mort en 1730, Saurin avait rempli la Hollande du bruit de son magnifique talent oratoire ; il passait pour le Bossuet protestant ; aussi, les pasteurs se le proposèrent-ils pour modèle et Lasource y était d'autant plus porté qu'il avait avec lui une ressemblance de nature. De là, chez Lasource, cette impétuosité exclusive de la souplesse et des demi-tons ; ce style tout d'une pièce, d'une rudesse conventionnelle ; cette déclamation tenant plus à la forme qu'au sujet lui-même, ces expressions surannées ou excessives, comme s'il ne pouvait parler qu'au superlatif, avec une profusion d'antithèses, d'apostrophes et de prosopopées. Quant à son Dieu, c'est celui de l'Ancien Testament, le Dieu du tonnerre et non le Dieu des miséricordes.

On en trouvera la confirmation dans ce court fragment emprunté à la péroraison de son sermon sur les *Devoirs du troupeau envers le pasteur* :

Il faut pourtant, M. F., se déterminer pour un parti ; il faut opter et agir. Je vous dirai aujourd'hui ce que le successeur de Moïse disait au-

trefois aux Israélites : Choisissez qui vous voulez servir. Voulez-vous servir vos passions ou l'Évangile, le vice ou la vertu, le monde ou votre Dieu ? Si vous avez résolu d'être inattentifs à nos discours, de négliger nos préceptes, de fouler aux pieds notre ministère, de continuer votre train de vie sans tenir compte de nos exhortations et de nos censures ; — si vous avez résolu d'être tièdes et impies, mondains et voluptueux, relâchés et grands pécheurs ; — si vous avez résolu de tenir une conduite qui vous mène à votre perte, — perdez-vous sans vous contraindre ou du moins sans vous couvrir du voile de la religion. N'appellez point de pasteurs ; pour vous, ils sont inutiles ; ne venez point dans ce lieu ; comblez les chemins de Sion ; éloignez-vous des autels ; ne vous approchez que du monde ; ne vivez que dans le monde ; ne vivez que comme le monde ; ne vivez que pour le monde ; ne pensez jamais au ciel ; ne faites rien pour le ciel ; continuez à vous livrer au torrent de vos passions ; continuez à enfreindre les lois sacrées de l'Évangile ; continuez à suivre la foule des criminels enfants du siècle ; continuez à vous livrer à la corruption régnante ; continuez à vous souiller des ordures de tous les vices ; continuez à vous repaître d'illusions et de chimères. Mais l'Éternel, votre Dieu, sera ému à jalousie ; son courroux s'enflammera ; son bras menacera vos têtes ; ses carreaux vengeurs fondront sur vous ; l'abîme sera entr'ouvert ; l'étang ardent sera allumé ; la sentence de condamnation sera prononcée et des tourments éternels vous déchireront à jamais !...

Mais mourrez-vous dans vos péchés et aurai-je la douleur d'être venu dans cette Église pour cultiver une terre ingrate ? Ah ! promettez à Dieu de devenir plus vigilants, plus actifs, plus pieux ; promettez-lui d'augmenter le nombre de vos vertus en raison du nombre de jours que nous coulerons au milieu de vous. Malheur à toi, pécheur obstiné qui te refuses à ce serment ! tu es perdu dans tes vices, puisque tu n'oses pas même les abjurer ; ta malice est consommée, puisque tu ne veux pas même promettre à ton Dieu de travailler à t'amender ; ta perdition est inévitable ! Dieu te menace, il tonne, il frappe ; je me décharge de tes fautes et je te livre à son courroux vengeur... ! Mais prononcerai-je des Maranatha et des anathèmes, en prêchant l'Évangile de paix ? Oui, Seigneur, tu me l'ordonnes et tu les fulmines toi-même par la bouche de ton apôtre contre quiconque ne t'aime pas. Oh ! daigne aujourd'hui toucher toi-même mes auditeurs ; frappe sur eux un coup de ta grâce ; éclaire, atterre, convertis !

Dans presque tous ses sermons, on constate la présence de la force et l'absence de l'onction. Sommation, menace, frayeur, tels sont ses moyens ordinaires et, du reste, les moyens habi-

tuels des prédicateurs du temps. Saurin s'écrie dans un de ses sermons : « Heureux si je vous sauve par la frayeur ! »

Outre leur valeur propre, les sermons de Lasource offrent cet intérêt particulier qu'ils sont actuels; ils reflètent les mœurs ambiantes et sont comme la résonnance des événements du jour; aussi, fournissent-ils de précieux renseignements sur l'état de la religion, des habitudes, de la politique. J'en pourrais citer de nombreux exemples. A mesure qu'on s'approche de l'époque révolutionnaire, Lasource, l'esprit ouvert et le cœur chaud, prend sa part de l'élan national et laisse ses effusions déborder dans sa prédication. La joie et l'espérance transpirent dans son langage et Louis XVI, dont il devait plus tard voter la mort, reçoit son tribut d'hommages. Dans son sermon sur *la Soumission due aux puissances*, 1 Pierre II, 13-14, il s'écrie :

Illustre maison de Bourbon que les liaisons du sang unissent à notre monarque, vous êtes aussi nos maîtres et nos souverains légitimes; nous reconnaissons votre autorité sur nos personnes et l'obligation où nous sommes de vous obéir... Grâce à Dieu, les tortures ont fait place à la tolérance. Le fanatisme furieux a fui devant une philosophie douce et chrétienne. La sagesse, la clémence, la bonté de notre auguste monarque nous assurent la paix religieuse et bannissent toutes nos craintes sur la triste nécessité de désobéir aux ordres civils pour suivre le dictamen de nos consciences que nous croyons être la voix même de Dieu.

Nous trouvons annexée à ce même sermon une feuille sur laquelle se lit ce passage relatif à l'assemblée des notables :

Grands de la nation, têtes respectables qui assistez de vos sages conseils le monarque bienfaisant qui vous a rassemblés autour de sa personne auguste, nos yeux sont fixés sur vous; nos cœurs vous bénissent et vous embrassent; nous sommes ravis d'admiration que vous ayez porté la vérité au pied du trône.

Quel prince mérita-t-il jamais à plus juste titre notre soumission et notre amour? Vous nous supportez, roi bon et clément. Vous ne frappez plus nos têtes du glaive des persécutions qui a été teint tant de fois du sang de nos malheureux pères. Échappés aux temps orageux nous trouvons enfin le calme sous votre heureux règne.

O Prince doux et bienfaisant, souffrez que nous donnions essor à notre vive reconnaissance.

Quelle soumission, inconsciente de ses droits, quand il dit : « Vous nous supportez », comme si l'on n'avait pas le droit de vivre ! Et cependant, on touche presque à la *Déclaration des droits de l'homme*, au moment où Lasource votera, non seulement contre la royauté, mais contre le roi lui-même. C'est que les événements poussent en avant et changent les points de vue. Dans son sermon sur le *Compte des jours*, Lasource est encore plus explicite dans ses vœux pour le roi, « pour sa tête sacrée » sur laquelle il appelle les plus précieuses bénédictions de Dieu, pour « prolonger ses jours dans l'intérêt du bonheur de ses peuples... » Et bientôt, il devait faire tomber, par son bulletin de vote, cette « tête sacrée » ! C'est la fatalité des tempéraments ardents, d'être rejetés d'un extrême à l'autre, de brûler aujourd'hui avec une parfaite bonne foi ce qu'ils adoraient hier.

En résumé, Lasource relève de cette époque de restauration où, sous l'impulsion de Paul Rabaut et d'Antoine Court, nos Églises sortaient, comme ressuscitées, du tombeau. Il tient à la fois du Refuge et de la Révolution : du Refuge, par son style « sentant l'étranger » ; de la Révolution, par son enflure et sa véhémence. Mais avec la force, il a l'originalité ; il est lui-même et le fond ne lui manque pas. Tout en imitant le grand maître Saurin, il a son talent spécial qui le place, sinon à côté de Claude et de Saurin, du moins immédiatement après dans les rangs des Le Faucheur, des Daillé, des Mestrezat. Le Tarn peut à bon droit se glorifier de lui. Car, s'il ne dispose pas dans son éloquence de la chaire de cette chaleur persuasive qui s'insinue doucement dans les cœurs, — il enfonce par ses discussions nettes et serrées, par son étonnante vigueur, il enfonce le coin dans l'intelligence des auditoires. Il est un puissant orateur en qui la fougue l'emporte et à travers lequel on devine l'ardent tribun politique. S'il n'a pas le secret de faire

vibrer les cordes pathétiques, il éclaire du moins et il entraîne. Il rappelle bien plus la foudre du Sinaï que la grâce du Golgotha; et, à des degrés divers, tous ses sermons en sont la preuve.

CAMILLE RABAUD.

DOCUMENTS

LE PROTESTANTISME A AUTEUIL

PASSY ET BILLANCOURT

en octobre 1585.

PROCÈS-VERBAL D'ENQUÊTE OFFICIELLE.

On sait qu'à partir de l'édit du 8 juillet 1585 qui donnait six mois aux huguenots pour abjurer ou s'exiler — délai qui, le 6 ou 7 octobre suivant, fut réduit à quinze jours — le protestantisme disparut à peu près complètement de certaines parties de la France. J'ai publié en 1886 (*Bull.*, XXXV, p. 252 et 406) quelques pièces qui montrent comment on traita ceux qui ne se conformèrent pas à ces lois barbares. Voici un autre document inédit où l'on verra avec quelle rigueur elles furent exécutées à Paris. — À vrai dire il ne s'agit pas ici de la ville de Paris telle qu'elle était au xvi^e siècle, mais de deux villages qui n'en font partie que depuis le milieu du xix^e.

Auteuil était alors un fief du couvent de Saint-Étienne-du-Mont. Sa vieille église, que nous avons vu disparaître il y a quelques années à peine, étendait son autorité spirituelle sur tout le territoire compris entre la Seine et les hauteurs de Passy, le bois de Boulogne et le pont de Saint-Cloud. Le village de Boulogne, anciennement appelé aussi « les menus de Saint-Cloud », semble en avoir été seul exclu. Dans cette vaste étendue de terrain qu'occupent aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'habitants, les maisons étaient fort clairsemées au milieu de campagnes dont les derniers restes forment les jardinets d'aujourd'hui.

Billancourt, qui est actuellement une partie importante de la ville

de Boulogne-sur-Seine, n'était guère plus alors qu'une ferme isolée au milieu de la plaine qui s'étend de la Seine au parc des Princes, dernière limite du bois de Boulogne. La *rue de la Plaine* qui séparait naguère les deux communes de Billancourt et de Boulogne et, perpendiculairement à la rue de la Plaine, la *rue de la Ferme* qui continue vers l'ouest la rue de Billancourt, sont aujourd'hui, dans ces régions, les seuls vestiges des temps d'autrefois.

Le prévôt de Paris était représenté à Auteuil par un lieutenant qui, en vertu de l'édit de Nemours (juillet-octobre 1585), procéda à une enquête dans ce domaine du couvent de Saint-Étienne-du-Mont. On verra, en lisant le procès-verbal de sa « perquisition », qu'il n'y découvrit que deux familles protestantes, l'une à Passy, laquelle avait fait semblant de se soumettre, l'autre à la ferme de Billancourt. Bien que Passy et Auteuil fussent alors de très petites localités, ce résultat minime est significatif. La Saint-Barthélemy qui fit échouer des centaines de cadavres huguenots sur les berges d'Auteuil avait naturellement chassé les rares survivants du massacre, et la Ligue, qui en fut comme le prolongement, ne les encouragea pas à revenir. Aussi voit-on que l'avocat *Machicot*, qu'on signale à Passy, y avait sans doute été retenu par l'âge et les infirmités; et *Durlin*, le fermier de Billancourt, comptait probablement sur son isolement pour passer inaperçu.

J'ignore s'il existe aux Archives nationales, où j'ai transcrit ce texte (Y, 3879), d'autres procès-verbaux analogues pour d'autres quartiers de Paris. S'il m'est donné d'y creuser un jour ce nouveau filon, je m'empresserai d'en consigner ici le résultat.

N. WEISS.

A Monseigneur le prévost de Paris, Salut.

Nous, Jehan Lefebure, lieutenant en la prevosté de Authoul, pour Messieurs les religieux abbé et couvent de Sainte-Geneviève-au-Mont de Paris, seigneurs hautz justiciers et grandz voyers, des terres et seigneuries dudit Authoul et Passy; suyvant les edietz de Sa Majesté, l'un du VII^e et l'autre du dix-huictiesme octobre dernier, vérifiés en la court de parlement, et suyvant certain acte de vous donné, le tout ataché sous le contre-scel de nostre dicte prévosté;

Certifie avoir faict perquisition (*sic*) esdittes terres, seigneuries et parroisses d'Authoul, de ceulx qui ont esté ou sont réputez avoir esté de la

nouvelle religion prétendue réformée. Pour quoy faire, me suys enquis du curé dudit Authoul, ses vicaires et aultres habitans des lieux, qui m'ont dict que cy devant ilz ont cogneu ung nommé maistre *Pierre de Machicot*, advocat, à présent demeurant audict Passy, paroisse dudit Authoul, avoir esté de la nouvelle religion prétendue réformée. Mais qu'ilz scavent, comme je scais estre vray, que depuys le premier édict de Sadiete Majesté touchant ceulx de la prétendue nouvelle religion, ledict Machicot, ses serviteurs et servantes, ont esté par troys divers jours à la messe en l'église dudit Authoul; et ne se sont toutesfoys lesdictz Machicot et ses gens réconciliez, ne receu le corps de nostre Seigneur. Et sy il y a envyron troys sepmaines ou plus, que ledict Machicot ne ses gens n'ont esté à la messe, ne soit [sait]-on pour quoy, cy en'est pour ce que ledict Machicot est fort caducque, au moyen de l'aage qu'il a, ou pour ce qu'il a plusieurs vulcaires aux jambes; mais que ce ne peut empêcher que les serviteurs et servantes dudit Machicot ne vassent (*sic*) à la messe comme ilz ont commencé à y aller depuys ledict premier esdict de Sa Majesté.

Plus m'a esté dict, par ledict curé, ses vicaires et plusieurs parrochians dudit lieu qu'il y a une ferme nommée la ferme de Bilancourt, qui est de la paroisse dudit Authoul, en laquelle demeure ung nommé *Durlin* et quelque autre train; qu'ilz ne scavent s'ilz sont de ladicte nouvelle religion prétendue réformée, pour ce que ilz ne scavent comment ilz se gouvernent en icelle ferme qui est fort loing du village¹, et pour ne avoir jamais veu ledict Durlin en la paroisse ny aultres églises, encores que ledict curé s'en soit plainct publiquement en ses prédications. Aussi ilz scavent que en ladicte ferme il y a ung enfant qui peut estre aagé de huit ou neuf moys pour le moins, qui n'a encore receu le baptesme.

Lesquelles choses cy-dessus escriptes, certifie me avoir esté ainsi dictes, en faisant ladicte perquisition, laquelle je faictes au mieux qu'il me a esté pensable; en tesmoing de quoy je signe le présent mon procès-verbal, ce vingtiesme jour d'octobre mil cinq cens quatre vingtz et cinq.

J. LEBEURE.

Au dos : Authoul. Procès-verbal du lieutenant d'Authoul, de la recherche de ceulx de la nouvelle opinion.

1. D'Authoul, car nous ne croyons pas que Bilancourt formât alors un village.

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE VASSY AU XVII^E SIÈCLE

I

En dehors du sanglant épisode du 1^{er} mars 1562, l'histoire de l'Église réformée de Vassy n'est pas très connue. Le célèbre massacre ordonné par François de Guise n'avait cependant pas anéanti la petite communauté, qui grandit, au contraire, au milieu des adversités, et comptait, au XVII^e siècle, environ 1,200 membres sur une population totale de 4,000 habitants. Comme la plupart des Églises de la Champagne, elle vécut sans bruit, jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, et disparut dans la tourmente de 1685, ne laissant que de rares souvenirs dans les chroniques locales et dans les archives particulières et publiques.

Le plus intéressant des documents relatifs au protestantisme à Vassy pendant cette période est l'autobiographie de Pierre Changuion, que le *Bulletin* a publiée (t. XIV, p. 139-158).

Voici toutefois, deux lettres, dont la première complètera le tableau de la « vie douce, agréable et chrétienne », que menaient les réformés de Vassy, et que dépeint si naïvement Changuion. C'est le pasteur Abraham Jacquelot (+ 1680) qui écrit à son collègue de Metz, Paul Ferry, pour l'intéresser au mariage de la fille de son prédécesseur avec un officier allemand. M. N. Weiss a eu l'obligeance de me signaler cette lettre, qui fait partie des papiers de Paul Ferry, à la bibliothèque de la Société du Protestantisme français.

L'autre missive, bien différente, est adressée par un capucin à l'évêque de Châlons¹. Ce convertisseur, dont la communauté n'était pas très bien vue de l'évêque diocésain, est heureux de lui faire sa cour, en l'informant de ses trois dernières conquêtes : une fille

1. Félix Vialart de Herse, évêque de Châlons, de 1642 à 1680 ; grand janséniste, protecteur déclaré du P. Quesnel, travailla avec zèle à réformer son diocèse, qui en avait grand besoin, et à convertir les protestants champenois, mais non sans loyauté, et dans un esprit assurément plus digne que beaucoup d'autres évêques. « Il ne vouloit pas qu'on leur en imposât, et croyoit avec raison — dit l'auteur de sa *Vie* imprimée à *Utrecht* (1738) — qu'il n'étoit jamais permis de combattre le mensonge autrement que par la vérité. » Le biographe ajoute, il est vrai, que dans son zèle de propagande, M. Vialart « n'épargnoit pas sa bourse », et que « personne ne peut savoir combien ce grand prélat a consommé d'argent, pour ramener ces brebis égarées à leur véritable pasteur. »

échappée de la maison paternelle ; une enfant de douze ans enlevée à son grand-père ; un apothicaire, diacre et ancien de l'église, détaché non sans peine de son parti. Sous l'obséquiosité du style on devine le désir d'obtenir du zélé, mais honnête prélat, l'approbation de procédés qui se généralisèrent aux approches de la révocation de l'édit de Nantes, mais qui, en 1678, ne pouvaient encore être admis dans le diocèse de Châlons sans quelques précautions oratoires.

Cette pièce intéressante fait partie des mss. français de la Bibliothèque nationale (*Collection de Champagne*, vol. 409, n. 56).

LETTRE D'ABRAHAM JACQUELOT A PAUL FERRY, 11 mars 1660.

Monsieur et très honoré frère,

Ce n'est pas sans la providence de Dieu, que j'ay eu l'occasion par M. du Vivier de recevoir de vos lettres. Elles me rendent assés hardy pour en attendre une troisième en vous donnant le moyen d'obliger extrêmement la famille de feu monsieur de Juigné qui a exercé en ce lieu par plusieurs années le saint ministère, et qui par arrest du parlement a été reconnu gentilhomme d'Anjou. Il avait espousé en premières nocés une damoiselle de la maison de *Marault* proche de Chaumont. Je ne doute point que cela ne soit de votre connaissance. Ledit sieur de Juigné en mourant a laissé un fils et trois filles¹ qui ont véritablement de très bonnes qualités du corps et de l'esprit. Il faut que je vous remarque, Monsieur, qu'un nommé *Henricus Bittenbruck*, qui se dit cornette au régiment de M. le prince de Salmes, ayant eu deux quartiers d'hyver proche d'icy, il a recherché l'occasion de fréquenter dans la maison de mademoiselle de Juigné, laquelle demeure icy avec ses filles¹; cette fréquentation a porté M. Bittenbruck à rechercher en mariage la fille aînée. Il se dit gentilhomme du pays de Clèves. Madame sa mère demeure en son village nommé Bislik (son chasteau Steinbere) à trois ou quatre lieues de Vesl. Son beau-père ou son père, je ne vous scaurois assurer lequel des

1. *Isaac, Louise, Anne et Marie*, d'après la *Fr. protestante*, art. LECTURE DE FERRIER.

Le mariage de *Louise* de Juigné, qui fait l'objet de cette lettre, fut-il conclu ? c'est ce qu'il nous a été impossible d'établir.

Marie de Juigné épousa un gentilhomme protestant du Béarn, M. de Maumont, seigneur de la Roche-Saint-Ermin.

Isaac de Juigné était encore sans alliance en 1670 (registre de l'église de Vassy).

deux, a esté gouverneur de... auquel a succédé M. le vicomte de Marsant; il dit avoir un beau-frère qui est gouverneur d'Emeric, un frère qui est capitaine dans le régiment de M. de Brederode. Il témoigne ne rechercher la fille de M. de Juigné que pource qu'elle est noble, assez belle, et ne manque d'esprit, ayant assuré qu'il ait assez de bien acquis et à espérer de madame sa mère. Il ne sçait qu'escorcher le françois et se peut faire entendre en latin et témoigne avoir de la piété. S'il estoit ce qu'il dit, ou du moins en partie, ce seroit avantage pour la fille. Mais il faut le connoistre auparavant que de luy promettre aucune chose. Il dit qu'il ira dans son pays, rapportera certificats desquels nous ne connoissions ny les armes ny les signatures. Parlant avec luy de Metz, il m'a dit qu'à trois lieues ou quatre de vostre ville, madame de Flin (comme il parle) a sa demeure. Il dit n'avoir jamais veu laditte dame, mais qu'ayant une fille mariée à un gentilhomme qui demeure proche de la maison de sa mère, elle a connoissance de sa maison. Je me joins, Monsieur, avec toute la famille pour vous prier très humblement de vouloir, selon votre bonté et charité, agir auprès de madame de Flin qui estant de nostre religion vous dira fidèlement ce qu'elle connoist de la maison de laquelle se dit le S^r Bittenbruck. Nous espérons ce bienfait de vous, cependant je prie Dieu qu'il vous conserve encore longtemps pour le bien de son Église, et suis, Monsieur et très honoré frère et père,

Vostre très humble et très obéissant serviteur.

De Vassy, 11 mars 1660.

JACQUELOT.

On m'a dit aussy qu'un nommé M. de Ligeuil, capitaine lieutenant dans le régiment de M. le prince de Salmes, voysin de madame de Flin peut connoistre ledit S^r Bittenbruck. Le courrier laissant vos lettres à Saint-Dizier qui n'est qu'à trois lieues d'icy, la poste les apporte fidèlement. Oserai-je, Monsieur, vous prier de remarquer dans celles que j'espère, si vous tenez la paix d'Allemagne faite. Autrement ce pays ne jouira du fruit de la paix, il aura des pas.... mauvaises....

—

LETTRE DU FRÈRE ESTIENNE DE CHAUMONT, CAPUCIN
A MONSIEUR DE CHAALONS, 16 juillet 1678.

Monseigneur,

Je supplie humblement vostre Grandeur de lire au plustot cette lettre à cause de ce qui est à la fin qui ne souffre facilement de délai.

Comme je sçais assurément que Vostre Grandeur n'a rien plus à cœur que la gloire de Dieu et le salut des ames, elle apprendra, s'il luy plaist,

la conversion de trois personnes de la religion prétendue à Vassy. La première a esté le 18^e du mois passé, d'une honeste fille, d'une des plus considérables parentés de Vassy, qui s'estant réfugiée en la maison de la propagation, après sa déclaration faite à Messieurs les prévost et procureur du Roy¹ que Monsieur de la Roche² avait prié de se transporter chez luy, abjura son hérésie en l'église de la paroisse, et, avec la permission de M. le curé, je l'absous et la receus à la communion de la sainte Église Romaine.

La seconde est la petite-fille du sieur *de la Dimerie* que je fus prendre chez son grand-père à huit lieues ³ de Vassy, qui espérait bien de la faire aller au Presche, et laquelle estant depuis ce temps en la maison de la propagation avec bien de l'incommodité et pour elle, y ayant esté malade presque la moitié du temps, et bien de la peine pour Monsieur et Madame de la Roche qui en ont fait comme de leur propre fille par une charité admirée par un chascun depuis tantost dix mois qu'elle y est. Or après trois ou quatre jours qu'elle eut douze ans accomplis, je luy fis faire, selon la déclaration du Roy, profession de la Sainte Foy catholique, en l'église de la paroisse, le jour de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste à une heure, après le sermon que je fis à ce sujet. Tout le monde y accourut

1. Vassy était le siège d'une prévôté, dont les jugements étaient portés en appel au bailliage de Chaumont.

2. M. et Mme de la Roche étaient les directeurs de la maison de la Propagation, qui fut plus tard confiée au sr François Thomas, maître chirurgien et apothicaire. L'évêque de Châlons y installa vers 1685 des religieuses de la Sainte-Famille.

3. Dans son désir de se faire valoir, le capucin exagère effrontément les distances. La famille de l'enfant qu'il a été « prendre » habitait à une demi-lieue de Vassy, près d'Attancourt. Les registres de la paroisse Notre-Dame de Vassy relatent en ces termes l'abjuration de la petite-fille de M. Briquaire de la Dixmerie :

« Le 24 juin 1678, Judith Briquaire, fille de Briquaire de la Dismerie demeurant à la Mothe, paroisse d'Attancourt, âgée de douze ans accomplis a déclaré qu'elle ne voulait jamais aller au presche, ains vivre et mourir catholique. »

Il faut remarquer que l'enlèvement de la petite Judith contrevient formellement à l'article 49 de la déclaration du 1^{er} février 1661 qui « *fait defense à toutes personnes d'enlever les enfants de la R. P. R., ni de les induire ou faire faire aucune déclaration de changement de religion avant l'âge de quatorze ans accomplis pour les mâles et douze ans accomplis pour les femelles.* »

Aussi ne put-on dresser l'acte d'abjuration qu'après avoir illégalement détenu l'enfant pendant dix mois. La déclaration du 17 juin 1681 devait diminuer pour les convertisseurs l'« incommodité » de ces enlèvements, en fixant à sept ans l'âge auquel les enfants de la R. P. R. « tant mâles que femelles » pouvaient se convertir, sans que leurs pères ou mères, ou parens y pussent donner aucun empêchement sous quelque prétexte que ce soit. »

comme le jour de Pâques; le père de ceste fille que j'avois mandé, y estoit présent, si bien que par la grâce de Dieu la voilà catholique, et elle ne sçauroit plus, et on ne peut plus la faire aller au Presche. Je prétendois porter moy-mesme ces bonnes nouvelles à vostre Grandeur, luy communiquer plusieurs autres choses de conséquence, et luy demander sa sainte bénédiction, peut être pour la dernière fois, car je deviens viel, approchant de 65 ans tantôt passez; mais un mal qui m'est survenu en une jambe me prive de ce bonheur, que sy avec la grâce de Dieu j'en peux estre guéri, je feray mon possible d'aller à Chaalons, puisque comme je l'ay déjà dit ce sera la dernière fois que j'auray le bonheur de voir vostre Grandeur, pour la remercier humblement de tant de bontés qu'elle m'a témoignées et que je la supplie me continuer.

La troisième conversion est celle du sieur *Mauclet* ¹ apoticaire et chirurgien, qui a presque toujours esté diacre et ancien de la R. P. R. Il y a plus de deux ans que je l'entretiens, et c'est luy que j'ai si souvent, sans le nommer, recommandé aux saintes prières de vostre Grandeur; car il aime le secret, et sans ce secret qu'il m'a demandé et que je luy ai conservé, il aurait perdu toute confiance, et peut-estre la volonté de se convertir, ce qu'il a seulement tesmoigné depuis Quasimodo qu'il fit la cène pour complaire seulement à sa femme, et qu'il ne va plus au presche, de quoy estant cité au Consistoire, surtout pour n'avoir fait la cène à la Pentecôte, il n'a fait autre response au ministre, et à tous ceux qui accoururent chez le ministre, où il fut près de 3 heures, que leur religion n'estoit pas bonne, et qu'absolument il les vouloit quitter. L'amour toutefois qu'il a pour sa femme et l'espérance qu'il se promettoit de la convertir avec un sien fils unique, l'a fait différer jusques à présent, si bien que voyant qu'il ne gagnait rien sur leur esprit, que sa femme même en est malade de colère, et que sa conscience le bourreloit d'avoir différé, comme il m'avoit plusieurs fois tesmoigné, il vint jeudi dernier en nostre couvent à 5 heures du soir et me pria de le recevoir à la profession de la sainte foy catholique; mais que ce fust en secret, promettant de se déclarer hautement dans quinze jours, pendant lesquels il ménageroit l'esprit de sa femme, ne luy disant qu'il eut fait profession mais qu'il luy donneroit huit jours, voire quinze jours pour penser à son salut et dire si elle vouloit se convertir, et son fils, il feroit le premier avec eux profession, ce qu'ils n'accepteroient s'ils savoient qu'il eut déjà fait profession:

1. David Mauclet appartenait à une ancienne et nombreuse famille de bourgeoisie champenoise, dont une branche habitait Vitry-le-François. *La France protestante* (VII, 334), cite plusieurs Mauclet qui se distinguèrent, en 1685, par leur fidélité, entre autres un diacre de l'Eglise de Vassy qui fut jeté dans les prisons de Chalon-sur-Saône pour avoir fait passer ses enfants à l'étranger.

ce que considérant être très bien [comme votre Grandeur faisant la mission à Vassy il y a environ quinze ans, obligea une nommée Marie *Bretou* qui fit profession en une maison particulière pour cacher son dessein à ses parents, de la faire publiquement à Paris où votre Grandeur l'envoyoit en la maison des converties], on ferma la porte de nostre Église, et aux pieds de l'autel, devant le Saint-Sacrement, en présence de nostre père gardien et d'un de nos pères seulement, il fit profession de la sainte foy catholique avec grande consolation de son âme. — Mais j'ay encore besoin du pouvoir de votre Grandeur, comme il luy a plu de me l'accorder, et que Mgr l'archevesque (sic) de Metz me l'a accordé il y a six ou sept ans pour des mariages invalidés, car cet honeste homme converti est marié à sa cousine germaine, leurs deux mères étant propres sœurs ; comme sa femme est malade, et qu'il l'a espousée selon l'édit de Nantes¹, je ne luy ay point parlé de cet article jusques à ce que votre Grandeur m'ait mandé qu'elle les dispense de cet empeschement dirimant, ce que je luy déclarerai, sitôt qu'il aura plu à votre Grandeur me l'escrire comme je l'en supplie très humblement, car *periculum est in mori*. Comme il est le plus considéré de tous nos P. R. je puis assurer votre Grandeur qu'avec la grâce de Dieu il en attirera d'autres après luy², comme quelques uns ont dit qu'ils iroient à la messe si il y alloit et que luy mesme m'en a assuré, leur ayant donné de nos livres à lire, que je luy ai confié. Ce qui me console, après les faux rapports qu'on avoit de ma conférence, il y a deux ans, avec le ministre, c'est qu'il en est le fruit très assuré, et ne sera pas le dernier puisqu'estant présent il ne s'est servi que des passages et autres convictions que j'alléguai pour lors³ contre le ministre pour prouver la réalité, et faire voir par les contrariétés qui sont entre leurs créances, que la R. P. R. ne peut estre la vraye Église de Dieu. On

1. Note de l'évêque au dos de la lettre : *Le mariage du S. Maclerc contracté selon l'Édit est bon.*

2. En effet, David Maclerc déploya un grand zèle pour la conversion de plusieurs membres de sa famille. Il signe souvent comme témoin, au *Registre des Abjurations*. (Archives municipales de Vassy). Mais il ne réussit qu'au bout de sept ans à obtenir la signature de sa femme, Elisabeth Lemaistre, qui de guerre lasse, se décida à abjurer, à l'âge de soixante ans, le 19 novembre 1685.

3. Dans son zèle, le bon capucin n'oublie pas le soin de sa réputation. Il fut être péniblement affecté de la visite que fit le 24 novembre de la même année 1678, au couvent de Vassy, M. Roynette, délégué de l'évêque, qui ne mit pas précisément en lumière la pureté de doctrine de son ordre. Le frère Barthélémy ayant avancé que la Sainte Vierge peut délivrer les âmes de l'enfer, dut se rétracter publiquement sur l'ordre de l'évêque, et affirmer la doctrine authentique de l'Église catholique d'alors, savoir : *In inferis nulla est redemptio*. — *Éd. nat. ms. Coll. de Champagne*, 109, f. 58r.

en a bien dit davantage de la conférence avantageuse qu'eut Mgr d'Auguste suffragant de Metz contre Ancillon ministre de Metz avec lequel j'ai eu conférence il y a dix ans, que je connais qu'il (avoua?) la plupart des memes points dont je conféré avec le ministre Jacquelot¹; mais ce qui me fâche, c'est que la jalousie a fait parler contre moy, qui n'empeschera toutefois que je ne sois toute ma vie et avec tout respect, Monseigneur, votre très humble et obéissant serviteur et missionnaire,

A Vassy, le 16 juillet 1678. F. ESTIENNE DE CHAUMONT, capucin indigne.

A Monseigneur de Chaalons, à Chaalons.

Les réformés de Vassy. déjà troublés dans l'exercice de leurs droits religieux et dans la sécurité de leur vie de famille ne devaient pas tarder à partager avec toutes les Églises de France les tribulations dont la Révocation fut le signal : destruction des temples; exil des pasteurs; biens confisqués ou abandonnés pour la fuite; galères et prisons pour les fidèles. — Dans une prochaine communication, j'espère mettre sous les yeux des lecteurs du *Bulletin* quelques documents nouveaux sur les dernières années de l'Église de Vassy.

H. DANNREUTHER

FRANÇOIS TOUZINEAU

PRÉDICANT-MARTYR A LA ROCHELLE,

le 17 décembre 1738.

Parmi les pasteurs du désert qui donnèrent leur vie pour leur troupeau, il en est plusieurs qui sont peu connus, voire inconnus. En voici un dont le nom seulement est mentionné, dans une note au bas de la page par un seul historien². Je ne suis pas en mesure de reconstituer sa biographie, mais le jugement qu'on lira plus loin donne sur lui quelques détails du plus poignant intérêt. A une époque où la dénomination de protestant était une flétrissure et un réel danger, il ne craignit pas de renoncer au catholicisme, non seulement pour embrasser le pur Évangile que proscrivait l'Église romaine, mais encore pour le répandre par ses prédications et par ses écrits.

1. Voir sur ces controverses entre les pasteurs de Vassy et leurs adversaires catholiques, la *Vie d'Isaac Jacquelot* par David Durand, Londres, 1785.

2. L. Delmas ; *l'Église réformée de La Rochelle*, p. 317,

Combien de temps exerça-t-il ce ministère périlleux ? On l'ignore ; mais ce qui n'est que trop certain, c'est qu'il finit par être arrêté, et traité comme le dernier des criminels. Lorsqu'on lit le jugement qui termine violemment sa carrière, on se croirait transporté au xvi^e siècle, et en présence d'un des innombrables arrêts des parlements qui condamnaient les luthériens à l'amende honorable et au feu. Touzineau n'a pas été brûlé, mais bien ses deux « livrets »¹, après quoi il fut pendu, non sans avoir préalablement fait amende honorable devant l'église Saint-Barthélemy de la Rochelle.

Je reproduis le placard in-folio, ou plutôt la feuille officielle en usage à cette époque, pour ces sortes de publications légales².

Au terme d'un arrêt que j'ai sous les yeux, ces publications étaient *affichées et attachées à un poteau sur la place Royale*³ *par l'exécuteur de la haute justice*. Il va sans dire que d'autres exemplaires étaient exposés ailleurs, notamment à la porte des églises, dans diverses localités de la généralité.

Cependant ces placards sont devenus très rares. Celui que j'ai est probablement le seul exemplaire existant du jugement contre Touzineau. Ni les bibliothèques, ni les archives de la Rochelle et de Paris ne le possèdent.

La *Bibliothèque rochelaise* de Delavant signale bien, d'après le *Bulletin du Protestantisme français* (1878, p. 367), le jugement de Touzineau comme un manuscrit du carton T T. n° 350 des Archives nationales ; mais ce document, que j'ai examiné, n'est ni un manuscrit ni l'un des placards officiels.

C'est tout simplement la reproduction, très fidèle d'ailleurs, de la teneur du jugement contre Touzineau, dans une brochure petit in-4 de seize pages numérotées, contenant cinq autres jugements distincts : savoir, après le jugement de Touzineau et de ses complices, celui du 24 août 1746, contre *Pierre Gaudlot et Pierre Manseau*, durement atteints et convaincus d'avoir construit une chaire pour des prédicants ; celui du 21 mai 1756, contre dix religieux pour cause d'assemblée ; celui du 14 juin 1756, contre le pré-

1. L'un de nos lecteurs de l'Ouest pourrait-il nous dire les titres de ces livrets ?

2. Au titre elles ne portent pas le nom de l'imprimeur ni celui du lieu de publication.

3. Aujourd'hui place d'armes, à la Rochelle.

4. Signalé dans le *Bulletin* avec le précédent : 1878, p. 367.

dicant *Gibert Étienne*, son neveu, *Gentelot de Foix*, *André Bon-fils*, et la mémoire de *Jean Daniel de Belrieu de la Grâce*; celui du 21 juillet 1756 contre le prédicant *Jean Guérin* dit *Gentil* et quatre autres, dont une mémoire.

Enfin, le dernier, contre le maréchal prédicant *Graveau* et trois religionnaires.

Tous ces jugements ont été réunis et imprimés par *P. Mesnier*, *imprimeur du Roy, rue du Temple, à la Rochelle*, ainsi qu'on le lit au bas de la dernière page de la brochure.

Dans les villes où le protestantisme avait compté de florissantes Églises, les imprimeurs et les libraires trouvaient facilement à vendre, sous cette forme, les édits, arrêts et jugements intéressant les religionnaires.

CÉSAR PASCAL.

JUGEMENT

EN DERNIER RESSORT

CHARLES-AMABLE-HONORÉ BARENTIN, *Chevalier, Seigneur d'Hardivilliers les Belles, Ruries et autres Lieux, Conseiller du Roy en ses conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police et Finances en la Généralité de la Rochelle, Commissaire du Conseil en cette Partie*

ENTRE le Procureur du Roy de la Commission, Demandeur et Accusateur,

CONTRE *François Touzineau, Thomas Faure, Guillaume Ramigeau et Marie Rogé ditte Denise*, Religionnaires, Défendeurs et Accusés

VEU, etc. OUY le rapport du Sieur Cadoret de Beaupréau, Commissaire-Rapporteur du Procès.

NOUS Intendant et Commissaire susdit, de l'avis des Sieurs Officiers du Présidial, par jugement en dernier ressort, avons déclaré et déclarons le dit *François Touzineau* dûment atteint et convaincu d'avoir apostasié la Religion Catholique, Apostolique et Romaine dans laquelle il est né, a été instruit et a vécu pendant plusieurs années, d'avoir assisté à plusieurs Assemblées de Religionnaires tenues de nuit et y avoir prêché, comme aussi d'avoir écrit deux livrets contenant plusieurs blasphèmes et mauvais discours contre la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, et violemment soupçonné d'avoir débité ses blasphèmes et mauvais discours dans les assemblées de religionnaires où il a prêché.

Pour réparation de quoy, Nous l'avons condamné et condamnons à faire amende honorable nuë tête et en chemise, la corde au col, tenant en ses mains une torche de cire ardente, du poids de deux livres, devant la principale porte de l'église de Saint Barthélemy, où il sera conduit par l'exécuteur de la haute justice, et là, tête nuë et à genoux, dire et déclarer à haute et intelligible voix, que méchamment et comme malavisé, il a apostasé la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, prêché ausdites Assemblées de Religionnaires, et écrit les-dits deux livrets, dont il demande pardon à Dieu, au Roy et à Justice : de là, conduit à la Place Royale de cette Ville où les deux livrets par lui écrits, seront en sa présence jetés et brulés dans un feu qui sera dressé et allumé à cet effet par l'exécuteur de la haute justice; et ce fait, sera ledit Touzineau pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'en suive, à une potence qui sera dressée à cet effet en ladite place, où son corps mort demeurera pendant vingt-quatre heures et sera ensuite porté aux fourches patibulaires pour y rester jusqu'à parfaite consommation. Avons déclaré les biens dudit Tousineau, situés en pais de confiscation, acquis et confisqués au profit dudit Seigneur Roy. Ordonnons que sur les autres biens situés en pais non sujets à confiscation, il en sera pris la moitié pour tenir lieu d'amende envers ledit Seigneur Roy; sur lesquels biens seront préalablement pris et levés tous les frais du procès.

Et pour les cas résultans du procès, avons banny de cette généralité, ledit *Thomas Faure*, pendant le tems et espace de cinq années, à lui enjoint de garder son ban sous les peines portées par la déclaration du Roy du trente-un May mil six cens quatre-vingt-deux, dont il lui sera fait lecture par le greffier, et le condamnons en outre en trois livres d'amende envers ledit Seigneur Roy; et après que ledit *Guillaume Ramigeau* a été mande en la Chambre, il a été admoneté, le condamnons à aumôner au pain des prisonniers de cette ville, la somme de trois livres. Ordonnons qu'il sera plus amplement informé pendant un mois, contre ladite *Marie Boye* ditte *Denise*, pendant lequel tems elle gardera prison.

Et sera à la diligence du procureur du Roy en ladite Commission, le présent jugement, lu, publié et affiché partout où il apartiendra.

Fait et arrêté dans la Chambre du Conseil du Palais Royal de la Rochelle, le dix-septième jour du mois de Décembre mil sept cens trente-huit. *Signé.* Cadoret de Beaupréau *Rapporteur*, Barentin, Durand, Béraudin, Crillon, Rognier *Assesseur*, Rognier *Assesseur honoraire*, Habert, Demarines, de Beaurepaire, Pollart *Fils*, Seignette, Bonzitat de Selines.

Le présent jugement a été prononcé et exécuté le dit jour dix-sept Décembre mil sept cens trente-huit. *Signé.* Moreau *Greffier de la Commission*.

MÉLANGES

LA POPULATION PROTESTANTE EN FRANCE

AU LENDEMAIN DU CONCORDAT

(1802)

Une enquête est ouverte sur le chiffre de la population protestante, elle a déjà produit de précieux renseignements sans aboutir encore à des résultats précis. Il est nécessaire, croyons-nous, de continuer les recherches, de mettre au jour tous les documents sur ce sujet, et ce travail préparatoire une fois achevé, il sera possible d'arriver à des conclusions sérieuses et raisonnées.

Relativement à la période antérieure à la Révolution, les chiffres sont les plus contradictoires : tandis que Rabaut-Saint-Étienne, dans les mémoires qu'il publie pour obtenir l'état civil des protestants, en porte le nombre à *deux millions*¹, les catholiques prétendent que la population huguenote atteint à peine *un million*². Ces variantes se comprennent facilement. les édits forçaient nos ancêtres à faire célébrer par l'Église romaine et leurs mariages, et le baptême de leurs enfants ; beaucoup figuraient donc au nombre des nouveaux convertis qui, en réalité, étaient restés fidèles à leur foi. Comment procéder à une statistique quand, pour éviter les galères ou le gibet, on est contraint à se cacher !

Après la tempête révolutionnaire, lorsque Bonaparte réorganisa les cultes, il procéda à une consultation générale sur la population protestante et obtint de ses préfets des données plus exactes³ : le titre

1. Ce chiffre figure dans le mémoire de Rabaut : *Justice et nécessité d'assurer un état légal aux protestants*. C'était déjà celui que donnait Condorcet en 1778 dans ses *Réflexions d'un citoyen Catholique*. Voyez aussi *Mémoire en faveur des protestants du Bas-Languedoc*, par Rabaut-Saint-Étienne, *Bulletin*, t. XXXVII, p. 478.

2. « Discours à lire au Conseil en présence du Roi », page 170. Dans sa *Réclamation au Parlement en faveur des protestants*, 9 février 1787, M. de Saint-Vincent fixe, au contraire, le nombre des protestants à un million six cents mille.

3. Une circulaire de Portalis aux préfets, du 3 thermidor an X, demande des renseignements sur la population protestante pour procéder à l'organisation des Églises dans les départements. Après la promulgation de la loi de germinal an X, des notables protestants demandent certaines modifications aux articles orga-

de protestant n'était plus, aux yeux du gouvernement, une marque d'infamie.

A cette époque remonte un document de la plus haute importance que je viens de découvrir dans les Archives du temple de l'Oratoire¹. Il ne porte point de date mais nous pouvons facilement fixer à quel moment il fut soumis à l'administration des cultes : il est postérieur à la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) puisqu'il critique certaines dispositions de cette loi, et antérieur à l'arrêté du 6 ventôse an XI (24 février 1803); il constate en effet que Paris n'a qu'un seul pasteur et cet arrêté a nommé MM. Rabaut-Pommier et Mestrezat second et troisième pasteurs à Paris.

Les auteurs de ce mémoire tendent surtout à établir que le nombre des pasteurs est insuffisant et n'est pas proportionné à la population, ils en demandent l'augmentation et, pour l'obtenir, ils ont intérêt — on le comprend — à grossir le chiffre de nos coreligionnaires. Il est donc à supposer que les totaux qu'ils donnent présentent des exagérations. Cette pièce divise les Réformés et les Luthériens français en trois groupes.

Le PREMIER GROUPE comprend les Réformés français habitant le territoire de la France tel qu'il était lors de la révocation de l'édit de Nantes; il est subdivisé en trois catégories.

La première se compose des protestants disséminés dans les diverses parties du pays : sur 44,000 paroisses de l'ancienne France, 3,000 seulement avaient une Eglise protestante ou formaient une annexe, 30,000 étaient exclusivement catholiques, et dans 11,000 le nombre des protestants variait de 1 à 45. En prenant pour chacune de ces 11,000 paroisses une moyenne de 7 protestants on arrivait pour cette première catégorie au chiffre de 77,000 *protestants*.

Dans la seconde catégorie, le mémoire range les protestants rési-

riques; dans cette pièce nous relevons les chiffres suivants : les départements d'Eure-et-Loir, du Loir-et, de Loir-et-Cher forment ensemble une population de 3,200 protestants; Ardennes, 16 à 1,800; Bouches-du-Rhône, 2,500 à 2,700; Vaucluse, 3,000; Nord, 1,500; Pas-de-Palais, 600; Aisne, 3,000; Somme, 1,000; Oise, 200; Mayenne 5 à 600. Voyez : *Revue de droit et de jurisprudence à l'usage des écoles protestantes*, 1884, tome I, 293.

1. Ce mémoire intitulé *Essais et Recherches sur la population des protestants de la République française*, est écrit sur un cahier en papier de 23 centimètres sur 15 centimètres, de 20 pages. (*Archives du Temple de l'Oratoire*. Carton C.)

dant dans des paroisses érigées en Églises ou annexes mais n'ayant pas été rattachées aux anciens synodes. Les villes de Nantes, Mer, Orléans, Sancerre, Paris, Meaux, Sedan, Metz, Saint-Quentin, Besançon, Lons-le-Saulnier, Clermont, Lyon, quelques communes d'Eure-et-Loir, de l'Eure, de la Champagne, du Nord, de la Somme, de la Côte-d'Or rentrent dans cette classe et forment environ 20 Églises isolées avec une population de 50,000 protestants.

Enfin pour la troisième catégorie, la plus importante de toutes, le mémoire s'exprime ainsi :

« Cette troisième et dernière subdivision des protestants proscrits par la révocation de l'édit de Nantes comprend toutes les Églises de l'ancienne France organisées en colloques et en synodes provinciaux et dont tous les pasteurs en résidence sont subordonnés à des autorités ecclésiastiques. Ces synodes sont au nombre de *quinze* très inégaux tant en étendue qu'en population et en nombre de pasteurs.

1° Celui de *Provence* et de *Marseille* dans le département des Bouches-du-Rhône, avec quelques annexes dans celui de Vaucluse. Il ne renferme pas plus de 6,000 âmes et 3 ou 4 pasteurs dont le nombre devrait être porté à 5.

2° Celui du *Dauphiné* dans le département de la Drôme, de l'Isère et d'une partie de ceux des Hautes-Alpes et de Vaucluse ; il tient le second rang pour la population ; les protestants y étant au nombre d'environ 75,000 âmes et y ayant 16 pasteurs, il en faudrait au moins 19.

3° Celui du *Vivaraïs* et du *Velay* dans le département de l'Ardèche et dans une portion de celui de la Haute-Loire ; les protestants y sont au nombre d'environ 24,500 et il n'y a pas plus de 7 à 8 pasteurs tandis qu'il en faudrait 10.

4° Celui des *Hautes-Cévennes* dans le département de la Lozère et du Gard¹ ; on y compte environ 37,500 âmes et 15 ou 16 pasteurs ; mais l'asphérité du pays et l'écartement des communes et des hameaux en exigeraient au moins 18.

5° Celui des *Basses-Cévennes* et du *Rouergue* dans le département de la Lozère et du Gard et d'une partie de l'Aveyron et de l'Hérault... En général, c'est un pays industriel, riche et peuplé quoique couvert de

1. Il existe aux Archives du temple de l'Oratoire (carton 6) un long mémoire daté d'octobre 1801 spécialement fait pour le département du Gard ; il évalue le nombre des protestants dans ce département à 126,113. Un tableau annexe indique pour chaque commune le nombre des protestants. Ces communes dépendaient avant 1789 des synodes des Hautes-Cévennes, des Basses-Cévennes et du Bas-Languedoc.

hautes montagnes; on y compte environ 44,000 protestants et 17 pasteurs, mais 20 y seraient nécessaires.

6 Celui du *bas Languedoc*, dans le département du Gard et de l'Hérault : il est le plus considérable de tous et la partie méridionale est commerçante, riche et peuplée. Il renferme aussi la plus importante Église de cette première classe de protestants. C'est celle de *Nîmes*, servie par trois pasteurs et peuplée de 18,000 paroissiens; on compte dans le synode environ 90,000 réformés et au moins 31 pasteurs; il en faut

3

7 Celui du *haut Languedoc* comprenant le département du Tarn et partie de ceux de l'Hérault, de l'Aude et de la Haute-Garonne; il contient environ 31,500 protestants, mais il n'y a environ que 9 ou 10 pasteurs, et il en faudrait au moins 13.

8 Celui du *Montalbanais* et de *Querci*, dans les départements du Lot et de la Haute-Garonne avec quelques annexes dans celui du Gers : il est peuplé de 45,500 âmes, servi par 4 pasteurs, et il lui en faudrait un cinquième; les villes et les autres communes mixtes de ce synode sont industrielles et commerciales.

9 Celui du *comté de Foix* et de *Toulouse* comprenant le département de l'Ariège et fort peu de celui de la Haute-Garonne; il ne renferme que 14,000 réformés et 3 pasteurs, il lui en faudrait deux de plus.

10 Celui du *Beurn* dans le département des Basses-Pyrénées; il contient environ 16,000 réformés, quoiqu'il n'ait que 3 ou 4 pasteurs, tandis que la population et l'écartement de ses Églises en exigeraient 6.

11 Celui du *Périgord* et de *l'Agénois*, avec une Église et des annexes en Gascogne comprenant les départements de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, avec une petite partie de celui de la Gironde : il a des Églises considérables et est industriel, commerçant, riche et peuplé. Les protestants y sont au nombre de 31,000 âmes, servies par 11 pasteurs, mais il en faudrait 14.

12 Celui de *l'Angoumois* et de *la Saintonge* avec *l'île Oleron* et *Bordeaux* dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Charente-Supérieure et une petite partie de celui de la Gironde. Ce synode a du commerce et de l'opulence, mais il ne renferme que 17,000 protestants, 10 pasteurs et 32 ou 33 temples ou maisons d'oraison. Il y faudrait deux ministres de plus.

13 Celui du *pays d'Aunis* et de *l'île de Rhé*, dans le département de la Charente-Inférieure : il est le plus petit de tous, mais son commerce le rend important; on n'y compte que 4,000 réformés sous la conduite de 2 pasteurs, il en faudrait un de plus.

14 Celui du *haut et bas Poitou*, dans le département des Deux-Sèvres

et dans une partie de ceux de la Vienne et de la Vendée; on y compte environ 32,000 âmes, 24 arrondissements pour les assemblées religieuses et seulement 7 pasteurs, tandis qu'il en faudrait le double. On observe qu'il y a peu de protestants dans les villes, presque tous étant des campagnards agriculteurs ou manufacturiers.

15° Enfin celui de la *haute et basse Normandie* dans le département de la Seine-Inférieure et du Calvados et dans une partie de ceux de l'Orne et de l'Eure; il est étendu, commerçant, riche et peuplé: on y compte environ 50,000 âmes quoiqu'il n'y ait que 7 ou 8 pasteurs; peut-être la cause de ce petit nombre doit-elle être attribuée au grand éloignement des pays qui les fournissent; quoi qu'il en soit, 16 y seraient nécessaires.

Il est de fait qu'en général les protestants du 4^e, 5^e, 6^e et 7^e synode ont beaucoup de goût pour le service militaire et que dans le 11^e, 12^e, 13^e et 15^e, leur inclination est pour la marine, aussi ces derniers fournissent-ils quantité d'officiers et de matelots et les premiers beaucoup de militaires de tout grade. »

La troisième catégorie renferme ainsi 488,000 *protestants* et le premier groupe contient, par conséquent, au total une population de 615,000 PROTESTANTS. Les rédacteurs du mémoire font entrer dans le SECOND GROUPE l'Alsace, avec 165,000 luthériens et 18,000 réformés, et la Lorraine et Franche-Comté avec 17,000 luthériens, soit, en tout, 200,000 PROTESTANTS.

Enfin le TROISIÈME GROUPE est formé par les pays conquis à la France par la République ou par l'Empire, et comprenant environ 615,000 PROTESTANTS.

Ainsi, d'après le mémoire que nous analysons, le nombre total des protestants se serait élevé en 1802 à 1,430,000.

En parcourant ce tableau on éprouve un profond sentiment de tristesse: à l'exception de la principauté de Montbéliard¹ et de la seigneurie d'Héricourt, le territoire tout entier qui formait les deuxième et troisième groupes n'est plus français. Il en résulte que si l'on désire établir une comparaison entre le chiffre actuel de la population protestante² et celui qu'elle atteignait en 1802, il ne

1. Consultez sur la réunion de Montbéliard à la France mon étude *Bernard de Saintes*, 1888, Paris, *Fischbacher*.

2. D'après une statistique dressée en 1884 par l'administration des cultes, le nombre des réformés aurait été à cette époque de 550 066. (*Note communiquée* par M. Hepp.) M. Frank Puaux conteste ce chiffre; il l'évalue à 650,000, le nombre des réformés; il arrive à ce résultat en multipliant par 8 le nombre des électeurs protestants (82,476). A l'un ou à l'autre de ces calculs il faut ajouter 100,000 protestants appartenant, soit à l'Eglise de la Confession

faut tenir compte que du *premier groupe en y ajoutant l'inspiration de Moulchard*, soit d'un chiffre total d'environ 630,000 protestants.

ARMAND LODS.

SÉANCES DU COMITÉ

11 décembre 1888.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron Fernand de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, F. Buisson, O. Douen, Ch. Frossard, J. Gaufres, F. Kuhn, Ch. Read. — MM. F. Lichtenberger et A. Viguié se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire annonce la composition du **Bulletin** du 15 janvier prochain. Les premières livraisons de l'année contiendront chacune *deux études historiques*. En outre, pour obvier à l'inconvénient de comptes rendus de livres trop longtemps différés, le rédacteur s'efforcera de tenir nos lecteurs au courant de la littérature historique protestante, au moyen d'un *bulletin bibliographique* régulier. — La rédaction d'une *table générale*, si souvent demandée et promise, se poursuit activement et l'on peut maintenant entrevoir le moment où elle sera terminée, car celle des volumes en cours de publication se fait en même temps que celle des volumes antérieurs. En attendant, pour les quatre dernières années du *Bulletin*, la nouvelle *Table des matières* permet de retrouver aisément ce qui y a été inséré, et de se rendre compte exactement de tout ce qu'elles renferment. — M. Weiss présente ensuite la première épreuve de la *Chambre ardente ou la liberté de conscience sous Henri II*, qui formera un volume de 4 ou 500 pages in-16.

Correspondance. — Outre les lettres insérées ou résumées plus loin, on mentionne celle par laquelle M. Louis Sagnier exprime ses remerciements; celle de M. J. Pannier, dont la demande de devenir membre de la Société provoque un long entretien sur la question des membres honoraires; — et celle de la *Société d'histoire vaudoise*, qui demande notre participation au prochain bi-centenaire (1889) de la « glorieuse rentrée » des Vaudois dans les Vallées. — M. Ch. Frossard montre ensuite plusieurs portraits de Calvin hollandais ou allemands faits, ou plutôt *écrits* à la plume, avec beaucoup de finesse, et le Comité s'entretient assez longuement de la participation de la Société à la prochaine Exposition universelle.

Bibliothèque. — M. Gaudau a envoyé un lot de vieux papiers auxquels il a joint deux études personnelles, l'une sur *Sainte-Croix*, l'autre plus générale, intitulée *Chronique protestante du Dauphiné*, dédiée à

d'Aegibourg, soit aux Eglises indépendantes de l'Etat. Consultez : *Eglise Libre*, n. du 7 décembre 1888. — Nous ferons remarquer qu'en prenant pour base le nombre des éligibles, on n'arrive pas à déterminer la population *protestante française*, puisqu'en vertu de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 1862 les *étrangers*, après trois ans de résidence dans la paroisse, sont admis à se faire inscrire sur le registre paroissial.

1. Chaque trait forme au moyen de lettres microscopiques, constitue des phrases empruntées à des prières.

M. Douen; plus le précieux *Registre des baptêmes, mariages et morts de l'Eglise de Pontaux* pour les années 1654 à 1672, et le fac-simile de cette lettre d'un protestant de Sainte-Croix, datée du 27 décembre 1789 et adressée à monsieur Reboul ministre du Saint-Evangile au désert, actuellement à Saint-Etienne en Quint : « Ainsi que vous nous fîtes l'honneur de nous dire à votre dernier voyage icy, que vous nous donneriez la communion le jour de l'an, nous y comptons et nous espérons d'avoir l'honneur de vous voir ce jour-là. En attendant ce plaisir, j'ay l'honneur d'être avec autant de sincérité que d'attachement, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur BOUVAT. » — M. Emile Lesens, de Rouen, fait don d'une belle copie annotée du procès-verbal récemment acquis par lui, du *Synode provincial de Normandie tenu à Saint-Lô en 1634*. Le président dépose le *Registre des baptêmes, mariages et décès de l'Eglise de Serres en Dauphiné*, de 1652 à 1668¹.

Parmi les livres anciens (les nouveaux sont inscrits sur la troisième page de la couverture) signalons : *Ad leges jamosis libellis et de calumniatoribus Commentarius Fr. Balduini. Parisiis, apud Andream Wechelium, 1562, in-4°* ; — *Appel au tribunal de la raison, de la condamnation portée contre le culte évangélique ou protestant, par les RR. PP. missionnaires, dans la doctrine qu'ils ont prêchée à la Mothe-Ste-Heraye, pendant les mois de janvier et de février 1819, par M. F. Brunet, Niort, in-16* ; — et l'un des deux exemplaires connus des PSALMES || DU ROYAL || Prophète David *Fidèlement traduits de Latin en Francoys. Ausquelz est adiouste son argument, et sommaire à chacun particulièrement.* Vignette ronde représentant David à genoux, sa couronne à droite, sa harpe à gauche et au-dessus l'Eternel tenant une banderolle sur laquelle on lit *Delevi peccatum tuum*. Chés Estienne Dolet à Lyon. 1542. Avec Privilège du Roy. — Très petit in-8 de 368 pages. — Page 342 : NOUS AVONS || ADIOUSTE AU || Liure des Psalmes, les Canti- || ques, lesquelz on chan-||te journellement || aux Eglises².

CORRESPONDANCE

Ph. Roget : Socrate et Servet. — E. Lesens : Eglise de Plouer.

W. N. du Rieu : Un réfugié inconnu.

M. Ph. Roget, conservateur à la Bibliothèque de Genève, nous écrivait dès le 22 novembre 1888 :

En continuation des communications faites au *Bulletin* en juin et novembre 1888 (p. 296 et 613), j'ai l'honneur de vous informer que le *Traité de l'immortalité de l'âme, ou la mort de Socrate, paraphrase imitée de Platon*, faisant parti des *Oeuvres de Théophile* (Rouen 1632), renferme, en effet, le poème dont ont été tirés les vers publiés par Mosheim et copiés sur le manuscrit de votre Bibliothèque. En voici les quatre premières lignes :

Moi qui dans la cité d'Athènes,
Visita (*sic*) Socrate en prison
Et qui vis comme le poison
Acheva ses dernières peines...

1. Répondons à un correspondant que *Falaise*, dont le registre est mentionné dans le dernier procès-verbal, est Falaise en Normandie.

2. Cet exemplaire provient de la bibliothèque Ambroise-Firmin Didot. L'autre se trouve au *British Museum*.

Un autre correspondant, M. Émile Lesens, de Rouen, nous écrit (à propos de l'envoi fait par lui, d'une belle copie du *Synode de Normandie tenu à Saint-Lô en 1634*), sous la date du 5 décembre 1888 :

« M. de Beaurepaire (archiviste de la Seine-Inférieure) vient de me communiquer un registre : *Livre des Poures* de l'Eglise de Ploer (Plouer) en Bretagne, de 1637 à 1658. Pasteur de l'Eglise, *Louis Rondel* qui fut pasteur à Saint-Malo, et dont j'ai rencontré le nom dans les registres de Quevilly ; *Jean Torin* était ancien de l'Eglise, ainsi qu'un nommé *Legendre*. On trouve dans le registre la mention suivante :

« 1657, 20 août : Baillé à un jeune homme passant, se disant *fils de M. Basnage*, l'un des ministres de Normandie, 10 sols. »

« M. de Beaurepaire croit que l'on avait affaire à un intrigant... »

C'est sans doute aussi en Normandie que va nous transporter la lettre suivante :

« Leide, 3 décembre 1888.

« Monsieur et très honoré frère, La Commission me charge de faire appel à votre gracieux concours et à votre connaissance étendue en fait de persécutions des protestants français.

« Nous avons reçu ces jours-ci un récit anonyme d'un pauvre huguenot qui souffrit beaucoup dans l'hiver de 1685-1686. Son récit est inachevé. Il fut, dit-il, emprisonné à *Lagerille*, à *Marillac*, au château d'*Aumale*. — Il parle de *Marie Gaudry*, *Marie Bretot*, *Marie Goubert*, du fils de *M. Griel*, de *Jean Malaudin*, de la servante du pasteur *Le Page*, du marquis de *Bereron*.

« Et, arrivé en Hollande, à ce qu'il paraît, il parle de *M. Godefroy* et de *M. de Fromentel*.

« Je suppose que ces noms propres vous mettront sur les traces de ce récit... que nous n'avons pas trouvé dans le *Bulletin*.

« Agréez, etc.

« W.-N. DU RIEU. »

L'auteur de ce récit — sans doute inédit — que signalent nos excellents amis de la Commission pour l'histoire des Eglises wallonnes, était probablement dieppois : Un Jacques *Griël* était, en effet, dès 1675, ancien de l'Eglise réformée de cette ville, qui eut pour pasteur *Antoine Le Page*, de 1677 à 1685 (*France prot.*, VI, 545 à 556). Deux *Marie Gaudry*, mère et fille, figurent parmi les obstinées de Dieppe qui furent expulsées en 1688 (*Bull.* XXXVI, 1887, p. 420, note)¹. — Parmi ces mêmes confesseurs qui furent réunis à Dieppe du 29 mars au 8 avril 1688, et embarqués le 27 de ce dernier mois pour l'Angleterre, figure aussi un *Jean Malaudin*, de Goderville, qui est peut-être le *Jean Malaudin* du récit. Enfin *Aumale* est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Neufchâtel dans la Seine-Inférieure, où furent emprisonnés beaucoup de huguenots. Ceux d'entre eux qui étaient destinés à l'expulsion de 1688 furent amenés à Dieppe le 26 mars de cette année.

Ces coïncidences ne laissent-elles pas supposer que le récit en question émane d'un réfugié ou confesseur protestant dieppois ?

N. WEISS.

¹ Ainsi qu'une *Marie Bretot*, dont j'ai, par mégarde, omis le nom dans cette note.

CHRONIQUE

Le monument de l'Amiral Coligny. — On lisait dans le journal *le Temps*, du 20 septembre : « Le petit jardin situé au chevet de l'Oratoire du Louvre, à l'entrée des Arcades de la rue de Rivoli, a momentanément disparu. Sous la direction de M. Georges Sellier, architecte, les ouvriers viennent de commencer les travaux de construction du monument qui va être érigé sur son emplacement en l'honneur de l'amiral de Coligny, égorgé le 24 août 1572, dans la nuit de la Saint-Barthélemy.

« La demeure de l'amiral, qui portait le nom d'hôtel de Ponthieu, était située dans le voisinage de l'église de l'Oratoire, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, au coin de la rue du Roule. Plus tard, cette rue devint une section de la rue de Béthizy, et le prolongement de la rue de Rivoli en amena, il y a un certain nombre d'années déjà, la suppression. Une plaque commémorative, placée par les soins de l'édilité parisienne au numéro 144 de cette dernière voie, laquelle figure exactement l'emplacement où s'élevait autrefois l'hôtel de Ponthieu, rappelle le séjour et la mort de Coligny sur ce point de la capitale.

« Le monument dont on prépare les fondations offre la forme d'un cénotaphe et comprend trois statues; il reposera sur un socle de marbre blanc. L'amiral de Coligny est représenté debout dans une attitude calme et recueillie, la main gauche fermée sur la poitrine, la main droite s'appuyant sur la garde de l'épée. De chaque côté, des colonnes d'ordre dorique sont érigées, qui soutiennent un entablement et un couronnement sur lequel s'appuie un cartouche portant les armes de l'amiral : une ancre et un aigle aux ailes déployées, surmontés sur l'écu d'une couronne. Au pied du cénotaphe, deux figures allégoriques, entre lesquelles la Bible est ouverte : la Patrie, qui tient, dans sa main gauche, une couronne, et, dans la main droite, une épée nue; la Religion qui tend de la main gauche une palme de martyr, tandis que, de la main droite placée sur sa poitrine, elle semble comprimer les battements de son cœur. Sur le cénotaphe, on lit gravée l'inscription suivante :

L'AMIRAL COLIGNY FUT ASSASSINÉ
N'AYANT DANS LE CŒUR QUE LA GLOIRE DE L'ÉTAT.

MONTESQUIEU.

« Puis plus bas :

*Ce monument a été élevé par souscription nationale
et avec le concours de l'État.*

Cette œuvre est due au sculpteur Crauk.

On sait que le comité de souscription, formé en 1883, se composait de MM. le marquis de Jaucourt, *président*; le général baron de Berckheim; le pasteur Eugène Bersier; le général baron de Chabaud-Latour, sénateur; le comte Léonel de Laubespin, sénateur; le baron Pierre de Larocheffoucauld; le duc de La Roche-Guyon; le baron Fernand de Schickler, *vice-présidents*; J. Bonnet, *secrétaire*; Conrad Jameson, *trésorier*; Alfred André, Edouard André, Léonce Anquez, Agénor Bardoux, sénateur, ancien ministre de l'instruction publique; Edmond Becquerel, de l'Académie des

sciences : Edouard Bérard, Georges Berger, Henri Bordier, le baron Alfred de Bussière, Charles Clément, Maurice Cottier, Alfred Franklin, Charles Frossard, le baron de Geymuller, le baron Alphonse Mallet, Georges de Montbrison, Gustave Rothan, Edmond Turquet, député; William Waddington, député et ambassadeur de France à Londres.

On voit que le comité compte plusieurs membres catholiques. Les aïeux de M. le comte de Laubespín étaient parents par alliance de l'amiral Coligny.

Depuis sa formation, le comité Coligny a perdu les membres suivants : MM. le général de Chabaud-Latour, Henri Bordier, le baron Alfred de Bussière, Charles Clément et Maurice Cottier.

On peut espérer que l'inauguration du monument aura lieu au mois d'août prochain. Il est probable qu'un nouvel appel devra être adressé au public à cette époque pour faire face aux frais d'installation. Nul doute que les protestants français ne tiennent à honneur d'y répondre. Ils seront heureux, au moment où l'Exposition universelle amènera des milliers de visiteurs à Paris, de pouvoir leur montrer un monument qui rappelle l'un des souvenirs les plus grands de leur histoire.

NÉCROLOGIE

Charles Shaw-Lefèvre.

Deux frères, Isaac et Jean Lefèvre, huguenots des environs de Rouen, se réfugièrent comme tant d'autres, en Angleterre à l'époque de la Révocation. Un descendant d'Isaac, Jean Lefèvre, y devint, dans la suite, propriétaire de Heckfield Place (Winchfield, Hauts). — Sa fille Hélène épousa un M. Charles Shaw M. P., d'une ancienne famille du Yorkshire, et donna naissance à une nombreuse famille. L'aîné de ces enfants, né en 1794, fut M. *Charles Shaw-Lefèvre*, qui devint en 1830 membre de la Chambre des communes où il rendit des services fort appréciés et où, à partir de 1837, il remplit, avec beaucoup de distinction, les fonctions de président. Il devint aussi un des « trustees » du *British Museum*. — Il vint de mourir, le 23 ou 24 décembre 1888, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, ne laissant de son mariage avec Emma Whitbread que des filles, de sorte que le titre de vicomte d'Eversley qu'il portait disparaît avec lui.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LASOURCE, DÉPUTÉ A LA LÉGISLATIVE
ET A LA CONVENTION

D'APRÈS SES MANUSCRITS ET LES DOCUMENTS ORIGINAUX
(22 janvier 1763 - 31 octobre 1793) ¹

II. — L'HOMME POLITIQUE. — ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Dieu est aussi nécessaire que la liberté au
peuple français. — MIRABEAU.

L'impatience du joug des institutions féodales, en même temps que la nécessité d'un nouveau régime financier pour régler les impôts arbitraires et excessifs, — provoqua la réunion des États Généraux, le 5 mai 1789. Ceux-ci, par le Serment du jeu de Paume, se transformèrent en Assemblée nationale constituante qui se sépara le 29 septembre 1791, après avoir accompli, en deux ans, « la plus grande Révolution qu'ait jamais vue une seule génération de mortels ² ».

Le 28 août précédent avait eu lieu à Castres, dans l'église des Jacobins, l'élection pour l'Assemblée nationale législative. Neuf députés furent nommés, au nombre desquels le ministre protestant Lasource. Comment se l'expliquer? Membre d'une minorité récemment proscrite, pasteur, habitant le modeste village de Roquecourbe, — que de raisons de rester confiné dans son obscurité! Il est vrai qu'il aurait pu se mêler au mouvement politique si ardent du club des Jacobins de

1. Voy. le *Bulletin* du 15 janvier dernier, pp. 18 à 34.

2. *Michelet*.

Castres; mais non, il ne figure pas une seule fois dans les procès-verbaux de leurs séances que nous avons, du premier au dernier, parcourus avec soin aux Archives d'Albi. Il dut sans doute cet honneur à la vive réaction contre une intolérance exécrée et à l'aurole que lui valait sa mâle éloquence qui l'avait mis en renom dans la contrée. Le vieux registre de Lacauue marque la profonde impression produite sur des contemporains : « S'il fut resté dans son état, il eût approché Saurin. » Son mandat n'est que d'autant plus honorable, s'il n'est dû, comme tout porte à le croire, qu'à sa valeur personnelle, à la notoriété de son talent. Ce mandat, il l'accepte par devoir et il part pour Paris, non sans déchirement, laissant derrière lui, huit jours après son second mariage, sa jeune compagne. L'Assemblée législative se réunissant le 1^{er} octobre 1791, il quitte Église et foyer et se rend à son poste.

Obéissant à son ardeur naturelle, il entre tout d'abord dans le parti jacobin; mais, homme de droite conscience, il s'en sépare dès qu'il s'aperçoit de l'injustice des moyens employés et du radicalisme du but poursuivi.

Dans l'Assemblée, il ne tarde pas à se signaler parmi les plus actifs et les plus entreprenants. Quoique novice et un des membres les plus jeunes, il est presque tous les jours sur la brèche; aussi, l'accusation de faiblesse que lui adressent quelques historiens est-elle inexplicable. Doué d'un indomptable courage, il ne recule ni devant l'éclat, ni devant le péril.

La classe moyenne ayant fait sa révolution, le 14 juillet, par la prise de la Bastille et la classe populaire la sienne, le 10 août, par la prise des Tuileries, il en résulta une profonde perturbation qui se fit sentir dans l'Assemblée; les partis y furent nombreux et acharnés. Lasource se rangea définitivement du côté des Girondins; et, très lié avec Vergniaud, il devint l'ami intime de Brissot. Environnée de périls, l'Assemblée n'eut d'abord avec le roi que des rapports difficiles. Cependant elle prêta serment à l'acte constitutionnel; et, sans

tarder, dans cette première séance du 1^{er} octobre 1791 (an III de la liberté), Lasource entre en scène. Il s'agissait de savoir qui des ministres ou du président porterait à l'Assemblée l'acte constitutionnel ; — Lasource ne peut contenir son étonnement que l'on accorde tant d'importance à une simple formalité.

Bientôt les difficultés et les périls de l'intérieur et de l'extérieur s'accumulant autour de l'Assemblée, celle-ci multiplie ses décrets. Sur la motion de Lasource, elle vote aux Avignonais une adresse sympathique rédigée par lui. Le lendemain, 19 novembre, il intervient encore par une allocution sur la question de savoir si, en présence de plusieurs affaires pendantes, on donnerait la priorité à la conduite des généraux en pays ennemi.

Aux prises avec les émigrés d'un côté et, de l'autre, avec la cour et le clergé, l'Assemblée est poussée aux résolutions extrêmes et, dans la séance du 22 novembre, Lasource prononce un véhément discours contre les émigrés. Le 23, il monte encore à la tribune et appuie le rapport de Koch proposant d'énergiques mesures contre les rassemblements de l'étranger. On le voit, son impétuosité primesautière et, dans la suite, ses virulents discours, ses attaques contre les principaux chefs et son héroïque mort enlèvent toute excuse à l'injure de J. Janin « qu'il manqua de courage plus d'une fois ¹ » et au mot peu bienveillant de M. Aulard qui l'appelle « un modéré fanatique » ². Lâche...! quand le fut-il? Modéré...! il ne le fut pas davantage; sa bravoure est sans cesse à la hauteur des circonstances et je ne connais pas une seule faiblesse qui la ternisse.

Les temps étant graves, on crée un comité de surveillance; et Lasource s'est assez bien fait apprécier déjà pour en être nommé avec quelques-uns des membres les plus ardents de l'Assemblée. Peu après, il réussit par un discours plein de sel

1. *Hist. de la Révol. franç.*, I, 252.

2. *Danton*, par Aulard, p. 41.

à obtenir un décret d'accusation contre Delastre, fils d'un professeur de droit, et qu'on avait surpris porteur d'une lettre à M. de Calonne, à Coblenz.

Il n'est presque pas de séance où Lasource ne se jette dans la mêlée. Lorsqu'on propose, le 5 décembre 1791, d'envoyer des troupes à Saint-Domingue pour réprimer les troubles qui y ont éclaté, — Lasource, faisant front à l'orage : « Moi je vous dis que vous vous chargez d'une terrible responsabilité si vous vous exposez au reproche d'avoir envoyé des assassins pour poignarder des citoyens. » Ces mots soulèvent de violents murmures et le rappel à l'ordre est demandé. Lasource s'explique : « Je déclare que j'étais loin de vouloir inculper les braves soldats français et que je n'ai pas voulu dire autre chose sinon qu'il était à craindre que, si l'on ne donnait aux chefs des instructions précises, ils devinssent sans le savoir des assassins, des instruments aveugles d'un parti (on applaudit) ».

Le lendemain, 6 décembre, nouvelle intervention de Lasource à propos des comptes à rendre par deux ministres démissionnaires : « Il faut faire une loi qui oblige les ministres à rendre leurs comptes avant de sortir de place et de quitter la capitale.... » Sa proposition, couverte d'applaudissements, est acceptée¹. A propos, le 12 décembre, de la demande d'énoncer à chaque pétition le nombre des pétitionnaires : « Je supplie l'assemblée de m'écouter, dit Lasource ; on dirait, en vérité, que quelque génie malfaisant a semé la division parmi nous pour opérer la dissolution de l'Empire français et nous perdre avec la Constitution. Je prie les législateurs de la France de déposer tout esprit de parti et de marcher de concert. Et comme l'Assemblée est dans une agitation dont les conséquences pourraient être dangereuses, je demande l'ajournement indéfini de la proposition » ; ce qui est accordé. Le 15 encore, la garde nationale venant de faire

¹ *Moniteur*, n° 340.

une grande démonstration dans le sein de l'Assemblée, Lasource obtient que le procès-verbal de la séance soit envoyé aux départements pour qu'ils sachent « que l'armée parisienne vient de manifester dans l'assemblée par l'organe de ses officiers au nombre de 4,500 qui ont défilé sur deux colonnes, précédés du bataillon des vétérans et de celui des enfants au son des tambours et au cri de : « Vivre libre ou mourir. »

Tout cela sent la poudre ; la guerre approche, la guerre est là.

Ce fut la question de la guerre qui acheva de séparer les Girondins des Jacobins, déjà divisés par leur tempérament. Tandis que les Girondins voyaient le salut de la patrie dans la destruction par la guerre de la coalition des rois et des émigrés, les Jacobins, avant de s'attaquer à l'étranger, voulaient au préalable anéantir les ennemis de l'intérieur. Ce fut la cause d'interminables et violents conflits entre ces deux fractions de l'assemblée, l'une supérieure par les talents et le nombre, l'autre plus puissante par sa volonté de fer et le fanatisme de la foule gagnée à sa cause. Le 1^{er} janvier 1792, Robespierre, président aux Jacobins, rappelle Lasource à l'ordre parce que celui-ci, partisan de la guerre, interrompt avec insistance un orateur qui la combat. Lasource froissé se retire et écrit à la Société des Jacobins pour lui dire toute sa peine. Mais Robespierre ayant lu sa lettre et rendant un éclatant hommage à son amour du bien et à son patriotisme, Lasource rentre aux Jacobins¹. Les clubs ne suffisant plus aux exaltés, trois cents députés demandent qu'il soit permis de se réunir dans l'assemblée en dehors des séances pour y préparer les questions. Avec un parfait bon sens, Lasource s'y oppose par une allocution applaudie et où il démontre que ces réunions, étant dépourvues de sanction, diminueraient le respect du peuple pour ses députés.

1. *Journal des Débats des amis de la Constitution*, n° 121.

On le voit, l'activité de Lasource ne se lasse pas : le 8 mars 1792, il présente, au nom de la commission centrale, pour régler les travaux de l'assemblée, un rapport en sept articles qui est voté. Puis, le 10 mars, comme on propose d'excepter, du séquestre des biens des émigrés, les artistes, les savants, les malades, retenus à l'étranger par une cause légitime, Lasource, dans un spirituel discours, repousse cette exception...

Il n'y a pas un émigré qui ne présentât un certificat de maladie. La plupart des émigrés, qui ont dès à présent les armes à la main, prouveraient le plus clairement possible qu'ils sont malades. Il y a en France d'excellents médecins, d'excellentes eaux minérales. Ceux qui sont malades dans l'air de la liberté ne doivent pas aller, pour se guérir, humer l'air de l'esclavage...

Son opinion prévaut à une grande majorité, comme elle prévaut encore dans le débat relatif aux princes possessionnés...

Leur acquérir ailleurs des terres seigneuriales, c'est aller contre les lois, se mettre en contradiction avec vos principes, commettre un crime de lèse-humanité. Eh quoi ! n'auriez-vous brisé les fers des Français d'Alsace que pour river ceux des Allemands ! On me dira que vous ne mettez pas les Allemands sous le régime de la féodalité, puisqu'ils y sont déjà, mais est-ce une raison pour appesantir ce régime et le consacrer par une loi... ? Souvenez-vous que vous ne devez jamais voir des fers que pour les haïr et les toucher que pour les rompre.

Ce même mois de mars apporta une terrible diversion à la question toujours brûlante de la guerre : trente séances durant, on s'occupa au milieu des plus violents orages des massacres de la *Glacière* d'Avignon. Ces massacres avaient été horribles : mais fallait-il impitoyablement frapper tous les coupables, ne tenir aucun compte des circonstances particulières ? Les quarante-six bourreaux et leur chef Jourdan-Coupe-tête, qui se désignaient ainsi : « les braves brigands de

1. *Archives*, t. 90. — *Rélation de ce qui s'est passé à Avignon*, p. 7. — *Hist. de la pers. occitane*, par André, p. 17.

Vaucluse », sont arrêtés; un tribunal criminel est constitué; trois cent trente-cinq témoins sont entendus. Que va décider l'Assemblée? Elle se prononce pour l'amnistie et les Girondins qui la votèrent s'attirent l'anathème de Louis Blanc qui ne manque pas une occasion de les discréditer : « Si l'assemblée décréta au profit d'une bande de cannibales l'indulgence et l'oubli, — ce fut Guadet, ce fut Lasource, ce fut Vergniaud, qui remportèrent ce déplorable triomphe¹. Certes, les égorgements de Paris et d'Avignon, — on ne les flétrira jamais assez; ce n'est pourtant pas une raison pour condamner sans rémission ceux qui les ont pardonnés. Écoutons seulement quelques-uns des motifs de Lasource :

Ne doit-on pas respecter l'égalité qui veut que l'amnistie soit pour tous ou pour aucun? Si l'amnistie porte sur tous les crimes de la Révolution française, elle doit porter aussi sur tous ceux de la Révolution avignonnaise; pas d'injuste exception. Mais les crimes d'Avignon sont atroces! Oui, mais ceux de Nîmes, de Montauban, d'Uzès, de Nancy, etc., le sont aussi; les crimes des deux Révolutions sont les mêmes, peut-on pardonner aux uns et punir les autres? En outre, punir tous les coupables d'Avignon, ne serait-ce pas porter le deuil dans toutes les familles? Le sang n'a-t-il pas assez coulé dans la malheureuse Avignon²?

Et tout d'un coup, il s'écrie au milieu de son discours :

Vengeance, je demande vengeance! contre M. Gorguereau qui est venu m'outrager et me dire que je devais disparaître de dessus la terre et rentrer dans le néant; si l'on ne prend des mesures pour réprimer ces désordres, bientôt on nous empêchera de parler à cette tribune!

Un mouvement général d'indignation se produit; on crie : « A l'Abbaye, M. Gorguereau », mais finalement on passe à l'ordre du jour et l'on vote l'amnistie après un magnifique discours de Vergniaud, l'aigle de la Gironde.

Ce résultat ne fit qu'exaspérer la haine des deux partis; et un jour que Lasource présidait le club des Jacobins, la Société déclare « que les inculpations dirigées contre Robespierresont

1. L. Blanc, *Hist. de la Rév. franç.*, vi, 301.

2. Il y avait 100 prisonniers, 400 accusés, 10,000 personnes compromises.

démenties par la notoriété publique autant que par sa conduite constante »¹; Lasource, Président. Il se multiplie; le 16 avril, dans un discours approfondi, il s'applique à réduire les pouvoirs du roi en lui enlevant la nomination des agents du Trésor public; bien loin pourtant de rêver encore la suppression de la royauté, il dit en propres termes que « personne n'est assez impolitique pour désirer un gouvernement républicain qui n'est possible qu'en idée »; une clef de voûte à l'édifice social leur semblait indispensable. Mais le temps marche et avec lui les idées, au point que celui qui maintenant leur paraît nécessaire, bientôt leur paraîtra dangereux. Et poursuivant ce dépouillement des droits royaux, Lasource réclame, le lendemain, pour la nation, le choix du Gouverneur du Prince royal. La Gironde, très puissante encore, impose un ministère girondin où figurent à la fois Roland et Dumouriez et, sous son influence, après des tiraillements sans fin, vote « la guerre aux rois et la paix aux nations ». C'était le 20 avril 1792.

Dévoré d'une fiévreuse ardeur, Lasource propose une adresse aux Français sur les dangers du dedans et du dehors; il veut que chaque citoyen s'exerce au maniement des armes; il demande la poursuite des instigateurs de sédition; et, le 5 mai, il prononce un terrible discours contre deux pamphlets désorganisateur :

Je suis arrivé à la tribune frémissant d'indignation et d'horreur. Je connais les agitations du peuple et je suis révolté des scélérates manœuvres des séditeux... Les crimes auxquels invitent le peuple les auteurs de ces deux libelles dont l'un est signé Marat, l'autre « l'ami du Roi », sont attentatoires à la sûreté de l'Etat; dans l'un, on pousse l'armée française à la désertion; dans l'autre, on provoque les poignards contre les généraux, contre les représentants du peuple. Ne sont-ce pas des crimes nationaux? où serait la sûreté de l'Etat, s'il n'y avait ni chefs d'armée, ni législateurs...? Je demande que les coupables soient traduits devant la haute Cour².

1. *Tribune des Patriotes*, n° 1.

2. *Moniteur*, n° 74.

Le 22 mai, nouveau discours contre le juge Larivière qui violant la loi, a lancé des mandats d'arrêt contre trois députés; il réclame un décret d'accusation que l'assemblée lui accorde en applaudissant. Dans les séances suivantes, il n'est pas de discussion à laquelle il ne participe : augmentation de la police de Paris; fédération générale; maximum de 20,000 hommes pour les armées, examen des plaintes de la Croix Rouge. Mais toutes ces affaires d'intérieur ne le distraient pas de celles du dehors, en triste état pour le moment.

Le ministère girondin disloqué est remplacé par un ministère feuillant; le roi entre en relations secrètes avec l'étranger, recommande aux souverains de lancer un manifeste conciliant comme préface à leur invasion. Faut-il s'étonner de l'hostilité croissante contre le roi et la Cour? Faut-il s'étonner que Lasource, d'abord royaliste, en soit venu à prendre parti contre le roi en voyant le roi prendre parti contre la nation?

En vain quelques hommes éminents, La Fayette entre autres, s'emploient-ils à sauver le roi et la constitution; les Tuileries sont envahies par les faubourgs et le roi coiffé du bonnet rouge. La Fayette, quittant son armée, vient à la barre de l'assemblée réclamer la répression d'un tel excès: conduite qui soulève l'opinion et Lasource en particulier. L'ennemi, en effet, se masse à la frontière; on est au 7 juillet. Lasource propose diverses mesures toutes votées d'acclamation : l'armement des citoyens avec des piques, la création de plusieurs fabriques d'armes, l'honneur pour toute ville qui aura formé un ou deux bataillons de déclarer « qu'elle a bien mérité de la patrie¹ ». Et lorsque Bureaux-Puzi entreprend de défendre La Fayette, Lasource avec une passion extrême l'attaque et annonce que, quand cette affaire sera à l'ordre du jour, il mettra toutes les intrigues en évidence et démontrera la trahison. On murmure à droite; alors reprenant : « Tous les ennemis de la patrie me

1. *Moniteur*, n° 201.

trouveront ici et, malgré leurs murmures que je méprise, je défendrai constamment la liberté de mon pays. » Quand le *Rapport* de Murair et Lacuée est présenté, Lasource prononce contre Lafayette le plus virulent réquisitoire.

Je viens briser une idole que j'ai longtemps encensée... Des témoins irréfragables accusent M. Lafayette... Exprimer le vœu d'une armée ! Une armée a-t-elle un vœu ? A-t-elle pu en émettre ? Lui a-t-il été permis de délibérer ? Le général qui l'a permis, le général qui l'a voulu, le général qui l'a approuvé, le général qui l'a fait faire, n'a-t-il pas commis un crime contre la Constitution qui le défend expressément !... Si le premier attentat de ce genre reste sans châtement, notre génération ne descendra pas au tombeau sans y emporter des pleurs et des fers. Des fers ! Oui, l'on vous en prépare et c'est Lafayette qui les forge.

Et, après une entraînant pèroration, il termine :

Pour moi, en démasquant un traître, j'ai servi mon pays ; si j'obtiens sa punition, j'aurai sauvé ma patrie... Je demande que Lafayette soit mis en état d'accusation.

Séance tenante, on ne donne pas raison à Lasource, mais peu de jours après, l'Assemblée vote le décret d'accusation et, sur sa motion, une énergique adresse à l'armée. Lafayette quitte la France avec son état-major, dans la nuit du 19 au 20 août 1792 et il est aussitôt fait prisonnier par les Autrichiens.

A Paris, l'exaltation redouble et une sinistre rumeur circule ; les massacres de septembre approchent ; nécessité d'en finir avec les ennemis du dedans, en même temps qu'on se jette sur ceux du dehors. Un comité insurrectionnel s'organise dont fait partie Danton ; l'émeute se prépare ; et, dans la séance du 3 août, Pétion, maire de Paris, présente à toutes les sections une pétition réclamant la déchéance du roi, de plus en plus impopulaire, depuis que l'on connaît ses connivences avec l'ennemi. La discussion est fixée au 9 août. L'orage éclate et le 10 août les Tuileries sont assiégées ; le sang coule ; le roi se réfugie dans l'Assemblée et l'Assemblée conclut : 1° à sa déchéance ; 2° à un plan d'éducation pour le prince royal ; 3° à la convocation d'une Assemblée nationale. La famille royale

est logée au Luxembourg, gardée à vue. Les Girondins votèrent ces mesures ; Lasource même participa à l'assaut des Tuileries : « J'ai trahi ma patrie ! dit-il dans une lettre à la Société populaire de Castres. Et quand ? Quand j'ai bravé la mort, le 10 août, sous le canon du château et que j'ai fait chasser de la salle des représentants du peuple le tyran perfide, dont la présence compromettait le salut du Corps législatif ! » Ce qui n'empêche pas L. Blanc, toujours partial contre les Girondins, de s'en prendre à leur hésitation, à leur opposition, le 10 août¹. Ce qu'on peut dire, c'est qu'ils n'avaient pas eu la direction du mouvement ; pourtant, ils parvinrent à faire créer un conseil exécutif de six membres où ils comptent trois des leurs. Mais Jacobins et Cordeliers s'unissent contre eux ; toutes les affaires se traitent au préalable au club des Jacobins, dont Robespierre était le dieu.

Les dangers de plus en plus menaçants excitent les esprits. Le 25 août 1792 arrive à l'Assemblée la discussion contre les prêtres non assermentés. Lasource, aussi courageux que juste, prend leur défense. Cambon ayant demandé que ces prêtres fussent déportés sur des vaisseaux dans la Guyane française, Lasource riposte :

Je m'étais imposé la loi de ne jamais prendre la parole, quand il s'agirait de religion et de prêtres, — *étant moi-même prêtre d'une autre religion*, — cependant je parlerai dans ce moment et mon opinion ne sera pas suspecte. Or, je dis que si vous avez le droit de chasser du sein de la France tous les individus qui en troublent la paix, — du moment où vous les avez dépouillés de tous les avantages du contrat social, il ne vous est plus permis de leur dire : vous irez là. Une fois sortis de la Société, ils sont livrés à eux-mêmes ; et puisqu'ils ne sont plus citoyens français, ils ne doivent plus être soumis aux lois françaises. Ils iront où ils voudront. Peut-on forcer à travailler des septuagénaires et des octogénaires ? Sous Louis XIV, 12,000 Français furent envoyés dans la Guyane et y périrent. J'ajoute une considération, c'est que dans cette île où l'on veut transporter 50 à 60,000 prêtres, il n'y a pas plus de 18,000 habitants, blancs ou noirs, et qu'ils ne peuvent se procurer leur subsistance. Ils sont obligés d'avoir recours aux îles voisines ; ce serait

1. 3 mai 1793. — L. Blanc, VII, 34.

donc envoyez ces malheureux à la mort. Au nom de l'humanité, au nom de la justice, je demande la question préalable.

C'est un des plus beaux mouvements de générosité et d'éloquence qui honore la carrière de Lasource¹. Grâce à lui et à Vergniaud, la mesure barbare fut repoussée.

Sur ces entrefaites, la prise de Longwy étreignit douloureusement les cœurs et inspira des résolutions extraordinaires, entre autres l'arrestation des suspects; la nuit, 15,000 furent saisis; un grand nombre devaient être massacrés quelques jours plus tard, car on était au 27 août. Au milieu des motions qui se croisent dans cette heure de crise, nous en remarquerons deux de Lasource : la première, votée d'acclamation et tendant à accorder aux Prussiens, de même qu'on l'a accordé aux Belges et aux Sardes, de former une légion « qui portera le nom de légion des Vendales² » ; la seconde, relative à la création d'une armée de 30,000 hommes.

Il n'est pas naturel que Paris soit seul assujéti à cette mesure extraordinaire; si c'est un fardeau, ce que je ne crois pas, il doit être supporté par tous les départements, toutes les communes. Si c'est une gloire, comme je le pense, elle doit être partagée par tous les citoyens de l'empire. Il ne s'agit pas de crier : « Vive la nation ! » il faut sauver la nation. Ce n'est point avec des chants de triomphe qu'on repousse les coups de canon, c'est avec du canon. Il faut que les Français montrent s'ils sont nés pour la gloire, pour l'esclavage ou pour la liberté. On disait avant le 10 août qu'il fallait que la France se levât pour faire la Révolution. Paris s'est seul levé et la Révolution a été faite. Mais il n'est pas juste qu'il la conserve seul; il faut que les autres départements y concourent. Je ne veux pas dire à ces départements l'injure de croire qu'il y ait une municipalité qui ne puisse fournir deux citoyens prêts à voler à la défense de la patrie.

Les bruits les plus calomnieux sont mis en circulation pour exciter l'esprit public, déjà trop enclin à prendre sa revanche du sang versé le 10 août, à l'attaque des Tuileries. Les dispositions hostiles furent entretenues par le volumineux *Rapport* où Lasource dévoila toutes les perfides trames de Montmorin,

1. Magloire-Sayral, II, 385. Voy. aussi, plus loin, les documents sur Elié Thomas.

2. *Moniteur*, n° 242.

ex-ministre des affaires étrangères, contre la sécurité et la liberté de la patrie. Exaspéré par les clameurs des clubs et n'estimant pas suffisamment expéditive l'action du tribunal criminel, le peuple se précipite dans les prisons, et pendant les 2, 3, 4, 5 septembre, se fait justice lui-même, en massacrant de 6 à 12,000 malheureux, 1,480 d'après L. Blanc, toujours indulgent pour les partis extrêmes de la Révolution; et, dans le nombre, 150 prêtres coupables de n'avoir pas prêté le serment civil!

Cet acte de sauvagerie assura la prépondérance de la Commune, les Girondins furent frappés de stupeur et ne se lassèrent pas de mettre ce forfait au compte du Jacobinisme; il en résulta un rapprochement entre Danton, Robespierre et Marat. Désormais, le parti terroriste cherchera à dominer la Commune pour dominer Paris, Paris pour dominer l'Assemblée et l'Assemblée pour dominer la France.

Les yeux sont toujours sur la frontière depuis la reddition de Longwy et de Verdun; sur le *Rapport* de Lasource, au nom de la commission extraordinaire, l'Assemblée décrète que dans toutes les places en état de siège, le commandant pourra chasser tous les citoyens suspects, raser la maison de tout citoyen qui parle de se rendre, et s'il n'a pas de maison, brûler ses meubles¹. Dans ces circonstances critiques, la division étant un grand danger, Lasource, le 18 septembre, adresse un énergique appel à l'union :

On fait courir le bruit que les députés seront égorgés, que Paris sera pillé et incendié. Que le peuple sache que ceux qui lui conseillent le crime sont ses ennemis et veulent, par la désorganisation, détruire la liberté publique. On ne peut trop le répéter : désunis, nous serons vaincus; unis, nous pourrons donner la liberté à l'Europe entière.

Plus l'orage gronde, plus la perplexité redouble. Heureusement, la victoire de Valmy remet l'espérance au cœur; ce fut une journée de salut pour la Révolution.

(*La fin prochainement.*)

CAMILLE RABAUD.

1. *Moniteur*, n° 253.

DOCUMENTS

DOCUMENTS INÉDITS POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DE LA RÉFORME SOUS FRANÇOIS I^{er}

ÉDIT CONTRE LES LUTHÉRIENS

ADRESSE DE PARIS, AU PARLEMENT DE TOULOUSE

le 16 décembre 1538.

Lorsqu'en 1885 je publiai la première partie de ces recherches, je ne me doutais guère qu'il se passerait quatre ans avant que je pusse en donner la suite. Les exigences de ce *Bulletin* sont parfois telles, en effet, qu'elles interdisent, même à celui qui le dirige, de garantir l'exécution à date fixe de ses promesses ou résolutions personnelles. Il y a donc trois ans et plus que j'ai recueilli la plupart des pièces que je comptais insérer sous ce titre. Voici, du moins, pour établir ma bonne volonté, celle qui suit chronologiquement la *lettre d'abolition du 31 mai 1536* et la *lettre de rémission accordée en novembre 1537 à Amyet Félix*¹.

On ne connaissait jusqu'ici, entre l'édit de Coucy (16 juillet 1535)² confirmé par les susdites lettres d'abolition³, et un édit du 1^{er} juin 1540⁴, aucune mesure judiciaire prise par François I^{er} contre les luthériens. De la part d'un souverain qui n'eut que des éclairs de libéralisme et qui fut franchement intolérant à partir de 1534, quatre années entières sans un ordre de poursuivre l'hérésie, cela me paraissait insolite. Je me demandais si cela ne signifiait pas un retour à la clémence ou même à certaines concessions tacites. En réalité, comme on va le voir, si François I^{er} a été parfois tenté, par de hautes influences, de fermer les yeux sur les progrès de l'hérésie, d'autres influences, encore plus puissantes, ne lui ont jamais permis longtemps cette indulgence.

Parmi les villes du midi de la France où, grâce à un développe-

1. Voy. *Bull.* XXXIV (1885), p. 161.

2. Voy. Isambert, *Anc. Lois françaises*, t. XII, p. 405 et *France prot.*, t. X, p. 7.

3. *Bull.* XXXIV (1885), p. 166-168.

4. Isambert XII, p. 676 et *France prot.*, t. X, p. 8.

ment intellectuel et moral exceptionnel, la Réforme rencontra de bonne heure un terrain très favorable, *Toulouse* brille au premier rang. Et s'il m'était possible d'y dépouiller les registres du Parlement, et ce qui peut être abordé çà et là des archives de l'Inquisition, je suis convaincu que j'y trouverais de nombreuses traces du mouvement qui fournit à notre martyrologe une de ses premières et plus illustres victimes, *Jean de Cadurc* (1532)¹, et qui, dix ans avant la date fatale de 1572, y aboutit à une véritable Saint-Barthélemy anticipée². L'influence de la Réforme fut si profonde à Toulouse dans la première moitié du xvi^e siècle qu'elle y fit une conquête dont je ne connais pas un deuxième exemple.

Le 11 mars 1536, le franciscain *Vidal de Becanis*, docteur en théologie et provincial de la province de Toulouse, avait été, à la requête du général de l'ordre, nommé inquisiteur au siège de cette ville par François I^{er}³. Dès la même année il fut, on ne sait pour quelle raison, remplacé dans cette charge par le dominicain frère *Louys de Rocheto*. Or ce Louis de Rochète. — preuve assurément remarquable de la puissance de l'Évangile, — ne tarda pas à partager les convictions religieuses de ceux-là mêmes qu'il devait faire exterminer. Le 9 septembre 1538, en effet, après un procès dont l'origine et la durée nous sont inconnues, le parlement de Toulouse le déclare « déchu et privé de sa charge et autorité à luy commise par le Roy sur le fait de ladite inquisition », et le remet à l'archevêque. Ce dernier affirme qu'il est hérétique et le renvoie à son tour au bras séculier, c'est-à-dire au Parlement qui, le 10 septembre, le condamne à être brûlé vif. arrêt probablement exécuté le même jour⁴.

Ce procès et cette exécution, dont le retentissement durent être immenses, me paraissent avoir provoqué l'édit dont le texte paraît ici pour la première fois. Il fut, dans tous les cas, ainsi que ce texte le dit expressément, sollicité par le Parlement et par le procureur du roi à Toulouse. Dans sa réponse, c'est-à-dire dans cet édit, Fran-

1. C'est ainsi qu'il est appelé dans le procès d'un de ses disciples, *Jean Fontaine*, que je publierai un jour.

2. Voy. *France prot.*, 2^e éd., II, 45. La liste de près de 1,800 protestants condamnés à mort par le parlement de Toulouse en 1562.

3. *Bull.*, I, 358.

4. Voy. *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, II (1651), p. 716, et *Bull.*, II, 212.

çois I^{er} commence par rappeler longuement les diverses mesures qu'il a prises en 1535 et 1536 contre l'hérésie; puis il charge le Parlement de se faire délivrer par le procureur les noms de tous ceux qui sont suspects, soit d'hérésie, soit d'avoir imprimé, vendu ou acheté des livres « maudits », ou recelé des délinquants, de les faire saisir et poursuivre, et d'exhorter à la même besogne sacrée les « archevêques, évêques ou leurs vicaires et diocésains ». — Cet ordre royal visait donc spécialement le Languedoc qui ressortissait à cette cour de justice. Nous verrons une autre fois, D. V. que les autres régions de la France ne furent pas oubliées par la sollicitude du souverain qui rappelait avec tant d'insistance son titre de « Roy très crestien ».

N. W.

François par la grâce de Dieu, roy de France, à nos amés et féaulx conseillers les gens tenans nostre Court de parlement à Tholoze, salut et dilection.

Comme, après grandes inquisitions faictes par auctorité de nous, de certaines hérésies et erreurs que l'on nomme comunément l'erreur et hérésie Luthérienne, pour ce que ung nommé Martin Luther en a donné cause et commencement et que avec luy ou après luy se sont adhérez autres gens d'espirit diabolique, et faict et composé aucuns livres mauditz, dampnez et anatématizés, contre les commandemens de Dieu nostre Créateur, de nostre mère sainte Église et diffinitions des saintz concilles de toute l'Église militante;

Nous, auquel il a pleu à Dieu nostre créateur, donner et attribuer le nom de trescrestien Roy, avons succédé de par nous très nobles progénéteurs, ayons faict faire plusieurs inquisitions des aucteurs, faucteurs, promoteurs et adhérens à icelle inique, dampnée, maudite et détestable invention, et procédé et faict procéder par la voye de justice tant ecclésiastique que temporelle, à l'encontre des délinquans que ainsi ont en nostre royaume, pays et seigneuries, faict les dictes injures et opprobes contre nostre mère sainte Église, religion chrestienne, commandemens et ordonnances de Dieu nostre créateur.

Et après plusieurs grandes et sévères exécutions d'aucuns des d. délinquans, nous, considérons que à leurs derniers jours ilz s'estoient réduitz envers Dieu nostre créateur, sainte Église et foy chrestienne, et que grand nombre s'estoient absentez qui se disoient estre deuement contrietz et repentens des maudites erreurs qu'ilz avoyent tenues et esquelles ils estoient escheuz par persuasion diabolique; voulans user de la grâce et miséricorde dont il a pleu au benoit Créateur nostre sauveur et

rédeempteur nous donner le pouvoir en ce mortel monde, et ne délaysser au désespoir iceulx recognoissans leurs erreurs, ayons octroyé première et seconde foiz noz lettres de grâce, pardon et miséricorde et iceulx rappelez des banissemens contre eulx promulgués, en venant toutesfoys par eulx, au dedans du temps ordonné par nous et nos d. lettres, et abiurent préallablement les dictes maudites et dampnées hérésies, en la présence de leurs prélatz et diocésains¹.

Et combien que, au dedans du d. temps, grand nombre d'iceulx délinquans ayent abjuré les d. hérésies et usé de nostre grâce et miséricorde, néanmoins les aucuns y sont depuys retournez, les autres ont persévéré et continué par moyens secretz et iniques, subornans et attrahians à eulx les autres pauvres gens misérables et de légier esperit, leur administrant livres mauditz, dampnez, réprouvez et anatematizés, et tellement que la d. erreur pullule encores en nostre royaume, pays et seigneuries, à nostre très grand regret, contristation, enmy et déplaisir.

Et à ceste cause, nostre procureur général en nostre Court de parlement de Tholoze, qui, de sa part, nous a adverty, nous a requis sur ce pourvoir de nostre grâce, provision et remède de justice convenable.

Savoir faisons, que nous voulons par toas moyens éradiquer, détruire et extirper la dicte maudite erreur du d. Luther et autres que l'on ensuyvy, tant par faictz que par escriptz, et nous acquiter envers Dieu nostre créateur et sa sainte Eglise du nom que par la grâce divine et mérites de noz prédécesseurs nous est attribué ;

Vous mandons et commectons par ces présentes que vous vous informiez ou faictes informer bien et deuement de et sur les d. erreurs et hérésies; aussi de ceulx qui ont et tiennent, ou ont administré, vendu, achapté et imprimé les d. maudictz livres, dont les cas, noms et surnoms vous seront baillez en escript plus à plain et déclairez par nostre d. procureur général, auquel nous mandons, ordonnons et enjoignons de ce faire sur le deu de son office et serement qu'il a envers nous, contre ceulx que en trouverez coupables ou véhémentement soupsonnez, et que auront recellé tant les d. délinquans que les d. livres, s'ilz ne le recellent incontinent et apportent par devers vous les d. livres, ceulx qui les auront après les commandemens que ferez sur ce faire, et contre ceulx aussi que depuys les d. adjurations (*sic*) par eulx faictes et grâce par nous à eulx octroyée, trouverez estre récidivez, s'aucuns en y a, — procédés ou faictes procéder par prinse de corps et quelque part qu'ilz puyssent estre trouvez et appréhendez en nostre royaume, pays, terres et seigneuries, saisissement en nostre main de tous leurs biens tant

1. Allusion à l'édit de Coucy, du 16 juillet 1530 et à la *Lettre d'abolition* du 31 mai 1536, cités plus haut.

meubles que immeubles, par bon et loyal inventaire; aussy des d. maudietz livres condamnez et anatématizés, adjournemens personnelz pardevant vous à troys briefz jours, sur peine de bannissement, et autrement procéder sellon l'exigence; et exhortez aussi de par nous, les archevesques, évesques ou leurs vicaires et diocésains y procéder de leur part ainsi qu'ilz sont tenuz de faire, et tellement que justice y soit administrée, telle et si seure, que ce soit exemple à tous autres; car ainsi nous plaist-il estre faict.

Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjectz, que à voz commis et depputez en ce faisant obéyssent, entendent diligement, prestent et donnent conseil, confort, ayde et secours, prisons et main forte si mestier est, et requis en soit. Et pour ce que de ces présentes l'on pourra avoir à besoingner en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au *Vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal, foy soit adjouxtée comme à ce présent original.

Donné à Paris, le 16^e jour de décembre, l'an de grâce mil cinq censrente huit, et de nostre règne le vingtquatrième. Par le roy en son conseil :

BOCHETEL.

Lecta, publicata et registrata Tholosæ in parlamento, vicesima prima die Aprilis 1539, post pascha¹.

BURNET.

ÉLIE THOMAS

UN PROTESTANT DÉFENSEUR DE PRÊTRES PERSÉCUTÉS

(1795)

Si pendant les trois siècles qui précèdent la Révolution française les protestants n'ont joui ni de liberté, ni de repos, la responsabilité doit en incomber aux efforts persévérants, infatigables du clergé catholique. Il est inutile, croyons-nous, d'en rappeler ici les preuves; une seule suffira : lorsqu'en 1787 nos ancêtres obtinrent l'état civil, les assemblées du clergé cherchèrent à rendre illusoire cette concession¹; et en 1789, au moment de la réunion des États généraux, dans nombre de provinces les cahiers du clergé demandaient même l'abrogation de cet édit de tolérance².

1. Archives de la Haute-Garonne, Série B, Parlement. *Édits*, Registre IV, fol. 13.

2. Voyez A. Weyss, *le Clergé catholique et les Protestants français, 1775-1788*. — *Bulletin* XXXVI, p. 131.

3. Voyez *Bulletin* XXXVI, p. 622, et Chassin, *le Génie de la Révolution*.

Singulier retour des choses d'ici-bas : les persécuteurs de la veille deviennent les persécutés du lendemain. La Révolution, libérale et bienfaisante à l'origine, se transforme promptement : sous l'influence de l'esprit jacobin elle fait tout fléchir devant la raison d'État et, fidèle aux théories perfides de Rousseau, elle devient plus despotique que le plus absolu des monarques. Elle déclare la guerre à la religion et inaugure contre le clergé la plus atroce des persécutions, ressuscitant contre les prêtres les peines que les édits du grand roi infligeaient aux pasteurs du désert. Elle remplace les galères par la déportation et au gibet elle substitue la guillotine.

Loin d'applaudir à ces supplices, les protestants furent très souvent les protecteurs et les défenseurs des prêtres persécutés. En Franche-Comté le pasteur Méquillet d'Héricourt recueillit et cacha pendant plusieurs mois au péril de sa vie des ecclésiastiques réfractaires¹ ; à Rochefort un protestant, Elie Thomas, « à la famille duquel le clergé fit jadis éprouver bien des maux », multiplia ses démarches et intercédâ auprès de Grégoire pour obtenir un adoucissement aux tortures infligées à des prêtres entassés sur deux navires².

Dans ses remarquables études sur l'histoire religieuse de la Révolution, M. Gazier a déjà signalé ce dernier fait, mais nous avons tenu à faire connaître cette correspondance d'Elie Thomas que le savant biographe de Grégoire a bien voulu nous communiquer³.

Près de 800 prêtres appartenant aux divers diocèses de la France et condamnés à la déportation pour refus de serment furent, au mois de mars 1794, embarqués sur les deux frégates le *Washington* et les *Deux-Associés*. Ces deux bâtiments restèrent dans la rade de l'île

1. II, p. 187. Le clergé de Paris, « ne pouvant dissimuler les vives alarmes que l'Édit lui inspire », charge expressément ses députés d'employer tous leurs soins pour en faire réussir « la revision ». Consultez aussi : F. Piaux et A. Sabatier, *Études sur la révocation de l'Édit de Nantes*.

1. Ce fait m'a été rapporté par M. Lubert, mon grand-père.

2. Voy. aussi, plus haut, p. 11, la conduite de Lassource.

3. A. Gazier, *Études sur l'histoire religieuse de la Révolution française*, p. 236. M. Gazier possède tous les papiers de Grégoire qui ont trait à la religion, ils forment pour ainsi dire « les Archives de l'Église gallicane pendant la Révolution » ; les papiers politiques de ce conventionnel étaient entre les mains de M. H. Carnot, sénateur, père du président de la République. Voy. aussi sur Henri Grégoire la belle étude publiée par M. le pasteur Bersier, dans la *Revue chrétienne*, 1^{er} avril-1^{er} mai-1^{er} août 1888.

d'Aix, puis dans le port des Barques jusqu'en février 1795. Durant ces longs mois les malheureux prêtres eurent à subir les plus atroces tourments : pendant le jour, exposés aux intempéries des saisons, « ils étaient serrés les uns contre les autres comme le sont des personnes que la curiosité a rassemblées en foule dans un même lieu »; comme aliments, on leur donnait du pain noir et moisi, « gâté et plein de vers, de la viande sèche et de la morue pourrie ». La nuit ils étaient obligés de s'étendre les uns à côté des autres sans quitter leurs habits, sans avoir un coussin pour appuyer leur tête; l'air ne pénétrant dans leur cachot que par l'écoutille était corrompu et fétide. Ajoutez à cela les plus mauvais traitements, les insultes, la maladie, et vous aurez un tableau bien affaibli de toutes ces misères. 560 détenus moururent avant le débarquement qui s'effectua à Rochefort le 5 février 1795 ¹.

Ces actes de barbarie remplirent d'indignation ceux que n'avait point affolés la haine jacobine; un officier de marine intéressa Grégoire au sort « de ces Français, de ces vieillards, sur lesquels des monstres altérés de sang, avides de pillage ont éprouvé jusqu'où la nature humaine pouvait endurer la souffrance et rester en balance entre l'existence et la mort ». Dans une longue lettre il dépeignit les souffrances de ces infortunés ².

Aussitôt l'évêque constitutionnel profita de la demande de mise

1. Consultez sur ce fait : *Récit détaillé de ce qu'ont souffert pour la religion des prêtres et autres ecclésiastiques, tant réguliers qu' séculiers, victimes en 1794 et 1795 pour refus de serment, dans la rade de l'île d'Aix*, par Labiche de Reignefort, 1 vol. in-8 (Bibliothèque nationale, Ld° 264) et *Récit abrégé des souffrances de près de huit cents ecclésiastiques français condamnés à la deportation et détenus à bord des vaisseaux le Washington et les Deux-Associés, dans les environs de Rochefort, en 1794 et 1795, de la mort du plus grand nombre d'entre eux, de la translation des autres à Saintes pour y être reclus, et de leur bonne réception et délivrance en cette ville, par un curé du diocèse de Paris, que Dieu a daigné associer à ces ecclésiastiques persécutés et qu'il a délivrés avec ceux qui ont succédé à la persécution*, 1 vol. in-8, 32 pages.

2. Voici la suite de cette lettre adressée à Grégoire, de la frégate *la Gloire*, L. Le Normand au 11465 décembre 1794 : « Ton âme sensible et vertueuse aura déchiré du sanglant tableau que je t'en esquisser et que je laisse à ton génie bienfaisant et habile à renforcer d'un pinceau hardi les traits qui doivent le caractériser; je laisse à ton imagination féconde à braver les noirs couleurs qui doivent être employées pour faire ressortir le crime et le rendre odieux et effrayant aux hommes; je laisse enfin à ton zèle constant et à ton amour pour le patrie le soin de plaider la cause de l'humanité et de la justice, contre la cause et le tyranisme, si ton nom seul ne peut les confondre.

en liberté d'un prêtre âgé de 92 ans portée à la tribune par le député Baraillon pour intéresser la Convention au sort des prisonniers du *Washington* et des *Deux-Associés*. Oubliant, lui aussi, toutes les injures, toutes les calomnies déversées contre lui par les prêtres réfractaires, Grégoire plaide chaleureusement la cause de ceux-ci devant la terrible assemblée, il sollicite une enquête sur leurs actes et s'écrie :

Si pour mettre un homme en liberté l'on demandait s'il est procureur, avocat ou médecin, cette question indignerait et pour élargir

« Tandis que le Rhône, la Seine et la Loire roulaient en mugissant les cadavres pêle-mêle du vieillard et de l'enfant, du frère et de la sœur, du mari et de l'épouse, la Charente portait sur ses flots fatigués deux bâtiments, lieux et instruments de supplice de plus de 500 infortunés qui jadis, par goût, par ignorance ou par misère, avaient embrassé le sacerdoce.

« Marin par état, je sers ma patrie sans ostentation, j'ai combattu et je combattrai pour la cause de la liberté ; armés sur une frégate de la République, nous mouillâmes en rade de l'île d'Aix, l'an dernier. Les bâtiments de Nantes les *Deux-Associés*, capitaine Lally, et le navire de La Rochelle le *Washington*, capitaine Gibert, y étaient mouillés ; tels sont les noms de ces bastilles flottantes, de ces cachots aqueux et ceux de leurs cruels geôliers qui se sont donné la barbare jouissance de disposer de la vie et des biens des malheureuses victimes qu'ils tenaient renfermées.

« O vous, infortunés habitants des rives de la Loire, sur qui le sanguinaire Carrier exerça des genres de cruauté inconnus jusqu'à nos jours, vos âmes se brisèrent de douleur en voyant s'apprêter l'instrument de votre supplice et les approches de la mort ; mais au moins vos souffrances furent de courte durée et la perte de la vie mit fin à vos tourments ; mais je le répète, ces monstres qui commandèrent et qui commandent encore ces bâtiments que j'ai nommés ci-dessus ont été plus inhumains et plus barbares encore que Carrier.

« Cinq cents malheureux, les uns prêtres non assermentés, la majorité ayant prêté serment, les autres n'ayant jamais été prêtres ont été entassés par des comités révolutionnaires sur ces bâtiments ; ils étaient disposés à la manière des malheureux noirs de la côte d'Afrique ; il fallait peser sur leurs corps pour pouvoir les faire tenir dans l'étroit local qui leur était destiné. Chacun s'essayait à son tour ; on se donnait comme passe-temps le plaisir affreux de faire fusiller par une autre compagnie *Marat*, un malheureux prêtre lié sur le bossoir ; on en faisait étouffer tous les jours en les renfermant dans l'entrepont où l'on plaçait des boulets rouges et là, la face contre le pont, ils luttaient contre la mort par la suffocation, car les bourreaux avaient soin de faire fermer hermétiquement tous les panneaux ; on leur volait leurs montres, leurs bijoux, leurs chemises et l'on en revêtissait des Messalines, qu'ils nommaient leurs femmes ; on leur volait les vivres que la nation leur donnait ; on ne leur donnait qu'une ration de sept pour dix et pour un jour entier. Étaient-ils malades, il était défendu de leur donner les moindres secours ; on les descendait le long du bord dans une chaloupe non pontée et on les y laissait périr ; était-il mort, on ordonnait à quatre d'entre eux de s'embarquer dans un canot ; on allait à la première terre et les

l'individu dont parle Baraillon on demande s'il est prêtre ! Quel que soit un individu, s'il est mauvais citoyen, frappez-le; s'il est bon citoyen, protégez-le. Tant que l'on suivra les principes contraires, on n'aura que le régime des sots, des fripons et des tyrans, et ce régime existe encore en grande partie. Ce sont là des vérités que je défendrai toujours d'une manière intrépide¹.

Elie Thomas a lu dans le *Bulletin* de la Convention la généreuse intervention de Grégoire, il a remarqué que l'évêque ne connaissait pas dans toute leur atrocité les traitements infligés aux *déportés* : il écrit à l'évêque, le pressant de suivre cette affaire et de se hâter : « si le gouvernement ne vient pas au secours de ces prêtres, pas un ne verra florir d'aujourd'hui ». Il s'exprime ainsi :

Rochefort, département de la Charente-Inférieure,
le 29 frimaire, l'an III^e de la République une
et indivisible (19 décembre 1794).

Citoyen Représentant.

Je lis, dans le numéro 707 des *Annales patriotiques et littéraires* du 19 frimaire, séance de la Convention nationale du 18 (ces mots) : « Grégoire dit : « A Rochefort on a jeté dans des cachots fétides, cent quatre-vingt-sept prêtres; ils sont tous morts de misère, à l'exception de soixante. »

Le fond est vrai, mais l'assertion n'est pas complète; je vais te narrer les faits dans leur véracité, et tu jugeras de ce que tu aurais pu dire de plus fort encore, si tu avais préalablement recueilli les éclaircissements nécessaires. A Rochefort, on arma, il y a dix-huit mois, deux navires; l'un nommé le *Washington* et l'autre les *Deux-Associés*, ils devaient transporter les prêtres à Madagascar; et cependant ils ne sont pas partis de la rade ou de rivière; ils y sont encore.

Malheureux révolutionnaires qui composaient la garnison de ces bâtiments faisaient creuser la fosse du défun par quatre de ses confrères destinés à être déportés. En outre, je ne cite ici qu'un très petit nombre des faits qui ont eu lieu à bord de ces bâtiments, car mon séjour dans cette rade n'a été environ que de trois décade. Mais d'autorité, mépris des lois, emanés incertains, libertinage sans limites, vols manifestes faits à la République : tels sont les faits qui ont soulevé et que tout citoyen vertueux doit s'empresse de faire connaître.

Interrogez les clievant prêtres qui ont survécu, interrogez les états-majors et les équipages des bâtiments stationnaires de cette rade, tels que la flotte la *Muscovite* et la bombarde le *Sphinx*, et vous connaîtrez la vérité.

Je suis avec le respect dû à un représentant fidèle et vertueux.

PIL. SÉGUIN. »

« P. S. — La brette à laquelle je remets ma lettre la mettra à la poste à la première arrivée. »

¹ Séance de la Convention, 1^{re} frimaire an III (8 décembre 1794).

Il est arrivé à Rochefort des divers points de la République sept cent soixante-trois prêtres pour être déportés.

Deux cent soixante-trois ont été successivement sur le *Washington*, cent trente-huit y sont morts.

Cinq cents ont été successivement embarqués sur les *Deux-Associés*. Trois cent quatre-vingt-dix-sept y sont décédés.

Ainsi donc, en se résumant, on voit qu'il a été jeté dans ces deux cachots, tout à la fois fétides et flottants, sept cent soixante-trois prêtres, sous prétexte de les déporter, qu'on les a tenus alternativement en rade et en rivière, et que cinq cent trente-cinq y sont morts de misère.

Chaque fois qu'il arrivait une charretée de prêtres, car c'est de cette manière qu'on les amenait ici, ils avaient avec eux des malles bien fournies qu'on avait soin de leur ôter, ainsi que le numéraire et les assignats qu'on leur trouvait en les fouillant provisoirement. Je dis provisoirement, parce qu'à leur arrivée à bord du navire sur lequel ils devaient être reclus, ils subissaient une seconde fouille, si exacte et si rigoureuse, qu'on leur ôtait ce qu'ils avaient caché dans la doublure de leurs habits et même dans d'autres endroits plus secrets encore.

Ces hommes sont bien coupables, sans doute, puisqu'ils ont été condamnés à la déportation; malgré cela, j'ose dire que les privations de tout genre, et l'extrême misère sous laquelle ils gémissent font partie intégrante du système de sang qui naguère opprimait la France entière. Cependant, depuis la mort de Robespierre, leur sort est moins dur, mais c'est surtout depuis l'arrivée du dieu tutélaire de cette commune¹ qu'ils commencent à ressentir les effets de la justice et de l'humanité.

Aujourd'hui, on leur permet d'écrire à leur famille et d'en recevoir des lettres; il est question de les transférer à *Brouage*. Je t'observe à cet égard que *Brouage* est malsain, que ces hommes sont déjà rongés du scorbut de mer, qui ne pardonne point, si l'on néglige de se soigner en arrivant à terre; et comment le pourront-ils? Ils sont sans ressources; oui, si le gouvernement ne vient pas à leur secours, pas un d'eux ne verra floréal prochain.

Citoyen Représentant, j'ai rétabli le fait, je t'ai amplement entretenu du sort qu'ont éprouvé les prêtres condamnés à la déportation; mais tu ne me connais point, non plus que ceux à qui tu croiras devoir participer ma lettre. En conséquence, pour écarter de moi tout soupçon de motif d'intérêts particuliers, je te déclare sur mon honneur et ma conscience que je ne connais aucun d'entre eux, pas même de nom; qu'il n'y eut jamais de prêtres dans ma famille, qui a toujours depuis qu'elle existe professé le protestantisme. Je te déclare formellement qu'en prenant la

1. *Butel*, représentant du peuple.

plume, je n'ai point entendu inculper, dénoncer, ni accuser personne; que mon unique but n'a été que de mettre en évidence un fait sur lequel tu ne m'as pas paru foncièrement instruit; qu'enfin tout ce que je viens d'exprimer ne m'a été dicté par aucun autre sentiment, que ceux de la justice et de l'humanité.

Salut et fraternité.

ERIE THOMAS, négociant.

Cette lettre est bientôt suivie de deux autres: le négociant de Rochefort complète ses renseignements et implore la pitié du conventionnel aussi bien pour les prêtres réfractaires que pour ceux qui ont prêté serment!

Au citoyen Grégoire, membre de la Convention nationale.

Rochefort, département de la Charente-Inférieure, l'an III de la République
une et invincible (1794).

Citoyen Représentant.

Je t'écris le 30 frimaire dernier, c'est-à-dire il y a quatre jours, pour te mettre parfaitement au courant du sort des prêtres détenus ici à bord de deux navires depuis dix-huit mois, comme devant être déportés. Aujourd'hui je crois devoir reprendre la plume pour te faire part qu'à peine ma lettre fût à la poste, que j'appris l'arrivée dans notre rade de l'île d'Aix, de deux navires venant de Bordeaux, ayant entre eux deux, six cents prêtres. Sans doute, on les mettra aussi à Brouage, par conséquent, six cents d'une part, et deux-cent-vingt-huit de l'autre, cela formera un bataillon de huit-cent-vingt-huit prêtres, qui occuperont une forte garde pour les surveiller, dans une petite ville très malsaine, au milieu des marais, où l'on ne trouve rien, pas même de bois; et pourrait-on s'y procurer le plus urgent nécessaire, comment le feront-ils? puisqu'ils n'ont rien? Or ils seront donc réduits au pain que la nation leur fournira, en attendant patiemment l'instant où la maladie dont ils sont atteints les délivre de la vie en les précipitant dans la tombe!

Citoyen Représentant, aujourd'hui que l'humanité, la justice et même la clémence sont à l'ordre du jour, que, si je ne me trompe, la Convention renonce à la déportation de ces prêtres: ne pourraient-ils pas être, sous la surveillance de leur municipalité, renvoyés dans leurs familles, du moins ceux non chargés de crimes contre révolutionnaires et qui sont dans le cas d'être acquittés sur la question intentionnelle? J'aime à croire qu'il en est beaucoup de ce nombre, en tout cas, même au pis, qu'aurait-on donc à craindre de deux ou trois prêtres, dans une commune? L'œil

surveillant des citoyens ne serait-il pas sans cesse ouvert sur leur conduite ? et ne seraient-ils pas eux-mêmes les premiers à les réprimer s'ils s'écartaient ? Ceux qui ne sont pas gravement inculpés, n'ont-ils pas expié leurs erreurs par le sort qu'ils ont éprouvé depuis dix-huit mois ? Le cœur humain est-il donc si dépravé dans cette race d'hommes, qu'ils ne soient jamais susceptibles de récipiscence ?

Au surplus, Citoyen Représentant, je ne fais que te participer mes réflexions, les législateurs sans doute savent, bien mieux que moi, ce qu'il convient de faire pour la sûreté publique et le bonheur de tous.

Salut et Fraternité

ÉLIE THOMAS, négociant.

Au citoyen Grégoire. Représentant du peuple à Paris.

Rochefort, le 11 Floréal l'an III
(30 avril 1795).

Citoyen Représentant.

Hier seulement me parvint ta lettre du 4 de ce mois ; reçois mes sincères remerciements de la remise que tu as faite au comité de sûreté générale des diverses pétitions que je t'ai transmises.

Par ma lettre du 22 Germinal dernier j'ai intéressé ta justice et ton humanité en faveur d'*Etienne Ripnoux* et de *Jean-Sebastien Ripnoux*, détenus l'un à Blaye et l'autre à Cahors ; eh bien, je viens t'apprendre avec certitude que les représentants en mission dans ces départements les ont mis en liberté ; ainsi il n'est plus question de solliciter pour eux au comité de sûreté générale, et leurs pétitions que renfermait ma sus-dite lettre doivent être regardées comme non-avenues. Cet acte de la part des représentants en mission à Blaye et à Cahors te prouve que ceux pour qui je m'intéresse en sont dignes.

Jean Binguères, dont je t'adressai la pétition par ma lettre du 20 Germinal, est toujours chez moi.

Les quinze autres desquels je te fis la liste nominale le 26 suivant viennent d'être transférés dans l'affreuse ville de Brouage à deux lieues d'ici ; ensemble tous ceux qui étaient encore sur les trois navires de Bordeaux au nombre d'environ deux cent quarante.

Binguères, ses quinze confrères de malheur pour lesquels je m'intéresse et moi, attendons leur élargissement de ton zèle et de la justice du comité de sûreté générale.

Tu me demandes, citoyen représentant, si les prêtres venus de Bordeaux et ceux transférés à Saintes sont ou ne sont pas réfractaires ?

Pour bien s'entendre sur les choses, il faut commencer par être d'accord sur la signification des mots ; comme celui de « réfractaire » peut être

entendu de deux manières, et que tu ne t'expliques pas sur le sens que tu y attaches, je l'avoue que je suis un peu embarrassé pour répondre à ta question.

Je vais cependant tâcher de te satisfaire, en définissant préalablement le mot « réfractaire » de la manière que je le conçois.

D'abord, je crois qu'il est de toute justice de diviser les prêtres en trois classes. En conséquence :

Dans la première je comprends tous ceux de l'ancien clergé qui n'ont pas fait serment.

Dans la seconde je renferme tous ceux de l'ancien et du nouveau clergé qui ont fait serment et ne l'ont pas violé.

Enfin, je compose la troisième de tous ceux qui après avoir fait le serment s'en sont rétractés.

Maintenant je vais m'expliquer.

Je ne crois pas, citoyen représentant, devoir considérer les premiers comme réfractaires, parce que la loi ne leur commandait point impérieusement le serment; je pense même que si elle l'eût fait, c'eût été tyranniser l'opinion; la loi leur disait seulement : *vous n'exercerez les fonctions de votre ministère qu'à la charge du serment, ou vous serez sécularisés*. Or, peut-on qualifier de réfractaires ceux qui n'ont pas fait le serment puisque la loi même leur en laissait formellement l'option? Tout au plus et à la rigueur pourrait-on les considérer comme récalcitrants.

Quant à ceux de la seconde classe, ce sont sans contredit les vrais constitutionnels.

Mais, ceux dont je compose la troisième classe, qui après avoir fait le serment s'en sont rétractés, voilà les réfractaires et je les considère tels avec d'autant plus de raison qu'une loi postérieure à celle du serment défendait de s'en rétracter sous peine de mort, et qu'ils se sont vraiment rendus réfractaires à cette loi, en faisant néanmoins leur rétractation.

Ce n'est pas, citoyen Représentant, que je ne pense qu'il puisse y avoir des malveillants dans l'une comme dans l'autre de ces trois classes; mais gardons-nous de les condamner en masse : ce serait le comble de l'iniquité; ce n'est pas la caste qu'il faut juger, c'est l'individu partiellement d'après sa conduite et ses mœurs.

Car enfin, citoyen Représentant, ne serait-il pas injuste de croire qu'un prêtre insermenté ne pût être ni bon patriote, ni époux fidèle, ni père tendre?

De ce que je viens de dire découle maintenant la solution de la question et la voici :

Parmi les prêtres qui sont à Saintes provenant du *Washington* et des *Deux-Associés* il y en avait de constitutionnels du département de

la Meuse qui ont été élargis ; on m'a dit qu'il y en avait quelques-uns de ceux que j'appelle réfractaires ; mais je ne te le donne pas pour certain ; le surplus sont des prêtres insermentés.

Tous ceux venus sur les trois navires de Bordeaux sont insermentés.

Le comité de sûreté générale en a déjà élargi une grande quantité, parmi lesquels il s'en trouve des trois classes ; pourquoi retiendrait-il les autres sans forfaitures jugées ? Ce ne serait pas juste, ce me semble ; que le comité ne craigne rien, les patriotes réprimeront les malveillants.

Mais, revenons à mon Binguères : il est insermenté ; mais je te jure que c'est un brave homme qui mérite bien d'avoir la liberté ; il en est de même des quinze autres pour lesquels je m'intéresse et desquels je t'ai fait passer les noms ; ne perds pas de vue, citoyen Représentant, que *c'est un protestant qui l'écrit, à la famille duquel le clergé fit jadis éprouver bien des maux, et dans l'âme duquel tous ressentiments disparaissent devant la justice et l'humanité.*

Le citoyen Guyet a dû se présenter chez toi et te communiquer une lettre que je lui ai écrite. Electrisez-vous l'un l'autre et, puissent de la concordance de vos principes et de vos démarches, résulter l'élargissement de ces victimes.

Je te remercie de ton envoi ; j'ai lu ton ouvrage avec un vif intérêt. Si nous différons d'opinion sur quelques dogmes, sois sûr que nous sommes parfaitement d'accord sur la morale.

Je te salue, digne Représentant, et suis pour la vie ton affectionné compatriote.

, ELIE THOMAS.

Grégoire est saisi d'admiration en voyant ce fils de *persécutés* plaider avec un tel feu en faveur de ces ministres d'une religion qui autrefois s'était montrée intolérante et injuste ; il pense que cet exemple de charité chrétienne mérite d'être connu, aussi fait-il insérer dans les *Annales de la Religion* cette petite note :

Nous devons un éloge à un homme trop modeste pour qu'on parle de lui et trop bienfaisant pour qu'on n'en parle point. On sait qu'à Rochefort ont été transportés à bord de plusieurs navires 7 à 800 prêtres dont une partie avaient prêté le serment, l'avaient gardé et avaient constamment fait aimer la Religion et la Liberté. Nous avons dit ci-dessus que 5 à 600 étaient morts de misère et des cruautés exercées à leur égard. Elie Thomas négociant à Rochefort, *protestant*, ne connaissant aucun de ces malheureux, a épuisé envers eux tout ce que la bienfaisance et l'humanité commandent à un cœur humble. Estimable citoyen, ton nom, recueilli dans

nos Annales, n'y restera pas oublié. Nous espérons le transmettre à l'histoire¹.

Elie Thomas joint l'humilité à la charité; en faisant le bien, il a simplement rempli son devoir, et il reproche à Grégoire d'avoir signalé au public un acte qui lui semble tout naturel :

Au citoyen H. Grégoire, Représentant du Peuple à Paris.

Rochefort, département de la Charente-Inférieure,
le 28 Messidor, l'an III^e Républicaine.
16 juillet 1795

Citoyen Représentant,

Répondant à ta lettre du 18 de ce mois, *justice et vérité*, c'est ma devise, je t'en ai donné plus d'une preuve, mais en voici encore une.

Comment as-tu pu croire (surtout d'après la teneur de ma lettre du 9 courant) que les malheureux pour qui j'intervêde, étaient en liberté? On te l'a dit au comité, mais au même instant, ma plume véridique t'attestait le contraire: qui devait donc l'emporter sur ta croyance? Étaient-ce quelques membres du comité, qui dans le nombre incalculable des affaires qui leur passent sous les yeux ont cru de bonne foi avoir expédié celle-là? Non, sans doute; et c'est à moi que tu devais t'en rapporter, à moi qui m'en occupe essentiellement, à moi enfin, qui t'aurais transmis les expressions de leur gratitude s'ils eussent été elargis.

Eh bien! digne Représentant, va de nouveau au comité de sûreté générale, montre-leur ma lettre, et fais-leur lire le paragraphe suivant.

Jean Binguères, de la commune et district de Lauzerte, département du Lot, ci-devant reclus à bord du navire *le Republicain*, est depuis trois mois chez le citoyen Thomas et sous son cautionnement.

Boudet, de la commune de Gaillac, provenant du même navire est aussi depuis trois mois à Rochefort chez le citoyen Chabert par caution.

Deux cents autres prêtres gémissent dans l'horrible ville de Brouage. Ils sont tous malades et journellement il en meurt; je les ai vus, ces victimes, il y a trois jours en revenant de Marennes: la maladie et la plus affreuse misère les anéantissent.

Oui, je suis sûr qu'à la lecture de ces assertions sans réplique, les membres du comité seront émus de compassion; un sentiment d'humanité embrasera leurs âmes, et ils signeront l'élargissement de ces malheureuses victimes.

¹ *Annales de la Bretagne*, n° 2, 9 mai 1796, p. 11. Bibliothèque nationale, 16-10.

Tu m'as fait grand plaisir en m'envoyant ton rapport sur la nécessité d'établir un bureau de longitude. Cet établissement est de la plus haute importance, mais je crains, quoiqu'il y ait le zèle et l'aptitude que méritent les membres de ce bureau, ils ne parviennent pas à trouver le moyen de rectifier la longitude en navigant. Cette découverte tient à la solution du problème de la quadrature du cercle, ou, ce qui est la même chose, du rapport exact du diamètre à la circonférence. Archimède est celui qui nous a fourni la donnée la plus approchant; et depuis lui, personne n'a pu pénétrer plus avant dans la solution de cet important problème.

La note que tu as fournie sur mon compte au rédacteur des *Annals of Religion* m'a valu une plus douce jouissance : aider et soulager les malheureux par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, mais en même temps que ma main gauche ne sache pas ce que fait ma droite, voilà ma felicità; aujourd'hui, je n'y peux plus prétendre, parce que tu m'as fait connaître. Et comment, en le faisant, n'as-tu pas craint que ta demande ne fût prématurée? Qui te répondra qu'un jour tu n'auras pas à t'en repentir? Ne te souvient-il plus de ces paroles sages : *L'esprit est prompt, mais la chair est faible*. Qu'il est sage ! qu'il est prudent ! le décret qui n'accorde les honneurs du Panthéon qu'à dix ans après la mort.

Malgré ma bonne volonté, il m'est impossible d'écrire aujourd'hui un brave bregat, mais je te prie de lui dire que cette après-midi, le citoyen Laisé et moi lui transporterons une malle de ce que nous trouverons de mieux dans le magasin du district.

Adieu, digne Représentant, je t'embrasse fraternellement et suis ton dévoué patriote.

ELIE THOMAS.

Nous aussi nous avons desolé à ce brave protestant de Rochefort en publiant ses lettres qu'il écrivait il y a bientôt un siècle. Elie Thomas avait un caractère trop élevé, pour que son nom ne fût pas tiré de l'oubli, le trait que nous venons de rapporter est trop beau pour n'être pas proposé à l'admiration de tous. Ce vrai chrétien en nous donnant une semblable leçon sert, aujourd'hui encore, une religion qui nous recommande de « faire du bien à ceux qui nous haïssent, de prier pour ceux qui nous outragent et nous persécutent ».

ABRAHAM LIONS.

MÉLANGES

LE PROTESTANTISME FRANÇAIS AU XVI^e SIÈCLE DANS LES UNIVERSITÉS D'ORLÉANS, DE BOURGES ET DE TOULOUSE

I

Il est généralement admis que les Universités d'Allemagne, de Suisse¹ et d'Angleterre ont joué un rôle capital dans le grand mouvement religieux du XVI^e siècle et que, par l'appui que leurs humanistes ont apporté aux Luther et aux Melanchthon, aux Zwingli et aux Crammer, elles ont décidé la victoire des Réformateurs. En France, au contraire, l'université de Paris ayant, par l'organe de la faculté de théologie, censuré les écrits d'Erasme et de Luther, on a cru que tout était dit et que le protestantisme avait été condamné sans appel à la barre des universités françaises. Telle est en effet notre manie de centralisation que nous pensons volontiers que Paris donnait le mot d'ordre à la province et que la gloire de la Sorbonne éclipsait tout autre foyer de lumière. C'est là un pur anachronisme ! Sans doute l'université de Paris a été aux XIII^e et XIV^e siècles la ville située sur la montagne, et vers laquelle tous les hommes avides de savoir regardaient comme vers la Sion littéraire ; c'est sur le modèle de Paris que Prague et Heidelberg, Oxford et Cracovie furent créées !

Mais, au XV^e siècle, l'université de Paris avait bien perdu de ce prestige, elle n'était plus l'unique foyer de lumière, ni en Europe, ni en France. Quinze universités s'étaient fondées en province, malgré elle et parfois à la faveur des désastres de l'école parisienne ; et, dans ces centres scolaires, on cultivait des disciplines dont l'étude avait été interdite à Paris ; on vivait d'une vie indépendante et il y régnait un esprit de libre recherche plus favorable aux progrès des études classiques et bibliques que la tendance doctrinaire de Paris. Il était donc probable que, tandis que la capitale était hostile au mouvement réformateur en religion, la province s'y montrerait favorable. Si l'on pouvait avoir des doutes sur ce point, ils seraient levés par

1. Bâle, en 1469, l'université en 1469.

cette assertion du grave historien des Églises réformées de France : *En cette mesme saison, écrit Théodore de Bèze (1528-1530), elle commença de faire retentir sa voix à Orléans, Bourges et Tholose, trois villes ayant Université et des principales de France, de sorte que ce furent trois fontaines dont les eaux regorgèrent par tout le royaume*¹. Et ce qu'il dit de ces villes on pourrait l'étendre à Bordeaux, Poitiers, Caen, Grenoble et Valence. Mais, pour le moment, nous nous bornerons à vérifier l'exactitude de son assertion pour Orléans.

C'était alors une ville de 40 à 50,000 âmes, dont la situation sur la Loire favorisait les relations commerciales et scolaires. Célèbre dès les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles par ses écoles de lettres et de poésie latines, elle avait obtenu, du pape Clément V, les privilèges d'une université autonome (1306) et l'autorisation d'enseigner le Droit romain. Il n'y avait que deux Facultés : le Droit canon ou Décret et le Droit romain, ce qui n'empêchait pas beaucoup de professeurs, en dehors de l'université, d'y enseigner les arts libéraux, la dialectique, les langues anciennes. L'université d'Orléans, l'une des premières en France, avait rompu avec les vieilles méthodes scolastiques et accepté les progrès des humanités ; mais ce qui attirait en foule les étudiants, c'était l'enseignement des lois, qui était excellent. Au commencement du ^{xvi}^e siècle, on comptait 3 à 4,000 écoliers, répartis en dix nations : Française, Lorraine, Écossaise, Germanique, Bourguignonne, Champenoise, Picarde, Normande, Tourangelles, Gasconne. Chacune de ces nations avait ses franchises, élisait son procureur et formait une sorte de république autonome, souvent en lutte avec les bourgeois, toujours considérant les autres comme étrangères.

On peut se figurer combien d'animation donnait à la ville resserrée dans son enceinte de murailles la présence de cette jeunesse nombreuse, active, turbulente, portant au cœur de la France les mœurs, usages, langages et costumes les plus variés. — On s'amusait beaucoup à Orléans, au dire de l'auteur des *Antiquités d'Orléans*. « Les escoliers étaient grands joueurs de paulme, y ayant à Orléans plus de quarante jeux, dont plus de vingt ont été détruits. Au dict temps, ce gracieux et affable prince notre duc d'Orléans, depuis nommé Louis XII, se plaisait et delectait à jouer à la paulme avec les bour-

1. Th. de Bèze. *Hist. ecclési.*, I, p. 17 (édit. Baum et Cunitz).

geois d'Orléans ses sujets; même aussi les docteurs-régent^s avec les escoliers¹ ». Les différends entre nations donnaient lieu à des rixes si violentes que le parlement de Paris, par arrêt de 1538, les réduisit à quatre : Tous les écoliers français furent rangés en trois nations : France (c'est-à-dire pays du centre, Ile-de-France), Normandie, Picardie et Champagne; et les étrangers, Lorrains et Écossais, se rangèrent sous la bannière de la nation Allemande. Les membres de celle-ci se distinguaient entre tous, par l'éclat de leur naissance, l'amour de l'étude et leur fidélité aux cours de l'université. On a conservé copie des actes de leurs procureurs, qui, par un souci de la postérité aussi rare que méritoire chez la jeunesse, ont fait mention des principaux événements contemporains. Nous apprenons par ces actes que, peu après l'avènement de la Réformation la grande majorité des étudiants de cette nation l'avaient adoptée. Nous en avons une preuve curieuse; c'est l'acte par lequel le procurat de 1566 propose de ne plus célébrer le festin solennel le jour de l'Épiphanie, mais le 1^{er} janvier. En effet, les écoliers allemands, lorrains et écossais avaient choisi pour fête patronale les *Trois-Rois* qui leur fournissaient l'occasion de rendre hommage à leurs souverains respectifs. Le procurateur, soutenu par la majorité des membres de la nation, résolut de rompre avec cet usage catholique et écrivit au registre ces mots : *Hodiè ommissis Magis, Christum solum nationis patronum colimus*. Chose remarquable ! tandis que le roi Henry II multipliait les bûchers pour exterminer les huguenots français, il accordait la liberté d'exercer leur culte aux étudiants allemands de Bourges, Orléans et Poitiers (1555).

Ainsi d'une part la réputation des professeurs de droit, de l'autre les privilèges accordés à la nation germanique faisaient d'Orléans un foyer favorable au rayonnement des doctrines évangéliques.

On sait l'influence décisive que les prédications de Faron-Mangin réfugié de Meaux (1546-57) eurent sur la fondation de l'Église réformée d'Orléans; mais on n'a pas assez mis en relief la part considérable qu'y eurent les écoliers et les maîtres de l'université. Nous relèverons surtout trois ou quatre noms parmi eux : Nicolas Bérauld, le précepteur des trois fils Chastillon; Anne Du Bourg, Jean de Coras, le maître de Hugues Doneau, et Melchior Wolmar, qui a in-

¹ F. Rabelen, *Pontagnac*, livre II, chap. V, cite, outre la palme, le peu de *poins accout*.

troduit Calvin et Bèze dans la connaissance de la foi nouvelle.

Nicolas Bérauld, originaire d'Orléans, y avait fait de bonnes études grecques et latines, mais s'était consacré plus particulièrement à l'enseignement du droit et entre autres « des lois sacrées ». Ses éditions d'ouvrages anciens, entre autres de l'*Histoire naturelle de Plin*e et de l'*Art poétique de Vida*, le mirent en relations avec Erasme, Badius et les principaux humanistes, qui appréciaient son savoir. La droiture de son caractère le fit choisir (vers 1528) par le duc de Montmorency, pour être le précepteur des trois jeunes enfants de Louise de Montmorency, veuve du maréchal de Chastillon : Odet, Gaspard et François.

Gaspard étant destiné à l'état ecclésiastique, on voulait que le précepteur donnât moins de soins à sa culture intellectuelle qu'à Odet, destiné à la carrière des armes. L'honnête Bérauld eut le courage de résister au connétable de Montmorency en lui faisant remarquer qu'il ne fallait pas moins de savoir à un prêtre qu'à un noble. Cette réponse révèle la haute idée qu'il se faisait du sacerdoce chrétien. Il embrassa sans doute la Réforme secrètement, car nous pensons qu'il continua à professer à Orléans, sans être inquiété, et y mourut vers 1550. Sa femme et son fils François, qui étaient protestants, se réfugièrent en 1554 à Montbéliard. La destinée de Bérauld et celle de sa famille offre, à ce point de vue, de l'analogie avec celle de Guillaume Budé, qui n'abjura pas ouvertement, mais refusa toute cérémonie catholique à sa mort.

Vers l'époque de la mort de Bérauld (Nicolas) en 1550 arrivait à Orléans un jeune avocat de Riom, issu d'une famille de l'ancienne noblesse d'Auvergne, Anne Du Bourg, né vers 1520¹. Il venait d'être appelé à la chaire de Droit civil que Pierre de l'Estoile avait occupée avec tant d'éclat et portait le titre de docteur-régent. Il paraît, d'après des manuscrits conservés à la bibliothèque publique d'Orléans, qu'il avait composé des commentaires sur deux titres du code, et La Croix du Maine nous apprend qu'il avait écrit divers ouvrages tant en latin qu'en français. Il fut deux fois recteur, en 1553 et 1555, et se distingua dans ses fonctions par son impartialité et son désintéressement. S'il n'assista pas aux prédications des luthériens de Meaux, il

1. Voy. *Bulletin du protestantisme français*, année 1881, p. 3-6, Art. de M. Doinel, et, 1888, les articles de M. Lelièvre.

contribua à faire délivrer Conrad Maïus, étudiant de la nation germanique incarcéré comme suspect de luthéranisme. Il inclinait déjà vers une doctrine qui tendait à réformer la société catholique sur le modèle de la primitive Église. En effet, dès sa nomination comme conseiller clerc au parlement de Paris (octobre 1557), nous le voyons se ranger du côté des juges de La Tournelle, qui blâmaient la sévérité des ordonnances portées contre les luthériens et qui reconnaissaient le bon droit de leur cause. On sait comment, dix-huit mois après, Du Bourg eut le courage d'exprimer cette opinion en présence de Henri II. en séance plénière du parlement. « Ce n'est pas chose de « petite importance, s'écriait-il en terminant, de condamner ceux qui « invoquent au milieu des flammes le nom de Jésus-Christ. » Le 23 décembre 1559, l'ancien professeur de droit d'Orléans était livré au bûcher comme hérétique en place de Grève, après avoir rendu devant ses juges un magnifique témoignage à Jésus-Christ. Il n'avait que trente-neuf ans.

Nous ne parlerons que pour mémoire de Jean de Coras (1534-1535), de Hugues Doneau (1555-1559)⁴, et de François Hotman (1563-1566), tous protestants, et qui professèrent trop peu d'années à Orléans, pour y avoir exercé une influence durable. Nous les retrouverons, d'ailleurs, en d'autres universités.

Mais il nous reste à parler d'un homme qui, sans avoir été agrégé officiellement à la Faculté de droit d'Orléans, n'en a pas moins été un maître très écouté et qui a donné à beaucoup de ses élèves une impulsion décisive dans le sens évangélique.

Melchior Wolmar, né à Rothweil (Wurtemberg) en 1496, après avoir fait ses études latines en Suisse, était allé à Paris suivre les leçons de Glaréanus et de Nicolas Bérauld, qui en firent un bon helléniste. De là il se rendit à Orléans et y ouvrit une sorte d'institution, où il révéla des aptitudes pédagogiques en donnant les leçons à ses pensionnaires. Bèze nous dit qu'il était un « homme de grandes lettres, lesquelles il enseignait avec une singulière dextérité. Ayant la charge de quelque petit nombre de jeunes gens de bonne maison, il les enseignait très heureusement; non seulement en toutes bonnes disciplines, mais aussi en la piété autant que le temps en pouvait porter. »

⁴ F. Hotman à l'université de Valence (Voy. Bulletin du Protestantisme français, février 1876, p. 529).

Wolmar demeura environ trois ans en cette ville et y exerça une influence bénie sur plusieurs écoliers de l'université. C'est à lui, sans doute, que les Duchemin, les Daniel, les de Bèze durent la première teinture de l'Évangile; mais les plus vaillants champions qu'il recruta à la cause réformée furent Robert Olivetan, qui fut expulsé d'Orléans, comme suspect de luthéranisme¹ (en 1528) et Calvin, qui le suivit à Bourges.

Jehan Calvin y arriva en janvier 1528, pour y faire son droit. Il y était attiré par la réputation de Pierre Taisan de l'Estoile, qui y était estimé, dit Bèze, pour « le plus aigu jurisconsulte de tous les docteurs de France. » Il résulte des fructueuses recherches de M. Doinel, l'archiviste du Loiret, que le jeune étudiant de Noyon fit au moins deux séjours à Orléans, le premier de 1528 (janvier) à 1529 (juillet), et le deuxième (1532-1533) après un intervalle passé à Bourges et à Paris. Il y habita d'abord la maison d'Argery, comme locataire, et puis celle de Duchemin, sise rue du Pommier, sans doute comme ami. Il s'y distingua bientôt par son intelligence précoce qui n'avait d'égale que son ardeur à l'étude. Il paraît qu'il travaillait très avant dans la nuit et passait le matin la première heure du réveil à repasser ce qu'il avait étudié la veille.

Ces efforts devaient lui assurer de prompts succès et le désigner aux suffrages de ses camarades picards: une procuration pour vente de biens à Noyon, du 11 février 1532, le désigne déjà comme « licencié es lois », et nous apprenons par deux actes notariés qu'il avait été élu « substitut pour un an du procureur de la nation de Picardie », ce qui était fort honorable pour un étudiant de vingt-quatre ans. Enfin Théodore de Bèze, dans *sa Vie de Calvin*, nous apprend que, la dernière année de son séjour à Orléans, les docteurs régents à l'unanimité le proposèrent pour le grade de docteur, en l'exemptant des droits d'examen qui étaient fort chers. Mais il n'accepta pas, soit par fierté, dédaignant une aumône, soit par la modestie qui lui faisait penser qu'il n'avait pas assez de science.

Ces qualités délicates chez Calvin n'excluaient pas la gaieté et l'amabilité, l'expansion affectueuse, qui sont le propre de la jeunesse. On nous raconte que, sur l'un des piliers de la salle des cours, il

1. Lettre de Bucer à Farel: « Habeo hic Noviodunensem juvenem qui, oborta persecutione Aureliæ, ubi literis operam dabat, huc migravit. Is Aureliæ esse narrat, qui idoneus esset. »

avait gravé son nom; nous nous plaisons à croire qu'il fit parfois des parties de paume avec ses condisciples ou ses maîtres. Parmi eux il forma des amitiés dont l'une se prolongea jusqu'à la fin de sa carrière.

Il faut d'abord citer Nicolas Duchemin, orléanais, qui tenait une pension d'étudiants et dont Calvin fut le commensal. Disciple convaincu de P. de l'Estoile il publia une apologie en sa faveur, contre les attaques d'un partisan d'Alciat, dont Calvin surveilla l'impression à Paris. C'était un propriétaire aisé et Calvin n'hésita pas à faire appel à sa bourse, dans un moment de gêne; en 1534, il fut nommé juge à l'officialité du Mans. C'est à lui que Calvin dédiait son *Épître sur le devoir de fuir les cérémonies illicites des impies et d'observer purement la religion chrétienne*; en l'appellant: *optimus vir et amicus singularis* (Bâle, 1537).

C'est à François de Connan que Calvin annonce la sortie de presse de l'*Antapologia*, de Duchemin; c'était un Parisien fils d'un maître à la Chambre des comptes. Il lui explique les origines de la querelle survenue entre Pierre de l'Estoile et un partisan d'Alciat, et exprime l'opinion qu'il accueillera cette apologie avec les sentiments d'impartialité qui conviennent à un admirateur des deux célèbres juriconsultes. Calvin avait une haute idée de la prudence et de la science de son ami Connan, avec lequel il entretenait une correspondance suivie, qui est, hélas! perdue. Il ne se trompait pas sur sa valeur: en effet Connan, après avoir étudié sous Alciat à Bourges, devint avocat au parlement de Paris, maître des requêtes de l'hôtel du roi et publia de savants *Commentaires de droit civil* (Paris, 1553, 2 fol.).

Mais la famille d'Orléans avec laquelle Calvin eut les relations les plus intimes est celle des Daniel. Les Daniel étaient une famille aisée d'Orléans d'une profession analogue à celle du père de Calvin. Le père Pierre était bailli des églises d'Orléans, Cléry et Saint-Benoît-sur-Loire et avait épousé Charlotte Lhuillier, dont il eut trois fils: François, Robert et Jacques et quatre filles: Germaine, Jeanne, Jacqueline et Françoise. François faisant ses études de droit eut l'occasion de connaître Jehan Calvin, et charmé de son caractère pré-senti bientôt son ami dans sa famille. On aime à se représenter le jeune étudiant noyonnais de vingt ans dans cet intérieur aimable et intelligent: il paraît qu'il distingua Françoise entre ses sœurs, et qu'il éprouvait pour elle une inclination, car il lui envoie ses

salutations particulières à la fin de chaque lettre. Il y gagna bientôt l'estime et la sympathie des parents qui l'associèrent aux événements importants de la famille. Le 28 mai 1533 il assistait au mariage de son ami François avec Marie Mairat et, pas plus que Notre Seigneur à Cana, celui qu'on devait baptiser du titre d'« austère réformateur » n'hésita¹ à prendre part aux fêtes nuptiales. L'année suivante ce même ami le pria de lui acheter une bible à Paris. Une autre fois, les parents le chargeaient d'aller avec Cop voir une de leurs filles (sans doute Germaine l'aînée) qui s'était rendue dans un couvent de la capitale et de s'assurer qu'elle ne prononcerait pas les vœux contre son gré. Les Daniel rendirent sans doute des services pécuniaires à Calvin, qui fut très gêné à l'époque de la mort de son père. Ce qu'il y a de certain, c'est que notre étudiant, devenu le chef de la Réformation, en garda toute sa vie un souvenir reconnaissant. Trente ans plus tard, quand François, le fils aîné de son ami, quitta Orléans pour échapper aux obsessions de l'Église romaine et se rendit à Genève, Calvin l'accueillit avec une bonté paternelle, prit soin de son logement, de ses habits et de ses études, et obtint pour lui le pardon de son père². Il ressort de ces lettres que Daniel père était resté catholique, tout en étant nourri de la Bible et inclinant vers la Réforme. Son fils François, au contraire, qui alla achever ses études à Bourges et à Orléans, dut conserver et propager dans sa ville natale la semence de l'Évangile cultivée à Genève.

On peut juger par ces détails de l'influence que des maîtres tels que Bérauld et Wolmar, Anne du Bourg et François Hotman, et des élèves tels que Robert Olivetan et Jehan Calvin, exercèrent sur la situation religieuse de l'Université. Théodore de Bèze raconte que :

Calvin étant arrivé à Orléans pour étudier le Droit reçut cette grâce de Dieu qu'il employa ses meilleures heures à l'étude de la théologie, en laquelle il profita de telle sorte en peu de temps, qu'étant la science conjointe avec son zèle, il avança merveilleusement le Royaume de Dieu en plusieurs familles, enseignant la vérité non point avec un langage affecté dont il a toujours été ennemi, mais avec une telle profondeur de savoir et une telle gravité en son langage, qu'il n'y avait dès lors homme l'écoutant qui n'en fût ravi en admiration³...

1. Herminjard, vol. II, n. 380, 381, 345.

2. *Epist. Calv.*, n. 3089 et 3138.

3. Théodore de Bèze, *Histoire ecclés.* éd. Baum et Cunitz, t. I, p. 18.

Cette propagation du protestantisme à l'université d'Orléans donna bientôt l'éveil au clergé romain, qui provoqua souvent les rigueurs de l'autorité royale contre les écoliers. On se souvient qu'Olivetani dut quitter la ville, en suite d'une persécution (1528). Quelques années après (1534), Martin Boys et d'autres écoliers furent jetés en prison et plusieurs furent aussi compromis dans la conjuration d'Amboise.

Mais il ne faut pas croire qu'il s'agisse là d'étudiants allemands; ceux-là, qui étaient en majorité luthériens, se conduisirent avec une extrême prudence, et comme il convient à des étrangers, observèrent la neutralité au début des guerres de religion. On en jugera par le récit suivant, que le procureur de la nation germanique, lors de l'arrivée de Condé et de l'armée huguenote, fit à Orléans :

Extrait du registre des procureurs de la nation germanique.

Le 14 des nones d'avril (1562), M. Caillard, recteur, avant le diner, au moment où un très grand nombre et soudain concours de citoyens, tous défenseurs de la Vraie Religion, que les catholiques appellent huguenots, sortaient de leurs demeures presque tous armés, m'appela et me dit de convoquer sans retard ceux de ma nation.

La cause de ce concours de citoyens armés m'étant inconnue, je ne sus pas d'abord si je devais acquiescer à l'ordre des docteurs, ou, tout au moins, à leur conseil, et si nous, dans un État étranger dont nous recevons l'hospitalité, nous devions entreprendre quelque chose au hasard. J'ai demandé au seigneur recteur pourquoi on avait pris les armes et la réunion spontanée d'un si grand nombre de citoyens; il me répondit que l'ennemi de la religion, l'oppresseur sanguinaire des fidèles, le duc de Guise, était près de la ville avec une armée redoutable; qu'au grand malheur de tous, il s'efforcerait de s'en emparer et que, si cela arrivait, c'en était fait de la brillante cité, ce que à la vérité je pensais devoir être empêché; et que c'était pour cela que je le voyais faire cette demande et bien plus, ce qui paraissait plus exact, ordonner au nom des docteurs que les Allemands dont il n'avait jamais mis en doute le courage et le secours (il s'exprima ainsi) eussent à marcher armés à la défense de la ville et de la religion, et qu'il fut pourvu à ce que des armes fussent données à ceux qui n'en auraient pas.

Le procureur qui préférait les résolutions paisibles aux résolutions tumultueuses, prenant en considération qu'il remplissait une fonction publique; qu'il n'avait pas le temps nécessaire pour prendre l'avis de ses condisciples, et de peur de les convoquer sans utilité, ce qui n'était pas

permis et ce qu'il ne devait pas faire, crut devoir consulter les plus anciens et les plus prudents d'entre eux. Tous, chose remarquable, dit-il, furent de ce sentiment qu'on ne devait pas convoquer la nation dans le but proposé, et qu'on ne devait même pas sonner la cloche au son de laquelle nous avons coutume de nous réunir, de peur qu'elle n'excitât quelque tumulte, jusqu'à ce que nous connussions ce que nous devions faire dans cette occasion. Il se borna donc à rapporter cette réponse au recteur : « Tous les écoliers allemands, quel que soit leur nombre, présents à Orléans, y sont venus pour étudier et non pour combattre; jamais ils ne consentiront à s'immiscer dans des événements auxquels ils sont étrangers, d'autant plus qu'il est fort incertain que ce qui se passe soit pour ou contre le Roi; pour ce qui est de la religion (la Réforme), il est notoire que les principaux de la nation allemande l'ont adoptée, et si, par hasard, il s'en trouvait parmi eux qui voulussent, individuellement, se joindre aux habitants de la ville, il était libre à chacun de le faire à ses risques et périls, mais en dehors du consentement de la nation¹ ».

Pendant que ces choses s'agitaient, afin de devancer l'ennemi (Guise), Condé et d'Andelot et les principaux de la noblesse française entrèrent à Orléans.

Avec l'entrée de Condé et des huguenots à Orléans, nous entrons dans la période des guerres civiles. La parole est maintenant au canon et à l'arquebuse : ces armes font taire la voix plus pénétrante et plus sage des docteurs; elles porteront des coups funestes aux universités, mais elles ne pourront détruire l'Église nouvelle. Celle d'Orléans, en particulier, doit sa naissance à ces trois causes : la présence des étudiants luthériens, l'influence des professeurs de droit civil et des humanistes à l'Université et la prédication de Faron-Mangin. L'Église s'y est constituée dès 1557 et a probablement ouvert son premier culte public en 1560. G. BONET MAURY.

BIBLIOGRAPHIE

JEAN DE STAUPITZ ET LES DÉBUTS DE LA RÉFORME, par le docteur L. Keller². LES SCIENCES ET LES ARTS OCCULTES AU XVI^e SIÈCLE.

1. Eug. Bimbenet. *Chronique historique extraite des Registres des Ecoliers allemands*.

2. *Johann von Staupitz und die Anfänge der Reformation*, Leipzig, S. Hirzel, 1888, 434 p.

CORNEILLE AGRIPPA, sa vie et ses œuvres, par A. Prost¹. — ÉTIENNE DOLET, LE MARTYR DE LA RENAISSANCE, sa vie et sa mort, par R. C. Christie, trad. de C. Stryienski².

A première vue, les trois ouvrages dont on vient de lire les titres n'ont rien de commun. Les hommes remarquables dont ils racontent la vie n'ont même pas été exactement contemporains, puisque Staupitz, né vers 1465, mourut le 28 décembre 1524, que Corneille Agrippa vécut de 1486 à 1535 et Étienne Dolet de 1509 à 1546.

Et pourtant il y a entre ces trois hommes un point de contact essentiel. Chacun d'eux a rendu à la Réforme des services plus ou moins considérables et aucun d'eux ne s'y est franchement rattaché. Je ne puis, ici, donner un aperçu même sommaire de leurs existences si diverses, mais je voudrais signaler les belles études qui leur ont été récemment consacrées, et attirer l'attention sur une question du plus haut intérêt qu'elles soulèvent.

D'où vient qu'au xvi^e siècle, après avoir directement ou indirectement aidé à élever un nouveau sanctuaire, tant d'hommes éminents par la piété ou par le savoir n'y soient jamais entrés eux-mêmes? Des trois biographes dont nous annonçons les ouvrages, M. Keller est le seul, à vrai dire, qui se soit posé cette question et qui ait essayé de la résoudre. Or il croit que sa réponse a une portée générale. La voici, en aussi peu de lignes que possible.

Depuis le xiv^e siècle, il existait un peu partout en Europe, principalement en Bohême, non seulement un mouvement d'opposition à l'enseignement et à la politique de l'Église romaine, mais des communautés évangéliques secrètes (Vaudois, Hussites, frères du libre esprit, etc.). S'accommodant extérieurement tant bien que mal aux formes ecclésiastiques catholiques, elles mettaient la parole de Dieu au-dessus de l'enseignement officiel et attachaient une importance majeure à la pratique de l'Évangile, notamment des paroles du Christ. La *vie* chrétienne qu'elles prisaien en conséquence plus que la doctrine comportait à leurs yeux trois degrés successifs, dont le plus élevé, celui de l'apostolat itinérant exercé dans la pauvreté absolue, était désigné par la communauté et consacré par l'imposition des mains. — Vers 1517 Jean de Staupitz qui, par sa valeur morale, avait

1 Paris. Champion, 1882, XXXIX. — 401-546 p. in-8.

2 Paris. Fischbacher, 1886, XXII. — 557 p. in-8.

acquis une situation prépondérante dans l'ordre des Augustins, était devenu insensiblement, et grâce, en partie, à ses relations avec les corporations de Nuremberg, le chef de ce mouvement occulte en Allemagne. Et jusqu'en 1522 ce fut à son influence et à celle de nombreux *Staupitziens* que Luther dut une bonne partie de son immense popularité et de son rapide succès.

De 1522 à 1524 Luther dépassa peu à peu le point de vue mystique de cet organisme évangélique, en faisant de la parole de Dieu littéralement inspirée l'objet essentiel de la foi concentrée dans une doctrine dont il n'admettait pas qu'on s'écartât impunément. Staupitz et les anciennes communautés évangéliques non seulement attachaient plus d'importance à la *vie* qu'à la doctrine, mais n'admettaient pas la répression en matière de religion, puisqu'ils croyaient avec l'Évangile qu'il ne faut pas résister au mal; ils se séparèrent donc de Luther et ne tardèrent pas à être persécutés par l'Église qu'il avait fondée. Cette persécution eut pour effet de rejeter une partie des évangéliques qui ne voulaient pas se soumettre à la nouvelle autorité religieuse, dans la dissidence secrète, et d'en lancer d'autres dans les excès de l'anabaptisme.

Je laisse à ceux qui connaissent le Moyen-Âge, le soin d'apprécier la valeur historique de ces assertions ou d'en contrôler les sources documentaires. Et puisque M. K. touche incidemment aux origines de la Réforme en France, je me bornerai à discuter ce qu'il en dit. Il veut nous persuader (p. 261 ss.) qu'Anémond de Coct, Aimé Maigret et Pierre Sébiville étaient en 1524 des représentants des Vaudois du Dauphiné auprès de leurs « frères » de Suisse où se trouvait alors un de leurs correspondants, Michel Bentin. Il prétend même qu'en particulier Anémond de Coct contribua à établir des relations régulières entre les sectes évangéliques (antérieures à la Réforme) de l'un et de l'autre côté des Alpes. Il s'appuie, pour le démontrer, sur ce fait que plusieurs de ces hommes étaient en relations avec des mystiques suspects d'anabaptisme, et surtout sur cet argument : quels « frères hérétiques » pouvait-il y avoir en Dauphiné à cette époque, si ce n'est des Vaudois?

Je pourrais renvoyer M. K. à la *Correspondance des Réformateurs* de M. Herminjard qu'il cite; elle démontre que même à cette date de 1524 il existait déjà dans ces montagnes d'autres hérétiques qu'on appelait des Luthériens et qui procédaient, non du xii^e, mais du

xvi^e siècle. Mais voici un texte formel qui émane d'un de ces prétendus Vaudois du Dauphiné.

Le « jour de Saint-Marc évangéliste » de l'année 1524, Aimé Maigret prêcha à Grenoble un sermon qui fut imprimé avec une « épître à Messieurs du Parlement de Grenoble ». Ce remarquable sermon expose bien clairement la justification par la foi et non par les œuvres, et polémique en particulier avec beaucoup de courage contre les œuvres méritoires du célibat, de l'abstinence, etc. On y lit, entre autres, ce passage : « A telle misère sommes venus que qui nous presche l'Évangile est hérétique ou Luthérien, — qui magnifie les humaines traditions et inventions, à vostre jugement est prescheur évangélique. » Il m'est impossible de voir là le manifeste d'un de ces anciens évangéliques qui évitaient le schisme. Le fait même qu'il fut prononcé publiquement permet de supposer l'existence d'un parti qui a pu avoir subi des influences religieuses antérieures, mais dont l'opposition passive était évidemment dépassée par Maigret.

Parmi ceux que, selon M. K., l'attitude de Luther rejeta dans cette opposition passive et secrète, il cite *H. C. Agrippa* (386-394). Je doute que ce soit là l'opinion du dernier biographe de l'homme que le traité *De l'incertitude des sciences*, sorte de manifeste d'un esprit désabusé, aigri par l'infortune, a rendu célèbre. Et après avoir lu les deux volumes de M. Prost, j'avoue ne pas croire que la constitution d'une Église luthérienne, substituant une autre autorité à celle de la tradition et de la papauté, ait beaucoup influé sur les convictions de H.-C. Agrippa. Versé dans la plupart des sciences de son temps, poussé par le souffle de la Renaissance aux recherches dans tous les domaines, enfant du Moyen-Âge par sa créolité et par sa passion pour l'insaisissable, le mystère, mais trop intelligent pour ne pas approuver en secret les paroles libératrices de Luther; grand voyageur, esprit mobile, ambitieux, parfois sceptique, Agrippa m'apparaît bien plus comme une sorte de préface du xvi^e siècle que comme un des acteurs du drame qui le remplit. On retrouve, en effet, chez lui, toutes les tendances complexes, parfois contradictoires, quelques-

1. *Epistre en latin de maistre Aimé Meigret Théologien, à messeigneurs de Parlement de Grenoble, plus un Sermon en françois presché à Grenoble par le dict Meigret, le jour Sainct Marc Evangeliste, l'an de grace mil cinq cens cinquante quatre* 47 feuillets dont 37 pour le sermon.

unes des qualités et la plupart des défauts dont les hommes de ce siècle nous offrent le spectacle mouvementé.

Cette impression ressortirait encore plus clairement du livre un peu diffus de M. Prost si l'auteur n'insistait pas trop sur les arts occultes. Après nous en avoir entretenu pendant 100 pages d'introduction, il nous en parle en effet, encore et nécessairement, dans la biographie proprement dite. Celle-ci est d'ailleurs érudite, consciencieuse, ne s'appuyant que sur des autorités dûment contrôlées.

Indépendamment de leur intérêt général, ces recherches éclairent en particulier l'histoire des débuts de la Réforme à Metz. On peut dire, et c'est un des meilleurs titres de gloire d'Agrippa, qu'il contribua à l'y faire pénétrer de bonne heure. Se tenant soigneusement au courant du mouvement des esprits en Allemagne, il communiquait les livres qu'il en recevait, ainsi que ses sentiments alors acquis à la cause de Luther, à ses amis de Metz dont la plupart furent, peu après, impliqués dans les poursuites inaugurées par le martyre de Castellian et de Leclerc¹.

Malheureusement, et c'est le point sur lequel M. Keller néglige de s'appesantir à propos de plusieurs des « évangeliques » dont il relève la non-participation à la Réforme une fois déclarée, Corneille Agrippa ne semble guère avoir eu la passion du martyre. Ne se décidant en définitive ni pour ni contre le mouvement, il mourut catholique en apparence bien que fortement entamé par l'hérésie, sans avoir eu, convenons-en, ni le courage ni le dévouement nécessaires pour en affronter les dangers².

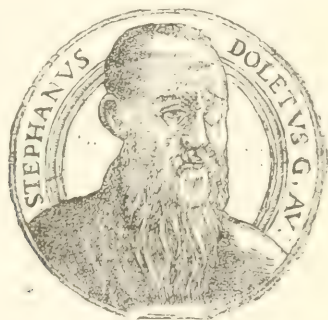
On ne saurait, sans injustice, en dire autant du troisième nom

1. Voy. *Bull.*, XXXV (1886), p. 453 : *La Réforme à Metz en 1524*.

2. Son traité pour purger la religion du Christ de tout alliage païen (II, 126) la manière dont il parle de Luther (II, 372) et de la Bible (II, 307), le fait que son protecteur, l'archevêque de Cologne, se fit plus tard protestant, ainsi que l'attitude de ses meilleurs amis de Metz, prouvent surabondamment qu'au fond Agrippa inclinait vers la Réforme. D'autre part c'est un mystique (II, 203) qui tenait à ne pas passer pour mauvais catholique, puisqu'en 1525 il prend pour parrain de son troisième fils l'évêque de Metz, Jean de Lorraine. — Pourquoi M. Prost écrit-il (I, 185) *Paulus* au lieu de saint Paul, et (II, 304), *Augustinus* au lieu de saint Augustin? Et comment n'a-t-il pas vu que le nom de *Nettesheim*, quelquefois ajouté à celui d'Agrippa, venait sans doute du petit village au nord de Cologne d'où était probablement originaire la famille de *Henri Cornelis*, établie dans cette dernière ville lorsqu'il naquit?

inscrit en tête de cet article. *Étienne Dolet* a, en effet, été brûlé sur la place Maubert, à Paris, le 3 août 1546. Au moment où cette place fameuse dans les annales de la persécution religieuse va perdre ce qui lui restait encore de son ancien aspect, une statue s'élève en l'honneur du martyr à quelques pas de l'endroit où il fut consumé après tant d'autres croyants plus convaincus que lui.

En 1881, notre collègue, M. O. Douen, a longuement examiné dans ce *Bulletin* les opinions religieuses de Dolet, auxquelles M. Christie n'attache pas une grande importance. Dans la deuxième édition de



sa très remarquable biographie, car la traduction de M. Stryenski est en réalité une deuxième édition (pp. 474 et 475), M. Christie maintient son point de vue. Il ne peut nier qu'à partir de 1538 Dolet ait contribué par l'impression de livres protestants et par la recommandation qu'il leur donnait dans de pieuses préfaces personnelles, à propager la Réforme et surtout les saintes Écritures qui en sont à la fois le fondement et la règle. Mais il ne pense pas que ces préfaces expriment les opinions *sincères* de Dolet, excepté toutefois quand elles montrent les sympathies qu'il avait pour les Réformateurs en tant que promoteurs de la liberté de penser et de la propagation des saintes Écritures. Il conclut en se rangeant à l'opinion de feu M. Bordier dans la deuxième édition de la *France protestante* : « Il pouvait favoriser la Réforme et la recommander parce qu'elle s'accordait beaucoup mieux que l'Église catholique avec les libertés de l'esprit, et ne point en accepter les dogmes... lui-même proteste contre cet enrôlement en confessant son pur déisme ».

Je ne veux pas rouvrir le débat ; mais il me paraît impossible de

ne pas voir, dans le fait de cette propagande très efficace à laquelle Dolet s'est livré à une époque particulièrement dangereuse, un indice réel d'un changement d'attitude dans le sens des affirmations religieuses. On ne travaille généralement pas pour une cause qu'on sait mieux que personne périlleuse à l'excès, lorsqu'on n'en attend qu'un résultat indirect, comme celui de la « liberté de l'esprit ». Assurément Dolet entendait se réserver sa liberté à l'égard des affirmations dogmatiques protestantes, mais rien ne prouve qu'il n'ait gardé pour lui *que* celle du déisme. Ses dénégations intéressées ne contrebalançaient pas, sur ce point, le fait capital de la propagande qui a, d'ailleurs, pesé de tout son poids dans la sentence exécutée place Maubert.

Un des mérites de ce livre si savant, si riche en informations de toute nature sur les hommes et les choses du xvi^e siècle, c'est l'appendice bibliographique signalant ou décrivant les ouvrages ou impressions de Dolet. La plupart d'entre eux étant fort rares, on devine ce que ce travail représente de recherches. Comme ceux de ces ouvrages — presque tous de 1542 — qui ont soulevé la question des opinions religieuses de Dolet sont au nombre des plus rares et des plus intéressants de cette longue liste, on me saura peut-être gré d'ajouter quelques renseignements sur deux ou trois d'entre eux.

J'ai eu entre les mains l'édition d'Anvers 1564, du numéro 53 — *la Fontaine de vie* — qui appartient à M. A. Gaiffe. Il peut être utile de remarquer que c'est un recueil ou plutôt un choix de passages de l'Écriture sainte fait dans un but, non polémique, mais édifiant et nettement évangélique.

Le n^o 51. — *Les prières et Oraisons de la Bible*, entièrement extrait des saintes Écritures, avait déjà paru douze ans auparavant. M. A. Gaiffe possède, en effet, un ravissant volume, petit in-8^o oblong en caractères gothiques, rouges et noirs, qui porte ce même titre et fut « *achevé d'imprimer le XIX^e jour de aoust Lan mil cinq cens et trente.* » Cet ouvrage a été traduit du latin, ainsi qu'en témoigne le titre suivant dont je dois la communication à l'obligeance de mon ancien maître, M. le professeur Charles Schmidt : *Precationes biblicae sanctorum patrum illustrium virorum et mulierum utriusque Testamenti. Oth. Br. Argentorati apud Joannem Schottum, 1528. Soli Deo gloria*, in-8^o de 7 feuillets non numérotés et 91 numérotés. Les initiales *Oth. Br.*, sont celles d'un protestant, *Othon*

Brunfels, qui s'est fait surtout connaître comme pédagogue au commencement du xvi^e siècle.

A propos du numéro 43, *les Épistres et Évangiles des cinquante et deux dimanches de l'an...*, M. G. dit qu'il n'a pu comparer l'édition de Dolet à aucune édition originale. Il existe pourtant au *British Museum* deux exemplaires (K. Bible 1016, a. 9, et 3025, a. 6.) de cet ouvrage de Lefèvre d'Étaples¹. Ce sont deux éditions différentes l'une de l'autre mais qui sortent l'une et l'autre, comme je le prouverai, des presses de Simon Dubois; aucune de ces deux n'est l'édition de 1525 (et non 1523), dont elles reproduisent néanmoins fidèlement le texte.

Outre ces deux éditions j'en ai découvert une troisième en caractères gothiques (de Jean Michel ou Pierre de Vingle?)² qui en diffère considérablement en ce qu'on y trouve de nombreuses et parfois longues additions faites à la forme primitive des exhortations qui a, d'ailleurs, été intégralement conservée. En outre, à la suite du vingt-cinquième dimanche de la Pentecôte, il y a, dans cette édition, un véritable appendice : *S'ensuyvent les sermons (ou exhortations) de nouveau adioustez*. Voici ces sermons : *De la Nativité de nostre Dame; De la Toussaintz; Sur le Commun des Saints; D'un Apostre ou Évangéliste; D'un Martyr; D'un Confesseur Et de la Dedicasse*.

Ces titres semblent indiquer que cette réédition avait été calculée pour la circulation parmi les catholiques. Or c'est précisément celle-là que Dolet a reproduite fidèlement. Le fait qu'il l'a préférée aux éditions antérieures n'est-il pas un indice de plus qu'il était, ou du moins agissait comme un évangélique jusqu'au schisme *exclusivement*?

N. W.

1. Il y a aussi, à la Bibliothèque de la *Société de l'Histoire du Protest. franç.* et chez M. Gailfe, un exemplaire de la première (?) de ces deux éditions.

2. Le seul exemplaire — malheureusement incomplet du titre et de la fin — de cette édition, que je connaisse, appartient à mon ami, M. le pasteur Paul de France.

SÉANCES DU COMITÉ

8 janvier 1889

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. le comte J. Delaborde, O. Douen, Ch. Frossard, J. Gaufres, W. Martin, Ch. Read, A. Viguié. M. le pasteur Kuhn se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président lit une lettre de M. J. Bonnet qui approuve les projets de la Société pour la célébration du centenaire de 1789.

Les éléments du *Bulletin* de janvier et février sont ensuite soumis au comité qui écoute la lecture de quelques extraits des remarquables lettres d'Élie Thomas¹, et amende la *Préface*² dont lecture lui est faite également. — De nouvelles épreuves de la *Chambre ardente* sont présentées par le secrétaire qui bâtera, autant qu'il sera en son pouvoir, l'achèvement du texte de ce volume.

Bibliothèque. M. le président offre, de la part de M. Keller, de Trèves, un objet curieux. C'est la reproduction du *Wiederkomm* de Luther, dont deux exemplaires seulement furent faits il y a longtemps, l'un qui fut donné à la reine d'Angleterre, l'autre qui appartenait au donateur. — Puis M. de Schickler dépose un parchemin, les *Lettres patentes* signées par Henri III à Lyon le 7 septembre 1574 et promettant le pardon à tous ceux qui ont pris les armes contre le défunt roi (Charles IX), notamment aux huguenots. — Parmi les livres anciens (les nouveaux figurent sur la 3^e page de couverture), on remarque, de la part de M. Charrnaud : *Arrêt de la Cour de Parlement de Toulouse qui ordonne d'instruire dans la R. C. A. et R. les bâtards de ceux de la R. P. R., ensemble les enfans exposez* 4. sept. 1681; ainsi que la *Déclaration du Roy pour élever les bâtards*, 26 février 1682; et, *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy qui enjoint à ceux de la R. P. R. du Consistoire de Carmaing, de démolir leur temple. Ensemble l'ordonnance de M. l'Intendant du 29 août 1682*. Trois pièces originales, in-4°. De la part du président : *La semaine ou creation du Monde du sieur Christophe de Gamon, contre celle du sieur du Bartas*, 2^e éd. Lyon, Cl. Morillon, 1609, petit in-8°.

CORRESPONDANCE

Les familles Macheco et Dorlin. — Voici, cher monsieur, quelques renseignements nouveaux et absolument inédits, que j'ai trouvés aux Ar-

1. Voy. plus haut, p. 74.

2. En tête du n° du 15 janvier.

chives nationales, sur ces deux familles que le prévôt, dont vous avez reproduit le procès-verbal, appelle *Machicot* et *Durlin*, et qui passaient, selon lui, pour huguenotes en 1585.

La famille de *Macheco* possédait au XVI^e siècle, tant à Auteuil qu'à Passy, de vastes propriétés.

D'abord, un fief de franc-alieu, c'est-à-dire exempt de toute redevance, le *fief Baudoin*, qui s'étendait entre Billancourt et Auteuil, depuis la barrière actuelle de Paris jusqu'au boulevard de Strasbourg allant de l'église de Boulogne-sur-Seine à Clamart.

Ensuite des vignes, des terres et des prairies tout autour du village d'Auteuil, soit 200 arpents dans la censive de l'abbaye de Sainte-Geneviève¹, dont les titulaires étaient les seigneurs d'Auteuil.

S'il s'agit de l'arpent de Paris (le plus petit des trois en usage en France), c'est 68 hect. 38 ares, pour lesquels *Macheco* payait annuellement 110 sols 20 deniers parisis de cens.

Il y avait aussi un jardin, attenant au « pastures d'Auteuil », près de la Seine, qui, chose étrange, était, selon une déclaration de *Macheco* lui-même en 1515, en la censive et seigneurie dudit *Macheco*, à cause de son fief qui est tenu et mouvant du chastel de Chevreuse. Quel était ce fief? Non celui de Baudoin, franc-alieu; ni celui de Saint-Paul, mouvant du roi...

Ce noble homme maître *Mathieu de Macheco*, huissier du Roy nostre sire en sa Court de Parlement, possédait aussi quatre grandes maisons à Auteuil :

1° *L'hostel de la Ferme*, « appliqué à mestoyrie » (servant de métairie) avec de vastes cours et jardins. L'emplacement en est actuellement occupé par l'école municipale J.-B. Say et l'immeuble qui la précède.

2° *L'hostel du Parc* avec jardins formant le parc. C'est à peu près aujourd'hui la villa Montmorency et l'emplacement occupé par la rue Poussin et les maisons entre cette rue et la rue d'Auteuil.

3° *Le clos du Bec* avec son antique colombier à pied, mouvant de terre et tenu à fief.

4° *L'hostel Baudoin ou maison de l'Horloge*, contigue au clos précédent. L'emplacement de ces deux immeubles est aujourd'hui circonscrit par la place d'Auteuil, le bas de la ruelle des Perchaups, la rue de la Fontaine et la rue George Sand. L'hôtel Baudoin avec son clos à colombier était l'ancienne maison seigneuriale d'Auteuil, avant que celui-ci n'eût été donné à l'abbaye du Bec par Guillaume le Conquerant. L'an 1403, les abbés du Bec

1. Voy. le *Bulletin* du 15 janvier dernier, page 34, où le lecteur aura de lui-même corrigé le lapsus qui m'a fait mettre *Saint-Etienne-du-Mont* au lieu de *Sainte-Geneviève-du-Mont*. Nous remercions M. Pascal d'avoir bien voulu défectueux de son histoire manuscrite d'Auteuil ces notes qui complètent d'une manière si intéressante notre document. — Et puisque j'ai rectifié un lapsus, on ne peut-être s'en signaler un autre. Dans la note 2 de la page 10, c'est *Rapin* et non *Ramal* qu'il faut lire, comme M. Ch. Pradel a bien voulu me l'écrire. — N. W.

avaient échangé avec les abbés de Sainte-Geneviève leur fief d'Auteuil, formé d'une portion du fief Baudoin, contre le fief des Genovétains à Vernon.

En 1530, Macheco paie « le quint de l'acquisition par lui faite du fief et terre de Pacy, près Auteuil ». Il ne faudrait pas conclure de cette note, copiée par Sauval, que cette acquisition fût toute récente.

Je crois que Macheco possédait cette seigneurie depuis quinze ans ainsi que le fief Saint-Pol, dont le premier titulaire avait eu la tête tranchée. En effet, en 1515, il figure au terrier de Sainte-Geneviève pour certaines terres dont l'une avait fait partie du fief Saint-Pol, et dont les autres avaient appartenu au premier seigneur justicier de Passy, Jean de la Dreische, président de la Cour des comptes, sous Louis XI.

En outre, en 1529, l'abbaye de Montmartre, qui possédait la seigneurie de Boulogne, cède « à noble Mathieu Macheco, seigneur de Pacy et huissier du Roi en sa Court de Parlement, une terre de huit arpens en friche située à Pacy près des terres du dit Macheco » : « Celui-ci cède en retour un arpent six perches de terre estant en bon labour assis sur la rivière de Seine et attenant aux terres des religieuses à Boulogne. »

Ce Mathieu Macheco mourut en 1533.

C'est de son fils dont il est question dans la pièce insérée au *Bulletin*.

L'Hôtel Baudoin, qu'il avait probablement habité lui aussi et vendu, fut acheté en 1627 par les abbés de Sainte-Geneviève du sieur Cortelot qui en était alors le possesseur.

Mathieu Macheco, chanoine de Paris, décédé en 1592, et qui, en 1564, payait aux seigneurs d'Auteuil des rentes et cens, devait être un parent de Pierre Macheco.

En tous cas ce dernier, habitant Passy et en étant, selon toute probabilité, le seigneur, comme son père l'avait été, ne pouvait être atteint par le prévôt d'Auteuil qui, depuis 1467, n'avait plus juridiction sur Passy.

L'ignorance de ce prévôt qui ne connaît Billancourt et les individus dont il parle que par oui-dire, après enquête, et en défigurant les noms, s'explique par ce fait qu'il n'habitait pas ordinairement Auteuil, chargé qu'il était également de la justice des fiefs de Vanves, Grenelle et Issy, dont les abbés de Sainte-Geneviève étaient aussi les seigneurs.

Un dernier renseignement. A propos de la Saint-Barthélemy, vous faites sans doute allusion aux deux passages de Sauval relatifs aux inhumations des victimes du massacre, que le fleuve avait déposées sur les rivages de Chaillot, d'Auteuil et de Saint-Cloud.

Ces cadavres, au nombre de 1827, furent jetés, ici et là, dans de grandes fosses. C'est une de ces fosses communes qui fut découverte lorsqu'on creusa le fossé des fortifications au Point-du-Jour, à Auteuil. Le nombre des ossements entassés y était très considérable.

Tout près de là, on déterra aussi plus tard un squelette chargé de chaînes. Or les fourches patibulaires de la justice seigneuriale d'Auteuil se dressaient précisément en cet endroit, c'est-à-dire à quelques mètres de la porte actuelle de Saint-Cloud, car là était aussi la limite qui séparait le fief d'Auteuil de l'ancien fief Baudoin.

Quant au squelette chargé de chaînes, c'était probablement celui d'une pauvre fille dont il est question en ces termes dans un vieux cartulaire de Sainte-Généviève : « L'an de grâce 1295 ou environ, fu prise à Auteuil une lane qui avait non *Marie de Romainville* pour soupçon de larcin et dittencques fu mené à Sainte-Généviève à paris, en prison et tenue lonctemps, et puis fu amenée à Auteuil et enfouie sollemnement desous les fourches d'Auteuil. Ce fut fait au temps frère Guillaume Chambrier de Saincte-Généviève, etc... »

Enterrée vivante sur un simple soupçon de larcin, après un long emprisonnement !... Ce soupçon fut-il la véritable cause de sa mort ? Mais, la même année, un nommé Robinet, manant des seigneurs d'Auteuil, convaincu de plusieurs larcins, ne fut condamné qu'au bannissement... Un mystère semble planer au-dessus du drame lugubre dont Marie de Romainville fut la victime.

Heureusement, c'est le seul cas d'enfouissement et même d'exécution que j'aie trouvé dans les parchemins et papiers de la justice d'Auteuil.

Pour toutes ces victimes qui ont reposé dans le champ maudit, à l'ombre des fourches patibulaires, il y a appel au tribunal de Dieu.

Passons à *Billancourt*.

Le fief fut donné, en 1150, à l'abbaye de Saint-Victor par le chevalier de Chailly et sa femme Aveline, avec le consentement de leurs deux filles, pour le salut de leurs âmes (*pro remedio animarum suarum*). Il s'accrut jusqu'au XIV^e siècle de donations et d'acquisitions successives, et atteignit une superficie de 324 arpents 34, y compris la moitié de l'île de Billancourt et la totalité des deux autres petites îles.

A part l'hôtel et la ferme, il n'y eut pas avant le XVII^e siècle d'autres habitations à Billancourt que les cinq ou six chaumières des vassaux mainmortables du fief. Elles n'en reçurent pas moins, vers cette époque, le nom de hameau.

A partir du XIV^e siècle, la communauté de Saint-Victor d'abord, ses abbés commanditaires ensuite, donnèrent à bail le fief de Billancourt. Ce fut l'abbé *Antoine Caraccioli*, évêque de Troyes, qui fit le partage des biens de l'abbaye en manse abbatiale et en manse conventuelle. Le fief de Billancourt fut attribué aux abbés. Caraccioli sema-t-il parmi ses nombreux vassaux des germes de la foi évangélique ?... On sait qu'il devait plus tard abjurer le romanisme à Genève et, revenu en France, se mettre à prêcher publiquement des *hérésies*. l'an 1561, et, huit ans après, mourir aussi pauvre que Codrus, pasteur à Chateaufort, petite ville du diocèse d'Orléans.

« Voyez, dit le père Dubreuil, le catalogue des évêques de Troyes desquels ce misérable a été le 682^e. »

Le successeur de Caraccioli à la mitre abbatiale de Saint-Victor était un des pires ennemis de la Réforme : *Charles, cardinal de Lorraine*, seigneur évêque de Metz, neveu du *Balafré*. C'était aussi un mauvais

Français. Il fit tout ce qu'il pût pour soustraire au roi de France et placer sous la suzeraineté de l'Empereur le pays messin.

Ce fut lui qui donna à bail à *Dorlin* l'hôtel et la ferme, c'est-à-dire le fief de Billancourt. Les archives nationales possèdent, avec les autres baux de Billancourt, celui de Dorlin. Ce prolixe document remplit un cahier in-quarto de 12 pages de parchemin. Il est daté du 14 octobre 1581. En voici quelques lignes :

« A tous ceulx qui ces présentes veront, Anthoine du Prat Chevalier de l'ordre du Roy, etc., garde de la prévosté de Paris, salut. Sçavoir faisons que par devant... notaires au Chastellet de Paris, fut présent en sa personne noble home Jehan Barnet conseiller et secretaire ordinaire de monseigneur le duc de Lorraine... disant come ainsi fait que pour l'intérêt prouffit et utilité de l'abbaye, monseigneur Saint Victor lez Paris de laquelle est abbé monseigneur *Charles de Lorraine* evesque et conte de Metz... ait accordé et voulu que le bail emphyteotique cy après déclaré fust fait de la terre de Billancourt et ses deppendances, assise près Saint-Cloud-Lez-Paris au preneur cy-après nommé... bail emphyteotique du premier jour de juillet dernier passé jusques à vingt-neuf ans... à noble home *Jehan François Dorlin, bourgeois de Paris, y demeurant rue de Bettizi*¹, paroisse de Saint Germain l'Auxerrois. »

La rente annuelle était de 208 livres 8 deniers tournois. L'acte porte les signatures du secrétaire, des deux notaires et de Dorlin, celle-ci ornée d'un paraphe compliqué et d'une main expérimentée.

Six mois plus tard, Dorlin, ayant refusé de souscrire un abonnement pour les dimes de Saint-Germain l'Auxerrois, dont le chapitre était, à titre de curé primitif, gros décimateur de toute la paroisse², une action lui fut intentée ainsi qu'à l'abbé de Saint-Victor et ils furent conjointement condamnés.

Ce n'était pas le premier et ce ne fut pas non plus le dernier procès de ce genre que fit Saint-Germain, et toujours heureusement, sauf contre les religieuses de Longchamps. Le village de Boulogne essaya en vain de s'exempter des grosses dimes, il perdit son procès, tout comme Dorlin.

En revanche, Saint-Germain, qui aurait voulu percevoir les grosses dimes sans accomplir ses propres engagements, fut condamné à payer annuellement au curé de Boulogne 200 livres, à titre de pension et portion congrue pour ses services comme suffragant de curé primitif.

CÉSAR PASCAL.

1. Il était voisin de l'hôtel de Coligny. Il avait pu voir le cadavre de l'illustre martyr décapité et couvert d'horribles blessures.

2. La paroisse d'Auteuil comprenait aussi Passy, Billancourt, Boulogne et Longchamp.

Un réfugié dieppois inconnu. Nouveaux renseignements.

Permettez-moi d'ajouter à votre réponse à la lettre de M. W.-N. Du Rieu, de Leyde¹, les quelques renseignements que j'ai pu trouver sur les personnages cités dans le récit anonyme dont l'auteur reste, jusqu'à présent, inconnu :

1685. Visite des missionnaires à Dieppe chez les nouveaux convertis.

« La veuve de *François Brestot*, nommée *Madelaine Hamel*, mal convertie, indocile et entestée. — Son fils *Robert* est à Saint-Dominique, et sa fille *Marie* en prison. »

Il s'agit, sans nul doute, de *Marie Brestot*, signalée dans le récit anonyme. — En 1685, la veuve Brestot demeurait à Dieppe, rue de la Prison. Au commencement de l'année 1686, elle reçut une seconde visite des missionnaires; elle demeurait alors rue Saint-Pierre. Sa fille est encore signalée comme étant en prison.

La famille *Gaudry* n'habitait pas Dieppe en 1685; peut-être demeura-t-elle aux environs de cette ville.

En 1685, *Marie Goubert* (veuve), tenant une boutique au bas du marché, est signalée. La même année est signalé *Jean Goubert*, horloger, grande rue, « maison entestée et rebelle aux ordres du Roy. — Le dit Goubert mal converti; *Marie Barbier*, sa femme, convertie de même; *Jean* et *Jacques*, ses fils, mal convertis. » — Peut-être ce Jean Goubert avait-il une fille absente de Dieppe, dont l'existence était inconnue des missionnaires.

Une veuve *Malandain*, originaire de Fécamp, habitait Dieppe en 1685, avec sept enfants; quatre au-dessus de 15 ans, trois au-dessous, signalée comme étant « très entestée de sa religion, quoique pauvre ». En 1699, à Saussenzemare, village situé à une petite lieue de Gêderville, on trouve plusieurs familles du nom de *Malandain* (*Rapport des curés*):

1° *Jean Malandain*, mercier, 40 ans; *Jeanne Barré*, sa femme, 50 ans; *Judith*, leur fille, 18 ans. — 2° *Pierre Malandain*, laboureur, 40 ans; sa femme et ses deux enfants. — 3° *David Malandain*, 30 ans, sa femme et six enfants. — Le Jean Malandain signalé dans le récit anonyme appartenait sans doute à l'une de ces familles.

1685. Dieppe. Rapport des missionnaires :

Jacques Legriël père et fils, rue du Haut-Pas, mal convertis; le père, ancien diacre du Prêche. *Jacques*, *David*, *Salomon*, *Jean* et *Elisabeth*, enfants de *Jacques Legriël fils*, mal convertis. *Judith Guerrier*, servante du dit Legriël, convertie de même; toute la maison fort entestée. »

¹ Voir, le premier numéro du *Joultier*, p. 34.

1699. Dieppe. Rapport des Curés:

« *Jacques Legriel*, marchand, rue du Haut-Pas, soixante-six ans; *Marie Godard*, sa femme; deux enfants majeurs dont un en Angleterre l'autre à Dieppe, avec le père; une servante de la Religion. — Riche, a bâti une maison après le bombardement de Dieppe. — *Jean Legriel*, marchand, rue du Haut-Pas, 40 ans, fils du précédent, marié à *Marguerite Loquin*, 37 ans; six enfants, l'aîné âgé de huit ans, trois garçons et trois filles; servantes de la Religion. — Riche, a bâti trois ou quatre maisons. — *David Legriel*, marchand de dentelles, grande rue, 30 ans, riche, marié à *Marguerite Petit*; un enfant en nourrice. Servante catholique. Legriel fait profession de la religion P. R. A bâti trois maisons. » Il était frère de Jean Legriel, marié à Marguerite Loquin.

Le nom de *Godefroy* était au XVIII^e siècle très répandu dans la Haute-Normandie; celui de *Fromentele* est inconnu.

Les noms de lieux *Lagerille* et *Marillac*, où les protestants dieppois auraient été emprisonnés, sont étrangers à la Normandie: par contre, on sait qu'ils ont été emprisonnés au château d'*Aumale*. — *Henri d'Har-court*, marquis de *Beurron*, maréchal de camp des armées du Roy, était, en 1685, lieutenant-général, pour le Roy, au gouvernement de la Normandie et gouverneur du vieux Palais de Rouen.

Recevez, etc. Rouen, 22 janvier 1889. E. LESENS,

Membre correspondant de la Commission pour l'histoire des Eglises Wallonnes.

La vérité officielle sur le nombre des protestants français en 1802.

Note de Portalis.

Cher monsieur,

Paris, 15 janvier 1889.

Le jour même où paraissait dans le *Bulletin* ma note sur la *Population protestante au lendemain du Concordat*, je découvrais aux Archives nationales, dans un carton spécialement consacré au culte catholique, un dossier relatif au traitement des pasteurs protestants.

J'y ai vu les démarches actives de Portalis pour obtenir en faveur de nos ministres un traitement supérieur à celui des curés et desservants, j'ai remarqué l'opposition faite en haut lieu à une aussi juste demande, mais j'ai surtout noté le passage d'un rapport du conseiller d'État qui donne sur la population protestante un chiffre *officiel* d'autant plus précieux à retenir qu'il est le résultat de cette statistique complète dressée par les préfets, en vertu de la circulaire du 3 thermidor an X.

Dans ce rapport de brumaire an XII (*Archives nationales*, AF^{IV} — 1011, Pièce 43), Portalis s'exprime en ces termes :

« Selon la division départementale tous les protestants réformés de

l'ancienne France sont disséminés en plus grand ou moindre nombre sur 45 départements. Leur population générale est loin des calculs exagérés des chefs de ce culte. Elle ne s'élève qu'à 454,006 âmes et ne peut excéder 500,000, d'après le recensement le plus exact ».

Ces chiffres, on le voit, se rapprochent sensiblement de ceux que nous avons donnés d'après le mémoire des notables protestants.

En 1883, l'administration des cultes après une semblable enquête affirmait que « *le chiffre approximatif total de la population réformée en France, d'après les données fournies par les pasteurs de chaque département, était au 1^{er} janvier 1883 de 553,066* ».

Comparons ces deux résultats et nous verrons que la population réformée s'est augmentée de près de 100,000 âmes depuis le Concordat. L'enquête provoquée par le *Christianisme* a donc été très utile, puisqu'elle a rectifié bien des erreurs et démontré que les chiffres fournis à la veille de la Révolution par Condorcet, par Malesherbes, par Rabaut-Saint-Étienne et même par les adversaires les plus acharnés du protestantisme, ne présentaient aucune exactitude et reposaient sur des bases absolument fantaisistes.

Veuillez agréer, etc.

ARMAND LODS.

Documents nouveaux sur le protestantisme en Poitou.

Pendant mes vacances j'ai consacré une partie de mes loisirs à fouiller les archives du donjon de Niort. Je vous transmets ci-après l'indication des pièces les plus curieuses que j'ai découvertes.

L'historien du protestantisme en Poitou trouverait là des documents précieux pour compléter son histoire, la mine me paraît riche, n'a point été exploitée et vaudrait la peine de l'être. Niort a été la patrie de Madame de Maintenon : j'ai trouvé dans ces papiers différentes lettres d'elle, sans intérêt pour le protestantisme, peut-être aurait-on la bonne fortune d'en trouver d'autres qui jetteraient quelque jour sur la question de la part que la dite a prise à la Révocation.

I. — *Le Synode provincial du haut et bas Poitou tenu à Saint-Maixant le mercredi 28 d'avril 1593.* — Président pour tenir l'action, M. Esnard, et pour son adjoint, M. Delestang; Scribe, M. André Elie. — Dix-neuf Églises y sont représentées, les noms des pasteurs y sont mentionnés.

II. — *Papier de la recette qui se fait des deniers des pauvres en cette Église réformée de Saint-Maixant* commencé le 16 novembre 1660, étant receveur des dits deniers le Sr Pierre Liège ancien et diacre en la dite Église. — Arrêté au dimanche 2 janvier 1667.

III. — Dans un registre de la paroisse de Saint-Martin de Fressine pour l'année 1786 figure un *procès-verbal d'abjuration* dressé par le curé de cette paroisse; en voici la copie :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-six et le 14 avril en présence du

sieur Louis Charrier régent, de François Gazeau tisserand, et de Pierre Menaut aussi tisserand, *Jacques Thebaull* journalier âgé de 42 ans, *Louise Pommier* âgée de 38 ans, *Charles Grousset* tisserand âgé de 32 ans, *Suzanne Madeleine Thebaull* âgée de 28 ans, ayant reconnu que hors la vraie Église il n'y a point de salut, de leur propre volonté, et sans aucune contrainte ont fait leur profession de la foi catholique apostolique et romaine et ont abjuré l'hérésie de Calvin entre mes mains; de laquelle je leur ai donné publiquement l'absolution en vertu des pouvoirs que monseigneur l'évêque de Poitiers m'a donnés pour cet effet.

En foi de quoi, je, curé de Fressine ai signé le certificat avec les susdits témoins; suivent les signatures de Charrier, Jacques Vallet, François Gazeau, Pierre Menaut, J.-J. Dillon, curé de Fressine. — Se trouvent joints au procès-verbal les extraits de naissance des abjurants signés des pasteurs *Gamain, Gibaud, Gobinaud*.

Peu d'archives sont aussi riches en registres de baptêmes et de mariages. J'en ai compulsé plus de 150 admirablement conservés. Il serait facile à l'aide de ces documents de retrouver les familles protestantes qui formaient les Églises du Poitou, et d'arriver à une statistique exacte des protestants de ces Églises.

Parmi ces registres, un est surtout digne d'attention, c'est peut-être le seul vu son âge qui existe dans notre France protestante¹. Il porte la date de 1589 et va jusqu'en 1601. Il est recouvert d'un vieux parchemin manuscrit, en voici le titre :

« *C'en suivent les noms de ceux qui ont été épousés dans l'Église réformée de Saint-Maixant* depuis que par la grâce de Dieu elle y a été redressée, après la prise de la dite ville par feu sieur de Joyeuse, qui fut le 5 février 1589, par M. du Vicier ministre de la parole de Dieu en l'Église Vendosme ».

Le registre se termine ainsi : « Je soussigné pasteur en cette Église de Saint-Maixant dès le 28 janvier 1590, testifie que les mariages et espousailles mentionnés et contenus en ce papier ont été célébrés et sanctifiés publiquement en face de l'Église de Saint-Maixant. Fait au dit Saint-Maixant le dernier jour de décembre 1601. — Signé *Chaigneau*.

Quelques baptêmes et mariages portent la mention « *au désert* ». Un registre porte une récapitulation qui donne une idée de l'activité pastorale en Poitou. Le ministre *Pougnard* de Saint-Maixant a célébré

En 1760	120 mariages	baptisé	147 garçons et 137 filles
En 1761	126	—	276 — 241 —
En 1762	129	—	214 — 290 —
En 1763	103	—	212 — 187

Ce qui fait, pour quatre années, le joli total de 478 mariages, et de 1614 baptêmes. Soit une moyenne de 523 actes pastoraux par an. On remarquera en outre que, dans ces chiffres, ne figurent pas les inhumations

1. Notre correspondant fait erreur, il existe encore passablement de registres plus anciens que celui-ci. — N. W.

dont je n'ai trouvé aucune trace, et qui cependant devaient apporter au pasteur leur contingent de travail.

J'ajoute que toutes ces pièces ne sont pas cataloguées et ne le seront pas de longtemps ; elles font partie d'un stock de manuscrits dont on remplirait plusieurs tombereaux et dont *personne* n'a encore soulevé la poussière. Je suis persuadé qu'on retrouverait, dans le tas, des pièces du plus haut intérêt pour l'histoire du protestantisme en Poitou. Il faudrait qu'un homme de loisir voulût bien se consacrer à cette œuvre, il ne perdrait ni son temps ni sa peine.

Pour terminer, une anecdote qui ne manque pas de piquant.

Sur la clef du portail d'une grange d'*Evandun* se trouve l'inscription en lettres hébraïques suivante : *Eten baarabah berosch* et au-dessous, la date de 169, le chiffre effacé étant probablement un 8.

Le propriétaire de la grange, désireux de connaître le sens de cette inscription, en fit le moulage en carton et l'envoya à un sien cousin curé, pour qu'il la lui fit traduire.

Peu de jours après il reçut la traduction émanant du P. R... professeur au séminaire de P. « orientaliste distingué » disait le cousin.

Le Révérend Père avait lu : « *Le fils de l'homme prodigue tombera dans la pauvreté* ». En même temps le susdit propriétaire eut l'idée de s'adresser à un orientaliste non moins distingué, peut-être même plus, M. Renan, qui répondit, je cite textuellement : « Cette citation renferme une citation d'Esaïe, ch. xli. v. 19 : « *je ferai pousser des cyprès dans le désert* ». Il y a là, ajoute Renan, probablement une allusion à quelque circonstance locale que vous découvrirez.

La circonstance, on la connaît de reste. Cette inscription a dû être mise après la révocation de l'édit de Nantes par un huguenot qui, malgré les ruines accumulées dans les Eglises protestantes, gardait une foi profonde en des jours meilleurs. Je n'ai point besoin d'ajouter que l'interprétation de Renan est justifiée par la Bible hébraïque tandis que celle du révérend et distingué père n'a d'autre signification que la fantaisie la plus invraisemblable. Un peu moins de distinction et un peu plus de science ne ferait pas mal, surtout quand il s'agit d'enseigner l'hébreu¹.

Baigts, 31 décembre 1888.

A. CHRISTOFLAU.

1. Nous donnerons dans notre prochain numéro la liste, assez considérable, de registres d'état civil, surtout du désert, que M. Christofflau a bien voulu nous transmettre. — N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LASOURCE, DÉPUTÉ A LA LÉGISLATIVE
ET A LA CONVENTION

D'APRÈS SES MANUSCRITS ET LES DOCUMENTS ORIGINAUX
(22 janvier 1763-31 octobre 1793) ¹

III. — LA CONVENTION. — LE MARTYR.

France, guéris-toi des individus.
A. CLOTZ.

Avant l'expiration des pouvoirs de la Législative, les assemblées primaires élisent les membres de la Convention qui doit lui succéder. L'élection du Tarn se fait à Lavaur, dans l'église des Cordeliers; et, sur 438 suffrages, Lasource en obtint 275.

Les nouveaux élus, réunis aux Tuileries dans la nuit du 20 au 21 septembre, proclament la République dans leur première séance; et comme on discute la manière dont il convient de dater à l'avenir :

« Il serait ridicule, dit Lasource, de dater encore de l'an IV de la liberté; car, sous la Constitution, le peuple n'avait pas de liberté véritable (*Applaudissements*). Eh quoi! citoyens, lorsque les patriotes étaient exclus des fonctions publiques, chassés des armées par les intrigants, opprimés sous toutes les formes par des autorités tyranniques, les Français étaient libres? Non, citoyens, non. Nous ne sommes libres que depuis que nous n'avons plus de rois (*Applaudissements*). Je demande donc que l'on date de l'an I^{er} de la République. »

Ce que la Convention décrète à la presque unanimité.

Cela fait, les Girondins et les Jacobins recommencent, à pro-

1. Résumé d'un volume qui vient de paraître pour le centenaire de 1789.

pos des massacres de Septembre et de la Dictature, leur éternelle dispute.

« Je crains le despotisme de Paris, s'écrie Lasource avec sa fougue habituelle; je ne veux pas qu'il devienne ce que fut Rome dans l'empire romain. Il faut que Paris soit réduit à un quatre-vingt troisième d'influence. »

Les montagnards regardèrent ce langage comme une injure à Paris et s'opposèrent avec succès à la création d'une garde départementale pour contrebalancer la prépondérance de Paris. Le lendemain, sommé par Merlin de désigner le parti dictatorial dont lui a parlé Lasource, celui-ci répond par un discours véhément, où se révèle une intéressante particularité de sa vie :

« Hier, en sortant de la Convention, des citoyens se groupèrent autour de moi; je leur peignis, avec une chaleur dont je ne sais me défendre quand il s'agit de ma patrie, mon inquiétude et ma douleur. On criait contre la proposition de donner une garde à la Convention. J'ai dit et je relis encore que la Convention nationale ne peut ôter à tous les départements de la République le droit de veiller au dépôt commun; ce n'est pas le peuple que je crains, car ce sont les citoyens qui m'ont sauvé, là, sur la terrasse des Feuillants, qui ont éloigné de moi la mort dont j'étais menacé, qui ont éloigné de mon sein trente coups de sabre. Je crains ceux qui ont provoqué le meurtre et le pillage et qui désignent aux poignards les membres courageux de la Convention. J'interpelle à mon tour Merlin; Ne m'a-t-il pas averti un de ces jours que je devais être assassiné sur le seuil de ma porte, ainsi que plusieurs de mes collègues... ? Il est une faction qui travaille à dissoudre la Convention et à élever la dictature sur ses ruines... Dussé-je ne sortir de cette enceinte que pour tomber sous le poignard de ces scélérats, je mourrais satisfait d'avoir so levé le voile qui les cache; avant qu'il soit peu, je les démasquerai à cette tribune... 1 »

Parvenu à ce degré d'acuité, le conflit entre les deux fractions presque égales de l'Assemblée devait nécessairement conduire à la destruction de l'une ou de l'autre. Peut-être la Gi-

1. Buchez et Roux, *Hist. Parlement.*, XIX, p. 78. — L'amarine, à cette occasion, dit de Lasource : « Lasource, ami de Vergniaud, presque aussi éloquent que lui. » III, 272

ronde eut-elle tort de revenir sans cesse sur la question de Septembre et de la Dictature. D'autre part, les Montagnards ne respectaient suffisamment ni les scrupules de la conscience, ni les lois du pays.

Les pouvoirs publics ayant été réorganisés en octobre 1792, en vue d'accélérer la marche des affaires, on créa vingt-quatre comités, et Lasource fit partie des trois plus importants : du Comité du salut public, de la sûreté générale, de la défense nationale. A la fin d'octobre, il donne lecture d'un volumineux *Rapport* sur la conduite des généraux français à l'étranger. Il fut jugé tiède ! Le combat continue acharné ; la Gironde redoute le pouvoir grandissant de Robespierre. C'est ici que trouve sa place une curieuse lettre de Lasource à son ami le pasteur Nazon, de Castres, à la date du 14 novembre 1792 et dans laquelle il lui dit entre autres :

«...Je ne sais où donner de la tête... Tu blâmes ceux qui ne suivent plus les Jacobins ! tu ne sais pas, mon ami, ce qu'est cette Société depuis quel-que temps. Les scélérats qui commandèrent les assassinats du 2 Septembre se sont emparés d'elle et y règnent despotiquement... On y court de grands dangers... Si tu savais, mon pauvre Nazon, ce qu'il m'a fallu de courage pour être ferme dans mes principes... Il est une certaine classe d'hommes qui appellent la loi tyrannie et le brigandage patriotisme ; s'ils deviennent assez puissants pour dominer, la République est perdue... »

On lit, sur le revers, de l'écriture de Nazon : « Lettre du pauvre Lasource. — Ma correspondance avec lui et les députés de la Gironde fut brûlée par un ami. »

Plus on avance, plus la lutte de la Gironde et de la Montagne s'accroît : la première veut la liberté par la liberté, la seconde, la liberté par le despotisme. Le 29 octobre, Louvet attaque violemment Robespierre, mais sans résultat ; nouvel échec moral pour la Gironde. Les Montagnards poussent à la mort du roi, espérant que les Girondins, en s'y opposant, achèveraient de se perdre dans l'opinion. Un premier *rapport* est présenté sur le procès du roi et Lasource, cédant à son impétuosité, donne essor à l'indignation qui remplit son cœur :

« Je ne reparlerais pas des horreurs de Septembre si le *Rapport* n'y revenait. Ces massacres ne sont pas l'œuvre de Paris, mais de quelques scélérats soudoyés... (*Murmures*). Ne murmurez pas sitôt ; vous avez des vérités à entendre. Je veux défendre Paris contre ses prétendus amis qui cherchent à le perdre. Je ne flatterai point Paris, je le sers. Je ne courbe pas mon front en vil courtisan devant la fraction du Souverain qui m'entoure : mon souverain, c'est la nation ; et ses oppresseurs ne régneront qu'après avoir étouffé ma voix et teint de mon sang le sceptre dont ils voudraient accabler la nation (*Applaudissements*). Je demande l'ordre du jour. »

Sa motion est adoptée.

Le 13 novembre, la discussion est reprise ; et, finalement, après deux comparutions de Louis XVI devant l'Assemblée, celle-ci le condamne à mort, dans la séance du 16 janvier 1793. Sur 721 votants, 366 sont pour la mort, entre autres vingt-neuf nobles, trente-deux prêtres, et dans la députation du Tarn : Lacombe, Saint-Michel, Campmas, Goury, Meyer, Lasource. Quant à Soloniac et Rochegude, ils votèrent le bannissement ; Dubermesnil était malade. — Lasource en mission dans le Var et qui avait écrit à la Convention, le 1^{er} janvier, qu'il voterait pour la mort, revient exprès, malgré la distance, et motive ainsi son vote :

« Mon opinion vous est connue : je l'ai manifestée par écrit ; je vais la reproduire. Dans ma manière de voir, il n'y a pas de milieu : il faut que Louis regne ou qu'il aille à l'échafaud. Mais j'ai une observation à faire. La mesure que vous prenez suppose que vous êtes à une grande hauteur. Si la Convention s'y maintient, elle écrasera les factieux et établira la liberté. Mais si les partis, si les haines continuent, si la Convention n'a pas le courage de les étouffer, alors on dira qu'elle n'était composée que des plus vils, des plus lâches de tous les hommes, elle ne passera à la postérité qu'avec l'exécration universelle. Après cette réflexion, je prononce la mort. »

Nous déplorons son vote, alors qu'un simple exil eût suffi comme châtiment et pour la sécurité de la France ; nous regrettons aussi son vœu téméraire « de l'écrasement des factieux », qui devait sitôt se retourner contre lui et ses amis. Nous ne suivrons pas Lasource, dans sa dévorante activité in-

tellectuelle qui le pousse à intervenir dans presque toutes les affaires et à monter à la tribune presque tous les jours. Force nous est de nous restreindre. Disons seulement qu'en présence des périls dont la patrie est menacée de tous côtés, — les Girondins sont dénoncés comme un obstacle au salut; et plus on va, plus cette perfide accusation s'accrédite. Aussi, rien d'étonnant qu'un complot s'organise contre eux, le 10 mars 1793; mais il échoue, et Vergniaud le flétrit éloquemment. La situation se complique de plus en plus : des commissaires sont envoyés dans la province; à ce titre, Bô et l'ex-capucin Chabot viennent dans le Tarn et l'Aveyron, le 23 mars. Ils paraissent, parlent et agissent en despotes; ils remplissent les prisons de suspects classés sous la rubrique de : conspirateurs, fanatiques, fédéralistes et accapareurs. Et les visitant quelque temps après, Chabot leur fait entendre les paroles les plus dures, les plus menaçantes. Heureusement, les deux proconsuls terroristes une fois partis, il ne fut pas donné suite à leurs sanglants projets. Mais il n'en reste pas moins qu'ils excitèrent les plus basses passions et diffamèrent la députation relativement modérée du Tarn, Lasource, en particulier, son membre de beaucoup le plus éminent, qu'ils réussirent à représenter comme traître à la patrie.

Peu après l'exécution de Louis XVI, qui produisit partout une si profonde impression, la Convention aborde une grosse affaire : la trahison du général Dumouriez, qui vient encore exaspérer les haines de parti et précipiter la crise. Officiellement délégué auprès de lui, Danton n'avait obtenu de lui que ce mot significatif : « La Convention... c'est une réunion de 745 tyrans; ils me font horreur. » Qu'on juge de l'émoi que ce mot et les noirs desseins prêtés au général soulèvent dans Paris; Girondins et Montagnards s'accusent réciproquement d'être en connivence avec lui.

Ce fut Lasource, nul ne s'en étonnera vu son tempérament de feu, qui ouvrit les débats. Après avoir déclaré quelques

jours auparavant qu'il aurait à dénoncer un plan de conjuration, « il salua Danton, dit Michelet, d'une foudroyante invective, d'une attaque à bout portant, dont, étourdi, effarouché, terrassé presque, Danton n'eut d'autre défense que d'étrangler qui l'étranglait. » Lasource débute ainsi : « Dumouriez a ourdi un plan de contre-révolution; l'a-t-il ourdi seul? » Et là-dessus, avec autant d'énergie que d'habileté, il se déchaîne contre Danton, dont il jette au jour les contradictions ou les mensonges et termine son long discours par ce mot :

« Pour prouver à la nation que nous ne capitulons jamais avec un tyran, je demande que chacun nous prenne l'engagement de donner la mort à celui qui tenterait de se faire roi ou dictateur. »

Une acclamation unanime se fait entendre. L'assemblée entière se lève et répète le serment de Lasource¹.

Danton, comme un lion relancé dans son antre, répond avec fureur et conclut :

« J'appelle sur ma tête les investigations de la commission que vous venez d'instituer; je pulvériserai les scélérats qui ont osé m'accuser; je me suis retranché dans la citadelle de la raison; j'en sortirai avec le canon de la vérité. »

Après cet éclat, la rupture entre la Gironde et la Montagne devient irrémédiable. Et pour comble, l'Assemblée vote la suspension de l'inviolabilité parlementaire contre tout député à l'égard duquel existeraient de fortes présomptions de complicité avec les ennemis de la liberté. Ce fut également dans cette séance malheureuse que le mot sinistre d'échafaud retentit pour la première fois. Ici, comme ailleurs, les Girondins manquèrent de sens politique et déchainèrent avec une irréprochable droiture des orages dont ils devaient tant souffrir; ils faisaient de la politique théorique, cette politique qui peut mener aux abîmes; ils furent, à ce point de vue, les poètes et aussi les victimes de la Révolution, pour avoir trop fait abstraction de la réalité.

1. Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, VII, 48.

Le drame se développe; Dumouriez est mis *hors la loi*; Gironde et Montagne rejettent l'une sur l'autre la responsabilité des événements. Guadet lit une *Adresse* de Marat qui dénonce dans la Convention « une cabale vendue à la Cour d'Angleterre ». Une voix crie : « Marat est un monstre qui a demandé deux cent soixante-dix mille têtes »; de tous côtés alors : « Marat à l'Abbaye! » Et malgré le danger « d'entamer l'Assemblée », comme le disait Danton avec sagesse, l'Assemblée exaspérée l'envoie à l'Abbaye et remet l'acte d'accusation au Tribunal révolutionnaire. C'est « la guerre à l'échafaud » qui commence. Le 9 avril 1793, est créé le néfaste Comité du salut public; et les pétitions commencent à arriver à la barre de l'Assemblée appelant « le glaive de la loi sur la tête de ces inviolables » (les Girondins); elles se succèdent nombreuses et violentes, jusqu'à ce que le 15 avril les délégués des trente-cinq sections de Paris, conduits par le maire Pache, réclament impérieusement l'expulsion de vingt-deux Girondins, parmi lesquels Lasource. A ce sujet, surgit un solennel débat dans lequel Lasource est combattu par Vergniaud; il proposait de convoquer les Assemblées primaires de toute la France sur cette question posée pour chaque député : « Tel député a-t-il perdu votre confiance, oui ou non? » Il y voyait le sûr moyen de connaître exactement l'opinion de la France sur ces députés, au lieu de laisser Paris se prononcer tout seul en demandant la proscription de quelques-uns. Mais la Montagne redoute cette consultation et Vergniaud craint que cet appel à la province ne soit un ferment de guerre civile; l'Assemblée désorientée ne décide rien. Et le 18 avril, elle confère à Lasource les honneurs de la présidence.

L'affaire de Marat a suivi son cours; et comme il fallait s'y attendre, il est acquitté, porté en triomphe à l'Assemblée, au milieu des acclamations d'un peuple immense; un sapeur annonce « qu'on ramène le brave Marat, l'ami du peuple »... et demande pour la foule la permission de défilér devant l'Assemblée. Lasource, préside et la situation est délicate entre

toutes. L'Assemblée consultée autorise ce défilé tumultueux; et quand paraît Marat, couronné de feuilles de chêne, l'exaltation monte au délire; il est porté à bras et l'on dépose à la tribune cet « aboyeur de la guillotine ». Il prononce une brève allocution qui excite un enthousiasme indescriptible, et on l'entend s'écrier : « Maintenant, je tiens les Girondins et les Brissotins; ils iront en triomphe aussi, mais ce sera à la guillotine. » Ses fanatiques adorateurs espèrent bien que le président Lasource va répondre à son allocution et ils se flattent que son triomphe va être consacré par l'un de ses plus ardents ennemis. Mais Lasource, avec une glaciale froideur qui lui était si peu habituelle, déclare « qu'il n'a rien à répondre, l'usage étant de ne répondre qu'aux citoyens qui présentent des pétitions; or, Marat n'est pas ici comme un pétitionnaire, mais comme un représentant du peuple ». Dès ce jour, des cris de « Mort aux Girondins! » retentissent comme un son de tocsin.

—

Maintenant, les séances de la Convention dégénèrent en batailles, et au dehors, tout tourne à l'anarchie; la Vendée se soulève; les Anglais menacent la Bretagne; la famine sévit et nos armées reculent. La Commune, qui, peu à peu, s'est érigée en pouvoir rival de celui la Convention, allume et entretient dans la plèbe la soif de la vengeance contre les Girondins, en sorte que plus que jamais, l'horizon s'assombrit. C'est ici que prend sa place une importante lettre de Lasource, datée du 8 mai 1793, à la *Société populaire de Castres*, qui résume toute sa vie politique et dans laquelle, avec une violence plus grande que de coutume, il se défend contre les calomnies de Bô et de Chabot, lors de leur première mission à Castres...

« Aujourd'hui, dit-il en terminant, ceux qui ne veulent point composer avec les brigands dont le but est la loi agraire et l'anarchie sont peints comme des modérés, des aristocrates qui veulent la contre-révolution.

« Ouvrira-t-il, enfin, les yeux, ce peuple qu'on trompe sans cesse et l'opinion publique rendra-t-elle justice aux vrais défenseurs de la liberté?

Pour moi, d'accord avec ma conscience, je réclame et j'attends cette justice, sourd à toutes les clameurs, calme au sein de tous les dangers.

« Je suis fraternellement, frères et amis,

« Votre tout dévoué concitoyen,

« LASOURCE. »

L'excitation contre les vingt-deux redouble et les tempêtes ne cessent plus à la Convention ; en vain le 20 mai, Lasource adresse-t-il un éloquent et suprême appel à la concorde. Il était trop tard ; et les événements devaient suivre leur irrésistible cours. Le 22 mai, une sorte d'émeute éclatant aux tribunes qui entendent dicter leurs volontés aux représentants du peuple, Lasource s'écrie impérieusement : « Je veux que la ville à laquelle la représentation nationale est confiée, maintienne sa liberté et en réponde à la République entière¹. »

L'arrestation d'Hébert, substitut du procureur de la Commune et directeur de l'ignoble *Père Duchêne*, par la Commission des Douze, est le signal de la fin du drame ; la Commune entre en insurrection ; la Convention est envahie le 30 mai ; plusieurs Girondins, en prévision du péril, s'étaient réunis au fond d'un quartier reculé ; Rabaut Saint-Étienne s'y trouvait, et, à l'ouïe du tocsin et du canon d'alarme, il s'agenouille au pied du lit, il prie avec ferveur, suppliant Dieu d'étendre sa protection sur sa patrie, sur ses compagnons et sur lui-même. Louvet et Barbaroux racontèrent plus tard qu'en dépit de leur scepticisme cette prière les avait profondément touchés².

Le lendemain, la plupart des Girondins se rendent en séance armés de pistolets et de poignards, pendant que de tous les points de Paris les troupes et la foule marchent sur les Tuileries où siège la Convention. Les pétitionnaires se succèdent, sommant l'Assemblée de livrer les douze de la commission et les vingt-deux Girondins, « tous traîtres à la patrie ». Cette journée est le comble du désordre et de l'humiliation pour l'Assemblée ; et comme elle décide qu'une proclamation sera

1. *Moniteur* n° 142.

2. Lamartine, *Girondins*, IV, 445.

envoyée aux départements pour les informer de ce qui s'est passé, Barrère en propose une où il atténue les faits, et Lasource une autre où il les présente dans leur crudité... « Des conspirateurs travestis en patriotes, dit-il, ont fait tirer le canon d'alarme et sonner le tocsin... La Convention nationale veille; elle prendra ses mesures qui ne laisseront aux conjurés que la honte, le mépris et la mort. » Jusqu'à la dernière heure, les Girondins se flattent de l'emporter encore ! Chabot s'élance à la tribune :

« Lasource vous propose une adresse très courte, mais qui renferme de très longues perfidies; d'après lui, ce sont des conspirateurs qui ont sonné le tocsin. Eh bien, je vais lui dire quels sont ces conspirateurs; ce sera un supplément à son Adresse. Ces conspirateurs, c'est d'abord Lasource lui-même; ce sont les complices de Dumouriez, ce sont... »

L'Adresse de Barrère est votée; mais la Commune ne tient pas encore sa proie. Le 2 juin, au point du jour, 80,000 hommes enveloppent toutes les issues de la Convention. A onze heures, un pétitionnaire paraît : « Il faut en finir... Décrétez à l'instant que les Douze et les Vingt-Deux sont indignes de la confiance publique; mettez-les en état d'arrestation... Sauvez la patrie ou nous vous déclarons que le peuple va la sauver lui-même. » Après des scènes inouïes et une humiliation sans nom, la Convention décrète que les députés « ci-nommés » seront mis en état d'arrestation.

Ce décret, exécuté dans la nuit, on remet chaque député arrêté à la garde de quatre gendarmes qui ne quitteront pas son domicile. Quelques députés acceptent leur sort; les autres échappent à la surveillance des gendarmes; d'autres enfin, Brissot, Lasource, Gangeneuve, Rabaut Saint-Étienne, etc, onze en tout, absents de l'Assemblée quand elle se prononça pour ce fatal décret, se cachent dans Paris et s'enfuient bientôt dans la province pour la soulever. H. Martin commet donc une erreur lorsqu'il dit que « parmi les hommes qui figuraient en tête des vingt et un accusés, Brissot et Lasource avaient seuls tenté d'échapper au sanglant tribunal pour aller fomenter la

résistance dans le Midi¹ ». Quant à Lasource, Thuriot prétend qu'il se rendit à Évreux et contribua au soulèvement du Calvados; Couthon l'accuse d'être allé dans le Tarn; mais s'il y était allé, il n'aurait pas, la veille du jour où il monta sur l'échafaud, exprimé le poignant regret de n'avoir pas revu sa femme. Quoi qu'il en soit, toujours est-il que quelques-uns excitent une juste révolte contre un despotisme impie qui brise tous les droits des citoyens, qui méconnaît tous les intérêts de la patrie, qui ravit à la Convention et l'honneur et l'autorité.

Du 9 mai au 9 thermidor, on entre dans le règne classique de la Terreur, pendant lequel en France nul n'est à l'abri du glaive et où il suffit du plus futile prétexte pour être rangé dans la catégorie des suspects; or, un homme suspect était un homme guillotiné. Mais cette terreur qui sévissait, implacable, n'empêcha pas les nobles âmes de protester contre le coup d'État du 2 Juin; il y eut, d'abord, des protestations collectives; puis, des protestations individuelles; et, parmi celles-ci, la protestation de Lasource, placardée, le 8 juin, sur les murs de Paris; il était donc encore libre et à Paris. Ils'y abandonne à tout l'emportement des passions du moment. Il y dit, entre autres, que les lois, la liberté, l'honneur sont perdus si la France ne brise le joug des tyrans qui asservissent par la terreur l'Assemblée de ses représentants légitimes, assemblée dissoute en partie par l'arrestation ou la dispersion d'un grand nombre de ses membres², assemblée qui n'est plus dans leurs mains que l'instrument de leurs caprices et de leurs fureurs.

Lasource avait fait l'héroïque sacrifice de sa vie; et, plus activement recherché que jamais, il fut arrêté avec la plupart de ses collègues vers la fin de juin et enfermé dans une prison quelconque. Mais l'état de sa santé lui valut d'être transféré, avec l'infirmes marquis de Sillery, dans la prison du Luxem-

1. II, 66.

2. Deux cents députés étaient arrêtés au moment de l'être, *Mémoires de Madame Roland*, 467.

bourg, plus commode, plus spacieuse, et où les détenus jouissaient d'une liberté relative; les registres d'écran nous en donnent la preuve. Il y demeura jusqu'à la veille de sa mort; il fut transféré à la Conciergerie. C'est de là qu'on montait à l'échafaud.

L'espace nous manque pour décrire les habitudes des hôtes du Luxembourg. Je dois seulement dire qu'il s'y rencontra avec deux sœurs anglaises qu'il vit fréquemment et que l'une d'elles, Hélène Marie Williams, a laissé une relation détaillée de l'existence de Lasource, de son caractère, de ses sentiments².

Elle raconte qu'elle avait antérieurement connu Lasource dans son propre salon et dans les salons de quelques amis communs; qu'il réunissait à des talents très supérieurs la vivacité d'imagination qui distingue toujours les Méridionaux; qu'il avait dans ses manières de la politesse et de l'amabilité, du goût pour la musique et une fort belle voix; qu'il chantait comme il parlait, avec toute l'énergie du sentiment. Elle ajoute :

« Enfermé au secret depuis trois mois, sans rien savoir de ce qui se passait dans le monde, il eut à me faire un grand nombre de questions. Nous étions obligés de converser à voix basse et de faire le guet tour à tour à la porte d'entrée, afin que si nous entendions le moindre bruit, notre ami eût le temps de repasser promptement dans sa chambre. A la seconde visite, Lasource fut accompagné de Sillery... Il avait composé une petite hymne qu'ils appelaient leur office du soir et qu'ils chantaient à voix basse, chaque soir avant de nous quitter. Lasource parlait souvent de son épouse avec un tendre regret... Traduits au tribunal révolutionnaire, ils rentraient vers cinq heures du soir; la conduite des juges et la contenance des jurés leur ôtaient tout espoir... Les Anglaises du Luxembourg ayant été transférées dans un couvent, Sillery et Lasource nous remercièrent mille fois de notre sympathie... Sillery coupa une mèche de ses cheveux blancs qu'il me présenta et je reçus de Lasource un présent pareil. Après nous être embrassés avec

1. *Letter, containing a Sketch of the politics of France*, London, 1795.

2. Ces deux sœurs furent les grand-mère et grand-tante de nos contemporains, MM. Athanase Coquerel fils et Étienne Coquerel.

une vive émotion, ils prièrent l'Éternel de répandre sur nous ses bénédictions et nous nous quittâmes pour ne jamais nous revoir. »

Le moment vient où s'ouvre le procès contre les Girondins, longtemps attendu. Amar présente un *Rapport* aussi perfide que violent et qui ne contient pas moins de vingt-trois chefs d'accusation. Ne pouvant entrer dans les détails, je me borne à dire qu'il déclare coupables de conspiration 40 députés, au nombre desquels Lasource; traîtres à la patrie, 20; suspects, 73 députés protestataires. Les Conventionnels de la première catégorie devaient être traduits devant le tribunal révolutionnaire; c'était le 3 octobre 1793; et c'est le 24 du même mois que le procès commence devant le sanguinaire tribunal qui, comme la mort, ne lâche jamais sa proie.

Tout est inique dans ce procès; point de garanties légales, point de défenseurs, point de dossiers; partialité des procès-verbaux; hâte extrême de la procédure; des témoins qui sont des juges et des juges qui sont les ennemis personnels des victimes. J'ai dit victimes, c'est le mot; et, devant elles, il n'y a que des bourreaux; force m'est de m'en tenir à Lasource et de ne donner même que quelques traits rapides de son interrogatoire. Nous retrouvons ici encore Chabot, cet émule de Marat, aussi sanguinaire que lui et qui, toujours et partout, poursuit Lasource de son implacable haine. Le drame dure six jours, jusqu'au 31 octobre, et c'est avec une vive joie que Lasource retrouve au tribunal, après des mois de séparation, ses anciens collègues, notamment Brissot, son intime ami. S'il faut en croire Lamartine, qui embellit souvent la réalité des splendeurs de la poésie, Lasource aurait été l'objet particulier de l'attention publique :

« La foule se montrait Lasource, amené du Luxembourg à chaque audience. C'était un homme de bien, à la parole exaltée, à l'imagination tragique. Ses cheveux ronds et sans poudre, son habit noir, son maintien austère, sa physionomie ascétique et concentrée rappelaient en

lui le ministre du saint Évangile et ces puritains de Cromwell qui cherchaient Dieu dans la liberté et, dans leur procès, le martyr¹. »

Durant le cours du procès, Lasource conserve un calme remarquable; d'avance résigné à la mort, son visage respire la sérénité du ciel. Chaque soir, dans la prison du Luxembourg, il rend compte à miss Hélène Williams des débats de la journée. Il lui assure un jour qu'après quelques paroles saisissantes de Brissot, cet auditoire de Jacobins ne put retenir ses larmes et qu'Antonelle, le chef du jury, était agité de mouvements convulsifs. « J'en avais presque pitié, ajouta-il; il vaut mieux mourir. » C'est dans la séance du 5 brumaire, 26 octobre, que Lasource subit son interrogatoire. Chabot commence à l'accuser d'avoir déversé le mépris sur lui, comme si c'était un crime de mépriser un homme méprisable! d'avoir été l'agent de Clavières et de Roland dans le Tarn; d'avoir entretenu une correspondance hostile aux patriotes; d'avoir calomnié « le vertueux ami du peuple » (Marat); d'avoir voulu chasser les fédérés de Paris et demandé un décret d'accusation contre Robespierre². Sur chaque point, Lasource se justifie en un langage aussi ferme que plein de mesure, et il réduit à néant toutes les accusations. Après Chabot, l'accusateur Fouquier-Tinville entreprend Lasource sur la question des fédérés, et Lasource lui répond que ses intentions étaient pures, que nul ne les connaissait mieux que lui.

Revenant à la charge, Chabot lui demande « si dans sa correspondance avec un ministre protestant de Castres³, il ne s'exhalait pas beaucoup contre Marat et les monstres par lesquels il prétendait avoir été dénoncé ». Était-ce donc un crime de lèse-majesté de vitupérer contre Marat et ses pareils? Fouquier-Tinville lui reproche d'avoir prononcé le mot de *regicide* dans une séance des Jacobins; les procès-verbaux ne

1. V. p. 246.

2. *Procès des députés au tribunal révolutionnaire.*

3. Nozon.

mentionnent pas sa réponse, ce qui atteste leur infidélité : car, Lasource ayant voté la mort de Louis XVI, il lui était facile de répondre qu'il ne pouvait incriminer ceux qui avaient voté comme lui.

Un juré. — Lasource a dit que les massacres du 2 Septembre étaient l'œuvre de cinquante brigands soudoyés par Robespierre et par Marat. Où sont les preuves ?

Lasource. — Je n'ai jamais tenu ces propos.

Sur ce, un secrétaire, rédacteur du procès-verbal, s'érigeant en témoin, exhibe un discours de Lasource, démontrant qu'il a publié ces calomnies pour égarer les départements.

Montaud. — Lasource a demandé qu'on prit des mesures pour empêcher ce qui se préparait aux Jacobins. Or, citoyens, ce qu'on y préparait, c'était l'insurrection du 10 août.

Lasource. — Je n'ai jamais eu l'intention d'empêcher l'insurrection du 10 août.

Réponse évidemment tronquée ; car Lasource dut ajouter qu'il y était si peu opposé, qu'il avait participé lui-même à l'insurrection : « il avait bravé le canon du Château. »

Nous ne pouvons que résumer ; mais n'en est-ce pas assez pour établir deux choses : la première, que les accusations, loin de justifier la peine capitale, ne méritaient même pas une peine légère ? la seconde, que les procès-verbaux de l'interrogatoire sont partiels et tronqués ?

L'iniquité était trop criante pour que l'émotion ne gagnât point le public, si prévenu pourtant contre les Girondins : aussi, craignant de voir leur proie leur échapper, les chefs du Jacobinisme précipitent les débats. Et dans la soirée du 30 octobre, le jury répondant affirmativement à toutes les questions,

« Le tribunal condamne à la peine de mort les ci-dessus désignés, déclare leurs biens acquis et confisqués au profit de la République ; ordonne que le présent jugement sera exécuté sur la place de la Révolution, imprimé et affiché partout où besoin sera. »

Il est minuit ; à l'ouïe de ce jugement barbare, se déroule une scène tragique où chaque condamné s'abandonne aux

mouvements de sa nature. Quant à Lasource, il prononça le mot connu : « Je meurs au moment où le peuple a perdu la raison ; vous mourrez le jour où il la retrouvera. »

Ils sortirent entonnant la Marseillaise avec cette variante :

Contre nous de la tyrannie
Le *couteau* sanglant est levé.

Ramenés à la Conciergerie, ils prennent en commun, ainsi qu'ils en avaient l'habitude, un repas qui leur était certes nécessaire après cette journée de mortelle angoisse. Quelques historiens, Lamartine entre autres, ont eu le tort de transformer cet ordinaire repas du soir en un poétique banquet d'adieu, avec accompagnement de dissertations philosophiques à l'instar de Socrate buvant la ciguë.

Vergniaud se serait exprimé en un magnifique langage, et Lasource lui aurait donné la réplique en ministre du Christ... Puis, le jour commençant à poindre, Lasource aurait dit : « Veillons, l'éternité est si redoutable, que mille vies ne suffiraient pas pour s'y préparer... » S'adressant à son ami Brissot il l'aurait engagé... à se confesser à un prêtre de sa religion ! Ceci est tellement contraire à toutes les vraisemblances, que force nous est de reléguer au pays des chimères ce beau récit qui n'a pas d'autre source que la brillante imagination du poète.

L'exécution des condamnés eut lieu le 31 octobre 1793, à dix heures du matin. Emportés dans cinq charrettes, ils moururent héroïquement en entonnant la Marseillaise, dont le chant s'affaiblissait à chaque coup de glaive. Lasource dut passer le treizième, suivant l'ordre d'inscription et d'appel. Il s'avança « avec calme et dignité, une pensée à la bouche ¹ ».

Crime national qui retombe sur les fondateurs du terrorisme, notamment sur Robespierre, quoi qu'en dise L. Blanc ; sur Robespierre, « homme tyrannique, sombre et cruel ² » et

1. *Bibliographie des contemporains*, par Rabbe, Boisjolin et Sainte-Beuve.

2. *Mémoires de Madame Roland*.

auquel échappa cette parole révélatrice : « La Convention a vomie de son sein les traîtres qui la déshonoraient. »

Pauvre France, que de saignées ! au 24 août 1572, 100,000 victimes ; — au 18 octobre 1685, proscription d'un million de ses meilleurs citoyens, qui enrichirent de leurs industries tous les pays du monde et fournirent en particulier à la Prusse en 1870, par leurs descendants, 34 généraux et 65,000 soldats.

Qui peut assurer que, conservant le levain social de tant de forces morales, de tant d'éléments de raison et de contrepoids, la France n'aurait point trouvé là le secret d'une marche régulièrement progressive, au lieu de ces révolutions si fréquentes, qui sont le fait d'un corps malade et déséquilibré.

Et de tout cela, ne ressortira-t-il point une grande leçon de tolérance et de liberté ? Ne reprendrons-nous pas les saines traditions girondines : la liberté par la liberté ; la République par la vertu ? Est-ce que la justice, le respect des droits et des titres, la prépondérance de la valeur personnelle, ne deviendront pas notre idéal ? Est-ce que nous n'aurons pas horreur de l'arbitraire, du népotisme, du privilège, négation de l'esprit républicain, qui sont la honte de tous les régimes et qui sèment toujours la ruine et la mort ?

Lasource était un de ces républicains comme nous les voudrions tous, à l'antique, foncièrement droit et pur. On peut regretter que, au point de vue religieux, son influence ne se soit point fait sentir, pas plus du reste que celle des onze pasteurs qui furent membres de la Convention. Mais, en ces temps si bouleversés, l'esprit religieux dormait sous l'obstruction d'affaires dévorantes et de luttes acharnées ; la terre absorbait trop les cœurs pour qu'ils songeassent aux choses de l'au-delà. Les ecclésiastiques de toute Église oublièrent trop dans ce tourbillon qu'avant d'être députés, ils avaient été ministres du Christ. Lasource en était là, comme tous ses collègues... Mais qui oserait jeter la pierre à ces géants de 89, à ces martyrs du droit, enveloppés d'événements si exceptionnels ?

En somme, Lasource est digne d'estime et de sympathie. Il unit un beau caractère à un beau talent; doué d'une âme d'acier, d'un courage à toute épreuve, d'une conscience pure; mort à trente ans sur l'échafaud pour sa foi politique, comme il serait mort sur le gibet pour sa foi religieuse; orateur chrétien, penseur, dialecticien, actif et dévoué au possible; classé à côté de Vergniaud, il méritait la résurrection de l'histoire. Il a honoré la tribune nationale; il a été mêlé aux plus grands débats, membre des comités les plus importants, toujours sur la brèche aux heures de péril. Son Église, dont il est resté le ministre jusqu'au bout; son pays qu'il a fidèlement servi, peuvent en être fiers à bon droit. Et, certes, la ville de Castres, au lieu de donner à l'une de ses places le nom flétri de Pélisson, fondateur de la Caisse des conversions, s'honorerait bien plus en lui donnant le nom de Lasource, l'éloquent et loyal Girondin, l'ami et l'émule de Brissot et Vergniaud.

Le fera-t-elle? Si la justice était de ce monde, elle le ferait!

CAMILLE RABAUD.

DOCUMENTS

UNE RÉPLIQUE A RONSARD SUR LA RÉPONSE PAR LUI FAITE AUX DÉFENSES DE ZAMAEÏLL, MONT-DIEU, ET LA BABONIE, CONTRE SES CALOMNIES. (1563)

En achevant, dans le cahier de novembre (pp. 636-657), la revue détaillée de nos deux plaquettes contenant les défenses de Zama-

1. L'auteur vient de développer ces dernières considérations dans une brochure de 56 pages, intitulée *Centenaire de 1789. Les nécessités actuelles du parti républicain*, par C. B. L. *Union. Le respect. La morale. Le patriotisme*. — Paris, Fischbacher, 1889.

2. Reconstituons ici, avant tout, quelques lignes du dernier article, qui ont été

riel, de B. Mont-Dieu et de F. de La Baronie, contre les calomnies dont messire Pierre de Ronsard avait chargé les Huguenots dans son *Discours sur les Misères du temps* et dans la *Suite* dudit *Discours*, nous pensions en avoir fini avec cette polémique, si curieuse d'ailleurs et si instructive, entre le chef de la Pléiade et ses adversaires du camp de la Réforme.

Il y avait bien encore une pièce du dossier (mentionnée par nous, p. 589), la hautaine réponse que le Prince des Poètes intitula : *Responce à je ne sçay quels prédicans et ministres de Genève* (1563). — Ce sont là les propres termes du titre de l'édition originale, — lequel est parfois (notamment par M. Blanchemain, t. VII, p. 95, et nous ne savons pourquoi) libellé de la sorte : « Responce à ne sçay quels *prédicantereaux* et *ministreaux* de Genève, etc. » Seulement, pour ne point traîner en longueur, nous nous sommes contentés de renvoyer le lecteur aux textes mêmes de Ronsard, que nous n'avions pu qu'effleurer ici.

Mais voici qu'une recherche bibliophilique nous a fait découvrir un document nouveau du même groupe, document plus rare, plus inconnu encore que nos Réponses de Zamariel, Mont-Dieu et La Baronie!

Il est également plus énigmatique, car l'auteur, pas plus que l'ouvrage, paraît n'avoir été signalé aucune part jusqu'ici. Disons pourtant, à l'honneur de la célèbre et magnifique bibliothèque du duc de la Vallière, qu'elle posséda cette rareté insigne et qu'on la trouve inscrite dans son Catalogue, sous le numéro 15856.

C'est une plaquette in-quarto, de 55 pages, intitulée :

omises lors de la mise en pages. Elles accompagnaient et servaient à détailler la vignette agrandie du titre de la deuxième *Responce*. Cette vignette, que l'éditeur de Ronsard qualifie de *curieuse*, comme elle l'est en effet, il s'est complu à la décrire ainsi qu'il suit : « Ronsard y est représenté affublé d'une vaste robe et assis dans un grand fauteuil à bras, la main, que cache sa longue barbe, appuyée sur un bâton. Il regarde mélancoliquement flamber le feu d'une haute cheminée. La chambre n'a pour meubles que deux coffres; elle est éclairée par une petite fenêtre à meneaux. »

Vignette parlant bien aux yeux et complétant spirituellement le persiflage auquel le chef de la Pléiade s'était mis en butte. Ce n'est plus un Ronsard triomphant et *letabundus*; c'est un Ronsard penaud, soucieux, *meditabundus*, et même *ægrotabundus*.

Replique sur la respon-

se faite par messire

Pierre Ronsard, jadis Poëte et
maintenant Prestre, à ce qui luy avoit esté
respondu sur les calomnies de ses

Discours touchant les

Miseres de ce

temps.

PAR

D. M. LESCALDIN.

—

M. D. LXIII.

C'est, on le voit, une *Réplique* à cette *Response* faite par Ronsard à *je ne scay quels prédicans et ministres*, que nous venons de rappeler. C'est une pièce complémentaire du procès que l'agresseur s'était attiré et où il se débattait, et nous voilà, de par cette trouvaille, obligé de revenir sur les faits énoncés audit procès. On ne s'en plaindra peut-être pas, puisque l'on nous a témoigné que les deux articles que nous lui avons déjà consacrés ont été lus avec autant d'intérêt que de surprise.

Et d'abord, quel est ce nouveau personnage qui intervient dans le débat, après Zamariel, après Mont-Dieu et La Baronie? Qui donc est ce D. M. LESCALDIN? On se le demande, et pour le coup, c'est un mystère. Est-ce encore un pseudonyme? Cela est plus que probable. Quel nom d'auteur couvre-t-il? On paraît l'avoir toujours ignoré, et c'est peut-être à cause de cela que les bibliographes, quelque peu honteux de leur ignorance, ont, pour la plupart, passé le livre sous silence¹. Il nous faut donc nous borner à poser la question aux chercheurs, que cette obscurité devra piquer au jeu. Tout ce que nous pouvons dire ici, c'est que l'œuvre est d'un hu-

1. Pourtant M. Blanchemain, dans sa bibliographie (t. VIII, p. 92) hasarde une attribution à... de *Montmept*, mais sans lui indiquer. Il suppose aussi que le lieu d'impression est *Orléans*(?).

guenot non moins habile que les Chandieu, les Florent Chrestien et les Jacques Grévin, et que s'il n'a pas emprunté leur plume, il semble bien avoir trempé la sienne dans leur bonne encre. Il doit évidemment y avoir quelque proche affinité entre D. M. *Lescaldin* et Zamariel (ou B. de Mont-Dieu) et La Baronie. Peut-être est-ce l'un d'eux qui aura voulu arborer un nouveau nom de guerre, en rentrant dans la lice une dernière fois.

Le titre de l'exemplaire de la rarissime plaquette que nous avons sous les yeux a cela de particulièrement dépitant pour un bibliophile, qu'il portait, au dessous du nom de *LESCALDIN*, trois lignes écrites à la main (écriture du temps), et que ces trois lignes ont été *biffées* anciennement et *grattées*, de telle façon qu'il est absolument impossible d'en rien déchiffrer. Or, il semble bien qu'elles contenaient le mot de l'énigme!... Maudit grattage!... On y entrevoit justement ces trois mots :... *livre... faict... par...*

A la page 55 et dernière, se trouve, en hors-d'œuvre, une petite ordonnance hygiénique, se rapportant aux facéties et contre-facéties *ejusdem farinae* que nous avons reproduites d'après nos deux autres plaquettes antérieures (pp. 600 et 638). Il s'agit toujours de la santé de messire Ronsard, de cette santé si *chère* à ses médecins huguenots et dont ils tiennent à se montrer fort préoccupés!... Débarrassons-nous, tout d'abord, de ce léger *post-scriptum* pince-sans-rire¹.

*Régime de santé
pour messire Pierre Ronsard.*

Messire Pierre Ronsard, nous avons vu et considéré ta recepte, et l'avons trouvée aussi mal dressée qu'il est possible. De sorte qu'il est aisé à voir que ceux qui l'ont bastie se sont moqués de toi, ou bien estoient si marris d'autre chose, qu'ils en avoient perdu leur bon esprit. Au reste la quantité de vers que tu as vomie, tous d'une boutée, c'est à sçavoir jusques au nombre d'environ douze cents, encore que ce mal te soit familier en la meilleure santé que tu ayes, monstre évidemment que le préparant duquel nous avons usé t'estoit assez nécessaire. Toutefois, nonobstant ceste tant grande opération, considérant que tes humeurs mélan-

1. Nous avons donné en note (p. 600) la riposte, avec *récapé*, de Ronsard, qui se trouve en tête de sa *Réponse* de 1563, motivant la présente *Réplique* de D. M. Lescaldin.

coliques et colériques sont encores merveilleusement crus et indigestes, nous sommes d'avis que tu prennes la patience de humer encore cest apozeme que nous t'avons ordonné en rime expressément pour te resjouir, et pour ceste mesme cause l'eussions aussi accompagné du présent d'une cornemuse, n'estoit que nous savons que tu en es tousjours garni. Tu en trouveras la rime assez rude et malplaisante. Mais nous avons mieux aimé la faire telle quelle, que de tarder plus longtemps, tant a esté grande l'instance des apoticquaires bien fort soingneux de ta santé. Car, disent-ils, si nous perdions ce bon homme, de quoy ferions-nous des cornets pour nos drogues? — Or, l'ayant prins, si tu veux qu'il te profite, garde la Chambre, et ne te mets à l'air que le moins que tu pourras, et te garde d'escrire et de parler, — si tu peux. En ce faisant, nous espérons que tu deviendras aucunement sage, avec le temps. Sinon, tu es abandonné des médecins. — Adieu, messire Pierre,

Qui que vous soyez, maître D. M. Lescardin, on voit que vous saviez, vous aussi, assez bien manier la gauloiserie pharmacologique, et cette petite épigramme a dû chatouiller encore votre patient là où il ne lui démangeait guère! — Notons, en passant, que dès ce temps-là (un siècle avant Molière et Boileau), on avait constaté l'importance des vermifuges pour les... rimeurs, ainsi que l'utilité réelle des productions littéraires dans leur rapport avec les cornets de papier nécessaires aux épiciers-droguistes et apothicaires... Hélas!

Abordons maintenant la *Réplique*, laquelle ne badine point. — Elle va saisir son antagoniste corps à corps et le suivre, pour ainsi dire, vers par vers, pour les lui rétorquer et les lui retourner dans la plaie, sans grâce ni merci. En voici le début :

RÉPLIQUE A RONSARD.

Vous me direz, — Amis, qui ce titre lisez, —
Que c'est dommage à moy que les jours tant prisés
J'emploie à ce labeur, et ne vaut un tel homme
Que pour luy je despende une si chère somme !

Ainsi l'auteur le prend de très haut avec le « Prince des Poètes », dont il fait tant que de ne point laisser là le méchant travail pour ce qu'il vaut. Il ne fait d'ailleurs que lui rendre dédain pour dédain, et, s'il daigne lui répliquer, ce sera sans se gêner aucunement et par-dessous la jambe :

Mais peu d'heures j'emploie, et guères ne me grève

D'essayer le guairir, ou faire tant qu'il crève!...
 Or, afin que les fols Ronsardins ne soient pas,
 Glorieux que sur luy nul n'avance le pas,
 Pour réprimer leur gloire¹, orgueil et braves gestes,
 Je veux bien luy donner, enfin, ce coup de cestes...
 Desjà je vois Ronsard qui de loin me regarde
 Et dit, à sa façon, qu'après luy je ronsarde.
 Il peut tout à son aise ainsy me regarder.
 Ronsard, et ses ronsins, je laisse ronsarder.
 Qu'avec ses ronsardeaux, il ronsarde et ronsine,
 Hannisse après *Marie et Cassandre et Francine*²,
 De tout son ronsarder, qu'il tient de si grand prix,
 Rien n'apprendre ne veux et n'en ai rien appris!

Ce qui signifie qu'il se moque pas mal des prétentions et des grands airs qu'affecte le dit Ronsard, non plus que de ses héroïnes, n'ayant aucune envie de lui ressembler, si peu et en quoi que ce soit.

Le Prince des Poètes français s'était montré, nous l'avons déjà vu, acharné particulièrement contre Théodore de Bèze (« Prince des Poètes latins »). On dirait qu'il lui en veut personnellement, c'est lui surtout qu'il provoque, et voici en quels termes :

Ah! si ce grand guerrier et grand soldat, de Bèze,
 Se présente au combat, mon cœur sautera d'aise...
 Du matin jusqu'au soir je l'irai combattant,
 Sans délier des mains ni cestes ni courroies...
 C'est luy seul que je veux aux champs escarmoucher;
 Je luy serai le taon qui le fera moucher,
 Furieux, insensé, comme, en une prairie,
 On voit un grand taureau forcené de furie,
 Qui court et par rochers, par bois et par étangs,
 Quand le taon importun luy tourmente les flancs !

Le « furieux », l'« insensé », le « forcené de furie », le « taureau », hélas ! le voilà, c'est Ronsard lui-même (3). Les vers sont beaux et bons, certes oui, mais quel aimable caractère ! Quelle mouche l'a donc piqué, lui ? Que lui a donc fait ce pauvre Bèze, qu'il avait vu

1. Glorieux, gloire, gloire intolérable, c'est-à-dire l'infatuation de Ronsard et de ses Ronsardins.

2. Les héroïnes chantées par Ronsard.

3. Et c'est dommage, car, dans cette pièce même, il fait preuve de son grand talent de vrai et charmant poète. On ne peut méconnaître sa supériorité sur ceux à qui il avait lui-même donné des verges pour le fouetter, et qui, rimeurs improvisés, ont suivi aussi bien que possible son exemple. *Facit indignatio versus*.

autrefois à Paris, qu'il était même (il le dit quelque part) allé écouter au prêche du Patriarche, près Saint-Médard ? A coup sûr, ce brave Bèze n'était ni un « taureau », ni même « grand guerrier ni grand soldat » pour un duel pareil. C'était un ferme, mais doux soldat de l'Évangile remis en honneur, et, en dehors de ses autres mérites, c'était véritablement un bon homme. Et voilà comme il était traité par un... confrère ! On ne voit pas qu'il en ait été bien ému, ni qu'il ait songé à se venger... Mais notre Lescaldin prend sa cause en main, et peu s'en faut qu'il ne jette d'emblée à la face du « prêtre » vendômois l'admirable vers que le génie de Molière fera jeter plus tard à la face de Tartuffe :

Quoi ! vous êtes dévot, et... vous vous emportez !

Messire Ronsard, dit-il,

..... se lève et se veut déprestrer,
 Mais plus va remuant, plus se sent emprestrer,
 Si qu'au lieu d'un *poëte*, (au moins qu'il euidoit estre),
 Il se trouve, au lever, estre devenu *prestre*...
 Oui, Ronsard, soit qu'il crache, ou tousse, ou have, ou mouche,
 Ne rend plus que venin du nez et de la bouche ;
 Qui plus est, *l'insensé* reste bien jusques là
 Qu'il pense estre en *autrui* la furie qu'il a.
 Poëtes Ronsardins, hélas ! accourez vite !
 Vostre Pindare meurt... à faute d'eau bénite !

C'était lui rendre la monnaie de sa pièce, ni plus ni moins :

Voilà Ronsard armé des armes de Satan,
 Voilà comme il combat. Voilà le rude taon
 Qui tourmente de Besze et le pique sans cesse...

Et plus loin

En ce que tu te plains d'estre en ce point moqué
 Par celui que tu as d'outrage provoqué,
 Te monstre homme impudent. Ronsard, vilain courage,
 As-tu jamais reçu injure ni outrage
 De Calvin ou de Beszé ? Ils ne te disent mot.
 Ils te laissent pour ivre, orgueilleux, fier et sot.
 Enragé qu'au combat ils ne se veulent joindre,
 Tu ne cesseras pas de les poursuivre et poindre...
 Mais voilà le meilleur, qu'après que tu as fait
 Le pis entièrement que ton cœur faire sait

Ayant tiré les traits que ta langue façonne
Pour blesser... en mentant, tu n'as blessé personne !

Nous nous garderons bien d'entrer trop avant dans le détail de ces cinquante-quatre pages d'alexandrins, où le huguenot s'espace pour réfuter pas à pas, pied à pied, les dires de son antagoniste, en les indiquant à la marge par des bouts de citations. Ce sont des commentaires mythologiques et scolastiques, scripturaires et gréco-romains, opposés aux pédantesques rodomontades de Ronsard, surtout des invectives opposées à ses invectives, et l'on en a bien vite assez. A trois cents ans d'intervalle, ces guerres de personnalités à outrance n'ont rien de récréatif. Leur moindre défaut est de n'être que ressassages à satiété. Ajoutez que les faits allégués et la langue dont on use de part et d'autre ne sont plus de mise, à notre époque de progrès, que dans les « romans réalistes et décadents ». C'est, ça et là,

.....Un tas d'autres paroles sales
Qu'as apprises, Ronsard, en l'escole des halles.

Choisissons, à la page 32, un passage plus présentable. Ronsard avait, pour son apologie, fait une peinture complaisante de l'existence édifiante qu'il menait :

Tu te plains, d'autre part, que ma vie est lascive,
Tu mens meschamment.....
M'esveillant au matin, avant que faire rien,
J'invoque l'Eternel... [*lui demandant*]
Qu'il me veuille garder en ma première foy...
J'abandonne le livre et m'en vais à l'Eglise...
[*Puis il se va promenant*]
Tantost en un village et tantost en un bois,
Et tantost par les lieux solitaires et cois...
Je me suis par les fleurs bien souvent endormi...

On voit la couleur de cet innocent tableau ; voici comment il est rectifié — *id est* parodié, — dans notre *Réplique* :

Oyons doncques, Ronsard, ceste longue élégie
Par laquelle tu veux canoniser ta vie.
Te levant au matin, par devoir coustumier,
Tu invoques ton Dieu, c'est ton œuvre premier.
Mais quoy, messire Pierre ? Un chacun dit et jure
Que tu n'as d'autre Dieu que celui d'Epicure.

Tu demandes sa grace, et le requiers aussi
 Te garder en ta foy, — dont tu n'eus onc' souci.
 Tu sors du lit, tu vas, tu suis ta destinée,
 Tu poursuis vivement ta sottie obstinée.
 Quatre ou cinq heures seul les Muses, ton soulas,
 Te tiennent enfermé. Puis l'esprit, si tu l'as
 De trop lire assommé, de travail tu délivres et l,
 Et lors, abandonnant les Muses et leurs livres,
 Tu t'en vas à l'Eglise. Et là, qu'est devenu
 Ton troupeau, dont, oisif, tu prends le revenu?
 Au retour, tu t'esbas; puis, tu te mets à table.
 L'après-dinée estant serein et délectable,
 Tu te vas pourmener, or' dessus un coupeau,
 Or' aux champs, or' aux bois, ainsi que du troupeau
 D'Epicure un vrai porc. Puis, tu clines l'espaule
 Et te vas endormir à l'ombrage d'un saule.
 Là te fait-il bon voir, ce pendant que tu dors!
 Car, ayant de son long estendu tout le corps,
 On peut considérer de loin, sur l'herbe vive,
 Un grand veau dans un pré couché en perspective!...
 En somme donc, Ronsard, voilà ta sainteté!
 Mais, au surplus, cela ne dure que l'esté.

Passant à l'hiver et à ses occupations, Ronsard avait dit :

Je cherche compagnie, ou je joue à la prime...
 J'aime à faire l'amour, j'aime à parler aux femmes,
 A mestre par escrit mes amoureuses flammes...

La *Réplique* riposte par ce coup droit :

L'amour, le deviser aux femmes à plaisir,
 L'escrire et mettre en vers maint amoureux désir,
 Les masques et le bal, et la lascive danse,
 La musique et le luth qui vont d'une accordance...
 Je ne sçay ce que c'est...
 Si telle vie au vray n'est vilaine et lascive...
 Mais Dieu, comme tu dis, doucement te pardonne,
 Vu que tu entends l'art et que tu es subtil.
 Ton bréviaire ouvrant, lequel tu luy desplies
 Et luy vas barbotant murmurer tes *complies*,

1 Ronsard avait dit :

Quatre ou cinq heures seul je m'arreste enfermé,
 Puis, sentant mon esprit de trop lire assommé,
 J'abandonne le livre et m'en vas à l'Eglise.
 Au retour, par plaisir, une heure je devise.
 De là je viens disquer...

Pour, après le pardon acquis, de l'offenser,
Lendemain, de plus belle encor' recommencer.

Mais ce qui a le don d'exaspérer surtout Lescaldin, c'est la prétention qu'affectait Ronsard d'être miséricordieux et charitable.

Et prions Dieu pour vous, qui estes hérétiques...

A quoi il avait même osé ajouter :

Si tous les Prédicans eussent vescu ainsi!...

Prédicant ou non (il nous a bien l'air d'en être un), Lescaldin sort de ses gonds et lave ainsi la tête à ce « vil effronté ».

Comme il est parvenu au comble d'impudence!...
Prière il fait pour nous, hérétiques pervers!...
Or, tu voudrois, Ronsard, que le mesme souci,
Qui te tient et rend porc, nous eust tenus aussi!
C'est ce de quoy si fort contre nous tu te faches,
Que de toy et des tiens, ardes et noires taches,
La France nettoyer nous faisons tout devoir.
Dont se vient noise, trouble et discorde mouvoir :
Ce qu'à nous faususement et à tort tu imputes.
Mais ceux de ton parti, quand, aux autres disputes,
Toute force leur faut¹, prennent le glaive au poing,
Courrent au feu, à l'eau, pour nous deschasser loin.
Christ, agneau doux et humble, à sa venue en terre,
N'a la paix apporté, ains le glaive et la guerre.
Mais son saint Evangile a-t-il le mal commis?
Vient-il pas du costé de ses fiers² ennemis? .

Ronsard avait dit que Calvin, que Genève, n'avaient pourtant pas le privilège, le monopole de la Vérité :

Calvin seulement ne l'a pas en son coffre...
La vertu ne se peut à Genève enfermer...

Réplique :

De Calvin, que tu veux grâce ou vertu n'avoir,
A bon droit nous avons en honneur le savoir.
Il est vray que d'en haut à tous Dieu ses dons offre,
Mais pour les recueillir chacun n'ouvre son coffre
Ni n'en prend à son gré une abondante part.
Le Seigneur à chacun sa mesure despart...

1. Manque, fait défaut.

2. Féroces.

Et, quant à la vertu que ne tenons enclose
 En la seule Cité du peuple Genevois,
 Mais de la Vérité la vertueuse voix
 A si haut retenti au partir de Genève,
 Que Satan, du repos esveillé, s'en relève
 Et met à ses suppôts les armes à la main :
 Si qu'en tremble de peur son Lieutenant romain.

Enfin, comme Ronsard, entre autres lamentations et jérémiades, en avait fait plusieurs sur les pilleries de la guerre, sur l'iconoclastie, etc., évoquant le spectre de Louis XI, de pieuse mémoire :

Tu te rends à Cléry, où Louis enterré
 De la terre profonde à ta voix tu rappelles
 Portant le plomb fondu et les images belles
 Que jadis il porta au bord de son bonnet.
 Fais-nous ici, Ronsard, un lugubre sonnet,
 Et, par feintise, outré de douleur véhémence,
 Pour tes saints outragés pleure, crie et lamente !
 C'est, hélas ! grand pitié que soit ainsi péri
 L'honneur que tant a eu l'idole de Cléry !
 C'est grand pitié de voir une image périée
 Qui tant orna le chef de dame Idolatrie ! .

La grande perte, en effet, que celle de cette Notre-Dame, instrument ou complice de tant de crimes d'une hypocrite royauté ! Et quant aux agrafes et boutens, en pierreries, or ou argent, dépouilles de chasses ou de calices, que les soldats huguenots avaient pu s'adjuger dans le sac de quelques lieux saints, la belle affaire ! en vérité, après tout le mal qu'avait fait aux fidèles la prostituée Romaine ! Allons, Ronsard, fais-nous ici, sur tout cela, « *un lugubre sonnet* » !... Certes le trait est bien en situation, il est mordant et ne serait désavoué par aucun de nos meilleurs poètes satiriques.

La fin de la *Réplique* va en s'adoucissant et se termine homéliquement, comme il convenait à un prédicant.

Nous qui bevons à gré du surjon pur et beau
 De Christ, fontaine vive et source claire d'eau,
 Laquelle nous gardons avec soigneuse cure
 De troubler, d'embourber et de la rendre obscure,
 Désirons qu'eux et toy, en beuvant avec nous,
 Serviez tous d'un accord le grand Père de tous.

Donne, ô Père bénin, donne leur ceste envie
 Et d'un pas fais nous tendre à l'éternelle vie !

Fais nous grâce, ô Seigneur, de voir durant nos jours
 Ainsi croître ta gloire et s'avancer tousjours
 Maugré tous ennemis, dont la puissante force
 Toy et ta Cité sainte exterminer s'efforce!

Nous espérons en toy, Seigneur, que, nonobstant
 Du monde tout l'effort qui te va résistant,
 Tu demourras vainqueur! Et le menteur, qui taxe
 Ta vérité d'avoir pris sa naissance en Saxe
 Dessous un Apostat¹, en sera converti,
 Par ta grâce, à te craindre et suivre ton parti,
 Ou, si son cœur de pierre ainsi tousjours demeure
 Endurci contre toy, un jour avant qu'il meure,
 Verra ta vérité fleurir devant ses yeux.
 Et comme un temps en Saxe, apparaissant des cieux,
 Des tiens le petit nombre² armas de patience
 Pour vaincre de Satan la force et la science
 Et, sans fer et sans feu, quoique Ronsard pervers
 Ait osé le contraire affirmer dans ses vers,
 Ainsi tu poursuivras, si qu'en toute saison
 Du los de tes bontés nous ferons ta Maison
 Retentir, ô Seigneur, à qui seul devons croire
 Appartenir sans fin toute louange et gloire.

Il ne restait plus qu'à conclure par un *Amen*. Car ces dernières lignes sont bien la terminaison d'un sermon ou d'une prière, en langage voulu et débité, pour ainsi dire, en robe noire et rabat blanc. — Ami Lescaldin, vous vous êtes ainsi trahi : bien décidément... vous en êtes un!

Il fallait bien que toute cette guerre ronsardienne eût une fin. Il est à croire que Ronsard se le tint pour dit, et qu'on en resta là.

Pauvre Ronsard! ne lui en voulons pas trop, et rappelons-nous que s'il eut de graves torts ainsi expiés envers la Réforme, — et aussi de grands torts envers notre langue française (qu'il *estropia* quelque peu, en la grécisant et la latinisant à l'excès), ce fut certes un grand littérateur et un grand poète de *renaissance*. C'est ce que reconnurent des huguenots, même exclusifs et peu endurants, comme Agrippa d'Aubigné, comme Jean de Schelandre (1618), soldat et

1. Ronsard avait dit :

En Saxe je l'ai vue en mes jours commencer,
 Non comme Christ la sienne, ains par force et puissance.
 Dessous un apostat elle prit sa naissance,
 Le feu, le sang, le fer, en sont le fondement.

2. Suppléiez : *tu* armas....

poète huguenot trop peu connu, — dont nous citerons, pour faire bonne bouche, ce charmant sennet, d'un accent si cavalier et d'une si superbe désinvolture :

J'aime Du Bartas et Ronsard!
Toute censure m'est suspecte,
Quelque raison que l'on m'objecte,
De celui qui fait bande à part¹.
C'est fort bien d'enrichir son art,
Pourvu que trop l'on ne l'affecte.
Mais d'en dresser nouvelle secte,
Nostre siècle est venu trop tard.
O censeurs de mots et de rimes,
Souvent vos ponces et vos limes
Ostent le beau pour le joli.
En soldat j'en parle et j'en use :
Le bon ressort, non le poli,
Fait le bon rouët d'arquebuse!

En achevant, nous tenons à faire ici une remarque importante : c'est que ceux qui ont jusqu'à présent, dans des études sur Ronsard, parlé de ses démêlés avec les huguenots en 1563-1564, l'ont fait avec une évidente partialité et sans tenir compte des rôles, des textes de chaque côté, sans même le plus souvent avoir pris connaissance de ces textes. Sainte-Beuve y a à peine regardé et s'y est mépris, en sorte qu'il n'a pas tenu la balance égale. M. Lenient, qui y a regardé de plus près et qui a désiré être juste, l'est jusqu'à un certain point, mais se montre encore influencé par le talent prestigieux du chef de la Pléiade. Il traite volontiers les *Reponses* de Chandieu, de Florent Chrestien, de Jacques Grévin, de *médiances*, et leurs vers n'ont point de valeur à ses yeux. Il n'est jusqu'à la *France protestante* (article Chandieu, dans les deux éditions) qui ne nous les qualifie de « fort médiocres ». — On a vu, par nos nombreux extraits, que c'est plutôt tout le contraire. — Enfin, dans un volume récemment publié par un des maîtres de l'Université les plus autorisés, M. Aug. Brachet², se trouvent citées cinq pages de

1. Malherbe. — Sibelandre était un indépendant et pas du tout un partisan de « grand réactionnaire dont Boileau a dit : *Enfin Malherbe vint...*

2. *Morceaux choisis des grands écrivains français du XVI^e siècle*, par

la *Réponse de Ronsard aux injures et calomnies de ne scay quels prédicantereaux et ministreaux de Genève* (titre qui, nous l'avons déjà dit, est ainsi péjoratif comme à plaisir). — Et croirait-on que nulle observation n'accompagne ce long extrait, destiné à donner aux écoliers une si fausse idée des circonstances dans lesquelles est intervenue la controverse? Une seule note y est jointe, disant que c'est une Réponse aux *pasteurs* Florent Chrestien et Jacques Grévin! Voilà qui est bien touché! Ni l'un ni l'autre n'a été pasteur, et M. Aug. Brachet ne nomme même pas le troisième, le seul qui l'ait été : La Roche Chandieu! Avis au lecteur!

Ne fût-ce que pour ces causes, il était bon de fouiller un peu cette question, pour faire réparation d'honneur à nos poètes huguenots, ministres ou non, et répandre quelques lumières sur cet épisode historique et littéraire si méconnu et si obscurci.

CHARLES READ.

P. S. — Nous avons rapporté, en parlant des Responces de *B. de Mont-Dieu* (t. XXXVII, p. 579), que Bayle voyait là un pseudonyme de Chandieu, et La Monnoye, l'annotateur de *La Croix du Maine*, un équivalent de *B. Montméja*, indiqué par Du Verdier, mais sans aucun renseignement à l'appui. — Il faut bien dire que *Montméja* n'est pas un nom en l'air, car il y a eu et il y a encore, croyons-nous, des protestants qui le portent. Mais voici mieux encore : nous venons de retrouver, parmi d'anciennes notes, une mention bibliographique qui, si elle ne tranche pas tout à fait la question, semble la beaucoup éclaircir. C'est celle d'un charmant petit volume in-12, habillé d'une jolie reliure janséniste en maroquin bleu, tr. dor., qui passa dans une vente, il y a quelque vingt-cinq ans (nous ne savons plus laquelle), et ayant pour titre :

POÈMES CHRESTIENS DE B. DE MONTMÉJA *et autres divers auteurs ; recueillis et publiés par Philippe de Pas* (S. l., 1574).

Nous avions pris au passage, sur ce rarissime petit bijou, le signallement suivant :

« L'éditeur *Philippe de Pas* dédie ce volume au comte palatin du Rhin et lui offre, en même temps, une *image de la Religion*

Aug. Brachet, lauréat de l'Institut (A l'usage des classes de rhétorique, etc.), 6^e édition. Librairie Hachette, 1881.

Chrestienne, excellemment élaborée en or et enrichie de pierres précieuses. Cette image est décrite, en vers latins, par Joseph Scaliger, et, en vers français, par *Th. de Sautemont*. D'autres pièces de vers, latins et français, sont consacrés à la mémoire de *B. de Montméja* et à l'éloge de *Philippe de Pas*. Ces liminaires occupent les 7 premiers feuillets du volume.

« Les *Poèmes* de Montméja sont suivis d'*Odes Chrestiennes* de *J. Tagaut*, d'*Odes* et de *Sonnets* de plusieurs poètes calvinistes qui ne sont indiqués que par les initiales de leurs noms. La dernière pièce du recueil est un curieux *Discours* de saint Grégoire de Nazianze *contre les dissolutions des femmes fardées et trop pompeusement attifées*, traduit en vers français par *Samuel du Lis*. — Ces poésies du xvr^e siècle sont plus théologiques encore que morales. On y trouve cependant des vers assez bien tournés. Voici quelques passages des poèmes de Montméja :

Si est-ce que tousjours la mer ne se courrouce,
Ainçois, le plus souvent, elle est paisible et douce,
Et des quatre saisons qui divisent le temps,
Les trois, l'Été, l'Automne et le joyeux Printemps,
Donnent plus de plaisir par leur température,
Que l'Hyver n'est fâcheux par sa grave froidure.
Que donc ta grand'bonté se tienne avecque nous
Beaucoup plus longuement que ton juste courroux.

Nous regrettons aujourd'hui de n'en pas savoir plus long sur le contenu de ce précieux petit volume.

C. R.

LISTE DES PROTESTANTS

QUI RESTENT ENCORE SUR LES GALÈRES DE FRANCE

Le 1^{er} février 1744

Il y a déjà quelque temps que nous avons annoncé des études et documents sur les galériens. Nous les avons demandés à celui de nos collègues qui s'est fait une spécialité de ce sujet si digne d'intérêt. M. le pasteur Fonbrune-Berbinau a, en effet, ouvert une vaste enquête sur ces « justes chargés de chaînes mais environnés de gloire », comme s'exprimait Jurieu. Chacun d'eux a son dossier qui ira grossissant, car les Archives de la Marine récemment explorées,

ainsi que d'autres sources peu connues ont fourni beaucoup de renseignements précieux.

que nous pourrions attester avec Certitude
 Comme en Estant des témoins Occulaires. à
 Londres le premier février 1714. Signés
 au Nom des 138. qui ont esté délivrés par Ordre
 du Roy, dont la Copie suit cy après
 Serres Le pûnélt. Serres. Lejeune.
 D'amoign. Cancellon. Rulland.
 Bouquet

Lorsque feu M. H. Bordier écrivait l'article Fabre de la nouvelle édition de la *France protestante*, il a pu y ajouter les noms et les

« états de service » sommaires de 2,224 forçats pour la foi. Ce chiffre, déjà si élevé, est aujourd'hui dépassé, et nous ne serions pas étonné que celui de 2 500 dont on approche actuellement, le soit encore dans l'avenir. Nous publierons prochainement une étude d'ensemble sur ces huguenots au bagne, de la Révocation à 1713-1714, date des premières libérations obtenues après de longs efforts.

Voici, en attendant cette étude, la reproduction d'un document original conservé à la Bibliothèque de l'Université de Cambridge (Ms Oo 6. 11.) qui a bien voulu nous le prêter pour en prendre copie. C'est la liste¹, annotée par notre collaborateur, des 168 qui restaient encore à la chaîne pour ne pas avoir voulu abjurer. Elle est certifiée exacte à Londres, au nom des 136 qui venaient de voir tomber leurs fers en 1713, par *Serres le pucier*, *Serres le jeune*, *Damoüyn*, *Bancillon*, *Rulland* et *Bousquet*. Nous avons tenu à faire reproduire en fac-simile cette attestation aussi honorable pour ceux qui en étaient l'objet que pour ceux qui la donnèrent, et montrèrent ainsi que leur propre délivrance ne leur faisait pas oublier les souffrances de leurs frères, accrues par une si profonde déception². Et nous sommes persuadé que nos lecteurs ne contempleront pas sans émotion ces mâles signatures.

N. W.

LISTE DES PROTESTANTS

Qui restent encore sur les galères de France ; ou dans les prisons de l'Hôpital des forçats à Marseille, pour leur Religion, qui en font profession ouverte, et qui ne souffrent ce supplice que parce qu'ils ne veulent pas abjurer et trahir leurs consciences.

PREMIÈRE CLASSE

De ceux qui ont été condamnés

pour avoir voulu sortir du Royaume à cause de leur Religion.

1785. *Pierre Serres* (†), de Montauban, arrêté en 1685 ; et condamné en 1686 : par le Parlement de Grenoble à 10 ans de Galère.

1. A la suite se trouve une liste de plusieurs prisonniers et prisonnières détenus en France pour cause de religion.

2. Le roi ayant consenti que ces 168 galiciens généralement, qui l'étaient pour cause de religion, fussent libérés... cependant on s'en avait délivré que cent trente-six, et même environ deux cents (*Mémoires de Colbert*, p. 339).

(1. L'un des plus célèbres confesseurs de guerre) et, sur la frontière de Savoie en

9254. *Jean Lardent* (2), de Diepe en Normandie, en 1686.

26216. *Isaac La Venue* (3), de Bergerac en Périgord en 1701.

26725. *Pierre Gaillard* (4), des Plans en Vivarez, en 1700.

22631. *David Pettit* (5), de Gien sur Seine, en 1699.

25712. *Mathieu de Mars* (6), de Vernoux en Vivarez eu 1701.

26118. *Louis Bertrand* (7), d'Anduse, en Languedoc, en 1701.

24861. *Pierre Nadau* (8), de Luzignan en Poitou en 1700.

37990. *François Noireau* (9), de Breville le prunier diocèse de Poitiers en 1701.

37996. *Daniel le Gras* (10), de Bergerac en Périgord en 1701.

26116. *Estienne Metge* (11), de la Bécédèle en Cévènes condamné pour avoir voulu Sortir du Royaume en 1701.

Les onse forcats ou Galériens cy-dessus nommés ne sont pas plus coupables que les 20 condamnés par le même cas, qui ont esté délivrés en juin 1713; ainsy ils sont dignes de la mesme compassion ;

novembre 1685 et cond. le 24 mai 1686; désigné souvent sous le pseudonyme de *Fonblanche*. G. de la *Fortune*, jusqu'en 1700; bâtonné deux fois en octobre 1700 pour refus de lever le bonnet. Enfermé vers la fin du même mois au château d'If pour avoir rédigé l'admirable supplique adressée par les forçats protestants à l'Intendant des galères, à l'occasion des bastonnades pour le cas du bonnet (cf. le texte dans l'*Hist. des souffrances et de la mort d'I. le Febvre*, p. 177). Cette requête eut pour effet immédiat un redoublement de rigueurs envers les forçats pour la foi; mais l'Intendant des galères, M. de Montmort, et le Père Boulanger, supérieur de la Mission, reconnurent dans une lettre au ministre que le traitement infligé aux religionnaires était excessif. La pitié n'était pour rien dans cet avis, mais « la constance des forçats bâtonnés confirmait les autres et ébranlait les nouveaux convertis ». Il faut rendre cette justice à Louis XIV qu'il désavoua le « zèle indiscret » des missionnaires et fit cesser les bastonnades... mais elles recommencèrent en 1703. — Pierre Serres fut libéré le 7 mars 1714, après être resté enfermé au château d'If jusqu'en 1712.

(2) Arrêté à Arras le 17 septembre 1686; condamné le 12 mars 1687. Galérien de la *Guerriere*, bâtonné en 1700 pour le cas du bonnet. Libéré le 7 mars 1714.

(3) Arrêté au passage de l'Escaut à deux lieues de Tournay, par la trahison d'un paysan, et condamné par le parlement de Tournay le 3 mars 1701. Galérien de la *Réale*, libéré le 7 mars 1714.

(4) Sur la *Gloire*, libéré le 7 mars 1714.

(5) Jean-David *Petit*, de Gien; galérien de la *Princesse*, libéré le 24 juillet 1716.

(6) Sur la *Fidèle*, libéré le 7 mars 1714.

(7) Sur la *France*, libéré le 7 mars 1714.

(8) Sur la *Palme* à Dunkerque, jusqu'en 1712. Libéré le 24 juillet 1716.

(9) Sur la *Triomphante* à Dunkerque, jusqu'en 1712. Libéré le 7 mars 1714.

(10) Arrêté à Marienbourg, en même temps que Jean Marteilhe, et condamné par le parlement de Tournay le 22 novembre 1701. Galérien de l'*Heureuse* à Dunkerque jusqu'en 1712, libéré le 7 mars 1714 et retiré en Hollande.

(11) Sur la *Princesse*, libéré le 7 mars 1714.

En particulier on peut dire que Pierre Serres, qui est à la tette de cette première classe, n'est pas plus criminel que ses deux frères David et Jean Serres qui sont du nombre des 136, qui ont esté élargis: puis qu'ils furent arretez ensemble l'année 1685 en voulant sortir du Royaume, et que l'année suivante, 1686, ils furent condamnés trois ans (*sic*) aux Galères par une même sentence du parlement de Grenoble, sur le refus qu'ils firent d'abjurer leur Religion; d'ailleurs le dit Pierre Serres n'ayant esté condamné qu'à dix ans de Galère; et ayant presque triplé son tems, la Justice auroit voulu qu'il eût esté delivré avec ceux qui avaient esté condamnés à vie, et qui pourtant ont esté élargis.

SECONDE CLASSE

De ceux qui ont esté condamnés pour assemblées pieuses.

26614. *Denis Hostein* (12), prosélite de Frontignan en Languedoc en 1702.

28239. *Jean Lentaires* (13), de Saint-Gigné en Languedoc, en 1704.

35871. *Jean Chabry* (14), de Saint-Julien le vieux en Vivarez en 1710.

33978. *Antoine Coulet* (15), de Garigues près de Sommières en 1709.

27312. *Antoine Noël Guerin* (16), de Saint-Laurens de la Vernède, diocèse d'Uses en Languedoc, en 1703.

30792. *Jean Malet dit Busquet* (17), de Saint-Leger en Gevaudan en 1706.

30902. *Isaac Gauchon* (18), de Theoulé en Vivarez en 1706.

32776. *Pierre Fonbonne* (19), de Privas en Vivarés en 1708.

(12) *Denis Hostin* ou *Ustin* (désigné souvent par son seul prénom), catholique de naissance. Une lettre de Marseille du 26 octobre 1703 dit qu'il avait eu « des émotions comme ces petits prophètes dont on a tant parlé » et qu'il avait été condamné pour « fanatisme ». Voir dans le *Théâtre sacré des Cévennes* (p. 127) l'histoire analogue d'un catholique nommé Rouvière dont les trois fils prophétisèrent et furent pour ce fait emprisonnés. — Hostin apprit à lire en galère. Forçat de la *Superbe*, il fut batonné d'une centaine de coups; le 21 octobre 1703, pour le cas du bonnet.

(13) *De Saint-Génies*; camisard; condamné à Montpellier par le maréchal de Montrevel. Galérien de la *Réale*, libéré le 24 juillet 1716.

(14) Sur la *Patronne*, libéré le 15 novembre 1717.

(15) Sur l'*Invincible*, libéré le 15 novembre 1717.

(16) Camisard; condamné par le maréchal de Montrevel à Nîmes, le 13 mars 1703, « pour avoir été trouvé avec des armes ». Galérien de la *Valeur*, libéré le 25 juillet 1716.

(17) Condamné à Montpellier le 1^{er} juin 1706; galérien de la *Valeur*, libéré le 15 novembre 1717.

(18) Galérien de la *Valeur*, libéré le 15 novembre 1717.

(19) Condamné à Nîmes le 23 juillet 1708; galérien de la *Valeur*; libéré le 15 novembre 1717.

11238. *Pierre Boyer* (20), d'Etableaux en Dauphiné en 1689.

33586. *Jaques Berjon* (21), de Nismes, en 1709.

26391. *Jean de Leuse* (22), de Saint-fresat en Cevenes en 1701.

28819. *Elie Malinas* (23), de Bagassargues diocèse de Nimes en 1705.

28241. *André Metge* (24), de Ribaute, d'Alais, en 1704.

30789. *Antoine Clavel* (25), de Saint-Léger en Gévaudan, en 1706.

26594. *Roustan Gleise* (26), de Vauvert en Languedoc, en 1702.

26416. *Simon Casalet* (27), de Ganges en Languedoc, en 1702.

30821. *Jean Luneau* (28), de Saint-Sulpice, près de Mornac en Saintonge, en 1706.

26141. *Étienne Auzière* (29), de Thouviéras près d'Alais, en Languedoc, en 1701.

26135. *Antoine Rouland* (30), de Gange en Languedoc en 1701.

31890. *David Condrai* (31), de Saint-Germain de Calberte près d'Anduze, en 1707.

26129. *Jean Martié* (32), de Zauliers en Vivarés en 1701.

26128. *Jaques Martié* (33), son frère, de Zauliers, en Vivarais, en 1701.

26130. *Pierre Martié* (34), frère dessusdits, de Zauliers, en Vivarais, en 1701.

(20) Condamné à Valence; g. de la *Hardie*, de la *Grande*, de la *Magnanime* et de l'*Éclatante*. En 1700, il promet de lever le bonnet; «... il ne fit pas grande résistance étant un homme illettré» (lettre du forçat Muston). Libéré le 7 mars 1714.

(21) Galérien de l'*Éclatante*, libéré en 1717.

(22) *Jean de Leuse* ici mentionné est le même que *Jacques Pons*, dit *Deleuze*, de Saint-Frézal-de-Ventalon, condamné à Montpellier, galérien de la *Guerrière*.

(23) Camisard; galérien de la *Guerrière*, libéré le 24 juillet 1716. Voir le récit de la visite faite par Ant. Court aux galériens de Marseille vers 1715 (*Mémoires* d'A. Court. p. 67).

(24) Camisard; condamné à Montpellier par le maréchal de Montrevel; galérien de la *Guerrière*, libéré le 24 juillet 1716,

(25) Condamné par le duc de Roquelaure; gal. de la *Guerrière*, libéré en 1717.

(26) Galérien de la *Souveraine*, libéré en 1717.

(27) Condamné à Montpellier; en 1717, il était encore galérien de la *Favorite*.

(28) Galérien de la *Fleur-de-Lys*.

(29) Galérien de l'*Héroïne*.

(30) Galérien de la *Gloire*, libéré en 1717.

(31) Galérien de la *Princesse*, libéré le 24 juillet 1716.

(32, 33, 34) Capturés le 14 septembre 1701 à l'assemblée surprise au Creux-de-Vaie près des Ollières, et sur laquelle les troupes commandées par le subdélégué Dumolard firent feu, et condamnés par Bâville. David Martié, leur père, fut pendu à Vallon, le quatrième fils mourut en prison de ses blessures, et la maison fut rasée. «Ainsi la femme de David Martié, dit A. Court, se trouva dans un même jour sans mari, sans enfants, sans maison et sans biens.» (*Hist. des troubles des Cévennes*, I, p. 8.) — Jean et Jacques, galériens de la *Fière* ; Pierre, de la *Grande-Réale*. Libérés tous trois en 1717.

28204. *David Maffré* (35), de Vabres près de Castres en 1704.
 29628. *Estienne Apolys* (36), de Montpellier en 1705.
 26589. *Pierre Chardenon* (37), de Vauvert en Languedoc, en 1702.
 33974. *Jean Maurel* (38), d'Aubay près de Sommieres, en 1709.
 35382. *Isaac Jouglas* (39), de Ferrieres près de Castres en 1710.
 33585. *Louis Berger* (40), de Nismes en 1709.
 19316. *Jean Galien* (41), de Tolignan en Dauphiné en 1695.
 10997. *Jean Prunier* (42), de Livron en Dauphiné en 1689.
 27658. *Jaques Brunel* (43), de Saint-Jean de Sauzet en Languedoc, en 1703.
 26592. *Jaques Brun* (44), de Vauvert en Languedoc, en 1701.
 29583. *Cesar Dorthé* (45), de Montpellier en 1705.
 29592. *Antoine Martel* (46), de Baran, diocèse d'Uzès en Languedoc, en 1705.
 33975. *Pascal Delon* (47), de Sommieres en Languedoc, en 1709.
 14282. *Jean Severac* (48), de la Tarrisse paroisse du Vigan en 1692.
 10987. *Philipe Tardieu* (49), de Tessieres en dauphiné en 1689.
 11236. *Pierre Blanc* (50), de Saint-Deziers en Dauphiné, en 1689.
 31134. *Pierre Muret* (51), de Saint-Leger en Gévaudan en 1706.
 26977. *Jean Broussan* (52), de Vauvert en Languedoc, en 1702.

(35) Galérien de la *Fière*.

(36) Galérien de la *Fière*, libéré le 24 juillet 1716.

(37) Galérien de la *Fidèle*, libéré en 1717.

(38) Galérien de la *Brave*, libéré en 1717.

(39) Galérien de la *Perte*.

(40) Galérien de la *France*, libéré en 1717.

(41) Galérien de la *Grande-Réale*, libéré le 7 mars 1714.

(42) Condamné à Valence, galérien de la *Grande-Réale*, lib. le 7 mars 1714.

(43) Galérien de la *Grande-Réale*, libéré en 1716.

(44) Condamné le 31 mars 1702; galérien de la *Grande-Réale*. Mort aux galères en 1715.

(45) Condamné par le duc de Berwick; galérien de la *Grande-Réale*, libéré en 1716.

(46) Camisard; condamné à Montpellier par le duc de Berwick (mai 1705), pour avoir participé à la conspiration « des Enfants de Dieu ». Galérien de la *Grande-Réale*, libéré en 1716.

(47) Galérien de la *Grande-Réale*, libéré le 15 novembre 1717.

(48) Condamné à Montpellier, galérien de la *Martiale* à Dunkerque jusqu'en 1712, libéré le 7 mars 1714.

(49) Arrêté à Venterol le 1^{er} janvier 1689, condamné à Valence, galérien de la *Marquise* à Dunkerque jusqu'en 1712, libéré le 7 mars 1714.

(50) Arrêté à Estableaux, condamné à Valence le 28 avril 1689, galérien de l'*Heureuse* à Dunkerque jusqu'en 1712, libéré le 7 mars 1714.

(51) Condamné à Montpellier par le duc de Roquelaure, « pour lui avoir trouvé des armes à feu dans sa maison, et accusé d'avoir été dans des assemblées pieuses ». Galérien de la *Grande-Réale*, libéré en 1716.

(52) Condamné à Nismes; galérien de la *Grande-Réale*.

28231. *Joseph Ricard* (53), du Pont de Servieres, en Languedoc, en 1704.

30791. *Jean Granier* (54), dit fidelle, de Saint-Leger en Gevaudan, en 1706.

10981. *Jean Julien* (55), de Bourdeaux en Dauphiné en 1689.

33587. *Jean Bourrillon* (56), de Nismes en 1709.

10991. *Philippe Turc* (57), de Montieu en Dauphiné 1689 et devenu aveugle depuis environ trois ans.

24693. *Claude Villaret* (58), de Durfort, en Languedoc, en 1700.

25735. *David Dumas* (59), de Lussan, en Languedoc, en 1701.

28809. *Isaac Espere-en-Dieu* (60), de la Baume, en Languedoc en 1705.

38924. *Isaac Raimond* (61), du Caïla près de Nismes en 1703.

38925. *Jacques Clavel* (62), des Barraques, de Codognan diocèse de Nismes en 1713.

Les 51 Galériens de cette seconde classe ne sont pas plus criminels que les 68 condamnés pour le même cas qui ont esté déjà délivrés, ainsy ceux qui restent dans les chaines ne sont pas moins dignes de compassion, que ceux qu'on a élargis.

TROISIÈME CLASSE

Qui comprend ceux qui ont esté condamnés pour l'affaire des Vaudois.

11690. *Jean Musseton* (63), natif de Saint-Jean Valée de Luzerne, sujet

(53) Condamné par le maréchal de Montrevel à Montpellier ; galérien de la *Vieille-Réale*, libéré en 1716.

(54) Cond. à Montpellier par le duc de Roquelaure; paralytique, à l'hôpital dès 1711.

(55) Arrêté le 1^{er} janvier pour assemblée à Venterol, condamné en mars à Valence, galérien de la *Souveraine* et de la *Guerrière*, libéré le 7 mars 1714.

(56) Galérien de le *Valeur*.

(57) Galérien de la *Gloire*, libéré le 7 mars 1714.

(58) Condamné à Nimes pour avoir fait la prière à un malade ; galérien de la *Gloire*, libéré en 1716.

(59) Galérien de la *Gloire*, libéré en 1717.

(60) Galérien de la *Fleur-de-Lys*, libéré en 1716.

(61) Galérien de la *Madame*, libéré en 1717. C'est 1713 qu'il faut lire pour la date de la condamnation et non 1703.

(62) Mort aux galères.

(63) Chirurgien de la troupe d'Arnaud ; pris par les Français près de Chio-monte, en Piémont, au passage du Jaillon. et condamné à Grenoble par l'Intendant du Dauphiné, le 12 octobre 1689. Galérien de la *Hardie* en 1695. En 1696, M. de Montmort, Intendant des galères, envoya un jour chercher le forçat Butaud de Lensoinière pour le faire bâtonner, et son hoqueton ayant refusé de faire l'office de bourreau, l'Intendant prit lui-même une canne et frappa à plusieurs

naturel de Son Altesse Royale de Savoye, condamné pour s'être joint à ses compatriotes Vaudois, pour le recouvrement de leur patrie et de leur liberté en 1689.

11808. *Estienne Tardieu* (64), de Vanterol, en Dauphiné condamné en 1689.

11841. *Jean Bancillon* (65), de Pierrefrede, en Languedoc, en 1689.

11812. *Jaques Blanc* (66), de Moulins, Vallée de Queiras en 1689.

11817. *Jean Bautias* dit *Estran* (67), d'Allan en Provence, en 1689.

11819. *Jean Gachon* (68), de Saint-Laurens proche de Nismes, en 1689.

11820. *Estienne fer* (69), de Vest en Dauphiné, en 1689.

11823. *Pierre Didier* (70), de Saillan en Dauphiné, en 1689.

11825. *André Tiers* (71), de Château Queiras en Dauphiné, en 1689.

11826. *François Augier* (72), de Montélimar en Dauphiné, en 1689.

11829. *Estienne Paret*, dit *Friquet* (73), de Prajelas en haut Dauphiné en 1689.

reprises M. de Lençonnière. Muston écrivit à Léger, pasteur à Genève, le traitement rigoureux infligé à M. de Lençonnière; sa lettre fut surprise à la poste, et pour ce fait, il fut enfermé dans les prisons de l'hôpital des forçats. En 1700, galérien de la *Grande*, il faiblit au moment de recevoir la bastonnade pour le cas du bonnet (cf. *Bull. prot.*, XVIII, p. 370, la lettre dans laquelle il se repent de sa faiblesse). En 1711, il était sur l'*Éclatante*. En novembre 1713, Ponchartrain manda à Arnoul, Intendant des galères, de lui faire connaître « par quelle raison particulière le Roy avait refusé la grâce au forçat nommé Musseton, de la vallée de Luzerne, réclamé par les plénipotentiaires à Utrecht » (*Arch. du ministère de la Marine*). Muston fut enfin libéré le 7 mars 1714 et rentra dans les vallées.

(64) Condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689; galérien de la *Grande-Réale*, libéré le 7 mars 1714.

(65) Condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689. Sur la *Palme* à Dunkerque jusqu'en 1712, libéré le 7 mars 1714. Sur ce galérien, cf. *Mémoires* du Marteilhe, pp. 106 et 209.

(66) Condamné à mort par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689 et par le Roi, aux galères perpétuelles; g. de la *Princesse*, libéré le 7 mars 1714.

(67) Arr. à St-Clément (Dauph., nov. 1689); g. de l'*Ambitieuse*, lib. le 7 mars 1714.

(68) Arrêté à Embrun; condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689; galérien de l'*Ambitieuse*, libéré le 7 mars 1714.

(69) Condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689; galérien de la *Fleur-de-Lys*, libéré le 7 mars 1714.

(70) Condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689; galérien de la *Valeur*, libéré le 7 mars 1714.

(71) Réfugié en 1685 à Schaffhouse; soldat de la compagnie de Boby; pris au col de Boucher; obligé de tirer au billet « de trois un de pendu », il lui échet la galère. Galérien de la *Fièvre*, libéré le 7 mars 1714.

(72) Condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689; galérien de la *Perte*, bastonné deux fois en 1709 pour le cas du bonnet, libéré le 7 mars 1714.

(73) Condamné par l'Intendant du Dauphiné le 23 novembre 1689; galérien de l'*Ambitieuse* et de la *Grande-Réale*, libéré le 7 mars 1714.

Le Roy Très Chretien ayant fait délivrer 12 confesseurs qui avoient esté condamnés par la mesme affaire, et le même cas que les 11 qui sont compris dans cette troisième classe, ils seroit de la clémence de S. M. Très Chretienne, de faire délivrer aussy ceux-cy puisque les uns ne sont pas plus criminels que les autres.

QUATRIÈME CLASSE

Qui comprend ceux qui ont esté condamnés pour avoir servy de Guides à leurs frères, qui vouloient sortir du Royaume.

19839. *Pierre Bertaud* (74), de Condé en Brie condamné en 1697.

25793. *Claude de Bau*, ou de Bos (75), de Saint-Pierre en Normandie en 1701.

25659. *Jean Periez* (76), de Gap en Vivarez en 1701.

26399. *Jean Pierre de Longueville* (77), de la Perouse en Vivarez en 1701.

26443. *Réné Prat* (78), de Vairas en Vivarez en 1701.

26911. *Estienne Vincent* (79), de Grateloup en Agenois en 1702.

Ces 6 Galériens estant dans le même cas que 5 qui ont esté élargis; ils ne sont pas plus coupables qu'eux.

CINQUIÈME CLASSE

De ceux qui ont esté condamnés pendant les troubles des Cévenes.

27996. Monsieur *François de Pelet* (80), seigneur de Salgas etc., condamné pour avoir esté forcé par une troupe de Cévenols qui l'enleverent dans son chateau) d'assister à une de leurs prédications en 1703.

(74) Condamné à Tournay. Galérien de la *Valeur*, bâtonné en 1696 et 1699 pour le cas du bonnet, libéré le 7 mars 1714.

(75) Galérien de l'*Héroïne*, bâtonné en 1703 pour refus de lever le bonnet, libéré le 7 mars 1714.

(76) Galérien de l'*Héroïne*, libéré le 7 mars 1714.

(77) Galérien de la *Gloire*.

(78) Galérien de la *Fleur-de-Lys*, libéré en 1717.

(79) Condamné par le Parlement de Bordeaux, le 25 février 1702, à cinq ans de alères, sur la *Grande-Réale*, libéré le 7 mars 1714 et retiré en Hollande.

(80) « Homme très dangereux pour la religion » (opinion de l'abbé du Chayla, apud Louvreur : *Fanatisme renouvelé*, II, p. 15). Enlevé dans son château de Salgas par ordre de Castanet et conduit à l'assemblée de Vébron le dimanche 11 février 1703; arrêté le 12 mai pour avoir assisté à la dite assemblée et condamné à Alais aux galères perpétuelles, le 27 juin 1703. Galérien de la *Valeur* en 1711, après avoir été enfermé aux prisons de l'hôpital et au fort Saint-Nicolas. Les sollicitations de la reine Anne en faveur de M. de Salgas furent inutiles; il ne fut libéré qu'en 1716 (26 octobre) par ordre du régent, et mourut Genève le 14 août 1717.

27302. *Jaqes Fontagnour* (81), de Saint-Bauzille en Languedoc, en 1703.

27305. *Jean Seyre* (82), de Monrédon en Sévènes, en 1703.

27308. *Jaqes Olivier* (83) de Saint-Maurice en Languedoc, en 1703.

27304. *Jean Mannel* (84), de Mas Combessan en Sévènes en 1703.

27309. *Daniel Piot* (85), de Codognac, près de Nîmes en 1703.

27311. *Antoine Chabrol* (86), de Pichausie, en Sévènes en 1703.

27314. *Jaqes Thomas* (87), de Mondardier, en Cévènes en 1703.

27315. *Jaqes Combernour* (88), d'Aumessas en Cévènes en 1703.

27371. *Jean Chapon* (89), de Saint-Audiol, en Languedoc, en 1703.

27374. *Antoine André* (90), de Genouillac en Sévènes en 1703.

27375. *Antoine Rampon* (91), du Pont de Monvert, en 1703.

27376. *Jean Rampon* (92), frère du susdit, du Pont de Monvert, en 1703.

(81) Condamné par le maréchal de Montrevel, à Sommières, le 11 mars 1703, « pour avoir été trouvé avec des armes ». Galérien de la *Gloire*, libéré le 25 juillet 1716.

(82) *Jean Peyre*, condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, le 13 mars 1703, « pour avoir été trouvé des armes dans sa maison ». Galérien de la *Couronne*, libéré le 25 juillet 1716.

(83) Condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, le 13 mars 1703, pour avoir fourni des vivres aux mécontents des Sévènes. Galérien de l'*Amazonie*, libéré le 25 juillet 1716.

(84) Condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, le 13 mars 1703, « pour avoir été trouvé avec des armes ». Galérien de la *Fidèle*, libéré le 25 juillet 1716.

(85) *Daniel Piot* ou *Puech*, condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, le 13 mars 1703, « pour avoir été trouvé avec des armes ». Galérien de l'*Eclatante* et de la *Superbe*, libéré le 25 juillet 1716.

(86) Condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, le 13 mars 1703, « pour lui avoir trouvé de la poudre et des balles sur lui »; galérien de la *Favorite*, libéré le 25 juillet 1716.

(87) Condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, le 13 mars 1703, « pour avoir été trouvé avec des armes ». Galérien de la *Grande-Réale*, libéré le 25 juillet 1716. En 1704, étant galérien de l'*Amazonie*, il subit la bastonnade pour le cas du bonnet.

(88) D'Aumessas, condamné par le maréchal de Montrevel, à Nîmes, « pour avoir été trouvé avec des armes »; galérien de l'*Amazonie*, bâtonné à plusieurs reprises en 1703. En 1711 sur la *Madame*, libéré le 25 juillet 1716.

(89) Condamné par le maréchal de Montrevel, le 4 mai 1703, « pour avoir raccommo-
dés des armes aux mécontents des Sévènes »; galérien de la *Magnanime*, libéré le 25 juillet 1716.

(90) Condamné par le maréchal de Montrevel, le 4 mai 1703, à Nîmes, « pour avoir baillé deux fusils à raccommoder ». Sur la *Superbe*, bâtonné en octobre 1703 pour le cas du bonnet. Libéré en 1716 et reçu bourgeois de Genève en 1721.

(91 et 92) Condamnés par le maréchal de Montrevel, le 8 mai 1703; galériens de l'*Invincible*, libérés le 25 juillet 1716.

27378. *Jean Quêt* (93), de Nismes en 1703.
27659. *Pierre Dupont*, (94) de Saint-Laurens Luminier, diocèse d'Alais, en 1703.
27643. *François Bigot* (95), de Bellegarde en Languedoc, en 1703.
27646. *Adriam Triat* (96), de Vauvert en Languedoc, en 1703.
27645. *Noël Biau* (97), de Générac en Languedoc, en 1703.
27647. *Adam Castan* (98), de Vervix en Languedoc en 1703.
27649. *Louis Bruguière* (99), de la Calmette en Languedoc, en 1703.
27650. *Jacques Rouquette* (100), de Saint-Amant près de Lunel en en Languedoc, 1703.
27651. *Jean Montméja* (101), d'Alais, en 1703.
27653. *Jean Fabre* (102), de la Coste en Sévènes, en 1703.
27657. *Israel Bernard* (103), de Bourdigues en Languedoc, en 1703.
27664. *Jean Favas* (104), de Saint-Chatte en Languedoc, en 1703.
27666. *Moïse Bertet* (105), de Sommieres, en 1703.
27906. *Jean Baradon* (106), de Monteils en Languedoc, en 1703.
28097. *Jean Fisc* (107), de Vicq en Languedoc, en 1703.
28200. *Guillaume Roussel* (108), de Montessargues en Languedoc, en 1704.
28235. *Marc Foucard* (109), de Moussac en Languedoc, en 1704.
- (93) Sur la *Guerrière*, libéré le 25 juillet 1716.
- (94) Galérien de la *Valeur*, libéré le 25 juillet 1716.
- (95) Condamné par le maréchal de Montrevel, le 7 juin 1703; sur la *Souveraine*, libéré en 1716.
- (96) Adrien *Triat*, condamné par le maréchal de Montrevel, le 7 juin 1703, « pour lui avoir trouvé des armes »; galérien de la *Perle*.
- (97) Galérien de la *Réale*, libéré en 1716.
- (98) *De Bernis*, condamné par le maréchal de Montrevel le 7 juin 1703; libéré en 1716.
- (99) Condamné par le maréchal de Montrevel (juin 1703); galérien de la *Guerrière*.
- (100) Condamné par le maréchal de Montrevel le 7 juin 1703; galérien de l'*Amaone*, libéré en 1716.
- (101) Jean de *Longe*, dit *Montmejean*, condamné par le maréchal de Montrevel le 7 juin 1703; galérien de la *France*.
- (102) Galérien de la *Gloire*.
- (103) Galérien de la *Fidèle*, libéré en 1716.
- (104) Galérien de la *Conquérante*, libéré en 1716.
- (105) Condamné par le maréchal de Montrevel le 10 juin 1703; sur la *Fidèle*.
- (106) Condamné par Bâville le 22 août 1703; galérien de la *Magnanime*.
- (107) Galérien de la *Duchesse*.
- (108) Galérien de l'*Amazone*, libéré en 1716.
- (109) Condamné par le maréchal de Montrevel le 10 janvier 1704; galérien de la *Conquérante*, libéré en 1716. Il doit être le même que Marc Foucard, de « Maussac », poursuivi en 1699 pour avoir assisté, le 9 août, à une assemblée présidée par Roman.

28243. *Claude Rogér* (110), de Lastavernes en Languedoc, en 1704.
 28246. *Jean Nerse* (111), de Vebron en Sévènes, en 1704.
 28333. *Pierre Saint-Jean* (112), de Cauvisson, en Languedoc en 1704.
 28516. *Jean Fusié* (113), du Pont de Camarez, en 1704.
 28795. *Louis du Fer* (114), de Gallargues en Languedoc, en 1705.
 28238. *Jaques Gravier* (115), de Moussac en Languedoc, en 1704.
 28797. *Claude Castan* (116), de Sommieres en Languedoc, en 1705.
 28810. *Jean Boudet* (117), du Cailla en Languedoc, en 1705.
 28811. *Jean Istié* (118), d'Ause en Languedoc, en 1705.
 28815. *Claude Béchard* (119), d'Aubay en Languedoc, en 1705.
 28821. *Laurent Paulet* (120), d'Aussabeaux en Languedoc, en 1705.
 28823. *Jean Hugues* (121), de Blauzac, en Languedoc, en 1705.
 28818.¹ *Jean André* (122), de Bracassagnes, en Languedoc, en 1705.
 28825. *Foucairan Fourmeau* (123), de Seignac, en Languedoc, en 1705.
 28826. *David Mouville* (124), de Nages en Languedoc, en 1705.
 28827. *Michel Gaussen* (125), de Blauzac en Languedoc, en 1705.
 28829. *Jaques Merlin* (126), de Masmagnan en Vivarès, en 1705.
 28830. *Antoine Bourrely* (127), de Gabriac en Sévènes, en 1705.
- (110) Condamné par le maréchal de Montrevel le 16 janvier 1704; galérien de l'*Éclatante*, libéré en 1716.
 (111) Galérien de la *Réale*.
 (112) Galérien de la *Couronne*.
 (113) Condamné « pour être accusé de se vouloir joindre aux mécontents des Sevenes »; galérien de la *Superbe*, libéré en 1717.
 (114) Galérien de l'*Amazone*.
 (115) Condamné par le maréchal de Montrevel le 10 janvier 1704; galérien de la *Couronne*, libéré en 1716.
 (116) Galérien de la *Souveraine*.
 (117) Galérien de la *Duchesse*, libéré en 1716.
 (118) Galérien de la *Reale*, libéré en 1716.
 (119) Compagnon de Catinat; surpris avec ce chef et quelques-uns de ses compagnons à Maruéjols de la Vaunage, le 16 août 1704, il fut seul fait prisonnier et condamné aux galères perpétuelles. Galérien de la *Réale*, libéré en 1716.
 (120) Prosélyte, galérien de la *Guerrière*, libéré en 1716.
 (121) Galérien de la *Valeur*, libéré en 1716.
 (122). Galérien de la *Guerrière*, libéré en 1716. C'est probablement lui qui avait été compagnon de Bonbonnoux (cf. *Mémoires* de ce dernier, p. 30).
 (123) Fulcran *Fourmeau*, condamné pour avoir pris part à la conspiration « des Enfants de Dieu »; galérien de la *Guerrière*.
 (124). Condamné « parce que son fils était avec les Cévénois » sur la *Perte*.
 (125). Galérien de l'*Invincible*, libéré en 1716.
 (126). Galérien de la *Favorite*, libéré en 1716.
 (127).¹ Galérien de la *Gloire*. C'est probablement lui, et non son homonyme (condamné en 1698) qui fut libéré en 1716.

28834. *Estienne Bouvie* (128), de Sommières en Languedoc, en 1705.
 28835. *Louis Favette* (129), d'Acu pres d'Uses, en 1705.
 28822. *Jacques Isnard* (130), de Saint-Cezaire en Languedoc, en 1705.
 29574. *Antoine Rainaud* (131), de Semlac, près d'Uzès, en 1705.
 29575. *Jean Brieisse* (132), de Montpellier, en 1705.
 29576. *Jean Pougneau* (133), de Montcoutans en Poitou, en 1705.
 29577. *Jean la Croix* (134), de Nismes, en 1705.
 29591. *Isaac Bussié* (135), d'Aubay en Languedoc, en 1705.
 29593. *Jean Verdillan* (136), de la Melouse en Sévènes, en 1705.
 29515. *Pierre Gautier* (137), de Tournac, en Languedoc, en 1705.
 29579. *François Flessière* (138) de Summeine, en Languedoc, en 1705.
 29624. *Jean Roumieu* (139), de Sommière, en Languedoc, en 1705.
 29627. *Abraham Vigier* (140), d'Aubay, en Languedoc, en 1705.
 29643. *Pierre Combettes* (141), de Milhau de Roüergue en 1705.
 30315. *Jean Ruat* (142) de Vicq, en Languedoc, en 1706.
 31880. *Tobie Racayrol* (143), de Castres, en 1707.

(128). Galérien de la *Couronne*.

(129). Galérien de la *Perle*, libéré en 1716.

(130). Galérien de l'*Eclatante*, libéré en 1716.

(131). Condamné pour avoir pris part à la Conspiration des « Enfants de Dieu » (jugement du duc de Berwick du 15 mai 1705). Galérien de l'*Eclatante*, libéré en 1716.

(132). Condamné dans les mêmes conditions que le précédent. En 1707, il était enfermé au château d'If, et en 1711 aux prisons de l'Hôpital. Libéré en 1716.

(133). Galérien de l'*Héroïne*; libéré en 1716.

(134, 135 et 136). Ces trois galériens furent condamnés, en avril 1705, pour avoir pris part à la conspiration « des Enfants de Dieu » (voir nos 46, 123, 131, 132). Pour avoir la vie sauve, Lacroix révéla le plan de la conspiration. Catinat, Ravanel, Jonquet, Villas et plusieurs autres furent exécutés, et il y eut de nombreuses condamnations aux galères. En 1707 Lacroix était enfermé au château d'If d'où il passa plus tard aux prisons de l'hôpital des forçats. Libéré en 1718 et exilé du royaume par ordre du Régent. Soit que cet ordre n'ait pas été exécuté, soit que Lacroix soit rentré en France, il mourut de la peste à Arles en 1720. — *Bussié*, galérien de la *Réale*, libéré en 1716. — *Verdillan* ou *Verdailhan*, galérien de la *Couronne*, libéré en 1716.

(137). Condamné par le duc de Berwick le 9 juin 1705; galérien de la *Fièvre*, libéré le 15 novembre 1717.

(138). Galérien de la *Gloire* en 1712. libéré en 1716.

(139). Galérien de l'*Invincible*, libéré en 1716.

(140). Galérien de la *Vieille-Réale*.

(141). Galérien de la *Princesse*.

(142). Condamné « pour être accusé par un enfant de huit ans de lui avoir vu porter des armes »; galérien de l'*Eclatante*.

(143). *Tobie Rocayrol*, réfugié en Suisse en 1703 après la tentative de soulèvement du Rouergue; chargé par les alliés d'une mission auprès des Camisards en 1704; rentré en France en 1707 pour soulever le Vivarais et les Cévennes,

31881. *Claude Brun* (144), de Queissurgues, près de Nîmes, en 1707.

34434. *Benedict Martin* (145), de Richepelt, canton de Berne pour la dernière affaire du Vivarés, en 1709.

Quatre de ceux qui ont esté soubçonnés d'avoir eu part à ces affaires des Cévénes ayant esté delivrés dans le nombre de 136, dont S. M. très chrestienne a accordé l'élargissement (les noms desquels sont icy à cotté), et plusieurs autres du même cas ayant esté élargis par l'abjuration; cela fait voir qu'on les regarde comme souffrans véritablement pour leur Religion. Ainsy ils sont dignes de la même compassion, dont on a usé envers ceux dont on a brisé les chaines.

Les cinq suivans sont pour des cas particuliers; mais qui regardent précisément et directement la Religion; pour la profession de laquelle ils sont uniquement détenus.

6446. *Abraham Ianoir* (146), d'édier Saint-Julien en Champagne, condamné pour avoir parlé contre la religion romaine en 1684.

10622. *Joachim Lautrec* (147), de Gibel, Comté de foix, condamné pour avoir refusé de faire baptiser son enfant dans l'Eglise Romaine en 1688.

13576. *Dominique Joseph de Kottels*, dit *Joseph de Nancy* (148), accusé d'hérésie en 1696.

pris par trahison et condamné à mort, le 5 septembre 1707, par Bâville, qui commua la peine en celle des galères. Enfermé au château d'If, puis aux prisons de l'hôpital; libéré le 18 septembre 1716. En 1705, après sa mission auprès des Cévenois, Rocayrol était en Hollande dans le but de recruter à son entreprise des sympathies et des secours matériels. La liste des frais qui est à la suite de articles du synode de Leyde (Mai 1705) mentionne plusieurs dons faits par le Synode et expliqués par les articles dudit synode; un seul don n'est mentionné nulle part dans les articles de cette assemblée, c'est celui de 20 ducats fait à « M. Rocayrol ». Ce dernier est très probablement le célèbre agitateur. En 1748, un « Roqueyrol, ancien forçat pour la foi » — le même évidemment que l'ancien agent des alliés — travaillait de concert avec un autre ancien forçat pour la foi nommé Chapel, à soulever les protestants de France (cf. Picheral : *P. Rubant*, I, p. 304 m. Rocayrol, devenu colonel de S. M. B., mourut en Angleterre en 1752.

(144). Condamné en même temps que Tobie Rocayrol; enfermé au château d'If, puis aux prisons de l'hôpital.

(145). Galérien de la *Gloire*.

(146). De Diers Saint-Julien, condamné à Paris; galérien de la *Guerrière*; libéré le 7 mars 1714.

(147). Condamné à Toulouse; galérien de la *Vieille-Réale* et de la *Patronne*.

(148). Avocat à Nancy, condamné à vingt ans de galères pour avoir déclaré, en plein Parlement de Metz — qu'il quittait la religion romaine pour embrasser la religion réformée. Galérien de la *Grande-Réale*, libéré en 1717 et retiré à Genève.

21484. *Pierre Martinenques* (149), de Saint-Jean de Sery ou de Croix en Languedoc, condamné pour avoir esté en Orange, entendre la prédication en 1698.

26697. *François Martinet* (150), de Roussan en Dauphiné, condamné pour avoir esté en Orange moissonner, en 1703.

SIXIÈME CLASSE

Comprenant ceux qui ont esté pris sur les barques de Son Altesse Royale le Duc de Savoye, et qui ont esté condamnés pour n'avoir voulu abjurer.

29055. *Isaac Bourry* (151), de Cauvissou, en Languedoc, condamné en 1704.

29057. *Antoine Dauphin* (152), des Orris en Dauphiné, condamné en 1704.

29058. *Henry Liotard* (153), de Boissières en Languedoc, condamné en 1704.

29059. *Garcin David* (154), de Guillestre, en Dauphiné, condamné en 1704.

29060. *Claude Terrasson* (155), d'Usez, en Dauphiné, condamné en 1704.

29257. *Antoine Fraissé* (156), de la Bastide, de Crussol en Vivarés, condamné en 1704.

29262. *Louis Bourdaries* (157), de Saint-Etienne près d'Anduze, en 1704.

29273. *Pierre Julien* (158), de Ganges, en 1704.

SEPTIÈME CLASSE

De ceux qui, estant condamnés pour desertion, font actuellement profession de la Religion protestante.

25885. *Jean Campet* (159), de Sommières, condamné en 1702.

(149). Galérien de la *Souveraine*, libéré le 7 mars 1714 et retiré à Morges.

(150). Galérien de la *Vieille-Réale*, libéré le 7 mars 1714 et retiré à Morges.

(151). Galérien de la *Fidèle*, libéré le 7 mars 1714.

(152). Galérien de la *Conquérante*, libéré le 7 mars 1714.

(153). Galérien de la *Superbe*, libéré le 7 mars 1714.

(154). Galérien de la *Couronne*, libéré le 7 mars 1714.

(155). Galérien de la *Grande-Réale*, libéré le 7 mars 1714.

(156). Galérien de la *Conquérante*, libéré le 7 mars 1714.

(157). Galérien de la *Fièrre*, libéré le 7 mars 1714.

(158). Galérien de la *Conquérante*, libéré le 7 mars 1714.

(159). Galérien de la *Gloire*.

15261. *Jean Claude* (160), dit la fosse, natif de Poussain en Bugey en 1692.
 34613. *Antoine Rigail* (161), de Masses en Cévènes, en 1710.
 37991. *Artman Griger* (162), de Berlin en Brandebourg, en 1701.
 35649. *Jean de Banque* ou de Bin, (163), de Vinbrequen en Angleterre, en 1710.
 35356. *Guillaume Arnal* (164), de Bédarieux en Languedoc, en 1710.
 36875. *François Ponton* (165), paroisse de Valençon en Vivarès, en 1712.
 36629. *Phillippe Beauchamp* (166), de Lisieux en Normandie, réfugié dès son enfance à Dublin en Irlande; pris à la descente que la flotte des alliez fit à Cette en Languedoc, en 1712.
 36879. *Pierre la Grange*, de Touleros en Vivarès, en 1712.
 36642. *Jean Louis du Serré*, de Chamaret en Dauphiné, en 1712.
 36964. *Pierre Joseph*, de Rieux, de Lanoi, en Flandres, près de Tournay, en 1712.
 37246. *Michel Clavel*, de Bagnols en Languedoc; en 1712.
 37562. *Paul Donnaud*, natif de Cret, en Dauphiné, en 1712.
 37063. *Pierre Barrie*, dit Levron, d'Agen en Agenois, en 1712.

Six protestants
 de cette septième
 classe ; c'est-à-
 dire condamnés
 pour désertion
 ont été elargis
 en juin 1713.

Savoir :

Israel Bouchet,
 Jean Pierre Clerc,
 Daniel Boulonois,
 Jaques Pinard,
 François Roche-
 billiere,
 Fiacre Dablain.

On convient que les Galériens contenus dans cette classe n'ont pas été condamnés pour cause de Religion ; mais comme ils font profession ouverte de la Doctrine protestante, et que leur liberté leur a été offerte à condition d'abjurer, ce qu'ils ont refusé de faire ; on pût dire qu'ils souffrent véritablement pour la Religion : c'est pourquoi l'on espère qu'on aura compassion d'eux comme l'on en a eu de ceux qui ont été élargis dans le nombre des 136 qu'on a délivrés le mois de juin dernier. (166 bis.)

- (160). Prosélyte, du Pouzin; galérien de la *Princesse*.
 (161). Galérien de l'*Héroïne*.
 (162). *Griger* ou *Gueriquet*, galérien de la *Triomphante* à Dunkerque jusqu'en 1712, et ensuite de la *Brave*.
 (163). Galérien de la *Gloire*. Cette liste est datée du 1^{er} février 1714; l'ordre prescrivant la mise en liberté de de Banque était parti de Paris la veille (31 janvier).
 (164). Galérien de la *Guerrière*.
 (165). Galérien de la *Feu-de-Lux*.
 (166). Galérien de l'*Amédienne*.
 (166 bis). Au mois de juin 1713, le commissaire général du Rozel informa

HUITIÈME CLASSE

Qui comprend ceux qui ont été condamnés pour des cas extraordinaires, et qui font profession de la Religion Protestante.

23522. *Daniel Rousselin* (167), de Montpensier en Guiene, accusé de s'être voulu mettre à la tette de cinq cens hommes, sans pourtant aucune preuve ; mais comme il est de la Religion. Il a été condamné aux Galères à Bourdeaux en 1699.

34527. *Antoine Mellier* (168), de Roquecourbe, près de Castres, condamné à Montpellier, pour estre accusé de fracture de prison, en 1709.

Quoy que les deux Galériens mentionnés dans cette dernière classe, ne soient pas condamnés aux Galères pour Religion, la profession qu'ils en ont faite et en font encore, est cause qu'on ne les a pas mis en liberté jusqu'à présent ; car s'ils avoient voulu abjurer, ils auroient été délivrés comme un grand nombre d'autres, condamnés pour des cas extraordinaires, qui ont été élargis par l'abjuration.

Nous sousignés certifions que les Galériens nommés dans la présente liste sont actuellement détenus sur les Galères de France, ou dans les

Pontchartrain qu'un forçat invalide de la *Vieille-Réale*, nommé *Jacques Durand* (n° 24,597), avait réclamé pour lui aussi le bénéfice de la grâce accordée aux 136 libérés. Ce galérien, condamné à vie pour avoir tiré sur sa sœur un coup de pistolet, déclarait professer depuis trois ans la religion réformée, « la bonne conduite et la piété des religionnaires luy avait fait prendre la résolution de se joindre à eux et de se tirer de l'assemblée des méchants » ; il offrait, en retour de sa liberté, deux louis d'or pour les pauvres, mais, d'autre part, il menaçait, si on ne lui rendait pas justice, « de s'adresser aux puissances étrangères par le moyen de ses frères ». L'infortuné Durand paya chèrement ses réclamations et ses menaces : l'intendant des galères Arnoul lui fit donner la bastonnade et le fit ensuite enfermer, avec double chaîne, dans les cachots de l'hôpital. Le nom de ce forçat ne figure nulle part sur les listes dressées par les galériens eux-mêmes ; or deux de ces listes (1711 et 1712) seraient postérieures à la conversion de Durand, puisqu'elle remontait, disait-il, à trois ans. D'autre part, du Rozel ne paraît pas, dans sa lettre au ministre, mettre en doute les assertions de Jacques Durand à cet égard. Ce qui est vrai, à notre avis, c'est que les forçats pour la foi ne comptèrent jamais au nombre des leurs un prosélyte condamné pour tentative d'assassinat ; de là l'absence du nom de Durand sur les listes, et le fait que, contrairement à son attente, ce forçat ne fut pas réclamé par les libérés. La lettre de du Rozel, qui est aux *Archives du ministère de la marine*, se termine par cette réflexion judicieuse, qui se passe de commentaire : « Il est certain que si ces forçats en se faisant huguenots estoient libérés, il y en auroit peut-être peu qui résistassent à une pareille tentative (*sic*), ce qui, par raport à la Religion et au service du Roy, deviendrait d'une très pernicieuse conséquence ».

(167). De Montpazier ; galérien de la *Valeur*, libéré le 7 mars 1714.

(168). Galérien de la *Valeur*.

prisons de l'Hôpital Royal de Marseilles, où ils font profession ouverte de la Religion Protestante ; ce qui est l'unique cause de leur détention ; c'est ce que nous pouvons attester avec certitude comme en étant des témoins oculaires. A Londres le premier février 1744. Signés au nom des 136, qui ont esté délivrés par ordre du Roy, dont la copie suit cy-après :

SERRES Le pûiné. SERRES Lejeune.

D'AMOUYN. BANCILHON. RULLAND.

BOUSQUET.

BIBLIOGRAPHIE

L'ÉGLISE DE RHÉTIE AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

par FLORIAN PEER. Genève, 1888. — 84 p. in-8.

La thèse présentée récemment à la faculté de théologie de l'Université de Genève par M. Florian Peer mérite d'être signalée, un peu comme une révélation, et surtout comme une promesse. Destinée à « ajouter un chapitre nouveau à l'histoire de l'évangélisation en Suisse », elle embrasse tant de faits, cite tant de noms et promène le lecteur par tant de lieux divers qu'elle entr'ouvre des filons plutôt qu'elle ne les creuse. Dans l'étonnante abondance de matériaux le regard cherche en vain les grandes lignes et perçoit difficilement l'ensemble de l'édifice. L'absence d'une carte est très regrettable. Elle eût fait sentir la situation si particulière de la Rhétie, entre l'Empire, la Suisse et l'Italie, l'entrecroisement de ses montagnes, l'isolement relatif de plusieurs de ses communautés nécessitant la formation de ses trois Lignes, les ressortissants de ces Lignes, et enfin ses extensions et ses pertes successives sur les versants italiens.

Puisque chaque commune avait son autonomie et que « le sujet obligeait à mentionner l'évangélisation de chacune », la carte était l'unique moyen d'aider un étranger au pays à se reconnaître dans ces appellations multiples, aux consonnances étranges ; elle eût permis de suivre les pionniers de l'Évangile ou les persécutés pour sa cause, dans leurs missions courageuses ou leurs périlleux exodes, alors qu'ils franchissaient tantôt les passes supérieures des Alpes pour redescendre dans la vallée du Rhin, tantôt celles qui s'abais-

sent rapidement vers les plaines méridionales de la Valteline ou de Chiavenna.

« Ces réformateurs se comptent par centaines en Rhétie et l'histoire ne mentionne pas même les noms de tous. » C'est que ce pays, aride et pauvre, mais exposé, comme voie de communication et point d'appui, aux ardentes convoitises de voisins riches et puissants, possède des annales hors de toute proportion avec l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population. Sa configuration physique a réagi sur son histoire : elle a donné aux moindres groupements perdus dans les prolongements de ses hautes vallées, souvent à peine accessibles, une indépendance, une importance même inconnues ailleurs. Elle a favorisé les résistances à la domination des évêques, entravé leur action centralisante et autoritaire, préparé depuis les premières années du ^{xiv}^e siècle le terrain qui devait recevoir dès 1523 les enseignements évangéliques et la prédication d'un Gallicius, à Campovasto dans l'Engadine, et d'un Blasius à Malans, à quelques heures de Coire ; en 1525 quarante communes sur les quatre-vingt-dix de Rhétie avaient des pasteurs.

A vrai dire nous serions tentés d'aller plus loin et de penser que dans ce voisinage des neiges éternelles le Christianisme avait toujours gardé une plus large mesure de sa pureté primitive. Les cantiques des plus anciens poètes protestants en allemand grison, en ladin ou en romanech, ont une saveur biblique qui devance leur époque.

Comme le fait observer M. Peer, l'évangélisation fut en Rhétie moins dogmatique que dans d'autres foyers de la Réforme. D'autre part, sa cause, éminemment démocratique, s'y confondit avec celle de la république nationale et de la lutte contre les intérêts de la monarchie et de la papauté. Les lois édictées, à la diète d'Ilanz le 4 avril 1524, pour la suppression des abus ecclésiastiques, « acceptées et sanctionnées avec enthousiasme par toutes les communes des trois Ligues sauf l'Engadine, » mais repoussées par l'évêque appuyé sur l'Autriche, sont développées et fortifiées par celles de la diète de 1526 (également reproduites et traduites *in extenso* dans la thèse) : elles ne prononcent pas les mots de catholicisme, de luthéranisme ou de réforme ; mais détruisant l'autorité temporelle de l'Église, remettant à chaque commune le droit d'élire et de destituer son ministre, elles établissent, sans promulgation de confession de foi officielle, les bases de la liberté religieuse.

Nous n'en suivrons pas les progrès et les vicissitudes dans le rapide résumé de M. Peer. Il nous paraît impossible qu'après avoir réuni tant d'éléments et puisé à tant de sources, il s'en tienne à cette esquisse. Il y a là matière à un livre intéressant et neuf malgré les travaux antérieurs d'A Porta sur les Églises de Rhétie. Cette première étude, comme nous le disions au début, est pleine de promesses pour l'avenir.

F. DE S.

SÉANCES DU COMITÉ

12 février 1889.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, O. Douen, Ch. Frossard, J. Gaufrés, F. Kuhn, F. Lichtenberger, W. Martin, Ch. Read. — MM. Franklin et Viguié sont excusés pour cause d'indisposition.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président signale, d'après une note de M. Sayous, un ouvrage de l'abbé Tournier sur l'*Histoire du protestantisme dans le pays de Montbéliard*, qui travestit, paraît-il, complètement cette histoire. M. Kuhn observe qu'il y a déjà été et y sera encore répondu dans le pays même, mais pense que le *Bulletin* ne devrait pas le laisser passer inaperçu. — M. le président rend ensuite hommage aux services rendus à notre histoire et à notre cause par trois hommes, remarquables à divers titres, qui viennent de nous être enlevés : MM. H. Lutteroth, Rosseux Saint-Hilaire, et Gaberel¹. Puis il lit une lettre de M. J. Bonnet qui réclame un compte rendu des trois volumes publiés par M. E. de Budé². — M. Lichtenberger tient à constater le succès de la conférence faite par le bibliothécaire, à la Faculté de Théologie protestante, le 8 février, sur *Claude Brousson*. Elle a réuni, malgré la distance et le mauvais temps, un public nombreux, et il serait à désirer que cet essai ne restât point isolé.

Bulletin. — En communiquant la substance des prochains numéros du *Bulletin*, M. Weiss regrette de ne pas disposer toujours de l'espace nécessaire pour annoncer en temps voulu et en détail les ouvrages concernant notre histoire, qui paraissent maintenant en grand nombre. Parmi les travaux qui attendent leur tour d'insertion, il en signale un considérable, de M. Condere, de la Biblioth. nationale, sur l'abbé *Raynat et son Histoire de la Révocation*, et un autre, de M. le pasteur Maillard, sur le *Vocabulaire secret des pasteurs du desert en Poitou*, ainsi que

1. Voy. plus loin, à la *Nécrologie*.

2. Ces volumes, parus en 1887, ne nous ont été remis qu'il y a quelques mois (Voy. la couverture du *Bull.* du 15 juillet 1888). Il en sera question dans le prochain numéro. (Réduct.)

de nouvelles notes sur le *prédicant Touzineau* remis en lumière par M. C. Pascal. — La partie intéressante de la correspondance devient aussi un élément constant du *Bulletin*.

Bibliothèque. — Deux dons importants de manuscrits sont exposés, l'un de M. le pasteur Guiton, de Poitiers, un volume de *lettres originales adressées par Court de Gébelin et d'autres, aux pasteurs du désert du Poitou* (1760-87). L'autre est une copie exécutée entièrement par M. Dugrenier, un des plus chauds amis de notre œuvre, de tout ce qu'il a retrouvé des *Registres de l'état civil protestant d'Is-sur-Tille*, de 1631 à 1685. Ce gros volume de 566 pages in-folio est accompagné de beaucoup de notes, et d'une importante et fort utile table des matières alphabétique. M. F. Cuvier a donné le nouveau Testament du grand Cuvier revêtu de sa signature, et M. le président une traduction allemande de la Confession de foi réformée (1616) et l'original anglais (différent de l'édition française), des *Souffrances d'Elie Neau* (*An Account of the Sufferings of the French Protestants, Slaves on board the French Kings Gallies, by Elias Neau, one of their fellow Sufferers, Together with a list of those who are still on board the said Gallies*. London, 1699, 22 p. in-4°).

CORRESPONDANCE

Elie Thomas. — Documents nouveaux sur le Poitou.

Elie Thomas, dont vous citez, dans le *Bulletin* du 15 février 1889, la touchante intervention en faveur des prêtres déportés, était cousin de mon père. Héritier de *Jean Thomas Meschinot* qui mourut chez lui en 1773 et dont il était neveu à la mode de Bretagne, il épousa, le 28 avril 1783, *Marie Colombe*, fille d'Elie Colombe et de Charlotte Renaudet ¹. Il eut au moins trois enfants : *Philemon-Gédéon Thomas*, lieutenant de vaisseau, légionnaire, mourut à Rochefort à soixante-sept ans, le 26 février 1857. *Erasmus Thomas*, lieutenant de vaisseau, fut l'un des naufragés du radeau de la *Méduse* : *Elisabeth-Charlotte* épousa le capitaine de vaisseau *Alexandre d'Auriac*, officier de la Légion d'honneur.

Les documents sur le Poitou, signalés par M. A. Christoffau ², viennent d'être versés, dans le plus grand désordre, par le Greffe, aux Archives départementales des Deux-Sèvres, et il faut nécessairement un temps considérable à M. Joseph Berthelé pour les classer et les inventorier. Les doubles des registres réformés de Saint-Maixent, de 1589 à 1601,

1. *Le Protestant rochefortais* de février 1889, qui a reproduit une partie de l'article du *Bulletin*, nous apprend, en outre, que Elie Thomas fut nommé *ancien* de l'Eglise réformée de Rochefort le 29 décembre 1783 et fut chargé, en 1788, « de veiller à ce que le service des lecteurs se fasse exactement et avec édification, tâchant de suppléer ou par lui-mesme ou par autrui à l'absence ou à l'indisposition des lecteurs, et ayant l'attention de rappeler leur tour à ceux qui pourraient l'avoir oublié ». Il mourut à Rochefort le 20 mars 1824, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. C'était donc un protestant pratiquant.

2. Le défaut d'espace nous oblige à renvoyer au prochain numéro le relevé des registres que nous a envoyés M. Christoffau et que M. Charrnaud a bien voulu mettre en ordre pour le *Bulletin*.

n'existent pas à la mairie de cette ville, dont M. A. Richard a fait l'inventaire avec beaucoup de soin.

Veuillez agréer, etc.

DE RICHEMOND.

NÉCROLOGIE

M. Henri Lutteroth.

Le 11 février, à l'âge de 87 ans, est mort à Paris un homme qui a dû à son rare mérite et à son beau caractère, d'occuper une place éminente parmi les Protestants de France pendant ce dernier demi-siècle.

M. Henri Lutteroth était né en 1802 à Leipzig, descendant, par sa mère, de réfugiés français. Venu de bonne heure à Paris, il prit une part active au réveil religieux qui commença sous la Restauration, notamment au mouvement biblique. Dès 1818, il se faisait connaître par un écrit relatif à la mission que l'amiral Coligny avait confiée à Durand de Villegagnon, et qui devait donner le Brésil à la France. Étant l'un des secrétaires de la Société de la Morale Chrétienne, il fut amené à connaître l'heureux lauréat vandois de cette Société, Alexandre Vinet, dont il devint tout aussitôt l'ami le plus intime et le plus cher, et avec qui il fonda cette remarquable feuille, *le Semeur*, qui, réalisant son titre, répandit le bon grain durant une période de dix-neuf années (du 7 septembre 1834 au 28 août 1850), et exerça sur des lecteurs d'élite une influence très notable¹. M. Lutteroth crut devoir arrêter sa publication en présence de la loi Tinguay, qui rendait désormais la signature des articles obligatoires.

Partisan convaincu et résolu de l'indépendance ecclésiastique, il fut un des fondateurs de l'Eglise libre qui organisa la chapelle Tailbout, et il en demeura jusqu'à ses derniers jours un membre fidèle.

Lorsque se fonda, en avril 1852, notre *Société de l'histoire du Protestantisme français*, nous demandâmes à M. Lutteroth de nous donner son précieux concours et de vouloir bien faire partie du Comité fondateur. Nous ne saurions, sans une profonde gratitude, rappeler ici la grande marque de sympathie personnelle qu'il nous accorda en agréant notre demande. Car il était alors sous le coup du deuil le plus profond : il venait de perdre sa fille unique, mariée depuis deux ans à peine à M. William Waddington!...

Le premier numéro de ce *Bulletin* montra, par un emprunt que nous lui fîmes à lui-même (p. 76), combien était justifiée la demande que nous avions osé lui adresser; il nous a toujours fait sentir qu'il nous en savait bon gré et qu'il était avec nous de cœur et d'âme. Il n'a, du reste, cessé de participer à nos réunions que lorsqu'en 1865 sa santé l'obligea à quitter Paris pour vivre à la campagne.

En 1859, il fit imprimer une brochure de 254 pages, in-8 : *la Réformation en France pendant sa première période*. Il s'était proposé uniquement de dire comment, au XVI^e siècle, les Eglises réformées se sont

1. Nous étions alors élève du lycée Louis-le-Grand, et nous nous rappelons que, chaque dimanche, après le service divin, notre excellent pasteur, M. Boissard père, tirait d'une poche le numéro du *Semeur*, paru la veille au soir, et, à notre grande satisfaction et à la sienne propre, il nous en lisait tel ou tel article qui excitait fortement notre intérêt et complétait notre édification dominicale. C'était un signe du moment.

constituées en France et « unies en un même corps », d'esquisser la crise religieuse qui prépara leur formation et les conséquences immédiates de leur union. Travail très méritoire, si l'on songe que rien de ce genre n'avait encore été ébauché, et si l'on se reporte à trente ans en arrière, alors que l'œuvre de M. Herminjard et tant d'autres récentes publications n'avaient point vu le jour. Il comptait pouvoir écrire une histoire de la France des Valois, et il avait réuni bien des matériaux, mais hélas !...

Lorsqu'en 1861, on voulut offrir un *Testimonial* public aux deux frères Haag, qui venaient d'achever *la France Protestante*, M. Lutteroth s'inscrivit avec empressement sur la liste des souscripteurs parisiens, où son nom vient en tête, immédiatement après celui du Président de la Société d'Histoire.

On sait qu'il s'était formé une très belle bibliothèque de livres huguenots², en même temps qu'une riche collection de manuscrits, dont il a fait don, il y a deux ans, à notre Bibliothèque de la Société. Ces manuscrits occupent tout un compartiment de nos armoires de fer : c'est toute la correspondance de Paul Ferry, un volume de ses notes historiques dit *Observations séculaires*, beaucoup de papiers sur Metz, une ou deux lettres de Guillaume Farel, etc., etc.

Malheureusement, il ne lui a pas été donné de voir cette belle Bibliothèque de la rue des Saints-Pères, qu'il avait voulu enrichir. Le 2 février 1888, en envoyant à M. N. Weiss quelques brochures qui nous manquaient encore sur la Liberté des Cultes, il lui écrivait : « J'aurais mieux aimé vous les porter moi-même, et visiter ce bel établissement, mais je ne sors absolument pas... Je ne suis pas sorti de ma maison depuis le mois d'octobre 1886. » — Il vivait, en effet, dans une retraite absolue depuis plus de vingt ans, d'abord dans sa propriété de Bourneville (Aisne), puis en ces dernières années à Passy, où il vient de terminer une vie pleine d'honneur, qui a eu ses grandes épreuves domestiques, mais aussi ses douceurs et ses consolations. Ceux qui ont connu M. Lutteroth garderont le souvenir d'un homme comme il y en a trop peu, à l'esprit large et au cœur généreux, de l'intelligence la plus variée, la plus cultivée, d'une grande finesse, d'une aimable causticité, en un mot, de l'entretien le plus attachant, du commerce le plus sûr et le plus agréable.

Ch. R.

M. Rosseuw Saint-Hilaire.

Le nom écrit en tête de ces lignes éveille pour moi plus d'un écho dans un lointain passé. Il y a bien des années, je suivais à la Faculté des Lettres de Paris les cours du brillant professeur, qui, depuis, détaché du catholicisme et amené par l'épreuve au pur Évangile, osa dire dans une brochure célèbre *Ce qu'il faut à la France*, et dont la mort est un deuil pour l'Église réformée comme pour la Sorbonne et l'Institut.

Rien de plus modeste que ses débuts dans la carrière de l'enseignement qu'il devait parcourir avec éclat. D'abord professeur à Ajaccio et à Tulle, puis aux collèges Bourbon et Louis-le-Grand, avant d'occuper la chaire d'histoire ancienne comme suppléant, et enfin comme successeur de Lacroix, il a retenu durant plus de trente ans la jeunesse studieuse sous le charme de sa parole aussi savante que colorée. Une mission de M. Thiers, son ami de tous les temps, lui permit de réunir les matériaux du

1. Déjà en 1842, dans *le Semeur*, il avait soutenu une polémique très sérieuse contre Génin, l'éditeur des *Lettres de Marguerite d'Angoulême*, et il en était sorti victorieusement, pour y revenir encore plus tard, si nous ne nous trompons dans la *Revue chrétienne* (1861).

2. Cette bibliothèque va être vendue.

grand ouvrage, l'*Histoire d'Espagne* (14 vol. in-8) qui lui valut les suffrages de l'Académie de Madrid, et atteste chez son auteur une science étendue, un rare talent d'exposition, une vive intelligence des époques et des caractères. Il sait peindre autant que juger, et le martyrologe de la Réforme sous Charles-Quint et Philippe II lui a inspiré de fort belles pages. Dans ses larges études sur le XVI^e siècle, il a plus d'une fois rencontré nos héros, nos martyrs, dont il parle noblement. Il aimait notre histoire et appréciait nos travaux pour faire revivre un glorieux passé.

Aussi notre Société se sent-elle pressée de joindre ses hommages à ceux de l'Académie des sciences morales et politiques qui comptait en lui un de ses doyens, et de la Congrégation évangélique du Luxembourg dont il était le président vénéré. Il s'est éteint pieusement le 29 janvier, à 87 ans, léguant, comme l'a si bien dit M. de Pressensé, à ceux qui l'ont connu dans l'intimité, « un de ces souvenirs sacrés qui sont un espoir, et élèvent le cœur sur les hauteurs de la vie morale et religieuse. » (Voir l'*Eglise Libre* du 8 février, et la notice de M. Bersier dans le *Christianisme* du 7 février 1889.)

J. B.

M. le pasteur Gaberel.

Un souvenir est bien dû dans le *Bulletin* à cet ancien ami de notre Société, décédé le 5 février, à l'âge de 79 ans, et qui n'a pas peu contribué par ses conférences, ses nombreux écrits, à populariser les souvenirs de la Réforme dans la Suisse française. Né à Jussy en 1810, il visita de bonne heure l'Italie, devint pasteur à Gènes, de 1840 à 1849, et rentré à Genève, comme aumônier des prisons, il se voua aux études historiques qui lui valurent une certaine célébrité. Il avait le goût des recherches, sans y porter des scrupules excessifs, la main parfois heureuse, et on lui doit la découverte de documents intéressants qui sont devenus la matière de ses publications sur Rousseau, Voltaire, Saurin, etc., et de divers mémoires lus à l'Académie des sciences morales et politiques. Son volume sur l'*Escalade de 1602* dont les souvenirs sont toujours chers aux cœurs genevois, et qu'il a replacée dans son vrai cadre militaire et diplomatique, est peut-être de ses œuvres celle qui mérite le plus de lui survivre.

On ne saurait juger avec la même faveur l'*Histoire de l'Eglise de Genève* en 3 volumes in-8, dont les matériaux puisés un peu partout, et notamment aux archives de Turin, ne peuvent être acceptés sans réserve. L'ouvrage si savant et si exact d'Amédée Roget sur le peuple de Genève et la Réforme au XVI^e siècle, a montré les hommes et les choses sous leur vrai jour, et rectifié, sur bien des points, les assertions de Gaberel qui eut son heurt de popularité, sans obtenir une autorité durable: *Habent sua fata libelli!*

J. B.

Le Gérant: FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES RÉFUGIÉS DE MONTARGIS

ET L'EXODE DE 1569¹.

On lit dans les *Mémoires de Brantôme* : « J'ay bien veu aux seconds troubles les forces de la Gascogne conduites par messieurs de Terride et de Monsalez, montans à huit mille hommes et s'acheminant vers le Roy. Nous passâmes à Montargis, les chefs et principaux capitaines, et nous allâmes faire la révérence à madame Renée, comme nostre devoir le commandoit. Nous vismes alors dans le chasteau plus de trois cens personnes de la religion qui de toutes parts s'estoient retirées là. Un vieux maistre d'hostel qu'elle avoit, fort honorable gentilhomme que j'avois connu à Ferrare et en France, me jura qu'elle nourrissoit tous les jours plus de trois cens bouches de ces personnes retirées². »

Quelques lettres de Paul Arrigone, aumônier italien de la duchesse, fournissent de précieux détails sur l'œuvre de charité à Montargis, dans la crise qui précéda les seconds troubles : « Tous les jours augmente le nombre des malheureux qui arrivent ici dénués de tout, mourants de faim, et qu'il faut traiter comme de pauvres petits enfants. Je les visite en compagnie des membres du Consistoire, afin de donner à connaître

1. Voir le *Bulletin* du 15 janvier dernier, p. 3.

2. *Dames illustres*, Discours VI, article V. Le château de Montargis, agrandi à diverses époques, pouvait contenir six mille personnes. La grande salle avec ses six cheminées, sur l'une des-quelles était représentée l'histoire du fameux chien de Montargis, servait à la célébration du culte réformé.

ces misères dans toute leur étendue, et Dieu m'est témoin que rien n'est épargné pour les soulager... Je ne doute pas que le tout ne soit approuvé de Votre Altesse, comme fait au nom du Seigneur, pour l'acquit de nos consciences, et que les ressources ne nous soient abondamment fournies pour venir en aide à tant d'infortunes¹. » Dans l'interminable défilé de misères qui se succèdent à Montargis, tous les âges, tous les rangs sont confondus, et des réfugiés étrangers de marque ont part aux secours distribués à des ministres proscrits et à de pauvres paysans ruinés par la guerre.

A cette époque (derniers mois de 1567) se rattache un touchant épisode emprunté aux mémoires d'une noble famille luequoise retirée en France pour cause de religion et associée à la fortune errante de la princesse de Condé durant les seconds troubles. Michel Burlamacchi et sa femme Claire Calandrini, alors âgée de vingt-trois ans, fuyant de Lusarche, après la bataille de Saint-Denis, trouvèrent un asile à Montargis, avec plusieurs personnes de leur famille. Le 25 mars 1568, la jeune dame y accoucha d'une fille à laquelle la duchesse voulut servir de marraine en lui donnant son nom qui, par une pieuse hérédité, s'est perpétué dans un certain nombre de familles genevoises². L'année suivante (16 mars 1569), ce fut le tour de madame de Beaumont, la vaillante compagne du pasteur d'Orléans, dont une fille née à Montargis, et présentée au baptême par la duchesse, reçut également son nom. Renée Burlamacchi, mariée plus tard à un de ses compatriotes César Balbani, et demeurée veuve, épousa en secondes noces le célèbre Théodore Agrippa d'Aubigné, sur ses vieux jours³. Renée de Beaumont, élevée à Heidelberg, devint la femme de Guillaume Spanheim, chef d'une famille distinguée dans la diplomatie et les lettres.

Le nombre des réfugiés, déjà si grand en 1568, dut augmenter singulièrement dans les crises ultérieures, sous l'impression

1. « Dove io ne ho nove, che li facio governar come se fosseno piccioli fanciulli, etc. » Lettre du 2 mai 1566. Ancien fonds Béthune, vol. 8739, f° 120.

2. *Une Marraine du XVI^e siècle* (Bull., t. XXV, p. 237).

3. Ch. Lynamd, *Lueques et les Burlamacchi*. 1 vol. in-12, pp. 222, 242 et 276.

des massacres d'Orléans et de la terreur qui se répandit dans les régions voisines. Les désastres de Jarnac et de Moncontour y mirent le comble. Les forces militaires du parti réformé semblaient anéanties. Seul Coligny ne désespérait pas de la fortune, et puisant dans les revers une énergie nouvelle, il pouvait dire avec un ancien : *perieram nisi perissem!* Mais sa retraite dans le Midi, dont nul ne pressentait les glorieux résultats, livrait sans défense à la réaction catholique les populations protestantes des bords de la Loire qui ne pouvaient trouver de refuge qu'à Montargis, ou à Sancerre déjà illustré par un premier siège dont les assauts avaient été victorieusement repoussés. Le livre de comptes de la duchesse de Ferrare fournit ici de précieuses révélations, et les extraits suivants embrassant une période d'un an, de septembre 1568 à octobre 1569, ont une valeur historique :

COMPTES DE MESSIRE JEHAN DU PAYS
TRÉSORIER DE MADAME
1568

Septembre. — A M. Claude Maignen ministre de Cosnes.	5 l.
Au ministre de Bonny estant de présent avec sa femme en ceste ville de Montargis à cause des troubles.....	25 l.
A M. Jacques Lubin ministre à Lorris.....	12 l.
A M. de Saules (des Gallars) ministre à Orléans.	25 l.
A M. de Merenges aussi ministre à Orléans.....	24 l.
Aux ministres de Sologne et de Joinville.....	20 l.
A un messenger de la ville d'Angrogne s'en retournant audit lieu.....	10 l. 8 s.
Novembre. — A M. de Beaumont ministre d'Orléans, estant dans ceste ville à cause des troubles, pour luy acheter du bois et le chauffer.....	15 l.
A un pauvre vieil homme, cy devant ministre de Choisy, estant aussi dans ceste ville avec sa femme et cinq petits enfants.....	10 l.
Décembre. — A M. de la Cousture ministre de la ville de Paris.....	24 l.

1. De décembre 1568 à janvier 1569. Le second siège, immortalisé par le récit du ministre Jean de Léry, eut lieu cinq ans après (1573-1574).

A M. Beroard lecteur ordinaire de la ville d'Orléans en
hébreu, étant dans ceste ville où il fait aussi lecture. 75 l.

1569

Janvier. — A M. Hénoch ministre de madame..... 100 l.

A M. Desouches ministre de la ville de Montargis..... 40 l.

A M. Claude Maignen ministre de Cosnes..... 5 l.

Aux deux ministres de Sologne et de Joinville..... 10 l.

A plusieurs pauvres estrangers passans chemin et
autres de ce pays..... 239 l.

Février. — A M. de Beaumont ministre d'Orléans étant
de présent en ceste ville..... 22 l. 10 s.

Mai. — A un pauvre maistre d'escole de Troyes en
Champagne..... 7 l.

A M. de Montesert ministre de Galardon près Chartres.. 11 l. 7 s.

A M. de la Fontaine ministre d'Orléans..... 12 l. 8 s.

Juillet. Août. — A vingt ministres cy particulièrement nommés la
somme de huit vingt onze livres 2 sols tournois, scavoir :

Au ministre de Sologne 5 l.; a celui de Joinville 5 l.; au ministre La
Roche 4 l. 16 s.; au ministre de Chasteau Regnard 5 l.; au ministre
d'Albigny 18 l.; au ministre de Bourg 4 l.; au ministre de Dourdan 4 l.; à
M. de la Haye ministre du cardinal de Chastillon 10 l.; au ministre de
Cergeau 5 l.; au ministre de Courtenay 8 l.; au ministre de Lorris 6 l.; au
ministre de Villiers-Saint-Benoit 6 l.; au ministre de madame de Sarra-
gosse 8 l.; au ministre de Noyon 16 l.; au ministre de Cosnes 8 l.; à
monsieur d'Espina 22 l. 10 s.; au ministre de Valery 8 l.; auxquels mi-
nistres cy dessus retirés dans ceste ville de Montargis au moyen des
troubles, madame leur fait don sur chacun mois pour leur aider à vivre
des dites sommes cy particulièrement déclarées..... 471 l. 25 s.

Dons et aumosnes du mois de septembre..... 1517 l. 16 s.

Dons et aumosnes de l'année..... 8330 l. 96 s.

Les extraits qu'on vient de lire ont leur éloquence. Grâce à
leurs indications, on peut se représenter les scènes qui se
débroulaient presque chaque jour au château de Montargis, dont
l'Église incessamment accrue par les malheurs du temps,

1. En tenant compte de la différence des temps et du pouvoir presque décuple
de l'argent au XVI^e siècle, on peut estimer à près de 80,000 francs le budget de
charité de la duchesse dans l'année 1569. Son revenu assez irrégulier ne dé-
passait pas 600,000 francs. Sur la valeur comparative des monnaies voir Leber,
Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge, 1 vol. in-8, p. 161.

avait acquis une singulière importance dans le Gâtinais. C'était un dernier asile ouvert à la liberté de conscience, une oasis de paix et de sécurité relatives, au milieu des troubles de la province et des horreurs de la guerre civile, sous les auspices d'une princesse dont le cœur sympathique à toutes les infortunes n'aspirait qu'à les soulager. Faut-il s'étonner si son nom partout prononcé avec respect et amour par les réformés, avec des sentiments très divers par les catholiques, semblait aux uns le symbole d'une vertu bien nouvelle alors, la tolérance; aux autres la personnification de l'hérésie au sein de la famille royale, dans une contrée voisine du siège de la monarchie, et qui avait donné tant de gages de la pureté de sa foi. Mais rien de moins conforme aux vues de la cour que la libre profession des croyances nouvelles à Montargis, et le privilège tout personnel accordé à la duchesse de Ferrare ne pouvait sans scandale s'étendre aux nombreux réfugiés vivant sous sa protection. La récente disgrâce du chancelier de l'Hôpital avait dû dissiper toutes ses illusions à cet égard. Durant ces deux années 1568-1569 la correspondance du roi et de Catherine de Médicis avec la duchesse roule sur un point et ne révèle qu'un dessein, l'occupation de Montargis par une garnison royale dont la seule présence fera cesser les abus signalés avec tant d'amertume par le clergé local et les prêcheurs de Paris. La vieille maxime : *une foi, une loi, un roi*, doit reprendre partout son empire pour l'honneur commun de la monarchie et de la religion.

Le prétexte invariablement invoqué dans les messages de la cour est la nécessité de mettre Montargis à l'abri d'un coup de main des huguenots, dans les péripéties de la guerre qui n'est pas sans inspirer de vives alarmes à Paris. La correspondance s'ouvre par la lettre suivante de Catherine de Médicis :

Sans date : 1^{er} janvier 1568.

Madame ma tante, la nécessité des affaires contraint le Roy vostre neveu de vous escrire et vous prier de recevoir au chasteau et ville de

Montargis les sieurs de Chavigny et de Lose, avecques la cavalerie qui est nécessaire pour la garde du passage de ses ennemys; car il n'est question seulement de la ville, mais de quatre lieues à l'entour, qui est cause qu'il vous en escript, *vous priant vouloir venir ou icy, ou à Fontainebleau, ou en quelque aultre lieu qu'il vous plaira choisir, car A ne couldroit moins pour vous que feroit pour la Roynie*. Sachant et s'assurant de l'amour que luy portez, et à ses affaires, il s'assure que ne ferez difficulté, vu combien il y importe, et le mal qui en pourroit advenir, si vous en faisiez difficulté, et après ce qu'il vous en escript et en mande par ceste cy, il seroit superflu de vous en dire par présente davantage, qui sera cause que feray fin priant nostre seigneur vous donner et à nous tout ce qui nous est nécessaire.

Vostre bien entièrement niepce,

CATERINE¹.

La duchesse de Ferrare se montre fort peu disposée à échanger le séjour de Montargis, dont elle est dame souveraine, contre celui de Vincennes ou de Fontainebleau, qui ne lui laisserait nulle liberté pour la profession de ses croyances les plus chères, et c'est le duc d'Anjou, le futur Henri III, qui intervient à son tour en ces termes auprès d'elle :

Madame ma tante, suivant ce que je vous ay escript par le sieur de Froisset, sur l'advertissement que j'ay eu que nos ennemis se vouloient emparer de vostre ville de Montargis, j'envoie présentement le capitaine Bonavie avec huit compaignies de gens de pied auquel j'ay commandé de se mectre et loger dedans la dicte ville, en attendant les autres forces que j'y enverrai bientost, vous priant de commander à vos diets subjets de les recevoir et les accommoder de ce dont ils auront besoing, d'autant que c'est pour les garder en l'obeyssance du Roy monseigneur et frère, et pour la conservation de la vostre et biens des habitans d'icelle, ce que je m'assure pour le grand zèle, dévotion et affection que vous avez toujours eue, tant à l'endroiet du Roy que au bien de ceste couronne, vous aurez très agréable, et ne voudriez que par faulte d'y avoir pourveu de bonne heure, et mis la garnison qui est nécessaire, nos ennemis s'en emparassent, qui est tout ce que je vous escripray pour le présent que

1. Bibl. nat. Ancien fonds Béthune, vol. 8734, F. 65. *Lettres de Catherine de Medicis*, t. III, p. 117. Lettres du roi au duc d'Anjou sur le même sujet, du 1^{er} février 1568. *Ibid.*, en note.

de prier le créateur, madame ma tante, vous donner en très bonne santé très longue et heureuse vie.

Escript au camp à Troyes le 4^{me} jour de février 1568.

Votre très humble et obéissant neveu,
HENRY¹.

Voici la réponse de la duchesse :

Monsieur, j'ay veu ce qu'il vous a pleu m'escripre par ce gentilhomme présent porteur et entendu ce qu'il m'a dit de vostre part. Je vous supplie, monsieur, vous fier et assurer en moy de la garde de ceste ville, et qu'elle ne sera prinse ne saisie de vos ennemys ny d'autres, mais qu'il vous plaise n'y envoyer garnisons ny aultres forces. Ce me seroit faire trop de tort et de honte qui ne tourneroit au service de Vos Majestés, mais au contraire seroit y attirer les aultres qui autrement n'entreprendront pas d'y venir les premiers. Je vous supplie vouloir croire en l'assurance que je vous en donne et en rendre certaines Leurs Majestés, et que ayant maintenu ce lieu en leur obéissance, et de vous, monsieur, je puis faire de mesme à l'advenir, et autres plus grands services à Vos Majestés, comme j'ay dit plus particulièrement à ce gentilhomme, qui me gardera, monsieur, de vous ennuyer de plus longue lettre, vous en aiant encores hier escript, de Montargis, ce 5^e de février 1568.

Je vous supplie, monsieur, me conserver avec vostre bonne grace la faveur que m'avez portée par cy devant, et me excuser de ce que je ne scaurois trouver bon que m'envoyez garnisons, aiant gardé ceste ville en l'obéissance du Roy mon seigneur, et de vous, comme j'ay faict jusques icy, ce que je scay que vos garnisons ne scauroient faire. Par quoy je vous supplie que je ne soye si desprésée en ce royaume de Vos Majestés que estime et aime tant.

Vostre très humble tante,
RENÉE DE FRANCE².

La duchesse de Ferrare avait droit de tenir ce fier langage, car le respect qu'elle inspirait aux réformés était la meilleure sauve-garde de Montargis, que le prince de Condé n'avait pas même songé à occuper durant les premiers troubles. Elle

1. Bibl. nat. Ancien fonds Béthune, vol. 8735, f^o 25. *Lettres de Catherine de Médicis* (Documents inédits), t. III, p. 117.

2. Cette lettre me rappelle de bien chers souvenirs. J'en dus la communication à un ami aussi vénéré que regretté, M. Henri Lutteroth, qui conservait l'original autographe dans les collections de la belle bibliothèque dont il faisait si noblement les honneurs à Bourneville comme à Paris. Voir la notice que lui a consacrée M. Ch. Read dans le dernier numéro du *Bulletin*, p. 166, 167.

obtint cette fois gain de cause, et ce fut Anne d'Este, duchesse de Nemours, activement mêlée à toutes ces négociations, qui s'empessa d'en faire connaître l'heureux succès à sa mère :

Madame, je fais cette lettre en si grand haste que je ne feray que vous supplier très humblement, *puisque le Roy vous accorde que vous n'ayez point de garnison*, de faire de façon que les ennemys de Sa Majesté n'entrent point en vostre ville, et vous supplie de vous bien assurer des gens de ceste ville, affin qu'il n'en advienne faulte, car ce seroit une grande perte pour le Roy et son armée, et [je] vous supplie très humblement, madame, en faire comme d'une chose de quoy vous avez respondu, *car sans cela elle y eust esté.*

Et pour la haste que j'ay, je finiray ma lettre après avoir présenté mes très humbles recommandations à vostre bonne grâce, priant Dieu, madame, vous donner en santé aussi heureuse et longue vie que vous désire

Vostre très humble et très obéissante fille et servante.

ANNE D'EST¹.

Les concessions ainsi obtenues par la duchesse de Ferrare, et renouvelées à plusieurs reprises², ne pouvaient être qu'éphémères, parce qu'elles étaient en contradiction avec la politique de la cour et sa constante pensée. On le vit bien, quand parut l'édit de Saint-Maur (25 septembre 1568), qui déchirant tous les voiles, mit les réformés hors la loi, bannit leurs ministres, et interdit partout l'exercice du culte sans admettre aucune exception³. Charles IX l'annonça lui-même à la duchesse en

1. Bibl. nat. Ancien fonds Béthune, vol. 8726, fo 73.

2. Notamment au mois de juin suivant, à l'encontre des prétentions du nouveau gouverneur d'Orléans à étendre son autorité sur Chartres et Montargis. Je me borne à rappeler ici l'énergique protestation adressée au roi par la duchesse de Ferrare, le 1^{er} juin 1568 : « Je croy, monseigneur, qu'avez congnu en ceste charge, mesmement en la ville où je fais ma demeure, que je m'y suis tellement portée qu'il n'y a ville en ce royaume qui ait vescu en plus grande observation de vos édits et commandements... ne qui ait esté mieux gardée à Vos Majestés, sans que vous en ayez eu aulcune charge ni despense, qui me fait vous supplier très humblement *qu'il ne me soit fait ce tort et honte que ledit d'Entraigues ni aultre n'y puisse rien entreprendre*, etc... » Le roi n'hésite pas à désavouer M. d'Entraigues, qui proteste de son dévouement à la duchesse par lettres du 4 juin et du 31 octobre 1568 (Bibl. nat. Ancien fonds Béthune, vol. 8708, f^o 38, 43). Sur cet épisode qui exigerait une étude spéciale, voir *Lettres de Catherine de Médicis*, t. III, p. 147, et *passim*.

3. On peut lire cet édit dans le savant ouvrage de M. le comte Jules Delaborde :

ces termes : « J'ay bien voulu vous faire entendre qu'estant mon intention que je veulx estre le dict édict estre observé et entretenu par tout mon royaume, il *faut necessairement qu'au dit lieu de Montargis il soit entretenu*, en quoy pour me touscher d'aussi près que vous faites, je me suis toujours promis que vous y tiendrez la main, *et que là ou vous estes mes édicts seront mieulx observés et entretenus qu'en aultre endroit de mon royaume*¹. »

Si l'on en juge par les extraits donnés plus haut du journal de la duchesse, elle tint peu de compte du nouvel édit qui blessait ses plus nobles inclinations, et sa résidence de Montargis ne cessa pas d'être un asile pour de nombreux pasteurs et membres fugitifs des Églises dissipées par la persécution. Il semble même qu'elle ait courageusement invoqué le droit de la conscience, se confondant pour elle avec les plus pures inspirations de la charité, dans une lettre adressée à la duchesse de Nemours, et que celle-ci n'osa communiquer au roi, de peur d'attirer des mesures de rigueur sur sa mère : « J'ay receu la lettre qu'il vous a plu m'escrire, laquelle je n'ai point osé monstrier au Roy et à la Roïne, *car la crainte que j'ay que l'on vous y fasse une response qui ne vous seroit point agreable m'a gardée*. J'ay la lettre laquelle, si vous le commandez encore, je luy montreray. Mais voyant les choses comme elles sont, je ne me peux garder de le craindre, et monsieur mon mary est de mesme opinion, et avons peur tous deux infiniment que cela ne fasse prendre quelque occasion de faire chose qui ne vous contente². »

Gaspard de Coligny, t. III, appendice, p. 533, 535, avec les étranges commentaires du parlement de Paris. *Ibidem*, p. 67.

1. Lettre de Charles IX à madame la duchesse de Ferrare pour la prier de faire observer son édit à Montargis. Bibl. nat. Ancien fonds Béthune, vol. 8734, f° 27.

2. *A Madame*, sans date : 1568. Bibl. nat. Ancien fonds Béthune, vol. 8739, f° 10. La Popelinière est peu éloigné de la vérité quand il fait dire à la duchesse en réponse aux impérieuses sommations de la cour la pressant de renvoyer des sujets rebelles, « qu'elle est trop près de la couronne pour y estre si mal affectonnée; joint qu'il n'y avoit en la ville de Montargis qu'un pauvre et simple

En écrivant ces lignes, Anne d'Este se rappelait sans doute l'étrange message dont elle s'était acquittée, six ans auparavant, auprès de sa mère, et que mentionnait en ces termes le cardinal de Sainte-Croix dans sa correspondance avec Borromée : « Madame de Guise est allée à Montargis pour rendre visite à madame de Ferrare sa mère, et j'ai été informé de bonne part que Sa Majesté très chrétienne l'a chargée de lui dire que si elle ne congédie pas tous ses prédicateurs et ne vit pas catholiquement, Sa Ma^{te} la fera enfermer dans un monastère dont elle ne sortira jamais². » Que de fois durent se renouveler de pareilles menaces ! L'irritation de la cour n'était pas moindre en 1569 qu'en 1562. Elle se traduisit dans le procès intenté le 19 février à la reine de Navarre, au prince son fils, et à la duchesse de Ferrare elle-même, symptôme significatif des sentiments qui animaient le roi et les conseillers, bien que Charles IX, éprouvant après coup une sorte de honte, eût mandé au parlement d'arrêter les poursuites dirigées contre sa tante : « J'ay entendu que ma court de parlement a si avant procédé au faict de Montargis qu'elle a donné adjournement perpétuel à ma tante la duchesse de Ferrare, et pour ce que en mandant que j'avois bien agréable que la justice fust ouverte pour le regard des choses qui se faisoient mal au diet Montargis, je n'ay jamais entendu dire que l'on touchast à ma tante, je veulx bien vous dire que je ne puis trouver bon ce qui a esté faict, et je vous prie à ceste cause que vous regardiez à faire le tout surseoir et superséder, et à casser mesmement ce qui en a esté faict, car c'est chose que j'entends estre ainsi faicte, priant

peuple qui ne se mesloit de chose qui put tant soit peu importer à l'estat du Roy; au reste qu'elle ne pouvoit sortir d'un lieu où elle vouloit vivre et mourir en l'exercice de la religion qui lui avait esté permis du Roy et où elle avoit esté jusque la nourrie, etc. ». La Popelinière, *La vraie et entière histoire des troubles advenus tant en France qu'en Flandre et pays circonvoisins depuis l'an 1562*. Imprimé à la Rochelle, 1573, in-8. J'emprunte cette citation à l'édition de Bâle, 1579 (p. 269-270).

1. « Che mandi via tutti i predicatori e viva catholicamente. Altrimente che la fara metter in un monasterio rinchiusa per sempre. » *Lettres du cardinal de Sainte-Croix à Borromée*. Apud Aymon, *Recueil des Synodes*. t. 1, p. 176. Lettre du 5 avril 1562.

Dieu, monsieur le président, qu'il vous ait en sa sainte garde¹. »

Malgré l'abandon des poursuites dirigées contre elle par les magistrats de Paris, la duchesse de Ferrare demeurait grandement suspecte, et sa position n'était rien moins que facile vis-à-vis de la cour dont elle partageait si peu les sentiments. Sa situation devint très critique lorsque les péripéties de la guerre dans le Poitou amenèrent un redoublement de persécutions sur les bords du Loing et de la Loire. L'ignoble sentence rendue, au mois de septembre, contre le grand vaincu qui, se relevant plus redoutable après chaque désastre, tenait en échec toutes les forces de la monarchie, fut le signal de bien des excès commis dans le Gâtinais. « Tandis que, dit un historien, les massacres continuoient à Orléans, les lieux voisins n'étoient pas en repos. Mesme la ville de Chastillon-sur-Loing appartenant à l'amiral, et gardée par un sien serviteur domestique nommé Gigon, estant tombée par composition es mains de Martinengo, gouverneur de Gyen, une partie des maisons fut bruslée et plus de quatre-vingt charrettes chargées des meubles de l'amiral portés à Paris et vendus à l'encan. Ceux de la religion contraints de se retirer à Montargis et autres lieux escartés çà et là, en telle sorte que quelques-uns sentirent les fureurs de la guerre, entre autres Anne Chrestien, femme de M. Jean Malot, ministre du saint Evangile en la maison du dit sieur amiral. Icele ayant accordé moyennant une certaine bonne somme d'argent avec quelques soldats papistes pour la conduire en lieu de sûreté, fut par eux menée par chemins obliques en des vignes à un quart de lieue de la ville, où luy ayant esté osté le reste de son argent, ils la massacrèrent, puis allèrent en une sienne métairie laquelle ils pillèrent entièrement². »

Que ne dut pas souffrir la duchesse de Ferrare en recevant

1. Lettre de Charles IX au président de Thou. Bibl. nat. Coll. Dupuy. Vol. 425, f° 54. Original. *Mémoires de la Société des antiquaires de France*, t. XII, p. 321. Notice sur Renée, p. 321.

2. *Histoire des martyrs*, f° 700, au verso. Ancien ministre de l'Eglise réformée

la triste nouvelle des excès commis à Châtillon-sur-Loing, en voyant les bandes de pillards et de massacreurs répandues dans le pays et jusque sous les murs du château dont elle avait fait l'inviolable asile des persécutés ! L'heure d'inexprimable angoisse allait bientôt sonner où elle devrait se départir du noble rôle qui lui convenait si bien, et donner congé à tant d'infortunés qui lui devaient avec le pain de chaque jour l'exercice des saintes libertés qui sont le plus précieux trésor des âmes. Sur cette crise si douloureuse les détails manquent. On n'a que de brèves indications contenues dans les dépêches de l'ambassadeur ferrarais à Paris, le comte Gerardo Bevilacqua, qui visita plusieurs fois la duchesse au nom du duc de Ferrare Alphonse II, son très catholique fils.

Dans une première dépêche, du 8 juin 1569, Bevilacqua s'excuse de n'avoir pu aller voir Madame de Ferrare, à cause du mauvais état des chemins et des bandes armées qui infestent le pays¹.

Le 19 juillet suivant il a pu se rendre à Montargis et y a trouvé le plus gracieux accueil². Rien de plus orageux à cette date que l'état de Paris où l'on redoute un retour offensif des huguenots qui se vantent d'emporter d'assaut la capitale. Tel est le langage des prêcheurs parisiens qui surexcitent les passions déjà si ardentes d'une population fanatisée jusqu'au délire³.

Une dépêche du 23 octobre est déjà postérieure aux graves événements qui se sont accomplis dans la résidence de la duchesse : « Je suis allé à Montargis où j'ai trouvé Madame en

de Paris et amonier de l'amiral. Malot recut plus d'une fois des témoignages de bienveillance de la duchesse, qui dota sa fille en 1572. — Sur le pillage du château de Châtillon, voir le *Journal de Claude Haton, curé de Provins*, t. II, p. 565. (Collection des documents inédits.)

1. « Non aveva visitata madama de Ferrara atteso il cattivo e pericoloso stato delle strade... » 8 giugno 1569. Orig. Archives d'Este.

2. « Era andato a visitare madama di Ferrara che aveva mostrato averlo molto grato. » 19 luglio 1569. *Ibid.*

3. « In Parigi temevasi grandemente il ritorno dei nemici che già pubblicamente dicevano di volere Parigi. » *Ibid.*

grande appréhension d'être contrainte de renvoyer de Montargis ceux qui professent la nouvelle religion. *Elle devra peut-être prendre la même mesure à l'égard de ses serviteurs et se séparer en quelque sorte d'elle-même*¹. »

Nous touchons à l'heure sombre de la crise (26 septembre 1569²) qui n'est pour Agrippa d'Aubigné que l'épilogue des massacres d'Orléans, dans l'épique narration qu'on va lire :

Cela fut cause que des villes et villages du plat pays tout s'enfuit à Montargis où plusieurs avoient esté conservés, dès les premières guerres, sous la faveur de la duchesse laquelle estant du sang royal, apparentée de ceux de Guise, avoit eu un privilège particulier. Elle et ses ministres blasmoient ceux qui portoit les armes, en termes qui les rendirent ennemis elle et le prince de Condé, et ceste querelle donnoit couverture au respect qu'on lui portoit.

Mais ce dernier amas esmeut les prescheurs de Paris et eux le Roy à la contraindre de chasser quatre cent soixante personnes, les deux tiers de femmes et d'enfants portés au col. Ceste princesse fondant en larmes dit à Malicorne qui lui avoit apporté ceste rude nouvelle, *que si elle avoit au menton ce que luy portoit, elle le feroit mourir de ses mains comme messenger de mort*. Elle fournit ce peuple de 150 grandes charrettes, 8 coches et d'un grand nombre de chevaux, et Malicorne irrité des menaces de la princesse, fit avertir les capitaines Villebeuf, Cartier et le lieutenant d'Antragues qui se vinrent embusquer dans le bois de la Bassière avant jour pour attendre la troupe à passer. Mais comme quelques coureurs rapportèrent que ces misérables avoient pris un chemin qui s'esloignoit du bois, ils sortirent de l'embuscade pour les aller mettre en pièces au chemin de Briare. A la vue des massacreurs qui accouroient les costelas à la main, Beaumont, ministre de l'église d'Orléans, à la tête de la troupe agenouillée et préparée à la mort, dit ainsy :

« C'est assez, mes frères, de nous destourner du chemin et vouloir esquiver le passage du ciel où Dieu nous appelle. Il n'y a aucun de nous de qui les jambes et les pieds ne soyent las, et les âmes honteuses de nos

1. « Era andato a Montargis ed aveva trovata madama di Ferrara in grande tema di essere costretta a metter fuori di Montargis quelli che professavano la novella religione, e dubitava dover fare il medesimo a suoi servitori e quasi a se medesima. » 23 ottobre 1569. *Ibid.* — C'est à la bienveillance de M. Fournier, directeur des archives de Modène, que je dois ces précieux extraits.

2. Date fournie par un précieux document récemment transmis à M. Weiss et qu'on lira plus loin (p. 187).

fuites. La mort guérira les esprits et les corps lassés des voyes du monde, encore plus de ses chemins. Que feront les mains de ces bourreaux sinon nous délivrer de leurs mains ? Où courons-nous ? A l'exil, à la faim, aux opprobres et encores à la mort ! Où nous mettront ces ennemis ? A nostre espérance, à nos désirs, à nostre Chanaan tant cerchée, au pain des anges, à la gloire éternelle, à la face de Dieu, et à ce que l'on peut appeler la vie seulement. Ne fuyons plus ceste vie ; tendons la main à la mort, et baisons celle que Dieu nous tend. Mourons en agneaux pour l'agneau qui est mort pour nous. Voicy les ennemis qui se hastent à nostre délivrance. Dieu nous veut recevoir par leurs armes. Hastons-nous de nous présenter devant sa face et de chanter : *Mon âme en tes mains je viens rendre, car tu m'as racheté!...* »

Comme ils poursuivoient ce verset du Psaume trente-unième, les ennemis ayant fait douze ou quinze cents pas durant le propos susdit, et n'en ayant plus que six vingts pour les mesler, survint un accident inespéré. C'est que sur ce point venoient de la grande armée, ou selon quelques uns de vers la Normandie, Bourri, Des Essarts et autres capitaines (huguenots) avec quelques septante chevaux. La troupe qui les vit naistre inopinément les prist pour une autre bande de tueurs, et ploya le col devant eux, quand d'entre les coureurs un gentilhomme connut une damoiselle sa parente. Ceux-ci baussant le manteau qui couvroit la casaque blanche, et en mesme temps apprenant l'estat des misérables, et voyant à la droite les galans, l'épée haute, accourans à un combat sans péril, Bourri prend la charge, passe sur le ventre à ce qu'il trouve en la campagne. Villebeuf qui menoit les arquebusiers, s'estant jetté dans le taillis de Riboute, fut enfoncé sans marchander. Cartier qui estoit des derniers, se sauva à Gien, et tient-on en ce païs-là qu'il ne s'en sauva que luy et un qui se cacha dans un chesne creux ¹.

En regard de l'exposé si vif et si coloré de d'Aubigné, il

1. *Histoire universelle*, édition d'Amsterdam, 1626 (l. V, ch. XIII, p. 145). Plusieurs points sont à remarquer dans ce brillant récit qui n'existe qu'à l'état rudimentaire dans la première édition de cet ouvrage, où le ministre Beaumont n'est pas même nommé. L'historien dit simplement à l'approche des troupes catholiques : *Ce pauvre peuple les voyant se jette à genoux, leurs ministres les exhortant à mourir durement*. Daniel Toussain étoit un de ces ministres, et le principal par la faveur dont il jouissait auprès de la duchesse de Ferrare qui lui confia la rédaction de son testament religieux.

Le rôle joué par M. de Beaumont dans le second récit de d'Aubigné est donc conforme à son caractère et à ce que l'on sait de ses rapports avec la princesse dont il dut justifier la confiance dans l'accomplissement d'une mission pleine de péril. Son exhortation gravée sans doute dans le souvenir de plus d'un témoin, et conservée par la tradition, est un de ces morceaux qui, vrais quant au fond,

n'est que juste de placer le récit sobre et succinet de Paul Toussain, fils de l'éminent pasteur d'Orléans, récit d'autant plus précieux dans sa brièveté qu'il est puisé à la source des souvenirs paternels : « Sur ces entrefaites (mars 1569) on reçut la triste nouvelle de la mort du prince de Condé... Peu après le roi fut instruit que nombre de fidèles, qui avaient cherché leur salut dans la fuite, se tenaient cachés à Montargis sous la protection de sa tante la vieille duchesse de Ferrare. Il réclama aussitôt leur extradition, enjoignant à sa tante, dans les termes les plus sévères, d'expulser tous les réfugiés, et ajoutant que si ses ordres n'étaient exécutés, il enverrait des troupes pour donner la chasse à des sujets rebelles et les mettre à mort. Comme ce commandement était absolu, *Daniel Toussain avec sa femme et ses trois enfants durent chercher un asile à Sancerre dans la proximité de Montargis.* On vit alors sortir de la ville deux ou trois cents charriots chargés d'enfants vagissant aux bras de leurs mères, et quoique de

mais arrangés dans la forme, comme le célèbre dialogue de Coligny avec Charlotte de Laval, sont devenus un thème pour l'imagination de l'historien, sans que l'on puisse les considérer comme purement légendaires.

Un doute plus spécieux vient à l'esprit sur la présence de Jean de Souches, sieur de Malicorne, et sur le rôle qu'il aurait, à deux reprises, joué à Montargis, en février 1563 et en septembre 1569, bien qu'après tout l'homme des Guises ait pu être employé deux fois pour la même fin, dans deux situations analogues. On a pour 1563 le récit de Th. de Bèze plus ou moins reproduit par de Thou, Mézeray, Varillas (Bayle, art. FERRARE) avec les menaces de Malicorne et l'héroïque réponse de la duchesse (*Hist. eccl.*, t. II, p. 338). Le même personnage n'a-t-il pu paraître en 1569 ? Il y figure à double titre comme porteur d'un message néfaste, et comme auteur d'un complot qui n'est déjoué que par la soudaine apparition du capitaine Bourry et de ses compagnons. Il semble difficile d'admettre que d'Aubigné, si au courant des faits militaires dans leurs moindres détails, se soit trompé dans cette circonstance.

Il est à remarquer qu'aucun des historiens qui se sont occupés de l'exode de Montargis, pas même La Popelinière, le plus près de l'événement par la date de son ouvrage (1573), n'ont désigné le point où la Loire fut franchie par les huguenots fugitifs. D'Aubigné s'exprime ainsi dans la première édition de son *Histoire*, p. 293 : « Cette bande misérable sans dessein ne support, fuit vers la Loire qu'elle passa comme elle put pour mettre obstacle au-devant de ceux qui venoient du Gastinois. » Mais on sait que la rencontre du capitaine Bourry avec les catholiques eut lieu près de Briare, où ceux-ci se tenaient embusqués, sur la rive droite du fleuve. On est donc fondé à conclure que le passage de la Loire s'opéra plus haut, vers Cosnes ou Sancerre, dont le gué jouissait d'une certaine notoriété.

nombreux détachements fussent postés sur les chemins pour en faire une proie d'autant plus assurée qu'il n'y avait pas d'autre voie de salut et que l'on avait à franchir la rivière de la Loire, il arriva comme par miracle (*Divinitus accidit!*) que plusieurs capitaines huguenots, à la tête de cavaliers bien armés, rencontrèrent cette troupe fugitive de femmes et d'enfants, lui firent escorte jusqu'à Sancerre, et, repoussant les attaques plusieurs fois renouvelées de l'ennemi, préservèrent les fidèles de tout mal¹. »

Ainsi s'accomplit une délivrance qui parut tenir du miracle en ce siècle de l'extraordinaire, et dont l'imagination de d'Aubigné semble encore tout émue dans le dramatique récit qu'on a lu plus haut. Deux villes situées sur les bords de la Loire, l'une à dix-huit, l'autre à vingt-trois lieues de Montargis, Sancerre et La Charité offrirent un asile à la troupe désolée et bénissant Dieu du secours qu'il lui avait accordé dans une conjoncture si critique. Quels ne furent pas ses transports quand elle vit briller au-dessus des monts les murs de Sancerre, la cité libératrice! Le psaume 114 rappelant aux fugitifs le passage d'Israël à travers la mer Rouge, fut sans doute entonné tout d'une voix, comme il l'avait été, l'année précédente, au passage de Condé et de Coligny se dirigeant vers la Rochelle².

Ce fut sans doute à cette époque, sous le coup des événements qui avaient si cruellement démenti ses meilleurs vœux, que la duchesse de Ferrare écrivit un des projets de testament qui contient l'expression de ses patriotiques douleurs. Elle y gémit des troubles du royaume « où l'on voit rechercher non

1. « Tamen divinitus accidit ut nobiles aliquot ex reformatis expediti in equis et probe armati, palantem hunc pauculorum et mulierularum gregem obviam haberent, cumque Sanceram usque comitati, repulsis aliquoties hostibus qui eos adoriebantur, immunem ab omni injuria præstarent. » Ces lignes sont empruntées à l'opuscule de Paul Toussain : *Vita et obitus Rev. et Clarissimi Viri Danielis Toussain... compendia explicata narratio*, biographie jointe à la *Synopsis de Patribus legendis*. Heidelberg, 1603, in-4. Extr. de la Bibliothèque de Berne. Je dois cette communication à M. Paul de Félice, qui a recueilli tant de précieux matériaux pour l'histoire du protestantisme dans l'Orléanais.

2. *Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale, t. II, p. 18.

seulement la vie et les biens, mais jusques aux âmes et à la conscience qui ne sont qu'à Dieu seul, n'attendant de la part des créatures aucun remède, et cela est en la main du Tout-Puissant. Je le prie donc qu'il fasse la grâce au Roy mon seigneur et neveu, à ses frères, à la Roïne mère et Conseil, de se retourner à luy, de le congnoistre, servir et honorer selon sa Parole, afin qu'il apaise son ire, et que ce noble Royaume ne soit détruit par la continuation de ces guerres civiles, comme aultrement est en danger. » C'est la même pensée que l'on trouve éloquemment exprimée dans le testament de Coligny rédigé vers la même époque, et qui montre l'accord de ces deux belles âmes si bien faites pour se comprendre et s'aimer aux jours les plus sombres de notre histoire.

JULES BONNET.

DOCUMENTS

REGISTRE DE FAMILLE

DU PASTEUR DANIEL TOUSSAIN

(1565-1587)

Un correspondant norvégien, M. Delgobe, auquel j'avais envoyé récemment le *Bulletin* du 15 janvier dernier, après y avoir lu l'étude de M. Jules Bonnet sur les *Réfugiés de Montargis*, a eu l'idée d'envoyer, en échange, à notre Bibliothèque, un rapport du gymnase royal de Flensburg en Schleswig¹. Ce rapport rend compte de la marche de l'établissement, pendant l'année scolaire 1881-1882, et, suivant la coutume, est précédé d'une étude du directeur, le Dr Albert Müller.

Le sujet de cette étude avait été suggéré à ce dernier par un exemplaire de la Vulgate publiée par Robert Estienne en 1545, que lui avait donné un pasteur Güntzel. Deux feuillets de garde de cette

1. *Koenigliches Gymnasium und Realschule 1. Ordnung zu Flensburg, Jahresbericht Progr. nr. 245* : 38 pages in-4°, dont 19 pour *Daniel Tossanus, Leben und Wirken*.

Bible avaient attiré son attention. Ils contiennent les notes latines qui suivent et par lesquelles le célèbre pasteur Daniel Toussain avait fixé les principales dates de sa vie de famille si agitée, si périlleuse et si honorable.

A ces notes, M. Müller a pu ajouter trois lettres inédites de D. Toussain : la première datée *Mombelgardi sexto calend. mart.* 1571 et adressée à Th. de Bèze; les deux autres adressées à Fabian, baron de Dohna, les 18 et 29 février 1584.

Grâce à ces documents, à la correspondance de Calvin, à la Vie de D. Toussain publiée en 1603 par son fils Paul (Heidelberg, 4^e) et à d'autres notes diverses, M. M. a rédigé une notice biographique qui ignore la *France protestante* et le *Bulletin*, mais donne de forts intéressants renseignements sur l'activité de notre pasteur à Monthéliard et en Allemagne. J'ai pensé que le document qui a été le point de départ de ce travail méritait de prendre place dans notre recueil. Ces sortes de *journalx personnels*, si utiles par les dates précises qu'ils fournissent, sont trop rares pour qu'on ne s'empresse pas de les reproduire, surtout lorsqu'ils émanent d'un de ces ministres huguenots qui « supportèrent la fatigue du jour et la chaleur ». Je n'y ai mis que peu de notes. L'article des frères Haag, le *Bulletin* et la notice de M. Müller fourniront tous les renseignements désirables.

N. W.

1. Anno 1565. Aurelius in Gallia uxorem duxi et nuptias celebravi 19 martii cum Maria Couetia.	A Orléans en France, j'ai pris femme et célébré mes noces, le 19 mars 1565, avec Marie Couet ¹ .
--	---

2. 1566, 21 julii, sub horam deci- mam vespertinam, nata est filia mea Maria : pro qua in Baptismo Aure- lius fideiussit Philibertus Couetius affinis meus (pie memorie) :	Le 21 juillet 1566, à 10 heures du soir, est née ma fille Marie. Elle a été présentée au baptême à Orléans, par mon parent Philibert Couet ² , de pieuse mémoire.
--	--

1. *Marie Couet*, fille de Philibert Couet du Vivier, avocat au parlement de Paris, et sœur de Jacques Couet, qui se fit protestant à douze ans et devint un des pasteurs français les plus estimés du XVI^e siècle (Voy. *France protestante*, 2^e édit., IV, 764 ss.)

2. Il s'agit ici probablement d'un autre frère de la femme de Toussain, lequel périt à la Saint-Barthélemy (*Ibid.*, p. 770), d'où l'addition *pie memorie*, faite postérieurement par Toussain, à cette notice.

3. 1567, die 28 novembris, natus est Daniel filius meus, sub undecimam noctis, Aureliis : pro quo fideiussit in Baptismo Alanus Montaudio.

Le 28 novembre 1567, à 11 heures du soir, est né à Orléans, mon fils Daniel ; a été présenté au baptême par Alain Montaudion¹.

4. Anno 1568, incensa fuere Aureliis loca in quibus conciones ab Evangelicis habebantur, die 5^a septembris. Die 26 captus fui a militibus Antragii. 15^a octobris liberatus, veni Montargis ad ducissam Ferrariensem.

Les lieux où se tenaient les prêches des évangéliques à Orléans, furent incendiés le 5 septembre 1568. Le 26, je fus pris par les soldats d'Entragues. Le 15 octobre, ayant été délivré, je fus à Montargis auprès de la duchesse de Ferrare².

5. 1569, die 16 martii, nata est in urbe Montargis filia mea Renata, sub horam octavam vespertinam : pro ea fideiussit in Baptismo Renata Galliae, Regis Ludovici filia, vidua Ducis Ferrariensis.

Le 16 mars 1569, naquit, à Montargis, ma fille Renée, à 8 heures du soir. Elle fut présentée au baptême par Renée de France, fille du roi Louis, veuve du duc de Ferrare.

6. 26 septembris, vigente bello tertio civili, ex urbe Montargis eiec-tæ aliquot familiæ, quibus me adiunxi, profectæ sunt Sanceram.

Le 26 septembre, pendant les troisièmes troubles, quelques familles ayant été expulsées de Montargis³, je me joignis à elles et partis (avec elles) pour Sancerre.

7. 1570, die 9 augusti, Sancerre in castra Principum ; inde Mombelgardum profectus sum.

Le 9 août 1570, je passai de Sancerre dans le camp des Princes⁴ ; de là je partis pour Montbéliard.

8. 1570, 1 novembr., uxor et liberi mei appulerunt Mombelgardum.

1^{er} novembre, ma femme et mes enfants atteignirent Montbéliard.

1. *Montaudion* ou *Montandion*, d'après M. Doinel, le savant archiviste du Loiret, qui se souvient d'avoir rencontré ce nom dans des registres de la mairie d'Orléans ou dans des actes de baptême.

2. Voy. *Bull.* 1883, p. 216, et 1889, p. 14, ce que Toussain dit ailleurs de sa délivrance moyennant une rançon qui lui fut réclamée huit ans plus tard ; « son hôtesse » qui sans doute la lui avait avancée, s'était alors emparée de 600 livres que Toussain avait déposées chez elle. La rançon semble donc avoir dépassé cette dernière somme.

3. Ainsi la protection de la noble fille de Louis XII ne put empêcher l'expulsion de plusieurs familles qui formèrent un convoi de 300 chariots (p. 7 du travail de M. A. Müller). Ce détail donne la mesure de la violence de la réaction.

4. Il s'agit de l'armée protestante conduite par Coligny dont la célèbre marche sur la capitale imposa la paix à Catherine de Médicis.

9. 1571, die 24 januarii, natus est filius meus Petrus, pro quo pater meus Petrus Tossanus fideiussit : 14 diebus postea, diem suum obiit Mombelgardi.

10. 17 septembris, revocatus ab Ecclesia Aureliana : profectus sum Mombelgardo Lutetiam.

11. In octobri incoavi conciones in Insula domini Grolotii prope Aureliam.

12. 1572, 24 augusti, Ianiena fidelium per totam Galliam edebatur.

13. 25 augusti, sub noctem, ex Insula veni cum familia inter summa pericula à Charny, unde Montargis.

14. Die 27 septembris, natus est filius meus Paulus Tossanus in urbe Montargis pro eo fideiubente Domino de Spina Ministro.

Le 24 janvier 1571, naquit mon fils Pierre, que mon père Pierre Toussain présenta au baptême ; 14 jours plus tard il termina sa carrière à Montbéliard.

Le 17 septembre, rappelé par l'Église d'Orléans, je partis de Montbéliard pour Paris.

En octobre je commençai à prêcher à l'Isle du seigneur Groslot près d'Orléans¹.

Le 24 août 1572, avait lieu par toute la France, le massacre des fidèles.

Le 25 août, pendant la nuit et au travers des plus grands périls, je vins avec ma famille, de l'Isle à Charny², puis à Montargis.

Le 27 septembre, mon fils Paul Toussain naquit à Montargis ; son parrain fut M. de l'Espine³, ministre.

1. L'Isle, à deux petites lieues d'Orléans, est aujourd'hui un château ruiné, en face de Cembleux, paroisse de Saint-Denis-en-Val. Il avait été bâti par Jacques Groslot, père du bailli Jérôme Groslot, sur l'ancienne île aux Bœufs. On sait que la maison que ce dernier possédait à Orléans est devenue l'hôtel de ville. Cette notice fixe une date restée indécise dans la préface de *L'exercice de l'âme fi-dèle* (Voy. Bull. 1883, p. 211).

2. C'est *Charny* qu'il faut lire et non pas Chauny, comme l'a imprimé M. Müller. La nouvelle du massacre de Paris arriva à Orléans le 25 dans la journée, et vers le soir sans doute à l'Isle où demeurait Toussain. Il paraît qu'un gentilhomme catholique, que M. Müller appelle *Chancäus*, se trouvait en ce moment auprès de N. Hatte, fille du sieur *Des Marets* et veuve de Jérôme Groslot. Ce gentilhomme croyait, non au massacre des protestants, mais à un soulèvement de ces derniers, et crut prudent d'emmener la veuve du bailli et Toussain avec sa famille à son château. Ce château était-il à Charny ? Dans tous les cas, c'est à cette circonstance providentielle que Toussain dut son salut dans cette terrible nuit du 25 août 1572.

3. *Jean de l'Espine* était en relations suivies avec la duchesse de Ferrare chez laquelle il s'était réfugié déjà plusieurs années auparavant. Voy. une lettre de lui à cette dernière, du 24 juin 1568, Bull. XXV (1881) p. 453. — Il était écrit que chaque fois que ce malheureux Toussain se mettait en route sans savoir où il trouverait un abri, ce serait dans les conditions les plus défavorables pour sa pauvre femme.

15. Anno 1573, mense martio, veni Heidelbergam, vocatus ab Electore Frederico 3^o. En l'an 1573, au mois de mars, j'arrivai à Heidelberg, appelé par l'électeur Frédéric III.

16. Anno 1575, die 2^a septembr., obiit Heidelbergæ filius meus Daniel ex variolis. En l'an 1575, le 2 septembre, mon fils Daniel mourut de la variole à Heidelberg.

17. Ann. 76, die 26 octobris, obiit Elector Fredericus 3, palatinus. En 76, le 26 octobre, mourut l'électeur palatin Frédéric III.

18. Anno 1576, 18 novembris, post undecimam noctis, nata est filia mea carissima Amelia, pro qua fideiussit Illustrissima Amelia de Neunar, vidua Electoris Frederici. En l'année 1576, le 18 novembre, après 11 heures de la nuit, naquit ma très chère fille Amélie, dont l'illustrissime Amélie de Neunar, veuve de l'électeur Frédéric, fut la marraine.

19. Anno 1579, die 30 januarii, media decima noctis, natus est filius meus Christophorus, Neustadii in Palatinatu, pro quo fideiussit D. Christophorus Themius. En 1579, le 30 janvier, à 10 heures et demie de la nuit, naquit mon fils Christophe, à Neustadt dans le Palatinat, et le D^r Christophe Themius fut son parrain.

20. Anno 81, die Martii, sub horam 12 meridianam, nata est filia mea Johanna: pro qua Neustadii fideiussit Anna Carputia, coniunx D. Henrici Smetii medici. En 81, le 14 mars à midi, naquit ma fille Jehanne, dont fut marraine à Neustadt, Anne Carputia, femme du D^r Smet médecin¹.

21. Anno 1585, die decima quinta septembr., sub horam nonam matutinam, nata est Juliana filia mea Heidelbergæ. En 1585, le 15 septembre, à 9 heures du matin, ma fille Juliane naquit à Heidelberg.

22. Anno 1587, placide in Domino obdormivit coniunx mea carissima Maria Couetia, die 28 Martii, Heidelberg. En 1587, ma très chère épouse Marie Couet s'endormit paisiblement au Seigneur, le 28 mars, à Heidelberg.

1. Henri Smet était professeur de médecine à Heidelberg, où il revint après un séjour à Neustadt (Müller).

LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN 1689
PAR LE MARÉCHAL DE VAUBAN

ET SES EFFORTS RÉITÉRÉS
EN FAVEUR DES HUGUENOTS

Nous avons, il y a quatre ans, en 1885, solennellement et douloureusement commémoré le bi-centenaire de la néfaste révocation de l'Édit de Nantes, promulguée en 1685.

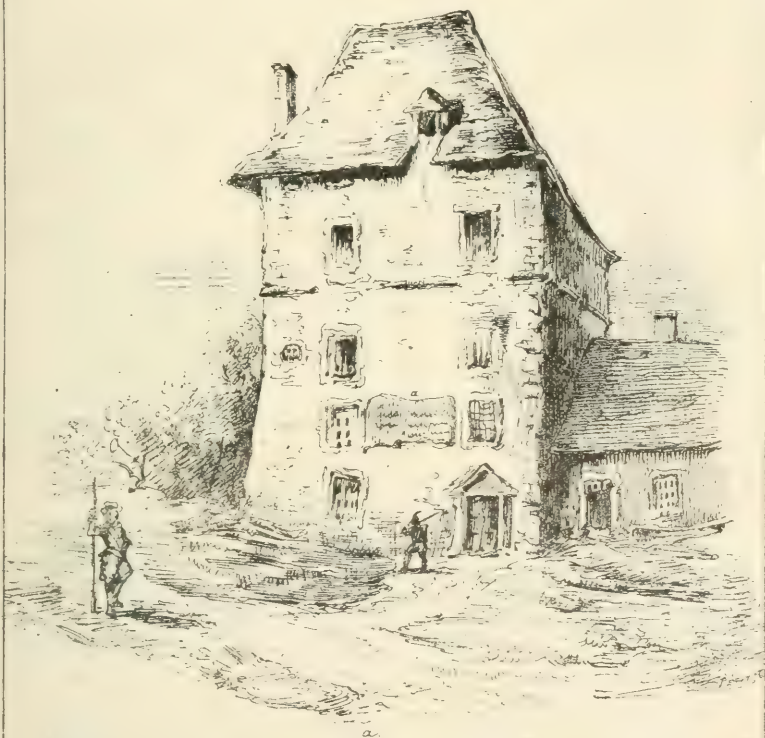
C'est pour nous encore un devoir de conscience de rendre ici, en 1889, un hommage particulier à l'une des gloires les plus hautes et plus pures dont notre France ait le droit d'être fière, — à celui que le duc Saint-Simon a pu désigner comme « le plus honnête homme du Royaume », et dont Fontenelle a pu dire que « c'était un Romain qu'il semblait que ce siècle eût dérobé aux plus beaux temps de la République ».

Lorsque, quatre ans après la Révocation, en 1689, une voix osa s'élever contre l'œuvre maudite, et proposer, pour en conjurer les incalculables conséquences, le rétablissement de l'Édit de Nantes, ce fut la voix de cet honnête homme ; — et cet homme, grand entre tous, de l'aveu de tous, c'était le Maréchal de VAUBAN¹.

Il y a donc, cette année-ci, deux cents ans que cet acte de hardiesse

1. Bayle ne se doutait pas qu'il recevrait, quatre ans après, ce mémorable démenti, lorsqu'il écrivit, en 1685, ces lignes si sardoniques : « Jamais prince n'a été plus digne que Louis-le-Grand d'avoir de fidèles amis, parce qu'il a fait du bien à une infinité de personnes ; cependant il ne s'est trouvé *aucun*, parmi tant de créatures, qui lui ait osé représenter qu'on avait surpris sa religion et qu'il donnait trop d'autorité à des gens qui ne devoient se mêler que de leur bréviaire. Ni ministre, ni conseiller d'Etat, ni MARÉCHAL DE FRANCE, ni duc, ni pair, ne s'est soucié de donner un bon avis à un grand maître qui eût été fort capable d'en profiter, si on s'y fût pris de bonne heure et comme il faut. Tous ces courtisans infidèles et flatteurs ont applaudi à l'esprit de bigoterie, et, au lieu de lui disputer le terrain comme ils auroient dû faire, ils ont fait semblant d'en être eux-mêmes malades. » (*Ce que c'est que la France toute catholique sous le règne de Louis-le-Grand.*) — Quelle terrible ironie ! et combien justifiée !... Mais comme la gloire de Vauban s'en trouve aujourd'hui rehaussée devant la postérité, puisqu'en effet un homme alors s'est rencontré, lequel a osé ce que nul n'osait, et que ce fut un MARÉCHAL DE FRANCE. Il est vrai que Vauban n'était pas encore Maréchal, mais il avait une très haute situation, celle de Commissaire général des Fortifications du Royaume.

*Cour d'Epizy, près Corbigny en Nivernais
habitée par Vauban*



Ici fut la demeure de Vauban. Il y médita les travaux qui l'ont
rendre immortel. La France reconnaissante a déposé le cœur de ce
grand homme non loin des restes de Brenne sous le dôme des Invalides.
Cette inscription a été placée par ordre de S. M.
Napoléon 1^{er}. Empereur
des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin,
M. B. Clarke, Comte de Hunelbourg, étant ministre de la guerre.
1809.

et de courage fut accompli, que ce conseil de profonde sagesse fut donné par lui. « La prudence qui sait à propos se rétracter et céder aux conjonctures est, disait-il, une des parties principales de l'art de gouverner ». — Il ne fut point compris, et nos malheureux ancêtres, dans leur désespoir, ne purent que s'appliquer l'admirable vers de Lucain :

Victrix causa diis placuit, sed victa CATONI.

Aussi bien, l'avenir devait donner raison à Vauban, en faisant luire, au bout d'un siècle, le jour de la réparation, mais aussi celui d'une terrible expiation : *Dies iræ, dies illa !...*

Un autre siècle vient de s'écouler. — Pour commémorer la noble tentative de ce grand esprit politique qui, en 1689, se déclara en faveur des vaincus et de la patrie désolée, nous allons publier ici — pour la première fois, avec une complète et minutieuse exactitude — le fameux Mémoire de Vauban, aujourd'hui deux fois séculaire, qui fut révélé à Rulhière, il y a cent ans, alors qu'il préparait son travail officiel sur la Révocation.

Ce Mémoire a pour titre : POUR LE RAPPEL DES HUGUENOTS.

On ne l'a jamais cité que partiellement et de seconde main, et son texte entier n'est connu que d'infiniment peu de personnes.

Cela tient à ce qu'il n'a été imprimé qu'une seule et unique fois (et de façon assez fautive) par le colonel du génie Augoyat, dont l'ouvrage, spécialement militaire (édité en 1843), est d'ailleurs devenu très rare.

La copie que s'en était fait faire Rulhière est très mauvaise et fourmille d'incorrections. — L'exemplaire que Vauban avait adressé à Louvois paraît avoir été anéanti.

Mais la minute, communiquée en 1787 à Rulhière, doit se trouver encore parmi les papiers du Maréchal que possède la famille de Rosambo. Il l'avait, du reste, fait transcrire, et révisée de sa main, au tome I^{er} de ses *Oisivetés*, tome longtemps perdu comme plusieurs le sont encore, mais qui se trouvait, en 1855, entre les mains de la veuve du général baron de Valazé, auquel le célèbre banquier de Londres, sir Thomas Baring, en avait fait don. C'est chez cette dame que nous avons pu finalement effectuer nous-même, avec le plus grand soin, il y a trente-quatre ans, notre collation de ce mémorable

document, dans le but de le mettre quelque jour à la disposition de tous les travailleurs¹.

En le lisant aujourd'hui, il faut se bien reporter à l'époque où ce Mémoire fut rédigé. Il faut se rappeler sans cesse que les vues de Vauban étaient et devaient être *essentiellement politiques*, s'adressant au Roi ou à un Secrétaire d'Etat; qu'il veut invoquer avant tout les « règles du *bons sens* et de la *politique* »; qu'il écrit en présence de la redoutable ligue de 1688 et de la révolution d'Angleterre; qu'il fait valoir surtout que « c'est la *France en péril* qui demande secours à son Roi contre le mal qui la menace ». On est frappé, on est ému, des considérations qu'il développe avec tant de patriotique éloquence, mais qui ne tirèrent hélas! de leur aveuglement et de leur infatuation ni le monarque ni son ministre. Vauban va jusqu'à prévoir, à prédire des complications telles, qu'elles seraient « capables de *tout perdre* et de causer une RÉVOLUTION dans l'Etat »... Le mot y est,

1. Vauban avait, de 1704 à 1706, formé douze gros volumes (in-folio Mss.) de ce qu'il intitula ses OISIVETÉS ou *Ramas de plusieurs Mémoires de sa façon sur différents sujets*. Lors du partage fait après son décès (13 mars 1707), les papiers et manuscrits échurent à ses deux gendres, le marquis de Mesgrigny-d'Aunay et le marquis d'Ussé. Le lot du premier s'est conservé au château du Mesnil, près Mantes, entre les mains de la famille Le Pelletier de Rosambo (mademoiselle de Mesgrigny d'Aunay ayant épousé un Rosambo). Le lot du second héritier, où se trouvaient les douze volumes des *Oisivetés*, fut malheureusement dispersé, lors de la mort de mademoiselle d'Ussé, dernière survivante, entre ses héritiers naturels qui habitaient la Touraine. Ainsi s'explique la dissémination de ces précieux volumes. Alexis Monteil, qui a tant sauvé de documents historiques, avait rencontré et acquis les tomes II et III; il les céda en 1830 à la Bibliothèque Royale. Le tome IV fut acheté par le général du génie baron Haxo à un M. Laborde, ancien entrepreneur des travaux de fortifications de Bayonne (il est aujourd'hui au Dépôt de la Guerre). Le tome V a disparu, et on le considère comme perdu, de même que les tomes VII à XII. Mais le tome VI a été recouvré par la Bibliothèque Nationale. Enfin, le tome I^{er}, qui avait passé la Manche, fut donné, ainsi que nous l'avons mentionné, par le banquier anglais Th. Baring au général de Valazé, dont la veuve est décédée en 1865 (ce tome I^{er} est aujourd'hui au Dépôt de la Guerre). — Un catalogue du libraire parisien Edwin Tross signala, en 1865, la vente des livres et manuscrits du célèbre chevalier d'Eon, qui avait eu lieu aux enchères à Londres en 1791 et comptait de nombreux Ms. et autographes de l'illustre maréchal Vauban. — Nous avions nous-même trouvé à Genève, en 1869, un superbe volume Ms. de Mémoires de Vauban, ayant appartenu au ministre Chamillart (relié à ses armes), portant le timbre de la bibliothèque du château de la Malmaison. Nous l'avions acheté pour notre Bibliothèque de la Ville de Paris, dont nous avions alors la direction : il a péri dans notre cabinet, lors des exécrables incendies de la Commune en mai 1871. (C. R.)

ce mot fatidique de *Révolution*, que le siècle suivant devait, an pour an, faire passer dans le domaine des faits. Vauban avait donc été prophète.

Il vit, le premier, ce que l'on a bien vu depuis : que la révocation de l'édit de Nantes, cette grande iniquité du despotisme monarchique, soufflée par le despotisme religieux, était le premier prélude d'une Révolution, — de la *Révolution*.

I

[En haut, à la marge :]

Fait et envoyé à feu

M. de Louvois au mois

d'oct. 1689¹.

POUR LE RAPPEL DES HUGUENOTS

Il n'y a pas lieu de douter que le projet des conversions n'eût eu tout le succès que le Roy en avoit espéré, et SA MAJESTÉ la satisfaction de conduire ce grand ouvrage à une heureuse perfection, si la trêve², qui paroissoit établie sur des fondements si solides, eût subsisté tout le temps convenu entre les puissances intéressées. Et on y seroit infailliblement parvenu en douze ou quinze années, attendu que les plus anciens et, par conséquent, plus opiniâtres Huguenots seraient morts, ou fort diminués de nombre dans cet espace de tems ; que la plus grande partie de ceux d'âge moyen, pressés par la nécessité de leurs affaires, par le désir du repos ou par leur propre ambition, s'y seroient accommodés ; et que les jeunes se seroient à la fin laissés persuader. Jamais chose n'eût mieux convenu au Royaume que cette uniformité de sentiments tant désirée, s'il avoit plu à Dieu d'en bénir le projet. On sait bien que cela ne pouvoit

1. Rulhière a écrit au haut du premier feuillet de la page de titre de sa copie : *Mois de nov. et de dec. 1689. — Le même Mémoire renouveau en 1692.*

Il a écrit au-dessous du titre : *Par M. le Maréchal de Vauban. — L'original est entre les mains de M. Président de Rosambeau (sic), son arrière-petit-fils qui en possède beaucoup d'autres manuscrits. — Cette copie a été faite sur l'original, où les additions marginales sont de la main de M. de Vauban. — A la suite de ce Mémoire, il y en a un second par un docteur de Sorbonne.*

Ici la note qui est celle de la minute, porte : « *Fait et envoyé à feu M. de Louvois au mois de déc. 1689,* » et cette note doit bien être de Vauban. (On sait que Louvois était mort le 16 juillet 1691.)

Cependant, au volume Valazé (t. I^{er} des *Disivetés*), c'est le mois d'*octobre* qui est marqué au crayon, de la main de Vauban. (C. R.)

2. La trêve de Ratisbonne, qui avoit été conclue le 29 juin 1684 et devoit durer vingt ans. Note de la copie Rulhière. Voir ci-après, p. 209.)

s'exécuter d'autorité sans qu'il en coutast au Royaume: mais cette perte, quoique considérable, n'eût pas été comparable au bien qui en auroit réussi, si on eût pu parvenir à l'exécution totale de ce dessein; car ils ne se seroient pas obstinés à beaucoup près, comme ils ont fait, s'ils n'avoient été flattés de l'espoir des protections étrangères et d'une guerre prochaine, qui, étant enfin plus tôt arrivée qu'on ne l'auroit prévu, a fait que ce qui étoit très bon de soi, dans les commencements, est devenu très mauvais par les suites.

De sorte que ce projet, si pieux, si saint et si juste, dont l'exécution paroissoit si possible, loin de produire l'effet qu'on en devoit attendre, a causé et peut encore causer une infinité de maux très dommageables à l'État.

Ceux qu'il a causés sont :

1^o La désertion de quatre-vingts ou cent-mille personnes, de toutes conditions, sorties hors du Royaume, qui ont emporté avec elles plus de trente millions de livres d'argent le plus comptant; •

2^o [Appauvri] nos arts et manufactures particulières, la plupart inconnus aux étrangers, qui attiroient en France un argent très considérable de toutes les contrées de l'Europe;

3^o Causé la ruine de la plus considérable partie du commerce;

4^o Grossi les flottes ennemies de huit à neuf mille matelots, des meilleurs du royaume;

5^o [Grossi] leurs armées, de cinq à six cents officiers et de dix à douze mille soldats, beaucoup plus aguerris que les leurs, comme ils ne l'ont que trop fait voir dans les occasions qui se sont présentées de s'employer contre nous.

A l'égard des restés dans le Royaume, on ne sçauroit dire s'il y en a un seul de véritablement converti, puisque très souvent ceux que l'on a cru l'être le mieux ont déserté et s'en sont allés.

Ce qu'il y a de bien certain, c'est que, de tous ceux qui l'ont été par les contraintes, on en voit fort peu qui avouent de l'être, ni qui soient contents de leur conversion. Bien au contraire, la plupart affectent de paraître plus huguenots qu'ils ne l'étoient avant leur abjuration. Et, si on regarde la chose de près, on trouvera qu'au lieu d'augmenter le nombre des fidèles dans ce Royaume, la contrainte des conversions n'a produit que des relaps, des impies, des sacrilèges et profanateurs de ce que nous avons de plus saint, et même une très mauvaise édification aux Catholiques, des ecclésiastiques ayant obligé les Nouveaux Convertis à l'usage des sacrements pour lesquels ils n'avoient nulle créance. D'autant que cet usage mal appliqué a fait croire à plusieurs que, puisqu'ils les exposoient si légèrement, ils n'y avoient pas eux-mêmes beaucoup de

foy. Pensées qui ne valent rien dans un pays où l'on n'est déjà que trop libre à raisonner sur la religion.

Pour conclusion : toutes les rigueurs qu'on a exercées contre eux n'ont fait que les obstiner davantage ¹ ; et les plaintes des exécutions qu'on leur a fait souffrir se sont fait entendre chez tous nos voisins de cette Religion, même chez ceux que nous avons le plus intérêt de ménager, où Dieu sait si leurs ministres ont su grossir les objets, et si leurs sermons ont été bien remplis de tous les supplices que l'imagination a pu leur fournir ! Dieu sait, dis-je, le martyrologe qu'ils en ont historié, et comme ils le font valoir, pour toujours les échauffer de plus en plus contre nous ; ce qui pouvoit même aller jusques à nous les faire perdre tout à fait, dans le tems que nous en avons le plus de besoin. Il est, du moins, bien certain que cela sert plus que toute autre chose à maintenir l'union entre les Protestants confédérés contre nous.

Ce n'est pas là le seul mal qu'ils ont fait, puisque la quantité de bonnes plumes qui ont déserté le Royaume, à l'occasion des conversions, se sont cruellement déchainées contre la France et la personne du Roy même, contre laquelle elles ont eu l'impudence de faire une infinité de libelles diffamatoires qui courent le monde et toutes les cours des princes de l'Europe. huguenots et catholiques, lesquels n'ont rien tant à cœur que de rendre sa personne odieuse dans tous les pays de leur confédération.

Tout cela n'est que le mal qui a réussi jusqu'à présent des conversions forcées. Mais celui qu'il y a lieu d'en craindre ci-après, me paroît bien plus considérable, puisqu'il est évident :

1^{re} Que, plus on les pressera sur la Religion, plus ils s'obstineront à ne vouloir rien faire de tout ce qu'on désirera d'eux à cet égard : auquel cas, voilà des gens qu'il faudra exterminer comme des rebelles et des relaps, ou garder comme des fous et des furieux ;

2^{de} Que, continuant de leur tenir rigueur, il en sortira tous les jours du Royaume, qui seront autant de sujets perdus et d'ennemis ajoutés à ceux que le Royaume a déjà ;

3^{de} Que, d'envoyer aux galères ou faire supplicier les délinquants, de quelque façon que ce puisse être, ne servira qu'à grossir leur martyrologe, ce qui est d'autant plus à craindre que le sang des martyrs, de toutes religions, a toujours été très fécond et un moyen infailible pour aug-

1. Les Roys sont bien maîtres des vies et des biens de leurs sujets, mais jamais de leurs opinions, parce que les sentiments intérieurs sont hors de leurs puissances, et Dieu seul les peut diriger comme il lui plaist. (V.)

menter celles qui ont été persécutées¹. On doit se souvenir sur cela du massacre de la Saint-Barthélemy, en 1572, où, fort peu de tems après l'exécution, il se trouva cent dix mil Huguenots de plus qu'il n'y avoit auparavant;

4^e Qu'il est à craindre que la continuation des contraintes n'excite à la fin quelque grand trouble dans le Royaume : [ce] qui pourroit faire de la peine au Roy, par les suites en plusieurs manières, et causer de grands maux à la France, notamment si le Prince d'Orange venoit à réussir à quelque grande descente et qu'il y pût prendre pied. Car il est bien certain que la plus grande partie de ce qu'il y a d'Huguenots cachés iroient à lui, grossiroient son armée en peu de tems, et l'assisteroient de tout ce qui pourroit dépendre d'eux : ce qui est bien le plus grand péril, le plus prochain, et le plus à craindre, où la guerre présente puisse exposer cet État. Tous les autres me paroissent jeux d'enfants, ou très éloignés, en comparaison de celui-ci.

La continuation des contraintes ne produira jamais un seul vray catholique, et ne fera qu'aigrir de plus en plus l'esprit des Cantons Protestants, alliés de cette Couronne qui, à ce que j'apprends, sont à tous momens prêts à nous abandonner, à cause des rigueurs qu'ils apprennent qu'on exerce contre leurs frères. D'ailleurs, il est vray de dire qu'elles n'ont édifié personne, pas même ceux qui ont été commis à leur exécution, à qui souvent elles ont donné de l'horreur et de la compassion.

On peut donc s'assurer, de plus, que leur continuation ne sauroit apporter aucun bien à ce Royaume, mais bien un obstacle très considérable à la paix; attendu que si elle est générale, tous les Protestants s'obstineroient à vouloir la *rehabilitation de l'Édit de Nantes*² et ne manqueroient pas de demander des places de sûreté, de gros dédommagemens, et d'appuyer fortement sur cet article, dont on ne se pourra sauver que par quelque gros équivalent.

1. Le grand Constantin, persuadé des vérités de la Religion chrétienne, souhaitait que tous ses sujets fussent chrétiens; mais il avouait en même tems qu'il n'étoit pas en son pouvoir de les contraindre et que la religion se devoit persuader, et non commander. (V.)

2. J'estime toutefois que cette réhabilitation pourroit recevoir quelque modification, mais de peu, et seulement en réduisant l'état des Huguenots en 1670, et cela peut leur faire voir que c'est par pure commisération que le Roy les rétablit, et non par crainte d'eux.

On pourroit même leur proposer de payer trente sols par teste annuellement pour le libre exercice de leur Religion. Je suis persuadé qu'ils y aquesce- roient de tout leur cœur. Ce seroit bien sûrement l'argent du Royaume le mieux payé. Cela même leur donneroit bonne opinion de la sincérité de leur rappel et fourniroit un prétexte bien fondé pour en faire un dénombrement tous les ans, d'autant plus utile que, par là, on verroit leur progrès et leur abaissement. (V.)

Que si, par le mauvais état des affaires, on étoit obligé d'y acquiescer, les véritables ennemis de cette Couronne (c'est-à-dire la maison d'Autriche et le Prince d'Orange) seroient enfin parvenus à jeter les fondemens d'une seconde domination ou d'une nouvelle division dans ce Royaume : qui est ce à quoy la politique des premiers a tendu de tous tems, et ce qu'ils ont désiré avec tant de passion, qu'il n'y a rien eu de bon et de mauvais qu'ils n'aient employé pour y parvenir sous les règnes de Charles-Quint, Philippe II et Philippe III.

Il est, de plus, très certain qu'ils obligeroient, s'ils pouvoient, le Roy à désarmer et à n'entretenir qu'un certain nombre de troupes, si médiocre qu'il ne pût plus leur donner d'inquiétude; et il est à présumer que, si les choses étoient réduites à ce point, la Maison d'Autriche n'en demeureroit pas là, et que ses prétentions n'iroient pas moins qu'à réduire le Roy au traité des Pyrénées ou à celui de Munster, comme ils ont osé s'en vanter depuis peu. On ne doit pas douter que ce ne soit là leur intention, et qu'ils ne l'exécutent autant qu'il pourra dépendre d'eux. A quoy je ne vois rien qui y puisse tant contribuer que de continuer à violenter les Huguenots.

L'obstination au soutien des conversions ne peut être que très avantageuse au Prince d'Orange, en ce que cela lui fait un grand nombre d'amis fidèles dans le Royaume, au moyen desquels il est non seulement informé de tout ce qui s'y fait, mais de plus très désiré et très assuré (s'il y peut mettre le pied) d'y trouver des secours très considérables d'hommes et d'argent. Que sçait-on même, ce malheur arrivant, si une infinité de Catholiques, ruinés et appauvris, qui ne disent mot et qui n'approuvent ni la contrainte des conversions, ni peut-être le gouvernement présent, par les misères qu'ils en souffrent, leurrés d'ailleurs de ses promesses, ne seroient pas bien aises de le voir réussir? Car, il ne se faut point flatter, le dedans du Royaume est ruiné, tout souffre, tout pâtit et tout gémit. Il n'y a qu'à voir et examiner le fond des provinces, on trouvera encore pis que je ne dis. Que si on observe le silence, et si personne ne crie, c'est que le Roy est craint et révééré, et que tout est parfaitement soumis : qui est, au fond, tout ce que cela veut dire.

Voilà donc, d'une part, les maux qui sont arrivés jusques à présent par la contrainte des conversions; et, d'autre, ceux qui peuvent arriver, si les ennemis de cette Couronne continuent de demeurer unis. En ce cas, la guerre ne pouvant pas manquer d'être toujours offensive de leur part, et devenir défensive de la nôtre, il est impossible que nous ne perdions terrain, et qu'à la fin la frontière ne soit pénétrée, par un endroit ou par l'autre. Or si cela arrivoit, on peut dire que tout seroit perdu, ou fort aventuré, puisque, ladite frontière percée, il n'y a rien en deça

de la Meuse ni de la Somme qui pût arrêter l'ennemi, vu que la Bourgogne, la Champagne, la Picardie, l'Isle de France, etc., étant tous de grands pays ouverts, très propres à la cavalerie, où il n'y a pas une seule ville en état de tenir trois jours, toutes étant ouvertes sans défences et sans fortification, de sorte que, si l'ennemi s'y trouvoit maître de la campagne, il auroit beau à se promener et de quoy s'étendre à son aise. Alors Dieu seul peut sçavoir les courses, les dégâts, les incendies, les sacagements et destructions, qui arriveroient dans ce pauvre Royaume ! Pour lesquels empêcher, il n'y auroit d'autre moyen que de s'y opposer avec des armées bien moins nombreuses que les leurs, et par conséquent obligées à une basse et lâche défensive, ou d'en venir à des affaires générales, dont la décision, pouvant tourner à notre désavantage, seroit capable de tout perdre et de causer une révolution dans l'État, ou enfin de le réduire à des extrémités qui ne vaudroient guère mieux. Or, il est certain que tout cela peut arriver, et que les apparences même (eu égard à l'état des affaires présentes) paroissent beaucoup plus pencher pour l'affirmative que pour la négative.

Je suis persuadé qu'on ne peut disconvenir de la possibilité de tous ces cas, qui, eu égard à leur conséquence et aux maux prochains dont ils semblent menacer le Royaume, méritent que le ROY y fasse une très sérieuse attention, et que SA MAJESTÉ y apporte les remèdes possibles pendant qu'il dépend encore d'Elle de la régler comme il lui plaist, afin de prévenir les sollicitations étrangères qu'on pourroit lui faire à cet égard, surtout celles qui pourroient en attribuer les grâces à d'autres qu'à Elle, de peur que ses sujets ne crussent leur en avoir obligation. Or, ces sollicitations, si la chose étoit longtemps dilayée, pourroient devenir des demandes et des conditions fort dures, s'il falloit qu'elles fissent partie d'un traité de paix.

C'est pourquoy, présentement que le ROY est dans la pleine jouissance de ses droits et que personne n'est en état de lui rien proposer en faveur des Religioneux, il semble que c'est le vrai tems d'user de sa justice envers eux, parce qu'on ne la pourra imputer à aucune considération étrangère ; au lieu que s'il attend qu'il soit pressé, toutes les grâces qu'il leur fera seront altérées ou attribuées à ces considérations, ou à celle des traités qui lui en enlèveront tout le mérite, et leur donneront lieu de regarder ceux par qui elles leur seront procurées comme leurs vrais protecteurs : qui est ce qu'il faut éviter comme l'un des plus grands malheurs qui pût arriver à la France. J'avoue bien qu'il est dur à un grand Prince de se rétracter des choses qu'il a faites, spécialement quand elles n'ont eu pour objet que la piété et le bien de l'État ; mais enfin le ROY sçait

mieux que personne que, dans toutes les affaires de ce monde qui ont de la suite, ce qui est bon dans un tems l'est rarement dans un autre, et qu'il est de la prudence des hommes sages de s'accommoder aux changemens qui n'ont pas dépendu d'eux et d'en tirer le meilleur party qu'ils peuvent. Quand SA MAJESTÉ a entrepris les conversions, Elle a cru pouvoir compter sûrement sur vingt années de trêve; c'étoit plus qu'il ne falloit pour en venir à bout. Elle a été trompée, et ce qui devoit durer vingt ans n'en a duré que cinq¹. Ce n'est donc pas sa faute si Elle n'a pas réussey, puisqu'il en eût fallu du moins douze ou quinze pour les achever. Et présentement qu'on peut dire l'entreprise impossible et d'une continuation très dangereuse, Elle ne doit faire aucune difficulté de se rétracter, et j'ose dire même qu'il y auroit de la témérité de s'y opiniâtrer davantage et de ne pas céder au tems, dans une conjoncture aussi fâcheuse que celle-cy, puisque ce seroit mépriser mal à propos les règles du bon sens et de la politique, qui veulent que les grands hommes s'y accommodent et sachent plier leur conduite selon les différents changemens qui arrivent dans les États. Pour conclusion, la gloire des actions ne se mesure point par le commencement de leur exécution, ny par le milieu, mais par la fin. Si le Roy sort bien de cette guerre, tout ce qu'il aura fait pour parvenir à une bonne paix lui sera glorieux. S'il en sort mal, toutes ses actions, quelque belles qu'elles puissent être, seront ternies et souffriront déchet, car l'injustice des hommes fait qu'il n'y a guères de gloire où il n'y a guères de bonheur.

SA MAJESTÉ doit enfin considérer que c'est la France en péril qui lui demande secours contre le mal qui la menace². Le mal est la guerre présente, ou plutôt cette conjuration générale de tous ses voisins, unis et associés pour sa perte. C'est pourquoy, eu égard à l'importance de la chose, il paroît que le Roy ne sauroit rien faire de mieux que de passer par-dessus toutes autres considérations, qu'il faut regarder comme frivoles, et de nulle conséquence à comparaison de celle-ci, et de faire une Déclaration, dans toute la meilleure forme que faire se pourra, par laquelle SA MAJESTÉ expose que, « s'étant aperçue avec douleur du mauvais succès qu'ont eu les conversions et de l'opiniâtreté avec laquelle la plupart des nouveaux convertis se sont obstinés à persister dans la Religion Prétendue Réformée, nonobstant les abjurations qu'ils en ont faites, et l'espoir apparent qu'on lui avait donné du contraire, SA DITE

1. Voir la seconde note, en tête du Mémoire, ci-dessus, p. 191. (C. R.)

2. Les Roys doivent être à leurs peuples ce que les pères sont à leurs mineurs : toujours faire pour eux, et jamais contre. (V.).

N.-B. Cette note n'est pas dans le volume Valazé (*Discretés*, tome I^{er}). Elle a été transcrite dans la copie de Balthazar, d'après la minute des papiers Rosambo (C. R.).

« MAJESTÉ, ne voulant plus que personne soit contraint dans sa Religion,
 « et voulant d'ailleurs pourvoir, autant qu'à Elle appartient, au repos de ses
 « sujets, notamment ceux de la R. P. R. qui depuis quelque tems ont été
 « contraints de professer la Catholique ; après avoir recommandé la chose
 « à Dieu, auquel seul appartient la conversion des cœurs, Elle rétablit
 « l'Édit de Nantes purement et simplement au même estat qu'il était cy-
 « devant, permettant, à tous ses sujets qui n'auront abjuré que par con-
 « trainte, de suivre celle des deux Religions qu'il leur plaira, de rétablir
 « les temples dans la quantité permise par le même Édit, et donnant
 « amnistie générale à tous ceux qui se seront absentés du Royaume à
 « l'occasion de ladite Religion, même à ceux qui ont pris les armes contre
 « Elle pour le service de ses ennemis, et révoquant tout ce qui a été fait
 « contre, de même que toutes les ordonnances, saisies, confiscations,
 « faites à l'occasion des désertions jusqu'à présent, remettant un chacun
 « dans la pleine jouissance de ses biens, à commencer du jour de la publi-
 « cation des présentes pour ceux qui sont demeurés dans le Royaume, et
 « du jour de l'arrivée de ceux qui s'en sont absentés. » Y comprendre enfin
 tout ce qui peut leur rendre le repos, et ordonner par la même à tous
 les Gouverneurs de Provinces, Intendants, Cours souveraines et subal-
 ternes, de tenir la main à l'exécution de cette Déclaration, en tant qu'à
 eux appartiendra, et de leur faire rendre toute la justice possible, tout
 ainsy qu'aux autres sujets de SA MAJESTÉ, sans aucune distinction¹.

Et, pour conclusion, faire cette Déclaration assez favorable pour qu'ils
 aient lieu d'en être contens, et qu'ils y puissent trouver le repos et leurs
 sûretés, en sorte qu'ils ne soient pas nécessités de faire d'autres demandes.
 Il seroit même très à propos de la faire précéder par sortir des galères
 et des prisons tous ceux qui y sont encore pour cause de désobéissance
 ou rébellion à l'occasion des conversions, et de les remettre en pleine
 liberté.

1. Le préambule de cette Déclaration pourroit être comme le suivant :

« Les grands obstacles que tous les Princes de l'Europe, sans en excepter les
 Catholiques, ont apportés pour empêcher l'exécution de l'Édit que nous avons
 fait publier pour réunir à l'Église romaine nos sujets de la R. P. R., et les mal-
 heurs où les ennemis de la France les exposent tous les jours pour les faire
 périr, après leur avoir donné retraite, sous prétexte de les vouloir protéger...

« Ému de pitié et touché du déplorable état où ils se trouvent réduits dans
 les pays étrangers, Nous avons pensé sérieusement aux remèdes que nous pour-
 rions apporter à leurs maux qui sont extrêmes, après avoir pourveu à la sû-
 reté de l'État, et fait sentir à ceux qui en voulaient troubler la prospérité, la peine
 et le châtiment qu'ils méritaient. Et ayant considéré que, tant que l'exercice de
 la R. P. R. sera défendu dans notre Royaume, ceux qui les amusent auront un
 prétexte spécieux de les retenir en les entretenant par de vaines espérances ;
 que la conversion des hérétiques est d'autant plus l'ouvrage de Dieu qu'il laisse

Le premier bien qui arrivera de cette Déclaration est que les peuples tourmentés par les contraintes, se voyant en repos et en état de rentrer dans la jouissance de leurs biens, le feront aussitôt savoir à leurs parents et amis hors du Royaume, qui s'entr'avertiront les uns les autres. Et pour lors, tous ceux qui ont quelque chose, qui souffrent des mauvais traitements qu'ils reçoivent chez les étrangers, feront leur possible pour revenir; et il faut compter bien assurément qu'il ne demeurera parmi eux que ceux qui, n'ayant ni feu ni lieu, ne sauroient où donner de la tête quand ils reviendroient en France¹.

De cette façon, le Roy recouvrera tout ou la plus grande partie de ses sujets dans peu de tems; la tranquillité [se] remettra dans le royaume; chacun ne songera qu'à rétablir ses affaires; et comme ils n'auront obligation qu'au Roy de leur rétablissement, ils ne s'amuseront pas à rechercher des protections étrangères, qui pourroient leur devenir funestes par les suites. Ainsi, quand il s'agira d'un traité de paix, les Protestants alliés ne seront plus en droit de demander la réhabilitation de l'Édit de Nantes, puisque le Roy l'aura fait, ni par conséquent des places de sûreté. Et, le calme étant remis en France, et la nouvelle de cette Déclaration répandue chez nos voisins, les Cantons Suisses, présentement fort ébranlés, se réuniront à nous, et, de durs et difficiles qu'ils sont sur toutes les demandes qu'on leur fait, ils deviendront faciles et traitables. Les Princes de Bran-

les hommes dans la main de leur conseil en leur donnant le libre arbitre; qu'il ne veut pas qu'on force, mais qu'on persuade: que l'obstination où nous les voyons nous fait croire que le temps de leur persuader la vérité n'est pas encore venu, et qu'après que nous avons donné à Dieu et à l'Église des preuves de notre zèle pour la propagation de la foy, on peut tolérer, sans blesser notre conscience, quelques hérésies pour éprouver les justes, puisque l'Évangile nous apprend qu'elles sont nécessaires à cet effet.

« A ces causes, Nous permettons, par cette Déclaration, l'exercice libre de la R. P. R., de la manière qu'elle s'exerçoit avant l'Édit du [18 octobre 1685] qui la leur défend, laissant à la Providence le soin du salut de ceux qui n'ont pas voulu profiter de nos bonnes intentions, pour ne penser qu'à remédier à leur misère présente et au gouvernement temporel de l'État, dont nous sommes uniquement chargé. » (V.)

1. Ce seroit une erreur très grossière de croire que les contraintes puissent anéantir la R. P. R. en France. Il y a plus de 120 ans que l'exercice de la Religion Catholique n'est plus permis en Angleterre; il y a cependant encore assez de Catholiques pour souvent donner de l'inquiétude aux Protestants.

L'exemple des Mosques peut encore icy trouver lieu, car bien que la Religion Mahométane soit établie sur des principes très grossiers et aisés à détruire, les Roys d'Espagne n'en purent jamais venir à bout, après bien des guerres et des révoltes à cette occasion, qu'en les chassant absolument de leurs États; point fatal à la décadence de cette monarchie qui depuis n'a fait que déchoir, tant il est vrai que la grandeur des Roys se mesure par le nombre des sujets, et non par l'étendue des États (V.)

debourg, de Saxe, Lunebourg et Hesse, qui n'ont point de querelles particulières contre la France, mais bien un véritable sujet de jalousie des grandeurs où les dernières conquêtes de l'Empereur ont élevé la maison d'Autriche, rentreroient bientôt dans leurs intérêts, quand celui de la Religion ne subsistera plus. Les Hollandois même, qui, tout soumis qu'ils sont au Prince d'Orange, voudroient bien en être défaits, n'omettront guère à chercher les moyens de se tirer de ses mains, quand, le prétexte de la Religion cessant, ils verront apparence de division entre les Confédérés, ou d'en pouvoir tirer quelque avantage en faveur de leur commerce. Ce seroit même encore un moyen de faire rentrer le Roy de Suède dans nos intérêts, pourvu qu'on lui offrit satisfaction ailleurs.

Il est encore vray de dire que cette Déclaration mettroit le poignard dans le sein du Prince d'Orange, parce qu'elle lui romproit la plus grande partie de ses mesures, luy qui ne compte de réussir dans ses entreprises sur la France que par le secours qu'il espère de tirer d'elle-même, par le moyen des Huguenots, qui pour lors se donneront bien de garde d'avoir aucun commerce direct ou indirect avec luy. En un mot, mieux vaut un rappel sincère par les bonnes grâces du Roy, que toutes les protections étrangères, quelles qu'elles puissent être.

Cette Déclaration me paroist l'un des grands et plus nécessaires coups d'État de ce temps, par ce qu'elle couperoit par la racine la principale raison qui unit les Confédérés. Car, bien que ces gens-là publient que la guerre présente n'est pas une guerre de religion, elle ne laisse pas d'être sous-entendue telle entre eux; et ce n'est qu'aux Catholiques alliés qu'on parle de la sorte, qui veulent bien faire semblant de le croire, parce qu'ils ont des intérêts pressans et des passions qui s'y accommodent, et qui sont plus fortes chez eux que les véritables sentiments de la religion. Il est donc bien certain, que, ce prétexte étant une fois levé de notre part, une bonne partie des Confédérés ouvreroient les yeux, et que, lorsqu'ils viendront à découvrir que leurs intérêts et ceux de la Maison d'Autriche sont si différents, beaucoup d'eux y feront de sérieuses réflexions; et que tel qui paroist âpre et ardent à nous faire la guerre, seroit le premier à parler de paix, spécialement si le Roy offre de se mettre en état de ne plus donner d'inquiétude aux Allemands de l'autre côté du Rhin. Or, pour peu que ces choses vinssent à balancer, et que SA MAJESTÉ se vist en état de pouvoir tirer les affaires en longueur, l'Empereur, qui a tant d'intérêt à s'assurer des conquêtes qu'il a faites en Hongrie, donneroit peut-être les mains à la paix avec plus de facilité qu'on ne pense. Il me paroist enfin que cette Déclaration aplaniroit les plus grandes difficultés de la paix, préviendrait de très fâcheuses suites, et donneroit lieu à des accommodements particuliers avec les uns ou les autres, qui nous conduiroient in-

sensiblement aux généraux, auxquels il n'y a guère d'apparence que l'on puisse parvenir que très désavantageusement, tant que les choses continueront sur le pied où elles sont présentement à l'égard des Huguenots'.

II

RÉFLEXION

Il n'est pas impossible que quelqu'un, prévenu de la vénération due au Saint-Siège, ne pût craindre que la Déclaration proposée en ce Mémoire ne fût mal reçue à Rome, et ne pût causer quelque nouvelle brouillerie entre le Roy et Sa Sainteté. Il ne paroist cependant pas que cette considération y doive faire obstacle. Le Pape Innocent XI prit si peu de part aux conversions des Huguenots, qu'il y a beaucoup d'apparence que son successeur n'en prendra pas davantage à leur rappel. Et quand il le voudroit faire, ceuy étant une affaire temporelle et purement politique, où il va du salut d'un État dont Rome seroit sans doute bien aise de sçavoir l'abaissement, il semble que le Roy ne s'en doive pas faire une affaire. Supposé toutesfois que le Pape fût en droit d'intervenir dans cette affaire, comme Père et premier Protecteur de la Religion Catholique, il semble que le Roy y satisferoit pleinement, si, en y parlant confidemment de son dessein, il lui faisoit exposer par ses ambassadeurs la nécessité où il est de pourvoir à la sûreté de son Royaume, qui n'est pas en état de soutenir longtems luy seul la guerre causée par la conjuration directe ou indirecte de toutes les puissances de l'Europe, et de nourrir dans soy le sujet d'une guerre intestine toujours preste à éclore, qui lui est d'une conséquence beaucoup plus dangereuse que celle du dehors : ce qui l'oblige avec déplaisir de recourir aux moyens les plus possibles pour se préparer un acheminement à la paix. De quoi il l'a voulu cependant avertir, avant que de prendre aucune résolution ; afin que, s'il y a des moyens prompts et efficaces pour procurer une paix honorable à la France, sans être obligé à ce rappel, il ait la bonté de les luy déclarer et de les mettre incessamment en exécution. Que s'il répond ouy, c'est à lui à les faire voir ; sinon, on pourra lui répondre : « Saint-Père, ne trouvez donc pas mauvais si le Roy se sert de ceux qu'il a en main, pour diminuer bien sûrement le nombre de ses ennemis. »

En suite de quoy, et faute de meilleur expédient de sa part, passer outre, et faire la Déclaration dans toutes les formes requises, sans y laisser de quene; car ce seroit bien sûrement que les ennemis tâcheroient

1. La copie Rulhière porte en marge : *Jusques ici le creux Mémoire.*

La Réflexion, l'Addition du 5 avril 1692, et une seconde Addition, qui suivent immédiatement le Mémoire, en sont les appendices. (G. R.)

de les retenir, sous promesse de leur obtenir de meilleures conditions : ce qu'il faut en toutes choses éviter, et plutôt de rien faire du tout ; car il seroit dangereux d'y faire d'autres restrictions que les spécifiées dans l'Édit de Nantes.

III

ADDITION

DU 5 AVRIL 1692¹

Ce Mémoire ayant été relu et examiné plusieurs fois depuis deux ans et demi qu'il est fait, on n'y a rien trouvé qui dût être retranché, eu égard à l'état des affaires présentes de ce Royaume ; on a cru même devoir y ajouter les Additions suivantes, pour lui tenir lieu de Supplément.

Il faut tenir pour certain et très constant que les conversions n'ont été qu'apparentes ; et que, de cent convertis, il n'y en a peut-être pas deux qui le soient de bonne foy ; tous les autres sont Catholiques en apparence, et Huguenots en effet, qui, n'allant pas à l'église, scandalisent dangereusement les catholiques et tous ceux qui les ont vus abjurer ; et ceux qui y vont, ne le faisant de bonne foy, commettent des sacrilèges autant de fois qu'ils se présentent à l'usage des sacrements : chose horrible, et qui se pratique cependant partout où il y a des Nouveaux Convertis, d'autant plus facilement que la plupart d'entre eux croient le pouvoir faire par des considérations temporelles et sans commettre de crime, parce qu'ils n'y ont pas de foy. Ainsi le Roy, avec les meilleures intentions, se trouve sans y penser l'auteur de ce qui peut s'imaginer de plus mauvais dans la Religion².

Les conversions forcées ne sont donc qu'apparentes ; et les Huguenots, les mêmes qu'ils étoient auparavant. En ce cas, il ne se peut qu'ils ne soient dans une grande contrainte, et qu'ils n'ayent par conséquent une aversion extrême pour ce qui les contraint présentement et ce qui doit les contraindre à l'avenir. Or, ce qui les doit contraindre, c'est le Roy, tant qu'il persévérera à leur tenir rigueur sur le fait de la Religion ; attendu que s'il vient à faire une paix où ils ne soient pas avantageusement compris, ou que SA MAJESTÉ ne les ait pas rappelés auparavant, il est à présumer qu'elle ne les laissera pas en repos, le peu de tolérance que l'on a pour

1. La copie Rulhière porte : du 25 avril. Mais le volume Valazé (*Oisivetés*, tome I^{er}), porte : du 5 avril. (C. R.)

2. Le Roy a travaillé pendant trente ans à la conversion des Huguenots, avec application et dépenses : ce qui lui en a ramené insensiblement, par des voies douces et bienfaisantes, plus d'un quart. Du moment qu'on a usé des contraintes, tel qui n'avoit que peu ou point de Religion s'est avisé d'en avoir ; tout s'est élevé, et l'on n'a plus converti personne. (V.)

eux ne pouvant être expliqué que comme un relâchement en faveur de la guerre présente, qui venant à cesser, les contraintes recommenceront avec plus de chaleur que jamais. C'est ce qui leur paraît évident, et dont pas un d'eux ne doute; et c'est aussi ce qui leur fait désirer avec passion le rappel ou la continuation de la guerre, et l'abaissement du Roy et de ce Royaume, jusqu'à ce qu'il soit contraint de leur accorder des conditions, qui leur fassent trouver cette sûreté tant désirée dans ses bonnes grâces ou dans son impuissance à leur pouvoir faire du mal¹. Situation véritablement malheureuse dans un État, qu'une bonne partie de ses sujets soient réduits à ne pouvoir trouver de bonheur ni de félicité que dans la ruine ou l'abaissement de leur Souverain et des autres sujets, leurs compatriotes, parents et amis.

Le soutien des conversions forcées ne peut être d'aucune utilité au royaume, pas même à la Religion catholique qui n'en seroit que plus négligée, s'il n'y avoit plus de Religionnaires. Il n'y a qu'à remonter jusqu'au règne de François I^{er}, et voir ce que c'estoit que les ecclésiastiques de ce tems-là, leurs mœurs et leur doctrine².

La persévérance des conversions nourrit une infinité d'ennemis cachés très dangereux dans le cœur de l'État, que l'on ne connoist pas. Un rappel favorable les ramènera au devoir ou les fera découvrir bien certainement.

Cette même persévérance ne peut manquer d'entretenir autant d'amis fidèles au Prince d'Orange qu'il y a de conversions forcées dans le Royaume, qui lui désirent toutes prospérités, et qui sont prêts à lui rendre tous les services qui peuvent dépendre d'eux, toutes les fois qu'ils pourront prendre leurs avantages pour cela. Le Prince d'Orange³ est ennemi du Roy et de toute la France; il est puissamment armé contre elle, assisté des forces et de l'argent de toutes les puissances de l'Europe, directement ou indirectement. Que sera-ce donc si, pénétrant dans le Royaume par mer ou par terre, les Huguenots peuvent une fois lever le masque impunément et se joindre à lui? Il est vrai que ces mêmes Huguenots ne sont pas assez puissants dans le Royaume pour entreprendre quelque chose de considérable d'eux-mêmes: mais il le sont assez pour pouvoir assister puissamment l'ennemi, s'il avoit remporté quelques

1. Pour preuve de ce que dessus, gens qui le savent bien m'ont assuré qu'il n'y avoit que le quart de Catholiques à la Rochelle vers les années 1661, 62, 63, et que, dans l'année 1687, il n'y avoit plus que le quart ou le tiers au plus de Huguenots. On dit la même chose, ou à peu près, de Nismes et de Montpellier (V.)

2. Voilà deux constatations, deux aveux, qui sont fort remarquables pour l'époque et font grand honneur à Vauban. (C. R.)

3. La copie Rulhière, d'après la minute des papiers Rosambo, porte : *ennemi par*. Le dernier mot n'est pas dans le volume Valazé (*Discrettes*, tome I^{er}). C. R.

avantages considérables sur nous. Or, cet ennemi est dans l'action et agit puissamment pour parvenir à cet avantage; et on ne doit pas douter qu'ils ne soient disposés à se joindre à lui, à la première occasion qui se présentera; d'autant plus dangereusement que leur déclaration ne sauroit manquer d'être suivie d'une guerre dans toutes les parties du Royaume, capable de ruiner tout d'un coup ce que le Roy a fait depuis trente ans avec tant de peines et de dépenses, et de bouleverser l'État sans dessus dessous.

En voilàassez pour convenir :

1^o De l'évidence des maux dont nous sommes menacés par la continuation des contraintes;

Et 2^o de la nécessité très pressante de remédier plus tôt que plus tard, pendant que le Roy est en état de choisir et de tourner cela comme il lui plaira.

De remède, il n'y en a d'autre que celui de les exterminer ou de les contenter. La pensée seule du premier est exécrable et fait horreur, étant directement contraire à toutes les vertus morales, civiles et politiques. Celle de les contenter est bonne, honnête et pleine de charité; et c'est à quoy l'on parviendra en suivant l'intention de ce Mémoire au pied de la lettre, sans restriction, rien n'étant plus dangereux que de faire les choses à demy en cas pareil, n'en déplaie à ceux qui cherchent des modifications où il n'en faut pas.

IV

RÉFLEXION

Quelques-uns pourroient douter si le rappel des Huguenots, dans la manière proposée en ce Mémoire, seroit un moyen bien sûr pour se les concilier et pour lever les défiances qu'on doit avoir d'eux. Il est aisé de résoudre cette question par ce qui suit :

1^o Il est certain que tous les véritables Huguenots se connaîtront, de même que les véritablement Convertis : qui est déjà un grand avantage, car on peut dire que l'on n'y connoit plus rien présentement ;

2^o Que tous ceux qui ont du bien seront sages, de peur de se commettre, ce qui affoiblira extrêmement le parti des esprits remuants ;

3^o Que, de ceux qui en ont peu ou point, la plus grande partie prendront employ dans les troupes, et que ceux qui pourroient conserver de la mauvaise volonté ne seront pas assez forts pour la mettre en évidence ;

1. *Guerre intestine* dans la copie Rulhière. Ce dernier mot n'est pas dans le volume Valazé. (C. R.)

d'ailleurs, il sera aisé d'en savoir le nombre et la demeure, et de juger conséquemment de ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas;

1^o Qu'ils se donneront bien de garde d'avoir recours aux protections étrangères, quand ils pourront être rétablis par le seul effet des bontés du Roy; car la réhabilitation de l'Edit de Nantes leur paroitra un véritable retour, auquel ils prendront plus de confiance qu'à tout ce qui pourroit leur être procuré par un traité de paix. De plus, il y a des gens éclairés parmi eux, qui, comprenant le mal qui leur arriveroit infailliblement par les suites, si ce rétablissement faisoit partie d'un traité de paix, ou qu'il leur fût procuré par des médiations étrangères, se donneront bien de garde de rien écouter de ce côté, tant qu'il y aura lieu de l'espérer des bonnes grâces du Roy. La raison est que toute guerre présuppose une paix qui, quelque avantageuse qu'elle pût être à leur parti, n'irot jamais jusqu'à pouvoir l'égalér à celui du Roy, qui tôt ou tard les accableroit par le seul intérêt qu'il auroit à le faire; au lieu que, n'étant distingués des autres sujets que par la différence des religions, dont l'exercice leur aura été permis par le Roy, SA MAJESTÉ ne fera aucune différence d'eux à ses autres sujets.

Il est de plus à présumer que les gens aisés, comme les plus sages, contiendront les autres ou donneront avis de leur conduite, s'ils leur en connaissent de mauvaise, pour ne se pas faire des affaires à eux-mêmes. D'ailleurs le François aime peu et ne sait pas haïr; et les traitements durs et peu charitables que les Réfugiés ont trouvés chez les étrangers leur en ont donné un grand dégoût et leur font ardemment¹ désirer le retour à la patrie, où ils ne manqueroient pas d'instruire ceux qu'ils y ont laissés de leurs peines et de leurs souffrances.

J'ay ouï dire à gens fort savants dans les affaires des Huguenots, qu'avant les conversions forcées, leur nombre n'alloit pas à plus de 600 mille personnes de tous âges et de tous sexes. Il y en a peut-être 80 à 100 mille de sortis hors du royaume. Reste à 500 mille, dont il y a bien sûrement quelques-uns de véritablement convertis, ou qui se feront un point d'honneur de ne plus retourner au préche, comme beaucoup d'autres s'en sont fait de ne point abjurer. Supposé que cela aille à 10 mille âmes, il s'y en trouvera bien autant d'invalides, comme aveugles, boiteux, manchots, estropiés, tombant du haut mal, et autres infirmités corporelles qui rendent les gens impropres à la guerre: dont on trouve au moins un entre 40 ou 50 hommes des plus sains. Reste à faire état de 480 mille personnes, dont il faut ôter la moitié pour les femmes et filles. Reste à 240 mille, dont il faut encore ôter la moitié pour les enfants au

1. Le colonel Audoyat a imprimé : *ordinairement*, mais le volume Valazé *Uniscartes* tome I^{er} porte bien : *ardemment*. (C. R.)

dessous de 17 ans et les vieillards au dessus de 50. Restera 120 mille hommes, depuis 17 jusqu'à 50 ans, que nous supposons l'âge propre à pouvoir porter les armes. De ce nombre, il est bien sûr qu'il y en aura plus de la moitié, ou les deux tiers, qui se trouveront d'une profession très éloignée de celle des armes. Reste donc à faire état de 60 mille hommes au plus, desquels il y en aura au moins un tiers dans les troupes du Roy, où il y en a déjà bonne quantité. Le surplus, montant à 40 mille ou environ, étant répandu dans toutes les parties du Royaume, sans tête et sans corps, ne méritera pas qu'on en fasse état ni qu'on en prenne d'inquiétude.

Nos lecteurs ont pu voir que la recommandation dont nous avons fait précéder le texte de cet important document était motivée. Quelque élevés que fussent les sentiments de Vauban, c'est surtout ici le sage politique, c'est le soldat expérimenté, c'est le patriote et le fidèle sujet du roi, qui parle avec une grande liberté, mais sans toutefois dépouiller son caractère de catholique. Ses allégations s'en ressentent naturellement. Aussi son langage est-il de nature à froisser, chemin faisant et en plus d'un endroit, le sentiment des huguenots qui seraient peut-être un jour appelés à le lire. Il faut que ceux-là, à leur tour, aient l'esprit assez large et le cœur assez haut pour ne considérer que le but visé par l'illustre maréchal et la grandeur d'âme dont il donna une preuve à jamais admirable.

(*A suivre.*)

CHARLES READ.

LE PRÉDICANT MARTYR TOUZINEAU.

NOUVEAUX DÉTAILS (La Rochelle, 1738)¹.

Les recherches concernant Touzineau, auxquelles je me suis livré, n'ont produit qu'un assez maigre résultat. Nos lecteurs l'accueilleront néanmoins avec l'intérêt sympathique que mérite la mémoire d'un martyr de notre Église et de la liberté de conscience.

On a dû remarquer que Touzineau avait été traduit devant une commission spéciale, c'est-à-dire jugé par un tribunal d'occasion, d'exception, sans indépendance et partant sans conscience, constitué uniquement pour prononcer une condamnation capitale qu'on n'aurait pas obtenue de la justice ordinaire.

1. Voy. le *Bull.* du 15 janvier, p. 43.

Les pièces qu'on va lire établissent que cette condamnation fut sollicitée par l'intendant de la province, Barentin, accordée par le conseil du roi ou du moins par le cardinal de Fleury, et envoyée par M. de Maurepas. Donc l'interrogatoire, la confrontation, le réquisitoire et la délibération, tout cela n'était qu'apparence d'impartialité : formes hypocrites et mensongères dont s'affublait une justice servile.

Sans doute l'un des dix-sept articles, le second, de la déclaration royale du 14 mai 1724, portait ceci : « Ordonnons que tous les prédicants qui auront convoqué des assemblées, qui y auront prêché ou fait aucunes fonctions soient punis de mort. »

Mais, outre que cette déclaration n'avait pas été enregistrée par le Parlement, elle était si peu dans l'esprit de l'époque, que le conseil du roi avait cru devoir ajouter : « Sans que la dite peine de mort, à l'égard des dits prédicants ou ministres puisse à l'avenir être réputée comminatoire. » Cette monstrueuse ordonnance était donc généralement considérée comme *comminatoire*.

Il y avait bien des chances pour que cette interprétation eût été maintenue par toute autre juridiction appelée à décider du sort de Touzineau. En tous cas le condamné eût encore pu recourir à l'appel.

Avec la commission Barentin, rien de semblable n'était à craindre : elle jugeait comme on voulait et en dernier ressort.

J'ai copié les lettres qui suivent dans l'un des registres manuscrits des dépêches de la maison du roi¹.

G. PASCAL.

A M. de Barentin, à Versailles le 21 mars 1738.

Monsieur,

J'ai rendu compte au Roy de la lettre que vous m'avez écrite le 8 de ce mois au sujet des fréquentes assemblées de religionnaires qui se tiennent dans votre département.

Sa Majesté m'a commandé de vous envoyer les ordres que vous trouverez cy joints pour faire arreter les prédicants et les personnes qui presentent leurs maisons pour tenir ces assemblées ou qui les favorisent.

Vous ferez très bien de prier M. de Bazauge de s'assurer de toutes les

1. Archives nationales. Reg. 02.382. Ces lettres sont les copies des dépêches du comte de Maurepas, ministre du département de la marine et de la maison du roi.

personnes que vous ferez ensuite transférer par la maréchaussée dans les prisons de La Rochelle. Vous voudrez bien m'informer de ce qui résultera de leur interrogatoire.

A M. de Barentin, à Versailles le 19 avril 1738.

Monsieur,

J'ai examiné l'extrait que vous m'avez envoyé des interrogatoires qu'ont subi les cinq religionnaires qui ont été arrêtés auprès de Saujon¹. Il me paraît que le nommé Touzineau est le plus chargé des cinq. Si vous croyez qu'il convienne de faire un exemple dans la province, qui puisse en écarter les prédicants ou empêcher les assemblées, vous voudrez bien m'envoyer un projet d'arrêt pour vous autoriser à faire instruire et juger le procès de ces cinq particuliers.

A Versailles, 26 décembre 1738.

Monsieur,

J'ai reçu avec la lettre que vous m'avez écrite le 19 de ce mois, le jugement que vous avez rendu contre le nommé Touzineau et ses complices. Il est à souhaiter que cet exemple, joint à celui qui a été fait depuis peu en Poitou, contienne les religionnaires, empêche leurs assemblées, et les détermine à envoyer leurs enfants aux instructions.

Puisque vous croyez convenable de mettre en liberté le nommé le Breton, qui ne s'est trouvé chargé par aucun des témoins, je joins ici les ordres de Sa Majesté à cet effet².

MÉLANGES

REGISTRES DE BAPTÊMES, MARIAGES ET DÉCÈS

DES ÉGLISES DU POITOU DE 1589 A 1792.

Voici les notes succinctes prises par M. Christoffau sur les registres des actes pastoraux concernant le Protestantisme poitevin de 1589 à

1. Petite ville à cinq lieues de Saintes, sur les bords de la Sèvre. Quoique arrêté près de Saujon, je crois que Touzineau était de La Rochelle. Il y a encore des Touzineau dans cette ville. Ils sont catholiques comme l'était notre prédicant avant sa conversion.

2. Les lettres et les interrogatoires envoyés par Barentin à Maurepas n'existent plus aux Archives nationales.

1792, dont il était question dans le *Bulletin* du 15 février (p. 110). Comme on l'a vu, ces registres étaient renfermés dans le donjon de Niort avec bien d'autres pièces importantes pour l'histoire du protestantisme. Si tous ces documents sont restés inconnus jusqu'ici, c'est que, pendant bien longtemps, il a été impossible d'en prendre connaissance. Pour ma part, pendant dix ans, sous l'Empire, j'ai fait de vaines tentatives pour qu'on me permit d'explorer cet amas de vieux papiers qui n'occupaient pas le donjon alors, et que je savais, de source certaine, contenir des pièces de grande valeur pour nous. A toutes mes demandes on répondait : « Tous les papiers concernant le protestantisme ont été brûlés. » Nous sommes heureux de constater aujourd'hui que ce n'était pas vrai, ce que nous savions très bien d'ailleurs, et que, de plus, il est permis de les lire et de les copier, ces papiers, qui seraient si bien à leur place à la Bibliothèque de l'histoire du protestantisme. On a vu, en effet, que l'année dernière M. Christoffau a pu pénétrer dans le lieu où sont entassés pêle-mêle tous ces vieux documents, et pendant le peu de temps qu'il a pu consacrer à ses recherches, il a découvert les registres de nos Églises du Poitou, antérieurs à la Révolution française. Ces courtes notes qu'il a prises en courant, parce que le temps lui a fait défaut, nous avons essayé de les coordonner. Bien que l'histoire du protestantisme dans le Poitou nous soit assez familière, nous ne voudrions pas affirmer que le classement des actes pastoraux dans leur attribution à telle ou telle circonscription ecclésiastique soit absolument exact. Il faudrait pour cela avoir les registres sous les yeux, et encore est-il probable que, dans les registres, le départ n'est pas exactement fait. Ainsi, par exemple, les notes de M. Christoffau ne font aucune mention de l'Église de *La Mothe-Saint-Héray* où la Réforme avait pénétré dès le milieu du xvi^e siècle (1543) et qui comptait un très grand nombre de fidèles en 1682, au moment où son temple fut démoli. Mais il pourrait bien se faire que les registres des *quartiers* de *Melle* ou de *Saint-Maixent* comprissent des actes pastoraux se rapportant à l'Église de La Mothe, comme il est probable aussi que le donjon de Niort renferme d'autres registres que M. Christoffau n'a pas eu le temps de découvrir. Cela est d'autant plus probable qu'il y a bien d'autres Églises du Poitou, très importantes au xvi^e siècle, qui ne sont pas mentionnées ici.

Pour le groupement des actes pastoraux, nous avons suivi la divi-

sion des Églises par *quartiers* adoptée par le synode provincial de 1775. Cette division ne correspondait pas tout à fait à l'ancienne division des Églises du Poitou en *colloques*, adoptée au synode de Saint-Maixent le 26 août 1598.

On remarquera peut-être un certain enchevêtrement dans les dates d'inscription, par exemple de nombreuses rétrogradations. Ce désordre apparent s'explique très bien quand on considère que le ministère pastoral était alors un ministère itinérant au cours duquel les baptêmes et les mariages se faisaient souvent par *fournées* ; que les inscriptions sur le registre n'avaient pas toujours lieu immédiatement et que plusieurs pasteurs inscrivaient leurs actes pastoraux sur le même registre.

M. Christoffau dit qu'il n'a pas trouvé de registres pour « les inhumations qui devaient cependant apporter au pasteur leur contingent de travail ». Le fait n'est étonnant qu'en apparence. En effet, les pasteurs ne présidaient qu'à une bien minime partie des inhumations. La plupart des services funèbres étaient faits par les *anciens* des Églises, même encore dans les premières années de notre siècle. Les pasteurs étaient en trop petit nombre pour l'immense étendue de leur champ d'action. Ils avaient assez à faire avec la prédication, les baptêmes, les mariages, l'instruction religieuse et les visites de malades quand ils pouvaient. Il reste fort peu de registres de décès, au moins dans le Poitou et la Saintonge. D'ailleurs, il faut bien en convenir, les registres de baptêmes et de mariages avaient une toute autre importance, au point de vue confessionnel, que les registres de décès.

Et maintenant nous souhaitons vivement, nous aussi, que quelqu'un de bonne volonté se rencontre pour faire des fouilles sérieuses dans cette mine que M. Christoffau n'a fait qu'effleurer. Le travail sera long parce que le désordre y est complet¹, mais je puis affirmer

1. Dans le numéro du *Bulletin* du 15 mars, p. 168, M. de Richemond nous apprend que tous ces documents viennent d'être versés, par le greffe, aux archives départementales des Deux-Sèvres. Nous nous en réjouissons, car entre les mains de M. J. Berthélé, ce n'est qu'une affaire de temps pour que l'ordre soit rétabli. Avec lui, nous saurons encore assez vite ce que ces documents renferment d'intéressant pour le protestantisme. — M. de Richemond a pu dépouiller le registre de Saint-Maixent et en a tiré quelques renseignements pleins d'intérêt sur les familles protestantes de cette Église au xvi^e siècle et au commencement du xvi^e, en relevant les inscriptions de mariages.

que ce travail sera récompensé par des découvertes importantes sur nos anciennes églises du Poitou. Il est plus que probable aussi qu'on y trouvera des pièces concernant M^{me} de Maintenon et son rôle dans les affaires religieuses.

D. CHARRAUD.

Église de Saint-Maixent.

Un registre de 1589 à 1601 avec couverture formée d'un vieux manuscrit en parchemin :

C'en suivent le nom de ceux qui ont été épousés dans l'Église réformée de Saint-Maixent depuis que par la grâce de Dieu elle a été redressée (après la prise de la dite ville par le feu sieur de Joyeuse qui fut le 5 avril 1589), par M. du Vivier, ministre de la parole de Dieu de l'Église de Vendosme.

A la fin du registre, on lit :

Je soussigné pasteur en cette Église de Saint-Maixent dès le 28 janvier 1590, certifie que les mariages et espousailles mentionnés et contenus en ce papier ont été célébrés et sanctifiés publiquement en face de l'Église de Saint-Maixent. Fait au dit Saint-Maixent le dernier jour de décembre 1601.

Signé : CHAIGNEAU.

Chaigneau (Jonas) qui était pasteur à Saint-Maixent dès le 28 janvier 1590, y continua son ministère jusque vers 1645. Il s'était marié le 9 février 1594 avec Suzanne Poignant de Saint-Maixent. A la ré-

1. Ce registre, dit M. de Richemond, a été produit pour justifier du droit d'exercice public, par « les sieurs Maucclair et Gilbert députés et les habitants de la Religion, contre les syndics du clergé, abbé et religieux dudit Saint-Maixent ». Le journal des frères Le Riche et M. Lièvre nous apprendent que le temple construit d'après l'autorisation royale, sur le terrain donné par la famille Vasselot et Joseph de Bandéan Parabère, lieutenant général en Poitou, fut inauguré par le pasteur Jonas Chaigneau le 5 février 1599. Le culte y fut célébré pour la dernière fois le 2 novembre 1634, les grands jours ayant condamné le temple à être démolí. L'exercice eut lieu pendant sept ans dans le jardin de la maison noble de Chauray. Le 11 avril 1636, un arrêt du Conseil autorisa la construction d'un temple au faubourg Chalon dans un fief relevant des Gillier de la Villedieu. Chaigneau en était encore pasteur en 1639. Démolí à la Révocation, le temple fut remplacé en l'an XII par l'ancienne église de Saint-Léger qui fut louée aux protestants puis acquise par eux, enfin, en 1876, par une élégante construction en style roman.

vocation de l'édit de Nantes, cette famille se convertit au catholicisme. Son dernier représentant est mort catholique, à Saint-Maixent, en 1879, laissant une grande fortune qu'il a léguée à l'hôpital-hospice de la ville. On n'a pas retrouvé dans sa succession les papiers de son ancêtre Jonas qu'il possédait cependant, car lui-même en avait souvent parlé au pasteur Théophile Gibaud, de Saint-Maixent.

Viennent ensuite les registres de Gamain¹ et Pougard².

Novembre 1749 à juillet 1751..... Gamain. — Bapt. 1 à 1,278.
quelques baptêmes sont inscrits
par Gounon, pasteur.

1 ^{er} novembre 1752 au 17 juin 1755..	Gamain.	—
21 juin 1755 au 28 nov. 1757.....	—	—
4 déc. 1757 au 10 janvier 1760.....	—	—
18 janvier 1760 au 23 octobre 1763..	—	—

Le registre de Pougard porte ceci : J'ai célébré pendant

l'année 1760. — 120 mariages; baptisé 147 garçons, 137 filles.

— 1761. — 126 — — 276 — 241 —

— 1762. — 129 — — 244 — 200 —

— 1763. — 103 — — 212 — 187 —

de juillet 1763 à décembre 1764... Pougard.

16 novembre 1764 au 30 avril 1766.. — 756 actes pastoraux.

2 octobre 1763 au 17 mars 1767.... Gamain.

mai 1766 à novembre 1767..... Pougard.

7 avril 1767 au 5 février 1770..... Gamain.

décembre 1767 à mai 1769..... Pougard, de 4,045 à 4,347.

avril 1769 à mai 1770.....

mai 1770 à décembre 1772..... — de 4,635 à 5,054.

février 1773 à novembre 1773.... Gamain de 7,954 à 8,907.

25 janvier 1773 au 22 juin 1773.... Pougard.

19 décembre 1773 au 7 février 1777.. Gamain.

(A la fin du registre de Pougard se trouve cette note : pas de baptêmes pendant les derniers mois de 1763 parce que j'étais au synode du bas Languedoc).

1. Gamain dit Lebrun, dit Moinier, vint comme pasteur en 1750 et mourut à Pouzauges (Vendée) le 10 novembre 1782.

2. Pougard dit Dézerit, appelé comme pasteur en 1760, resta jusqu'en 1773, époque où il alla desservir les Églises de l'Angoumois. Il était né dans le canton de Saint-Maixent. La famille existe encore à Mautré.

Quartier de Melle¹. — Église de Melle.

Un registre de l'Église de Melle par Gilbert² ministre, qui va d'octobre 1672 à septembre 1673.

Un autre, signé par Tranchée³, va du 5 mai 1765 au 18 janvier 1768 avec les actes pastoraux de 1 à 1029.

Les deux derniers actes portent la mention « au désert ».

Un autre, signé Gobinaud⁴, avec cet en-tête :

Registre des mariages et baptêmes célébrés dans le haut Poitou par moi, François Gobinaud, pasteur au quartier de Melle.

du 6 décembre 1775 au 30 nov. 1778. Gobinaud.

30 novembre 1778 au 20 juillet 1780. — 692 à 1,123.

23 juillet 1780 au 3 août 1783. — 1,124 à 1,910.

8 août 1783 au 17 février 1786. — 1,911 à 2,667.

19 février 1786 à septembre 1787. . . — 2,668 à 3,034.

8 février 1789 au 4 décembre 1791. . — 3,101 à 4,025.

Un registre de police du siège royal de la baronnie de Melle pour inscrire les inhumations de ceux auxquels la sépulture ecclésiastique n'est pas accordée. Il va de septembre 1782 à avril 1783.

*Même quartier. — Églises de Celles et de Vitré.**Canton de Celles.*

4 janvier 1760 au 30 décembre 1768. Gamain, Pougard.

24 janvier 1771 au 20 mai 1771. Pougard, Métayer⁵, Tranchée, Gamain, Gibaud⁶.

1. Jusqu'en 1775, les pasteurs n'avaient pas de champ d'activité délimité; ils exerçaient leur ministère dans toutes les Églises indistinctement. En 1775, un synode provincial assigna un quartier spécial à chacun d'eux. Mais il ne semble pas que les pasteurs se soient renfermés dans les quartiers qui leur étaient assignés, car les registres que nous avons ici portent, après cette date, la signature de pasteurs de différents quartiers. Ainsi, par exemple, les registres de Vitré, quartier de Melle, portent la signature de Tranchée qui avait le quartier de Lusignan et celle de Gibaud qui avait le quartier de Saint-Maixent.

2. Gilbert (Abraham) appelé comme pasteur en 1660; il fut nommé à Paris en 1678, et se réfugia en Suisse après la révocation de l'édit de Nantes. Son fils, également pasteur à Melle, se réfugia en Hollande.

3. Tranchée, dit Fortunière, appelé en 1765, était encore pasteur en 1785. Voy. sur lui, *Bull.* XXXV (1887), p. 485.

4. Gobinaud, dit Bazel, appelé en 1775, est mort vers la fin du XVIII^e siècle.

5. Il y eut deux frères Métayer appelés tous les deux comme pasteurs en 1774; l'un avait pris le surnom de Labarre, et l'autre celui de Lafontaine. Ce dernier était encore pasteur dans le Poitou à la fin du XVIII^e siècle.

6. Gibaud dit Quasci, appelé en 1767. Un autre Gibaud, dit Rivière, cousin du

juin 1771 à mai 1779..... Gibaud, Gamain, Tranchée,
28 novembre 1774 au 5 août 1778... Métayer, Gobinaud, Gibaud, Ga-
main.
19 avril 1778 au 21 septembre 1780.. Gobinaud, Gibaud, Gamain.
10 octobre 1780 au 22 août 1782.... Gobinaud.
24 septembre 1780 au 2 février 1783. Gibaud, Gamain, Gobinaud.

Des registres de décès pour les non catholiques signés par Nourry
avocat, en exécution de l'édit du 3 novembre 1787 :

1787..... signé par Nourry.

1789.....

1790.....

1791..... — —

janvier 1791 au 1^{er} août 1791, signé par Auguis, juge.

avril 1791 à août 1792.	—	—
-------------------------	---	---

septembre 1792 — —

Même Quartier. — Église de Mougon. — Même Canton.

14 mars 1765 au 8 février 1768..... Gamain, Tranchée.

10 février 1768 au 21 sept. 1771..... Gibaud, Tranchée, Gamain,
Pougnard.

29 juin 1771 au 9 juillet 1775..... Métayer, Gibaud, Gamain.

Id. — Église de Sauzé ou Sauzé-Vaussais. — C. de S.-V.

1671 à 1675..... Boutaud¹ pasteur.

Id. — Eglise de Lezay. — Canton de Lezay.

25 novembre 1757 au 15 avril 1760). — Gamain (baptême de Marie Eprinchard).

15 août 1760 au 8 novembre 1763.... Gamain, Pougnaud.

24 décembre 1768 au 28 février 1773. Gamain, Gibaud, Pougnaud, Tranchée (baptême de François Eprin-
chard).

15 juillet 1769 au 9 juillet 1772..... Gibaud, Pougnaud, Tranchée, Mé-
tayer, Gamain.

juillet 1772 au 24 janvier 1775.. Tranchée, Gamain, Gibaud.

précédent, vint en 1780. Après la réorganisation des cultes en 1802, la branche des Gibaud-Quasei a fourni, de père en fils, les pasteurs de La Mothe-Saint-Héray, et la branche des Gibaud-Rivière, ceux de Saint-Maixent. Coïncidence curieuse : les deux branches ont exercé le ministère pastoral pendant le même nombre d'années. Les Gibaud-Quasei de 1767 à 1899, les Gibaud-Rivière de 1780 à 1873.

1. Boutaud fut appelé comme pasteur en 1671 et resta jusqu'en 1675.

- 12 mars 1773 à novembre 1776. . . . Tranchée-actes pastoraux de 2,306 à 3,440.
 3 décembre 1775 au 18 mai 1777. . . . Tranchée, Gamain, Gibaud.
 5 février 1775 au 6 septembre 1777. . . — — —
 1^{er} octobre 1775 au 30 juillet 1780. . . — — —
 1780 au 2 décembre 1781. Tranchée.
 10 juillet 1780 au 15 janvier 1784. . . Tranchée, Gibaud, David.
 9 janvier 1782 au 7 mars 1784. Gobinaud, Gibaud, Mathieu.
 15 décembre 1783 au 17 sept. 1786. . Mathieu.
 mai 1786 au 7 octobre 1787. . . . Mathieu, Gobinaud (au désert).
 1786 au 29 novembre 1787. . .

Id. — Eglise de Chenay. — Canton de Lezay.

- Octobre 1758 à décembre 1762. Gamain, Pougnaud, actes pastoraux de 345 à 823, avec la mention « au désert ».
 24 janvier 1768 au 27 avril 1770. . . . Tranchée, 1,030 à 1,748.
 3 janvier 1768 au 25 août 1769. Gamain, Gibaud, Pougnaud.
 février 1769 à avril 1771. Gamain, Tranchée.
 25 août 1769 au 17 janvier 1771. Gibaud, Gamain.
 20 mai 1770 au 10 mars 1773. Tranchée, 1,749 à 2,395.
 25 août 1771 à mai 1777. Gamain, Gibaud, Tranchée.
 12 décembre 1776 au 22 sept. 1778. . Tranchée, 3,470 à 4,075.
 mai 1777 à septembre 1779. . . . —
 5 octobre 1778 au 27 février 1780. . . — 4076 à 4735.
 septembre 1779 à 19 déc. 1779. . . (Au désert : le 28 septembre 1719, mariage de Jean Augereau et de Marianne Bourchenin)
 27 février 1780 au 15 juillet 1781. . . Tranchée, 4,736 à 5,351.
 17 juillet 1781 au 18 octobre 1782. . . —

Id. — Eglise de Chey. — Canton de Lezay.

- 25 novembre 1783 au 31 oct. 1784. . . Mathieu, pasteur, actes pastoraux de 1 à 434.
 1 novembre 1784 au 27 nov. 1787. . . Mathieu, pasteur, actes pastoraux de 435 à 947.
 27 novembre 1787 au 30 déc. 1788. . . Mathieu, pasteur, actes pastoraux de 948 à 1163.
 janvier 1786 au décembre 1789. . . Mathieu, pasteur, actes pastoraux de 1164 à 1371.
 janvier 1790 au 27 décembre 1790. . Mathieu, pasteur, actes pastoraux de 1372 à 1536.

Mariages de l'année 1790.....	21
Baptêmes. Garçons.....	77
-- Filles.....	66

*Id. — Église de La Brousse ou La Brousse-du-Cerf. --
Canton de Lezay.*

Registre des baptêmes et mariages célébrés par moi Antoine Gounon¹, dit Pradon, ministre de l'Évangile sous la Croix, arrondissement de La Brousse.

27 juillet 1744 à 1746..... (Tous les actes sont célébrés au désert.)
1753 à 1756..... Gamain.

Autre Registre de l'Église de La Brousse.

8 décembre 1763 à avril 1770..... Gamain, Pougard, Tranchée.

3 mars 1764 au 17 mai 1771..... Pougard, Gamain, Gibaud, Tranchée.

2 avril 1771 au 5 octobre 1773....

9 janvier 1774 au 6 novembre 1775. Gamain, Tranchée, Gibaud (au désert).

Un Registre des enterrements de l'Église de La Brousse du 25 février 1785 à janvier 1786.

Quartier de Lusignan. — Église de Civray. — Canton de Civray.

Registre pour servir à inscrire les déclarations de mariage des personnes non catholiques du ressort du siège épiscopal de la sénéchaussée de Civray, du 25 août 1788 au 11 septembre 1788.

BIBLIOGRAPHIE

LETTRES INÉDITES ADRESSÉES DE 1686 A 1737

à J.-A. TURRETINI

Publiées et annotées par E. de Budé².

On sait qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour revivre une époque, que d'en lire les événements, les préoccupations, le degré de culture, dans les lettres des contemporains. De là le succès qu'ont eu,

1. Gounon (Antoine), dit Pradon, succéda à Jean Loire en 1744. A la suite de ses démêlés avec Pélissier, dit Dubesset, ils quittèrent tous les deux le Poitou au commencement de 1751.

2. Trois volumes in-16, de IX, 401, 402 et 464 pages. Paris, Monnerat; Genève, Carey, 1887.

en ce siècle surtout, les innombrables recueils épistolaires de personnages connus ou inconnus, succès peut-être excessif, car ce genre de documents a besoin d'être éclairé, complété, précisé par beaucoup d'autres, qui se sont peu à peu fait une place indispensable à côté d'eux. Mais il est incontestable, pour ne citer qu'un ou deux exemples, que l'histoire de la Réforme nous serait bien mal connue sans la *Correspondance des Réformateurs*: celle des guerres de religion, sans les lettres de Coligny et de tant d'autres.

Abondants, en ce qui nous concerne, nous protestants français, pour certaines parties du xvi^e siècle, ces recueils sont encore relativement rares pour les époques postérieures. Il y a bien, pour le xvii^e siècle, la correspondance de Duplessis-Mornay, mais, outre qu'elle a été fort mal publiée, elle est bien insuffisante. Pour la période du désert, on a les précieuses lettres de Paul Rabaut, que M. Dardier met au jour avec tant de soin et de persévérance.

Mais on n'avait rien encore dans ce genre, pour le Refuge, pour l'histoire de la France protestante dans l'exil, notamment pendant le demi-siècle qui suit immédiatement la catastrophe de 1685. C'est cette lacune que M. E. de Budé entreprend le premier de combler, au moyen de ces 1,200 pages de lettres adressées de toutes les parties de l'Europe¹ à l'une des sommités du protestantisme genevois, Jean-Alphonse Turretini², par une centaine de ses correspondants, de 1685 à 1737. On y voit que des liens solides, durables, unissaient entre eux les membres violemment dispersés — *membra disjecta* — de l'exode huguenot. Ils continuèrent, cela va sans dire, à s'intéresser à ce qui se passait en France, et, le croirait-on, c'est par des prêtres catholiques, comme les abbés Bignon et de Longueur, qu'ils étaient tenus au courant du mouvement littéraire et même théologique de la mère patrie?

Si nous en exceptons un certain nombre de lettres qui témoignent de l'intérêt et des efforts des réfugiés en faveur de leurs frères persécutés en France³ ou des vallées vaudoises, la plupart de celles que M. de Budé a extraites de ses archives particulières, ou du fonds de Roches, de la bibliothèque de Genève, nous initient au mouvement religieux, littéraire et théologique de cette France à l'étranger. Celles signées Basnage, Bayle, Bernard, de Cronzaz, Leclerc, Ostervald,

1. Il y en a même deux qui émanent de la congrégation protestante de Constantinople (II, 124-127).

2. Dont M. E. de Budé a raconté la Vie. Lausanne, Bridel, 1880, en un volume de 324 pages in-16.

3. Voyez surtout les intéressantes lettres de *Benjamin du Plan*, t. II.

Polier, Pictet, Saurin, pour ne citer que des noms connus et dont plusieurs paraissent très fréquemment, sont, à cet égard, on ne peut plus intéressantes et instructives. On assiste au début d'une sorte de réaction contre la théologie exclusivement dogmatique, plus scolastique que savante qui passionnait encore beaucoup de pasteurs, et bien des questions d'un autre ordre, culte, liturgie, enseignement religieux, etc., commencent à se poser¹.

Il y a aussi, çà et là, des informations politiques; mais nous n'y avons pas trouvé de traces d'une des « conséquences les plus graves de la Révocation », que M. Geffroy semble y avoir aperçue, et qu'il appelle « la perversion de la conscience patriotique, chez les victimes de la violence faite à la conscience religieuse² ». On est, au contraire, frappé, en parcourant cette volumineuse correspondance, de l'absence de récriminations contre ceux qui la firent naître, par leur fanatisme aussi impolitique qu'antireligieux.

En remerciant M. E. de Budé du service qu'il nous rend en nous permettant ainsi de pénétrer dans l'intimité du Refuge huguenot, cinquante ans avant la Révolution, nous n'exprimerons qu'un regret : c'est que ces lettres aient été classées suivant l'ordre alphabétique des correspondants. L'auteur répondra qu'à la fin du troisième volume une table chronologique permet de les lire dans cet ordre qui nous paraît le seul rationnel. Cela est vrai, mais il faut alors passer sans cesse de l'un à l'autre des trois volumes, procédé auquel

1. Voyez entre autres, I, 244, et les lettres des Ostervald.

2. *Rapport lu à l'Académie des sciences morales et politiques* le 28 juillet 1888. Après avoir présenté J. A. Turretini à l'Académie, M. Geffroy commence, en effet, par exposer cette conséquence de l'iniquité de 1685. Il la démontre par la conduite de Schomberg qui périt à la bataille de la Boyne, et de Ruigny qui combattit le maréchal de Luxembourg à Nerwinde. Or il n'est pas question de ces faits dans les lettres à Turretini, et l'on sait, du reste, qu'à cette époque, les réfugiés au service de leurs patries adoptives se battaient bien moins contre la France que contre le despotisme clérical de Louis XIV, qui prétendait imposer Jacques II à l'Angleterre, et, d'une manière générale, asservir politiquement le protestantisme européen. On ne devait jamais perdre de vue qu'avant la Révolution, l'idée de patrie s'incarnait bien moins dans le pays que dans le souverain dont on était le *sujet*. Et c'est se montrer bien exigeant que de reprocher l'absence de conscience patriotique à des Français auxquels, pour des crimes imaginaires, on refusait en France jusqu'à l'état civil et à la sépulture.

Un peu plus loin, M. G. parle aussi des « pamphlets de Claude et de Jurieu ». Passe encore pour Jurieu, bien que ses écrits soient autre chose et plus que des pamphlets. Mais les *Plaintes* de Claude ne font que résumer des faits notoires, innombrables, dont la réalité a été mille fois plus terrible que ce récit condensé, abrégé. Si M. G. en doute, qu'il se donne la peine de lire la préface de l'édition des *Plaintes*, qui parut à Londres en 1707.

on se résignerait bien plus aisément si l'on ne recherchait que les lettres d'un ou de plusieurs auteurs. Ajoutons que la lecture est facilitée par les courtes notices dont chaque nom nouveau est précédé, et par des notes explicatives¹.

N. W.

SÉANCES DU COMITÉ

12 mars 1889

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron Fernand de Schickler, MM. E. Bersier, comte J. Delaborde, O. Douen, A. Franklin, G. Guizot, F. Lichtenberger, W. Martin, Ch. Read, A. Viguié. — MM. G. Bonet-Maury, Ch. Frossard, et J. Gaufrés se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président lit une touchante lettre par laquelle M. Dugrenier répond aux remerciements qu'il lui avait adressés au sujet de sa belle copie des registres d'Is-sur-Tille. Il communique ensuite une note par laquelle M. J. Bonnet exprime ses regrets personnels et ceux de la Société en apprenant la mort de M. le professeur Léonce Anquez. A ce nouveau deuil il faut en ajouter un de plus, le décès de M. Daugars, pasteur de l'Eglise française de Londres.

Bulletin. — M. Weiss communique le sommaire du numéro dont il vient de donner le bon à tirer, ainsi que celui du numéro suivant, se composant en grande partie de morceaux qui n'ont pu passer dans les livraisons antérieures. Parmi les études nouvelles qui n'ont pas encore été signalées, et qui se rapportent à la fois au centenaire que nous célébrons et aux souvenirs protestants, il promet pour les numéros de mai ou juin une *Histoire de l'Eglise réformée de Paris pendant la Révolution*, dont on recueille en ce moment les matériaux à la Bibliothèque de la Société et aux Archives nationales.

M. le président parle ensuite des démarches faites et des dispositions prises pour la participation de la Société à l'*Exposition universelle*. L'offre gracieuse du ministère de l'Instruction publique d'exposer gratuitement dans la salle consacrée aux sociétés savantes a été acceptée. Et à la suite d'une visite à la Bibliothèque, de M. X. Charmes, il a été convenu qu'aux volumes publiés depuis 1879, limite assignée à l'exposition de toutes les sociétés savantes, on joindrait une vue et un plan de la Bibliothèque, un portrait de Rabaut Saint-Etienne, le fac-similé de l'édit de Révocation et quelques médailles.

La deuxième question soumise au Comité par son président est celle de l'*Assemblée générale*. Il y a une date qui s'impose cette année pour cette solennité : c'est le 7 juin 1789 que pour la première fois le culte réformé put être librement, ouvertement célébré à Paris. Ce jour-là, le peuple protestant prit réellement possession, dans la capitale, du droit de manifester publiquement ses convictions religieuses. Le Comité est unanime à approuver, pour l'Assemblée générale, le choix du 7 juin, vendredi avant la Pentecôte.

Bibliothèque. — Elle a reçu plusieurs ouvrages de M^{re} Goffard, et Pick née Jung (de la famille réfugiée de Perponcher), et de MM. le pas-

1. En voici une que nous prenons la liberté de rectifier : t. II, p. 51, il faut lire *Bangrove* et non Bangtave. C'était le titre donné aux enfants issus du mariagemorganatique de l'électeur, père de la princesse palatine.

teur van Goëns, Dr Nepveu, H. Gayot et A. Lods. Citons une collection complète d'œuvres de *Saint-Simon et Enfantin*, la correspondance de *Valentin de Pardieu* (1574-1594); *L'eschole de Salerne en vers burlesques et Duo poemata de bello Huguenotico suivant la copie imprimée à Paris, 1651*. — De M. le pasteur Clabérès, deux méreaux et de M. le pasteur Rayroux un manuscrit, daté de 1723 et écrit par *Charles Rene d'Arbaud, seigneur de Blauzac*.

CORRESPONDANCE

M. G., médecin de Madeleine de Roye.

A la fin des « 22 *Sermons sur le moyen de monter au ciel* », etc., de Bernardino Ochino, on trouve cet appendice :

A très illustre
dame madame Magdale-
ne de Roye son très humble
et très obéissant serviteur

M. G. son Médecin
désire salut et
félicité éter-
nelle.

Puisque les grans moyens à présent défailent
Puisque mon dur esprit de tous costez assaillent
L'ignorance et le temps tellement qu'à présent
Je n'ai certes de quoy pour vous faire un présent
Sinon tant seulement, ô illustre personne,
Que ce petit livret que mon âme vous donne,
Qui seulement contient ce que Dieu vous commande
Pour obéir toujours à sa juste demande
Lequel à vous de soy volontiers s'approprie,
Comme à bon droit aussi à vous je le dédie,
Qui certes ne cessez à lire maint ouvrage
Quand il vous est offert d'amiable courage,
Et mesmement s'il est plain de bonne pasture
Que votre esprit divin prend pour sa nourriture.
Or doncques, soit receu de bon cœur et loial,
Pour jamais enrichir vostre sens très royal,
Et voilà que telle est toute la récompense
Qu'onques avoir de vous prétend mon espérance.

... Six vers lui souhaitent une bonne fin.

Quelqu'un saurait-il qui est ce M. G., médecin de Madeleine de Roye, traducteur et excellent traducteur des *Sermons* d'Ochino ?

F. BUISSON.

NÉCROLOGIE

M. Léonce Anquez.

Il y a vingt-quatre ans, j'appréciais dans le *Bulletin* (t. XIV, p. 281), deux ouvrages importants consacrés à l'histoire politique des réformés, sous le régime de l'édit de Nantes, et je rendais hommage au savoir, à l'impartialité d'un écrivain étranger à notre culte, et devenu bientôt un de nos plus zélés collaborateurs.

Pourquoi faut-il que j'aie à payer un douloureux tribut de regrets à ce cher condisciple du lycée Henri IV, auquel je me sentais doublement uni par la fraternité des études et des souvenirs! Né en 1821, et voué à la carrière de l'enseignement historique qu'il a parcourue avec distinction à Montpellier, Strasbourg, Rouen, Versailles et Paris, Léonce Anquez trouva la récompense de ses services dans les hautes fonctions d'inspecteur général de l'Université pour lesquelles il semblait désigné par l'intégrité de son caractère et la sagesse de son esprit ne cherchant partout que le juste et le vrai. Telle a été la constante inspiration des travaux qui ne peuvent qu'honorer sa mémoire.

J'aime à rappeler ce qu'il fut pour le *Bulletin* et les excellents articles dus à sa plume : *Un épisode de la guerre des Camisards* (t. XV, p. 257), et ce portrait si ferme de Coligny (t. XXI, p. 441), qui a comme inauguré, avec la belle thèse de M. Tessier, une ère réparatrice dans le monde universitaire. Aux deux ouvrages que j'ai mentionnés plus haut il faut joindre l'*État civil des réformes françaises*, traité classique qui sera toujours consulté avec fruit, une notice populaire sur le *Chancelier l'Hospital*, et plus récemment sous ce titre : *Henry IV et l'Allemagne*, une étude diplomatique des plus distinguées dont la correspondance de Bongars lui avait fourni la matière. Le *Journal des Débats* du 27 février a loué ce volume « écrit avec la simplicité de ton et la sincérité d'accent qui conviennent à un tel sujet ».

Léonce Anquez songeait à d'autres publications auxquelles le temps seul a manqué. Enlevé le jour même où paraissait l'article des *Débats*, à l'âge de 68 ans, par une cruelle maladie, qu'ont adoucie les soins les plus tendres, il laisse à ses nombreux amis de l'Université, à tous ceux qui ont pu apprécier la constance de ses opinions et la dignité de sa vie, un exemple de vertus bien rares de nos jours ; à notre Société qui le considérait comme un des siens, un de ces regrets qui se lient aux meilleurs souvenirs de notre histoire.

J. B.

Edmond Scherer.

Un souvenir est dû aussi dans le *Bulletin* à l'éminent critique du *Temps* qui vient de mourir à Versailles le 16 mars 1889.

Né à Paris le 8 avril 1815, étudiant brillant de la Faculté de théologie de Strasbourg (1834-1843), professeur non moins remarquable à l'école de théologie de Genève (Oratoire, 1845-1849) et fondateur du journal la *Reformation au XIX^e siècle* (1845-1848) ; puis collaborateur de la *Revue de théologie* de M. Colani, du *Semeur* et de la *Bibliothèque universelle* de Genève (1848-1860) ; enfin rédacteur politique et littéraire au *Temps*, député (21 juillet 1871) et sénateur inamovible (15 déc. 1875) — M. Scherer a joué dans l'histoire religieuse du Protestantisme français contemporain un rôle considérable que nous n'avons pas à apprécier. On en suivra le développement dans la *Critique de la foi* (1850), la belle étude sur *Alexandre Vinet* (1853), les *Mélanges de critique religieuse* (1860) et d'*histoire religieuse* (1864). M. Scherer ne s'était occupé de notre passé historique qu'exceptionnellement, au point du vue théologique ou littéraire. Lorsqu'il se décida à ne plus faire que de la littérature ou de la politique, il se sépara de la belle bibliothèque théologique et religieuse qu'il avait formée (1870) et pria notre Société de l'incorporer dans la sienne. Et bien souvent, depuis lors, ceux qui ont fréquenté cette dernière ont dû à M. Edmond Scherer d'y avoir trouvé la thèse, la brochure ou le volume qu'ils cherchaient.

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA LIBÉRATION DES FORÇATS POUR LA FOI

EN 1713 ET 1714

L'édit de Nantes n'était pas encore révoqué, qu'il y avait déjà sur les galères des condamnés dont le seul crime était leur attachement à la foi réformée. C'est ainsi qu'en 1684 un protestant champenois, Abraham Janoir, avait été envoyé à la rame sous le prétexte assez vague d'avoir parlé contre la religion romaine¹. A cet égard, l'édit révocatoire du 18 octobre 1685 et les édits ou déclarations qui le suivirent n'inaugurèrent point un ordre de choses nouveau : ils eurent seulement pour effet de multiplier les condamnations, en frappant de la peine des forçats les réformés qui tenteraient de sortir du royaume ou persisteraient, malgré la volonté royale, à célébrer leur culte². Le nombre des fugitifs arrêtés avant d'avoir pu gagner la frontière fut considérable et les prisons furent bientôt remplies ; d'autre part, de nombreuses assemblées furent surprises dès les premiers mois de l'année 1686, et chaque convoi de galè-

1. Il ne fut libéré qu'en 1714.

2. L'édit du 18 octobre 1685 défendit aux « Sujets de la R. P. R. de s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion... à peine de confiscation de corps et de biens » (art. 2 et 3) et la Déclaration du 1^{er} juillet 1686 prononça la peine de mort contre ceux qui seraient surpris faisant des assemblées ou quelque exercice de religion autre que la catholique... (art. 5). Il était impossible d'envoyer à la mort un aussi grand nombre de prisonniers ; il y eut sans doute des assemblées massacrées, mais, dans la plupart des cas, après avoir procédé à quelques exécutions destinées à frapper de terreur les populations protestantes, on envoya les hommes aux galères et les femmes dans les couvents ou des prisons spéciales.

riens se dirigeant vers Marseille offrait le spectacle, tant de fois renouvelé pendant près d'un siècle, de la vertu enchaînée avec le crime. Le 27 juin 1686, un officier catholique écrivait de Marseille à Jurieu qu'il y avait déjà dans cette ville 600 forçats huguenots¹. Au mois d'août suivant, le nombre des galériens s'élevait, suivant les uns, à 2,000, suivant d'autres à 4,000. Ce dernier chiffre est certainement exagéré; nous n'oserions en dire autant du premier qui, s'il n'était pas encore atteint à ce moment, dut l'être peu après, car les chaînes se succédaient, amenant chaque fois de nouveaux forçats protestants. Rien ne fut épargné pour lasser la constance de ces confesseurs de la foi, et les rigueurs eurent, hélas, en partie du moins, le succès qu'on en attendait. Au mois d'octobre de la même année, l'intendant des galères Begon annonça au ministre Colbert de Seignelay « qu'il n'y avait plus que 50 forçats de la R. P. R. sur les galères² ». C'était flatterie de courtisan, car les « conversions » ne furent pas si rapides; mais les nombreuses libérations « après abjuration » faites pendant les années suivantes, prouvent cependant qu'un grand nombre des premiers galériens huguenots faiblirent dans les tourments. Qui oserait, en face de tant de douleurs, prononcer le mot d'apostasie? Quoique effeuillée, ceux qui succombèrent n'en tiennent pas moins dans leurs mains la palme du martyre!

L'émigration protestante, plus ou moins forte suivant les moments, ne s'arrêta qu'avec la persécution; d'autre part, la tyrannie souvent cruelle des intendants fut impuissante à étouffer le culte du désert. Par suite, les galères ne cessèrent jamais de recevoir des religionnaires condamnés pour délit de fuite ou d'assemblée. Sans nous arrêter aux cas multiples à l'occasion desquels l'arbitraire des cours et des officiers royaux s'exerçait à loisir, d'autres causes vinrent encore accroître

1. Cf. Jurieu : *Lettres pastorales*, I, p. 44.

2. *Ibid.*

3. *Archives du Ministère de la Marine*.

« l'Église flottante et enchaînée¹ », marquée elle aussi des stigmates du divin crucifié. Les chaînes de Grenoble amenèrent, en 1689, de nombreux Vaudois, et des Français coupables d'avoir aidé ces derniers à reconquérir leurs vallées. Les uns avaient été pris par les troupes françaises après la bataille, glorieuse pour les Vaudois, du pont de Salabertrand, alors qu'exténués par les marches excessives et les fatigues du combat ils tombaient endormis sur la route, incapables de suivre plus longtemps la troupe héroïque que conduisait Arnaud; les autres, tous Français, désespérant de l'issue de la lutte entreprise par le vaillant pasteur colonel, avaient déserté les rangs des Vaudois et avaient été capturés sur le territoire de France, et tous avaient été attachés à la chaîne, soit par jugement du parlement de Grenoble, soit par ordre du lieutenant général de Larrey, le même qui, à Salabertrand, avait, suivant sa propre expression, « perdu à la fois la bataille et l'honneur. »

En 1698 arrivèrent en foule aux galères les réformés du Languedoc, condamnés « pour être allés à Orange entendre prêcher la parole de Dieu ». Après la paix de Ryswick, le culte protestant avait été rétabli dans la principauté d'Orange, et les pasteurs, enfermés au château de Pierre-Encise, de Lyon, avaient été rendus à leur ancien troupeau. De tous les points des Cévennes, les réformés se précipitèrent à Orange, avides de recevoir dans cette « oasis de religion et de liberté² » la nourriture spirituelle que leur refusait la mère patrie. Mais l'ancien stathouder de Hollande, que l'épée des réfugiés avait fait roi d'Angleterre, avait poussé la complaisance envers Louis XIV jusqu'à s'engager à ne point donner asile dans la principauté aux protestants français. Deux déclarations royales des 23 novembre 1697 et 13 janvier 1698 défendirent ces émi-

1. Expression du professeur de Genève B. Calandrini, l'un des plus dévoués bienfaiteurs des forçats pour la foi. Corteisz l'appelait « le père des confesseurs » (lettre à A. Court du mois d'août 1721).

2. Nap. Peyrat : *Hist. des Pasteurs du Désert*, I, p. 248.

grations, les fugitifs du Languedoc furent saisis au passage et frappés avec la dernière rigueur. En un seul jour, le 26 septembre 1698, l'intendant Bâville prononça la peine des galères contre 75 de ces infortunés, et ces condamnations devaient être suivies de beaucoup d'autres¹.

À partir de 1702, les nouveaux venus sont, en majeure partie, des Camisards. Dans les listes des galériens huguenots dressés en 1707 et 1711 pour exciter en faveur de ces confesseurs la charité des puissances protestantes et des Églises du Refuge, les forçats cévenols sont désignés comme « souffrant pour la révolution survenue aux Cévennes » ou « condamnés pour les affaires des Cévennes ». Plusieurs parmi eux étaient des soldats de Cavalier et de Rolland ou avaient pris part aux complots qui avaient eu pour but de rallumer l'insurrection ; mais le plus grand nombre paraît n'avoir été rivé au banc d'infamie que pour avoir assisté aux assemblées tenues par les Camisards, ou pour avoir été accusé d'entretenir des intelligences avec les révoltés. La justice royale était généralement plus sommaire à l'égard de ceux qui étaient pris les armes à la main.

Louis XIV avait décidé qu'aucun homme condamné « pour cause de religion ne pourroit jamais sortir des galères² ». Une seule exception fut faite, en 1698, en conséquence du traité de Ryswick, en faveur des protestants français pris sur les vaisseaux anglais. Jusqu'en 1713, ceux-là seuls furent libérés qui consentirent à une abjuration.

En 1712, quand s'ouvrirent à Utrecht les conférences qui devaient mettre fin à la guerre de la Succession d'Espagne, il y

¹ D'après le *Mercure historique* du mois de septembre 1698, le nombre des prisonniers déjà condamnés pour être allés à Orange s'élevait à plus de 100.

² Cf. Lettre de Saint-Florentin au duc de Choiseul, du 16 janvier 1763 (*Bull. pol.*, VI, p. 77).

³ *Actes de la paix de Ryswick*. La Haye, 1699, III, p. 173. — En 1688, on voit déjà un grand nombre de prisonniers auxquels une captivité prolongée n'avait pu arracher une abjuration, mais les galériens n'eurent point part à cette libération. Cette différence de traitement est facile à expliquer. Les prisonniers capturés par les Anglais ne rapportaient rien à l'État, et même lui créaient de lourdes charges. Le système royal, au contraire, n'avait jamais trop de rameurs pour ses galères.

avait sur les galères de France plus de 300 forçats protestants, persévérants dans la foi, dont la liste¹ avait été dressée par le marquis de Rochegude, protecteur infatigable de ces vaillants confesseurs. Les protestants de France et du Refuge, oublieux des déceptions éprouvées naguère lors du traité de Ryswick, se reprirent à espérer la délivrance prochaine de l'Église et de ceux qui souffraient pour la foi sur les galères ou dans les prisons du royaume. Le 5 mars 1712, les revendications des alliés furent remises aux ministres de France : les plénipotentiaires de Hollande, de Prusse et d'Angleterre avaient reçu le mandat formel de demander la liberté religieuse pour les protestants français ou l'élargissement des prisonniers et galériens². De leur côté, les Églises du Refuge ne restaient pas inactives. A la demande des Consistoires français de Berne et de Bâle, les cantons évangéliques de la Suisse intervinrent auprès des puissances représentées à Utrecht³, et chargèrent le marquis de Rochegude d'aller en personne en Angleterre et en Hollande plaider la cause des confesseurs⁴. En Hollande, dès 1710, le synode wallon réuni à Leeuwarden avait nommé une commission spécialement chargée de travailler à la consolation des Églises persécutées et « de tous ceux qui souffrent pour justice », et le 6 mai 1712, trois mois après l'ouverture des conférences, les quatre commissaires, Elie Benoit, Jacques Basnage, David Martin et Daniel de Superville, faisaient connaître au synode de Vere les bonnes dispositions des puissances protestantes, tant à l'égard des « Églises de France en général que des confesseurs en particulier⁵ ». Quelques jours auparavant, le 26 avril, le marquis de Rochegude avait chaleureusement

1. *Biblioth. wallonne de Leyde.*

2. *Actes, Mémoires et autres pièces authentiques concernant la paix d'Utrecht.* — Utrecht, 1714-1715, I, p. 325, 333, 345.

3. *Bull. prot.*, XV, p. 425.

4. *Actes... de la paix d'Utrecht*, I, p. 236.

5. *Actes du Synode de Leeuwarden*, art. 49. — Les *Actes... de la paix d'Utrecht* (III, p. 596), renferment un *Mémoire au sujet des Églises réformées de France...*, sans signature ni date, qui paraît être celui de la Commission des quatre

6. *Actes du Synode de Vere*, art. 14.

plaidé, devant les plénipotentiaires, la cause des opprimés¹. Tout semblait présager le succès, mais l'avenir allait bientôt montrer cruellement ce que valent les promesses diplomatiques.

En septembre, la commission spéciale entretient encore le synode de Rotterdam des dispositions favorables des plénipotentiaires; mais, en même temps, elle ne dissimule pas les « difficultés » et les « grands obstacles » qu'elle rencontre dans l'accomplissement de sa mission². Dès ce moment les commissaires ne doutent plus de l'échec final. Désespérant de sauver l'ensemble des confesseurs, ils veulent tenter d'en faire au moins élargir quelques-uns. Dans la même séance où ils ont rendu compte de leurs démarches, Basnage est chargé d'écrire, au nom du synode, à l'évêque de Bristol, garde du sceau privé de la Grande-Bretagne et plénipotentiaire de sa Majesté Britannique à Utrecht, pour le prier d'obtenir, pour les galériens de Dunkerque, « la liberté de rester dans cette ville « entre les mains des commandants anglais, ou leur délivrance « entière d'un pays où ils avoient été condamnés à ce supplice « uniquement parce qu'ils n'avoient pas voulu abandonner la « foi »³. Cet appel suprême ne devait pas être perdu; les forçats de Dunkerque ne furent pas exceptionnellement l'objet d'une mesure favorable⁴; mais la pieuse Anne, reine d'Angle-

1. *Papiers Court.*, n. 17, vol. N, p. 122.

2. *Actes du Synode de Rotterdam*, art. 21.

3. *Ibid.*, art. 25.

4. Le traité particulier qui cédait Dunkerque à l'Angleterre stipulait que les « dîmes de France, avec leurs équipages et leurs chiourmes, resteraient dans le port jusqu'à son comblement, et qu'elles n'en pourraient sortir qu'avec la permission de la reine d'Angleterre. Dès que les troupes anglaises eurent pris possession de la place (sept. 1712), et au moment même où le Synode de Rotterdam intercédait pour eux auprès de l'évêque de Bristol, les forçats protestants de Dunkerque firent tenir un placet à Lord Hill, gouverneur pour la Reine, et implorèrent leur délivrance. Le gouverneur se montra très bien disposé, demanda quinze jours pour en référer à son gouvernement et traita ces infortunés en suggestionnant au commandant français de Langeron l'idée de les faire sortir secrètement par mer. L'enlèvement eut lieu le 1^{er} octobre. Les 22 galériens réformés furent débarqués à Calais, et de là dirigés par terre sur Marseille où ils arrivèrent le 17 janvier 1713, après avoir enduré des souffrances et des tourments

terre, émue de compassion à la vue de tant de souffrances endurées pour l'Évangile, allait être la providence des martyrs.

La paix, conclue le 11 avril 1713, n'apporta aucun soulagement dans la condition des persécutés. Comme à Ryswick, l'intercession des plénipotentiaires des alliés fut de pure forme. Le jour même de la signature du traité, ils remirent, en insistant faiblement, un mémoire¹ en faveur des protestants français aux ambassadeurs de Louis XIV. Le roi de France était resté inflexible sur les affaires religieuses ; d'autre part on aspirait de tous côtés à la fin d'une guerre ruineuse ; de plus, les princes protestants avaient trop bénéficié de l'intolérance de Louis XIV pour faire un « casus belli » de la liberté religieuse en France. La conduite des ambassadeurs des alliés est facile à expliquer ; mais dès ce moment les protestants de France furent définitivement sacrifiés. Ils n'avaient plus à compter pour le triomphe de leur cause que sur eux-mêmes et sur Dieu.

Le marquis de Rochegude ne se laissa pas abattre. Ayant échoué auprès des diplomates, il résolut d'arracher à Louis XIV la libération des galériens par l'intervention personnelle de la reine Anne. Quinze ans auparavant, il avait fait le tour de l'Europe protestante, sollicitant, au nom des Cantons évangéliques, les princes de recevoir dans leurs États les réfugiés que la Suisse, malgré les prodiges de sa charité, ne pouvait plus nourrir. Aujourd'hui, la cause qu'il avait à défendre était encore plus sainte. Malgré son grand âge, malgré tant de fatigues déjà endurées, il reprit en main le bâton de voyage, allant au nom du Christ frapper à la porte des souverains, et implorer leur pitié pour « l'Église souffrante² » des

de toute espèce. Ils furent presque tous libérés le 17 mai 1713 et le 7 mars 1714 (Cf. dans les *Mémoires* de Marteilhe, l'un des forçats de Dunkerque, l'émouvant récit du voyage de cette chiourme, p. 226 et suiv.).

1. *Actes... de la paix d'Utrecht*, III, p. 588. — Les plénipotentiaires de France étaient le marquis d'Huxelles, l'abbé de Polignac et le conseiller Ménager.

2. Expression du forçat Serres le jeune (lettre à D. de Superville, du 16 août 1707. — *Pap. Court*, n° 11, p. 467).

galères, pour ceux que Jurieu appelait des « justes, chargés de chaînes, mais environnés de gloire¹ ».

Parti avant la signature de la paix, mais à un moment où tout espoir était perdu, Rochegude parcourut les cours du Nord. En avril 1713 il était en Angleterre, porteur de lettres de recommandation destinées à la reine Anne; Charles XII de Suède², Frédéric I^{er} de Prusse, le roi de Danemark, les états généraux de Hollande, les Cantons évangéliques, d'autres princes protestants, tous ceux enfin dont la foi était celle des martyrs avaient répondu à sa prière³. Dans une audience que lui accorda la reine, Rochegude lui remit toutes les lettres qu'il avait obtenues pour elle, et il déposa en même temps entre les mains du duc de Buckingham, président du conseil, un mémoire⁴ en faveur de ceux que le roi de France traitait en criminels, mais que les princes protestants « nommaient leurs frères », les confesseurs de la foi. La reine promit son concours, et quelques jours après elle chargea le charitable marquis de faire savoir aux galériens qu'ils seraient incessamment délivrés. Il semble que la reine Anne avait reçu la promesse que tous les forçats seraient libérés; il n'en fut rien. 136 galériens seulement furent mis en liberté, par ordre du roi signé à Marly le 17 mai 1713 : c'était un résultat,

1. *Lettres pastorales*, I, p. 214.

2. En 1707 et à la prière du marquis de Rochegude, Charles XII avait déjà fait demander à Louis XIV l'élargissement des confesseurs (Cf. dans Réclam, *Mémoires pour servir à l'histoire des Réfugiés français dans les États du Roi Brandebourg*, tome VII, les deux lettres de Charles XII, du 9 déc. 1707, aux Cantons évangéliques et au Roi de Prusse).

3. Touchante entre toutes est la lettre de Frédéric I^{er}, datée de son « lit de mort », le 21 février 1713 (*Actes... de la paix d'Utrecht*, III, p. 286).

4. *Actes... de la paix d'Utrecht*, VI, p. 989. — Voir sur cette intervention de la reine Anne les *Mémoires de Marteilhe* (édit. 1881, à partir de la p. 292). Plusieurs détails paraissent être de la main de D. de Superville, membre de la Commission des quatre, qui revit, corrigea et développa sur quelques points le récit de Marteilhe (Cf. la préface de l'édition de 1757 non reproduite dans celle de 1881). — Dès le commencement d'avril, on commença à le cour de France les 3 marquis du marquis de Rochegude et la demande qui allait être faite par la reine d'Angleterre, car, le 5 avril, le ministre Pontchartrain demanda à Arnoul, intendant des galères, un rôle général des forçats religieux (Arch. du Ministère de la Marine).

mais la moitié des confesseurs restait encore dans les fers¹.

L'ordre de libération arriva à Marseille à la fin du mois de mai. Les missionnaires des galères, ces cruels persécuteurs des forçats huguenots, furent consternés. Ils déclarèrent que libérer ces religionnaires obstinés serait imprimer à l'Église romaine « une tache éternelle² », et ils mirent tout en œuvre pour établir « qu'on avait surpris le roi³ », et faire rapporter une mesure qui démontrait jusqu'à l'évidence le néant de leur controverse et leur impuissance comme convertisseurs. Leur influence était réelle; ce n'est pas à tort qu'une de leurs victimes, le forçat Jean-Baptiste Bancelhou, les appelait « les

1. La liste des forçats libérés, suivie de l'ordre royal, est aux *Archives du Ministère de la Marine* et est intitulée : *Rôle des 136 forçats religionnaires auxquels le Roi a accordé la liberté à condition que, dans le même temps et sans aucun délai, ils se retireront dans les pays étrangers, sinon et à faute de ce, qu'ils soient arrêtés et remis sur les galères pour y rester pendant leur vie, Sa Majesté leur faisant défense de rentrer dans le royaume sous les mêmes peines.* — La même liste est aux *Pap. Court.* n° 38. — Un autre ordre royal du même jour (*Arch. de la Marine*) libéra 47 forçats après abjuration; ceux-ci furent autorisés à rester en France, mais, à la date du 28 juin 1713, ordre fut envoyé aux intendants de les surveiller, pour voir s'ils accomplissaient exactement leurs devoirs de catholiques. Les libérés avaient, d'ailleurs, été avertis en quittant les galères que s'ils ne se conduisaient pas « avec toute sorte de sagesse et de retenue », ils seraient « renvoyés aux galères sans rémission pour le reste de leurs jours ». Voici ce qu'avait écrit, le 27 février 1687, le ministre Colbert de Seignelay au supérieur de la Mission de Marseille, au sujet des forçats libérés après abjuration : « Lorsque les Religionnaires auxquels le Roy accordera la liberté paroîtront estre sincèrement convertis, Sa Majesté ne veut pas que, dans les congez qui leur seront destineez, les deffenses de ne jamais retourner dans le ressort de la juridiction dans laquelle ils auront été condamnés aux galères y soient mises, estant certain que vivant en bons catholiques et retournant chez eux, ils pourront beaucoup servir à édifier par leur conduite les nouveaux catholiques qui seront dans le voisinage... » (*Arch. du Minist. de la Marine*). Spectacle très édifiant, en effet, pour les « nouveaux catholiques » que celui d'un homme « sincèrement » (pourquoi ne pas ajouter : « et librement » ?) converti... aux galères ! — Nous ne nous expliquons pas comment M. Mœrikofer (*Hist. des réfugiés de la Réforme en Suisse*, p. 393) dit « qu'on libéra, non 136, mais 184 galériens, plus 50 autres auxquels il fut permis de rester en France », et parle plus loin (p. 336) de la libération de 1714. D'après les documents officiels, il n'y eut, le 17 mai 1713, que 183 forçats libérés : 136 sans abjuration et 47 après abjuration.

2. *Mémoires de Marteilhe*, p. 294.

3. *Ibid.*

grands ressorts de cette machine à gourdins et à bâtons¹ » qui était la galère. Implacables dans leur haine, pires que les jésuites s'il est possible, bien vus en haut lieu, ayant à leur tête le père Garcin, personnage particulièrement agréable au roi, ils étaient assez forts, semble-t-il, pour arriver à leurs fins. Ils n'épargnèrent aucune manœuvre, même et surtout les plus déloyales², dépêchèrent à Paris courrier sur courrier; mais l'Éternel délivra les siens « de la main du méchant ».

L'ordre du roi était formel : il n'y avait qu'à s'incliner. C'était dur pour des hommes qui cachaient sous le manteau de l'humilité une ambition sans bornes, et étaient habitués à parler en maîtres, même aux officiers des galères. Aussi, loin de désarmer, ils travaillèrent à entourer d'obstacles sans cesse renouvelés le départ des libérés³. La cause de la justice finit cependant par triompher. Le 20 juin 1713, les premiers galériens délivrés (ils étaient 36) quittèrent Marseille⁴ par mer se diri-

1. Lettre à M^{re} de Péray, du 14 décembre 1699 (*Bull. prot.*, XVII, p. 122).

2. Cf. l'histoire racontée par Marteilhe (*Mémoires*, p. 278 et 281) de la conversion de deux faux galériens huguenots. Il y a lieu de rapprocher de cette histoire la lettre suivante du commissaire général des galères Du Rozel à Pontchartrain, lettre significative dans laquelle l'influence des missionnaires ne prend même pas la peine de se dissimuler : « Votre Grandeur aura vu par le rôle des religionnaires... qu'il y a quelques-uns des obstinés qui se font instruire; il y en a d'autres qui viennent de prendre le même parti, et leur nombre pourra augmenter si, ainsi que les gazettes de Hollande l'ont publié et que le bruit s'en est répandu ici, le Roi, à la prière et à la considération de la Reine d'Angleterre, veut bien donner la liberté à tous ces gens-là et ordonner que les obstinés seront embarqués pour être transportés au royaume de cette Princesse, y ayant apparence, Monseigneur, que plusieurs de ce dernier nombre qui s'attendaient de voir rétablir l'exercice de leur culte en France, se voyant absolument déçus de cette espérance, pourraient prendre le parti d'être catholiques plutôt que de se voir transporter dans un pays étranger... » (De Marseille, 22 mai 1713. *Arch. du Minist. de la Marine*).

3. *Mémoires* de Marteilhe, p. 301 et suiv.

4. « ... Je fis un modèle de décharge et de passeport (pour les 136 libérés)... y ayant observé de ne pas marquer le temps pour lequel ils avaient été condamnés aux galères, ni lieu qu'en on fait exactement mention dans tous les autres passeports de cette espèce, cette différence m'ayant paru convenable parce qu'y en ayant de condamnés à temps que leur destination a fait passer longues années en galère après leur temps fini, les gens du pays où ils vont étant presque tous Religionnaires ne manqueraient pas de taxer d'injustice le retardement de leur liberté après le temps de leur condamnation expiré, au lieu qu'il

geant vers l'Italie, traversèrent le Piémont et la Savoie, et arrivèrent vers le 20 juillet à Genève, où ne tardèrent pas à les rejoindre les autres escouades parties de Marseille peu après eux¹. La plupart se fixèrent en Suisse; les autres continuèrent leur route vers l'Allemagne pour gagner le Brandebourg ou la Hollande. Presque au même moment où Louis XIV signait l'ordre de libération, les membres de la commission des quatre faisaient part au Synode de Bois-le-Duc (12 mai 1713) de l'insuccès de leurs démarches², et, quelques jours après, le marquis de Miremont adressait au congrès d'Utrecht (le 26 mai) une protestation des Églises réformées de France abandonnées par les ministres des alliés³.

La joie de pouvoir enfin contempler les traits de ces vaillants témoins de la vérité, dont les chaînes étaient célèbres dans toute l'Europe protestante, ne faisait pas oublier ceux qui étaient encore rivés au banc de la chiourme, brisés par le travail de la rame ou les coups de nerfs de bœuf d'impitoyables comites. Le cœur se brisait à la pensée de ces frères qui avaient entrevu la délivrance, et voyaient maintenant, sans espoir, semblait-il, se prolonger leur supplice. Seraient-ils assez forts pour résister à cet effondrement de leurs plus chères espérances? Leur foi n'allait-elle pas chanceler sous ce dernier coup? L'enclume qui avait fait voler en éclats tant de marteaux n'allait-elle pas être brisée à son tour? Il importait, sans perdre un moment, de profiter des dispositions favorables de la cour de France, pour obtenir d'elle la grâce des

n'a été que l'effet de la religion et de la piété du Roi aussi bien que de celle de Votre Grandeur... » (Lettre du commissaire général du Rozel à Pontchartrain, de Marseille, 14 juin 1713. Arch. du Minist. de la Marine).

1. *Mémoires de Marteilhe*, p. 309 et suiv.

2. *Actes du Synode de Bois-le-Duc*, art. 22.

3. *Déclaration en faveur des Églises réformées de France...* par Armand de Bourbon, marquis de Miremont... (*Actes... de la paix d'Utrecht*, IV, p. 416).

— Les mêmes Actes renferment (VI, p. 981) un *Mémoire* présenté également aux plénipotentiaires d'Utrecht par le marquis de Miremont. Ce *Mémoire*, sans date, qui traite presque exclusivement du caractère irrévocable de l'édit de Nantes, dut être remis au Congrès peu après la commission donnée par la reine Anne au marquis de Miremont (9 juin 1712).

forçats restés dans les fers. Ce fut l'œuvre qu'entreprit le Consistoire wallon d'Amsterdam.

Amsterdam et Rotterdam étaient les deux Églises qui, depuis de longues années, rassemblaient les secours destinés aux confesseurs des galères, et leur charité inépuisable avait, comme la sainte de la légende, essuyé la sueur sanglante qui ruisselait du front de ces martyrs. Tandis que D. de Superville, président du Synode de Bréda (9 septembre 1713), annonçait aux députés des Églises la libération obtenue par l'intervention de la reine Anne¹, et que le Synode recommandait plus que jamais les confesseurs à la charité des fidèles, une députation était nommée pour aller à Londres porter au pied du trône de Sa Majesté Britannique la reconnaissance des forçats libérés, et implorer de nouveau l'intercession de la reine pour l'élargissement de 200 frères qui n'avaient point eu part à la liberté. Les députés, au nombre de douze, étaient tous d'anciens galériens². Parmi eux se trouvaient Jean Marteilhe, David et Jean Serres, Jean-Baptiste Bancelhon, Jacques Ruland. Les marquis de Miremont et de Roebegude les accompagnaient. La reine fit le meilleur accueil à ceux « qui venaient de la grande tribulation », et répondit aux paroles émues du marquis de Miremont qu'elle userait de tout son pouvoir pour la délivrance de ceux qui gémissaient encore sur les galères de France. Les délégués, pendant leur séjour à Londres, dressèrent une liste exacte de ces confesseurs, ainsi que de ceux qui étaient détenus dans les prisons du royaume; les deux frères Serres, Damouyn, Bancelhon, Ruland et Bousquet la signèrent au nom des 436 qui avaient été délivrés³.

Avant même l'arrivée de cette députation en Angleterre, des sollicitations pressantes avaient été faites dans le même but auprès du duc d'Aumont, ambassadeur de France à Londres.

1. *Actes du Synode de Bréda*, art. 22.

2. *Mémoires* de Marteilhe, p. 337.

3. *Liste des protestants qui restent encore sur les galères de France...* datée de Londres le 1^{er} février 1714. — *Archives de l'Université de Cambridge* (Ms. Os. 6. 111) et *Bull.* 1889, p. 144.

Le duc avait bon cœur, comme le prouve l'accueil qu'il fit au marquis de Rochegude et aux forçats libérés ; mais il était faible et sous l'influence d'un certain abbé Nadal, son secrétaire d'ambassade¹. Néanmoins, il semble avoir été favorable à une mesure de clémence, et l'avoir demandée lui-même à la cour de France. Louis XIV fit répondre « qu'il n'était pas possible de donner une plus grande étendue aux grâces... attendu que tous les criminels qu'on réclamait avaient été condamnés à mort, la plupart pour avoir été pris les armes à la main, les autres pour d'autres faits que de religion² ». C'était une infâme calomnie, et l'ex-forçat Jean Marteilhe devait, peu après, en faire bonne et prompte justice, dans l'entrevue que ses anciens compagnons de chaîne et lui eurent avec l'ambassadeur. Pour les mêmes raisons, Louis XIV refusa, le mois suivant, la grâce de neuf galériens protestants qui avaient été réclamés par les plénipotentiaires du duc de Savoie à Utrecht³.

La charité de la reine Anne fut cependant la plus forte. Le 7 mars 1714, 44 religionnaires « obstinés » furent rendus à la liberté⁴. Parmi ceux dont les fers tombèrent alors, se trouvait Pierre Serres, un vaillant entre les vaillants, dont vingt-huit années de galère n'avaient pu vaincre la constance. Louis XIV n'avait cédé qu'en partie ; la joie des protestants fut mêlée de beaucoup de tristesse. Mais, si petit qu'il fût, le sacrifice avait été dur au vieux monarque, qui fit dire à la reine Anne « qu'il avait eu besoin de toute la considération qu'il avait pour cette Princesse pour s'y déterminer, y ayant même de ces malheureux qu'il avait fait recommander pour ne jamais sortir des galères⁵ ».

1. Cf. *Mémoires de Marteilhe*, p. 336 et suiv.

2. Lettre de Pontchartrain au marquis de Torey, du 12 juillet 1713 (*Arch. du Minist. de la Marine*).

3. Lettre de Pontchartrain au marquis de Torey, du 16 août 1713 (*Ibid.*).

4. *Rôle de 44 forçats auxquels le Roi a accordé la liberté à condition de sortir du royaume.* — Ordre du 7 mars 1714 (*Arch. du Minist. de la Marine*).

5. Lettre de Pontchartrain au marquis de Torey, du 7 mars 1714 (*Arch. du Minist. de la Marine*).

Malgré ces deux mesures de clémence du grand roi, la persécution ne s'était pas ralentie; les fers tombés en 1713 et 1714 ne tardèrent pas à meurtrir d'autres forçats huguenots. Plus de soixante années devaient s'écouler encore, avant que fussent brisées à jamais les chaînes du dernier forçat pour la foi.

P. FONBRUNE-BERBINAU.

DOCUMENTS

DOCUMENTS INÉDITS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA RÉFORME SOUS FRANÇOIS I^{er}

EDIT GÉNÉRAL CONTRÈ LES LUTHÉRIENS

DONNÉ A PARIS, LE 24 JUIN 1539

Voici, pour le moment, le dernier des textes que je compte publier sous cette rubrique. Il ne s'agit pas, comme pour celui qui a paru dans le *Bulletin* du 15 février¹, d'une injonction particulière, adressée en vue d'une situation spéciale, au seul parlement de Toulouse, mais bien d'une mesure *générale*.

Si l'on veut lire attentivement le préambule de ce nouvel édit et le rapprocher de son dispositif, on pourra deviner quelques-unes des raisons qui le provoquèrent. Le roi commence, comme toujours, par se plaindre de ce que « les erreurs seroient... recommencées en divers endroiz... tant par le moyen des délinquans... rappelez... soubz espérance de leur conversion » — allusion aux édits de Coucy et d'abolition des 16 juillet 1535 et 31 mai 1536 — « que d'aucuns obstinez et pertinax qui s'estoient cellez et retenuz ». Il rappelle ensuite qu'il a « de rechief faict advertir et exhorter les prélatz du royaume... de proceder... à la... pugnition ». C'est une allusion à des lettres particulières, malheureusement difficiles à retrouver, qui furent adressées aux divers dignitaires du clergé.

Mais il a été « adverti... que les séminateurs de ceste infection

¹ 1889, p. 70.

sont à ce induiz et persuadez par plusieurs gros personnaiges qui secrètement les recellent, supportent et favorisent en leurs faulses doctrines, leur aydant et subvenant de leurs biens et de lieux et places secrètes et occultes esquelles ilz retirent leurs sectateurs... »

Qu'est-ce à dire, si ce n'est que le roi se défie du zèle du clergé séculier bien qu'il l'ait stimulé à plusieurs reprises. Peut-être même soupçonne-t-il quelques-uns de ces prélats, et qui sait ? jusqu'à des membres du parlement, de favoriser secrètement les coupables.

Il considère, en conséquence, qu'il n'est plus possible de s'en remettre au clergé et aux parlements seuls du soin de poursuivre l'hérésie. Et pour « subvenir et ayder les diocésains », c'est-à-dire les évêques, leurs vicaires et les inquisiteurs de la foi, il autorise « les gens de noz cours souveraines, baillifz, sénéchaux », c'est-à-dire les tribunaux laïques, à connaître « indifféremment et concurremment des dictes matières contre toutes personnes de toute qualité et condition qu'elles soient... en première instance et sans aucunement attendre les degrez d'appellation ».

C'est la première fois, si je ne me trompe, que les juges séculiers sont appelés à poursuivre l'hérésie, qui jusque-là n'était que du ressort des tribunaux ecclésiastiques et, en dernier lieu des parlements.

Et c'est la première fois aussi que le quart des biens des coupables confisqués au profit du roi, ainsi que des amendes, est adjugé aux délateurs. Disposition destinée d'ailleurs à disparaître, à cause des abus qui devaient inévitablement en résulter.

Enfin, ce qui n'est pas moins nouveau et transitoire, *pour le jugement définitif*, les baillis, sénéchaux, etc., doivent s'adjoindre « huict ou neuf bons personnaiges sçavans, lectrez, bien expérimentez et de bonne conscience, et six ou sept pour la torture où elle sera requise ».

Ces deux derniers paragraphes ne figurent plus, en effet, dans l'édit, beaucoup plus complet, de Fontainebleau (1^{er} juin 1540)¹, dont nous avons ici l'ébauche et qui ne connaît qu'une juridiction absolument souveraine, celle des parlements. Mais il renferme aussi la déclaration que les poursuites seront faites aux frais des prélats, lesquels « sont et peuvent en estre raisonnablement tenuz ».

1. Voy. *France prot.*, X, p. 8.

Le texte que je viens d'analyser a été pris dans les archives du parlement de Toulouse (*Édits*, Reg. 4, fol. 139) et collationné par M. Gaullieur sur celui que renferment les Archives de la Gironde (B. 31, fol. 40). L'édit a été enregistré à Dijon et à Grenoble le 24 juillet, à Toulouse le 12 août et à Bordeaux le 28 août 1539. Le parlement de Paris en aurait-il demandé la revision? Il est permis de supposer que c'est à ce fait qu'on doit l'absence d'enregistrement dans la capitale et la rédaction définitive du 1^{er} juin 1540.

N. WEISS.

François, par la grâce de Dieu roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut.

Comme, pour extirper et chasser de cestuy nostre royaume les mauvaises erreurs que Luther et autres ses adhérens et complices desvians de nostre sainte foy catholique, se sont par diverses foyz et par faulses et erronnées doctrines efforcez semer et introduire en nostre dict royaume, pour cuyder faire divertir nostre peuple de nostre dicte sainte foy et doctrine crestienne, et icelluy faire adhérer à leurs d. erreurs et diaboliques persuasions; eussions par plusieurs foyz requis, tant nostre saint père le pape et le saint siège apostolique, que les prélatz et diocésains de nostre d. royaume, afin que chacun d'eulx en son regard eust à députer juges et commissaires pour informer tant des dogmatizans et introduisans les d. erreurs que des sectateurs et observateurs d'icelles, ce qu'ilz auroient fait. Et aussi de nostre part eussions décerné plusieurs lettres et commissions tant à noz courtz souveraines que autres noz juges et commissaires, pour en ce leur donner toute ayde, faveur et support et autrement y procéder de nostre puyssance séculière sellon l'exigence des cas; — de sorte que nostre d. royaume peult estre purgé des d. faulses et diaboliques erreurs. Lesquelz prélatz et délégués du d. Saint-Siège apostolique et pareillement de nos d. cours, juges et commissaires, de par nous y auroient tellement et si vertueusement procédé, que plusieurs et divers grandes exécutions, pugnitions et corrections exemplaires auroient esté faictes, tant de plusieurs des d. dogmatizans et introduisans les d. erreurs que de plusieurs des d. sectateurs et observateurs d'icelles, en manière que pensions nostre royaume en estre du tout purgé et nettoyé.

Toutes foyz, ainsi que puisnagières avons esté advertiz, icelles erreurs se venant à nostre très grand regret et desplaisir, recommencées en divers endroits de nostre dict royaume, tant par le moyen d'aucuns des d. délinquans qui s'estoient renduz fugitifz hors icelluy, par nous depuys rappelez soubz espérance de leur conversion et amendement en la sainte

Église catholique, que d'aucuns obstinez et pertinax qui s'estoient celles et retenuz aucunement d'icelles erreurs et faulses doctrines pour crainte d'encourir les d. pugnitions et la perte de leurs biens; tellement qu'il est fort à doubter que les nouvelles erreurs soient pires que les premières.

Parquoy et afin de y obvier et donner prompt provision et remède, ayons de rechief faict advertir et exhorter les prélats de nostre d. royaume, leurs vicaires et juges ecclésiastiques, pour diligemment enquérir et informer des d. sectateurs et procéder de leur part à la vérification, pugnition et correction d'icelles (*sic*); ayans de nostre part et en ce qui deppend et touche nostre puyssance et auctorité, désir et affection d'y mettre tel ordre que se doit, à l'honneur et louange de Dieu nostre créateur, conservation et entretenement de son Eglise et au repos de noz subiectz.

Savoir faisons que nous, ce considéré, voulans satisfaire à nostre devoir et tiltre de très crestien; — advertiz aussi que les séminateurs de ceste infection sont à ce induiz et persuadez par plusieurs gros personnaiges qui secrètement les recellent, supportent et favorisent en leurs faulses doctrines, leur aydant et subvenant de leurs biens et des lieux et places secrètes et occultes esquelles ilz retirent leurs sectateurs, pour les instruire es d. erreurs et infections; — et pour autres grandes considérations à ce nous mouvans, eu sur ce advis et délibération des princes et seigneurs de nostre sang et gens de nostre conseil.

Avons voulu, dit, statué et ordonné, disons, déclairons, statuons et ordonnons, et nous plaist, — que les gens de noz courtz souveraines, bailifz, sénéchaux ou leurs lieutenans généraux puyssent indifféremment et concurremment avoir la cognoissance des dites matières contre toutes personnes de toute qualité et conditions qu'ilz soient, en ce que deppend de la puyssance, auctorité et juridiction séculière et temporelle, et subvenir et ayder les d. diocésains, leurs vicaires et inquisiteurs de la foy, au d. négoce et affaire, et autrement procéder sellon noz commissions cy devant décernées au fait d'icelluy négoce, *en première instance et sans aucunement attendre les degrez d'appellation*; — et que à ceux qui révéleront les d. séminateurs et sectateurs, et pareillement les d. fauteurs et adhérens, ilz adjudent la quarte partie de tous les biens qui seront à nous confisquez, ensemble des amendes qui pour raison de leurs délictz et pour leur révélation, nous seront adjudés, afin que par tous moyens possibles, nostre d. royaume très crestien, puysses estre purgé des d. infections et faulses doctrines, et que sellon le vouloir de Dieu, nostre peuple demeure instruit et enseigné en la vraye loy et institution de son Eglise crestienne, sans aucune prévarication ne faulse doctrine.

Voulans et ordonnans que les sentences et jugemens donnez par noz

baillifz et sénéchaux ou leurs lieutenans, vailent, tiennent et soyent exécutées, nonobstant oppositions ou appellations quelzconques, par iceulx prévenuz condamnez attainetz et convaincz interiectées ou à interiecter, tant ainsi que si estoit par arrest de noz courtz souveraines, si par noz procureurs généraulx ou particuliers n'en est appelé à *minima*¹, en appelant avecques eulx *pour le jugement diffinitif* jusques au nombre de huit ou neuf bons personaiges scavans, lectrez, bien expérimentez, et de bonne conscience; et six ou sept pour la torture où elle sera requise, qui signeront les dictoms des d. sentences avec les d. baillifz et sénéchaux ou leurs d. lieutenans généraulx.

Et quant aux fraiz qu'il y conviendra faire et dont les prélatz ecclésiastiques sont et peuvent estre raisonnablement tenuz, nous voulons et ordonnons que par nos d. courtz souveraines soyent arbitrées les sommes de deniers que les dictz prélatz seront tenuz bailler et consigner, chacun en son regard, et à icelles payer estre constraintz par prinse et saisie de leur temporel et autres voyes, et manières deues et raisonnables, et ce, tant pour la confection des procès que se feroient en nos d. courtz que par devant nos d. baillifz et sénéchaux, qui en pourront cognoistre par concurrence, comme dict est, et y procéder ès matières jà prévenues respectivement à l'encontre des coupables, comme de droict et de raison; — nonobstant quelzconques lettres par nous à iceulx suspectz, chargez, accusez et prévenuz d'icelle secte et hérésie, ou aucuns d'iceulx par leur importunité ou autrement surrepticement accordées, de quelque teneur icelles soient, attributives de juridiction particulière, lesquelles avons déclarées et déclarons par ces présentes, nulles et de nul effect ou valeur, ains, nonobstant icelles, voulons qu'ilz soient jugez en icelles de noz courtz qui premièrement ont eu la cognoissance de leurs délictz.

Et enjoignons à nos d. procureurs tant généraulx que particuliers qu'ilz ayent à faire telle poursuyte des dictes matières, que ce soit l'entière et parfaite extirpation des d. erreurs et augmentation de la foy catholique, et nous certifier du debvoir qu'ilz auront fait, de six moys en six moys, sur peine de privation de leurs offices; et y faisant leur devoir comme il appartient, nous leur donnerons récompense de leur diligence et labeur, tellement qu'ilz auront matière d'eux en contenter.

Si nous donnons en mandement, par ces d. présentes, aux dictz gens de nos d. courtz souveraines, baillifz, sénéchaux, prévostz, viguiers et pages ordinaires ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx en droit soy, et si comme à lui appartiendra, que noz présens statut et ordonnance ilz

1. Cette peine si les procureurs généraux ne trouvent pas que la peine infligée par les courtz est trop légère, auquel cas ils ont le droit d'en appeler pour provoquer une aggravation.

ayent à faire lire, publier et enregistrer en nos d. courtz et en leurs sièges et juridictions, et suyvnt iceulx et nos d. commissions cy devant décernées, procéder au d. négoce, de nostre d. puyssance séculière, contre les d. délinquans et coupables, en la meilleure diligence et plus prompte expédition que faire se pourra; car tel est nostre plaisir.

En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces d. présentes; au *vidimus* des quelles faict soubz scel royal, ou collationné par l'ung de nos amés et féaulx notaires et secrétaires, pour ce que l'on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous voulons foy estre adjoustée comme à ce présent original.

Donné à Paris, le vingt-quatriesme jour de juing, l'an de grâce mil cinq cens trente-neuf, et de nostre règne le vingt-cinquesme. Par le roy en son conseil.

BOCHETEL.

Lecta, publicata et registrata, audito et requirente procuratore regis generali Tholosæ in parlamento, duodecima die augusti anno domini millesimo quingentesimo trigesimo-nono.

BURNET.

LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN 1689 PAR LE MARÉCHAL DE VAUBAN

ET SES EFFORTS RÉITÉRÉS
EN FAVEUR DES HUGUENOTS¹

On a vu que Vauban avait envoyé son Mémoire à Louvois au mois d'octobre 1689. Rulhière a cru et noté, nous ne savons pourquoi, que c'était en novembre ou décembre. Dans tous les cas, c'est bien à ce premier envoi que correspond nécessairement la lettre de Louvois à Vauban, datée du 5 janvier 1690 : « *J'ay lu vostre Mémoire, où j'ay trouvé de fort bonnes choses ; mais, entre nous, elles sont un peu outrées. J'essaieray de le lire à Sa Majesté* »².

Vauban a persisté dans ses idées, puisqu'il a fait à son *Mémoire* (renouvelé en 1691) « relu et examiné plusieurs fois » par lui,

1. Voir ci-dessus, pages 190 à 209.

2. A quel propos Louvois écrivit-il à Vauban cette autre lettre si brutale, où on lit : « *Je vous ferai honte d'avoir pensé tout ce que vous avez écrit.... Je ne vous ai jamais vu vous tromper aussi lourdement* » ? On l'ignore. Mais ceux qui ont appliqué cette bourrade au Mémoire d'octobre 1689 ont évidemment commis un anachronisme, puis que la dite lettre est du 13 octobre 1686, c'est-à-dire antérieure de trois ans à notre Mémoire..

l'Addition que l'on a vue, à la date du 5 avril 1692. et qu'il y a joint la *Réflexion* subséquente dont elle est accompagnée dans ses *Oisivetés*.

Ce n'est pas tout. — Ayant eu connaissance d'un Mémoire « à même fin que le sien », dont l'auteur se trouvait être un ecclésiastique, un « docteur de Sorbonne », il fut si satisfait de cette coïncidence qu'il jugea bon de s'en prévaloir pour corroborer un des arguments de son propre travail (le cas de conscience du Roi) et qu'il l'y annexa, en le faisant transcrire à la suite. Une note mise en tête indiquerait que ce fut au mois de novembre 1689. Dans ce cas, cette pièce annexe aurait pu être placée également sous les yeux de Louvois. Mais une autre date, celle de 1691, est écrite à la fin, et elle se trouve justifiée par un passage du texte même, ainsi qu'on va le voir. Or, Louvois était mort le 16 juillet 1691. Il y a donc là une contradiction, une impossibilité.

Vauban a fait précéder d'une note explicative cette pièce qui est la cinquième du groupe et forme un quatrième appendice à son propre Mémoire. Voici cette note :

Un ecclésiastique, docteur de Sorbonne, de caractère considérable dans l'Eglise par le rang qu'il y tient, et d'un mérite singulier par sa piété, ayant fait un Mémoire tendant à même fin que le mien (presque au même tems, quoique fort éloignés l'un de l'autre, sans aucune participation), et qui m'a été communiqué depuis peu par l'intervention d'un ami commun, je l'ai trouvé si bon et si conforme aux sentiments que tous bons François doivent avoir, que j'ai cru en devoir adjoindre ici une copie, par laquelle on verra, entre plusieurs bonnes raisons qu'il rapporte pour la rehabilitation de l'Édit de Nantes, que la conscience du Roy ne peut en aucune manière être blessée par le rappel des Huguenots.

V

{ En haut, à la marge : }

Du mois de nov. 1689.

MÉMOIRE D'UN DOCTEUR DE SORBONNE

sur les affaires de la R. P. R.

Il n'est peut-être rien arrivé de plus surprenant en matière de Religion, depuis la naissance de l'Hérésie, que le mouvement qui s'est fait en Poi-

1. Voir une autre date *in fine* et la remarque essentielle qu'on lira ci-après, en note, au pénultième alinéa de ce Mémoire. (C. R.)

tou au commencement de l'année 1681. Car on manda de cette province qu'il y eut plus de 8,000 protestants¹ qui se convertirent, dans le seul évêché de Poitiers, en moins de six mois, par les seules voies de la douceur et de la persuasion.

Il est certain, qu'après Dieu, SA MAJESTÉ y eut le plus de part ; car, sitôt qu'elle eût été informée des premières conversions, animée du saint zèle pour sa religion, Elle donna tous ses soins à l'avancement d'une si bonne œuvre ; Elle l'appuya de tout son pouvoir, la soutint par ses libéralités, fit assurer de sa protection ceux qui se convertiroient, les fit soulagés dans l'imposition des tailles et les combla de ses bienfaits.

Quand ce mouvement commença à se ralentir, par les soins des Ministres qui se réveillèrent de leur assoupissement et qui coururent çà et là pour fortifier leurs troupeaux, le Magistrat qui étoit chargé de l'exécution des ordres de SA MAJESTÉ dans cette province² imagina une autre voye, ou le hasard la lui présenta. Car, s'étant servi utilement du passage de deux compagnies dans une ville de son département, il manda à la Cour que presque tous ceux qui étoient de la Religion s'étoient convertis pour éviter le logement ; et que, si on lui envoyoit quelques troupes, il y avoit lieu de se promettre la conversion de tout le Poitou.

SA MAJESTÉ y répugna d'abord ; mais enfin, jugeant de l'avenir par ces heureux commencements, Elle crut qu'elle pouvoit laisser faire une douce et utile violence à une portion de ses sujets que la prévention de leur naissance empêchoit de connoître le bien qu'on leur vouloit procurer³.

On y envoya donc un régiment, mais avec ordre de ne donner aux religieux aucun sujet effectif de se plaindre. Les premiers succès semblèrent autoriser l'entreprise. A l'approche des dragons, ces gens-là venoient, à milliers, se convertir dans nos églises ; et, en moins de six mois, il y en eût, à ce qu'on dit, plus de *trente* mille⁴, qui prirent le même parti.

Ce ne fut pas sans exciter bien des clameurs de la part de ceux de la R. P. R., dont quelques-uns quittèrent leurs maisons, d'autres le

1. La copie de Rudhière porte : 1,000. Le volume Valazé (*Oisivetés*, t. 1) dit : 8,000. (C. R.)

2. Le volume Valazé porte en marge, de la main de Vauban : *M. de Marillac*. On sait que c'étoit, en effet, l'intendant du Poitou qui eut l'honneur d'inaugurer les dragonnades en 1681. Le D^r de Sorbonne est-il de bonne foi lorsqu'il s'émerveille des conversions que produisirent ces « voies de douceur et de persuasion » ?.. — Elles ont laissé un ineffaçable souvenir d'opprobre sur le règne de Louis XIV, et d'horreur dans l'esprit des peuples. (C. R.)

3. « *Heureux commencements ! Douce et utile violence !* » Les dragonnades ! (C. R.)

4. Le colonel Augoyat a imprimé : 8 mille. Le volume Valazé (*Oisivetés*, t. 1) porte : 30 mille. (C. R.)

Royaume. Presque tous, pour attirer la compassion sur eux et l'indignation publique sur ceux qui étoient les exécuteurs de ces ordres, se plaignirent de plusieurs mauvais traitements, qu'on ne leur avoit jamais fait souffrir¹.

SA MAJESTÉ néanmoins, qui en prévint les conséquences, fit sortir ce régiment de la province, et ordonna que l'on reprit les anciens errements de la douceur; ce qui fut exécuté par M. de Basville avec beaucoup de prudence et de succès². Quelques années après, il se fit un nouveau mouvement de conversions en Béarn; et on se servit, pour aller plus vite, de quelques troupes qui se trouvèrent pour lors dans cette province.

La facilité avec laquelle les Protestants se convertissoient presque partout³, la vivacité de quelques-uns de ceux qui y étoient employés (qui faisoient tout facile, croyant en faire mieux leur cour), et l'empressement excusable que tout le monde avoit de voir ce grand ouvrage achevé, l'avancèrent de manière, dans la plupart des provinces, que SA MAJESTÉ, ne pouvant plus reculer, se vit dans une espèce de nécessité de faire sortir les ministres du Royaume, de faire abattre le reste de leurs Temples et de révoquer l'édit de Nantes, dans l'espérance que, se trouvant sans culte extérieur et réglé, et ne pouvant pas vivre sans religion, ils embrasseroient enfin la catholique.

Quelques-uns le firent sincèrement, mais l'événement n'a que trop fait voir que la plupart n'avoient changé que par crainte ou par intérêt; et comme il est bien difficile de persuader des esprits prévenus et endurcis, surtout en matière de religion, le tems, qui d'ordinaire vient à bout de tout, et les soins qu'on a pris de les instruire ne leur ont point touché le cœur. Au contraire, aigris par la contrainte qu'ils se plaignoient qu'on faisoit à leurs consciences⁴, animés par les lettres pastorales de leurs ministres, et soutenus par l'espérance abusive de voir bientôt l'accomplissement de certaines prophéties qu'on leur débitoit comme des vérités, ils n'adhèrent plus à l'Eglise, quelques-uns désertèrent, et tous parlèrent avec moins de respect et de retenue de notre religion et de nos mystères. Insolence qui a encore augmenté depuis la révolution d'Angleterre⁵, et que

1. « Qu'on ne leur avoit jamais fait souffrir !... » Et notre docteur ose dire que c'est tout le cas de presque tous ! (C. R.)

2. Les anciens errements de la douceur !... La prudence et les succès de M. de Basville !... Quelle amère dérision !... (C. R.)

3. A la barbe, au crayon, de la main de Vauban : M. Foucault. (C. R.)

4. On leur, Le pistolet sur la gorge ! (C. R.)

5. Une espèce de nécessité ! Voilà le style des bons Pères, que Pascal a si bien immortalisé dans ses *Provinciales* ! (C. R.)

6. « Qu'ils se plaignoient !... » Voyez-vous les ingrats ! (C. R.)

7. L'insolence qui a encore augmenté !... N'est-ce pas vraiment chose étonnante ! (C. R.)

tous les Princes de l'Europe, catholiques et protestants, se sont ligués contre la France, dont l'état florissant leur donne de la jalousie depuis si longtemps.

Depuis ce tems-là, la plupart tiennent des discours encore plus séditieux ; ils entretiennent des intelligences secrètes hors du royaume, s'assemblent au dedans quand ils en ont l'occasion, et le feroient encore plus hardiment quand ils le croiroient pouvoir faire avec impunité. Ils témoignent la joie de tous les mauvais succès qui nous arrivent, et n'attendent qu'une occasion favorable de se déclarer. Ce sera pour lors qu'ils demanderont, les armes à la main, comme une justice, ce qu'ils recevraient encore aujourd'hui comme une grâce.

La question est donc de savoir, présentement que l'on a perdu toute espérance de les bien convertir¹ ; qu'on voit qu'ils ne demandent qu'à remuer² et qu'ils en attendent le moment ; que ce moment même semble approcher, par la situation présente des affaires de l'Europe³, et qu'on ne peut douter qu'ils n'ayent pris quelques mesures pour cela, puisque, dès l'année 1683, que tout étoit encore paisible⁴, ils firent plusieurs assemblées, à Toulouse et ailleurs, qui tendoient à la révolte ; la question est donc de savoir si SA MAJESTÉ doit apporter quelque adoucissement aux affaires de la Religion, si le remède ne seroit point pire que le mal, et si sa conscience ou sa gloire n'y seroient point intéressées.

Quoiqu'il soit difficile de pouvoir prendre des mesures justes, dans un événement dont les suites sont si incertaines, cependant plusieurs bonnes raisons font croire que le ROY peut, en conscience, et doit, en bonne politique, même pour l'intérêt de sa grandeur et de sa gloire, relâcher quelque chose de la sévérité de ses Édits précédents, en faveur de ses sujets de la R. P. R. ou mal convertis, et leur permettre quelque exercice de Religion dans son Royaume.

Il le peut en conscience. Les Rois ses prédécesseurs, et SA MAJESTÉ elle-même, l'ont pu en conscience pendant cent ans, et surtout depuis la publication de l'Édit de Nantes. Donc, il le peut encore aujourd'hui, à moins qu'ils ne s'en fussent rendus indignes par quelque crime nouveau, ce qui n'est pas⁵. Car ce qu'on a fait contre eux par pure autorité⁶,

1. « On a perdu toute espérance de les bien convertir », en 1691. *Habemus confitentem reum !* (C. R.)

2. La copie de Rulhière porte : *revenir*. Le volume Valazé port : bien : *remuer*. (C. R.)

3. *Hist. des progrès du Calvinisme*, par Soulier, page 589. (Note du Ms.)

4. *Ibid.*, page 593 (Ms.)

5. Cette fois, au moins, voilà un aveu dépouillé d'artifice. (C. R.)

6. « Par pure autorité ». Autre aveu. La pure autorité... sur un pieux fondement, c'étoit l'essence du despotisme appuyé sur le clergé. (C. R.)

quoiqu'à bonne intention et sur un pieux fondement, n'est pas une raison pour ne les pas tolérer davantage, si on voit que tout cela soit inutile, puisqu'il vaut mieux encore les tolérer comme hérétiques, que de les laisser vivre sans religion et dans un pur libertinage; y ayant moins loin et le retour y étant plus facile, de l'Hérésie à la véritable Religion, que de l'Athéisme.

Dans les sentiments de saint Augustin et de quelques autres Pères, qui ont cru qu'on pouvoit se servir de la crainte et des peines temporelles pour ramener dans l'Eglise les Hérétiques qui en sont sortis, c'est toujours sur le principe que l'Eglise, conservant quelque autorité sur ses déserteurs, peut, sans blesser la charité, se servir de la terreur et des peines pour appliquer les esprits à la vérité: ce qui justifie seulement l'autorité qu'elle a de tenter cette voie sur ses enfans, quoique rebelles, et les Princes chrétiens sur leurs sujets. Mais quand ils la tentent inutilement, que tout ce que l'on fait ne sert qu'à les endurcir, qu'on aliène leur fidélité et leur affection, bien loin de mettre leur conscience en sûreté; que ces raisons d'équité et les Édits de pacification, accordés et exécutés de bonne foy pendant près de cent ans, parlent en leur faveur; pour lors, ce même principe de charité combat pour eux, et il ne paroît pas que la conscience de SA MAJESTÉ soit intéressée de leur accorder une continuation de tolérance que leur opiniâtreté et leur aveuglement rendent presque nécessaire, puisqu'ils refusent les grâces que sa bonté et son zèle pour leur salut leur ont inutilement présentées².

Mais quoi? dira-t-on. Que deviendront toutes ces abjurations, tous ces sermens solennels faits sur les Saints Évangiles, toutes ces réunions faites par délibérations de villes, apportées aux Intendants de province? Laissera-t-on tous ces gens-là tranquilles dans leurs maisons, ou même retourner au préche, après tant de communions faites dans nos églises?

1^o Si nous étions dans une paix profonde et qu'il y eût lieu d'espérer du temps une sincère conversion de ces gens-là, on raisonneroit autrement. Mais l'État étant menacé, la prudence veut que de deux maux on évite le plus grand.

2^o Quand SA MAJESTÉ, nonobstant cette abjuration, leur accordera quelques libertés de conscience et les dégagera de tous leurs sermens, elle ne fera que ce qu'ont fait souvent les Rois ses prédécesseurs en pareil cas, sans même qu'il paroisse qu'ils aient consulté l'Eglise pour leur accorder cette faculté.

1. Autre aveu, mais un peu tardif! (C. R.)

2. Quel tissu de sophismes! Quel bel échantillon de casuistique! (C. R.)

3. Voilà quels embras l'on avoit sur les bras, en même temps que l'on se contentoit au pied du mur! (C. R.)

Plusieurs Prétendus Réformés abjurèrent leur Religion après la Saint-Barthélemy, qui retournèrent au prêche après que le péril fut passé; et, comme c'étoit un crime, Charles IX les en déchargea par l'article 7 de l'Édit de 1573¹.

Henri III leur en donna de même abolition par l'article 7 de l'Édit de 1576² : « N'entendons que ceux de ladite Religion soient aucunement astreints ni demeurent obligés, pour raison des abjurations qu'ils auroient cy-devant faites, promesses, serments ou cautions, par eux baillés concernant le fait de la Religion, ni qu'ils en puissent être molestés ni travaillés en quelque sorte que ce soit. »

L'article 12 de l'Édit de 1577 est presque conçu en mêmes termes³.

Henri III, par son Édit du mois de juillet de 1585, bannit les Ministres hors du Royaume, même tous ceux qui faisoient profession de la R. P. R., s'ils ne l'abjuroient dans six mois. L'Édit d'octobre suivant ne leur donnoit même que quinze jours, ce qui fit que plusieurs l'abjurèrent, qui après cela retournèrent au Prêche. C'est pour cela qu'ils prièrent Henri IV d'insérer l'article 19 de l'Édit de Nantes, pour se mettre à couvert des poursuites qu'on en pourroit faire : « Ceux de la R. P. R. ne seront aucunement astreints, ni demeureront obligés, pour raison des abjurations, promesses ou serments qu'ils en ont cy-devant faits, ou cautions par eux baillées concernant le fait de ladite Religion, et n'en pourront être travaillés ni molestés en quelque sorte que ce soit. »

On ose avancer que SA MAJESTÉ aura plus de raisons d'en user de la sorte que n'en eurent autrefois les Rois ses prédécesseurs. Ces princes eurent cette condescendance pour assoupir une guerre de religion, mais qui n'étoit qu'intestine, et SA MAJESTÉ l'aura pour en prévenir une qu'il est très à craindre qui ne devienne intestine et étrangère tout ensemble, et qui seroit d'autant plus périlleuse que tous les Princes protestants s'y intéressent, et même plusieurs Princes catholiques sur d'autres motifs⁴. Ces Princes eurent cette indulgence pour leurs sujets de la R. P. R. dans le temps que leurs révoltes contre l'Église commençoient et qu'ils pouvoient se flatter de vaincre par leur fermeté une obstination qui n'avoit encore que de légers fondements; et SA MAJESTÉ n'en useroit ainsi qu'après avoir reconnu, par l'expérience de tous ces Princes, et même par la sienne, qu'on ne persuade point une Religion en gênant les consciences, et que

1. *Mémoires du Clergé*, page 553 (Ms).

2. *Ibid.*, page 558 (Ms).

3. *Ibid.*, page 575 (Ms).

4. Quels aveux que ceux que renferme cet alinéa, ajoutés à ceux qui ont précédé!... C'est le *meâ culpâ*, *meâ maximâ culpâ*, de la Royauté,... et du Clergé, qui l'avoit poussée aux abîmes. Le docteur de Sorbonne remplit ici l'office de confesseur. (C. R.)

la liberté dont on les a laissés jouir pendant un siècle, établit une espèce de prescription en leur faveur¹.

Il le doit, en bonne politique, puisque rien ne paroît plus propre que cette condescendance pour rompre les projets de nos ennemis; pour faire sortir de leur service et faire rentrer dans le nôtre plusieurs bons officiers et autres Protestants, qui, se trouvant hors de leur pays, la plupart sans considération, sans argent et sans emploi, et s'accommodant peu de leurs manières et même des pratiques de leur Religion², ne demandent peut-être qu'une porte pour rentrer; pour affermir les Cantons Évangéliques dans notre alliance, et pour faire ouvrir les yeux aux Princes, protestans ou luthériens, d'Allemagne et du Nord, lesquels, voyant le prétexte de la guerre levé et l'intérêt de leur Religion à couvert, pourront réfléchir qu'ils en ont un bien plus capital d'empêcher la trop grande puissance de l'Empereur.

On croit même que, par ces tempéraments de douceur, tout pourra se tranquilliser au dedans, le commerce se rétablir, les esprits se rassurer; au lieu que si l'on attend plus longtemps, le mal augmentera, il faudra faire plusieurs exemples de sévérité contre ceux qui s'attroupent, qui ne feront que les irriter et donner à leur cause un air de martyre, qui est très dangereux en fait de religion.

La grandeur et la gloire de SA MAJESTÉ y seroient intéressées à la vérité, si les ennemis de sa Couronne, appuyant les Nouveaux Convertis, forçoient SA MAJESTÉ de leur accorder des Édits qui les maintinssent dans un plein exercice de leur religion. Mais cette démarche sera regardée comme une grâce qu'elle a faite à des sujets qu'elle plaint dans leur aveuglement, qu'elle en a voulu tirer en les engageant, par une contrainte utile et officieuse, à embrasser la véritable Religion, et auxquels elle aime mieux accorder quelque exercice de la leur, quelque mauvaise qu'elle soit, que de les laisser vivre sans aucun culte. Enfin le solide point d'honneur ne consiste plus présentement à soutenir ce qui a été commencé, mais à déconcerter les desseins de nos ennemis, à faire retomber sur eux l'effet de leur mauvaise volonté, et à calmer ce qui pourroit faire de l'embarras dans le cœur de l'État, pour n'être occupé que du dehors³.

1. Voilà le comble des aveux. Il faut en prendre acte et en savoir gré au Dictateur de Sarbonne. (C. R.)

2. Le texte est tel, *leurs* s'appliquant à *pays étrangers*, qu'il faut ici suppléer. (C. R.)

3. Le point d'honneur, la peur horrible de la guerre étrangère, la politique mise en déroute, voilà ce qui fusait à l'heure présente, remet tous les faux principes qui avoient fait agir uniquement dans la prospérité! On en était réduit à mettre tout à nu. (C. R.)

SA MAJESTÉ doit même se promettre que cette condescendance sera bien reçue de la plupart des Catholiques, même des plus zélés, lesquels, voyant une grosse guerre au dehors, et au dedans des dispositions assez prochaines à des mouvements qui pourroient mettre en péril leurs biens, leurs maisons et leurs fortunes, loueront la prudence de SA MAJESTÉ, qui, en assurant la tranquillité de l'État et de la Religion, travaille aussi au repos des particuliers, à la conservation de leurs biens et à la sûreté de leurs personnes; intérêts auxquels les religieux, les gens de séminaire, les dévots et les catholiques les plus zélés ne sont pas insensibles, quand celui de la conscience est à couvert ¹.

Le grand secret sera de pouvoir attirer leur confiance; car il est à craindre qu'ils ne regardent cette démarche de clémence comme un effet de crainte et de ménagement involontaire, et qu'ils n'en deviennent plus audacieux, ou du moins qu'ils ne s'y fient pas, tous les édits qu'on leur peut accorder ne pouvant avoir plus, ny même tant de force, que celui de Nantes, que près de cent ans d'exécution rendoient encore plus respectable ².

Les seuls moyens de les attirer seront de les bien traiter, de leur rendre leurs biens, ou de donner du moins l'usufruit aux plus proches parents de ceux qui ne voudront pas revenir dans le Royaume, et de leur garder tout ce qu'on leur promettra avec une fidélité très religieuse.

Il reste de savoir présentement quelle étendue on doit donner à cette liberté de conscience : si elle consistera simplement à les laisser faire leurs prières dans leurs maisons; si on y ajoutera quelques ministres qui puissent les y marier ou baptiser leurs enfants; ou bien si on leur rendra l'exercice public de leur Religion et des Temples, où ils puissent comme auparavant aller au prêche, recevoir la cène, se marier et y baptiser leurs enfants.

Il est inutile de leur offrir une liberté de conscience qui consiste seulement à prier Dieu en particulier, car il est sûr qu'ils ne s'en contenteront pas.

1° Ils ne s'en sont jamais voulu contenter, quand on la leur a voulu offrir sous les règnes de Charles IX et Henri III.

1. Quelle misère et quelle honte que ce paragraphe, où le grand mobile de la *conservation des biens et la sûreté des personnes* est placé au-dessus de tous les intérêts ! Voilà, encore une fois, où l'on en était venu en 1691, six ans après la Révocation ! Et comme tout cela est avoué piteusement, nous dirions presque *cyniquement* ! (C. R.)

2. Voilà encore ! On se méfioit des huguenots, que l'on sentait avoir à si bon droit rendus *méfians* eux-mêmes. Le *grand secret*, c'était de savoir comment attirer leur confiance, quelle espèce de gâteau leur offrir désormais ? (C. R.)

2° Ils ne manqueront pas de dire que l'Édit de 1685, qui a révoqué celui de Nantes, leur accordoit cette liberté de conscience dans l'article 12; que cependant on ne les en a pas laissés jouir un seul moment; et qu'ainsi, quand on la leur rendroit aujourd'hui, ils n'auraient pas lieu de se promettre qu'on les en laissât jouir plus longtemps.

3° Comme l'exercice de leur Religion ne consiste pas seulement à faire des prières, mais principalement à écouter la parole de Dieu par la voix de leurs ministres, et à recevoir la cène de leurs mains; qu'il leur faut des pasteurs pour les marier, pour baptiser leurs enfants, et les consoler dans leurs maladies, il sera impossible de les satisfaire, si on leur ôte toute cette forme extérieure d'Église prétendue et de Religion.

Il y a même lieu de craindre que, quoiqu'on leur accorde des Pasteurs pour faire toutes ces fonctions dans leurs maisons, ils ne s'en contentent pas; et qu'ils ne demeurent encore dans la disposition de brouiller, s'ils en trouvent l'occasion, tant par les embarras qui se trouveront dans l'exécution que parce que leurs consciences en seroient fort gênées.

1° Ils auront beaucoup de peine à renoncer à leurs Temples, auxquels ils sont si attachés que le président Aymar, député de Guienne, opinant dans les États de Blois, dit que les Huguenots aimeraient mieux souffrir mille morts, que d'en être privés¹.

2° Il faudroit qu'ils renonçassent aux discours publics de leurs ministres, à prier et faire la cène en commun, ce qu'ils regardent comme le lien de leur société religieuse; il n'auraient plus ni Synodes, ni Consistoires, ni aucune forme, ni police extérieure d'Église; sans quoi ils ne croiront jamais que leur Religion puisse subsister.

3° Il est contre leur Discipline qu'ils administrent la cène aux malades dans leurs maisons, encore moins à ceux qui se portent bien; ainsi il faudroit se résoudre de ne faire jamais la cène, ce qu'ils regardent pourtant comme un acte essentiel de religion.

1. Un seul Huguenot assista à cette assemblée, qui se tint en décembre 1577. Ce fut le seigneur de Mirambeau, député de la noblesse de Saintonge. Malgré ses protestations, l'Ordre de la Noblesse vota, le 19 décembre, la requête de l'unité religieuse avec la proposition de mesures de rigueur contre les ministres et les gentilshommes qui leur donneraient asile. Le 22, le Clergé vota la suppression du culte prétendu réformé. La lutte, dans le Tiers-Etat, fut très vive. Le 26 décembre, on vota que le Roi serait prié de poursuivre l'union de la religion, mais par voies pacifiques et sans guerre. L'illustre Jean Bodin, député du Vermandois et président du bureau de l'Île-de-France, Bigot, député de la ville de Rouen, et Aymar, président au parlement de Bordeaux, député de Guienne, «*seurent pour l'union, mais par les plus douces et saintes voies, que Sa Majesté avisera* ». En somme, cependant, l'intrigue royale triomphait, puisqu'en ces trois Ordres s'étaient prononcés contre la tolérance de ceux de la Religion (p. 16).

4° Quand ils avoient des Temples, c'étoit dans ces lieux publics qu'on se rendoit de toutes parts pour les baptêmes et les mariages, et le ministre en pouvoit faire cinquante dans une matinée; mais, dans l'hypothèse présente, ce serait le ministre qui serait obligé de faire les fonctions dans les maisons des simples particuliers, ce qui ne se peut sans des peines et des embarras infinis.

5° L'expérience a fait voir, sous plusieurs règnes, que quand on les a voulu priver de leurs Temples et les restreindre à un exercice particulier de religion, aux conditions ci-dessus, ils n'ont jamais voulu s'y soumettre.

Lorsque le duc d'Anjou (qui fut depuis Henri III) assiégeoit La Rochelle, et qu'il leur offrit, aussi bien qu'aux villes de Nismes et de Montauban, l'exercice public de leur Religion, et l'exercice particulier aux conditions ci-dessus aux autres provinces, quoiqu'ils fussent aux abois et qu'ils trouvassent leur avantage particulier, ils ne voulurent point acquiescer; et, quoique l'Édit de paix fût publié quelques jours après à des conditions encore plus avantageuses, ceux de Guyenne, de Languedoc, de Vivarais et du Dauphiné, se cantonnèrent, et Charles IX eut une nouvelle guerre sur les bras¹.

Lorsque Henri III résolut, dans les États de Blois, de bannir les ministres, quoiqu'il assurât ceux de la R. P. R. qu'il ne défendoit que l'exercice public de leur Religion, et qu'il écrivit lui-même, le 25 janvier, aux gentilshommes du Haut-Languedoc et de la Haute-Guyenne, pour les désabuser des bruits qu'on faisoit courir qu'il les vouloit violenter dans leur Religion, les assurances de cette liberté de conscience ne les rassurèrent pas, et ils continuèrent la guerre avec plus de chaleur².

Il est à craindre qu'on ne les fasse ressouvenir de ces exemples, et, quoiqu'ils n'aient ni places, ni chefs, ni peut-être tant de venin qu'en ce temps-là, on doit appréhender que nos ennemis ne leur fassent espérer des conditions plus avantageuses que celles ci, s'ils s'unissent à eux pour les obtenir.

Mais quoi? dira quelqu'un, il semble que vous insinuez par ces raisons qu'on ne peut les satisfaire sans leur donner des Temples, et que c'est une nécessité de leur en accorder.

Cette démarche est d'une si grande conséquence qu'on n'oseroit trop appuyer cet avis; d'autant plus que la liberté de conscience qu'on propose fera toujours un assez bon effet, que plusieurs Protestants qui sont demeurés dans le Royaume s'en contenteront, et que quelques-uns de ceux qui en sont sortis y reviendront pour en jouir. Mais comme le

1. *Histoire du progrès du Calvinisme*, de Soulier, p. 146, année 1573 (Ms).

2. *Ibid.*, page 164 (Ms).

nombre des brouillons et des entêtés sera toujours le plus grand, et que les plus sages même d'entre eux seroient tentés de se joindre à nos ennemis, s'ils avoient un pied dans le Royaume, pour tirer leur Religion de cette espèce d'esclavage; qu'il s'agit de rassurer autant que l'on pourra les esprits et les consciences de ceux qui sont demeurés en France, et faire revenir le plus grand nombre qu'il sera possible de ceux qui en seront sortis; qu'il ne suffira pas, si la guerre continue, qu'ils en demeurent spectateurs oisifs et indifférents, et qu'il faut tâcher de les engager par leur propre intérêt à s'unir aux bons sujets du Roy pour repousser nos ennemis, ennemis qu'ils regardent encore aujourd'hui comme leurs protecteurs, et qui le sont en effet; il sera bien difficile de déraciner de leurs cœurs ces passions d'amitié, de haine, d'affection et d'attachement, et d'y en faire naître d'autres, à moins qu'ils n'y trouvent leur compte, et qu'on ne leur accorde des conditions avantageuses sur lesquelles ils puissent sûrement compter; enfin, quelque chose de stable, et à quoi, selon toutes les apparences, on ne puisse plus toucher.

Il sera donc de la prudence de SA MAJESTÉ d'examiner dans son Conseil (y ayant des inconvénients et de puissantes raisons pour et contre) s'il est plus expédient de ne leur donner des Ministres que pour faire toutes ces fonctions en particulier, ou bien si on leur accordera des Temples où ils puissent aller au Prêche, recevoir la Cène et assister aux autres exercices publics de leur Religion.

Mais, au cas où SA MAJESTÉ ju^{ge} à propos de leur rendre des Temples il vaut mieux que ce soit en rétablissant l'Édit de Nantes comme il étoit en 1680, qu'en leur accordant un nouvel Édit, parce qu'étant donné *proprio motu* et par manière de grâce, ils craindroient qu'il ne soit sujet à révocation; au lieu que, — regardant l'Édit de Nantes comme une espèce de titre primordial qui sert de base et de fondement à la liberté de leur Religion en France, et comme un traité fait et signé de bonne foi, dans lequel Henri IV, d'une part, et les Chefs du parti protestant, de l'autre, ont été les contractants, — le Roy, pour leur faire mettre les armes bas et donner la paix à son peuple, eux, pour avoir l'exercice public de leur Religion; cet Édit ayant été confirmé par plusieurs Déclarations de Louis XIII et de SA MAJESTÉ elle-même, — tout le parti le préférera sans doute à tous les autres Édits. C'est aussi sur ce fondement qu'ils ont avancé dans leurs écrits qu'on ne l'avoit pu révoquer¹.

J'ose même dire plus. C'est que les Protestants — s'ils sont bien conseillés et qu'ils ne soient pas ennemis de leur Religion, de leur patrie et

¹ Ose, entêtés, ils avoient AVANCÉ cela: ils avoient même ose le *démontrer praeambulo*, mais en vain. De la toutes les épines de la situation sur laquelle SA Majesté étoit assise en 1691. (C. R.)

de leur propre repos, — y devront prendre plus de confiance qu'ils ne faisoient même *avant* sa révocation¹. Car jusques ici ils ont toujours dû appréhender qu'un Prince pieux et puissant ne fût tenté de leur révoquer une liberté qu'ils n'ont acquise que par la nécessité des temps, et par des Édits qu'ils ont extorqués de leurs Rois, les armes à la main². Mais cette rupture, pour ainsi dire, de l'Édit de Nantes, qui sera suivie de son rétablissement, formera une espèce de calus³ qui le rendra plus fort et plus solide qu'il n'étoit auparavant. Car, outre qu'ils pourront s'assurer que SA MAJESTÉ leur tiendra fidèlement tout ce qu'elle leur promettra, les Rois ses successeurs, voyant que tout le zèle, toute l'application, la puissance et les libéralités de ce grand monarque n'ont pu vaincre leur opiniâtreté et leur obstination en six ans de paix⁴, ils le loueront d'avoir tenté⁵ ce grand ouvrage, et, à son exemple, ils les laisseront vivre dans leur Religion, sous la bonne foi des Édits, ne se servant plus, pour les réunir à la véritable Église, que des seules voies de la douceur et de la persuasion⁶.

Il pourra même fort bien arriver⁷, si on leur accorde cette liberté de conscience, que, de même qu'en 1563, lorsque la paix fut signée entre Charles IX et les Protestants, ces derniers se joignirent aux troupes de SA MAJESTÉ pour chasser les Anglais du Havre-de-Grâce qu'ils leur avoient livré; de même aussi, ils reviendront de bonne foy et se joindront à nous, pour fermer l'entrée du Royaume à nos ennemis et repousser de nos frontières ceux qu'ils appeloient à leur secours.

(1691)⁸.

1. Voilà qui est heureusement trouvé! (C. R.)

2. Tout beau, monsieur le docteur de Sorbonne! *Extorquer* n'est pas ici de mise. Si ces Huguenots, dont vous voulez gagner la confiance, vous entendaient! (C. R.)

3. *Calus*, nœud des os fracturés, terme d'anatomie. (C. R.)

4. En six ans de paix. Faisons remarquer ici que ce chiffre justifie la date 1691 placée à la fin de ce Mémoire. De 1685 (année de la Révocation) à 1691, il s'était écoulé justement six années. Lorsque, dans la note qui précède ce Mémoire, Vauban dit qu'il fut « fait presque en même temps que le sien », il n'était sans doute pas bien fixé sur ce point et n'avait pas fait attention aux termes employés par l'auteur. (C. R.)

5. Pardon, monsieur le Docteur! Vous voulez dire « abandonné ce grand ouvrage », après l'avoir tenté criminellement. (C. R.)

6. Vous oubliez, monsieur le Docteur, que « les seules voies de la douceur et de la persuasion », au début de votre Mémoire, étaient le logement militaire et les dragonnades! (C. R.)

7. Ah! voici bien le mobile unique de tout ce factum : conjurer le désastre qui menace le trône de Louis XIV le persécuteur, en ramenant les Huguenots à la rescousse. (C. R.)

8. Cette date (1691) est ainsi notée au crayon, de la main de Vauban, dans le volume Valazé, tome I des *Oisivetés*. (C. R.)

On ne peut assurément que louer, avec Vauban, un docteur de la Sorbonne d'avoir été ainsi capable de maîtriser l'esprit de corps, de refouler ses préventions et ses faux principes, au point de s'être finalement rencontré avec l'illustre Maréchal dans cette question du rappel des Huguenots. On voit bien qu'il avait suivi fort attentivement les affaires et possédait son sujet à fond. Mais quelles cruelles remarques provoque la lecture de ce Mémoire ! Nous n'avons pu nous dispenser d'y attacher quelques brèves observations. On éprouve une singulière tristesse à voir toute la peine que se donne l'auteur, soit pour démontrer des vérités évidentes, soit pour pallier des faits évidemment criminels. Les assertions et raisonnements qui peuvent être de mise sous la plume d'un politique, d'un homme de guerre, affectent, sous celle d'un ecclésiastique, un certain manque de droiture bien déplaisant. La couleur sous laquelle il présente les faits, la tournure et le sens qu'il leur inflige, sont de nature à faire hausser les épaules à tout lecteur tant soit peu instruit et désintéressé. Il y a là comme un bout d'oreille échappé par malheur...

Sans doute mieux valait tard que jamais... Mais quoi ! il avait fallu tant de temps, tant de funestes événements accomplis, pour qu'un homme d'Église se persuadât que « la conscience du Roi ne serait en aucune manière blessée par le rappel des Huguenots ! » Il avait fallu la patrie aux abois pour lui ouvrir les yeux sur l'énormité de ce mal que les « détestables flatteurs », les coupables meneurs (qui étaient principalement eux-mêmes gens d'Église) avaient engendré, et pour l'amener à déduire *doctement* que Sa Majesté *pourrait* avoir commisération de son pauvre peuple, qu'il était temps d'apporter quelque remède aux maux dont le pays subissait les accablantes conséquences ! C'est comme *contraint et forcé* qu'un ecclésiastique conseillait enfin la justice !

Et penser, qu'après tout, le grand et noble effort de Vauban en 1689, renouvelé en 1692 (et même, comme on le verra, en 1693), fut ainsi tenté en vain !... que ce Docteur de Sorbonne, « considérable dans l'Église par son rang et sa piété », en fut également pour ses frais de dialectique !

Le pouvoir despotique demeurait frappé de surdité et d'aveuglement. L'arrêt suprême des désastres prochains, des catastrophes futures, était écrit : il fallait s'attendre à l'inexorable mot de toutes les révolutions : *Trop tard !*

CHARLES READ.

(À suivre.)

MÉLANGES

VOCABULAIRE SECRET DES PASTEURS DU DÉSERT EN POITOU
POUR LA SÉCURITÉ DE LEUR CORRESPONDANCE
POUGNARD PIERRE, DIT DÉZÉRIT

Il y a quelques mois, me trouvant à Niort, chez mon collègue et ami, M. le pasteur Eug. Montet, ce dernier me montra, à titre de curiosité, un petit cahier manuscrit d'une écriture ancienne, recouvert de parchemin et parfaitement conservé, trouvé dans la bibliothèque de son excellent père qui fut aussi un constant ami du mien.

Le contenu de ce cahier, bizarre par sa forme, était une énigme pour mon ami. Je pus le renseigner aussitôt. Depuis plusieurs années, en effet, j'avais recueilli de deux sources différentes, dignes de foi l'une de l'autre, la tradition de l'existence d'un vocabulaire secret, à l'usage des pasteurs du désert en Poitou, pour la sécurité de leur correspondance.

Jusqu'à ces temps derniers, malgré d'actives recherches, je n'avais pu en retrouver la moindre trace. Un rapide examen du cahier que me montrait M. Montet me mit à même de constater que j'étais enfin en présence de l'objet de mes recherches.

Vous avez accueilli, à diverses reprises, quelques modestes communications de ma part, me permettez-vous de présenter aux lecteurs du *Bulletin* le vocabulaire des pasteurs poitevins au désert ?

I

L'idée d'une correspondance secrète n'a rien qui surprenne pendant la période si sombre et si tourmentée du désert.

Les Églises du Poitou, à l'exemple de leurs sœurs du midi, se reconstituèrent. Ce travail fut à peu près terminé vers 1740. Les pasteurs qui l'accomplirent furent d'abord des pasteurs de passage, envoyés par les synodes, les Chapel, les Viala, les Loire, puis les Gounon, les Pélissier, qui demeurèrent dans la province durant quelques années, enfin des enfants du pays, élèves de l'école de Lausanne, les Gamain, les Pougnaud, les Tranchée, les Gibaud, qui

se partagèrent la *desserte* des nombreuses paroisses du haut et du bas Poitou si peuplé.

Toujours en course, ne pouvant se réunir qu'à de rares intervalles, ils durent avoir besoin de correspondre fréquemment. Rien d'étonnant alors à ce que, en ces temps troublés, ils aient senti le besoin d'avoir un langage secret pour leur correspondance.

Ce n'était pas d'ailleurs chose nouvelle dans les annales du protestantisme.

Philippe Vincent, pasteur de La Rochelle, nous parle d'actes du consistoire de cette ville tenus en chiffre, avant 1561. Les paroles suivantes de Ch. Coquerel, relatives aux surnoms des pasteurs proscrits, peuvent s'appliquer, avec autant de justesse, au langage secret, « fruit déplorable du mystère où des lois cruelles reléguèrent les hommes les plus honorables que des espions, chèrement payés, étaient intéressés à dénoncer et à faire saisir¹ ».

Si, en dehors du Poitou, on n'avait pas jusqu'à aujourd'hui trouvé le langage secret sous forme de langue suivie, du moins il est certain qu'il était employé presque partout d'une manière accidentelle. La correspondance de Paul Rabaut, entre autres, fourmille d'expressions figurées : *la pupille*, sous sa plume, désigne l'Eglise réformée ; *la marchandise*, la Bible ; *le sacré collège*, *une foire*, un synode ; *un compère*, un collègue, tantôt Court, tantôt Claris ; *une société*, une assemblée ; *les associés*, les ministres travaillant avec lui ; *les gros colliers*, la bourgeoisie et la noblesse.

En 1754, lors du guet-apens tendu à Pons au pasteur Étienne Gilbert et qui entraîna l'assassinat du malheureux Jean Daniel Belrien de la Grâce, attentat raconté par le curé Fortet de Pons, récit reproduit par divers historiens², le comité local transmet au comité central de Paris cette tragique aventure. La lettre suivante, adressée à M. Vallette, avocat au parlement, conservée aux archives du consistoire de La Rochelle, renferme elle aussi de nombreuses expressions figurées :

Mon cousin fut invité d'aller, le 22 février, donner une *couverture* à

1 *Histoire des Églises du desert*, II, 599.

2 *Bulletin*, III, 493. Crolet, *Hist. des Égl. rep. de Pons*, etc., 166.

V. Bojeaud, *Chronique de l'Angoumois*, 358. E. Pelletan, *Jarousseau*, Appendice.

un enfant nouveau-né, le père ayant témoigné beaucoup d'envie de l'avoir de sa *fabrique* et le malheureux ne le témoignait ainsi que pour livrer le *fabricant*, ayant averti la maréchaussée de l'heure et de l'endroit marqués.

Suit le récit de l'attaque et du meurtre du chevalier, puis l'auteur poursuit :

Cet accident fera que quantité d'enfants vont rester sans *couverture* et plusieurs personnes des deux provinces sans *habits de noce*, parce qu'on n'en veut absolument que de la dite *fabrique*, quelque chose qui en puisse résulter.

Là encore la langue figurée est employée. Les expressions : « *couverture*, *habits de noce*, *fabrique* et *fabriquant* », désignent d'une façon assez claire le baptême, le mariage, les actes du culte proscrit, les pasteurs de l'Église réformée elle-même.

La tradition que j'avais recueillie attribuait la rédaction de notre vocabulaire à Pougnaud Pierre, dit Dézérit. Or, sur la première page, d'une écriture plus moderne, au crayon, se lit cette mention qui confirme la tradition : « De la main de Pougnaud Pierre, dit Dézérit, pasteur du désert. » Quel est l'auteur de cette note ? Je ne sais. Mais elle s'accorde avec la tradition pour reconnaître Pougnaud, comme rédacteur du dictionnaire secret.

Pougnaud était Poitevin, né à Cherveux (Deux-Sèvres). Il fut le second pasteur originaire de la province qui y remplit les fonctions pastorales, les partageant avec Gamain, dit Lebrun.

Après le départ de Gounon et Pélissier, survenu au commencement de 1750, Gamain, récemment arrivé, resta seul pour desservir toute la province. Ses robustes épaules suffirent à porter cette lourde charge. Mais accablé de travaux et de fatigues, il demanda que Pougnaud, envoyé à Lausanne depuis quelques années, revint l'aider dans son ministère¹. Le certificat qui fut délivré par les professeurs de l'Académie porte la date du 25 octobre 1759. Une lettre d'Ant. Court, adressée à Messieurs les pasteurs du haut Languedoc et haute-Guyenne, recommandant quatre jeunes « séminaristes » qui demandent la consécration, s'exprime ainsi au sujet de Pougnaud :

Par rapport à M. Dézérit, comme le Poitou a un besoin indispensable de son ministère, ainsi que vous le savez parfaitement et qu'il y est

¹ Ed. Hugues, *Synodes du désert*, II, 199.

attendu avec la plus vive impatience, nous vous conjurons, messieurs et très honorés frères, par tout ce qu'il y a de plus sacré, de ne point refuser votre concours à cette portion de l'héritage du Seigneur; vous le pouvez efficacement en imposant les mains à M. Dézérit, dans le moment même qu'aux deux messieurs de votre province, mais comme la saison est fort avancée, que M. Dézérit est pressé, nous vous prions de prendre incessamment des mesures, afin que sitôt qu'ils seront arrivés, cette cérémonie puisse avoir lieu ¹.

Le colloque du haut Languedoc, assemblé à la date du 24 janvier 1760, fit droit à cette demande. La consécration fut accordée aux jeunes proposant le 28 du même mois. Le certificat suivant fut délivré à Pougnaud.

Nous, les pasteurs des Églises Réformées du haut Languedoc, assistés de M. Figuières, pasteur du comté de Foy et de M. Gabriac, pasteur des Hautes Cévennes, certifions que le sieur Pierre Pougnaud, surnommé Dézérit, originaire et proposant du Poitou, envoyé de la part de messieurs les vénérables du Séminaire dans cette province, pour y recevoir l'imposition des mains, le dit sieur Pougnaud, muni des attestations avantageuses qu'il a exhibées à notre colloque, assemblé le 24 du courant, par lesquelles il compte qu'il pouvait être reçu au Saint Ministère sans ultérieurs examens, les ayant subis dans le pays étranger, au gré et à la satisfaction de Messieurs les examinateurs, le dit colloque désirant toujours de contribuer de tout son pouvoir à l'avancement de la gloire de Dieu et à l'édification de l'Église, nous a commis, nous pasteurs susnommés pour le consacrer, ce qui a été exécuté dans une assemblée publique de religion, convoquée à cet effet dimanche dernier, par l'imposition des mains, par des exhortations et par la prière, avec pouvoir de prêcher la parole de Dieu, d'administrer les Saints Sacrements institués par Jésus-Christ et exercer la discipline ecclésiastique partout où la Providence l'appellera. Nous prions Dieu, le Père des lumières, de bénir ses travaux, d'augmenter en lui ses dons et ses grâces, et de le couvrir toujours de sa puissante protection.

Au désert en Haut Languedoc, le 28 janvier 1760.

SEARD, pasteur. JEAN SEARD, pasteur.

FIGUIÈRES, pasteur. GABRIAC, pasteur².

Au nombre des proposant ainsi consacrés se trouvait Fran-

1 Ed. Hugues, *les Synodes du désert*, II, 200.

2 Ed. Hugues, *les Synodes du désert*, II, 202.

çois Rochette. Quelques mois plus tard, arrêté et condamné par le parlement de Toulouse, il mourait martyr et fermait la liste déjà trop longue des pasteurs du désert qui ont scellé leur foi de leur sang.

Pougnard, de retour en Poitou, sur le vu des pièces et attestations dont il était porteur, fut « adjoint à Gamain pour desservir de concert les Églises de la province », par le Synode du 4 mars 1760¹ ».

Pendant treize années, Pougnard demeura le fidèle collaborateur de Gamain. En 1773, le 29 juin, il demanda et obtint un congé d'un an « aux conditions que le dit pasteur s'engage à se rendre à la réquisition des Églises, ou de fournir de solides raisons de son refus² ».

À l'expiration de ce congé, appelé par les Églises de Saintonge et d'Angoumois, où il avait fait un intérim, il fut définitivement admis au nombre des pasteurs de ces provinces et chargé des Églises de Segonzac, chez Piet, Saint-Fort et Mortagne³.

Là, comme en Poitou, sa vie fut une vie aventureuse et errante. Elle est ainsi résumée dans une lettre de son petit-fils, adressée à Eug. Pelletan, en 1855, peu après la publication de son histoire de Jarousseau :

La tradition est une tradition sacrée pour moi, elle me vient de mon père, le fils du pasteur du désert, ex-pasteur lui-même — la tradition me donne la certitude des faits suivants : jusqu'au moment de son départ pour la Suisse, mon père n'a pas connu le sien, bien qu'il le vit souvent, la blouse de roulier sur le dos et le fouet à la main, car ce n'était pour lui qu'un commissionnaire, ami de la famille et tout dévoué. La vie de mon grand-père n'était pas celle d'un fugitif qui passe d'une maison amie dans une autre maison amie aussi. Les amis d'un pasteur étaient suspects comme lui ; leur hôtellerie était dans les forêts. De lieu en lieu des tonneaux défoncés, placés dans les bois à des points indiqués, étaient son refuge. Il y trouvait un matelas et du pain⁴.

En 1782, à la suite d'une maladie « fâcheuse » et « d'un accident », Pougnard se vit dans l'obligation de prendre quelque repos pour « parvenir au rétablissement de sa santé ».

1. Ed. Hugues, *les Synodes du désert*, II, 217.

2. Ed. Hugues, *les Synodes du désert*, III, 82.

3. Ed. Hugues, *les Synodes du désert*, III, 109.

4. E. Pelletan, *Jarousseau*, Appendice.

Le colloque des 4 et 5 juillet, « prévoyant que ce respectable pasteur est hors d'état de fonctionner et surtout de voyager », prie le Synode de la province de faire droit à sa demande et « d'engager les pasteurs voisins à desservir les églises qui forment son quartier, surtout celle de Jonzac, la plus éloignée de sa résidence et la plus exposée aux poursuites rigoureuses de certains curés ¹ ».

Sa santé, sans doute trop ébranlée par une vie aussi aventureuse que la sienne, ne se rétablit pas et deux ans après il meurt. Le Synode de juin 1784 est appelé à pourvoir à son remplacement ².

La douleur de cette mort se fit sentir vivement dans les Églises. Sa veuve et son fils qui se préparait au ministère évangélique devinrent les objets de la sollicitude des synodes de la province ³. Pougnaud laissait en effet un souvenir béni. D'un caractère doux et pacifique quoique ferme, il sut se faire apprécier et aimer de tous ceux qu'il approcha. En Poitou, il vécut dans la plus grande intimité avec son collègue Gamain. Il fut en correspondance suivie avec Paul Rabaut, ce qui semble indiquer qu'il était digne de l'amitié du grand apôtre du désert. C'est lui qui généralement correspondait avec les provinces et à lui que les réponses étaient adressées.

II

Après ces rapides détails biographiques revenons à notre vocabulaire.

Il se compose de 4087 mots et est spécial au haut et bas Poitou. Là, se trouvent réunis, par ordre alphabétique, les noms des Églises, des pasteurs, des anciens, des personnes de confiance de la province, les termes les plus usuels dans le langage ecclésiastique, tant protestants que catholiques, que l'on avait intérêt à dissimuler sous un vocable le plus souvent forgé à plaisir, sans étymologie rationnelle, incompréhensible pour quiconque ne possédait pas la clef. Il est suivi d'une liste d'adresses des personnes de confiance qui devaient servir d'intermédiaires dans la correspondance.

Il est impossible de reproduire dans les colonnes du *Bulletin* ces

1. Ld. Hugues, *Synodes du désert*, III, 372.

2. *Ibid.*, III, 440.

3. *Ibid.*, III, 498-99, 501-2, 528-29, 532, 534, 537, 541, 557.

1,087 mots. J'en ferai un choix et donnerai seulement les expressions les plus intéressantes.

Et d'abord les Églises :

La Babillière.....	Saint-Maixent.
La Bivardière.....	La Mothe.
La Chaurière.....	Niort.
La Colombière.....	Prailles.
La Coutonnière.....	Moncoutant.
La Foussardière.....	Chay.
La Fillaudière.....	Sainte-Eanne.
La Flataudière.....	Régné.
La Grossetière.....	Mougon.
La Iovatière.....	Saint-Sauvant.
La Mivaudière.....	La Brousse.
La Mouchantière.....	Mouchamps.
La Régnelière.....	Foussais.
La Binaudière.....	Melle.
La Rondinelle.....	Mouilleron.
La Rouillaudière.....	Lusignan.
La Sagaudière.....	Pouzauges.
La Touchaudière.....	Les Touches.
La Vertillière.....	Pamproux.
La Vinatière.....	Cherveux.

De ces 20 Églises deux ont changé de nom : Régné est devenue l'Église de Souvigné, La Brousse, celle de Sepvret; une est descendue au rang d'annexe, Sainte-Eanne; une enfin a disparu : Les Touches. Cette Église était située en bas Poitou et comprenait les paroisses de Chavagnes, Les Redoux, Bazoges. Tillay, Monsigne, Sainte-Gemme, Chassay et Saint-Martin l'Ars. Il existe aux archives de la mairie de Sainte-Hermine (Vendée) un *Registre de l'Église Évangélique des Touches, tenu par les pasteurs du bas Poitou de 1775 à 1787* ¹.

Les pasteurs étaient des « Couronniers », c'étaient :

Gamain dit Lebrun.....	Delage.
Hibaud dit Quasei.....	Briquier.

1. Cette Église existait au xvii^e siècle. Elle eut pour pasteur, de 1678 à 1683, Louis Bernardeau qui émigra en Angleterre à la Révocation (*France prot.*, 2^e édit., II, 382).

Gobinaud dit Bazel.....	Arpier.
Pougnard dit Dézérit.....	Zuziner.

Pour la province voisine de Saintonge, avec laquelle ils devaient avoir de fréquentes relations :

J. Jarousseau.....	Sunovin.
Étienne Gilbert.....	Blovin.

enfin celui dont le nom devait revenir si souvent dans la correspondance :

Paul Rabaut.....	Farbin.
------------------	---------

Un ancien était un « Zunnet ».

Voici quelques noms : d'abord parmi la noblesse huguenote :

De Romefort.....	Déjulière.
De Lussaudière.....	Briffaudière.
D'Auzi.....	Chapaudière.

Parmi la bourgeoisie je relève :

Darmanjour ¹	Vouette.
Charrier, de Saint-Maixent.....	Bluvet,
Charrier, de Champdenier.....	Baldin.
Chabot, de Brégion.....	Dunier.
Désaubray, de Pouzauges.....	Dollet.
Bastard, de Niort.....	Léveillé.
David, de Fontenay.....	Minutier.
Carsin, de Saint-Maixent.....	Cabel.

J'en passe et des meilleurs.

215 noms appartiennent aux habitants des campagnes. J'en citerai quelques-uns avec les noms des villages, hameaux ou fermes qu'ils habitent, et qu'on retrouve encore aujourd'hui :

Aumonier, de Bois-Couteau.....	Aunier.
Barillot, de la Bessière.....	Rillot.
Berloun, de Piélimousin.....	Roulimbe.
Bouffard, de Chavagné.....	Fardinet.
Bougouin, de Petousse.....	Biquet.
Bonneau, de Thommée.....	Naudon.
Brunet, des Bourdeillères.....	Runet.

1. Emprisonné au château de Saurmur encore en 1767 (Arch. de Melle).

Chauvineau, de la Berlière.....	Auviner.
Clerc, de Loubigné.....	Cevet.
Dubreuil, de Villermat.....	Brévil
Faity, de Bois-le-Bon.....	Tija.
Fleuret, de Grand'Ry ¹	Fevret.
Foisseau, d'Aiglemier.....	Fasinet.
Jollet, de Loubigné.....	Flutavin.
Marché, de Villefa.....	Chemar.
Matayer, de Bagnaud.....	Janord.
Nicolas, de l'Hermitain.....	Mamet.
Poupinot, de Mizéré.....	Longuin.
Villaneau de Parondeau.....	Hlaneau.

Tous n'étaient pas assurément des anciens au sens propre du mot, mais tous étaient des hommes de confiance chez lesquels le pasteur proscrit était sûr de trouver toujours bon accueil et sûre retraite.

Les principales villes de la province avaient aussi leur nom. Celles qui étaient le siège d'une Église avaient un nom différent pour désigner l'Église ou la ville. Ainsi, Niort-Ville portait le nom de « Marbel » tandis que Niort-Église s'appelait « La Chaurière ». Il en était de même de Melle, La Mothe-Saint-Héray et Saint-Maixent.

Quelques-unes des contrées de l'Europe se trouvent là avec un nom supposé :

La Bohème.....	Poireau.
Le Danemarck.....	Marquet.
L'Espagne.....	Chaudière.
La France.....	Fleurie.
L'Irlande.....	Marvellon.
La Hollande.....	Sablonnière.
La Prusse.....	Gallant.
La Russie.....	Sionnière.

Les diverses provinces de la France dont on pouvait être appelé à parler dans la correspondance s'y trouvent aussi désignées sous des noms cachés :

L'Agenais.....	Tournolette.
Le Béarn.....	Donnay.

1. Paroisse de Mougou, célèbre par le massacre du 20 février 1688.

La Bretagne.....	Falain.
Les Basses-Cévennes.....	Soisie.
Les Hautes-Cévennes.....	Vernoise.
Le Dauphiné.....	Villenois.
Le Comté de Foy.....	Faïodière.
Le Bas-Languedoc.....	Belle-plaine.
Le Haut-Languedoc.....	Grison.
La Provence.....	Marsilloe.
Le Rouergue.....	Vertou.
La Saintonge.....	Basse-Vallée.
Le Vivaray.....	Tardier.
Le Poitou.....	Benord.

Les noms d'un certain nombre de grandes villes, tant en France qu'à l'étranger se lisent également dans le vocabulaire, ce sont :

Angoulême.....	Hommelière.
Bordeaux.....	Gavouette.
Lausanne.....	Pépinière.
Londres.....	Bourdeillère.
Lyon.....	Grubette.
Montauban.....	Calutte.
Nantes.....	Turbon.
Paris.....	Soursaudière.
La Rochelle.....	Timidière.
Saintes.....	Cluelle.
Toulouse.....	Zuzinot.

Après les noms propres, voici maintenant les termes ecclésiastiques employées dans l'Église protestante.

Un ancien.....	Zuunet.
Une assemblée.....	Filmavin.
Le baptême.....	Bétolle.
La Bible.....	Prudome.
Un colloque.....	Populet.
La communion.....	Zubon.
Un consistoire.....	Polipart.
L'excommunication.....	Censièr.
Les honoraires.....	Rainoires.
Les huguenots.....	Valladins.
Le mariage.....	Biscambrille.
Le nouveau testament.....	Indiquet.

Les pasteurs.....	Couronnier.
Les psaumes.....	Sansonnet.
Un sermon.....	Paraclet.
Une société religieuse.....	Brivette.
Un synode particulier.....	Populet à Bouton.
Un synode national.....	Populet Fleury.
Un temple.....	Privat.

Les trois grandes fêtes chrétiennes, Noël, Pâques et Pentecôte, s'appellent : Mardouel, Zunord et Nelette.

Je relèverai encore quelques termes ecclésiastiques en usage dans l'Église romaine.

Le carême.....	Britaia.
Un couvent.....	Pirouelle.
Un curé.....	Ripaillon.
Les chanoines.....	Cardunet.
La dime.....	Credon.
Un évêque.....	Gillière.
La messe.....	Janvette.
Les moines.....	Libolle.
Le purgatoire.....	Zuzube.

Suit la nomenclature des ordres monastiques dont on avait tant à redouter :

Capucins.....	Brelon.
Carmes.....	Bripet.
Chartreux.....	Chadoin.
Jésuites.....	Fardins.
Recollets.....	Perdet.

Les moines n'étaient pas seuls à craindre, il y avait aussi toute une série d'autres adversaires non moins redoutables :

Les archers.....	Auguret.
Le grand Prévôt.....	Birochon.
Les espions.....	Corbillon.
Les soldats.....	Devilface.
L'exempt de la maréchaussée.....	Dunet.
Le procureur du roy.....	Servandin.
Le Parlement.....	Nader.
L'intendant.....	Pillac.
Le subdélégué.....	Turbin.

Le traître.....	Ragle.
La lettre de cachet.....	Piraupe.
Le sergent.....	Rusin.
Saint-Florentin.....	Duborg.
Le roy.....	Zamon.

Je signalerai une nouvelle série de mots de notre vocabulaire, moins nécessaires à dissimuler que les précédents, mais qui ne sont cependant pas sans intérêt :

Les degrés de parenté :

Père.....	Probal.	Oncle.....	Mobain.
Mère.....	Proballe.	Cousin.....	Cordal.
Femme.....	Gariotière.	Beau-frère.....	Bezot.

Les divers membres du corps :

Jambe.....	Longuette.	Langue.....	Miralongue.
Bras.....	Mouvandoir.	Doigts.....	Serviëtte.
Bouche.....	Miragoute.	Épaule.....	Haussière.
Main.....	Pliante.	Genoux.....	Tournoir.

Les différentes parties du vêtement :

Les bas.....	Bemard.	Une redingote.....	Goton.
Une botte.....	Bravier.	Une veste.....	Foulorde.
Une chemise.....	Misordière.	Des souliers.....	Brumiers.
Une culotte.....	Verdonne.	Des sabots.....	Pirolle.

La liste des maladies, infirmités ou accidents auxquels l'homme est sujet se trouve presque au complet dans notre vocabulaire; j'y relève :

Abcès.....	Riput.	Goutte.....	Criante.
Apoplexie.....	Fondroyante.	Gravelle.....	Fodalle.
Brûlure.....	Risolle.	Hydropisie.....	Copisie.
Cancer.....	Brébin.	Mal caduc.....	Ledal.
Colique.....	Blanchette.	Pleurésie.....	Leuvésie.
Évanouissement.....	Dumanet.	Rhumatisme.....	Popière.
Fièvre.....	Mouvante.	Rougeole.....	Boutonde.
Fluxion de poitrine.	Ropelle.	Toux.....	Caquette.
Galle.....	Vigilante.	Petite vérole.....	Puantière.
Gangrène.....	Ranail.		

A tous ces maux il y a remède (gariote), quelques-uns sont indiqués :

Bouillon rafraichissant.....	Bivnet.
Emplâtre.....	Dominet.
Tisane.....	Sabin.
Purgation.....	Vériole.

Quelques vices physiques ou moraux sont mentionnés :

Aveugle.....	Barunet.	Adultère.....	Alberon.
Borgne.....	Binet.	Avare.....	Barbet.
Bossu.....	Binot.	Ivrogne.....	Flutavin.
Sourd.....	Prahet.		

Je signalerai enfin une dernière série de mots assez difficiles à classer, mais qui méritent pourtant de n'être pas oubliés :

Une cachette.....	Boidelle.
Faire un don.....	Cabriole.
Un maître d'école.....	Copain.
Le coche.....	Copelle.
Une dette.....	Cradelle.
Le grec.....	Fodel.
Le latin.....	Lenit.
L'hébreu.....	Fripet.
Une gazette.....	Minière.
Une perruque.....	Fétière.
Du tabac.....	Malvoisie.
Une tabatière.....	Malvoise.
Du thé.....	Quedot.
Du café.....	Bravet.
Du choux-colas (<i>sic</i>).....	Cladain.
Une chaîne de montre.....	Capiode.

Au milieu de ces mots barbares et baroques il en est cependant quelques-uns qui frappent l'esprit, heureusement formés, les uns faisant image, les autres exprimant une pensée, même une pensée élevée, parfois aussi satirique. Ainsi, la France, la France ingrate, aimée quand même, on l'appelle encore *la Fleurie*, la nation privilégiée, bénie de Dieu; — les ministres, les pasteurs, *des couronniers* ; les apôtres qui sèment la bonne nouvelle de l'Évangile par lequel on obtient la couronne de vie, après le bon combat

de la foi; — le Nouveau Testament, un *Indiquet*, qui indique le droit chemin à suivre, chemin qui mène à la vérité et à la vie; — un sermon, un *Paraclet*, un consolateur dans les jours d'épreuve: — la Censure ecclésiastique, une *Fumante*; — Lausanne, la *Péptinière*: — les colloques et synodes, assemblées populaires, des *Populet*, avec désignation spéciale pour les distinguer: — la fièvre, *Mourante*: — l'Espagne, patrie de l'Inquisition, la *Chaudière*: — les soldats, messieurs de *Vilface*; — les jésuites, des *Fardins*!

III

Une question se pose maintenant. Notre vocabulaire a-t-il été employé? Au premier abord la chose est des plus probables. Les temps où il fut composé, lors du ministère de Pougnaud en Poitou, étaient encore loin d'être calmes, des précautions étaient encore nécessaires, bien qu'à mesure que le siècle avance ces précautions deviennent de moins en moins urgentes. Mais aucune lettre, aucun document écrit dans cette langue de convention n'ont pu être encore découverts, jusqu'à aujourd'hui toute peine a été perdue. — Je serais alors porté à croire que ce ne fut qu'un projet, auquel il ne fut pas donné suite, composé peut-être en exécution d'une décision du synode général de 1763, enjoignant aux provinces d'établir entre elles une correspondance destinée à la communication mutuelle de tous les faits qui pourraient les éclairer et dont on trouve des fragments au tome V, pages 259 et suivantes du *Bulletin*.

Dans tous les cas, qu'il ait été employé ou non, notre vocabulaire n'en existe pas moins et n'en demeure pas moins une œuvre qu'il était nécessaire de ne pas laisser périr, comme témoignage des précautions que nos pères étaient obligés de prendre. C'est ce que j'ai essayé de faire.

TH. MAILLARD.

BIBLIOGRAPHIE

NOTES HISTORIQUES ET BIBLIOGRAPHIQUES

PIERRE PASCHAL, HISTORIOGRAPHE DE HENRI II.

Dans le second de ses intéressants articles sur les *Défenses de Zamariel, de B. de Mont-Dieu et de F. de la Baronie contre Pierre Ronsard* (1563) (*Bull.* 1888, p. 645, note 2), M. Read parle incidemment de *P. Paschal*, ami du chef de la Pléiade, qui fut ridiculisé en même temps que lui par ses adversaires huguenots. L'un de ces derniers, La Baronie, l'appelait

Heureux historien ! dont une histoire entière
N'est que de quatre vers !...

Voici, sur ce personnage, quelques renseignements sans doute fort peu connus et que j'ai découverts en faisant des recherches sur le règne de Henri II.

Dans la collection, si précieuse, de manuscrits recueillis par les frères Du Puy et conservés aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, un volume, le n. 624, porte de la main même de Pierre Dupuy, le titre suivant.

*Petri Paschalii
Historiarum fragmenta*

CIDCXLVI¹.

P. Dupuy.

624

Le manuscrit se compose de 200 feuillets in folio dont un bon nombre sont blancs, et les autres couverts d'une écriture souvent raturée, corrigée. C'est évidemment le brouillon de tout ce qui reste aujourd'hui de l'auteur. Il avait écrit lui-même, au verso du premier feuillet et ailleurs, ces mots qui lèvent tous les doutes : *P. P. de rebus gestis ab Henrico Galliarum rege, liber primus, ... secundus*, etc. L'histoire qu'il s'était proposé d'écrire était donc celle de Henri II, et à en juger par les fragments que j'ai attentivement parcourus, il comptait l'écrire aussi complète et détaillée que possible.

1. Cette date n'est pas celle du manuscrit, mais celle, ou bien de son acquisition par P. Du Puy, ou bien simplement de la transcription de ce titre.

Le latin est clair, facile, élégant même et, si la narration est absolument dépourvue de critique puisqu'il appelle : *Henricus secundus regum omnium qui unquam in Gallia fuerunt, sine controversia, optimus*, elle n'est pas sans mérite. Il a été, d'ailleurs, contemporain des événements dont il voulait fixer le souvenir : *meorum temporum consilia, acta atque eventus, quae mihi per eos* } *qui summam rerum tenebant, fuerunt notissima, literis mandare volui*. Un autre passage prouve, enfin, qu'il s'était mis à l'œuvre sur l'ordre du roi lui-même. Il faut en conclure que Pierre Paschal a été l'historiographe officiel de Henri II.

On regrette que son œuvre n'ait pas été achevée ou entièrement conservée, car c'est précisément pour le règne de Henri II que les mémoires contemporains, si nombreux pour le commencement et surtout pour la deuxième moitié du xvi^e siècle, font défaut.

Tels qu'ils sont, ces fragments ne nous renseignent guère que sur quelques-unes des premières années de ce règne et même pour cette période les lacunes sont nombreuses, grandes, par exemple, pour les années 1548 et 1549. Pourtant Pierre Paschal a laissé plus que « quatre vers » imprimés. A la fin du manuscrit, à partir du feuillet 460, P. Dupuy a effectivement inséré une plaquette de 30 pages in quarto (la dernière blanche), admirablement imprimée et dont voici le titre :

AD PRINCIPES || CHRISTIANOS || COMBETATIO || PACIFICATORIA || *Et nunc, Reges, intelligite : erudimini qui iudicatis terram.* || Psal. II. || LEGENDUM || APUD IOAN. TORNESESIUM. || M. D. LV. || Cum Privilegio Regis¹.

En tête de ce titre on lit, à l'encre, PETRI PASCHALI, et dans le coin supérieur de droite, également en latin, un « hommage » de l'auteur, à demi effacé. Est-ce un manifeste officiel que P. Paschal avait rédigé et par conséquent publié sous le voile de l'anonyme, ou un écrit personnel et de circonstance ? Je laisse à d'autres le soin d'élucider cette question. Ce qui précède prouve que les prétentions de P. Paschal au titre d'historien n'étaient pas sans fondement, et explique les railleries de ses contemporains luthériens qui étaient payés pour ne pas adorer Henri II et son panégyriste.

N. W.

1 Le privilège est daté de Fontainebleau III Non. Maius 1555.

TULLE ET LE BAS-LIMOUSIN PENDANT LES GUERRES DE RELIGION

HENRI III, LA LIGUE, PRISE DE TULLE PAR LES HUGUENOTS,

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

par M. G. Clément Simon¹.

Renseignements abondants puisés dans les documents contemporains; critique des faits suffisante; composition excellente; talent d'évocation incontestable: toutes ces qualités se rencontrent dans l'ouvrage que nous annonçons et en font le seul livre sérieux qui existe encore sur la matière. Nous sommes obligé cependant de le chicaner sur quelques points.

Comment se fait-il que M. Simon, fort bien informé en général, n'ait point utilisé les indications si nombreuses que fournissent les *Ghroniques* du chanoine Tarde, de Sarlat, sur le soulèvement des Crocquants? A propos de l'assemblée des villes closes du bas Limousin, à Brive, en 1580, il eût pu glaner aussi quelques détails dans les extraits du procès-verbal de cette assemblée que l'on trouve au tome CLXXXV du fonds Gaignières. M. Simon, qui semble bien connaître les collections manuscrites de la Bibliothèque nationale, ne s'étonnera pas que nous le renvoyions à cette source.

Son impartialité de narrateur nous paraît incontestable. Il dit nettement que « Beaulieu souffrit autant de ses libérateurs (l'armée catholique de Mayenne) que des plus rapaces ennemis ». Il reconnaît que « il n'est peut-être pas une seule paroisse du bas Limousin qui ait échappé aux ravages, aux cruautés de l'un ou l'autre parti ». Son jugement sur le capitaine huguenot La Maurie est très mesuré. Dommage seulement qu'il soit en si mauvaise place et comme caché dans une note de la page 84.

Par contre, M. Simon se fait du clergé du xvi^e siècle une idée optimiste, qui ne cadre guère avec celle que l'on puise dans les écrits des réformateurs catholiques, dans les statuts ecclésiastiques du temps, ou dans la considération des faits que l'auteur a pu lire comme nous dans un livre récent : *l'Histoire de la Réforme en Limousin* de M. Leroux².

1. Paris, Champion; Tulle, Crauffon, 1887 (en réalité, février 1889, d'après le *Journal de la librairie*), 272 pages in-8.

2. Voy. le *Bull.* XXXVII (1888), p. 553.

Le clergé (de cette province), nous dit M. Simon, pauvre et vertueux, loin de le scandaliser, faisait son honneur, son bien-être, sa gloire. Ce sol limousin était de longue date un séminaire de papes, d'évêques, de saints et illustres prêtres.

Très vrai sur ce dernier point. Mais M. Leroux nous a appris ce qu'il en avait coûté au Limousin pour avoir donné trois papes au siège d'Avignon. M. Simon continue :

Le peuple y tenait pour la foi du charbonnier contre les subtilités des réformateurs; mais étranger à tout fanatisme, il ne demandait qu'à rester en dehors de ces querelles. Si on l'eût consulté, il eût été... pour la conciliation et la tolérance, ne montrant au nouveau culte qu'une indifférence mêlée de pitié. Et peut-être l'hérésie eût pris moins d'élan dans la paix et la liberté que dans la lutte et la compression! L'ambition de la haute noblesse, l'incapacité des Valois, firent dégénérer en une guerre atroce des disputes qui devaient être cantonnées dans le domaine de la chaire ou de l'école (p. 166 et 157).

Voilà qui est bien fini. Mais que penser du sens historique de l'auteur quand on lit les lignes du début?

Le point de vue de M. Simon n'est donc rien moins que favorable à la Réforme. On le voit mieux encore par ce passage de la page 28. La paix de Monsieur, nous dit-il, donnait aux réformés la liberté de leur culte, « droit légitime, mais prématuré pour les idées du temps »! Et ailleurs, p. 169 :

Par l'édit de Nantes, « la France était remise au point où elle se trouvait quarante ans auparavant, mais ruinée matériellement, dégradée au moral, rabaisée intellectuellement. Ces quarante années de sang, du massacre de Vassy à l'édit de Nantes, n'avaient rien produit ».

Ce sont là de fâcheuses exagérations de plume, qui conviendraient tout au plus à un historien de la guerre de Cent ans. M. Simon compte-t-il pour rien la tolérance que les réformés obtinrent provisoirement et ne comprend-il pas que, par cette porte, est entré l'esprit moderne dans ce qu'il a de meilleur.

Sur un autre point encore, nous avons le regret de nous trouver en désaccord avec M. Simon. Son portrait d'Henri de Turenne est très vivement frappé. Mais en appliquant à cet homme de guerre le jugement de Sully et de Richelieu, l'auteur a commis pour le moins un

anachronisme. Nous admettons un instant que ces deux ennemis du vicomte de Turenne aient eu raison dans leur sévérité : encore est-il que leur jugement ne vise que la dernière période de la carrière d'Henri de Turenne. La première, la seule dont M. Simon ait à s'occuper, a eu plus de grandeur, et l'auteur commet, je le crains, une injustice en affirmant que le vicomte ne passa à la Réforme en 1575 que « pour mieux réaliser ses vues ambitieuses ». Un pareil calcul dans une âme de vingt ans au lendemain de la Saint-Barthélemy aurait besoin d'être prouvé et de ne point se heurter aux déclarations contraires du vicomte lui-même dans ses *Mémoires*. Mais il y reste un problème à résoudre : comment et par suite de quelles circonstances le fier et loyal vicomte de Turenne devint-il l'ambitieux et intrigant duc de Bouillon?

Aussi bien, d'une façon générale, M. Simon ne paraît point se douter de la place que les convictions proprement religieuses des deux partis ont tenue dans les luttes du xvi^e siècle. A ce point de vue, sa psychologie historique manque de pénétration.

L'ouvrage est suivi de trente-sept pièces justificatives d'un réel intérêt. En dépit des critiques que nous avons dû exprimer, nous répétons volontiers en terminant que M. Simon a écrit le seul livre sérieux qui existe encore sur la matière.

A.

SÉANCES DU COMITÉ

23 avril 1889

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. E. Bersier, comte J. Delaborde, O. Douen, Ch. Frossard, J. Gaufrès, F. Lichtenberger, W. Martin, Ch. Read, A. Viguié, Ch. Waddington. MM. Bonet-Maury, Franklin et Kuhn se font excuser.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Bulletin. — Parmi les articles récemment parvenus à la rédaction, M. Weiss signale la suite du travail de Bonet-Maury sur le *Protestantisme français au xvi^e siècle dans les Universités*. M. D. Benoit a envoyé une *Lettre inédite du forçat pour la foi Serres le pûné, 1694*, et M. Th. Monod une curieuse *Délibération du Bureau de l'Hôtel-Dieu de Paris, 4 avril 1657, relative à la conversion d'un malade protestant*. Ce

texte a déjà été imprimé par M. Brièle dans ses *Documents pour servir à l'histoire des hôpitaux*, p. 120; mais, en le joignant à d'autres pièces antérieures et postérieures à cette date, il pourra fournir la matière d'une note fort intéressante sur la liberté de conscience des malades protestants sous le régime de l'édit de Nantes.

Communications. — Une longue conversation s'établit au sujet de la continuation de la *France protestante*. Le président est chargé de s'informer à quelles conditions cette continuation sera possible.

Quant à notre participation à l'Exposition universelle, M. Weiss informe le Comité que nos cadres, très réussis, et nos livres, sauf toutefois ceux qui s'impriment actuellement, ont été déposés à la section indiquée par le Ministère de l'instruction publique, mais que la salle où on les placera n'est pas encore prête.

M. Bersier espère que l'inauguration du *monument Coligny* pourra avoir lieu avant la dispersion de l'été; il n'est pas encore décidé si, en outre de la cérémonie officielle, les protestants de la capitale seront convoqués à une réunion spécialement organisée pour eux.

A propos de l'*Assemblée générale du 7 juin*, il est rendu compte des mesures prises, tant pour la lecture qui suivra le rapport du président, que pour les chants d'actions de grâces qui seront exécutés, comme l'année dernière, par un chœur bénévole, en voie de formation.

Bibliothèque. — Elle s'est enrichie de plusieurs cartons remplis de papiers relatifs aux affaires ecclésiastiques du protestantisme français dans la première moitié de ce siècle; ils y ont été déposés par M. Frédéric Cuvier qui les avait reçus en partie de son oncle. — M. Delaborde dépose, de la part du feu M. H. Luttheroth, une collection de notes historiques et chronologiques recueillies par lui sur des feuillets détachés, ainsi qu'un volume de pièces originales sur le protestantisme en *Normandie* (*Actes des synodes provinciaux* des années 1655, 1669, 1674, 1675; plus 1649, 1656 et 1658 pour l'*Anjou*, etc.).

— Enfin M. le président offre une série de volumes qu'il vient d'acquérir en Hollande (Jean Banson, *les Tableaux de la Messe*, 1620; — Coras, pasteur, *l'Impossibilité de l'union en la foy et en la doctrine entre les deux Églises*, 1661; — Philippe Mesnard, *Essai sur le Socinianisme*, 1709; — *Lettre de M. Jaquelot à MM. les pasteurs... des Églises wallonnes...* 1718, in-4; — *les Trophées de Port-Royal renversés*, 1688; — *Lettres d'un nouveau converti à un catholique de ses amis*, 1686; — *Réponse d'un nouveau converti à la lettre d'un réfugié*, 1689; — *Deux questions curieuses touchant le devoir des protestants de la France, qui ont été forcés...* 1687; — *Très humble et très respectueuse requête des protestants de la province de Languedoc au Roy et lettre*

pastorale aux réformés de l'Église de Nismes, 1761, par Paul Rabaut, etc., etc.) — Il présente ensuite le journal mensuel du refuge huguenot en Allemagne, *Die Französische Kolonie*, qui demande l'échange avec le *Bulletin*.

CORRESPONDANCE

Rébus ou Enigme de l'Église de Saint-Grégoire-du-Viévre.

Monsieur,

Rouen, 21 mars 1889.

M. G. Gouellain, membre de la commission départementale des Antiquités de la Seine-Intérieure, collectionneur distingué et auteur bien connu de plusieurs ouvrages sur la Céramique, me communique un article inséré dans la *Gazette archéologique* (1888), dû à la plume de M. Join-Lambert, conseiller général de l'Eure, sur un rébus ou énigme écrit sur les murs extérieurs de l'église de Saint-Grégoire-du-Viévre, canton de Saint-Georges-du-Viévre (Eure).

L'église de Saint-Grégoire-du-Viévre date de la seconde moitié du xvi^e siècle. La seigneurie de ce village était possédée par les Bourbons-Vendôme, protestants, qui aboutissent à Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et à Henri IV, lesquels étaient seigneurs de la paroisse.

Voici la description de ce rébus, écrit sur deux pierres séparées par une mosaïque. Sur la première pierre, le mot *Le*; une *boule terrestre surmontée d'une croix* (le monde chrétien, ou catholique); le mot *Est*; un *cor rompu*, ou plutôt interrompu par le milieu (corrompu). — Sur la seconde pierre, le mot *Et*, une *faux*, puis plusieurs lettres qui forment le mot *Israël*. J'évite d'entrer dans les détails de la très savante étude de M. Join-Lambert afin de ne pas trop allonger cette lettre.

Le rébus, à première vue, signifie : *Le monde chrétien est corrompu et faut Israël*, ce qui n'offre aucun sens, ou *Le monde chrétien est corrompu et faut entrer ou faire entrer en Israël* (Le fer de faux touche les lettres IS du mot Israël et les pénètre), — ou bien encore : *Le monde chrétien est corrompu par les seize* (1587-1591), *et faut le faire entrer en Israël*. Les deux membres de phrase sont séparés par une mosaïque de silex noir et blanc dont le nombre est de seize.

Le but de cette lettre est de savoir si, parmi vos lecteurs, il s'en trouve qui aient rencontré un rébus semblable sur un édifice quelconque; on pourrait peut-être alors parvenir à découvrir si le nôtre est l'œuvre de protestants.

Le mot Israël, fait remarquer M. Join-Lambert, peut se rencontrer dans les textes catholiques, mais d'ordinaire, surtout au xvi^e siècle, le personnel orthodoxe ne l'employait pas comme synonyme de collectivité

de la société religieuse de l'Église romaine ; c'est, au contraire, dans les formes de langage protestantes qu'à cette époque il revient souvent pour désigner l'Église.

Dans des catéchismes maçonniques relativement modernes, on rencontre les locutions « avoir été, entrer en Israël¹ ».

Agréé,

E. LESENS.

Les familles Guyot, Galloy, etc.

Monsieur le rédacteur,

Groningue, 6 mars 1889.

Nul ne saura, mieux que vous, combien il est souvent difficile de trouver en France quelqu'acte de mariage ou de baptême, datant du temps où les protestants français y furent hors de la loi. J'en fis un jour l'expérience, quand à Metz et à Sedan je cherchai en vain un acte de 1695, l'acte de mariage de mes ancêtres *Charles Guyot* et *Marie des Remeaux*, natifs de ces localités. Ce ne fut que par hasard que je les découvris plus tard aux Pays-Bas, dans un des registres de l'Église wallonne de Maëstricht. Evidemment mes ancêtres s'étaient absentés temporairement de leur domicile, afin de pouvoir célébrer leur union en toute liberté. Toutefois il ne s'agissait alors que d'un mariage conclu, quoiqu'à mon insu, hors du territoire de la France.

Mais est-ce qu'un Français chercherait l'acte de mariage de ses ancêtres, notamment d'un mariage célébré en France, dans une ville, située tout au nord des Pays-Bas? Assurément non. Pourtant il pourrait y être obligé. Dernièrement je trouvai dans le registre des mariages de l'Église wallonne de Groningue, déposé à l'hôtel de ville, l'acte suivant : « Mariage au désert. — Septembre 1784, le 25, a été béni le mariage de *Jean Pierre Galloy*, fils de *Pierre Galloy* et de *Catherine Val*, ses père et mère, vigneron résidant à Chieulle d'une part, et de *Madelaine Vabfloure* fille de défunt *Nicolas Vabfloure* et de *Madelaine Lanque* ses père et mère, demeurant à la Sancé de Champé en Lorraine, d'autre part. Ces personnes ont été mariées à Courcelles, à trois lieues de Metz en Lorraine par notre pasteur *Guyot*, ce que les anciens de l'assemblée des protestans du dit lieu prièrent d'insérer dans le registre des mariages de notre église. C'est le premier mariage, qui a été béni dans ce pays catholique romain, depuis la persécution et le refuge occasionés par la révocation de l'édit de Nantes. »

1. Il y a déjà longtemps que M. Join-Lambert est venu à la bibliothèque chercher vainement l'explication de son rébus. Nous lui répondions alors, si nos souvenirs sont exacts, et nous croyons encore aujourd'hui que c'est dans des traités d'histoire locale à cette époque, qu'on aura le plus de chance de trouver l'explication qu'on cherche.

Peut-être le fait vous paraîtra-t-il assez remarquable pour être signalé. Nulle part la recherche des actes antérieurs au Code Napoléon n'est plus facile qu'en Belgique. Le gouvernement y a donné il y a quelques années un subside à chaque commune, afin de faire dresser une table alphabétique complète de tous les anciens actes existants. Ce travail a été fait très consciencieusement. Si les gouvernements de votre pays et du mien voulaient suivre ce bel exemple, les descendants des Huguenots leur en sauraient gré.

Par jugement du baillage et siège royal de Metz du 22 mai 1700, Mlle *Salomé Guyot*, nouvelle convertie fugitive, accusée d'être sortie du royaume pour cause de religion au préjudice des défenses portées par les édits et déclarations de Sa Majesté, fut condamnée à être rasée et recluse dans une maison régulière, etc. Par brevet du 20 septembre 1702 daté de Fontainebleau, Sa Majesté donna aux pères Jésuites de Metz la jouissance des revenus des biens confisqués de la fugitive, savoir une part et portion dans la Seigneurie de Silly avec le château et ses dépendances, etc. Et par brevet de février 1710, donné à Versailles, le Roi leur accorda la propriété de ces biens.

J'aimerais savoir où l'on pourrait trouver les brevets susdits et dans quel pays Mlle Salomé Guyot s'est rendue. Elle doit être partie de Metz en mars 1700 pour l'Allemagne.

Veuillez agréer, etc.

HENRI GUYOT.

Notre correspondant aurait peut-être quelque chance de retrouver la trace de ces *brevets* dans la série 0¹ 602 et ss. aux Archives nationales, où se trouve résumée une partie des *requêtes* qui les ont provoqués. Comp. *Bulletin XXXVII* (1888) p. 360.

N. W.

NÉCROLOGIE

M. G. Daugars. — M. Monnier.

Le Pasteur Gustave-Guillaume Daugars a succombé à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 1^{er} mars dernier, dans son « Hermitage » de Teddington près de Londres, à une douloureuse maladie. Son ministère avait embrassé — sauf une interruption de quelques mois, — toute l'existence de l'église protestante française de Saint-Martin's le Grand. Il l'avait consacrée le 19 mars 1843, après l'expropriation du temple de Threadneedle Street, et s'occupait encore, pendant ses longues heures de souffrance, du nouvel exode imposé à la congrégation par les agrandissements de la Poste centrale de la Cité. Lors de l'anniversaire de la Révocation de l'édit de Nantes, il adressait à notre Bibliothèque la médaille commémorative

frappée par son initiative et sur ses dessins. Nous ne saurions oublier non plus l'extrême bienveillance avec laquelle M. Daugars accueillit successivement les deux présidents de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, et l'empressement qu'il mit à leur ouvrir les précieuses archives de la vieille église fondée par Edouard VI.

C'est en 1825 que le proposant Pierre-Jean-Jacques Mounier, d'origine française, était appelé à l'Eglise wallonne de Leuwarde, où il entra en fonction le 14 mai 1826; nommé à Anvers le 29 avril 1827, il succédait le 5 décembre 1830, dans la chaire d'Amsterdam, à M. Ath. Coquerel père. Il ne devait plus la quitter et n'acceptait l'éméritat, le 1^{er} novembre 1868, que pour continuer à consacrer aux Eglises du Refuge dans les Pays-Bas et à toutes leurs œuvres, les facultés d'une rare intelligence respectée par l'âge et d'un cœur toujours prêt à répondre aux appels faits à son dévouement.

Nous perdons en M. Mounier un de nos premiers, de nos plus constants amis. Son attachement aux Eglises de sa patrie d'adoption ne lui avait jamais fait oublier celles de France, où son fils exerce le ministère évangélique. S'il a pu être appelé le père de la Commission pour l'étude de l'Histoire des Eglises wallonnes, nous vénérons en lui l'un des bienfaiteurs de la Société de l'Histoire du Protestantisme français. — Il est retourné à Dieu à l'âge de quatre-vingt-sept ans, au mois de mars dernier.

M. Eugène Meyer.

Nous venons d'apprendre la mort, à la Rochelle, à la fin du mois dernier, dans sa 90^e année, d'un des premiers et plus fidèles abonnés de ce *Bulletin*. M. Eugène Meyer, membre du Consistoire et du Conseil presbytéral de l'Eglise réformée, conseiller municipal, syndic des courtiers maritimes, administrateur de la caisse d'épargne, etc., possédait à fond huit langues vivantes, et s'intéressait vivement à la littérature, à l'histoire et à la prospérité de la ville et de l'Eglise réformée de la Rochelle.

Une foule considérable assista à ses obsèques et les journaux catholiques et protestants se sont unis pour rendre hommage à la mémoire de cet homme de bien. M. Eugène Meyer était fils de M. Rodolphe Meyer et de Marie-Anne Meschinot de Richemond (voy. la *Charente-Inférieure* du 1^{er} mai). N. W.

ERRATA

Quelques erreurs sont à relever dans le second article du *Bulletin* sur l'Erode de Montargis (p. 179). C'est en juin et non en septembre 1569 qu'il faut placer le sac du château de Châtillon-sur-Loing, ainsi que l'assassinat d'Anne Chrestien, femme du ministre Jean Malot, tel qu'il est raconté dans l'*Histoire des martyrs*. Pour ce qui concerne les événements accomplis à Châtillon à cette époque, voir les pièces réunies dans le savant ouvrage de M. le comte Jules Delaborde *Gaspard de Coligny*, t. III; appendice, p. 551-553). J. B.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

TRENTE-SIXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Paris, Oratoire, 7 juin 1889.

Un public très nombreux a rempli la vaste nef du temple pour commémorer l'anniversaire séculaire du premier exercice *public* du culte protestant à Paris. Les membres du comité, MM. E. Bersier, J. Bonnet, G. Bonet-Maury, comte Delaborde, O. Douen, F. Kuhn, F. Lichtenberger, W. Martin, Ch. Read, A. Viguié, ont pris place sur l'estrade autour du président, avec MM. le pasteur Louis Vernes, A. Lods et le soussigné. — On remarquait dans l'assistance MM. les pasteurs ou professeurs Charruaud, E. Coquerel, F. Dumas, Labeille, Lelièvre, Lods, A. Matter, Ménégos, G. et W. Monod, A. Paumier, O. Prunier, Recolin, Weber, Puaux et M. Hyacinthe Loyson.

Après le chant de trois strophes du *Te Deum* : *Grand Dieu, nous te bénissons*, et la prière offerte par le président du consistoire de l'Église réformée de Paris, M. le baron F. de Schickler a rendu compte de l'exercice écoulé, marqué pour la Société par tant de deuils, dans le rapport si complet qu'on lira plus loin et dont la fin a été saluée par les applaudissements de l'auditoire. Il a fait suivre ce compte rendu d'une intéressante communication de M. le sénateur E. de Pressensé et de la lecture de ce télégramme : *La Société huguenote de Londres offre à ses frères de la Société française les plus cordiales félicitations de ce jour heureux. Vive la foi ! Vive la liberté ! Vive notre belle patrie !* — L'assemblée y répond par une chaleureuse ovation.

On a écouté ensuite le chœur n° 2 de l'admirable symphonie cantate de F. Mendelssohn : *Chant d'actions de grâces (Gloire, gloire au Dieu tout-puissant)*. Depuis plusieurs semaines, MM. de Lœvenstierne et J. Pittoud avaient bien voulu répéter cette musique difficile, avec une quarantaine de chanteurs bénévoles dont le zèle mérite les plus grands éloges.

Le récit dans lequel notre collaborateur, M. A. Lods, a retracé sommairement l'histoire de l'Église réformée de Paris, de *la Révocation à la Révolution* (1685-1789), a également provoqué les remerciements de l'au-

ditore. Pendant la quête (qui a produit 362 fr. 70 c.) le chœur a fait entendre le duo d'un charme si pénétrant emprunté à la même cantate de Mendelssohn : *Dans ma douleur profonde, j'invoquai le Seigneur...*

Il était plus de 10 heures. Le soussigné a pensé qu'il vaudrait mieux réserver pour une autre occasion les détails qu'il se proposait de communiquer sur les *Séances* fort peu connues des 22 et 23 août 1789 à l'*Assemblée nationale*¹; on s'est donc séparé après une prière de M. le président du consistoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg à Paris, suivie du chant de trois strophes du psaume CXVIII (paroles de Clément Marot, musique de L. Bourgeois 1544²).

N. W.

RAPPORT DE M. LE BARON F. DE SCHICKLER

SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ

Messieurs,

Il est des dates qui s'imposent. Et pourtant, si la Société de l'Histoire du Protestantisme français n'avait cru devoir, changeant l'époque habituelle de son Assemblée générale, vous inviter à la retarder jusqu'au 7 juin, l'anniversaire aurait passé inaperçu au milieu des commémorations plus éclatantes de cette fin du XIX^e siècle. Sans doute il ne s'agit pas, comme il y a quatre ans, de nous incliner devant les douleurs de la Révocation, ou, comme il y a deux ans à peine, de saluer dans le Centenaire de la tolérance l'aurore de cette pleine liberté de conscience que 1789 allait enfin inscrire dans la loi. Mais le fait qui s'est produit il y a aujourd'hui cent ans a été la prise de possession anticipée du droit si longtemps méconnu. Dans ce Paris qui, lui aussi, a « tué les prophètes », et où tant de fois l'Assemblée de prières ne fut que l'immédiate préparation au bûcher ou à la captivité perpétuelle, pour la première fois nos pères ont pu, à huis ouverts comme on disait, se réunir pour bénir Dieu, lire sa parole sainte, chanter ses louanges...

1. Cette communication sera développée, D. V. à Versailles, où ces séances eurent lieu, le dimanche 3 novembre prochain, pour la *Fête de la Réformation*.

2. Voy. les comptes rendus du *Finex* (8 juin), du *Témoignage* (15 juin), du *Journal de Genève* (11 juin), du *Protestant* (15 juin), d'*Évangile et Liberté* (15 juin), etc.

sans avoir à redouter que les échos de leurs psaumes les livrassent à leurs implacables ennemis.

Il y a toute une révolution dans ce simple acte d'une célébration publique, dans la capitale, de nos exercices religieux. L'humble culte de la rue Mondétour, s'il ressemble encore, jusqu'à un certain point, à celui de la chambre haute, n'en est pas moins le vrai commencement de notre présente Eglise réformée de Paris. Comment alors cet anniversaire passerait-il sans actions de grâces envers celui qui a permis au petit troupeau de résister à tant d'orages, et après avoir essuyé la proscription sous toutes ses formes, de se retrouver vivant et debout au grand jour de la liberté?

Aussi ne voudrions-nous parler que de gratitude et de joie, et ce devront être les impressions dominantes laissées par les études que vous allez entendre ; mais la tâche du rapporteur est autre, et, douloureux contraste, il n'a pas le droit d'oublier que l'exercice dont il vient rendre compte en a été, avant tout, pour notre Société, un de deuils redoublés et accablants. Jamais peut-être, depuis sa fondation, elle n'a vu autant de vides, et quels vides ! se produire dans les rangs de ses amis, de ses correspondants, de ses collaborateurs les plus fidèles.

Trois savants d'abord, qui lui avaient donné souvent des marques d'intérêt, M. Rosseuw Saint-Hilaire, l'historien de l'Espagne, M. le pasteur Gaberel, M. le professeur Charles Le Fort, l'auteur du rapport que nous vous citions l'an dernier pour le cinquantenaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève dont il fut si longtemps l'âme dirigeante. Deux bienfaiteurs : M. le pasteur Racine-Braud, inscrit le 45^e sur la liste des membres, M. Edmond Scherer, qui, reconnaissant l'un des premiers la portée de notre bibliothèque, lui incorporait, dès 1870, les ouvrages théologiques de la sienne.

Parmi nos collaborateurs disparus, nous nous sentons d'autant plus pressés de rendre un suprême hommage à la mémoire de M. Léonce Anquez, inspecteur général de l'Université, qu'il n'appartenait pas à notre communion. Le côté politique

du Protestantisme français n'a pas eu d'historien plus scrupuleux, plus sagace, plus impartial. Sa première œuvre, parue en 1859, l'*Histoire des Assemblées politiques des Réformés de France*, a été analysée par M. Jules Bonnet dans le tome XIV du *Bulletin*. « Les Assemblées politiques, dit M. Anquez, ont fait deux choses capitales : d'un côté elles ont organisé les réformés en parti ; de l'autre, elles ont entraîné, poursuivi des négociations dont l'objet était le rétablissement de la liberté de conscience et de l'état civil des dissidents. » Et s'il regrette que les réformés n'aient pas renoncé aux privilèges spéciaux que leur conférait l'édit de Nantes, les places de sûreté, par exemple, il a la sincérité d'ajouter : « Mais ce moyen était alors le seul connu pour assurer le respect du droit ; là est leur excuse et la condamnation de leur temps ; pour s'être mépris sur la conduite qu'ils devaient tenir, ils ont souffert un siècle de persécutions. Bien des fautes sont réparées ou rachetées à ce prix. » En 1865, il prolongeait son étude jusqu'à la veille du siège de la Rochelle dans : *Un nouveau chapitre de l'Histoire politique des Réformés de France*, tableau des négociations et des luttes qui séparent le traité de Montpellier de celui de Paris, 1621-1626. Le troisième ouvrage de M. Anquez, *De l'état civil des Réformés de France*, Paris, 1868, sans faire suite à ses précédentes études, s'y rattache par un lien étroit » ; écrit avec la rigoureuse précision qui le caractérise, il avait pour but de montrer que « dans la liberté seule se trouvait la solution du problème social qu'avait posé la Réforme ». Quand la mort l'a enlevé à soixante-huit ans, il venait déterminer un nouveau volume, *Henri IV et l'Allemagne*. Plusieurs des meilleures pages de M. Anquez ont été écrites pour le *Bulletin*. Ecoutez ces quelques lignes d'un historien non protestant : « S'il est impossible de déterminer avec certitude ce que, sous le rapport moral et intellectuel, la France a perdu à la révocation de l'édit de Nantes, il est pourtant permis de croire qu'un pays abandonné par des hommes tels que Jurieu, Bayle, Claude, Basnage, Tronchin, Ancillon, Denis

Papin, a été diminué et en quelque sorte décapité. Sans doute il y restait Bossuet, Fénelon, Racine, La Bruyère, La Fontaine, Fléchier; mais n'est-ce pas servir la gloire même de ces écrivains, dont le génie fut si grand, que d'oublier qu'ils vivaient encore, puisqu'ils allaient élever la voix pour louer les persécuteurs d'un million et demi de Français? »

Mais notre nécrologe est inachevé. Le premier volume du *Bulletin* contenait déjà une communication de M. Gustave Masson, professeur de langue et de littérature françaises au collège de Harrow; et depuis, surtout dans la seconde série, vous avez souvent apprécié les emprunts faits en notre faveur aux archives de l'Angleterre par ce chercheur érudit, représentant la patrie huguenote au sein du haut enseignement universitaire anglais, et toujours empressé à réaliser sa devise de prédilection : Il se faut entr'aider.

Dans ce même tome premier de notre Revue, le Comité insérait *in extenso* la première adhésion officielle d'un Consistoire; elle lui avait été adressée le 12 juin 1852 par l'Église wallonne d'Amsterdam et était signée en son nom par M. P.-J.-J. Mounier. L'ami qu'il avait été au lendemain de la fondation de la Société, M. le pasteur Mounier continua à l'être jusqu'à ce que Dieu l'ait rappelé à lui, il y a quelques mois. Dévoué à ces congrégations du Refuge qu'il servit plus de soixante ans, le chapelain du roi de Hollande gardait dans ses affections une large place pour la patrie de ses ancêtres. Une des joies de sa verte vieillesse fut de participer dans les Cévennes au culte en plein air, à une des fêtes de la Réformation, et d'y appeler les bénédictions d'en haut sur toutes les Églises de France. Principal instigateur, avec M. Gagnebin, de la Commission pour l'histoire des Églises wallonnes, il n'oubliait pas la sœur aînée; c'est à lui que notre bibliothèque doit la rare collection de tous les synodes wallons, et à lui encore, pour notre Assemblée générale de 1884, la belle copie de 229 lettres d'Antoine Court, de Court de Gebelin et des pasteurs du séminaire de Lausanne à ceux des Églises réfugiées des Pays-Bas.

Revenant aux débuts de la Société, nous y trouvons inscrit, le cinquième, M. Henri Lutteroth, qui acceptait aussitôt d'entrer dans le Comité, n'en a démissionné qu'à son départ de Paris en 1865, et lui envoyait en 1888 les précieux manuscrits et autographes de sa collection. Sans prétendre retracer ici son activité dans les domaines de l'Eglise, de la théologie et de la charité, il nous appartient de signaler sa rare intuition historique. *L'Etude sur la Réformation en France pendant sa première période*, publiée pour le Jubilé de 1859, alors que tant de sources explorées depuis étaient inconnues ou fermées, a été considérée comme une révélation et peut être consultée même aujourd'hui. Dieu a fait entrer M. Lutteroth en son repos, le 11 février, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Messieurs, ce repos du Seigneur n'est-il pas le commencement d'une activité nouvelle ? Nous le sentons doublement alors que la mort frappe, non plus le vieillard ayant atteint avec honneur ces extrêmes limites assignées à la vie par le Psalmiste, mais l'homme encore jeune, en pleine ardeur de travail, de recherches, de projets, celui sur lequel on avait droit de compter pour continuer l'œuvre qui nous fut chère et pour la développer dans un avenir lointain. Le titre d'associé conféré en 1878 à M. Charles Sagnier de Nîmes n'était, dans notre pensée à tous, que le gage de son entrée au Comité ; nous le considérions, il se regardait lui-même comme un des nôtres et ne négligeait pas une occasion de le prouver, soit qu'aimable et prévenant organisateur de nos belles assemblées du Gard il nous conduisit à la maison de Roland que ses collectes contribuèrent à sauver, ou à la tour de Constance dont il s'était fait l'historien ému et persuasif, soit qu'il pût nous aider, ou aider un de nos correspondants de France ou de l'étranger par le dépouillement de ces dossiers, de ces vieilles minutes municipales ou notariales qui n'avaient pas de secrets pour lui. Nul ne fut plus serviable que Charles Sagnier : toujours prodigue de son temps et de ses peines pour épargner celles des autres, aimant à surprendre ses amis, en leur pro-

durant la date ou l'acte qui leur manquait, il retardait la mise en œuvre de sa propre moisson.

Aussi, à côté de son beau livre et des nombreux travaux qu'il nous a donnés, combien d'autres restés sur le chantier ! Un article de lui paraissait dans le *Bulletin* du 15 juin, le jour même où il nous était presque subitement enlevé à quarante-trois ans : sa signature apparaîtra souvent encore au bas de quelque notice préparée pour la suite de la *France protestante*.

La *France protestante*... avec quel serrement de cœur il nous faut prononcer ce nom ! Il manque au rendez-vous le travailleur infatigable qui acceptait courageusement, il y a vingt ans, l'héritage des frères Haag et s'y est consacré sans trêve ni merci. Il y a quelques jours, le président de l'assemblée annuelle de la Société de l'histoire de France retraçait les services nombreux rendus à la science et aux lettres par M. Henri Bordier ; il rappelait la traduction annotée de *Grégoire de Tours*, l'histoire des *Archives de la France avec l'inventaire d'une partie de ces dépôts*, l'*Histoire de France d'après les documents originaux*, le catalogue des manuscrits grecs de la Bibliothèque nationale, et ajoutait, non sans une nuance de regret, que toutes ses dernières années avaient été presque exclusivement vouées au protestantisme. Avons-nous jamais su l'en remercier assez ? N'eût-il publié que le *Chansonnier huguenot* et la dissertation sur la *Saint-Barthélemy et la critique moderne*, M. Bordier eût laissé une trace durable parmi ceux qui s'occupent sérieusement de notre histoire. Mais dorénavant cette histoire ne pourra être écrite impartialement sans qu'on ait recours aux six volumes, aux trois mille pages de la nouvelle *France protestante*.

Entreprise écrasante que celle-là ! Il ne s'agissait pas seulement, en effet, de mettre cette édition nouvelle en accord avec les découvertes récentes, de compléter la bibliographie ou de rectifier des dates, tâche déjà considérable et ardue. Notre collègue en entrevoyait une bien autrement colossale. Les

11 février 1888

Cher monsieur et cher collègue,

Excusez-moi, j'ai une cruelle maladie, et je ne pourrai vous adresser même à la fin de l'année, ce dont je suis profondément affligé et désolé.

Peuilleux, je vous en prie, prendre des nouvelles pour m'écrire à vos tous les livres et documents que vous m'avez prêtés et toutes les notes que j'ai recueillies pour la France Potentielle ou qui sont encore chez

plaisir de vous offrir.

Je n'oublie que vos premiers surlout les moments
pour faire à votre ouvrage (dont le L. VII est
terminé, avec l'article garnier), car il a été
tropin pour la gloire à nos pères, mais s'il
venait inachevé, il tournerait à leur confusion.

Veuillez agréer, Messieurs, chacun collègues,
l'assurance de nos sentiments de respect et d'ex-
pression de nos vives remerciements pour l'indulgence
dont vous m'avez comblé.

Henri Bonard

Bordier

frères Haag s'occupaient uniquement des « protestants français qui se sont fait un nom dans l'histoire ». Eh quoi ! se disait M. Bordier, « quelque puissent être leurs malheurs, ceux qui laissent un nom dans l'histoire sont encore les favoris du monde. Mais s'il est une victime inconnue dont on ne sait rien sauf qu'elle donna volontairement sa vie plutôt que de désobéir à sa conscience, n'est-ce pas un devoir sacré d'inscrire son nom sur une table d'honneur ? Et ceux qui, sans avoir souffert la mort ont souffert la prison, l'exil ou d'autres maux, n'ont-ils pas droit aussi à un respectueux souvenir ? Et où trouverait-on dans la France entière, non seulement lors des grands massacres du xvi^e siècle et des grands sévices du xvii^e, mais jusqu'aux temps efféminés de la Régence et de Louis XV, un seul protestant qui n'ait eu quelque chose à souffrir, jusqu'au moment de la Révolution » ? Et il venait au-devant de l'objection en déclarant de lui-même : « Ce sont donc toutes les familles protestantes françaises antérieures à 1789 que nous devrions embrasser dans nos recherches. »

C'est sur cette donnée, quelque irréalisable qu'elle fût dans le sens absolu, qu'il est entré dans l'action avec l'énergie d'un huguenot qui ne connaît ni les difficultés ni les défaillances. Il les a cherchés partout ces témoins de la vérité ; dans les registres de leurs persécuteurs, papiers du séquestre ou des greffes, lettres de cachet et correspondances d'intendants ; dans l'état civil des pays de refuge, admissions à la bourgeoisie, minutes des notaires, jusque dans les listes de ces « passants » à qui Genève ou les autres villes de Suisse accordaient un « viatique » trop nécessaire, ou de ces « assistés » auxquels on distribuait les royales « bontés » votées par le parlement d'Angleterre.

Ne négligeant aucun détail positif, il n'hésitait pas devant l'insertion du nom le plus obscur s'il y pouvait ajouter « assisté », « réfugié », « condamné aux galères » ou « enfermée dans un couvent ». De ces humbles, de ces ignorés, on ne sait rien de plus, mais le fait seul d'avoir préféré les misères

de l'exil, de la réclusion ou de la chaîne aux faveurs de l'apostasie, justifiait à ses yeux, et justifieront aux vôtres, Messieurs, la mention laconique dont les quelques mots renferment une grande leçon. C'est ainsi que les ressuscités du passé se sont dressés de toutes parts dans des proportions inattendues. Il faut le redire, il y a dix fois plus d'appellations distinctes dans la seconde édition que dans la première et plusieurs de ces noms comprennent vingt et trente groupes de familles différentes.

Nous n'insisterons pas sur le soin qu'il a mis aux notices plus approfondies : celle sur les d'Aubigné restera un modèle ; encore moins sur la conscience apportée par M. Bordier dans ses assertions. Singulièrement préparé par sa carrière studieuse à faire œuvre de généalogiste et d'annaliste, pénétré de la responsabilité qui lui incombait et qu'il nous avait bientôt demandé de lui laisser tout entière, il n'admettait rien qui ne reposât sur une preuve documentaire et palpable. Il ne lui suffisait pas de repousser l'erreur, il la voulait réfuter. On lui a reproché quelquefois sa rigoureuse inflexibilité : voyons-y plutôt son désir d'arriver, selon sa citation du vieux Commynes, « le plus près possible de la vérité ». Pour atteindre ce but, M. Bordier n'a reculé devant aucun sacrifice : il renonçait à d'autres projets longtemps caressés, faisait exécuter à ses propres frais les copies indispensables, donnait ses veilles ; mais le labeur commençait à triompher même de sa vigoureuse constitution ; le jour vint où les attaques d'un mal qui ne pardonne pas prirent un caractère d'irrécusable gravité. Il lutta quand même, et la pensée du monument inachevé ne fut pas la moindre de ses souffrances. Quand les dernières pages du tome VI furent sous presse, notre collègue ne pensa plus qu'à en assurer la suite. Nous renvoyant les dossiers confiés par la Société ou recueillis par lui, et qu'il sentait ne pouvoir plus utiliser : « Dieu veuille, nous écrivait-il, que vous preniez surtout les mesures pour faire achever l'ouvrage, car il a été entrepris pour la gloire de nos pères ; mais s'il

demeurait inachevé, il tournerait à leur confusion. » Le 12 juin, par un suprême effort de volonté, il vint, après un long intervalle, s'asseoir de nouveau au milieu de nous et s'entretenir de ces problèmes historiques auxquels il avait donné une si grande part de sa vie. Nous ne l'avons pas revu. Le 31 août, lui aussi s'est reposé de ses travaux. Comme le soldat sur la brèche, M. Henri Bordier n'est-il pas mort au champ d'honneur ?

Il se survit dans tout ce qu'il nous a laissé, matériaux d'un prix inestimable, notes jetées au courant des lectures, renseignements reçus et classés, indications des sources, esquisses d'articles, livres rares, recueils d'extraits. Dans les cartons placés à la Bibliothèque du protestantisme dorment encore des milliers de ces morts qu'il faut rendre à la vie, de ces confesseurs « dont le monde n'était pas digne », mais dont l'avenir doit apprendre et conserver les noms. Qui les dira désormais ?

Croyez-le bien, Messieurs, cette question qui nous est adressée avec anxiété par tant d'hommes d'étude, par tant de familles françaises de nationalité ou d'origine, cette question encore sans réponse est une des grandes préoccupations du Comité. Depuis que la responsabilité est redevenue sienne, il cherche à la résoudre, et ne se dissimule pas qu'une solution n'est possible qu'au prix d'efforts sérieux, d'une collaboration de double nature : intellectuelle, ainsi qu'elle avait été prêtée à notre collègue et, s'il se peut, dans une plus large mesure, et matérielle puisque les résultats acquis ne l'ont été que grâce au plus complet désintéressement. Que les continuateurs n'éprouvent pas, à leur tour, les tristesses trop réelles des Haag et des Bordier, constatant parmi la majorité de leurs coreligionnaires plus de penchants à s'effrayer des lenteurs de la publication qu'à l'activer en s'inscrivant au nombre de ses soutiens ou de ses souscripteurs.

A notre époque de transitions rapides et fébriles, on hésite avant de s'engager à longue échéance. « Faites plus superfi-

ciellement, soit, mais faites vite, dirait-on volontiers: nous n'en sommes plus aux bénédictins. » Il en reste pourtant en notre XIX^e siècle, et des bénédictins protestants. Le rapporteur est heureux d'ajouter qu'ils ne se découragent pas. Cinquante années se sont écoulées depuis l'annonce par M. Baum de sa réimpression annotée de l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées du royaume de France*, dix années depuis que les premières pages ont été livrées à l'imprimeur par M. Cunitz, et aucun des deux savants commentateurs n'a eu la joie d'assister à l'achèvement de cette publication, honneur de la science et de la librairie protestantes. Le tome III^e et dernier, récemment paru, contient l'introduction impatientement attendue dans laquelle M. Rodolphe Reuss, contribuant à son tour au grand œuvre avec sa précision française et sa profondeur alsacienne, étudie sous toutes ses faces le problème: Théodore de Bèze est-il ou non l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique*, suit la formation et la composition de cette histoire, en contrôle la valeur littéraire et historique. Qu'il nous permette, en le remerciant du précieux concours apporté à nos *Classiques*, de penser que, de même que ses deux regrettés devanciers, dans ce travail comme dans beaucoup d'autres déjà, il a bien mérité du protestantisme français.

Parmi les livres de cet exercice nous citerons la substantielle *Histoire des Protestants du Vicarais et du Velay* par M. le pasteur Arnaud, à qui nous devons les histoires de ceux du Dauphiné et de ceux de la Provence et du Comtat; l'*Histoire*, très documentaire, de la *Réforme dans la Marche et le Limousin*, par M. Alfred Leroux, archiviste de la Haute-Vienne; la réédition préparée par M. Benj. Fillon, annotée par M. Audiat, des *Œuvres de Bernard Palissy*; le troisième volume du *Martyrologe de Crespin* réédité par la Société des livres religieux de Toulouse avec notes de M. Lelièvre; la thèse latine de M. Albert Waddington sur *Hubert Languet*; trois études sur Calvin: *Calvin hébraïsant*, par M. le prof. Baumgartner;

Calvin prédicateur, par M. Albert Wattier, et *la Jeunesse de Calvin*, par M. Abel Lefranc, livre très neuf sur les origines du réformateur; le *Bulletin* en avait eu la primeur; l'Académie française lui a décerné le prix Thiers. Les trois volumes de *Lettres inédites adressées de 1686 à 1737 à Turretini*, recueillies par M. Eugène de Budé, jettent une vive lumière sur le mouvement religieux et littéraire du Refuge. Par contre, il est impossible de ne pas regretter la manière systématiquement défectueuse dont M. Jules Chevalier a publié et commenté les *Memoires des frères Gay de Die, pour servir à l'histoire des guerres de religion en Dauphiné*. Avec la curieuse biographie de *Lasource, député à la Législative et à la Convention*, après avoir été pasteur comme onze de ses collègues, M. Camille Rabaud nous fait entrer en pleine tourmente révolutionnaire. On sent d'ailleurs que nous approchons du *xx^e* siècle, car notre histoire commence à s'occuper de celui qui nous quitte, témoin la thèse de M. Perrenoud sur les *Progrès du Protestantisme en France au point de vue statistique de 1802 à 1888*, et deux biographies de chrétiens qui ont marqué dans notre protestantisme contemporain, l'une et l'autre juste hommage de piété filiale, celles de M. *Napoléon Roussel* par sa fille et de M. *Andre-Walther* par son fils.

A l'étranger, la seconde partie de l'important ouvrage de M. W.-J.-C. Moens sur *l'Eglise wallonne de Norwich*, suite de la reproduction des registres, renferme la monographie de l'Eglise appuyée sur des documents originaux, avec un coup d'œil d'ensemble sur le Refuge en Angleterre, projeté avec une rare compétence. Ce livre fait honneur à la Huguenot Society de Londres, dont nous aurions moins de scrupule à signaler les intéressants *Proceedings*, si le Président, l'éminent sir Henry Layard, n'y insistait avec un excès de confraternité courtoise, sur nos propres travaux.

Notre *Bulletin* 1888-1889 en contient qui vous auront certainement frappés; pour n'en indiquer que quelques-uns: les derniers chapitres de la biographie d'Antoine de Chandieu,

d'après son journal inédit, par M. Bernus; celle de Lasource, par M. Rabaud, le procès et le supplice d'Anne du Bourg, par M. Lelièvre; dans les Documents, la liste des Protestants qui restent encore sur les galères de France le 1^{er} février 1714, que l'Université de Cambridge, par une faveur exceptionnelle, a consenti à envoyer en consultation à la Bibliothèque du Protestantisme, et dont il nous a été possible ainsi de reproduire un fragment en fac-simile; le Mémoire sur les Huguenots présenté en 1689 par Vauban, et les nombreuses pièces que M. Weiss puise dans les intarissables mines que nul ne connaît mieux que lui.

M. Weiss, notre nouvel officier d'académie, y a d'autant plus de mérite, que la direction de la Bibliothèque de la rue des Saints-Pères devient chaque jour plus absorbante. Elle s'est augmentée, depuis la dernière assemblée générale, de plusieurs centaines de volumes¹. Nous relevons les constantes largesses de M^{me} la baronne de Neuflize, un livre du pasteur du xvii^e siècle Vignier de Blois, don de son arrière-petite-fille, relique de famille comme l'était le Nouveau Testament du

1. *Donateurs de livres, manuscrits, gravures et médailles du 12 avril 1889 au 1^{er} juin 1889 :*

M^{lles} Estrabaut, Fabre d'Olivet et Wild; M^{mes} Goffart, baronne de Neuflize, Parrot, Passa, Pick, Vignier. Le ministère de l'instruction publique, les préfets du Gard, de l'Hérault, et de la Lozère, la Faculté de théologie protestante de Paris, la Huguenot Society de Londres, la Huguenot Society de New-York, le Smithsonian Institute: MM. Armstrong, Ch. de Billy, Bonhoure, H. Bordier, Browning, de Cazenove, Charrnaud, Clabérès, F. Cuvier, Dannreuther, Delgobe, Dugrenier, Dumas, Durel, Enschédé, P. de Félice, Fuzier, Gaidan, Gauffrès, Goguel, Guiton, Guyot, père Ingold, W. Jackson, Keller, Labourgade, Alf. Leroux, Lesens, Lièvre, Maillard, Mouron, D^r Nepveu, Ed. Peltzer, F. Puaux, Ch. Read, Rod. Reuss, comte de Sarrau de Boynet, de Schickler, Teissier, Van Gæns, de Virmont, N. Weiss, Wickham.

Auteurs et éditeurs: M^{me} Delapierre, Soc. des livres religieux de Toulouse; MM. Alf. André, Arboux, Arnaud, duc d'Aumale, Auriol, Baguenault de Puchesse, Benoît, D. Béringuier, J. Berthelé, E. de Budé, Chaponnière, Chenot, Chevalier, Clouzot, comte Delaborde, E. Delorme, Dupin de Saint-André, A. Duverger, P. de Félice, P. Frédéricq, Fischbacher, A. Franklin, Ch. Frossard, Germain, Gory, Hirzel, Jousse, A. Lefranc, A. Leroux, Liotard, L. Vaisse, Lods, Magnat, Marlet, Mœns, C. Pascal, Picot, F. Puaux, Rahlenbeck, Rod. Reuss, de Ruble, A. Scitte, Ch. Sepp, Ch. Thierry-Mieg, Marius Talon, Tollin, C. de Visme, Alb. Waddington.

grand Cuvier, revêtu de sa signature, que nous apporte son neveu M. Frédéric Cuvier, avec de nombreux dossiers sur les affaires ecclésiastiques protestantes modernes; la première édition latine du *Martyrologe*, la première latine aussi de l'*Institution chrétienne*, et l'un des deux seuls exemplaires connus des *Psalmes*, imprimés en 1542 par Etienne Dolet, le supplicé dont la statue vient de se dresser sur la place Maubert.

M. le pasteur Mouron continue, avec plusieurs autres amis de la Bibliothèque, à combler les lacunes de la section si utile des rapports et des journaux. Dans celle des manuscrits, nous en avons reçu de MM. Labourgade, Rayroux, Read, Thibaudeau, le registre de l'Eglise de Pontaix de M. le pasteur Gaidan, la reproduction photographique d'une lettre inédite de Somerset à Calvin, de la collection de M. le comte de Sarrau, à Bordeaux, et deux recueils infiniment précieux, l'un de lettres originales adressées par Court de Gébelin et autres aux pasteurs du Désert du Poitou, que possédait M. Lièvre, dont il s'est dessaisi en faveur de M. Guiton, et que ce dernier nous offre; le second de sept synodes normands et angevins, ayant appartenu à feu M. Henri Lutheroth et présentés en souvenir de lui. Pour copier le registre de l'état civil protestant d'Is-sur-Tille, 1631 à 1685, M. le colporteur biblique Dugrenier a sacrifié de longues soirées et s'est privé de ses rares loisirs, exemple d'abnégation qui nous a profondément touchés. M. le pasteur Clabérès a donné les deux méreaux des Eglises du Tarn, M. Giraud-Browning des exemplaires des deux médailles papales de la Saint-Barthélemy qu'il a obtenu de faire frapper à Rome avec les anciens coins conservés à la monnaie du Vatican. Pour notre musée, de Mlle Fabre d'Olivet un tableau : le *Prêche au Desert*, et un de ces bijoux Saint-Esprit que les Huguenotes portaient au cou au lieu de la croix; de M. Keller, de Troyes, la reproduction du *Widerkomm* de Luther; de M. Read une très grande gravure satirique du xvi^e siècle contre le catholicisme et ses rites, accompagnée de treize colonnes de texte et seule

connue jusqu'ici; de M^{me} veuve Encontre, le rabat et le court mantelet du pasteur du désert Pierre Encontre.

A la reconnaissance pour les accroissements des collections, vous unirez comme nous, Messieurs, celle pour l'aide apportée à l'œuvre entière par les quêtes des Églises à l'occasion de la fête de la Réformation¹ et par les offrandes de ses amis, au premier rang desquelles s'en place une de trois mille francs, en mémoire de M. Charles Sagnier. Ainsi que nous l'écrivait de Nîmes notre secrétaire, M. Jules Bonnet, que nous sommes heureux de revoir ce soir au milieu de nous après une longue absence, « Ch. Sagnier n'avait pu inscrire dans son testament une de ses pensées; il a été noblement suppléé par son frère, M. Louis Sagnier qui sait tout le prix qu'il attachait à ses relations avec une Société à laquelle il dut l'emploi de quelques-unes des heures les meilleures de sa vie trop courte. »

Ajouterai-je, on l'a si souvent répété, qu'une institution telle que la nôtre a des devoirs qui lui créent des charges?

Voici deux faits. Quand on vient nous dire: « Il est en France une petite ville dont le nom est l'évocation tragique du passé, où le massacre qui ouvrit les funestes guerres de religion

1. *Églises donatrices en 1888*: Aiguevives, 15 fr.; Albon, 26.25; Annonay, 24; Anduze, 35; Aouste, 13; Aubais, 14.10; Aujargues, 4; Bagard, 8.50 et de M. le past. Granier, 20; Bâle, 60; Barbezieux, 10; Bayonne, 15; Belfort, 10; Bergerac, 104; Bolbec, 72.77; Bordeaux, 212; Boulogne-s.-Mer, 13.65; Caen, 52; Calvisson, 10; Castelnau-dary, 18; Castres, 44; Castres, 30; Chavagné, 6.80; Cette, 30; Clermont-Ferrand, 36; Codognan, 10; Contay, 5; Cozes, 25.35; Cozes (minor. synod.), 10; Dijon, 25.25; Durfort, 15; Épinal, 51; Florac, 12; Gajan, 21; Gemozac, 3; Gensac, 50; La Salle, 43.50; Le Coudray, 11; Le Creuzot, 32; Lille, 15; Livron, 40; Loriol, 4; Lunel, 5.50; Luneray, 53; Lunéville, 20; Lyon (Égl. évang.), 22.60; Marsillargues, 15; Mauvezin, 20; Meaux (en deux fois), 10; Mil-lau, 20; Montaren, 5; Montmeyran, 15; Montpellier, 77.05; Morez, 5; Mouchamps, 5; Moulins, 24.50; Nancy, 40; Nantes, 48.15; Nanteuil-les-Meaux, 11; Négrepelisse, 20; Nîmes, 320; Nomain et Lecelles, 47.75; Nyons, 17.10; Pam-proux, 8; Paris (Batignolles, 36. 80; Asile Lambrechts, 25; Boulevard Saint-Ger-main, 160; Oratoire, 118.55; Chapelle Milton, 38.70; Étoile, 200; Saint-Esprit, 284.70); Pignan, 20; Réalmont, 45; Rouen, 145; Salies-de-Béarn, 20; Saint-Ambroix, 38.30; Saint-Cloud, 21.30; Saint-Étienne, 50; Saint-Jean-du-Bruel, 3; Saint-Hippolyte-du-Fort, 21; Saint-Sulpice-de-Rozan (pour 1887), 20; Toulau-d, 10; Vabres, 23.75; Valence, 30; Vals, 10; Vauvert, 15; Vézénobres, 19; Voisey (M. Dugrenier), 7; Walincourt, 22.

du xvi^e siècle fut suivi des proscriptions du xvii^e siècle et où le petit troupeau demande, comme lieu de culte permanent, la grange où prièrent et où moururent les ancêtres, » — pouvons-nous refuser d'aider à réédifier la chaire de Vassy renversée en 1562 par les soldats du duc de Guise ? Nous ne l'avons pas cru. Si nous avons dû laisser aux fidèles de Paris le soin pieux de reconstruire, sur le sol historique de Charenton, en mémoire de leur berceau spirituel, le temple qui sera consacré lundi prochain, il nous a semblé que les protestants de Vassy, absolument isolés, loin de tout grand centre, dépourvus de ressources, avaient droit au concours de notre Comité, quelque modeste qu'il puisse être. Et il s'est inscrit en tête de l'appel pour le rachat de la grange et sa transformation en temple, pour une somme de mille francs.

Quand on vient nous dire : « La France va célébrer par une Exposition solennelle le centenaire du grand mouvement de 1789; votre place est marquée à l'avance dans la salle des Sociétés savantes; » — suffisait-il d'envoyer aux vitrines du Champ-de-Mars, avec des spécimens de nos collections, les publications de nos dix dernières années ? Le Comité a estimé que, lui aussi, devait commémorer l'avènement, il y a cent ans, de la liberté religieuse en France, et montrer, par des textes authentiques, ce qu'était cette liberté aux trois siècles écoulés. Sur l'initiative de M. Weiss, il a décidé de publier trois volumes :

1^o *Les Religionnaires des diocèses de Nîmes, Alais et Uzès et la Révolution française*, recherches de M. François Rouvière sur la descendance directe ou collatérale de deux cent dix religionnaires fugitifs ou condamnés jusqu'à l'époque de la Révolution, auxquels cette dernière a restitué les biens confisqués à la Révocation.

2^o Le *Journal de Jean Migault*, d'après le manuscrit original que nous avait donné, en 1885, M^{re} Hoüel. L'on nous a parfois reproché de ne rien publier pour le grand public, de faire trop œuvre de science, pas assez de conservation et d'instruction protestantes; ces mémoires si impressionnants et si vrais,

écrits pour ses enfants par un instituteur de l'époque de la Révocation, deviendront, nous l'espérons, le livre populaire, le livre aimé qui trouvera sa place au plus humble foyer.

Et enfin, 3^e *La Chambre ardente*, précédée d'une étude sur *La liberté de conscience pendant les sept dernières années du règne de François I^{er} et les trois premières de celui de Henri II*, 1540-1550. M. Weiss a raison d'affirmer que ce livre « éclairera une partie aussi obscure qu'importante des destinées de la Réforme française au xvi^e siècle et complètera ou rectifiera tout ce qui a été imprimé jusqu'à ce jour sur le règne de Henri II. » Sur ces premières années, on s'est fait les plus grandes illusions. Un historien protestant, Soldan, pensait qu'à ces débuts les Parlements ne condamnèrent que peu d'hérétiques à la peine capitale. M. Bourciez, dans un livre récent sur les *Mœurs polies et la littérature de cour sous Henri II*, a précisé : « Les hérétiques qu'on martyrise ne se sont pas encore comptés; combien sont-ils à Paris? Vingt, trente, des gens de peu ordinairement. » On savait vaguement, il est vrai, qu'il avait existé un registre tout entier des « luthériens » condamnés pendant ces seules années-là; mais où le chercher? M. Weiss a eu l'heureuse fortune de le découvrir à la fin d'un autre dont il formait l'annexe. Il en reproduit intégralement tous les arrêts et y joint des extraits de tous les autres rendus, par le parlement de Paris, contre l'hérésie dite luthérienne, de la mort de François I^{er}, 31 mars 1547, jusqu'à l'application en janvier 1550 d'un édit nouveau. Il se produit deux lacunes, chacune de six mois, dans ce lugubre relevé, et ces semestres correspondent aux époques où la persécution fut la plus impitoyable; et néanmoins on compte déjà pour ce seul ressort de Paris, qui ne s'étendait que sur le quart du royaume (il y avait six autres parlements en France), un ensemble de *quatre cent trente-neuf* sentences visant directement la liberté d'adorer Dieu en obéissant à l'Évangile, et non aux formes de l'Église romaine. Sur ces sentences, il en est soixante de capitales, et combien d'autres le devinrent sans nul doute, bien

qu'il soit impossible de le prouver, les condamnés, moines ou prêtres, ayant disparu livrés à la justice de l'Église.

Nous nous garderons de déflorer l'étude préliminaire si richement documentée, si instructive et si concluante, dans laquelle M. Weiss ouvre des horizons nouveaux qui frapperont les esprits non prévenus. Mais il est impossible de ne pas insister ici même, et précisément ce soir, sur les conclusions qui s'en dégagent. Il s'est agi, dans la Réformation, et dans la Réformation française, d'autre chose que de revendications politiques ou d'ambitions inassouvies. Dans ces arrêts de la Chambre que ses rigueurs faisaient baptiser du nom d'*ardente*, il ne s'agit exclusivement que de la liberté religieuse. On poursuivait non seulement les manifestations extérieures, mais jusqu'aux opinions intimes révélées par un entretien, par un on-dit : ce sont des procès d'opinion, intentés souvent aux plus humbles, gens de métier ou de petite industrie, et en grand nombre à des ecclésiastiques.

C'est que la question de la liberté religieuse a tenu, au centre de ce xvi^e siècle, point de départ de l'histoire de France moderne, une place infiniment plus grande qu'on ne l'a cru, dans les aspirations et les préoccupations du peuple. Avant de se poser dans le domaine de la pensée, de la littérature ou de la politique, cette question capitale s'est posée dans celui de la conscience.

Aujourd'hui encore, l'idée de la liberté passionne les esprits et son nom remplit les discours ; mais dans le Centenaire auquel nous assistons, quelle est la part faite, quel est le souvenir donné à ceux qui, les tous premiers, souffrirent pour elle ? On ne se rappelle guère autour de nous qu'elle a été demandée d'abord au nom du spiritualisme religieux. C'est aux protestants qu'il appartient de s'en souvenir. Bénissant Dieu de la liberté de conscience enfin obtenue, qu'ils comprennent toujours mieux tout ce qu'elle réclame d'eux, et dans le sein de leurs propres Églises, et vis-à-vis des frères des autres communions ; surtout que, parvenus au port, ils n'oublient point ceux

qui ne l'ont même pas aperçu de loin; qu'ils se sentent pressés de rendre hommage aux précurseurs, aux martyrs du passé, dont les semailles douloureuses et sanglantes ont seules permis les moissons fécondes et les actions de grâces de l'avenir.

Selon l'article 10 des statuts, j'ai l'honneur de proclamer
Membre Associé du Comité :

M. LOUIS SAGNIER, à Nîmes.

Je viens de recevoir la lettre suivante dont le contenu vous intéressera certainement :

Paris, le 7 juin 1889.

Monsieur le Président,

Ayant le regret, pour raison de santé, de ne pouvoir assister à l'Assemblée de la Société de l'Histoire du protestantisme français, je suis heureux de vous faire savoir qu'à la séance d'hier, 6 juin, du Sénat, l'accord définitif s'est fait entre les deux Chambres, dans le vote de la loi sur la naturalisation, sur le maintien de la grande mesure réparatrice de la Constituante de 1789 en faveur des descendants des réfugiés de la Révocation. La tentative de l'effacer de la loi qui s'était produite lors de la première délibération, a été définitivement abandonnée.

Croyez, Monsieur le président, à ma haute considération.

E. DE PRESSENSÉ.

ÉTUDES HISTORIQUES

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS DE LA RÉVOCATION A LA RÉVOLUTION

1685-1789.

Il y a aujourd'hui un siècle, les protestants célébraient pour la première fois un culte public à Paris. La Société de l'Histoire du Protestantisme français a voulu fêter cet anniversaire; elle a pensé qu'il serait intéressant d'esquisser à grands traits le tableau des luttes et des souffrances que nos ancêtres durent soutenir et supporter pour jouir enfin de la plus précieuse des libertés : la liberté religieuse.

Vous le savez, Messieurs, même sous l'édit de Nantes, l'exercice public du culte n'était pas autorisé dans l'enceinte de Paris; on devait se rendre à Charenton pour entendre les prédications des Du Moulin, des Daillé et des Claude. Pour ménager les susceptibilités du clergé, plus ardent alors à défendre ses prérogatives et sa puissance qu'à enseigner la parole du Christ, Henri IV, en habile politique, avait interdit, par une disposition spéciale, « de faire aucun exercice de la Religion prétendue réformée en la ville de Paris, ni à cinq lieues autour d'icelle¹ ».

Lorsque le roi permit d'établir à Charenton les services qui étaient célébrés à Ablon, certains catholiques se plaignirent de la violation de cet article de l'édit, faisant observer que Charenton était à deux lieues de Paris. Le spirituel Béarnais, sans s'arrêter à cette interprétation juridique, répondit en souriant : « Eh bien, soit ! On comptera désormais cinq lieues de Paris à Charenton. »

Ces cinq lieues ne parurent pas suffisantes à Louis XIV. Pour sauvegarder les intérêts de l'Église romaine, il prononça, par son infâme édit d'octobre 1685, l'interdiction formelle du culte protestant, ordonnant la démolition de tous les temples, décrétant la peine de mort contre les pasteurs qui se rendaient aux assemblées ou à « quelque exercice de religion autre que la catholique ».

Les protestants qui n'émigraient pas restaient privés d'état civil; leurs enfants étaient considérés comme bâtards, leurs mariages assimilés à un vulgaire concubinage; on leur enlevait jusqu'à leur nom, puisque, contrairement à la réalité des faits, cette législation barbare les qualifiait officiellement de « *Nouveaux convertis* ».

Malgré tout, malgré les persécutions les plus atroces, nos ancêtres restèrent fidèles à leur foi. Dès le lendemain de la Révocation, des pasteurs accouraient pour prêcher, au péril de leur vie, le pur Évangile.

Au mois d'avril 1686, Seignelay écrit au lieutenant de police de faire tout ce qui sera possible pour découvrir « deux ministres que l'on dit être cachés à Paris² ». Cette fois, la police fut dépistée,

1. Édit du Roy sur la pacification des troubles du royaume, donné à Nantes au mois d'Avril 1598, art. XIV.

2. O. Douen, *Les Premiers Pasteurs du désert*, t. I, pages 127-129.

puisque des assemblées se tinrent à son insu, d'abord dans une hôtellerie de la rue des Fossés-Monsieur-le-Prince, puis dans une cave du faubourg Saint-Germain. Les pasteurs étaient obligés de se travestir les uns en maçons, les autres en mousquetaires, avec de longues perruques et des justaucorps rouges.

Le pasteur Cardel quitte, en 1688, la Hollande où il s'était réfugié, arrive à Paris, où, trompant la surveillance du gouvernement, il tient des assemblées, célèbre la cène et des mariages, visite les malades, secourt les pauvres et obtient des nouveaux convertis la rétractation des promesses qui leur avaient été extorquées par la force. Cet apostolat durait depuis plusieurs mois, quand une femme, séduite par l'appât des « mille livres » offertes à ceux qui faisaient « prendre » les ministres rentrés en France, dénonça Cardel, le conduisit dans la maison d'une malade, où la police du roi arrêta le pasteur, les médecins et les parents de la malade. Tous furent enfermés à la Bastille¹.

Ainsi, Messieurs, la Bastille dont la chute inaugure une ère nouvelle, nous rappelle aussi, à nous protestants, bien des souffrances endurées pour la plus sacrée de toutes les causes : celle de la liberté de conscience.

Voulez-vous savoir comment nos coreligionnaires étaient traités dans cette prison d'État? Écoutez ce récit d'un témoin oculaire :

J'entendais faire des cris épouvantables par un prisonnier qui était dans la chambre au-dessous de nous. Comme le souffrant, dans les intervalles de sa douleur, faisait des prières très touchantes et chantait des psaumes de l'ancienne version, je présimai que le malade était protestant. Pour m'en éclaircir et lui procurer quelque soulagement ou quelque consolation, au risque d'aller au cachot, je fis un trou dans mon plancher à côté de mon lit, justement sur celui du pauvre patient; j'appris qu'il était ministre du Saint Évangile... J'ai vu exercer les dernières cruautés sur ce pauvre agonisant que Fontaine me dit être dans les douleurs de la mort depuis plusieurs années. Comme il était abandonné du médecin depuis longtemps... il n'y avait plus que le bourreau qui le pensait... J'ai vu plusieurs fois, par le trou que j'avais fait, non sans répandre des larmes, et un jour je pensai demeurer évanoui sur le plancher de ma chambre par l'excès de ma douleur, j'ai vu, dis-je, ce barbare dépouiller de sa chemise tous les matins ce ministre outragé; elle était

1. O. Douen, t. I, page 182.

collée avec le pus contre sa chair, car de peau il n'en avait plus en aucune partie de son corps. Après quoi il le frottait partout avec une serpillière toute roide de pus et de sang, et en le frottant il lui faisait de nouvelles plaies, en sorte que le sang ruisselait de tous côtés à ce languoureux martyr, qui poussait des cris capables d'attendrir les tigres¹. »

Détournons les regards de cet effroyable supplice et suivons la procédure introduite contre le pasteur Cardel. Il est interrogé et répond avec le plus grand sang-froid : « Il est venu en France pour obéir à Dieu, consoler ses frères, annoncer la parole du Christ, les exhorter à demeurer à son service; il est prêt à verser son sang pour glorifier Dieu. »

Louis XIV voulut éviter l'éclat d'un débat public devant le Châtelet de Paris. Cette juridiction se montrerait peut-être moins sévère vis-à-vis des protestants que les parlements de Grenoble et de Toulouse; si elle prononçait une condamnation légère, les pasteurs rentreraient en foule. D'un autre côté, à Paris, l'opinion publique eût protesté contre le supplice d'un pasteur dont tout le crime consistait à rester fidèle à son Dieu, et dans sa capitale le grand roi ne voulait pas donner aux huguenots la gloire du martyre. Sans jugement, en vertu de son autorité souveraine, Louis XIV décida que Cardel subirait une détention perpétuelle dans une prison d'État. Il l'envoya aux îles Sainte-Marguerite.

Cette arrestation stimula le zèle des autres ministres; une lettre écrite, en 1689, à Antoine Court, nous apprend « que Dieu a envoyé à Paris des pasteurs qui ont généreusement exposé leur vie pour annoncer l'Évangile. Ils ont prêché dans tous les quartiers. Les exercices ont été fort fréquents; on a même reçu à la profession de la Religion plusieurs anciens catholiques² ».

Dans un excellent ouvrage, un des membres de la Société de l'Histoire du protestantisme, M. Douen, nous a conservé les noms de ces héros et nous a retracé la vie de ces martyrs³.

Ce sont les de Salve, les Giraud, les Givry, les de Malzac, qui, de 1689 à 1693, accourent à Paris, s'efforçant de relever les courages. L'un après l'autre, ces ministres sont arrêtés et envoyés, comme Cardel, aux îles Sainte-Marguerite.

1. Constantin de Renneville, *l'Inquisition française*, t. II, p. 247.

2. *Lettres du 15 mars 1689 à Antoine Court*, Douen, t. I, p. 185.

3. *Les Premiers Pasteurs du désert*, 1879, 2 volumes in-8.

La mort eût été cent fois préférable aux tortures qu'infligeaient à ces pasteurs le fameux Saint-Mars, gouverneur de ces îles.

Toute communication, de vive voix ou par écrit, était interdite aux prisonniers. On ne mettait à leur disposition ni papier, ni plume, ni crayon, et comme plusieurs traçaient quelques mots d'espérance sur la vaisselle d'étain, le secrétaire d'État ordonna de la leur enlever et s'exprima ainsi : « A l'égard de ce qu'ils écrivent sur la vaisselle qu'on leur donne, il est aisé d'y remédier en leur en donnant de terre seulement¹. »

Des ecclésiastiques visitent les prisonniers et s'efforcent d'obtenir des conversions; le gouverneur se montre tellement inhumain que Louis XIV, si inique cependant envers les protestants, lui fait adresser par Seignelay, en 1690, cette réprimande sévère : « Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire qu'elle est fort étonnée que vous en ayez usé ainsi sans avoir d'ordre, et elle ne veut pas que vous leur fassiez à l'avenir de pareilles duretés². »

Ces cruautés n'ébranlèrent pas la foi des prisonniers, mais les souffrances physiques furent tellement atroces que plusieurs perdirent la raison avant que leur âme délivrée fût entrée dans la paix du Seigneur.

II

La mort des protestants ne désarmait pas leurs persécuteurs, qui leur interdisaient toute sépulture honorable. Leurs anciens cimetières avaient été concédés à des communautés catholiques³; les édits ayant posé en principe qu'il n'existait plus en France de protestants, l'administration, par voie de conséquence, estima qu'il devenait inutile de leur conserver un lieu spécial de sépulture. Vous savez, Messieurs, combien cette fiction était contraire à la réalité des faits. Nous venons d'admirer le courage de ces pasteurs improvisant de petites réunions et préférant la déportation, la mort même à une lâche abjuration. Les protestants

1. Lettre du 29 juin 1692. *Correspondance administrative sous le règne Louis XIV*, par Depping, t. IV.

2. *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, par Depping, t. IV, p. 418.

3. Voyez les savantes études de M. Charles Read sur les cimetières protestants de Paris. — *Bulletin*, XI, p. 357; XII, p. 39 à 141; XXXVI, p. 25, 87, 133, 203, 260, 369.

furent donc contraints d'enterrer leurs morts dans les champs; pendant la nuit, à la lueur des lanternes, comme s'il se fût agi d'une entreprise criminelle et honteuse, nos ancêtres déposaient dans les jardins, aux environs de Paris, les restes de ceux qu'ils avaient le plus aimés.

Cette situation dura plusieurs années; après bien des démarches, le gouvernement désigna, en 1719, un vaste chantier « où désormais le lieutenant de police autoriserait que les cadavres des protestants seraient enterrés sans éclat ni scandale ». Avant d'obtenir cette autorisation, la famille du défunt devait remplir toute une série de formalités : demande au commissaire du quartier, enquête par le lieutenant de police, communication de la demande au procureur du roi, et, selon le bon plaisir de celui-ci, ordonnance favorable rendue par le préfet de police; ce qui faisait dire à Voltaire : « Les protestants qui vivent à Paris sont enterrés par ordre de la police. » Le lieu désigné primitivement pour ces inhumations était le chantier du Port-au-Plâtre, situé faubourg Saint-Antoine, au port de la Râpée. Quelques temps après, les étrangers habitant Paris furent autorisés à acquérir, non loin de la porte Saint-Martin, un terrain qui servit aux inhumations jusqu'en 1762, époque à laquelle un nouveau cimetière fut établi derrière l'hôpital Saint-Louis.

Lorsque la Révolution éclata, ce cimetière Saint-Louis était seul ouvert aux protestants; le Directoire du département de la Seine, pensant que la proclamation de la liberté des cultes par l'Assemblée Nationale rendait inutile l'entretien d'un lieu spécial de sépulture pour ceux qui ne professaient pas la religion catholique, ordonna sa mise en vente au mois d'août 1792¹. Une telle décision émut le conseil de l'Église; il s'adressa au Directoire, lui fit remarquer que, sans doute, les prêtres interdiraient les inhumations protestantes dans les cimetières consacrés et bénits. Cette démarche eut un résultat : la jouissance provisoire de l'ancien cimetière Saint-Louis nous fut laissée jusqu'à l'exécution de la loi sur les naissances et les décès, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1793. A partir de cette date, l'inhumation des protestants eut lieu dans le cimetière de la paroisse du décédé. Si le clergé soulevait une difficulté quelconque, formu-

1. Réclamation du Consistoire. Archives du temple de l'Oratoire. *Registre des délibérations* : 12 septembre 1792, — 3 octobre 1792, — 6 février 1793, — 20 février 1793.

lait une protestation, le commissaire de police était requis, ordonnait l'ouverture du cimetière, constatait le fait, le portait à la connaissance de la commune, qui, selon l'expression du procureur syndic, « s'empressait de faire justice ».

III

Mais revenons aux vivants. Dès que le traité d'Utrecht eut été signé (1713) avec la Hollande, la chapelle de l'ambassade de cette puissance fut ouverte à nos coreligionnaires, qui vinrent en grand nombre y célébrer leur culte, faire bénir leurs mariages et baptiser leurs enfants. Le roi connut bientôt cette situation; il donna l'ordre au lieutenant de police de jeter en prison « les nouveaux catholiques français qui assisteraient aux exercices de la religion protestante dans les ambassades¹ ». De nombreuses arrestations eurent lieu; on ne distingua même pas entre régnicoles et étrangers. Il existe aux Archives nationales nombre de pièces constatant l'intervention des ambassades d'Angleterre et des Provinces-Unies pour obtenir la mise en liberté de protestants arrêtés et détenus au mépris du droit des gens.

Les ordonnances portant défense aux nouveaux catholiques qui n'ont pas encore fait abjuration d'aller aux prêches des ambassades, se succèdent de 1719 à 1740²; et, malgré ces menaces, les assemblées sont de plus en plus nombreuses. Un chapelain de Hollande, Marc Guiton, affirme que pour les contenir « il faudrait deux fois la Notre-Dame de Paris », et il écrit en 1720 :

Les chapelles des ambassades sont trop petites, on y voit aller tous les dimanches des gens qui n'avaient jamais osé y venir; on a établi deux *actions* le dimanche, l'une qui se fait à sept heures, l'autre à onze heures

1. Ordre au lieutenant de police, avril 1713. Archives nationales, O 133, p. 127.

2. Ordonnances des 13 mars 1719, 19 juillet 1720, 6 mai 1722, 6 mars 1724, 19 janvier 1740. Archives nationales, O 63, p. 72; O 64, p. 44; O 66, p. 155; O 68, p. 114; O. 84, p. 21. Voici le texte de l'ordonnance du 13 mars 1719 : « Sa Majesté estant informée que contre les dispositions de ses ordonnances les nouveaux convertis français viennent aux presches des ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande, a ordonné et ordonne que ceux de ses sujets qui y contreviendront soient arrêtés et conduits en prison, à tels jours et ainsi qu'il sera trouvé convenable. Mande sa Majesté au sieur de Machault, conseiller en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hostel et lieutenant général de police, de tenir la main à l'exécution du présent ordre. »

du matin, afin de partager le peuple et d'empêcher l'éclat. On y prie Dieu pour le Roi, et pour ceux qui sont à la tête du gouvernement, et pour la prospérité de la France¹.

Preuve évidente de l'injustice et de la vanité des persécutions religieuses; lorsque les lois combattent les croyances, la force des croyances est toujours victorieuse de la force des lois. Le gouvernement dut tolérer ce qu'il ne pouvait empêcher. A partir de 1766, Louis XV permit aux réformés français d'aller chaque dimanche au service divin de la chapelle de Hollande. Cependant il faisait surveiller ceux qui s'y rendaient, il les traitait en suspects, les plaçant pour ainsi dire sous la surveillance de la haute police. M. Bordier, dont nous déplorons tous la perte, avait découvert aux archives de la préfecture de police huit rapports rendant compte, en 1766, des assemblées de culte et fournissant la liste des Français qui ne craignaient pas d'étaler ainsi en plein jour leur attachement à une religion proscrire et persécutée².

IV

Voltaire, ce grand défenseur des faibles et des opprimés, avait pris en main la cause protestante; grâce à ses efforts, grâce aux généreuses démarches du ministre Malesherbes, de l'académicien Rulhières, du général Lafayette, grâce aussi à l'intervention du parlement de Paris et malgré l'hostilité persévérante du clergé, Louis XVI nous accordait enfin un état civil.

Les protestants de Paris pensèrent que cet édit de 1787 serait le prélude des mesures de justice et d'humanité réclamées depuis si longtemps. Ils s'empressèrent de mettre un pasteur à la tête de la communauté et choisirent Paul-Henri Marron, l'ancien chapelain de l'ambassade de Hollande.

Marron, qui était à Paris depuis le mois d'avril 1782, avait été mis en disgrâce pour avoir protesté contre l'envahissement des Provinces-Unies par une armée prussienne. Il accepta aussitôt les propositions qui lui étaient faites par la communauté protestante et témoigna à Rabaut-Saint-Étienne, le fils du grand pasteur du désert,

1. *Bulletin*, III, 601.

2. *Bulletin*, XXXV, p. 505.

toute sa reconnaissance pour la sollicitude avec laquelle il avait présidé aux premières réunions du comité de l'Église renaissante.

Pouvait-on se réunir et célébrer le culte en commun? Telle est la question que l'on soumit au gouvernement dans un long mémoire adressé à M. de Villedeuil, ministre de la maison du roi, et dans lequel on faisait remarquer toute l'inconséquence d'un système qui aboutirait à rendre l'état civil à trois millions de sujets qui en étaient privés pour leur croyance et à leur ôter l'état religieux auquel ils avaient, malgré les plus effroyables supplices, sacrifié l'état civil. La logique perdit ses droits; le lieutenant de police refusa l'autorisation qu'on sollicitait, d'ouvrir un lieu de culte, et répondit « qu'il existait à Paris plusieurs hôtels d'ambassadeurs où les protestants avaient la faculté de s'assembler¹ ».

Une telle fin de non-recevoir était opposée par le gouvernement, quelques mois avant l'ouverture des états généraux. Cette assemblée devait changer l'ancien ordre de choses; les idées les plus libérales avaient été formulées dans les cahiers du tiers état, et ce troisième ordre de la nation, le plus important de tous, qui, la veille, était sous la tutelle de la noblesse et du clergé, allait devenir l'arbitre et le maître des destinées de la France.

Dès que les députés furent réunis à Versailles, sans même demander une autorisation formelle, la communauté protestante se procura un local et inaugura le culte en commun.

Elle savait qu'en face de ce mouvement bienfaisant qui avait entraîné toutes les provinces, le pouvoir royal n'oserait pas ordonner la fermeture de cette maison de prières.

Le 7 juin 1789, le pasteur Marron monta en chaire et annonça la parole du Christ dans une salle située rue Mondétour (aujourd'hui rue Turbigo), vis-à-vis la rue du Cygne, à côté de la grille du cloître Saint-Jacques. Ce local servait d'ordinaire à des repas de noces; aussi, quelques fidèles, offusqués d'entendre chanter des psaumes dans un lieu où, la veille peut-être, on avait entonné des couplets bachiques, demandèrent qu'on fit choix d'un autre lieu de réunion.

Rabaut-Saint-Étienne fut consulté. Connaissant la haine que nombre de ses collègues à l'Assemblée nationale conservaient encore

1. Manuscrits. — *Collection Coquerel*, t. XXVI p. 167 et suivantes. — Bibliothèque du Protestantisme français.

2. Manuscrits. — *Collection Coquerel*, t. XXVI, p. 199.

contre les huguenots, il conseilla la prudence et adressa au pasteur Marron cette intéressante lettre que M. Charles Frossard conserve précieusement dans sa belle collection :

Ce n'a pas été sans un petit mouvement d'alarme que j'ai appris la pensée de quelques-uns de nos amis pour le choix d'un lieu convenable à notre Société. Celui auquel ils ont pensé est assurément très favorable; mais pour une espèce de début, il me paraît beaucoup trop apparent... Je pense d'ailleurs que les amis de Paris doivent, moins que les autres, se mettre en ostentation avant d'avoir obtenu ce que tous ensemble désirent. Ce serait fournir aux malveillants un prétexte d'accuser d'ambition la Société entière, et un moyen de porter dans l'Assemblée nationale de mauvaises impressions, dont les amis de Paris se ressentiraient les premiers. Je vous prie donc de faire qu'on renvoie cette idée à un autre temps¹.

Cependant, au mois de février 1790, le culte était célébré rue Dauphine, dans l'ancienne salle des Enfants d'Apollon, que Court de Gébelin avait transformée en musée.

Les autorités de Paris se montrant de plus en plus favorables aux opprimés de la veille, le consistoire prenait à bail l'ancienne église Saint-Louis, située dans la cour du Louvre, à la place occupée aujourd'hui par le pavillon Mollien. La dédicace solennelle de ce temple eut lieu le 22 mai 1791. Dans un beau mouvement d'éloquence, le pasteur Marron, faisant allusion à la mort récente de Mirabeau, s'exprima ainsi²:

Il est remarquable, ce lieu qui nous réunit sous les auspices du Très-Haut, sous la protection d'un gouvernement réparateur! Ah! si l'orateur, dont la patrie déplore la perte récente, dit un jour à cette tribune, qui s'enorgueillissait de son talent et où il tonnait contre l'intolérance³: *J'aperçois de cette tribune le balcon funeste d'où un roi, égaré par de perfides conseils, lançait le plomb meurtrier dans le sein de ses sujets, à cette place où je me vois élevé, suis-je moins en droit que lui de faire valoir cette considération? Quelle faible distance nous sépare encore ici de ce quichet fatal où, traîné par des barbares assassins, tu expiras sous leurs coups, ô toi, la première victime de cette nuit désastreuse, respectable Coligny, le plus brave et le plus infortuné des héros de ton siècle!*

1. Lettre de Rabaut-Saint-Etienne à Marron, du 14 octobre 1789.

2. *Annuaire des Protestants* pour 1809, p. 255 à 261.

3. Voyez : Discours de Mirabeau à la séance de l'Assemblée nationale du 13 avril 1790.

A la veille de l'inauguration du monument élevé à la mémoire de ce grand homme, nous ne pouvons résister au désir de rapprocher des paroles du pasteur Marron cette belle pensée de Montesquieu qui doit être gravée sur le socle de la statue :

* « L'AMIRAL COLIGNY FUT ASSASSINÉ
N'AYANT DANS LE CŒUR QUE LA GLOIRE DE L'ÉTAT¹. »

Ces temps heureux ne devaient pas être de longue durée. A la persécution royale devait bientôt succéder la persécution jacobine. La Commune de Paris interdisait le culte chrétien du dimanche et obligeait à célébrer les fêtes du *décadi*. Marron était dénoncé, arrêté, et allait comparaître devant le Tribunal révolutionnaire, quand Robespierre monta sur l'échafaud, condamné par ceux qui, la veille, étaient ses admirateurs et ses esclaves.

Vous connaissez, Messieurs, la suite des destinées de l'Église Réformée de Paris. Vous savez qu'en 1811, lors de l'agrandissement du Louvre, l'église Saint-Louis fut démolie et qu'on nous donna en échange l'*Oratoire* où nous célébrons aujourd'hui ce centenaire.

Je n'insisterai pas sur la période postérieure au Concordat. Je me bornerai à vous indiquer l'arrêté des consuls qui mit à la disposition des protestants réformés trois lieux de culte : Saint-Louis, Sainte-Marie, et Pentemont. Je signalerai aussi un exemple frappant des lenteurs de la procédure administrative : Pentemont est concédé en 1802, et c'est en 1846 seulement, au bout de quarante quatre ans, qu'on pouvait enfin y célébrer le culte, grâce à la haute et bienveillante intervention de M. Guizot.

Nous venons d'assister à la reconstitution de l'Église Réformée de Paris; elle célèbre d'abord son culte en secret, reçoit ensuite l'hospitalité des ambassades étrangères, profite enfin du grand mouvement libéral de 1789 pour réunir les membres de la communauté et reprendre peu à peu cette organisation que les persécutions les plus longues n'étaient pas parvenues à briser complètement.

Depuis le Concordat et les Articles organiques, elle est unie à l'État. Elle se fortifie et grandit. Elle a aujourd'hui dix-huit lieux de

1. *Œuvres complètes de Montesquieu*. Édition Didot, in-8°, 1862, p. 624. — Voyez *Bulletin*, XXXVIII, p. 55.

culte, à la tête desquels se trouvent douze pasteurs titulaires et dix pasteurs auxiliaires. Les œuvres de bienfaisance qu'elle a créées et qu'elle soutient sont innombrables, et provoquent l'admiration des catholiques eux-mêmes¹.

Quand, dans l'espace d'un siècle, une Église a parcouru une semblable carrière, elle a le droit d'être fière de l'humilité de ses débuts, et, regardant l'avenir avec confiance, elle peut dire, qu'avec l'aide de Dieu, elle accomplira encore de grandes choses.

ARMAND LODS.

DOCUMENTS

L'ABJURATION DE HENRI IV ET LES ÉGLISES RÉFORMÉES

LETTRE DE THÉODORE DE BÈZE (22 AOÛT 1593)

Nous avons jadis inséré dans ce *Bulletin* toute une série de documents relatifs à l'abjuration de Henri IV, et nous n'avions pas épuisé ce sujet d'importance si capitale dans notre histoire. (Voir notamment. I, 36, 41, 105, 155, 279, 448; II, 39, 415, 428, 437; V, 26, 28, 274, 282, 398; VII, 262. Voir aussi XIII, 70, et l'appendice de notre étude publiée en 1854 : *Henri IV et le ministre Daniel Chamier*.)

Voici une lettre de Théodore de Bèze à Constantin Fabricius, ministre de Nuremberg, qui se trouve à la Bibliothèque de Berne (Ms. 416, vol. 46, in-4°, p. 609). Elle est du 22 août 1593. Nous en avons cité quelques lignes qui nous avaient été communiquées par M. J. Bonnet (V, 30). Depuis, une copie complète en fut faite pour nous par M. Anquez, qui a attaché son nom à de si excellents travaux relatifs à nos annales. C'est une pièce bien intéressante et dont nous sommes heureux de placer le texte entier dans notre recueil. Nous la faisons précéder d'une traduction littérale.

CHARLES READ.

1. Voyez : Maxime du Camp. La Charité à Paris : les Associations protestantes. *Revue des Deux Mondes*, 1^{re} jan. 15 juillet 1887.)

Au fidèle serviteur de Jésus-Christ, maître Constantin Fabricius, ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise de Nuremberg, notre honorable maître et ami.

Listortius nous est enfin revenu, chargé, non d'espères sonnantes, mais de témoignages tout à fait sérieux et certains de la réelle bienveillance à notre égard de beaucoup de personnages considérables. Leurs prières, dérivant de l'amour fraternel et de notre commune foi en notre unique Sauveur, sont à bon droit d'un plus grand prix pour nous que tous les monceaux d'argent. — J'ai reçu toutes vos lettres, dont la dernière est du 6me de juillet. J'ai ainsi appris, entre autres choses, combien vous avez été secourable pour le jeune Daniel que je vous avais recommandé ! Je vous suis très reconnaissant de ce bon office ; nous espérons que ce garçon, à son tour, remplira consciencieusement ses promesses et les obligations qu'il a contractées. Ses parents sont d'humble condition, mais probes et honnêtes. Baron qui... (et au sujet duquel vous avez bien fait de m'avertir) a donné à ce jeune homme une très belle attestation de foi exacte, d'intégrité et d'assiduité, donnant même à entendre qu'il se séparait de lui à regret, ce que j'ai moi-même voulu expressément confirmer dans ma lettre à maître Autoine Dressalle, à qui je vous prie de réitérer vos propres recommandations. — Pour ce qui est de nos affaires, vous ne sentez que trop combien nous a émus profondément la chute si inattendue et si lamentable de ce Roi, duquel nous attendions de si grandes choses. Que dire ! Dieu a cru devoir frapper encore les Égyptiens de cette nouvelle plaie, contrairement à leur attente, afin d'éprouver les siens de plus en plus et de les passer au crible. Toujours est-il que l'on est convenu, de part et d'autre, d'une trêve de trois mois en France. Soit que cette trêve ne dure guère, soit qu'étant observée elle amène une paix quelconque, celui, dont aucuns jugent que les intentions sont tout autres que les actes, celui-là (Dieu l'ait à merci !) finira par récolter ce qu'il aura semé. Quant à nous, rien ne nous séparera de l'amour de notre Dieu et, à moins que le ciel et la terre ne viennent à se confondre, jamais ne pourra être ébranlé ce fondement divin qui a pour devise : *Dieu connaît ceux qui sont siens*. C'est là notre ferme et unique espérance au milieu de ces horribles tempêtes, auprès desquelles bien légères furent les épreuves que nous avons subies jusqu'à ce jour, et nous comptons que notre Dieu tout-puissant nous enverra la force que lui seul peut donner. Et vous, qui voyez de quels dangers nous sommes menacés de près, soyez d'autant plus pressants dans vos invocations en notre faveur auprès de ce Dieu, source de toute grandeur et de toute bonté. — Adieu, cher frère. De Genève, au mois d'août (1593).

Votre BESZE.

Fido Jesu Christi servo Domino Constantino Fabricio, in Ecclesia Norimbergensi verbi divini ministro, domino et amico honorando.

Rediit tandem ad nos D. Listortius, non quidem nummis onustus, sed certissimis et gravissimis singularis plurimorum maximorum virorum in nos benivolentiæ testimoniis : quorum preces, a fraterna charitate et communi nostra in unicum illum Servatorem nostrum fide prodiciscentes, pluris merito facimus quam omnes pecuniarum acervos. — Litteras autem tuas omnes, quarum postremæ sexta julii datæ sunt, accepi; ex quibus inter cætera cognovi quid præstiteris Danieli illi juveni, quem tibi commendaram. De quo etiam beneficio tibi gratiam habeo; futurum speramus ut ille vicissim pacta et conventa, bona fide præstet. Parentibus enim natus est tenuis quidem sortis, sed honestis et probis. Et Baro ille cui adhuc... (et de quo recte fecisti quod me admoniveris) præclarum nunc juveni testimonium bonæ fidei, integritatis et diligentiae reddidit, adeo ut eum non nisi pene invitus dimiserit: quod ego ipse illi Domino Antonio Dressalli, testatum meis ad eum litteris volui: cui velim ut juvenem magis ac magis commendeas. Ad res nostras quod attinet, satis intelligis quam graviter iste tam inexpectatus et tam gravis lapsus illius Regis commoverit, a quo summa omnia expectabamus. Nempe sic Deo visum est Ægyptios hæc præterea plaga ferire, quamvis contrarium existimantes, et suos magis ac magis explorare vel potius eribrare. Pactæ sunt interim utrinque trimestres, in Gallia induciæ, quæ, sive mox irritæ fuerint, sive servatæ pacem aliquam gignant, ille vero, cujus utinam Deus misereatur, et quem non desunt qui existiment aliud meditari quam agat, id demum metetur, quod severit. Nihil autem nos separabit a Dei nostri dilectione; nisi eorum terræ misceatur, perstabit immotum illud Dei fundamentum, habens hoc sigillum: *Nihil Dominus quæ sint sui*. Hæc unica nostra spes est et expectatio adversus horrendas nos tempestates, præ quibus levia fuerunt quæ adhuc experti sumus, nisi vere omnipotens ille Deus noster id nobis præstet, quod solus potest. Vos autem, quanto minus absumus a summis periculis, tanto ardentius Deum optimum maximum pro nobis ne desinite interpellare. Bene vale, mi frater. — Genève, Augusto 1693.

Tous BEZA.

LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN 1689

PAR LE MARÉCHAL DE VAUBAN

ET SES EFFORTS RÉITÉRÉS
EN FAVEUR DES HUGUENOTS¹

Instum ac tenacem propositi virum! — L'insuccès des démarches et représentations faites par Vauban en 1689, auprès de Louvois, et vainement renouvelées par lui en 1692, ne l'avait point encore découragé. Il ne consentait point à se tenir pour battu, tant

1. Voir ci-dessus, pages 190, 243.

il avait à cœur l'amour de son pays, l'amour de la justice. Le 5 mai 1693, le voici donc qui revient à la charge, rédigeant un nouveau *Mémoire*, ou ce qu'il appelle simplement une *Réflexion*, pour y reproduire une fois encore et renforcer celles qu'il avait déjà si éloquemment formulées.

Les premiers mots datent et motivent de façon précise ce nouvel effort : « *Il y a quatre ans et demi* que la guerre a commencé... (cette guerre qu'il avait tant souhaité d'arrêter à temps!) — Comment ne pas envisager au grand sérieux les maux qu'elle cause à la France, les risques effrayants qu'elle lui fait courir au milieu de l'Europe coalisée? Comment ne pas considérer les « empêchements à la paix » que le mal invétéré rend chaque jour plus redoutables? « Et l'on n'y fait pourtant pas la moindre attention! ou du moins ne s'en met-on point en peine! »

Un tel aveuglement confond Vauban. Il en est outré, stupéfait. Donc, il va derechef passer en revue successivement tous les cas graves, tous les périls qui menacent. Avec une entière liberté et hauteur d'esprit, il va examiner la ligne de conduite à tenir pour tâcher de « réparer le temps perdu ». C'est ici surtout que l'on sent de quel poids a pesé alors, dans la balance du monde, cet illustre « Mainteneur », Guillaume III, et de quelle souveraine prépondérance fut son rôle politique pour l'avenir des peuples!

Plus que jamais, la ferme conclusion de Vauban est *pour* « le rappel des Huguenots à pur et à plein : pour la réhabilitation de l'édit de Nantes en son entier ». C'est à ses yeux le moyen « le plus possible, le plus sûr, le plus *juste*, le plus *nécessaire* de tous et qui ne blessera la conscience, ni l'honneur du Roi », si l'on s'y prend bien et si l'on ne fait rien à demi. « Il faut, dit-il, rallier et rappeler ceux que les misères passées et les chagrins des conversions ont fait sortir du Royaume, et ménager ceux qui y restent, au lieu de les vexer et tourmenter, comme on a fait et comme on fait encore... »

Tel était, en effet, le dernier mot de la raison, de la sage politique et de l'humanité. Mais une fois encore on ne le voulut point entendre. C'en était donc fait, le sort en était jeté, l'inéluctable retour des choses d'ici-bas se trouvait dès lors fatalement ajourné... à CENT ANS!

Car ainsi s'entre-répondent, dans nos annales, les deux dates séculaires : 1689-1789.

VI

RÉFLEXION

SUR LA GUERRE PRÉSENTE ET SUR LES NOUVEAUX CONVERTIS

Du 5 mai 1693.

Il y a quatre ans et demi que la guerre a commencé, et qu'elle se continue sanglante et cruelle, sans qu'il y ait encore paru la moindre disposition à la paix. Au contraire, il semble qu'elle soit plus allumée que jamais, et que, de part et d'autre, on ne songe qu'à la perpétuer. Cependant comme il ne se fait point de guerre qui ne présuppose une paix, il semble qu'on ne sçauroit mieux faire que d'en préparer tout doucement les matières, en prévenant à loisir et par soy-même les difficultés qui peuvent y apporter de l'empêchement, notamment quand on le peut sans blesser l'honneur ni la conscience; ainsi que nous espérons de faire voir par la suite de ce Mémoire.

De tous les obstacles qui pourront faire le plus d'empêchemens à la paix, l'affaire des conversions sera bien sûrement le plus considérable, et les Nouveaux Convertis en sont tellement persuadés et comptent si bien d'être compris dans la prochaine paix, que ceux qui avaient commencé de professer la Religion Catholique ne le font plus, dans l'espérance que le libre exercice de la Prétendue Réformée leur sera rendu. Cela est si général, dans tout le Royaume, qu'aucun d'eux n'en doute ni ne s'en cache; ce qui me paroist d'autant plus étonnant, qu'on n'y fait pas la moindre attention, ou que du moins on ne s'en met point en peine.

Il est d'ailleurs certain que tout ce qu'il y a de Protestants, Calvinistes ou Luthériens dans l'Europe, aiment le Prince d'Orange, qu'ils luy sont attachés de cœur et d'affection, et qu'ils le considèrent comme le véritable protecteur de leur Religion. Luy, de son côté, non moins ambitieux que fin et rusé politique, ne néglige rien pour les entretenir dans cette croyance, et il ne luy échappe pas une parole qui ne tende à cela, son intérêt particulier étant de se les conserver pour amis et d'être toujours bien avec eux; puisque c'est seulement par eux qu'il peut soutenir son usurpation, et que ce n'est que par eux qu'il s'y peut maintenir. C'est pourquoi on ne doit point attendre de luy qu'aucune considération l'éloigne ni le sépare jamais de leurs intérêts.

Que si quelqu'un ignore quel homme est le Prince d'Orange, il n'a qu'à lire les Mémoires du Chevalier Temple sur le traité de Nimègue, et il verra de quelle obstination il a esté, quand il s'est agi de céder la

moindre chose à la France. Ce que dessus bien considéré, il me semble qu'on peut établir, comme une vérité constante, que la paix ne se fera qu'en donnant la loi ou en la recevant, ou par une médiation, agréée des Puissances intéressées dans la guerre présente.

Si Dieu veut que l'on donne la loi, les conversions subsisteront sans difficulté, et ce ne sera pas une affaire que de les maintenir. Mais les apparences ne nous sont pas autrement¹ favorables, puisque les ennemis, d'ailleurs très unis, sont deux fois plus forts que nous, et que, par dessus cela, nous en avons de domestiques répandus dans tout le Royaume, qui ne disent mot et ne se déclarent pas, mais qui n'en sont pas moins dangereux. Ce sont les Nouveaux Convertis.

Si nous recevons la loi, soit en tout ou en partie, le Huguenotisme sera rétabli dans tout le Royaume, plus glorieux et triomphant que jamais, et beaucoup plus insolent.

Si, par une médiation, les médiateurs ne sont point catholiques, n'y ayant aucun Prince de cette religion qui ne soit de nos ennemis, directs ou indirects, suspects ou incompétents. Le Pape même n'en pourra pas être, parce que les Protestants n'en voudront point. Ce ne pourra donc être que les Rois du Nord, qui étant de la même religion, il est sûr que le huguenotisme sera rétabli ou que la paix ne se fera point.

Ainsi, de trois moyens de faire la paix, le premier seul, qui ne nous promet rien, est contre eux, et les deux autres, qui leur sont très favorables, ont beaucoup d'apparences de succès. Cela est si clair qu'il faudrait être aveugle pour ne pas voir que, sans miracle, nous ne saurions avoir la paix que les Huguenots ne soient rétablis, soit par les conditions d'un traité ou volontairement.

Pour concevoir toute l'horreur d'un rétablissement forcé, tel que pourroit être celui qui se feroit en vertu d'un traité de paix, il ne faut que donner un tant soit peu d'attention à ce qui suit.

1^o Il est à présumer que, si le Prince d'Orange a un peu d'avantage dans le traité, [que] luy et tous ceux de son parti insisteront et tiendront ferme sur la réhabilitation de l'Édit de Nantes;

2^o Que les Catholiques du même parti, qui ont tous intérêt à l'abaissement de la France, loing de s'y opposer, les aideront et se joindront même tacitement à eux pour cela;

1. Ce mot est remplacé par *assurément* dans la publication de M. Rochas d'Aiglm. (C. R.)

3^o Qu'ils insisteront aussi sur le dédommagement et la restitution des biens confisqués sur les Huguenots;

4^o Sur des places de sûreté pour eux;

5^o Sur ce que la religion soit entièrement libre pour les Catholiques comme pour les Huguenots¹;

6^o Sur ce que les charges et les emplois du Royaume soient, d'ici en avant, communs et conférés indifféremment aux Huguenots comme aux Catholiques; et c'est sur quoy il se tiendra ferme, d'autant plus que rien ne lui sauroit faire tant d'honneur dans le monde protestant que le soutien de ceux de sa Religion, qui l'élèvera au souverain degré de gloire parmi eux et achèvera de lui gagner les cœurs de tous ceux qui ne lui sont pas encore dévoués, parce que cette action le feroit passer à juste titre pour le restaurateur et le ferme appuy de sa Religion, qui, par ce moyen, égalerait ses forces à celles des Catholiques, et mesme les surpasseroit.

Les mauvais effets qui résulteroient contre nous, s'il falloit que les Huguenots fussent rétablis par l'autorité d'un traité de paix, seront : qu'ils ne regarderont plus nos Roys comme leurs Princes légitimes, mais comme des ennemis puissans et redoutables, qui auroient un intérêt très pressant à les opprimer. Pensée qui, loing de les maintenir dans l'affection et fidélité qu'ils leur doivent, ne leur inspireroit que de la crainte, et par conséquent de la haine et de l'horreur contre eux; ce qui leur feroit tourner le cœur et les yeux du côté de leur protecteur, et les éloigneroit pour jamais des devoirs et de la fidélité due à leur véritable souverain, qui est le Roy.

A l'égard de la Religion, si une fois elle étoit totalement libre, et qu'il fût permis aux Catholiques de se faire Huguenots, comme aux Huguenots de se faire Catholiques, et que les mêmes pussent parvenir à toutes les charges et dignités du Royaume comme les mêmes Catholiques, on pourroit dire celle-cy perdue (je veux dire la Religion Catholique); et, devant qu'il fût dix ans, la moitié du Royaume deviendrait Huguenot, et l'autre la suivroit bientôt. La raison de cela est que la R. P. R. flatte beaucoup plus les sens que la Catholique, et ne promet pas moins. Voilà donc des conséquences terribles, dont l'effet menace de la ruine totale du Royaume et de la Religion. Peut-on prévoir de tels malheurs, les voir venir et les toucher du doigt, sans en estre ému? Nous sommes pourtant au fait, ou près d'y entrer. C'est pourquoy il n'y a point de temps à perdre pour y remédier, et on peut dire même qu'on n'en a que trop

1. Il y là une évidente interversion par inadvertence de l'auteur ou du copiste : pour les Huguenots comme pour les Catholiques. (C. R.)

perdu. Voyons donc, sur cela, ce qui pourroit flatter nos espérances et nous aider à sortir de ce mauvais pas.

Le premier de tous les moyens qui se présentent seroit qu'il plût à Dieu de nous ôter cet usurpateur qui fait aujourd'hui le scandale de la Chrétienté, cet ennemy juré de la France et de la Religion, qu'on peut dire le perturbateur général du repos public de toute l'Europe. Si cette tête étoit bas, tous les desseins des ennemis, aussy bien que les espérances des Huguenots, s'en iroient apparemment en fumée, et on seroit alors en état de soutenir les conversions, bien que je doute très fort qu'on le dût faire.

Le second moyen seroit que les Princes Catholiques présentement unis avec luy, piqués d'un véritable remords de conscience du hasard qu'il font courir à la Religion Catholique, et du mauvais exemple qu'ils donnent à leurs enfants, se séparassent de luy et fissent leur paix séparément.

Le troisième, que le Pape, qui a plus d'intérêt à la conservation de la Religion en France que le Roy même, usât de l'autorité spirituelle que Dieu luy a donnée sur les Princes Chrétiens pour obliger l'Empereur, le Roy d'Espagne et tous les Catholiques, à se séparer des Protestants, sous peine d'encourir les censures ecclésiastiques, qu'il feroit très bien d'employer en cette occasion. Mais ni le Pape ne le fera point, ni eux n'y déféreront pas, et l'intérêt temporel prévaudra sur celuy de la Religion comme il a toujours fait : ainsy, il n'en faut rien espérer.

Le quatrième seroit de diviser les Confédérés et les obliger à des paix séparées; mais c'est à quoy il y a peu d'apparence.

Le cinquième et plus sûr de tous, est le rappel des Huguenots, à pur et à plain, c'est-à-dire la réhabilitation de l'Édit de Nantes en son entier, avec la permission de rebâtir les temples, la restitution des biens, etc. Et tout cela, accompagné de bonnes paroles, pour achever de remettre le calme dans leurs esprits. Celuy-cy est le plus possible, et sans doute le plus sûr, le plus juste, et le plus nécessaire de tous, et qui ne blessera la conscience ny l'honneur du Roy, en s'y prenant de la sorte, et leur accordant de luy-même ce qu'ils pourroient raisonnablement espérer par l'intervention d'un traité de paix.

Il est très sûr :

1^o Qu'ils ne remueront pas ;

2^o Qu'ils n'assisteront plus les ennemis ;

3^o Qu'ils prendront de bon cœur employ dans les troupes du Roy contre eux ;

Et 4^o, qu'ils ne s'aviseront jamais de demander à être compris dans un

traité de paix, qui, quelque favorable qu'il leur pût être, seroit la cause de leur ruine, attendu qu'ils mettroient le Roy dans la nécessité de les considérer comme des sujets à demy révoltés, soustraits à son obéissance et séparés de sa communion, qui ne mériteroient plus d'être autrement considérés que comme des rebelles, à la ruine desquels luy et tout son Royaume seroient d'autant plus intéressés que la tolérance de cette séparation formeroit, avant qu'il fût peu, un schisme d'État très dangereux dans le Royaume, qui, tost ou tard, en causeroit la ruine; et les Huguenots d'eux-mêmes se garderoient bien de vouloir y être compris, par l'appréhension des mauvaises suites à quoy ce traité les exposerait, sitost que le Roy auroit mis ordre à ses affaires.

Le sixième moyen de se garantir des maux dont nous sommes menacés, seroit de les tous chasser hors du Royaume. Mais l'État seroit dépeuplé, et, en le dépeuplant, on peupleroit ceux de ses ennemis de ce que nous avons de meilleur : qui seroit une politique pernicieuse, et si injuste qu'elle ne se pourroit pas soutenir.

Le septième seroit de les tous exterminer, depuis le premier jusqu'au dernier. Mais, outre les difficultés qui se trouveroient dans l'exécution, cette action, qui seroit exécrable devant Dieu et devant les hommes, ne seroit bonne qu'à nous affaiblir beaucoup plus que nous ne sommes, et à nous rendre pour jamais odieux, chez nous et chez tous nos voisins. Le succès de la journée de la Saint-Barthélemy, qui fit beaucoup plus de Huguenots qu'elle n'en défit, doit nous apprendre, une bonne fois pour toutes, que la religion se persuade et ne se commande pas¹. Aussi ces deux moyens ne sont ici proposés que pour les détester, et non pour les suivre.

Au surplus, le Roy et ses Ministres ne scauroient trop se représenter que la grandeur des Roys se mesure par le nombre des sujets. La marque évidente de cette vérité est que, où il n'y a point de sujets, il n'y a ni Princes, ni États, ni domination quelconque. Il faut dire conséquemment que, là où il y a peu de sujets, il y a peu de puissance et de grandeur, et que, là où il y en a beaucoup, il arrive tout le contraire, spécialement quand ils sont unis. *D'où je conclus* que c'est bien moins par l'estendue des États et par le revenu des Rois qu'il faut juger de leur grandeur,

1. Châteaubriand, qui ne connaissait point ce Mémoire, s'est pleinement rencontré ici avec Vauhan; « Cette exécrable journée (de la Saint Barthélemy) ne fit que des martyrs; elle donna aux idées philosophiques un avantage qu'elles ne perdirent plus sur les idées religieuses, et, en rendant les catholiques odieux, elle augmenta la force des Protestants. » (*Analyse rais. de l'Hist. de Fr.*) — Il en fut exactement de même de la révocation de l'Édit de Nantes. (C. R.)

que par le grand nombre de sujets, unis et bien affectionnés ¹. Tel est le grand et très noble Royaume de France, le mieux situé de l'univers, eu égard à tout ce que l'on voudra. Il est rempli d'un peuple très nombreux, uni sous un même Roy. Il est naturellement belliqueux et capable de tous les arts et disciplines, très obéissant et aimant ses Roys jusqu'à prodiguer libéralement leurs ² vies et leurs biens pour eux. Il est d'ailleurs très fertile et abondant en tout ce qui peut être nécessaire à la vie. C'est enfin le plus beau royaume du monde, et rempli des meilleurs sujets. Il faut donc les considérer, et, en toutes manières, rallier et rappeler ceux que les misères passées et les chagrins des conversions ont fait sortir du Royaume, et ménager ceux qui y restent, au lieu de les vexer et tourmenter, comme on a fait et comme on fait encore en plusieurs provinces.

Voilà un moyen certain pour lever une des plus grandes difficultés de la paix. Il ne tiendra qu'à SA MAJESTÉ de la mettre en œuvre, ce que je ne doute pas qu'elle ne fit, si elle étoit informée à fond de son importance. Je sçay qu'il y en a encore d'autres, mais elles ne sont ni de cette conséquence, ni à beaucoup près si pressées. C'est pourquoi nous aurons le temps d'y faire d'autres réflexions.

Cette *Réflexion sur la guerre présente et sur les Nouveaux Convertis* fut naguère comprise dans un intéressant travail bibliographique sur Vauban, qu'a publié un officier du génie, M. de Rochas d'Aiglun, dans le *Journal des Économistes* (juin 1882). Mais il s'y trouve plusieurs inexactitudes, et toute une phrase y a été omise. La copie très fidèle qu'on va lire fut faite par nous, en 1855, sur le tome I^{er} des *Oisivetés* que possédait alors la veuve du général de Valazé.

Le colonel Augoyat a également connu et utilisé le même volume, dans sa publication de 1842; mais il ne crut pas devoir y insérer ce dernier Mémoire du 5 mai 1693; il a même commis, à ce propos, l'étrange erreur de dire (en note, t. I, p. 19) « qu'il n'appartenait pas au tome I^{er} des *Oisivetés*. » Ce Mémoire en occupe pourtant les pages 80 à 96.

Comme les cinq pièces qui ont précédé, il n'a donc été tardivement imprimé qu'une seule et unique fois, et non sans défauts, lesquelles se trouvent ici corrigées.

1. Cette phrase a été mise dans la copie qu'a publié M. de Rochas d'Aiglun. (C. R.)

2. *Sic* dans le Ms., par inadvertance, au lieu de *ses*. (C. R.)

Il importait de faire sortir de semblables documents des recueils spéciaux (militaires ou économiques), où ils étaient comme enfouis, et de les mettre à la portée de tous, ainsi que nous le faisons ici aujourd'hui, après en avoir eu depuis bien des années la ferme intention. Notre dossier n'a fait, du reste, que beaucoup gagner à cette attente, à cette gestation prolongée, — pareille besogne n'allant jamais sans méditation, sans « patience et longueur de temps ».

Sur Vauban, sur ses travaux, sur son caractère, il nous reste encore quelque chose à dire, et qui ne laissera pas d'intéresser nos lecteurs.

CHARLES READ.

(*A suivre*).

MÉLANGES

LE PROTESTANTISME FRANÇAIS AU XVI^e SIÈCLE

DANS LES UNIVERSITÉS D'ORLÉANS, DE BOURGES
ET DE TOULOUSE¹

II

L'université de Bourges, placée dans la capitale du Berry, à 25 ou 30 lieues au sud de celle d'Orléans, n'était pas moins bien disposée que celle-ci à accueillir avec faveur la réformation religieuse. Fondée par Louis XI en 1463, malgré l'opposition acharnée du parlement et de l'université de Paris, qui voyait en elle une rivale, elle gardait vis-à-vis de ces deux puissances une attitude méfiante, pour ne pas dire hostile. Ce qui augmentait encore cette jalousie de Paris contre l'université de Bourges, c'est qu'entre les facultés des arts, de théologie, de droit canon, le Pape Paul III avait concédé à cette dernière le privilège d'enseigner le droit civil, qui était toujours refusé à Paris. D'ailleurs, chose remarquable, d'après les statuts de fondation, les moines étaient exclus du corps des « maîtres et des écoliers. »

Les écoliers, moins nombreux qu'à Orléans, se groupaient en quatre nations : française, berrichonne, aquitaine, picarde, à la-

¹ Voy. le *Bull.* du 15 février dernier, p. 86.

quelle vint s'ajouter une cinquième : la germanique, et s'y livraient aussi à des exercices physiques, en manière de récréation. comme on le voit par ces vers de Barthélemy Aneau :

*Forsitan est vulgo « pratum fiscale » vocatum
A cæna præbens studiorum æstate levamen :
Quique in eo fiunt possem describere ludos
Pentatlicos, choreas...*

Il paraît qu'au début du xvi^e siècle, des symptômes de déclin apparurent : le nombre des écoliers diminuait d'année en année, les maîtres se montraient plus empressés à partager les bénéfices résultant des droits d'examen qu'à perfectionner leur enseignement. Les magistrats de Bourges, inquiets de cette situation, résolurent d'augmenter les appointements des maîtres, afin de pouvoir appeler des professeurs célèbres par leur savoir et s'assurèrent pour six ans le concours de Jean Garnier, imprimeur à Paris. Ils furent puissamment secondés par Marguerite, sœur de François I^{er}, alors duchesse de Berry.

Ce fut grâce à la médiation de cette princesse, amie des lettres, que la faculté de droit recruta des maîtres tels que François Chambard et Nicolas Bohier, Bertrand de l'Abbaye et Pierre Rebuffi et, le plus illustre de tous, Alciat.

André Alciati, né à Milan en 1492, élève des universités de Pavie et de Bologne, avait déjà professé le droit avec éclat à Avignon. « Il était, écrit Th. de Bèze, estimé le plus docte et éloquent jurisconsulte de son temps. » En effet, il avait renouvelé cette science en étudiant les lois, non plus seulement dans leur texte, mais dans leurs origines et leurs rapports avec les mœurs et la littérature des divers pays où elles étaient nées. En d'autres termes, il créa la philosophie du droit.

Le savoir d'Alciat était universel : le jurisconsulte, chez lui, était doublé d'un lettré et d'un moraliste. Il a laissé un « Commentaire de Tacite » qui témoigne de ses vues profondes sur l'histoire et un livre des « *Emblèmes* » illustré de gravures, curieux traité de morale sous forme de symboles et dictions populaires. Comme Erasme et la plupart des humanistes de son temps, Alciat éprouvait de l'aversion pour les moines ignorants et les théologiens arriérés dans leur scolastique et salua avec sympathie les premières tentatives de

réforme de la théologie. On raconte qu'en lisant l'« Apologie de Mélanchton pour Luther contre le décret furieux des théologastres de Paris » (1527), il versa des larmes de joie et compara cette satire aux plus fines comédies d'Aristophane.

Aiciat inaugura son enseignement à Bourges en avril 1529 et il s'établit bientôt entre lui et Pierre de l'Estoile, qui professait à Orléans à la même époque, une divergence de méthode et une émulation d'influence, qui donna lieu à quelques controverses entre leurs disciples, mais qui accrut encore la gloire des deux maîtres.

Aiciat professa jusqu'à l'année 1533.

Ce fut lui qui par l'éclat de son enseignement fonda la renommée de l'université de Bourges : celle-ci, pendant tout le milieu du XVI^e siècle, passait pour avoir la première école de droit de toute la France.

Aiciat compta parmi ses disciples : Calvin, Daniel, Claude des Fosses, Jacques Canaye, avocat au parlement de Paris. Ses successeurs soutinrent la réputation de la faculté et ont été célébrés par un de leurs élèves, B. Aneau, dans son poëme¹ :

Nam sua sæcula sunt doctum mirata BARONEM...

Uno pro capite abscisso sunt quatuor orta

Primum DUARENUS et alter.

BALDI nomen habet qui majus nomine magno

... Muneris accedit consors DONELLUS honesti

Nobilis a patria Cabilonis origine : verum

Nobilior propria virtute, scientia et arte...

Hos tres BUGERIUS sequitur fere passibus equis.

De ces cinq maîtres, trois inclinèrent à la Réformation et deux l'embrassèrent ouvertement.

François le Douarein, de Saint-Brieuc (Duarenus), écrivit un traité « *De beneficiis* » où il flagellait et raillait si vivement les ecclésiastiques qui cumulaient les bénéfices que l'ouvrage fut mis à l'index; son disciple Doneau exerça une réelle influence sur ses idées religieuses, mais ne réussit pas à obtenir de lui qu'il se prononçât ouvertement pour l'Évangile. Ce manque de courage moral pesa sur sa conscience comme un remords, et, à son lit de mort,

1. *Autocritica a prius et divina sua artu, ad nobilem Bituricum Academiam deducta. Lugduni, MDLIII. In-4. illustré.*

25 juillet 1559, il demanda pardon à Dieu de n'avoir pas écouté avec plus de docilité les exhortations de son jeune ami.

François Baudouin (Balduinus), né à Arras en 1520, avait fait de brillantes études à Louvain, où il conquist le grade de « licencié-ès-loix ». Converti à la doctrine réformée par un « certain personnage » qui prêchait secrètement l'Évangile à Arras, il avait été condamné par contumace au bannissement et vu ses biens confisqués.

Ses voyages en Alsace et en Suisse le mirent en relations avec Bucer et avec Calvin, qui lui inspirait une telle admiration que, dans ses lettres d'alors (1543-47) il l'appelait « mon père ». La publication d'un commentaire sur les « *Institutes* » puis d'un autre sur les « *Norelles* » de Justinien le désigna à la faveur du chancelier Michel de l'Hôpital et aux suffrages des professeurs de Bourges, pour la chaire de droit romain, que Duaren avait laissé vacante en se rendant à Paris. Baudouin l'occupa pendant sept années avec succès (1548-55) : malheureusement, il manquait de courage moral et crut pouvoir se conformer aux pratiques de la religion catholique, à laquelle il ne croyait plus.

Son illustre successeur, Cujas, ne fut pas non plus exempt de cette pusillanimité, qui leur valut de la part de Calvin l'épithète de « Nicodémites ». Jacques Cujas était né à Toulouse (1522) où il fit ses études de droit et prit ses premiers grades. Rebuté par l'échec qu'il avait essuyé dans ses démarches pour obtenir une chaire de droit dans sa ville natale, il alla enseigner à Cahors et fut bientôt appelé à Bourges, où il professa à trois reprises différentes : de 1555 à 1557, de 1559 à 1566 et de 1575 à 1588. Inférieur à ses prédécesseurs Alciat et Baudouin par le talent d'élocution, Cujas l'emportait de beaucoup sur eux par la profondeur de son exégèse et la lucidité de son exposition ; il mérita, par ses savantes analyses des éléments des recueils législatifs de Justinien, le titre de « premier interprète du droit romain en Europe. »

Quant à sa religion, elle est beaucoup moins évidente et un de ses historiens a dit d'elle avec raison « qu'elle est un problème, car il la voilait prudemment, évitant toute controverse ou question sur des sujets religieux ».

Néanmoins, jusqu'à la Saint-Barthélemy, il ne craignit pas de donner des marques d'adhésion à la réformation évangélique, dont

nous pouvons fournir quelques preuves. D'abord il fit supprimer une inscription de l'église Saint-Étienne, qui promettait l'entrée du paradis, moyennant un certain prix d'argent. Quelque temps après, il écrivait à M. d'Orsanne, lieutenant-général du roi à Issoudun une lettre où nous relevons ces lignes :

M. Perrot pourra vous dire de quelle sorte je suis attaché à mon étude... Sans cela je vous assure que je lui eusse tenu compagnie, tant pour vous voir que pour ouyr *os illud probum pietatis plenissimum* de M. de Passy, qui *nunc solus tota Gallia celebratur, cui si parem vel adsimilem hic habereamus, melius nobiscum ageretur*.

Or, ce M. de Passy n'était autre que Jacques Spifame, ancien évêque de Nevers, converti au protestantisme, et qui exerçait alors les fonctions de pasteur à Issoudun. Il vint à Pâques 1562 distribuer la sainte-cène, à Bourges, dans la grand'salle du palais ducal : et il est très probable que Cujas y assista.

Dix ans après, terrifié par les massacres de la Saint-Barthélemy, notre prudent juriconsulte fit profession extérieure de catholicisme, mais il conserva au fond du cœur des sentiments protestants, ce dont fait foi son testament, rédigé le jour même de sa mort (4 octobre 1590) :

Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit,

Je, Jacques de Cujas, ai écrit ce testament qui s'ensuit ; et veux qu'il ne soit vu de personne que de ma femme et de son père, et après mon trépas. Je veux être inhumé en la paroisse, sans que l'on fasse ny qu'il y ait aucun convoi, ny autre que le curé et le porte-croix... Que l'on ne vende nul de mes livres à Jésuites, et qu'on prenne garde à ceux à qui on les vendra, qu'ils ne s'interposent pour lesdits Jésuites.

Passez cette vie en paix, louons et craignons Dieu sans cesse. Ne faites mal à nul, faites bien à tous sans distinction de personnes. Fuyez l'Antechrist et les inventions et suppôts d'iceluy, qui, sous le nom d'Eglise, gourmandent, brigandent, corrompent et persécutent la vraie Eglise, de laquelle la pierre fondamentale est Jésus-Christ seul, notre Sauveur et Seigneur Dieu, et suivez sa sainte parole de point en point, sans y rien ajouter, ny diminuer.

Dieu soit avec vous et vous conduise après cette vie temporelle à l'éternelle par sa sainte grâce, comme je le supplie, au nom de Jésus son Fils, notre Sauveur, bientôt me faire jouir d'icelle, prenant garde à ses miséricordes, et non à mes mérites. Ainsi soit-il.

Hugues Doneau, qui succéda à la chaire de Douarein (1559-1572), montra plus de courage sinon plus de talent que Cujas et Douarein, son maître. Né à Chalon-sur-Saône (1527), *nobilis a patria Cabilonis origine* », était encore plus noble, comme le disent avec raison les vers d'Aneau, par ses propres qualités, sa science et son talent. Il avait commencé ses études de droit à Toulouse avec des maîtres tels que J. de Coras et Arnould du Ferrier. Attiré à Bourges par la réputation de Baron et de Douarein, il s'attacha à ce dernier et obtint le grade de docteur en juillet 1551. Il enseigna d'abord à Orléans; mais à la mort de son maître Douarein, fut appelé par la Faculté de Bourges à lui succéder et professa dans cette dernière université jusqu'à la Saint-Barthélemy (1559-1572). Il savait donner du charme à l'exposition des matières les plus arides et mérita d'être appelé « le plus lettré des jurisconsultes. »

Converti de bonne heure à la doctrine réformée par une sœur aînée, ardente huguenote, il professait ouvertement ses croyances. A la nouvelle des massacres du 24 août 1572 à Paris, tandis que son collègue Bougier abjurait, Doneau quitta Bourges, pour garder sa foi avec la vie. Il réussit à s'échapper, grâce à un déguisement et à l'escorte que lui firent quelques gentilshommes de la nation germanique.

Mentionnons encore Antoine Lecomte (de Nevers), proche parent de Calvin, qui, en 1558, fut nommé à la chaire de droit canon; Nicolas Cisner (de Heidelberg), qui amena avec lui un certain nombre d'étudiants protestants, et François Hotman qui enseigna le droit depuis 1566, et clot la série des protestants qui ont illustré la Faculté de droit de Bourges. A partir de 1600, un édit royal interdit d'évoquer des huguenots aux chaires de cette université.

Outre ces chaires de droit civil, il y en avait deux consacrées à l'enseignement du droit canon, et qui avaient pour titulaires, au temps d'Aneau, L'Evescat (Episcopus) et Rabi.

Ceci nous conduit à parler de la Faculté de théologie. Contrairement au statut primitif, les chaires étaient presque toutes occupées par des religieux. Néanmoins, la Faculté subit l'influence des idées réformatrices. Bèze nous en fournit une preuve remarquable, lorsqu'il rapporte qu'un certain « Michel Simon, bon et ancien docteur, rembarra en dispute publique un cordelier qui avait eu l'effronterie de maintenir que l'homme peut être sauvé par ses seules facultés

naturelles et fit adopter ce règlement qu'il n'était permis d'y proposer aucun argument que du pur texte de la Sainte-Écriture ». Les prédications de Jean Chaponneau, à l'abbaye Saint-Ambroise, et de Jean Michel, de l'ordre de Saint-Michel, s'inspiraient du même esprit vraiment évangélique, mais sont sans doute postérieures (et non pas antérieures) au séjour de Calvin à Bourges.

Ce fut vraisemblablement la migration de Wolmar (fin 1530 à 1531) d'Orléans à Bourges, qui attira Calvin dans cette dernière ville et le mit en contact avec la Faculté des Arts.

A Bourges comme à Orléans, Wolmar forma des humanistes, qui lui firent honneur par leurs travaux et dont plusieurs suivirent son penchant pour les doctrines évangéliques. Parmi ceux qui restèrent catholiques, il faut ranger Jacques Amyot, le traducteur de Plutarque et Jacques Canaye, le réformateur de la « Coutume de Paris ». Au nombre de ses disciples protestants sont B. Aneau, Robert Olivetan, Jean Calvin, Théod. de Bèze. Si Calvin dut à son cousin Olivetan la première semence de la foi réformée, ce fut sans contredit Wolmar qui l'encouragea à laisser de côté le droit pour les études théologiques. Théod. de Bèze et Florimond de Rémond sont d'accord sur ce point. « Wolmar, dit ce dernier, conseilla à Calvin de se jeter à la théologie, maîtresse science de toutes les sciences et de laisser le code de Justinien pour prendre l'évangile de Jésus-Christ ». Les maîtres es arts professaient chez eux, ce qui les rendait suspects de propager les hérésies de Luther. Aussi voyons-nous plusieurs bourgeois adresser au recteur la requête suivante (1556) : « Davantage n'y aurait rien plus pernicieux vu le temps où nous sommes, à cause des fausses doctrines, que permettre lectures en chambres et maisons privées. Faut qu'elles soient faites es lieux publics. »

On aura pu juger, par ce bref aperçu, de la situation de l'Université de Bourges dans le deuxième tiers du xvi^e siècle, de l'influence considérable que le protestantisme y exerçait ; les maîtres les plus éminents de la Faculté de droit et de la Faculté des Arts avaient adhéré en public ou en secret à la Réformation et la Faculté de théologie elle-même, par l'organe de Michel Simon, avait adopté le principe protestant de l'autorité suprême de la sainte Écriture en matière de controverse. Et, naturellement, un grand nombre d'étudiants suivirent le penchant de leurs maîtres, à l'instar de Calvin, d'Aneau et Théod. de Bèze.

Ces tendances notoirement protestantes de beaucoup de maîtres et écoliers de l'Université secondèrent les efforts qui étaient faits d'autre part pour la réformation de l'église et contribuèrent à la fondation de l'église réformée de Bourges.

Là encore nous retrouvons l'initiative de la pieuse Marguerite de Valois. Ce fut son aumônier, M. Michel (d'Arande), qui eut l'honneur de prêcher, le premier, l'Évangile du salut gratuit à Bourges. Et (nov. 1523 à févr. 1524), il le fit avec une telle hardiesse, que le 22 février l'archevêque de Bourges, François de Rueil, lui interdit la chaire de Saint-Étienne, sous peine de prison perpétuelle et de sentence d'excommunication contre tous ses auditeurs ¹.

En vain, la bonne duchesse écrivit de Blois au Chapitre (11 février), lui mandant son étonnement d'une telle interdiction, et lui déclarant que « M. Michel avait plusieurs fois prêché l'Évangile devant le Roy, Madame et toute la compagnie à leur édification. » En vain fit-elle intercéder Briçonnet en sa faveur, l'interdiction fut maintenue.

Six ans plus tard environ, l'œuvre d'évangélisation fut reprise par Calvin, qu'avaient attiré à Bourges les leçons d'Alciat et de Wolmar (1530-1532). En effet, au témoignage d'un ancien chroniqueur du Berry, il aurait enseigné la rhétorique aux jeunes Augustins de Bourges, dont plusieurs, quelques années après, prêchèrent ouvertement la Réforme, et il demeurait à Lignères, bourgade à 8 lieues au S.-O. de Bourges, dont les habitants, un siècle et demi après, étaient encore presque tous calvinistes ². Théodore de Bèze complète ces informations en nous disant « que Calvin fit plusieurs sermons dehors, en quelques châteaux et bourgades, où il était appelé, notamment à Lignères, étant reçu et ouï très volontiers du Seigneur et de la Dame du lieu ». C'est de Meillant ³, autre localité du Berry, qu'est datée la plus ancienne lettre connue du célèbre réformateur. Elle est adressée à son ami d'Orléans, François Daniel.

Après Michel d'Arande et Calvin, vinrent Chaponneau, Jean Michel, bénédictin, tous deux docteurs en théologie, Jean de Bosco, jacobin, et les augustins Marlorat, J. de L'Espine, Richard Vauville, et Jean

1. Herminjard. *Correspondance des Réformateurs*. Lettre de Marguerite à Briçonnet (t. I, n° 90).

2. Catherinot : *Le Calvinisme en Berry*. Bourges, 1654. Le cimetière protestant se trouvait derrière la maison occupée par Calvin, rue Mirebeau.

3. *Opera Calvini*. Lettre n° 1.

Loquet, dont plusieurs devinrent de bons pasteurs; enfin Jean Bournonville, prieur de l'abbaye de Saint-Ambroise, à laquelle appartenait Chaponneau. Signalons en particulier Jean Michel, d'abord pour le distinguer de Michel d'Arande avec lequel il a été parfois confondu, et parce qu'il fut l'un des premiers martyrs de l'Évangile restauré en Berry. Une première fois, en février 1536, il dut faire amende honorable devant le portail de Saint-Étienne, un de ses livres fut brûlé et il se vit interdire à perpétuité la célébration de la messe et la prédication. Il n'en continua pas avec moins de zèle à évangéliser les campagnes et ayant été arrêté quelques années après, fut dégradé et brûlé vif devant la grosse Tour, hors la porte de Bourbon (1539). Les martyres d'un écolier en 1517 et d'un pauvre colporteur (1550) ne réussirent pas à étouffer la Réforme évangélique, mais déterminèrent un courant d'émigration vers la Suisse. C'est alors que les frères Léon et Germain Colladon, avocats éminents de Bourges, émigrèrent à Genève avec toute leur famille (août 1550). Mais la semence de la doctrine évangélique déposée par ces professeurs protestants et par ces courageux missionnaires était tombée en bonne terre. En 1556, trente ans environ après les prédications d'Arande, l'Église réformée de Bourges était « dressée » avec son consistoire par les soins de Simon Brossier, ministre formé à Genève. Ce pasteur de Bourges devait plus tard sceller de son sang le témoignage fidèle rendu à Jésus-Christ.

G. BONET-MAURY.

SÉANCES DU COMITÉ

28 mai 1889.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler : MM. G. Bonet-Maury, F. Buisson, comte Delaborde, O. Douen, Ch. Frossard, J. Gaufres, F. Lichtenberger, W. Martin, Ch. Read.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Frossard rappelle deux **communications** qui n'y ont pas été insérées. La première est relative à un *Sermon prononcé de nuit, au desert dans le bas-Languedoc*, et publié dans le *Bulletin* (t. XIV, 1865, p. 29). M. Frossard possède l'original manuscrit de ce sermon et croit, avec M. Douen, qu'il est de la main de *Claude Brousson*. — La seconde consiste dans quelques fragments d'inscriptions relevés par feu M. Emilien Frossard sur les murs des prisons du palais des papes à Avignon :

Bienheureux sont ceux qui sont persécutés... au dieu ; — Bienheureux est l'ame... qui ne chemine... conseil des méchant ; — Si male locutus

cum testimonium... ibide malos autem bene quid macedis: — Beatus vir qui implevit desiderium suum ex ipsis non confun... tur inimicis suis in porta; — Dieu aie pitié de nous, face reluire sa face sur nous; — Vigilate, orate ut non ineretis in tentationem. ANRIOLE. — Quelques-unes de ces inscriptions n'émaneraient-elles pas d'hérétiques incarcérés pour leur foi?

Bulletin. — Parmi les manuscrits présentés pour l'insertion, M. Weiss signale, de M. Alfred Cartier, un article sur *Le libraire Jean Morin et le Cymbalum mundi de Bonaventure des Perriers*; et, de M. Louis Farges, un document qui complètera ceux déjà publiés dans notre recueil : *Onze lettres inédites de Louise de Coligny*.

Le Comité s'occupe ensuite de l'Exposition de la Société, parfaitement installée maintenant dans la salle des *Sociétés savantes* (Pavillon des Arts libéraux, 1^{er} étage, section VIII), et de l'ordre du jour de l'assemblée annuelle du 7 juin.

Bibliothèque. — Elle s'est surtout accrue d'un don important de M^{me} la baronne de Neulize : *La Bible* (marque de l'épée), Pierre Sorel, 1555; — *Responce aux calomnies d'un certain ministre soy disant Robert Masson, par Jean Robert docteur d'Orléans*, Paris 1569; — *Pro Io. Montucio episcopo Diensi praescriptio adversus libellum quendam nuper editum Zachariae Furnesteri subditio nomine*, Lugduni 1575; — *Catechismus latino-gallicus*, Le Catechisme latin-françois, etc., N. Barbier et Th. Courteau, 1561; — *De collegio et universitate nemausensi*, Gryphius, 1540; — *Exhortation d'un des pasteurs de la France à son troupeau*, 1561; — *Avertissement charitable à ceux qui composoient autrefois les Églises de Poitou et qui gémissent maintenant dans l'oppression*, Cologne 1686.

CHRONIQUE

Le Protestantisme dans le pays de Montbéliard, par l'abbé Tournier, curé d'Athesans ¹.

Dans le prospectus où il annonçait la publication de cet ouvrage, M. l'abbé Tournier s'exprimait ainsi : « Il y a longtemps que les amis de notre histoire provinciale désirent une histoire vraie, exacte et détaillée, de l'introduction du protestantisme en Franche-Comté. »

C'est cette histoire que M. l'abbé prétend avoir écrite. « Son travail, dit-il encore, n'est ni une protestation, ni une œuvre polémique ou déclamatoire. C'est l'histoire froide et impartiale d'une lutte qui, pour avoir été obscure, ne fut ni sans mérite, ni sans gloire. La violence, l'exil, la confiscation et d'innombrables amendes furent les armes employées pour introduire la religion nouvelle et pour la maintenir. — Des hommes, des princes avides du bien d'autrui, courbés sous le joug de passions violentes et souvent ignobles, s'attachèrent aux doctrines de Luther, parce que le moine saxon leur permettait de piller les églises, les monastères, de chasser les religieux, les prêtres, et de remplacer ces derniers par des

1. Besançon, imprimerie Jacquin, 1889, 1 vol. in-8° de 445 pages.

cafards et de toutes nuances, disposés à faire l'apologie de la conduite de leurs seigneurs. »

Ainsi, de l'avis de l'auteur, le protestantisme n'aurait dû son introduction au pays de Montbéliard qu'à la seule volonté des princes, et il ne s'y serait maintenu que grâce à cette même volonté. Telles sont les deux thèses qui résument l'ouvrage tout entier.

Le souci de la vérité historique nous oblige à protester contre cette double assertion.

Si Farel vint en 1524 prêcher la Réforme à Montbéliard, ce fut, comme il le dit lui-même dans la préface de son *Sommaire*, « étant requis et demandé du peuple, et du consentement du prince qui avait connaissance de l'Évangile ». Et si, quelques années plus tard, Toussain, l'ami de Farel, vint continuer l'œuvre de celui-ci, c'est que les sentiments du peuple de Montbéliard n'avaient pas changé à l'égard de la personne des réformateurs et des doctrines qu'ils enseignaient. Ce peuple « avait une soit étonnante de la gloire de Jésus-Christ ». D'ailleurs, (et ce fait à lui seul renverse la première thèse) quel avantage matériel les princes retirèrent-ils de la suppression du culte catholique dans leurs États? Aucun. S'emparèrent-ils des biens du clergé pour les réunir à leur domaine particulier? Nullement. Les biens du clergé catholique, gérés par les recettes ecclésiastiques distinctes des recettes du domaine, eurent constamment pour unique destination de servir à l'entretien du culte protestant et de ses ministres.

Une fois introduit dans le pays dont il devint, nous ne faisons aucune difficulté de le reconnaître, la religion officielle, le protestantisme y subsista et s'y maintint, non en vertu des ordonnances du souverain, mais parce qu'il répondait aux besoins religieux des habitants. Un fait entre bien d'autres le prouverait à l'évidence à tout esprit non prévenu. Lorsque, sur la fin du XVII^e siècle, Louis XIV se fut emparé de la souveraineté des quatre seigneuries adjointes au comté de Montbéliard proprement dit, lorsque des missionnaires furent envoyés dans les campagnes pour en ramener les populations au catholicisme, lorsque des curés furent établis par la force en différents lieux pour des paroissiens catholiques qui n'y existaient pas et devaient y être amenés du dehors, lorsque des avantages de toute nature furent promis à ceux des habitants qui se convertiraient à la religion du grand Roi, — les populations des terres d'Iléricourt, Blamont, Clémont et Châtelot, c'est-à-dire de la moitié du pays de Montbéliard, restèrent fidèles au protestantisme. Elles auraient secoué le joug, si elles l'avaient porté, ainsi qu'on le prétend.

Ces faits, M. Tournier les connaît, mais il les passe sous silence et pour cause.

Est-il besoin de dire que M. l'abbé se plaît à rééditer toutes les calomnies lancées jadis contre les Réformateurs et réfutées cent fois depuis? Pour lui, Farel est un Phallicus, « c'est-à-dire un Phallicien, un disciple du dieu Phallus... Si l'Église catholique eût été un borbier, jamais ni Toussain ni les autres ne l'auraient quittée, car tous s'y seraient trouvés dans leur élément... Les rêveries de Luther sourient si bien aux mauvais

1. Le mot serait de Pierre Toussain.

2. Herminjard, *Correspondance des Réformateurs*, t. I^{er}, n° 109.

penchants de la nature humaine... Le soulèvement des paysans est dû à l'esprit de révolte prêché par Farel... etc., etc. »

A côté de ces affirmations que rien ne justifie s'en trouvent d'autres non moins erronées et dans la réfutation desquelles nous ne saurions entrer ici. Je prends au hasard : « Le pouvoir spirituel qu'usurpèrent les princes de Monthéliard ne reconnut aucune limite... Tout au début de la Réforme, grâce à la sève catholique qui circulait encore dans l'âme des habitants, les paroisses en général gardèrent leurs anciennes mœurs. Mais à mesure que l'influence des pratiques catholiques disparut, le flot des mauvaises mœurs monta... Le catholicisme seul, grâce à la confession sacramentelle et à la vie surnaturelle que donne l'Eucharistie, est l'école du respect de soi-même et du respect des autres... etc., etc. »

Les citations qui précèdent suffisent à faire connaître l'esprit qui a présidé au choix des documents mis en œuvre. Tous sont accueillis, sans discernement ni critique, pourvu qu'ils soient défavorables au protestantisme. L'épigraphe du livre devrait être : *le Protestantisme, voilà l'ennemi*.

Nous ne saurions, quoi qu'en dise l'auteur, reconnaître dans ces pages imprégnées de fiel et chargées de haine contre la Réforme le langage de la sereine et impartiale histoire. Nous n'avons ici qu'une œuvre de parti, un pamphlet, une caricature, non un portrait. Aussi nous associons-nous entièrement aux sentiments exprimés par M. Léon Sahler, filateur à Audincourt, dans sa lettre à M. l'abbé Tournier : « Je le dis pour terminer, et c'est là le but de ma lettre, j'estime, avec beaucoup de catholiques sans doute, que la publication de livres conçus dans l'esprit agressif qui caractérise le vôtre, ne peut produire aucune conversion, mais faire au contraire beaucoup de mal. N'est-il point visible que depuis longtemps la lutte principale s'est déplacée, et que devant un ennemi nombreux, sorti de vos rangs principalement, qui affirme qu'il n'y a point de Dieu, que la matière est tout, la jouissance le seul but à atteindre, toute dispute intestinale, tout ce qui peut nuire à la paix entre chrétiens est une action mauvaise de la part de celui qui en est l'auteur? »

A. CHENOT.

La statue d'Étienne Dolet.

Le dimanche 19 mai a eu lieu, sur la place Maubert, l'inauguration du monument d'Étienne Dolet. Cette statue, œuvre d'art d'un réel mérite, due au ciseau du sculpteur Guilbert, le lauréat du concours, représente le célèbre imprimeur devant ses juges, les mains liées sur la poitrine. Il semblait qu'à défaut d'enthousiasme et de sympathie, l'hommage rendu à une victime ne dût provoquer, après trois siècles et demi, que des sentiments unanimes de respect et de pitié. On pouvait croire que le souvenir d'une aussi pitoyable destinée suffirait à désarmer la haine. Un certain nombre d'articles parus à propos de l'inauguration de la statue montrent qu'il n'en est rien. La mémoire du malheureux humaniste n'a pas échappé à l'insulte. Non contents d'affirmer que Dolet « n'a été ni grand imprimeur, ni grand savant, ni grand libre penseur, mais un méchant homme, très désagréable, très plagiaire et très peu convaincu de quoi que ce soit », des érudits de rencontre, avec un acharnement digne d'un

plus noble objet, accusent encore Dolet de vices contre nature et d'assassinat. Ils en font un vulgaire criminel justement condamné pour crime de droit commun. Il importe de ne pas laisser s'accréditer davantage ces fâcheuses erreurs et de protester énergiquement contre des imputations aussi fausses que gratuites malgré le semblant de preuves dont elles sont accompagnées. La fameuse devise de Dolet : « Préserve-moy, ô Seigneur, des calomnies des hommes ! » trouve encore aujourd'hui une exacte application !

Ce n'est pas le lieu de discuter ici le jugement formulé touchant le caractère de Dolet, pas plus que l'accusation de plagiat portée contre lui. Les travaux récents de la critique, ceux par exemple de M. Christie, ont montré tout ce qu'il y avait d'exagération dans ce reproche. Une comparaison attentive des *Commentaires sur la langue latine* avec les ouvrages soi-disant copiés servilement, a révélé en effet qu'il n'y avait eu que des emprunts d'exemples et que l'affaire, grossie à plaisir par les ennemis de Dolet, n'avait au fond aucune importance. Beaucoup de bruit pour rien. Mais arrivons aux faits.

La plus grave des accusations portées contre Dolet est relative à ses mœurs. S'il faut en croire ses modernes adversaires¹, l'homme à qui Paris vient d'élever une statue n'est qu'un homme de mœurs infâmes.

Nous connaissons le procédé. Telle école historique en a usé avec succès contre plusieurs grands noms du XVI^e siècle qu'elle poursuivait de sa haine. On a éclairci récemment l'histoire d'une trame analogue savamment ourdie contre Calvin et propagée durant trois siècles. Aussi bien, pour ce qui concerne Dolet, la tâche est-elle plus aisée. Les quatre témoignages cités par ses accusateurs sont ceux de Schelhorn, Nicéron, Marot et Floridus Sabinus. Pour les deux premiers il suffira de faire remarquer que Schelhorn, né en 1694, mort en 1773, et que Nicéron, né en 1685, mort en 1738, n'ont guère d'autorité pour parler d'un homme qui les a précédés de deux siècles. Leurs témoignages n'ayant aucune valeur originale ne sauraient être pris au sérieux.

Quant au prétendu témoignage de Marot, il est non moins aisé d'en faire bonne justice. Dans les vers auxquels le *Figaro* et les autres journaux ont fait allusion, Dolet n'est nulle part nommé et aucun contemporain ne l'y a reconnu. Ce ne fut qu'un demi-siècle plus tard, en 1596, que François Mizière appliqua à Dolet l'accusation lancée par Marot, sans que rien pût justifier cette fantaisie. Durant cent trente-six ans, il n'en fut plus question et ce n'est qu'en 1731 que Lenglet du Fresnoy s'avisa de rééditer cette singulière identification. — Reste le témoignage de Floridus Sabinus, un obscur humaniste, que les articles en question citent gravement comme « l'un des plus grands savants du XVI^e siècle » et dont le témoignage est peu contestable ». Voilà une assertion qui est faite pour étonner bien des gens. N'étaient en effet ses discussions avec Dolet, le nom de ce prétendu grand savant serait aujourd'hui fort ignoré. De plus, les adversaires de Dolet oublient de nous dire que ce Floridus fut durant toute sa vie le plus implacable ennemi de l'imprimeur lyonnais avec lequel il entretenait des polémiques sans fin. Durant cette longue lutte féconde en péripéties violentes, les deux rivaux entassèrent factum sur factum,

1. Le *Figaro* en particulier, article paru dans le numéro du 16 mai dernier.

injure sur injure. De quel côté se trouvaient les torts? Il est difficile de le dire. Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que le témoignage de Floridus peut être considéré au moins comme suspect. Une telle réserve est élémentaire en matière de critique historique. On sait toute la vivacité que les hommes du XVI^e siècle apportaient dans les plus petites querelles. Là comme ailleurs se manifestait l'énergie singulière de leurs sentiments. Les questions d'ordre philologique se changeaient vite en questions personnelles. Mais il y a plus : cet unique texte de Floridus, le seul que puissent invoquer les détracteurs de Dolet, est, de l'aveu de tous les commentateurs, obscur et énigmatique. Le plus récent biographe de Dolet, M. Christie, le déclare inintelligible. J'avoue que, pour ma part, je n'hésite pas à le considérer comme tel. D'ailleurs, en admettant même que le sens de la phrase soit clair et évident, ce que je conteste absolument, il n'en serait pas moins impossible de fonder sur ces sept mots, écrits dans un ouvrage de polémique par le plus mortel ennemi de Dolet, une accusation offrant quelque apparence de sérieux et de vraisemblance.

A en croire une certaine presse, les habitudes dépravées de l'imprimeur l'auraient amené à commettre un assassinat. On vient de montrer à quoi se réduit son argumentation. Mais il est, d'autre part, certain que Dolet a tué, à Lyon, en 1536, un peintre du nom de Henri Guillot, dit Compaing. Or, ce meurtre, survenu à la suite d'une rixe, était si clairement involontaire et si peu dû aux motifs honteux rapportés par les journaux, que l'imprimeur ne fut pas même incarcéré et qu'un mois et demi plus tard des lettres de rémission lui étaient accordées par le roi, avec une grâce pleine et entière. En même temps il donnait un grand banquet à ses amis littéraires; Budé, Bérauld, Danès, Macrin, Voulté, Marot, Rabelais, etc., y assistaient. Est-il admissible qu'une pareille réunion eût répondu à l'appel d'un assassin dépravé? L'intérêt constant que témoignèrent ouvertement à Dolet Marguerite de Navarre et tant d'autres personnalités, l'insistance que mit le roi à faire enregistrer par le Parlement les lettres de rémission octroyées à notre imprimeur à la suite de poursuites pour hérésie dont il avait été l'objet à Lyon, voilà parmi d'autres preuves des faits significatifs qui plaident assez haut en sa faveur et achèvent de dissiper tous les doutes.

Au reste, un simple extrait de l'arrêt du 2 août 1546 donnera mieux que tout autre argument les causes véritables de la condamnation : « Veu par la Court le procès fait... à l'encontre de Estienne Dolet... accusé de blasphème et sédition et exposition de livres prohibés et dampnés et autres cas par lui faits et commis *depuis la rémission, abolition et ampliation à luy donnée par le Roy, au mois de juing et premier jour d'août mil cinq cens quarante-trois* (1543). » — Voilà une clause formelle. Le meurtre de 1536 n'a été pour rien dans le drame de la place Maubert. S'il est fait mention dans l'arrêt des héritiers du peintre Compaing, leur requête n'a rien à voir avec l'accusation, ni avec la procédure criminelle. Sachant la condamnation imminente, ils se présentaient comme partie civile, pour obtenir des dommages-intérêts qui avaient été confirmés et maintenus dans les précédentes lettres de rémission. Leur intervention s'explique tout naturellement. Faut-il faire remarquer que la chambre criminelle qui condamna Dolet était présidée par Lizet, le cruel président de la chambre ardente, ce *vieux pourri* comme l'appelait Henri Estienne,

personnage sinistre et borné, dont le nom ne doit être prononcé qu'avec mépris?

Dolet est mort victime de ses idées. Pour justifier le monument de la place Maubert, il n'est pas besoin de représenter l'imprimeur lyonnais comme un très grand homme. Il nous suffit qu'il ait été de la vaillante phalange du XVI^e siècle, qu'il ait combattu et souffert pour des doctrines qui sont aujourd'hui les nôtres. Doué d'une âme enthousiaste et élevée, il eut un talent réel : sa valeur comme humaniste est incontestable. Sans doute, son caractère paraît avoir été parfois inconséquent. Malheureux et persécuté, il perdit en diverses circonstances le sens de la mesure, se montrant agressif et maladroit. C'est ainsi qu'il s'aliéna successivement quelques-uns des amis qui lui avaient été le plus dévoués. Mais ces travers d'une âme blessée par l'injustice du sort, désireuse du succès sans pouvoir l'obtenir, ne doivent pas faire oublier tout ce qu'il y eut de nobles aspirations, de sincérité et de courageuse obstination dans cette mélancolique figure. Dolet est digne du titre glorieux dont l'a salué son savant et sympathique biographe, M. Christie : c'est bien le martyr de la Renaissance.

A. L.

Inauguration du temple de Charenton.

Depuis plusieurs années, l'accroissement de la population protestante à Charenton avait décidé M. le pasteur E. de Vernejoul à relever le sanctuaire où, pendant quatre-vingts ans, l'Église réformée de Paris célébra son culte. Un temple spacieux, aux proportions harmonieuses, a donc été élevé, non sur l'emplacement de l'ancien, mais au centre du pays, non loin de l'Église catholique actuelle (10, *rue Guérin*, à l'angle de la *rue des Ormes*). Cet édifice a été inauguré le lundi 10 juin à 3 heures, en présence d'un très nombreux auditoire, par un éloquent discours de M. le pasteur E. Bersier sur cette parole du Psaume CXVIII, v. 17 : *Je ne mourrai pas, je vivrai et je raconterai les œuvres de l'Éternel*. — Nous croyons qu'il est temps encore, pour les descendants des anciens fidèles de Charenton qui ne l'auraient pas fait, de montrer, en contribuant au complet achèvement de ce nouveau lieu de culte, qu'ils s'approprient ce texte de dédicace.

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

UN MINISTRE CHRÉTIEN SOUS LA TERREUR

OU

BONIFAS-LAROQUE

PÂTEUR A CASTRES ET MEMBRE DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

14 Septembre 1744—5 Octobre 1811.

Que celui qui est debout prenne garde qu'il ne tombe.
I Cor. X, 12.

I

Loin de nous la pensée de réveiller des animosités confessionnelles heureusement endormies. La paix et la fraternité sociale sont des biens trop chèrement acquis et trop précieux, pour que nous n'écartions pas avec soin tout ce qui risquerait de les compromettre.

Aussi, est-ce une simple page d'histoire locale que nous offrons à nos concitoyens ; une page inédite, d'un haut enseignement moral, absolument impartiale, puisée aux sources de première main et qui, en rectifiant les erreurs de nos historiens et en comblant leurs lacunes, dissipera une grave accusation qui pèse injustement sur la mémoire d'un ministre de Jésus-Christ.

Peu connu et peu apprécié de ceux qui le connaissent, Bonifas-Laroque n'en a pas moins joué, au point de vue religieux et politique, un rôle important dans le haut Languedoc.

Après un long ministère à Castres où sa prédication et sa science étaient en renom; après avoir instruit nombre de jeunes gens qui se vouaient au pastorat, réorganisé les Églises, imprimé une énergique impulsion à leur fonctionnement, résilié ses fonctions quand un vent d'orage se leva, accepté le poste de juge au Tribunal criminel révolutionnaire et abandonné ce poste pour reprendre celui qu'il n'aurait jamais dû quitter, — il mourut entouré, malgré tout, d'une vénération universelle.

Sa vie n'a manqué ni de bruit, ni d'éclat. Et, cependant, son nom serait enseveli dans l'oubli sans la publication de son ouvrage posthume, *L'Élève de l'Évangile*, qui, pour le temps, ne manque pas de mérite et lui a valu la sympathique attention d'un groupe de fidèles et de littérateurs.

Les premiers, les chroniqueurs locaux, lui rendent justice et lui accordent une honorable place dans leurs annales : «...Il en est, dit Marturé¹, qui méritèrent pendant leur vie et qui ont conservé après leur mort, une honorable réputation; tel est un digne ministre de l'Église Réformée de Castres qui dort dans la tombe du sommeil des justes... ». D'autre part, on lit dans Magloire-Nayral² : « On ne saurait en disconvenir, le culte calviniste est celui qui a produit parmi nous le plus d'hommes recommandables par leurs talents et leurs ouvrages. On pourrait faire, à ce sujet, une dissertation intéressante dans laquelle Bonifas-Laroque occuperait une place distinguée ». Qu'elle serait longue, en effet, la liste des capitaines, des théologiens, des orateurs, des savants, des historiens, des poètes, qui, se rattachant à l'Église Réformée, ont illustré le pays Castrais³ ! Si on ne peut lui assigner une place

1. *Histoire du pays Castrais*, II, 339.

2. *Chroniques et Antiquités Castraises*, II, 364.

3. Voici, sans aucun ordre de temps ou de matière, la liste incomplète des noms qui me reviennent à la mémoire : Angier, André Martel, Th. Arbussy, David Martin, Rapin de Toyras, André Dacier, L. Dancau, Bayle, P. Gaches, J. Gaches, P. Borrel, Faurin, Coras, G. de Nautonnier, Aut. Pujol, L. de Jaussaud, Alexandre Morus, Abel Boyer, Bouffard-Madiane, etc.

de premier ordre, Bonifas a certainement droit à une des meilleures du second rang.

Né à Castres, le 14 septembre 1744, de Jean-Louis Bonifas-Laroque et d'Anne Dejean, il fait ses premières études à Castres même et part, le 24 mars 1763, pour la Faculté de Théologie de Lausanne. La première mention de Bonifas se trouve dans les *Actes des Synodes Provinciaux et des Colloques du haut Languedoc*¹, au Synode du 1^{er} juin 1763 : « *Rolle des Ministres, cinq ; — des proposants, un ; — des étudiants, deux, — au nombre desquels Louis Bonifas. —* »

Trois mois après, dans le colloque du haut Languedoc tenu « au Désert », — « 150 livres sont fournies à M. Bonifas, surnommé Laroque, pour terminer ses études à Lausanne » ; et, le 12 novembre, le colloque, apprenant du directeur du séminaire que Bonifas a fait ses études avec succès, le rappelle : « Pressés par le besoin, nous nous voyons contraints de le rappeler parmi nous ; en conséquence, il lui sera enjoint de venir à notre secours en avril prochain, plus tôt, s'il le peut ; 150 livres lui sont accordées pour lui permettre le voyage » ; c'est ce qu'on appelait alors « le viatique d'usage ».

De retour à Castres en janvier 1768, — « il est agrégé aux pasteurs de la province, d'autant plus que les idées avantageuses qu'on a reçues de lui sont confirmées par d'excellents témoignages². »

L'art. III du synode assigna à Gardes le quartier de Vabre, à Sicard jeune celui de Castres, à Crébessac celui de Mazamet, à Faure celui de Lacaune, à Bonifas celui de Puy-Laurens, — le tout, « jusqu'au prochain colloque ». Chaque pasteur doit élire domicile dans son quartier respectif et reçoit : « 300 livres de son Église annuellement, indépendamment des 500 de ses honoraires payables par semestre. »

1. Registre manuscrit à la Biblioth. du Protestantisme Français, Paris.

2. Le Registre de baptêmes et mariages faits au *Désert* porte, pour la seule année 1768, 53 actes, ce qui indique l'importance de l'Eglise de Castres malgré les persécutions antérieures, et, 71, l'année suivante.

Le changement de quartier, décidé le 1^{er} juin 1769, se fit ¹ le 1^{er} novembre suivant et, le quartier de Mazamet échet alors à Bonifas.

C'est au commencement de 1771 qu'il fut appelé au quartier de Castres ; et, pour l'arracher aux sollicitations de l'Eglise de Bordeaux, on chercha même à l'attacher à Castres définitivement. A cet effet, on réclama et l'on obtint que, désormais, la charge du ministère serait fixe, tandis que jusqu'alors tous les deux ou trois ans les pasteurs changeaient d'Eglise.

En arrivant, Bonifas propose, dans la première séance du consistoire du 6 février 1771, la réorganisation de l'Eglise de Castres, réorganisation qui se poursuit et se complète dans les séances du 3 mars et du 3 mai². Il préside régulièrement, en plein air, des assemblées de culte « dans les domaines de Madame de Milhau, ou à Massi, sauf les assemblées de communion qui seront portées à Ailhaut, si M. de Montcuquet le permet, ou à Mélou s'il s'y refuse ». En outre, Bonifas crée les registres d'Eglise, multiplie les catéchismes, déploie un zèle infatigable auprès des malades et des pauvres, fonde des caisses de secours, répand partout la vie et s'attire les félicitations de son Eglise à laquelle, avec sa lumineuse intelligence et son cœur chaud, il communique le souffle de son enthousiasme religieux.

Sous son influence, les Eglises voisines de Réalmont, de Roquécourbe, de Montredon, longtemps évangélisées par lui, se réveillent et peu à peu sont pourvues de pasteurs.

Tous les colloques et synodes du haut Languedoc le désignent ou comme secrétaire ou comme modérateur ; et les rares loisirs que lui laisse sa dévorante activité pastorale, il les consacre aux études de cabinet. Bientôt, il jouit d'un tel renom d'instruction que les jeunes gens de la province, se destinant à la carrière pastorale, accourent autour de lui, pour recevoir l'enseignement préparatoire qui seul devait

1. Registre des délibérations consistoriales de l'Eglise de Castres, 1771-1799.

2. Règlement du Consist. de Castres, 2 août 1771.

leur ouvrir la Faculté de Lausanne : Lasource et Durand sont ses premiers élèves ; et d'autres leur succédèrent jusqu'à la fin de sa vie¹.

Fléchissant sous le poids de sa charge, il doit, en avril 1773, appeler à son aide un de ses confrères, Richard. En même temps, il fait décider par le consistoire d'adresser vocation à Jean Bon Saint-André qui terminait ses études à Lausanne. Et dès le 18 juin 1773², paraît aux procès-verbaux comme collègue de Bonifas, Jean Bon Saint-André qui devait plus tard, mis à la tête de la marine française par la Révolution, s'illustrer en la reconstituant.

La sagesse naturelle de Bonifas s'accroissant, avec les années, de sa sagesse acquise, — il voit l'estime et la sympathie générales l'entourer d'une auréole et il devient l'âme de la province. Aussi, le synode du haut Languedoc du 29 juillet 1777 le proclame-t-il son modérateur. Cette même année, 29 novembre, il épouse Marguerite Bonnafous de Pierreségade plus âgée que lui et qui, d'après Magloire-Nayral, lui aurait procuré peu de bonheur : « Elle mit souvent à l'épreuve, dit-il, sa philosophie stoïque, sans qu'il cessât jamais de lui prodiguer toute sorte d'égards et de prévenances. » Moins son intérieur avait de charmes, plus il se dévouait à son Eglise où tout était à créer. On suit jour par jour les traces de son inépuisable activité chrétienne : prédication, administration, cure d'âme, correspondance, colloques, synodes, enseignement, soins divers d'un ministère apprécié et recherché, — dévorent son temps et ses forces ; et il semblait que, tout entier aux saints devoirs de sa vocation, il eut dû n'y récolter que paix et joie.

Il fallait malheureusement compter encore avec la sévérité des lois et l'arbitraire des gouverneurs. Les vieilles lois draconiennes, bien que tombant en désuétude, n'en subsistaient

1. Le Consistoire le loue de son zèle, lui témoigne sa satisfaction et le prie de ménager sa santé, séance du 6 février 1773.

2. Registres du conseil presbytéral de Castres.

pas moins et les gouverneurs, au gré de leurs passions, s'en prévalaient souvent pour satisfaire leurs propres rancunes ou celles d'un clergé toujours en éveil. Bonifas dut en faire la triste expérience et c'est un des douloureux épisodes de sa vie tourmentée¹. Il avait, paraît-il, béni un mariage entre cousins germains, celui peut-être du 7 février 1782, entre Jérôme Schmutzinger d'Arau (Suisse), fixé à Castres depuis un an, et Marie Bonifas, fille de Jean-Louis Bonifas et de feu Anne Dejean, de Castres, sa propre sœur par conséquent²; mince crime pour la morale, la religion et l'État, puisque de tels mariages se célèbrent actuellement tous les jours; mais ils étaient contraires aux usages de l'Eglise Romaine, si redoutable encore par ses empiètements sur la vie civile. Le 41^{me} et dernier évêque de Castres, de Royère, originaire du Périgord, et qui fut le représentant du clergé de la sénéchaussée de Castres aux Etats généraux de 89, dénonça charitablement le fait au comte de Périgord, intendant de la province, pour en obtenir une juste répression³. Désireux d'obliger l'évêque de Castres, le comte de Périgord se résout à l'arrestation du pasteur délinquant.

Toutefois, dans la crainte qu'avec les progrès de la tolérance, une telle arrestation et pour un tel objet ne parût excessive, il eut le soin de faire avertir préalablement *le coupable* par Paul Rabaut, dont le crédit était aussi grand auprès des autorités civiles qu'auprès des Eglises Réformées et Bonifas eut ainsi le temps de fuir à Négrepelisse. Ce fut pour lui un gros chagrin. Et voici à ce sujet la lettre de P. Rabaut :

« M. le comte de Périgord est extrêmement courroucé contre M. La-roque, pasteur à Castres, parce qu'il a béni avec éclat un mariage entre cousins germains et que l'année dernière on n'exécuta point l'ordre que

1. Nous en devons la communication à M. Ch. Dardier, à l'érudition duquel nous devons beaucoup de nos affaires protestantes.

2. Biblioth. publ. de Castres, Etat civil des Protestants, 1 registre des naissances, mariages et décès, 1744-1792.

3. Archives du Consistoire de Nîmes. Mémoire d'Olivier-Desmont sur la situation actuelle du Protestantisme en France, décembre 1783.

ce seigneur avait donné de changer le local de l'assemblée. Il a donné l'ordre d'arrêter ce ministre. Seulement, il m'a donné le temps de l'avertir et c'est ce que j'ai fait... »

Cette lettre est du 20 mars 1782; Bonifas en écrivant, le 24 mars, à P. Rabaut relativement à la « nouvelle accablante » qu'il vient d'apprendre, ajoute que son malheur est plus grand qu'on ne saurait le croire; qu'en abandonnant son troupeau, il est contraint d'abanbonner sa famille éplorée, son père âgé qui ne peut se passer de lui.

« Faites valoir ces considérations et tâchez d'adoucir la peine que je m'impose dès cet instant, quoi qu'au fond de mon cœur je ne l'aie point méritée. Je pars demain et j'attendrai avec la plus grande impatience que vous me donniez quelqu'avis consolant.

Le 3 mai, il presse encore P. Rabaut :

« Continuez à vous intéresser pour ma liberté. Brisez les fers que je porte, puisque je suis bien loin de les avoir mérités. »

De son côté, sa femme agissait également; le 22 juin, elle écrit elle-même de Castres à P. Rabaut pour le « supplier d'agir en faveur de son époux dont l'exil dure depuis trois mois ».

Cet exil dura finalement un an, pendant lequel Jean Bon Saint-André seul fait face aux besoins de l'Eglise; son unique et constante signature aux registres en est la preuve.

Dans la séance du consistoire de Castres du 1^{er} juillet 1782, présidée par Saint-André, il est donné lecture d'une lettre de Bonifas qui lui propose, pour alléger l'Eglise et faciliter peut-être son retour, d'accepter provisoirement le ministère de M. Lacombe, pasteur de Mazères, pendant qu'il le remplacerait lui-même à Mazères. Le Consistoire décide unanimement que

« pénétré d'estime pour M. Laroque et de reconnaissance pour le zèle distingué avec lequel il a exercé les fonctions du ministère de l'Eglise, il se prêterait à tous les arrangements propres à nourrir l'espoir de le voir rentrer dans sa place... » L'échange aura lieu « jusqu'au moment où M. Laroque obtiendra sa liberté ou jusqu'au moment où il serait forcé

de renoncer à sa patrie et à son Eglise... Et le député au synode est spécialement chargé d'insister pour que la place de M. Laroque soit conservée dans la province¹. »

Entin, l'exil touche à son terme : Bonifas rentre à Castres, retrouvant avec bonheur son vieux père et son église ; le procès-verbal du 4^{re} avril 1783 consacre officiellement la date de son retour : « M. Laroque a dit que, de retour, il rentrait dans ses fonctions avec le plus grand plaisir ; qu'il remerciait le consistoire de ce qu'il avait bien voulu faire en sa faveur ; tous les membres lui ont témoigné la satisfaction qu'ils avaient de le revoir parmi eux. »

Quelle cruelle épreuve pour le pasteur, sa famille et son Église ! Un an d'exil qui eût pu se convertir en un exil définitif !... Comment s'étonner, après cela, que, tout frémissant encore des persécutions du passé qui se renouvelaient sans cesse, les pasteurs aient acclamé la Révolution comme une ère de justice, d'égalité, de liberté, qu'ils se soient jetés dans ses rangs pour apporter leur pierre au nouvel édifice social ? Et si, parfois, ils ont dépassé la mesure, n'ont-ils pas droit au moins au bénéfice des circonstances atténuantes ?

Jusqu'à la veille même de l'édit réparateur, ils restent sous le coup de lois barbares qui se réveillent de temps à autre et sont les victimes des caprices des intendants. Ainsi, la question du lieu des assemblées fut alors une question capitale ; on ne les tolérait encore ni dans les villes, ni dans leur voisinage. Bouffard était trop près ; l'intendant témoigne son irritation et, par l'intermédiaire de Rabaut, obtient qu'on transportera les assemblées de culte à Massi². Mais le Consistoire, tout en obéissant, délibère de « demander au commandant de la Province la permission de s'assembler à une moindre distance de la ville » et de le prier d'indiquer « d'une manière fixe et précise l'éloignement auquel on doit la tenir. » Régime de tolérance

1. Registres du Consistoire, de Castres.

2. Force, dit la paroisse de Saint-Etienne de la Bernadié. — Salvages. — Consistoire de Castres.

après le régime du martyre, bien éloigné encore de celui de la liberté ! La désirer cette liberté quand elle est loin, la saisir quand elle est près, n'était-ce pas pour nos pères aussi légitime que naturel ?

Ce fut le 1^{er} novembre 1785, que le Consistoire adjoignit à Bonifas un collègue digne de lui, le pasteur Nazon, originaire de Saint-Affrique et récemment arrivé de Lausanne. Déjà depuis quelque temps, Jean Bon Saint-André, « pour cause de santé et d'autres motifs essentiels qui lui sont particuliers », avait donné sa démission et l'on avait prié le synode de choisir un pasteur capable, vu l'importance de l'Église de Castres placée dans une ville épiscopale. » Nazon et Bonifas, par leur sagesse et leur capacité, administrèrent supérieurement leur troupeau, vu la difficulté des temps.

Du reste, on leur rendait justice ; c'est ainsi que, le 1^{er} mai 1788, Bonifas fut honoré de nouveau de la présidence du synode provincial du haut Languedoc. Cette assemblée eut à traiter une importante affaire, à réglementer l'application de l'édit de tolérance qui, pour la première fois, assure aux protestants l'état civil... les droits à l'existence. Le synode consacra vingt articles à ce sujet ; et la prudence qu'il met à éviter les pièges et les erreurs possibles, dans une situation si délicate, révèle à quel point les esprits étaient émus et préoccupés. Le 20^e article porte en propres termes : « Le nouvel édit suppose notre culte sans en parler ; attendre et être prudent jusqu'à ce qu'on sache ce qui est permis. » Dans ces graves conjonctures, la commission ecclésiastique de la province est composée de Bonifas, Nazon et Lasource.

Le moment approchait où les États généraux allaient siéger (5 mai 1789) et où la Constituante devait abolir les privilèges iniques, les séculaires abus ; il passait dans l'air un souffle nouveau, et la Bastille du fanatisme, plus encore que la Bastille de pierre, menaçait ruine. Aussi, les protestants — opprimés de deux siècles, — commencent-ils à respirer à l'aise et Bonifas, Lasource, Nazon, à leur tête, escomptent l'avenir bien

qu'avec une prudente modération. — Plus que jamais la question du lieu de culte agite les esprits qui, reprenant courage, s'enhardissent à mesure que les autorités se relâchent de leur rigueur et qu'une ère nouvelle d'affranchissement promet avec la sécurité, — la justice, l'égalité, la liberté, biens suprêmes depuis si longtemps rêvés et qu'on semblait enfin tenir. Le consistoire de Castres, délibérant qu'il n'y a plus de danger à prendre « un local au faubourg » et qu'il est « convenable de se mettre *dedans* », désigne une commission pour s'occuper de cet objet. Grand débat : les uns voulant le local sur la rive droite, de l'Agoût à la Portanelle (avenue de Roquecourbe), et les autres sur la rive gauche, à l'Esplanade de Villegoudou. Pour tout concilier, Bonifas propose de demander aux contribuables de la rive droite si, ne trouvant pas de local de ce côté, il conviendrait ou de bâtir, ou de continuer de s'assembler à Bouffard¹, ou de prendre « l'appartement de l'esplanade de Villegoudou ». Cette proposition agréée, MM. Bonifas et Lucadou sont chargés de recueillir les suffrages. Dans sa séance du 1^{er} janvier 1790, le Consistoire dépouille ces suffrages qui, à une grande majorité, se prononcent pour le local de l'esplanade de Villegoudou². Il est donc arrêté que c'est là qu'on célébrera provisoirement le culte. Ah ! comme, après une si longue privation, on comprend cette faim et cette soif de Dieu ! Avec quelle ardeur, on s'écriait alors à l'instar de David : « Un jour dans tes Parvis vaut mieux que mille ailleurs ! » Que les temps sont changés et quelle amère tristesse à la pensée que, si la persécution réveille et grandit la foi, la liberté semble l'endormir et la tuer ! Le lieu du culte choisi, un règlement sur sa célébration est rédigé dont quelques articles sont touchants par le respect extrême qu'ils témoignent et la piété

1. On se réunissait, pour le service divin, dans un champ du domaine de Bouffard appelé encore sur la matrice cadastrale : « le champ de l'assemblée » ; et dans ce champ se trouvait un vieux pommier, disparu depuis peu, auquel on adossait la chaire portative.

2. Ancien Hôtel Azus, actuellement Banque Barbazat, communiquant avec l'esplanade du Mail par le jardin.

qu'ils révèlent. Cette séance de janvier 1790 est la dernière consignée au registre du consistoire de Castres. Bonifas l'inspire. Aucune autre séance n'a été tenue, car le registre consistorial ne contient plus que des feuilles blanches.

Est-ce à dire que le commencement de 1790 soit la date de la dissolution de l'Église de Castres et de sa dispersion sous l'influence des ardeurs politiques, de la guerre déchaînée contre le christianisme et que Bonifas suive alors le courant général? Non, pas encore; car, les traces de l'Église et de ses pasteurs, Bonifas et Nazon, se retrouvent dans un autre registre¹. A la date du 9 août 1791, paraît la signature de Bonifas au bas d'un procès-verbal où sont nommés quatre commissaires, pour pacifier un différend survenu à Roquecourbe entre le pasteur Lasource et quelques jeunes gens de sa paroisse; il assiste à la séance de la commission où Mingaud, pasteur de Puy-Laurens, reçoit un congé pour cause de santé; et aussi à la séance de la commission ecclésiastique qui se déclare incompétente sur une pétition de deux anciens de l'Église d'Espérausses. Enfin, pour la dernière fois, il signe un certificat de consécration qui clot la première moitié du registre de la commission. Ce certificat porte la date du 23 mars 1793; donc, alors, Bonifas exerçait encore ses fonctions de pasteur à Castres.

Mais, dès ce jour, il s'éclipse et, en même temps, s'ouvre une large lacune au registre dont les procès-verbaux ne recommencent que le 17 messidor an IV (5 juillet 1796²).

D'autre part, bien avant le 23 mars 1793, le mouvement révolutionnaire l'avait saisi comme tant d'autres. Son nom se lit dans les procès-verbaux politiques; sans avoir encore de fonctions officielles dans la cité, ses lettres à Lasource attestent

1. Délibérations de la Commission ecclésiastique de la Province, 23 mai 1788 au 12 prairial an VI (31 mai 1798).

2. Pourtant, c'est le 10 décembre 1792 que sa dernière signature est inscrite au *Registre* protestant des baptêmes, mariages et décès (archives de l'Hôtel de ville de Castres). — alors que, pour la première fois, elle y figure le 31 mai 1768.

que du premier jour l'esprit nouveau s'était emparé de lui. Du reste, nous pouvons préciser : c'est le 15 novembre 1791¹ qui forme la date exacte de son entrée sur la scène politique. Il est alors nommé à titre de *notable* avec son collègue Grébessac² membre du conseil général de la commune de Castres. Ce conseil se composait de treize officiers municipaux, de vingt-quatre notables, du procureur et du substitut de la commune. La commune était divisée en quatre sections : des Jacobins, des Cordeliers, des Capucins, de la Trinité; chaque section votait à part et, dans chacune, Bonifas et Grébessac obtinrent une forte majorité. Nazon, leur collègue, ne leur fut adjoint que postérieurement; en sorte que leurs trois paragraphes, largement tracés, se lisent dans une quantité de procès-verbaux du conseil général.

Que se passa-t-il au début de cette crise, de cette évolution de Bonifas? Question intéressante à résoudre. Intéressante pour lui, la question l'est aussi à un point de vue général, vu le grand nombre d'ecclésiastiques protestants et catholiques qui, à cette époque d'affolement, rompirent avec leur ministère de paix pour les ardents combats de la politique; ce qui aurait pu nous permettre d'écrire en sous-titre, non pas : Un ministre chrétien, mais : Le ministre chrétien sous la Terreur.

Est-ce brusquement que Bonifas abandonna son Église de Castres, ou s'en détacha-t-il peu à peu, remplissant en même temps les doubles devoirs de pasteur et de membre du conseil général? Les dates confirment cette dernière supposition :

1. Procès verbaux du Conseil général de la commune de Castres, trois registres in-folio.

2. Depuis longtemps déjà, Grébessac s'était jeté dans la politique puisque, dès le 12 décembre 1790, il est mentionné comme secrétaire du comité révolutionnaire de Castres. Voir *Registre* des séances du comité révolutionnaire de Castres au II et III, du 3^e jour des Sans-Culottides (a) de l'an II de la Républ. anc. et indivisible jusqu'au 25 septembre 1793 — 190 feuillets. — Archives départementales d'Albi. — *Registre*, id., id., du 3 octobre 1793 au 1^{er} novembre 1793, Bonifas — Laroque, secrétaire.

a) Les sans-culottides étaient les cinq jours complémentaires qui terminaient l'année républicaine (les cinq jours précédant le 22 septembre et qui furent supprimés l'an III).

car, nommé au conseil général de la commune le 15 novembre 1791, il figure encore au *Registre* de la commission ecclésiastique de la province pendant près d'un an et demi, jusqu'au 23 mars 1793. Et quant au moment précis où Bonifas quitte définitivement son poste de pasteur, nous le connaissons avec certitude, grâce à une pièce rarissime, unique sans doute et extrêmement curieuse qui nous a été soumise par M. Ch. Pradel, bibliophile connu doublé d'un érudit, et qui a édité Gaches, Borrel, Faurin, Coras; c'est une plaquette de Bonifas intitulée : « *Le citoyen Bonifas-Laroque aux amis de la vérité* » où il est dit que, le 28 novembre 1793, devant l'administration départementale, il déclara « quitter sa place de pasteur de Castres, après 23 ans de ministère ». Il donna sa démission comme tant d'autres la donnent de nos jours, cédant au vent du siècle. Sans jeter la pierre, nul n'étant juge des cœurs, n'est-il pas permis de le déplorer? Et il s'attela au char révolutionnaire, triste coïncidence, le jour même de l'exécution de Barnave et de Duport-Dutertre, l'ancien ministre de la justice.

Une fois dans l'engrenage politique, il apporta au service de la commune et de la patrie la capacité et le zèle dont il avait toujours fait preuve au service de Jésus-Christ; tous les procès-verbaux du conseil général l'attestent jusqu'au 23 nivôse an III (12 janvier 1795). Alors, de même qu'il avait disparu du registre de la commission ecclésiastique, il disparaît du registre de la commune.

Et, après être sorti de la politique comme il était sorti de l'Église, après dix-huit mois de retraite, d'amertume de toute sorte et de douloureux tiraillements avec ses anciens paroissiens, — il est réintégré dans ses fonctions de pasteur à Castres, le 5 juillet 1796; et de nouveau sa grosse signature s'étale dans tous les registres de l'Église; mais n'anticipons pas.

On le voit : sa carrière politique n'est pas longue ; du

1. 14 pages in-12, Castres, de l'imprimerie Gouzy et compagnie, près le département, an IV de la République, 1796.

15 novembre 1791 à janvier 1795; mais elle n'en est pas moins remplie et orageuse. Il suit régulièrement les séances du conseil général et participe à ses délibérations, à quelques-unes même des plus fâcheuses. La véridique et inexorable histoire, — tout en enregistrant les circonstances atténuantes, l'influence du voltairianisme qui relâche la foi et la frayeur de l'échafaud qui paralyse les âmes, — ne doit pas plus taire les égarements et les chutes que les vertus et les actions d'éclat : la flétrissure et l'apothéose ne forment-elles pas la sanction même de la justice éternelle et n'y va-t-il pas d'ailleurs de la moralité publique « de reprocher à Israël son forfait et à Jacob son iniquité? » Ne doit-on pas la vérité à tous, — aux morts comme aux vivants?

Bonifas abandonna donc momentanément son Maître, comme l'avaient abandonné saint Pierre et les apôtres, le jour de la crucifixion. A ce premier et grave manquement, vinrent s'en ajouter d'autres presque inévitables : fonctionnaire sous le régime de la Terreur, force lui est de se mettre à l'unisson d'un Jacobinisme qui ne connaît de lois que ses passions et de moyens de gouvernement que la prison et la guillotine. Le terrorisme affole les âmes et l'on ne peut s'expliquer que par cet affolement universel le concours de Bonifas à certaines mesures, alors que, sans cesse, il avait donné des preuves de sens, de justice et de modération. Certes, mieux eût valu mourir que faiblir; mais le couperet de l'échafaud, sous lequel chaque jour tombaient tant de têtes, frappait les âmes de stupeur, en sorte que les défaillances se comptaient nombreuses dans tous les rangs. Outre les trois pasteurs de Castres, Bonifas, Nazon et Crébessac, l'histoire mentionne plusieurs ecclésiastiques catholiques, parmi lesquels je relève dans les procès-verbaux du conseil général de la commune : Cabrié « ex-curé », Fournès « ci-devant curé de Carbes », Galon « ex-cordelier », Monjausse « ci-devant curé », Austry « ex-curé de Lautrec », Molinié « ex-curé de Puechauriol », le citoyen Barutel « ci-devant dominicain »,

etc., qui « après avoir abjuré leurs superstitions et leurs mensonges » (formule ordinaire d'abjuration) devant le conseil administratif du département, réclament et obtiennent du conseil général de la commune de Castres un certificat de *civisme*, qu'on n'accordait qu'aux purs, qui laissait vie sauve et liberté et permettait de toucher les pensions.

La politique générale autant que la politique locale préoccupaient vivement Bonifas ; l'activité de son esprit et son sens droit lui inspiraient des vues élevées, des jugements sûrs, relativement aux affaires de l'État et aux événements du jour ; il en écrivait au girondin Lasource, son ancien élève et collègue ; il l'excitait, le guidait, l'applaudissait ; et, fort heureusement, dans les papiers de Lasource saisis lors de son arrestation en juin 1793 et déposés aux Archives nationales¹, il s'est trouvé, avec des lettres de Jean Bon Saint-André et de Nazon, trois longues lettres de Bonifas-Laroque que nous avons fait textuellement copier et qui contiennent des renseignements précieux sur les préoccupations habituelles de Bonifas, ses rapports avec Lasource et la situation générale. Elles portent les dates du 1^{er} novembre 1791, 23 décembre 1791 et 22 février 1792. On y apprend qu'alors, comme à présent, on accablait les députés de sollicitations et que Bonifas lui-même, profitant de son amitié pour Lasource, ne s'en faisait faute pour autrui² ; — que la question religieuse et le serment civique formaient la pierre d'achoppement du nouveau régime ; — que, de bonne heure, Lasource et Bonifas firent partie du club Jacobin de Castres ; qu'ils se défendaient au début de toute tendance républicaine et qu'ils taxaient de calommie toute accusation à ce sujet ; — que, pourtant, le

1. F 7. 4 614 — n^o 524, 580, 536.

2. Il ne recule même pas devant le jeu de mot quand il lui écrit : « Le poste où vous êtes élevé vous rend *la Source* des grâces comme le centre de l'autorité ; voilà pourquoi on vous assaille toutes les fois que le Ministère a quelque place à distribuer. »

celui du roi opposé à certaines mesures de l'assemblée indignait Bonifas ; que Lasource, en arrivant à Paris, s'était affilié au club des Jacobins et en était même bientôt devenu le vice-président, ce dont se réjouissait Bonifas ; — que le discours de Lasource sur la guerre excita l'enthousiasme des patriotes castrais et le fit taxer d'exalté par les contre-révolutionnaires ; — enfin, que Bonifas, théologien, orateur, fin lettré, se faisait envoyer de Paris par Lasource des ouvrages importants qu'il ne trouvait pas en province. Bien d'autres détails, curieux pour l'histoire locale, ressortent de ces trois lettres. Mais elles révèlent surtout, par les vues et les conseils de Bonifas, l'importance du rôle politique qu'il jouait à Castres.

Aussi, le 26 décembre 1792, est-il réélu membre du conseil général ; il suit, comme toujours, très régulièrement les séances ; il assiste, entre autres, à celles où les farouches montagnards, Bô et Chabot, ex-capucin, font leur apparition, parlant en souverains, procédant avec arbitraire et répandant par leurs violences et leurs menaces l'effroi dans le pays, (23 mars 1793). Naturellement, Bonifas étant là et ne protestant point, a sa part de responsabilité dans les actes de ces deux despotes au petit pied, dans les sévices imposés à une partie de la population ; dans l'arrestation et l'incarcération des suspects, l'imposition arbitraire des riches, le désarmement de certains citoyens et les menaces contre ceux qui s'armaient de nouveau. Il est encore là quand Baudot, autre représentant du peuple, impose une taxe « *sur les riches et les égoïstes* », pour acheter des grains destinés au peuple et distribuer des cocardes tricolores aux femmes pauvres ; — là, quand Baudot reproche aux manufacturiers de ne pas proportionner les salaires aux profits et qu'il dit que, « *s'il le faut, la nation s'emparera de leurs fabriques et pourvoira ainsi elle-même à la classe industrielle qui peuple les ateliers* » ; — là, quand on inflige l'amende d'un assignat de cinq livres à tout membre du Conseil absent sans motif ; quand on interdit la sortie de la ville aux suspects et qu'on défend entre autres à Ligonier

d'aller passer huit jours à la campagne'...! Sa responsabilité me paraît même d'autant plus grande qu'il a une plus haute capacité et que sa conscience, aiguillée sur la fine pierre de l'Évangile, devait sentir plus vivement et parler plus puissamment. Hélas! pourquoi faut-il que souvent les circonstances soient plus fortes que les hommes et que ceux qui, par leurs principes, devraient leur commander soient leurs jouets et leurs esclaves? Disons comme excuse que le milieu était exceptionnellement troublé, menaçant et que la panique faisait sa proie des meilleurs.

Le rôle de Bonifas est actif, sinon ardent. En octobre 1793, il est nommé secrétaire du comité révolutionnaire de Castres; et on le suit de séance en séance au conseil général, mêlé à toutes les mesures de cette époque particulièrement tourmentée. Une députation de la *Société populaire* réclamant la destruction du drapeau rouge¹ et de tout ce qui rappelle l'ancien régime, le Conseil délibère que le drapeau rouge sera brûlé et que les citoyens seront avertis par proclamation d'avoir à détruire au dehors et *au dedans* de leurs maisons, tableaux, armoiries et tous autres signes caractéristiques de la royauté et de l'ancienne féodalité « à peine de confiscation desdites maisons »; théorie de la liberté par le despotisme, vieille arme des révolutions passées, et que bien des gens n'ont pas encore reléguée au musée des Antiques.

Peu de jours après, sur réquisition de la commune, il est

1. Procès-verbaux du Conseil général de la commune de Castres.

2. Le drapeau rouge était le drapeau national, de Henri I^{er} à Charles VII, connu sous le nom d'*oriflamme*. Sous Charles VII, la bannière fleurdelisée, appelée par par Froissard *Bannière souveraine du Roy*, remplaça l'oriflamme. Le 13 juillet 1789, sur la proposition de Lafayette, le drapeau blanc fut à son tour remplacé par le drapeau tricolore, dont la couleur blanche symbolisait la royauté, la rouge et la bleue, le tiers état de Paris.

Quant au drapeau rouge, en vertu d'une loi martiale de la Constituante de 1789, on le déployait pour signifier aux attroupements de se dissiper, faute de quoi on recourait à la force.

Pourquoi la *Société populaire* réclame-t-elle la destruction du drapeau rouge? Probablement, pour qu'en cas d'insurrection il ne fût pas déployé contre elle.

— Note due à l'érudit et obligeant M. Bélisaire Thailhades.

décidé que le mot *tu* remplacera désormais le mot *vous* dans les séances du conseil. Ce n'est pas tout; on convient encore que les clubs se tiendront dans les Églises, « le clergé étant suspect pour son esprit contre-révolutionnaire ». Par un fréquent retour des choses d'ici-bas, de persécuteur contre les réformés le clergé devient persécuté, l'objet de la violente haine jacobine. Lors de l'émigration ou de la réclusion des prêtres, le culte catholique fut suspendu; le 17 novembre 1793 il fut officiellement supprimé pour faire place aux *fêtes decadiques* qui se célébrèrent dans les églises, — les temples ayant été depuis longtemps démolis par la tyrannie des rois et le fanatisme des prêtres. Et comme jadis plus de huit cents pasteurs avaient été proscrits, pendus ou brûlés, — trente prêtres du pays castrais furent déportés dans les colonies. — Ceux qui font la loi à leur tour la subissent; l'histoire et la moralité le commandent, bien que, dans l'espèce, la proscription des prêtres fût inique. Bonifas est nommé administrateur des hospices de Castres; — puis il assiste à la séance où le procureur propose le choix de deux membres du conseil pour dresser la liste des prêtres sujets à la déportation.

C'est le 1^{er} décembre 1793 qu'il est installé dans ses fonctions de juge au tribunal du district. Le conseil général, recevant sur son bureau l'*extrait* du registre des délibérations du comité révolutionnaire qui porte élection « des citoyens Larroque-Bonifas et Daubian pour remplir provisoirement les fonctions de juges au tribunal du district¹ », se transporte au lieu des séances du tribunal et procède à l'installation des deux juges, après la prestation du serment exigé par la loi.

Cette promotion au titre de juge, qui ne l'empêche pas d'assister aux séances du conseil général, fit époque dans sa vie et lui attira les plus haineuses accusations, les plus amères douleurs².

1. Aux Jacobins.

2. La loi du 1799 établit une justice de paix pour chaque tribunal civil par

Ces fonctions de juge, il les exerçait encore le 27 nivôse an III (17 janvier 1795), ainsi qu'il résulte d'une note égarée à la fin d'un registre de baptêmes¹, portant la mention qu'au 17 janvier 1795, le tribunal du district se compose « des citoyens Ricard, Guilhot, Bonifas et Martel, juges ». Nul doute que Bonifas fût bien classé dans l'orthodoxie jacobine : car, Paganel, représentant du peuple en mission, ayant, le 8 pluviôse² 1794, rendu un arrêt qui portait épuration de la municipalité et du conseil général de la commune de Castres « pour inspirer confiance aux patriotes et glacer de terreur et d'effroi les ennemis de la Révolution », — les trois juges sont maintenus, comme purs, au conseil général.

Du reste, un fait confirme son renom de sûr patriote : c'est le certificat de civisme, dont on n'était pas prodigue, qu'il obtient, en même temps que plusieurs autres fonctionnaires non suspects³.

Bonifas assiste à la séance d'avril 1794 où est donnée lecture d'un *rapport* « pour la classification des ci-devant

arrondissement ou district, un tribunal criminel par département. En outre, le décret du 30 avril de la même année établit le jury pour les affaires du grand criminel; il lui soumet les questions de culpabilité et réserve aux magistrats d'appliquer la peine.

La Constitution de 1791 établit un juge d'accusation et un jury de jugement. L'acte d'accusation était rédigé par un juge appelé directeur du jury.

Nous lisons, en outre, dans *l'Histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes, des crimes commis pendant la Révolution*, par Prudhomme, I, p. 16 et 17, qu'il existait 148 villes, départements ou armées ayant des commissions populaires, révolutionnaires, militaires et tribunaux qui envoyaient à la mort révolutionnairement.

Au nombre des départements, le Tarn.

Au nombre des villes, Gaillac; c'est à ce tribunal que fut déférée l'instruction du procès sur les événements de l'an V, qui s'accomplirent à Castres. Toute cette organisation est utile à connaître pour l'appréciation des responsabilités dans l'exécution des prêtres castrais où, bien à tort, on a mêlé Bonifas. *Suum cuique*.

1. Registre des baptêmes, mariages et décès de l'église réformée de Castres, 1744-1792.

2. Et non le 18, comme dit Magloire-Nayral, *Chron. castraises*, IV, 494.

3. Décret du 30 juin 1793; il fallait, pour l'obtenir, trois jours d'affiche, l'avis de la section, la quittance de la contribution patriotique et de la contribution mobilière.

nobles ». Le conseil, « ayant entendu l'agent national, déclare les femmes ci-après nommées (au nombre de vingt) atteintes par l'arrêt du représentant du peuple Bô; mais, vu leurs grandes infirmités, il arrête qu'elles resteront en réclusion chez elles. » Notons, en passant, que le conseil général de Castres (le cas était peut-être même fréquent avec l'avilissement des consciences produit par le terrorisme) s'inclina devant tous les événements révolutionnaires, quelque contradictoires qu'ils fussent : devant l'apologie des massacres de septembre et puis devant la réprobation qu'ils soulevèrent, devant la révolution jacobine du 31 mai contre la gironde, et puis devant la chute de ceux qui l'accomplirent, le 9 thermidor.

Bonifas adhère à l'application de l'arrêt de Bô à « quinze ci-devant nobles » et, sur les injonctions de Bô, « il en traduit dix autres dans les maisons de réclusion ». Quatre jours après, cinq commissaires sont encore nommés pour dresser la liste « de tous les ci-devant nobles et de ceux qui en ont pris la qualité ».

Avec tout le conseil, le voilà donc solidaire de la plupart des mesures ordonnées par les quatre conventionnels en mission dans le Tarn et dans l'Aveyron : Bô, Chabot, Baudot et Paganel. Et c'est, sans doute, son titre d'ancien ministre d'un culte qui lui valut d'être désigné comme un des quatre commissaires du conseil général chargé avec les commissaires de la société populaire « d'organiser la fête de l'Éternel fixée au 20 prairial IV (10 juin 1794). Le conseil invite les commissaires à ne rien négliger pour que cette fête soit célébrée avec toute la pompe digne d'elle. »

Il était décrété que, le christianisme aboli, ses fêtes seraient remplacées par trente-six fêtes patriotiques, trois par mois, une par décade, — en l'honneur des sentiments « qui doivent animer le cœur de l'homme ». La première de ces fêtes était consacrée « au sentiment religieux, à « l'Être suprême, à l'Éternel », magnifiquement organisée par David, mais où les fleurs,

les salves d'artillerie, les danses, les jeux, les chants patriotiques autour de l'arbre de la liberté, avaient une plus grande part que « l'Éternel » et « le sentiment religieux » qui n'y figuraient que comme prétexte et pour la forme seulement. Fête d'hypocrisie et de profanation, dépourvue de toute religiosité malgré l'étiquette, et avec laquelle eussent été plus en harmonie ces journaliers sacrifices humains renouvelés des cannibales, ces hécatombes de guillotine, dont le sang et les cris montaient jusqu'au ciel. Il fut court ce règne de la « Raison », plus court encore que celui du terrorisme; comme on ne détruit que ce qu'on remplace et que le sentiment religieux est indestructible, il ne tarda pas à reprendre ses droits et toutes ces parodies scandaleuses de la religion rentrèrent dans leur néant. Mieux eût valu, après avoir inscrit « la liberté » au frontispice de la République, ne pas supprimer aussitôt la liberté des cultes : la logique y eût gagné et la République n'y eût rien perdu.

(*A suivre.*)

CAMILLE RABAUD.

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS PENDANT LA RÉVOLUTION

(1789-1802)

Nous avons vu¹ à la suite de quelles démarches les protestants réformés de Paris célébrèrent un culte public dans la salle de la rue Mondétour jusqu'au mois de février 1790, puis au musée fondé dans la rue Dauphine par Court de Gébelin. Retraçons maintenant les destinées de cette Église pendant la Révolution.

I

Les locaux primitivement choisis devinrent bientôt trop étroits pour contenir les fidèles qui se pressaient aux services célébrés par le pasteur Marron. Aussi, dès le commencement de l'année 1791, les

1. Consultez *Bulletin*, XXXVIII, p. 303.

membres de la communauté dirigés et appuyés par Rabaut-Saint-Étienne jetèrent les yeux sur un véritable monument, et, au mois de mai de cette année, prirent à bail, de l'administration des domaines, l'église Saint-Louis du Louvre.

Cette église¹ avait été construite, en 1740, sur l'ancien emplacement de l'église Saint-Thomas, qui s'était écroulée une année auparavant et avait enseveli sous ses ruines sept chanoines du chapitre Saint-Nicolas. L'orfèvre du roi, Thomas Germain, avait été chargé d'exécuter les dessins de cette coquette église Saint-Louis, dont l'inauguration solennelle avait eu lieu le 24 août 1744. Elle servit très peu de temps aux catholiques, fut confisquée aux premiers jours de la Révolution, et la communauté protestante en obtint la location, pour le prix de 16,450 livres² par année.

Aussitôt le pasteur Marron s'occupa de l'aménagement de cet édifice: sur le frontispice il fit tracer en grosses lettres ces deux inscriptions: « *L'an de Jésus-Christ 1791 et l'an II de la Liberté, Edifice consacré à un culte religieux par une Société particulière* », et plus bas: « *Paix et Liberté* ».

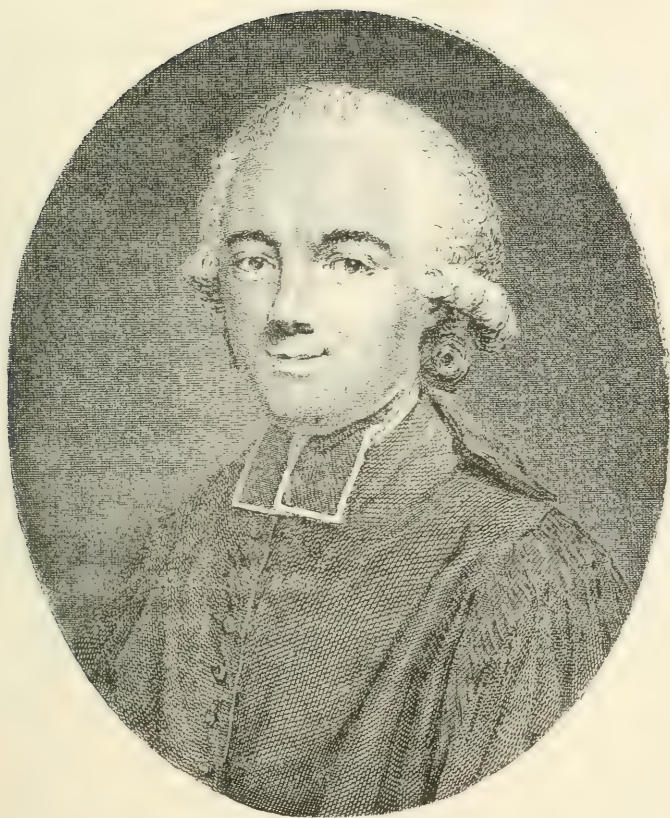
A l'intérieur, les deux chapelles des saints et des saintes avaient été enlevées et remplacées par deux plaques de marbre sur lesquelles étaient gravées la Déclaration des Droits de l'Homme et l'Oraison dominicale. La chaire de l'ancienne église ayant été transférée à Saint-Augustin, fut remplacée, avec l'autorisation de la Municipalité de Paris, par celle qui se trouvait au convent des Capucins de la rue Saint-Honoré³.

1. L'église Saint-Louis, construite avec beaucoup d'élégance, était située rue Saint-Thomas, au coin de la rue des Orties (elle occupait l'emplacement des constructions élevées entre le pavillon Mollien et le pavillon Denon); sa consécration eut lieu le 24 août 1744. Elle était composée d'une seule nef de 37 pieds 1/2 de largeur, sur 59 pieds de longueur; le chœur avait 30 pieds de largeur, sur 43 pieds 1/2 de profondeur. Nous donnerons la vue de son portail. — Consultez: *Architecture française*, par Jacques-François Blondel, t. III, p. 63; *Topographie historique du vieux Paris*, par Adolphe Berty, région du Louvre, t. I, p. 99.

2. Nous avons trouvé aux *Archives de l'Oratoire* un bail de l'église Saint-Louis consenti le 8 ventôse an III à Carlet, et, à la date du 14 ventôse an III, une rétrocession de ce bail à Verdier, membre du Consistoire de l'église réformée de Paris.

3. Récit du premier exercice du culte réformé à Paris en 1791, *Bulletin du protestantisme*, année 1886, p. 512.

4. Extrait des délibérations de la municipalité, 17 mai 1791. *Archives du temple de l'Oratoire*, carton 5.



PAUL-HENRI MARRON

(28 AVRIL 1754 — 30 JUILLET 1832)

D'après une gravure de 1786.

La dédicace du temple se fit solennellement le 22 mai 1791. Marron choisit un texte approprié aux circonstances : « *Soyez joyeux dans l'espérance, patients dans l'affliction, persévérants dans la prière.* » Il fit allusion à la mort récente de Mirabeau¹.

Puis se tournant vers le tombeau du cardinal Fleury, il s'écria : « Et ce mousolée, qui, sous les voûtes mêmes de ce temple, trappe mes regards, peut-il ne pas me transporter à cette époque, bien plus rapprochée de notre âge, où le dernier arrêt de proscription lancé contre les protestants devint pour les uns la déplorable occasion de tant d'émigrations nouvelles et pour les autres le signal d'un exil sans retour ?² »

Quelque temps après, les notables³ qui présidaient à l'administration de l'Eglise faisaient une demande au Corps municipal de la Ville et obtenaient qu'une délégation de douze membres assistât au service d'actions de grâces qui serait célébré au sujet de l'achèvement de la Constitution et de son acceptation par le Roi. Le 13 octobre 1791 avait lieu cette cérémonie touchante, en présence de Bailly, maire de Paris.

Le récit nous en a été conservé : « La foule était grande, il y avait beaucoup de calvinistes, encore plus de philosophes, curieux de jouir du premier acte de tolérantisme. » Marron prit pour texte : « *Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres.* » Dans la première partie de son sermon il constate que la vérité est un des besoins les plus impérieux de notre âme, et que tout ce qui se ment sur la terre aspire à la jouissance de la liberté. Il ajoute ensuite qu'il faut un frein à la multitude, frein qui ne doit se trouver ni dans le fanatisme, ni dans la servitude. Le progrès seul des lumières peut miner l'empire de la superstition et porter à la tyrannie un coup mortel. Il rappelle cette fatale époque où une loi oppressive, proscrivant la liberté religieuse, enrichissait, aux dépens de la France, toutes les nations voisines ; il aborde ensuite l'époque actuelle : « Ce qui caractérise la Révolution française, c'est qu'elle

1. Mirabeau était mort le samedi 2 avril 1791.

2. *Atteinte des Protestants pour 1809*, p. 255 et suivantes ; allusion à l'édit de 1724.

3. Parmi ces notables, notons les noms suivants : Ourry, Joussaud, Perreaux, Verdier, Le Noir, père, Fabre, Viattel, Van Hoorn, Rambaaut, Lehne, Bégard, Doucet, Mouquin, Empeytas, Dumas, Lemaistre, Dangirard, Tassin, etc.

est tout entière l'ouvrage de la raison... Elle ne nous a point fait changer de maître : elle nous a rendu libres ». Faisant l'éloge de l'Assemblée Nationale, il constate les bienfaits qu'elle a répandus sur vingt-quatre millions d'hommes ; abolissant toutes les servitudes religieuses et féodales, proclamant la parfaite égalité de tous les citoyens devant la loi, les admettant à tous les grades, à tous les honneurs, à tous les emplois. Il flétrit les désordres de l'anarchie qui ont souillé le passage de l'oppression à la liberté, et, plein d'une généreuse illusion, il affirme « que, désormais, la Révolution est finie, puisque nous sommes sous l'empire de la Constitution ». Il termine en souhaitant que l'amour de la patrie rallie toutes les classes de citoyens et que l'intérêt commun rende *inséparables* tous les Français¹.

Ces paroles émurent l'assemblée : elles eurent, nous dit un des assistants « le secret d'arracher des pleurs à tout l'auditoire ». Le service se termina par le chant d'un cantique, composé pour la circonstance par la réunion de passages puisés dans nos grands poètes : la musique avait été composée par Gossec et Mereaux.

Les protestants étaient désormais mis solennellement au même rang que les catholiques, les services furent célébrés avec beaucoup de régularité, et, pour venir en aide à Marron, le Conseil de l'Église songea à lui adjoindre, en qualité de vicaire, un pasteur de Genève, Jean Lazare de La Planche. Celui-ci accepta les offres qui lui étaient faites. « Ce n'est pas sans une véritable appréhension (répondit-il, le 5 décembre 1791) que je pense aux succès qui m'attendent à Paris. Lorsque je compare mes forces avec l'idée que je me fais d'une pareille place remplie dignement, je suis effrayé?... Que ne sont-elles, ces forces, égales seulement à mon zèle! — Je fonde mes plus fortes espérances sur le secours de Dieu qui m'appelle à concourir avec vous à son œuvre. Quand il aura vu mes intentions, le désir ardent que j'ai de faire le bien, j'espère aussi qu'il bénira mes travaux, qu'il suppléera par sa grâce à ma faiblesse² ».

De La Planche fut installé le 4 mars 1791³. Son ministère ne fut

1. *Discours prononcé au service extraordinaire célébré par les protestants de Paris à l'occasion de l'achèvement de la Constitution*, le jeudi 13 octobre 1791, par Paul-Henri Marron. — Bibliothèque du Protestantisme, 7444.

2. *Lettre de Genève*, collection Coquerel, manuscrits, t. XXVI, p. 220.

3. *Registre des délibérations du Consistoire des Protestants de Paris commencé le 16 décembre 1791* (Archives du temple de l'Oratoire, registre I).

pas de longue durée; il s'occupa de politique plus que de religion, resta en correspondance suivie avec le parti avancé, et, après son élection à la Convention de Genève, il quitta Paris le 27 février 1793¹, laissant à son collègue tout le fardeau de la paroisse.

II

Marron continua à célébrer le culte. Aussi devint-il bientôt suspect aux Jacobins, qui avaient juré de détruire le christianisme, déclarant une guerre acharnée non seulement aux prêtres, mais à toute religion. Le 21 septembre 1793, le pasteur fut arrêté dans son domicile; « vingt fusiliers l'enlevèrent de son lit, à cinq heures du matin » et le conduisirent à la maison d'arrêt de la mairie de la section Lepelletier.

A cette nouvelle, le conseil de l'Église est en émoi; il s'assemble, adresse une pétition à la Commune et demande la liberté du conducteur de ce petit troupeau.

Le citoyen Marron, petit-fils de réfugiés français, persécuté d'abord au fond de la Hollande par le despote et la faction stathoudérienne, nous donne l'exemple d'un homme libre plusieurs années avant la Révolution... Il a toujours été un des plus fermes appuis de la Liberté et de l'Égalité; ses prédications furent à la hauteur de la Révolution, il a célébré cette mémorable journée du 10 août, comme consacrant à jamais la liberté de la République française² ».

De telles protestations ne suffisent pas aux membres de la municipalité. Ils s'adressent au comité de surveillance de la section Brutus; celui-ci reconnaît que « le citoyen Marron jouit de l'estime des protestants qui habitent Paris: les motifs de suspicion élevés contre lui sont fondés sur quelques opinions politiques émises dans nos assemblées générales, et qui, à cause de sa réputation d'homme de mérite, renforçaient le parti antipopulaire, mais il y a en sa faveur qu'il n'a point été meneur »³.

1. *Registre des délibérations du Consistoire des Protestants de Paris, commencé le 16 décembre 1791* (Archives du temple de l'Oratoire, registre 1).

2. Paul-Henri Marron à la citoyenne Hélène-Maria Williams, p. 5. Brochure in-8.

3. Archives nationales, F⁷, 4622.

4. Lettre du comité de surveillance de la section Brutus aux citoyens administrateurs du département de la police, datée du 27 septembre 1793. Archives nationales, F⁷, 4771.

Ainsi, Marron était arrêté pour délit d'opinion; aucun grief n'était formulé contre lui; il s'était montré partisan de la République, mais les énergumènes de la Commune, ne le trouvant pas assez démagogue, le faisaient mettre sous les verrous. La démarche des protestants réussit pourtant; le prisonnier fut mis en liberté, et de la prison se rendit aussitôt à l'assemblée du Consistoire. « A son entrée, toute l'Assemblée a témoigné la plus vive satisfaction, et chaque membre, plein de joie de revoir son ami, s'est épanché dans son sein¹ ».

III

A partir de ce moment, Marron redoute une nouvelle arrestation. Il préside toujours aux cérémonies du culte, distribue des secours aux indigents, console les fidèles; mais, dans l'espoir d'éloigner les fureurs jacobines, il fait des concessions et se montre trop disposé à obéir à l'esprit du jour. Le conseil de l'Église décide, en premier lieu, qu'à compter du 21 octobre 1793 le culte religieux sera célébré le *décadi*: on conservera pourtant un exercice de piété le dimanche. Prier un dimanche peut devenir un crime digne de l'échafaud; aussi quelques jours après, « sur la demande motivée du citoyen Marron, le consistoire arrête de restreindre cette solennité aux seuls jours de *décadi*² ».

Un peu plus tard, Marron, imitant l'évêque Gobel, proposait à son Consistoire d'offrir à la municipalité les quatre coupes d'argent qui servaient à la communion; cette motion fut adoptée³, et le 13 novembre ce pasteur vint déposer les vases sacrés sur le bureau de

1. Séance du Consistoire du 28 septembre 1793, sept heures du soir. *Registre des délibérations*, Archives du temple de l'Oratoire.

2. Séance du Consistoire du 12 brumaire an II (2 novembre 1793). *Registre du Consistoire*, I, Archives du temple de l'Oratoire.

3. La délibération du Consistoire est ainsi conçue : « Attendu le besoin de la République, l'appel fait aux différents cultes par les autorités constituées, des exemples respectables, le Consistoire arrête qu'il ira déposer demain en offrande patriotique sur le bureau de la Commune les quatre coupes ou calices, seules pièces d'argenterie employées dans notre culte. Le citoyen Marron propose d'accompagner cette remise d'un discours que le Consistoire agréé. » Séance du 22 brumaire an II (14 novembre 1793). Les pages du registre du Consistoire sur lesquelles étaient transcrites cette délibération et la copie du discours de Marron ont été déchirées. Elles n'ont pas été détruites et se trouvent aujourd'hui dans la collection Coquerel. Manuscrits, t. XXVI, p. 225 et suivantes.

la Commune sacrilège et athée. Il accompagna cette patriotique offrande d'un long et emphatique discours :

CITOYENS MAGISTRATS DU PEUPLE,

Je vous apporte, au nom de l'Assemblée administrative de l'Établissement religieux des Protestants de Paris, les seules pièces d'argenterie qui servent à ce culte, auquel ordinairement le Préjugé, quelquefois aussi la Raison, reprochaient une nudité extrême. Tous les rangs confondus buvaient dans ces coupes, l'Égalité, la Fraternité, compagnes inséparables de la Liberté. Système respectable, qu'enfin le jour de la Raison, trop longtemps éclipsé par les nuages de la Superstition et du Fanatisme, revêt de la plus brillante splendeur ! Mon ministère a eu constamment pour objet de le propager, et je ne crains, dans cette assertion, ni un démenti de ceux qui me connaissent, ni un démenti de ma conscience. Celle-ci est la même aujourd'hui qu'elle était hier, qu'elle sera demain. Ennemi déclaré de toute oppression politique et religieuse, j'ai mérité en Hollande une disgrâce honorable de son gouvernement despotique.

Dans ma patrie adoptive, dans cette France dont la persécution scandaleuse avait banni mes ancêtres, jamais le sort de personne ne fut plus étroitement lié à la Révolution que le mien. Comment aurais-je pu ne pas l'aimer ? Comment cesserais-je de m'y affectionner avec la plus loyale tendresse ? Je n'ai point de Lettres de Prêtrise à sacrifier sur l'autel de la Vérité. Je n'en recus jamais. On ne connaît pas dans ma terre natale ces absurdes diplômes. Mais recevez, citoyens, mon serment inviolable de concourir avec un zèle jaloux de ne pas rester au-dessous du vôtre, à étendre le règne de la Raison, à asseoir sur des lois inébranlables l'auguste empire de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité. Haine à tous ces échafaudages de mensonges et de puérilités, que l'ignorance et la mauvaise foi ont décoré du nom fastueux de *Théologie* ! Hommage au bon sens, à la vertu, aux éternels et immortels principes de l'Évidence et de la Morale ! Vive la République !¹

Le président de la Commune accueillit avec un sourire cette sorte d'apostasie : il éprouva une satisfaction qu'il ne chercha pas à dissimuler, en voyant ce ministre de l'Évangile parler avec un semblable dédain de la théologie, et lui répondit :

Sous le règne de la Philosophie, les préjugés disparaissent, la vérité luit, et, par un ascendant irrésistible, les hommes s'empressent d'abjurer

1. Feuilles détachées du registre du Consistoire. Collection Coquerel. Manuscrits t. XXVI, p. 225 et suivantes.

leur erreur. Si une religion pouvait être conservée, ce serait celle où tous les citoyens buvaient dans la même coupe; mais la raison domine, et le peuple repousse loin de lui tout ce qui tient à la superstition, tout ce qui peut obscurcir son génie. Qu'à l'avenir les hommes n'aient plus d'autre culte que celui de la Liberté, de l'Égalité; que la saine morale prenne la place du fanatisme; que la chaire du mensonge devienne la chaire de la vérité, et alors nous serons vraiment libres et dignes de l'être ¹.

L'argenterie fut convertie en pièces de monnaie.

IV

Toutes ces faiblesses ne rendirent à Marron ni confiance, ni sécurité. Craignant de nouvelles vexations, il adressait au comité de surveillance de la section Brutus un long mémoire. Il démontrait que le décret du 27 germinal contre les nobles et les étrangers ne pouvait lui être applicable; « il n'est pas noble et se fait honneur de la plus honnête et de la plus irréprochable roture. » Il n'est pas étranger puisqu'il est petit-fils de Français expatriés pour cause de religion. Or, les descendants des religionnaires fugitifs qui reviennent en France et prêtent le serment civique sont par la Constitution assimilés aux Français. Il a prêté le serment civique le 1^{er} avril 1792. La loi suppose avec juste raison que, si les réfugiés ont été absents, ils l'ont été involontairement par suite d'une oppression manifeste. La Convention nationale, par un décret du 16 nivôse, n'a-t-elle pas déclaré que les fils de protestants obligés de quitter la France pour cause de religion, peuvent être députés? C'est ainsi que Johannot et Moïse Bayle, nés tous les deux à Genève, ont été élus. Il s'est adressé à Barrère pour régulariser sa situation; ce député lui a répondu: « Les représentants du peuple n'en finiraient jamais s'ils voulaient rassurer tous les peureux, et on n'est pas Français quand on a peur ²! »

Il ne fut sans doute donné aucune suite à cette démarche; en tout cas elle ne désarma pas les ennemis de la religion qui savaient bien que le discours prononcé par Marron à la Commune ne reflétait ni ses opinions réelles, ni ses croyances religieuses. Dès le 28 mai

1. Séance de la Commune du 23 brumaire an II (13 novembre 1793).

2. Archives nationales. F⁷ 4774.

1794 un nommé Taschereau envoyait au Comité de sûreté générale cette dénonciation :

Il y a cinq ou six jours que Marron, ministre protestant attaché à l'église de Saint-Thomas-du-Louvre, a marié la fille du citoyen Bernard, tenant l'hôtel d'Angleterre, rue Montmartre, après avoir rempli à la municipalité les formes prescrites par la loi. Si les principes de ce prédicant ne m'étaient point connus, je ne tirerais point de conséquences de cette cérémonie ; mais dans Marron il ne peut y avoir que des intentions contre-révolutionnaires, et surtout celle de fanatiser des esprits faibles. On m'a observé d'ailleurs qu'il était presque de toutes les parties du banquier hollandais complice d'Hébert. Je sais aussi qu'il fut un des entrepreneurs de la salle que les Feuillants faisaient bâtir, rue Honoré, en 1791, et que toujours il a été Feuillant. Au reste l'affaire du mariage m'a été rapportée, en présence du républicain Nicolas, par le frère de Bernard lui-même, que je crois tous deux patriotes, surtout celui qui m'a parlé en m'assurant en même temps que ce Marron n'a jamais été patriote ¹.

La plainte de ce vil dénonciateur fut écoutée. Le Comité de sûreté générale, rangeant parmi les suspects ceux qui faisaient intervenir la religion dans un acte quelconque de la vie, donna l'ordre de mettre en arrestation « le citoyen Marron, habitant rue Roch, n° 9 ». Le lendemain les policiers se rendaient dans l'appartement du pasteur ; il répondit qu'il était prêt à obéir. Les scellés furent apposés sur ses papiers, sur sa bibliothèque, sur sa belle collection de gravures, et il fut conduit à l'hôtel Talaru, transformé en prison.

Cet hôtel était situé rue Richelieu, à côté de la Bibliothèque nationale. Son propriétaire, Talaru, ancien premier grand maître d'hôtel de la reine Marie-Antoinette, avait loué cet immeuble à un restaurateur qui avait projeté d'y établir une maison garnie. Le régime de la Terreur éloignant les étrangers de la capitale, l'hôtel fut sous-loué au Comité révolutionnaire de la section Lepelletier et transformé en maison d'arrêt.

1. Dénonciation datée de Paris, 9 prairial an II (28 mai 1794) — citée Taschereau. Archives nationales, F⁷, 3622.

2. Ordre d'arrestation du comité de sûreté générale du 18 prairial an II (6 juin 1794), signé : Vadier, Ruhl, Lavoisier, Louis du Bas-Ain. Archives nationales, F⁷, 3622.

Cette seconde détention fut plus longue que la première. Marron lui-même, dans une intéressante brochure dédiée à la citoyenne Hélène-Maria Williams, en raconte tous les incidents ¹. Il occupait avec huit autres prisonniers un grand salon du rez-de-chaussée, payait chaque jour quatre francs pour le loyer de sa place dans cette chambre. Les révolutionnaires avaient inventé une manière toute spéciale de s'enrichir aux dépens des aristocrates : ils prenaient à bail à vil prix des immeubles de grande valeur, les transformaient en maisons d'arrêt, et, par le tarif imposé aux détenus, amassaient des revenus considérables. Une seule pièce de l'hôtel Talaru rapportait 10,520 livres par année, tandis que l'hôtel tout entier était loué 7,000 livres. Ces amis de la liberté spéculaient ainsi sur l'emprisonnement de ceux qui ne pensaient pas comme eux.

Pendant les premiers jours, Marron n'eut pas trop à se plaindre du régime de la prison ; les communications entre les détenus étaient parfaitement libres : ils se visitaient, pouvaient même recevoir leur femme, leurs enfants, leurs amis, jouaient leur partie, ce qui faisait dire au pasteur : « La société était devenue pour moi le cap des Tempêtes, la maison d'arrêt a été le cap de Bonne-Espérance. »

Bientôt le régime devint plus sévère. les correspondances avec le dehors furent interdites, la distribution des journaux cessa ; on chercha alors à s'étourdir sur l'avenir « avec la musique, le jeu, avec quelques exercices du corps tels que le volant et le ballon, avec la bonne chère, les bouts-rimés et la lecture ». La situation devenait critique. et, pour échapper au jugement du Tribunal révolutionnaire, Marron adressa, le 29 juin 1794, au Comité de surveillance de la section Brutus, une longue pétition, qu'il intitule « son bilan politique et moral », et dans laquelle il s'écrie : « Haine aux tyrans ! La République une et indivisible ! la Liberté, l'Égalité, ou la Mort ! » ².

Quelques jours auparavant, les commissaires de la Commune avaient procédé à la levée des scellés apposés sur les papiers de Marron et dans la correspondance ils avaient découvert une lettre de

1. Paul-Henri Marron à la citoyenne Hélène-Marie Williams. Paris, an III de la République. In-8, 24 pages. Cette relation avait déjà paru dans le quatrième volume du *Tableau des prisons*. Bibliothèque du protestantisme. 1440.

2. Voyez cette pétition, aux documents, ci-après, page 388.

Catherine Théot¹. On connaît l'histoire de cette illuminée qui avait entrepris de fonder une religion nouvelle et réunissait ses disciples dans un réduit de la rue Contrescarpe; on sait les accusations lancées contre Robespierre qui songeait à devenir — affirmaient ses ennemis — le grand prêtre de cette nouvelle secte. Au milieu du déchaînement des passions, il était dangereux d'avoir entretenu une correspondance avec Catherine Théot. Sa lettre à Marron eût suffi pour envoyer celui-ci à l'échafaud. Il comprenait tout le péril de la situation, et disait fort spirituellement : « Lorsque tant d'innocents ont péri comme complices de l'Amiral, pourquoi ne périrais-je pas comme complice de Catherine Théot. »

Au commencement de thermidor, plusieurs prisonniers de l'hôtel Talaru furent envoyés à la mort. Parmi eux : Talaru, Bontin, ancien trésorier de la marine, Labourde, ancien valet de chambre de Louis XV. Le tour de Marron allait arriver, quand, le 9, il entendit crier dans la rue : « Demandez la grande arrestation de Catilina Robespierre et de ses complices. » C'était pour lui la délivrance : aussi, reprenant courage, il composa cette épitaphe :

Ci-git un monstre abreuvé de forfaits,
Tigre altéré de sang, tyran suant le crime :
Caligula, Néron, Phalaris, traits pour traits,
Le foudre hélas ! trop tard l'a plongé dans l'abîme.

Le lendemain, de nouvelles fournées de prisonniers entraient à l'hôtel Talaru. Cette fois, c'étaient des partisans de Robespierre qui étaient mis sous les verroux. M^{me} Chalabre faisait partie de ces détenus. Marron, qui la soupçonnait de l'avoir desservi auprès du tyran tombé, allait avoir une explication avec elle, quand il fut mis en liberté immédiate par arrêté du Comité de salut public¹.

(A suivre.)

ARMAND LODS.

¹ Procès-verbal de levée des scellés du 27 juin 1784. Archives nationales. F., 4774.

DOCUMENTS

ONZE LETTRES INÉDITES

DE

LOUISE DE COLIGNY

Les lettres de Louise de Coligny ont été récemment l'objet d'une publication intéressante dont les éléments, rassemblés par M. Marchegay ont été mis au jour avec beaucoup de soin par M. Marlet¹.

Dans son introduction, aussi bien que dans les notes qui accompagnent le texte, M. Marlet fait preuve d'une admiration profonde, j'allais dire passionnée, pour son héroïne. Il faut avouer qu'elle la mérite. Née à Châtillon le 28 septembre 1555, mariée à Teligny le 26 mai 1571, elle voit son frère et son mari massacrés à la Saint-Barthélemy. On ne sait pas comment elle put rejoindre en Savoie sa belle-mère Jacqueline d'Entremonts. Toujours est-il qu'à peine réfugiée auprès d'elle, il lui fallut la quitter pour passer à Genève et de là à Bâle, où nous la retrouvons en juin 1573. Elle rentra en France après l'édit de Beaulieu (mai 1576). Ce fut là que le Taciturne l'alla chercher pour en faire sa femme. Le mariage eut lieu à Anvers le 1^{er} avril 1583, et, le 13 janvier suivant, Louise de Coligny mit au monde, à Delft, Frédéric-Henry de Nassau. Quelques mois après, l'assassinat du stathouder la rendait veuve pour la seconde fois. A partir de ce moment, Louise de Coligny se consacra tout entière à l'éducation de son fils et à l'établissement des filles que Guillaume de Nassau avait eues de ses précédents mariages. Elle fit épouser l'une, Élisabeth, au duc de Bouillon; une autre, Charlotte-Brabantine, au duc de la Trémoille. Dès lors sa vie se partagea entre la Hollande, où la retenait sa tendresse pour son fils Frédéric-Henry, devenu le lieutenant de son frère consanguin, le stathouder Maurice, et la France où l'appelaient, avec de doux et tristes souvenirs, l'affection de ses belles-filles, en particulier de la duchesse de la Trémoille, et aussi

1. Voy. *Bull.* XXXVI (1887), p. 494.

l'estime de Henri IV et de tout le parti protestant. Elle y mourut le 9 novembre 1620.

Michelet a dit d'elle : « Elle était étonnamment la fille de l'Amiral. Elle en avait la sagesse et l'extraordinaire beauté de cœur ». Le dernier biographe de Louise de Coligny, M. Marlet, qui a pris ce jugement pour épigraphe de son étude, ne l'a cependant pas adopté complètement. Il a peut-être un peu trop insisté sur le côté austèrement triste et, si j'ose dire, stoïcien de cette âme féminine. À travers sa correspondance, il me semble l'entrevoir, moins abîmée dans la contemplation d'un passé tragique qu'attentive aux devoirs de l'heure présente, moins fille de Coligny et veuve du Taciturne que mère de Charlotte de la Trémoille et de Frédéric-Henry de Nassau. Elle y perd peut-être en sévérité d'attitude, mais elle y gagne je ne sais quelle grâce et quel charme attendri et discret. Femme tendre et dévouée, mais douée d'un ferme bon sens, ayant en outre vécu dans un des temps les plus agités et les plus terribles de notre histoire, elle avait fini par gagner à sa douloureuse destinée cette mélancolique et résignée expérience, qui permet de se souvenir sans amertume des malheurs irréparables et laisse cependant intactes toutes les facultés de comprendre et d'aimer. Telle m'apparaît Louise de Coligny, moins héroïque peut-être, mais à coup sûr plus humaine. Beauté de cœur et sagesse, ce sont bien là ses deux qualités essentielles. Après la mort du Taciturne, la tristesse ne lui donne « aucun relâche ni loisir de penser à autre chose quelconque ». « Je n'ai jamais senti un si grand mal, écrit-elle... En tous lieux je porte mon affliction et la porterai toute ma vie, le changement de demeure ne pouvant y apporter de diminution ». Mais cette affliction ne lui enlève pas la perception nette des difficultés d'argent et d'affaires au milieu desquelles elle va avoir à se débattre ; elle s'y emploie courageusement, et c'est ainsi qu'elle trouve dans l'action, dans le devoir vaillamment accompli, sinon l'oubli, au moins l'apaisement de sa douleur. Elle n'avait d'ailleurs pour cela aucun dédain. Sans être *femme d'État*, comme elle le dit quelque part, ce n'était pas en vain qu'elle avait passé sa vie au milieu des politiques, et quand il fallait se mêler aux affaires, elle le faisait sans empressement, mais sans répugnance. A deux reprises même, quand elle s'employa à réconcilier Bouillon avec Henri IV, puis quand elle essaya de sauver Barneveldt, elle sut agir avec une netteté, une

décision et une vigueur singulières. Elle portait dans la politique un jugement sain, relevé au besoin d'une pointe d'ironie. « Ils sont un peu ambitieux et veulent que l'on fasse cas d'eux », dit-elle en parlant de ces « messieurs de Hollande qui sont la grosse cloche ». Elle y portait aussi une large indulgence, sachant bien que l'austérité puritaine n'était point de mise à la cour de Henri IV. C'est ainsi qu'elle écrit au duc de la Trémoille : « La belle Entrague m'a prié de vous mander qu'il n'y eût jamais prophète, si vous ne l'êtes. Au reste elle dit bien que si sa faveur vous peut apporter quelque service que vous en pouvez bien faire certain état. Elle se gouverne fort sagement. » Louise de Coligny se trouvait « en tous les festins où elle s'est trouvée avec le Roi ». En tout cela elle est bien de son temps et, disons-le, bien Française. Personne d'ailleurs n'a plus aimé la France qu'elle, et jamais son pays d'adoption ne la lui fit oublier. Elle suit les péripéties de nos dernières guerres religieuses avec une anxiété passionnée. « Je désire aussi, disait-elle, que ce que j'ai en France demeure en France, afin que mon fils se ressouvienne toujours qu'il a eu une mère française. » Quant à ce qu'elle était comme mère et comme grand-mère, c'est par ses lettres à Charlotte de la Trémoille qu'on pourra juger de sa tendresse affectueuse et prévoyante. Nous demandons au lecteur la permission de le renvoyer pour cela à la publication déjà citée de MM. Marchegay et Marlet.

Les lettres que nous publions ici sont extraites du fonds *Hollande* (Correspondance) des archives des Affaires étrangères. Elles sont de la main de Louise de Coligny dont nous avons respecté l'orthographe. Dans l'absence d'indications permettant de les dater d'une façon précise¹, nous avons conservé l'ordre dans lequel les donne le manuscrit, bien que cet ordre, qui a la prétention d'être chronologique, paraisse à certains égards arbitraire. Nous nous sommes contenté de signaler en note tous les éléments qui peuvent aider à établir, au moins approximativement, la date à laquelle elles ont été écrites.

LOUIS FARGES.

1. Ces lettres portent d'une écriture du XVII^e ou du XVIII^e siècle les dates de 1590 et 1591, mais elles sont évidemment antérieures. Nous pensons, sans pouvoir préciser, qu'il faut les reporter entre 1585 et 1588.

I

A MONSIEUR HOTMAN¹

Monsieur Hoteman², le sieur Junius³, presant porteur, m'a dit avoir charge de monsieur le Conte de Lestre de présenter à Messieurs des Estas⁴ les lettres que Son Excellence⁵ leur escrit en ma faveur et, outre cela, de leur dyre de bouche (de sa part) tout ce que je penseray qui pourra avancer quelque chose en mes affayres; et d'autant que j'entens que mondit sieur le Conte vous mande près de Son Excellence et que jusques icy vous avés pris tant de payne pour moy, je vous pry de vouloir encore joindre ceste oblygation aux précédentes d'instruire monsieur Junyus de l'estat auquel vous avés acheminé mesdites affayres et de ce qui vous semblera estre besoing qu'il leur dye de la part de Son Excellence. Je désire bien que vous preniés vostre chemin par icy en vous en alant en Angleterre, afin que moy mesme vous remerisie de bouche de la payne qu'avés prise pour moy. Je me recommande à vostre bonne grace et prie Dieu, monsieur Hoteman, vous avoïr en sa très sainte garde. — A Flessingue ce 30 de janvyer.

Vostre affectionnée et bien bonne amye.

LOUYSE DE COLLIGNY

Au dos : A MONSIEUR HOTEMAN, SEGRETAYRE DE MONSIEUR LE CONTE DE LESTRE.

II

A MONSIEUR HOTMAN⁶

Monsieur Hotman, j'ay à vous remercier de la bonne souvenance que vous avez de m'escire et advertyr de voz bonnes nouvelles et prier aussy de ne vous lasser à les continuer. J'ay esté très aïse d'entendre la démons-

1. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 198.

2. Jean Hotman, sieur de Villiers-Saint-Paul, né vers 1552, mort le 26 janvier 1636, fils de François Hotman (1524-1599), le célèbre publiciste, et de Claude Aubelin. Après avoir été secrétaire de Leicester, il fut conseiller du roi de Navarre et maître des requêtes ordinaires de son hôtel.

3. Jacobus Junius, secrétaire du comte Guillaume-Louis de Nassau. Cf. Marlet, t. 12.

4. Les Etats généraux des Provinces Unies.

5. Robert Dudley, comte de Leicester (1531-1588), qui avait été chargé par Élisabeth, dont il était le favori, de conduire en 1585 et 1587 des secours aux Pays-Bas insurgés.

6. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 199.

tration de la bonne amytyé faicte par madame de Riché¹ à l'endroit de madamoyselle d'Andelot² ma cousine, qui m'oblige avec elle envers ladicte dame de le reconnoistre et l'en remercier, comme j'espère faire bientôt en lui escrivant, et cependant je vous pryé luy en faire dès à présent les remerciemens, et l'asseurer de ma part que j'auray toujours son amytyé et bonne congnoissance aultant affectionnée et désirable que de personne que je pourroy reconnoistre m'en donner sujet, en quoi je vous pryé l'entretenyr et l'en asseurer fermement de ma part. Et sur ce, m'estant affectueusement recommandée à vous, je pryé Dieu.

Monsieur Hotman, vous donner en bonne santé longue vie. De Middelbourg ce XV^e avril.

Vostre affectionnée et bonne amye,

LOUYSE DE COLIGNY.

Encore que je n'aye ce bien de congnoistre mademoiselle vostre fame³ que par sa belle réputation, je ne laysse, et pour son mérite et pour vostre occasion, de désirer d'avoir part en sa bonne grâce et de l'assurer qu'elle me trouvera tousjours fort bonne amye.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN. —

III

A MONSIEUR HOTMAN⁴

Monsieur Hotman, hyer me feurent raportés les morceaux de lettre que je vous avois escrite il y a quelque quinze jours, et parce que par ycelle je faysois réponse à trois ou quatre des vostres, elle estoit longue et suis marrye qu'elle ait eu sy mauvyse fortune, mais encore aymay-je mieux qu'elle l'ait eue telle que si les Espagnols eussent passé leur temps de quelque chose qui feust venu de moy. Je ne me puis resouvenir de tout ce que je vous mandois, sinon que je scay bien qu'entre autre chose je vous recommandois, comme je fais encore, le soing du pauvre prisonnier⁵,

1. Il s'agit probablement ici d'Anne de Montmorency-Laval-Boisdauphin, qui avait épousé Georges de Créqui, seigneur de Riccy, et était par conséquent dame de Riccy. Louise de Coligny en parle à différentes reprises dans ses lettres publiées par MM. Marchegay et Marlet. Voir notamment dans leur volume les lettres CLIII, CLXVIII, CLXXXIX et CXCI.

2. Anne de Coligny, fille de François de Coligny, sieur d'Andelot, colonel général de l'infanterie française et frère cadet de l'Amiral, et de sa seconde femme Anne de Salm. Elle épousa Jacques Chabot, marquis de Mirebeau.

3. Jeanne de Saint-Martin, fille de René de Saint-Martin, sieur de Viévigne. On sait qu'à cette époque les bourgeois mariées conservaient l'appellation de *mademoiselle*.

4. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 200.

5. Nous verrons plus loin qu'il s'agit d'Odet de la Noue, sieur de Teligny, qui,

lequel je ramenois aussi à monsieur le Conte de Lestre par une lettre que je luy escriis. Il y a longtemps que je n'ay eu des vostres et vous prie m'en vouloir estre libéral. J'ay receu la copie que m'aviés envoyée de celle de monsieur de La Noue¹. Je croy qu'il ne sera point trompé en l'espérance qu'il a que mondit sieur Conte sera le moyen de la délivrance de son fils, si luy plaist de continuer à l'affectionner, comme il m'en a assurée et par sa bouche et par ses lettres escrites de vostre main. Je ne suis pas fâché d'Estat pour vous mander des nouvelles de cestuy-cy. Aussi que celuy qui vous porte ces lettres vous en discoura assés, seulement je vous dyray qu'en Hollande tout, à men opinion, s'en va rhabiller. Monsieur le Conte², mon beau-fils³, monsieur de Wilby⁴ et de Kilgré s'accordant fort bien et estant bien unys ensemble pour racommoder tous ces malentendus. Mesme je croy qu'hier et aujourd'huy se sera fait l'apointement de Médenblich⁵ en faveur et pour le respec de Sa Magesté, mais ceste (*sic*) pays nous tourmente toujours. Vous qui voyez le cours du monde pouvés bien juger ce qui s'en fera enfin, et fériés playsir à vos amys de les en avertir. J'ay esté et suis encore si troublée de la perte de ce prince de France⁶, tant pour celle du général que pour la mienne particulyère, (qui scais qu'entre celles qui luy apartenoyent il me faisoit cest honneur de m'aymer beaucoup) que voylà ce qu'un esprit affligé vous peust dyre et après m'estre recommandée à vostre bonne grâce, je priray Dieu, monsieur Hoteman, vous avoir en sa sainte garde.

A Middelbourg ce 18 d'avril.

Vostre affectionnée et bien bonne amye,

LOUYSE DE COLLIGNY.

(A suivre.)

Le prisonnier par les Espagnols le 26 décembre 1584, ne fut délivré qu'en 1594.

2. François de la Noue, dit *Bras-armé* (1531-1594), ainsi connu par ses écrits que par son courage militaire et son grand caractère. Olet de la Noue était son fils aîné.

3. Leicester.

4. Maurice de Nassau-Orange (1567-1625), fils du Taciturne, nommé dès la mort de son père président du Conseil d'État de l'Union.

5. Louise de Colligny désigne toujours ainsi Lord Willoughby, un des commandants des troupes anglaises sous Leicester, et qui eut après le départ de ce dernier le titre de « lieutenant-général pour Sa Majesté d'Angleterre es Pays-Bas. »

6. Machet et Marehegay. Lettre XVII, p. 25.

6. L'entrevue de Medenblich, en mars 1587, régle les pouvoirs de Leicester, de Nassau-Orange et des autres chefs. V. Arch. Aff. Etr., *Hollande*, t. IV, fol. 60.

7. Il ne peut s'agir ici que de Henri I^{er} de Bourbon, prince de Condé, mort à Saint-Jean d'Angely le 5 mars 1588, non sans des soupçons d'empoisonnement. Ce passage permet donc de donner pour cette lettre la date de l'année.

LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN 1689
PAR LE MARÉCHAL DE VAUBAN

ET SES EFFORTS RÉITÉRÉS
EN FAVEUR DES HUGUENOTS¹

Nous avons dit que le premier mémoire de Vauban, celui de 1689 (avec ses annexes), devait presque être classé parmi les documents encore *inédits*, n'ayant été tout d'abord connu que de Rulhière, en 1786, puis une seule fois imprimé (tant bien que mal), il y a près d'un demi-siècle, dans un recueil *militaire* où, malheureusement, les historiens ne se sont jamais avisés de l'aller quérir.

Cela est si vrai que Michelet, Michelet lui-même, l'a ignoré : chose surprenante de la part de ce génie investigateur, qui eût mis à si grand profit un tel document ! A peine y fait-il une toute petite allusion (de troisième main, *d'après Noailles* ! et qui par cela même se trouve faussée) : « Les *moindres* propositions d'un peu de « tolérance *hasardées* par Vauban, *agrement repoussées par les évêques* », dit-il (voir t. XIV, 1862, chap. XII, page 224). Voilà tout. Ce n'est certes pas ainsi que Michelet eût qualifié et apprécié les vigoureuses requêtes de Vauban, pour peu qu'il en eût eu le texte sous les yeux. Lacune étrange et très regrettable dans ce beau volume de son œuvre.

Quant à Henri Martin, il n'a pas non plus connu le texte en question. Il ne l'a, lui aussi, mentionné que de *seconde main*, le résumant d'ailleurs avec justesse, mais d'après les seuls *Éclaircissements* de Rulhière, qu'il cite. « Un homme, aussi grand par le cœur que par l'intelligence, Vauban, fit entendre au pouvoir la voix de la France, non pas celle de la France égarée un moment par les préjugés et l'esprit de système, mais la voix du génie éternel de la patrie. Il parla comme eût fait L'Hospital. Il demanda au plus redoutable agent du mal de réparer le mal. Il présenta à Louvois un Mémoire où il exposait les funestes conséquences politiques et morales qu'avait eues la Révocation et proposait hardiment la rétractation de tout ce qui s'était fait depuis 1680, le choix pour les Protestants qui avaient abjuré par contrainte, avec l'amnistie générale pour les fu-

3. Voir ci-dessus, pages 190, 243, 314.

gitifs : enfin la réhabilitation de tous les condamnés pour cause de religion. Vauban ne fut point exaucé et ne pouvait l'être... » Cela est correct, mais paraît bien tiède, quand on est en présence de l'original : on sent que l'écrivain n'a point trempé sa plume à la source, dans le document même. Il s'est contenté de ce que Rulhière avait analysé, avec une réserve commandée; or, Rulhière n'a connu ou, du moins, ne cite que le premier Mémoire. Cela n'était, certes, pas suffisant pour montrer avec quel *acharnement de patriotisme*, avec quelle soif de justice, Vauban sollicita itérativement l'autorité royale d'ouvrir enfin les yeux, de revenir à des sentiments humains; cela ne fait point ressortir toute la véhémence admirable avec laquelle il plaida la cause du droit et de la vérité¹.

Il va sans dire que les derniers biographes de Louvois et de Vauban, M. Camille Rousset (4 vol., 1861) et M. George Michel (1 vol. 1879), n'ont pu ignorer, eux, les documents originaux dont il s'agit. Le premier, Conservateur des Archives et Historiographe du ministère de la Guerre, était à la source. Le second a également eu recours à ce même Dépôt public. Mais ils n'ont guère fait que les indiquer, les citer *accessoirement*, sans y insister, sans les mettre en relief et en pleine valeur, comme l'eût voulu la nature de leur travail. On peut dire qu'ils ont à peine abordé ce côté de leur sujet et que (chose étrange) ils l'ont à peine effleuré en ce qui concerne Vauban.

Dans son *Histoire de Louvois*, au chapitre de la Révocation, M. Camille Rousset cite, en tout et pour tout, *trois* lignes du Mémoire de décembre 1689, uniquement pour montrer que Vauban admettait comme excellent le principe des conversions et le but de l'unité de culte, et que c'était seulement les moyens employés qu'il jugeait détestables. Il ne mentionne l'*Addition* de 1692 que pour en citer *deux* lignes, afin de prouver (assez contradictoirement), qu'aux yeux de Vauban la disparition totale des religionnaires serait nuisible à la religion catholique elle-même. Hors de là, pas un mot. Pas un

1. L. Gellion d'Anglar *Journal officiel*, 3 janvier 1871, et avant lui Eug. Daire *Collect. des Economistes*, de Guillaumin, 1840, n'ont également parlé du Mémoire et des démarches de Vauban que d'après le résumé et la courte citation de Rulhière.

seul sur les relations entre Louvois et Vauban, au sujet du Mémoire de 1689.

Quant à M. George Michel qui, écrivant une *Histoire de Vauban*, était sans doute tenu, plus encore que M. Rousset, de bien nous faire connaître cette partie de l'œuvre du maréchal, il n'en dit *absolument rien* dans le *texte* de son ouvrage. C'est seulement dans un *appendice* qu'il en parle avec quelque détail. Mais comment en parle-t-il ? Comment a-t-il étudié et compris la question ? Il importait de le bien examiner ici, et il en est résulté pour nous un grand mécompte et une bien fâcheuse constatation.

Sans indiquer la moindre autorité ni aucune source. M. G. Michel allègue, en termes positifs :

1° Que Vauban avait accueilli la nouvelle de la révocation avec stupeur ;

2° Qu'il en avait (*dès lors*) compris toute la malfaisante portée ;

3° Qu'il s'était confirmé dans son sentiment en visitant les provinces du Nord et de l'Ouest ;

4° Qu'il avait (*alors*) écrit à Louvois une *lettre* (?) dans laquelle il lui exposait les effets désastreux de la néfaste mesure, avant même qu'ils se fussent réalisés, puisque les premiers essais (?) de la révocation commençaient seulement, dit lui-même M. G. Michel, à se faire sentir. — C'est bien là un résumé, plus ou moins complet, en tout cas prématuré, du *Mémoire* de décembre 1689. Mais pourquoi M. G. Michel l'appelle-t-il une longue *lettre* ? Et pourquoi le place-t-il ainsi arbitrairement à la date antérieure de 1686 ou 1687 ? Pas un mot d'explication à cet égard.

5° Il allègue encore que, « dans un court séjour que Vauban fit à Bazoches en 1686, il mit la dernière main à son Mémoire et l'envoya à Louvois ». (Ici la lettre redevient bien un Mémoire.)

6° Il énonce enfin que Louvois fit un accueil brutal et outrageant à cet envoi, comme le prouve, suivant lui, une lettre de ce ministre à Vauban, en date du 13 octobre 1687, dont il cite un fragment. et qu'il affirme « se rapporter *évidemment* » audit envoi de Vauban.

Or, où est l'*évidence* ? Tout ce qui précède est-il *fondé* ? Il s'agissait de s'en assurer.

Si M. G. Michel avait pris le moindre souci des faits et des dates, il aurait vu aussitôt que le Mémoire analysé par lui, comme étant de

1686, était celui de 1689, et qu'une lettre d'octobre 1687 ne pouvait être une réponse à un envoi fait *deux ans plus tard*. En produisant et interprétant à sa guise, sans en donner aucune raison, cette réponse de Louvois (dont il ne nous a même pas marqué la provenance), il a commis de déplorables confusions là où il avait assumé charge spéciale de faire la lumière, en entreprenant une Histoire de Vauban. En outre, il semble n'avoir pas même aperçu la lettre de Louvois à Vauban, du 5 janvier 1690 (citée plus haut, p. 314), laquelle se rapporte *évidemment*, celle-là, à l'envoi du Mémoire de 1689.

Cette grave confusion, qui a été également commise par Lavallée (*Corresp. gén. de Mme de M.*, IV, 197), a embarrassé M. A. Gefroy et l'a induit en erreur (*Mme de M.* I, 293). Sans doute il a observé que le Mémoire de Vauban devait être *bien antérieur* à 1697, mais il a admis, comme *preuve* de cette antériorité, « la dure réponse de Louvois », du 13 octobre, qu'il cite même à tort comme étant « du 13 octobre 1686 » (au lieu de 1687)¹, ignorant qu'elle n'avait aucun rapport possible avec le Mémoire de 1689.

Nous avons voulu avoir le cœur net sur tout cela et sur le fait de cette singulière lettre de Louvois; nous avons voulu reconnaître bien décidément, en en cherchant la source (non indiquée par M. G. Michel), comment ladite lettre se comportait en réalité. Nous sommes donc allé fouiller aux Archives historiques de la Guerre. Nous y avons trouvé et déchiffré (au folio 71 du registre des minutes de Louvois (fin d'octobre 1687), cette dépêche que nous transcrivons textuellement (et pour la première fois *en son entier*, ce qui n'est jamais chose indifférente) :

A MONSIEUR DE VAUBAN.

A Fontainebleau le 13 octobre 1687.

« La multitude de papiers dont j'ay trouvé ma table chargée, lorsque j'ay pu recommencer à travailler, m'a empesché de lire, plus tost que depuis deux ou trois jours, vostre lettre du 28 du mois d'aoust dernier, avec le plan du dedans de Montroyal, et le Mémoire qui l'accompagnait. J'ay

1. Erreur que nous avons nous-même reproduite par mégarde, d'après M. Gefroy, dans notre note 2 de la page 243 ci-dessus; nous la rectifions ici.

fait voir au Roy le plan du dedans de Montroyal, que S. M. a fort approuvé. J'en fais faire deux copies : une, pour vous estre envoyée; l'autre pour demeurer parmy mes plans; et j'enverray aussitost après l'original au Montroyal, afin que l'on s'y conforme et que l'on fasse l'estimation des bastimens à faire l'année qui vient, sur le pied que vous l'avez réglé.

Quant au Mémoire qui l'accompagnoit, et que je vous renvoye avec ceste lettre afin que vous puissiez le supprimer, aussy bien que la minutte que vous en avez faite, je vous diray que si vous n'estiez pas plus habille en fortification que le contenu de vostre Mémoire donne lieu de croire que vous l'estes sur les matières dont il traite, vous ne seriez pas digne de servir le roy de Narsingue¹, qui, de son vivant, eut un ingénieur qui ne sçavoit lire ni écrire, ni dessiner. S'il m'estoit permis d'écrire sur une pareille matière, je vous ferois honte d'avoir pensé ce que vous avez mis par écrit, et comme je ne vous ay jamais vu vous tromper aussy lourdement qu'il paroist par ce Mémoire que vous l'avez fait, j'ay jugé que l'air de Bazoches vous avoit bouché l'esprit et qu'il estoit fort à propos de ne vous y guère laisser demeurer ».

Et dire que c'est cette dépêche, dont il ne cite que les douze dernières lignes seulement, qui a suffi (puisqu'on ne possède ni la lettre de Vauban à Louvois, du 28 août, ni le Mémoire dont il est question, lettre et Mémoire que Louvois lui renvoyait *pour être supprimés*) ; dire que c'est cette dépêche qui a servi à M. G. Michel pour motiver de sa part tous les *commentaires* plus ou moins fantaisistes, rapportés ci-dessus. Il les faut maintenant contrôler, ces commentaires, et les confronter avec ladite lettre. Les voici donc textuellement :

« La *nouvelle* de la révocation de l'Édit de Nantes avait été accueillie par
« Vauban avec une véritable stupeur. Il comprit que cette mesure impo-
« litique serait le signal de terribles déchirements intérieurs et d'intermi-
« nables complications extérieures. Bientôt il put se convaincre, en visitant
« les provinces du Nord et de l'Ouest, que le mal produit avait dépassé les
« plus sombres prévisions. Ému des calamités dont il était le témoin,
« n'écoutant que son patriotisme, il crut de son devoir de faire entendre la
« vérité au Roy et de l'éclairer sur les conséquences d'une mesure dont il
« n'avait peut-être pas calculé toute la portée, et sur laquelle d'ailleurs il
« était encore temps de revenir. Sous l'empire de cette préoccupation, Vau-

1. Narsingue, nom francisé de la ville de Narsingapatam, ou Narsingor, dans le golfe du Bengale, à l'extrémité de la côte de Coromandel, royaume de Golconde. Nous ignorons sur quoi repose la bizarre allusion faite ici par Louvois.
(C. R.)

« ban écrivit à Louvois une *longue lettre* dans laquelle il lui démontrait, « à l'aide de pièces authentiques, que la Révocation, dont les premiers « essais seulement commençaient à se faire sentir, avait porté un coup « désastreux à notre industrie, paralysé notre commerce, tari dans leur « sève les principales branches de notre richesse nationale, réveillés les « haines furieuses des guerres de religion et amoncelé sur les points de « l'horizon d'effroyables tempêtes. » M. G. Michel dit enfin que « dans « un court séjour qu'il fit à Bazoches en 1686, Vauban mit la dernière « main à son Mémoire et l'envoya à Louvois ».

« *Il n'est pas difficile* (ajoute-t-il) de concevoir de quelle façon l'impérieux ministre accueillit la courageuse protestation de son subordonné. La lettre suivante qu'il lui adresse de Fontainebleau le 13 octobre 1687, et dans laquelle il est question d'un mémoire, se rapporte évidemment à l'envoi de Vauban ».

Voilà pourtant comme trop souvent s'écrit l'histoire!.. Tout ce qu'on vient de lire a été paraphrasé *uniquement* d'après le passage de la dépêche de Louvois souligné plus haut. Ce n'est donc qu'un tissu de *conjectures*. Le sentiment qu'aurait éprouvé Vauban à la première nouvelle de l'édit de révocation; le Mémoire, y relatif, qu'il aurait dès lors commencé à rédiger, et auquel il aurait mis la dernière main en 1686 dans un court séjour à Bazoches; enfin l'accueil qu'aurait fait Louvois audit Mémoire; — tout cela, c'est pures *suppositions*, échafaudées par M. G. Michel sur le seul texte de la minute de Louvois et *sans ombre d'indice* que le Mémoire inconnu en question *fût même relatif à la Révocation de l'Édit de Nantes*. Car si nous savons pertinemment que le Mémoire envoyé par Vauban à Louvois en décembre 1689 concernait le rappel des Huguenots, c'est que nous le *possédons*, ce Mémoire-là. Mais que peut-on savoir, en l'état, de l'autre Mémoire désigné dans la lettre de Louvois du 13 octobre 1687, puisqu'il a disparu et que rien d'ailleurs, *absolument rien*, ne nous en révèle l'objet? Dira-t-on que la conjecture de M. G. Michel est dans les choses vraisemblables et possibles? Encore faudrait-il que le contexte du Mémoire *connu* de 1689 nous fournit à cet égard quelque présomption, quelque point d'attache, quelque probabilité, qui permit d'admettre un premier Mémoire, à la date de 1686. Mais non, rien de pareil; absolument rien qui autorise à croire à la version *brodée* à plaisir par M. G. Michel et qu'il ose nous donner pour certaine et *évidente*.

Une fois en si beau chemin, il s'écrie, après les douze lignes qu'il cite de la dépêche de Louvois : « En présence d'une fin de non-recevoir aussi brutale dans la forme que menaçante dans le fond, tout autre que Vauban eût reculé. Mais le sentiment du devoir et la notion du droit étaient si profondément enracinés dans son âme, qu'il n'hésita pas à s'adresser au principal auteur de la mesure funeste prise par Louis XIV. Il recopia son Mémoire et le fit parvenir à Mme de Maintenon (!). Cette communication ne devait pas, hélas! avoir plus de succès que la précédente (!). Comme Louvois, Madame de Maintenon resta sourde à la voix du patriotisme et du bon sens (!) ».

Jusque-là c'avait été invention fantaisiste. A présent, on le voit, c'est un comble d'anachronisme et d'absurdité ! M. G. Michel imagine que Vauban aurait recopié le précédent Mémoire de 1686 ou 1687 (qui n'est autre que celui de 1689) pour le faire parvenir à Mme de Maintenon (principal auteur [cela va de soi!] de la Révocation). Or, on sait que Mme de Maintenon n'a été consultée par le roi sur un Mémoire de ce genre que *vingt ans après*, — en 1697¹... Quel beau gâchis ! Et voilà ce que nous donne à constater une monographie sérieuse de Vauban, couronnée par l'Académie française ! En vérité, nous sommes profondément peiné d'avoir eu à relever dans un tel ouvrage de semblables bourdes, propres à enfanter et à perpétuer de nouvelles erreurs, tandis qu'on eût dû profiter de l'occasion pour détruire les erreurs courantes et mettre la vérité en relief².

1. Et ce Mémoire n'était même pas de Vauban. Nous aurons à nous en occuper ultérieurement.

2. Ce qui accentue et aggrave encore tout cela, c'est que M. G. Michel a intitulé son appendice (p. 435) : *Protestation de Vauban contre la révocation de l'Édit de Nantes*, donnant ainsi à croire que Vauban aurait protesté, sur le moment même, contre la mesure néfaste prise en octobre 1685, tandis qu'il en a attendu les funestes conséquences pour les démontrer, en face de la guerre de 1688 et de la ligue européenne. Il n'a rien moins fallu que l'étude minutieuse que nous venions de faire de toute cette question des Mémoires de Vauban, pour nous mettre à même de découvrir et de débrouiller tout ce qui se cache d'inventions et d'hypothèses gratuites dans ce coin du livre de M. G. Michel. Que de lecteurs pris au dépourvu il a dû tromper et trompera encore ! Car c'est là le mal que commettent ceux qui, à dessein ou à la légère, introduisent ainsi dans l'histoire de pareilles erreurs ou les propagent. On ne peut ensuite venir à bout d'extirper tout à fait cette ivraie.

Rappelons ici cette fable ridicule d'une lettre de Marion Delorme à Cinq-Mars,

Pendant que nous tenions en mains, au Dépôt de la Guerre, les minutiers de Louvois, nous avons voulu voir de nos yeux l'autre dépêche (du 4 janvier 1690), répondant (bien évidemment, celle-là) à l'envoi du Mémoire de Vauban fait en décembre 1689. Nous l'avons trouvée à sa date, au folio 52 du registre. La voici, transcrite en son entier, avec deux autres dépêches de la veille et de l'avant-veille, qui ont leur intérêt :

A MONSIEUR DE VAUBAN.

A Versailles, le 3 janvier 1690.

« J'ay reçu vostre lettre du dernier du mois passé, par laquelle, en mesme temps que je suis fâché de voir que vous vous soyez laissé manger par la fièvre, que vous auriez pu chasser avec un peu de quinquina, je suis très aise que vous ayez pris le parti de vous en venir. Si cette lettre vous trouve encore à Lille, je vous prie d'en partir au plus tost pour vous rendre à Paris, où j'auray bien de la joie d'apprendre que vous soyez arrivé et où vous trouverez tous les secours dont vous pourrez avoir besoin, et de mon quinquina avec profusion, si les medecins jugent que vous en deviez prendre ».

A MONSIEUR DE VAUBAN.

A Versailles, le 4 janvier 1690.

« J'ai reçu vostre lettre du dernier mois passé. Continuez à me faire sçavoir ce qui se passera dans la vente de mes bois. Au surplus, je vous recommande de tenir la main à ce que les bois soyent abattus aussy près de terre que vous sçavez qu'il est nécessaire pour qu'ils rejettent bien tost.

« Sur le compte que j'ay rendu au Roy du mauvais estat de vostre santé, Sa Majesté m'a commandé de vous mander de partir de Lille, toute

fabriquée par Sam.-H. Berthoud et publiée dans le *Musée des Familles* en 1834, pour faire croire que Salomon de Caus avait été vu dans un cabanon de fous à Bicêtre en 1641. Vainement on a démontré depuis lors que ce document était une mauvaise mystification : voir *Magasin pittoresque* de juin 1850; L. Fiquier, *Décauvertes scientifiques*, etc., 1858; Ed. Fournier, *l'Esprit des autres*, 1860, etc.). Vainement nous avons nous-même exhumé l'acte d'inhumation prouvant que Salomon de Caus était mort en 1626 (*Bulletin*, 1862, pp. 301, 408). Nombre de littérateurs, d'artistes, voire même des biographes et des historiens, croient encore à la mystification de 1834, et elle fera toujours des dupes. En ce moment même, le célèbre tableau de Glaize (*le Piloni des grands hommes*), qui consacra pour sa part ce faux historique de Salomon de Caus à Bicêtre, n'est-il pas exposé dans la splendide Galerie des beaux-arts de notre Exposition universelle de 1889? Et ne continue-t-il pas ainsi à duper les passants, c'est-à-dire l'univers?... »

affaire cessante, pour venir à Paris où vous trouverez de plus habiles médecins que là où vous estes ».

A MONSIEUR DE VAUBAN.

A Versailles, le 5 janvier 1690.

« J'ay reçu, avec vostre lettre du 25^e de ce mois passé, le *Mémoire qui y estoit joint*. Vous me parlez si superficiellement de l'estat de vostre santé que je ne suis pas content de ce que vous m'en escrivez. Je vous prie de m'en mander des nouvelles fort en détail.

« *J'ay lu vostre Mémoire, où j'ay trouvé de fort bonnes choses : mais, entre nous, elles sont un peu outrées. J'essayerai de le lire à Sa Majesté.* »

On voit que le ton de ces deux dépêches de Louvois à Vauban est loin de ressembler à celui de la lettre du 13 octobre 1687 ; et que Vauban était alors à Lille, malade ; on voit aussi que Louvois et Sa Majesté daignaient s'intéresser à la santé de leur grand serviteur et sujet, dont le génie leur importait assez pour cela.

On apprend enfin ici que l'envoi fait par Vauban était à la date précise du 25 décembre 1689. Ayant sans doute omis de le mentionner, il ne s'en souvenait plus de façon précise lorsqu'il écrivit plus tard et approximativement : *Fait et envoyé à feu M. de Louvois au mois d'octobre (alias : de déc.) 1689.*

Si M. G. Michel a aussi commis une faute étrange, en ne donnant pas une page, pas une ligne, dans le texte même de son livre, à ce glorieux épisode de la vie de Vauban, et en le reléguant à l'appendice, en l'antidatant, en le dénaturant ainsi que nous l'avons démontré, il a du moins apprécié avec justesse le grand caractère et la personnalité du maréchal. « Vauban (dit-il, p. 399) peut être considéré comme un *précurseur du grand mouvement de 1789*. Bien avant la convocation des États généraux et les revendications si légitimes et si politiques du Tiers-État, Vauban a combattu contre l'inégalité des charges, contre les abus des privilèges ; il a réclamé l'égalité devant la loi, la *liberté de conscience*... Homme de l'ancien régime par son nom, son milieu, ses alliances, autoritaire par profession, il a fallu à Vauban un rare courage pour s'affranchir des préjugés de son temps, et un génie vraiment extraordinaire pour comprendre et formuler les conditions d'existence et de développement de la société

moderne... Sa mémoire sera éternellement vénérée par tous les bons citoyens qui, tout en déplorant les excès d'une période néfaste, saluent dans l'admirable manifestation de 1789 l'aurore de nos libertés. »

Vauban avait cinquante-sept ans lorsqu'il osa, en 1689, se faire, en faveur des Huguenots, le porte-parole du droit et de l'équité, au milieu du silence et de l'aplatissement universels. On sait qu'il ne fut fait maréchal de France que vingt-trois ans plus tard (en 1703, quatre ans avant sa mort). Maréchal de camp en 1676, il était, depuis 1678, Commissaire général des Fortifications et Lieutenant général, ce qui était d'ailleurs une très haute situation. Se jugeant lui-même plus utile comme Ingénieur en chef et Grand-maître des Fortifications, il craignait que la dignité du Maréchalat ne l'empêchât, en certains cas, de servir l'État sous un maréchal *moins ancien que lui*. Rien n'égalaît sa modestie; le bien public était sa passion exclusive, son unique mobile. Il s'est suprêmement honoré en prenant en main la cause des opprimés. C'est aussi, dans l'histoire, un grand honneur pour cette juste cause d'avoir été plaidée par un tel avocat! Nous avons mis tous nos soins à placer enfin en pleine lumière ces Mémoires, plaidoyers admirables, qui attestent, devant la postérité, la grandeur et la probité de son génie, et qui lui assurent une place à part, la plus haute et la plus enviable, parmi les grands hommes du siècle de Louis XIV.

Vauban ne consentit jamais à se payer d'illusions, d'erreurs, de mensonges, comme les gens de cour. Il voulut toujours *voir vrai* sur les menées du dedans et du dehors. En voici une preuve encore méditée et fort curieuse. Nous l'avons rencontrée dans une dépêche de police le concernant lui-même, et qui se trouve enfouie parmi les Registres du Secrétariat d'État, aux Archives nationales.

Voulant être, à tout prix, informé de ce qui s'imprimait à l'étranger, Vauban se faisait expédier clandestinement les publications qu'il ne pouvait se procurer à découvert. En ayant été enfin informé, le secrétaire d'État écrivit, à la date du 22 mai 1697, à d'Argenson, le lieutenant de police :

A MONSIEUR D'ARGENSON.

« Ce que vous aurez à faire, pour suivre les intentions du Roy, est de faire observer la conduite de Paris et de tâcher de faire arrester les livres que

Le secrétaire de M. de Vauban doit faire venir : ce qui ne sera pas aisé, car il y a une voie inconnue par laquelle on introduit beaucoup de ces sortes de livres en France. Ci-devant, on se servoit particulièrement de l'expédient de les faire venir jusqu'à Saint-Denis, où l'on les alloit prendre de Paris dans des carosses de louage. M. de la Reynie en a souvent surpris de cette manière. Consultez-le sur cela, il vous dira comme il s'y prenoit. A l'égard de ce qu'il dit sur les entretiens de M. de Vauban et de M. le lieutenant civil, se sont des sottises auxquelles il ne faut point avoir d'attention. »

Le brave maréchal demeura incorrigible, car c'est en employant toujours le même moyen, avec le même succès, qu'il fit entrer, en février 1707 (un mois avant sa mort), les exemplaires de la première édition de sa *Dixme royale*, ce chef-d'œuvre de son génie, économique et politique, qu'il venait de faire imprimer loin de Paris.

On comprend ainsi que, tandis que le gouvernement ne profitait d'aucune leçon, pas même des avis qu'il tirait de son Cabinet noir, et allait s'aveuglant, s'infatuant de plus en plus, Vauban, avide de s'instruire du véritable état de choses, avait dû recevoir et lire au fur et à mesure tous les petits livres publiés en Hollande par les réfugiés, tels que les admirables *Plaintes*, de Claude (1686); *Grand Louis, roi des Français. prenez garde que la France ne tremble par la chute des Huguenots* (1686, en allemand); *la France turbanisée*; *l'Histoire de la décadence de la France* (1687); *l'Irrévocabilité de l'Édit de Nantes*, de Ch. Ancillon (1688); *les Soupirs de la France esclave*, de Jurieu (1689-90); *la France intéressée à rétablir l'Édit de Nantes* (1690); *le Salut de la France* (1690); et tant d'autres libelles, qui n'étaient point seulement des pamphlets, mais contenaient de grandes et terribles vérités, de sérieuses menaces, auxquelles la révolution d'Angleterre et la ligue de 1688 allaient donner d'éclatants commencements d'exécution. Si l'on parcourt cette série d'avertissements, on voit que Vauban avait su les mettre à profit, et s'il fut impuissant à ouvrir des yeux qui ne voulurent point voir, c'est apparemment que Jupiter, selon sa coutume, avait ôté la raison à ceux qu'il voulait perdre !

Parmi les très nombreux écrits divers que Vauban avait laissés en manuscrit, sur choses de son métier... et autres, il se trouve une série de *Pensées d'un homme qui n'avoit pas grand chose à faire* (titre

qui montre encore bien l'originalité du Maréchal, car l'auteur des *Oisivetés* fut, certes, l'homme le moins *oisif*, l'homme le plus occupé de France et de Navarre). Ces pensées dénotent, cela va de soi, un grand bon sens et une grande ouverture de cœur. En voici deux échantillons qui ne seront pas déplacés ici ¹.

DES MOINES. — Les rois qui ont pour confesseurs des moines commettent le secret de l'État à des gens peu affectionnés. La France ne trouvera jamais son ancienne splendeur qu'en ruinant la moinerie et faisant divorce avec Rome, non en altérant la religion.

« AVIS CHRÉTIEN DE CONSÉQUENCE POUR LE SALUT. — Il seroit de la piété du Roy et d'un prince chrétien comme lui (qui ne doit pas douter du compte qu'il aura à rendre à Dieu de l'administration de ses peuples et de la justice qu'il est obligé de leur rendre) de faire visiter tous les ans, une fois au moins, les prisons de son royaume et de se faire rendre compte des sujets d'emprisonnement de ceux qui y sont détenus. Il s'y trouveroit des personnes qui gémissent dans les fers et dans les cachots depuis très longtemps pour des fautes légères, mal prouvées; qui y sont oubliées; et d'autres dont le châtiment a beaucoup excédé les crimes, et peut-être d'autres qui n'y ont été mises que pour venger les passions de ceux qui ont abusé de l'autorité qu'il leur a confiée. J'ai vu un capucin, à Saint-Malo, prisonnier depuis vingt-cinq ans et qui ne savoit pas pourquoi il étoit là. Un autre, de l'abbaye Saint-Michel, pour avoir été accusé d'avoir composé le *Lardon d'Hollande*, et il s'est trouvé que ce n'étoit que le *Cochon mitré*, qui est un fort sot livre. C'est cependant ce qui a causé la véritable raison de son emprisonnement, à ce que j'ai ouï dire. Je ne crois pas que le roi en ait jamais été informé. D'autres ont été simplement soupçonnés de..., à qui on a fait plus souffrir plus que s'ils en avoient été convaincus. J'ai vu des femmes prisonnières dans des caves pratiquées dans les piles du Pont-Saint-Esprit, parce qu'elles étoient huguenottes et qu'elles ne se vouloient convertir. J'ai vu quantité de chaînes attachées aux parois des cachots de la citadelle de..., où on a détenu assez longtemps des misérables, les uns attachés par un bras, les autres par une jambe, et tous dans des situations fort contraintes. Trois y sont morts de douleur et de misère dans l'année; les uns y sont devenus fous. »

Et Vauban *n'avait pas tout vu!* Mais il en avait beaucoup, beaucoup vu, il en savait assez ².

1. On en doit la publication à M. de Rochas d'Aiglun, et il faut lui en savoir d'autant plus de gré qu'il ne l'a pas faite sans quelque scrupule, à cause de la liberté avec laquelle Vauban s'exprime sur les congrégations religieuses. (C. R.)

2. Vauban savant à quoi s'en tenir sur les galères, dont il ne parle point ici.

Consignons ici, en terminant, le portrait remarquable de Vauban, qui parut sous le manteau (Villefranche, 1703, l'année même où il fut nommé maréchal), dans un piquant et rare recueil anonyme intitulé : *Nouveaux caractères de la Famille royale, des Ministres et principaux personnages de la Cour de France.*

« Homme rare par ses lumières naturelles et acquises. Son poste ne fut jamais rempli si dignement. Je doute qu'on puisse trouver un successeur qui lui ressemble. Bon et généreux ami, fidèle à son Maître qu'il sert avec affection. Le voici Maréchal de France : digne salaire de ses grands services. Effet de la Fortune, qui, tout aveugle qu'elle est, ne laisse pas quelquefois de faire triompher le mérite ».

Plus tard, Vauvenargues l'a défini d'un mot : « Le maréchal de Vauban, *si sincèrement vertueux malgré la mode.* »

Voltaire lui a décerné cet éloge, d'avoir « prouvé par sa conduite *qu'il pouvait y avoir des citoyens dans un gouvernement absolu.* »

Fontenelle a dit que personne ne fut « si souvent ni avec tant de courage *l'introducteur de la vérité* ».

Et encore, ces écrivains ont-ils ignoré l'attitude de Vauban en 1689; il n'ont pas connu son Mémoire pour le rappel des Huguenots et ses efforts réitérés en leur faveur.

On lit dans une lettre de Vauban à Louvois :

« La fortune m'a fait naître le plus pauvre gentilhomme de France;

Rappelons, à ce propos, la question que Fénelon adresse au Prince, dans son *Examen de conscience de la royauté* (art. III, § 24) : « Avez-vous eu soin de faire délivrer chaque galérien, d'abord après le terme réglé par la justice pour sa punition? L'état de ces hommes est affreux, rien n'est plus inhumain que de le prolonger au delà du terme. Ne dites point qu'on manquerait d'hommes pour la chiourme, si on observait cette justice; la justice est préférable à la chiourme. »

Combien souvent la chiourme fut préférée à la justice! Combien de fois l'on condamna ou l'on retint des condamnés par la seule raison que le roi *manquait de rameurs*! Or, on ne peut savoir à quel point était effroyable le sort de ces malheureux que quand on lit les Mémoires de Jean Marteilhe, le confesseur, qui y séjourna de 1700 à 1713.

Voici un paragraphe d'une lettre encore inédite de Vauban, en date du 20 août 1694, qui se trouve aux archives de la Marine, à Brest :

« J'ay assisté, le jour de Notre-Dame, à la conversion d'un gentilhomme du Vivaretz, forçat sur les galères, qui l'a faite dans toutes les formes. Je luy ay promis de vous en rendre compte, car il m'a paru que sa conversion est sincère, *si sincérité il y a dans les conversions forcées.* »

Tout le fond de la conscience et du cœur de l'homme se révèle dans ces derniers mots..(C. R.)

mais, en récompense, elle m'a honoré d'un cœur sincère, si exempt de toute sorte de friponneries, qu'il n'en peut même souffrir l'imagination sans horreur¹.

En un mot, Vauban est un des hommes qui ont le plus fait honneur à l'humanité.

CHARLES READ.

BILAN POLITIQUE ET MORAL

DE

PAUL-HENRI MARRON

TRACÉ PAR LUI POUR ÊTRE PRÉSENTÉ AU COMITÉ DE SURVEILLANCE
DE LA SECTION BRUTUS.

Ce primidi onze messidor de l'an II (29 juin 1794)².

1. *Son nom, son domicile, son âge.*

Paul-Henri Marron, âgé de 40 ans, né à Leyde en Hollande, mais citoyen Français étant petit-fils de Français réfugiés en Hollande par cause de religion, célibataire, domicilié à Paris, rue Roch, section de Brutus, n° 9.

2. *Lieu où il est détenu, à quelle époque, par quel ordre, pourquoi.*

Maison d'arrêt, rue de la Loi, le 19 prairial, veille de la fête de l'Être suprême. Ordre du Comité de sûreté générale. Le détenu en ignore le motif.

3. *Sa profession, avant et depuis la Révolution.*

Depuis le mois d'avril 1782, aumônier de l'ambassade de Hollande à Paris. Destitué de cette place au commencement de 1788 par le despotisme anglo-prussien qui, à cette époque, remplaça en Hollande le régime patriotique, dont il s'était constamment montré le partisan et qu'il osa regretter et rappeler, pour la ruine des oppresseurs, dans un écrit inséré dans l'*Esprit des journaux* à la fin de cette année. Dans son honorable disgrâce, recherché par les protestants de Paris, pour s'attacher à eux comme leur pasteur sous l'espérance probable d'un système de tolérance annoncé comme prochain. Près de dix-huit mois après, en juin 1789, installé dans les fonctions publiques de ce ministère et les ayant constamment exercées d'abord dans un local rue Mondétour, ensuite dans la salle dite

1. M. G. Michel, qui cite cette lettre, n'en donne pas la date ni la source. Mais nous la tenons pour bien authentique et bonne à mettre sous les yeux des gouvernants et administrateurs de nos jours.

2. *Archives nationales*, F⁷-4774¹. — Voyez plus haut l'étude de M. Armand Lods sur l'*Église réformée de Paris pendant la Révolution*, page 357.

du Musée, *Rue de Thionville*, et en dernier lieu dans la ci-devant Eglise de Saint-Louis du Louvre.

4. *Son revenu avant et depuis la Révolution.*

Aucuns autres revenus en France que les honoraires de sa place fixés provisoirement à 3,600 livres en janvier 1788 et dont malgré l'accroissement de ses occupations et le renchérissement de tout il n'a jamais demandé l'augmentation. Le détenu a dans ce moment son très modique patrimoine, une bibliothèque considérable¹ et d'autres effets mobiliers sous le séquestre de la tyrannie en Hollande.

5. *Ses relations et ses liaisons.*

Aucunes relations de parenté à lui connues en France; par sa place, des rapports plus ou moins directs avec les familles ou les individus professant à Paris la Religion protestante (si ce mot peut encore être de mise sous le régime réparateur des abus et créateur de la Fraternité universelle); par goût peu répandu dans la société, et se restreignant pour le commerce journalier à ses voisins dans la maison qu'il habite, aux familles Calas, l'abre, rue des Deux-Boules, Vincent, Fallot, et un très petit nombre d'autres; voyant aussi de loin en loin quelques-uns des patriotes bataves. Nul point de contact avec aucunes factions, aucunes intrigues, aucune correspondance suivie dans l'intérieur de la République. Correspondant peu régulièrement à Genève avec son ami et ancien collègue Delaplanche, ex-député à l'Assemblée nationale genevoise et membre du nouveau gouvernement; n'ayant jamais eu qu'une seule correspondance avec l'Angleterre, elle a peu duré ayant été interrompue par la déclaration de guerre. Son objet était relatif aux progrès du système de liberté, d'égalité, de fraternité, avec des individus que leurs sentiments révolutionnaires font aujourd'hui persécuter avec acharnement par Pitt et par sa cabale. Ayant conservé une seule correspondance en Hollande, (intermédiaire pour ses relations avec sa famille), celle de son intime ami le patriote Decourt, magistrat, ami du peuple, déposé à l'époque fatale de la contre-révolution vers la fin de 1787. Le principal but de cette correspondance est d'accréditer et de propager en Hollande les principes de la régénération nationale de France par l'envoi des pièces les plus marquantes dans le sens de la Révolution, placets, rapports, papiers-nouvelles, morceaux de prose et de vers de sa propre composition accueillis dans

1. La Bibliothèque de Marron comprenant 1112 numéros fut vendue du 17 au 26 décembre 1832. — Voyez *Catalogue des Livres composant la Bibliothèque de feu P. H. Marron*. Paris, 1832, in-8° 122 pages (Bibliothèque du Protestantisme, 4071).

quelques journaux patriotes. La correspondance sus-mentionnée pour Genève avait le même but; la preuve de ces assertions ne sera pas difficile.

6. *Son caractère, les opinions politiques qu'il a montrées dans les mois de mai, juillet, octobre 1789, au 10 août, à la fuite et à la mort du tyran, au 31 mai, et dans les différentes crises de la guerre. S'il a signé des pétitions liberticides.*

Caractère sensible, aimant, pacifique, également éloigné de l'ambition, de la fortune et de celle des places, serviable, vrai dans tous les temps, ennemi de tous genres d'oppression, zéléteur de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, n'ayant ainsi eu besoin, ni au cours de la Révolution, ni depuis, de changer de principes, de liaisons, de langage, de costume, toujours au niveau des événements que la régénération nationale a successivement amenés et jaloux de manifester ces sentiments sans flagornerie, sans adulation, soumis aux lois, non par nécessité, mais par amour de la justice et prêchant aux autres même soumission, même amour. Les seules armes par lesquelles le détenu vaille quelque chose sont la parole (non improvisée, mais réfléchie) et la plume. Il n'en a jamais fait aucun usage auquel le patriotisme ne doive applaudir. Il avait mis l'instruction religieuse dont il était chargé complètement au pas de la chose publique, il l'avait élevée à toute la hauteur du progrès, des lumières et de la liberté. Il ose citer pour garant la notoriété générale, et ses papiers doivent également en faire foi. Il n'est en retard pour l'acquit d'aucun de ses devoirs de citoyen, gardes, impositions, dons patriotiques, etc. Antifanatisme, antiaristocrate, antiroyaliste, antifédéraliste, n'ayant signé aucune pétition, aucun arrêté liberticide, quelque disgrâce non méritée qu'il puisse subir, il s'écrie et s'écriera jusqu'au dernier soupir : Haine aux tyrans ! La République une et indivisible, la liberté, l'égalité ou la mort.

Signé : P.-H. MARRON.

SÉANCES DU COMITÉ

9 juillet 1889

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron Fernand de Schickler : MM. E. Bersier, J. Bonnet, G. Bonet-Maury, comte J. Delaborde, O. Douen, Ch. Read et A. Vignié. — MM. J. Gaufrès, A. Franklin, W. Martin et Ch. Waddington se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Weiss communique le contenu du **Bulletin** de juillet qui paraîtra en

retard à cause des fêtes du 14. M. J. Bonnet lit l'introduction d'un document qu'il offre à la rédaction (*Lettre des ministres de la Ligue de Rhétie au duc de Guise*, 1557). M. Weiss dépose ensuite la première partie d'un travail considérable de M. le professeur Bompard sur *la Jeunesse et la Conversion de Calvin*. Certains morceaux de ce travail aussi littéraire que critique intéresseront certainement nos lecteurs.

Communications. — M. le président fait part au Comité de la perte douloureuse que vient de faire un de nos collaborateurs les plus appréciés : Mme Ch. H. Gagnebin, née Junod, est morte à Amsterdam le 30 juin, veille du jour où son mari, M. le pasteur F.-H. Gagnebin, comptait, si nous ne nous trompons, prendre une retraite bien méritée. Le Comité s'associe aux sentiments de respectueuse sympathie exprimés à cette occasion par son président, ainsi qu'aux vifs regrets avec lesquels ce dernier fait part de la mort de M^{me} veuve H.-L. Bordier survenue le 28 juin. — Un ancien collaborateur de la première série du *Bulletin*, M. le pasteur D. Bourchenin-Encontre (voy. t. VIII, 130 et XI, 242, 248), est aussi entré dans son repos à Toulouse où il s'était retiré, léguant à son fils M. le pasteur D. B., son goût pour les études historiques.

Une lettre de M. le pasteur H. Meille annonce le contenu du *Bulletin de la Société d'Histoire vaudoise* qui sera publié à propos du bicentenaire de la glorieuse rentrée. En voici le sommaire (on pourra se procurer ce *Bulletin* à la Bibliothèque, 54, rue des Saints-Pères) : *Introduction* par le Dr Alexandre Vinay; — *Le Cantique des Vallées de Piémont sur les actes funestes de leur massacre et de leur paix*, avec préface de W. Meille; — *Le Séjour des Vaudois en Suisse de 1686 à 1689*, par E. de Budé; — *Josué Javanel*, par H. Bosio; — *Henri Arnaud*, par le Dr P. Lantaret; — *Guillaume III*, par G. Appia; — *Vittorio Amedeo II*, par Giovanni Luzzi; — *Le Siège de la Balsille d'après le capitaine Robert*, avec notes d'H. Meille; — *L'Itinéraire de la glorieuse Rentrée*, par D. Peyrol; — *La Glorieuse Rentrée dans ses rapports avec la conservation et le développement de l'Eglise vaudoise dans les Vallées, avec l'introduction des libertés en Italie et avec l'avenir religieux de notre patrie*, par A. Meille; — *Etude bibliographique pouvant servir à la compilation d'une nouvelle biographie de H. Arnaud*, par E. Comba; — *Communications de Sociétés amies*. — Portraits d'Arnaud, Catinat, Guillaume III, Vue de la Balsille, et Carte de l'itinéraire de Prangins à Pral. — Le Comité s'entretient ensuite longuement de l'inauguration officielle du monument de Coligny qui doit avoir lieu le 16 ou le 17 courant et d'un pèlerinage historique à Charenton que M. Bersier aimerait fixer au 18^e. —

Les collectes suivantes ont été omises par erreur dans la liste des Eglises donatrices en 1888 qui accompagne le Rapport du président dans

1. Nous apprenons au dernier moment que l'inauguration est fixée au 17, dix heures, et la course à Charenton au 18.

le dernier numéro du *Bulletin*, p. 297 : *Calvinan*, 10; — *Lyon*, 200; — *Meaux* (pour 1887), 10; — *Montpellier*, 100; — *Saint-Gilles du Gard*, 5; — *Le Vigan* (Eglise libre), 5. — Il faut aussi rectifier deux erreurs : *Bordeaux*, 212.45, au lieu de 212 et mettre *Castelmoron* à la place de *Castelnaudary*.

Bibliothèque. — Elle a reçu, outre les volumes récents inscrits à la 3^e page de la couverture, de M. M. de Richemond l'analyse détaillée du *Régistre des mariages de l'Eglise de Saint-Maixent* de 1589 à 1601; de M. Teissier des extraits d'un *Régistre de Consistoire de Meyrueis* (1681-1685) et du *Régistre de baptêmes mariages et décès* de la même Eglise (1668-1684), plus deux cahiers analysant les *Brevets de production de pièces* devant les *commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes en Languedoc et pays de Foix*. — M. le président offre ensuite un manuscrit de la *Discipline* (1571), diverses pièces manuscrites intéressant l'histoire du protestantisme en Guyenne et à Dijon, et environ 130 volumes ou plaquettes achetés en grande partie à la vente Lutteroth. — Enfin M. Ch. Read offre un tableau de Hornung qui représente la prière au corps de garde pendant le siège de Sancerre.

CORRESPONDANCE

Une proposition pour le 23 août 1889.

Contay, 11 mai 1889.

CHER MONSIEUR,

Voici une idée que je vous soumets. Si elle vous paraît bonne, je la place sous votre patronage.

Le 23 août prochain, il y aura cent ans que nous jouissons de nos droits de citoyens. Indépendamment des services d'actions de grâces qui pourront être célébrés à cette date, que penseriez-vous de la manifestation suivante?

Pourquoi nos coreligionnaires ne seraient-ils pas invités à arborer, le 23 août, les couleurs nationales? Le drapeau tricolore flottant partout où existe un foyer protestant, même perdu en pays catholique, attesterait avec une singulière éloquence notre amour pour la Patrie qui, lorsque elle a été maîtresse de ses destinées, nous a donné la liberté.

Votre cordialement dévoué,

P. FONBRUNE-BERBINAU.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

UN MINISTRE CHRÉTIEN SOUS LA TERREUR

OU

BONIFAS-LAROQUE¹

PASTEUR A CASTRES ET MEMBRE DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

14 Septembre 1744—5 Octobre 1811.

Que celui qui est debout prenne garde qu'il ne tombe.
I Cor. X, 12.

II

Bon gré, mal gré, une fois dans le tourbillon, il fallait emboîter le pas des terroristes. Hésiter, reculer, c'était se vouer à la suspicion, à la mort. Mieux eût valu, certes, une noble mort que l'humiliation de se traîner à la remorque d'un jacobinisme sans scrupules. Après son enrôlement dans la politique active, Bonifas, en dépit des dégoûts qui devaient lui monter au cœur, fut obligé d'aller, quand même, de l'avant; ceci soit dit, non comme excuse, mais comme explication. Que ne dut-il pas souffrir, par exemple, en votant contre son propre collègue Nazon, dans la séance du 14 juin 1794 ! Nazon, ayant été, après la révolution du 31 mai, exclu de la société populaire pour ses relations avec les Girondins, notamment avec Lasource, demande au Conseil général un certi-

1. Voy. le *Bull.* du 15 juillet dernier, p. 337.

1889. — N° 8, 15 Août.

ficat de civisme. Mais le substitut de l'agent national représente « que le monstre du fédéralisme a fait un grand mal, que les blessures sont saignantes, que l'indignation contre les complices des projets liberticides de la Gironde subsiste encore et que Nazon, exclu de la Société populaire, doit se justifier devant le peuple entier avant d'obtenir son certificat de civisme ». Conformément à son avis, le Conseil, Bonifas présent, ajourne la demande de Nazon, jusqu'à ce que la Société populaire l'ait réintégré dans son sein.

Bonifas était donc classé parmi les Montagnards, alors que son collègue Nazon passait pour modéré, Nazon qui, cependant, vers la fin de 1792, avait été gratifié des fonctions de procureur syndic du Tarn et reprochait à Lasource, dans ses lettres, d'avoir rompu avec les Jacobins et de trop pencher à droite ! Plus tard, il y pencha lui-même, navré par le spectacle d'horribles excès ; de là, le refus du certificat de civisme. Mais il avait le ferme sentiment que, loin de dispenser de la justice et du droit, la république, au contraire, les impose avec plus de rigueur que la royauté et qu'avec les principes d'égalité et de liberté qui lui sont inhérents, la république apporte à la conscience, en sus de ses obligations naturelles, un motif nouveau de professer et de pratiquer une haute moralité politique. Bonifas le savait et le sentait aussi bien que Nazon ; mais, nommé juge, sa solidarité avec le régime et les procédés du jour s'était resserrée ; et, bien qu'il apportât un esprit de stricte intégrité dans l'exercice de sa nouvelle charge, il n'en était pas moins l'appui d'une faction qu'au fond il réprouvait. On dirait même qu'il s'appliquait à s'attirer un renom de pur civisme ; car, dans la séance du Conseil général du 6 vendémiaire an III (27 septembre 1794), il déclare qu'ayant « reçu de Paris diverses brochures sans lettres quelconques », et n'entretenant depuis longtemps de correspondance avec personne à Paris, il ignore jusqu'à la main qui a écrit son adresse ;

que ces brochures « renfermant des idées infiniment délicates sur la situation de la chose publique, il avait cru devoir les remettre au comité pour en faire l'usage que lui dicterait sa sagesse » ; en les déposant, il déclare que s'il en reçoit encore



BONIFAS-LAROQUE

Pasteur à Castres et membre du Tribunal Révolutionnaire

(14 Septembre 1744 _ 5 Octobre 1811)

à l'avenir, « il remettra le paquet avant de l'avoir ouvert, afin d'être sans reproche » ; triste abdication du droit si naturel de recevoir chez soi qui l'on veut et ce qu'on veut ; mais que ne commandait pas l'instinct de la conservation en ces sombres

temps ! La Terreur exerçait ses ravages, la suspicion était à l'ordre du jour et un juge soupçonné eût été un juge jugé.

Sous cet écrasement général, il était cependant des caractères héroïquement fermes. Il restait des hommes, pasteurs et laïques, inébranlables dans leurs convictions et noblement intrépides à les défendre. J'en cite un exemple particulièrement intéressant : celui qui concerne la résurrection même de l'Église de Castres.

Castres avait été le boulevard de Rohan, la ville militaire de la Réforme, comme Montauban en avait été la ville littéraire. De Castres, l'héroïque Rohan lançait ses troupes, tantôt vers la Guyenne, tantôt vers le bas Languedoc. Par ses grands hommes, ses monuments, le nom de ses rues, Castres palpite encore de mille souvenirs du passé. Aussi est-il curieux de voir comment, disparue un instant sous la tempête, son Église revient à flot. *Fluctuat nec mergitur* : elle avait flotté, mais non sombré.

Voici la note détachée qui se lit en tête d'un registre ¹ ; elle est de l'écriture du pasteur Crébessac :

« L'Église des ci-devant capucins nous fut cédée, le 29 messidor an III (17 juillet 1794). »

À cette époque, en effet, commença une réaction salutaire. En vertu de la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795), les communes furent autorisées à rentrer en possession de leurs églises et la Convention accorda à chacun des douze arrondissements de Paris un édifice public pour l'exercice du culte ². Il se passa quelque chose d'analogue pour Castres, et nous le trouvons heureusement consigné avec détail au premier procès-verbal du registre que nous transcrivons en entier :

« L'Église de Castres a gémì pendant deux ans et elle est restaurée depuis six mois ; de même qu'il semble que, de 1685 à 1744, la France,

1. Registre contenant les procès-verbaux de ce qui a eu lieu à Castres concernant la Religion dans les années II et III de la République française (Archives du Conseil presbytéral de Castres.)

2. Décembre-Alonnier.

entière était catholique, les Églises étant dispersées et invisibles, de même, l'an II et III de la République française, il sembla que la France n'était ni chrétienne, ni athée, mais déiste. Ou le peuple se tut par terreur ou il applaudit et tous les édifices consacrés au culte furent interdits. Les vrais fidèles de la ville de Castres en furent désolés, apprenant que leurs deux pasteurs avaient quitté leurs places et que le Temple était fermé. Mais aussi, quelle joie, à la loi du 2 prairial an III leur donnant l'espérance d'un local ! Cette loi autorisait à demander par pétition au conseil municipal l'usage d'une église pour les assemblées religieuses ; les protestants l'ont fait et obtenu l'église des ci-devant capucins qui servait de magasin aux fourrages ; très dégradée, elle fut immédiatement restaurée, et le 6 fructidor an III (23 août 1795), le citoyen Crébessac alors officier municipal, qui est un ancien pasteur, fit la dédicace du temple.

« L'Église et les anciens qui formaient le consistoire lorsqu'elle était desservie par MM. Bonifas-Laroque et Nazon, agréant le ministère de M. Crébessac, le reconnurent pour leur pasteur. La nomination d'un nouveau consistoire par le peuple et au scrutin de liste eut lieu ; furent désignées : Guibal aîné, J. Austry, Martin, Fabre père, Fortanié de Fraïsse qui étaient autrefois anciens avant le règne du terrorisme et les citoyens Dugrès, Falguerolles, J. Durand, Baux-Barradières, les frères Campdomerc de Mélou et Séguier-Mirabel, nouveaux. Guibal et Dugrès refusant, il en resta dix qui furent solennellement reçus. Ainsi fut réorganisée l'Église de Castres ¹. »

Pendant que Crébessac, bien qu'officier municipal, reprend ainsi courageusement son ministère à la tête de l'Église de Castres, Bonifas et Nazon continuent leurs fonctions : le premier de juge, le second de procureur syndic. Aucun événement saillant ne marque leur carrière politique ; et, les archives judiciaires étant anéanties, nous ignorons le jour précis où Bonifas déposa ses fonctions de juge et les motifs qui les lui firent déposer.

Tout ce que constatent les registres, nous l'avons déjà dit, c'est qu'à partir du 12 janvier 1795, sa signature manque aux

1. Procès-verbal du 12 vendémiaire an IV de la République française (4 octobre 1795) ; ont signé : Crébessac, pasteur, Fabre cadet, J. Austry, Campdomerc, Falguerolles, Séguier, Durand, secrétaire.

procès-verbaux de la commune. Dès ce jour, il ne se trouve plus mêlé aux affaires de la commune; du moins, aucun document n'en fait mention. Mort, il n'eût pas été enveloppé d'un plus complet silence, et cependant, malgré sa retraite au fond de la campagne, il ne goûtait pas la paix; le souvenir de sa chute troublait sa conscience et d'implacables attaques vinrent le relancer à chaque heure. Catholiques et protestants semblaient conjurés pour l'accabler; ceux-ci, en lui reprochant d'avoir abjuré l'Évangile; ceux-là, en l'accusant d'avoir condamné un prêtre à mort, le P. Imbert, prêtre, ex-jacobin, qui avait été exécuté le 13 avril 1794, sur la place de l'Albinque. Le bruit de cette sentence capitale prononcée par Bonifas et qui soulevait contre lui une violente horreur, s'était peu à peu répandu, accrédité et l'on en trouve encore un écho lointain dans les chroniqueurs castrais. Marturé prétend « qu'il signa des arrêts de mort de la « même plume qu'il écrivit plus tard l'*Elève de l'Évangile*¹ »; et Magloire-Nayral déclare qu'il « contribua à la condamnation du P. Imbert, alors qu'il lui aurait été facile de se récuser² ». Mais ces deux chroniqueurs qui écrivent, le premier en 1822, le second en 1833, à 39 ans et à 28 ans de distance des événements, où ont-ils puisé leurs affirmations? Ou bien dans la tradition orale et quelle certitude offre-t-elle, ou bien dans un manuscrit de Pujol, contemporain; mais le seul fait d'avoir été contemporain est-il une absolue garantie? Que de témoins qui ont eux-mêmes besoin de caution! Quelle est l'autorité de ce manuscrit, et quelle sera la caution de Pujol, de sa véracité, de son infailibilité? Que de fois, pour des faits actuels, n'entendons-nous pas les récits les plus contradictoires, les plus faux? On comprend que Bonifas, dans le sentiment de son innocence, ne voulût point rester sous le coup de semblables accusations, répandues par ses ennemis; qu'il eût à cœur de se justifier et de préparer

1. *Hist. du pays Castrais*, II, 339.

2. *Chron. et Antiq. castraises*, II, 365.

peut-être les voies pour un retour à l'activité du ministère chrétien. Aussi, est-ce dans le cours de 1795, qu'il publia l'écrit dont nous avons déjà parlé¹ : *Bonifas-Laroque aux amis de la vérité*. Son début donne à connaître par quels orages il avait passé et combien étaient exceptionnellement difficiles, périlleux, les temps où il vivait :

« Je croyais que, loin du tumulte des villes et retiré à la campagne, je n'aurais plus à lutter contre les grandes passions; mais elles me poursuivent encore... Une ligue aussi effrayante par son audace que par son despotisme poursuivant un système de diffamation contre les ministres de tous les cultes, les insultait sans ménagement, les calomniait sans pudeur, leur prêtait même quelquefois des blasphèmes horribles, dans le coupable dessein de détacher les cœurs de toute opinion religieuse. Ceux-ci l'entendaient et n'osaient se plaindre; la hache était sur leur tête; le moindre mouvement pouvait la détacher... »

Néanmoins, tout en se plaignant qu'on l'ait chargé « d'imputations notoirement fausses », il avoue que c'est avec une certaine raison qu'on lui reproche « d'avoir abdiqué sa qualité et ses fonctions », puisqu'on le lit en propres termes dans le procès-verbal du 8 frimaire an II (28 novembre 1793) qui relate l'abandon de sa place de pasteur de Castres. Seulement, dit-il, ce procès-verbal ne fut pas rédigé en sa présence; il ne le signa pas et n'en eut même connaissance que longtemps après, le 15 fructidor an III. S'il avait, comme tant d'autres, fait acte de *reniement*, il aurait remis ses lettres patentes (certificats d'études, de consécration, de nomination) et elles sont encore en son pouvoir; il en aurait parlé au Club ou dans ses conversations particulières, ce qu'il n'a jamais fait. Aussi, quelle ne fut pas sa douloureuse surprise à la vue de ce procès-verbal ! Il y renvoyait avec confiance ses accusateurs pour les confondre et c'est lui-même que le procès-verbal confondait ! Quand il reprocha vivement au greffier de n'avoir pas transcrit sa déclaration avec fidélité, de n'avoir pas écrit qu'il

1. Page 349.

renonçait, non à l'Évangile, mais à la place, le greffier s'excusa par cette raison qu'étant absent lors de sa déclaration et son nom lui ayant été donné en même temps que celui de deux prêtres, il avait englobé les trois dans un procès-verbal rédigé « en la forme ordinaire ».

S'adressant alors aux anciens membres du Conseil départemental qui avaient reçu sa déclaration, Bonifas obtint qu'elle fût rectifiée dans un nouveau procès-verbal, qu'il inséra, comme pièce justificative, au bas de sa plaquette. Le voici :

ARRÊTÉ DU DÉPARTEMENT DU TARN

SÉANCE PUBLIQUE DU 24 FRUCTIDOR AN III (10 SEPTEMBRE 1795).

Présents : Quatre membres et le Procureur syndic. L'Administration du département du Tarn :

Vu la lettre du 20 courant adressée par le citoyen Bonifas-Laroque, ministre du culte protestant, dans laquelle il réclame un changement au procès-verbal du 8 frimaire ;

Vu les attestations de Campmas, Gâches, Fournès, anciens administrateurs (qui avaient reçu la déclaration de Bonifas) ¹ ;

Où le Procureur général syndic ;

Arrête que la déclaration suivante du citoyen Laroque sera insérée dans le procès-verbal de ce jour : « Citoyens, il y a vingt-trois ans que j'exerce les fonctions de ministre parmi les protestants de Castres; je viens vous déclarer que je quitte ma place et l'âge auquel je l'abandonne est une preuve que je ne la reprendrai pas. Du reste, je n'ai rien à rétracter de ce que j'ai prêché, vu que j'ai toujours développé les grands principes de la morale universelle et que je me suis montré dans toutes les circonstances l'ennemi bien prononcé de la superstition et du fanatisme » ;

Arrête, en outre, qu'un *Extrait* collationné du présent sera délivré au citoyen Laroque.

Pour copie conforme,

AZAIS-OULES, secrétaire général.

1. Ces trois attestations textuellement citées dans la plaquette s'accordent à déclarer catégoriquement que Bonifas avait annoncé qu'il abandonnait « sa place » mais n'avait nullement dit « avoir prêché l'erreur ni le mensonge ».

La déclaration n'avait donc pas été faite en « la forme ordinaire » ; elle n'équivalait pas à un « reniement » ; il avait « abdiqué » non « son titre et sa foi », mais « sa place ». S'ensuit-il qu'innocent d'apostasie, il ne fût coupable à aucun degré ? N'avait-il pas manqué à son Église en l'abandonnant, à l'Évangile en cessant de le servir, à lui-même en se jetant sans réserve dans les luttes politiques, à l'administration départementale même à laquelle il laissait croire qu'il abandonnait sa place pour toujours et peut-être aussi les principes religieux en vertu desquels il l'avait occupée ? Ne dirait-on pas cette dernière pensée implicitement contenue dans sa déclaration ?

Il allègue, il est vrai, les circonstances atténuantes :

« Son droit naturel de quitter son poste auquel rien ne le liait invinciblement ; la tempête qui s'était abattue sur l'Église et qui était moins une persécution qu'un bouleversement, une attaque générale et tumultueuse dirigée avec un délire effréné contre la religion et ses défenseurs. On vit des vociférations de chaque communion insulter à la piété publique et précipiter la chute des autels... C'est dans ce moment orageux que je quittai mon poste : je le fis, déchiré par mille regrets. Mais, « avoir voulu y tenir lorsque je ne pouvais pas le conserver, aurait été une folie : le pilote prudent plie ou étend les voiles selon l'équilibre qui règne dans la marche des éléments. »

Sa défense paraîtra-t-elle suffisante ? Est-ce que, contrairement au pilote, le chrétien ne doit pas, en tout temps, déployer sa voile, son drapeau, son Évangile ? casser plutôt que plier sous les événements ? Que l'on manœuvre avec *prudence* quand on n'a pas la vocation du martyr, soit. Mais un ministre du Christ crucifié s'inspire-t-il de la prudence plus que du devoir ? Et ne confesse-t-il pas son Sauveur avec une sainte audace dans la mauvaise comme dans la bonne fortune ? Ne le firent-ils pas, à travers le sang et le feu, les glorieux huguenots des ^{xvi^e}, ^{xvii^e}, ^{xviii^e} siècles ? Et, à Castres même, durant la tourmente terroriste, les cinq nobles prêtres qui, plutôt que d'abaisser leur conscience, montèrent sur l'échafaud de l'Al-

binque¹, là même où leurs prédécesseurs avaient, en 1555, brûlé le premier martyr protestant, le P. Martini ?

Bonifas confesse pourtant qu'il y eut quelque irrégularité dans la manière dont il résigna ses fonctions ; mais il ajoute que la cause en doit être attribuée moins à son cœur qu'aux circonstances ; qu'alors il n'était pas permis de rester dans l'inaction ; que le refus d'un poste offert était un crime d'État et que, ne voulant pas s'occuper « d'opérations révolutionnaires », il se jeta dans la voie qui lui parut la plus tranquille. Mais, dit-il, « je n'ai jamais balancé sur le profond respect dû à l'Évangile, à l'Évangile qui parle à mon cœur mieux que tous les ouvrages des hommes et devant qui la raison se serait prosternée s'il n'eût été défiguré par les gloses théologiques... » Il termine en prenant congé des « amis de la vérité ; je vais rentrer dans ma solitude, jusqu'à ce que les passions déchainées aient achevé leur explosion... »

La réaction qui avait commencé s'annonçait presque aussi violente que l'action elle-même ; rien d'étonnant que les acteurs du drame révolutionnaire aient à souffrir de ses coups. On s'explique les haines dont ils sont victimes, après tant d'horreurs ; mais on ne s'explique pas aussi bien l'échange que Bonifas fit de son Église contre la Révolution. Et il a beau protester de son attachement à l'Évangile, il n'en reste pas moins que, sans être renégat, il a été momentanément infidèle à ses devoirs de pasteur envers l'Église, à ses devoirs de confesseur envers Jésus-Christ.

(La fin prochainement.)

CAMILLE RABAUD.

1. D'Imbert, Jean-Baptiste, 13 avril 1794 ; — Jacques Barthe, 25 novembre 1794 ; — Cabrié, Guillaume, de Mazamet, 28 novembre 1794 ; — Puech, Antoine, 1^{er} décembre 1798 ; — Jean-Pierre Alingrin de Lacauue, archiprêtre de Graulhet, 6 février 1795. — Marturé, II, 341, fait cette observation : « Le supplice de ces prêtres fut le crime de nos anciennes lois. La République applique aux prêtres catholiques les lois que la monarchie avait appliquées aux ministres réformés ; sur cette même place de l'Albinque où la tyrannie sacerdotale avait immolé, en 1555, le P. Martini, la tyrannie révolutionnaire immola le P. Imbert en 1794 ; l'une suit l'exemple de l'autre. Imbert et Martini, tous deux martyrs de la foi : Martini, prêtre, mourut de la main des prêtres ! »

DOCUMENTS

ONZE LETTRES INÉDITES

DE

LOUISE DE COLIGNY¹

IV

A MONSIEUR HOTMAN².

Monsieur Hoteman, j'ay esté fort ayse de recevoir de vos lettres, mais estrêmement marrye d'avoir appris par ycelles la perte que vous avés fayte d'un sy dygne père³, perte à laquelle je participe, le regrettant comme un des meilleurs amys de toute ma mayson et de moy particulièrement, ce qui me donne double oblygation à vouloyr du bien à ce qui luy est sy proche que vous, car outre celuy que je vous voulois à cause de vous mesmes, j'y ajouteray à ceste heure la bonne volonté que je portois au père, de quoy le fils sera héritier, de fason qu'en vostre perte vous faites ceste acquisition. Il est vray que je confesse qu'elle ne mérite qu'en faciés quas, car je suis accompagnée de tant de malheurs que je suis inutile et à moy et à mes amys et n'ay peu jusques icy vous donner que des paroles, mais croyés qu'elles produiront des effets toutes les fois que me voudrés employer pour vous fayre playsir. En parlant à vous je parle aussi à Mademoyselle Hoteman⁴, puisque vous n'estes qu'une mesme chose. Je désire que vostre chemin estant à Basle s'ordonne par icy, mais j'ay bien opinion que le doux air de France vous attirera et l'un et l'autre, qui vous souviendrés cependant tous deux que vous avés en Zélande une de vos meilleures amyes. J'escriis à Madame Riché et luy fais responce sur ce qu'elle m'avait mandé et vous aussy touchant prisile (*sic*). Je me recomande à vos bonnes grâces et prie Dieu, Monsieur Hoteman, vous avoir en sa sainte garde.

A Midelbourg ce 9 juin.

Vostre affectionnée et bonne amye,

LOUYSE DE COLIGNY.

Au dos : A MONSIEUR HOTEMAN.

1. Voy. le dernier numéro du *Bulletin*, p. 369. — Nous attirons l'attention sur la fin de la lettre n° VI qui renferme un hommage si élevé, de la fille de l'amiral, à la mémoire de son père.

2. Archiv. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 201.

3. François Hotman (V. sur lui : Haag, *la France protestante*, t. V).

4. V. plus haut, lettre II.

V

A MONSIEUR HOTMAN¹.

Monsieur Hotman, quant je ne vous aurois autre oblygation que celle que je recognoy par vos lettres que me donnés en me souhaytant amye et amye de Madame de Ryché, sela seroit sulisant pour me fayre confesser à jamais vous estre fort tenue, car certe j'oy tant recommander le mérite de ceste dame que je me tiens fort heureuse de la part qu'elle me promet en sa bonne grâce et fort oblygée à ceux qui luy ont donné envye de m'aymer. Je scay que vous estes de ceus qui m'y avés le plus aydé; c'est pourquoy particulièrement je vous en remersyé et vous prie de continuer à m'y entretenir. Ma cousine d'Andelot m'escriit tant de louanges d'elle et tant de courtoysyes qu'elle en recoit, que cela m'ocmente encore de beaucoup la résolution que j'ay prise de l'aymer et honorer. J'ai esté très aise d'avoir appris par vostre dernière lettre le retour de Monsieur de Lysle et les bonnes nouvelles qu'il a aportées. Je m'atans qu'il me mandera luy-mesme de celles de mon frère². J'espère que nous verrons de plus en plus prospérer les affaires du roy de Navarre³ et que, par son moyen, Dieu nous enverra quelque aparance de repos en France. Je voy bien que le désir de partir de Monsieur Conestable ne me permetra pas ce coup fayre responce à l'honneste lettre que m'a escrete Mademoyselle Hotman, mais je la pryé de s'assurer qu'elle m'a esté fort agréable. J'ay fort envye de la congnoistre et encore plus d'avoir moyen de luy fayre paroistre que je suis à elle et à vous,

Fort affectionnée et bien bonne amye,

LOUYSE DE COLLIGNY.

A *ulos* : A MONSIEUR HOTMAN.

VI

A MONSIEUR HOTMAN⁴.

Monsieur Hotman, je vous suis redevable de deus lettres, l'une que m'apporta l'homme du sieur Capitol, l'autre je l'ay recuee aujourd'huy. Je vous remersyé du soing que vous avés eu des papiers dont je vous avois escrit. Je ne les ay point encore parce que le sieur de Villiers⁵ est

1. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 202.

2. François de Coligny, seigneur de Châtillon, fils aîné de l'Amiral et de sa première femme Charlotte de Laval, mort en 1531.

3. La lettre est donc antérieure au 2 août 1589, date de la mort de Henry III après laquelle Henry IV prit le titre de roi de France.

4. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 203.

5. Pierre L'Oyseleur de Villiers, chapelain de Guillaume d'Orange puis de sa

avec mon beau-fils ¹, à ce que j'entens à la flotte devant Lylo ². Je voy bien que vous avés fort favorable odience de vostre maistre, puis que vous avés prins tens de l'y parler de cela et des prisonniers, et que de l'un et de l'autre, y vous a donné sy bonne responce. Je mande à Monsieur de Sydney ³ les belles promesses que le baron de Wilbé ⁴ m'a faytes touchans lesdits prisonniers. Il veust bien que ce soit à luy a qui j'en ay toute l'obligation et non à son Excellence. Il ne m'importe auquel des deus, et confesseray en avoir beaucoup et à l'un et à l'autre, pourveu que par ce moyen Monsieur de Telligny ⁵ ait sa lyberté. Vous verrez par un estrait de nouvelles que l'on m'escrit de France, lequel je vous envoie, comme elle est mise en avant d'un autre costé. Mais je scay que Monsieur de La Noue désirerait beaucoup plutôt l'avoir par le moyen des Angloys, que d'en estre tenu en quelque fason au duc de Lorraine ⁶, comme vous l'avés peu voyr par la lettre que le dit sieur La Noue m'escrivoit il y a quelque temps, dont je vous donne la cōpye pour la montrer à son Excellence. Je vous prie prendre occasion sur ce suget de luy en parler encore, afin que son Excellence avise si luy plaist à ce servi desdits prisonniers pour cest efet, puisqu'il lui plaist avoir l'honneur de la délivrance de cest honneste homme. Je ne luy en ose escrire, parce que je scay qu'il a tant d'occupations que je craindrois d'estre appelée impertune, mais je me fye que Monsieur de Sydney et vous scaurés bien trouver les occasions à propos pour y continuer vos bons offices comme je vous en pryé. J'ay apris aujourd'huy par une lettre de Monsieur de Sydney comme son Excellence et les Estas sont maintenant en voye d'acord. Je pryé Dieu de tout mon cœur qu'ils en puissent faire un bon et irrévocable, car, à mon opinion, de là dépend le salut ou la ruyne de ces pays. Monsieur Hotman, je n'entreprendré de vous répondre sur l'endroit de vostre lettre ou vous tombés sur mes louanges, car je ne pourrais, en disant la vérité qu'à mon regret je reconnoys en moy, que je ne fisse tort à vostre jugement s'il est tel que vos paroles me le sygnifient

veuve jusqu'à sa mort en novembre 1590. La lettre est donc antérieure à cette date. Il est souvent cité dans les lettres publiées par MM. Marchegay et Marlet. V. leur volume, p. 21, note 1.

1. Maurice de Nassau-Orange.

2. Lillo, fort sur l'Escaut, celui qu'on appelait : « La bride d'Anvers. »

3. Sir Philip Sidney, mort en 1586 des suites d'une blessure reçue à la bataille de Zutphen. V. la correspondance publiée de Louise de Coligny, *passim*.

4. Wilhoughby. V. plus haut, lettre III.

5. Odet de la Noue, sieur de Teligny. V. plus haut, lettre III.

6. Charles II, dit le Grand, né en 1542, duc de Lorraine de 1545 à 1608. — Lanoue n'ayant obtenu sa liberté que le 28 juin 1585, cette lettre est donc antérieure à cette date, et sans doute de cette année. (*Réd.*)

par votre lettre ; mais pour ne blasphémer à l'encontre, je veus croire que lorsque votre plume s'est pleue à me donner tant de mérite, l'idée de quelque digne suget vous estoit représentée, et comme les beaux esprits et doués de belles perfections pensent ordinairement à ce qui plus leur ressemble, votre âme, saisié de ce dont elle est plus capable, ne s'est peu empescher de m'attribuer (non ce qui est en moy), mais ce qui vous semble qui y devroit estre, ayant eu cest honneur d'estre fille et fame de deus (que sans rougir) j'ose dyre avoir esté des plus grans personnages de nostre syècle et y en a peu qui puissent marcher de per avec eux. Voylà d'où je tyre ma gloire et d'où, sy je suis dygne de quelque louange, je la mérite. Sur ce rare suget je finiray ma lettre, après m'estre recommandée bien affectionnément à vostre bonne grâce et priray Dieu, Monsieur Hotman, vous avoir en sa très sainte garde.

A Flessingue ce 22 septembre.

Vostre bien affectionnée et bien assurée amye,

LOUYSE DE COLLIGNY.

Prenés garde par qui vous m'éscrirés, car y me semble qu'il y en a qui sont curieus de joyr des lettres. Sy Monsieur de Sydney n'est près de son Excellence, j'ai donné charge que l'on vous baillast ce paquet et luy ferés, sy vous plaist, tenir mes lettres et regardés sy vous aura été donné bien fermé.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN.

VII

A MONSIEUR HOTMAN¹.

Monsieur Hotman, ce porteur est si hasté de retourner que ce mot vous aprendra seulement que j'ay receu vostre lettre et ne faudray d'envoyer demain celle que vous escrives à Monsieur de Villyers. Je vous prie solliciter bien Monsieur de Sydney à ce qu'il pourchasse plus tost ce gouvernement que de s'alér jeter en lieu ou je ne prévoiy pas qu'il puisse acquérir ce qu'il espère. Mandés-moy, sy vous plaist, la responce et l'esperance que vous avés touchant l'affaire de Monsieur de Theligny, et faytes estat, je vous pryé, que je suis

Vostre bien affectionnée et bonne amye,

LOUYSE DE COLLIGNY.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN.

VIII

A MONSIEUR HOTMAN².

Monsieur Hotman, je ne pensois pas vous escrire, mais toutefoys j'ay

1. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 205.

2. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 207.

commandé à mes yeux de ne se fermer jusques à ce que je vous ay fait entendre que j'ay reçu vos deux lettres par Monsieur Belé¹. Vous me faytes estreme playsir de me mander de vos nouvelles et vous pryé d'y continuer. J'ay dit au bailly de ceste ville qui vous porte ceste lettre que si monsieur de Sydney n'est à la Haye, qu'il vous baille mon paquet et vous pryé luy faire tenir incontinent ma lettre parce que je l'avertis d'un voyage que je vays faire pour mener ma belle-fille² se marier en Frise, et parce que ce voyage ne peust qui ne soit long et que je crains que cependant il arrive quelque changement, je désirerois fort le voyr et parler à luy auparavant, et je le prie d'en trouver le moyen, soit icy devant que je parte qui doit estre de demain qui est lundy en quinze jours, ou soit par le chemin que je prendray d'icy droit à Dordrec ou à Rotredan, et de là à Amstredan, sans passer par Delphe ni la Haye. Je luy mande que sy vous estes honneste homme vous seres de la partye et regardés, sy vous plaist, de luy ayder à faire naistre quelque occasion pour cest efet. Ce qu'atendant je me recommanderay affectionnément à vostre bonne grâce et piray Dieu, Monsieur Hoteman, vous avoir en sa sainte garde.

A Flessingue ce 4 d'octobre,

Vostre plus affectionnée et assurée bonne amye.

LOUYSE DE COLLIGNY.

J'ay receu les papiers que vous avies donnés à Monsieur de Villyers pour me randre et, en les revisictant, nous avons trouvé qu'il ny avoit pas une de ces lettres ny de celles de mon beau-fils ouverte, mais bien une que j'escrivoy à Monsieur de Chastillon mon frère et je ne pensois pas estre en soupson, comme à ce que je voy je suis.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN.

IX

A MONSIEUR HOTMAN³.

Monsieur Hotman j'ay receu la lettre que m'avés escrite de Gravesande et loué Dieu de bon cœur de ce qui luy a pleu conduyre Son Excellence et vous tous à bon port. Vous pristés le vant bien à point car depuis il n'a sceu partir un seul bateau, ny mesme n'en est venu, qui me

1. Probablement Jacques Belée, déjà cité dans une lettre de Louise de Coligny à M. Hugues, publiée par MM. Marchegay et Marlet, p. 32.

2. Anne de Nassau-Orange, fille du Taciturne et d'Anne de Saxe, qui épousa le 21 novembre 1587 son cousin Guillaume-Louis de Nassau, stathouder de Frise. V. la corr. publiée, *passim*.

3. Arch. des Affaires étrangères, *Hollande*, t. IV, fol. 207.

mit en fort grand payne des nouvelles de France, car on nous en dit icy de tant de fasons que je ne scay lesquelles je doy croire. Vous ferés aumône charitable de nous mander ce qui s'en croit en vos quartiers et tout autre chose que le papier permettra d'escrire. Sy vous plaist d'en faire part à vos amys vous continurés à les oblyger à vous. Mandé moy, je vous prie, sy le sieur de Torsen¹ fait quelque poursuite pour sa délivrance et surtout je vous fays requeste de m'entretenir tousjours aus bonnes graces de Son Excellence qui seront à jamais tinses de moy pour un fort précieux trésor. Monsieur de Sydney me presse d'envoyer ceste lettre que je fyniray après m'estre recommandée affectionnément à vostre bonne grâce et par vostre moyen à Monsieur Captot. Je prie Dieu, Monsieur Hotman, vous avoir en sa sainte garde.

A Midelbourg ce 11 de janvyer,

Vostre affectionnée et bonne amye,

LOUYSE DE COLLIGNY.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN.

X

A MONSIEUR HOTMAN².

Monsieur Hotman, ce mot sera seulement un tesmoygnage de ma souvenance et pour vous fayre reproche que les beautés d'Angleterre vous font perdre la mémoire des promesses que vous aviés faytes à vos amys de leur escryre souvent, car pour ma part je n'ay reçu qu'une de vos lettres que m'escrivites devant estre arrivé à la court. De vous mander ce qui se passe icy vous ne le scavés que trop, et aussy c'est un trop dygne mesager qui prend la payne de vous porter ceste lettre pour vous escryre beaucoup par luy. Son apsence est fort regrettée icy, veu mesme l'espérance que nous avions eue qui nous y demeureroit. Vous nous avés fait grand tort de nous en frustrer. Et je vous le laysceray entretenir et priray Dieu, Monsieur Hotman, vous avoir en sa très sainte garde.

A Midelbourg ce 16 de février,

Vostre affectionnée et bonne amye,

LOUYSE DE COLLIGNY.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN.

¹ Nous n'avons pu savoir quel est ce personnage. Est-ce le même que le Torsay cité par Louise de Colligny dans une de ses lettres ? V. corr. publiée, p. 118.

² Arch. des Affaires étrangères, Hollande, t. IV, fol. 209.

XI

A MONSIEUR HOTMAN¹

Monsieur Hoteman, je suis estrêmement mardy d'entendre par vostre lettre que les affayres soyent en sy mauvais termes, mais lorsque tout est le plus désespéré, c'est lors que Dieu fait ces miracles. Pour moy j'atens que nous n'aïons que des maux toute ceste année, mais ceste grande révolution qui doit estre la prochayne me fait espérer que lors nous aurons du bien. Dieu le veille par sa bonté. Je suis très ayse que Monsieur de Sydney ait perdu la volonté de se mettre dans Arnheim; y me semble que c'estoit chose qui luy pouvoit apporter plus de dommage que d'honneur. Je suis bien de vostre opinion que plus y voit les affayres brouillées, plus y doit désirer d'avoir ce gouvernement qui sera utile et à luy et à ses amys. Y me tarde bien que ce Milord ne soit party, car je croys que lors y n'y aura plus de difficulté. Je vous remersy de la souvenance que vous avés eue des prisonniers. J'ay envoyé il y a quatre jours le sieur de Fondoy² vers Monsieur de Wilby pour ce mesme efait. J'atens d'heure à autre sa responce, de laquelle j'avertiray Monsieur de Sydney et vous. Monsieur Hotman, j'ay une autre prière à vous fayre. Je croys que vous avés bien entendu comme l'hiver passé le gouverneur d'Ostende prist une despesche que nous envoyons, mon beau-fils le conte Morice et moy, par un mesage d'Orange. Il renvoya quelques unes de mes lettres et de celles que mes fames escrivoient au gouverneur de ceste ville, mais il retint la plus grande partye et entre autre chose un brevet de vint mil escus que le roy avoit autrefois donné à feu Madame la princesse d'Orange³ et depuis reconfirmé à ces petites filles⁴ qui sont avec moy. Monsieur de Vilyers qui l'avoit entre ces mains, le renvoioit à Monsieur de Belyèvre⁵, comme il est porté par la lettre qui luy escrivoit, qui estoit aussi avec la dite despesche. Et Son Excellence me dit dernièrement qu'il avoit tous les paquets et qu'il me les feroit randre, et me semble qui me dit que c'estoit bour grave (sic) qui les gardoit, mais parce que là-dessus la

1. Arch. des Affaires Étrangères *Hollande*, t. IV, fol. 210.

2. Le sieur de Fondoy était maître d'hôtel de Louise de Coligny. Elle en parle encore dans une lettre à Leicester. V. Marchegay et Marlet, p. 36.

3. Charlotte de Bourbon-Montpensier, troisième femme du Taciturne, morte le 5 mai 1582.

4. Guillaume d'Orange avait eu six filles de son mariage avec Charlotte de Bourbon : Louise-Julienne, Elisabeth, Catherine-Belgie, Charlotte Brabantine, Flandrine et Émilie-Antwerpienne.

5. Pomponne de Bellière (1529-1607), surintendant des finances, disgracié en 1588.

porte de l'Escluze ariva, je ne l'en voulus importuner. Je vous prie maintenant quant vous le troverés à propos luy en parler et luy dire, si vous plaist, que je vous pryé de retirer ladite depesche pour me la renvoyer. Je n'en ferois pas instance pour les lettres, car y n'y a rien dedans que je me soucy qui soit veu, ny mon beau-fils aussy, lequel n'écrivoit que pour les affaires du principauté d'Orange; mais y nous importe, comme vous pouvés penser, de recouvrer ledit brevet. Je vous prie donc de vous en souvenir et me mander la responce que vous en avés eue et croire, Monsieur Hotman, que vous troverés aussy peu d'ingratitude en moy qu'il y en a beaucoup en d'autres. Je me recommande affectionnément à vostre bonne grâce et prie Dieu, Monsieur Hotman, vous avoir en sa très-sainte garde.

A Flesingue ce 7 de septembre.

Vostre plus affectionnée et bien assurée amy,

LOUYSE DE COLIGNY.

Au dos : A MONSIEUR HOTMAN.

UNE LETTRE INÉDITE D'ÉLIE BENOÎT

A CHARLES ANCILLON

1690

Quiconque étudie notre histoire sait qu'il est impossible, pour le XVII^e siècle, de se passer des cinq volumes in-4 intitulés *Histoire de l'Édit de Nantes* et publiés à Delft, de 1693 à 1695, par l'ancien pasteur d'Alençon, Elie Benoît. Traduit dès son apparition en anglais (Londres, 1693 in-4) et en flamand (1696, 2 vol. in-f^o illustrés), cet ouvrage fut, dans le monde des lettres, comme la revanche du bon droit et de l'innocence de l'Église réformée, outragée et foulée aux pieds par le despotisme de Louis XIV. Le Père Thomassin, de l'Oratoire, et même l'exact Père Lelong ont bien essayé de faire suspecter la véracité de ce long récit puisé aux sources et d'ailleurs accompagné de nombreuses pièces justificatives. Il y a longtemps que ces attaques sont tombées dans un juste oubli, les innombrables documents originaux publiés, notamment dans ce *Bulletin*, n'ayant cessé de faire ressortir l'exactitude de celui que Michelet appelait un « grand historien » ¹.

¹ *Histoire de France au XVII^e siècle. Louis XIV*, Paris, 1860, p. 294. Comparez, sur l'exactitude de E. Benoît, *Bull.* VII, 436 et suivantes.

Les lettres d'Elie Benoît sont rares. En voici une que M. Ch. Read a copiée il y a bien des années et dont il ne se rappelle plus la provenance. Elle est adressée à Charles Ancillon, alors juge et directeur de la colonie française de Berlin, dont son père, l'illustre David Ancillon, avait été, après son expulsion de Metz, le pasteur le plus en vue. Charles Ancillon avait épousé la fille aînée d'Elie Benoît et ce dernier s'était tout naturellement adressé à lui pour avoir des renseignements authentiques sur les souffrances des Réformés de Metz et du pays Messin; on voit que son gendre lui avait répondu en lui envoyant un mémoire de 120 pages.

David Ancillon tenait, d'ailleurs, en haute estime la science d'Elie Benoît. On lit, en effet, dans le *Mélange critique de littérature recueilli de ses Conversations* (Basle, 1698, 3 vol. in-12, t. II, p. 473), à propos de l'éloge qu'il faisait de l'*Histoire de l'Eglise et de l'Empire* de Le Sueur, et du regret qu'il exprimait qu'elle n'eût pas été achevée : « Je ne connois que le docte, le célèbre et le poli M. Benoist, cy-devant ministre à Alençon en Normandie et présentement à Delft en Hollande, qui soit capable de réussir dans une entreprise de cette importance. »

A ce jugement on nous permettra d'ajouter une question : que sont devenus les nombreux « Mémoires particuliers » que l'auteur de l'*Histoire de l'Edit de Nantes* avait rassemblés, non sans peine, ainsi qu'en témoigne cette lettre ? Ne serait-il pas possible d'en retrouver quelque chose en Hollande ?

N. W.

Monsieur,

A Delft, le 13 mai 1690.

Je suis bien fâché d'avoir été assez malheureux pour ne trouver pas d'occasion sûre pour vous écrire, quand j'ai fait réponse à la lettre dont vous aviez accompagné le paquet que vous eustes la bonté de m'envoyer l'hiver passé. Cela n'arrive que trop souvent, que ceux qui se chargent de lettres ne se donnent pas la peine de les rendre, et je vois bien que cela est arrivé à la mienne. A la vérité, je laissai passer quelque temps avant que de vous répondre, parce que celui qui me rendit votre paquet m'avoit promis de prendre ma réponse

1. Il y en a bien quelques-uns dans les papiers Court (Voy. *Bull.* XI, 86 et 102), mais il doit en subsister d'autres.

dans un certain temps ; mais je n'ai pas entendu parler de lui depuis, et comme il ne m'avoit laissé ni nom ni adresse, je fus obligé de me servir de l'occasion d'un passant que je croyois qui seroit fidèle parce qu'il devoit avoir affaire à vous. Mais puisque cela m'a manqué, je recommencerai ici, Monsieur, les très humbles remerciemens que je vous faisais alors, de la peine que vous avez bien voulu prendre de dresser des Mémoires si exacts et si utiles, dont j'ai déjà tiré du fruit et dont j'espère profiter encore. Le tout m'a été rendu en bon état. Les Mémoires sont contenus dans un livre de 120 pages, fort proprement relié et couvert de papier marbré, et la lettre étoit dedans, fort ample, fort obligeante et fort instructive.

J'aurois bien souhaité que vous y eussiez ajouté le Catalogue des Mémoires imprimés dont vous avez connaissance et que vous auriez jugés capables de me servir. Il se peut que vous en savez quelqu'un dont les autres ne m'avertissent pas. Diverses personnes m'ont indiqué l'ouvrage de M. de Belloi dont vous faites mention ; mais je n'ai pu encore trouver personne qui me le pût prêter ou m'enseigner où je le trouverois. Il en est de même de l'ouvrage du P. Meynier, imprimé à Béziers, et différent de celui où il traite *six vérités*¹. J'ai voulu les faire venir de France ; mais, au lieu de ce que je demandois, on m'a envoyé, avec de grands frais, des livres absolument inutiles. Ce ne seroit pas un petit secours que celui de me communiquer, ou les ouvrages mêmes, ou les extraits judicieux qu'un habile homme en pourroit faire.

Au resté, Monsieur, j'userai des Mémoires que vous avez eu la bonté de m'envoyer, avec la discrétion que vous souhaitez, et vous ne serez point nommé. Cependant faites-moi la justice de croire que je serai reconnaissant toute ma vie de la grâce que vous m'avez faite, et que, tant que je le pourrai faire, j'embrasserai avec affection les occasions de vous témoigner que je suis, du fond de mon cœur, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

BENOIST.

M. votre gendre m'ayant fait l'honneur de m'écrire, en même temps que vous, sur le même sujet, trouvez bon que je joigne à celle-ci une réponse pour lui.

Adresse : A M. Ancillon, Juge supérieur des François à Berlin.

1. De l'exécution de l'Edit de Nantes et le moyen de terminer, dans chaque province, le grand différend et ses principales suites, par les Actes des Synodes de la B. P. R., par lesquels l'on fait voir à Nos seigneurs les exécuteurs de l'Edit d'avoir tout le genre du Languedoc et pays de Foix, que, dans le seul Dio-

RAPPORT INÉDIT PRÉSENTÉ AU PREMIER CONSUL

SUR

L'ORGANISATION DES CULTES PROTESTANTS¹

An X

Le gouvernement de la République par les articles convenus entre lui et Sa Sainteté a réglé le sort des catholiques français. Il convient que les rapports civils et politiques des autres cultes soient également déterminés.

Le premier des articles convenus exprime que la religion catholique est celle de la majorité des Français. Cet énoncé est un fait, mais on pourrait abuser de la déclaration qui en est faite. Il faut prévenir toute interprétation malveillante.

La volonté de la majorité lie la minorité pour les choses qui sont en même temps générales et communes, telles que les lois civiles, les lois politiques, leurs constitutions et leurs formes.

Sur ces objets, il ne peut y avoir qu'un système établi, et pour l'établissement de ce système, il faut que les volontés qui ne concordent pas cèdent à la pluralité de celles qui concordent.

Mais le culte, ses pratiques et ses dogmes, sont des choses spéciales, arbitraires et de choix.

Un État ne peut subsister sans unité de lois auxquelles tous les citoyens soient soumis, mais il peut subsister sans culte, ou avec une grande diversité de cultes. D'où suit le droit assuré à tous les individus de s'abstenir de tel culte, de pratiquer tel autre, ou de n'en pratiquer aucun.

Le gouvernement en déclarant que le catholicisme était en majorité en France, n'a donc voulu autoriser en sa faveur aucune prééminence

cèse de Nîmes, les Prét. Réf. ont maintenant plus de lieux d'exercice qu'ils n'en avaient dans ces trois provinces, Bas-Languedoc, Sévennes et Vivarais, quand l'Edit de Nantes fut publié. Et qu'après la publication du même Edit et contre les défenses qui y sont faites, ils ont établi l'exercice public de leur créance en plus de deux cens lieux, où par conséquent il doit être condamné, par le P. B. Meynier, de la C. de J., à Pézenas, 1662, in-4° de 379 p.

1. Archives nationales. AF IV. — 1044, pièce 6. L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain n° la fin de l'étude de M. Lods sur *L'Église réformée de Paris pendant la Révolution*, dans laquelle on trouvera l'explication de cet important document (Réd.).

politique ou civile. Il a seulement motivé l'antériorité des mesures qu'il a prises pour lui assurer une indépendance qu'il est dans ses intentions de garantir également aux autres cultes.

Le protestantisme est une communion chrétienne qui réunit à la même croyance et aux mêmes rites un très grand nombre de citoyens français. A ce titre, cette communion a droit à la protection du gouvernement. A d'autres égards elle mérite des marques de considération et de bienveillance. Ses fondateurs ont les premiers répandu en Europe des maximes libérales de gouvernement. Ils ont fait faire des progrès à la morale, à la philosophie, aux sciences et aux arts utiles. Dans ces derniers temps les protestants se sont rangés des premiers sous les drapeaux de la liberté et ne les ont jamais abandonnés.

Il est donc du devoir du gouvernement d'assurer sa protection aux réunions paisibles de cette minorité éclairée et généreuse de citoyens rassemblés dans des temples dans la vue louable de recueillir et de pratiquer les préceptes de la religion du Christ.

Il est peu de cultes hors du christianisme qui aient des établissements en France ou bien ces établissements sont maintenus par un nombre peu considérable de citoyens. Ils doivent cependant jouir de la même indépendance que les autres cultes. Mais cette indépendance leur sera suffisamment assurée par les principes généraux qui sont exprimés dans le projet d'arrêté que je sou mets à la décision des consuls.

Tout ce qui est assuré au catholicisme par les articles convenus est également garanti au protestantisme par le projet d'arrêté, à l'exception toutefois de la subvention pécuniaire promise aux ministres du premier. Cette distinction a besoin d'être motivée.

1° L'emploi de fonds publics entre dans la classe des choses générales et communes dans lesquelles la minorité numérique des citoyens est soumise à la majorité. Sous ce point de vue le gouvernement, qui a l'initiative des lois, a le droit de présumer le vœu national, de demander une autorisation législative pour une dépense qui est dans l'intérêt du plus grand nombre des citoyens, et de n'en point demander pour celle qui n'intéresserait que le petit nombre.

2° L'application d'un fonds national à l'entretien du culte catholique n'est pas dans les circonstances présentes un acte gratuit de munificence. Aujourd'hui plus qu'autrefois l'entretien du catholicisme coûte cher, si non à l'État, du moins à un nombre immense de citoyens qui le professent. Les prêtres catholiques reçoivent tous les jours des subventions volontaires dont la mesure ne peut être déterminée. Mais on doit être assuré que l'opinion où l'on est de la pauvreté des ministres et la clandestinité de leurs fonctions ajoutent à la ferveur et à la libéralité des dispositions

de ceux qui suivent leur croyance. Ainsi assurer un traitement modéré à ces ministres, c'est affaiblir l'opinion qui leur attire des subventions trop abondantes, c'est pourvoir aux inconvénients d'une profusion journalière qui devient une charge réelle sur la classe la plus nombreuse et la moins aisée des citoyens.

Par la considération du nombre et par d'autres considérations particulières, cette charge est infiniment moindre dans les pays de la République qui sont habités par les protestants.

3^e Enfin dans les articles convenus, l'obligation imposée à l'État est compensée par le droit que le gouvernement acquiert d'influer directement sur l'administration de l'Eglise en déterminant la circonscription de l'Eglise, en déterminant la circonscription des diocèses et des paroisses, en nommant les évêques, et en donnant ou refusant son approbation à la nomination des ministres subordonnés.

Je propose en conséquence aux consuls de la République le projet d'arrêté suivant :

PROJET D'ARRÊTÉ :

Les consuls de la République sur le rapport des ministres de l'intérieur et de la police générale arrêtent ce qui suit :

ART. 1. Tous actes et réglemens répressifs de la liberté des cultes, ou portant atteinte à leur indépendance respective sont annulés.

ART. 2. Les citoyens français appartenant aux communions protestantes, ou à tout autre communion chrétienne, présenteront au gouvernement dans le délai de trois mois le tableau de la hiérarchie ecclésiastique de leurs ministres, et la circonscription de leurs paroisses. Ils indiqueront dans chaque lieu les édifices désignés pour l'exercice de leur culte.

ART. 3. Dans aucun cas la nomination aux places ecclésiastiques ne peut appartenir soit à des supérieurs étrangers, soit à des consistoires placés hors du territoire de la France.

Le consul nommera les premiers ministres de chaque religion.

Toutes les Eglises françaises de quelque communion qu'elles soient seront régies par des ministres et soumises à des chefs ou à des consistoires français.

ART. 4. Dans chaque communion la nomination des principaux chefs du culte ne sera autorisée qu'autant qu'elle aura été soumise à l'approbation du gouvernement.

ART. 5. Les ministres du culte quel que soit le degré de leurs fonctions ne pourront les exercer qu'ils n'aient préalablement prêté, entre les mains des autorités à ce désignées, le serment de soumission aux lois et d'obéissance au gouvernement institué par la constitution de la République.

ART. 6. Le libre exercice du culte sera protégé par les autorités locales mais seulement dans les enceintes destinées pour cet usage et à ce autorisées.

ART. 7. Les temples protestants qui à dater de la publication du présent arrêté ne seront pas aliénés seront remis à la disposition du culte protestant.

ART. 8. Le gouvernement prendra des mesures pour qu'il soit permis aux protestants français de faire en faveur de leurs Églises des fondations en rentes sur l'État. Les Églises dans cette jouissance, ainsi que dans celle indiquée dans l'article précédent, seront soumises à toutes les charges de l'État.

ART. 9. Les citoyens français non chrétiens et professant un culte quelconque feront dans le délai de trois mois la déclaration du nombre d'individus attachés à la même croyance, de l'état honorifique de leurs ministres, et la désignation des lieux destinés à leur culte pour qu'il puisse être pris par le gouvernement des mesures qui leur donnent la même indépendance dont jouissent les autres religions.

ART. 10. Les ministres de l'intérieur et de la police générale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

MÉLANGES

LA NUIT DE LA SAINT-BARTHÉLEMY

24 Août 1572.

UNE DISSERTATION HISTORIQUE DE LÉOPOLD RANKE

On a bien des fois, en ces derniers temps, dans des livres, dans des brochures, dans les journaux ¹, et tout particulièrement dans ce *Bulletin* ², discuté la question de la préméditation de la Saint-Barthélemy. Le célèbre historien protestant de la papauté, Léopold Ranke, avait lui-même autrefois examiné cette même question dans

1. Voir notamment une série d'articles de M. Loiseleur dans le journal *le Temps*, du 17 au 24 août 1873.

2. Voir la table de 1852 à 1866, et XVIII, 305, etc.; XIX, 258; XXI, 345; XXII, 81, 147; XXVI, 320, 540; XXVIII, 366, 548; XXX, 420; XXXIII, 285, 429; XXXIV, 361, 380, 382; XXXV, 352; XXXVI, 413.

un recueil périodique allemand, presque introuvable en France et par conséquent tout à fait inconnu. Ranke a renvoyé lui-même à ce travail dans son *Histoire de la Papauté aux XVI^e et XVII^e siècles* (Berlin, 1836, t. II, p. 67), et il l'a fait en ces termes : « Pour abréger, je m'en réfère à une dissertation sur la nuit de la Saint-Barthélemy que j'ai publiée dans la *Revue historique et politique*, II, III. »

Or, cette dissertation n'a jamais encore été traduite, et ne la connaissant pas, on n'a pas eu à en tenir compte dans la discussion de la question. Nous ne doutons pas qu'elle ne présente un grand intérêt rétrospectif pour nos lecteurs.

Elle date de 1834, ayant été motivée par la publication faite, cette année-là, d'une œuvre de parti, d'une *histoire* indigne de ce nom, intitulée : *Histoire de la Réforme et de la Ligue*, par le sieur Capefigue, ce *pamphlétaire* qui a trop longtemps usé et abusé de son titre d'ancien élève de l'École des chartes et a entassé les uns sur les autres tant de volumes soi-disant historiques, digne successeur des Gregorio Leti, des Sandras de Courtils et de tant d'autres écrivains à gages. Cette prétendue histoire de la Réforme et de la Ligue a eu plusieurs éditions successivement frelatées. On le constate en les comparant. Léopold Ranke a fait beaucoup d'honneur à un tel ouvrage en le prenant au sérieux et en le discutant. Mais, lue à la distance de soixante années, sa dissertation à quelque chose de tout à fait curieux et de bien piquant, comme on va le voir dès le début.

Félicitons-nous donc que le factum de Capefigue ait fourni à Ranke une occasion de s'occuper de la Saint-Barthélemy, de traiter la question en elle-même et d'examiner sous certaines faces les circonstances dans lesquelles elle se produisit. Il donne un exposé assez approfondi, d'après les documents italiens, dès lors explorés par lui, exposé qu'il n'a guère fait que résumer, quinze ans plus tard (1852), dans son *Histoire de France*. Il examine les théories de l'*entraînement accidentel* et du *soulèvement populaire spontané*, que venait de développer complaisamment le sieur Capefigue, et il parle, à ce propos, des *Mémoires* de Tavannes et du fameux Discours de Henri III à son médecin Méron (discours sur lequel il n'avait pas conçu les justes doutes auxquels ce document a donné lieu plus tard). Sur le point de la *préméditation*, loin de se réserver, comme il l'a fait ultérieurement dans son *Histoire de France*, il

versait alors du côté de la négative. Enfin, son travail présente diverses remarques, soit générales, soit particulières, tant sur les idées professées par Capefigue que sur les xvi et xvii siècles comparés entre eux, lesquelles remarques ont, à l'heure présente, une saveur singulière et presque une sorte d'à-propos.

Une pareille pièce manquait au dossier de cette lugubre question de la Nuit du 24 août 1572. On nous saura gré de lui faire enfin ici la place qu'elle mérite.

I

EXAMEN D'UNE NOUVELLE THÉORIE SUR LA SAINT-BARTHÉLEMY.

Si c'est une bonne fortune pour un auteur que d'être lu beaucoup, et lu sur-le-champ, il faut reconnaître que les auteurs français sont tout particulièrement favorisés à cet égard. Ils ont pour public (et public sans pareil au monde) une capitale extrêmement impressionnable, une grande et sensible nation, dont tous les éléments sont travaillés des mêmes besoins, et en même temps ils ont les classes supérieures de tous les autres peuples en deçà et au delà de l'Océan. Ce grand public salue avec empressement toute idée neuve, toute expression originale. Il finit par rendre justice à tout le monde; toujours il a réponse à tout, et répand en un clin d'œil dans l'univers entier les impressions qu'il reçoit et réfléchit à son tour.

Combien la situation des auteurs allemands est moins avantageuse! Pour en juger, il suffit de voir comment le récent ouvrage de Capefigue, à peine publié, a été lu et analysé en Allemagne, alors que cet écrivain, qui s'étend assez longuement sur la Réformation allemande, n'a pas même consulté un seul des ouvrages allemands traitant de son sujet.

Ne devrions-nous pas enfin user de représailles et ne pas plus nous inquiéter des Français qu'ils ne s'occupent de nous?

Non. Ce serait-là sortir absolument de notre rôle; ce serait renoncer à posséder l'universalité des connaissances, universalité sans laquelle la science ne saurait se concevoir. Le dirai-je, d'ailleurs? Il importe peu, au fond, qu'on lise ou qu'on ne lise pas

nos travaux à Paris. Qu'il nous suffise de tirer parti de ceux qui y sont publiés. En fin de compte, *bienheureux sont ceux qui possèdent*¹ !

Ne nous laissons donc pas, toutes les fois que paraît un livre à prétention scientifique, de nous demander ce qu'il nous apprend de neuf, en quoi et jusqu'à quel degré il est appelé à modifier notre point de vue.

Pour ce qui concerne l'ouvrage de Capefigue, il n'est peut-être pas nécessaire de répondre très méthodiquement à ces questions. Ce livre ne saurait passer que très malaisément pour un ouvrage scientifique proprement dit. Il eût fallu, pour qu'il en fût autrement, des travaux préparatoires autrement étendus, un bagage scientifique amassé avec bien plus de conscience; il eût fallu soumettre à une revision générale le sujet tout entier; et, dans ce cas, il eût été malaisé de laisser de côté les auteurs allemands, sans autre forme de procès.

Néanmoins, il y a beaucoup de neuf dans cet ouvrage. Une fois de plus on a fouillé les nombreux trésors manuscrits des Bibliothèques et des Archives de Paris; on a, pour la première fois, utilisé une partie des Archives de Simancas qui se trouvent à Paris. Il est vrai que l'auteur considère comme importants bien des détails qui ne le sont point, et comme inconnues des choses familières à tout historien tant soit peu versé dans la matière²; mais on y rencontre aussi un assez grand nombre d'informations importantes, quelques-

1. N'y a-t-il pas quelque chose de bien caractéristique dans le ton de cet exorde, aboutissant au fameux *Beati possidentes* ! (C. R.)

2. Je citerai un seul exemple. Dans son quatrième volume, l'auteur attache la plus grande importance à un prétendu Mémoire de Delezeau. Il dit (page 44) : « Ce « Mémoire est le plus curieux document qui existe encore sur le mouvement « municipal de Paris, les assemblées des Seize quarteniers, les opinions et le « mouvement politique. Le conseiller Delezeau professe les opinions des « Ligueurs, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie et du peuple. Ce Mémoire est « en manuscrit dans la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Les conservateurs en « ignoraient l'existence; je l'ai trouvé dans mes recherches. Il est maintenant « coté et porte ce titre : *De la Religion catholique en France*, par M. Delezeau, Conseiller d'État; in-folio. »

L'auteur y est appelé un des plus intimes confidents de la Ligue. M. Capefigue raconte, en conséquence, les origines de la Ligue, et il semblerait alors que l'on dût nous révéler tous les mystères de l'Union.

Mais si l'on examine les choses de plus près, on s'aperçoit, non seulement que les renseignements contenus dans ce livre ne nous apprennent rien de nou-

unes décisives. Il ne servirait à rien d'entrer ici dans un détail minutieux; tout Allemand qui travaillera à l'avenir dans cette branche de l'histoire ne négligera pas de mettre à profit les renseignements qu'offre ce livre.

Mais ce qui mérite notre attention immédiate, c'est l'idée fondamentale exprimée par Capefigue. Elle veut être examinée de près : d'abord parce qu'elle est, de sa part, le résultat d'études assez étendues; puis, parce qu'elle est neuve et se présente jusqu'à un certain point avec les apparences de la vérité.

Capefigue combat la théorie de ses devanciers français du XVIII^e siècle, lesquels considéraient tout le mouvement qui a amené la Ligue, et la Ligue elle-même, comme une œuvre d'intrigue et d'ambition personnelle. Lui, au contraire, il trouve les origines de ce mouvement dans la nature des choses, dans la constitution de l'État à cette époque.

« La Ligue, dit-il, était l'expression et le dernier effort d'une société qui défendait énergiquement ses libertés et son caractère national. »
 « La Ligue, c'était la Commune catholique combattant pour sa constitution, à laquelle elle était fidèle tandis que les classes supérieures s'en étaient détachées. »

Car c'est, avant tout, dans les Communes que Capefigue croit découvrir le nerf de la résistance catholique. C'est dans les asso-

veau, mais encore que le livre même était déjà connu, bien que sous un autre titre.

En effet, dans Palma-Cayet, *Chronologie norvénaire*, contenant l'histoire de la guerre sous le règne du très-Chrestien Roy de France et de Navarre Henri IV (t. 55 de la Collection générale des Mémoires), se trouve (page 38) reproduit un récit des origines de la Ligue par un membre de l'Union. Or, dès qu'on se rappelle en gros ce récit, on le retrouve dans le Mémoire découvert par Capefigue. D'après la citation qu'il en fait, page 246, Delezeau appelle d'abord l'attention sur les précautions dont a été entourée la communication du projet : « Se donnant bien de garde de s'ouvrir ni communiquer ce dessein à aucun homme vivant, que premièrement le Conseil n'eust examiné la vie, les mœurs et la bonne renommée de celui à qui l'on avoit à parler, comme n'estant raisonnable de commettre la cognoissance de cette sainte cause à qu'entre les mains des gens de bien, sans reproches, fidèles et très affectionnés. » (Ms. de Delezeau, chap. IV.)

Le vieux récit imprimé dont je viens de parler s'exprime exactement de même : « Tellement que ces six personnes ne communiquoyent avec homme vivant, que premièrement le Conseil n'eust examiné la vie, mœurs et bonne renommée de ceux à qui l'on avoit parlé, comme n'estant raisonnable de

ciations municipales, c'est dans les *halles*, pour me servir de son expression, dans les *confréries*, qu'il cherche la cause des tempêtes anti-protestantes du temps.

On le voit : il nous importe moins de savoir comment l'auteur combat ses prédécesseurs (on était depuis longtemps convaincu qu'ils étaient allés beaucoup trop loin), que de nous rendre compte du fond même de son idée. Nous ne pouvons suivre tout le cours des événements : où commencer ? où s'arrêter ? Il suffira de prendre un seul événement, à condition qu'il ait assez d'importance pour fournir à l'historien l'occasion d'exprimer plus complètement son opinion. Je choisis la Saint-Barthélemy, qui forme, d'ailleurs, comme il est naturel, le point central de la nouvelle théorie. Cherchons d'abord à nous rendre compte ici de ce qui fait l'originalité de cette théorie.

« Il ne faut pas l'oublier, dit Capefigue, la force en France était encore
« dans la vieille société catholique, laquelle se mêlait à ses souvenirs, à
« ses gloires, à ses émotions. L'esprit de cette société n'était pas telle-
« ment éteint qu'une fermentation religieuse ne se fit sentir à l'aspect
« des faveurs de la cour qui entouraient les chefs des Calvinistes. Les
« halles, les métiers, les capitaines de compagnies, même les bourgeois,

« commettre la cognoissance de cette sainte cause qu'entre les mains de gens
« de bien, sans reproche, fidèles et très affectionnez. »

Le récit de Palma-Cayet continue ainsi : « Et combien qu'il y eust quelque
« peu de grandes et honnêtes familles, qui avoient bonne et sainte affection
« au party, si est-ce qu'ils ne paroissent et ne vouloient assister aux assem-
« blées ny parler à beaucoup de personnes, de peur d'estre descouverts, mais
« sous main faisoient ce qu'ils pouvoient, et animoient ces six personnes de
« vouloir tra ailler, et conféroient avec eux à couvert, et subvenoient à la
« cause de leurs conseils et moyens, de sorte que tout se gouvernoit avec
« grand zèle, grande amitié, grande fidélité et grande prudence. »

On retrouve textuellement ce passage dans le Mémoire de Capefigue : « ... Ils
« attirèrent encore à leur parti quelques personnages de grandes familles ; mais
« ceux-ci ne paroissent et ne vouloient point assister aux assemblées, de
« peur d'être descouverts, mais sous main faisoient ce qu'ils pouvoient, et
« animoient ces entrepreneurs, et conféroient avec eux, et subvenoient à la
« cause de leurs conseils et moyens, de sorte que le tout se gouvernoit avec
« grand zèle, grande amitié, grande consolation, grande fidélité et prudence. »
(*Ibid*)

En acceptant donc ces extraits donnés par Capefigue comme exacts, on ne peut voir dans le Mémoire découvert par lui qu'un remaniement, *parte in qua*, du vieux Mémoire rédigé par le Ligueur, lequel ne contient rien de particulier. (Note de Léopold Ranke.)

ne supportaient pas avec patience les prêches qui s'élevaient à côté de la vénérable cathédrale. On se réunissait dans des confréries secrètes, sous les saints patrons et la Vierge; on y réchauffait les anciennes idées de *ligues*, de confraternités politiques et de croyances pour la défense de la Foi¹.

« Les bourgeois de Paris, si zélés pour Notre-Dame, pour le Saint de leur bannière, pour la benoîte Croix plantée en la place publique ou sur la Sainte-Chapelle; ces métiers, ces halles ardentes n'écoutaient pas un sermon où il ne fût question de l'insolence des hérétiques, — gentilhommerie de province rustre et malapprise qui voulait imposer ses lois à la bonne bourgeoisie, à sa grande Église, à sa *mellifiante* Université². »

Quand les Huguenots arrivent de Blois, la foule catholique les voit passer, « fixe sur eux des regards inquiets, des yeux de colère et de fureur; de temps en temps sortent des groupes les cris étouffés de : *Huguenots! Huguenots! voilà les Huguenots!* — Quand, le matin, ils passent par la ville, tenant chapeau sur la tête en face des croix au pied desquelles s'agenouillaient les confréries bénites, le peuple s'écrie : *Huguenots, maudits Huguenots! Ah! les voilà qui venient Dieu et les saints!* — Tout semble concourir à les rendre odieux à la multitude; leur langue de Béarn et de la Gascogne était inconnue³; leur fierté féodale, la rigidité de leur costume les faisaient considérer comme des vainqueurs qui imposaient leur pouvoir à cette population vaincue⁴. »

On ne nous dit pas où l'on a pris tous ces détails. Nul historien ne les mentionne. On ne produit ni brochure ni manuscrit. Une seule ordonnance tendant à empêcher des querelles. Et même, la thèse fondamentale, que Paris aurait été dominé, à une époque, par l'idée d'une « municipalité » reliée par des pratiques religieuses, thèse sur laquelle repose tout l'ouvrage, comment la démontre-t-on? Il n'est pas permis de transplanter tout simplement les idées du xiv^e siècle à la fin du seizième.

« L'instant approchait (continue l'auteur) où la colère du peuple allait s'éclater. Il est puéril de croire que le mariage de Henri de Béarn avec Marguerite de Valois avait été arrêté dans le dessein de réunir toute la noblesse calviniste à Paris, afin de s'en débarrasser par un grand car-

¹ III, 47.

² III, p. 39.

³ III, p. 94.

⁴ Ceci est de l'histoire d'après... l'opéra-comique du *Presant-Gleres*. (C. R.)

« nage. Ceci put être conçu par quelques têtes du parti catholique ; on
 « put envisager la possibilité d'un massacre général des Huguenots, coup
 « d'État de sang, qui était comme une nécessité du catholicisme pour
 « ressaisir le pouvoir. Mais cet événement ne fut ni préparé ni concerté
 « avec tant de soins ; il arriva comme arrivent toutes ces fatales exécutions
 « populaires, par un mot, par un acte, par un accident. Quand les
 « choses en sont venues à un certain point, un signal suffit pour l'explo-
 « sion, et elles éclatent, plus épouvantables encore qu'on n'avait voulu les
 « faire. Se débarrasser des Huguenots était une idée familière à la mul-
 « titude. On avait essayé la guerre, les édits, les persécutions ; on tenta
 « la tuerie, *et il ne faut en accuser personne* : le mouvement des partis,
 « un fanatisme d'opinion furent les mobiles de la Saint-Barthélemy.
 « En révolution, souvent il faut effacer les noms propres, pour distribuer
 « le blâme ou l'éloge : les masses font le bien et le mal¹. »

Catherine de Médicis et Charles IX n'auraient donc eu d'autre part
 aux horreurs de cette nuit que le signal donné par eux à un événe-
 ment qui venait de lui-même et était inévitable ? --- Examinons de
 plus près ce que l'auteur dit du roi et de la reine.

« Il est constant que l'amiral Coligny avait pris un grand ascendant sur
 « l'esprit du jeune roi Charles IX ; je ne crois pas à une dissimulation de
 « deux années, à tous ces témoignages de confiance, pour en venir fina-
 « lement, après un si long temps, à un coup d'État. Le conseil fut bien
 « plutôt entraîné par les passions de son parti ; il ne pouvait se placer au
 « milieu des Calvinistes, qui n'étaient pas assez forts et avaient contre
 « eux le peuple ; il alla donc, avec le mouvement qui l'emportait, aux
 « excès catholiques. On a fait de Charles IX un monstre, de Catherine
 « une figure de femme sanguinaire ; l'un et l'autre luttèrent de longues
 « années contre une réaction, qu'ils furent obligés d'appuyer². »

L'élément principal, c'est toujours le peuple. L'amiral est blessé. « La
 « bonne balle d'arquebuse avait excité l'enthousiasme parmi le peuple. »
 On apprend que Guise y a été pour quelque chose, Guise, « le prince po-
 « pulaire, l'homme de Paris et de la multitude... Le peuple n'eût pas
 « souffert que ses bons princes catholiques, ses défenseurs, quittassent
 « Paris³ ».

Enfin l'idée du massacre est arrêtée. « Il faut avouer que les sanglantes
 « journées furent résolues sans longue préparation, comme un désespoir

1. III, p. 126.

2. III, p. 148.

3. III, p. 149.

« du Conseil, pour échapper au danger des guerres civiles. Les deux
 « partis n'en pouvaient plus ; Paris et les populations ardentes des cités
 « catholiques voulaient se délivrer des Huguenots, de ces prêches qu'elles
 « poursuivaient de leurs imprécations... Ce n'est pas la pensée et l'am-
 « bition de quelques hommes qui pousse le peuple dans les temps d'agi-
 « tation, mais c'est le peuple qui entraîne les hommes, les conseils, les
 « politiques, les assemblées et les rois ¹. »

Cette manière de présenter les faits n'a pas toute la précision désirable ; mais évidemment elle veut dire que la Saint-Barthélemy a été un acte de nécessité politique. On voit deux partis en présence : le parti des idées nouvelles, de la noblesse de province, et le parti des intérêts municipaux et vieux catholiques. A Paris, ces deux partis s'entrechoquent, plutôt par l'effet du hasard, du cours des événements, que par suite d'un dessein préconçu. Leur lutte est inévitable. Pour ne pas être écrasé par ce choc, le gouvernement, obéissant à la nécessité, se porte du côté du plus fort et laisse libre cours à des passions sanguinaires. La Saint-Barthélemy est donc l'explosion presque spontanée d'une majorité conservatrice, excitée par sa haine contre une minorité révolutionnaire.

Il est aisé de voir que les idées et la situation du jour (1834) ont exercé une grande influence sur ce point de vue. L'auteur se figure le gouvernement de Charles IX à peu près comme le gouvernement actuel, placé entre deux partis vivement opposés l'un à l'autre, et n'ayant d'autre objet, comme celui-ci, que de se maintenir intact au milieu du combat. Aussi, les Valois de l'époque s'appuient, à peu près comme les Bourbons de nos jours, sur une forte majorité, dont ils adoptent les intérêts.

On sait quel rôle considérable l'idée de la *souveraineté du peuple* joue dans tous les événements modernes. Ici, l'on s'essaye à présenter également des événements très éloignés comme l'effet de ce principe, pris, bien entendu, dans le sens où on l'entend actuellement, c'est-à-dire de la prépondérance de la majorité sur la minorité.

Et n'y aurait-il pas là, effectivement, quelque chose de vrai ? La nature des mouvements populaires du temps passé a-t-elle nécessairement dû être différente de celle des mouvements actuels ?

¹ *Id.* p. 168, 169.

On ne saurait se contenter, en histoire, de possibilités et de vraisemblances. Il faut examiner de nouveau, et, si possible, plus méthodiquement que ne l'a fait l'auteur, si les choses se sont passées ainsi qu'il le dit.

Pour ne pas rester dans le vague des généralités, pour arriver à un résultat peut-être satisfaisant, je n'hésite pas à recommencer l'examen, avec l'aide de quelques documents manuscrits, restés jusqu'ici inédits.

II

EXPLICATION NOUVELLE DES CAUSES DE LA SAINT-BARTHÉLEMY.

L'idée de Capefigue donne un sens nouveau à la vieille question : les forfaits de la « Noce sanglante » ont-ils été préparés de longue main, ou non ? Sans doute, il faut éclaircir cette question, si l'on veut juger de la part que le peuple y a prise, et si cette participation a été aussi volontaire que le dit Capefigue.

Si nous interrogeons à ce sujet les historiens contemporains, nous trouverions chez presque tous une réponse affirmative sur la question de la préméditation. Catholiques et protestants sont à peu près tous du même avis. Ils admettent qu'un coup de cette nature avait été résolu dès l'année 1565, et qu'il avait été préparé dès l'année 1570, époque à laquelle la pacification s'imposait à la Cour. Toute la faveur qui avait été accordée aux nobles huguenots, le mariage même de Henri et de Marguerite, n'avaient eu d'autre but que de mettre les chefs et la noblesse du parti au pouvoir du roi. Les Italiens trouvent que c'est là un *stratagème* très habile, et le louent à raison du but poursuivi. Les protestants croient augmenter l'horreur qu'inspire le fait, en admettant une longue préparation. Bref, cette opinion s'accrédita aussitôt d'une façon à peu près générale. Elle gagnerait en vraisemblance, si l'on pouvait supposer que les contemporains d'un événement ont quelque conscience de ses causes.

Néanmoins, les historiens les plus récents (et parmi eux, comme nous venons de le voir, Capefigue) ne s'en sont pas moins prononcés contre cette opinion, après un nouvel examen des faits.

Et, en effet, elle a contre elle quantité d'objections. L'état de choses politique, la situation générale de l'État, semblent devoir absolument l'exclure.

Si l'on admet que Charles IX s'est décidé à faire la pacification de 1570, soit par un accord avec le roi d'Espagne et avec le Pape, soit avec une réserve de desseins secrets, on peut affirmer avec assurance qu'il n'en est point ainsi. C'est pour de tout autres motifs qu'il a conclu ce traité. Le principal de ces motifs était personnel. Le roi ne voulait pas voir son frère, le duc d'Anjou, qui était à la tête du parti catholique violent, conquérir, par la continuation de la guerre, une autorité indépendante¹. De là vint qu'il inclina vers un sentiment modéré, tel qu'il était alors représenté par Montmorency. D'après le témoignage exprès de l'ambassadeur anglais Walsingham, homme très habile, sans aucun doute, dont les dépêches ont été publiées plus tard comme un modèle de correspondance diplomatique, Montmorency est celui qui a le plus contribué à la paix : « Montmorency, dit l'ambassadeur, s'insinue tous les jours dans la faveur du roi : il est maintenant tout-puissant à la Cour². »

Et tout cela se serait fait d'accord avec l'Espagne ou le Pape ?

Bien au contraire, le Pape fit faire des remontrances formelles au sujet de la paix. On donna au nonce cette réponse assez dure : « Le roi est majeur ; il peut faire ce qui lui plaît. »

Quant à l'Espagne, elle se vit jetée dans une situation pleine de périls par la domination d'un parti, modéré en religion et anti-espagnol en politique. L'Espagne venait alors de conclure son alliance avec le Pape et les Vénitiens contre les Turcs. En France et en Angleterre, on fit mine de croire que cette ligue avait un but plus vaste, et qu'elle était dirigée contre d'autres puissances. Pour rétablir l'équilibre, une contre-alliance fut projetée entre Français et Anglais. Cette alliance rencontrait des difficultés particulières, notamment qu'à raison de l'intérêt de Marie Stuart, la veuve du dernier roi de France, en ce moment prisonnière en Angleterre. Les négociations durèrent longtemps, mais on atteignit enfin le but. Les deux partis se résolurent à des concessions. Là-dessus s'engagèrent des pourparlers très actifs, en vue d'un mariage entre la reine d'Angleterre et un prince français. Il semble naturel de croire que, du

¹ Gaspard de Tavannes : *Mém. coll.*, t. XXXVII, p. 181) : « Le comte de Retz, favori du Roy et de la Reyne, souille à Sa Majesté que la réputation de son frere lui doit être suspect, qu'il ne luy devoit permettre d'achever la ruine des Huguenots, mais se la réserver. »

² Walsingham au comte de Leicester, 29 août 1570.

côté d'Élisabeth, au moins, ce projet était sérieux ; mais il n'est pas douteux non plus que la Cour de France ne le désirât vivement. Catherine de Médicis presse l'ambassadeur avec beaucoup de chaleur d'arriver à la conclusion : elle se complait dans la pensée d'aller plus tard en Angleterre et d'y embrasser ses petits-enfants. En réalité, on avait surtout en vue un rapprochement entre le parti catholique modéré, qui, à ce moment, régnait à la Cour et le parti protestant. De là l'idée du mariage entre le jeune roi de Navarre et la sœur de Charles IX. Il va de soi que cette idée était en horreur au Pape. Il envoya son neveu, le cardinal d'Alexandria, avec la mission d'en empêcher la réalisation. « Je trouve, dit le cardinal, les Français enfoncés dans cette idée, comme si de ce mariage dépendait le salut du royaume. Il n'y a moyen de rien faire là contre ¹... Je quitte la France sans avoir accompli quoi que ce soit de ce que je projetais. J'aurais tout aussi bien fait de ne point paraître ². »

Et on ne songeait pas seulement à la réconciliation ; on songeait aussi à une entreprise contre l'ennemi commun. La France et l'Angleterre étaient en relations étroites avec les rebelles des Pays-Bas ; la Cour de France fit dire à Guillaume d'Orange qu'il n'avait qu'à ouvrir la campagne : on était en train d'armer et on ne l'abandonnerait pas. Dans cette situation, ce n'étaient plus seulement les modérés, c'étaient encore les chefs des Huguenots qui trouvaient accueil et faveur à la Cour. Coligny n'était plus un hôte à Paris, mais un premier ministre ; il avait le pouvoir de l'ancien connétable dans ses plus beaux jours. On se préparait sur toutes les frontières à la guerre contre l'Espagne ; on mettait la flotte en état ³ ; enfin, l'on résolut formellement d'ouvrir la campagne.

Que tout cela n'ait reposé que sur une feinte, qu'il n'y ait eu là qu'une comédie, c'est ce qu'il est impossible de soutenir.

Philippe II prit la chose très au sérieux. Sa flotte, qui était sur

1. Lettere e negotiati del S^r C^o Alessandrino legato (Bibl. Corsini, à Rome, N^o 505). Tanto persuosi e sommersi in questa secondo me falsa opinione che la quiete di questo regno dependa da questo matrimonio (9 genn.).

2. Me ne parto senza haver potuto far cosa ch'io desiderassi.

3. Giov. Michieli : *Relatione di Francia*, 1572. La guerra per quatro o sei di continui fu tenuta per deliberata, e se ne parolava pubblicamente come di cosa accordata. E già si erano fatte e si face vano a tutte l'ore espeditioni di cavalleria e fanteria, offerendosi volontariamente questo e quell'altro gentiluomo chi a 500 chi a 1,000 cavalli, etc.

le point de mettre à la voile pour poursuivre les efforts de la victoire de Lépante, reçut ordre de s'arrêter. Il renonça à l'espoir de plus grands avantages, pour être prêt à faire face à une attaque de la France ¹.

Et ainsi, est-ce que l'assertion de Capeligue, qu'un mouvement inattendu et irrésistible avait poussé la Cour dans un sens opposé, ne prendrait pas un certain caractère de probabilité ?

Une chose est constante : la résolution décisive d'avoir recours à un acte sanglant n'a été prise qu'au dernier moment, tandis que jusqu'à la veille encore les sentiments favorables aux protestants l'avaient emporté. Tavannes, qui a pris part aux entretiens les plus secrets, nous en a laissé un témoignage authentique dans ses *Mémoires*. Le duc d'Anjou lui-même, à qui incombe une grande part de responsabilité, s'en est expliqué expressément ². Il est vrai qu'ils ne disent rien de la nécessité de se ranger au parti du plus fort ; ils expliquent la résolution par la prépondérance de Coligny à la Cour, et surtout par la jalousie qu'inspirait à Catherine l'influence croissante que Coligny exerçait sur le roi et qui menaçait de mettre un terme à l'autorité de la reine. Mais ceci, c'est l'autre question. Il nous suffit, pour le moment, de retenir : que la Saint-Barthélemy n'a pas été l'effet d'un plan préparé de longue date, mais des mobiles et des incitations du moment.

Cela paraît d'autant plus certain que les divers incidents se tiennent très bien et s'expliquent par leurs cours naturel. L'hypothèse d'une feinte obscurcirait et embrouillerait tout.

Les historiens qui défendent si chaleureusement cette opinion n'auraient-ils pas été amenés à le faire par cette seule raison que l'impression de l'acte sanglant avait effacé en eux le souvenir des circonstances qui l'ont immédiatement précédé ?

Je crois cependant qu'ils avaient de bons motifs. Il y en avait

1. Philippe II dit à l'Ambassadeur vénitien : « A me fa tanto danno la guerra coperta come la discoperta. Con questi termini non e possibile durar sempre. » (Disp. 24 luglio.)

2. « Discours du roi Henri III à un personnage d'honneur et de qualité, étant « près de Sa Majesté à Cracovie, des causes et des motifs de la Saint-Barthélemy, » *Mémoires d'Etat, en suite de ceux de M. Villeroy*, II, 159.) — L'entretien de Henri III et de l'électeur palatin, Frédéric III (dans Wachler, verso fol. 22, *la Nud des Noxas parisiennes*, 1826) s'accorde très bien avec ce discours.

même plus qu'ils n'en donnent. Examinons donc, avec la même impartialité, les vraisemblances de l'hypothèse d'une préméditation. Voici, à cet égard, les faits que je trouve particulièrement notables.

Avant tout, il est certain qu'il avait été souvent question de la nécessité qui s'imposait au roi de France de se débarrasser, de façon ou d'autre, des chefs des Huguenots, s'il voulait être maître dans son royaume.

Le roi Philippe II a souvent déclaré qu'il avait recommandé cette mesure à la Cour française dès l'année 1560¹.

L'entrevue de Bayonne, de 1565, n'a pas amené, il est vrai, d'alliance ni d'entente. Mais il n'en est pas moins vrai qu'à cette occasion, le duc d'Albe a donné à la reine de France le conseil de châtier avant tout les outrecuidants. Il ne pouvait entendre par là personne autre que les chefs des Huguenots².

Mais ce conseil des Espagnols ne prit toute son autorité que lorsqu'ils le suivirent eux-mêmes. Horn et Egmont tués, le prince d'Orange chassé, les Pays-Bas sont, pendant quelques années, calmes et obéissants. Le duc d'Albe est fier de ce résultat. Avec une vantardise orgueilleuse, il recommande sa conduite aux Français, comme bonne à imiter.

L'opinion publique y penchait déjà. Si délicate, si innocente que fût la femme de Philippe II, Isabelle de France, sa dernière parole, au lit de mort, n'en a pas moins été pour recommander à sa mère, à son frère, de s'assurer avant tout contre leurs ennemis, contre les suspects. Il existe une relation d'un Vénitien sur la cour de France, en 1570. La conviction générale, dit cet ambassadeur, est qu'il suffirait d'abattre cinq ou six têtes. « Ces cinq ou six une fois à bas, les nobles se mettront du côté du roi, et les autres, on les poussera à la messe avec le bâton. »

Ce conseil ne devait-il pas, je le demande, faire une grande im-

1. Sigismondo Cavalli (Dispaccio, 1568, 7 maggio). Disse il re al S^r Nunzio, parlando loro delle cose di Francia, che a loro (Francesi) sono occorse queste paine per non aver voluto creder e far quello che lui piu di 8 anni li avviso e consigliava, e tra le prime cose li diceva che dovessero in ogni modo assicurarsi delli capi sospetti dandoli morte in qualche maniera.

2. Tout s'est borné là, et c'est ce que confirme tout ce qu'on rencontre de plausible dans les récits du temps, particulièrement dans les relations de Saint-Sulpice (*Lettres historiques* de F. Raumer, I, p. 109).

pression sur une femme comme Catherine, qui se décida plus tard à commettre un acte aussi sanglant ? L'exemple que lui donnait le duc d'Albe, le succès qu'il avait obtenu et qui avait déterminé l'opinion de tant de gens, pouvait-il passer sans laisser trace dans l'esprit de la première intéressée ? Ne devait-elle pas voir avec plaisir ces Huguenots, qu'elle craignait et qu'elle détestait, sortir de leurs châteaux forts, de leurs villes imprenables, et se rendre à Paris, où une population fanatique et sanguinaire pouvait, à chaque moment, se ruer sur eux ? Cela est-il incroyable et impossible ?

Le fait accompli, Catherine a dit qu'elle n'assumait la responsabilité que de l'assassinat de six personnes¹. Ce n'est pas seulement Brantôme qui le raconte : son récit inspirerait moins de confiance. Nous trouvons le même renseignement chez un des auteurs de ce temps les plus originaux et les plus dignes de foi, Jean de Serres. Son histoire est la source où ont puisé la plupart de ses contemporains. C'est un protestant, plus disposé à charger Catherine qu'à la disculper. Le mot qu'il rapporte, et qui a échappé à la reine après le fait, concorde de la manière la plus frappante avec les conseils donnés antérieurement, et montre qu'une connexité intime existe entre le fait et les conseils.

Allons plus loin : voyons s'il n'est pas possible de trouver d'autres traces de cette connexité.

Pourquoi donc était-il si nécessaire que le mariage fût célébré à Paris ? Au début, les protestants ne s'y montraient pas disposés. Ce fut Catherine qui le demanda dans toutes les négociations et en fit la première condition. Marguerite devait le demander, en faire, en quelque sorte, un point d'honneur, parce que ses sœurs s'étaient également mariées dans la capitale². Comment refuser à une jeune princesse une fantaisie en apparence si innocente ? Mais la demande n'est pas d'elle. C'était la reine, si habile à faire servir à ses desseins

1. Jean de Serres (*Status Republicæ*, etc., lib. X, p. 29) : *Reginam quidem certum est dictitasse solitam edita strage, se tantum sex hominum interfectorum sanguinem in suam conscientiam recipere.*

2. Micheli (*Relazione*) : *La regina rispondea, che non si curava di poco più o meno (dans les conditions du contrat de mariage) pur che si tenesse fermo il punto di far le nozze a Parisi, et per assicurarsene fece che la figliola medesima lo dicesse più volte al re et alli fratelli, che non permettessero che fusse trattata da manco delle altre sue sorelle in far le nozze a Parisi, che se non otteneva questo, non acconsentiva al parentado.*

les désirs de ses enfants, qui l'y avait poussée. La reine n'avait que faire de ce prétendu honneur. Attirer les Huguenots à Paris : voilà ce qui lui tenait au cœur.

Mais j'ai encore un argument. Dans sa *Vie de Pie V*, Catena raconte que le roi a dit au légat du Pape, en recevant ses adieux, que le mariage n'avait d'autre but que de tirer vengeance de ses ennemis et des ennemis de Dieu. Il voulut donner au légat un anneau comme gage de ses intentions. Le légat ne l'accepta pas, mais on le lui envoya plus tard. Ce fait ne paraît pas mériter beaucoup de créance. A une époque où Charles IX, ainsi qu'il appert du récit du duc d'Anjou, était entièrement sous l'influence de Coligny, il est impossible qu'il ait prononcé les paroles qu'on lui prête : « Je châtierai ces traîtres, ou je ne serai pas roi ! J'obéirai aux exhortations du Pape Pie. Mais je n'en vois pas la possibilité, à moins que je ne la crée¹. »

Ce récit a été enjolivé plus tard, cela est évident, et, dans la forme où il nous est présenté, nous ne pouvons que le rejeter. Mais il renferme un fond de vérité, ainsi que le prouve une dépêche du légat que j'ai trouvée à Rome. Nous avons cité plus haut une lettre de ce légat, datée de janvier 1572, et dans laquelle il annonce que ses négociations ont complètement échoué. Il y a encore de lui une autre lettre, datée du 6 mars de la même année. Dans cette lettre, la dernière de cette correspondance, nous lisons ce qui suit : « Bien que tous mes discours et toutes mes démarches n'aient pas abouti à une décision conforme aux vœux de Sa Sainteté, je rapporte pourtant quelques particularités que je communiquerai oralement à notre maître, et à raison desquelles je puis dire qu'on ne m'a pas congédié d'une façon tout à fait défavorable². » Que pouvaient bien être ces particularités ? Une concession dans une affaire de peu d'importance ? Une faveur ? Le légat n'aurait pas différé jusqu'à son arrivée la communication d'une nouvelle aussi indifférente. Ses paroles n'impliquent pas, il est vrai, d'assurance aussi formelle que l'admet

1. Catena, *Vita di Pio V*, p. 197.

2. Lettere e Negozii del C^o Alessandrio (*Lettera* al Card. Rusticucci, Lione, 6 marzo) : « Sebbene da queste Maesta non ho potuto nel negotio della lega et in quello del matrimonio riportar conclusioni alcuna conforme al desiderio di S. Beatitudine, nondimeno con alcuni particolari che io Porto, de quali ragguagliero N. S^o a bocca, posso dire di non partirmi affatto mal esposito. »

Catena; mais elles rendent toujours vraisemblable qu'on lui avait, sinon révélé, du moins fait pressentir une entreprise secrète en faveur des catholiques.

Le Pape Pie a même reçu un avis plus positif de ce dessein, non par son neveu, mais par le nonce, le cardinal Salviati, qui, en sa qualité de Florentin et de parent des Médicis, jouissait de l'intime confiance de la reine. Plus tard, la reine a demandé un jour, publiquement, au nonce, si elle ne l'avait pas chargé de prévenir le Pape précédent qu'il verrait bientôt comment elle se vengerait, elle et son fils, des Huguenots. Le nonce a confirmé la vérité de l'assertion¹.

Voilà des traces, des indications, des aveux, qui donnent le plus haut degré de probabilité qu'admette la nature du sujet.

Or, quel résultat extraordinaire! Notre double examen aboutit à des conclusions tout à fait contradictoires. Nous avons constaté une direction de la politique française si incontestablement anti-espagnole et conforme aux intentions des Huguenots, si évidemment commandée par le cours des événements, que l'hypothèse d'une feinte et d'une comédie n'est pas admissible. Maintenant, nous trouvons que la probabilité de desseins secrets, ourdis contre les Huguenots, est tellement grande, qu'il serait téméraire de la nier. Les adversaires en présence ont tous deux raison, et de bonnes raisons : nous nous débattons dans la plus évidente contradiction.

Dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne saurions aller plus loin sur le terrain historique. Ce cas est de ceux où le problème d'histoire se change en un problème de psychologie.

Ne pourrait-il pas se faire, en réalité, que les points de vue opposés fussent vrais tous deux?

Il ne s'agit pas ici de Charles IX : il n'y a pas de renseignement authentique prouvant qu'il ait connu les plans secrets de sa mère. Il faut l'absoudre de ce chef; sa mémoire est chargée de bien d'autres griefs. Mais Catherine aussi avait adopté avec une grande ardeur et un sérieux incontestable les plans contre l'Espagne; elle avait appuyé de toutes ses forces l'alliance avec l'Angleterre : on ne

1 Michieli (*Relazione di Francia, 1572*) : « Lei medesima (la regina) rammentandolo (il suo pensiero) al presente a Monsr. Salviati suo parente, che si ritrova la nuncio, gli disse, che si ricordasse e li facesse fede (come il nuncio l'affermò) di quello che in secreti mandò a dir per lui al Papa passato, che presto avrebbe veduto la vendetta sue e del re contra questi della religione. »

concevrait pas qu'elle l'eût laissé pousser si loin, si elle ne s'y était pas sentie très portée.

Il suffit de lire ses conversations avec Walsingham pour se convaincre combien cette alliance lui tenait au cœur : elle cessa même d'écrire à Philippe II, ce qu'elle n'avait jamais fait jusque-là.

Mais quoi? ne peut-on admettre que, tout en agissant ainsi, elle ne perdit pas de vue la conduite opposée? Est-il possible qu'un esprit, tout en concevant sérieusement (non pour la forme, mais en réalité) de certains plans dans un sens déterminé, couve et favorise en même temps d'autres desseins dans un sens contraire? Ce ne serait pas là seulement un double jeu de la parole, mais de l'esprit même, de l'âme : et, pour caractériser ce phénomène, il ne suffirait plus de l'appeler hypocrisie. Ce serait de la duplicité, dans toute la force du terme, et avec des racines bien plus profondes. Si contradictoires qu'aient été les plans, ils auraient été réels tous deux, et n'auraient différé que par le degré de passion avec lequel on les aurait poursuivis. Je ne veux pas préjuger la décision de personnes plus compétentes, mais j'imagine, à raison d'autres cas analogues, que cela n'est pas absolument impossible.

Du moins, je ne trouve pas moyen de résoudre notre problème autrement. Nous voyons Catherine de Médicis flotter entre des tendances qui ne sont pas, il est vrai, nées dans son esprit, mais qu'elle s'est pourtant appropriées avec ardeur, qu'elle a faites siennes et qu'elle poursuit avec zèle. Mais, de temps en temps, on s'aperçoit qu'au fond de l'âme, elle caresse aussi d'autres idées, elle couve des passions plus profondes, plus mystérieuses, qui sont en contradiction avec les premières, mais qui demandent impérieusement une satisfaction. Il est vrai qu'elle favorise les unes, qu'elle leur permet de se développer et qu'elle y met du sien ; mais en même temps, et d'autant plus secrètement, elle prépare aussi, avec la sûreté de l'instinct, le triomphe des autres. Enfin, vient le moment de la décision. Elle a laissé se développer fortement la politique protestante anti-espagnole. Déjà, cette tendance se montre dangereuse : dangereuse, non pour le royaume, non pour la foi catholique, — qui lui tiennent moins au cœur, — mais pour sa propée autorité et pour sa situation personnelle. Coligny domine le roi ; il lui inspire des sentiments défavorables à sa mère. Qu'y-a-t-il de plus grave que la résolution de faire la guerre? Cette résolution, c'est Coligny qui l'a amenée, sans

consulter la reine, en son absence et contre son gré. Elle se hâte de revenir à la Cour, elle ne permettra pas que les choses aillent plus loin. Tout cet édifice de la politique extérieure, cet échafaudage de plans d'alliances et d'agrandissements s'écroule : elle n'y songe plus, ses vrais sentiments, profonds, secrets, enflammés par l'ambition en péril, prennent le dessus et la poussent à la vengeance. Cette femme a toujours exercé un inconcevable empire sur ses enfants; elle persuade son fils, juste au dernier moment, et le met de son côté. Passionné et farouche, comme il est, il se montre presque plus violent qu'elle ne le désire. Déjà elle a jeté son filet : elle n'a qu'à en serrer les mailles, elle a pris l'ennemi, et elle en sera débarrassée pour jamais.

Voilà comment j'essaie d'expliquer la vieille contradiction; cette explication montre à la fois comment la Saint-Barthélemy a été préparée de longue main et comment elle est sortie de l'impulsion du moment.

Il ne reste plus qu'une question à résoudre : Quelle a été la part prise par la population de Paris dans l'exécution?

Une chose est certaine : Paris était, à ce moment, bon catholique. Les Italiens qui y viennent s'étonnent eux-mêmes de voir les églises si pleines, le peuple si dévot. A cet égard comme à beaucoup d'autres, on peut comparer Paris avec Constantinople, aux premiers siècles de l'Empire grec, qui, une fois que le dogme catholique y fut introduit, y tint et prêta toujours un appui solide au gouvernement qui le défendait. A Paris l'important, ce n'est pas les halles, les confréries et leurs mouvements spontanés, dont parle Capetigne : une chose beaucoup plus grave, c'est que la ville, en 1562-1564, avait reçu sciemment une organisation militaire catholique¹. En 1562, tous les protestants sont désarmés à Paris, par mesure générale; on confère au prévôt des marchands et aux échevins le droit d'établir dans les quartiers de la ville des capitaines qui, à leur tour, nommeront des sergents, des caporaux et d'autres sous-officiers; la seule condition qu'on y mette, c'est que tous appartiennent à la religion catholique. Le peuple, dans chaque dizaine, est tenu d'obéir à leurs ordres. Lorsqu'on en vint à décider l'exécution sanglante, la

1. L'étaçen, *Hist. de la Ville de Paris*, II, p. 4082.

reine fit appeler le prévôt des marchands et lui demanda, au cas où le roi voudrait se servir du peuple de Paris, de combien de monde il disposait? Le prévôt répondit : « Cela dépend du temps qu'on y mettra. Dans un mois, par exemple, 100,000. — Et combien dans huit jours? — 40,000. — Et combien aujourd'hui? » — « 20,000. » La Reine lui ordonna de tenir ce nombre prêt à l'heure fixée¹.

Est-ce là un mouvement spontané, contenu jusqu'alors et qui éclate maintenant, comme l'admet Capefigue? Non, c'est le contraire.

Il n'y avait pas de nécessité politique qui imposât le fait, sauf celle qui résultait de la situation personnelle de la reine. Déjà tout se préparait à la guerre, qui avait été résolue, et Paris, suivant toutes les apparences, l'aurait vue d'assez bon œil.

C'est à coup sûr une erreur que d'expliquer les événements de ce temps exclusivement par la politique et par l'influence des personnalités; les mobiles religieux avaient encore cette force particulière qui leur est propre. Mais c'est une erreur tout aussi grave d'attribuer à ces mobiles un empire absolu et de chercher les causes des événements dans l'opinion publique seule. Le caractère du siècle, c'est précisément le mélange des intérêts religieux et des intérêts politiques. Les grands événements sortent du choc de l'ambition de quelques chefs et du fanatisme de la foule. Et le mélange n'est pas toujours à la même dose. Dans la Saint-Barthélemy, l'agent principal fut l'impulsion donnée par une personnalité irritée: aux barricades, le fanatisme s'est montré beaucoup plus puissant. C'est tout naturel: la population avait été, pendant seize ans, travaillée dans ce sens.

Nous sommes, aujourd'hui, plus disposés à expliquer les choses par des impulsions inconscientes que par des desseins arrêtés et une direction intentionnelle. C'est un tribut payé par nous à notre siècle, où les mouvements populaires ont eu si souvent le dessus.

La théorie générale qui inspire l'ouvrage de Capefigue a encore de l'importance, à un autre point de vue, pour l'époque actuelle.

Sa thèse fondamentale consiste à voir dans la Réforme une attaque

1. Michieli (*Relazione*) ajoute à ce récit : « Tutti questi capi e persone principali come quelli che abitavano vicine alla corte furono tutti espediti senza chel populo a gran pena lo sapesse. »

contre la société existante, essentiellement catholique. C'est le bourgeois de Paris qui a sauvé le catholicisme. Mais du principe de la Réforme sont toujours sorties, suivant son système, de nouvelles attaques qui ont ébranlé la société dans ses profondeurs, et produit, en fin de compte, la Révolution. En ce moment on est arrivé aux limites extrêmes : on remet en question le principe même de tout pouvoir et le caractère de la propriété. Le bourgeois de Paris est, une fois de plus, sur la défensive. Le Gouvernement de Juillet, dépendant de la Garde nationale, est le dernier rempart qui défende la vieille société contre la ruine complète dont elle est menacée.

Il est curieux de voir comment le *xvi^e* siècle est ici confondu avec le *xix^e*, et comment le bourgeois français d'alors est peint sur le modèle de celui d'aujourd'hui.

Nous avons fait remarquer ci-dessus a vaste et prompte action qu'exerce un auteur français de quelque talent; on peut observer ici que ce rôle a bien aussi ses côtés fâcheux. Le grand public vit dans les intérêts et dans les passions du moment. Le succès d'un écrivain est d'autant plus brillant qu'il les touche plus au vif.

L'auteur français en reçoit lui-même l'influence, et à un degré qui nous est inconnu à nous autres Allemands. De là vient que tous ses ouvrages portent la marque de cette influence, même ceux qui traitent les sujets les plus étrangers. En règle générale, il a un but politique déterminé. Les ouvrages d'auteurs français sont, au fond, comme autant d'actes politiques. On ne les comprend parfaitement que si l'on a présente à l'esprit la situation où se trouvait l'auteur quand il les écrivait. C'est des circonstances extérieures et de l'actualité qu'ils tirent leur force essentielle.

L'ouvrage de Capélique est un manifeste du *Centre droit*, engagé dans l'*Opposition*, favorable à la *Restauration*, mais étroitement uni avec le bourgeois de Paris. Ce parti croit trouver — chose étrange — quelque analogie avec son attitude actuelle dans la vieille résistance des Catholiques contre les Protestants. Et il est très éloigné de se croire révolutionnaire.

Il se figure être en communauté d'idées avec toutes les anciennes forces qui ont combattu les idées nouvelles; il se considère comme leur vrai et légitime successeur. Voilà l'idée fondamentale qui a inspiré notre auteur : elle a guidé ses études préparatoires, elle a décidé sa façon de concevoir et de présenter son sujet.

Les ouvrages allemands, au contraire, seront toujours le fruit d'études solitaires, *exclusivement* consacrées aux sujets qu'ils traitent. On nous trouvera toujours d'accord sur ce point, que l'histoire doit se maintenir indépendante et dégagée des tendances du moment; que c'est sans arrière-pensée, et *objectivement*, qu'elle doit mettre en lumière l'époque qu'elle étudie.

LÉOPOLD RANKE.

En 1852 parut le tome I^{er} de la traduction (par J.-J. Porchat) de *l'Histoire de France durant le XVI^e et le XVII^e siècle*, qui venait d'être publiée à Stuttgart. La préface de cet ouvrage débutait ainsi : « J'ose, moi, Allemand, prendre la parole sur l'histoire de France. » M. Edouard Laboulaye en rendit compte dans le *Journal des Débats* du 12 janvier. Il y insiste sur le chapitre consacré par Ranke à la Saint-Barthélemy et sur l'affectation de neutralité excessive et de froideur avec laquelle l'historien traitait ce sujet, en s'abstenant plus que de raison de flétrir le forfait du 24 août 1572. « On voit, dit-il, avec quel soin tout est étudié et choisi dans le livre de M. Ranke; cependant je finirai par lui adresser un reproche. A vivre avec les diplomates, il leur a pris des *qualités* qui sont un *défaut* chez un historien... Il faut sans doute que celui-ci soit impartial : mais l'impartialité est-ce l'indifférence? L'historien n'est pas un témoin, c'est un juge; c'est à lui d'accuser et de condamner au nom du passé opprimé et dans l'intérêt de l'avenir. Il manque à M. Ranke d'exprimer cette indignation vigoureuse du crime qui est le premier titre d'un auteur à la sympathie de ceux qui le lisent... N'y avait-il rien à dire pour montrer où mène cette politique dont Machiavel fut l'apôtre et qui a taché son nom?... Clouer au poteau d'éternelle infamie les noms de Catherine..., vouer à l'exécration publique tous ceux qui oseraient à leur exemple se jouer de la vie des hommes c'est le droit de l'historien, je me trompe, c'est son premier et son plus saint devoir. »

CH. READ.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DES PROTESTANTS DU VIVARAIS ET DU VELAY

PAR E. ARNAUD¹.

Nos lecteurs connaissent M. Arnaud, président du consistoire de Crest, récemment promu officier de l'instruction publique. Parmi ses titres à une distinction justement méritée figure certainement au premier rang celui d'historien. Nous devons à M. A. une *Histoire des Protestants du Dauphiné* (3 vol. 1875-1876) suivie huit ans plus tard de celle des *Protestants de Provence* (2 vol. 1884) et récemment (1888) de celle dont le titre figure en tête de cet article. On conviendra que, sans compter plusieurs monographies moins importantes², sept gros volumes consacrés aux annales d'un peuple qui fut, qui est encore nombreux dans deux au moins de ces trois provinces limitrophes de l'ancienne France, c'est plus qu'il n'en faut pour mériter le titre d'historien.

M. A. procède avec méthode, avec soin. Il commence par dresser une bibliographie aussi complète que possible de son sujet. Aux sources imprimées dont bien peu lui échappent, il joint les sources manuscrites, pour autant qu'il a pu les connaître. Cette bibliographie n'occupe pas moins de 25 pages à la fin du second des deux derniers volumes que je viens de citer. — Après avoir relevé chronologiquement les faits que le dépouillement de ses sources lui a fourni, il raconte les destinées de la Réforme (A en Vivarais, B en Velay) pendant la période de fondation de la Réforme jusqu'en 1562; puis pendant les guerres de religion, jusqu'en 1598; sous le régime de l'édit de Nantes, jusqu'en 1685; enfin pendant la période du Desert, jusqu'en 1789. Ces grandes divisions comportent plusieurs subdivisions et sont suivies d'appendices. Citons pour la pé-

¹ Paris, Grassart, 1888, 2 vol. in-8° de viii-696 et 473 pages, plus une carte.

² Parmi lesquelles nous signalerons les dernières parues : *Notice historique sur les Protestants de Marseille, de la Réforme à la Révocation* (Nyons, Bonnardel, 1888, 16 pages in-8°) et le *Supplément à la Notice sur les Imprimeurs d'Orange* (Paris, Grassart, 1888, 7 pages in-8°).

riode de l'Édit, après l'histoire extérieure, l'histoire intérieure où l'on trouvera une multitude de renseignements sur les controverses, l'exercice de la discipline, l'instruction publique, et des notices particulières sur chaque Église et chaque pasteur. L'ouvrage, enfin, est accompagné d'une carte et de plus de 20 pièces justificatives.

On devine tout ce qu'il y a d'informations disséminées et classées dans un cadre aussi vaste et aussi consciencieusement rempli. C'est peut-être même ce qui effraie le lecteur. Il sent qu'il se trouve en présence d'un travail de longue haleine d'où la masse des matériaux qu'il a fallu condenser, exclut les digressions, les descriptions littéraires qui promettent une lecture facile et captivante. Le labeur de l'auteur n'en est que plus méritoire, et quiconque a besoin d'un renseignement précis sur un point de l'histoire protestante de ces trois provinces, lui sait d'ores et déjà gré d'avoir rendu accessible une mine aussi savamment explorée.

Est-ce à dire que tout soit parfait, notamment dans les deux volumes que nous voudrions aujourd'hui recommander à ceux qui n'ont pas eu soin de les acquérir dès leur apparition ? M. A. lui-même ne le pense pas. Il est impossible, de nos jours surtout, où de nouvelles sources de renseignements s'ouvrent sans cesse, d'écrire une histoire définitive, même lorsqu'on s'impose pour limites celles d'une province. Mais ce que l'auteur vient de mettre à notre disposition, dans son dernier ouvrage, est tellement complet et précis que pendant longtemps le même sujet ne pourra être traité à nouveau qu'à la condition d'être encore limité à une partie seulement de l'ensemble.

Ce que je viens de dire expliquera la critique par laquelle, pour me conformer à l'usage, je terminerai. Plus j'apprécie des travaux de cette valeur, plus je regrette l'absence d'un index alphabétique des noms de personnes et de lieux qui seul permet de les utiliser facilement, promptement et complètement. — Et puisque M. A. ne projette plus aucune publication de ce genre et de cette étendue, pourquoi ne nous donnerait-il pas un huitième volume qui compléterait son monument et dans lequel on trouverait les additions et corrections recueillies depuis 1875, ainsi qu'une bonne table alphabétique bien ample et bien exacte ?

N. W.

REGISTRES D'OISEMONT

CHAMBRE DE COMMERCE DE LA ROCHELLE

Les *Registres de l'Église protestante d'Oisemont en Picardie*, 1667 à 1671 (17 mariages et 76 baptêmes), viennent d'être publiés pour la première fois (juin 1888) d'après la copie déposée aux Archives nationales [TT 256] et collationnée par de *Vaux*, ministre à Oisemont, et de *Bernapré* et *Mouffier*, anciens de l'Église qui se recueille chez M. de Bernapré. Un appendice dû à M. Armand de Visme, avocat à la Cour d'Appel de Paris, membre non résidant de la Société des antiquaires de Picardie, contient des notes sur le théologien *Samuel des Marets* (*Maresius*) qui fut victime d'une tentative d'assassinat racontée par Jacques de Visme, dans son *Histoire de Laon*; sur l'amiral *Gambier* issu d'une famille de Picardie; sur les *de Rambures de Poireaurille*; sur les *Routier de Bernapré*; le pasteur *Jacques de Vaux*; et la famille *de Visme* qui se divise en quatre branches, une française protestante, une anglaise protestante, une de Laon et une de Paris, toutes deux catholiques. La branche de Paris porte « d'azur au chevron d'or, accompagné en chef de deux étoiles d'argent et en pointe d'une grappe de raisin », armes qui sont souvent dans celles qui furent conférées à Jacques de Visme, le Constituant, le 24 février 1809 (Archives nationales).

La chambre de commerce de la Rochelle possédant des archives très complètes, son attention fut appelée sur un si précieux dépôt, et, sur la proposition de M. P. W. Morch, son président, elle décida, en 1886, l'impression des principaux documents les composant, pouvant révéler des faits ignorés ou peu connus se rattachant aux mœurs comme à l'état social, maritime et commercial de la France et de ses colonies pendant le xviii^e siècle. Le soin de ce travail fut confié à M. Emile Garnault, secrétaire archiviste. Aujourd'hui deux volumes sont publiés. Le premier, in-8° de 377 pages, traite de la représentation commerciale de la Rochelle; un chapitre spécial est consacré aux États généraux de 1789, plaintes et doléances du commerce, députés extraordinaires du commerce à la suite de l'Assemblée nationale, etc. Il est orné de deux héliogravures reproduisant différents types des médailles en or et jetons en argent à

l'usage de la chambre. Prix : 8 francs. Le deuxième, in-8° de 342 pages, traite des établissements maritimes de la Rochelle et donne de nombreux renseignements sur le mouvement maritime, les balances commerciales, etc. Il est orné d'un plan du port et de l'avant-port en 1720. — On comprend qu'il est fort souvent question de protestants dans un ouvrage consacré à l'histoire du commerce dans une ville huguenote par excellence.

DE RICHEMOND.

LE VOYAGEUR TAVERNIER

PAR CH. JORET

On se rappelle peut-être que dans le *Bulletin* de 1887 (XXXVI), p. 92 ss., nous avons signalé la biographie détaillée consacrée par M. Ch. Joret au célèbre voyageur protestant J.-B. Tavernier. Dans cette biographie, M. Joret assurait contre l'assertion de la *France protestante* que Tavernier était mort et avait été enseveli à Moscou. Notre collaborateur M. Douen montra qu'en s'élevant contre cette opinion traditionnelle soutenue par M. Joret, les frères Haag s'appuyaient, comme toujours, non sur des hypothèses, mais sur des textes, et, dans l'espèce, sur un texte formel de Baulacre. Cet article provoqua de divers côtés de nouvelles recherches qui viennent enfin d'aboutir. M. Joret les a longuement résumées dans la *Revue de Géographie* de M. L. Drapeyron (mars, avril, mai 1889¹).

Voici, en deux mots, les faits nouveaux mis en lumière dans ce travail : M. Schefer, membre de l'Institut, possède un manuscrit renfermant « un certain nombre de fragments des six voyages » de Tavernier. Ce manuscrit complète et rectifie çà et là les textes imprimés et prouve que Tavernier possédait réellement des mémoires. Chappuzeau n'a donc pas écrit sous sa dictée, mais simplement arrangé et revu ces documents au point de vue du style.

Le second fait, c'est que Tavernier est mort et a été enseveli, vers la mi-février 1689, non à Moscou, comme le soutenaient après le *Mercur galant* MM. Tokmakof et Ch. Joret, ni à Copenhague

1. Tirage à part, *le Voyageur Tavernier* (1670-1689). Paris, Bouillon, 1889, 37 pages in-8.

comme la *France protestante* le déclarait sur l'affirmation formelle de Baulacre, mais à Smolensk, ainsi que le prouve une lettre écrite par Christophe von Kochen, résident suédois à Moscou, au conseiller de chancellerie Bergenhielm, le 8 mars 1689¹.

Ainsi qu'il arrive sans cesse dans le domaine des recherches historiques, aucune des affirmations contradictoires entre lesquelles les historiens s'étaient partagés au sujet de la mort de Tavernier n'est donc exacte. On pense peut-être que M. Joret remercie ceux qui, en soutenant non sans raison l'opinion qu'il combattait, le poussèrent à de nouvelles recherches enfin couronnées de succès. Erreur : dans cette petite controverse historique où il est l'un des trois ou quatre battus, M. J. ne trouve en défaut que ses adversaires, notamment lorsque ces derniers sont des protestants. Affaire de tempérament, sans doute, mais qui n'excuse pas certaines légèretés. A propos de Moor, chez lequel Tavernier serait décédé d'après Baulacre, la *France protestante* renvoyait à la page 267 de son tome VIII. M. Joret ne se contenta pas de dire, p. 26 : « L'article auquel renvoient MM. Haag ne se trouve pas dans leur dictionnaire » ; il y revient à la page suivante : « M. O. Douen renvoie ici, il aurait dû le savoir, à un article qui n'existe pas, ... mais il ne faut pas demander à M. Douen une trop grande exactitude. » Or, à la ligne 16 de la page indiquée, on trouve : « Cette manufacture de glaces fondée par Henri de Moor, etc. » Avant d'accuser, M. Joret n'avait donc pas pris la peine de lire ?

N. W.

CORRESPONDANCE

Famille Foucault-Villereuse

La Rochelle, le 1^{er} juin 1889.

Monsieur,

Cette phrase que je viens de lire dans un article de journal : « Les familles ont le droit et le devoir de se souvenir », me rappelle que j'ai à user de ce droit et à remplir ce devoir près de vous.

I. N.-B. *Der weltbekannte Hr. Tavernier ist vor 3 Wochen in Smolensk gestorben und alda begraben* (le célèbre M. Tavernier est mort il y a 3 semaines à Smolensk et y a été enterré).

A la page 169 du volume XXXV du *Bulletin*, vous avez publié une lettre, en date à Paris du 22 avril 1686, d'un confesseur de la Vendée réduit à se réfugier en Angleterre. « Je vais écrire, dit-il (p. 171), le récit des misères et des tourments que j'ai réellement soufferts, et de ceux qu'on avait le dessein de me faire souffrir et que le pauvre M. Foucault-Villereuse, beau-frère de M. Ménier, a réellement supportés. »

Je n'ai pu lire ce récit sans une vive émotion; il me révélait les souffrances que mon trisaïeul a courageusement endurées pour sa foi. J'ai supposé qu'il y avait quelque intérêt à préciser sa personnalité.

Foucault-Villereuse n'est pas complètement inconnu.

M. Lièvre, dans son *Histoire des Protestants du Poitou* (t. III, p. 358, note), et M. Delmas, d'une manière plus complète et avec pièces à l'appui, dans son *Histoire de l'Eglise réformée de La Rochelle* (p. 400), ont raconté les vicissitudes de l'existence de Pierre Foucault et sa famille.

J'ai pu me procurer au greffe du tribunal civil de Fontenay-le-Comte (Vendée) une copie de l'acte de mariage de Pierre Foucault et de Marie Mesnier. Il résulte de cet acte, dressé le 13 février 1678 par Pain, ministre, que Pierre Foucault, alors âgé de 28 ans, était maître chirurgien et fils de David Foucault¹, percepteur, et Judith Arnaut, demeurant à Saint-Hilaire-sur-l'Opize. Marie Mesnier, alors âgée de 23 ans ou environ, était fille de Jean Mesnier, maître arquebusier, et Marie Jourdain, demeurant au faubourg des Loges de la ville de Fontenay.

Le registre où cet acte est inscrit, ainsi que beaucoup d'autres de la même époque, est incomplet. Le greffier du tribunal civil de Fontenay m'a écrit qu'il n'a pu retrouver les actes de naissance de Pierre Foucault et Marie Mesnier par suite des lacérations dont ce registre a été l'objet.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

H. FOUCAULT,

Conservateur des hypothèques à La Rochelle.

Rabaut de Saint-Étienne.

Cher monsieur,

Je travaille en ce moment à une biographie de Rabaut de Saint-Étienne, le promoteur de l'édit de Tolérance, le défenseur de la liberté religieuse à l'Assemblée nationale de 1789.

Cet ouvrage sera divisé en sept chapitres. Pour le premier, relatif à

1. C'est sans doute le réfugié que M. Lièvre signale comme étant de la même famille que Pierre Foucault; il me paraît être si bien de la même famille, que, pour moi, c'est son père. J'en trouve la preuve dans ce fait que mon père, mon grand-père et mon bisaïeul portaient le prénom de *David* que l'on tenait à conserver dans la famille.

l'enfance et aux études de Rabaut, j'ai trouvé des documents importants dans les savants travaux de M. Dardier et de M. Arnaud.

Le second chapitre sera consacré au séjour de Rabaut à Paris avant la promulgation de l'édit de 1787.

A partir de cette époque le fils du grand pasteur du Désert entre dans la vie politique, et j'examine le rôle qu'il a joué, soit à l'Assemblée nationale, soit à la Convention.

Rabaut sera aussi étudié, comme *publiciste* (chapitre III) et comme *journaliste* (chapitre V); enfin les dernières pages du volume (chapitre VII) raconteront le supplice de cet apôtre de la vraie liberté.

Pour écrire une histoire exacte et impartiale, je prends la liberté de faire appel à vos lecteurs, et je serai reconnaissant à tous ceux qui voudront bien m'adresser à *Paris, 10, rue Monceau*, des communications ou des documents relatifs à Rabaut de Saint-Étienne.

Agréez, etc.

ARMAND LODS.

CHRONIQUE

L'inauguration du monument de Coligny.

Le surlendemain du jour où paraissait le dernier numéro du *Bulletin*, le 17 juillet, a eu lieu cette solennité, que nous y annoncions. Chacun en a lu la description dans les journaux politiques ou protestants. En attendant l'histoire complète de ce monument et de son achèvement, — nul ne pourra la retracer avec plus de compétence que le secrétaire du comité Coligny, M. J. Bonnet, — on se borne à consigner ici le succès de la cérémonie d'inauguration. L'exiguïté de l'espace qui sépare le chevet de l'Oratoire, de la rue de Rivoli, et où, dans le principe on s'était résigné à se réunir, n'avait permis au Comité d'envoyer qu'un nombre limité d'invitations, sans quoi une foule peut-être plus compacte que celle du 22 octobre 1885 aurait certainement envahi l'Oratoire. La vaste nef où l'on résolut de s'assembler au dernier moment, se remplit néanmoins d'un auditoire sympathique et distingué. Dans cette assemblée où toutes les opinions politiques et religieuses étaient représentées, on sentait qu'une date mémorable s'inscrivait dans l'histoire aussi bien de la France que du protestantisme français. Et les applaudissements n'ont été ménagés à aucun de ceux qui, sous des inspirations et des formes diverses, mais avec un égal talent et un tact également sûr, ont interprété la grande pensée de réparation et de justice qui nous animait tous.

On la retrouvait, cette pensée, reconnaissante pour tous ceux qui avaient

contribué à la réaliser, dans la ferme et sobre allocution du marquis de Jaucourt¹; — écourtée, mais sans banalité dans les quelques phrases auxquelles M. Larroumet, directeur des beaux-arts, avait cru devoir se borner au nom de l'État²; — invoquant les bénédictions de Dieu sur la patrie, dans les simples et religieuses paroles de M. Louis Vernes, président du Consistoire³; — vibrante, comme un écho de 1789, dans la harangue de M. Richard, vice-président du Conseil municipal⁴; — envisagée enfin sous toutes ses faces et rendue avec une éloquence concentrée dans le discours si achevé de M. Bersier⁵. — Et ce qui n'arrive pas toujours lorsqu'on inaugure des monuments, ces impressions ont plutôt grandi que diminué lorsqu'on a contemplé ensuite l'œuvre si harmonieuse et si sévère de MM. Crauk et Scellier de Gisors.

On sait qu'il avait été question d'inscrire sur le socle du monument la belle parole de Montesquieu : *Coligny a été assassiné n'ayant dans le cœur que la gloire de l'État*. On a pensé qu'on retrouverait mieux Coligny tout entier dans cet extrait de son testament qui a été finalement gravé sur la pierre : *J'oublierai bien volontiers toutes choses qui ne toucheront que mon particulier, soit d'injures et d'outrages... pourvu qu'en ce qui touche la gloire de Dieu et le repos public, il y puisse avoir sûreté*. Une aussi noble pensée n'est, certes, nulle part mieux placée qu'au pied de la statue de l'amiral, mais il en est qui n'en regretteront pas moins l'absence du jugement lapidaire d'un écrivain aussi illustre et aussi peu suspect que Montesquieu. Dans le choix de l'inscription, dans les discours et en écartant pour l'inauguration le mois d'août et particulièrement la date du 24, on s'est avant tout préoccupé d'éviter jusqu'à l'apparence d'une manifestation expiatoire⁶. On a bien fait, sans doute, mais est-ce la

1. Voy. le texte dans *le Christianisme au XIX^e siècle* du 25 juillet.

2. Les voici, telles que M. Larroumet a bien voulu les transcrire pour le *Bulletin* :

Messieurs, Je reçois, au nom de l'État, le monument élevé par votre Comité et je le transmets à la Ville de Paris, qui en devient la propriétaire et la gardienne.

L'administration que j'ai l'honneur de représenter s'est associée avec empressement à l'œuvre que vous aviez entreprise. Vous avez rendu à une de nos gloires nationales un hommage digne d'elle; les artistes choisis par vous ont traduit votre pensée et la vérité historique avec un rare bonheur. Je félicite donc l'architecte et le statuaire; ils viennent d'ajouter à leurs travaux antérieurs un monument de premier ordre; la grande époque, la grande figure dont ils se sont inspirés revivront désormais par eux dans toute leur énergie et dans toute leur grandeur.

3. *Le Christianisme au XIX^e siècle*, p. 234.

4. *Bulletin municipal officiel* du 18 juillet.

5. Voy., entre autres, le *Temps* et les *Débats* du 18 juillet.

6. Voy. le *Matin* du 12 juillet.

faute de Coligny ou des protestants s'il a été lâchement assassiné un 24 août et si son nom évoque fatalement la Saint-Barthélemy?

On se trompe d'ailleurs si l'on croit désarmer ainsi la haine séculaire dont certains partis ont poursuivi et poursuivront toujours cette grande victime et tout ce qu'elle représente. Il suffit, pour le prouver, de rappeler qu'au moment où l'on inaugurerait sa statue, sa mémoire a été honorée de deux articles qu'on croirait écrits en 1572¹. Or rien n'atteste mieux la grandeur de ce protestant français, et la nécessité de ce que son effigie rappellera désormais aux passants, que le fait d'avoir après plus de trois siècles — cent ans après la proclamation de la liberté de conscience, — réveillé un écho vigoureux du fanatisme aveugle auquel il succomba.

N. W.

Un pèlerinage à Charenton-Saint-Maurice. — Campos ubi Troja fuit... — Le nouveau Temple.

À l'issue de l'inauguration du monument de l'amiral Coligny, on apprit (un peu tardivement et pas tout le monde malheureusement) que le concierge du Temple avait reçu et délivrait, moyennant la modique souscription de trois francs, une carte portant ce qui suit : « *Judi 18 juillet 1889. — EXCURSION HISTORIQUE AU TEMPLE DE CHARENTON, sous la présidence de M. le comte J. Delaborde. — Déjeuner à midi très précis, au restaurant Prodhomme à Alfort (en face du pont de Charenton).* » En s'informant, on apprenait que M. le pasteur Bersier avait loué un bateau-express qui partirait à 11 heures de la station du quai des Saints-Pères.

C'est ce qui a eu lieu, et un groupe d'une centaine de modernes huguenots et huguenottes fit, à la vapeur, par un très beau temps, en trente ou quarante minutes, ce trajet que nos pères faisaient, les dimanches, par tous les temps, sur des coches d'eau tirés par des chevaux ou des hommes de halage, remontant la Seine jusqu'à la Marne, durant de longues heures, sous le soleil ou la pluie et le vent. Ils charmaient, comme on sait, les ennuis du trajet par des lectures ou des entretiens édifiants, et par le chant des Psaumes. Ainsi a fait aussi la réunion improvisée le 18 juillet. C'était la première fois depuis 1685. En approchant du confluent des deux fleuves, un chœur, amené par M. Bersier, entonna le cantique de Luther : *C'est un rempart que notre Dieu!* Toute la réunion chanta avec le chœur, non sans une intime émotion.

1. Article de monseigneur Freppel, évêque d'Angers, dans l'*Univers* du 15 juillet; et un autre, signé *Memor*, dans le *Gaulois* du 17 juillet. — Ont aussi rendu compte de la cérémonie d'inauguration, le *Petit Journal* du 19 et le *Soleil* du 18 juillet. — Rapprochez des articles de l'*Univers* et du *Gaulois* celui de la *Revue des questions historiques* (1885, t. XXXVIII, p. 192-208).

A midi, on débarquait, on traversait le pont, et l'on s'installait au premier restaurant de Maisons-Alfort, dans le jardin à l'ombre, où des tables toutes servies attendaient les pèlerins. Le déjeuner fut fort bien servi et l'on y fit honneur, non sans songer aux repas (à *une* ou *trois* brochets, suivant la vogue des prédicateurs) que nos braves aïeux prenaient ainsi dans les auberges qui étaient groupées autour du fameux temple de Charenton. Au dessert, le président d'honneur de l'excursion et du déjeuner, M. Jules Delaborde, se leva et en évoquant les souvenirs du passé, remercia l'organisateur du pèlerinage de l'honneur qui lui avait été conféré d'y présider comme doyen d'âge. Après lui, MM. Recolin, l'aux père, le marquis de Jaucourt, Pilatte et Bersier prirent successivement la parole. Puis on retraversa le pont, et, tournant sur la droite, on se rendit, par la route qui longe la Marne et passe sur l'ancien fief de la chaussée, au carrefour du moulin séculaire (actuellement remis à neuf) ayant appartenu au fief de la Rivière (ou de Théroutanne), et vis-à-vis duquel avaient été bâtis, de l'autre côté du chemin, les deux temples successifs de 1607 et de 1624. Ce dernier, œuvre de l'architecte du palais du Luxembourg, Salomon de Brosse, fut démoli en 1685.

L'aspect extérieur du lieu où s'éleva ce fameux édifice est aujourd'hui entièrement méconnaissable. Il existait, il y a deux ans encore, un point de repère, savoir, une tourelle à l'angle du mur qui entourait l'enclos (on peut la distinguer dans la gravure qui s'est trouvée reproduite dans notre *Bulletin* d'octobre 1885, p. 388). Mais cette tourelle qui tombait en ruine a été démolie naguère et n'a pas été reconstruite. On a encastré dans le nouveau mur un fragment de pierre sculptée qui fut trouvé dans les décombres, mais dont l'origine est inconnue. Sur l'emplacement même du second temple est une élégante maison de campagne, celle de M. Desvignes, ancien maire de Saint-Maurice. Les écoles et la mairie occupent une autre partie, celle du milieu de l'enclos, et la troisième partie, soit trente-deux mètres, non bâtie, appartient à la maison de Santé¹ à laquelle elle confine. La totalité de l'enclos mesure environ deux cents mètres et était comprise entre le chemin de la Chaussée, une ruelle montante, dite du Val d'Osne, et un chemin très abrupte sur la pente descendant du parc de Vincennes; il avait la forme d'un pentagone irrégulier, le côté du sud étant plus grand que les autres.

Dans l'intérieur de cet enclos les deux temples n'occupèrent pas le même emplacement. Le second s'élevait à environ 80 mètres du carrefour du moulin. La façade devait être à environ 5 mètres à l'est de l'emplacement du perron de M. Desvignes, le côté septentrional presque

1. Ou asile d'aliénés de Charenton.

sur la même ligne que la façade de la maison actuelle et l'extrémité orientale un peu en dedans du mur de la même propriété. C'est dire qu'il n'en subsiste rien. Du premier temple dont l'emplacement appartient aujourd'hui à l'asile des aliénés il ne reste rien non plus. Mais la maison du Consistoire, construite en 1613 et destinée d'abord à un collège à la tête duquel on voulait placer l'Écossais Gaultier Donaldson, collège que la Sorbonne fit interdire, — cette maison est restée debout et à peu près intacte. Les chambres du premier et du deuxième étage étaient louées à des membres du Consistoire ou d'autres personnages (MM. de Beringhen, de Massanes, de Ruvigny, etc). Le rez-de-chaussée se composait de deux pièces, une petite — la *chambre des méditations* où les pasteurs se recueillaient avant de monter en chaire, — et une grande, la *salle du Consistoire*. Quatorze synodes provinciaux et trois synodes nationaux s'y tinrent, et elle sert aujourd'hui... d'école aux sœurs de la Providence Saint-Guillaume!

Tous ces détails et beaucoup d'autres qu'on trouvera dans le prochain livre de M. Douen, furent peu après communiqués à un nombreux auditoire qui depuis longtemps attendait les excursionnistes dans le nouveau temple de Charenton. Après une prière de M. le pasteur Recolin, M. le comte Delaborde ouvrit cette séance par des considérations élevées sur notre histoire et sur les études biographiques pour lesquelles elle offre un champ si vaste. Puis M. de Schickler lut le remarquable travail de M. Douen pendant que ce dernier en précisait les indications topographiques sur deux plans agrandis qu'il avait suspendus au mur¹. Le chœur de l'Etoile avait bien voulu prêter son concours bénévole à cette petite fête commémorative; il exécuta avec une perfection rare les psaumes 23 et 137 ainsi que la *Complainte de l'Eglise affligée* de M. le pasteur E. Bost. Et lorsqu'après la prière de clôture de M. le pasteur Vignié, on se sépara, on se demanda pourquoi ce pèlerinage, pour lequel l'histoire de Charenton offrait en foule des sujets d'édification et d'instruction, ne se renouvelerait pas chaque année².

CH. R. et N. W.

1. On nous a prié de reproduire l'étude si claire et si intéressante de M. Douen. Mais comme le *Bulletin* du 15 octobre 1885 en avait déjà publié la fin, il aurait fallu le mutiler. Nous dédommagerons nos lecteurs en leur offrant dans un des prochains numéros un travail mérité du même auteur, sur un des anciens de Charenton, le moins connu peut-être et le plus digne de l'être. *La Bastide*.

2. C'est aussi l'opinion d'un des deux journaux protestants (*Le Protestant* et le *Témoignage* du 27 juillet, qui ont consacré à cette fête un compte rendu détaillé).

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

UN MINISTRE CHRÉTIEN SOUS LA TERREUR

ou

BONIFAS-LAROQUE¹

PASTEUR A CASTRES ET MEMBRE DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

14 Septembre 1744—5 Octobre 1811.

Que celui qui est debout prenne garde qu'il ne tombe.
I Cor. X, 12.

III

Quant à la seconde accusation, d'avoir participé à la mort du P. Imbert, la justification de Bonifas nous semble décisive. Il fait d'abord la remarque, que si le sort des prévenus était autrefois à la merci des juges, — maintenant les juges se bornent à la simple application de la loi sur les faits et délits reconnus par les jurés ; les jurés sont seuls responsables de la condamnation des prévenus. Il en résulte que si, par scrupule, un ecclésiastique devait s'abstenir d'être juge, il devrait à plus forte raison s'abstenir d'être juré. Mais le doit-il, le peut-il ? « C'est le raisonnement qui me détermina ; je laisse à décider si je me fais illusion ». La loi du 30 vendémiaire an II (22 octobre 1793) prononçait la déportation contre tout prêtre refusant serment à la loi et lui ordonnait de se présenter dans

1. Voy. le *Bulletin*, du 15 août dernier, pages 393-402.

les dix jours, sous peine d'être conduit au tribunal criminel du département ; celui-ci, dans les vingt-quatre heures, livrait l'inculpé à l'exécution des jugements criminels, après la *déclaration* des juges qu'il était sujet à la déportation. La loi n'admettant aucune interprétation, les juges n'étaient donc pas responsables du jugement. En outre, on s'est longtemps demandé, en l'absence de tout document, si l'affaire des cinq prêtres s'était déroulée à Castres et non à Gaillac, siège du tribunal criminel révolutionnaire. Il y a plus : le tribunal de Castres en eût-il délibéré, rien jusqu'ici n'établissait que Bonifas ne se fût point récusé ; et ne se fût-il même pas récusé, que l'action purement passive du juge n'eût pas engagé sa responsabilité. — Signalons encore un fait capital dans la cause : la solennelle déclaration de Bonifas « qu'il n'a jamais prononcé la mort de personne », déclaration lancée à la face de ses contemporains qui eussent si bien pu la démentir en cas de fausseté :

« Il est vrai, dit-il dans sa plaquette, dans les moments difficiles où nous nous trouvions, je pouvais être appelé à prononcer des jugements révolutionnaires. Mais ce n'était encore que dans l'ordre des possibles ; et, à tout événement, j'y avais pourvu. Ainsi, qu'on ne me juge pas sur ce que le hasard m'aurait contraint de faire, mais sur ce que j'ai fait. J'ai rendu la justice après l'avoir prêchée, mais *jamais prononcée la mort de personne* ! ».

Cette parole d'honneur, expression même de la vérité ; cette ferme et nette déclaration à deux ans de distance des événements trancherait seule la question à nos yeux ; mais nous avons un argument plus décisif encore, nous avons la preuve suprême, la preuve matérielle, irrécusable, les jugements

1. Toute la procédure des jurés à cette époque se retrouve dans un précieux et rarissime *placard* collé et mis à 1,000 exemplaires que nous a prêté notre savant ami M. Ch. Pradel : c'est le placard de l'exécution du P. Alingrin, d'après lequel le tribunal n'a eu qu'à constater qu'étant sujet à la déportation pour refus de serment, Alingrin ne s'était pas présenté, dans les dix jours, devant l'administration départementale. Ce fait seul entraînait la mort dans les vingt-quatre heures, d'après les articles V, X, XIV, XV, du décret du 30 vendémiaire an II.

Voir aussi Marturé, II, 331.

mêmes des prêtres décapités. Grâce aux recherches de M. Elie Rossignol de Montans, quatre de ces jugements ont été d'abord découverts dans les archives du greffe du tribunal d'Albi ; et l'examen de ces jugements établit péremptoirement que Bonifas y a été étranger, puisqu'on ne voit point son nom figurer parmi les noms des juges. Toutefois, il restait un cinquième jugement, introuvé, le plus important, celui du P. Imbert, celui même qui mettait en cause Bonifas ! Il est certain que ce jugement eût-il été signé de son nom, ce fait n'aurait point tiré à conséquence, — le rôle du juge, comme nous l'avons vu, se bornant, dans l'espèce, à constater simplement que les prêtres insermentés ne se sont point présentés dans les dix jours. Mais nous avons la bonne fortune de pouvoir dissiper toute ombre de doute, de jeter sur la question une complète lumière. Après de nouvelles fouilles, M. Rossignol, auquel nous témoignons publiquement notre gratitude, nous adresse la note suivante : « J'ai trouvé au registre n° 1 du tribunal criminel du Tarn (du 2 janvier 1792 au 9 messidor an II) et à la date du 23 *germinal* an II, la condamnation à mort de Jean-Baptiste Imbert, prêtre, ci-devant Jacobin, à la résidence de Castres, arrêté le 21 *germinal*. *Les juges étaient* : Defos, président, Cabane, Bruel et Girma.

« Bonifas-Laroque était l'un des juges du trimestre précédent qui étaient : Soutérène, Laroque et Cèbe.

« Il reparait cependant dans le jugement du 25 *germinal* qui est rendu par Defos, président, Bruel et Girma, pendant le présent trimestre. — Laroque juge au tribunal du district, à la place de Cabane qui s'est abstenu. »

Du reste, le jugement que je me suis procuré et dont je donne le texte en note, confirme de tout point le témoignage du loyal et si compétent M. Rossignol ¹.

1.

Le dernier mot sur le P. Imbert.

Nous entendons par là le dernier mot sur la responsabilité de sa condamnation. Déjà, nous savions que Bonifas-Laroque, d'après les assertions non malveillantes mais erronées de nos chroniqueurs locaux, n'y avait point participé,

Les cinq jugements sont donc vierges du nom de Bonifas ; nous tenons enfin la solution de ce problème historique ; il n'est plus de doute possible, la cause est entendue : Bonifas, — malgré la tradition générale, malgré les affirmations des chroniqueurs locaux qui se sont faits les propagateurs inconscients d'une vieille calomnie, — Bonifas n'a point trempé dans l'assassinat juridique du P. Imbert et de ses malheureux compagnons de supplice.

qu'il n'avait jamais prononcé la mort de personne », et que, le cas échéant, eût-il été appelé à rendre un jugement révolutionnaire, « il avait pourvu à tout verement », comme il le dit lui-même, c'est-à-dire qu'il se serait récusé.

Nous n'en croyons pas moins devoir placer sous les yeux du public le texte entier du *jugement* officiel prononcé contre le malheureux prêtre et retrouvé au greffe du tribunal d'Albi. En cela, une seule pensée nous inspire : la préoccupation de la vérité historique ; l'histoire, en effet, ne doit pas être invoquée pour le service des passions, mais pour le service exclusif de la vérité.

Si la Révolution, pure à ses débuts, dégénéra en transports de fureur, ce n'est pas une raison pour la condamner en bloc et méconnaître l'immense et bienfaisante impulsion quelle communiqua au monde. Tous les partis ont eu leurs défaillances, leurs lois barbares, leurs crimes : *errare, peccare humanum est*. Et, au lieu de se souffleter entre eux, à coups de pages d'histoire plus ou moins honteuse et sanglante ; au lieu de s'épuiser en récriminations haineuses et stériles ; au lieu de compter d'une part les victimes de la Terreur et de l'autre celles de l'Inquisition, comme on le proposait naguère à la Chambre des députés, à monseigneur Freppel, — combien il vaudrait mieux glorifier partout le bien, flétrir partout le mal, n'user jamais de l'histoire que pour l'éducation morale des hommes et ne chercher dans les faits du passé que les leçons de l'avenir !

Jugement contre Imbert, prêtre, ci-jacobin.

Le tribunal criminel du département du Tarn a rendu le jugement suivant :

Vu le procès-verbal d'arrestation des personnes de Jean-Baptiste Imbert, prêtre ci-devant jacobin à la résidence de Castres, et de François Sablayroles, habitant le Galibran, municipalité de Castres, dressé par l'agent national près le district dudit Castres, le 21 germinal courant, signés J.-J. Barthès, agent national, Lavabre, caporal, Jean Galibert cadet, Bourjade Julien, Germain Azema, Philippe Longcamp, Pierre Grimaud.

Après avoir fait subir publiquement l'interrogatoire aux dits Imbert et Sablayroles, et avoir reçu la déposition orale de quatre témoins ;

Qu' l'accusateur public en ses conclusions motivées, considérant qu'il résulte des aveux d'Imbert, qu'il est prêtre et ci-devant jacobin au couvent de Castres, qu'il n'a point prêté le serment prescrit par l'article 39 du décret du 21 juillet 1790, réglé par les articles 21 et 38 de la loi du 12 du même mois, et par l'article 2 de la loi du 23 novembre même année, ni celui prescrit par le décret du 14 août 1792, et 23 avril 1793, vieux style ; qu'il a resté errant dans le département, depuis le mois de septembre dernier, pour se soustraire à la dé-

Quelle peut donc avoir été la première origine probable de ce bruit mensonger? Nous croyons avoir pénétré ce secret : en sa qualité de juge, Bonifas avait dû faire arrêter, le 26 frimaire an III, un ancien abbé, J. Combes, coupable de vol à main armée. On lit dans l'*Acte d'accusation*¹ que les jurés ayant à se prononcer sur les délits imputés et le chef des jurés ayant répondu : « *Oui, il y a lieu à accusation* », — Bonifas, juge au tribunal et directeur du jury, « ordonne que ledit Jacques Combes sera pris au corps et conduit à la maison de justice du tribunal criminel de Castres ». Tel est, selon toute probabilité, le point de départ de l'imputation calomnieuse adressée à Bonifas d'avoir condamné un prêtre à mort. Il affirme, dans sa justification, n'avoir puni que des vols. Pour vol, en effet, il a puni J. Combes qu'il « a fait prendre au corps » ; ce Combes, justement, est un ancien abbé ; d'où l'opinion qui se forma, s'accrédita, se répandit qu'il avait con-

portation et qu'il a exercé, pendant cet intervalle, les fonctions ecclésiastiques en secret ;

Considérant qu'il ne s'est point rendu dans la décade de la publication du décret du 30 vendémiaire auprès l'administration de ce département, en conformité de l'article 14 de ladite loi ;

Le tribunal déclare ledit Jean-Baptiste Imbert, prêtre ex-jacobin au couvent de cette ville, natif de Beauregard, canton de Saint-Germain-du-Teilh, district de Marvéjols, département de la Lozère, convaincu d'avoir été sujet à la déportation ; en conséquence, le condamne à mort ; et ordonne qu'il sera livré dans les vingt-quatre heures à l'exécuteur des jugements du tribunal, conformément aux articles 5, 10, 14 et 15 du décret du 30 vendémiaire dont lecture a été faite et qui sont ainsi conçus, etc... ;

Déclare les biens dudit Imbert acquis et confisqués au profit de la République, conformément à l'article 16 du même décret dont lecture a été faite et qui sont ainsi conçus : la déportation, la réclusion et la peine de mort, prononcées d'après les dispositions de la présente loi, emporteront confiscation des biens ;

Ordonne enfin que le présent jugement sera mis à exécution à la diligence du commissaire national près le tribunal du district de Castres et qu'à la diligence de l'accusateur public ledit jugement sera imprimé au nombre de six cents exemplaires pour être envoyé, lu, publié, et affiché dans toutes les municipalités du département.

Fait à Castres le 23 germinal, an second de la République, une et indivisible ; à l'audience publique du tribunal criminel ; présents les citoyens suivants : savoir, Défos président, Cabanes, Bruel et Girma, juges soussignés.

1. Autre pièce extrêmement intéressante et que nous devons encore à l'obligeance de M. Ch. Pradel.

damné un prêtre à mort; la haine aidant et aveuglant, il était dans la logique des passions d'aboutir insensiblement à cette calomnie, — vu surtout la coïncidence de la condamnation de cet abbé avec les exécutions des cinq prêtres sur la place de l'Albinque. Les moyens de communication étant rares, on pouvait, à la faveur de l'éloignement, confondre avec ignorance autant qu'inventer méchamment; quand on pense surtout que le P. Imbert a été condamné le 23 germinal et que Bonifas siégeait au Tribunal deux jours après, le 25!

Ne dit-il pas, du reste, dans sa plaquette, qu'il eût pu être appelé à prononcer des jugements révolutionnaires, mais « qu'il y avait pourvu »? Le cas échéant, il se serait donc récusé. Sa nature et ses principes lui en eussent fait un devoir.

Bonifas, en effet, était d'un tempérament juste, modéré, humain. Son portrait seul semble l'attester, portrait authentique de sa jeunesse, conservé par une de ses nièces et transmis de main en main dans sa propre famille; sa physionomie générale respire la gravité, la bonté, autant que son large front et ses beaux yeux dénotent des facultés éminentes¹. Peut-être un léger sourire sardonique erre-t-il dans les plis de sa fine bouche. Je dois dire que les nobles dispositions d'équité et de dévouement dont il avait toujours fait preuve, qu'il devait à sa nature et que ses principes chrétiens n'avaient pu qu'affermir, sont en parfaite harmonie avec une tradition qui s'est pieusement perpétuée dans la branche collatérale de sa famille, tradition qui trouve ici sa place, légendaire peut-être, vrai-emblable en tout cas si elle n'est vraie et que nous croyons pouvoir citer comme un témoin à décharge, à son honneur. Trois prêtres réfractaires, dévolus à la guillotine, poursuivis et croyant à la chevaleresque générosité de Bonifas, lui demandent secrètement une périlleuse hospitalité; c'était sous la Terreur. Jouant sa tête pour sauver la leur,

1. Je dois ce portrait à l'obligeance de mon ami, M. Victor Bordes, archéologue d'un rare mérite.

Bonifas leur donne asile; et, peu de jours après, avec des vêtements d'emprunt, favorise leur évasion. Mais le bruit de ce recel avait transpiré; sa maison, sise derrière la Plate, est surveillée; et, un soir, sortant de son domicile, il essuie un coup de feu sans être atteint. Était-ce une vengeance contre sa magnanime action ou croyait-on, dans les ténèbres, tirer sur un des prêtres fugitifs? — Toujours est-il que le coupable (l'opinion désigna le frère de lait de Bonifas), ne fut ni puni, ni même recherché. Cet événement pourrait avoir eu lieu, lorsque, abreuvé de dégoût, Bonifas se retira des affaires politiques; et ces ecclésiastiques, en choisissant son domicile pour refuge, espéraient qu'on n'aurait pas l'idée de les traquer chez lui. Leur confiance en sa magnanimité montrait bien qu'il ne s'était pas fait, durant l'exercice de sa magistrature, un renom d'hostilité contre le clergé catholique. Quoique les *Mémoires* du temps se taisent sur cet incident, il se pourrait néanmoins que, transmis de bouche en bouche, il eût une origine historique. C'est ce qu'affirment ses arrière-neveux qui, après avoir habité Mazamet, vivent actuellement à Bordeaux. Quoi qu'il en soit de ce fait, légende ou histoire, il reste que Bonifas se défend énergiquement d'avoir prononcé une sentence capitale; que ses dernières années sont assombries par les rumeurs malveillantes qui circulent à son sujet et qu'il cède à un besoin de son âme ulcérée en se réfugiant à la campagne, dans une solitude profonde et prolongée. Là, il s'ensevelit trois années et demi dans l'ombre et le recueillement. Mais au bout de ce temps, ses blessures en partie cicatrisées, il apparaît de nouveau sur la scène ecclésiastique, témoin le procès-verbal du *Registre de la Commission*, du 5 juillet 1796; or, c'est depuis le 5 novembre 1792 qu'il n'y figurait plus.

Quelle put être la cause de ce second revirement, de ce retour à la profession chrétienne? Que dut-il se passer dans son âme ou dans sa vie pour le décider à cette résolution inattendue, alors surtout qu'il avait déclaré au conseil départe-

temental « qu'à son âge on ne reprenait pas les fonctions qu'on abandonnait »?

Bien qu'on en soit réduit aux conjectures, il est assez plausible de supposer que déçu, repentant, peut-être même repoussé par les Jacobins comme un instrument peu docile, il rompit d'abord avec la politique et les politiciens, et que, dans le silence, seul à seul avec sa conscience et son Dieu, après dix-huit mois de réflexions, d'expiation, loin de l'arène qu'il fuit et de son Église dont il n'ose se rapprocher; encouragé par quelques amis restés fidèles ou touchés de son repentir, — il s'est résolu, non sans de violents combats intérieurs, à reprendre son ministère, même au prix des humiliations d'une publique amende honorable. Toujours est-il qu'on lit à la séance du 17 messidor an III (5 juillet 1796), que la *Commission*¹, préoccupée de pourvoir de culte les Églises de Roquecourbe, Mazamet, Revel, Puy-Laurens, où il avait été suspendu, décide de chercher autour d'elle, dans le département, des ministres auxquels pût être confié le soin de ces troupeaux abandonnés. Elle se décide à « demander aux citoyens Durand et Jaffard les raisons qu'ils ont de ne plus exercer les fonctions pastorales et de prier le citoyen Richard d'avoir égard aux Églises qui sollicitent du service ». En même temps, un membre donne lecture d'un *Mémoire*, daté du 1^{er} messidor, dans lequel « le citoyen Laroque, ci-devant ministre à Castres, demande avec instance d'être déclaré habile à reprendre l'exercice du ministère évangélique ». Écoulé avec une extrême attention, ce Mémoire donne lieu à une discussion approfondie qui aboutit à un blâme sévère contre Bonifas. En voici le résumé : 1^o Bonifas a abandonné son Église sans autorisation et même contre l'avis, la défense des anciens; il n'a pas attendu d'y être contraint par une pres-

1. La *Commission ecclésiastique de la Province* avait alors Crébessac pour président et Barbey pour secrétaire; l'un et l'autre ont signé cet important procès-verbal. — point de départ de la réorganisation des Églises du haut Languedoc.

sante nécessité; et, dans sa lettre de démission, il laissait entendre que sa retraite serait, non pas accidentelle, momentanée, mais définitive, puisqu'il déclarait au Directoire du département « qu'à son âge, on n'abandonnait pas des fonctions avec l'intention de les reprendre ». — 2° Il a supprimé la lecture d'une partie du IV^e commandement (Repos du 7^e jour), sacrifiant ainsi « aux idées anti-chrétiennes des dominateurs de ce temps-là, ce qu'un inébranlable serviteur de Jésus-Christ n'aurait pas dû faire ». — 3° Il a prêché l'Évangile un jour de Décadi à la place du dimanche, autre défaillance qui ne lui était pas même imposée par les lois civiles, — « la contrainte n'étant pas encore poussée au point où elle le fut dans la suite ». — 4° Il a renouvelé son « abdication » devant les autorités, bien qu'aucun décret du Corps législatif ne l'y obligeât, — ce qui a produit « un fâcheux éclat » et a porté atteinte à l'honneur du ministère évangélique. — 5° Il a réclamé contre les inexactitudes de sa déclaration devant les autorités, mais si tardivement (dix-neuf mois après) que ce délai a pu inspirer des doutes sur le degré de confiance quelle mérite. Il devait « à sa réputation et à son état, à lui-même et à son Église, de veiller à ce que son acte d'abdication fût rédigé d'une manière exacte ». — 6° « Son abdication a été exempte d'expressions blasphématoires; sous ce rapport, elle ne ressemble pas à beaucoup d'autres; mais le défaut absolu de précautions de sa part a été cause que, malgré cette différence essentielle, il a été confondu avec les apostats et les blasphémateurs, comme l'événement ne l'a que trop prouvé... » — Néanmoins, malgré l'importance de ces griefs,

La Commission a trouvé que, la voie devant toujours être ouverte aux pécheurs repentants, le citoyen Laroque pourrait être déclaré habile à exercer les fonctions pastorales dans celle des diverses Églises qui demanderait son ministère, — pourvu qu'au préalable il eût fait, dans le sein de l'Église de Castres, une publique et convenable réparation. La réhabilitation et l'exercice des fonctions pastorales ne pourront avoir lieu qu'après que la réparation aura été dûment faite. Le citoyen Laroque ne pourra être revêtu du costume ecclésiastique lorsqu'il fera cette répara-

tion, avant laquelle il n'est censé remplir aucune fonction qui exige le costume.

Copie de « ce délibéré » fut communiqué aux diverses Églises, pour qu'elles en connussent. — Et le procès-verbal observe qu'on ne s'est occupé du citoyen Laroque que sur « son expresse demande et sur ses instances réitérées ». Le synode qui se tint à Castres, le 22 novembre 1796 (2 brumaire, an V), approuva de tout point le jugement de la Commission sur Laroque et sa réintégration, et ordonna même que le procès-verbal serait biffé. Mais il fut croisé et non supprimé, ce qui explique la note suivante au bas de la page : « Le bâtonnement ci-dessus a été autorisé par le synode tenu à Castres. Grébessac, modérateur, Lanthois, secrétaire, Barbey, secrétaire adjoint¹. »

Bonifas alors fit, au temple même et devant l'Église réunie, la réparation exigée de lui, de la manière et dans les termes convenus. Le 25 thermidor an IV (18 août 1796), une pétition de quatre-vingt-dix-huit fidèles demande au Consistoire de le nommer pasteur de Castres, conjointement avec Grébessac. Le Consistoire, ayant accueilli favorablement cette pétition, le secrétaire écrit à Bonifas pour l'inviter à reprendre sa charge². Mais une vive opposition se produisit de la part d'une forte minorité de l'Église, qui regardait Bonifas comme indigne et refusait son ministère. Cette minorité se composait de royalistes et de quelques familles notables : les de Falguerolle, de Juge, Alquier-Bouffard, etc., qui organisèrent une scission et appelèrent le pasteur Lanthois de Vabre pour présider leur culte. Cependant, les Prat, les Fourgassié, les Guibal, se rattachèrent à Bonifas et entraînèrent la masse.

Bonifas accepta la vocation à lui adressée par la majorité et

1. Ce dernier, dans ce même *Synode des Églises du Tarn et quelques autres annexes*, fut admis au nombre des pasteurs de l'arrondissement; depuis plusieurs années déjà, il exerçait les fonctions de pasteur, « pour les cas urgents, en vertu de l'autorisation de la Commission ».

2. Ce procès-verbal d'appel porte les signatures de : Campdomerc, Séguier, J. Aubry, Campdomerc-Belver, Fortanié, Martin, Baux et Durand.

sollicite une réunion immédiate du Consistoire. Cette réunion se tint au Temple, avant son entrée en fonction; là, pasteurs et anciens, jetant sur le passé un voile d'oubli et de charité, lui donnèrent la main d'association; c'était en septembre 1796.

Dès ce moment, soit dans l'Église ou dans son cabinet, — soit au Consistoire ou à la Commission, son activité pastorale ne cesse plus et même jusqu'à sa mort va croissant. La scission cependant persiste; les dissidents continuent d'aller à Réalmont pour les cultes et pour les communions, et recourent tantôt au ministère de M. Barbey, tantôt à celui de M. Lanthois. Il en résulte de fâcheux tiraillements et l'Église de Castres en pâtit. Bientôt même, la caisse ne suffit plus aux honoraires des deux pasteurs (1,200 francs pour chacun). Bonifas réclame, déclarant qu'il se retirera si les engagements contractés envers lui ne sont pas tenus; Crébessac, de son côté, donne sa démission, « ne prévoyant pas la possibilité de la levée pour les deux pasteurs ». Le Consistoire, en s'engageant, avait espéré que l'Église, s'étant toujours procuré le traitement de ses pasteurs, le pourrait encore; elle ne s'attendait pas alors à la division survenue, seule cause du déficit qui frappe la caisse des pasteurs et aussi celle des pauvres. Mais, en se séparant de Crébessac, le Consistoire lui témoigne sa gratitude pour ses efforts et ses succès dans la restauration du culte et ses vifs regrets de le voir s'éloigner.

L'éloignement de Crébessac ne met pas fin au malheureux conflit qui divise l'Église; au contraire, il semble redoubler. Le 10 décembre 1796, on assiste à un nouvel épisode : Barbey ayant continué ses soins spirituels aux dissidents, le Consistoire se plaint « qu'il s'est permis de baptiser sans autorisation un enfant non malade de M. Alquier, à Bouffard, et de donner le 4 septembre une assemblée de communion aux dissidents ». Il décide de soumettre le cas à toutes les Églises de l'arrondissement et de provoquer leur avis sur un tel procédé. — En outre, un ancien de Réalmont, Barrau, dénonce au Consistoire

son pasteur Barbey comme étant en intelligence avec les scissionnaires de Castres. Le Consistoire approuve Barrau, « la division étant la ruine de l'Église » ; il écrit à Barbey pour lui reprocher de croire que la discipline ecclésiastique n'est pas applicable aux dissidents et il le blâme d'avoir annoncé que si le Consistoire lui interdisait de leur donner satisfaction à Réalmont, il viendrait le faire à Castres même.

Fatigué de ces ennuis, Barbey, comme Crébessac, se retire à son tour, en décembre 1796 et retourne en Suisse, sa patrie, pour y chercher une paix qu'on ne goûtait plus en France depuis longtemps.

Bonifas, demeuré seul au gouvernail des Églises, avec l'influence de l'âge et de la capacité, entouré de pasteurs nouveaux venus, ne tarde pas à reconquérir le premier rang et le conserva, non sans éclat, jusqu'à la fin. Par ses talents, ses services, la sagesse de ses conseils, la pureté de sa vie, la considération générale dont il sait s'entourer, — il rachète ses grandes fautes, force l'estime de ses contemporains et fait bénir sa mémoire par ceux qui lui survivent. A la tête du Consistoire, de la Commission ecclésiastique et des Synodes, il contribue puissamment à relever les Églises de leurs ruines, à instruire la jeunesse, à secourir les pauvres, à recruter et à former des pasteurs, à raffermir la discipline, en un mot à donner au protestantisme, après une si longue période d'épreuves de tout genre, la conscience de ses droits, de sa vie et de sa force.

Chose étonnante et digne de louange ! il réussit, en dépit des cruels sévices du passé et des justes ressentiments qui en étaient restés dans les cœurs, à propager auprès et au loin des sentiments de pardon, de tolérance et de paix ; une délibération synodale nous révèle ce fait : « Les pasteurs mettront tout leur soin à répandre au milieu de leurs fidèles les principes de la tolérance et de la bienveillance fraternelle. » Et Bonifas poussa même la largeur, dans la séance du 26 messidor an XIII, jusqu'à proposer de prendre l'initiative, auprès

du ministre des cultes, pour obtenir de lui la libre circulation des processions catholiques dans la commune de Castres. Cette largeur n'excluait pourtant pas la fermeté; car, en 1808, lorsqu'on veut obliger les protestants à mettre des tentures au passage des processions, il s'y oppose avec énergie, chacun étant libre chez soi, et il fait prendre une délibération destinée à être lue dans toutes les chaires pour exhorter les fidèles de la province à ne pas faiblir.

C'est lui qui désormais, le plus en vue et le plus autorisé, sert de lien aux Églises dans leurs rapports avec l'État et avec les facultés de théologie. Et aussi respectueux des pouvoirs établis que des droits de l'Église, — il suit une ligne ferme et modérée, à égale distance de l'obséquiosité et de l'insubordination. Lorsque vient l'ordre de lire en chaire le sénatus-consulte qui nomme Napoléon Bonaparte empereur des Français et d'engager le peuple à obéir aux lois, — « cet ordre est ponctuellement exécuté ». En outre, les procès-verbaux portent copie de plusieurs adresses de félicitations sur les victoires de l'Empereur et des remontrances *obligées* aux conscrits récalcitrants. Et l'Empereur, ayant sanctionné la nomination de huit pasteurs pour le département, Bonifas est appelé, lui ex-Jacobin, à prêter avec ses sept collègues le serment prescrit par la loi de germinal an X; il se soumet; il se range au nouvel état de choses, comme du reste toute sa génération excédée d'une aussi longue et aussi sanglante anarchie, — mais sans aucun de ces emportements qui suivent en général les réactions et qui ont fait dire: « Surtout, pas de zèle. » Du zèle, il en a; mais il est de bon aloi; c'est le zèle du bien et du règne de Dieu; le zèle d'un homme possédé de l'ardent désir d'effacer, au soir de sa vie, les taches d'un égarement momentané; tel, Saint-Pierre, après son triple reniement. Du reste, le consistoire lui rend justice et lui prodigue sa sympathie; à la reconstitution des cultes, le gouvernement n'ayant accordé que deux pasteurs, il avait été nommé à l'unanimité et Durand à la majorité; les anciens lui témoignent une extrême défé-

rence; et quand l'un d'eux, Guibal aîné, est promu aux fonctions législatives et pressent les vues de Bonifas, celui-ci lui trace un programme qui marque à la fois la portée de son esprit et la noblesse de ses préoccupations : Réclamer une Académie « pour augmenter les lumières »; — « un Comité directeur (sorte de Conseil central anticipé), pour être le foyer des affaires protestantes et avec lequel on pût communiquer »;

enfin, des hôpitaux destinés à recueillir infirmes et malades, « afin de mieux disposer la jeunesse à voler à la gloire et à la mort ».

Comme s'il eût voulu réparer le temps perdu dans la politique, Bonifas travaille pour l'Évangile et pour l'Église, avec une ardeur sans égale, jusqu'à épuisement de forces. En sus des labeurs quotidiens du ministère et de l'administration, il se livre en penseur et en écrivain aux études de cabinet et il consacre les loisirs qui lui restent à dresser gratuitement, par de savantes leçons, les jeunes gens qui se destinent au saint ministère; dans les dernières années de sa vie, Jean Valette, Antoine Rabaud, Paul Blanc, Job Houlès, Philippe Durand, Louis Fau, Pierre Viala... passent successivement entre ses mains et forment la première volée des pasteurs qui vont immédiatement succéder à l'héroïque phalange des pasteurs du Désert; c'est ainsi que se renoue la chaîne des temps. Après une, deux ou trois années d'instruction, Bonifas délivrait à ses élèves un certificat leur permettant d'entrer dans une des trois facultés de Lausanne, Genève, ou Montauban. Son dernier certificat, sa dernière signature au Registre remonte au 8 juillet 1816. Ses élèves (je le sais par mon père) emportaient de lui un double souvenir d'admiration pour sa science et de vénération pour son caractère. Les derniers bruits affaiblis que nous transmet la tradition qui s'en va sont tout à son honneur; naguère encore, quelques vieillards en parlaient avec enthousiasme et attendrissement.

Dès juillet 1816, la maladie le contraignit de désor ter son champ d'action habituel et les procès-verbaux, jusque-là

remplis de son nom et de son autorité, sont vœux de lui. Il n'eut pas longtemps à souffrir de ce repos forcé, car il mourut à Castres, le 5 octobre 1811, à l'âge de soixante-sept ans, après un ministère de trente-sept années, interrompu par une tempête de trois ans deux mois¹. Il expia par de cruels déboires, il racheta par une longue vie de dévouement et d'honneur avant et après le terrorisme, sa déplorable chute. « Qui oserait, pur de toute faute, lui jeter la première pierre? » (Jean VIII, 7.)

Malgré tout, son ministère fut utile et béni : il rendit d'éminents services à l'Évangile qu'il a défendu par sa prédication et ses ouvrages, à la réorganisation des Églises du Haut-Languedoc dont il devint l'Antoine Court, au recrutement du corps pastoral, et, somme toute, à la cause des pauvres et de la justice, à la cité et à la patrie. Sans lui peut-être, les montagnards-missionnaires fussent passés, à Castres, de la menace à l'exécution ; tandis que les nombreux suspects incarcérés en furent quitte pour la peur. Il composa lui-même son épitaphe, retrouvée dans les manuscrits de Job Jaffard, son collègue de Mazamet :

Ci-git le pasteur Bonifas
Qui fut prêchant toute sa vie ;
On l'agita jusqu'au trépas
Par un vil effet de l'envie.

Épitaphe d'un goût douteux et qui révèle, sinon la flamme poétique, du moins les troubles profonds dont son existence fut agitée jusqu'à la paix du tombeau. S'il est possible que l'envie ait eu sa part dans ses tribulations, il est certain que la plus active cause de ses chagrins fut son égarement momentané sous la Terreur qui lui aliéna une partie notable de son Église

1. Registres de la commune de Castres ; il mourut à dix heures du matin, derrière l'Église de la Plâté, première section de Castres, dans une maison dont il payait 65 francs d'impôt, chiffre élevé pour l'époque. Sa maison fut vendue en 1823 à M. Cassanhol, prêtre à Castres. Sa veuve mourut à Castres, à l'âge de quatre-vingts ans, le 21 juin 1816. — Renseignements dus à l'inépuisable érudition de M. Bélisaire Tailhades. Voir les *Brevettes ou État des mutations*, 1800-1825, art. 166-167 de la première section, — Bibliothèque publique de Castres.

et, en dehors de son Église, tout ce que le pays comptait de conservateurs, de nobles et de royalistes. Là, plus que dans l'envie, peut-être invoquée pour la rime, là gît la vraie cause des hostilités qui empoisonnèrent ses dernières années.

Comme tant d'autres, il subit la loi de la semence et de la moisson et fit la cruelle expérience que quand on sème le vent, on moissonne la tempête. N'en jaillit-il pas une grande leçon morale qui se formule par le mot de l'apôtre ? « Que celui qui est debout prenne garde qu'il ne tombe ! » — Pour nous, privilégiés de vivre en des temps plus heureux et de goûter une paix profonde sous l'égide des lois, sous une république humaine, juste, libérale, généreuse, qui pousse à l'excès le respect des droits de tous, — nous devons nous appliquer à rendre toujours à « César ce qui appartient à César », toujours la vérité à qui elle est due. Il n'est jamais trop tard pour réhabiliter une mémoire outragée. Ne voudrions-nous pas bénéficier un jour nous-même d'une pareille réhabilitation contre les morsures de la calomnie ?

Ce nous est une double et haute satisfaction que d'avoir pu à la fois rendre un sincère hommage à la fidélité de cinq prêtres martyrs, — et retirer de leur supplice la main d'un ministre protestant qu'on y avait indûment placée.

Bonifas, auquel succéda comme pasteur à Castres, le 27 janvier 1812, Jean Lieure d'Erveil, pasteur à Valence, — laissa à sa mort plusieurs manuscrits volumineux, notamment *l'Elève de l'Évangile*, que son neveu publia en 1812¹. C'est un ouvrage de dogmatique et d'apologétique qui témoigne de vastes connaissances, d'un esprit religieux, philosophique, libéral et où, dans un style éloquent et clair, il touche un peu à tout. Il est divisé en trois livres : 1^o De la religion en général ; 2^o De la religion évangélique ; 3^o De la défense de cette religion. Mais l'appréciation d'une telle œuvre et du milieu où elle parut réclamerait un travail spécial.

CAMILLE RABAUD.

¹ 2 vol. in-8 : — 508 pour l'un : — 334 pour l'autre, chez Antoine Navarre, Toulouse, 1812.

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS PENDANT LA RÉVOLUTION

(1789-1802)¹

v

Pendant la détention de Marron, les services protestants ne furent plus célébrés. La Terreur était maîtresse absolue de Paris et elle n'eût pas toléré des réunions où de paisibles citoyens auraient prié



pour la France. Dès qu'il se trouva au milieu de ses paroissiens², le pasteur songea à réorganiser son Eglise, et, peu de jours

1. Voy. le *Bull.* du 15 juillet dernier, p. 357.

2. L'arrêté du comité de Salut public du 10 thermidor an II (30 juillet 1794), ordonnant que le citoyen Marron sera mis sur le champ en liberté, est signé par : Barère, Bayle, Vadier, Prieur, Amar, Billaud-Varenne, Voulan. Archives Nationales. F⁷-4774³.

après la mort de Robespierre, la parole de vie était de nouveau prêchée dans le temple Saint-Louis où se rendaient de nombreux auditeurs¹.

L'Église vécut de sa vie ordinaire, sans incidents et dans un calme relatif, jusqu'en 1797. Au mois de mai de cette année l'administration centrale de la Seine éleva la prétention de fermer le temple Saint-Louis². Elle soutenait que, la loi du 7 vendémiaire an IV (26 septembre 1795) ayant interdit les cérémonies de tous les cultes hors de l'enceinte de l'édifice assigné pour leur exercice, il n'était pas permis aux membres de la communauté protestante de s'assembler dans une église dont la libre disposition ne lui avait pas été assurée conformément à la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795). Le conseil de l'Église protesta contre une semblable interprétation : les protestants ne portent aucune atteinte à la tranquillité publique, leur culte se célèbre sans donner naissance à aucun désordre ; ce serait violer la liberté des cultes que de les contraindre à célébrer leurs services dans une église catholique. La loi du 11 prairial an III en permettant aux citoyens de cultes différents de réclamer l'usage en commun d'un même édifice religieux, elle leur accorde une faculté, elle ne leur impose pas une obligation. Les auteurs de ce mémoire terminaient en sollicitant la concession intégrale d'un des quinze édifices accordés aux catholiques, dans le cas où la théorie qu'ils avaient développée ne triompherait pas.

L'affaire n'eut pas de suite. Saint-Louis ne fut pas enlevé aux protestants, et, la communauté s'étant accrue dans des proportions assez grandes, un des membres du Consistoire loua l'église Sainte-Marie pour servir de lieu de culte³.

VI

Peu de temps après, le Concordat était signé. Voulant réconcilier les divers cultes chrétiens avec le gouvernement de la France, le pre-

1. Collection Coquerel. Manuscrits, t. XXVI, p. 251 ; verso.

2. Délibération de l'administration centrale du département de la Seine du 14 floréal an VI (31 mai 1797). Réponse des membres de l'Église de Paris. Collection Coquerel. Manuscrits, t. XXVI, p. 233 à 235.

3. Bail du 18 vendémiaire an IX. Archives du temple de l'Oratoire. Cette église dépendait du couvent de la Visitation des Filles Sainte-Marie, elle fut construite

mier Consul donnait au protestantisme sa place dans l'organisation nouvelle.

Portalis, chargé de régler les rapports des deux Églises réformée et luthérienne avec l'État, eut tout d'abord l'intention de les laisser en dehors des articles organiques. Dans un projet d'arrêté¹, il leur assurait la liberté, abrogeant tous actes et règlements qui auraient porté atteinte à leur indépendance; mais il n'attribuait aucun traitement aux pasteurs: l'Église, délivrée du contrôle sévère de l'État, restait maîtresse de son organisation.

Ce système ne prévalut pas, les notables protestants de Paris réclamèrent l'union avec l'État. Elle leur fut accordée et la loi du 18 germinal an X traça les règles de l'organisation nouvelle des Églises protestantes².

Cette loi s'est préoccupée de sauvegarder les droits de l'État, elle a perdu de vue les origines du protestantisme, ses traditions, qui toutes reposaient sur un système de liberté et de libre discussion. L'Empereur est devenu, pour ainsi dire, le chef de toutes les Églises, sans respecter cette sage et légitime séparation qui doit exister entre les droits de la conscience et les pouvoirs du gouvernement. Ne soyons pourtant pas trop sévère, et jugeons ces dispositions ne nous transportant à l'époque où elles furent promulguées. Tous les cultes venaient de subir la persécution jacobine, nombre de pasteurs avaient été mis au rang des suspects et arrêtés; dans l'Église catholique, le clergé constitutionnel était en lutte ouverte avec les prêtres refractaires, et sans une autorité forte, la réconciliation eût été lente, pour ne pas dire impossible.

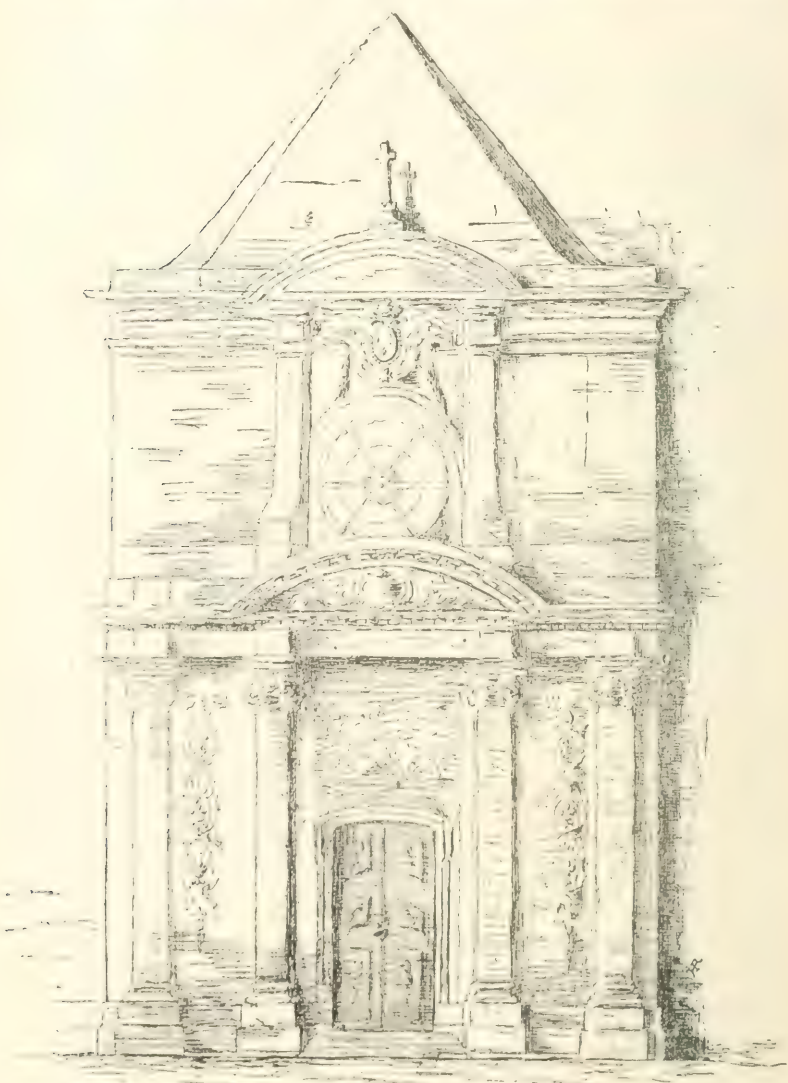
Cependant nos Églises protestantes eussent mieux fait, pensons-nous, d'accepter le régime de séparation préconisé par Portalis: elles auraient conservé ce régime presbytérien synodal qui, selon la juste expression de M. le pasteur Bersier, « concilie par le plus étonnant équilibre l'ordre avec la liberté, les exigences du progrès avec le respect du passé ». L'État, il est vrai, a concédé un traitement

de 1632 à 1634 sur les dessins de François Mansart et consacrée sous le nom de Notre-Dame-des-Anges. Voyez Decoppet, *Paris Protestant*, p. 16.

1. Nous avons découvert aux Archives Nationales AFIV, 1044, ce projet qui n'a pas encore été publié et qui n'est signalé par aucun auteur de droit ecclésiastique. Voyez le dernier n° du *Bulletin*, page 413.

2. *Législation des cultes protestants* par Armand Lods, p. 48.

aux pasteurs, mais il l'a fait pour encadrer ceux-ci dans la hié-



Portail de l'Église Saint-Louis, par H. Rondel, d'après l'architecte Blondel¹ (1754).

rarchie administrative et les transformer en véritables fonction-

1. *Architecture française* par Jacques François Blondel, professeur d'architecture. Paris, in-folio, 1754, tome III, page 63.

naires. Cette intention est exprimée sans ambages dans un rapport du conseiller d'Etat chargé des cultes : en rétribuant les pasteurs, dit-il au premier Consul, nous avons voulu « les mettre sous la dépendance immédiate du gouvernement qui pourra avec facilité arrêter, suspendre ou supprimer le traitement de tel ou tel pasteur, et s'assurer ainsi la soumission et l'obéissance de tous ¹ ».

L'indépendance n'était-elle point préférable à un semblable système qui faussait et dénaturait les institutions séculaires du Protestantisme ?

Après la promulgation de la loi de germinal, les membres de l'Eglise réformée de Paris s'adressèrent à Portalis et lui demandèrent de procéder sans retard à la constitution du Consistoire. Ils proposèrent Marron pour les fonctions de pasteur.

« C'est Marron qui, après avoir été chapelain de l'ambassade de Hollande a formé, en 1789, sous les auspices de la régénération nationale, l'établissement religieux dont l'administration s'adresse à vous en ce moment. Elle s'empresse de vous témoigner la confiance où elle est que l'Eglise protestante de Paris ayant été, à l'époque susdite, fondée ou plutôt rétablie par le citoyen Marron, et ce citoyen ayant constamment depuis rempli son ministère sacré avec prudence, avec zèle et à la satisfaction générale de son troupeau, une voix unanime reconnaissant d'ailleurs à ce citoyen les connaissances, la moralité et le civisme qui peuvent le plus honorer les fonctions pastorales, vous voudrez bien avoir égard au vœu du Consistoire, au vœu du troupeau, et ne point proposer au premier Consul pour les fonctions de ministre protestant à Paris d'autre sujet que le citoyen Paul-Henri Marron ². »

Cette démarche eut le résultat qu'en attendaient les représentants de l'Eglise de Paris. Dès le 24 novembre, Portalis y répondait dans un rapport favorable, et par un arrêté du 12 frimaire an XI (2 décembre 1802) ³, le premier consul établissait à Paris une Eglise consistoriale et deux Eglises de secours, affectant l'édifice Saint-Louis

1. Rapport de Portalis du 22 brumaire an XII. Archives Nationales AFIV, 1044, pièce 43.

2. Lettre du 23 vendémiaire an X (14 octobre 1803). Archives du temple de l'Oratoire, carton 6.

3. Rapport présenté aux consuls de la République par Portalis, 4 frimaire an XI (24 novembre 1802). Archives du ministère des cultes.

du Louvre à l'Église consistoriale et ceux de Pentemont et de Sainte-Marie aux Églises de secours. Le citoyen Marron¹ était confirmé dans la place de pasteur de l'Église Saint-Louis.

Les termes du rapport de Portalis causèrent une vive émotion dans l'Église de Paris ; il était contraire à la discipline de fonder des Églises de secours, puisque d'après cette discipline « nulle Église ne pourra prétendre primauté ni domination sur l'autre ». Les membres de la communauté demandèrent au gouvernement l'interprétation de cet arrêté, faisant remarquer que les trois pasteurs

1. Marron continua son ministère dans l'Église de Paris jusqu'à sa mort (30 juillet 1832). Ses funérailles eurent lieu aux frais du Consistoire, une souscription fut ouverte pour élever un monument sur sa tombe. M. Charles Coquerel consacra à ce pasteur un long article nécrologique dans le *Moniteur universel*, (11 août 1832) ; nous y relevons quelques détails intéressants. Marron était très lié avec Mirabeau, il collabora à son ouvrage : *Aux Bataves sur le stadhoudérat*, 1788. Dans une lettre, Mirabeau le qualifie de « son très savant frère d'armes » : dans une autre lettre du 3 octobre 1788, il lance cette boutade : « Pourquoi ne peut-on pas tirer une ligne, un détail, un fait de vous autres Hollandais ! En vérité, mon cher, je ne connais qu'une chose qui puisse dégoûter de la liberté ; c'est sont les hommes se disant libres. »

Marron était en relations suivies avec Rabaut-Saint-Étienne et le député Lasource.

Au point de vue politique il changea souvent d'opinion et célébra successivement les divers gouvernements de la France, en prose et en vers latins. Faisant allusion à cette flexibilité d'opinions, le *Dictionnaire des Protestes modernes* lui décocha cette spirituelle épigramme :

« Pour célébrer le grand Napoléon
Tous les matins, le predicant Marron
Met côte à côte et spondée et dactyle.
Mais par Calvin, Marron n'est pas Virgile :
Ce n'est qu'un Virgile-Marron. »

Voici la bibliographie de ses sermons, elle suffit à démontrer qu'il pratiqua trop largement la soumission aux puissances établies :

1. *Discours prononcé au service extraordinaire célébré par les Protestans de Paris à l'occasion de l'achèvement de la Constitution et de son acceptation par le Roi, le jeudi 13 octobre 1791, en présence d'une députation du corps municipal*, Paris, chez Perlet, 1791, in-8, 24 pages ; 2^e édition à Leide, 1791, in-8, 34 pages. Bibliothèque du Protestantisme, 7444. — 2. *Prière d'usage de l'Église protestante de Paris, imprimée en hollandais et en français*, 1794, in-8, 24 pages. B. P., 7444. — 3. *Prière prononcée dans le Temple des Protestans de Paris, ci-devant l'Église de Saint-Louis-du-Louvre, le décadi 20 fructidor de la III^e année républicaine (6 septembre 1795 vieux style), jour de l'ouverture des Assemblées primaires pour l'acceptation de la nouvelle Constitution*, in-8, 8 pages. B. P., 7444. — 4. *Discours religieux d'action de grâces pour la paix signée à Lunéville, prononcé dans le temple des Protestans de*

« étaient de droit pasteurs de l'Église consistoriale de Paris »¹. Satisfaction leur fut aussitôt donnée. Portalis reconnut : « qu'il n'était « jamais entré dans l'intention du gouvernement que les deux « Églises fussent des dépendances de la première. Il n'y aura aucune « subordination entre les ministres choisis pour les desservir »². Rassurée sur ce point, l'Église se constitua d'après les principes nouveaux. L'ancien Consistoire se réunit le 20 janvier 1803 et entendit la lecture des articles organiques. En vertu des articles 23 et 24, le Consistoire devait se composer de douze membres ; dans les villes où cette assemblée fonctionnait déjà, le renouvellement s'opérait par moitié, et pour cette élection les anciens en exercice devaient s'adjoindre un nombre égal de chefs de famille³. C'est ce qui eut lieu à Paris ; sept membres de l'ancien Consistoire se démisrent volontairement de leurs fonctions, cinq continuèrent l'exercice de leur

Paris le 3 ventôse an IX, in-8, 16 pages. B. P., 7444. — 5. Discours pour le rétablissement de la Religion prononcé dans le temple des Protestans de Paris le dimanche 5 floréal an X (25 avril 1802) pour un service solennel d'action de grâces à l'occasion du retour de la Paix politique et religieuse, in-8, 24 pages. B. P., 7444. — 6. Discours prononcé la veille de la fête de la Paix (17 brumaire an X) dans le temple des Protestans de Paris, in-8, 24 pages. B. P., 7634. — 7. Prière inaugurale prononcée par P.-H. Marron... le dimanche 18 floréal de l'an XI (8 mai 1803), en remplissant pour la première fois son ministère dans la ci-devant église des Filles-de-Sainte-Marie, aujourd'hui l'un des temples de la Religion réformée, in-8, 4 pages. B. P., 7444. — 8. Service solennel d'action de grâces, célébré par l'Église réformée consistoriale du département de la Seine dans le temple de la rue Saint-Thomas du Louvre à Paris le vendredi 15 août 1803, anniversaire de la naissance de S. M. l'Empereur et Roi. Paris, Perlet, 1806, in-8, 31 pages. B. P., 7444. — 9. Service d'action de grâces, célébré par le Consistoire de l'Église réformée de Paris au temple de la rue Saint-Honoré, le dimanche 21 avril 1814, pour le rétablissement du trône des Bourbons en France. Paris, d'Hautel, in-8, 1814, 16 pages. B. P., 9331. — 10. Péroraison du discours prononcé par Marron dans le temple de la rue Saint-Honoré au second service de collecte extraordinaire, le dimanche 11 décembre 1817, in-8, 4 pages. B. P., 1440.

1. Lettre du 3 nivôse an XI (23 décembre 1802). Registre des délibérations du Consistoire, t. II (Archives de l'Oratoire).

2. Réponse de Portalis du 7 nivôse an XI (27 décembre 1802)

3. Voici les noms des douze notables que s'adjoignit le Consistoire pour procéder à l'élection : MM. Bazin, banquier ; Delessert, père, banquier ; Laffon de Ladébat, ex-législateur ; Guillaume Mallet, banquier ; Isaac-Jean-Jacques Mallet, banquier ; Mourgues, administrateur des hospices ; Oberkampf, chef de la manufacture de Jouy ; Perregaux, sénateur ; Rilliet, ancien banquier ; Sévennes, banquier ; Tassin, banquier ; Varnier, ancien médecin.

mandat¹ et, le 9 pluviôse an XI (27 janvier 1803), il fut procédé à la nomination de sept membres nouveaux².

Après son installation, cette assemblée désigna, comme deuxième et troisième pasteurs, M. Rabaut-Pommier, ancien pasteur de Montpellier, et M. Mestrezat qui desservait l'Eglise de Bâle³.

VII

Le culte ne devait pas être célébré pendant de longues années dans l'église Saint-Louis. Napoléon avait conçu le projet, exécuté aujourd'hui, de réunir le Louvre et les Tuileries. Les travaux furent commencés et en janvier 1811 le Consistoire était avisé officiellement de la démolition prochaine de Saint-Louis du Louvre. Il demanda la concession d'une autre église, de l'Oratoire par exemple, qui servait

1. Les cinq anciens membres qui restèrent en fonction, après la démission volontaire de leurs collègues, furent Doucet père, Fabre aîné, Bidermann, Cluzel, Ourry.

2. Furent élus comme membres nouveaux : Pelet de La Lozère, conseiller d'Etat; Paul Sers, membre du sénat; Boissy d'Anglas, tribun; Delessert père; Jaucour, tribun; Mallet aîné; Rabaut jeune, membre du corps législatif (*Registre des délibérations du Consistoire*, t. II, Archives du temple de l'Oratoire).

3. Ces nominations furent approuvées par le gouvernement le 6 ventôse an XI (24 février 1803). Voici la liste complète des pasteurs titulaires de Paris depuis le concordat avec la date de la création des diverses places: M. Marron eut pour successeurs : MM. Coquerel père (O. 7 décembre 1832); Paumier (D. 24 février 1870). La deuxième place est successivement occupée par MM. Rabaut-Pommier (D. 25 février 1803); Juilleret chasseur (D. 15 mai 1816); Dhombres (D. 27 mars 1867). A la troisième place nous trouvons successivement : MM. Mestrezat (D. 25 février 1803); Jean Monod (D. 9 mars 1808); Martin Paschoud (O. 6 décembre 1836); Gout (D. 27 juillet 1873). La création de la quatrième place remonte à l'ordonnance du 10 octobre 1831, et nous y voyons : MM. Frédéric Monod (O. 17 avril 1832); Adolphe Monod (O. 7 juillet 1847); Grand-Pierre (D. 23 mai 1856); Recolin (18 octobre 1873). La cinquième place créée par ordonnance du 23 septembre 1839 fut occupée par MM. Vermeil (O. 10 mars 1840); Guillaume Monod (D. 11 janvier 1865); Ducros (D. 31 mars 1875). La création du poste des Batignolles remonte au 30 décembre 1843, il eut pour titulaire M. Grand-Pierre (O. 30 avril 1844), auquel succéda M. Louis Vernes (D. 4 avril 1851); ce poste est devenu la sixième place de Paris par l'annexion de l'église réformée des Batignolles au Consistoire de Paris (décret du 1^{er} janvier 1860). La septième place est accordée par décret du 10 janvier 1868, elle a comme titulaires d'abord M. Montandon (D. 26 mars 1860), puis M. Théodore Monod (D. 23 février 1878). La huitième place remonte au même décret du 10 janvier 1860 et nous y trouvons M. Rognon (D. 26 mars 1860); M. Decoppet (D. 24 mai 1870). Les neuvième et dixième places sont concédées par décret du 21 juin 1873, l'une est occupée

alors de magasin de décors au Théâtre Français. Il essaya un premier refus. Portalis répondit « que le ministre de l'intérieur « réservait cette église pour le curé de Saint-Germain l'Auxerrois¹ ». Sur de nouvelles instances « Sa Majesté autorisa l'ouverture de « l'église de l'Oratoire en faveur du culte protestant, mais provisoirement seulement² ». L'inauguration eut lieu le 31 mars 1811 et ce provisoire durera, nous le verrons, jusqu'en 1844, époque à laquelle l'affectation au profit de l'Église réformée devint définitive.

Malgré la concession formelle de trois lieux de culte, les protestants n'avaient pu obtenir la jouissance de Pentemont³. Cette église servait de succursale au ministère des finances, elle fut ensuite accordée au génie militaire qui la transforma en magasin d'habillement. Dès 1831 les démarches commencèrent pour obtenir la mise à exécution de l'arrêté des consuls du 12 frimaire an XI. Pendant longtemps le Consistoire se heurta contre le refus absolu des divers ministres de la guerre qui prétendaient que ce local était nécessaire à la réception des effets d'habillement des troupes.

En 1842, on croyait toucher à la fin de cette procédure, le ministre des cultes annonçait que Pentemont était mis à la disposition de la ville de Paris, à charge par elle d'y faire les réparations nécessaires et de l'affecter au culte réformé conformément à l'arrêté consulaire. Un nouvel incident se produisit : un débat s'éleva sur la question de propriété, le conseil municipal émit des doutes sur la régularité

successivement par MM. Abrie-Encontre (D. 15 décembre 1873) ; Stapfer (D. 12 décembre 1887) ; l'autre n'a eu qu'un seul titulaire, M. Couve (D. 21 mars 1874). La création de la place de Belleville (onzième) est du 12 mai 1875, elle a pour titulaire M. Robin (D. 14 août 1875). Enfin le pasteur de Plaisance, M. Bastide (31 mars 1884) est devenu le douzième pasteur titulaire, par la division de Paris en paroisses (Décret du 25 mars 1883).

1. Lettre du 23 janvier 1811. Archives du temple de l'Oratoire, carton V.

2. Lettre du 4 février 1811. Archives du temple de l'Oratoire, carton V. Cette église de l'Oratoire fut construite, de 1621 à 1630, sur l'emplacement de l'hôtel Bouchage qui se nommait avant l'hôtel de Montpensier et, plus anciennement, en 1594, d'Estrées et appartenait à Gabrielle d'Estrées, duchesse de Beaufort. Le portail fut élevé en 1745. Voyez *Dictionnaire topographique des rues de Paris*, par de la Tynna, et *L'Église de l'Oratoire Saint-Honoré*, par le P. Ingold.

3. La maison des Augustins du Verbe-Incarné appartenait à l'Hôpital Général qui la rétrocéda aux Bernardines de Pentemont. Celles-ci obtinrent par lettres patentes du mois d'août 1672 l'autorisation de construire l'église de ce nom. *Topographie historique du vieux Paris*, par A. Berty. Région du faubourg Saint-Germain, p. 404.

de la concession. Avant de s'engager dans des dépenses d'appropriation, il voulut que la ville de Paris fût reconnue propriétaire légitime des édifices servant au culte protestant. Une proposition en ce sens fut déposée par M. Guizot sur le bureau des Chambres, et la loi des 5-8 août 1844 « concéda gratuitement et à titre de propriété.... « à la ville de Paris les anciennes églises de Pentemont, de « l'Oratoire et de Sainte-Marie, affectées à l'exercice du culte réformé « (art. 1). Ces édifices sont concédés dans leur état actuel et à l'égard « de l'église de Pentemont, telle qu'elle a été remise à l'administra- « tion de la guerre par l'administration des cultes (art. 2). Ces con- « cessions sont faites à la charge par la ville de Paris de conserver « aux édifices dont il s'agit leurs destinations spéciales (art. 3). »

Cette affaire est un exemple frappant des difficultés que les Consistoires éprouvent à obtenir le respect des droits les mieux établis et les plus légitimes; du reste, l'Etat a fait souvent sentir aux Églises protestantes ce qu'il en coûte à une communion religieuse de n'être pas la maîtresse absolue de sa constitution et de ses dogmes.

ARMAND LODS.

DOCUMENTS

CHANSONS SPIRITUELLES ET SATIRIQUES

DU XVI^e SIÈCLE

Nous avons autrefois, à diverses reprises, appelé l'attention des lecteurs de ce *Bulletin* sur les Chansons huguenotes (historiques, spirituelles, satiriques) et nous en avons publié quelques-unes¹. Il nous en était resté d'autres en portefeuille; mais après le beau volume si bien élaboré qu'a fait paraître, en 1871, notre cher ami tant regretté H.-L. Bordier, il ne reste plus grand'chose à glaner dans le champ où il a fait sa riche moisson. Nous lui avons d'ail-

1. Voir II, 49, 21; III, 417; V, 149, 391; VI, 18, 341, 416; VII, 90, 215, 361, 367; VIII, 289; IX, 52, 138, 234, 359; X, 222, 410; XI, 241; XII, 129; XIII, 11, etc.

leurs communiqué nous-même tout ce qui était alors entre nos mains¹. Cependant il n'a pu *tout* connaître, il n'a pu tout *utiliser*, il le déclarait, car il se trouvait en présence de 650 pièces, de quoi remplir quatre ou cinq volumes! Il n'a pu en donner que *cent quinze*, les plus importantes et les mieux méritantes, divisées judicieusement en :

I^o Chants préliminaires, ou préfaces versifiées de divers recueils (6);

II^o Chants religieux, professions de foi, cantiques, moralités, pastorales (25);

III^o Chants polémiques et satiriques (31);

IV^o Chants de guerre et chansons politiques (22);

V^o Chants de martyre (31).

L'excellente Introduction qui est en tête de l'ouvrage en fait connaître le dessein et le plan, et elle contient un « Coup d'œil historique sur la Chanson protestante », étude faite de main de maître, comme la bibliographie (de 71 pages) placée à la fin du volume, laquelle donne une description, par ordre chronologique, des Chansons et Chansonniers (publiés par les protestants de l'Église française) que l'auteur a pu découvrir, depuis les origines de la Réformation. En outre, une table alphabétique (de *toutes* les chansons que M. Bordier avait pu recueillir) se trouve à la suite de son Introduction et présente la liste complète des pièces parmi lesquelles il a opéré son choix. On sait quel travailleur émérite, et difficile à remplacer, nous avons perdu en la personne de cet ami! Son *Chansonnier huguenot* suffirait à lui seul pour montrer ce que valait le continuateur des frères Hang, l'éditeur de la nouvelle édition de *la France protestante*, si tristement interrompue, quant à présent, à son sixième volume!

Voici une des chansons spirituelles que l'auteur du *Chansonnier huguenot* a connues, mais qu'il s'est vu obligé de laisser de côté. Il l'aurait évidemment rangée parmi les professions de foi. Comme telle, elle ne manque ni d'unction ni de grâce. Elle a même un caractère de douce résignation et une forme touchante de simplicité qui la distinguent entre toutes.

1. Voir l'article qu'il donna à ce *Bulletin* sur les *Poésies calvinistes* (XVI, 247).

CHANSON SPIRITUELLE SUR LE CHANT : *Si mon travail, etc...*

I

Si mon travail n'avoit aucun espoir
 D'estre affranchi de son cruel tourment,
 Las ! ce seroit un bien piteux sçavoir,
 Et n'y auroit aucun contentement.
 Mais quand je sçay et croy assurément
 Que Dieu enfin m'ostera de la peine,
 Porter je puis, voire patiemment,
 Le deuil issu de la joye certaine.

II *Response.*

Le deuil issu de la joye certaine,
 Quant à la chair, m'est dur et rigoureux.
 Mais quand l'esprit jusques au Ciel me meine,
 J'oublie alors tout mon faix douloureux,
 Je me puis donc réputer bienheureux,
 Quand Dieu si bien daigne à ma foy provoïr :
 Car autrement je serois malheureux,
 Si mon travail n'avoit aucun espoir.

On sait que ceux de la religion... romaine, après avoir tout d'abord goûté et chanté, eux aussi, les psaumes de Marot et les premiers cantiques, s'aperçurent que tout ne se bornait pas à des chansons, et qu'il s'agissait de sérieuses réformes, lesquelles étaient moins de leur goût. Ils voulurent alors brûler ce qu'ils avaient adoré, et ils commencèrent à parodier, à pervertir ce qu'ils avaient aimé et honoré. Ce fut un changement de mode dans le monde des courtisans. Là, dit d'Aubigné (*Tragiques* : les Princes) :

Là souvent se profane une langue discrète ;
 L'éloquence, le luth et les vers les plus beaux,
 Tout ce qui louait Dieu, ès maias des m.....
 Change un psaume en chanson ! ...

Mais, d'autre part, on changeait aussi très souvent, et à bonne intention, les chansons en psaumes. Non seulement on prenait, pour chanter des paroles religieuses (spirituelles), un air qui avait été composé sur des paroles mondaines, et plus que mondaines, c'était

assez singulier, assez risqué ; mais on voulait avoir le bénéfice d'une musique déjà connue et populaire. On se plaisait, par exemple, à faire psalmodier

*Mon Créateur, ayez de moi mercy
Et regardez mon cœur...*

sur l'air de la chansonnette :

Ma chère dame, ayez de moi mercy....

Au moyen de deux mots modifiés, l'on chantait avec édification : *L'amour de Dieu me poingt* (au lieu de : *Amour au cœur me poingt*). Et l'histoire constate que ces accommodements avec le ciel furent jugés utiles, nécessaires. On en a usé en tout temps et en tout lieu, témoin les fameux cantiques du célèbre abbé Pellegrin, faits pour Saint-Sulpice et où la nomenclature des motifs musicaux ressemble à une véritable Clé du Caveau ! Pour en rester à nos huguenots, on sait qu'une des jolies strophes poétiques, mais d'une poésie fort légère, de Clément Marot :

Puisque de vous je n'ay autre visage...

a été appropriée, déguisée, *sanctifiée*, par de légères retouches, où le retoucheur évangélique a apporté, comme le fait remarquer M. Bordier, beaucoup de talent et de délicatesse. — La chanson qui suit est de ce genre. La confession d'un amoureux a été remplacée par la profession de foi énergique et chaleureuse d'un néophyte :

CHANSON SUR LE CHANT : *J'ai trop aimé, vraiment, je le confesse*, etc.

J'ai trop chanté l'abominable Messe,
J'en quitte l'art, marchandise et mestier !
Or, chanterai les chansons du Psautier,
Là où Dieu fait de mon Salut promesse,
Et joueray de ma harpe en liesse,
Psalmodiant par voye et par sentier
Audit Seigneur qui n'en a point mestier¹.
Mais, pour montrer que sous luy tout s'abaisse,
Maugré Satan et toute sa finesse,
L'adoreray de cœur ferme et entier,

1. Besoin. Qui n'en a point besoin.

En vérité, non point au seul monstier',
Ains en esprit, au Ciel, comme il m'adresse.

Voici encore deux chansons satiriques, signalées par M. Bordier, deux épigrammes comme on en rencontre tant et tant, à cette époque, sur le « dieu de pâte », sur « Jean le Blanc ». L'air de *Frère Thibaut*, servant ici de timbre, était sans doute quelque chanson grivoise des catholiques, qui ne s'en faisaient pas faute.

CHANSON SUR LE CHANT : *Frère Thibaut*, etc.

Frère Thibaut, gros, gras et maladroit,
Portait un jour son Dieu à un malade.
Mais le vent tire et souffle là, si droit
Que de la boîte il ôte la sallade.
Le Dieu fait lors en terre la gambade.
Donc le caphard, au malade venu
Sans son Dieu blanc, pour fol il est tenu :
Car on luy dit : « Frère vous êtes beste
D'avoir si mal votre Dieu retenu,
« Ven que sans luy ne pouvez faire feste ! »

AUTRE DUDIT THIBAUT.

Frère Thibaut, voulez-vous point laisser
Votre vieil homme et à Jésus vous rendre ?
Voulez-vous point votre orgueil rabaisser
Pour l'Évangile en humilité prendre ?
Si cela n'est, il vous faudra descendre
Au fond d'enfer avec les malheureux.
Ensuivez donc le rang des bienheureux,
Si que parfoÿ votre âme soit ravie
Pour servir Dieu purement avec eux,
Changeant du tout vostre meschante vie.

Pour terminer, voici enfin un sonnet plaisant, et de vieille gaité gauloise, que nous avons trouvé (écrit d'une main du temps), dans un recueil d'imprimés huguenots. Il est peut-être inédit :

Frère Jean, l'autre jour, mourut de la gravelle :
Son âme, de ce pas, aux enfers dévala.

L. Point seulement à l'église (au monstier), mais en esprit...

Un démon qui pour lors estoit en sentinelle,
 Le voyant arriver, demanda : « Qui va là ?...
 — « C'est un prestre (dit-il), une âme criminelle. »
 — « Halte ! halte ! (dit l'autre) halte ! arrêtez-vous là,
 « Que j'aïlle au corporal en porter la nouvelle,
 « Qui m'a posé ici, me commandant cela. »
 Frère Jean à l'instant voulut forcer la porte.
 Le corporal s'avance et lui dit de la sorte :
 — « Prestre, retirez-vous ! Sachez qu'en ce bas lieu
 « On ne peut recevoir ni vous ni vos semblables,
 « Car, alors que là haut vous mangiez votre Dieu,
 « Peut-être qu'ici bas vous mangeriez les diables ! »

Nous ferons observer, en passant, que les huguenots n'ont pas été les seuls à se moquer de la messe, du dieu de farine, etc. Qui sait même si ceux de la religion... romaine, une fois qu'ils ouvraient les yeux, n'étaient pas les plus piquants, les plus mordants, les plus acharnés ? Et pourtant, il faut le reconnaître, nos huguenots ont tapé dur, témoin le Noël : *Hari, hari, l'asne !...* et l'*Anatomie de la Messe*, de Pierre Du Moulin.

CHARLES READ.

LA CATASTROPHE

ARRIVÉE, LE 18 JANVIER 1654

A CHARENTON-SAINT-MAURICE

Liste inédite des noyés, d'après le registre du cimetière de Charenton. — Un sermon et une lettre de Ch. Drelincourt. — Un extrait mortuaire de 1640. — Un acte de publications de mariage de 1679. — La complainte « des Louanges de Charenton », renouvelée de celle d'Ablon.

On lit dans Tallemant des Réaux (*Hist.*, VI, 43, *Drelincourt*) :
 « Il y a quelques années qu'un bateau plein de fidèles périt auprès du moulin de Charenton... »

Et la *Gazette rimée hebdomadaire* de Loret disait, avec son ton badin, à la date du 24 janvier 1654 :

Un sinistre accident, dit-on,
 Est arrivé près Charenton,

Car, par un malheur sans exemple,
 Dimanche, au retour de ce temple,
 Plusieurs Prétendus Réformés
 Firent tout soudain abismés
 Au plus profond de la rivière.
 Heureux, qui demeura derrière
 Et ne put entrer au bateau
 Qui succomba sous le fardeau,
 Portant de gens soixante et treize,
 Dont il ne s'en sauva que seize,
 Lesquels, à force de nager,
 Bravèrent ce mortel danger !
 Illec périt (dont c'est dommage)
 Maint aimable et charmant visage,
 Surtout une jeune Philis,
 Dont le corps plus blanc que les lis,
 (Pour assouvir des mains avarés)
 Fut dépouillé par des barbares
 A qui le hasard fit pescher
 Ce beau corps, autrefois si cher,
 Que les Psalmes (ne vous déplaise)
 De maîtres Marot et de Bêze,
 Ni tout ce qu'elle avoit d'appas,
 N'exemptèrent point du trépas !
 Deux jeunes seigneurs de Gascogne,
 Qui n'avoient ni gale, ni rogne,
 Qu'on nommait les sieurs Pardaillans,
 Descendus d'ancêtres vaillans,
 Par l'inclémence de leur astre,
 Eurent aussi part au désastre.
 Dont aura grand deuil leur papa ;
 Mais leur gouverneur... échappa.

Enfin, dans l'ouvrage in-folio latin, publié à Francfort, en 1655
 (*Topographia Gallie* de Zeiler¹), on lit (I, 56) :

* Charenton, village, à deux lieues de Paris, situé sur la Marne. C'est là
 que les Huguenots se rendent, en bateau ou en voiture, à cheval ou à pied,
 souvent au nombre de plusieurs milliers, pour y faire l'exercice de leur

1. Voir *Bibliothèque nationale*, in-fol., G, 128, t. 17.

religion, ce qui leur est interdit dans la ville de Paris. — Le roi ayant en 1621, pris les armes contre les Huguenots, Henri de Mayenne, duc du Maine, de la maison de Lorraine, fut tué au siège de Montauban, lorsque déjà quatorze places fortes des Réformés avaient succombé. A la nouvelle de cette mort, le peuple de Paris se soulève, se déchaîne contre les Huguenots, porte chez eux la dévastation et l'incendie. On a beau faire pour apaiser les désordres, en pendre au gibet les auteurs, la multitude se rue à Charenton, le 26 septembre, y met tout au pillage, saccage le temple, la chaire, la table de communion et les banquettes. Le roi commanda que ce temple fût relevé, à ce que rapportent Gramond et le continuateur de Meteran¹. — En 1654, le huitième² jour de janvier, comme les Réformés, après la célébration de leur culte, effectuaient leur retour en ville, une barque trop chargée de monde ayant sombré, soixante d'entre eux, au nombre desquels se trouvaient deux marquis et d'autres nobles, se noyèrent. Un Polonais, de naissance illustre, jeune et hardi, se mit à la nage et sauva quelques gentilshommes et quelques dames, selon ce que nous apprend la relation de Paschal imprimée à Leipsik, p. 21³. »

On n'avait pas, sur cet événement, de détails plus circonstanciés, non plus que les noms des personnes qui en avaient été les victimes. Nous les découvrîmes, il y a déjà une trentaine d'années, dans le registre des enterrements du cimetière de Charenton faisant partie de l'ensemble des registres saisis en 1685, que nous avons retrouvés et exhumés au greffe de l'état civil du Palais de Justice, où ils étaient enfouis et où ils ont disparu dans l'incendie fatal de 1871. Ce relevé, que nous avons soigneusement transcrit, s'était depuis longtemps égaré dans nos papiers; nous avons récemment remis la main dessus, et, pour qu'il n'échappe plus à ceux qu'il pourra intéresser, nous nous hâtons de le consigner ici, avec les observations que nous avons faites, tout en opérant notre transcription.

Du lundy, 19^e jour de janvier 1654, ont esté enterrez au cimetière de Charanton, appartenant à l'Eglise reformée de Paris qui a son exercice audit Charanton, les corps de ceux qui ont esté noyez par le

1. *Historiarum Gallie ab excessu Henrici IV, libri XVIII. Authore Gabr. Barthol. Gramondo.* Amstel. Elzev. 1653, in-8. p. 493. — Mais nous ignorons ce que désigne *Meterani Continuator* (sic).

2. Il faut lire, sans doute, *dix-huitième*.

3. Quelle put être cette relation de Paschal ?

nauffrage, avenu le jour d'hier, d'un bateau qui péril chargé de peuple.

1. M^e Messire (Jean MALHERBE, avocat ès conseil d'État et privé du Roy), a esté enterré au cimetière de Charenton ledit jour 19 janvier 1654.

2. Remy COUSIN, commis aux aydes, a esté... (etc. *ut supra*).

3. Jean DERVONGNE, ouvrier en fer blanc, a été, etc.

4. Le sieur PAQUET, etc.

5. Jean PASQUIER, ouvrier en soye, etc.

6. Jean DE SAINT-JEAN, compagnon apothicaire, etc.

7. Jean RIRIS, graveur, etc.

8. Barthélemy BESSET, âgé d'environ douze ans, etc.

9. Marie AGNEAU, femme de Pierre des Hayes, marchand libraire à Paris, etc.

10. Esther CELLIER, femme de Paul La Rousse, maçon, etc.

11. Esther LA ROUSSE, fille de Paul La Rousse, maçon, et de Esther Cellier, sa femme, etc.

12. Jeanne LE CLERC, fille de Simon Le Clerc, etc.

13. Madeleine PINGART, fille, etc.

14. Elisabeth PINGART, fille, etc.

15. Marguerite LEGROS, servante de M. des Rousseaux, etc.

16. Marie AUGER, vefve de defunt Samuel Petit, marchand libraire, etc.

17. Marie LA BIAÏÈRE, servante de M. Rozemont, etc.

18. Hilaire PINAYEN, fille, etc.

19. M^e Pierre BLANC, secrétaire des finances de son Altesse royale, etc.

20. Marguerite GARNIER, vefve Cudé, servante de M. Du Bourg, etc.

21. Charlotte CUDÉ, fille, etc.

22. Jeanne PELLETIER, fille de feu Jacques Pelletier, cordonnier, etc.

23. Marie VAL, femme de Pierre Claire, ouvrier en draps de soye, etc.

24. Anne BLONDEAU, fille, etc.

25. Marie TRILLART, fille, etc.

26. Jean Henry RIAT, faiseur de cordons, etc.

En outre des dessusdits, ont esté réclamez les sieurs Jean AUGER, orlogeur, Nicolas PERRIER, marchand libraire, BLONDIN, clerk de M. Desmarais, avocat, et un jeune homme de Montpellier, qui n'ont esté retrouvés. Et, quant aux deux fils de Monsieur le marquis DE MIRAMBEAU, qui ont esté noyés, leurs corps ont esté embaumés pour estre conservés jusques à ce que Monsieur leur père ayt ordonné de leur sépulture.

L'acte qui suit est du dimanche 1^{er} février, et concerne la nommée « Jeanne DE THUILLÉ, âgée de 49 à 50 ans, vefve de defunt Jean AUGER, vivant maître orlogeur à Paris. » C'est donc la vefve de ce

Jean Auger, qui était réclamé et dont le corps n'était pas encore retrouvé le 19 janvier. Elle est qualifiée *veuve* : donc elle n'avait pas péri avec son mari, elle lui avait survécu et peut-être était-elle morte d'émotion et de douleur.

Les deux autres actes suivants, du dimanche 8 et du lundi 16 février, concernent, le premier, « dame Françoise DE BELLION, âgée de 83 ans, femme de Messire Pierre Haste, seigneur de Saint-Marc, conseiller du Roy en son conseil d'Estat et privé¹, » et le second, « Monsieur Emard (*alias* Aymar) LE COCO, conseiller du Roy en sa cour de Parlement, âgé de..... ans. » — Ces deux personnes sont-elles mortes de mort naturelle ou autrement ? Rien ne l'indique.

Enfin, voici l'acte qui suit, quoique daté du dimanche 12 février :

« Jean AUGER, vivant maître orlogeur à Paris, mort dans le naufrage arrivé le 18 de ce mois, et nouvellement trouvé, a esté enterré, etc. »

Après deux autres actes, des 2 et 6 mars, qui paraissent étrangers à la catastrophe, vient celui-ci, du dimanche 8 mars :

Nicolas PERRIER, vivant marchand libraire à Paris, mort dans le naufrage arrivé dans un bateau le dimanche 19 (*sic*) janvier, et depuis retrouvé, a esté enterré, etc.

Enfin, après trois autres actes, des 14 et 19 mars et 4 avril, nous trouvons cet acte double, du dimanche 19 avril, et relatif aux deux fils de Mirambeau.

Les marquis de MIRAMBEAU et DALMAN?, qui ont esté noyez dans le naufrage arrivé dans un bateau le dimanche 19 (*sic*) janvier, ont esté ensepulturez au cimetière de Messieurs de la Religion à Charanton.

Quatre actes plus loin, un dernier, du mardy 29 avril, se rapporte au nommé « Jacques BLONDIN, clerc de M. Desmarets, noyé dans le naufrage arrivé le 18 janvier, et depuis retrouvé. » Il clôt la funèbre liste².

Tallemant des Réaux, au passage cité plus haut, ajoutait :

Le petit bonhomme qui se trouva le premier à prescher [après la ca-

1. Dont l'acte d'enterrement se trouve plus loin dans le même registre, au 22 avril 1656.

2. Il semble que 32 corps seulement furent retrouvés, si seize seulement se sauvèrent, sur 73, comme le dit Loret.

astrophé | prit exprès le texte de la tour de Siloé, et dit en autres belles choses, que ce malheur estoit plus grand que celui de l'incendie du Temple, brida à la mort de M. du Maine ; car en ceste aventure plusieurs temples du Seigneur avoient esté destruits.

« Il mit ces pauvres noyez en Paradis, tout chaussez et tout vestus, et puis s'avisa de prosner contre tous ceux qui n'attendoient pas la bénédiction ; or, ces pauvres estoient tous sortis avant la bénédiction. Le petit homme, pour plaire aux parents des défunts, fist imprimer ce sermon avec une lettre au marquis de Pardaillan¹, dont les deux fils, parce que leur carrosse s'estoit rompu, s'estoient mis dans le bateau et y avoient esté noyez. Il commence ainsi ceste lettre : « Depuis la mort de Messieurs vos fils, de bien heureuse mémoire. »

Le pasteur en question était Charles Drelincourt et, parmi ses œuvres, se trouve effectivement un *SERMON sur saint Luc, chapitre XIII, versets 1 à 5, prononcé à Charenton, le 25 janvier 1654, sur l'accident arrivé le 15 dudit mois. — Se vendant (sic) à La Rochelle, par Jean Chupin, marchand-libraire, demeurant sur la Rive. M. DC. LIV. »* Pièce in-8. — En voici la lettre-dédicace.

« A Monsieur le marquis de Pardaillan. »

Monsieur,

Le funeste accident qui est arrivé à cette Eglise n'a rien en qui nous ait touché plus au vif que la perte irréparable que nous avons faite de Messieurs vos fils, de bienheureuse mémoire. Nous l'avons considérée comme une perte publique : et il n'y a point de cœur si dur qui ne l'ait pleurée amèrement. Dieu sçait quelles furent mes émotions et mes larmes, lors que j'appris cette pitoyable nouvelle, et que je pris la plume pour vous l'écrire. Je taschay de surmonter ma douleur et de vous consoler, autant comme une âme extraordinairement abbatue est capable de consoler celle d'un Père extraordinairement affligé. Mais, outre ces consolations particulières, j'ay creu, Monsieur, qu'il estoit de mon devoir de vous faire part de la générale, que Dieu m'a fait la grâce de donner à nostre Troupeau. Je fus occupé presque toute la semaine, avec Messieurs mes collègues, à visiter nos familles désolées. De sorte que, quand j'aurois tous les dons qui me manquent, il m'eust été impossible de faire en si peu de temps une Action plus travaillée, et capable de répondre à la grandeur du sujet. Cependant, Monsieur, je vous l'envoie telle qu'elle a

1. Armand d'Escodoca de Boisse, sieur de Pardaillan, marquis de Mirambeau. Il avoit été marié à Charenton en septembre 1629.

esté prononcée; et mesme, je ne vous fais point d'excuse de ses deffauts. Car, comme les habits de deuil sont sans ornement et sans parure, un Sermon au milieu des pleurs et des gémissemens, et dans une tristesse qui ne se peut peindre, n'a besoin d'éloquence ni d'ajustement. Un cœur affligé, comme le vostre, ne demande points de fleurs. Il ne luy faut que du baume pour guérir ses playes. Et, la terre n'en produisant point qui ait assez de vertu pour une cure si difficile et qui ne se peut faire sans une espèce de miracle, je prie Dieu qu'il y verse de la main de sa Grâce, le vray baume du Ciel, qui découle de l'Arbre de vie, afin qu'en ce mesme cœur, où l'affliction abonde, on voye surabonder les consolations de son Esprit. Je suis, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

DREINCOURT.

Fait à Paris, ce 29 janvier 1651.

Singulier rapprochement. Un an avant cette catastrophe, l'un de ces rimailleurs de métier, qui faisaient alors des petites pièces d'actualité, en avait inséré une dans le *Recueil de Sercy* de 1653, où nous lisons ce fâcheux pronostic :

Si jamais le Destin vous pousse
A vous baigner vers Charenton,
Vous n'en reviendrez pas en housse,
Vous irez boire chez Pluton.

Ajoutons à ces renseignements, qui devaient trouver place dans la suite de notre Chronique documentaire du Temple de Charenton arrêtée à 1624 (*Bull.*, III, 418, etc.; IV, 29, etc.; V, 162, etc.), deux spécimens des extraits mortuaires et des publications de bans de mariage qui étaient délivrés aux requérants intéressés par les pasteurs et anciens de service.

1^o. — *Extrait des registres des enterremens faits au Cimetière Saint-Père, sis au faubourg Saint Germain des Prés, appartenant à l'Église reformée de Paris, qui a son exercice à Charenton-Saint-Maurice.*

ÉLIZABETH DE LAMBEVILLE, femme de Charles du Ry, architecte du Roy, âgée de quarante-six ans, a esté enterré à Saint-Père, ce jeudy huitiesme mars mil six cent quarante.

DREINCOURT,
Pasteur.

TURPIN,
Ancien de lad. Église.

2^o. — Il y a promesse de mariage entre Pierre Hubert, marchand ouvrier en dentelle, demeurant au fauxbourg Saint-Antoine, d'une part.

Et Jeanne Tessier, fille de deffuncts Benjamin Tessier, marchand à Chastellerault, et de Anne Babou, ses père et mère, d'autre part.

Vu au Consistoire le
dimanche 15 janvier 1679.

PAPILLON

BEZARD, Ancien desnommé qui a
veu le *certificat de la passation*
du contract pres M. Prieur et son
compaignon, notaire, le 12 jan-
vier 1679.

C'est pour la seconde annonce.

Faisons connaitre, enfin, en terminant, un détail curieux, relatif à la pièce de vers intitulée : *Louanges de Charenton*, que nous avons reproduite en son entier (*Bull.*, V. 175). Depuis lors, nous avons découvert une petite plaquette (6 pages non numérotées), qui est intitulée *les Louanges d'Ablon*, et qui est l'antécédent direct et très analogue de ladite pièce : seulement les vers y sont imprimés en alexandrins :

1. Ablon, petit hameau, que ce bel œil du Monde
Voit sur le bord de l'eau près la Seine profonde,
2. Où, les jours de repos, le fils de Dieu appelle,
Pour ouïr ses propos, son Espouse fidelle;
3. Hameau délicieux où mon âme ravie
Mange le man (sic) des cieux et boit de l'eau de vie.
4. Il faut que, par mes vers, ton nom et ta mémoire
Volent par l'univers, et triomphe ta gloire. *Etc, etc.*

Divers changements et des additions nombreuses et importantes furent faites pour approprier les louanges du temple d'Ablon à son successeur le temple de Charenton. Et cependant la version charentonesque, que nous avons donnée dans le temps, n'a que 37 quatrains, tandis que la version primitive se compose de 51 distiques. Il faudra que nous la transcrivions ici, quelque jour, pour nos lecteurs, d'autant plus que nous sommes très porté à croire aujourd'hui que ces deux versions de la complainte ont eu pour auteur le célèbre ministre Pierre du Moulin. Nous dirons pourquoi elles nous semblent pouvoir lui être attribuées.

CHARLES READ.

PROCÈS-VERBAL DE L'ORGANISATION
DE
L'ÉGLISE CONSISTORIALE DE MONTAGNAC
(1804)

C'est M. le pasteur L. Benoît, de Cette, qui nous a envoyé cette pièce, copiée sur le registre du Consistoire de cette Église de l'Hérault¹. Le discours du président, le pasteur Ducros, en forme la partie la plus intéressante. Il donne une idée exacte des sentiments de soulagement, de joie, de reconnaissance qu'éprouvaient à cette époque les protestants « réunis sous les auspices de l'autorité, pour la première fois depuis plus d'un siècle », grâce à la loi du 18 germinal an X. Et en même temps que ces sentiments bien naturels, on y retrouve, comme un écho du XVIII^e siècle, cette phraséologie pompeuse, « philanthropique », qui fut longtemps si populaire.

N. W.

Aujourd'hui vingt-sixième nivôse an douze de la République française. Les citoyens ci-après désignés, membres des Consistoires actuels et chefs de famille, protestants choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes s'étant réunis dans la commune de Montagnac et, en la présence du citoyen Joachim Cazelles maire de la dite commune, en vertu de l'invitation à eux faite en conséquence de la lettre écrite par le citoyen préfet du département aux citoyens composant l'Église réformée de Montagnac sous la date du 6 de ce mois et de celle du même jour adressée au dit citoyen maire ; ont été présents pour la section de Montagnac d'entre les anciens du consistoire provisoire, les citoyens : Pierre Cazelles, David Cazelles, Jean-François Pégat du dit Montagnac, Jean-Jacques-Antoine Pastourel de Saint-Pargoire et d'entre les chefs de famille, les citoyens : Pierre Fontès, Jean Aubrespy, Pierre Siau aussi de Montagnac et Pierre Tremoulet de Saint-Pargoire.

Pour la section de Bédarieux, d'entre les anciens, les citoyens : Jean Bonne de Faugères, Etienne Senaux de Bédarieux et Marc Triol de Graissac ainsi que le citoyen Ducros pasteur provisoire, et d'entre les chefs

1. Ce registre qui renferme les délibérations, de l'an X à 1809, sans doute transporté par un pasteur de Montagnac à Mouriers (Bouches-du-Rhône), a été prêté à M. L. Benoît, par M. Destandean, pasteur à Mouriers.

de famille, les citoyens : Jean Matthieu, Jean Lapierre, Pierre Meineau de Bédarioux et Pierre Raymond de Faugères.

Pour la section de Cette, le citoyen Paul Gachon, pasteur provisoire, qui a déposé sur le bureau une lettre du Consistoire actuel de Cette adressée à l'Assemblée et portant leur acquiescement à toutes les opérations qui pourront être faites et les raisons qui justifient leur absence ainsi que leur vœu relativement à la desserte de leur Église.

Toutes les pièces ci-dessus énoncées ayant été déposées sur le bureau ainsi que les listes des plus forts imposés d'entre les protestants de l'arrondissement consistorial, un exemplaire de la loi du 18 germinal an X ; le citoyen Ducros pasteur provisoire, reconnu pour le plus ancien en exercice, a été unanimement appelé à la Présidence et le citoyen Jean-François Pégat de Montagnac a été nommé secrétaire. Ils ont pris l'un et l'autre place au bureau et le citoyen Ducros, président, a dit :

Citoyens et frères,

« Réunis sous les auspices de l'autorité pour la première fois depuis plus d'un siècle, ce jour à jamais mémorable doit nous faire oublier tout ce que nous eûmes à souffrir des excès du fanatisme et de l'abus du pouvoir.

« Grâce aux progrès de la raison, aux efforts de la philosophie ; grâce surtout aux soins généreux de la divine Providence, des jours purs et sereins se montrent à nos yeux.

« Un gouvernement aussi sage qu'éclairé, aussi généreux que puissant, veut que tous les Français se regardent en frères et se traitent en amis ! il veut que tous jouissent de la plénitude de leurs droits civils et religieux ; il les prend tous également sous sa sauvegarde ; il organise leurs différents cultes et veut que tous puissent les exercer paisiblement sous la protection de la Loi.

« Qu'il est intéressant pour nous ce grand acte de justice que la politique et l'humanité réclament de concert !... Combien ne doit-il pas serrer les nœuds qui nous unissent à notre patrie !... à cette patrie qui nous fut toujours chère ; et qui nous reconnaît et nous avoue enfin pour ses enfants !... C'est elle, ce sont les magistrats qui la gouvernent qui nous rassemblent aujourd'hui. L'un d'eux nous honore de sa présence, bien plus pour nous protéger que pour être témoin de notre zèle et de notre exactitude à nous conformer à la Loi.

« Ah ! sans doute, citoyens et frères, nous répondrons au but qui nous assemble ; sans doute nous justifierons l'opinion avantageuse qu'on a bien voulu se former de nous ; sans doute le gouvernement verra dans les opérations que nous allons faire, ce qu'il est en droit d'attendre ; ce

« que se doivent à eux-mêmes et à leurs concitoyens, des pères de famille
« distingués par la plus honorable confiance.

« Vous le savez, citoyens; c'est la loi du 18 germinal an X, qui doit ici
« nous servir de règle dans l'organisation des Eglises que nous repré-
« sentons. Ah puissions-nous les organiser si bien, que la plus parfaite
« harmonie, la concorde et la prospérité soient à jamais le résultat de nos
« opérations! Puisse-t-on voir réaliser par là le vœu philanthropique, ce
« vœu que tous les cœurs bien faits ne peuvent que former, c'est que la
« grande famille des Français, que la plus grande famille des Chrétiens
« n'ait bientôt *qu'un cœur et qu'une âme*, qu'une même croyance, comme
« un même amour pour le bien!.. »

L'impression que ce discours a faite ayant manifesté que les sentiments qu'il exprime étaient gravés dans tous les cœurs, un membre a demandé qu'il restât consigné dans le procès-verbal comme un témoignage éclatant des principes qui animent l'assemblée et d'une voix unanime elle l'a ainsi délibéré.

L'Assemblée, procédant alors au renouvellement du Consistoire actuel et par là à la formation de celui de l'Eglise consistoriale, conformément à l'art. 18 du titre 2 de la seconde section de la Loi du 18 germinal an X, après avoir reconnu que le nombre de douze autorisé par la Loi est absolument nécessaire à l'administration d'une Eglise qui doit être desservie par trois Pasteurs d'après l'arrêté du préfet du département en date du 6 vendémiaire au XII, un membre fait la motion que les notables à élire ou à confirmer fussent indiqués d'après les listes par les membres de chaque localité ici présents; sur cette motion, les citoyens: Pierre Fontès et Jean Aubrespy de Montagnac ont été indiqués et nommés par l'assemblée membres du Consistoire. Le citoyen Jean-Jacques-Antoine Pastourel de Saint-Pargoire et Henry Lavit de Canet l'ont été également pour la section de Montagnac; pour celle de Bédarieux les citoyens: Jean Matthieu; Jean Lapierre et Guillaume Douriech de Bédarieux, Jacques Tourrenc de Graissessac et Jean Bonnes père de Faugères; pour celle de Cette, l'assemblée a nommé en conformité du vœu manifesté par la lettre des anciens précitée, les citoyens: Humbert Droz, Jean-Pierre Sauer, Pierre Pons du dit Cette et Pierre Amat de Villeveyrac.

Le président a alors levé la séance en observant à l'assemblée que les opérations relatives à l'organisation du Consistoire étant achevées, le dit Consistoire était maintenant seul appelé par la loi à remplir les fonctions dont elle le charge et prenant le vœu de l'assemblée, il a été délibéré que le procès-verbal de la séance qui venait d'avoir lieu resterait clôturé et qu'il sera signé par tous les membres présents; qu'un extrait en forme

sera de suite adressé au gouvernement et que des copies collationnées en seront transmises aux membres du Consistoire dans leurs diverses localités.

Le Consistoire alors, par l'organe de son Président, s'est convoqué pour le lendemain à huit heures du matin en séance ordinaire, afin des'occuper des objets que le service de l'Eglise peut exiger de son zèle.

Ainsi fait et clôturé le même jour, et au que dessus et ont signé les membres présents,

Fontès, Aubrespy, J.-J. Pastourel, Meinau, P. Gachon, Pasteur, P. Raymond, Matthieu, Lapierre, Bonne, Amat, Lenaux, P. Cazelles, Cazelles, Siau, Marc Triol, Cazelles notaire, P. Ducros président, Pégat secrétaire.

MÉLANGES

LE PROTESTANTISME FRANÇAIS AU XVI^e SIÈCLE

DANS LES UNIVERSITÉS D'ORLÉANS, DE BOURGES
ET DE TOULOUSE¹

III

Au commencement du xvi^e siècle, l'université de Toulouse comptait environ quatre mille étudiants, groupés en quatre nations : Français, Gascons, Espagnols, Allemands. On y enseignait la théologie, les arts, la médecine, le décret, le droit civil; mais c'était la renommée de ses professeurs de droit qui attirait dans la capitale du Languedoc ces adolescents venus du Nord et du Midi. L'étude et l'exercice de la jurisprudence paraissent même y avoir relégué au second plan le culte des belles-lettres, s'il faut en croire l'auteur de *l'Histoire ecclésiastique des Eglises réformées au royaume de France*.

« L'Université de Toulouse, dit-il, célèbre par la science du droit, « avait été longtemps sans se soucier beaucoup de l'étude des « langues, ni des bonnes lettres et en général toute la ville était fort « superstitieuse. La venue de J.-C. Scaliger réveilla les bons esprits « du pays et, avec l'étude des bonnes lettres, entra la connaissance « de la vérité! » En effet Scaliger, originaire du Padouan, était venu

1. Voy. le *Bull.* du 15 janv. p. 322.

se fixer, comme médecin, auprès de Marc-Antoine de La Rovère, évêque d'Agén vers 1525; mais consacrait tous ses loisirs à la traduction des ouvrages grecs sur les sciences naturelles et à la publication de traités de grammaire sur la langue latine. Le fait qu'Odet de Châtillon occupa le siège archiépiscopal de Toulouse, de 1534 à 1553, contribua aussi certainement à favoriser la renaissance des études littéraires, profanes et sacrées. C'est grâce à sa protection, que Turnèbe, élève de Budé, obtint en cette ville une chaire de langue grecque qu'il occupa quatorze ans. Comme son maître, Turnèbe était assez instruit dans la doctrine des Apôtres et des Pères de l'Eglise pour reconnaître la nécessité d'une réforme de l'Eglise, mais trop timide pour y travailler de haute lutte¹. Il eut parmi ses élèves Etienne Dolet (d'Orléans), qui, déjà, rompait des lances contre les moines fanatiques et les Gascons superstitieux, et réclamait pour les laïques la liberté de lire l'Ecriture sainte en langue vulgaire.

Mais l'éclat que Turnèbe jeta sur l'université de Toulouse n'approche pas de la renommée acquise par ses jurisconsultes protestants.

Il faut placer au premier rang Arnault du Ferrier (né et mort à Toulouse, 1508-1580). Issu d'une famille de robe, Du Ferrier avait fait ses études de droit dans sa ville natale et les avait complétées à Padoue, où il s'était lié d'amitié avec Michel de l'Hôpital. Il était bientôt devenu professeur, puis conseiller au parlement de Toulouse (1547) et fut ensuite nommé président de chambre à Paris.

C'était un caractère droit, un esprit libéral : il fut du petit nombre de magistrats qui, lors de la Mercuriale de 1559, eurent le courage de défendre devant Henry II la cause de la tolérance pour les Huguenots et du nombre plus petit encore des ambassadeurs français qui, dans une dépêche officielle, reprouvèrent hautement la Saint-Barthélemy².

Jean Boyssonné, professeur de droit, accueillit aussi avec faveur les doctrines évangéliques prêchées par les Augustins Taddée et Blancheterre, et prêta sans doute sa maison pour les premières assemblées de culte des protestants toulousains.

Arrêté en 1531, lors de la première persécution, il se vit condamner à mille livres d'amende, sa maison fut rasée, et lui-même

1. Voy. *Bulletin*, III, p. 665. Article de Ch. Waddington.

2. Voy. E. Fremy, *Un Ambassadeur libéral sous Charles IX et Henry III*, Paris, 1880, in-8°.

eut la faiblesse de se soumettre à une abjuration humiliante.

Jean de Caturce, un simple licencié ès-lois, de Limoux, eut plus de fermeté : il subit sans faiblir la torture et confessa héroïquement la foi au Christ des Évangiles (juin 1532).

S'ils ne cueillirent pas les palmes du martyre, du moins Lautrec et G. du Bourg sacrifièrent leur position, plutôt que d'abjurer. Antoine de Lautrec, conseiller au Parlement, partit vers 1553, pour Genève, afin de pouvoir adorer Dieu suivant sa conscience.

Gabriel Du Bourg, frère cadet d'Anne du Bourg, conseiller au Parlement en même temps que Du Ferrier, inclinait comme son frère vers la Réforme. Il n'échappa qu'à grand'peine au massacre des protestants toulousains (1562) et se retira à Castres. Il devint, par la suite, l'un des principaux conseillers des Églises réformées et fut un des négociateurs employés par Coligny, dans ses rapports avec le roi.

La réputation des A. Du Ferrier et des G. Du Bourg est éclipsée par celle de Coras. Jean de Coras, né en 1515 à Réalmont, avait déjà professé avec talent à Angers, Orléans, Padoue, Valence lorsqu'il fut appelé par les magistrats de sa ville natale, à occuper une chaire de droit (1545). Il y professa avec un succès extraordinaire, qu'il devait à l'éloquence autant qu'à son savoir, et réunit autour de sa chaire jusqu'à 1,800 et 2,000 auditeurs. Converti aux doctrines réformées à Valence, il les protesta ouvertement à Toulouse, se rendant au prêche, qui avait lieu à Castanet, et faisant de la propagande. Il conçut même (disent ses adversaires), avec le docteur en droit Arnaud de Cavagnes, le projet de livrer Toulouse aux chefs du parti calviniste. Forcé de s'expatrier, en même temps que G. Du Bourg, il revint à Toulouse, après l'édit de Saint-Germain (1580), mais ce ne fut que pour y périr, lors de l'affreux massacre qui eut lieu dans cette ville à la suite de la Saint-Barthélemy. On sait par quelle série de mesures perfides le président Dafis réussit à attirer en ville et faire arrêter près de 300 huguenots. De ce nombre étaient trois conseillers au Parlement : J. de Coras, François Ferrières, Antoine Latger. Ces magistrats furent jetés en prison, sans forme de procès, mais le Parlement hésitant à porter contre eux une sentence capitale, l'avocat général Duranti soudoya sept à huit bourreaux, qui égorgèrent les prisonniers sans pitié. Ajoutant l'outrage au crime, Duranti fit pendre les corps de ces trois magistrats revêtus de leurs robes rouges de juge, à l'orme du palais de justice !

Il ne se doutait pas, l'odieux procureur, qu'en foulant aux pieds le respect dû à la magistrature, il discréditait l'autorité et la justice en France, et que, deux cent vingt années plus tard, d'autres fanatiques égorgeraient, dans les prisons de la Conciergerie, nobles, prêtres et magistrats !

Après avoir signalé les professeurs et magistrats protestants qui illustrèrent l'Université de Toulouse, il faut nous demander comment la Réforme s'était propagée dans cette ville. D'après les *Annales de la ville*, le luthéranisme y avait pénétré par le moyen du couvent des Augustins. Cela n'est pas un cas isolé : à Anvers, à Londres, à Turin, il en fut de même. L'acte de Luther eut du retentissement dans l'ordre tout entier, et, à Toulouse, la contagion des doctrines luthériennes fut telle qu'en 1562, il ne se trouvait plus un seul Augustin catholique. Plusieurs Cordeliers suivirent leur exemple. On nous a conservé les noms et les articles de foi de ces premiers « prédicants » de la Réforme à Toulouse. C'étaient les frères Taddée et Clément de Blanchetterre ; les Cordeliers de Nuptiis et Flavín qui portèrent ces doctrines jusque dans la célèbre église de la Daurade.

Les doctrines luthériennes faisaient de tels progrès, que le Parlement, à l'instigation du clergé, résolut d'y mettre obstacle par un coup de force. Le jour de Pâques 1531, il fit arrêter tous les gens suspects, parmi lesquels il s'en trouva de tous les états : avocats, procureurs, religieux et même curés ; entre autres deux professeurs de droit : J. Boyssoné et Mathieu Pac. — Voici, toujours d'après notre annaliste, les principales doctrines reprochées à ces prévenus :

I. On ne doit tenir pour point de foy, que ce qui est déclaré en la Sainte Écriture.

II. Les articles de foy, ajoutés par l'Eglise romaine, doivent être rejetés.

III. Les quatre premiers conciles sont seuls légitimes.

IV. Le siège de Rome est vacant depuis 500 ans.

V. Le purgatoire ne peut être prouvé par aucun passage de la Sainte Écriture.

VI. Le pape n'a le pouvoir d'excommunier, ni d'interdire qui que ce soit, sous peine de péché mortel, sauf ce qui est prohibé par la Sainte Écriture.

VII. L'usage d'octroyer des indulgences aux pécheurs est un abus.

VIII-IX. Ils n'iaient l'efficace des prières aux Saints et le libre arbitre.

X. La justification ne vient pas des bonnes œuvres, mais de la seule foi en Jésus-Christ.

On reconnaît à ces articles de foi l'influence des doctrines luthériennes : celle-ci ne prévalut pas et, bientôt, des relations fréquentes s'établirent entre Toulouse et cette ville de Genève, dont Calvin venait de faire la métropole du protestantisme français. Un passage de Florimond de Rémond donne bien l'idée du prestige et de l'attrait invincible que la cité de Calvin exerça sur les étudiants de Toulouse.

« C'était un esprit nouveau et invisible, dit-il, qui leur chantait perpétuellement le nom de Calvin et de Genève à l'oreille... Si est-ce que cinq ou six escoliers, portés de semblable désir, quittèrent leurs études et troussant leur bagage, s'en furent jour et nuit à Genève. Le désir de voir le saint homme ailait leurs pieds. Jamais, à ce qu'ils me racontèrent, la joie de Godefroy de Bouillon, voyant les murs tant désirés de Jérusalem, n'égalait le contentement qu'ils reçurent à la découverte des sacro-saintes murailles de Genève ! »

Cependant, le culte s'organisait à Toulouse, d'abord secrètement dans les maisons de tel ou tel ; puis, après l'édit de Janvier, en public. Les Protestants avaient commencé la bâtisse d'un temple hors la porte de Villeneuve, lorsque se produisit une catastrophe sanglante.

À la suite d'une émeute fomentée par les moines à propos d'un enterrement de huguenots, Toulouse se trouva partagée en deux camps. Les huguenots s'étaient rendus maîtres du Capitole, qu'ils avaient fortifié. Les catholiques, dirigés par l'évêque, en firent le siège et essayèrent même de l'incendier. Une trêve est conclue : mais, comme les protestants se retirent après avoir célébré la Cène, les catholiques les attaquent au mépris de la parole donnée et en massacrent cinq à six cents (12-17 mai 1562). Et le Parlement, non content de ces exécutions sommaires, dressa une liste de près de 1,800 proscrits. Plusieurs de ces bannis revinrent sur la foi de l'édit de Saint-Germain (1570) ; mais les massacres de septembre 1582 achevèrent de ruiner pour un temps la communauté réformée.

Ainsi, à Toulouse, comme à Bourges et Orléans, les destinées de l'Église furent étroitement liées à l'influence des juriscultes pro-

testants dans l'Université et dans le Parlement. Songeons qu'il y eut, à une époque, jusqu'à vingt-quatre conseillers suspects de luthéranisme dans le parlement de Toulouse! On pourrait en dire autant de Grenoble, de Bordeaux, de Paris même, où Baudouin et F. Hotmann firent des cours de droit aux écoliers du décret. »

Tout le monde sait que Charles du Moulin, membre de l'Église réformée de Paris (1542-1566), fut un des conseillers les plus appréciés de Henri II, ami du chancelier de L'Hôpital et une des lumières de la jurisprudence française.

Cette adhésion de tant de jurisconsultes éminents au protestantisme avait déjà été remarquée par les contemporains, au point qu'on rencontre cet adage chez plusieurs écrivains du xvi^e siècle : *Omnis jurisconsultus malè de religione sentit*, ou bien *Bonus jurisconsultus, malus christianus*, et elle a été constatée par J. Berriat Saint-Prix, dans son *Histoire de l'Université de Grenoble*.

D'où venait donc cette inclination des jurisconsultes pour l'hétérodoxie? Pourquoi les professeurs et interprètes du droit montrèrent-ils, au milieu du xvi^e siècle, plus d'empressement que les théologiens pour la cause de la réformation religieuse? On peut, à mon avis, en donner deux raisons. La première, c'est que la méthode suivie par les jurisconsultes, spécialement pour l'étude du droit romain, les habituait au libre-examen qui est l'un des principes essentiels du protestantisme. Tandis que les maîtres des Facultés de théologie en étaient encore réduits à commenter les sentences de Pierre Lombard, ou se livraient à des discussions byzantines sur les idées générales ou sur certaines particularités des êtres surnaturels; les juristes examinaient les textes du droit romain, coordonnés par Justinien, à la lumière de l'histoire et de la philologie, et s'efforçaient d'en dégager le sens exact primitif à travers les variations des interprètes et de la coutume. A la différence des théologiens qui subordonnaient le résultat de leur examen à l'autorité des Conciles et du Siège apostolique, les légistes ne reconnaissaient d'autre autorité que ces livres sacrés de la loi romaine. Or c'est là précisément le caractère essentiel du protestantisme, qui n'entend pas se courber sous le joug des traditions humaines et ne reconnaît d'autorité suprême en matière de foi que le texte de la Sainte-Ecriture. On conçoit très bien, par exemple, qu'un Calvin, qu'un Bèze fussent tout préparés par les leçons d'Alciat et de Pierre de l'Etoile, à l'étude de la Bible. Quand

Calvin passa du Droit à la Théologie biblique, il n'eut qu'à appliquer la méthode connue à un nouvel objet et, dès lors, tous ses ouvrages, surtout l'*Institution de la religion chrétienne* et les *Ordonnances ecclésiastiques de Genève* portent l'empreinte de cette forte culture juridique qu'il avait reçue aux Universités d'Orléans et de Bourges. Beaucoup d'autres juristes, comme Calvin, quand ils eurent lu les Saintes Ecritures dans le texte original, virent qu'elles condamnaient les us et coutumes de Rome.

Mais, cette raison, nécessaire pour expliquer leur inclination par une religion de libre-examen, ne suffirait pas pour motiver leur adhésion pleine et entière.

Ici, nous pensons que l'idée du droit, un vif sentiment de la justice jouèrent un rôle décisif. Il y avait beaucoup de consciences intégres, de beaux caractères parmi ces conseillers au Parlement ou ces professeurs de Droit.

Au début du siècle, ils avaient défendu énergiquement contre François I^{er} les libertés et franchises de l'Eglise gallicane et repoussé pendant dix ans le Concordat de 1516. Ils avaient su aussi résister à Henri II, lors de la Mercuriale de 1559 et, un siècle plus tard, ils bravèrent en face le pouvoir arbitraire de Mazarin ! Il faut s'incliner avec respect devant ces types de la vieille magistrature française, qui s'appellent les Michel de L'hôpital et les Achille de Harlay, les De Thou et les Mole, les Arnould du Ferrier et les Anne Du Bourg. Or il était impossible qu'ils restassent témoins impassibles, que dis-je ? complices muets et dociles des actes arbitraires et iniques du pouvoir royal et du clergé vis-à-vis des Luthériens.

Leur conscience se révolta lorsqu'on leur demanda — non pas des arrêts — mais des sentences d'inquisition ; quand ils virent des prélats connus pour leurs mauvaises mœurs accuser d'austères huguenots de sabbats immondes ; et ils s'indignèrent qu'on les prit pour des bourreaux et non pour des juges. Plusieurs suivirent son exemple, se rappelant les justes paroles d'Anne du Bourg à la Mercuriale de 1559 : « Ce n'est pas chose de petite importance que d'envoyer à la mort des hommes qui, au milieu des flammes, invoquent Jésus-Christ. » Ils refusèrent de porter des sentences iniques contre ceux dont tout le crime était de préférer la religion de l'Evangile à celle du pape. Après avoir absous les prétendus hérétiques, ils prirent goût aux doctrines d'un Luther et d'un Calvin et quelques-

uns même, plus courageux dans leur indépendance, souffrirent la prison et l'exil pour la cause de cet Evangile béni qu'on leur ordonnait de maudire.

G. BONET MAURY.

CHRONIQUE

Le Bicentenaire de la glorieuse rentrée des Vaudois du Piémont dans leurs vallées.

(août-sept. 1889)

I. *Le passé.* — On sait qu'après la Révocation, Louis XIV décida son neveu, le duc de Savoie Victor-Amédée II, à appliquer à ses sujets vaudois les mêmes mesures iniques qu'il avait employées contre ses propres sujets huguenots (édit du 31 janvier 1686).

Ces derniers avaient, ou bien abjuré des lèvres, ou bien quitté la France au milieu de périls inouïs, ou bien ils gémissaient dans les prisons du royaume ou sur les galères pour n'avoir pas consenti à devenir catholiques, même pour la forme. Les Vaudois, au contraire, après beaucoup d'hésitations et de tiraillements, résolurent, grâce à l'influence de H. Arnaud, de résister aux ordres de leur souverain et furent presque tous emprisonnés ou massacrés. Une poignée de survivants, qui avaient réussi à se cacher dans leurs hautes montagnes, firent alors quelques expéditions tellement audacieuses et heureuses que, pour en finir, le duc relâcha leurs frères prisonniers et leur permit à tous, mais au cœur de l'hiver, de partir pour la Suisse. De 20,000 qu'ils étaient au printemps de 1686, il n'en restait plus que 3 ou 4,000 qui réussirent à gagner la terre du refuge. Ils y furent reçus avec enthousiasme, mais on ne pouvait les garder indéfiniment, et ils ne se souciaient guère d'aller jusqu'en Brandebourg. Ils ne pouvaient, en réalité, se décider à renoncer pour toujours à leur patrie. Dès 1687 ils tentèrent une rentrée qui avorta heureusement¹. Mais le projet, quelque invraisemblable qu'il parût, ne fut pas abandonné; après s'être concerté avec Janavel, un ancien chef vaudois, depuis longtemps réfugié en Suisse, et s'être assuré le concours du prince

1. Grâce à la vigilance du gouvernement fédéral, qui voulait le plus grand bien aux Vaudois, mais était retenu par la crainte de déplaire au grand roi. C'est cette crainte qui fut cause qu'après le départ de 1689 (sur lequel il avait évidemment fermé les yeux), le Conseil de Berne condamna à mort le capitaine Bourgeois, qui était resté en arrière, et plusieurs autres (voir *Bull.*, 1888, la requête de Jacques Cabrol aux Etats généraux de Hollande).

d'Orange, Henri Arnaud étonna le monde par cette *rentree* qu'il effectua en 1689, avec 8 ou 900 Vandois divisés en 19 compagnies dont 3 composées de Français.

Partis de Prangins le 25 août¹, ils traversèrent les Alpes à marches forcées², battirent le marquis de Larrey au pont de Salbertrand le 2 septembre, et arrivèrent le 5 au centre de leurs montagnes, à la Balsille, premier village de la vallée de Saint-Martin ou de la Germanasque. Il y a, au-dessus de ce village, une arête de rochers presque inaccessibles qui s'avance entre les cols du Pis et du Guignevert. C'est sur cette « montagne des quatre dents » qu'Arnaud avec environ 400 héros soutint un siège, mémorable par les délivrances miraculeuses qui en marquèrent les diverses péripéties.

Le 24 mai 1690, ils étaient réduits à toute extrémité, lorsque, grâce au capitaine Tron-Poulat, au milieu de la nuit et du brouillard, ils parvinrent à s'échapper par des précipices qu'on ne peut franchir, en plein jour, qu'avec la plus grande difficulté. Peu de jours après, le 31 mai, le duc de Savoie s'étant décidé à se rallier à la Ligue contre Louis XIV, offrit la paix et rendit leur patrie à ces vainqueurs.

II. *La commémoration.* — Ce sont ces derniers événements que les Vandois avaient résolu de commémorer avec éclat en 1889. Ayant eu le privilège d'assister à ces fêtes, je puis dire qu'elles ont été dignes des événements qu'elles glorifiaient à bon droit.

La commémoration a été multiple. On a commencé, il y a déjà plusieurs mois, à la préparer au sein des vallées³ par des conférences, des réunions spéciales destinées, non seulement à rappeler les événements du passé, mais à en tirer et inspirer aux contemporains les leçons de foi et d'abnégation religieuses qu'ils renferment. Puis on a publié sur les événements et leur signification une série d'écrits dont je dirai un mot tout à l'heure. Enfin on résolut de fixer le souvenir de ces solennités par divers monuments visibles et durables.

Ainsi on a élevé à *Promenthoux-sous-Prangins* une pyramide rappelant le départ du 25 août 1689. — A *Prali*, au centre d'une vallée qui s'embranché dans celle de la Germanasque, sur le même temple dans le-

1. Et non le 16, comme on le croyait jusqu'ici. M. le professeur Comba vient, en effet, de démontrer cette erreur due à la confusion entre les calendriers julien et grégorien (voir son *Henri Arnaud*, 1889, p. 28-32).

2. Voir, pour cet itinéraire, l'excellente carte que renferme le *Bulletin du Vaudois vaudois*, et, en général, pour les vallées du Piémont, la carte dressée par M. de Richas d'Anglin.

3. Ou les Vandois, 700 en 1689, sont aujourd'hui au nombre de plus de 22,000.

quel, avant de se retirer à la Balsille, Arnaud célébra le premier culte d'actions de grâces sur ces mots : *Notre aide soit au nom de Dieu*, on a placé une plaque de marbre avec inscription commémorative. — A *Sibaoud*, au-dessus de Bobi, où Arnaud et ses soldats se prêtèrent ensuite mutuellement serment de fidélité et, « à notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ, celui d'arracher le reste de leurs frères à la cruelle Babylone... », on a élevé un monolithe. — Enfin, à *La Tour*, aujourd'hui Torre-Pellice, qui est la capitale protestante des vallées au confluent de l'Angrogne et du Pellice, on a construit, à côté du temple et en face du collège vaudois, une vaste maison, appelée la maison vaudoise, qui renferme la salle du Synode, un musée vaudois déjà bien garni, la bibliothèque, etc.

Les fêtes proprement dites ont commencé le 16 août à Prangins, se sont succédées le 27 à la Balsille, le 28 à Pral, le dimanche 1^{er} septembre à Sibaoud, le 2 à La Tour (inauguration de la maison vaudoise), et se sont terminées par le Synode qui a siégé jusqu'au vendredi 6 septembre. Ce dernier a dû se clore le samedi 7 par une excursion à Pra-del-Torno dans la célèbre vallée d'Angrogne. — Disons tout de suite qu'elles ont été favorisées par un temps superbe, malgré les prières du clergé catholique qui, ne pouvant les empêcher, s'était imaginé qu'il les ferait troubler par la pluie. Disons aussi qu'elles ont été célébrées par toute la population vaudoise et par des centaines de délégués ou d'étrangers venus de tous les pays du monde, avec un entrain, un enthousiasme, un ensemble vraiment magnifiques et émouvants.

On trouvera un compte rendu de la cérémonie de Prangins, dont je n'ai pu être témoin, dans la *Semaine religieuse* de Genève, du 24 août, *Évangile et Liberté* du 23, et le *Protestant* du 24 (article de M. Ch. Dardier, qui y a fort heureusement représenté la France).

Dès le soir du 26 août les maisons et les temples vaudois de la vallée de Saint-Martin sont illuminés, des verres de diverses couleurs éclairant le chandelier symbolique, et sur les montagnes s'élèvent en pétillant les flammes de nombreux « fagots » ou bûchers rappelant ceux d'autrefois qui ne se bornaient pas à ne réduire en cendres que du bois. Pendant toute la nuit et déjà pendant les deux journées précédentes, tous les chemins (— quels chemins !) et sentiers sont sillonnés de montagnards mêlés d'étrangers qui tous se dirigent sur la Balsille. Le lendemain vers 10 heures, peu avant l'arrivée d'une petite troupe qui a suivi, à travers les Alpes, depuis Prangins, la route d'Arnaud, une foule qu'on peut évaluer à 3 ou 4,000 personnes se masse au-dessous de la fameuse forteresse naturelle, en face d'une tribune de feuillage d'où se succèdent, pendant trois heures, une série d'exhortations, de discours, d'allocutions diverses qu'inspire le même thème fourni par les souvenirs grandioses du

passé, les espérances et les responsabilités non moins grandes du présent.

Le 28 août, à Prali, où nous sommes arrivés quelques-uns, non sans peine, en passant par le Gunivert (3,000 m.), la combe de Salse et le col des Fortames, un millier d'auditeurs bravent le soleil de midi pour écouter une nouvelle série d'orateurs tout aussi nombreux. Le 1^{er} septembre, sur les prairies et sous les châtaigniers de Sibaoud, l'assemblée peut être évaluée à 5,000 personnes et renouvelle, au milieu d'une grande émotion, le serment d'autrefois. A La Tour la foule est immense aussi pour assister, en présence d'un délégué du roi d'Italie et d'autres personnages officiels, à l'inauguration de la *casa Valdese*, à laquelle S. M. Humbert a contribué par un don de 5,000 francs. Le soir de ce 2 septembre la ville de La Tour est richement pavoisée, brillamment illuminée, les montagnes s'éclairent à la lueur des feux jusqu' bien loin au fond des vallées et tout un peuple se livre publiquement, mais sans désordre, à la joie.

Que dire maintenant des discours entremêlés de beaux chants qui en prolongeaient éloquemment les impressions? Si on voulait les recueillir tous, un gros volume ne suffirait pas à les contenir. Bornons-nous à relever, à la Balsille, l'allocution si émue du professeur Geymonat, et le récit dramatique et précis des événements, tracé de main de maître, par M. le pasteur David Peyrot; à Prali, le caractère essentiellement religieux et édifiant de toute la séance; à Sibaoud, les fortes paroles de MM. Prochet et G. Appia; à La Tour, le discours si applaudi et si patriotique de M. W. Merle; au Synode, une série, vraiment homérique, d'« adresses » de délégués innombrables¹. — Beaucoup de ces discours — trop, au gré de nous autres étrangers — ont été prononcés en italien, et sans cesse on y a appuyé sur la note patriotique. Cela n'est que trop naturel lorsqu'on se rappelle que ce peuple, si longtemps méconnu et persécuté, est actuellement dans la lune de miel des faveurs officielles.

La *Société d'Histoire vaudoise*, où l'on a bien voulu inviter le représentant de celle du Protestantisme français à prendre la parole, s'est réunie dans la salle du Synode de la maison vaudoise, le mercredi soir 4 septembre. Ouverte par un rapport de M. le professeur Viray, la séance à laquelle assistait un auditoire sympathique mais réduit par un orage qui éclatait à ce moment, s'est continuée par des allocutions ou communications de sir Henry Layard, président de la *Huguenot Society* de Londres, du sousigné, de M. Nippold, professeur à Léna, et de MM. le professeur Dandlman et Adolphe Gautier. — MM. Layard et Nippold ont été beaucoup trop aimables pour notre Société d'Histoire dont ils veulent bien appré-

1. Multipliées par les toasts incessants que provoquait l'excellente hospitalité vaudoise. Ajoutons que plusieurs délégués apportaient autre chose que des paroles. Nous avons remarqué un Ecossais qui ne remit pas moins de 28,000 francs.

cier favorablement les travaux. Quant à notre jeune sœur — nous allions dire notre fille — vaudoise, qui a si bien débuté dans la carrière, elle est certainement appelée à rendre au peuple des vallées, et à l'Italie qu'il évangélise avec courage et succès¹, de grands services, en lui rappelant toujours mieux les faits si antiques, si nombreux, si glorieux qui lui ont donné naissance, et qui l'ont inspiré jusqu'à ce jour.

III. *Littérature.* — Nous ne pouvons, ici, l'indiquer que sommairement. Il a d'abord été imprimé, à l'occasion du 17 février 1888 et 1889, deux brochures destinées aux enfants vaudois et leur racontant la *Glorieuse Rentrée* : 1° *De Prangins à Praly* (36 pages in-12. La Tour, impr. Alpina, 1888); 2° à *Sibaoud et la Balsille* (12 p. in-12. La Tour, etc., 1889). Une troisième brochure, le pendant de celle qui parut en 1886, est intitulée *Les Vaudois en 1889, Souvenirs d'il y a deux cents ans*, et dédiée *aux familles vaudoises* (72 pages in-12. Torre-Pellice, etc., 1889). Puis viennent deux recueils de chants avec musique : 1° *Unione cristiana, Torino 17 febbraio 1889, Celebrazione del 41° anniversario dell' Emancipazione, Bicentenario del Rimpatrio dei Valdesi*, deux chœurs à 4 voix, l'un, une ode en italien, paroles de E. Meille, musique de A. Dalbesio, l'autre, en français, intitulé *Le Retour de l'Exil*, musique d'A. Bost; 2° *Chants pour le Bicentenaire de la glorieuse rentrée des Vaudois dans leurs vallées, 1689-1889*. Frontispice de E. Burnand, avec la légende : *Quand l'Eternel ramena les captifs de Sion*, etc. Ce recueil renferme trois morceaux français, le Retour de l'exil, le Serment de Sibaud (musique d'A. Bost), et un chant patriotique d'A. Muston très heureusement mis en musique par Elisée Bost; — et deux italiens, *Il rimpatrio* d'E. Meille, musique de P. Bennemann et, du même, *Saluto ai patrii monti*, musique de Haendel.

Une mention spéciale est due au *Bulletin du Bicentenaire de la glorieuse rentrée* (Turin, impr. de l'Union typographique, 159 p. in-8, 1889), dont nous avons déjà publié le sommaire si complet (voir plus haut page 391 et la couverture du dernier *Bulletin*). Ce volume fort bien imprimé sur beau papier, et dont les illustrations, ainsi que la carte qu'il contient, sont très réussies, fait honneur à la Société d'Histoire vaudoise et bien augurer de ses publications ultérieures. Il n'y manquerait rien si, pour les non vaudois, il était précédé d'une introduction histo-

1. Et où il compte déjà 90 Églises ou stations d'évangélisation avec près de 7,000 auditeurs réguliers, 4,266 communiant et plus de 500 catéchumènes, 2,324 élèves de semaine, et 66 écoles du dimanche avec 2,683 élèves.

rique expliquant la genèse des événements de 1689¹. La *Gazetta Piemontese* (n^{os} 241 à 246) a consacré au Bicentenaire de nombreux et bienveillants articles et il n'y a guère de journal religieux qui se dispensera de parler de ces fêtes. M. Henri Meina a publié, en une brochure de 8 pages, le beau *Discours* qu'il a prononcé à Prangins le 16 août 1889. Citons aussi une poésie de M. Paul Long, pasteur à Milan (*La Glorieuse Rentrée des Vaudois*, 8 pages in-12)² — et, *last but not least*, un opuscule italien, *Il rimpatrio dei Valdesi del 1689 e i suoi cooperatori, saggio storico su Documenti inediti dell'avvocato Domenico Perrero* (petit in-8 de 102 pages renfermant, entre autres, des listes de prisonniers, Torino, Casanova 1889); — enfin et surtout les deux derniers ouvrages de M. E. Comba, professeur à Florence :

Henri Arnaud, sa vie et ses lettres, avec gravures et fac-simile (60 pages grand in-8, La Tour, impr. alpine 1889) et *Enrico Arnaud pastore e duce de' Valdesi 1644-1721, Cenzo biografico* (168 pages in-12, Firenze, typographia claudiana 1889). Ces deux biographies se complètent mutuellement, la française par ses gravures et lettres, l'italienne par la discussion et l'indication des sources sur lesquelles s'appuie l'auteur, d'ailleurs bien connu, de la *Réforme en Italie*³. Elles rectifient et complètent ce qu'on savait jusqu'à ce jour sur H. Arnaud dont on a essayé naguère de faire un Vaudois italien, mais qui était bel et bien français, puisque Embrun, son lieu de naissance, est en France. Cette question est d'ailleurs tranchée par ce fait qu'à cause de sa nationalité Arnaud fut obligé de quitter le pays qu'il avait reconquis, et comme il était Vaudois de cœur, on peut être sûr que si à ce moment il eût pu établir sa descendance piémontaise, il l'aurait fait. On sait qu'il mourut et est enseveli à Schoenenberg en Wurtemberg d'où deux descendants d'anciens Vaudois, l'un Talmond, qui possède la maison d'Arnaud, l'autre Gilles, qui parle encore le patois dauphinois des vallées, étaient venus célébrer avec leurs frères italiens les hauts faits jadis accomplis par leur ancien pasteur.

Eternel pren nous à mercy :

Eternel venge ta querelle :

Eternel oy gémir ta pauvre tourterelle

Veille la protéger icy,

1. Prière aussi d'y corriger une erreur, page 51 : la manière donnée à Arnaud l'a été par le roi de Wurtemberg et non par Guillaume III.

2. Ainsi qu'un joli *Programme des fêtes, avec carte itinéraire*, qui nous a été utile à tous.

3. Nous aurons préféré et d'autres avec nous que la plus complète de ces études eût été rédigée dans la langue accessible au plus grand nombre.

Et tous ceus, Éternel, qui soupirent pour elle.
 Notre paix en ton Fils est tout ce qu'il nous faut,
 Exauce et vien bientôt.

C'est par cette touchante prière que se termine le *Cantique des Vallées*¹, par lequel s'ouvre le *Bulletin du Bicentenaire*. Grâce à la foi et à la persévérance des pères, cette prière a été exaucée. Il est même dès à présent, permis de prévoir qu'un jour elle se changera en cantique d'actions de grâces, pourvu que les enfants continuent à suivre fidèlement les traces des pères. Cette fidélité est, en effet et sans contredit, la principale condition du succès. Mais il faut ajouter, pour être exact, qu'à certains égards elle a été rendue plus facile aux Vaudois qu'à leurs frères huguenots des Alpes ou des Cévennes.

En premier lieu la réparation a commencé plus tôt et a été plus complète pour eux que pour ces derniers. Dès la fin du XVII^e siècle les Vaudois sont définitivement rapatriés et *leurs biens leur sont restitués*. Il n'y a eu, pour les huguenots, de patrie *française*, qu'un siècle plus tard, à partir de 1789, et si la Révolution a restitué leurs biens à quelques-uns de leurs descendants qui les ont réclamés, le plus grand nombre des spoliations perpétrées avant ou après 1685, l'a été pour toujours. — Faut-il citer un exemple ? Qu'on passe de Prali aux riches prairies, en France, par l'ancien col d'Abriès et qu'on y visite, dans la vallée du Queyras et ailleurs, les mêmes Vaudois, mais Français. On les trouvera dans une misère si affreuse, devenue depuis bien longtemps si endémique, qu'aujourd'hui la nécessité s'impose pour nous, d'organiser à grands frais leur émigration. Le sol est-il plus ingrat pour eux dans les Alpes françaises que pour leurs coreligionnaires de l'autre côté de la frontière ! Oui, parce que toutes les propriétés cultivables qui appartenaient jadis à ces protestants d'ancienne date, *ne leur ayant jamais été restituées*, sont aujourd'hui entre les mains des catholiques². Ils seraient sans doute aussi bien partagés que ces derniers, s'ils avaient consenti à renier leur foi.

1. Ce Cantique anonyme est signé J., et comme il se rapporte aux événements de 1655 et se rapproche beaucoup, par les idées, de certaines des *Instructions* laissées par Janavel, qui joua un grand rôle dans ces événements, nous inclinons à croire qu'il est de lui.

2. Le sentiment de l'iniquité commise à cet égard, en France, est même étranger aux autorités qui en bénéficient. On exposait à Meaux, il y a quelques années, des photographies des brevets de Louis XIV portant confiscation, au profit de l'hôpital, des biens des Consistoires protestants de la région. J'adressai au maire de Meaux une requête à l'effet d'obtenir, pour notre Bibliothèque — reconnue d'utilité publique, — un exemplaire de ces photographies. M. le Maire, républicain, si je ne me trompe, me répondit en m'envoyant... l'adresse du photographe !

Mais le résultat le plus précieux des mesures d'équité qui ont suivi la glorieuse rentrée, a été de délivrer le peuple des vallées piémontaises, un siècle plus tôt, des conséquences morales de la tyrannie cléricale. Il a été ainsi exposé moins longtemps que le nôtre aux capitulations de consciences imposées, aux abjurations forcées, à l'hypocrisie religieuse régularisée, perpétuée. La preuve de ce fait se trouve dans ces vallées mêmes. L'une d'entre elles, celles du Pragela, est restée longtemps sous la domination de Louis XIV. Sa population, protestante autrefois comme celles des vallées adjacentes, est aujourd'hui presque totalement catholique.

Il est vrai que, de 1689 à 1848, les Vaudois du Piémont ont été souvent tourmentés, menacés, même persécutés et que leur affranchissement définitif ne date que de cette dernière année. Ainsi, jusqu'en 1848, il ne leur était pas permis de sortir de leurs vallées. Mais on voit aujourd'hui que même cette injuste restriction leur a été salutaire. Grâce à elle ils sont devenus, dans ces merveilleuses montagnes, un peuple compact, vivant de sa vie personnelle, originale, développant fortement les caractères distinctifs de sa race et de la foi de ses ancêtres. Or les tempêtes trois fois séculaires qui ont dispersé aux quatre vents du globe le peuple huguenot, ne l'ont guère laissé subsister en France qu'à l'état de poussière disséminée, désagrégée au milieu d'une majorité longtemps hostile dont les préjugés à son égard subsistent presque partout où il n'est représenté que par quelques individus isolés.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, c'est que dans l'histoire rien n'arrive sans la volonté de celui qui règne, et que tôt ou tard les raisons mystérieuses de cette volonté toute-puissante apparaîtront et se justifieront. — Lorsque Arnaud se vit obligé de quitter la Balsille, il dut faire mettre à mort un otage, le capitaine de Parat. On raconte que ce dernier dit au soldat chargé de le tuer : *je vous pardonne ma mort*. Puisse l'Italie dire un jour au peuple chargé de lui apporter l'Évangile et la liberté : Je vous remercie de m'avoir rendu la vie !

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

A MM. les Pasteurs des Églises protestantes de France.

En cette année de grâce 1889 qui évoque tant de souvenirs, c'est le privilège de notre Société, de pouvoir convier les Eglises protestantes françaises à célébrer la fête de la Réformation sous l'inspiration du plus grand d'entre eux. Il y a dans l'histoire de 1789 des dates plus éclatantes que celle du 23 août, il n'y en a pas de plus importante. De toutes les libertés, en effet, la première et la plus nécessaire est sans contredit la liberté de conscience; et si dans notre patrie l'avènement de cette liberté est dû, après Dieu et l'Évangile, à des efforts humains, nul n'a lutté et souffert pour elle aussi tôt et aussi longtemps que le huguenot des ^{xvi^e} et ^{xvii^e} siècles, nul ne l'a revendiquée avec plus de force au ^{xviii^e} que l'héritier de ses traditions, Rabaut-Saint-Étienne.

Pendant qu'au dehors, aux États-Unis, en Angleterre, en Hollande, en Suisse, ce fait est rappelé avec insistance par des hommes aussi fiers de descendre des huguenots que des croisés; pendant que de l'autre côté des Alpes françaises, un gouvernement jadis persécuteur vient d'aider publiquement nos frères vaudois à commémorer avec éclat la date deux fois séculaire de leur rapatriement; — en France aussi la réparation, timidement tentée il y a cent ans, s'affirme et se complète en 1889. — Nous avons pu rendre au culte de nos pères la grange de Vassy, et ce n'est pas sans émotion qu'on a vu une ancienne religieuse contribuer à cette œuvre de patriotisme huguenot. Non loin du lieu où se dressait la chaire des

Damoulin et des Claude, on a relevé les murs du temple de Charenton. Enfin, au centre de Paris, tout près de l'emplacement de la rue de Béthisy, en face du Louvre de Catherine de Médicis, des milliers de passants se recueillent chaque jour devant le monument de l'amiral Coligny. A ces faits on pourrait en ajouter d'autres non moins significatifs. — Ils suffisent à prouver que si les visions de la foi à l'Évangile du Christ deviennent tôt ou tard des réalités, les responsabilités que cette foi entraîne grandissent avec ses conquêtes.

Puisse l'Église des martyrs de la Chambre ardente et des victimes de Louis XIV ne mesurer la distance qui la sépare de ces semailles sanglantes, mais fécondes, que pour rendre grâces du passé et poursuivre avec plus d'enthousiasme et d'assurance la grande tâche que lui réserve l'avenir!

LE COMITÉ.

ÉTUDES HISTORIQUES

LA BASTIDE, ANCIEN DE CHARENTON,

ET LA

REVISION DES PSAUMES DE CONRART¹.

Marc-Antoine Crozat, sieur de La Bastide, né à Milhau d'une famille noble, en 1624, vint jeune à Paris, s'adonna aux lettres sous le patronage de Conrart, et fut durant vingt-cinq ans l'ami de Paul Pellisson, comme lui gascon et commis de Fouquet. Lorsque Pellisson, emprisonné à la Bastille, songeait au moyen d'en sortir et de faire sa fortune en embrassant le catholicisme (1664-1666), La Bastide entretenait avec lui une correspondance régulière sur les matières de controverse². Les deux amis étaient du même âge, possédaient la même instruc-

1. Biographie extraite du travail que M. Douen prépare sur la *Révocation de l'Édit de Nantes à Paris*.

2. La Monnoye, *Hist. de Bayle et de ses ouvrages*, Amst., 1746, in-12, p. 182.

tion, les mêmes talents : l'un voulut parvenir n'importe à quel prix et perdit l'estime de tous, l'autre suivit la voie étroite et fut respecté même de ses adversaires. A la mort de Jeanne de Fontanier (1673), mère de Paul, qui avait abjuré en 1670 et ne tarda guère à fonder la caisse des conversions, ce furent son frère Georges Pellisson et La Bastide qui signèrent l'acte d'inhumation (*Reg. de Charenton*).

En 1652, Mazarin envoya La Bastide en Angleterre comme secrétaire d'ambassade ; Louis XVI l'y renvoya ensuite comme chargé d'affaires, et le donna plus tard comme second à Ruvigny. Dès 1661, le nom de La Bastide apparaît dans l'affaire du ministre Morus, que Daillé et Ruvigny avaient fait appeler à Charenton en 1659. La conduite inconsidérée de ce ministre ayant soulevé contre lui une grande partie de l'Église, notamment Daillé lui-même, M^{re} de La Suze¹, l'hôtel de Bouillon, et les anciens Papillon, Beauchamp, Le Coq des Forges, Massanes, Lorde des Galinières, il fut suspendu de ses fonctions et redemandé par ses partisans au nombre desquels se trouvaient la duchesse de La Trémoille, la duchesse de Rohan, La Bastide, Paul Sonnet, avocat au Parlement, Baptiste Tarneau, avocat au conseil, Melchior Georges Tavernier, contrôleur de la maison du duc d'Orléans, Antoine Estrang, banquier, etc. La Bastide et Sonnet soutinrent sans succès la cause des appelants devant le colloque tenu à Charenton le 10 août 1661 ; Morus ne leur fut rendu que trois ans plus tard. — Plus écrivain qu'avocat ou diplomate, La Bastide occupe un rang spécial parmi les controversistes du XVII^e siècle, celui de théologien laïque, à côté de Brueys, et bien au-dessus de De Launay,

1. Charlotte de La Rochefoucauld, mariée en 1617 à Louis de Champagne, comte de La Suze (leur fils Gaspard eut le malheur d'épouser, en 1647, Henriette de Coligny, femme galante, qui abjura le protestantisme en 1653, après que le Parlement eut cassé son mariage pour cause de déportements). C'est à la vieille comtesse de La Suze qu'Amyraut dédia sa *Réplique au livre de M. De launay sur le règne de mille ans*, Saumur, 1656, in-8°, ouvrage inconnu aux frères Haag ; c'est elle aussi que la duchesse de La Trémoille, Marie de la Tour d'Auvergne, accusait en 1662 de vouloir régenter les ministres (*Bull.*, 2^e sér., VII, 227).

de La Milletière, de Jean Rou et de Le Coq, sieur de Germain. On a vu plus haut qu'il rédigea le procès-verbal très détaillé des trois conférences qui eurent lieu, en 1676, entre Claude, Lefant et Pajon. Ajoutons qu'il possédait assez la difficile question qu'on agitait pour prendre un instant part à la discussion, en objectant à Pajon les thèses où « pour rendre l'homme capable de croire, Amyraut pose une action hyperphysique, qui ne se fait point par la représentation des objets, mais qui est immédiate ».

Se souvenant qu'il avait commencé par écrire une *Méthode de controverses*, Richelieu rendit en 1627 une déclaration qui parlait de ramener tous les sujets du roi à l'Église romaine « par des voies de douceur, d'amour, de patience et de bon exemple ». Ce projet, repris diverses fois avant la Révocation, consistait à répandre des publications qui atténueraient la différence des deux religions, puis à réunir, dans une conférence où l'on adoucissait les dogmes et les pratiques du catholicisme, un certain nombre de ministres dont quelques-uns seraient gagnés d'avance ; on ne doutait pas que l'exemple de leur défection n'entraînât les autres, ainsi que le plus grand nombre des fidèles ; quant à l'obstination du reste il y serait pourvu militairement. Les quatre opuscules publiés en 1628, 1634, 1635 et 1636 par Brachet de La Milletière, ancien de Charenton, condamné à mort comme agent de Rohan et gracié par le cardinal, servirent à merveille les desseins de celui-ci, et n'en furent pas moins mal reçus de la Sorbonne, qui les trouvait encore trop protestants. Daillé crut devoir réfuter les rêveries prétentieuses de La Milletière, et lui dire publiquement : « Croyez-moi, Monsieur, Dieu ne vous appelle pas à être l'arbitre de la chrétienté. » Il fallut excommunier le malheureux, qui se fit catholique.

Le maréchal Fabert, aidé par le professeur latitudinaire Le Blanc de Beaulieu, travailla ensuite à la réunion ; mais sa mort (1662) fit de nouveau abandonner le projet. Au moment où l'abjuration de Turenne témoignait que l'œuvre des con-

versions reprenait plus que jamais faveur, et où l'on pratiquait d'Allemagne certains autres pasteurs de l'Île de France, d'Huisseau, pasteur à Saumur et animé des mêmes sentiments que Beaulieu, publia *la Réunion du christianisme ou la manière de rejoindre tous les chrétiens sous une seule confession de foi*, Saumur, 1670, in-12. Les Sociniens mêmes n'étaient pas exclus de l'union que d'Huisseau prétendait établir. Ce livre, d'une hardiesse extrême, affaiblissait l'autorité des confessions de foi en lui opposant le contenu des Écritures; ayant, en outre, l'irrémissible tort de favoriser les entreprises de la cour et du clergé, il souleva une véritable tempête de réprobation, et l'auteur en fut aussitôt destitué. La Bastide s'empressa de publier des *Remarques sur un livre intitulé : La Réunion*, etc., s. l., 1670, petit in-12 de soixante-huit pages. Cet opuscule sans valeur, auquel un ami de d'Huisseau répondit avec beaucoup de vivacité par des *Remarques sur les remarques faites depuis peu sur le livre intitulé : La Réunion*, etc., s. l., 1670, in-12, ne mériterait point d'être mentionné, s'il n'avait été le début d'un écrivain qui eut bientôt à se mesurer avec le plus retoutable membre de l'épiscopat.

Six mois après la publication de l'*Exposition de la doctrine catholique*, ouvrage que les circonstances et le talent de l'auteur rendaient dangereux, La Bastide publia, sous le voile de l'anonyme, sa *Réponse au livre de M. de Condom*, Quevilly, 1672, in-12. Otant tout prétexte à l'abjuration des protestants mondains qui, n'osant avouer qu'ils désertaient leur religion par intérêt, prétendaient, comme Turenne et Dangeau, avoir été éclairés par le livre de Bossuet, la *Réponse* produisit une très grande impression. Le nom de l'anonyme vola de bouche en bouche, et La Bastide fut rangé du coup parmi les plus habiles défenseurs du protestantisme. Son livre, revu par Conrart, est un petit chef-d'œuvre de clarté, de raisonnement simple et fort. Nous l'avons analysé dans le chapitre des controverses¹.

1. Ce chapitre fait partie de l'ouvrage auquel la présente étude est empruntée.

Cependant les adversaires de l'Église réformée ne gardèrent bientôt plus aucune mesure : les missions bottées commencèrent en 1681, et l'*Avertissement pastoral*¹ du 1^{er} juillet 1682, signifié à tous les consistoires par les représentants du clergé et de l'autorité, fit craindre que la dragonnade ne s'étendit à toute la France. En somme, ce soi-disant avertissement pastoral n'était qu'une menace, dans laquelle on faisait intervenir le monarque désireux de ramener les transfuges, fût-ce au prix de son sang « et par la perte même de ce bras invincible² avec lequel il avait dompté tant d'ennemis et fait tant de conquêtes ». L'Église, y est-il dit, gémit et pleure depuis longtemps sur les enfants qu'elle a portés dans son sein et qui l'ont abandonnée; elle les rappelle au berceail pour leur montrer la porte du ciel. Feignant d'ignorer les causes de la séparation, elle demande à ces « très chers frères » pourquoi ils se sont séparés. A travers cette phraséologie douceuse, l'animosité perce dès les premières lignes, dans des expressions telles que celles-ci : schisme volontaire, poison de l'hérésie, opiniâtreté, révolte, prétexte spécieux, autels brisés, infamie de la séparation, etc. Enfin le *factum* conjure les « frères égarés » de reconnaître leur égarement devant Dieu, et se termine ainsi :

Que si vous refusez de le faire après de si pressantes exhortations de notre part, et si vous ne voulez ni vous laisser vaincre par nos prières, ni gagner par nos tendresses... sachez que les anges de paix en pleureront amèrement... Et parce que cette dernière erreur sera plus criminelle en vous que toutes les autres, vous devez vous attendre à des malheurs incomparablement plus épouvantables et plus funestes, que tous ceux que vous ont attirés jusqu'à présent votre révolte et votre schisme.

L'un des soixante-huit signataires de cette pièce était l'ancien ami de Paul Ferry, Jacques Bénigne, évêque de Meaux.

1. *Avertissement pastoral de l'Église gallicane assemblée à Paris par l'autorité du roi, à ceux de la R. P. R. pour les porter à se convertir et à se réconcilier avec l'Église.*

2. Cette phrase, employée pour la première fois par François I^{er}, puis par Henri II, était devenue une sorte de cliché (*Réd.*).

qui se préparait à glorifier bientôt l'emploi de la force en matière de conversion.

Pajon, Claude et La Bastide répondirent tous trois à l'*Avertissement pastoral*. La Bastide ne fait guère qu'énoncer les seize raisons principales qui retiennent les protestants hors de l'Église romaine; vers la fin toutefois son langage simple et sans passion, s'élève et devient éloquent¹.

Il me reste seulement à dire quelque chose sur les motifs que vous nous proposez pour nous exciter à nous mettre avec vous : la grandeur du roi qui le souhaite; la sainteté du pape à qui il nous serait glorieux de nous joindre; nos maux qui ne sont pas près de finir, qui ne feront qu'empirer.

Pour le premier, Dieu nous est témoin de nos sentiments soumis et pleins de respect pour un si grand roi; vous-mêmes, Messieurs, vous nous êtes témoins avec quel zèle et avec quelle fidélité nous avons toujours employé nos biens et nos vies pour son service et pour sa gloire. Vous ne cessez de nous mettre devant les yeux son autorité sacrée et sa puissance aimable et redoutable tout ensemble, comme pour intimider nos consciences, ou pour ébranler notre foi; vous nous présentez à toute heure son image auguste et vous nous demandez de qui est le dénier. Mais notre César, plus grand que ceux de l'ancienne Rome, a trop de lumière et trop d'équité pour vouloir qu'on nous porte à quitter notre religion pour des considérations du monde. Si nous le faisons par des motifs de cette nature, bien loin de nous honorer de son approbation, il serait le premier à nous mépriser, comme il méprise sans doute tous ceux qu'on peut justement soupçonner de sentiments si honteux. Il sait trop que la foi est un don du ciel, que c'est de là que doit venir la lumière; que la religion se persuade, mais qu'elle ne se commande point; qu'enfin Dieu se réserve à lui seul l'empire de la conscience : s'il veut qu'on rende à César ce qui est à César, il veut encore plus fortement qu'on rende à Dieu ce qu'on croit devoir à Dieu.

Pour le pape, ce n'est pas à nous à examiner s'il entre ou s'il n'entre point dans tout ce que vous faites contre nous...

Que dirons-nous de nos maux, ou des maux dont vous nous menacez? Un mot seulement; le détail en serait trop long, et ce n'est pas ici une plainte mais une réponse. Vous ne vous contentez pas de nous avoir abattus, dépouillés et réduits presque à rien; vous nous ôtez tous moyens de vivre, la liberté de mourir en repos, nos enfants, nos temples. Com-

1. Réponse apologétique à Messieurs du clergé de France, sur les actes de leur assemblée de 1682 touchant la religion. Amsterd., 1683, in-12, p. 81.

ment ? Par quels moyens ? Sous quels prétextes ? Grand Dieu, tu le vois, tu sondes les cœurs... Vous protestez aujourd'hui que vous ne voulez employer contre nous ni menaces ni frayeurs..., ni injures ni reproches, ni d'autres armes enfin que celles de la charité, les vœux, les exhortations, les prières. C'est là sans doute une protestation d'un caractère non seulement chrétien, mais évangélique, digne des personnes de votre rang...; mais qu'on s'en souvienne ! Car ce langage s'élèvera contre vous, et quand nous nous en tairons les pierres le répèteront. Prenez garde, s'il vous plait, que pendant que vous faites cette protestation à la vue du ciel et de la terre, vos propres auteurs publient eux-mêmes *que les édits et les arrêts font plus de conversions que tous vos écrits ; que plus de cinquante mille des nôtres sont rentrés dans l'Église romaine par la crainte des peines ou par l'espoir de la récompense*. Vous ne nous parlez plus partout que de la manière dont on en usa autrefois contre les Donatistes ; vous nous alléguez à toute heure l'Évangile des noces : *Presse-les d'entrer*, et les endroits de saint Augustin où il parut approuver enfin qu'on usât de quelque sévérité contre les schismatiques...

Que vous reste-t-il donc qu'à vous conformer sincèrement à l'esprit de l'Évangile, à la première antiquité, à vos propres paroles ? Vous êtes dans une grande prospérité, comblés d'honneurs et de biens pardessus même les gens du monde ; nous ne vous envions rien ; nous ne vous demandons qu'à pouvoir servir Dieu purement suivant sa parole, le roi et l'État sans crainte. Souvenez-vous, Messieurs, qu'il n'y a peut-être rien qui soit plus contre la charité que vous professez, et même contre l'humanité qu'on doit avoir les uns pour les autres, que de faire des malheureux, ou d'ajouter affliction à l'affligé. Au lieu de nous inquiéter sans cesse, et de nous faire passer une vie triste et amère, laissez-nous enfin quelque relâche. Ne demandez rien, ne conseillez rien contre la justice et contre le droit. Dieu qui aime le droit et la justice, et qui rend à chacun selon ses œuvres, ajoutera à vos biens temporels ses lumières, sa grâce et sa paix, que nous lui demandons pour vous comme pour nous-mêmes. Je suis, Messieurs, etc.

Ce dernier paragraphe, où la bénédiction prend la place de l'imprécation qu'on attendait, nous a paru d'un grand effet, et l'on est heureux de pouvoir opposer la douceur des victimes et leurs sentiments chrétiens au zèle aveugle des persécuteurs.

La Bastide a fait une œuvre plus utile encore, et surtout plus durable, que ses traités de controverse ; nous voulons parler de la publication des *Psalmes de Marot et de Bèze*,

retouchez par feu M. Conrart, Charenton, 1677, in-8° et in-12, avec attestation de de Langle, Daillé fils, Claude, Allix et Mesnard, du 7 décembre 1676. Ces deux éditions, dont la plus grande a la prose en marge, ne comprennent que les cinquante et un premiers psaumes. La Bastide y a mis une préface anonyme dont voici un fragment :

On ne s'étendra pas en ce lieu sur le mérite de feu M. Conrart, qui est si connu du public. C'est ici un ouvrage de piété, où l'on ne doit chercher que la gloire de Dieu et la consolation de la conscience ; mais on doit partout ce témoignage à la mémoire d'une personne aussi illustre que lui, et particulièrement sur le sujet dont il s'agit maintenant, qu'avec de grandes lumières d'esprit et de jugement, et une probité et une honnêteté très exactes, il avait une longue habitude pour les choses de la piété, des liaisons fort étroites et un commerce continuel avec un très grand nombre de personnes d'esprit et de mérite, et enfin une connaissance très particulière de la pureté et de la politesse de notre langue. C'est de lui et de feu M. Chapelain que M. Godeau entend parler sous le nom de deux de ses excellents amis, qui lui avaient si fort aidé à corriger sa paraphrase sur les mêmes psaumes.

Ceux qui ont vu sa piété, et sa constance dans ses maux et dans ses derniers jours, savent qu'il n'a témoigné d'autre regret, que de n'avoir pas eu assez de santé ni assez de vie pour mettre lui-même la dernière main à cet ouvrage. Et celui de ses amis qu'il a cru pouvoir charger de ce soin, bien loin qu'il l'eût osé entreprendre de lui-même, s'en excuserait encore aujourd'hui, en reconnaissant très bien les difficultés, s'il ne se croyait obligé de faire au moins ses efforts pour une chose de cette nature qui regarde l'édification publique, et pour tâcher aussi de répondre, autant qu'il lui est possible, à la confiance dont un ami de ce mérite l'a honoré en mourant.

Ce premier essai ayant été fort goûté, La Bastide s'empressa autant qu'il put de publier le psautier complet, toujours sous le nom de Conrart, Charenton, 1679, petit in-8, avec l'avertissement suivant, toujours anonyme :

On n'explique point ici la nécessité de cette revision, les difficultés qui s'y sont rencontrées, les engagements que feu M. Conrart eut à l'entreprendre, ceux qu'on a eus d'y travailler après lui, ni enfin les règles et les bornes qu'on s'est prescrites en y travaillant ; cela fut fait en don-

nant la première partie pour essai. Le public a paru content de ce travail, et plusieurs de nos synodes mêmes ont donné des marques publiques de leur approbation sans attendre la suite, qu'ils ont pressée par leurs exhortations. On se contente donc de donner maintenant l'ouvrage entier, au meilleur état qu'on a été capable de le mettre. On espère que les personnes éclairées y trouveront partout la même exactitude et la même fidélité pour le sens, et la même simplicité dans les expressions, et que le caractère en général se trouvera propre pour l'usage et pour l'effet qu'on s'est proposé, c'est-à-dire pour exciter dans les cœurs des sentiments d'amour, de respect et de crainte pour Dieu, de soumission pour nos supérieurs, de charité pour nos égaux, de modération dans la prospérité et de consolation dans les afflictions. Dieu, qui préside à tout, veuille aussi faire réussir toutes choses à sa gloire et à l'édification de son Église.

Quelle est l'importance des retouches auxquelles La Bastide soumit le travail de Conrart? Après avoir parcouru la volumineuse collection des manuscrits Conrart, qui se trouve à l'Arsenal, M. Bovet déclarait la question insoluble, dans la pensée que le texte original de Conrart n'existait plus; de notre côté, pour ce qui concerne les transformations du psautier, nous avons simplement renvoyé le lecteur à l'ouvrage de notre devancier². Plus heureux que nous deux, M. Auguste Bourgoïn a découvert à la bibliothèque Mazarine le manuscrit même de Conrart, qu'il suffit de rapprocher des éditions de 1677 et 1679 pour voir ce qui appartient au reviseur du reviseur. M. Bourgoïn n'a sans doute pas fait cette comparaison assez attentivement; car il formule sur ce point deux jugements contradictoires : « D'après le ms. de la Mazarine, dit-il p. 306, La Bastide n'aurait fait que choisir, dans les nombreuses variantes des cent vingt derniers psaumes, celles qu'il aurait jugées les meilleures, ce à quoi Conrart n'aurait pas eu le temps de se résoudre. » Comme invention, la part de La Bastide serait donc nulle. Mais à la page 309 nous lisons tout autre chose : « La revision de 1679 a fait subir aux psaumes de Conrart une véritable transformation qui n'a

1. *Hist. du Psautier*, p. 158.

2. *C. Marol et le Psautier huguenot*, I, p. III.

3. *Valentin Conrart et son temps*, p. 395; voy. *Bull.* XXXII (1883), p. 525.

pas été à leur avantage. Cette édition n'est plus celle de Conrart, c'est celle de La Bastide et C^{ie}. » Pourquoi : et C^{ie}? Rien n'autorise à penser que La Bastide ait réclamé l'aide de personne. Quant à la transformation elle n'est point douteuse. Si La Bastide ne fait parfois que choisir l'une des variantes entre lesquelles avait hésité Conrart, en revanche il a retraduit lui-même un très grand nombre de vers et de strophes, soit en se rapprochant de Marot, soit en leur donnant une touche personnelle, élégante et toute moderne. Bien que l'œuvre de Conrart n'en ait point entièrement disparu, notre psautier actuel est bien plus l'œuvre de La Bastide que celle de son ami. Au reste nous allons mettre le lecteur à même de se former une opinion.

PSAUME I.

MANUSCRIT CONRART.

L'homme qui s'est des méchans écarté,
Qui des pécheurs a le chemin quitté,
Qui des moqueurs la compagnie évite,
Qui jour et nuit la loi de Dieu médite,
Comme ^{sa} la } règle et l'objet de ses vœux,
Cet homme, dis-je, est le seul homme heureux.

Il sera tel qu'un arbre ^{grand} jeune et beau,
Qu'on a planté le long d'un clair ruisseau,
Et qui son fruit en sa saison apporte,
Sans que jamais la feuille en tombe morte;
Ainsi le juste et tout ce qu'il fera,
Béni du ciel toujours prospérera.

Mais les méchants aux justes opposés,
Hais du ciel, seront plus méprisés,
Que n'est la paille au gré du vent chassée;
Et du Seigneur la justice offensée,
Les mettra tous au rang des criminels,
Lorsqu'il rendra ses arrêts solennels.

Car l'Eternel les justes connaît bien,
Il les protège, il en est le soutien,
Et leur bonheur est un bonheur qui dure;
Mais des méchants qui par leur vie impure
Dans leurs péchés toujours s'endurciront,
Tous les desseins avec eux périront.

LA BASTIDE 1679.

Heureux celui qui, plein de piété,
Hait les méchans et leur société,
Qui des pécheurs fuit la trompeuse voie
Et des moqueurs la criminelle joie,
Qui, craignant Dieu, ne se plaît qu'en sa loi
Et nuit et jour la médite avec foi.

Tel que l'on voit sur les bords d'un ruisseau
Croître et fleurir un arbre toujours beau,
Qui ses doux fruits en sa saison apporte
Sans que jamais sa feuille tombe morte;
Tel est le juste, et tout ce qu'il fera
Selon ses vœux toujours prospérera.

Mais les méchants n'aurent pas même sort.
On les verra dissipés sans effort.
Comme la paille au gré du vent chassée;
D'en voir remords leur âme étant pressée.
Ils n'oseront paraître en jugement,
Du rang des bons bannis entièrement.

Dieu qui des cieux veille sur les humains
Sonde leurs cœurs, voit l'œuvre de leurs mains,
Et donne au juste un vrai bonheur qui dure;
Mais des méchants Dieu hait la voie impure,
Ils se verront tôt ou tard malheureux
Et leurs projets périront avec eux.

PSAUME III.

MANUSCRIT CONRART.

LA BASTIDE 1679.

O Seigneur, que de gens
 Cruels) et diligens,
 Hardis)
 S'élèvent
 S'empressent } pour me nuire !
 Mon Dieu, que d'ennemis
 Ensemble se sont mis
 Chercheurs } de me détruire !
 Afin
 Hélas, combien j'en) vois
 En foule je les
 Dire en parlant de moi,
 D'un cœur plein de malice :
 Il n'a plus en ce lieu
 Le secours de son Dieu ;
 Il faut donc qu'il périsse.

Que de gens, ô grand Dieu,
 En tout temps en tout lieu,
 S'élèvent pour me nuire !
 Que d'ennemis jurés
 Contre moi déclarés
 Cherchent à me détruire !
 Par troupes je les vois
 Dire en parlant de moi,
 Pleins de haine et d'envie :
 Non, le Dieu souverain
 Ne lui tend plus la main,
 C'est en vain qu'il le prie.

PSAUME XXIV.

Haussez-vous, éternels) portaux,
 superbes)
 Haussez-vous et demeurez hauts,
 Pour recevoir le roi de gloire.
 Quel est ce roi si glorieux ?
 C'est le grand Dieu qui fait des cieus
 Des choses qu'on a peine à croire.

Haussez vos têtes grands portaux,
 Huis éternels, tenez-vous hauts,
 Pour recevoir le roi de gloire.
 Quel est ce roi si glorieux ?
 C'est le Dieu fort, le roi des cieus,
 Qui mène après lui la victoire !.

PSAUME XXV.

A toi mon âme s'adresse,
 En toi j'espère, Seigneur ;
 L'ennemi, bien qu'il me presse,
 Ne m'ôtera point l'honneur.
 Jamais honteux ni soumis
 Ne sont ceux qui t'obéissent ;
 Mais bien leurs fiers ennemis,
 Qui sans cause les haïssent.

A toi, mon Dieu, mon cœur monte,
 En toi mon espoir j'ai mis ;
 Serais-je couvert de honte
 Au gré de mes ennemis ?
 Jamais on n'est confondu
 Quand sur toi l'on se repose ;
 Mais le méchant est perdu,
 Dès qu'à tes lois il s'oppose¹.

1. Marot avait dit :

Haussez vos têtes, grands portaux,
 Huis éternels, tenez-vous hauts,
 Si entrera le roi de gloire,
 Qui est ce roi tant glorieux ?
 C'est le fort Dieu victorieux,
 Le plus fort qu'en guerre on peut croire.

2. Marot avait dit :

A toi, mon Dieu, mon cœur monte,
 En toi mon espoir ai mis ;
 Fais que je ne tombe à honte
 Au gré de mes ennemis.
 Honte n'auront voirement
 Ceux qui dessus toi s'appuient ;
 Mais bien ceux qui durement
 Et sans cause les ennuient.

PSAUME XXVII.

MANUSCRIT CONRART.

LA BASTIDE 1679.

Le Seigneur est mon guide et ma lumière,
 C'est mon asile et mon libérateur ;
 J'ai pour appui sa bonté singulière,
 Quels ennemis pourraient me faire peur ?
 Quand les méchants m'ont livré des combats,
 Ils me croyaient dévorer } de leurs dents,
 à mes yeux }
 Mais à mes pieds } ces ennemis ardents,
 ces cruels, }
 { En succombant trébuchèrent à bas
 { J'ai vu broncher et trébucher bien bas.

Dieu fut toujours ma lumière et ma vie,
 Qui peut me nuire ou qu'ai-je à redouter ?
 J'ai pour soutien sa puissance infinie,
 L'homme mortel peut-il m'épouvanter ?
 Quand les méchants m'ont livré cent combats,
 Et qu'ils m'ont cru déchirer de leurs dents,
 Je les ai vus ces ennemis ardents
 Toujours bronchans tomber à chaque pas².

PSAUME LI.

Pardon, Seigneur, fais grâce et vois des cieux
 Un grand pécheur, dans ta grande clémence ;
 Use envers lui de ta faveur immense,
 Pour effacer ses crimes odieux,
 Efface, dis-je, en me lavant bien fort,
 La double tache et honteuse et mauaise,
 De ce péché commis dans mon transport,
 Afin qu'ensuite encore je te plaise.

Miséricorde et grâce, ô Dieu des cieux,
 Un grand pécheur implore ta clémence³,
 Use en ce jour de ta douceur immense,
 Pour effacer mes crimes odieux.
 O Seigneur, lave et relave avec soin
 De mon péché la tache trop profonde,
 Répands sur moi dans un si grand besoin.
 Toute ta grâce où mon espoir se fonde.

PSAUME XCV.

Car c'est } le grand Dieu glorieux,
 Il est }
 Grand roi par-dessus } tous les dieux
 plus grand que }
 C'est sa main qui régite } la terre.
 forma }
 Dont la main gouverne }
 Sur la cime des plus hauts monts
 Et dans les abîmes sans fond
 Il fait éclater son tonnerre.

C'est le Dieu fort et glorieux,
 Le roi des rois, le dieu des dieux,
 Qui seul dans ses mains tient le monde,
 Qui domine sur les hauts monts
 Et dans les abîmes profonds,
 Maître de la terre et de l'onde.

1. La Bastide avait dit en 1677 :
 Le Seigneur est ma lumière et ma vie
 Et mon salut, que dois-je redouter ?
 J'ai pour support sa puissance infinie,
 Est-il quelqu'un qui pût m'épouvanter ?

2. Les trophes suivantes du même psaume :
Quand je n'aurais pour moi père ni mère,
 et

Si je n'eusse en cette douce espérance,
 dont M. Bovet (p. 160) loue la grâce et la
 douceur, sont aussi l'œuvre de La Bastide.

3. La première édition porte :
 Pardonne, ô Dieu, fais grâce et vois des cieux
 Un grand pécheur implorant ta clémence.

PSAUME XCVIII.

MANUSCRIT CONRART.

LA BASTIDE 1679.

Chantez tous un nouveau cantique
 Chantons grand Dieu consacré,
 car par sa force magnifique
 Il s'est lui-même déhvré.
 a son peuple

Peuple, chantez un saint cantique
 À l'honneur du grand Dieu des cieux.
 Qui par sa force magnifique
 Est demeuré victorieux.

PSAUME CI.

Je veux, mon Dieu, dans cet hymne décrire
 Les justes lois d'un équitable empire,
 Et c'est à toi que je le veux chanter
 Et présenter.

Dieu tout-puissant à mes vœux si propice,
 Je veux chanter ta grâce et ta justice,
 Oui, sans cesse je chanterai, Seigneur,
 A ton honneur.

PSAUME CIII.

Que mon esprit, mon cœur et toute chose
 Par qui je vis et qui dans moi repose,
 Bénisse Dieu sans cesse et pour jamais!
 Mon âme aussi, de ses faveurs comblée,
 Bénis son nom dans la sainte assemblée,
 Sans oublier pas un de ses bienfaits.

Béniſsons Dieu, mon âme, en toute chose.
 Puisque sur lui mon espoir se repose,
 Chantons son nom sans nous lasser jamais,
 Que tout en moi célèbre sa puissance,
 Surtout, mon âme, exalte sa clémence
 Et compte ici tous les biens qu'il t'a faits.

PSAUME CXVI.

L'arrêmon Dieu, car dans tous mes besoins
 Je sais qu'il a ma clameur entendue,
 Et puisqu'il m'a son oreille tendue,
 A l'invoquer j'emploierai tous mes soins.

J'aime mon Dieu, car son divin secours
 Montre qu'il a ma clameur entendue,
 Puisqu'à mes vœux son oreille est tendue.
 Je veux aussi l'invoquer tous les jours.

PSAUME CXIX.

Bienheureuse est la personne qui vit
 Sincèrement en bonne conscience,
 Et qui de Dieu les lois aime et les suit!
 Heureux qui tâche avec diligence
 A bien garder ses statuts précieux,
 Et qui sans cesse en apprend la science!

Heureux celui qui par un juste choix
 S'abstient du mal et vit dans l'innocence.
 Qui craignant Dieu se soumet à ses lois:
 Heureux celui qui, plein d'intelligence,
 Garde avec soin ses statuts précieux,
 Dont il a fait son unique science.

1. Le manuscrit contient encore une autre
 traduction de Conrart :

Bienheureuse est la personne qui suit
 La loi divine en bonne conscience,

Et dont le cœur y pense jour et nuit.
 Heureux qui tâche avec diligence
 D'en observer les préceptes pieux,
 Et qui s'en fait son unique science.

PSAUME CXXXVIII.

MANUSCRIT CONRART.

LA BASTIDE 1679.

Il faut, mon Dieu, qu'en mes écrits,
 D'amour épris,
 Mon cœur te loue,
 Et que de la bouche et des doigts
 Devant les rois
 Je chante et joue.
 Au palais de ta sainteté,
 De ta bonté
 Tant estimée,
 Par les hymnes que je ferai,
 J'augmenterai
 Ta renommée.

Il faut, grand Dieu, que de mon cœur
 La sainte ardeur
 Te glorifie,
 Et que même, devant les rois,
 Tes hauts exploits
 Ma voix publie.
 J'irai l'adorer, ô mon Dieu,
 Dans ton saint lieu,
 Et plein de zèle,
 Je chanterai ta vérité
 Et ta bonté
 Toujours fidèle.

Le nom de La Bastide ne figure point dans le Psautier de 1677. On ne le trouve non plus ni au titre ni au bas de l'avertissement du Psautier de 1679, où il n'apparaît que dans un *Extrait des actes du synode provincial de l'Île de France*¹ placé tout à la fin, c'est-à-dire après la double table des psaumes. Quelques rares savants savent seuls que les psaumes revus par Conrart ont été retouchés par La Bastide². L'Église ignore le nom de celui dont elle chante encore aujourd'hui les psaumes

1. *Extrait des actes du synode provincial de l'Île de France*, Picardie, Champagne et Pays chartrain, assemblé à Charenton le 27 jour d'avril 1679.

« La Compagnie ayant ci-devant exhorté feu M. Conrart, conseiller et secrétaire du roi, etc., à travailler à la revision de l'ancienne version des psaumes en vers, pour l'accommoder aux changements que le temps et l'usage ont apportés en la langue; et depuis, ayant aussi exhorté M. de La Bastide, que ledit sieur Conrart avait chargé de cet ouvrage, à l'achever le plus tôt qu'il se pourrait; elle a vu avec joie que cela a été fait heureusement... et l'a jugé très propre pour servir à l'édification publique; et en outre elle a arrêté que ledit sieur sera remercié de son travail, et exhorté d'employer ses beaux talents à la gloire de Dieu et à l'édification de l'Eglise, ayant nommé pour cet effet les sieurs Fétizon, ministre, et de Villeray, ancien. Signé de Langle, modérateur, Varnier, modérateur adjoint, Mettayer, secrétaire. »

2. De même que le *Bull.* 2^e sér., VII, 279 transforme Conrart en un « vénérable pasteur protestant », le *France prot.* (III, 42) a fait de La Bastide un ministre, et cette erreur n'a point été corrigée dans la seconde édition (I, 149, et III, 275). En outre, au tome IV, 932, l'ancien de Charenton est devenu « ancien de Nantes » par suite d'une faute d'impression.

La Bastide habitait en 1671 l'anne Neuve-Saint-Eustache *Bull.* VIII, 251, qu'il quitta pour la rue de la Jussienne, où nous le trouvons en 1685. En 1676, il signait comme témoin du mariage de son cousin germain Charles Pineton de Chambrun, sieur de Larcis, avec Susanne Combet.

bien peu modifiés. Ne soyez pas trop modeste; car on vous prendra au mot, dirait à ce propos la sagesse des nations. La Bastide pensait autrement. Préférant à toute chose le plaisir de faire le bien, il sacrifiait volontiers sa réputation à celle de son ami et bienfaiteur. Ne le plaignons pas : la meilleure des récompenses n'est-elle pas de savoir aimer et se dévouer?

Ce noble caractère ne se démentit pas sous le coup de la persécution. Ancien de Charenton dès 1671 et peut-être auparavant, il eut comme ses collègues affaire à la police, qui s'exprimait ainsi sur son compte au mois de novembre 1685 :

La Bastide est garçon, homme d'esprit et de lettres, employé en diverses affaires, entendu au commerce du monde et aux négociations. Honnête homme, esprit sage et qui paraît être retenu dans la religion par quelque intérêt d'honneur mondain. On prétend qu'il recevait de ceux du corps de la religion des pensions considérables, ne sachant pas qu'il ait la propriété d'aucun immeuble à Paris (Fr. 7050, f^o 186).

Quel honneur mondain, quel intérêt pouvait-on trouver à professer une religion qui attirait sur ses adeptes l'exil et la confiscation des biens? Si l'on eût dit : honneur chrétien, intérêt de conscience, on aurait été dans le vrai; mais autour de Louis XIV on ne comprenait plus la conscience : le despotisme avait tout avili.

La Bastide fut exilé, le 10 novembre, à Saint-Pierre-le-Mons-tier (Nièvre), et comparut à son arrivée par-devant Pierre Gascoing, seigneur de Bettang, conseiller du roi et lieutenant général audit bailliage (Fr. 7050, f^o 177). Le 15 décembre, une nouvelle lettre de cachet lui ordonnait de se rendre à Chartres (Eure-et-Loir), et le 8 janvier 1686, une troisième lettre était expédiée pour lui permettre de se retirer au bourg de Rueil (Seine-et-Oise), nonobstant l'ordre antérieur d'aller à Chartres (*Reg. du Secrét.* O¹ 30). Comme il avait résisté à la dragonnade, on pensait sans doute l'adoucir et le vaincre par ces ménagements. Trois jours plus tard, Seignelay écrivait à Louvois :



J'OUBLIERAI BIEN VOLONTIERS TOUTES CHOSES QUI NE TOUCHERONT
QUE MON PARTICULIER, SOIT D'INJURES OU D'OUTRAGES, POURVU
QU'EN CE QUI TOUCHE LA GLOIRE DE DIEU ET LE REPOS DU PUBLIC,
IL Y PUISSE AVOIR SÛRETÉ.

Sa Majesté m'a dit aussi de vous écrire qu'ayant espérance que le sieur de La Bastide se convertira, elle veut bien surseoir d'envoyer des troupes dans sa maison de Villeneuve-le-Roi (près Ablon), pourvu qu'il n'y ait aucun domestique de la R. P. R. dans ladite maison.

Enfin le 29 janvier, l'exilé fut autorisé à retourner à Villeneuve. *Le Mercure galant* s'était trop hâté d'annoncer sa conversion :

MM. Sonnet et de Bouilly, célèbres avocats, se sont convertis, ainsi que MM. Jançon et Bastide gens éclairés et des anciens de Charenton.

Il dut la démentir dans son numéro de février. La Bastide, en effet, resta inébranlable et ne fit que sourire de l'épître en vers par laquelle l'abbé Genest l'invitait « à se soumettre aux vérités saintes qui sont enseignées dans l'Église catholique ». Nous ignorons quelle permission (sans doute celle de passer à l'étranger) La Bastide avait fait solliciter de Seignelay, qui répondit à Ruvigny le 26 mars 1686 :

Je voudrais de tout mon cœur, Monsieur, que ce que vous m'avez demandé pour M. de La Bastide pût réussir; mais le roi l'a absolument refusé, et je puis vous dire même que la résolution de Sa Majesté est de n'accorder à qui que ce puisse être de pareilles permissions; ainsi, Monsieur, je vous prie d'employer mes services en des occasions où je pourrai vous faire connaître que personne n'est plus que moi, etc. (O¹30).

Le 13 août, le commissaire Gazon écrivait à la Reynie :

M. le vicaire de Saint-Sulpice me vint voir hier matin... Il me parla de M. de La Bastide, homme de grand esprit, ci-devant arbitre des difficultés des ministres de la R. Il est maintenant demeurant à Villeneuve-le-Roi, en une maison qui lui appartient. Il était auparavant relégué en Bourbonnais; il n'a point encore fait sa réunion; il va beaucoup de monde le voir et il vient secrètement à Paris. Ledit sieur vicaire doit être de conséquence de l'éloigner ou de le mettre dans quelque couvent (Fr. 7052 f. 282).

On finit par l'expulser du royaume².

1. La Bastide était voisin de campagne de Conrart, qui habitait Athis, de l'autre côté d'Ablon.

2. Suivant *la France prof.*, l'expulsion aurait eu lieu en 1687. Cette date peut être exacte, mais elle nous étonne un peu; car nous ne connaissons aucune autre expulsion (sauf celle des pasteurs) antérieure à 1688.

La Bastide se réfugia en Angleterre¹ et y fut naturalisé le 8 mai 1697; il mourut à Londres, âgé de quatre-vingts ans, le 4 ou le 15 mars 1704. Ses dernières années furent attristées par les inqualifiables violences de l'irascible Jurieu. Lorsque parut l'*Avis aux réfugiés* (1690), que Jurieu prétendait être de Bayle, La Bastide crut retrouver dans cet ouvrage les arguments déjà employés dans les *Différends de religion*, et l'attribua en conséquence à Pellisson².

C'en fut assez, dit La Monnoye³, pour le rendre odieux à M. Jurieu, qui, sentant bien de quels poids était le sentiment d'un si bon juge, tâcha de le détruire, en le représentant aux ministres de la cour d'Angleterre comme un traître de la bonne cause et un espion de la France. M. de La Bastide ayant été mis en arrêt, fit bientôt voir son innocence, et fut mis en liberté à la confusion de son délateur. Il lui fallut pourtant encore, quelques années après, essuyer des bourrasques de la haine de ce théologien, à l'occasion de la révision des psaumes de Marot et de Bèze, faite par MM. Conrart et de La Bastide, contre laquelle il plut à Jurieu de se gendarmer, parce que les Genevois l'avaient introduite dans leur Eglise et proposée aux autres troupeaux protestants. M. Jurieu crut se venger de M. de La Bastide en empêchant que l'on n'admit les nouveaux psaumes. Il remua pour cet effet ciel et terre, écrivant même à un secrétaire d'État en Angleterre pour faire intéresser l'autorité souveraine⁴.

La Bastide est encore l'auteur du *Livre des Psaumes, nou-*

1. AGNEW, III, 59. — A son retour d'Angleterre, Ancillon, chapelain du roi de Prusse, écrivait (octobre 1700) : « M. de La Bastide me vint voir. Avant que de me quitter, il me fit promettre que j'irais passer quelques jours avec lui, à un fort joli bien qu'il avait acheté proche de Londres et où il demeurerait presque toute l'année, de lui sans parole. Il m'envoya son carrosse, j'allai à sa maison de campagne, où j'eus tout le loisir de l'entretenir sur la nouvelle revision de nos psaumes. Il me fit l'histoire de cette revision, à laquelle il avait travaillé pendant vingt-cinq ans. » *Mém. d'Ancillon*, p. 400. — Deux officiers du nom de La Bastide et servant sous les ordres de Schouberg avaient été naturalisés Angl. en 1689; c'est par l'un d'eux que Pellisson fit remettre à son neveu Rapin-Thoiras cinquante pistoles, pour l'aider à supporter une blessure reçue au siège de Limerick en 1690.

2. Voir l'*Auteur de l'Avis aux réfugiés déchiffré*, etc., opuscule de La Bastide inséré dans l'*Hist. de Bayle et de ses ouvrages* par La Monnoye, Amst. 1716, in-12, p. 297.

3. *Hist. de Bayle et de ses ouvrages*, p. 183.

4. Voir Bovet, *He t. du Psautier*, p. 168-173.

celle version retouchée sur l'ancienne de 1688, Amsterdam, 1692, in-12 de trois cent soixante-six pages. Cet ouvrage anonyme, non mentionné par *la France protestante*, a inspiré à Basnage les réflexions suivantes (*Hist. des ouvrages des savants*, mai 1692).

Il y a peu de gens du goût de M. de La Bastide, qui, ayant tous les talents propres pour plaire dans le monde et pour s'y distinguer par des ouvrages d'esprit, s'attachent uniquement à ceux de la piété. On voit assez d'auteurs qui, las du monde qui les quitte, viennent offrir à Dieu les restes d'un esprit languissant, et consacrent à la dévotion des Muses usées. M. de La Bastide, au contraire, s'est appliqué de bonne heure à la défense de la religion; il s'est mis aux mains avec un des plus fameux chefs du parti ennemi, et a tâché de dissiper les dangereuses illusions qu'on voulait faire à nos peuples. On lui avait confié le soin de retoucher la version des Psaumes en vers, sur laquelle l'illustre M. Conrart avait longtemps travaillé. Après avoir rempli cette fonction avec un heureux succès, il vient de travailler à la traduction des mêmes psaumes en prose, qui, remplie de termes surannés, avait besoin d'un correcteur exact et poli, pour devenir plus agréable et plus intelligible. On ne s'est pas éloigné de la première version, qui a toujours paru fort exacte selon l'hébreu; mais on a ajouté quelques mots dans les lieux obscurs, afin d'en rendre le sens plus clair et plus facile : on a adouci les hébraïsmes trop éloignés de nos manières de parler; enfin on a ajouté quelques petites notes pour éclairer tout ce qui peut paraître difficile aux âmes simples.

Selon Basnage, La Bastide avait laissé manuscrit un *Traité de l'Eucharistie*, dans lequel il rapportait les sentiments et la croyance des Pères de la primitive Église jusqu'au quatrième siècle.

O. DOUEN.

DOCUMENTS

LETTRE DES MINISTRES

DES TROIS LIGUES DE RHÉTIE AU DUC DE GUISE

Septembre 1557.

Le *Bulletin* du 15 mars dernier (p. 162) contenait un article de M. le baron F. de Schickler sur une thèse relative à l'Église de

Rhétie au XVI et au XVII siècle, présentée par M. Florian Peer à la Faculté de théologie de l'Université de Genève.

Le rôle de ces Églises ne fut pas sans importance à l'époque de la Réformation, car elles fournirent un asile à de nombreux réfugiés italiens qui, comme Paolo Vergerio, ancien évêque d'Istria, Mainardi, Julio Milano et bien d'autres, vinrent s'y fixer dans l'espoir d'agir encore de là, plus sûrement, sur la patrie dont ils avaient passé la frontière.

Située dans la grande vallée du Rhin, à l'entrée de la principale route conduisant en Rhétie, Coire trouva dans Fabritius, successeur de Commander, un ministre aussi dévoué que distingué. Son crédit était grand auprès des ambassadeurs étrangers, et particulièrement du chargé d'affaires français dans les cantons catholiques. Matthieu Coignet, suspect lui-même de luthéranisme.

Vive fut l'émotion à Coire, Davos, Hanz, et dans toutes les lignes, quand on apprit le redoublement des persécutions exercées contre les réformés de Paris, à la suite de l'assemblée de la rue Saint-Jacques (4 septembre 1557). Une députation composée de Jean de Budé, Farel et Th. de Bèze, alla solliciter l'appui des cantons suisses et des princes allemands auprès de Henri II. Calvin était l'âme de ces mouvements qui se firent sentir jusque dans les coins les plus reculés de l'Helvétie (*Lettres françaises*, t. II, p. 150).

On annonçait le prochain passage à Coire du duc François de Guise rappelé par le suprême péril de la France vaincue à Saint-Quentin, de son impolitique expédition à Naples. Dans ces conjonctures si graves pour la monarchie, les envoyés français insistaient vivement auprès des Liges pour obtenir de nouveaux renforts. Ils faisaient espérer, en retour, de Henri II des mesures favorables à la tolérance. Tel était le langage de Coignet, qui jugeait le moment très opportun pour présenter une requête dans ce sens au duc de Guise, dont l'aversion pour la Réforme ne s'était encore révélée par aucun acte décisif : *Consuluit D. Coignetius apud ducem Guisium et verbis et scriptis esse intercedendum. Jam enim opportunitatem rei bene gerende oblatam existimavit.*

Ainsi s'exprimait déjà Fabritius dans une épître adressée à Bullinger, le 31 août 1557, et antérieure de quelques jours à l'assemblée de la rue Saint-Jacques qui aggrava singulièrement le sort des réformés. Conformément aux vues de Coignet, il écrivit, en sep-

tembre, une épître qui devait être signée de ses collègues, les ministres de Rhétie, et dont la minute originale est conservée aux Archives de Zurich (*Gesta*, vi, 109, f° 501). Cette lettre fut-elle remise au destinataire? On ne saurait l'affirmer, bien que la chose semble assez probable. En tous cas, elle devait demeurer sans effet sur le redoutable chef de la maison de Lorraine, sur le futur héros de Saverne et de Vassy. La lettre de Fabritius, qui nous paraît aujourd'hui si pleine d'illusions, n'en demeure pas moins un titre d'honneur pour le diplomate qui l'avait inspirée, pour le ministre qui l'écrivit, et un témoignage précieux de la solidarité qui unissait les Églises réformées de la Rhétie à celles de France dans les temps d'épreuve.

J.-B.

Fabritius au duc de Guise.

Très illustre Prince,

Votre insigne piété louée de plusieurs et particulièrement du très honorable M. Mathieu Coignet, ainsi que les services éclatants que vous avez rendus à la république chrétienne, encouragent les ministres qui prêchent l'Évangile du Christ en Rhétie à s'approcher de vous en suppliants et à appeler votre bienveillante attention sur l'humble requête qu'ils vous présentent par écrit.

Personne n'ignore, très honoré prince, les relations d'étroite alliance qui ont uni de tout temps nos ancêtres aux rois de France. Mais hélas! ce que l'on sait moins, quoique les faits parlent assez d'eux-mêmes, ce sont les cruelles persécutions exercées dans tout le royaume, et les supplices

Fabritius ad Guisium Ducem.

Insignis tua erga Deum pietas, Illustrissime Princeps, et præclara erga rempublicam christianam merita quæ multorum quidem celebrantur laudibus; imprimis autem clarissimi viri Mathæi Cogneti innotuerunt præconiis, fecerunt ut Celsitudinem tuam, nos ministri qui Evangelium Christi in Rhætia prædicamus, non veriti simus supplices accedere, demisse rogantes ut postulati nostri summam quamdam ex scripto quod eorum exhibemus clementer cognoscere minime gravetur.

Quanta Regibus Galliæ cum gente nostra necessitas et consuetudo jam inde a majorum nostrorum memoriâ intercedat, nemo est, Illustrissime Princeps, qui ignoret. Sed quam hactenus in nostros per totam Galliam crudeliter sævitum, quam nullum supplicii genus sit prætermissum, quo

de tout genre infligés à des hommes qui partagent nos plus chères croyances, et qui sont en ce moment même exposés aux plus grands périls, ce qui fait que l'ancienne amitié des rois de France et de notre peuple fangnit et va se refroidissant de jour en jour. Quoi d'étonnant, en effet, si nos compatriotes se montrent plus réservés et si nous, ministres de l'Évangile en Rhétie, nous abandonnons la cause du roi, quand nous voyons non sans douleur le roi si mal disposé pour la nôtre ?

Nous n'ignorons pas les artifices par lesquels certains hommes, ennemis jurés de notre croyance, s'efforcent de la dénaturer et de la rendre odieuse au roi. Ils vont répétant qu'elle est contraire aux principautés, aux empires, et qu'à ce titre elle doit être poursuivie et extirpée sans pitié. Telles sont les accusations, et bien d'autres encore forgées par la haine, qu'on lance injustement contre nous, quand l'expérience de tous les jours et les écrits de nos docteurs montrent assez que, loin de porter atteinte aux puissances établies par Dieu, la doctrine que nous professons les consacre et les affermit. Nous ne recherchons pour nous-mêmes ni honneurs, ni richesses, ni dominations. Nous demandons seulement au roi très chrétien l'hospitalité en France pour le Christ qui n'a pas un lieu où reposer sa tête. Et c'est au nom de ce Christ qui doit juger les vivants et les morts, que nous vous supplions, très illustre prince, d'user en notre faveur du crédit dont vous jouissez auprès du roi pour prendre en main la cause du Christ et de son Église persécutée, lorsque surtout

in discrimine etiam nunc versentur qui sententiis et voluntate nobis conjuncti sunt, res (proh! dolor) loquitur ipsa. Hinc factum est quod vetus Regum Galliae cum gente nostra amicitia languere quasi et frigere incipiat. Quid enim mirum est si nostri remissius agunt? Si nos quoque ministri Evangelii in Rhætia regis causam deserimus, quum tam male Regi causam nostram affectam esse non sine magno animo dolore experimur? Scimus equidem quo nomine quidam male propitii doctrinam nostram apud Christianissimum Regem infirmare et inuisam reddere conentur. Hanc aiunt regnis et imperiis inuisam esse et propterea ex regnis profligandam et extirbandam. Haec et alia aequae dira plures in nos odi acerbitate, sed immerito tamen confingunt, contorquentque; sed experientia ipsa docet, et scripta nostrorum hominum abunde testantur doctrinam nostram magistratus divinitus institutos non modo non tollere aut evertere, sed etiam stabilire et confirmare. Non honores, non opes, non regna appetimus; afflicto et paupere Christo tectum hospitium apud Christianissimum Galliae Regem supplices quarimus. Et te, Illustrissime Princeps, obtestamur et rogamus per eundem D. nostrum Jesum Christum qui venturus est judicare vivos et mortuos, ut pro eâ qua apud

notre croyance a fait de tels progrès et est partout si répandue que le fer et le feu seraient impuissants à l'extirper. Comme elle a été jadis plantée dans le sang des martyrs, elle y puise chaque jour une fécondité attestée par de nouveaux accroissements. C'est ce que les faits témoignent éloquentement en France comme en Allemagne. Puisque l'on n'a rien pu obtenir par les menaces et la terreur, ne doit-on pas en conclure que les différends de religion ne peuvent être tranchés ni par le fer ni par le feu, mais par l'autorité de la Parole divine dont le mépris impunément affiché est la seule cause de tous nos maux. Dieu veuille nous en épargner de plus grands qui menacent non seulement la France mais la chrétienté tout entière!

Rien de plus beau, de plus digne d'un prince tel que vous, que le soulagement des opprimés. Aussi cherchons-nous un appui auprès de Votre Altesse et la supplions-nous de tout notre cœur de faire parvenir au roi très chrétien nos humbles et ferventes prières, en lui recommandant par la même occasion nous et l'Église du Christ.

De Coire ce mois de septembre (1557).

Vos très humbles serviteurs les ministres qui professent l'Évangile du Christ dans les trois ligues de Rhétie.

Regem polles autoritate et gratia nostri, imò exulantis Christi exilium et totius Ecclesiæ patrocinium suscipere non graveris. Præsertim cum hæc doctrina nostra tam longe lateque disseminata et propagata sit, ut non ferro amplius, non igni deleri aut exuri possit; quæ ut martyrum sanguine plantata est, ita quotidie eorundem sanguine fœcundioribus pullulescit incrementis. Testatur id in primis Gallia, testatur Germania, testatur ipsa experientia. Cum ergo hætenus nihil minis et terroribus effectum sit, credibile est religionis dissidia non ferro et igni, sed ex præscripto verbi Divini concilianda esse et componenda, cujus hætenus securissimus contemptus utinam non causa sit maximarum calamitatum quæ catervatim non in Galliam modo, sed in totum christianum orbem incumbant. Cum ergo nihil sit illustrius, nihil Principe viro dignius, quam oppressos sublevare, ad tuam opem, illustrissimè Princeps, confugimus, et enixe abste precibus nostris demisseque contendimus, ut quam primum potes, has humiles nostras et pias preces Christianissimo Regi innotescere patiaris, cui et nos et ecclesiam Christi quâ par est diligentia commendes. Curia, mense septembris (1557).

Clementiæ tuæ deditissimi

Ministri Evangelium Christi prædicantes in tribus fœderibus Rhetia.

LES BARJAC-ROCHEGUDE

A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES,

ET DANS LE REFUGE EN SUISSE ET EN ANGLETERRE

1685-1748

Avant de reproduire textuellement la très rare plaquette qui va suivre, et qui est d'un intérêt tout à fait hors ligne, nous devons dire ici le peu que l'on en savait jusqu'à présent.

Le nom de BARJAC est celui d'une des anciennes familles les plus considérables du Languedoc. Elle était divisée en plusieurs branches, dont trois ont appartenu à la Religion Réformée : celle de Barjac-Pierregourde, celle de Barjac-Rochegude, celle de Barjac-Gasques. Il s'agit, dans l'admirable document qu'on va avoir sous les yeux, de la branche de Rochegude. C'est l'un de ses membres qui l'a fait imprimer en Angleterre ; il est daté de *Londres, ce 26 may 1715* (in-quarto de 36 pages, en gros texte).

Il ne se trouve mentionné ni dans la première, ni dans la seconde édition de *la France Protestante*.

MM. Haag et Bordier paraissent en avoir ignoré l'existence et ils ne fournissent que quelques lignes presque identiques sur les faits auxquels il se rapporte. Voici ces lignes :

« Charles de Barjac, seigneur de Rochegude, la Baume, Saint-Gonrad, etc., marié le 18 octobre 1648 à Antoinette Hilaire, fille d'un conseiller à la cour des Aides de Montpellier, eut trois fils, dont le plus jeune fut tué sous les drapeaux. L'aîné JEAN, arrêté sur la terre de Rochegude à l'époque de la Révocation de l'Édit de Nantes, fut *jeté dans la Tour de Constance*, d'où il fut transféré à *Montpellier* et plus tard à *Pierre Encise*.

« Le second, qui se nommait JACQUES, capitaine au régiment de Champagne, fut enfermé dans le fort de Saint-André en Franche-Comté, et, sa fermeté ne se démentant pas, conduit à la fin sur la frontière suisse, avec MM. de Moursy, de Morannay et de Vesauçay. Il alla habiter Vevay avec son frère Jean. Tous leurs biens furent confisqués ; mais Ennemonde de Barjac (leur cousine ?) en obtint la restitution, en abjurant la religion réformée.

« Charles de Barjac mourut à Vevay en 1685¹. Sa femme, petite-fille de l'illustre [chancelier] Calignon, après avoir vécu longtemps dans les bois sous un costume de paysanne, avait fini par être reconnue et avait été enfermée dans un couvent à Nîmes. Promesses, menaces, tortures, rien ne put ébranler sa constance. Enfin, l'abbesse craignant « qu'elle ne rendit tout le couvent huguenot », supplia l'évêque de la débarrasser de cette hérétique opiniâtre. On la mit dans une litière et on la transporta à Genève, d'où elle alla rejoindre son mari à Vevay. Plus tard ils purent y réunir sous leur toit leurs deux fils JACQUES et CHARLES, qu'on avait élevés de force chez les Jésuites de Beaucaire, et leurs deux filles qui avaient réussi à s'échapper du couvent de Bagnols après quatorze ans de détention. » (*Fr. prot.*, 2^e édit., t. I, col. 833.)

Nous ne savons à quelle source de seconde main M. Haag a dû puiser ses renseignements, ni d'après quelles informations M. Bordier put modifier quelques mots seulement de ce passage. Mais on voit à quoi il se réduit : à quelques faits sans précision et surtout sans *dates*.

Voici maintenant le récit écrit et imprimé en 1715 par Jacques de Barjac-Rochegude, le capitaine au régiment de Champagne. C'est une « Réponse au baron de *** », un gentilhomme de la Grande Bretagne, qui lui avait demandé un précis des persécutions souffertes par sa famille, et, en imprimant cette réponse, il le dédia au comte de Galway², afin de reconnaître publiquement les obligations qu'il avait envers cet illustre coréligionnaire et protecteur.

1. Voir ci-après une rectification de cette date, qui est erronée.

2. Henri de Massue, marquis de Ruvigny, qui, après avoir servi brillamment et conquis le grade de lieutenant-général, fut nommé en 1653 député général des Églises réformées en Cour, puis envoyé extraordinaire en Angleterre, avec une mission de haute confiance du Roi. Il s'était acquitté de toutes ces fonctions de la manière la plus louable. Voyant de loin que le jour viendrait où il lui faudrait s'exiler pour rester fidèle, il s'était ménagé dès 1680, pour lui et ses fils, un asile près de sa sœur qui avait épousé lord Southampton. En effet, refusant l'offre que le Roi lui faisait de demeurer en France avec la faveur d'exercer leur culte en leur logis, il ne demanda que la permission de sortir du royaume, ce qu'il fit le 30 novembre 1686. Retiré à Greenwich, il y fonda une église française et mourut en 1689. Il s'agit ici de son fils aîné, Henri, qui avait servi sous Turenne et devint, à l'avènement de Guillaume III, colonel d'un régiment de cavalerie composé de Réfugiés huguenots. En 1715, il était lieutenant-géné-

A SA GRANDEUR MY LORD LE COMTE DE GALWAY

GÉNÉRAL DES ARMÉES DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE,
SON VICE-ROI EN IRLANDE ET PLÉNIPOTENTIAIRE EN PORTUGAL

MY LORD,

Souffrez, My Lord, ce que vous ne sauriez empêcher : que je fasse connoître au public les obligations que la Famille vous a. C'est le Roy, je le sçais bien, que je dois remercier le premier : je l'ay fait avec les plus profonds respects et la plus respectueuse reconnaissance. Mais après le Roy, je sçay aussi que My Lord a toute la part au bienfait que je reçois de sa Majesté. Ce n'est pas le premier bienfait, que j'ay reçu de sa Grandeur. Toute la reconnaissance que j'en témoignerai, c'est en les publiant. Je le fais à l'occasion de cette petite Histoire qui regarde la famille, pour laquelle Votre Grandeur s'intéresse si généreusement. Je la donne à la prière d'un Gentilhomme anglois qui la demande avec empressement, et la donne par plus d'une raison. Celle qui achève de me déterminer, est de penser que, s'agissant d'une Histoire qui est proprement l'ouvrage de la Grâce, je ne scaurois mettre à la teste de l'ouvrage un plus beau nom que le vôtre, My Lord. Il suffit de le prononcer, pour prononcer toutes les Vertus. J'ai l'honneur d'être avec tous les respects imaginables, et avec toute la reconnaissance possible, My Lord, de Votre Grandeur, votre très humble et très obéissant Serviteur.

ROCHEGUDE.

A Londres, ce 26 may, 1715.

RÉPONSE AU BARON DE ***

MONSIEUR,

Vous me demandez l'histoire de la famille, par rapport à la persécution qu'elle a soufferte en France pour cause de Religion. La voicy en abrégé. Je la donne volontiers, sans me faire presser. Un autre, peut-être, diroit : je ne scaurois m'y résoudre ; c'est un pas glissant, la matière est délicate. Il est mal aisé de parler de soi, sans y faire rentrer l'amour-propre, qui entre partout, mesme dans les meilleures actions ; je l'avoüe, c'est un écueil bien dangereux, presque inévitable, l'écueil des grands hommes, comme aussi la source des plus beaux ouvrages, et des plus grands exploits à la guerre. Qu'on demande à cet homme de guerre, aux plus grands capitaines : qui vous a mis l'épée à la main ? C'est le Roy.

cel, baron de Portarlington, comte de Galway (ou Galloway), pair d'Irlande (il s'étoit signalé aux batailles de la Boyne et d'Aghmum). Quoique malheureux à Almanza, en 1707, il avait conservé un grand crédit et était membre du conseil privé de la Reine Anne.

Quelle est donc votre vûe ? Sa gloire. Je laisse à part cette gloire qui n'est que vaine apparence, une fumée qui se dissipe en montant. Un autre dira : Le bien de l'État, l'honneur de la Nation ; et quelque autre ajoutera : L'intérêt de l'Église m'a mis la plume à la main, et a donné lieu à cet ouvrage, que l'on applaudit avec éloge. Vains prétextes ! On doit tout cela à l'amour-propre, qui en est la cause : méchante cause, qui produit souvent de bons effets. Mais il ne s'agit pas de sçavoir si c'est par amour-propre, ou par un autre motif, que l'on donne cette relation ; si elle sera bien ou mal reçue ; si il la faut donner, ou refuser. Car, si on la donne, c'est amour-propre, dira-t-on ; et si on refuse, c'est toujours amour-propre, sous apparence de modestie. Faut-il donc balancer ? Non, sans balancer, je la donne. C'est dans ces occasions que l'on fait peu de cas du jugement des hommes. Que l'on passe pour mondain, hypocrite, faux dévot, n'importe, pourvu que Dieu soit glorifié. Car on ne cherche point la gloire de l'homme.

« A Dieu seul soit Honneur et Gloire ! » pour parler avec saint Paul, qui avoit emprunté ce beau mot des Hébreux, mais qui est beaucoup mieux dans la bouche des Chrétiens, qui se glorifient avec l'Apôtre, et ne se glorifient qu'en la Croix du Christ. Il faut porter cette Croix, avoir passé par les galères, par les prisons et cachots, pour bien comprendre l'injustice et le néant de l'amour-propre. C'est dans ces tristes lieux que l'on apprend à s'anéantir, à se dépouiller de tout amour-propre, dans le sentiment de sa misère et de ses faiblesses. Et c'est icy où je donne Gloire à Dieu : Jamais je ne me suis trouvé plus faible, ni plus fort que dans ma faiblesse, lors mesmes que l'on me tourmentoit le plus dans mes prisons. « Tu m'avois rudement poussé, cruel adversaire, pour me faire « trébucher ; mais l'Éternel a été mon aide, et ma délivrance. Je racon-
« terai donc la délivrance de l'Éternel », et celle que tu donnes aux tiens, encore que je n'en sçache pas le nombre.

En voilà assez pour préface à cette petite histoire que je joins icy.

La famille DE ROCHEGUDE a été aussi maltraitée en France, pour cause Religion, que nulle autre famille du royaume.

Ils étoient trois frères. Le plus jeune fut tué au service avant la révocation de l'Edit ; les autres, faits prisonniers, pour n'avoir pas voulu changer de Religion. L'aîné fut le premier arrêté, dans Rochegude, et envoyé en exil à Viviers, petite ville en Vivarez, où il ne fut pas plustôt arrivé qu'il eut des Missionnaires à ses trousses : gens impitoyables, ignorans, fourbes, qui se déguisent en habit de brebis, en anges de lumière, comme l'Écriture les dépeint, mais au dedans des loups ravissans.

des anges de ténèbres. Il n'y eut point de ruse et de chicane qu'ils ne missent en usage; mais, à travers ces basses chicanes et leurs sophismes concertés, il reconnut bientôt la voix de l'Étranger. Il disputa, ne pouvant s'en dispenser, quoiqu'il vaudrait mieux ne point disputer, et souffrir sans dire mot; c'est la meilleure manière d'abréger les disputes et de les convaincre. Le Maître nous Penseigne; souvent il ne daignoit pas répondre à ces orgueilleux Pharisiens lui disant : « Si tu es le Christ, dy-le nous » : « Si je vous le dis, vous ne le croirez point, et quand je vous aurai convaincus, vous ne me laisserez point aller. » Voilà le procédé des Pharisiens modernes; il est superflu de discuter contre eux, ils ont pris leur party, la résolution est prise : il faut changer, le Roy le veut, sans raï sonner et sans disputer. Il disputa pourtant, et les irrita par ses réponses prises de l'Écriture. La promesse n'est point faite en vain : Je vous donnerai une bouche. Il parla donc, les embarrassa et les mit hors de combat. Cette victoire lui coûta cher. Ils écrivirent en Cour, que le marquis de Rohegude étoit un opiniâtre, un entêté, qu'il falloit le réduire par d'autres voies, par la prison, et une prison très incommode. Elle le fut, en effet; on l'envoya dans la Tour de Constance. Cette Tour est au la mer; il n'y fut pas trois mois, qu'il devint tout enflé. On craint pour sa vie, les parens sollicitent, et par leur crédit à la Cour ils obtiennent de le faire passer d'une prison dans l'autre, de la Tour de Constance dans la citadelle de Montpellier, où il fut traité avec moins de rigueur. Il n'eut pas de grands assauts à soutenir du côté des missionnaires; il s'étoit déjà mesuré avec un des plus habiles d'entre eux, nommé Couderg, homme renommé dans l'art de tromper et de tronquer les passages. Sçavoir faire cela, c'est être bon théologien au sens de l'Eglise romaine, c'est la bien appuyer et savoir soutenir ses intérêts. Qu'on juge, après cela, d'une religion qui ne se soutient que par la mauvaise foi, par des faux commentaires, par des traditions, en un mot, par des beaux dehors, qui n'ont qu'un faux brillant. C'est la statue de Nabuchodonosor : la comparaison est usée, mais elle convient bien : cette teste d'or, ces bras d'argent ne représentent-ils pas bien ce Pontife romain, cette machine de l'Eglise romaine, si artificieusement faite et avec tant de prudence, que l'on peut dire qu'il n'y a pas de plus fine politique que celle du Vatican à Rome? Mais cela n'est fondé, comme la statue, que sur des pieds de terre, et n'a fondement qu'en la terre, je veux dire, dans des inventions et traditions humaines; approchez ces traditions des Écritures, elles tombent, comme Bagon devant l'arche. Ils sont trop prudens pour les mettre à l'épreuve, ils ont une meilleure ressource : les Dragons. C'est la raison de l'Etat et de la Religion parmi eux. Ils font par là un aveu tacite de leur faiblesse, rendent hommage à notre Religion, et nous font amende honorable, en

nous faisant porter la croix, qui en est le caractère le plus glorieux et le plus doux ; mais ils ne savent pas la douceur qui est cachée sous cette croix. Vous le savez, bienheureux confesseurs, qui avez préféré les prisons, les galères, les potences, les échafauds, en un mot, l'opprobre de Christ aux trésors d'Egypte ! Car leur piège ordinaire est un : « Je te donnerai... »

Je mets de ce nombre des confesseurs le prisonnier que nous avons laissé bien enfermé dans la citadelle ; il en sort mais pour rentrer dans une autre prison qui sembloit devoir être éternelle, où l'on ne met que les criminels d'Etat : c'est Pierre-Cise. Le voilà installé au rang des confesseurs qu'il y trouve, car dans quelle prison du royaume n'en trouve-t-on pas, que l'on tourmente pour les faire changer ? Son plus grand tourment étoit de penser à ses enfans : deux filles enfermées dans un couvent de religieuses à Bagnols, deux garçons aux Jésuites à Beaucaire, et pour comble, sa femme errante, sans savoir où. Cette histoire est trop abrégée, elle doit être un peu étendue.

Cette bonne mère toute éplorée, ne pouvant sauver ses enfans, se sauve elle-mesme dans les bois et sur les montagnes, gardant quelques brebis, pour se cacher aux yeux des persécuteurs. Cette bergère est pourtant petite-fille de feu le chancelier Calignon, mais enfin, étant reconnuë, on la met au couvent des religieuses à Nismes. L'abbesse lui rendit un bon office, peut-être sans y penser. Un jour que l'Evesque la vint voir : « Otez-
« nous (lui dit l'abbesse) cette dame, ou elle rendra tout le couvent huguenot. » Cette parole fit un bon effet ; l'ordre vint bientôt après de la mettre en liberté et de l'envoyer en litière à Genève. De là, elle passe dans Vevay, canton de Berne, où elle trouve son époux sorti, comme elle, par la bonne porte ; tous deux, par une grâce toute particulière. Ce miséricordieux Sauveur, après avoir délivré le père et la mère, délivre les enfans. Voici le moyen dont il se sert, lui qui est riche en moyens pour délivrer ses enfans du milieu mesme des fournaies et de la gueule des lions ; en cela il justifie bien ses promesses : « Nul ne les ravira de mes mains », disoit notre bon Sauveur.

Il semble pourtant les avoir abandonnés à la merci de leurs ennemis, mais le temps de les sauver n'étoit pas encore venu, et Dieu ne fait son œuvre qu'en temps opportun et par degré.

Les garçons achèvent leurs études sous les Jésuites, reviennent dans Rochegude, lieu de leur demeure. Ils n'y furent pas plus tôt, que le père et la mère, informés de leur arrivée, pensent d'abord aux expédiens de les sauver : celui-ci parut le plus raisonnable, de leur écrire pour les instruire. On écrivit. Les lettres furent fidèlement données ; mais elles ne firent pas sur le champ toute l'impression que l'on souhaitoit qu'elles

fissent. Le plus jeune, quelque temps après, fut touché le premier; il sort sans rien dire à son frère et s'en vient joindre père et mère en Suisse. La joie fut grande dans la famille, mais bientôt changée en tristesse par la mort de ce jeune homme. Il faut être père et mère, pour bien comprendre leur douleur, en perdant un fils qu'ils avoient comme deux fois engendré! Cette mort fit impression sur le frère, il fut plus attentif à ses devoirs; il se dispose à partir, c'est au moins ce qu'il écrivoit; cependant il demouroit encore, il ne pouvoit s'arracher au monde, il balançoit entre le ciel et la terre; cela n'est pas étonnant, il étoit jeune, assez bien fait, fort à son aise, caressé des puissances qui cherchoient à le retenir par des emplois à la guerre ou par un mariage : voilà des grands attraits; mais enfin la grâce victorieuse le mit en pleine liberté; il sort, sans passeport, sans bien, sans ressource, et jamais plus content que dans l'exil et dans la misère. C'est ce que m'ont dit tous ceux qui l'ont vu. — Ses sœurs eurent le mesme sort, et par les mesmes voies, encore plus admirables, car elles étoient dans un couvent, d'où il est difficile de sortir, et leur frère dans son château. Elles firent quatorze ans dans le couvent, sans que l'on ait pu les en sortir. Tout ce que l'on pouvoit faire avec bien de précaution est de leur écrire. Lorsqu'elles ont été en âge de discernement, on leur faisoit donner les lettres par une personne dévouée à la famille, point suspecte à l'abbesse, qui la regardoit comme catholisée de bonne foi. Elle ne l'étoit qu'en apparence; funeste état, aujourd'hui si commun dans la persécution! Ce commerce fut si bien ménagé par l'adresse de cette bonne amie, qu'on n'en a rien su qu'après leur sortie : voici comment elles sortirent. L'abbesse leur permettait de temps en temps d'aller voir une parente très proche qui étoit dans la ville; mais elle ne les laissoit point partir sans les mettre entre les mains d'une garde, à qui elle ordonnoit de ne les point quitter et de les ramener au plus tôt. Un jour que l'abbesse étoit au parloir, fort occupée, elles viennent demander la permission d'aller voir leur parente. Madame l'abbesse oublia dans ce moment (heureux moment!) elle oublia de faire appeler la garde : « Allez, dit-elle, et prenez votre garde. » Elles prennent leurs coëffes bien vite, et la finit en mesme temps, et s'en vont trouver la fidèle garde, leur confidente, qui partit sur le champ avec elles, dans une litière de retour pour Nismes; où étant arrivées, elles s'en viennent, à l'insu du muletier, chez une dame, bonne amie de la maison, qui les reçut avec joie. Elles demeurent cachées tout le lendemain chez elle. Cependant l'abbesse, alarmée de ne les point voir revenir au couvent, les fait chercher dans la ville, et ayant su qu'elles avoient pris le chemin de Nismes, elle envoie un courier toute la nuit à l'Evêque, pour l'informer de ce qui se passe. Ce prélat fait faire une exacte recherche dans les maisons. On vient dans celle où elles étoient.

La dame, sans s'étonner, fait ouvrir toutes les portes et donne ordre à l'oreille de faire descendre les demoiselles dans un puits, à plein pied de la maison, sans profondeur et sans eau. Elles y entrent, l'on ferme le puits avec quatre planches. L'ainée voyant un crapaud dans le fond du puits : « Ah ! ma sœur, dit-elle, voilà un méchant présage. » L'autre, en marchant sur cet insecte : « Hé ! bien, ma sœur, dit-elle, voilà le présage ôté. » On remarque cet endroit pour faire voir le courage de ces jeunes filles. On les fit remonter hors du puits, après que ces visiteurs fussent sortis. Le lendemain au matin, sous la conduite d'un bon guide on les fait partir à cheval, habillées en paysannes, avec la demoiselle qui les avoit si bien adressées. Elles arrivent heureusement à Genève, delà dans le Vevay, chez leur père, sans se faire connoître. La mère fut la première qui reconnut sa plus jeune fille. « Voilà notre chère enfant ! » dit-elle à son mari, avec un transport de joie. « Voici l'autre ! » ajoute l'ainée, en se jetant sur le col de sa mère. On s'embrasse, de part et d'autre, sans se dire mot. Les grandes joyes, comme les grandes douleurs, parlent peu. Toute la ville en foule vint à la maison témoigner la part qu'ils prenoient à notre joye. Elle fut grande, plus grande encore lorsque le père et la mère s'appercurent que leurs filles n'avaient ni l'esprit ni le cœur gâtés. « Celui qui est né de Dieu (dit Saint-Jean), le Malin ne le touche point. »

J'abrégérai le reste, qui me concerne.

J'étois en Dauphiné au commencement de la persécution, lorsque feu M. de La Trousse, commandant dans la Province, me fit dire de le venir trouver à Grenoble. Comme je sçavois, qu'il n'avait rien de bon à me dire, je n'y voulus point aller. Je répondis que j'avois ordre de m'en retourner au quartier. En effet, j'avois une Route du Bureau, et une Route est un ordre. Peu de jours après, je partis avec une recrue d'environ trente hommes, gens de différente profession, bonnes gens, qui cherchoient à se sauver de la persécution. Je fus ravi de les trouver sur mon chemin, de leur donner la route et de les conduire moi-mesme jusqu'à Sernay, petite ville en Alsace, à une heure de Milhausen, par où ils se sauvent dans la Suisse, après m'avoir fort pressé de ne les point quitter, surtout l'un d'entre eux, nommé Saint-Martin-la-Bessède, aujourd'hui major dans les troupes du roy de Prusse. Il ne s'agit pas de sçavoir si j'ai bien ou mal fait en les quittant ; la suite le fera voir. Je les vis partir avec joie ; n'ayant plus besoin de moi ; et ils me quittent avec regret, dans la crainte qu'on ne me fit une affaire, en me voyant arriver sans recrue. Ma compagnien n'en avoit pas besoin. Je leur dis que je n'avois rien à craindre de ce côté-là. J'arrive dans Brisach. Le général me reçut fort bien ; il s'attendoit qu'il auroit bon marché de moi, comme de quelques autres qu'il avoit fait changer, et qui ensuite ont donné gloire à Dieu, et lui

donnent gloire bien mieux que certaines gens avec la qualité de confesseurs, qui ne sont rien moins que bons chrétiens. De cœur on croit à Justice, et de bouche on fait confession à Salut. On se contente à moins dans l'Eglise romaine : on ne demande que l'apparence ; je ne sais quelle apparence de religion. Dites seulement que vous êtes catholique, et croyez ce que vous voudrez : il n'en faut pas davantage pour faire un bon converti. Quelle religion ! quel évangile ! quels apôtres ! quels convertisseurs ! qui employent toutes sortes de voyes, le bien et le mal, promesse, pension, régiment, bienveillance royale : voilà le bel endroit. Mais la médaille a son revers : menaces, prisons, cachots, l'indignation du Roy, si je n'obéis : n'est-ce pas faire plus d'honneur au Roy, qu'à la religion ? C'est-à-dire, qu'à Dieu mesme, le Roy des Roys, qui a le droit, non pas le roy, de commander la religion ; de dire : Je le veux, tel est mon bon plaisir. Lui seul a droit sur tous les cœurs, c'est son droit de régale ; un autre l'usurpe, et l'on sçait avec quelle hauteur, avec quel empire, pour ne rien dire de pis ! On seroit ici éloquent, si l'on vouloit raconter tant de tragiques histoires sur ce sujet, qui donneroient lieu à de tristes peintures. Mais tirons le rideau là-dessus.

L'ordre vint enfin au général Monclar de m'envoyer en prison. Il me fait appeler ; je viens, j'entre dans son cabinet, où il m'attendoit ; je le trouve seul. — « Hé bien, Rochegude, dit-il (il me parloit familièrement à cause de l'amitié entre lui et feu le marquis de la Fare mon oncle ; ils avoient servi ensemble, ou plustot Monclar avoit servi sous la Fare en Catalogne). Vous sçavez que je suis de vos amis ; je veux vous en donner une preuve essentielle ; ne vous opposez point à votre bonheur ; vous pouvez, si vous voulez, faire votre fortune et votre salut. » — « Deux choses bien difficiles à faire ! » lui dis-je. — « Il ne tient qu'à vous : mettez-vous en état que le Roy... » — Je vous entens, Monsieur, je sçais ma religion. Ni le Roy ni toutes les puissances ensemble... » — Il n'attend pas que j'achève. « Vous irez donc en prison ! dit-il, d'un air emporté. Voilà l'ordre, lisez-le. » Il le lut lui-mesme. L'ordre étoit captieux, conçu en ces termes :

« Le Roy donne mille livres de pension à tels et tels (que je ne nomme pas, par modestie) et l'assurance du premier régiment vacant. Mais pour Rochegude, qui persiste à être opiniâtre, le Roy vous ordonne de l'envoyer en prison à Landscroon, jusqu'à nouvel ordre. »

« Je suis prest d'obéir. En prison, et à la mort, si le Roy le veut, lui dis-je. Le Roy est le maître. »

On ordonne un lieutenant de cavalerie, six cavaliers et un maréchal des logis, pour me mener à Landscroon. Je ne fus pas plustôt parti, que monsieur de Monclar me détacha les principaux officiers de Champagne,

mes camarades de service, pour m'ébranler, mais inutilement. J'arrive à Landscreon : Le gouverneur, nommé Siffredy, homme de qualité, me fit le compliment ordinaire, qu'il étoit bien fâché que cet ordre fût adressé à lui. « Et moi, lui dis-je, je suis plus aise qu'il vous soit adressé qu'à un autre; on aime mieux avoir à faire avec des gens de qualité, qu'à d'autres. » Je n'en fus pas mieux traité; il avoit ses ordres. Le lendemain il fait venir des moines, que je renvoyai en quatre paroles. « Messieurs, leur dis-je, je sçais votre religion, et la mienne, je suis ici pour souffrir, et non pas pour disputer : retirez-vous, vous n'avez rien à faire avec moi. » Je me suis toujours bien trouvé de parler franchement à ces gens-là et de leur ôter d'abord toute espérance. Ce compliment ne leur plut point, encore moins à Siffredy : Il me resserre, et de temps en temps me vient voir. Ses visites étoient incommodes; il vouloit parler de ce qu'il n'entendoit pas; très ignorant en matière de religion, il sçavoit seulement, qu'il étoit né catholique romain, et que la religion romaine est la bonne religion; c'est ce qu'on lui a dit de tout temps, il ne leur est pas permis d'en sçavoir davantage. Je fus là trois mois à prendre patience. On me transfère de Landscreon dans les prisons du fort Saint-André, le lieu de mes plus rudes combats, où la grâce triompha de toute la malice de mes ennemis. Le commandant me fit, en entrant, ce compliment si poli : « Monsieur, le meilleur conseil, que l'on vous puisse donner, est de changer au plustôt; les plus courtes folies sont les meilleures; vous vous épargnerez bien des peines par là qui ne finiroient jamais. Ce sera toujours à recommencer, le Roy n'en aura pas le démenti; encore moins à l'égard des officiers : croyez-moi, il n'y a point d'autre parti à prendre. » — « Mon parti est pris, lui dis-je. Suivez vos ordres. »

Au reste, on ne doit pas être surpris d'un compliment si impoli. Que pouvoit-on attendre d'un homme de cette trempe, d'un soldat de fortune, convertisseur à gages, d'un bigot, de La Barthe en un mot, tout dévoué aux Jésuites, gens cruels, inexorables? Il me met en prison, prison obscure; il avoit fait fermer la fenêtre en dehors avec des planches qui laissoient une ouverture seulement de quatre doigts, par où le jour entroit, cela m'étoit assez indifférent; mais je reconnus par là le caractère de l'homme, qui jusqu'à la fin ne se démentit point. Toujours mal faisant, il cherchoit à m'inquiéter par toute sorte de voyes, jusqu'à me laisser quatorze mois sans être rasé. Il me donne enfin des ciseaux et les ôte quatre jours après. Je ne fus pas mieux traité par rapport aux alimens, et à la boisson; le plus souvent mauvaise viande, et toujours méchant vin; un vin aigre, jamais aux heures réglées; mal nourri, mal couché, mal logé. C'est à cet endroit que je raconterai un fait admirable de la Providence.

Dans le temps que cet homme me traite plus mal, voici arriver trois gentilshommes Poitevins, illustres Confesseurs, Messieurs de Monroy, de Marconnay et de Vezansay, que l'on transféroit, des prisons de Pierre-Cise, dans celle du fort Saint-André. La Barthe les loge proche de moy. Il n'y avoit qu'une muraille de plâtre entre deux; ils entrent, et en entrant, je les entens chanter avec joye : « Jamais ne cesserai de magnifier le Seigneur. »

Ce chant fut pour moi un chant bien mélodieux, comme un baume bien doux qui réjouissoit mon cœur, et me fortifioit. Ma joye fut encore plus grande, lorsque, frappant doucement à la muraille, ces braves athlètes approchent : « Vous êtes, Messieurs, leur dis-je, de la Religion; votre langage vous donne à connoître. » — « Oui, par la grâce de Dieu », dirent-ils. — « J'en suis aussi, par la mesme grâce », leur dis-je. — Ils demandent mon nom. — « Quoi! dirent-ils, veas-tu être frère du Marquis de Rochegude, que nous avons laissé dans Pierre-Cise. » — « C'est mon frère, » (j'avois le cœur serré). — « Il nous a donné une lettre pour vous à tout hazard, ne sachant où vous êtes. » Ils la font passer à travers le plâtre. Je reconnus d'abord l'écriture. O bon! ineffable! O Dieu! que tes merveilles et tes consolations envers nous sont en grand nombre! Cette lettre me fut d'une grande consolation, et ceux qui l'apportèrent, me firent admirer la Providence qui trouva le moyen de rejoindre, mesme à travers les murailles, ceux que l'on croyoit avoir séparés pour toujours. Vous avez beau nous séparer, ennemis de la Société, aussi bien que de la Religion; vous avez beau nous enfermer et nous *lier*; la Parole n'est point *liée*! Ce ne fut pas le seul bienfait que je reçus de mes voisins. On leur permettoit de faire la soupe, et j'en profitay. Monsieur de Marconnay faisoit passer, par un tuyau à travers la muraille, un bouillon admirable. — Je leur dois ce témoignage; ils ont été mes pères nourriciers jusqu'à ma sortie. Quelle seroit ma joye, si jamais je pouvois leur en témoigner ma reconnaissance! Deux d'entre eux vivent encore, Monsieur de Monroy, père de la Marquise de la Roche-Guilart, dame d'honneur de S. A. S. Madame la Duchesse de Zeel; l'autre, Monsieur de Marconnay, ci-devant Gouverneur de S. A. R. de Prusse, Mouscigneur le Prince Christian, et aujourd'hui son grand Ecuyer. Ces Messieurs sont d'une qualité distinguée, et se distinguent encore bien plus par leur piété.

Avant de finir, je remarque un endroit qui ne doit point être oublié. On envoie de Paris un capucin sous l'habit civilier dans les prisons du fort Saint-André, avec ordre de La Barthe de lui mettre lesfers aux pieds; je ne sais pour quel sujet. Ce capucin étoit fort connu sous le nom de Pere Bellement; il avoit été disciple de La Barthe dans les

Mousquetaires. Mais il n'eut guères plus d'égard pour lui, qu'il en avoit pour moi. Il lui fit mettre des chaines aux pieds; les chaines un peu déliées. Il vint à bout, dans trois mois, de les limer. On n'eut pas la précaution de le fouiller. Se voyant libre il prend la résolution de se sauver lorsque la Barthe entreroit; car il avoit ordre de visiter tous les jours les prisonniers. Il se tient derrière la porte, et comme l'autre entre, il le pousse en avant, ferme la porte après lui et s'enfuit. Il avoit déjà passé la première et seconde Garde, lorsqu'arivant à une barrière, où il n'y avoit qu'un caporal et quatre soldats, il parut effrayé, on l'arrête, et on le ramène dans sa prison, relever l'autre, qui crioit du fond de la prison, « Arrête ! arrête ! » mais on ne l'entendoit pas; car il n'y avoit point de sentinelle à la porte; autre imprudence. Le capucin rentre pour son malheur. La Barthe se jette sur lui, l'accable de coups de canne. Il avoit tort de s'en prendre au capucin; il est naturel à un prisonnier qui se sent coupable de se sauver quand il peut. « Va ! lui dit-il, je te mettrai dans un état, que tu ne pourras plus te sauver ! » En effet, il lui fit mettre des fers aux pieds, bien pesans, et une sentinelle à la porte, avec la mèche allumée. Voilà La Barthe qui se croit en sûreté; mais il se trompa. Bellemont étoit de qualité; il avoit sur le cœur les coups de canne, plus que sa prison. Il veut s'en venger, et mourir en faisant mourir son ennemi. Le lendemain La Barthe le vient visiter, le capucin tout furieux se jette sur son col, et l'étrangloit, lorsque La Barthe, se sentant pressé, crie au sentinelle : « Tire ! tire ! » Le sentinelle obéit; j'entendis le coup; il tira sur le capucin qui tenoit La Barthe embrassé. La balle traverse Bellemont, le tue et vient percer le bras droit à La Barthe. Ils tombent l'un sur l'autre; on emporte Bellemont mort et La Barthe mourant. Il fallut, pour lui sauver la vie, lui couper le bras jusqu'à l'épaule. L'opération retarda sa mort de fort peu de temps. Dans cette intervalle, un autre prend le soin des prisonniers; ce fut Monsieur de Bourbitou, Lieutenant de Roy du fort, que j'avois autrefois connu. — « Quoi ! est-ce bien vous ? me dit-il, entrant dans ma prison. » — Vous voyez, lui dis-je, dans quel état m'a mis M. de La Barthe. (La barbe de capucin me défiguroit.) — « Quand je sçaurois, dit-il, que la Cour m'en feroit des reproches, je vous amène demain un barbier; je vous fais donner de la bonne viande et du bon vin. Je sçais de quelle manière on vous a traité. » — Il le fit, comme il l'avoit dit. Il étoit bienfaisant, prenant beaucoup sur lui-même, et s'appuyant sur son patron Monsieur de Rose, qui avoit du crédit à la Cour, ce qui avoit donné lieu à ses ennemis de dire, qu'il prenoit de temps en temps de la « conserve de Rose ». Voilà La Barthe revenu; il reprend les clefs et je ne vis plus Bourbitou : Mais je fus fort surpris de revoir La Barthe avec un bras en écharpe, qui paroissoit un bras postiche; car

je n'ay rien sçu de son Histoire, qu'en sortant de prison. Je lui demandai si il avoit été malade. — « Je le suis encore, comme vous le voyez, dit-il, on m'a tiré du sang. » J'admirai son effronterie à vouloir cacher ce qui paroissoit aux yeux de tout le Monde; encore plus sa persévérance à me tourmenter, comme il avoit toujours fait; mais cela ne dura guères plus longtemps. L'ordre vint trois mois après à l'intendant de Franche-Comté, nommé Lafon, de me mettre en liberté. Cet intendant s'étoit mis dans l'esprit de me gagner par une autre voye, disoit-il, que par la prison. « Je me fais fort (me dit-il, lorsque je le vis à Besançon, comme l'on me transféroit de Landsereon au fort Saint-André) de changer l'ordre du Roy. Il vous envoie en prison au fort Saint-André, et moi je vous retiens dans ma maison; rien ne vous manquera; et si après trois mois vous ne changez pas de sentiment, le pis qui vous arrive est d'aller en prison au Fort Saint-André. J'ai fort votre conversion à cœur » me disoit-il (non pas qu'il se souciât de mon salut; je lui rends justice, il vouloit faire sa Cour au Roy, qui recompensoit glorieusement jusqu'à donner le bâton de Maréchal à ceux qui convertissoient le plus d'Huguenots, c'est-à-dire, qui sçavoient le mieux *dragonner*). Je reçus le compliment de Monsieur de La Fon, comme d'un homme poli, et politique; en un mot, il étoit homme de Cour. « Vous êtes trop obligeant, Monsieur, lui dis-je, je ne sçais par quel endroit je me suis attiré tant d'honnêtetés. Je vous rends mille très humbles grâces, et vous prie d'être bien persuadé qu'il en seroit dans trois mois ce qui en sera demain au matin. Je partirai pour ma prison avec la satisfaction de n'avoir jamais rien fait contre mon devoir à l'égard du Roy. C'est par cet endroit, que je crois mériter un peu de part dans l'honneur de votre souvenir. Finissons là, si vous plait. »

Cette digression n'est pas tout à fait inutile pour faire voir le procédé injuste de ces prétendus convertisseurs, qui ne tend qu'à nous faire illusion, et à jeter de la poudre aux yeux, sous une fausse apparence d'amitié et de piété.

L'intendant reçoit l'ordre de me mettre en liberté; ce fut bien malgré lui : Il y avoit quelque chose de particulier dans l'ordre : « Le Roy ordonne d'élargir les prisonniers qui n'avoient point changé, et de retenir ceux qui, après leur changement, avoient été pris, sortans du Royaume. »

Leur dessein, en changeant, étoit d'éviter la prison; et, par leur changement, ils se sont emprisonnés eux-mêmes et enserrés en plusieurs douleurs. Il n'y a rien de tel que de faire son devoir, et laisser à Dieu le soin de l'événement. « Vos pensées (disoit-il par la bouche du Prophète) ne sont pas mes pensées. » Vous pensez en abjurant vous épargner les peines de la prison, et par là vous vous rendez prisonniers au double.

C'est à peu près ainsi que raisonnaient les Juifs, les politiques d'entre eux. « Si nous *le* laissons aller, les Romains viendront, qui extermineront « et le lieu et la nation. » Et c'est parce que vous ne *le* laissez point aller, que les Romains viendront, et sont venus, et ont exterminé le lieu et la nation ! L'Intendant envoie le prévôt par ordre du Roy, ou plutôt du Roy des Roys ; car c'est ici l'œuvre de Dieu. Il entre dans ma prison avec Monsieur de La Barthe : « Gens comme moi (dit le Prévôt en entrant) ne viennent que pour bonnes nouvelles. » (Non pas toujours, je pouvois dire : A la bonne heure ! dis-je.) « J'ai ordre, dit-il, de vous conduire en Suisse. La litière est prête. » — « Je suis prêt aussi », lui dis-je. — Mais quand je pense à la confusion de La Barthe qui étoit présent ; il me faisoit pitié après m'avoir fait horreur ; il ne savoit quelle contenance tenir ; il ne disoit mot. Enfin il parle : « Je vous prie, Monsieur, dit-il, de croire que je n'ai rien fait que par ordre de Mr. l'Intendant. » — « J'ai tout oublié, Monsieur, lui dis-je, et les noms et les choses. Croyez que si j'avois occasion de vous rendre service, je le ferois d'aussi bon cœur que je le dis. » Son humilité contrefaite, après ses airs de hauteur, me fit souvenir de ce beau mot de l'Ecriture (car il faut que l'Ecriture s'accomplisse) : « Tes ennemis te mentiront pour la grandeur de ta force. »

Nous partons, Messieurs de Monroy, de Marconnay, de Vezansay, et moi. Le grand air me surprit d'abord. Je ne l'avois pas dans ma prison. Je ne voyois le ciel que par une petite ouverture, et d'un coup d'œil je vois des grandes campagnes, des bois, des côteaues, et des montagnes. La teste me tournoit ; on fit arrêter, je mis pied à terre ; mais je ne pouvois marcher ; deux gardes me soutiennent : Et, quelques moments après, on me remet dans la litière. Le soir, en arrivant, je me trouvois fort dégoûté. Cependant le Prévôt avoit un grand soin de nous bien traiter ; il avoit ordre de nous défrayer ; aussi n'épargnoit-il rien ; il faisoit apprestre ce qu'il y avoit de meilleur au cabaret ; mes amis me sollicitent à manger encore mieux par leur bon appétit : « Je ne sçaurois, leur dis-je, il faut que je prie Monsieur Bourderaux (c'étoit le nom du Prévôt), de me ramener dans ma prison, ne pouvant vivre ailleurs. » Ils se mettent à rire, et Bourderaux avec eux. Le Prévôt, après avoir fait sa commission, se retire de son côté, et nous du nôtre. Il nous laissa aux Verrières, frontière de Suisse, d'où nous partons pour Morges. Je vois passer dans la grande rue mon frère à cheval, sortant des prisons de Pierre-Cise, par ordre du Roy. On ne marque point le temps de sa sortie, ni le temps de la sortie de sa femme. Il me reconnoit, il s'arrête, et descend au plus vite. Nous nous embrassons bien tendrement, en nous disant l'un à l'autre : « Par la grâce de Dieu, je sors en lui donnant gloire ! » Quelle fut notre joye dans cette entrevue ! Elle est au dessus de

toute expression. Ce que St Paul a dit des souffrances du temps présent, « Qu'elles ne sont point à balancer avec la gloire à venir », on pourroit ajouter, avec les joyes qu'elles donnent dans le temps présent, mesme au milieu des plus grandes souffrances pour Christ; elles sont si grandes ces joyes qu'il faut les avoir senties pour les comprendre; ceux qui ne les sentent pas, n'entendent point ce qu'on en dit, et ceux qui les sentent en savent plus qu'on ne sauroit dire. Elles sont inexprimables.

Voilà l'histoire que l'on m'a demandée. Il n'y a pas un trait, dans cette histoire, qui donne à la France de se plaindre de nous, non pas mesme dans l'exil, indépendans de son empire. J'ay été envoyé, il est vrai, dans les Cours Protestantes, pour affaires de Religion; mais je ne me suis jamais meslé d'affaires d'Etat, ni de guerre, non plus que mon frère; cela est connu. Si j'ay parlé pour la Religion et soutenu ses intérêts, j'avois cette liberté en France; mais je n'ay jamais parlé contre le Roy. Je sçais, qu'il est écrit: « Tu ne médieras point du Prince de ton Peuple. » Si je me suis attiré l'indignation du Prince, c'est pour avoir obéi au commandement: « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. » On ne pouvoit pas attendre autre chose de moi: si j'avois fait autrement, j'aurois trahi la cause de Dieu, mes lumières, ma conscience, le Roy lui-mesme. Ma consolation est de penser, que sa Majesté n'a point de reproche à me faire, que par rapport à mon attachement pour la Religion. Ce reproche m'est bien doux. Trop heureux de le mériter! On ne sauroit m'en faire sur le service. J'ay toujours servi le Roy en honnête homme, dans un de ses meilleurs régimens, dans le Régiment de Champagne, et toujours en campagne. Le Roy mesme, me faisant arrester dans Brisach, me fit dire par Monsieur de Moulcar, qu'il étoit content de mes services, que l'on m'avanceroit, mais qu'il falloit changer. Je ne voulus point. Voilà mon crime, et la cause de mes disgrâces. Heureuses disgrâces, que le Ciel envoie pour notre salut! Heureux nous-mesmes, et très heureux d'en profiter! Dieu nous en fasse la grâce.

On voit que cette pièce, tout en étant un précieux document historique, a principalement un caractère d'édification. Le récit en est circonstancié, et des plus instructifs, mais il ne présente pas *une seule date*.

Pour l'élucider et le compléter, il y aurait lieu de faire une enquête dans les archives nationales ou locales, où pourraient se trouver encore des papiers d'affaires de l'époque. Un de nos anciens collaborateurs, feu M. Jules Chavannes, de Vevay, a eu, il y a

trente ans, entre les mains un exemplaire de l'imprimé de 1715, et il en a profité pour publier dans une Revue suisse¹ un article intitulé : *Une famille française du Refuge à Vevey*. Mais cet article semble avoir passé inaperçu. Il y citait plusieurs extraits, confessant d'ailleurs l'embarras où le mettaient le silence de la *France protestante* et les lacunes du document lui-même². Sans pouvoir expliquer comment l'auteur du récit (Jacques de Rochegude) avait passé de Suisse en Angleterre, ni quelle situation il y occupait, quelle part il avait, grâce à la protection du comte de Galway, aux bienfaits du Roi, il s'est borné à chercher, soit dans les *Manuaux* de la ville de Vevey, soit dans les registres civils, des mentions qui lui permissent de suivre la trace des Rochegude dans le pays de Vaud jusqu'au décès du dernier de leurs représentants.

Cela lui donne lieu tout d'abord de relever une erreur (ou faute d'impression) de la *France protestante*, quant à la date du décès de Charles de Rochegude (le père), inhumé à Vevey en 1695 (non 1685), le 22 novembre. On lit dans le *Manual* du Conseil : « Ven le décès de Messire de Barjac, seigneur de Rochegude, ordonné qu'en considération de sa qualité et de son mérite, comme aussi de ce qu'il nous a honorés de vouloir bien accepter la bourgeoisie, on ira complimenter, par quatre Seigneurs du Corps, monsieur le Marquis de Rochegude, son fils, lui offrir le tombeau du Conseil et les couleurs de la Ville pour porter le corps. » — Marque évidente de la haute considération dont le défunt jouissait, aussi bien que son fils, qui, à cette même date du 22 novembre 1695, est admis avec son propre fils à la bourgeoisie.

La *France protestante* dit bien, d'après Reclam, qu'en 1698, Jacques de Rochegude fut député à Berlin pour négocier l'établissement dans le Brandebourg de protestants français qui avaient cherché un asile en Suisse. Mais elle n'a pas su que, le 31 oc-

1. *Le Chrétien évangélique*, de Lausanne, numéro du 25 juin 1860. — Dans son mémoire sur les *Réfugiés français dans le pays de Vaud et particulièrement à Vevey*, que notre Société couronna en 1868, M. Chavannes a de nouveau utilisé et analysé l'imprimé de Rochegude et ses renseignements locaux. Notre *Bulletin* a publié ce fragment de son travail (XVII, 353). Mais quelle analyse, quelle étude littéraire, tant bonne soit-elle, peut valoir le texte même d'un document comme celui que nous venons de reproduire scrupuleusement, avec toute la naïveté de son accent?

2. « Il ne s'y trouve, à la lettre (dit-il), pas une seule date ! »

tobre 1701, il fut invité par LL. EE. de Berne à poursuivre une procédure contre un régent qui avait dénoncé comme « piétistes » un grand nombre des habitants de la ville. — Dans les années suivantes, entre autres en 1711, c'est chez lui que se réunissait chaque mois l'assemblée générale pour délibérer sur les intérêts des réfugiés français. — En 1717, le 13 août, décès de Mme Françoise, née Dagoult, épouse de M. le marquis de Rochegude. — En 1720, le 29 oct., décès de son mari, M. Jean de Barjac, marquis de Rochegude. — En 1725, le 22 janvier, c'est son fils qui se marie : « Charles, fils de Jean de B., marquis de Rochegude, bourgeois de Vevay, avec Marie de Philibert de Vautresot, demeurant à Genève, fille de Jean Ph., marquis de V. » — Et avant la fin de cette même année, le 23 octobre, ce mariage était dissous par la mort dudit Charles de Barjac. Et le secrétaire du Conseil fermait de sa plume le chapitre des Rochegude (ouvert trente ans auparavant) par cette phrase sacramentelle : « Famille bourgeoise *éteinte* par le décès de son dernier rejeton mâle ! »

Restaient les deux sœurs, celles qui avaient été quatorze ans prisonnières au couvent de Bagnols ! Le *Manual* de la Direction française les montre comme intermédiaires d'une subvention charitable accordée à un pauvre réfugié, domicilié à Lussy, « ou M. Rafinesque est pasteur ». — Le 9 mars 1739 mourut demoiselle Françoise de R. de B. — Un mois après cette épreuve, le 13 avril 1739, la dernière survivante, on inscrivait dans le Livre de cette Chambre des Réfugiés, qui avait été pour le marquis, leur père, l'objet d'un intérêt si vif et si persévérant :

« Noble et généreuse dame Uranie de Barjac de Rochegude, bourgeoise de Vevay, remit en fonds perdu à la direction quatre cents livres, dont l'intérêt annuel lui sera payé, sa vie durant, au 4 p. 100. » Ce compte demeura ouvert 9 ans et 4 mois : le 14 août 1748 décédait la donatrice, et avec elle la famille établie à Vevay avait entièrement disparu. Le bien qu'avait laissé M. de Rochegude à ses enfants était bien minime, puisque la survivante de tous, en voulant faire un don à la Bourse française, avait été contrainte de se réserver, durant sa vie, un si faible intérêt, qui s'élevait à la somme de 16 livres par an, soit un louis d'or.

Ces détails réunis par M. J. Chavannes nous ont ainsi fourni la date du décès des divers membres de la famille de Rochegude,

ainsi que leurs noms de baptême, que le récit de Jacques avait entièrement omis. Mais rien, dans ces diverses indications, rien absolument ne se rapporte à l'auteur de ce récit. Il avait aussi cependant habité Vevay, nous dit M. Chavannes. Il y était en particulier au moment de l'émouvante arrivée de ses nièces. Son récit laisse voir, en revanche, qu'il n'était pas dans cette ville à l'époque de l'arrivée de son neveu. Il n'y séjourna, paraît-il, ni longtemps ni d'une manière continue, et il ne fut point, comme son frère, admis à la bourgeoisie. Les livres de la Direction de Lausanne l'indiquent comme réfugié à Bâle et le désignent sous le nom de *M. de Rochegude de Fons*¹. — Ainsi qu'il le rapporte lui-même, il fut appelé, pour la cause des Réfugiés, à faire plusieurs grands voyages et fut chargé de plusieurs missions auprès des souverains protestants de l'Europe.

La publication, faite par lui à Londres en 1715, montre qu'il était alors dans cette ville et qu'il avait eu part à la bienveillante protection du Roi d'Angleterre. Il mentionne avec une grande simplicité les missions quasi-diplomatiques qu'il avait eues à remplir et se rend le témoignage d'avoir plaidé pour la Religion auprès des cœurs protestants, mais de ne s'y être aucunement mêlé des affaires d'État ni de guerre, et de n'avoir jamais parlé contre le roi de France, qu'il avait toujours servi avec fidélité. « Ma consolation, dit-il, est de penser que Sa Majesté n'a point de reproche à me faire que par rapport à mon attachement pour la Religion. »

Voilà les Français dont le Louis XIV, aveuglé par les bigots et les courtisans, avait appauvri la France !

Pour ce qui concerne le séjour de l'ancien capitaine au régiment de Champagne en Angleterre, la situation qu'il a pu y avoir (grâce sans doute au comte de Galway, son protecteur), nous faisons appel — c'est bien le cas — aux investigations de nos confrères de la *Huguenot Society* de Londres.

A eux de porter la lumière sur cet imprimé de 1715, qu'ils connaissent sans doute, et sur tout ce qui peut s'y rattacher.

A ce sujet, nous devons consigner ici un détail très intéressant que

1. Ainsi fait aussi Reyer, dans son *Histoire de la colonie française en Prusse* (en all.), p. 176.

n'a pas connu M. Chavannes. Nous le tirons des Mémoires du confesseur et martyr Jean Marteilhe (qui vont jusqu'à 1713) :

« La paix d'Utrecht étant conclue sans qu'on eût pu y rien obtenir pour nous, le marquis de Rochegude, gentilhomme français réfugié chez les louables Cantons suisses, et *qui avoit été envoyé de la part desdits Cantons* à Utrecht pour solliciter en faveur des pauvres confesseurs sur les galères de France, voulut tenter de frapper un dernier coup, avec des peines et des fatigues surnaturelles à son grand âge. Il part d'Utrecht pour le nord, obtient du roi de Suède Charles XII une lettre de recommandation à la reine d'Angleterre, une de même des rois de Danemarck, de Prusse et de divers princes protestants, des États généraux des Provinces-Unies, des Cantons suisses protestants, et enfin de toutes les puissances de la même religion, nous recommandant à la puissante intercession de Sa Majesté Britannique pour opérer notre délivrance. Le marquis repassa la mer, demanda à mylord Oxford, pour lors trésorier d'Angleterre, qu'il lui procuroit une audience de Sa Majesté. Milord lui demanda « qu'elle affaire il avoit à proposer à la Reine ? » - « J'ai, dit le marquis, toutes ces lettres à présenter à Sa Majesté, en les lui nommant toutes. » — « Donnez-les moi, répondit milord ; je les appuierai fortement. » — « Je ne puis, dit le marquis, car j'ai ordre de toutes les Puissances de les remettre en main propre à Sa Majesté, sinon de les leur rapporter incessamment. » Sur quoi milord Oxford lui procura l'audience demandée. Il remit donc toutes ces lettres à Sa Majesté, en lui disant de la part de qui elles venoient. La Reine les fit recevoir par le Secrétaire d'État et dit au marquis qu'elle les feroit examiner et lui fera donner réponse. Sur quoi le marquis se retira.

« Il se passa bien quinze jours, que le marquis n'entendoit parler de rien. Au bout de ce temps, ayant appris que la Reine devoit aller faire un tour de promenade au Parc de Saint-James, il s'y rendit pour se faire voir de Sa Majesté. Car la Reine l'ayant aperçu le fit appeler et lui dit : « Monsieur de Rochegude, je vous prie de faire savoir à ces pauvres gens sur les galères de France *qu'ils seront délivrés incessamment.* » Cette pieuse et favorable réponse ne souffroit aucune équivoque. Aussi le marquis ne manqua-t-il pas de nous la faire savoir par la voie de Genève. »

Quelque temps après, l'Intendant de Marseille recevait l'ordre de faire délivrer cent trente-six des malheureux qui (au nombre de plus de 300) gémissaient là, depuis des années, sur la *Grande Réale* et les autres galères du Roi. On voit quel zélé et habile négociateur

avait été notre Rochegude en cette circonstance décisive. On va le voir continuer son rôle de bienfaisant introducteur.

Marteilhe, arrivé à Genève, n'y fait qu'un très court séjour et se rend à Berne, puis à Francfort-sur-Mein, avec six de ses compagnons. Puis, ils poursuivent leur voyage vers la Hollande, en passant par Cologne et Dordrecht. Les voilà enfin à Rotterdam et à Amsterdam. L'Eglise Wallonne pria Marteilhe d'être l'un des députés qu'on envoyait en Angleterre, pour remercier la Reine Anne de la délivrance due à son intervention et l'implorer en faveur des deux cents frères restant encore sur les galères. Il repart pour Londres, avec deux autres. Peu après, ils se trouvent là au nombre de douze députés. « Tous... galériens », ajoute-t-il.

« Tous (comme on nous appelait) *galériens* ! MM. les marquis de Miremont et de Rochegude nous présentèrent à la Reine, qui nous admit à l'honneur de lui baiser la main... S. M. nous assura de sa royale bouche qu'elle était bien aise de notre délivrance et qu'elle espérait de faire bientôt délivrer ceux qui étoient restés sur les galères. Après quoi, nous nous retirâmes. — M. le marquis de Rochegude, qui possédoit à fond la politique des Cours, jugea à propos de nous présenter au duc d'Aumont, qui étoit pour lors ambassadeur du roi de France à la Cour de Londres. Voulant faire naître l'envie à cet ambassadeur lui-même de nous voir, il alla lui faire sa cour et lui parla de la députation que les galériens protestants, que S. M. Très Chrétienne avoit fait délivrer, avoient envoyé à la Londres pour remercier la Reine de sa favorable intercession auprès du Roi de France, ajoutant que les députés, au nombre de douze, seroient déjà venus rendre leurs respects à S. Exc., s'ils en avoient osé prendre la liberté. Le marquis avoit jugé que cette démarche pourroit être utile pour la liberté de ceux qui étoient restés sur les galères. L'ambassadeur paraissant très curieux de nous voir, il fut arrêté que le lendemain le marquis nous introduiroit à l'audience de S. Exc. ; ce qui fut fait. Son Exc. nous reçut fort gracieusement, nous touchant à tous la main et nous félicitant de notre délivrance. Il nous demanda combien de temps nous avions souffert le supplice des galères et à quelle occasion nous y avions été condamnés... Nous priâmes instamment S. Exc. de faire intervenir ses bons offices à la Cour de France pour faire délivrer ces pauvres gens qui n'étaient pas plus criminels que nous ;... que le Roi avoit consenti que tous les galériens généralement qui l'étoient pour cause de religion fussent délivrés ; que cependant on n'en avoit délivré que cent trente-six et retenu environ deux cents. S. Exc. parut frappé de cette

distinction et nous dit qu'il n'y comprenoit autre chose, sinon que ceux qui étoient restés devoient avoir commis quelque autre crime. Nous protestâmes le contraire, et, chacun de nous alléguant les preuves les plus plausibles, je pris la liberté de supplier M. l'ambassadeur de vouloir bien me faire la grâce de m'accorder un moment d'attention sur l'exemple que j'allais lui citer, qui lui prouveroit clair comme le jour qu'il n'y avoit pas eu de distinction de crimes qui retinssent nos frères sur les galères. J'étois le plus jeune de la troupe et le moins grave, et je m'étois fait un effort sur moi-même de m'enhardir à plaider cette cause devant Son Exc.; mais je la priai de me le permettre avec un tel air d'assurance de le convaincre, qu'elle s'attacha avec bonté et patience à m'écouter. Je lui récitai succinctement la cause qui m'avoit porté à sortir du Royaume... M. l'ambassadeur nous fit la justice de paroître convaincu par cet exemple et me pria de le lui donner par écrit, ce qui se fit, et il nous dit qu'il falloit donc que le Ministre de la Marine ou ses secrétaires eussent fait cette bévue. S. Exc., s'adressant ensuite au marquis de Rochegude, le remercia de lui avoir procuré notre vue, ajoutant que les éclaircissements que nous lui avions donnés le satisfaisoient et qu'il alloit en écrire en Cour de France pour faire sentir que cet abus, s'il n'y étoit pas remédié, paroîtroit et seroit en effet une injustice. *Et preuve*, dit-il à M. de Rochegude, *que je parle sincèrement, donnez-vous la peine de venir demain, qui est jour de poste pour France, vous prendrez vous-même la lettre que je vous lirai et cacheterai en votre présence. Vous y verrez*, continua-t-il, *de quelle manière je prends cette affaire à cœur pour ces pauvres gens*. Et se tournant vers son secrétaire d'ambassade, nommé l'abbé Nadal : « Voilà, dit-il, M. l'abbé, d'honnêtes gens qui font voir, au milieu de leurs préjugés de religion, leur candeur et leur bonne foi. » Cet abbé ne répondit que par un inclinement de tête, et il fit bien voir par la suite que l'approbation et la bienveillance dont son maître nous honorait n'étoient pas de son goût. Car, le lendemain, le marquis de Rochegude étant allé chez l'ambassadeur pour prendre sa lettre, suivant qu'il étoit convenu, S. Exc., le reçut bien, de la manière la plus gracieuse, et lui dit qu'il lui avoit tenu parole et que sa lettre étoit faite. Mais, ayant appelé l'abbé de Nadal et lui ayant demandé où étoit cette lettre : « Quelle lettre, Monseigneur ? » répondit l'abbé. « Cette lettre, répartit l'ambassadeur (en propres termes) au sujet des confesseurs sur les galères. » Ce titre honorable de *confesseurs* que S. Exc. nous donnoit fit frémir l'abbé, et comme son maître insistoit encore à lui demander « où étoit cette lettre », il répondit froidement qu'elle étoit sur le bureau de S. Exc. « Donnez-la donc », lui dit l'ambassadeur. Là-dessus l'abbé lui dit qu'il avoit un mot à lui dire en particulier, et, lui ayant parlé à l'oreille,

l'ambassadeur dit au marquis que son secrétaire le faisoit ressouvenir qu'il avoit écrit quelques particularités dans sa lettre qui ne regardoient pas l'affaire des galériens, et qu'ainsi il le prioit de se dispenser de la lui remettre, mais qu'il pouvoit compter qu'elle seroit envoyée le même jour. — M. de Rochegude vit bien à quoi il falloit s'en tenir et que l'abbé Nadal avoit détourné son maître d'envoyer cette lettre. Par la suite l'ambassadeur assura bien M. de Rochegude que la lettre avoit été envoyée, mais ni lui ni moi nous n'en crûmes rien, et nos frères ne furent délivrés qu'un an après, par une nouvelle sollicitation de la reine d'Angleterre... »

Réitérons ici, en terminant, l'appel que nous avons fait plus haut à la *Huguenot-Society* de Londres pour achever les éclaircissements sur la « brochure » de 1715, ce document si important et si intéressant. C'est avec bien grande raison que Jurieu (*Lettres pastorales*, I, 12) a mis le marquis de Rochegude et ses fils au nombre des confesseurs qui ont, par leur constance, affirmé hautement la sincérité de leur foi¹.

CHARLES READ

LE PROTESTANTISME ET UNE MISSION DE JÉSUITES A PONTARLIER (1613-1728)

Dans son ouvrage sur *Le Protestantisme dans le pays de Montbéliard* l'abbé Tournier prétend que les princes de la maison de Wurtemberg imposèrent à leurs sujets la religion protestante. Nous avons déjà réfuté cette thèse et démontré combien elle est contraire à la réalité des faits².

Nous venons de découvrir dans les archives de la paroisse d'Héricourt un intéressant document qui prouve l'enthousiasme avec lequel les populations auraient embrassé la Réforme, si la doctrine nouvelle n'avait été combattue à outrance et sans merci par le pouvoir royal.

A Pontarlier, dans le comté de Bourgogne, par conséquent dans une terre soumise à des souverains catholiques, le luthéranisme faisait des progrès importants. Pour combattre l'hérésie, quatre jésuites furent établis à demeure dans cette ville dès 1613. Ces mis-

1. M. Chavannes a signalé plusieurs barons de Rochegude parmi les papiers d'Ant. Court, à la *Bibliothèque de Genève*, entre autres (n° 48) une lettre écrite de Vevey, à l'historien Elie Benoit, le 3, 18 avril 1698.

2. Voy. *Bulletin*, XXVIII, p. 331 (15 juin 1889).

sionnaires continuèrent leur œuvre de propagande pendant plus d'un siècle. En 1728, les chefs de la catholicité redoutaient encore l'introduction de la Réforme à Pontarlier, puisque le père Cottin demandait au ministre d'État, cardinal Fleury, un don de trois cents livres pour secourir la maison des jésuites réduite à la mendicité.

Nous donnons ci-après cette supplique du père Cottin.

A. CHENOT.

*Lettre du jésuite Cottin au cardinal Fleury, ministre d'État*¹.

Monseigneur,

Le père Cottin, jésuite, procureur général des jésuites de la province de Lyon, représente très humblement à Votre Eminence qu'en 1613 les habitants de la ville de Pontarlier, dans le comté de Bourgogne, pour empêcher le progrès que l'hérésie faisoit dans le voisinage, appellèrent dans leur Ville quatre jésuites prestres, pour y former une mission qui dez lors y fut établie par lettres patentes des souverains. Cet établissement a duré jusques à présent, mais depuis quelques années leurs revenus estant diminuez par la perte des capitaux de rente qui faisoient leur fondation, on a esté obligé de réduire cet établissement à deux jésuites, qui y ont subsisté en partie des libéralitez de quelques particuliers; mais enfin les supérieurs des jésuites estant convaincus qu'il n'estoit même plus possible d'y entretenir ces deux sujets, se sont vus forcez de prendre la résolution de supprimer cet établissement; cependant ils ont esté si touchez de l'empressement que toute cette ville a témoigné pour les retenir et y continuer leurs fonctions, qu'ils ont esté obligez de suspendre pour quelque temps cette suppression, à laquelle ils ne se déterminent qu'à regret et par une nécessité indispensable, malgré le besoin pressant de missionnaires dans un païs où le voisinage de Neuchâtel et des cantons suisses forme un commerce continuel et journalier avec les protestants.

Un léger secours de trois cents livres de pension pourroit empêcher l'extinction de cet établissement, qui n'a pas esté jusques icy inutile à la Religion et à l'Etat. Votre Eminence ne cesse de procurer efficacement et sans relâche le bien de l'un et de l'autre, sa protection seule peut soutenir une bonne œuvre que la misère oblige d'abandonner. Le suppliant ose y avoir recours et ne cessera, aussi bien que les missionnaires, d'offrir des prières à Dieu pour la conservation de Votre Éminence.

Signé : COTTIN, jésuite.

1. Cette supplique porte inscrite en marge l'indication suivante : *A. M. de la Neuville, 1728.* — M. de la Neuville fut intendant de la province de Franche-Comté, dont Pontarlier faisoit partie, de 1713 à 1734. Cette requête lui a été sans aucun doute communiquée pour avis. — A. C.

VARIÉTÉS

STATISTIQUE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS EN 1598.

LE BILAN DE LA RÉVOCATION
POUR LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS EN 1700.

On a pu remarquer déjà que nous relevons avec le plus grand soin tout ce qui peut contribuer à éclaircir la question encore si obscure du chiffre des protestants français aux diverses époques de leur histoire¹. Voici deux pièces fort intéressantes et précises à cet égard.

La première évalue en quelques chiffres, que nous avons tout lieu de croire exacts, *l'ensemble du protestantisme français* à la fin du xvi^e siècle, au moment où l'édit de Nantes vint, non sans peine, clore l'ère des guerres de religion. C'est une note qui a été transcrite, nous ne savons par qui, ni d'après quelle source, sur la 5 page d'une copie d'un synode provincial du Poitou de 1663, faite le 6 mai 1729 par J. M. D. S. E². Les chiffres en sont trop précis pour n'avoir pas été empruntés à un relevé fait avec soin.

« En 1598, Henry IV fit faire le dénombrement des Réformés de son royaume, du nombre des temples, des familles, des personnes, et surtout des ministres. On trouva, par ce dénombrement, qu'ils avaient 694 Églises publiques, 257 Églises de fief, 800³ ministres, 400 proposants, 274,000 familles qui faisoient 1,250,000 âmes, entre lesquelles il y avoit 2,468 familles nobles.

« Après la publication de l'édit de Nantes, ce nombre augmenta de plus d'un tiers jusqu'au ministère du cardinal de Richelieu. »

Notre deuxième document nous reporte à cent ans plus tard. C'est une statistique officielle, ne comprenant que la *généralité de Paris*, la capitale exceptée. Elle exprime sans phrases et sans regret, avec une sécheresse singulièrement éloquente dans sa concision, ce que

1. Voy. XV, 511; XXXIV, 449; XXXV, 471; XXXVI, 248; XXXVII, 28, 537, 663; XXXVIII.

2. La copie de la note que nous avons sous les yeux porte, sans doute, par suite d'une erreur de lecture, au lieu de M(inistre) D(u) S(aint) É(vangile), M. D. L. S.

3. Il y a 2,800 dans le texte, ce qui est évidemment faux.

L'acte le plus glorieux du grand règne coûta à la province de France qui eut l'honneur de compter Louis XIV au nombre de ses habitants. Ces quelques pages forment la plus petite partie du *Mémoire de l'Intendant de la généralité de Paris*, dressé vers 1700 pour l'instruction du duc de Bourgogne, publié et annoté 1881 par M. de Boislisle¹.

DU NOMBRE DES HUGUENOTS SORTIS ET RESTÉS

Avant la révocation de l'édit de Nantes, il y avait dans la généralité de Paris le nombre de dix-neuf cent trente-trois familles huguenotes. Il en est sorti depuis douze cent deux familles; il en est resté sept cent trente et une.

On rapporte ici l'état, en détail par élection, de ceux qui sont restés et qui se sont convertis. Il y en a quelques-uns qui le sont de bonne foi et qui vivent en bons chrétiens; les autres, qui sont en plus grand nombre, continuent leur manière de vivre et ne font aucun exercice apparent de la religion.

Élection de Paris. — Il y avait un temple à Charenton, où ceux de la Religion Prétendue Réformée de Paris et des environs allaient tous les dimanches. Il fut interdit par ordre du roi en l'an 1686². Il y avait un autre temple à Villiers-le-Bel, où ceux de cette Religion qui demeuraient dans les paroisses voisines se rendaient; il fut interdit deux années auparavant.

Élection de Senlis. — Il y avait trente-deux familles de huguenots dans l'élection de Senlis; ceux qui avaient du bien se sont retirés en Hollande. Il en est sorti dix-huit familles; il en reste quatorze, savoir : dans la ville de Senlis, trois familles; à Verneuil, trois; à Brenouille, sept, et à Belle-Église, une famille.

Élection de Compiègne. — Il y avait soixante-deux familles dans l'élection. Il en est sorti trente-huit familles, et resté vingt-quatre, qui font le nombre de quatre-vingt-dix-huit personnes, tant hommes que femmes et enfants.

1. *Mémoires des Intendants sur l'État des Généralités*, t. I, p. 151 et ss. Paris, Imprimerie nationale, in-4°, 1881, p. 151. — Une autre copie de ce mémoire a déjà paru en 1853 dans l'*Histoire des Réfugiés protestants*, de Charles Weiss, II, 392; mais cet ouvrage étant depuis longtemps épuisé, j'ai pensé qu'on eût bien aise de retrouver cette pièce dans le *Bulletin*.

2. Lisez Bible. Pourquoi l'intendant ne donne-t-il pas le nombre des huguenots sortis ou restés dans la capitale où il était si considérable en 1679, notamment dans l'île du Palais (*Bull.*, 1888, p. 28), qu'on se demandait comment on parviendrait à les contenir s'il leur prenait fantaisie de se soulever contre la persécution?

Élection de Beauvais. — Il y a dix ans qu'il y avait quarante-huit familles, qui faisaient cent soixante-huit personnes. Il en est sorti vingt-deux familles ; il n'en reste que vingt-six, qui font le nombre de quatre-vingt-cinq personnes. Les autres se sont retirés en Angleterre et en Hollande.

Élection de Pontoise. — Il n'y avait que deux familles de huguenots, qui sont deux familles nobles, qui ont fait abjuration et y sont restées : M. d'Éguillon de Réal, et la dame de Brécourt, avec les demoiselles ses filles.

Élection de Mantes. — Lors de la révocation de l'édit de Nantes, il y avait dans l'élection quatre-vingts familles de huguenots, dont aucune noble ni de considération. Dans la ville de Mantes, il n'y en avait point. Il en est sorti soixante-quatorze familles ; il n'en est resté que six, qui font le nombre de vingt personnes, qui vivent comme auparavant, sans faire aucun exercice de notre religion. Il y avait un temple dans l'élection.

Élection de Montfort. — Il y a eu de tout temps très peu de huguenots dans l'élection ; il n'y en avait que douze familles. Il en est sorti six, et il en est demeuré autant. Il y avait un temple à Houdan, où ceux de cette Religion venaient de quatre ou cinq lieues.

Élection de Dreux. — Il n'y avait point de huguenots dans la ville de Dreux ; dans les paroisses de l'élection, il y en avait cent quatre familles, qui faisaient quatre cent quarante personnes. Il en est sorti dix-huit familles ; il en est resté quatre-vingt-six, qui font le nombre de trois cent soixante personnes.

Élection d'Étampes. — Aucun dans la ville ni dans l'élection.

Élection de Melun. — Il y avait un temple à Bois-le-Roi, dans cette élection, où allaient les huguenots des environs. Il n'y en avait dans l'élection que six familles, qui se sont retirées, en sorte qu'il n'en reste plus.

Élection de Nemours. — Il n'y avait que cinq familles de huguenots dans l'élection, lesquelles se sont converties et font bien leur devoir de chrétiens, à la réserve du sieur de Franchieu, sa femme et sa famille, et la dame de Chamoreau, qui n'en font aucun exercice.

Élection de Meaux. — Il y avait dans l'élection environ quinze cents familles de huguenots ; il en est sorti mille familles, il en est resté cinq cents, qui font deux mille trois cents personnes, dont la plupart vivent comme ils faisaient auparavant leur conversion.

Élection de Rozoy. — Il y avait un temple à Mortcerf où allaient ceux de la Religion Prétendue Réformée de cette élection et des élections voisines. Il n'y avait que quatre familles de huguenots dans la paroisse de

Lunigny, et autant dans celle de Mortcerf, où était le temple ; ils se sont tous retirés, il n'en reste aucun.

Élection de Coulommiers. — L'exercice de la Religion prétendue Réformée se faisait dans le château de Chalandos, appartenant au sieur Luillier. Chalandos est un hameau dépendant de la paroisse de Saint-Siméon ; c'était le lieu où s'assemblaient les huguenots des environs. Le sieur Luillier est un gentilhomme de la famille des Luilliers aux Coquilles, dont il y a eu un président en la Chambre des comptes du temps du roi Henri IV. Il paraît parfaitement converti : il fait ses devoirs de bon catholique, il a épousé une catholique. Sa mère et ses deux sœurs demeurent dans le même château, qui ont réputation d'être bonnes huguenotes. Il avait un cousin germain nommé Luillier du Breuil, et la sœur du dit du Breuil, qui sont passés en Hollande. Il y a eu aussi deux familles de Coulommiers qui se sont retirées ; il en reste encore, savoir : dans la paroisse de Chauffry, deux familles ; dans Saint-Siméon et dans Maupertuis, cinq.

Élection de Provins. — Il n'y a point en de huguenots dans la ville de Provins ; dans l'élection, il n'y a que la dame et deux demoiselles de Flaix. La demoiselle de Champgnyon, leur cousine, avec deux domestiques, le sieur de Flaix et son fils, sont sortis du royaume depuis cinq ans.

Élection de Nogent. — Aucun dans la ville ni dans l'élection.

Élection de Montereau. — Aucun dans la ville ni dans l'élection.

Élection de Sens. — Il n'y avait que la seule famille de Brannay, dont il n'est resté que trois filles, fort âgées, qui ont fait abjuration il y a environ douze ans.

Élection de Joigny. — Il n'y a point de huguenots dans cette ville. Dans l'élection, il n'y en a qu'une seule famille, dans la paroisse de Saint-Martin-d'Ordon, qui consiste en six personnes ; la mère et deux filles ont fait abjuration.

Élection de Saint-Florentin. — Il n'y avait que deux familles de huguenots dans l'élection, qui demeuraient à Beurs ; elles se sont converties, les chefs sont morts, les enfants sont restés, qui sont bons catholiques.

Élection de Tonnerre. — Il n'y avait dans l'élection qu'une seule famille huguenote, nommée Lamas, qui est séparée dans deux paroisses, à Cusy et à Argenteuil. Ils ont tous fait abjuration, mais ils ne font aucun exercice de notre religion.

Élection de Vézelay. — Il y avait dans l'élection de Vézelay cinquante-trois familles de huguenots ; il en est sorti huit, il en est resté quarante-cinq, qui font le nombre de deux cent cinquante personnes des deux sexes. Ceux qui sont restés ont fait abjuration. Ils ne font la plupart aucun exercice de la religion catholique.

ÉLECTIONS.	NOMBRE DES ANCIENNES FAMILLES de la RELIGION PRÉTENDUE RÉFORMÉE.	FAMILLES SORTIES.	FAMILLES RESTÉES.
Paris.....	"	"	"
Senlis.....	32	18	14
Compiègne.....	62	38	24
Beauvais.....	48	22	26
Pontoise.....	2 converties.	"	2
Mantes.....	80	74	6
Montfort.....	12	6	6
Dreux.....	104	18	86
Étampes.....	"	"	"
Melan.....	6	6	"
Nemours.....	5 converties.	"	5
Meaux.....	1500	1000	500
Rozoy.....	8	8	"
Coulommiers.....	14	3	11
Provins.....	2	1	1
Nogent.....	"	"	"
Montereau.....	"	"	"
Sens.....	1 convertie.	"	1
Joigny.....	1 convertie en partie.	"	1
Saint-Florentin.....	2 converties.	"	2
Tonnerre.....	1 convertie.	"	1
Vézelay.....	53	8	45
TOTAUX.....	1933	1202	731

Ce tableau récapitulatif est instructif en ce qu'il précise les résultats de la campagne de conversion, *quinze années après la Révocation*. Il constate que dans la généralité de Paris, *la capitale exceptée*, sur 731 familles restées, il y en avait à peine douze qu'on pût considérer comme catholiques. Les 719 autres étaient donc, ou bien demeurées secrètement protestantes, ou bien tombées dans l'indifférence ou l'irrégion. Ce fait officiellement établi, n'est-il pas aussi lamentable, pour le moins, que celui de l'émigration des mille deux cent deux familles les plus attachées à leur foi?

N. W.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DES ÉGLISES RÉFORMÉES
AU ROYAUME DE FRANCE. — HISTOIRE DES MARTYRS

Ces deux ouvrages, d'une importance capitale pour l'étude de notre histoire, viennent de s'achever simultanément pour le centenaire de

la proclamation de la liberté de conscience dont ils démontrent si éloquemment l'impérieuse nécessité. Que de fois nous avons entendu des travailleurs, catholiques, protestants, ou indifférents en religion, réclamer le complément de cette nouvelle édition commencée dès 1883, pour le premier de ces deux monuments¹, et en 1885 pour le second²! Mais ceux qui savent ce que des travaux de ce genre exigent de recherches, de labeur, de temps, attendaient patiemment. On ne saurait trop le redire, en effet : il vaut mieux attendre quelques années de plus le résultat d'études consciencieuses, que de voir le marché occupé prématurément par des publications hâtivement achevées. Et l'on peut affirmer, en ce qui concerne ces deux gros volumes, que les patients ne seront pas déçus. Ils trouveront dans l'un et l'autre un appareil extrêmement détaillé et aussi complet que le permet l'état actuel des recherches historiques, de notes éclairant, rectifiant le texte ou le comparant avec d'autres textes analogues ou identiques. Que ceux qui ne font pas de l'histoire une étude ne se récrient pas! Ils prétendent, en effet, que ces notes, dont une seule représente parfois des semaines de minutieuses recherches, n'ont qu'un intérêt de pure curiosité. C'est là une erreur courante et contre laquelle on ne saurait protester trop souvent. Que font en effet Crespin et l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique*? Ils racontent, presque toujours sans citer leurs autorités. C'est ce qui a permis et permet encore à bien des écrivains plus ou moins intéressés d'infirmer leur témoignage. Or que fait le commentateur? Il s'efforce de retrouver les sources, l'origine de ces récits, de saisir en un mot, dans sa forme authentique, *le fait* qui leur a donné naissance, en les rapprochant d'autres témoignages contemporains qui l'éclairent, le rectifient ou le complètent. Ce n'est donc pas une œuvre d'érudition pure ou de simple curiosité que ces notes, c'est un travail de reconstruction ou de dégagement de la vérité historique. — Lorsqu'en ce qui concerne ces deux ouvrages, on pourra un jour (fort

1. *Edition nouvelle avec commentaire* par feu G. Baum et par Ed. Cunitz, tome troisième, contenant la *Préface*, l'*Introduction* et la *Table alphabétique* rédigés par Rodolphe Reuss. Paris, Fischbacher, LXXVII et 806 pages in-4, 1889.

2. *Persecute et mis à mort pour la vérité de l'Evangile, depuis le temps des apôtres jusques à présent* (1619) par Jean Crespin, édition nouvelle précédée d'une *Introduction* par Daniel Benoît et accompagnée de *notes* par Matthieu Lelievre, tome troisième, Toulouse, Société des livres religieux, 968 pages grand in-8 à deux colonnes, 1889.

éloigné encore) rapprocher leurs affirmations des innombrables arrêts prononcés par les sept parlements de France contre les huguenots, arrêts dont quelques-uns seulement sont actuellement connus, on verra que bien loin d'exagérer la réalité, nos deux auteurs ont été au contraire extrêmement sobres et réservés¹.

Mais ce n'est pas le seul mérite de cette nouvelle édition. Chacun de ces deux volumes est pourvu d'une *Table alphabétique*, laquelle occupe dans le premier (*Hist. eccl.*) 184 pages ou 368 colonnes, et dans le second 44 pages ou 88 colonnes en petit texte. Jusqu'ici il fallait péniblement dépouiller les volumes sans réussir la plupart du temps à découvrir le renseignement qu'on y cherchait. Ces tables non seulement permettent de trouver ce qu'on cherche, mais rien qu'en les feuilletant on y découvrira une multitude de noms et de faits qu'on ne s'attendait pas à y rencontrer. Des remerciements et des éloges amplement mérités sont donc dus à MM. Daniel Benoit et Matthieu Lelièvre qui ont mené à bien le Crespin de la Société de Toulouse ainsi qu'à feu MM. Baum et Cunitz et à M. Rodolphe Reuss qui ont préparé et achevé l'édition presque définitive de l'*Histoire ecclésiastique*.

Mais ce dernier savant s'est acquis un titre de plus à notre reconnaissance. Il a, en effet, rédigé une *Introduction* de LXXVII pages qui étudie en IV chapitres, subdivisés en paragraphes, la bibliographie raisonnée de l'*Histoire*, la question, *Théodore de Bèze en est-il l'auteur, sa formation et sa composition*, et enfin *sa valeur littéraire et historique*. On comprend que nous ne puissions entrer dans le détail de cette discussion approfondie, originale et fort intéressante. Elle soulèvera sans doute des objections, mais nous croyons que la plupart de ses conclusions finiront par s'imposer à ceux que ce problème intéresse. La principale de ces conclusions, la voici : Théodore de Bèze a eu la première idée de ce travail et en a longtemps réuni les matériaux : c'est probablement Simon Goulart qui en a été le principal compilateur comme il le fut pour les dernières éditions de Crespin, pour l'*Estat de France sous Charles IX*, etc. Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'après son apparition l'*Histoire ecclésiastique* ait été si rarement mentionnée par les historiens

1. J'ai fait ce travail pour une partie des années 1540 à 1550 dont je raconte l'histoire au point de vue de la liberté de conscience, dans ma *Chambre ardente*, voy. ci-après, p. 559.

de la fin du XVI^e ou du XVII^e siècle, et que ceux qui en parlent en ignorent absolument l'auteur. Je viens d'en rencontrer, trop tard malheureusement pour en informer M. Reuss, une preuve bien frappante : En 1643, l'éminent pasteur et polygraphe de Metz, Paul Ferry, écrivait aux pasteurs de Genève pour leur demander *qui est l'auteur de l'Histoire ecclésiastique de Metz et pays messin qui fait le XVI^e et dernier liere de l'Histoire ecclésiastique des Eglises réformées de France*¹. . . . Je n'ai pu découvrir s'il a été répondu à cette question. Mais assurément cette réponse serait intéressante.

Nous ne pouvons que souhaiter, en recommandant chaleureusement ces beaux livres, qu'ils trouvent maintenant autant d'acheteurs et de lecteurs qu'il y a eu de gens pour se plaindre, dans ces dernières années, du retard inévitable apporté à leur achèvement.

N. WEISS.

CHRONIQUE

La Société d'Histoire à l'Exposition. — Nous avons informé nos lecteurs que le Ministère de l'Instruction publique avait gracieusement invité notre Société à exposer sous ses auspices, dans le pavillon des Arts libéraux (1^{er} étage à gauche), classe VIII, section des Sociétés savantes. Notre Comité s'est empressé d'accepter cette invitation et tout le monde a pu voir sur un pupitre de cette salle nos publications parues depuis 1878. Elles comprennent les dix dernières années du *Bulletin*, les six volumes de la deuxième édition de *la France protestante*, les trois in-quarto de *l'Histoire ecclésiastique des Eglises réformées*, les *Plaintes de Claude* publiées en 1885 dans le même format, le magnifique in-folio, *les Grandes scènes historiques du XVI^e siècle*, et les deux premiers des trois volumes que nous faisons paraître pour le Centenaire de la Liberté de Conscience. Au-dessus de ces livres sont suspendus deux grands cadres renfermant : l'un une vue et des plans détaillés de la *Bibliothèque* ouvert en 1885 rue des Saints-Pères 54, et l'autre un fac-similé de la première et de la dernière page de l'édit de Révocation, un beau portrait de Rabaut-Saint-Etienne, et des médailles commémoratives des principaux faits de notre histoire, du XVI^e au XIX^e siècle. — Cette exposition a été très remarquée par les membres du jury qui lui ont décerné à l'unanimité, si nous ne nous trompons, une médaille d'or. Ajoutons que la même récompense a été accordée à la *Société biblique protestante de Paris*, aujourd'hui installée dans le même immeuble que la nôtre, et dont on peut voir la fort intéressante vitrine à deux pas de l'exposition de la Société d'Histoire.

1. Je publierai prochainement cette lettre et une autre du même auteur, relative au même sujet.

Inauguration du nouveau temple de Vassy. — Le 29 septembre a été inauguré le temple construit sur l'emplacement de la Grange du Massacre à Vassy. Cette touchante cérémonie a été présidée par M. Arnal, président du Consistoire de Dijon, auquel s'étaient joints les pasteurs des Églises les plus voisines¹, M. le sous-préfet de l'arrondissement, et beaucoup de catholiques visiblement sympathiques à l'Église naissante. Après le chant du psaume 116² et la lecture de passages bibliques (Matth. V, 1-17 et Hébr. XI, 32-40) qui répondaient aux sentiments d'une nombreuse assemblée venue de près et de loin, M. Arnal prit possession de l'édifice, et le consacra au culte réformé en déposant dans la chaire les Saintes-Écritures. Puis, il remercia les généreux donateurs dont le concours a permis d'élever ce lieu de culte à la gloire de Dieu et au souvenir de nos martyrs. Le don de la Société d'Histoire du protestantisme français a été mentionné avec reconnaissance, ainsi que certaines souscriptions tout particulièrement significatives : Le 1^{er} mars 1562, tandis que les protestants étaient réunis dans la grange, un jeune garçon de quinze ans, *David Collot*, et son frère étaient parmi les auditeurs. Ils virent les massacreurs entrer et percer de coups leur mère, et entendirent celle-ci « demander à Dieu, plusieurs fois, la grâce de sauver ses enfants, et celle de mourir pour son saint nom ». Puis, ayant remarqué que les soldats avaient du blanc à leurs chapeaux ils en mirent aussi, et réussirent à s'échapper². Un descendant du jeune David, M. le baron *Collot d'Escury*, habite la Hollande, et a adressé son offrande au Consistoire, au nom de ce souvenir. D'autres familles originaires de Vassy (les *Changuion* et les *Flournois*) sont encore représentées en Suisse, et se sont associées spontanément à la reconstitution de l'édifice de leurs pères. Citons aussi un don anonyme, très touchant, venu d'une institutrice, ancienne religieuse convertie au protestantisme, qui exprime dans sa lettre le désir d'aider à réparer le crime inspiré par l'Église à laquelle elle avait longtemps appartenu elle-même. M. Dannreuther, pasteur de Bar-le-duc, chargé de la prédication, prit pour texte ces paroles du psaume CXVIII : « Je ne mourrai pas ; je vivrai, et je raconterai les œuvres de l'Éternel. » Puis, M. Keck, le nouveau pasteur de Joinville et Vassy, fut présenté à ses paroissiens, et l'auditoire se sépara après avoir reçu la bénédiction du Seigneur.

La Chambre ardente. — Le volume qui porte ce titre et que M. le président de la Société a bien voulu annoncer favorablement dans son rapport de cette année vient de sortir de presse. En voici le sommaire : — Deux vues du nouveau et de l'ancien Palais de Justice de Paris précèdent un *Avant-propos* de VII pages qui explique le sujet et le but de l'ouvrage. Ensuite deux portraits reproduisant, d'après d'anciennes gravures, les traits de François I^{er} et Henri II, accompagnent une *Etude historique sur la liberté de conscience en France pendant les sept dernières*

1. MM. Andrault de Chalons ; Crost, de Dijon ; Dannreuther, de Bar-le-Duc ; Keck, de Joinville ; Monnerat de Chaumont ; le Rév. Newell, pasteur américain à Paris.

2. *Bulletin*, X, 360.

années du règne de François I^{er} et les trois premières de celui de Henri II (1540-1550). Cette étude, reposant en grande partie sur des textes inédits cités en note, comprend près de 150 pages (IX à CII)¹ et se termine par une vue de la place Maubert où périrent des centaines de martyrs luthériens, dessinée par M. Emonts, avant la transformation qu'elle vient de subir. — Cette première partie de l'ouvrage est suivie de 381 pages de *Documents inédits* se décomposant ainsi :

I. *Arrêts du Parlement de Paris contre les Luthériens, d'avril à octobre 1547*, au nombre de soixante-treize, résumés sur les originaux et non numérotés.

II. Séparé du précédent par une lacune de six mois, le *Registre des arrestz des Luthériens*, en deux parties (du 3 mai au 8 août, et du 8 août au 30 octobre 1548), que divise une vue du *Préau de la Conciergerie* en 1847, d'après un dessin inédit de M. Albert Lenoir. C'est le registre proprement dit de la Chambre ardente, comprenant cent soixante-seize arrêts, et terminé par un *Plan d'une partie du Palais avant l'incendie* de 1776, également tracé pour nous par M. Albert Lenoir.

III. *Les cent dix-sept Arrêts du Parlement de Paris contre les Luthériens, de novembre 1548 à avril 1549* (nos 177 à 294).

IV. Après une nouvelle lacune de six mois, les soixante et onze *Arrêts* (nos 295 à 366) du même Parlement contre les mêmes criminels, de novembre 1549 à mars 1550, où la législation sur l'hérésie fut modifiée conformément à un édit du 19 novembre 1549. — Le livre se termine par un *Index alphabétique des noms de personnes, de lieux et des principales matières*, qui n'occupe pas moins de trente-quatre pages (383 à 416), par la *Table des gravures*, une liste d'*Errata et Additions*, et par une *Table des Matières*. — Ajoutons que ce volume in-12 est imprimé avec beaucoup de soin sur papier teinté, titre rouge et noir, avec initiales et têtes de chapitre en caractères gothiques.

Nous espérons que le 3^e et dernier volume projeté par la Société pour le Centenaire de la Liberté de Conscience, le *Journal de Jean Mignault*, d'après le texte original, pourra paraître encore avant la fin de l'année.

N. W.

1. En voici la table : 1. François I^{er} et Henri II (*Les dernières années de François I^{er}*) ; — 2. Les Parlements et l'édit de Fontainebleau (1540-42) ; — 3. La Sorbonne et le Clergé régulier (1542-44) ; — 4. Vandois, Mellois et autres (1545-46) ; — 5. La fin (1547) (*Les trois premières années de Henri II*) ; — 6. L'Histoire et les historiens ; — 7. Le nouveau ministère. Le Sacre (1547) ; — 8. Les préliminaires de la Chambre ardente élée. 1547) ; — 9. La procédure contre les hérétiques. Son organisation ; — 10. La Chambre ardente. Premier trimestre (mai-août 1548) ; — 11. La peste. La Chambre des vacations (sept.-oct. 1548) ; — 12. L'émigration. L'hiver de 1548-49 ; — 13. La glorieuse entrée. La procession (juin-juillet 1549) ; — 14. L'édit du 19 novembre 1549. La mort de Marguerite d'Angoulême (21 déc.) ; — 15. Conclusion.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES SÉANCES DES 22 ET 23 AOUT 1789

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE¹

La question qui fut discutée et résolue tant bien que mal dans ces mémorables séances de Versailles, c'est celle de la *liberté religieuse*.

Il y avait, en 1789, plus de deux siècles et demi qu'elle avait été posée pour la première fois en France. Il résulte même d'une étude attentive du mouvement des idées, qu'avant de s'agiter dans le domaine des lettres et de la politique, le droit de l'homme à l'indépendance de ses opinions quelles qu'elles soient a été revendiqué sur le terrain religieux².

De François I^{er} à Louis XVI, des légions de Français stigmatisés du nom de huguenots, — titre de noblesse aujourd'hui des plus recherchés — n'ont, en effet, pas cessé de lutter pour cette liberté comme pour le bien le plus nécessaire, dans les prisons, sur les bûchers, sur les champs de bataille, devant les tribunaux, dans l'exil, sur les bancs des forçats et jusque sur la claie où furent traînés leurs cadavres.

1. Cette étude a été lue le 4 novembre dernier à la séance de rentrée de la Faculté de théologie protestante de Paris, et paraîtra aussi dans le compte rendu officiel de cette séance. — M. A. Lods, qui prépare depuis plusieurs mois une biographie de Rabaut Saint-Étienne, a bien voulu mettre à ma disposition la plus grande partie des éléments de ce travail. Qu'il reçoive ici mes bien vifs remerciements.

2. Je prends la liberté de renvoyer le lecteur, pour les preuves de cette affirmation, à mon volume, qui vient de paraître : *La Chambre ardente : Etude sur la liberté de conscience en France, de 1540 à 1559*. Paris, Fischbacher, 1889.

Cette lutte séculaire renaissant sans relâche des défaites les plus sanglantes infligées à l'obstination de ceux qui la poursuivaient, survivant aux déceptions et aux défections les plus amères, constitue l'un des commentaires les plus saisissants de la célèbre définition apostolique : *La foi est une ferme attente des choses qu'on espère, une démonstration de celles qu'on ne voit pas*¹. Car la réalité ne fut jamais pour ces visionnaires que la négation de leurs rêves ou le travestissement dérisoire de leurs espérances.

En 1789, ils étaient néanmoins si sûrs de toucher au but, que le 7 juin, plus de deux mois avant les séances que je vais essayer de résumer, les protestants de Paris se décidèrent à célébrer publiquement, rue Mondétour, le culte proscrit de la capitale depuis plus de deux cent cinquante ans².

On va voir s'ils avaient raison d'escompter ainsi le lendemain.

I

Il faut commencer par signaler un premier fait généralement ignoré : Les questions brûlantes de la liberté de conscience et de culte *ne furent jamais formellement mises à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale*. N'y pensait-elle pas ? Tout le monde, au contraire, y songeait et en parlait, mais personne n'osait, qu'on me permette l'expression, attacher le grelot. Depuis quatre ans, un fils de pasteur du désert, Jean-Paul Rabaut, dit Saint-Étienne, séjournait, négociait à Paris, parlait, écrivait des lettres, des requêtes, des mémoires, même un roman historique, *le Vieux Cévenol*, pour déterminer un mouvement d'opinion irrésistible. Mais les obstacles paraissaient insurmontables. Deux ans avant la Révolution, en 1787, il n'avait obtenu, au prix d'efforts surhumains, que comme une grâce

1. Épître aux Hébreux, XI, 1.

2. Voir, sur cette restauration du culte réformé à Paris, le travail de M. A. Lods, *L'Eglise réformée de Paris pendant la Révolution* (1789-1802), dans le *Bull. de la Soc. d'Hist. du Prot. français*, 1889, p. 208 et 257, tirage à part chez Fischbacher, 36 p. in-8, avec gravures, 1889.

entourée de lamentables restrictions, l'*édit de Tolérance*, c'est-à-dire, pour ceux qui ne partageaient pas la foi religieuse de la majorité des Français, le droit de naître, de se marier, de vivre et de mourir¹.

Lorsque, le 12 août 1789, un comité de cinq membres fut nommé pour présenter à l'Assemblée une déclaration des droits de l'homme, il saisit la balle au bond, rédigea un projet, le fit imprimer et répandre ; on y lit cet article :

« Nul homme n'est responsable de sa pensée et de ses sentiments et personne ne peut lui en demander compte. Les consciences sont parfaitement libres ; nul n'a le droit de les gêner et chacun a celui de professer librement la religion qu'il croit la meilleure². »

Ce projet fut rejeté avec une vingtaine d'autres, car beaucoup de cahiers du clergé demandaient *même la révocation de l'édit de Tolérance de 1787*³, et, le 19 août, on se décida pour un projet en vingt-quatre articles qui maintenait purement et simplement l'uniformité religieuse :

« Art. XVI. La loi ne pouvant atteindre les délits secrets, c'est à la religion et à la morale à la suppléer. Il est donc essentiel, pour le bon ordre de la société, que l'un et l'autre soient libres. — Art. XVII. Le maintien de la religion exige un culte public. Le respect pour le culte public est donc indispensable. — Art. XVIII. Tout citoyen qui ne trouble point le culte établi ne doit point être inquiété⁴. »

On le voit, il n'était question de demander le respect que pour *une* religion, *une* morale, celles de la majorité. Cette manœuvre, indigne d'hommes assemblés au nom de l'égalité et de la liberté de tous, ne devait pas réussir, car on ne supprime pas la liberté parce qu'on n'en parle pas, pas plus qu'on ne supprimerait le soleil en ignorant son existence.

1. Voir sur l'édit de Tolérance, le *Bulletin*, t. XXXVI (1887), p. 595, 551, 617, 619, 676, et XXXVII (1888), p. 112 et 334.

2. *Projet du préliminaire de la Constitution française, présenté par M. Rabaut de Saint-Étienne*, 14 p. in-8, p. 12.

3. *Bull.*, XXXVI (1887), p. 622.

4. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, Bibl. Nat. Le²⁷ 10, t. III. Ce texte, le meilleur de tous, sert de base à ce travail toutes les fois que je ne cite ni Buchez, ni Méjan, etc.

C'est le 22 août que les trois articles que j'ai lus vinrent en discussion. A peine eurent-ils été proposés qu'un catholique, le comte de Castellane, demanda la parole. Son discours, qu'on a retrouvé à la Bibliothèque Nationale ¹, peut se résumer en deux phrases :

« La France, à la vérité, est catholique; mais tous les Français ne le sont pas, et cependant, ceux qui ne le sont pas n'en ont pas moins tous les droits qui appartiennent aux autres hommes. »

En conséquence, il demande :

« L'énonciation du premier, du plus sacré de tous les droits, celui de la liberté des opinions religieuses, d'où découle nécessairement celui qui appartient à chaque homme, de servir Dieu selon sa conscience. »

Et propose de substituer aux articles précités un seul article ainsi conçu :

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, ni troublé dans l'exercice de sa religion. »

J'ouvrirai ici une courte parenthèse. J'ai dans mon dossier une réponse à une demande de renseignements sur cet acte du comte Castellane; elle semble craindre que je ne fusse pas disposé à rendre à ce catholique vraiment libéral tout l'honneur qui lui est dû. N'est-il pas vrai que nous sommes peu habitués à rencontrer un catholique prendre la défense de ceux que son Église a toujours excommuniés? Et n'est-ce pas une raison de plus pour saisir avec empressement cette occasion de proclamer bien haut le nom du comte Castellane? Il n'a peut-être pas été conséquent avec les principes de son Église, mais il l'a été à coup sûr avec ceux du Christ, qui renvoie libres les opprimés, et personne ne me désavouera, si je déclare, en notre nom à tous, que le comte de Castellane a bien mérité de la France de 1789 et des protestants français qu'il voulait affranchir!

1. Le²⁹, 154.

II

Quel fut le sort de sa motion ? Combattue par l'évêque de Clermont, qui veut que les principes de la Constitution française reposent sur la religion, catholique naturellement, elle rallie à moitié M. de la Borde, qui plaide pour la tolérance¹. Ce mot de tolérance fait bondir à la tribune Mirabeau :

« La liberté, dit-il, la liberté dans l'exercice des facultés est un droit, puisqu'il y a diversité d'opinions », et il ajoute qu'« en les laissant se manifester librement, on peut dormir en paix² ».

C'est l'argumentation du libre-penseur qui ignore le caractère sacré d'une conviction et la nécessité de la liberté. La droite, composée de membres du clergé, proteste, demande et obtient enfin le renvoi au lendemain, malgré les réclamations du grand orateur, qui aurait voulu enlever le vote³.

J'ai remercié le catholicisme libéral dans la personne du comte de Castellane : Remercierai-je aussi Mirabeau pour avoir demandé ce qui ne coûtait rien à son indifférence religieuse ? Assurément, car des expériences qu'il est inutile de préciser nous enseignent que lorsqu'on croit peu ou point, il y a encore du mérite à plaider pour la liberté de ceux qui croient.

Le 23 août 1789 était un dimanche. C'était aussi un anniversaire, celui du 23 août 1572, où furent prises, au centre de Paris, les dernières mesures pour le massacre de la Saint-Barthélemy. Si, au premier étage du pavillon des Arts libéraux, l'un de mes lecteurs a eu l'idée de jeter les yeux sur la modeste exposition de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, il y aura vu deux cadres. L'un renferme une vue de la Bibliothèque, l'autre un portrait de Rabaut Saint-Étienne, un fac-simile de l'édit de Révocation et des médailles accompagnées de légendes instructives.

1. Buchez, *Hist. parlem. de la Rév. franç.*, t. II, p. 322.

2. Méjan, *Collect. compl. des travaux de Mirabeau l'aîné*, t. II, p. 60.

3. Buchez, *op. cit.*, p. 325 et suiv.

Parmi ces dernières, il y en a deux qui furent frappées à Paris en mémoire de la Saint-Barthélemy. Sur la plus grande on voit une hydre se dresser contre un Hercule armé d'une torche et d'une massue, qui ont déjà jonché le sol de plusieurs têtes du monstre. Cette hydre doit représenter l'hérésie protestante, et l'Hercule couvert d'une peau de lion, le pauvre Charles IX qui l'abattit.

En parcourant mes notes sur cette deuxième journée de l'Assemblée nationale, cette effigie s'est présentée à mon esprit, car je ne pouvais m'empêcher de voir, dans l'hydre destinée en 1572 à représenter l'hérésie, l'image bien expressive et vraie de ce monstre aux têtes multiples et sans cesse renaissantes, qu'en 1789 la Révolution appelait la tyrannie et qui, en religion, est le fanatisme. Et pourquoi cette pensée? Parce que, le 23 août 1789, le fanatisme des *xvi^e* et *xvii^e* siècles essaya de remporter une victoire définitive.

Le premier mouvement stratégique de la coalition cléricale consista dans la division des articles, pour obtenir qu'on ne discutât plus que le dernier : *Tout citoyen qui ne trouble point le culte établi ne doit pas être inquiété*¹. Il n'est plus question d'un culte dissident et même la liberté de conscience est menacée. Car on peut toujours prouver que ceux qui ne professent pas le culte établi, le troublent par leur abstention.

Mirabeau redemande la parole : il ne veut pas de culte dominant : « Rien ne doit dominer que la justice, le droit de chacun, de faire tout ce qui ne peut nuire à autrui. » M. de Castellane lui succède :

« Ce droit de chacun n'a contre lui que celui du plus fort et il n'est pas dans l'esprit de cette Assemblée de vouloir user de celui-là. » Ne faisons pas à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit. — « S'il est vrai que les hommes ont le droit de ne pas être inquiétés dans leurs opinions religieuses, ils ont celui de rendre à Dieu le culte qu'ils croient lui devoir. »

Et, fort à propos, il rappelle que, si ces principes si simples

1. Buérez, *ut supra*.

avaient été observés, on n'aurait pas vu les guerres civiles et toutes les horreurs de la persécution :

« Lorsque nous avons détruit le joug du despotisme qui pesait sur nos têtes, ne nous réservons pas l'exercice de la plus absurde des tyrannies, la tyrannie des consciences¹. »

Nobles paroles ! et que nous ne saurions rappeler avec trop de gratitude. Mais l'Assemblée paraissait de plus en plus houleuse. L'orateur croit prudent de ne lui demander qu'une fraction du droit si clairement établi ; il termine donc son discours en ne proposant que la première partie de sa motion : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses. »

Concession énorme, à laquelle Mirabeau se rallie en proposant d'ajouter, à cette affirmation de la liberté de conscience seule, ces mots impliquant l'exclusion de toute autorisation de culte public dissident : « ni troublé dans l'exercice *privé* de sa religion². »

III

Le tumulte augmente dans l'Assemblée, et un prêtre, M. Dillon, curé du Vieux-Pouzauges, en profite pour lancer la réserve destinée à garrotter tôt ou tard la liberté religieuse. « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, *pourvu qu'elles ne troublent pas l'ordre public.* »

Mais les libéraux ne se tiennent pas pour battus. — Robespierre lui-même — il faut lui savoir gré de ce mouvement généreux, — s'écrie : « Ajouter une restriction à un principe aussi simple que celui de la motion qu'on discute, c'est l'anéantir en donnant lieu à une foule d'interprétations dangereuses. »

M. de Virieu réplique que la manifestation des opinions doit être réglée.

On le voit, dans cette grande mêlée parlementaire, les deux

1. Bib. Nat. Le²⁰, 154.

2. Méjan, II, 66.

camps de la France nouvelle qui luttaien^t corps à corps savaieⁿt parfaitement, l'un et l'autre, ce qu'ils voulaieⁿt. J'insiste sur cette remarque, car il ne faudrait pas s'imaginer qu'il y eut de l'obscurité dans les esprits.

Les uns, la minorité, voulaieⁿt *la liberté religieuse entière* ; les autres, la droite, *la liberté soumise au bon plaisir de la religion d'État*. Et pour dissiper toute équivoque, en habile capitaine, au moment décisif, Rabaut Saint-Etienne prit la parole. Son discours — le voici, avec une dédicace qui est sans doute de sa main¹ — produisit un effet immense que le *Moniteur* de l'époque signale en disant que « son auteur était fait pour être législateur dans le xviii^e siècle² ».

Le connaît-on, ce discours ? Oui, tout le monde connaît le mouvement d'éloquence qui repousse la tolérance et réclame la liberté. — Mais il n'y a pas une partie de cette puissante harangue qui ne soit à la hauteur de ce mouvement célèbre. En voici de brefs extraits :

« Le préopinant a bien voulu convenir qu'on n'a aucun droit à pénétrer dans les pensées intimes des hommes, et, certes, il n'a pas énoncé une vérité bien remarquable et bien profonde, car il n'est jamais venu à l'esprit d'aucun tyran d'entrer dans le secret des pensées et l'esclave le plus esclave conserve très certainement la liberté que le préopinant daigne accorder à des hommes libres.

« Il a ajouté que la *manifestation* des pensées pouvait être une chose infiniment dangereuse, qu'il est nécessaire de la surveiller et que la loi devait s'occuper d'empêcher que chacun pût manifester trop librement

1. *Opinion de M. Rabaut de Saint-Etienne sur la motion suivante de W. de Castellane : Nul homme ne peut être inquiété pour ses opinions, ni troublé dans l'exercice de sa religion.* A Versailles, chez Baudoin, imprimeur de l'Assemblée nationale, avenue de Saint-Cloud, n° 69, 1789, 15 pages in-8.

2. A un moment donné, Rabaut Saint-Etienne semble avoir eu plus de réputation même que Mirabeau. Le *Huguenot des Cévennes* du 1^{er} novembre 1889 publie une lettre du 14 juillet 1789, dans laquelle on lit : « Il n'y a personne dans l'Assemblée des trois ordres qui se distingue comme M. Rabaut de Saint-Etienne... Un jour, le comte de Mirabeau parlait avec beaucoup de véhémence, de précipitation et d'enthousiasme... L'Assemblée interrompt cet orateur rapide en lui disant : Ne faites pas tant de bruit ; écoutez-vous mieux : vous vous croyez un homme unique et vous n'êtes pas un demi-Rabot !... » Cette lettre est signée *Sabater*. Il paraît que ce jeu de mots a fait fortune, surtout à Nîmes.

ses pensées ; que c'était ainsi que s'établissaient les religions nouvelles ; il n'y manquait que de nommer sur-le-champ un tribunal chargé de ces fonctions de surveillance.

«... Ce langage est celui qu'ont toujours tenu les intolérans et l'Inquisition n'a pas eu d'autres maximes. Elle a toujours dit, dans son langage doux et ménagé, que sans doute il ne faut point attaquer les pensées, que chacun est libre dans ses opinions, pourvu qu'il ne les manifeste pas, mais que cette *manifestation* pouvant troubler l'ordre public, la loi doit la surveiller avec une attention scrupuleuse ; et, à la faveur de ces principes, les intolérans se sont fait accorder cette puissance d'inspection qui, durant tant de siècles, a soumis et enchaîné la pensée.

« Mais, avec une telle maxime, Messieurs, il n'y aurait point de chrétiens. Le Christianisme n'existerait pas, si les payens, fidèles à ces maximes qui, à la vérité, ne leur furent pas inconnues, avaient surveillé avec soin la *manifestation des opinions* nouvelles, et continué de déclarer qu'elles troublaient l'ordre public...

« C'est sur vos principes que je me fonde, Messieurs, pour vous demander de déclarer dans un article, *que tout citoyen est libre dans ses opinions, qu'il a le droit de professer librement son culte, et qu'il ne doit point être inquiété pour la religion*¹...

« Ne permettez pas, Messieurs... Nation généreuse et libre, ne le souffrez point, que l'on vous cite l'exemple de ces Nations encore intolérantes qui proscrivent votre Culte chez elles. Vous n'êtes pas faits pour recevoir l'exemple, mais pour le donner ; et de ce qu'il est des Peuples injustes, il ne s'en suit pas que vous deviez l'être. L'Europe, qui aspire à la liberté, attend de vous de grandes leçons, et vous êtes dignes de les lui donner... Si les exemples peuvent être cités, imitez, Messieurs. celui de ces généreux Américains qui ont mis à la tête de leur Code civil la maxime sacrée de la liberté universelle des religions ; de ces Pennsylvaniens qui ont déclaré que tous ceux qui adorent un Dieu, de quelque manière qu'ils l'adorent, doivent jouir de tous les droits de citoyen ; de ces doux et sages habitans de Philadelphie, qui voient tous les cultes établis chez eux, et vingt Temples divers, et qui doivent peut-être à cette connaissance profonde de la liberté, la liberté qu'ils ont conquise !... »

N'est-ce pas là, pour un de ces prédicants dont Voltaire raillait le mauvais français, un noble langage ; ne sont-ce pas de hautes pensées dignes du peuple dont elles résumaient les souffrances, dignes de ce grand mouvement d'affranchissement

1. C'est entre ce paragraphe et le suivant que se trouve le passage sur la tolérance, et celui où l'orateur demande la liberté et l'égalité pour les Juifs.

dont elles formulent la condition première, dignes enfin du patriote dont la tête devait rouler sur l'échafaud révolutionnaire parce qu'il refusa « d'exercer sa part de tyrannie » en votant la mort de Louis XVI¹ ?

Au lieu de conclure à la première partie seulement de la motion Castellane, Rabaut Saint-Etienne revient donc à sa motion primitive, liberté de culte aussi bien que de conscience. Le curé du Vieux-Pouzauge retire son amendement et force est à l'Assemblée de discuter et de voter sur l'ensemble d'une proposition qu'elle s'applaudissait déjà d'avoir presque réduite à rien. Peut-être, si l'on avait pu voter à ce moment, Rabaut Saint-Etienne eût-il obtenu gain de cause. Mais la droite résiste avec acharnement et deux évêques, celui de Lydda et celui de Langres, démasquent les dernières batteries de leur parti. Le premier revient au xvi^e siècle en réclamant

« ...pour les frères dans l'erreur, l'indulgence et la compassion. Libres dans leurs opinions, ils doivent les manifester sans troubler l'ordre public... Il est nécessaire de tracer une ligne de démarcation qui console nos frères et ne porte pas atteinte à la religion dominante et ne soit pas injurieuse pour le culte catholique. En leur accordant le culte en commun, nous demandons qu'on *proscrire* tout appareil *public* qui détruirait la prééminence de la religion dominante².... »

Que l'on compare ces deux discours, celui du pasteur du désert et celui de l'évêque : ce sont deux manifestes. Le premier nous montre la France croyante, mais libérale, telle que la rêvaient les huguenots ; le second, une France éprise d'uniformité religieuse, autoritaire et réactionnaire.

L'assemblée, image fidèle, hélas ! de la patrie, ravagée par les guerres de la Ligue au xvi^e siècle, cruellement mutilée au

1. Voici ses paroles : « Je suis las de ma portion de despotisme ! Je suis fatigué, harcelé, bourrelé de la tyrannie que j'exerce pour ma part, et je soupire après le moment où vous aurez créé un tribunal national qui me fasse perdre les formes et la contenance d'un tyran ! » — Il fut guillotiné le 5 décembre 1793, à l'âge de cinquante ans.

2. En conséquence il propose l'amendement : « pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois ». L'évêque de Langres demande qu'on supprime l'adjectif *religieuses*.

xvii par la Révocation, se divise en deux camps presque égaux en nombre et entre lesquels il paraît impossible d'obtenir un accord. Le tumulte grandit d'heure en heure. Le président, M. Clermont-Tonnerre, d'ailleurs libéral, est exténué ; il offre deux fois sa démission¹ et, pour en finir, fait voter sur la motion Castellane-Rabaut augmentée de la restriction imaginée par le curé Dillon : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public.* Mais, jusqu'au bout, la coalition cléricale s'efforce d'empêcher l'adoption même de cette proposition ainsi amendée à cause d'elle. Il faut littéralement lui arracher chacun des mots dont elle se compose, d'abord le mot *religieuse*, puis l'adverbe *même*, puis ce membre, *leur manifestation*.

Elle ne réussit pas néanmoins à en empêcher le vote, mais se venge en faisant adopter en dernier lieu cette addition, *l'ordre établi par les lois*. Mirabeau réclame, on lui refuse la parole. Enfin, l'assemblée, épuisée, aussi incapable de la tyrannie sans phrases que de la liberté sans restrictions, introduit dans la déclaration des droits de l'homme cet article X : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois.*

IV

Cette mémorable lutte parlementaire aboutit donc à l'affirmation de la *liberté de conscience*, mais du même coup, à la négation implicite de son corollaire logique, la *liberté de culte*. On le savait si bien que, deux mois après ces séances orageuses, lorsque les protestants de Paris songeaient à quitter le local presque clandestin de la rue Mondétour pour s'affirmer plus ouvertement au centre de la capitale, Rabaut Saint-Étienne crut devoir conseiller au pasteur Marron « d'attendre les

1. « Désespéré sans doute d'être l'homme de la loi dans cette circonstance, il a fait humainement tout ce qu'il pouvait faire pour ramener l'assemblée à la raison... » (Buche, II, 334.)

grandes décisions qui seront plus favorables au sein de Paris que dans le très saint et très fort concile du 23 août¹ ». — Dans le *Courrier de Provence*, p. 71, Mirabeau s'écrie : « Nous ne pouvons dissimuler notre douleur que l'Assemblée Nationale, au lieu d'étouffer le germe de l'intolérance, l'ait placé comme en réserve dans une déclaration des droits de l'homme. » Et, dans sa *Lanterne*, Camille Desmoulins ne craint pas d'affirmer que « si le clergé n'avait pas eu 300 représentants dans l'Assemblée, la motion de M. Rabaut Saint-Étienne aurait prévalu² ».

Voilà pourquoi Edgar Quinet a prononcé ce jugement sévère :

« S'il y avait un principe dans le monde qui dût figurer dans la Déclaration des droits, c'était la liberté des cultes. On prit un détour, on subtilisa; cette première des libertés fit peur. On n'osa pas encore en prononcer le nom. La Révolution entre ainsi par une porte détournée; dès les premiers pas, elle montre ses pieds d'argile³. »

A ceux qui s'imagineraient que ce jugement est empreint de l'exagération qu'on reproche volontiers à des poètes comme Edgar Quinet, il suffit d'exposer les quelques faits complémentaires que voici :

Sept mois après le 23 août 1789, lorsque, le 13 février 1790, la même Assemblée s'occupait de la suppression des ordres monastiques, l'évêque de Nancy crut déjà le moment venu de faire déclarer « que la religion catholique, apostolique et romaine est la Religion nationale⁴ ». Surprise et défiante, l'Assemblée se borne cette fois à passer à l'ordre du jour. Mais deux mois plus tard, elle dut livrer une véritable bataille pour maintenir le principe si étroitement conquis l'année précédente. Le 12 avril 1790, en effet, un mois après qu'au grand scandale des catholiques, Rabaut Saint-Étienne eût été porté à la prési-

1. Lettre datée de Versailles, 14 oct. 1789, appartenant à M. le pasteur Ch.-L. Fressard.

2. Édition de J. Claretie, Paris, Charpentier, I, 190.

3. *La Révolution*, I, 176.

4. *Choix de Rapports, opin. et disc. pron. à la tribune nationale*, II, 46.

dence¹, un chartreux, dom Gerle, profite de la discussion sur les biens du clergé pour reproduire la motion de l'évêque de Nancy. Ce n'était plus un seul ballon d'essai, témoin la fanfaronnade échappée, au séminaire Sainte-Barbe, à J.-F. Maury « que l'Église ne perdrait pas un pouce de terrain, en dépit de l'Assemblée nationale² ».

Le soir de ce 12 avril, aux Capucins de la rue Saint-Honoré, environ deux cents aristocrates organisaient activement sous la direction de M. de Montlausier, de l'archevêque de Toulouse et de l'archevêque de Nancy, la victoire escomptée, mais restée indécise dans la journée. Aux Jacobins, les « patriotes » de leur côté s'efforçaient de déjouer cette coalition. Le peuple de Paris inquiet, excité, commençait à s'agiter, si bien que le 13 avril on crut prudent de faire garder le local des séances par un imposant déploiement de troupes. Malgré l'attitude résolue « des nobles avant les prêtres, puis des prêtres (qui) criaient à la destruction de la religion³ », M. de la Rochefoucauld, « considérant que l'Assemblée n'a ni ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences et sur les opinions religieuses... que son attachement au culte catholique, apostolique et romain ne saurait être mis en doute dans le moment même où ce culte seul va être mis par elle à la première classe des dépenses publiques... » l'engage à décréter « qu'elle ne peut ni ne doit délibérer sur la motion proposée ». — « Nous ne sortirons pas à moins qu'on n'ait déclaré que la religion catholique est la seule religion nationale », riposte le vicomte de Mirabeau. Et ce qui donne bien la mesure d'une audace dédaigneuse des faits les moins dignes d'être invoqués, M. d'Estourmel rappelant que, le 25 janvier 1677, Louis XIV a juré devant Cambrai d'y maintenir la religion catholique

1. Rabaut fut élu président le 14 mars 1790, mais les présidents n'étaient nommés que pour quinze jours. Les catholiques avaient fait afficher dans le Languedoc ce placard : « L'infâme Assemblée nationale vient de mettre le comble à ses forfaits en nommant un PROTESTANT pour la présider. » (*Les Révolutions de Paris*, 2^e année, n° 39.)

2. Buchez, V, 113.

3. Mejan, III, 263.

sans y souffrir de culte dissident ni la construction d'aucun temple, propose « de maintenir purement et simplement les constitutions des villes et des provinces, jurées par le roi¹ ».

Pour le coup Mirabeau (l'aîné, non le vicomte) n'y tient plus :

« Puisqu'on se permet des citations historiques dans cette matière, je vous supplierai de ne pas oublier que d'ici, de cette tribune où je vous parle, on aperçoit la fenêtre d'où la main d'un monarque français, armé contre ses sujets par d'exécrables factieux qui mêlaient des intérêts temporels aux intérêts sacrés de la religion, tira l'arquebuse qui fut le signal de la Saint-Barthélemy. Je n'en dis pas davantage ; il n'y a pas lieu à délibérer...². »

L'effet de ce mouvement imprévu fut foudroyant, tous les yeux suivirent machinalement et en silence le bras tendu de Mirabeau — et la liberté de conscience fut encore une fois sauvée !

Vous avez pensé, Monsieur le doyen, Messieurs les professeurs, qu'il convenait de rappeler ces faits dans cette enceinte et en cette année où nous célébrons le premier anniversaire séculaire d'un principe auquel nous devons en définitive la reconnaissance officielle de votre enseignement. — Il est vrai que depuis la Révolution, des tentatives multiples et trop souvent, hélas ! couronnées de succès, ont été faites pour tirer les conséquences extrêmes des restrictions imposées à la liberté religieuse. Mais il n'est que juste d'ajouter qu'en renonçant de nos jours à appliquer ces restrictions, le gouvernement de la République a libéralement complété l'œuvre imparfaite de

1. Bachez, V, 349-359. — M. Camus, n'ayant pu obtenir la parole sur la motion de dom Gerle, publia le 18 avril, en une plaquette de 8 pages in-8 (Paris, Le Clerc), son *Opinion* ainsi résumée : « L'Assemblée nationale déclare que la Religion catholique est la Religion du Royaume ; elle décrète que ses ministres et les dépenses de son culte *le seul public*, seront seuls payés aux dépens de la Nation, sauf l'exécution de capitulations et traités en faveur des non-catholiques. » Et il finit le *devoir* d'adopter cette motion sur ce passage de la 1^{re} épître de Pierre, II, 15 : *Soyez toujours prêt à rendre compte de votre espérance et de votre foi à quiconque vous le demandera !*

2. Mépin, *ad supra*. — Voy., sur l'arquebuse de Charles IX, le savant mémoire de feu H.-L. Bordier, *La Saint-Barthélemy et la critique moderne*, 1879.

l'Assemblée en 1789. — Grâce à Dieu, le peuple qu'au seuil du XVIII^e siècle, le martyr Claude Brousson comparait à « Lazare après sa résurrection, les pieds et les mains liés », ce peuple a vu enfin tomber ces liens pour lui permettre « de faire toutes les fonctions de la vie spirituelle¹ ». — A lui, à nous tous, de montrer qu'il n'a réclaté le droit à la liberté, que nous ne voulons en user, que pour travailler, par l'affranchissement des âmes, à la grandeur de la France!

N. WEISS.

DOCUMENTS

LE LIBRAIRE JEAN MORIN

ET LE CYMBALUM MUNDI DE BONAVENTURE DES PERIERS

DEVANT LE PARLEMENT DE PARIS ET LA SORBONNE

C'est un sujet bien spécial sans doute et d'une importance bien secondaire que celui des mésaventures d'un livret presque oublié aujourd'hui et des infortunes de son premier éditeur.

Si, néanmoins, je me décide à l'aborder ici, c'est que la question de la vie et de la liberté d'un homme, de son acquittement ou de son injuste condamnation, si humbles d'ailleurs qu'aient pu être le rôle et la situation de cet homme dans l'histoire du protestantisme français, sera toujours digne d'examen et d'intérêt. C'est aussi que j'ai espéré pouvoir donner quelque ampleur à mon exposé en essayant de montrer, dans le procès de doctrine qui va nous occuper, la physionomie, l'esprit et les procédures de cette faculté de théologie de Paris qui fut si puissante durant tout le moyen âge et jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Personnifiant l'absolutisme aveugle dans le domaine intellectuel et religieux, l'orthodoxie fanatique, l'intolérance persécutrice, elle se trouve constamment aux prises avec

1. *Lettres et opuscules de feu M. Brousson*. Utrecht, 1701, p. 331. C'est la dernière lettre qu'on ait de Brousson (17 août 1698, qui fut pendu le 4 novembre 1698 à Montpellier. — Cent ans avant les séances que je viens de décrire, le 1^{er} octobre 1689, Brousson avait écrit à l'intendant Bâville ces lignes prophétiques : *Il faut que l'Etat périsse ou que la liberté de conscience soit rétablie.*

les aspirations de libre examen et de recherche indépendante qui n'ont jamais cessé de se faire jour dans la conscience humaine, même aux époques où celle-ci s'est montrée le plus asservie.

C'est un incident de cette lutte mémorable, aujourd'hui terminée par le triomphe du principe de liberté que je me propose d'étudier à cette place.

Cymbalum mundi en françoys, contenant quatre dialogues poétiques fort antiques, joyeux, & facétieux. Imprimé nouvellement à Paris pour Jehan Morin libraire, demourant audict lieu, en la rue Saint Jacques, à l'enseigne du Croissant, 1537.

C'est en février 1537, c'est-à-dire — l'année commençant alors à Pâques — en 1538 nouveau style, que parut ce célèbre petit livre, œuvre anonyme de Bonaventure Des Periers, valet de chambre de Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, et dont le retentissement, c'est bien ici le mot propre, eût été, au xvi^e siècle, autrement considérable si l'ouvrage n'avait été rigoureusement supprimé dès son apparition.

Il ne m'appartient pas de parler en détail du fond même de cette œuvre extraordinaire qui, sous le voile d'une fiction sans portée apparente, s'attaquant indistinctement à tous les *credos* et à tous les partis religieux, s'élance d'un bond aux extrêmes limites de la libre pensée, et dans laquelle, par l'audace du scepticisme, l'éclat de la verve, le trait incisif, l'ironie mordante, le contemporain de Rabelais annonce et fait pressentir Voltaire à deux siècles de distance. Je n'ai pas non plus à faire l'histoire des volumes de discussions et de commentaires suscités par ces quatre dialogues de moins de 65 pages. M. Félix Frank, dans la remarquable étude qui accompagne l'édition publiée par lui chez Lemerre en 1873, semble avoir dit le dernier mot de la critique moderne sur le sens caché du *Cymbalum*, et dans le détail comme dans l'ensemble, avoir définitivement fixé la signification réelle de la plupart de ces allégories, jusqu'alors demeurées, en bien des points, fort obscures.

Je renvoie de même à l'intéressant travail de M. Adolphe Chenexière sur Des Periers¹. Après ces deux érudits, il n'y a, dans ce domaine, plus guère à glaner.

Mon but est plus modeste : Je voudrais, reprenant les circons-

1. *Bonaventure Des Periers, sa vie, ses poésies.* Paris, 1886, in-8.

tances qui ont accompagné la publication du *Cymbalum*, m'attacher plus particulièrement à quelques-unes d'entre elles, restées, jusqu'ici, à l'état de questions non résolues et tenter d'y répondre, grâce à des éléments d'appréciation qui me paraissent avoir échappé, si je ne me trompe, aux investigations de la critique.

J'ai dit que ce fut en 1538, et bien certainement au mois de février, qu'eut lieu la publication du *Cymbalum*¹. En effet, l'autorité toujours en éveil sur les livres nouveaux — il y avait trois ans à peine que François I^{er} avait signé l'incroyable arrêt, immédiatement rapporté, il est vrai, interdisant l'exercice de l'imprimerie dans son royaume — l'autorité ne dut pas être longue à flairer dans ce petit volume d'apparence inoffensive, une suspecte odeur d'hérésie. Il ne saurait donc s'être écoulé que fort peu de temps entre son apparition et les poursuites dirigées contre son éditeur. Or, dès le mardi 5 mars, le libraire Jean Morin était arrêté et le jeudi suivant, deux jours après, le *Cymbalum* était déferé au Parlement.

Voici effectivement, à cette dernière date, l'extrait des registres de ce corps, tel qu'il a été publié dans l'avertissement de l'édition du *Cymbalum* de 1732 :

Du 7 mars 1537, avant Pâques.

Ce jour, messire Pierre Lizet², premier président en la cour de céans a dit à ycelle que mardi dernier, sur le soir, il reçut un paquet où y avoit une Lettre du Roy et une du Chancelier, avec un petit livre en langue françoise, intitulé : *Cymbalum mundi*, et luy mandoit le Roy qu'il avoit fait veoir ledict livre et y trouvoit de grands abus et hérésies, et que à

1. La plupart des faits et documents relatifs à l'apparition et à la saisie de ce livre sont depuis longtemps connus, mais je dois, pour la clarté de mon étude, les rappeler brièvement ici.

2. Pierre Lizet, premier président au Parlement de Paris, dont on a pu dire, avec justice, qu'il fut la honte de la grande charge dont, avant lui, le docte et vertueux de Selve, et après lui, les Bertrandi, les Harlai, les de Thou, les Molé, les Bellièvre devaient être l'honneur, occupa ces fonctions de 1529 à 1550. Célèbre au xvi^e siècle par la lourdeur de son esprit, les scandales de sa vie privée, son amour pour le vin, il s'acquit un renom plus triste encore par son fanatisme et par la fureur qu'il ne cessa de déployer dans la persécution des hérétiques. D'ailleurs, l'ignorance même en tout ce qui ne touchait pas à la routine de sa profession, ignorance accentuée encore par ses prétentions à la science infuse. On peut, dès lors, se figurer tout ce que l'esprit mordant d'un Henri Estienne et d'un Théodore de Bèze devaient tirer d'une aussi riche matière, le premier dans son *Introduction au traité de la conformité des merveilles an-*

ceste cause, il eust à s'enquérir du compositeur¹ et de l'imprimeur, pour l'en avertir, et après, proceder à telle punition qu'il verroit estre à faire. Suivant lequel commandement il avoit fait telle diligence que, hier, il fit prendre ledit imprimeur, qui s'appelloit Jehan Morin, et estoit prisonnier, et avoit fait visiter sa boutique, et avoit l'on trouvé plusieurs fols et erronés livres en ycelle, venant d'Allemagne, mesme de Clément Marot, que l'on vouloit faire imprimer². A dit aussi que aucuns théologiens l'avoient averti qu'il y avoit de présent en ceste ville plusieurs imprimeurs et libraires étrangers, qui ne vendoient sinon livres parmi lesquels y avoit beaucoup d'erreurs, et qu'il y falloit pourvoir promptement, estant certain que l'on feroit service à Dieu, bien à la chose publique, et service très agréable au Roy, lequel luy escriit que l'on ne luy pouvoit faire service plus agréable que d'y donner prompte provision. Sur ce, la matière mise en délibération, etc... »

Chose singulière, on se borna aux poursuites dirigées contre Morin, bien que le roi, dans sa lettre à Lizet, visât l'auteur de l'ouvrage aussi bien que le libraire. Il faut donc admettre qu'il y eut ordre de surseoir à l'égard du premier, lorsque son nom fut connu, et ce changement dans les intentions royales ne peut guère être attribué qu'à l'intervention de la reine de Navarre en faveur d'une personne de sa maison. Des Periers, toutefois, jugea plus prudent de quitter Paris et de se retirer à Lyon où la liberté de pensée, protégée par des personnages tels que le cardinal de Lorraine et le lieutenant royal Jean du Peyrat, était alors beaucoup plus grande. En tous cas, si l'on semble avoir évité à dessein, dans tous les documents qui nous sont parvenus sur cette affaire, de prononcer le nom du principal coupable, il est hors de doute qu'il fut immédiatement révélé à l'autorité chargée des poursuites. Des son premier interrogatoire, Jean Morin avait, très légitimement, cherché à dégager, ou tout au moins à diminuer sa responsabilité, en désignant l'auteur du *Cymbalum*. C'est ce que nous apprend l'intéressante pièce copiée par du Puy, garde de la Bibliothèque du Roi, sur l'exemplaire de l'édition de 1538 faisant partie de la collection dont il avait le soin :

en tant que les modernes, le second dans son incomparable Épître de nostre Bonnet éminent à monseigneur Pierre Lizet, cette immortelle satire qui, suffirait seule pour venger les victimes du premier président et le clouer lui-même au pilori de l'histoire.

1. C'est-à-dire, de l'auteur.

2. C'est-à-dire, réimprimer.

A Monseigneur le Chancelier,

Supplie humblement Jehan Morin, pauvre jeune garçon libraire de Paris¹ que comme ainsy soit qu'il aie, par ignorance et sans aucun vouloir de mal faire ou mesprendre, imprimé ung petit livre appelé *Cymbalum mundi* le quel livre seroit tombé en scandale et reprehension d'erreur, à cause de quoi ledict suppliant pour ce qu'il l'a imprimé auroit été mis en prison à Paris, et à présent y seroit détenu en grande pauvreté et dommage à luy insupportable : qu'il vous plaise d'une benigne grâce luy faire ce bien de lui octroier lettres, et mander à M^r le président de Paris et à M^r le Lieutenant criminel que voulez bien qu'il soit relasché à caution de se représenter toutes fois et quantes que le commandement luy en sera fait : attendu que par sa déposition il a déclaré l'auteur dudict livre et que, en ce cas, il est du tout innocent et qu'il n'y eût mis sa marque ny son nom s'il y eût pencé aucun mal. Ce faisant ferez bien, et justice, et l'obligerez à jamais à prier Dieu pour votre prospérité et santé. »

Cette requête non datée, mais qui doit avoir suivi de peu l'incarcération de Morin, n'amena point son élargissement. C'est ce que prouve le passage suivant d'une lettre de Pierre Lizet au chancelier Antoine du Bourg, en date du 16 avril [1538]² :

1. Notre Jehan Morin pouvait cependant être parent de Martin Morin, qui exerça à Rouen de 1485 à 1520, et dont la famille se livra au même art dans diverses villes. Michel Morin, libraire à Paris en 1495, se retrouve à Londres en 1504. Romain Morin, après avoir exercé à Paris (1516), s'établit à Lyon, où nous le suivons de 1519 à 1531. Marguerite Morin, fille, ou tout au moins parente de Martin, épouse Robert Regnault, libraire normand établi à Paris et cité par Lottin sous la date de 1543. Un Jean Morin figure en 1588 parmi les libraires de Paris; enfin Pierre Morin est cité à la Rochelle de 1590 à 1622.

Nous ne savons rien de l'origine de Jehan Morin; il n'est pas probable qu'il doive être confondu avec Jehan Morin, fils du grand imprimeur rouennais Martin Morin. Le Jehan Morin de Rouen est connu par une édition du Missel d'Angers, datée du mois de décembre 1523; le Jehan Morin parisien n'apparaît qu'en 1537. Cette même année il publie : *Le Varlet de Marot contre Sagon*, la *Responce à l'abbé des Conars de Rouen*, puis le *Cymbalum*. S'il se qualifie « garçon libraire », c'est qu'il n'était pas encore reçu dans la corporation dont les membres prenaient le titre de « maîtres ».

Je dois la communication de cette précieuse note sur les Morin à mon ami M. Émile Picot, l'éminent érudit que connaissent tous les lecteurs du *Bulletin*.

2. Cette lettre, très importante pour l'histoire du *Cymbalum*, était demeurée inconnue jusqu'à ces dernières années. Elle a été communiquée par M. Théophile Dufour, directeur de la Bibliothèque publique de Genève, à M. Herminjard qui l'a insérée au t. IV, n° 702 de la *Correspondance des Réformateurs*. — L'origi

« Monseigneur, je vous ay voulu advertir que Jehan Morin libraire qui a faict imprimer le petit livre intitulé : *Cymbalum mundi* pourquoy il a esté constitué prisonnier, suivant l'ordonnance du Roy, s'est trouvé depuis chargé d'avoir vendu à ung nommé Jehan de la Garde, aussi libraire, quatre petits livres, les plus blasphèmes hérétiques et scandaleux que l'on scauroit point dire et contre le saint sacrement de l'autel et toute la doctrine catholique, lesquelz livres ont esté bruslez avec le dit de la Garde et aultres, exécutez, ces jours passez, à mort. Et parce que le dit Morin libraire est prisonnier de l'ordonnance du Roy, vostre plaisir soit en parler au dit seigneur, à ce qu'il luy plaise me faire entendre sur ce, son bon plaisir et commandement.

Monseigneur, après m'estre humblement recommandé, etc.

De Paris ce xvi^e avril [1538].

Vostre plus humble serviteur

PIERRE LIZET.

Quant au *Cymbalum* lui-même, son sort fut promptement décidé : Un arrêt du Parlement en date du 19 mai 1538, en ordonna la destruction. Cette mesure fut, paraît-il, jugée insuffisante puisqu'un second arrêt défera peu après le livre à la faculté de théologie de Paris qui en décréta la suppression définitive par un jugement dont voici la teneur :

Anno domini millesimo quingentesimo tricesimo octavo, die decima nona, mensis Julii, congregata Facultate apud Collegium Sorbonæ super libro intulato : *Cymbalum mundi*, misso ad Facultatem per Curiam Parlamenti, auditis deliberationibus magistrorum nostrorum, conclusum fuit quod, *quamvis liber ille non contineat errores expressos in Fide, tamen quia perniciosus est, ideo supprimendus* ¹.

Le livre doit être supprimé, bien qu'il ne contienne pas d'erreurs expressees en matière de foi, mais parce qu'il est pernicieux.

L'indulgente modération des termes de cette condamnation est bien faite pour surprendre tous ceux qui ont quelque connaissance de la rigueur habituelle des jugements de la Sorbonne, rigueur dont il serait d'ailleurs facile de se convaincre en parcourant la volumineuse collection de Duplessis d'Argentré.

On a voulu voir, dans cette mansuétude inusitée, le résultat de la recherche aux Archives nationales de France. T. 966, supplément du Trésor des Chartes.

I. Duplessis d'Argentré, *Collectio judiciorum de novis erroribus*, t. I, Index, p. X.

protection dont la reine de Navarre ne manqua jamais de couvrir tous ceux qui lui appartenaient, en sorte que la faculté de théologie aurait intentionnellement atténué la portée de sa sentence dans la crainte de s'exposer au déplaisir de la sœur du roi.

A mes yeux, cette opinion n'est pas fondée. La Sorbonne, dans le sentiment d'infailibilité qu'elle s'attribuait en matière de foi, ne se crut jamais obligée à ménager rien ni personne. Elle l'avait bien montré, cinq ans auparavant en 1533, lorsque s'attaquant à la Majesté royale elle-même, elle avait osé interdire le *Miroir de l'âme pécheresse* de cette même reine de Navarre, par le seul motif qu'il n'y était parlé de la Vierge ni des saints. La Faculté dut, il est vrai, se rétracter, mais ce fut devant la colère du roi qui comprit, en cette circonstance, que la cause de sa sœur était la sienne et vit, dans les attaques dont elle était l'objet, une insulte à sa propre personne.

On peut, dès lors, se demander à l'égard du *Cymbalum*, si la Sorbonne, qu'on veuille bien me pardonner l'expression, fit la bête, ne voulant pas attirer imprudemment l'attention sur un livre tout particulièrement impie et dangereux, ou si véritablement elle ne se rendit pas entièrement compte de l'audace et de la portée dissolvante de l'ouvrage.

C'est à cette dernière opinion, comme à la plus vraisemblable qu'il faut, selon moi, s'arrêter. Elevés dans le culte exclusif et les seules traditions de la scholastique, dédaigneux autant qu'adversaires convaincus de ce grand mouvement intellectuel qui entraînait alors les esprits vers des horizons plus larges et plus lumineux, les solennels docteurs chargés par leurs confrères de l'examen de l'œuvre suspecte n'avaient point ce qu'il aurait fallu, pour démêler le sens véritable des changeantes, subtiles et capricieuses allégories sous lesquelles l'auteur avait dissimulé ses véritables intentions, ni pour saisir toute vive une pensée dont les audaces laissaient bien loin derrière elles les hérésies vulgaires, champ clos habituel où s'exerçaient à l'aise la lourde théologie et l'étroite doctrine des maîtres de la Faculté.

D'ailleurs, acharnés à poursuivre des ouvrages tout remplis de la piété la plus vivante et de la morale la plus pure, mais dont le tort était de rompre avec l'absolutisme dogmatique de l'Église romaine, c'était pour ceux-là surtout qui s'adressaient au peuple dans une

forme claire et intelligible à tous, qu'ils réservaient la rigueur de leurs sentences. Des fantaisies d'érudit et de lettré qui, par leur nature même, ne devaient guère avoir accès qu'auprès d'une élite fermée, les effrayaient moins. Pour elles, ils eussent été plus portés à l'indulgence et auraient plus volontiers passé condamnation.

Le *Cymbalum*, prononce la Sorbonne, ne renferme pas d'erreurs expresses en matière de foi. Je le crois bien : quoi qu'on ait pu dire pour la défense des sentiments religieux de Des Periers après sa rupture avec la Réforme¹, cesont les bases même de la foi que met en question ce hardi pamphlet; ce n'est point tel dogme ou tel point de doctrine qui se trouve en cause, c'est l'existence même du principe religieux. Calvin², plus perspicace que la Sorbonne, ne devait pas s'y tromper, non plus qu'Henri Estienne³ ni Pasquier, l'illustre auteur des *Recherches de la France* lorsqu'à propos du *Cymbalum* il écrivait plus tard à son ami Tabourot : « C'est un Lucianisme qui mérite d'estre jeté au feu avec l'auteur s'il estoit vivant⁴. » C'est là, d'un mot, la caractéristique de l'œuvre et c'est elle que la critique adoptera définitivement. « C'est la vérité nue, dit M. Félix Frank, que le *Cymbalum* prétend exposer et non la connaissance de Dieu. Des Periers, prétend M. Lacour, veut la divinité débarrassée des langes dont les hommes enfants ont enveloppé son image. Eh! pourquoi faire du *Cymbalum* quelque chose comme la clochette d'un vicaire savoyard du XVI^e siècle? Toute cloche sans doute sonne comme on le désire : *Omnis clocha clochabilis in clocherio clochando*, clame Janotus de Bragmardo; pourquoi la cloche de Des Periers ne sonnerait-elle pas les louanges de Dieu? Mais le *Cymbalum* résiste; le timbre en est d'une autre sorte, et, si je l'affirme, ce n'est pas, j'imagine, que cela me convienne, c'est que je le constate. Pourquoi tant de peine et tant de crainte; sommes-nous au temps de l'Inquisition? Constatez d'abord et vous jugerez ensuite, mais sous aucun prétexte, ne reculez devant la réalité qui s'impose et laissez aux Des Periers et aux Rabelais le caractère et la responsabilité aussi bien que le mérite de leurs œuvres. »

1. Voy. Ad. Chenevière, ouvrage cité, pp. 61-63, et la notice de M. L. Lacour en tête des *Nouvelles récréations*, Paris, 1874, 2 vol. in-8.

2. *Traité des Scandales*. Genève, Crespin, 1550, in-4, p. 74.

3. *Apologie pour Hérodote*, chap. XVIII.

4. *Lettres d'Estienne Pasquier*. Paris, L'Angelier, 1586, in-4, f° 246 r°.

Ce n'est pas, en tout cas, avec l'indifférente modération dont ils jugeaient le *Cymbalum* que les théologiens prononçaient la condamnation du *Chevalier Chrestien* d'Érasme, par exemple, ou de la *Familière exposition sur le Symbole, Décalogue et Oraison dominicale* de l'évêque d'Oléron, Gérard Roussel, ces œuvres d'une foi si sincère, d'un christianisme si épuré. Écoutez plutôt la sentence portée sur ce dernier livre, le 15 octobre 1550 :

« Nous le jugeons, dit la faculté, comme extrêmement pernicieux pour tout le christianisme, parce qu'il est rempli non seulement de *propositions fausses, faites pour induire en erreur, captieuses, scandaleuses*, et s'écartant entièrement du vrai sens des Écritures, mais encore d'autres *respirant l'hérésie, voire même tout à fait hérétiques*. C'est pourquoi nous le supprimons ¹.

Ce qu'il y a de certain, c'est que Des Periers ne se préoccupa guère de la sentence qui venait de frapper son livre. Enhardi sans doute par la modération relative des termes de la condamnation, il se crut assez sûr de l'impunité pour donner, la même année 1538, une nouvelle édition du *Cymbalum* et, fait étrange, il put trouver un imprimeur lyonnais, Benoît Bonyn ou Bounyn², pour l'entreprendre sans même craindre d'y mettre son nom³. Elle fut, il est vrai, pourchassée et détruite aussi exactement que la première, mais il paraît certain que le libraire ni l'auteur ne furent personnellement poursuivis.

Pendant que le *Cymbalum* lui-même était supprimé, que devenait son premier éditeur, le malheureux Morin ? « On ne saurait dire, conclut M. Chenevière, s'il fut, comme Jehan de la Garde, brûlé avec

1. Duplessis d'Argentré, *op. cit.* t. I, p. 181.

2. Bonino de Boninis, de Raguse, exerça d'abord l'imprimerie à Venise (1481). Il s'établit ensuite à Vérone (1483), puis à Brescia (1483-1491) et enfin à Lyon, où il était en 1500. Benoist Bonyn, qui était peut-être son fils, n'apparaît qu'en 1523, et nous le suivons jusqu'en 1543.

3. La vignette qui orne le titre de l'édition de Bonyn, buste d'homme avec une cithare et la souscription : *Poeta*, se retrouvant dans l'édition des *Épigrammes latines* de J. Voulté donnée en 1537 par le libraire Parmentier de Lyon, quelques bibliographes ont soutenu que le nom de Bonyn n'était que le masque de Parmentier, désireux d'abriter derrière ce pseudonyme sa téméraire entreprise. Cette thèse n'est pas fondée : Benoît Bonyn, nous venons de le voir, est un personnage réel qui a exercé son art à Lyon dans le second quart du XVI^e siècle ; d'ailleurs, comme le remarque M. Félix Frank, ce double emploi de matériel n'est pas une preuve : à cette époque, les mêmes ornements et vi-

le livre qu'il avait publié¹ ». Ce doute est partagé, d'ailleurs, par tous les érudits qui se sont occupés de la question et, s'il était permis de se livrer aux conjectures, le sort de Jean de la Garde « et autres, exécutés ces jours passés, à mort² », n'était pas de nature à rassurer sur celui de Morin. Sans doute, on n'avait trouvé aucune trace de procès criminel intenté contre lui, mais qui pouvait dire s'il n'avait pas fini oublié dans quelque cachot du Châtelet?

Si obscur cependant que fût ce pauvre libraire, si effacé qu'eût été son rôle dans l'histoire littéraire et religieuse du xvr^e siècle, il était impossible de ne pas se sentir pris de pitié à son égard. On ne pouvait mettre en doute sa sincérité lorsque, dans sa supplique naïve et désolée au chancelier du Bourg, il affirmait n'avoir pensé à mal en publiant le *Cymbalum*; il n'y avait vu sans doute qu'une traduction, comme il en paraissait alors tous les jours, de quelque œuvre de cette antiquité devenue comme sacrée aux yeux de ses contemporains; il n'avait point pénétré les intentions cachées de l'auteur et il disait peut-être de ces quatre Dialogues ce que le bon abbé Goujet en écrivait deux cents ans plus tard : « Ils m'ont ennuyé et je n'y ai rien compris. »

Il était difficile, en tous cas, de justifier l'attitude indifférente, du moins en apparence, de Des Periers tranquillement retiré à Lyon, sans qu'il parût s'être aucunement soucié de la situation périlleuse de l'homme auquel son livre avait attiré une si méchante affaire.

Quoi qu'il en fût, l'issue des poursuites dirigées contre Jean Morin demeurait inconnue et il ne me semblait pas que l'on dût fonder grand espoir sur la découverte possible de nouveaux documents propres à résoudre la question, lorsque, dernièrement, je rencontrai le volume suivant :

gnettes se rencontrent parfois chez divers imprimeurs. Pour admettre que le nom de Bonyn ait servi de masque, il faudrait supposer, avec M. de la Ferrière-Percy, qu'il avait alors quitté Lyon, mais l'existence d'un volume que j'ai eu l'occasion de signaler à M. Chenevière rend cette hypothèse aussi insoutenable que la première. C'est un traité *De Re militari per D. Paridem de Puteo*, in-quarto fort rare et presque inconnu, mais qui ne manque pas d'intérêt ici puisqu'il porte l'adresse de Lyon et le nom de Benoit Bonyn, avec la date de 1543. Ainsi, cinq ans après la publication de son édition du *Cymbalum*, cet imprimeur se trouvait encore établi dans cette ville et y exerçait tranquillement sa profession.

1. Ouvrage cité, p. 65.

2. Voy. plus haut la lettre de Lazet au chancelier.

Le Rommant || de la Rose, nouvellement reveu || et corrige oultre les pre || cedentes im || pressions. On les vend à Paris en la rue Sainct Jasqs || en la boutique de Jehan Morin m. d. xxxviii [1538]¹.

Ce Jehan Morin tenant boutique en la rue Saint-Jacques est bien le même que l'éditeur du *Cymbalum*, l'identité de l'adresse ne permet de conserver aucun doute à cet égard. Mais, de la date de cette édition du *Roman de la Rose* parue l'année même de l'arrestation de Morin, pouvait-on tirer quelque conséquence et en espérer quelque éclaircissement sur les conséquences probables de sa malencontreuse publication ?

Disons d'abord que cette édition de 1538 est exactement la même qu'une autre de 1537, publiée par les mêmes libraires, soit qu'il y ait eu réellement réimpression, soit, ce qui est plus vraisemblable, qu'on ait simplement rajeuni, par le renouvellement du titre, les exemplaires restés en magasin. Dans l'un et l'autre cas, le volume de seconde date ne peut avoir paru que dans le plein de 1538 [nouveau style], c'est-à-dire l'année, je le répète, commençant alors à Pâques, postérieurement à l'époque de cette fête religieuse qui tombait, cette année-là, sur le 21 avril, et, par conséquent, après l'incarcération de Morin arrêté le 5 mars.

D'autre part, ce dernier se trouvait encore en prison le 16 avril, date de la lettre de Lizet au Chancelier, si ce n'est même, comme cela est plus que probable, le 19 juillet qui est celle de la condamnation du *Cymbalum* en Sorbonne. Or, il va de soi que Morin n'a pu participer à aucune publication pendant les poursuites dirigées contre lui, car on ne saurait s'arrêter un instant à l'hypothèse que l'on aurait pu, durant cette période, continuer à exercer, sous son nom, le commerce de la librairie : c'eût été contraire à toutes les pratiques judiciaires du temps et l'autorité n'eût certainement point toléré la chose.

Il est vrai que l'imprimeur a pu dater de 1538 une édition ter-

1. In-8 goth. de 8 ff. lim. non. chiff., 403 ff. chiff. dont les deux derniers sont cotés par erreur cccii. ccciii, et 1 f., blanc au r^o, avec la marque de Jean Morin au v^o; cette marque figure également sur le titre du volume (Catalogue des livres de M. Ed. Sénemaud, Paris, 1888, in-8 n^o 114.) — Cette édition, imprimée par Pierre Vidoué, a été partagée entre plusieurs libraires, car on en connaît des exemplaires au nom de Jehan Longis, Guillaume Le Bret, Jean Massé, François Regnault et les Angeliers.

minée à la fin de 1537 [ancien style], et antérieure, par conséquent, au 5 mars. Dans ce cas, il n'y aurait pas lieu de s'étonner que le nom de Morin libre jusque-là, se retrouvât sur quelques exemplaires. Il serait dès lors impossible d'établir si le volume a été publié avant ou après son emprisonnement et le doute au sujet des conséquences qu'auraient eues pour lui la publication du *Cymbalum* devrait subsister tout entier.

Cette objection ne saurait cependant nous arrêter : si en effet, l'usage de post-dater les ouvrages terminés à la fin d'une année est général de nos jours, il n'en était pas ainsi au xvi^e siècle. Les imprimeurs avaient alors l'habitude de constater fidèlement l'époque à laquelle ils achevaient un volume et cette exactitude s'étend même très souvent jusqu'à l'indication du jour et du mois ¹.

Parmi les nombreux exemples que j'en pourrais citer, j'en choisirai trois, d'autant plus caractéristiques que ces achevés d'imprimer montrent le système pascal en usage aussi bien chez les libraires que dans les actes officiels et que, tombant sur les derniers jours de l'année, ils prouvent que la coutume de post-dater les livres n'était point encore établie :

L'Estif de fortune et de vertu ²... Imprimé à Paris, par Michel le [Noir]... le 8^e jour de mars 1505 [1506 n. s.] ³.

Le Rommant de la Rose ⁴... Imprimé à Paris par maistre Pierre Vidoue pour Galliot du Pré libraire, au mois de mars 1539, avant Pasques. [1539 n. s.] ⁵.

Notables enseignemens, adages et proverbes par P. Gringore ⁶... Imprimez à Lyon par Olivier Arnoullet, le 18 de mars 1533 [1534 n. s.] ⁷.

Voilà, n'est-il pas vrai, des exemples concluants, sans parler du *Cymbalum* lui-même, la dernière publication, en tout état de cause, de Jean Morin, et qui, parue dans le courant de février, n'en porte pas moins la date de 1537 (a. s.).

1. C'est ce que fait remarquer La Monnoye dans une note de Lacroix du *Manusc.* t. 1, p. 52. « De ce temps-là, dit-il, on n'avancait pas les dates des impressions comme on a fait depuis. »

2. *Voy. Cat. de Rothschild*, t. 1, n° 419.

3. Pâques 12 avril.

4. *Cat. de Rothschild*, t. 1, n° 437.

5. Pâques 17 avril.

6. *Cat. de Rothschild*, t. 1, n° 501.

7. Pâques 5 avril.

Cette démonstration aura plus de force encore, si, comme cela est du reste presque certain, l'édition du *Roman de la Rose* de 1538, sur laquelle nous l'appuyons, n'est autre que celle de 1537 avec un titre renouvelé, car il ne viendra certainement jamais à l'esprit de personne de procéder à ce rajeunissement d'un volume, avant le terme de l'année où il a été imprimé.

De ce qui précède, il faut conclure que l'édition du *Roman de la Rose*, avec titre de 1538, à laquelle a participé Morin, ne peut avoir paru ni pendant l'incarcération de ce dernier, ni auparavant. On doit donc nécessairement admettre qu'il fut remis en liberté dans le courant de la même année et qu'il lui fut permis de reprendre en paix ses occupations.

Remarquons-le, d'ailleurs, cette conclusion est la plus conforme aux probabilités, comme à l'ensemble des circonstances qui ont accompagné cette affaire et qu'il convient de résumer maintenant en quelques mots :

Le *Cymbalum*, par ordre du roi, est déféré au Parlement; le livre saisi, le libraire arrêté et emprisonné. Mais, d'autre part, le principal coupable, l'auteur, bien que parfaitement connu, n'est point inquiété, et la sentence de la Sorbonne au sujet de l'ouvrage est empreinte d'un caractère d'indulgence exceptionnel. En outre, si le *Cymbalum* lui-même est en cause, nulle trace d'un procès criminel intenté à Jean Morin, objet d'une arrestation seulement préventive, comme le prouve la lettre de Lizet. Il semble, en étudiant cette pièce, que le magistrat n'ait trop su quel parti prendre à l'égard de notre personnage, que les charges résultant de la publication du *Cymbalum* ne fussent point suffisantes, et qu'on en cherchât d'autres. En effet, si la portée de l'ouvrage devait échapper à l'inquisition des docteurs de la Sorbonne, on ne pouvait guère attendre plus de perspicacité de la part du premier président et de ses acolytes. Et puis, comment, alors qu'on laissait volontairement courir l'auteur et l'imprimeur de la deuxième édition, publiée au mépris d'un arrêt solennel¹, comment procéder rigoureusement contre un pauvre libraire qui avait, tout au plus, péché par

1. J'irai même plus loin à cet égard. Je suis persuadé que, dans le fait que Des Periers a pu trouver à Lyon un imprimeur disposé à entreprendre une nouvelle édition du *Cymbalum*, il faut voir une preuve, ou si l'on veut une présomption de plus, que Jean Morin était sorti indemne des poursuites inten-

ignorance et protestait, par un argument bien fort, de son innocence et de sa bonne foi : « *Il n'eût mis*, dit-il dans sa supplique au chancelier, *sa marque ni son nom au livre incriminé, s'il y eût pensé aucun mal.* »

N'oublions pas enfin que ce n'est point sur l'initiative du Parlement que Morin fut arrêté. C'est ce qu'a soin de constater Lizet dans sa lettre à Du Bourg : le prévenu est prisonnier *sur l'ordonnance du roi*, et c'est pourquoi le premier président est dans l'obligation d'en référer au chancelier.

Or, il valait certainement mieux, en tout état de cause, tomber aux mains du roi que dans celles de messire Pierre Lizet. Malgré ses fautes et ses erreurs, François I^{er} n'était point incapable de sentiments de justice et de générosité. Ce ne fut jamais un fanatique, et les persécutions religieuses, qui sont la tache de son règne, n'eurent guère d'autre mobile que des motifs politiques.

La voix de Jean Morin affirmant son innocence avait donc chance d'être entendue, et l'on ne peut guère douter que la reine de Navarre, dont l'influence sur l'esprit de son frère persista toujours malgré quelques éclipses passagères, n'ait plaidé auprès de lui la cause du libraire compromis par l'un de ses serviteurs.

Restait, il est vrai, à la charge de Morin, l'accusation plus redoutable d'avoir vendu à Jean de la Garde un certain nombre de livres hérétiques et blasphématoires contre la doctrine romaine; mais, sur ce point encore, il lui fut sans doute possible de se disculper, et une ordonnance de non lieu ne tarda pas à lui rendre la liberté.

Il sortit de prison, se promettant bien, on peut le croire, de ne plus se laisser prendre à de si cruelles mésaventures. Il était guéri à tout jamais de ces soi-disant traductions de l'antique, de ces dialogues poétiques qui n'avaient eu pour lui rien de joyeux ni de facétieux. Aussi, reprenant le pont aux ânes des libraires de l'époque, il se contenta de participer modestement à la 48^e édition du *Roman de la Rose*. A défaut du mérite de la nouveauté, la respectable, inoffensive et interminable rhapsodie de maître Jean de Meung, avait, au moins, celui d'être à l'abri des condamnations de la Sorbonne, et des arrêts du Parlement.

ALFRED CARTIER.

tées à l'occasion de la première. Une condamnation aurait certainement détourné Bonyu d'une publication dont le danger eût été trop palpable pour qu'il se fût hasardé à en courir le risque.

LA RÉFORME A METZ ET SES HISTORIENS

(MEURISSE, L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE, ETC.)

DEUX LETTRES INÉDITES DE P. FERRY

1643.

J'ai signalé il y a un mois (p. 558), en rendant compte du tome III^e et dernier de la nouvelle et magistrale édition de l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées* deux lettres inédites et intéressantes de Paul Ferry, prouvant que soixante ans après l'apparition de cette histoire, on se demandait encore qui en était l'auteur. Voici ces deux lettres conservées à la Bibliothèque de la ville de Genève (*Portefeuilles historiques*). Elles sont fort utiles à consulter aussi pour l'*Histoire de la Réforme à Metz*, dont on voit que Paul Ferry s'occupait activement, surtout depuis l'apparition du livre de Meurisse destiné, comme le dit fort justement le célèbre pasteur, à rendre les protestants « odieux et suspects ». Je n'ai pas eu le temps, à mon dernier passage à Genève, de voir si ces lettres du pasteur messin sont mentionnées dans les procès-verbaux de la vénérable Compagnie et s'il a été décidé d'y faire quelque réponse, notamment sur la question relative à l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique*. Il est certain, dans tous les cas, que les recherches de Ferry aboutirent dans une certaine mesure, ainsi que le prouvent une note que j'ai mise ci-après à une de ses questions et une lettre inédite des premiers temps de la Réforme, que j'ai tirée de ses papiers il y a trois ans¹. Rappelons à ce propos, qu'à la Bibliothèque de la Société, celui qui voudrait étudier l'Histoire de la Réforme à Metz trouverait une ample moisson dans les papiers Lutteroth qui nous ont été donnés il y a quelques années, et qui ne sont autres que les anciens papiers Ferry.

N. WEISS.

Le sieur Ferry à la Compagnie.

Metz, 26 mai 1643.

Il y a quelque temps que l'évesque de Madaure, suffragant de cest évesché, a publié un assez gros livre de *la Naissance, progres et deca-*

1. Lettre de Claussequin d'Ays à François de Hannonville, 17 oct. 1524, *Bull.*, XXXV (1886), p. 453.

dence de l'hérésie dans ceste ville et pays¹, auquel il s'est deschargé de beaucoup de mémoires qu'il a recueillis de divers endroits, aucuns desquels il a retiré de la main d'un apostat² qui les avoit de ses predecesseurs; aucuns soustraits par artifice et plus, de la haine qu'il nous porte que de toute autre chose. Ceste Église ayant bien reconnu que ceste pièce ainsy travaillée n'avoit été mise en lumière qu'à dessein de nous rendre odieux et suspects, a donné charge de revoir les papiers et ce qui lui reste des choses passées et de rechercher celles avec lesquelles elle a eu quelque communication, de luy vouloir faire part des instructions qui leur en peuvent estre demeurées. La vostre, Messieurs, est la première, à laquelle aussy elle a eu divers recours, et n'en a jamais esté frustrée.

C'est pourquoy, ayant esté particulièrement chargé de ce soing, j'ose encor espérer que vous n'aurez point désagréable la très humble prière que je vous fay de sa part, de vouloir la tant obliger que de faire reconnoistre parmy vos papiers s'il y en a quelques-uns qui soient venus ou escrits par elle, ou qui la concerne[nt], et nous les envoyer, s'ils vous sont inutilles, ou nous en faire faire des copies ou extraits, esquels les dates soient bien remarquées.

En l'année 1589 elle envoya les S^{rs} Braconnier et du Bois³ avec feu M. Joly jusques en vostre ville, au-devant de Monsieur le duc d'Espernon qui avoit escrit icy d'y vouloir passer pour venir de deça plus seurement, et vous supplia de vouloir favoriser son voyage pour les obligations que nous luy avions desjà de beaucoup de supports et que nous en espérions encore. Ces deux passèrent outre contre l'advis de Monsieur de Bèze et les termes de leur commission, et s'avancèrent dans le Royaume, l'y pensans rencontrer et tombèrent entre les mains d'un gentilhomme qui estoit de la Ligue, qui les prit et en retint le premier prisonnier, les autres s'estans sauvez de ses mains. Nous vous supplions très humblement, Messieurs, s'il vous reste quelque chose de ce voyage et de nos lettres et si vous sçavez le nom de ce gentilhomme et celui de sa maison, où il les avoit mis, nous en vouloir faire part.

Je vous fay la mesme supplication pour scavoir quelques particularités touchant la personne de Monsieur du Chastellet, qui estoit de la maison de ce nom en Lorraine, et qui, ayant fait profession de la religion et depuis embrassé le ministère et exercé quelque temps sans aucun trou-

1. Par R. ^{de} Meunier, docteur et professeur en théologie, à Paris, etc.

2. Quel est cet apostat ?

3. C. rali ?

4. Il y a à la bibliothèque de la société, dans les papiers Ferry devenus les papiers Bouvres par Lattreoth, un *Recet véritable du royaume de Lorraine fait par les S^{rs} De Braconnier, M^{rs} de la Monnoye de la cité de Metz et Jean Dufour, Aves,*

peau particulier, que je sache, se retira à Genève avec sa femme, ou y en prit une et y est mort; afin de scavoir s'il est possible, son nom et vray surnom, le temps qu'il peut avoir embrassé la vérité et la charge, et celui auquel il s'est retiré en vostre ville, s'il y a eu quelque employ ordinaire, et le temps auquel il est mort, et s'il est resté quelque enfant de luy, ce qu'il est devenu, et généralement tout ce que vous rencontrerez ou sur vos registres ou dans le souvenir des plus anciens, avoir quelque rapport à ceste Église ou à ses voisines, afin que cela puisse aider à la response à laquelle elle désire et a interest notable de faire travailler.

Il me reste, Messieurs et très honorés frères, à vous supplier aussy très humblement de me pardonner ce que vous trouverez de trop libre en ceste lettre et en la confiance que j'ay prise de vous y demander tant de choses et si privément, quoyque la raison en soit publique. Vostre excellente charité qui s'est communiquée de toutes parts, a esté de tout temps une singulière consolation à ceste Église, et vostre seul nom m'est en ornement et en bénédiction. Je vous demande part à l'honneur de vos bonnes grâces, et à vos sacrifices et saintes prières, auxquelles aussy j'ose recommander toute ceste Église et suis de tout mon cœur, comme je seray jusques à la mort

Messieurs vostre très humble et très obéissant serviteur.

FERRY.

Messieurs,

Nous désirerions fort de scavoir qui est l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique de Metz et Pays Messin* qui fait le XVI^e et dernier livre de l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées de France*. Le président La Place qui est réputé l'avoir faite, fut massacré l'an 1572 et ne l'a conduite que jusqu'en l'année 1563. Au premier volume, pages 21 et 22 de l'impression dite d'Anvers, 1580, au sujet de Caroli, il promettoit bien l'Histoire de Metz, mais un autre doit l'avoir faite ou continuée jusqu'en 1577. Communément ici on tient que c'a esté Monsieur de Bèze. Il a travaillé sur de bons Mémoires sans doute. Mais ausquels plusieurs choses pouvoient estre adjoustées pour éclaircissemens. Faites nous donc, Messieurs, s'il vous plait et à moy particulièrement, ce surcroist de grâce, de me vouloir instruire de son vray auteur, et s'il estoit resté le manuscrit ou les mémoires de ceste histoire ou quelque particularité de cest apostat outre ce qui est imprimé et qui est mesmes dans les epistres de Monsieur Calvin, de me vouloir adresser le tout par la voye de Paris ou celle de Strasbourg en quelque main assurée et le plustost qu'il sera possible.

L'evesque de Madaure fait grand bruit que M. Farel ait appelé

tyran celui qui devoit réduire ceste ville en servitude, et ainsy est rapporté au *Livre des Martyrs*, mais l'auteur de nostre histoire a décliné ce mot, et il seroit bien à propos d'estre assuré s'il en usa véritablement et s'il en reste quelque document qui puisse aider à oster le scandale de ce mot que l'on fait sonner le plus qu'on peut pour nous traduire et tous ceux de nostre profession.

Messieurs, en lisant les vieilles histoires manuscrites de ceste ville, j'ay rencontré quelques fois qu'on y brusloit les *bisoches* ou *bigeots*. J'ay soupçonné qu'il falust lire bigots et que ce fut quelque nom de ceux qu'on donnoit aux Vaudois, car c'estoit en ce temps qu'il s'en estoit répandu et habitué ici et ès environs. Je vous supplie aussy très humblement, Messieurs, si vous en savez quelque chose, me le communiquer avec ceste charité que vous ne refusez à personne.

(Pas de signature, mais de l'écriture de P. Ferry et évidemment jointe, après coup, à la précédente.)

L'ABBÉ RAYNAL

LI SON

PROJET D'HISTOIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

DOCUMENTS SUR LE REFUGE

L'abbé Raynal avoit déjà publié tous les ouvrages qui ont fait sa réputation, lorsqu'il conçut le projet d'écrire une histoire de la Révocation de l'édit de Nantes. On comprend sans peine qu'un pareil sujet, qui se prête si bien à des considérations philosophiques et humanitaires, ait tenté l'auteur de l'*Histoire philosophique et politique des deux Indes*. Il en parle pour la première fois, à la fin de l'avertissement qu'il a mis en tête de l'édition de son histoire, publiée à Genève, en 1780.

« Le peu qui me reste de forces, dit-il, sera consacré à l'histoire de la révocation de l'édit de Nantes. Ce ne sera pas un détail des atrocités qui accompagnèrent cet événement malheureusement célèbre. Je suivrai sur le globe entier les réfugiés françois et je retracerai, le mieux qu'il me sera possible, le bien qu'ils firent aux régions diverses où ils portèrent leur activité, leurs larmes et leur industrie. »

1. *Histoire philosophique*, Genève, Pellet, 4 vol. in-4. Avertissement, p. VIII.

Obligé de quitter Paris, en 1781, après sa condamnation par le Parlement, l'abbé Raynal se rendit d'abord à Spa, où il resta quelque temps, et de là à Gotha et à Berlin. Il profita de son voyage à travers l'Allemagne, et en particulier de son séjour dans la capitale du Brandebourg, pour recueillir des documents sur les réfugiés et se renseigner auprès de leurs descendants.

Frédéric II parle plusieurs fois de lui dans ses lettres à D'Alembert. « Je sais, dit-il, dans celle du 30 octobre 1782, que [l'abbé Raynal] assemble des matériaux, et qu'il trouve, parmi les réfugiés, tous les renseignements qui lui sont nécessaires, pour étaler les effets qu'a produits la révocation de l'édit de Nantes. Il montrera le résultat de cette fausse opération de Louis XIV; il parlera des pertes que cause l'esprit persécuteur à la France¹. »

C'était le moment où Erman et Réclam commençaient à faire paraître leur grand ouvrage sur les réfugiés². Ils nous apprennent eux-mêmes, dans l'avertissement, qu'ils ont placé en tête du t. V, qu'ils ont parlé de leur publication à l'abbé Raynal et en ont discuté le plan avec lui. « Notre ouvrage, disent-ils, auroit sans doute été plus piquant, si nous avions présenté un tableau rapide de la révolution qui en fait le sujet, et si nous nous étions bornés à ces grands traits qui frappent plus qu'une foule de petits, fussent-ils tracés avec la plus grande habileté. C'était le plan que nous proposait à suivre M. l'abbé Raynal. La première qualité de l'écrivain, nous disait-il, c'est d'être lu. Il se rendit cependant aux raisons que nous avions de n'en pas rester aux généralités, et il convint que, pour atteindre notre but, nous devions faire céder l'agrément à l'utilité³. » Busching nous apprend de son côté qu'il a envoyé à l'abbé Raynal les premières feuilles du t. II des *Mémoires* d'Erman et Réclam paru seulement en 1783⁴.

L'abbé Raynal ne se contenta pas des renseignements oraux qu'il

1. *Œuvres de Frédéric le Grand*, Berlin, Impr. royale, 1854, t. XXV, p. 270. On peut encore voir la lettre du 5 juillet 1782. *Ibid.*, p. 260.

2. *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés français dans les États du roi*, Berlin, 1782-1800, 9 vol. in-8.

3. *Loc. cit.*, t. V. Ce passage a été reproduit dans le *Bulletin*, t. XI (1862), p. 115.

4. Voy. plus loin la réponse faite par Busching à la sixième question de l'abbé Raynal.

put recueillir. Afin d'obtenir des détails plus précis et plus sûrs, il rédigea un questionnaire et l'adressa à différents pasteurs et réfugiés. Dans ce questionnaire, qu'on lira plus loin avec les documents que nous publions, il demandait à être renseigné sur la date de l'émigration des réfugiés français, le nombre des émigrants, les privilèges et les pensions qui leur furent accordés, les industries qu'ils fondèrent, et enfin l'état dans lequel se trouvaient ces colonies, après un siècle d'existence.

Ce questionnaire produisit une certaine émotion, sinon parmi les réfugiés, comme le prétend l'auteur des deux lettres dont nous allons parler, du moins parmi les ennemis de l'abbé Raynal qui le voyaient avec peine s'occuper d'un pareil sujet. On s'efforça de lui persuader que ses recherches et ses travaux ne donneraient pas de bons résultats, et qu'il valait mieux pour lui abandonner un tel projet que d'en poursuivre plus longtemps la réalisation. Telle est en effet la conclusion de deux lettres qui lui furent adressées, en 1782, l'année même de son voyage en Allemagne.

L'auteur de ces lettres ne se fait pas connaître. Il a daté la première de Francfort-sur-le-Mein, 16 avril 1782, et l'a signée des initiales D. S. P. D. T. Il se dit « ministre réformé, pasteur d'une colonie de réfugiés français en Allemagne », mais il déclare dans la seconde que ces indications sont fausses et qu'il « n'est ni un réformé, ni un ministre, ni un Allemand ». Cet aveu n'est pas inutile, mais il eût été difficile de le croire sur parole, étant données les idées qu'il exprime et les craintes qu'il témoigne. Nous n'avons rien trouvé qui pût nous éclairer sur la condition sociale et la religion de cet ennemi de l'abbé Raynal. Nous disons ennemi et non pas adversaire, car certains passages et le ton même de ses deux lettres ne laissent aucun doute sur ses sentiments.

Les raisons qu'il donne à l'abbé Raynal, pour le dissuader d'écrire une histoire de la révocation de l'édit de Nantes, sont assez singulières pour que nous les reproduisons ici. Il s'attache à prouver : « 1^o qu'une histoire philosophique de la révocation de l'édit de Nantes ne peut être d'aucune utilité au genre humain ; 2^o qu'il n'est point de la politique des souverains, qui comptent parmi leurs sujets un grand nombre de réfugiés, de permettre qu'on instruisse l'Europe entière des motifs qui engagèrent leurs prédécesseurs à accueillir les réfugiés, et des avantages qui en sont résultés, pour le

pays où ils s'établirent; 3° qu'il n'est pas de l'intérêt des réfugiés actuellement paisibles et heureux, naturalisés dans l'État qui offrit un asile à leurs pères... d'apprendre, dans un ouvrage écrit sans doute d'un style nerveux et hardi, les injustices qu'éprouvèrent leurs ancêtres sous un gouvernement fanatique, ou bien de voir, sous les traits d'un séduisant crayon, le tableau des pertes qu'ils ont faites¹. »

La première lettre est consacrée tout entière au développement de ces trois idées. L'auteur en arrive enfin à conclure qu'un pareil ouvrage serait au moins inutile et pourrait même être dangereux. Les productions de l'abbé Raynal « sont, en effet, aux yeux d'un certain public, ce qu'un chiffon de mode nouvelle est aux yeux du beau sexe, on se l'arrache, on le dévore ». Sa plume « est au moral ce qu'une torche enflammée est au physique entre les mains d'un incendiaire² ».

La seconde lettre est consacrée à l'examen du questionnaire dont nous avons parlé. L'auteur prend les questions les unes après les autres et se livre à des considérations sur les réponses qu'on pourra y faire. Il cherche en même temps à découvrir le plan et le but de l'abbé Raynal pour en faire la critique. « Quel vaste champ, s'écrie-t-il à propos de la première question, pour une imagination active et bouillante, qui ne considère les objets qu'au microscope de la philosophie moderne, et qui ne les rend que sous les formes monstrueuses sous lesquelles elle les aperçoit ! Quelques familles échappées lui paraîtront un peuple d'émigrans; l'existence des lois qu'il considérera comme destructives de la population, ignorance barbare ou défaut de politique; la tranquillité du gouvernement sur la réforme de ces lois, faiblesse ou déférence condamnable à l'ascendant d'un clergé fanatique, fier de son pouvoir d'opinion comme de ses richesses. De là des déclamations enflées sur les prétendues injustices qu'il croira être encore exercées en France contre les protestans; de là des leçons hardies qu'il se croira philosophiquement obligé de donner au gouvernement; de là des invectives au premier des États du royaume; et pour résultat de toutes ces discussions énergiques, de nouveaux motifs d'animosité entre les partisans des deux religions, de haine contre l'administration et de mépris des

1. *Bulletin*, t. VIII (1859), p. 231 et 238.

2. *Ibidem*, t. VIII (1859), p. 238 et 241.

lois. Si tel est l'effet d'une *Histoire philosophique de la révocation de l'édit de Nantes*, et qu'on a lieu d'attendre d'une production nouvelle de l'auteur de l'*Histoire philosophique du commerce des Indes*, quel est le patriote, ami de l'humanité, qui peut en désirer l'exécution? N'est-il pas en droit d'inviter M. l'abbé Raynal à quitter ce projet, ou, s'il y tient encore, de faire des vœux pour qu'on lui impose le même silence et de la même manière qu'on l'a imposé à l'auteur trop célèbre des *Annales du dix-huitième siècle*? » On sait que ce trop célèbre auteur n'est autre que Linguet qui paya, de deux ans de prison à la Bastille, le plaisir d'avoir parlé librement du roi et de son gouvernement. Notre auteur n'est pas, comme on voit, des plus tolérants et montre fort peu de répugnance pour les arguments qui mettent fin à toute discussion.

La brochure, qui contient ces deux lettres, est précédée d'un assez long avertissement, dans lequel l'éditeur expose avec détail le but poursuivi par l'abbé Raynal et réfute les objections du contradicteur anonyme. Cet avertissement contient même des renseignements si précis, sur le plan de l'abbé Raynal et sur les idées qu'il se propose de développer dans son livre, que nous ne serions pas éloigné de le considérer comme l'œuvre de l'abbé Raynal lui-même. On peut être assuré, tout au moins, qu'il en a été l'inspirateur.

Il est assez difficile de dire quelle influence ces lettres exercèrent sur l'abbé Raynal. Aucun de ses biographes ne les a examinées, car tous, jusqu'à M. Lunet², le dernier et le plus complet, semblent en avoir ignoré l'existence. Elles ont pourtant été publiées à nouveau, dès 1859, dans le présent *Bulletin*³. Cette question présente d'autant plus de difficultés qu'on est moins bien renseigné sur le degré d'avancement dans lequel l'abbé Raynal a laissé son œuvre.

Lebreton, qui prononça son éloge dans la séance publique de l'Institut du 15 germinal an IV, se montre, il est vrai, très explicite sur ce dernier point, mais son témoignage, dont il faut bien recon-

1. *Bulletin*, t. VIII (1859), p. 326 et 327.

2. Cette biographie est insérée dans le recueil que la *Société des lettres de l'Aveyron* a fait paraître sous le titre de *Biographies aveyronnaises*, Rodez, 1866, in-8. Elle y occupe les p. 313-376.

3. T. VIII, p. 232-245 et 318-319. C'est à cette réédition que nous avons fait tous nos renvois. La brochure de 1782 étant assez rare. La Bibliothèque nationale en possède toutefois un exemplaire.

naître l'autorité, ne nous semble pas devoir être accepté sans restrictions. « L'abbé Raynal, dit-il, avait écrit une histoire de la révocation de l'édit de Nantes qu'il regardoit comme une de ses meilleures productions. Mais il paraît certain que le manuscrit n'existe plus. J'ignore quelles considérations ont pu déterminer ce sacrifice. La seule à laquelle mon esprit se soit arrêté, c'est qu'il aura pensé que le temps, les rapides progrès de la raison et les événemens avoient enlevé à son sujet une grande partie de l'intérêt, dont il l'avoit jugé susceptible, et à l'ouvrage beaucoup de l'effet qu'il s'en était promis. Jamais il ne s'ouvroit sur cet article, même avec ceux qui vivoient dans son intimité. On sait seulement qu'il l'avait compté pour deux volumes dans le projet d'une édition complète de ses œuvres¹. »

M. Lunet va encore plus loin. Il croit pouvoir dire, en s'appuyant sur le passage même que nous venons de citer et sur une biographie manuscrite, dont il ne fait pas connaître l'auteur et dont on ne peut par suite apprécier la valeur, que l'abbé Raynal mena son histoire à bonne fin, mais la jeta ensuite au feu, « craignant sans doute de fournir un nouvel aliment à l'incendie auquel il se reprochait amèrement d'avoir contribué² ».

Nous savons d'un autre côté, par une lettre même de l'abbé Raynal, datée du 24 septembre 1790, qu'il considérait « comme fort déplacée », dans les circonstances où on se trouvait alors, toute publication sur l'histoire de la révocation de l'édit de Nantes³. Le nouvel éditeur des deux lettres, dont nous venons de parler, pense au contraire que l'abbé Raynal ne mena pas son projet à bonne fin. « Il paraît certain, dit-il, que ce travail, c'est de l'histoire de la révocation de l'édit de Nantes qu'il s'agit, n'a jamais reçu d'exécution⁴. »

Le hasard de nos recherches nous a fait découvrir quelques pièces qui jettent un jour nouveau sur cette question et permettent d'arriver à une probabilité plus grande. Nous avons trouvé, dans le manuscrit français 6432 de la Bibliothèque nationale, qui fait partie

1. *Mémoires de l'Institut. Sciences morales et politiques*, Paris, an VI, t. I, p. XXI.

2. *Biographies aveyronnaises*, Rodez, 1866, in-8, p. 366.

3. *Biographies aveyronnaises*, Rodez, 1866, in-8, p. 352.

4. Watt, dans sa *Bibliotheca britannica*, a commis l'erreur de mettre cette *Histoire de la révocation de l'édit de Nantes* dans la liste des ouvrages publiés par l'abbé Raynal.

de la collection des papiers de l'abbé Raynal¹, plusieurs des documents qu'il avait recueillis pour son histoire. C'est d'abord un mémoire sur les guerres de religion et les luttes que les protestants eurent à soutenir de 1560 à 1652. Ce sont ensuite les réponses faites au questionnaire, dont nous avons parlé plus haut, pour les réfugiés du landgraviat de Hesse Cassel et du Brandebourg et un mémoire composé à la même occasion sur les réfugiés du canton de Berne.

Le mémoire sur les guerres de religion est tout entier de la main de l'abbé Raynal. Il suffit de le parcourir pour voir que c'est une simple ébauche. De nombreuses additions et de nombreux extraits ont été ajoutés en marge. On n'y trouve aucune division par chapitres ; les dates seules, placées en évidence au commencement des paragraphes, guident le lecteur. Le texte s'arrête brusquement après l'année 1652. Les pages² qui suivent sont remplies par de courts extraits relatifs à la révocation de l'édit de Nantes, aux Camisards, à la conjuration d'Amboise, à l'affaire de Vassy et au siège de La Rochelle.

C'est là évidemment un travail préparatoire. Les réponses au questionnaire ne portent aucune trace d'examen ; aucun mot n'a été souligné, et il n'y a, en marge ou dans les interlignes, aucune note de l'abbé Raynal signalant les passages les plus intéressants pour lui. Nous sommes par suite très porté à croire que l'abbé Raynal n'a jamais écrit son Histoire de la révocation de l'édit de Nantes. Il en serait resté quelque trace dans les papiers que nous indiquons. On pourrait en tout cas s'étonner de le voir conserver les documents et les notes d'un ouvrage dont il aurait fait disparaître le texte. Le mémoire sur les guerres de religion nous paraît être le commencement du travail de l'abbé Raynal. Avant d'aborder la révocation de l'édit de Nantes, il ne pouvait mieux faire que de rapporter brièvement les principaux événements de l'histoire du protestantisme en France. Et s'il est vrai, comme le dit Lebreton, qu'il ait compté cette histoire pour deux volumes dans le projet d'une édition complète de ses œuvres, c'est sans doute parce qu'il espérait reprendre son travail et le mener à bonne fin. On com-

1. Ces papiers contiennent plusieurs pièces curieuses pour la biographie de l'abbé Raynal, qui ont été utilisées dans les *Annales du Rouergue*, t. I (1888), p. 112 et suiv. et du 1^{er} oct. 1888.

2. Pages 106-120.

prend après cela qu'il ne se soit jamais ouvert, « même à ceux qui vivaient dans son intimité », sur les raisons qu'il avait de ne pas publier son ouvrage. Nous ne croyons donc pas devoir faire honneur à l'abbé Raynal du « douloureux sacrifice » dont parle M. Lunet.

Les réponses qui ont été faites à son questionnaire sont assez curieuses pour mériter d'être publiées. Elles serviront, nous n'en doutons pas, à ceux qu'intéresse l'histoire du Refuge. L'abbé Raynal s'était d'ailleurs adressé, à Cassel comme à Berlin, à des hommes bien placés pour lui donner de bons renseignements.

Simon-Louis Du Ry, l'auteur des réponses faites pour le landgraviat de Hesse Cassel, était en effet l'un des grands personnages de la ville, l'un des descendants les plus illustres des réfugiés amenés dans ce pays par la révocation de l'édit de Nantes. Il était le petit-fils de Paul Du Ry qui, après 1685, s'était retiré d'abord en Hollande, où il avait été chargé de réparer les fortifications de Maëstricht, et était ensuite venu, en 1687, à Cassel, sur les instances de l'électeur de Hesse. Il y fut nommé architecte de la ville, directeur des bâtiments et professeur à l'Académie des beaux-arts. Son fils Charles continua ses traditions, mais sans acquérir la même réputation que lui. Son petit-fils au contraire, Simon-Louis, fit exécuter les travaux les plus remarquables. C'est lui qui éleva le musée Frédéric, l'église catholique, l'opéra, l'hôpital français et commença le palais de Wilhemshöhe. Il était en même temps conseiller, professeur d'architecture, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts, directeur du collège Carolin et intendant supérieur des bâtiments de l'État ¹. Ses réponses nous font donc connaître l'opinion d'un homme d'une haute valeur et présentent un intérêt d'autant plus grand.

Busching, l'auteur des réponses ² faites à l'abbé Raynal, pour Berlin et le Brandebourg, n'était pas le descendant d'un réfugié français, mais il n'en était pas moins bien placé pour se renseigner aux bonnes sources. Après avoir professé la philosophie à Göttingue et exercé pendant quelque temps les fonctions de pasteur à Saint-Petersbourg, il était, à son retour à Berlin, devenu directeur du

1. Nous avons emprunté ces renseignements à *la France protestante*, éd. Bordier, t. V, col. 1064-1065.

2. Ces réponses sont écrites d'une écriture fine, dont la lecture présente en certains endroits quelques difficultés.

collège du *Cloître gris* ¹ et membre du consistoire supérieur. Ses publications sont nombreuses ²; elles portent toutes la marque d'un « esprit large, conciliant et ouvert à toutes les recherches »³. Il s'occupa surtout de géographie. Sa *Nouvelle Description du globe ou Géographie universelle* lui fit une réputation européenne. Trois passages de ses réponses nous apprennent qu'il a travaillé aux premiers volumes de la grande publication d'Erman et Reclam. Personne n'avait encore, croyons-nous, signalé cette collaboration.

Bertrand, l'auteur du mémoire sur les réfugiés du canton de Berne, nous est beaucoup moins connu. Il appartenait à l'une des familles de ce nom qui quittèrent alors la France pour se réfugier en Suisse, mais nous n'avons trouvé sur lui aucun renseignement qui méritât d'être rapporté.

C. COUDERC.

I

RÉPONSE AUX QUESTIONS SUR LES RÉFUGIÉS FRANÇOIS FAITES PAR M. L'ABBÉ RAYNAL, QUI TRAVAILLE A L'HISTOIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES, RELATIVEMENT AUX RÉFUGIÉS ÉTABLIS DANS LE LANDGRAVIAT DE HESSE CASSEL³.

1. — *A quelle époque les réfugiés françois s'établirent dans votre pais ? Y en est-il venu d'autres depuis cette première époque ?*

Plusieurs familles françoises étoient établies dans le pais de Hesse, avant l'année 1685, mais le plus grand nombre des réfugiés n'est venu dans ce pais qu'après la révocation de l'édit de Nantes, c'est-à-dire depuis 1685 jusqu'à 1715.

2. — *En quel nombre y arrivèrent-ils ? Restèrent-ils tous réunis ou les déterminâ-t-on à se disperser ?*

Suivant un rôle, dressé le 20 et 21 novembre 1688, le nombre des réfugiés étoit alors dans Cassel, capitale de la Hesse, montoit à 869 personnes ; ces premiers réfugiés furent suivis de beaucoup d'autres jusqu'en

1. Ce collège célébra, en 1774, le jubilé de sa fondation. Busching profita de cette occasion pour en publier l'histoire. Cf. Erman et Reclam, *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés*, t. III, p. 276. On verra plus loin, par les réponses aux questions 2, 5 et 6 de l'abbé Raynal, que Busching a collaboré au grand ouvrage d'Erman et Reclam.

2. La liste qui en est donnée dans les bibliographies de Kayser (t. I, p. 396-397) et d'Heinsius (t. I, p. 478-479) remplit deux colonnes.

3. *Encyclopédie des sciences religieuses*, t. II (1877), p. 486.

4. L'édit du Landgrave de Hesse (12 décembre 1685) en faveur des réfugiés est publié dans Haag, *la France protestante, Pièces justificatives*, p. 472.

1715. Ainsi l'on peut bien mettre à 12 ou 14 cents le nombre des réfugiés venus à Cassell, depuis 1685 jusqu'en 1775. En joignant à ce nombre environ 450 familles d'artisans et de laboureurs, venus également dans la Hesse depuis cette époque et placés successivement dans 20 villages ou hameaux qui subsistent encore, l'on peut, sans exagérer, évaluer le total des personnes de l'un et de l'autre sexe, que la révocation de l'édit de Nantes a forcé de s'établir dans cette partie de l'Allemagne, à 3,000 jusqu'à trois mille cinq cent.

3. — *Quels secours, quels privilèges leur accorda-t-on ? Ces privilèges ont-ils toujours continué ? Les expatriés ont-ils eu besoin qu'on leur continuât les pensions et les autres secours ?*

Les réfugiés, qui voulurent se fixer dans la capitale, furent très bien accueillis ; les militaires entrèrent au service de Hesse et obtinrent les mêmes grades qu'ils avaient eus en France. Le landgrave érigea un tribunal de justice française pour juger en premier ressort les différens qui pourroient s'élever entr'eux. Ce tribunal, qui subsiste encore, composé alors de gens de loi sortis de France, eut à sa tête un ancien président du parlement d'Orange et un sieur de Vernicourt, ci-devant conseiller au parlement de Metz. Les artisans et les manufacturiers obtinrent des secours en argent, pour s'établir dans la capitale et dans les petites villes du país. Ils furent dispensés en même temps d'entrer dans les corps de même profession qu'eux et exemptés, les uns pour toujours, les autres pendant un certain nombre d'années, des charges et des impositions auxquels les arts mécaniques ou métiers sont ordinairement soumis. Ces mêmes privilèges subsistent encore, ils ont même été augmentés et étendus par le landgrave régnant.

Les réfugiés laboureurs furent logés, à leur arrivée, dans les villes ou villages voisins des emplacements qui leur étoient destinés. Le landgrave fit pourvoir à leur subsistance, pendant qu'on leur élevoit des maisons à ses dépens. Dès qu'elles furent en état d'être habitées, on les en mit en possession, de même que d'un certain nombre de bestiaux par famille et des grains nécessaires pour ensemençer leurs terres nouvellement défrichées, qui leur furent partagées en portions égales et cédées en toute propriété à perpétuité. Le souverain leur fit également présent des sommes dépensées et des bestiaux fournis pour leur établissement. Tels furent les secours accordés à ces laboureurs, lesquels, une fois établis, ont prospéré par leur travail et n'ont plus eu besoin depuis d'être soutenus par des nouveaux avantages.

4. — *Avec quels capitaux à peu près ces réfugiés se présentèrent-ils ? Fut-on obligé de faire des quêtes pour eux et les quêtes furent-elles abondantes ? L'usage en continua-t-il longtemps ?*

Le plus grand nombre des réfugiés qui vinrent s'établir dans la Hesse, après la révocation de l'édit de Nantes, étoient laboureurs ou gens de métier; le reste, à peu près au nombre de 150 ou 200 familles, consistoit en gens de loi, en négociants et en plusieurs familles de bonne noblesse. Les premiers arrivèrent probablement peu chargés d'argent, mais parmi les gentilshommes, les marchands et autres particuliers, il s'en trouva plusieurs qui, ayant pu vendre une partie des biens qu'ils étoient obligés d'abandonner en France, se présentèrent avec quelques capitaux. Cependant, suivant le rapport des personnes les plus âgées de la colonie et les plus au fait de la fortune des premiers réfugiés, ces capitaux n'allèrent pas au-delà de trois cent mille francs, argent de France. La première quête ou collecte faite, dans les païs de Hesse, en faveur des réfugiés françois, fut recueillie, dans le mois de décembre 1685; on en fit plusieurs autres depuis, lesquelles prises ensemble peuvent avoir produit environ trente mille livres, argent de France. Les secours que ces réfugiés tirèrent de l'Angleterre, de la Hollande et de la Suisse ont monté environ à cent vingt mille livres, argent de France. La dernière quête se fit en Angleterre, avant l'année 1729, on n'en a point fait depuis cette époque. Les sommes, que ces quêtes ont produites, n'ont au reste point été employées à la subsistance des réfugiés, le souverain y avoit pourvu, mais pour les aider à bâtir des temples et des maisons pastorales dont les matériaux leur furent toujours fournis gratis par ordre du landgrave.

5. — *Quelles branches d'industrie les réfugiés établirent-ils dans le païs? Les branches d'industrie sont-elles restées dans leurs mains, ou les gens du païs les ont-ils adoptées?*

Les réfugiés ont établi dans Cassel, capitale de la Hesse, dans plusieurs villes du païs et dans différens villages, des fabriques d'étoffes de laine et de chapeaux, des métiers de bas, des tanneries, etc., etc. Plusieurs d'entre eux qui étoient jardiniers ont acheté ou pris à ferme des terrains, aux environs de la capitale; ils y ont cultivé des légumes et planté des arbres fruitiers. Les personnes âgées de la colonie assurent avoir entendu raconter à leurs pères qu'avant 1685 les artichaux, les asperges et les choux fleurs, de même que les arbres à fruits fins, ne se trouvoient que dans les potagers et vergers du landgrave. Ces légumes et arbres sont présentement très communs dans la Hesse, de même que les pommes de terre dont la culture a été également introduite par les réfugiés. Les colons françois établis dans les villages élèvent beaucoup de volailles; ils réussissent surtout à élever les dindons, et l'on voit arriver en automne aux marchés de la capitale des troupes de 2 à 300 de ces animaux conduits par de jeunes poissannes de villages françois. Toutes ces différentes branches d'industrie établies par les anciens réfugiés sont au reste demeurées entre les mains

de leurs descendans, mais les gens du païs les ont aussi adoptées à leur imitation.

6. — *La colonie a-t-elle diminué ou augmenté en nombre, en activité, en richesse? Quelles ont été les causes de ces variations?*

Suivant les dénombremens faits il y a peu d'années, comparés aux rôles dressés depuis 1685 jusqu'en 1715, il paroît que le nombre des François établis dans la capitale a diminué très sensiblement. Les causes de cette diminution peuvent être attribuées principalement à ce que beaucoup des descendans des premiers réfugiés sont entrés par des alliances dans les familles des naturels du païs, et parce que, depuis 1685, nombre de leurs filles ont passé dans les païs voisins, ou elles ont été appelées pour élever les enfans des gentilshommes et leur enseigner le françois. Or beaucoup de ces demoiselles, dont les parents étaient sans fortune, ayant trouvé à s'établir dans les païs étrangers, y sont restées et ont été perdues pour leur patrie, ou y sont revenues dans un âge trop avancé pour pouvoir se marier et avoir des enfans. Ces émigrations de filles continuent toujours, minent insensiblement la colonie établie dans la capitale et la réduiront probablement à un petit nombre de familles dans un siècle d'icy.

Les habitans des colonies de la campagne, au contraire, ont augmenté en nombre, par la raison que, jouissant dans leurs villages de beaucoup plus de privilèges que les naturels du païs, ils ont mieux aimé jusqu'à présent rester chez eux que de passer dans des villages allemands, où ils auraient été soumis aux mêmes charges que les autres habitans. Plusieurs même de ces derniers, attirés par les privilèges dont jouissent les colons françois, sont venus s'établir parmi eux en épousant des filles de réfugiés; et les enfans issus de ces alliances étant réputés françois ont si fort augmenté le nombre des habitans de ces villages françois que l'on en a pu tirer, il y a 5 ans, assés de familles pour former plusieurs nouvelles colonies, sans que la population des anciennes en ait souffert sensiblement. Les manufactures établies par les premiers réfugiés existent encore, dans la capitale et dans quelques villages, et, si en général peu de ces réfugiés ont acquis des richesses considérables, d'un autre côté beaucoup d'entre eux, arrivés sans fortune, ont prospéré et se sont trouvés au bout de quelque tems dans l'aisance. Leurs descendans ont continué les professions de leurs pères et l'esprit d'activité se soutient encore parmi eux. Les habitans des villages françois, dont les pères, à leur arrivée dans la Hesse, n'avoient pour tout bien que des bras formés au travail, se trouvent maintenant pour la plupart dans une aisance proportionnée à leur état, mais l'on a remarqué que les colonies, où il n'y a que des laboureurs et quelques ouvriers de différentes professions, sont plus florissantes que celles dont les habitans sont en même tems laboureurs et fabricans, le

soin des fabriques faisant du tort à la culture des terres et les travaux de la campagne nuisant à ceux des fabriques.

7. — *Les naturels du país ont-ils adopté la langue, les mœurs, les habitudes des réfugiés ou les réfugiés ont-ils adopté la langue, les mœurs, les habitudes de la contrée qui les a reçus?*

Une grande partie des naturels du país parle françois, et l'usage de cette langue est si fort répandu, parmi les gens au-dessus du commun, que l'éducation d'un jeune homme, qui l'ignore, passe pour avoir été négligée. Beaucoup d'artisans allemands envoient leurs enfans aux écoles françoises, et les font même instruire dans la religion par des ministres françois; d'un autre côté, les enfans des réfugiés apprennent dès le berceau la langue du país, en même tems que celle de leurs pères, mais il est rare d'en trouver qui parlent ces deux langues avec pureté, et c'est ordinairement en françois qu'ils s'expriment le plus mal. Vivant, au reste, sous le même ciel et sous les mêmes loix avec les anciens habitans du país, ils ont adopté, à peu de chose près, les mœurs et les habitudes de ces derniers.

8. — *Le caractère des réfugiés s'est-il corrompu ou amélioré?*

Les descendans des réfugiés qui forment la génération, actuellement vivante, sont peut-être moins vifs que ne l'étoient leurs ancêtres, originaires en partie des provinces méridionales de la France, mais leur caractère n'est au moins pas corrompu. Il arrive rarement qu'ils soient traduits en justice pour des délits graves, et l'on a remarqué que, depuis 1685 jusqu'à présent, il n'y a eu qu'un seul descendant de réfugié exécuté à mort dans la Hesse, et il le fut, il y a environ 30 ans, pour avoir fait de la fausse monnoye.

9. — *Quel est sous tous ces points de vue l'état actuel de la colonie françoise?*

Il n'existe peut-être plus aucun de ces réfugiés qui vinrent s'établir dans la Hesse, depuis 1685 jusqu'en 1715, et le nombre de leurs enfans formant la première génération a même fort diminué. C'est donc la seconde et troisième génération qui compose la colonie françoise d'à présent. Cette colonie est toujours en possession des privilèges qui lui furent accordés, il y a près d'un siècle, le landgrave actuellement régnant les ayant confirmés. Ce prince entretient non seulement les trois ministres, qui desservent les deux paroisses françoises de la capitale, mais il fait encore fournir à l'entretien des ministres des 20 colonies de la campagne.

Quoique parmi les membres de la colonie il s'en trouve peu qui aient acquis des fortunes considérables, les aumônes qui se recueillent dans

les temples, à l'issue des exercices de piété, suffisent cependant à l'entretien de ses pauvres, et ces aumônes distribuées avec discernement empêchent, non seulement que l'on voye mendier aucun réfugié françois, mais sont memes assés abondantes, pour suffire à entretenir, dans une maison de charité fondée dans la capitale par la beneliceence du souverain, ceux qu'un âge avancé ou des infirmités empêche de gagner leur vie en travaillant. Cependant, nonobstant l'état florissant ou cette colonie se trouve actuellement, il y a aparence que le nombre de ses membres établis dans la capitale continuera à diminuer peu à peu, par les raisons dont il a été fait mention dans la réponse à la question sixième. Les colonies de la campagne se soutiendront plus longtems, en supposant que les privilèges, dont elles sont en possession, ne soyent point révoqués, mais s'ils l'étoient un jour, les habitans des villages françois, ne trouvant alors aucun avantage de préférer les lieux habités par leurs ancêtres aux autres contrées de la Hesse, se disperseront et en se melant par des alliances avec les naturels du pais ne formeront bientôt plus qu'une seule et même nation.

A Cassel, ce 18 de may 1782.

S.-L. DU-RY.

(Bibl. nat., fonds français 6432, fol. 121-129.)

II

MÉMOIRE¹ CONCERNANT LES FRANÇOIS RÉFUGIÉS DANS LES ÉTATS DE S. S. E. DE BRANDEBOURG, QUI FURENT COMMUNIQUÉS AU MARGRAVE DE BAREYTH, A SA RÉQUISITION².

On voit, par l'édit de sen l'électeur Frédéric-Guillaume, de glorieuse mémoire, du 9 octobre 1685, les privilèges, droits, franchises, immunités et libertés qu'il a octroyées auxdits François réfugiés.

S. S. E., à présent régnante, a aussi octroyé à la colonie palatine, réfugiée à Magdebourg, de plus grands privilèges, droits et franchises, comme on le voit par ses lettres patentes, du 25 may 1689, contenant 30 articles.

Outre tous les droits, privilèges et franchises portées par ledit édict, S. S. E. a fait divers autres établissemens, en faveur desdits réfugiés. S. S. E. a établi des juges françois à ses gages, dans chacune des colonies où il y a nombre de familles un peu considérable desdits réfugiés. Outre lesdits juges, S. S. E. a établi, dans Berlin, une justice supérieure

1. Ce mémoire, annoté par Busching, fut envoyé par lui à l'abbé Raynal avec les réponses qui suivent.

2. On lit, en note, de la main de Busching : « Sous le règne de Frédéric I^{er}, successeur du grand Électeur, avant 1709. »

françoise, composée du juge supérieur, de quatre assesseurs, dont l'un est allemand, d'un procureur fiscal, d'un greffier, d'un huissier.

Ladite justice supérieure connoit des appellations qui sont interjetées desdits juges françois des États de S. S. E. de toutes les causes qui excèdent 6 risdales, argent courant, en valeur, et en juge en dernier ressort et sans appel. Il est néanmoins permis de se prévoir en révision ¹, par devers ladite S. E., aux causes qui excèdent 100 risdales en valeur, et pour cet effet S. E. nomme tel commissaire qui bon lui semble, pour connoître de la révision et le demandeur en révision est tenu de consigner 12 Risdales pour l'amende, en cas qu'il succombe en ladite révision. L'instance de laquelle n'empêche pas que le jugement rendu par la justice supérieure, à quelque somme qu'il puisse consister, ne soit exécuté par provision en baillant caution.

S. S. E. a établi un collège françois, où il y a 6 classes pour les langues latines, grecques et les humanités, et des régens pour lesdites classes et de plus un professeur en philosophie. Lesdits régens et professeurs sont pensionnés par S. S. E. et logés fort commodément à ses frais.

S. S. E. a permis, en 1692, l'établissement d'un bureau d'adresse audit Berlin où se reçoivent et se vendent, publiquement et en particulier, en la manière ordinaire des marchands, toutes sortes de marchandises, comme bijoux, orfèvrerie, livres, tableaux, meubles, hardes, chevaux, carosses et autres choses, le tout au contenu du règlement fait par S. D. S. E., le 26 avril de l'année 1692, contenant 30 articles. S. A. D. S. E. a donné la maison pour ledit bureau.

Tous les artisans réfugiés dans les États de S. S. E. ont une entière et pleine liberté de travailler de leurs métiers à boutique ouverte, et d'avoir des apprentifs et des compagnons, comme bon leur semble, le tout sans être obligé de le faire recevoir dans les corps desdites maîtrises; et toutefois on y reçoit ceux qui le désirent, en faisant voir qu'ils étoient maîtres en France, et quant à ceux qui ne l'étoient pas et qui veulent néanmoins être recus dans les corps de métiers allemands, ils y sont admis en faisant quelques expériences de leurs métiers et sont déchargés des frais et des droits d'entrée.

Les laboureurs et autres réfugiés, habitans de la campagne et particulièrement dans le baillage de Grantzow, de Lökenitz, de U[h]lorin, de Ruppen, de Goldbeck, de Mühlenbeck, ont joui de leur exemption, de franchise, pendant dix années, de fermage, de reutes, de contributions, de logemens, de service à quoi sont tenus les habitans allemands desdits baillages. Et S. S. E., par son édit du 4 juillet 1696, leur est [corr. a] encore

1. On lit, en note, de la main de Busching : « Le tribunal de révision n'étoit pas encore établi. »

continué la jouissance pour moitié desdites franchises, pour cinq années après les dix, et de plus a déclaré, par ses lettres patentes, qu'après l'expiration desdites cinq années, lesdits François, réfugiés auxdits baillages ne seront tenus ni assujétis, comme les habitans allemands, auxdites corvées, fermages, rentes, contributions, logemens, services et autres charges et prestations, mais en demeureroient déchargés eux et leurs successeurs à toujours, moyennant certaine redevance modique en argent par chacune année, ainsi qu'elle est fixée par lesdites patentes.

Tous lesdits François, réfugiés dans lesdits États, jouissent des franchises et exemptions de toutes impositions, garde, services, logemens de gens de guerre et de toutes autres prétentions, à la réserve et exception du droit de consommation, qui est celui des accises pour marchandises et services.

Outre tous lesdits avantages, les réfugiés françois en ont de particuliers, au moyen des pensions qu'ils reçoivent de S. S. E., qui entretient à ses gages plus de 58 ministres françois réfugiés, et qui exercent leur ministère dans les diverses Églises françoises établies dans lesdits États. Il y a dix conseillers d'ambassade pensionnés de qualité distinguée et qui reçoivent pension de S. S. E. Un grand nombre d'autres particuliers ont aussi des pensions de S. S. E.

Sur toutes lesquelles pensions, tant de l'état civil que du militaire, on prend 5 p. 100 que l'on appelle *sou pour livre*, dont on fait un fond pour subvenir aux plus pressans besoins de ceux qui sont nouvellement arrivés et qui n'ont pas encore eu le moyen de s'établir. Sur lequel fond on paye aussi des pensions par quartier à quantité de demoiselles, femmes, filles qui n'ont pas moyen de subsister d'ailleurs. Pour l'administration duquel fond il y a des commissaires françois, au nombre de cinq, établis par S. S. E. qui s'assemblent à cet effet, à certains jours réglés; c'est ce qu'on appelle la *chambre du sou pour livre*.

S. S. E. a établi une commission ecclésiastique composée de deux ministres, d'un conseiller du consistoire allemand, qui entend les deux langues, et d'un conseiller privé qui y préside, et c'est devant cette commission¹ que se plaident les causes ecclésiastiques. Es müßte wohl ein Exemplar deffen, was desfalls gerucht worden, beigebracht werden.

S. S. E. a donné la direction de toutes ces colonies à un de ses ministres d'État, qui a toujours commodité de rapporter dans le conseil ce qui est nécessaire pour faire ensuite expédier les résolutions.

S. S. E. a encore donné d'autres ordonnances, comme celles touchant les deniers des pauvres, des batêmes, des mariages, des sépultures,

1. On lit, en marge, de la main de Busching : « C'est à la place de cette commission ecclésiastique qu'a été établi depuis le consistoire supérieur françois. »

8 mars 1698; une autre concernant ceux d'entre les réfugiés qui seront exempts de la capitation, du 15 may 1691; un édit qui fait défense aux apprentis dans les manufactures de n'en point sortir, avant l'apprentissage fini et sans avoir obtenu un témoignage du maître, 19 juillet 1690; une défense contre le transport des métiers à bas hors du pays, du 10 octobre 1694.

S. S. E. fit aussi publier un édit pour l'observation des dimanches et fêtes, du 8 mars 1698; un autre édit qui règle les impôts tant des marchandises fabriquées dans ses états que de celles qui seront apportées des pays étrangers, du 22 février 1698. Elle fit aussi réimprimer et traduire en français un recueil des divers édits et ordonnances, publié pour l'usage des colonies françaises dans ses États, l'an 1691. Finalement S. S. E. donna une résolution aux députés français réfugiés dans le canton de Berne, qui souhaitent de se retirer dans ses états, tendant à ce qu'elle les veut recevoir sous les mêmes conditions et les faire jouir des mêmes privilèges dont jouissent les autres réfugiés qui sont déjà établis dans ses États, du 13 mars 1699.

(Bibl. Nat., fonds français, 6432, fol. 131-136.)

BIBLIOGRAPHIE

LE MINISTRE A. DE CHANDIEU D'APRÈS SON JOURNAL (1534-1591)

J'ai sous les yeux un exemplaire du tirage à part de la savante étude de M. le pasteur Bernus de Bâle, sur le ministre Antoine de Chandieu, un des meilleurs morceaux historiques parus dans le *Bulletin*. On n'a pas toujours, il est vrai, la bonne fortune de découvrir un Journal inédit, miroir fidèle d'une belle âme, et de pouvoir le compléter par un heureux choix de textes puisés aux meilleures sources. La juste ambition de M. Bernus n'est pourtant pas satisfaite. Il aspire à former un appendice de pièces nouvelles, en provoquant, comme il le dit si bien « à sortir de leurs cachettes », plus d'une lettre encore ignorée de son héros. Espérons que ce vœu si légitime sera exaucé, et que nous devons à M. Bernus, sur le grand pasteur de Paris qui l'a si heureusement inspiré, un ouvrage complet et définitif par la réunion des documents dispersés un peu partout, qui sont les pierres vives de l'histoire. J. B.

LES FRÈRES GIBERT, DEUX PASTEURS DU DÉSERT
ET DU REFUGE (1722-1817)

PAR DANIEL BENOIT, PASTEUR¹

Après les beaux livres de Charles Coquerel, de N. Peyrat, de Charles Weiss, d'Edmond Hugues, de M. O. Douen, de Callot et de tant d'autres érudits sur la glorieuse période du désert, il y a encore de belles pages à écrire sur les vaillants pasteurs de cette époque vraiment héroïque de l'Eglise sous la croix. M. Daniel Benoit a bien mérité de nos Églises en faisant revivre, d'après des documents inédits, les deux nobles physionomies de *Louis* et d'*Étienne Gibert*.

C'est une dramatique épopée que celle qui prend naissance dans le hameau de Lunès, pour se dérouler au synode de 1745, au séminaire de Lausanne, dans les Cévennes, dans la Saintonge, avec les assemblées surprises, le guet-apens tendu par l'évêque de Saintes à Louis Gibert, et qui coûta la vie au chevalier Jean Daniel de Belrieu de la Grâce, lequel sauva à ce prix les jours du pasteur Gibert aîné; — l'assemblée du bois de Merlet, l'assemblée de Plordonnier, la fondation des oratoires de Pons et de Gemozac suivies de condamnations héroïquement supportées, l'arrivée de nouveaux pasteurs en Saintonge, le martyre du pasteur F. Rochette, l'émigration en Angleterre, puis à Charleston, les efforts faits par César de Missy en faveur des réformés français, la tardive influence de l'esprit de tolérance; — et, à côté de la vie dramatique de Louis Gibert, la vie d'études d'Étienne Gibert, sa conversion, son ministère en Angleterre et ses livres qui attestent des connaissances étendues et variées. Si Louis Gibert écrit en effet des œuvres apologétiques, Étienne ne craint pas de publier de savantes observations sur les écrits de M. de Voltaire, un commentaire sur l'Apocalypse, deux volumes sur l'authenticité du Nouveau Testament, une *Harmonie de la vie de Jésus*, des sermons empreints d'une vie chrétienne véritable.

M. D. Benoit a complété cette œuvre magistrale par de nombreux documents inédits.

DE RICHEMOND.

1. Toulouse, Société des livres religieux, un vol. in-12 de 429 pages accompagnées d'un portrait et d'un fac-similé, 1889.

UN PIONNIER DE L'ÉVANGILE, NAPOLEON ROUSSEL¹. — MADAME ANDRÉ WALTHER². — LA MISSION ÉVANGÉLIQUE FRANÇAISE AU SUD DE L'AFRIQUE³. — LA MISSION AU ZAMBÈZE⁴.

Règlementairement, le *Bulletin* ne devrait pas parler de ces ouvrages, puisqu'il s'occupe de notre histoire *avant* 1789. Mais le siècle qui nous sépare déjà de cette date, n'appartient-il pas désormais lui-même à l'histoire ? L'apparition seule de ces livres en est la preuve. Napoléon Roussel (1805-1878), Madame André Walther (1807-1886), les missionnaires dont nous entretient M. Jousse, ce sont des contemporains, il est vrai, même des jeunes, grâce à leur longévité : mais comme l'époque de leur activité si féconde et souvent créatrice paraît déjà éloignée, grâce aux événements et surtout au milieu moral et religieux qui leur sert de cadre ! Je disais plus haut, en terminant mon étude sur le résultat des séances des 22-23 août à l'Assemblée nationale de 1789, que, depuis la Révolution, des tentatives multiples furent faites pour tirer les conséquences extrêmes des restrictions imposées par elle à la liberté religieuse. Il faut lire, surtout les deux premiers de ces livres, pour se faire une idée des obstacles qu'eurent à surmonter ceux qui ne pouvaient se résigner à voir le protestantisme français et l'Évangile qu'il prêche, relégués dans l'obscurité et l'inertie d'une secte officiellement tolérée, à la condition d'être étroitement muselée !

Madame E. Delapierre et M. A. André n'ont donc pas seulement accompli un devoir de piété filiale en racontant avec tant de sobriété et d'exactitude deux nobles et pieuses vies. Ils ont rendu à l'histoire du protestantisme français un service éminent. Ils ont recueilli et rendu accessibles une foule de faits aussi instructifs qu'édifiants qui, sans eux, auraient sans doute été oubliés ou méconnus. Ils nous ont montré, pièces en main, comment le présent se rattache au passé dont il hérite, transmet et développe, non seulement les fautes et les misères, mais aussi les exemples de foi, de persévérance et d'abnégation. On ne pourra négliger de consulter ces deux belles biographies lorsqu'on voudra écrire l'histoire de l'émancipation pro-

1. Par E. Delapierre, avec portrait, Paris, Fischbacher, 361 pages, in-8°.

2. Nouvelle réimpression, VII et 548 pages, grand in-8°, même librairie.

3. Par Eschoppe Jousse, ancien missionnaire, avec une carte du Lessouto, 2 volumes in-8° de 432 et 403 pages, *Ibidem*.

4. Par le même, 481 pages in-8°. *Ibid.*

gressive de notre Eglise protestante française. A un autre point de vue, celle de la *Mission française évangélique au Sud de l'Afrique*¹ en est aussi un chapitre, un peu diffus peut-être et prématurément rédigé en ce qui concerne la *Mission au Zambèze*, mais où, entre autres, l'histoire du Refuge huguenot trouvera plus d'un fait à glaner.

TROIS MARTYRS DE LA RÉFORME BRULÉS EN 1525 A VIC,
METZ, ET NANCY PAR OTHON CUVIER².

Lorsqu'en 1886 je publiais, ici même (*Bull.* XXXV, 453), à propos d'une lettre inédite de Claussequin d'Ays à François de Hannonville (17 octobre 1524), quelques notes sur les origines de la Réforme à Metz, j'exprimais le vœu que Jehan Castellain que je considère comme le premier apôtre de cette Réforme, devint le sujet d'une étude détaillée. Nul n'était mieux préparé pour ce travail que M. O. Cuvier, si versé dans l'histoire de l'Eglise dont il fut longtemps le digne pasteur. Son petit volume, provoqué par le centenaire de la liberté de conscience, retrace, non seulement le martyre de Castellain (12 janvier 1525), mais encore ceux de Jean Leclerc (29 juillet 1525) et de Wolfgang Schuch (21 juin 1525) qui furent ses contemporains et ses héroïques imitateurs. Le récit reproduit la substance des documents du temps, avec beaucoup de simplicité, de sobriété et de précision. Il sera surtout consulté avec fruit par ceux qui, ne connaissant pas Metz, essaieront de se représenter la suite des événements dans leur cadre authentique. Car l'auteur a éclairé sa narration au moyen de notes topographiques et autres fort exactes et intéressantes.

Pourquoi, après avoir dessiné les principales figures d'un mouvement si puissant, M. Cuvier ne nous donnerait-il pas, sur l'ensemble de ce mouvement, une étude complète et raisonnée, qui essaierait de faire la part des éléments si divers qui lui donnèrent naissance?

N. W.

1. A compléter par le charmant volume de M. E. Casalis : *Mes souvenirs*, même librairie.

2. In-12 de VIII-116 pages, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1889.

SÉANCES DU COMITÉ

22 octobre 1889.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. Schickler, MM. E. Bersier, O. Douen, A. Franklin et Ch. Read. MM. Bonet Maury, J. Gaufres, F. Lichtenberger, W. Martin et A. Viguié se font excuser.

Communications. — M. le président place, à l'occasion de la rentrée, les travaux de la Société sous la bénédiction de Dieu qui a permis, cette année, d'honorer publiquement notre passé, entre autres par la construction des nouveaux temples de Vassy et de Charenton, ainsi que du monument si constamment admiré de l'amiral Coligny. Il rappelle, puisque le *Bulletin* l'a déjà annoncé, qu'à l'Exposition, la Société a obtenu une médaille d'or; il a pris sur lui d'écrire récemment, au nom du Comité, à M. le professeur Charles Schmidt, de Strasbourg, à l'occasion du jubilé cinquantenaire de son professorat, et, à la fin du mois d'août, d'envoyer M. Weiss représenter la Société d'Histoire au bicentenaire de la glorieuse rentrée des Vaudois dans leurs vallées. Il regrette d'avoir été prévenu trop tard pour pouvoir faire figurer la Société par un délégué officiel, le 29 septembre, à l'inauguration de la grange de Vassy désormais rendue à sa destination primitive. — Enfin il communique une lettre de M. le professeur Schaff, de New-York, demandant pour le *Bulletin* de la *Huguenot-Society* américaine, un compte rendu de la célébration, en France, du centenaire de la liberté de conscience. La Faculté de théologie protestante de Paris a décidé de s'associer à cette célébration, en priant M. Weiss de lire, à la prochaine séance de rentrée, son travail sur la proclamation de ce principe à l'Assemblée nationale, 22-23 août 1789.

M. Weiss dépose une collection de livres, brochures, journaux et photographies ayant trait à la fête vaudoise sur laquelle il ajoute une série de détails au compte rendu paru dans le *Bulletin* du 15 septembre dernier. Puis il remet au président un exemplaire broché de la *Chambre ardente*. Le volume ne sera distribué et mis en vente que dans quelques jours, une découverte aussi inattendue qu'impossible à prévoir ayant fourni tout récemment des documents fort importants qui compléteront ceux déjà recueillis et imprimés.

Bulletin. — M. Weiss donne quelques renseignements rétrospectifs sur le numéro du 15 octobre qui a été, comme de coutume, envoyé à tous les pasteurs de France pour la fête de la Réformation, ainsi qu'une vue hors texte du monument de Coligny et le rapport du président sur le dernier exercice. Puis il donne une idée de ce qui lui reste en portefeuille pour terminer l'année, en regrettant que les dernières communi-

cations adressées à notre revue soient si étendues qu'il devient difficile de composer un numéro en tenant compte du nombre et de la variété des articles qu'elle doit renfermer.

Bibliothèque. — Elle a reçu, de M. le pasteur Th. Monod, qui a bien voulu profiter de son séjour à Beuzeval pour faire faire une collecte de 115 francs en faveur de la Société, des journaux et un autographe de Vinet, le texte transcrit, amendé et retouché par lui, de son *Ode sur Byron*; et de M. F. Teissier, un troisième cahier manuscrit résumant un grand nombre de *Brevets de production ou dires par écrit devant les commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes en Languedoc et pays de Foix*. MM. de Schickler, F. Buisson, O. Cuvier et Paul Juillard ont aussi donné plusieurs volumes parmi lesquels on peut citer : *Nicolai Borbonii vandoperani Lingonensis Nugarum libri octo*, Basileae 1540; — *Déclaration des poincts principaux qui ont incité Lazare Maillard... à quitter les fausses doctrines et idolâtries... Prononcé au grand temple de Montauban le 11 avril 1604*; — *Réplique à la réponse du sieur Bugnet cy devant ministre lez Compiègne et Mondidier, et de présent lez Calais*, par I. de Hollande, 1623; — *Roole des nouveaux convertis... dans le diocèse de Poitiers*, in-4 de 228, 212, 50 et 10 pages; — *Francisci Lamberti Avenionensis in Divi Lucae Evangelium Commentarii*, Argentorati, 1525; — Chassanion de Monistrol, *Histoire des Albigeois*, 1595.

Le Semenze de l'Intelligenza del Nuovo Testamento, per Massimo Theofilo Fiorentino composta et adunate con la loro tavola dietro l'Apoloogia del medesimo sopra la sua Tradozione. Con un Sommario di tutta la Scrittura sacra, domandato. Cristo fine de la Legge. In Lione 1551; — *Sessanta Salmi di David*, 1621 et 1650; — *Cento Salmi di David* 1683; — *Consolation pour les malades*, s. d...

François de Combles, *Consolations générales et particulières pour les malades*, 1619, et *Homélies ou Méditations consolatoires pour ceux à qui quelqu'un est mort*, 1611; — La Duchat, *Méditations*, 1623.

Sermons détachés de François-Antoine Rognon, 1683, Pierre François Olivier, 1689, David Forneron, 1688, I. Flanc, 1662, A. Morus, 1682, David Eustache, 1660, etc.

CORRESPONDANCE

Les Barjac-Rochegude.

Monsieur le Président,

Nîmes, 30 octobre 1889.

En lisant les pages si pleines d'intérêt et d'émotion que M. Charles Read a consacrées, dans le dernier *Bulletin*, à la noble famille des Barjac-Ro-

chegude, je me suis rappelé que j'avais rencontré ce nom dans les lettres de J.-Frédéric Ostervald, à la Bibliothèque publique de Genève. J'ai cherché dans mes notes, et je m'empresse de vous envoyer l'extrait suivant, qui me semble combler en un point une lacune indiquée dans le *Bulletin* (p. 515) : on y verra que le marquis de Rochegude était à Utrecht en 1712. La lettre d'Ostervald, datée de Neuchâtel, « 25 may 1712 », est adressée au célèbre Alphonse Turretin, à Genève :

« ... Il y a longtems, dit-il, qu'on a parlé de la religion des Hollandais. On y prêche assez petitement et fort longuement. Un certain M. Arbussy prescha, en présence des Plénipotentiaires et des étrangers, la doctrine de la Prédestination de la manière la plus crue, de quoy on murmura fort. Mais le marquis de Rochegude, zélé orthodoxe, et protestant de la vieille roche, prit le parti du prédicateur, et le soutint le mieux qu'il put. »

Le pasteur Antoine d'Arbussy, dont il est ici question, était originaire de Millau en Rouergue. Il était alors à Utrecht; il y était depuis 1707, et les plénipotentiaires devant lesquels il prêcha s'occupaient de la rédaction du traité de paix qui porta le nom de la ville où ils étaient réunis. Les lignes d'Ostervald nous permettent au moins de dire quelles étaient les opinions dogmatiques de ce pasteur réfugié, ce que ne savait pas la *France protestante*, 2^e édit., t. I, p. 318. Il avait desservi l'Eglise de Franeker (Frise), du mois d'octobre 1706 au mois de juin 1707, après y avoir prêché pendant plusieurs années, comme proposant, en qualité de ministre pensionnaire¹.

Appelé d'Utrecht à Amsterdam le 22 janvier 1713, il fut installé dans cette dernière Eglise le 19 mars, et prit son énéritat le 31 janvier 1735. Il mourut le 30 novembre 1744².

L'extrait de la lettre du pasteur neuchâtelois nous permet aussi de voir à quelle source doctrinale le marquis de Rochegude puisait son héroïque fermeté.

Voici l'autre extrait relatif à Charles, fils de Jean de Barjac, marquis de Rochegude, bourgeois de Vevey, et à ses sœurs. Ostervald était à Vevey au mois de mai 1725; il était venu consulter un médecin spécialiste pour une infirmité désagréable dont il souffrait beaucoup. « Je me trouve bien vieilli et bien infirme, dit-il à son ami Turretin (10 mai 1725). Depuis trois ou quatre mois j'ay plus baissé que je n'avois fait en quarante ans. Si cela dure, *tempus dissolutionis instat*. Je suis réduit à prêcher assis, et rarement. Voilà ce que c'est que de l'homme. » — Heureusement pour

1. *Liste des Eglises wallonnes des Pays-Bas et des pasteurs qui les ont desservies*, par F.-H. Gagnebin. Leyde, 1888, p. 87.

2. *Ibid.*, p. 2.

les Églises de langue française, celui qui écrivait ces lignes attristées devait vivre encore plus de vingt-deux ans.

Durant les quelques semaines qu'il resta à Vevey, Ostervald entendit certainement parler de celui qui devait être le dernier rejeton d'une noble race; et il écrivit à Turretin, de Neuchâtel, le 30 mai 1725 :

« M. de Rochegude a une pension de 50 pièces du Roy d'Angleterre, dont il subsiste, et dont il aide Mesdemoiselles ses sœurs. Comme il est à présent malade et peut-être près de sa fin¹, ses sœurs souhaiteroient fort de pouvoir obtenir la continuation de cette pension qui est sur la tête du marquis. Elles ont cru que vous et moy pourrions leur procurer ce qu'elles souhaitent, en les recommandant à Mylord Archevêque. Plusieurs personnes de considération s'intéressent pour ces demoiselles et en particulier les familles de Chandieu² et de Tavel, et c'est à leur prière qu'un de mes amis de Vevey vient de m'écrire. » Il prie Turretin d'écrire de son côté à Londres.

Il serait intéressant de savoir si la pension fut conservée à ces saintes et pieuses femmes. Dans tous les cas elles n'en jouirent pas très longtemps, car l'une mourut le 9 mars 1739, et l'autre le 14 août 1748.

Dans l'espérance d'apporter mon humble pierre à la reconstruction du passé de nos chères Églises, veuillez agréer, etc.

CHARLES DARDIER.

CHRONIQUE

La Fête de la Réformation. — Notre *Bulletin*, envoyé à tous les pasteurs le 15 octobre dernier, a été reçu avec plaisir, si nous en jugeons par les réclamations de quelques destinataires oubliés ou non inscrits sur nos listes. Espérons que, suivant la bienveillante recommandation de l'*Église libre* du 25 octobre, un plus grand nombre d'Églises auront songé à soutenir l'œuvre que poursuit notre Société.

Nous n'avons encore que peu de nouvelles sur la manière dont la fête a été célébrée. Nous savons seulement qu'elle l'a été avec édification, par exemple, à Nîmes, à Paris et aux environs, et qu'on a généralement évité d'en faire — comme certains l'auraient désiré en suivant l'exemple de nos frères Vaudois, — une imposante manifestation de l'ensemble du protestantisme français. Plusieurs des journaux religieux qui paraissent dans les diverses régions de la France, lui ont plus ou moins consacré leur

1. Il mourut, en effet, le 23 octobre suivant (*Bulletin*, p. 544).

2. Il s'agit sans doute de Charles de Chandieu, lieutenant-général, qui habitait alors près de Lausanne, et de ses fils Charles, Esaïe et Benjamin, qui parvinrent aussi à de hauts grades militaires (*Fr. prot.*, 2^e édit., t. III, c. 1060).

numéro de novembre, et quelques-uns ont bien voulu reproduire tout ou partie de notre circulaire.

Dans le *Bulletin évangélique de l'Ouest* (2 novembre) on trouve deux notices de M. de Richemond, sur un armateur protestant rochelais (1740-1807), et sur le médecin *Elie Richard* dont le père Arcère parle en ces termes : « Après la révocation de l'édit de Nantes, on défendit aux médecins protestants l'exercice de leur profession. Richard, qui fut du nombre de ces citoyens disgraciés, voulut sortir du royaume. Des obstacles imprévus rompirent ses mesures, heureusement pour sa patrie ; il y fit toujours sa résidence ordinaire et ne vit plus de malades, mais la confiance qu'on avait en lui renversa l'ordre commun : les malades vinrent voir le médecin. Les uns se faisaient porter à sa maison, les autres le faisaient consulter sur leur état. On lui permit quelque temps après de reprendre en public ses fonctions. La loi, rigidement observée partout, fléchit enfin sous son mérite et souffrit une exception en sa faveur ». Il mourut à soixante et un ans, le 14 mars 1706, honoré même de l'évêque de la Rochelle, des maréchaux d'Estrée, de Tourville et de Matignon, et de l'intendant Begon. — Le *Protestant de Normandie* qui publie depuis quelque temps des notes historiques sur la Réforme en Basse-Normandie, s'ouvre par un excellent article de M. Jean Bianquis sur *Augustin Marlorat, pasteur et martyr à Rouen*. — Après nous avoir entretenu de la Bastille, de Jeanne d'Albret, etc., le *Huguenot des Cévennes*, orné de plusieurs gravures, publie deux textes intéressants : L'hommage que le Consistoire de Nîmes rendit à *Paul Rabaut* lorsqu'il prit sa retraite après un glorieux ministère de plus d'un demi siècle, le 6 octobre 1785 ; et une lettre d'un contemporain, en partie reproduite plus haut, qui donne une idée de l'autorité et de la réputation acquises à l'Assemblée nationale par *Rabaut Saint-Etienne* que le *Courrier du Dimanche algérien et tunisien* fait aussi connaître à ses lecteurs. — Le *Messager évangélique* est consacré, entre autres, à *Denis Papin* et à *Vassy*, compris aujourd'hui dans la 3^e circonscription synodale. — L'*Eglise chrétienne* du nord et de l'est (8 novembre) rend compte de la fête de la Réformation célébrée à Inchy, le 1^{er} novembre, par MM. les pasteurs Gaudard, Ollier, Poulain et van Oordt. — Enfin on trouve dans le *Foyer protestant* des détails inédits fournis par M. Charles Dardier sur *le camisard Castanet à Genève*. — On voit, par ces notes, que l'histoire locale, régionale, de notre passé, intéresse de plus en plus ceux que la fête de la Réformation invite à l'étudier et à le faire connaître.

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

GUILLAUME RABOT DE SALÈNE
HUMANISTE IGNORÉ DU XVI^e SIÈCLE¹.

Guillaume Rabot, dont le nom vient d'être remis en lumière par un savant professeur d'Upsal en Suède, était le second fils de Bertrand Rabot, conseiller au parlement de Grenoble et d'Agnès Peccat, qui eut de son mari cinq fils et sept filles. La famille Rabot, originaire d'Upie, localité située entre Crest et Valence, s'est rendue célèbre en Dauphiné et a donné, pendant deux siècles, des magistrats au parlement de Grenoble, savoir : un président, Ennemond Rabot, seigneur d'Illins, l'un des commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes en Dauphiné; un avocat général, Jean II Rabot; et six conseillers, sans parler d'un membre de la même famille, qui fut auditeur à la chambre des comptes du Dauphiné.

Guillaume Rabot, dont le père se maria le 6 février 1502,

1. Le nom de cet humaniste n'est pas mentionné dans *l'Estat politique* de Chorier, la *Bibliothèque du Dauphiné* de Guy Allard, et la nouvelle édition qu'en a donné Chalvet, la *Vie de Jean Rabot*, du même Guy Allard, la *Biographie du Dauphiné* de Rochas, et la *France protestante* des frères Haag. — Guillaume Rabot est connu seulement de Moréri (édition de Bâle, 1731, t. VI, p. 25); de la *Généalogie de la maison de Rabot*, parue vraisemblablement à Grenoble vers 1690, et dont il ne reste qu'un seul exemplaire incomplet à la bibliothèque publique de cette ville; et par l'*Histoire généalogique de la maison de Rabot*, publiée par M. Jules Chevalier dans le *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme*, 1884 et 1885 (tirage à part, Valence, 1886, in-8). On ne sait au juste qui sont les auteurs de ces deux généalogies. M. Chevalier opine pour le conseiller Jean de Rabot. Elles se ressemblent sans être identiques.

paraît être né dans les premières années du xvr^e siècle. Il embrassa la Réforme en 1550. Nous ignorons quelles furent ses destinées entre les deux époques. A l'occasion de sa conversion, il écrivit à Calvin la lettre suivante, que nous traduisons du latin aussi littéralement que possible :

« Guillaume Rabot dit de Salène à Maître Jean Calvin. S. P. D.

« Ta réputation, répandue en tout lieu et célébrée de divers côtés, l'honneur et la charité qui t'accompagnent par le secours du Tout-Puissant Seigneur Jésus-Christ, m'ont poussé, moi, qui ai été, il y a peu de jours, agrégé et appelé au nombre des fidèles, à t'écrire, afin que, comme tu es le chef et le pasteur de nos frères, tu veuilles bien, dans ta bonté, m'admettre au sein de l'Église qui est chez vous; car, comme j'y suis déjà en esprit, j'espère que j'y serai en personne, avec l'aide de Dieu, quand quelques affaires, qui me retiennent ici pour peu de temps, seront terminées. En attendant, je te supplie ardemment de ne pas m'oublier dans tes prières, afin que je sente que Dieu m'est favorable et qu'il me garde au milieu des grandes embûches des démons et des vicissitudes de la vie. Et lorsque tu auras quelque loisir et que la commodité et l'occasion s'en présenteront à toi, je te prie de m'écrire, afin que, moi, ton fils, je puisse, par le moyen de ta lettre, être protégé contre les folies et les dangers de ce siècle. Si tu y consens, que je puisse, pendant que nous jouissons de la vie, faire tous mes efforts pour toi! Je te prie de me croire ton très obéissant et très respectueux. Adieu. Avignon, le 17 des calendes de juillet 1550¹. »

Nous ne savons si Rabot embrassa le protestantisme dans cette ville, mais il est constant qu'Avignon avait aussi participé au mouvement général de la Réforme, bien que, comme s'exprime l'historien Lاپise, « la cruauté s'y proménât avec le balai ardent de la persécution. »

Calvin répondit en latin à notre néophyte dauphinois le mois suivant :

« Puisque, lui dit-il, quoique inconnus de visage l'un à l'autre, tu reconnais Christ pour maître dans mon ministère, et que tu te soumetts à sa doctrine de bon gré et sans bruit, c'est un motif suffisamment juste pour que je t'embrasse en retour comme un frère et un compagnon. Comprenant, d'ailleurs, par ta lettre, qu'il n'y a pas bien longtemps que

1. Joh. Calv. *Opera*, vol. XIII, n° 1379.

Seigneur t'a éclairé de la lumière de son Evangile, je ne puis mieux te témoigner mon amour qu'en t'exhortant et te poussant à t'exercer chaque jour; car nous voyons les étincelles de la piété, qui avaient brillé chez beaucoup de gens, s'éteindre dès qu'ils négligent d'en attiser la flamme; bien plus, ils étouffent, soit par les vaines séductions du monde, soit par les convoitises corrompues de la chair, le peu de lumière qui avait été allumé en eux par le Saint-Esprit. Il faut, pour qu'il ne t'arrive rien de pareil, t'efforcer d'abord de te soumettre sérieusement à l'obéissance du Seigneur, ensuite de t'affermir de plus en plus dans sa sainte doctrine. Mais comme ce sujet est plus long que ne le comporte l'étendue d'une lettre, c'est assez que tu fasses le reste par toi-même. Tu possèdes, en effet, la Parole de Dieu. Si tu t'exerces à sa lecture, rien, en somme, ne te manquera pour la direction de la vie. Tu possèdes des commentaires fidèles qui te seront d'un grand secours. Plaise à Dieu que tes convenances te permettent aussi de nous visiter un jour, car, je l'espère, tu ne te repentiras jamais de ton voyage! Quelque part que tu ailles, vois à suivre le Seigneur et à ne t'écarter jamais du bon but. Adieu, excellent et très cher frère. Le 9 des calendes d'août, 1550. Ton Calvin ¹. »

Il est plus que vraisemblable que Rabot, comme le fait supposer le ton des autres lettres qu'il écrivit à Calvin, effectua son voyage à Genève, car cette cité, toute entière gagnée à la Réforme et saintement rajeunie, autant qu'illustrée par la présence du grand réformateur, exerçait, à cette époque, un attrait presque irrésistible sur toutes les âmes nées à la vie de l'Evangile et avides de nouvelles lumières. De Genève, Rabot se rendit ensuite en Italie, où le mouvement de la Réforme se faisait également sentir, et écrivit de ce pays la lettre suivante à Calvin :

« A Monsieur, Monsieur Maistre Jean Calvin à Villefranche².

« Ce que je souhaitais m'est arrivé, puisque celui qui te portera cette lettre s'est offert de lui-même à moi. Tu sauras par elle la grande grâce que Dieu m'a accordée dans mon voyage. Par sa clémence il m'a délivré du danger d'être incarcéré à Milan où j'étais allé, tandis que trois de nos jeunes gens, qui sont détenus au château depuis le même moment, ont

1. Joh. Calv. *Opera*, vol. XIII, n° 1389.

2. L'adresse est en français, la lettre en latin.

été laissés en prison. Et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'ils n'ont pas l'espoir d'être mis prochainement en liberté, comme mon cousin, le présent messager, te le racontera plus au long. Que le Seigneur leur soit propice dans sa bonté ! Si ce fait m'afflige profondément, je suis néanmoins joyeux de fournir de la sorte à mon cousin et à sa compagnie l'occasion de te faire une visite, afin qu'après avoir été arrachés des ténèbres par celui dont les largesses sont toutes puissantes, leurs infirmités soient détruites par la prédication de la Parole de Dieu ; qu'ils soient affermis par ta science et dirigés, par la crainte et l'amour, dans le grand et droit sentier de la vie ; de telle sorte que, dans la suite, ils ne s'écartent jamais du bon but. Que si le Seigneur, par ta requête, regarde à eux, comme je l'espère, veuille les faire jouir du bienfait de tes constantes prières. Que je sois accompli et que tu me possèdes toujours tout entier ! Adieu, mon très vénérable seigneur et maître. Padoue, de la maison Contarine, près Saint-Blaise, le 17 des calendes de décembre 1553.

« Ton fils d'esprit et de cœur

« Guillaume Rabot¹. »

Rabot ne demeura pas longtemps sur la terre italienne, si inhospitalière pour les Évangéliques ; il était l'année suivante à Strasbourg, d'où il écrivit encore au même réformateur :

« A Monsieur, Monsieur Maistre Jean Calvin². »

« Depuis que je suis arrivé ici je t'ai écrit une lettre³, mon vénérable maître et pasteur. Tu as appris par elle que j'ai suivi ton conseil. Je n'ai reçu aucune réponse de toi, et je n'ai pas osé t'engager à m'écrire à cause de ta charge quotidienne et des grandes et continuelles affaires que tu as à diriger, lesquelles ne te laissent presque jamais de repos d'esprit. Néanmoins, mon souvenir n'a pas pour cela disparu de ton esprit au point qu'il n'ait été rafraîchi ces derniers jours par M. Georges d'Aubret⁴, car il m'a promis de prendre soin de mes affaires avec ton appui. C'est pourquoi, comme j'ai pour toi une immense reconnaissance, je désire t'adresser une nouvelle requête à ce sujet, afin que, lorsque tu auras ma lettre, tu lui en touches de nouveau quelques mots, de telle sorte que, quand j'arriverai à Lyon (ce que j'espère faire au premier jour, Dieu voulant), il s'occupe de mes affaires avec un esprit plus tranquille et me

1. Joh. Calv. *Opera*, vol. XIV, n° 1849.

2. L'adresse est également en français.

3. Elle n'a pas été retrouvée.

4. Grand négociant allemand, qui figure comme un des échevins protestants de Lyon de 1552 à 1567 avec le titre de conseiller et maître d'hôtel du roi (*la France protestante*, 2^e éd., vol. I, fol. 555-557).

prête son concours pour d'autres choses. Je n'entreprendrai point ce voyage que je ne t'aie rendu visite et que je ne me sois entretenu avec toi de quelques autres sujets, pour lesques j'ai, en attendant, grandement besoin de tes prières auprès du Seigneur. Je lui demande de soutenir de plus en plus ton cœur et de te conserver sain et sauf. Adieu, mon maître, embrasse, je t'en prie, ton fils en esprit. Tu le trouveras constamment prêt à obéir à tous tes ordres. De Strashbourg, les ides de novembre 1554. »

« Ton fils d'esprit et de cœur, Guillaume Rabot, surnommé Georges de Salen¹. »

Le sens de cette lettre énigmatique nous échappe complètement, et nous ne saurions dire quelles étaient ces affaires qui tenaient tant à cœur à Rabot. Avait-il été dépouillé de ses biens, ou, tout au moins, ceux-ci avaient-ils été mis sous séquestre en vertu de l'édit de Chateaubriant du 27 juin 1551, portant que les propriétés des luthériens, qui se réfugiaient à l'étranger, seraient confisquées au profit du roi ? Rabot voulait-il essayer de faire lever ce séquestre ? c'est ce qu'il est difficile de décider.

De Strasbourg Guillaume Rabot alla en Suisse, peut-être à Bâle, qui était pour lors une ville très lettrée. Là il fut chargé de se rendre à Juliers, appartenant au duc Guillaume de Clèves, « pour quelques affaires, dit-il, de Monseigneur le Comte aîné, lequel s'est tenu avec ledit seigneur duc de Clèves ». Ce comte aîné paraît avoir été le fils premier-né du duc, savoir Charles-Frédéric de Clèves, mort sans postérité en 1575.

C'est à Clèves que Guillaume Rabot reçut une lettre de son frère Claude Rabot, sieur de Buffières, « conseiller et auditeur du roi en sa chambre des comptes du Dauphiné, » qui lui apprenait que sa mère l'avait déshérité dans le nouveau testament qu'elle venait de faire². Guillaume répondit à son frère une lettre très amère, datée de Juliers 25 juin 1557³ et dans

1. Joh. Calv. *Opera*, vol. XV, n° 2043.

2. Dans un premier testament du 13 avril 1557 elle l'avait institué son héritier universel.

3. Elle nous a été communiquée très obligeamment par M. Joseph Roman, de Picomtal, près Embrun, à qui elle appartient.

laquelle il proteste qu'il n'a jamais causé aucun tort à sa mère, non plus qu'à aucun de ses parents, et se plaint de ce que ses frères, qui sont plus riches que lui, n'ont pas défendu ses intérêts. Il reproche à de Buffières lui-même, le curateur de ses biens, de n'avoir pas accompli, comme il l'aurait dû, son « devoir fraternel », et le prie de faire revenir sa mère à des sentiments plus équitables. Il lui fait remarquer que son père lui a laissé peu de bien et que ce bien « est chargé en telle sorte, dit-il, que, quand tous ceux qui me peuvent demander en auront pris leur lopin, ce que me demeurera de reste sera bien petit, comme vous savez aussi bien et mieux que moi. » « Ma mère, ajoute-t-il, m'ôte le moyen de vivre en tant qu'il lui touche, ne me traitant pas comme son enfant et frère votre, mais comme quelque bête cruelle et bien étrange, qu'elle tâche faire mourir de faim. » Et comme Rabot était convaincu que sa mère avait agi ainsi sur de faux rapports qui lui avaient été faits de sa religion, il dit :

« Quand il serait vrai, quoi qu'on lui eût su dire, voire davantage, que je fusse juif, ou ture, ou payen, ce serait à Dieu à qui j'en devrais quelque jour rendre compte et nul ne porterait la pénitence pour moi... Je n'ai autre foi que celle qu'il (Dieu) nous a donnée en sa sainte Parole et selon que l'Église catholique l'a tenue depuis la mort et passion de Notre-Seigneur, seul Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ; et avant que je me dusse fourvoyer d'icelle, je le prie me faire la grâce plutôt de me lever de ce monde. »

Après avoir repoussé l'accusation d'hérésie, il dit qu'il écrit à sa mère pour lui représenter le tort qu'elle lui fait en le déshéritant; puis il informe son frère que s'il n'était « sous la sujétion d'autrui » et retenu à Juliers par « un grand mal de jambe », il se mettrait en chemin pour le Dauphiné, par la Suisse, pour donner ordre à ses affaires.

Il semblerait que Guillaume Rabot put effectuer ce voyage, car il fit paraître à Lyon, cette même année :

Le Miroir d'Alquimie de Rogier Bacon, philosophe très excellent, traduit du latin en françois par un gentilhomme de Dauphiné, Lyon, 1557, in-8.

On avait ignoré jusqu'à ces derniers temps qui pouvait être ce gentilhomme de Dauphiné, quand un savant abbé de la Drôme, M. Perrossier, a lu les mots GUILLAUME RABOT sous forme d'anagramme dans une épigramme au lecteur, qui se lit à la page 8 de l'opuscule.

A partir de cette époque, et jusqu'en 1572, nous ne trouvons plus de date certaine pour la vie de Guillaume Rabot ; mais c'est assurément dans cet intervalle de temps qu'il faut placer le fait suivant que rapporte la *Généalogie de la maison de Rabot* citée en note plus haut.

« Guillaume Rabot se mit si fort dans les bonnes grâces de Frédéric, comte palatin du Rhin, qu'il le mena en Allemagne et luy fit épouser une riche héritière de ce pays, nommée Anne Delter, laquelle était fille de Jean Delter et d'Élisabeth d'Ansembourg mariez, ainsi qu'il résulte des preuves de chevalerie qui furent faites d'Henry et Salomon de Miribel de Margaillan frères, petits-fils de lad. Anne Delter et Guillaume Rabot mariez. »

L'*Histoire généalogique de la maison de Rabot*, citée également plus haut, ajoute que c'est à Paris que Guillaume « prist party avec le comte palatin du Rhin, lequel lui donna le commandement d'une compagnie de chevaux légers, » et qu'il n'eut « qu'une seule fille, laquelle fut mariée à noble [Jacques] de Margaillan, seigneur de Miribel, lequel, du chef de sad. femme, eut tous les biens dud. Guillaume. »

Le comte palatin du Rhin, qui attira Guillaume à sa cour, était Frédéric III, dit le Pieux, duc de Bavière et de Simmeren, zélé protestant, qui envoya en 1567 et 1568 de puissants secours aux huguenots de France.

Nous ne savons à la suite de quelles circonstances Guillaume Rabot résigna ses fonctions de capitaine de cheveu-légers, puis quitta le Palatinat et s'établit à Wittemberg en Saxe, où il inaugura, en 1572, un cours de langue française. C'est à cette occasion qu'il prononce son :

Oratio de Gente et Lingua francica. Recitata a nobili viro Guilielmo Rabotto Salenio Gallo Delphinato, Publico Gallicæ linguæ Professore,

in *Academia Witebergensi*, 3. *Idūs Februarij* M. D. LXII (Witebergæ, 1572, 30 pag. non chiffrées, in-8).

Cet opuscule, comme on va le voir, est en train d'acquérir une certaine célébrité. Complètement inconnu aux bibliothèques de Paris et au Musée britannique de Londres, on en a découvert récemment quatre exemplaires : à Berlin (bibliothèque royale, X^b 4292), à Halle (bibliothèque de l'Université 374.6), à Hambourg (Stadtbibliothek SDCI. I), et à Dresde (bibliothèque royale); puis une réimpression insérée dans *Orationum Scholæ Melanctonianæ, quæ ab anno 1571 usque ad annum 1574 in Academia Witebergensi scriptæ et recitatæ sunt*, t. VII, p. 108-127; Sarvestæ, 1586.

L'existence d'une chaire de langue française, en 1572, à Wittemberg, est mentionnée par J. C. A. Grohmann, dans ses *Annalen der Universität Wittenberg*; Meissen, 1801, t. I, p. 120. Le même auteur ajoute que le professeur touchait une pension annuelle de 100 gulden. Le *Testament des Melchior Von Osse*, publié par Christian Thomasius, de Halle, en 1717, parle aussi de cet enseignement, et cite l'écrit de Guillaume Rabot, réimprimé dans les *Orationes Scholæ Melanctonianæ*.

Le discours de notre humaniste dauphinois a été reproduit en facsimilé photolithographique par M. Carl Wahlund, professeur agrégé de l'Université d'Upsal (Suède), et élève de M. Gaston Paris, professeur au Collège de France et à l'École des Hautes-Études de Paris. Cette reproduction précédée d'une savante *Notice sur Guillaume Rabot*, où nous avons puisé plusieurs des détails qui précèdent, a été tirée à part (Stockholm, Imprimerie centrale, 1889), et fait partie d'un *Recueil de Mémoires philologiques présenté à M. Gaston Paris par ses élèves suédois*, le 9 août 1889, à l'occasion de son cinquantième anniversaire.

Lesdits *Mémoires* de philologie romane, au nombre de neuf et écrits en excellent français par divers membres des Universités d'Upsal et de Lund, ont été publiés aux frais de vingt

« romanistes » suédois, qui tous ont été les auditeurs de M. Gaston Paris pendant un temps plus ou moins long.

En même temps, ce dernier recevait du roi de Suède la croix de commandeur de l'Étoile polaire. On ne pouvait assurément mettre plus de grâce et de délicatesse dans un hommage qui s'adresse à la France autant qu'à un Français.

L'*Oratio* de Guillaume Rabot est une succincte, mais savante, dissertation sur la nation gauloise et ses diverses émigrations et sur les origines de sa langue. Elle est suivie de l'exposé du plan d'études du professeur. Nous en donnons la traduction littérale, qui nous fera connaître la méthode pédagogique suivie par un professeur du xvi^e siècle pour apprendre la langue française à des élèves allemands.

« Lorsque je fus envoyé, dit Rabot, par notre illustre prince Auguste¹, protecteur des belles-lettres et de la saine doctrine, pour enseigner la langue française dans cette célèbre Académie (que ce soit pour votre bien et votre utilité), je pensai que je ne pouvais rien faire de plus sage et de plus approprié au but que nous nous proposons, que de poser les fondements de notre langue, en commençant par enseigner ses éléments. C'est pourquoi, tandis que je cherchais, entre les livres de grammaire qui ont été publiés, celui qui pourrait vous convenir, j'ai songé tout d'abord à celui que le Français Jean Pilot de Barre², conseiller célèbre du prince Jean-George Palatin³, me paraît avoir été assez savamment composé. Nous vous le proposerons, avec l'espoir que, par son moyen, vous pourrez vous initier facilement aux principaux éléments de notre langue et les apprendre parfaitement. Il sera nécessaire, en vous l'expliquant, que, dès le début, nous mettions sous vos yeux plusieurs règles, que l'auteur a omises et qu'il est indispensable de connaître. Nous vous proposerons de les recueillir. Lorsque vous me paraîtrez avoir fait quelques progrès dans ces règles, nous ajouterons au livre de notre Pilot quelques morceaux, qu'il faudra traduire du français en latin et du latin en français, suivant l'expérience que nous aurons faite de votre savoir et afin que vous joigniez l'usage aux préceptes. C'est pourquoi, dans ces débuts, nous prendrons, pour que vous les traduisiez en français, les dialogues alle-

1. Auguste, dit le Pieux, électeur de Saxe, mort en 1586.

2. Inconnu des divers dictionnaires biographiques que nous avons pu consulter.

3. Fils de Jean II, duc de Bavière, comte Palatin. George était lui-même comte Palatin et mourut en 1569.

mands-latins sur la vie qui convient à l'enfance, de l'illustre Joachim Camérarius¹ qui a si bien mérité des lettres en général. Nous estimons ne pouvoir être proposé aux commençants rien de plus approprié à notre but que ces dialogues, avec lesquels ils peuvent apprendre, sous une forme usuelle et commune, et également brève et facile, les formules de salutation et de conversation employées dans les réunions familières.

* Lorsque vous aurez fait quelques progrès par la lecture de ces dialogues, ou que nous aurons achevé d'étudier les règles de la grammaire, nous prendrons un livre, publié en français depuis peu d'années, qui renferme des récits contemporains variés et d'une lecture agréable, mais authentiques. J'ignore si son auteur a dans ce genre quelqu'un qui puisse lui être comparé. Nous songeons à prendre des mesures pour que, quelque jour, nos propres dialogues latins-français soient publiés pour notre usage, en les accompagnant d'une traduction allemande et peut-être aussi d'une traduction italienne, afin que, par leur moyen, ceux qui étudient notre langue ajoutent à ce qu'ils sauront déjà, des phrases de lecture plus complètes et plus étendues, indispensables pour l'usage journalier et surtout pour les voyages. Et, comme la principale difficulté que rencontrent ceux qui commencent à apprendre notre langue, consiste dans la lecture et dans la prononciation, soit parce que les nôtres ont assez souvent l'habitude de prononcer les lettres autrement que les latins, soit parce qu'il y a passablement de lettres, dans la langue française, qui ne se prononcent pas et sont quiescentes, comme en hébreu, d'où résulte la nécessité de lire le plus souvent autrement qu'on écrit ; — il s'ensuit que ceux qui veulent faire de sérieux progrès dans la langue française et qui ont à cœur non seulement de comprendre ce qu'ils entendent, mais encore de lire et de prononcer comme il faut ce qui est écrit et de parler rapidement cette même langue, doivent nécessairement s'exercer fréquemment à la lecture et à la prononciation, et essayer très souvent, en présence d'un professeur, ce qu'ils peuvent faire. Quand ils ne seront pas assez avancés pour parler en public, je ferai tout mon possible pour m'aboucher avec eux en particulier ; car, lorsque je reconnaitrai qu'ils ont besoin de moi, je m'efforcerai, selon mes moyens, de les aider dans leurs études et je ne souffrirai pas qu'aucun des services qu'ils peuvent attendre de moi laisse à désirer.

* J'ai estimé qu'il fallait, dès le début, vous dire ces choses, pour que nous sachions, en exerçant notre charge, ce que nous avons à faire et afin que notre but vous soit connu, en attendant que nous recevions, dans quelques semaines, la grammaire française de Pilot, dont nous avons confié la réimpression à un typographe de cette ville. N'ayant pu, comme

1. Savant presque universel du XVI^e siècle. Mort en 1574.

nous l'espérons, nous procurer ailleurs des exemplaires, nous avons dû nous charger du travail et des soins de cette nouvelle édition. C'est pourquoi nous vous demandons affectueusement de supporter obligeamment ce retard, qui n'est pas de notre faute et que nous nous sommes efforcé d'empêcher, car il nous contrarie extrêmement. Aussitôt que le livre sera édité, nous pourrons commencer nos travaux et nous vous en informerons publiquement. Sachez, du reste, que nos illustres maîtres ont mis à notre disposition, pour notre enseignement, le local du nouvel auditoire du collège et l'heure de midi. »

On voit, par ce qui précède, que Rabot était familier avec les bonnes méthodes linguistiques de l'époque, et qu'il connaissait l'allemand, l'italien, le latin, l'hébreu et vraisemblablement aussi le grec. Ce n'était pas une rareté parmi les hommes de la Réforme, comme le prouvent les nombreuses pièces, dites *encomiastes*, en vers latins, grecs et même hébreux, qui ornent tant de livres publiés par des auteurs protestants des xvi^e et xvii^e siècles. On voit aussi par le fragment que nous avons traduit, que Rabot avait composé des dialogues latins-français; mais il n'ont pas été retrouvés.

La *Généalogie de la maison de Rabot* raconte qu'à la mort du comte Palatin du Rhin, à qui Guillaume devait en partie sa fortune, les parents de la femme de ce dernier « luy firent tant de traverses qu'il ne put jamais avoir la libre puissance de tous les biens de sa femme et surtout d'une grande succession, qui lui était arrivée après son mariage, si bien qu'il fut obligé de revenir en Dauphiné avec sa femme, où étant, led. Claude Rabot, son frère, lui rendit tous ses biens ». Le comte Palatin étant décédé le 18 octobre 1576, ce serait donc vers cette époque que notre humaniste serait retourné dans son pays natal. Nous ignorons l'année de sa mort, mais elle doit être placée avant le 15 mars 1589, car, à cette date, « Ennemond Rabot, suivant l'*Histoire généalogique* précitée, acquit de messire Jean Rabot, pronotaire, son oncle, une maison située [à Grenoble], dans la rue de Bournolenc, que led. pronotaire Rabot avait eue de Guillaume Rabot, son frère. »

Pour ce qui est du titre de *Salenius*, que Guillaume prend

dans son *Oratio de gente*, etc., quoique incertain, il doit s'entendre, croyons-nous, d'un titre nobiliaire. Le famille Rabot possédait de grands biens dans le Valentinois, notamment à Crest. Un document latin manuscrit du 4^{er} avril 1535¹ mentionne « au midi [de la Tour], le jardin de spectacle noble et distingué homme seigneur Bertrand, conseiller delphinal ». C'est le père de celui qui nous occupe. De plus, au couchant de Crest, coule un petit ruisseau qui se jette dans la Drôme et s'appelle Salène. Il a donné son nom à un quartier. Sur sa rive droite existait autrefois une riche villa gallo-romaine, comme le prouve la belle mosaïque qu'on a découverte dans le sol et divers autres objets intéressants. La villa est aujourd'hui une importante propriété appartenant aux MM. Souchards. Il est vraisemblable que cette terre faisait partie des biens de Bertrand Rabot et que le titre de *Salenius*, que se donne son fils Guillaume, signifie seigneur ou sieur de Salène.

C'est tout ce que nous avons pu découvrir sur notre humaniste dauphinois, dont le nom méritait d'être tiré de l'oubli et qui pourra figurer, non sans honneur, dans la 2^e édition de *la France protestante* des frères Haag et le supplément de la *Biographie du Dauphiné* de Rochas. E. ARNAUD.

DOCUMENTS

REMONTRANCES POUR LE PAYS D'ALBIGEOIS EN LANGUEDOC (1563²).

Les archives du Gard, moins considérables que celles de l'Hérault, renferment cependant bon nombre de documents sur l'histoire de la Réforme à ses débuts, entre autres les *Procès-verbaux des Assemblées politiques des Églises*, dont quelques-uns ont été déjà publiés dans le *Bulletin* par M. J. Loutchitzki. C'est dans la même série et parmi ces procès-verbaux que nous avons trouvé trois documents sur la destruction ou plutôt la dispersion des Églises du pays d'*Albigeois*,

1. *Archives départementales de la Drôme*, E, 4018.

2. *Archives du Gard*, C. 925.

de Carcassonne et de Saint-Pons-de-Thomières (Hérault). Cette dernière Église ne figure pas sur la liste qui a paru dans les pièces justificatives de la *France protestante* des frères Haag et nous n'en avons trouvé aucune mention dans les registres des baptêmes, mariages et sépultures de l'Église de Montpellier, qui nous en ont fait connaître plusieurs autres disparues dans la tourmente des persécutions. Le culte ne dut pas être rétabli à Saint-Pons-de-Thomières ou du moins l'Église ne fut pas réorganisée lorsque le calme fut un peu rétabli dans le Midi. Carcassonne est aujourd'hui une paroisse officielle reconnue par l'État. La pièce ci-dessous fait connaître en détail le récit qu'on trouve dans l'*Histoire ecclésiastique de Théodore de Bèze*, livre X, sur les massacres arrivés à Gaillac à l'invitation du cardinal Laurent Strozzi, le jour de la Pentecôte 1561. L'*Histoire des martyrs*, fol. 669, rapporte les mêmes faits que Th. de Bèze. Gâches dans ses *Mémoires* (page 24) donne plus de détails que les précédents. Nous ferons connaître ultérieurement les persécutions subies par les fidèles de Carcassonne et de Saint-Pons-de-Thomières.

FERD. TEISSIER.

Douléances pour les pauvres évangélistes dispersés de la ville de Guaiillac et d'autres églises refformées à présent dissipées au pays d'Albigeois en Languedoc. A présenter au Roy en son conseil.

« En premier lieu en l'an V^e soixante-ung¹, aud. pays d'Albigeois, en dix ou douze Églises refformées la prédication de l'Évangile et exercice d'icelle se faisoit en toute douceur et tranquillité et sans personne offencer et à l'avancement du règne de Christ, suyvnt le édict de janvier aud. an, hors les villes et faux bourgs d'icelles en certaines granges ou estables à ces fins préparés pour n'avoir d'autres lieux plus commodes.

« Ce néanmoins les ennemys de l'Évangille, ne se pouvant contenir de tumultes et séditions et d'injures atrosses contre les femmes et autres de la Religion prohibés par les édictz du Roy, et sonneries de cors à l'heure de la prédication, incitant par les rues ceulx de la Religion à débatz par divers moyens et à la première responce et remonstrance que leur estoit faite; voyla tant et quant assemblés, tocsin, port d'armes et *agiessiries*, de la part des papistes et de leurs cappitaines, en forme de guerre, l'enseigne despoysés, tambourin de *soysse* en une partie de la dicte ville de Guaiillac dicte le chateau de Choin, tellement que les aucuns gentils-

1. Lisez 1562. L'édit cité est du 17 janvier de cette année.

hommes du pays ont esté occupez à les pacifier par plusieurs foys.

« En sorte que la prédication de l'Evangille auroit esté continuée, ensemble l'exercice dicelle en la dicte ville de Guailiac et autres Eglises refformées aud. pays d'Albigeois jusques aux festes de la Penthecouste lors suyvant an V^e soixante-deux.

« Mais le sieur cardinal d'Aby¹, évesque d'Alby, et autres de l'Eglise romaine comme chanoynes, cappellans, chefs de peuple de lad. ville, auteurs de lad. sédition auroient conspiré de ruyner et dissiper lesd. Eglises refformées, meurdrir [meurtrir] les fidelles, voller et saccager leurs biens et de tout en effacer la mémoire;

« Et à ces fins auroient-ils aguacé et ennaigrie la populace et faict dire au prosne par les vicaires [curés] de faire tocsin et commandement aux paroissiens de s'assembler et courir tous sur les pouvres fidelles.

« Auroient-ils aussi faict persuader par les cappellans confesseurs en leurs confessions auriculaires que quiconque tueroit un huguenault guaigneroit pardons et plaine remission de ses pechés comme a esté revellé et justifié.

« L'entreprinse et conspiration desd. sédicioux feust exécutée en premier lieu en lad. ville de Guailiac, laquelle aud. temps et feste de Penthecouste feust vollée et saccagée à leur moyen par le cappitaine Michel, ytalien, et soldat dud. évesque, bandolliers des frontières d'Espagne, et par autres sédicioux et chefs de populace et non estant en charge de cappitaine, où par eulx feurent meurdres de cent à six vingtz fidelles, deux cens cinquante ou trois cens maisons vollées et pillées sans rien y avoir laissé que les meurs.

« Lesd. cappitaines ytalien, soldats et autres auteurs de sédition cryoient par les rues dud. Guailiac à haulte voix en grand furie l'hors et sur l'honneur de la sédition par telles parolles : « Coupe la gueulle, coupe la gueulle; tue tout, tue tout », pour enaigrir et irriter la populace à leur aider à meurdres, larcins et volleries comme ils firent.

« Lesd. meurdres ne feurent point faictz tous de prime entrée, ains durèrent l'espace de six semaines, continuant leur malice et entreprinse tant par led. cappitaine Michel que autre appelé Astorey, nepveu dud. cardinal, et par autres sédicioux n'estant comme dict est en charge de cappitaine, que allèrent rechercher les maisons des fidelles et en icelles trouvés cachés les tuèrent inhumainement en pillant ce qu'estoit dedans, que remonstroït une malice et conspiration précédente desd. sédicioux et leurs complices;

1. *Lisez* : Strozzy. — Laurent Strozzi, né à Florence en 1523, évêque de Béziers (1543), conseiller d'État, cardinal, archevêque d'Alby (1561), puis d'Aix (1566), mourut à Avignon le 14 décembre 1571.

« Et encores ont-ils usé d'une cruauté plus que inhumaine car aux aucuns des meurtris ont arraché les yeux tous vifz, aux autres couppe les doigts et autres membres, les aucuns gectoient des couvertes es fenestres de leurs maisons à la rue, aux autres mectoit une barre en l'un des bras en croix et meurtris leur donnoient encores plusieurs coups et picz sur leurs corps et les traynoient par les rues, une trompette sonnante en devant jusques à la rivière;

« Et les aucuns, après les avoir faictz confesser par force et donner leurs biens à l'Eglise romaine, les confesseurs mesmes et autres cappellans leur couppoient la gorge, et d'autres en gectoient du hault de l'abbaye en la rivière, tous vifz et en nageant pour se sauver à coups de pierres les assommèrent, et plusieurs aussi en ont getté dans des puits tous vifz;

« Ont-ils aussi massacré et tué ung consul dud. Guailiac, portant la livrée du Roy en voullant pacifier les affaires et estant enseveli depuis l'auroient desenterré et autres aussi qu'estoient morts au paravant et mis en terre [h] erme non dédiée à la sépulture.

« Lesd. fidelles ainsi meurtris et traynés estoient par lesd. soldats et autres sédicioz portés et représentés à leurs mère, femme et enfans pour se moquer d'eulx et exaspérer leur douleur, disant : « Voici ton parent ; »

« Et en se jactant de leurs malfaictz se présentoient devant les chanoynes de lad. abbaye, cappellans et autres auteurs de la sédition et officiers de l'abbé, disant : « voicy de belle besogne, ne va pas bien cecy », en leur montrant les corps des meurtris. Auxquels par les susdits auteurs de sédition estoit respondu que ouy et qu'ils continuassent.

« Et encores par lesd. cappitaines ou leurs soldats plusieurs femmes ont esté violées et filles forcées; et depuis larrecins [larcins], blasphèmes, iceux palhardisez y règnent publiquement et impunis, tellement que chacun cappellan et paillarde et entretient en sa maison sa pailharde et enfans à pot et feu, les mariés tirés hors la ville;

« Tellement qu'en dérision du magistrat et de la correction que au paravant leur avoit esté faite par ceulx de l'Eglise refformée de laisser leurs paillardes, s'assemblarent en grand nombre tenant chacun sa p... en forme de dance appelée *macabrée*, dancans et usans de grandz insolences par les rues de la ville et faulx bourgs d'icelle, estans habillés les uns des accoutremens des fidelles meurtris se présentant au devant des pauvres femmes veufves et enfans orphelins se moquant d'eulx.

« Et par lesd. volleries lad. ville de Guailiac est interessée de deux cens cinquante à troys cens mil livres et de mesmes les autres Eglises refformées aud. pays d'Albigeois et le tout par le moyen et au prouffit dud. car-

dinal évesque d'Alby, où la plus part des meubles et joyaux précieux de la ville de Guailiac furent apportés, vendus, et l'autre partie desd. biens vollés et emportés par les auteurs de la sédition et populace assemblés en grand nombre aud. Guailiac; et, à cause desd. volleries et pillages, depuis et encores aujourd'huy lesd. sédiciens et populace appellent les festes de la Penthecouste *la foire de Guailiac*, pour le prouffiet et larcins qu'ils y ont faicts.

« Et ceulx qui ont eschappé le glaive et leur vie sauve, fugitifs et bannis, sont à présent assez faulcément par faux témoins chargés, la procédure faicte par commissaires appostez dud. évesque et autres auteurs de sédition és fins condamnez à mort, les autres aux galères, leurs biens distraitz au prouffiet dud. cardinal, lesd. commissaires proveus [pourvus] des estatx des juges, lieutenans et procureurs du Roy par le moyen de leur faulce procédure;

« Les pources fidelles aud. pays d'Albigeois ainsin bannis et persécutez en corps et biens, les pources femmes veuves et enfans orphelins contrainctz de laisser le pays et quérir le pain pour Dieu.

« Led. sieur cardinal soubz couleur et tiltre de viceroy aud. pays d'Albigeois a imposez deniers sur le commun peuple et empruntz sur les bonnes maisons [qu'il] rendoit à son plaisir soubçonnés d'estre huguenaulx, faict vendre les biens des fidelles et s'approprier les deniers, en sorte que les deniers par luy exigés aud. pays d'Albigeois, ainsi que gens d'honneur sont bien informés par ses recepveurs, depuis la feste de Penthecouste dernière, montent la somme de troys cens mil écus et plus.

« Les autheurs desd. massacres, forcements et volleries, pour n'estre trouvez coupables de leurd. malfaictz, tumultes et séditions, se sont faictz bailler par force, violences et crainte de mort aux juges, consuls, greffiers, les charges et inquisitions contre eulx faictes, mesmes led. cardinal de celles que les greffiers pour le Roy aud. Alby auroient faictes contre luy et depuis ont moyenné charges par faulx témoins lesd. officiers et magistratz ensemble les tesmoings que auroient dict la vérité de leurd. malfaictz;

« Et d'autant que en lad. ville de Guailiac et autres dud. pays d'Albigeois la Religion y a esté par le passé et que auroit esté dissipée par la force et violence des ennemys de Dieu, du Roy et du repos public

« Plaise

« Au Roy, ordonner que icelle Religion refformée sera restituée aud. Guailiac et autres villes d'Albigeois, Lauraguois, et d'abondant ordonner que dans la ville d'Alby, comme chef de diocèze et en laquelle y a plusieurs fidelles, la Religion et évangile et exercice d'icelle y sera presché et faict; et néanmoins leur concéder temples dans lesd. villes, scavoir

ceux qu'en estoient jà appliquez à l'audition de la parolle de Dieu et exercice d'icelles, ou autres lieux plus commodes que par Sa Majesté et par commissaires seront advisés et suivant les articles de la paix, et pour estre réintégrés de leurs biens vollez et emportés, et assurance de leurs personnes que ne soient meurdries en leurs maisons comme cy devant a esté fait et de quoy sont journellement menacés; leur bailler main forte et gouverneur esd. villes, mesmes aud. Guailac, ung gentilhomme du pays ou autre, et la poursuite de la réintégrandes de leurs biens, des dommages et intéretz par eulx soufferts, et pour les puvres femmes veufves et enfans orphelins pour les meurdres de leurs maris et pères, leur soit concédé contre led. évesque d'Alby et sur le revenu de son évesché de l'abbaye, chanoines et cappellans dud. Guailac et contre les autres auteurs et chefs de la sédition et ung chacun d'eulx et sur leurs biens, de tant qu'ils sont cause de tout malheur et désordre ensuyvie; et des deniers induement exigés par led. sieur évesque d'Alby, qu'il soit tenu d'en rendre compte, les rendre et rembourser le pays, les puvres peuples et subjectz du Roy; et néanmoins que la justice et officiers du Roy soient réintégrés des charges, inquisitions, actes, papiers et procédures que violement et par crainte de mort leur ont esté extorquées par les auteurs de lad. sédition pour en estre fait justice et punition cru digne contre les coupables; et à ces fins que mette ung prévost ou son lieutenant tel que par le pays sera nommé ou que plaira à Sa Majesté, ou gouverneur et commissaire. — Que plaise aussi au Roy faire déclaration portant révocation du gouvernement de l'estat de Vice-Roy, préthandu par led. sieur cardinal en son évesché et pays d'Albigéois, au que ne puisse plus commander pour impauser deniers, folier [fouler] le pays, peuples et subjectz... ny en user comme cy devant il a fait et révoquer aussi toutes autres déclarations, lesquelles led. cardinal pourroit avoir obtenues pour empescher les puvres fidelles de la prédication de l'évangille et exercice d'icelle;

« Et néanmoins qu'il plaise aud. sieur, suivant son édict, enjoindre et commander que les personnes condamnez et exécutez aux guallères soient eslargis, ceux qui pour le fait de ladite Religion y sont détenus tirés hors desd. guallères et mis en plaine délivrance.

« Comme délégué par les habitans d'Albigéois suyvnt la procure remise devant l'assemblée des estats tenue à Montpellier au moys de may 1563, me suis sousigné.

« GAMILLE CASAUXX » (ainsi signé).

1. L'original porte ici trois abréviations d'autant de mots que nous n'avons pu comprendre.

Cette pièce est jointe à la suivante, écrite sur parchemin, non datée ni signée :

« Charles par la grâce de Dieu Roy de France Au seneschal de Carcassonne ou son lieutenant et premier des conseillers au siège présidial de Béziers, Salut. Nous vous envoyons les articles cy attachez, présentez par les manans et habitans de la ville de Guailiac et autres du ressort d'Alby estaus de la Religion Et vous mandons et très expressément enjoignons par ces présentes que de et sur le contenu en iceulx d'autres que plus à plein vous seront baillez, Vous informiez diligemment, secrètement et bien. Et sur l'information que sur ce aurez faicte, procédez à faire et parfaire le procès contre ceux que trouverez chargez jusques à sentence définitive exclusivement, pourveu que ce ne soit des cas réservez¹ par notre édict, nonobstant oppositions ou appellations quelconques ; et le procès instruit et mis en estat de juger, le renvoyez pardevant nos amés et feaulx conseillers les commissaires par nous depputez au pays de Languedoc pour l'exécution de notre édict fait sur la pacification des troubles pour par eux estre jugé ou autrement pourveu, suivant le pouvoir porté par leur commission, interdisant et défendant à notre Cour de parlement de Tholoze et tous autres juges toute cour, juridiction et connoissance par ces présentes, que voulons si besoin est, leur estre présentées et signifiées par le premier notre huissier ou sergent sur ce requis, que à ce faire commettons sur peine de privation de son état et sans pour ce demander placet, visa, *ne pareatis* Car tel est notre plaisir. Donnè à... le... jour de... l'an de grace mil cinq cens soixante-trois et de notre règne le troisième.

UNE LETTRE INÉDITE

DU FORÇAT POUR LA FOI, SERRES LE PUINÉ

1^{er} décembre 1694

La Liste des protestants, qui restent encore sur les galères, publiée dans votre numéro du 15 mars dernier m'a rappelé qu'on possède ici une lettre inédite, adressée par Serres le puiné à un avocat de Montauban, nommé Satur, le frère du pasteur montalbanais de ce nom, réfugié en Angleterre après la Révocation et dont M. Dumas de Raully, archiviste de notre ville, a retrouvé des lettres intéressantes. Je vous en adresse une copie. Il est bon de recueillir les moindres

1. Au-dessus du mot *réservez*, on trouve écrit d'une autre main « abolys et renys ».

souvenirs de ces hommes de Dieu qui, selon la belle expression de M. Jules Bonnet « sanctifièrent le banc des galères par leur présence ». Les frères Serres, qui attendent encore leur historien, occupent une place éminente à côté d'Isaac Lefèvre, Louis de Marolles, Elie Neau, La Cantinière Barrault, Jean Marteilhe, dans cette galerie des confesseurs de la foi qui ont arraché à Michelet ce cri d'admiration : « Oh ! noble société que celle des galères ! Il semble que toute vertu s'y fût réfugiée. Obscur ailleurs, là Dieu était visible. C'est là qu'il eût fallu amener toute la terre. » En attendant la publication si désirée de la table des matières du *Bulletin*, voici les endroits de ce recueil où il est question d'eux : t. IV, 378 ; VI, 74 ; VII, 136 ; XI, 84, 402 ; XV, 426, 485, 490 ; XVII, 20, 117, 342 ; XIX, 62 et suiv. ; XXIII, 529 ; XXIV, 447 ; XXVI, 506 ; XXVII, 36 et suiv. ; XXVIII, 127, 267 ; XXXI, 70, 73 ; XXXV, 555 ; XXXVI, 402 ; XXXVIII, 445 et suiv. L'original de cette lettre, dont voici la suscription : « A Monsieur, Monsieur Satur avocat à Montauban », porte un cachet de cire noire avec cette belle devise : *Christo in vinctulis*. Il fait partie de la riche collection de M. Emeran Forestié, imprimeur à Montauban¹.

D. BENOIT.

A Marseille, sur la galère *Favoritte*, le 1^{er} décembre 1694.

Monsieur,

« Il n'y a rien de plus juste que de témoigner une humble et sincère reconnaissance aux personnes à qui l'on a de grandes obligations, ni rien de plus naturel que de marquer de la vénération à ceux qu'on estime et qu'on honore parfaitement. C'est cette considération, Monsieur, qui me met aujourd'hui la plume à la main et qui me fait prendre la liberté, quoy que je m'en reconnoisse très indigne, de m'approcher de vous pour vous remercier très humblement de toutes les marques d'affection et de charité que vous avez données à mes chers frères et à moy et pour vous assurer de mes respects les plus humbles et de mes vœux les plus ardens. Vous ne devez pas douter que je ne sois autant sensible qu'on le peut être aux assurances qu'on m'a souvent données de la grande part que vous prenez à nos afflictions et que je ne sois pénétré d'un vif sentiment pour toutes vos bontez. Mais vous devez être persuadé surtout, Monsieur, que le zèle que vous avez montré en communiquant aussi cha-

1. Les frères Serres avaient pour père Pierre Serres, marchand à Montauban qui avait épousé, le 12 février 1655, Anne Daignian. (Voy. Henri de France, *Les Montalbanais et le Refuge*, p. 488.) Un autre document donne à la femme de Pierre Serres, marchand teinturier, le nom de Martho.

ritablement que vous l'avez fait aux nécessitez de mes chers compagnons, a fait sur mon cœur toutes les fortes impressions qu'il y devoit faire. Je regarde les soins que vous avez pris de contribuer au soulagement de ces chers fidèles comme une preuve authentique de la sincérité de votre piété et de l'amour que vous avez pour notre adorable Sauveur. Car il n'est pas possible d'aimer si tendrement les membres du Seigneur en qualité de disciples et de verser si cordialement du baume dans leurs profondes playes pour en adoucir l'amertume, sans aimer en même temps ardemment ce divin Chef de notre foy et glorieux Prince de notre salut. Béni soit Dieu de ce qu'il luy a plu de conserver dans votre âme de si saintes dispositions et des sentiments si heureux et si dignes de louanges. C'est une chose assez rare dans ce malheureux siècle, où la foy est si fort affaiblie et la charité si refroidie, de trouver des personnes qui aient assez d'exactitude pour pratiquer le commandement que Jésus-Christ nous fait par le ministère de son bienheureux apôtre saint Paul « de nous affliger avec ceux qui sont dans l'affliction et de nous souvenir des prisonniers comme si nous étions emprisonnez avec eux ». Vous vous distinguez heureusement par là, Monsieur, d'un très grand nombre de chrétiens qui ne le sont que de nom et qui se contentent d'en porter vainement le titre, sans se mettre en peine d'en faire les œuvres et d'en remplir les justes devoirs. Mais vous vous souvenez sans doute que ces heureux sentiments et ces saintes dispositions sont une grâce singulière dont vous êtes redevable à la bonté divine ; car qu'est-ce que nous avons que nous ne l'ayons reçu de la main paternelle et libérale de cet auteur de tout don parfait ?

Vous avez donc d'autant plus de sujet de louer ce bon Dieu que, par une miséricorde infinie, il vous a préféré à plusieurs autres qu'il n'a pas échauffez comme vous du feu de son amour, ni animez du zèle de sa gloire, mais qu'il a tristement abandonnez à la corruption de leur misérable nature et, qui plus est, à leur chute déplorable, au lieu qu'il vous a tendu miséricordieusement la main pour vous retirer du bord du précipice effroyable où l'apostasie vous avait conduit¹ et pour vous ramener dans sa divine bergerie où il vous fait trouver le salut et la vie.

« C'est à vous maintenant, Monsieur, à marquer votre reconnaissance à ce bon père céleste pour tous ses bienfaits et vous ne le sauriez mieux faire

1. Le nom de l'avocat Pierre Satur se trouve sur une longue liste de protestants montbéliens qui abjurèrent le 25 août 1685, en présence de Du Franc de Lacarry, commissaire de l'intendant de la Berchère. On y lit encore ceux des avocats Alexandre Dumas, Pierre Fournes, Jean Ollier, Pierre Duban, Pierre Le Clerc, Pierre Debia, Zacarie Latreille, Bandelin de Satur, Jonathan Garisson. La noblesse n'y est représentée que par le marquis de Reyniès et le baron de Villemade (Pièce de la collection Forestié).

qu'en persévérant à l'avenir inviolablement dans la confession de son saint nom et dans la profession de sa sainte vérité, et en continuant de soulager les nécessités de ses saints comme vous avez fait par le passé, ou même en incitant les autres à la bénéficence, soit par votre exemple ou vos charitables sollicitations. Vos labeurs à cet égard ne seront pas vains au Seigneur, mais vous savez qu'ils seront suivis de cette glorieuse récompense que Dieu promet à ceux qui auront soigneusement exercé les œuvres de miséricorde. Je n'ay garde, Monsieur, de m'arrêter à vous faire icy des grandes exhortations pour vous porter à la pratique de ces bonnes œuvres ; car qu'est-ce que je pourrois vous dire sur ce sujet que vous ne scachiez incomparablement mieux que moy ? Vous n'ignorez sans doute pas en quoy consiste le véritable christianisme ni quels en sont les justes et nécessaires devoirs et ce seroit de vous que je devrois attendre des instructions et des consolations, puisque je ne suis encore qu'un enfant nouvellement nai dans la grâce. Il ne me reste donc plus qu'à supplier le Seigneur qu'il luy plaise de faire luy même en vous ce qui est utile pour sa gloire et pour votre salut et qu'il vous comble, vous et votre chère famille, de ses bénédictions les plus saintes et de ses grâces les plus salutaires, qu'il augmente de plus en plus les revenus de votre justice et les fruits de votre charité et qu'il vous remplisse de bonheur et de prospérité dans cette vie pour vous couronner de gloire et d'immortalité dans la vie à venir. Dieu sçait que je me souviens ordinairement de vous dans mes prières.

« Je vous conjure, Monsieur, de prier très particulièrement et très ardemment pour moy et pour l'avancement de ma sanctification et de demander continuellement au Seigneur les grâces qui me sont nécessaires pour achever heureusement ma course en son amour et en sa crainte. Hélas ! mes faiblesses et mes imperfections sont si grandes que j'ay un grand besoin du secours de vos vœux les plus ardents ; ne me les refusez donc pas, s'il vous plaît. Ayez aussi la charité de me faire donner une part dans les vœux de Mademoiselle votre chère épouse et de la saluer humblement de ma part. Elle doit être persuadée que j'ai pour elle beaucoup d'estime et de respect, de même que pour Mesdemoiselles vos sœurs auxquelles j'ose présenter icy mes humbles soumissions. Je ne doute pas que vous n'écriviez souvent à M. Satur¹, votre frère et notre cher pasteur. C'est ce qui me fait prendre la liberté de vous supplier très humblement de l'asseurer, par la première occasion, de ma profonde vénération et de mes vœux et de me recommander très particulièrement à ses saintes oraisons et à celles du troupeau qu'il édifie et dont il est le conducteur.

1. Thomas Satur était devenu, dès 1684, un des pasteurs de l'Eglise de la Savoie, à Londres.

« Souvenez-vous aussi, s'il vous plaît, de mes deux chers frères, et de tous nos compagnons et prions tous ensemble pour la paix de Sion, pour cette pauvre épouse du Seigneur Jésus qui est, depuis si longtemps, dans le deuil et dans l'affliction. Je vous recommande en particulier à notre Dieu et à la parole de sa grâce et je suis, avec autant de respect et de sincérité qu'on le peut être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur Serres le Puiné. »

L'ABBÉ RAYNAL

ET SON

PROJET D'HISTOIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

DOCUMENTS SUR LE REFUGE¹

III

RÉPONSES FAITES AU QUESTIONNAIRE DE L'ABBÉ RAYNAL. POUR LES RÉFUGIÉS DU BRANDEBOURG

1. — *A quelle époque les réfugiés françois s'établirent-ils dans votre pays ? Y en est-il venu d'autres depuis cette époque ?*

Avant la grande époque de la révocation de l'édit de Nantes, il s'était établi plusieurs familles protestantes de France dans le Brandebourg. Les persécutions les avoient engagé à s'expatrier. Les motifs qui purent les porter à choisir de préférence cet asyle se trouvent exposés dans les *Memoires pour servir à l'histoire*, etc. [par Erman et Reclam], p. 41 et suiv.

Le nombre des François étoit déjà assez considérable à Berlin, en 1672, pour qu'on y établit une église françoise qui, jusqu'en 1685, s'accrut insensiblement et allat à cent familles. Le *Mémoire historique* publié en 1772 à l'occasion du jubilé de cette fondation fournit les détails relatifs à cet objet.

Cette première colonie étoit composée : 1^o de militaires d'un rang distingué ; 2^o de personnes attachées au service de la cour ; 3^o de quelques gens de lettres comme l'historiographe Rocoles, etc.

L'édit de Postdam², publié immédiatement après la Révocation (Voy.

1. Voy. plus haut, p. 592.

2. Cet édit, daté du 29 octobre 1685, a été publié plusieurs fois et, en dernier lieu, par M. E. Murel. *Geschichte der Französischen Kolonie in Brandenburg-Preussen*, Berlin. 1885, in-4^o, p. 301, avec le texte allemand à côté du texte français.

p. 129 des *Mémoires*), attire dans le Brandebourg une foule de réfugiés de diverses provinces. Celles qui en fournirent le plus furent le Languedoc, le Dauphiné, le Poitou. Il en vint quelques milliers de Metz dont les principaux pasteurs, Ancillon et Bancelin, s'étoient retirés à Berlin.

En 1687, les Vaudois persécutés par le duc de Savoye, demandèrent à l'Électeur un asyle qui leur fut accordé. Ils souhaitaient de n'être point mêlés avec les François, dont ils disent que le caractère et les mœurs s'accorderoient mal avec les leurs. On leur assigna quelques villes dans la Marche et ils reçurent des avances considérables. Quelques années après, le duc de Savoye ayant rappelé les Vaulois, ils demandèrent à l'Électeur de retourner dans leur patrie, lui témoignant la plus vive reconnaissance de la protection qu'il leur avoit accordée. L'Électeur leur permit généreusement de quitter ses états et leur fournit même des facilités pour se rendre dans leur pays. Cependant il en resta plusieurs familles dont les descendants font corps avec nos colonies.

Les colonies françaises reçurent un accroissement considérable, en 1688 et 1689, par l'arrivée des réfugiés du Palatinat. Il s'étoit formé dans le Palatinat des colonies de réfugiés des Pays-Bas, qui avoient des églises françaises à Heidelberg, Manheim et Frankendahl. Après la Révocation, un grand nombre de fugitifs de France s'étoient joints à ces colonies et, lorsqu'en 1688 les François ravagèrent le Palatinat et détruisirent l'église de Manheim, ces infortunés envoyèrent des députés à l'Électeur de Brandebourg, successeur de Frédéric Guillaume, qui par l'édit, en date du 20 juillet 1689, leur accorda de très grands privilèges. Ils choisirent Magdebourg pour le principal lieu de leur établissement, et y formèrent une colonie florissante, qui subsiste encore sous le nom de colonie wallonne. Ils y ont une église distincte de l'église française, établie au même lieu, et sont séparés des François pour la juridiction civile et le gouvernement ecclésiastique. Beaucoup de ces réfugiés du Palatinat se répandirent dans les autres villes des états, ou il y eut des colonies françaises, et firent corps avec elles.

En 1690, les colonies françaises reçurent un très grand accroissement par la résolution que le canton de Berne prit de faire sortir les familles françaises, qui s'étoient d'abord réfugiées en Suisse et de leur procurer des établissemens ailleurs. Les réfugiés de Suisse traitèrent avec l'Électeur pour leur établissement, que facilitèrent des collectes abondantes faites en Suisse en leur faveur. Il en vint quelques milliers dans les états, qui furent incorporés aux colonies françaises, sauf le droit particulier qu'eux et leurs descendans conservent aux revenus de la partie du capital de la collecte, qui ne fut pas dépensée pour leur premier établissement,

et dont les revenus servent à assister les pauvres qui peuvent prouver qu'ils sont issus de cet ordre de réfugiés. Voy. *Mémoire pour le jubilé de l'Église de Berlin*¹, p. 16 et suiv.

Les colonies françaises ont encore été renforcées par diverses émigrations occasionnées par les persécutions, que la France fit essuyer aux protestans du Brabant. Un grand nombre de familles vinrent directement du Haynaut, de Valenciennes, et d'autres, établies d'abord dans le pays de Hesse, passèrent dans le Brandebourg. Cet ordre de colonistes a surtout peuplé de François les villages de l'Uckermark, où il y a de très nombreuses colonies. Ils portèrent principalement dans le pays la culture du tabac. On les désigne aussi sous le nom de Wallons quoiqu'ils soient différens des Wallons venus du Palatinat².

Lorsqu'au commencement du siècle, Louis XIV prit possession de la principauté d'Orange, après la mort du roi Guillaume, il ordonna à tous les protestans d'Orange, qui ne voudroient pas changer de religion, de sortir du pays. Il en passa environ 1600 en Suisse, d'où ils traitèrent avec Frédéric I^{er} alors roi de Prusse, et qui revendiquoit Orange du chef de sa mère. On sont fait [*corr.*] On fit d'abondantes collectes pour ces infortunés surtout en Angleterre. Ils vinrent dans le Brandebourg, au nombre de mille, et firent également corps avec les colonies. Voy. *Mémoire du jubilé*³, p. 19 et suiv.

Depuis le refuge des Orangeois, il y a eu une migration continuelle mais insensible de familles et de particuliers, qui sont venus de France se joindre aux colonies du pays et jouir des avantages accordés aux réfugiés.

Les colonies se sont aussi renforcées de plusieurs étrangers de Genève, du pays de Vaud, de Neuchâtel, qu'une même religion et l'usage de la même langue a engagé à faire corps avec les colonies auxquelles les étrangers, qui viennent s'établir dans le pays sont invités de se joindre.

Ces accessions ont compensé les pertes que les colonies n'ont pu que faire d'un bon nombre de familles, qui se sont dispersées dans le pays, et qui, étant établies dans des lieux où les François ne sont pas en corps de colonie, ont perdu l'usage de la langue française. Plusieurs réformés allemands, étant entré par des mariages dans les familles françaises, se sont aussi joints aux colonies et y ont fait entrer leurs enfans.

2. — *En quel nombre les réfugiés arriverent-ils? Restèrent-ils tous réunis ou les déterminat-on à se disperser?*

1. C'est le *Mémoire historique sur la fondation de l'église française à Berlin* [publié par Erman], 1772, in-8°, 124 pages.

2. Ce paragraphe a été ajouté en marge.

3. Voy. plus haut le titre complet de cet ouvrage.

On a communément évalué à vingt mille le nombre des réfugiés qui sont venus dans les états du roi. Il est difficile de le déterminer bien précisément. Les listes des diverses colonies ne suffisent pas pour cette détermination : 1^o parce qu'elles ne contiennent pas les militaires tant officiers que subalternes dont le nombre étoit très grand ; 2^o parce qu'elles ne renferment pas ceux des réfugiés qui, sans s'établir en corps d'église ou de colonie, se dispersèrent dans le pays et furent comme incorporés et confondus avec la nation.

J'ai sous les yeux deux rôles authentiques, dressés par ordre de la cour, l'un en 1697, l'autre en 1700. Le premier antérieur à la forte migration des réfugiés de Suisse et de ceux d'Orange est de 12,290. Le second où sont compris les réfugiés de Suisse est de 14,844, tant pour Berlin que pour les autres colonies¹.

Les militaires étoient en très grand nombre. On forma cinq régimens, dont presque tous les officiers étoient François ainsi qu'un grand nombre de soldats. L'impossibilité de placer tous ceux qui avoient servi en France engagea l'Electeur à former deux compagnies de grands mousquetaires² composées de gentilshommes, ainsi qu'une compagnie de grenadiers à cheval. On forma également plusieurs compagnies de cadets, qui devinrent la pépinière des officiers répandus dans la suite dans les divers régimens de l'armée.

En 1686, le Grand Electeur, ayant envoyé en Hongrie à l'Empereur un corps auxiliaire de 6,000 hommes, un grand nombre de réfugiés s'engagèrent comme volontaires, l'Electeur ayant déclaré qu'il laissoit à cet égard une entière liberté à ses nouveaux sujets, ne voulant pas qu'on pût dire qu'il envoyait contre les Turcs des hommes qui avoient déjà tant souffert de la persécution.

L'impétuosité avec laquelle les réfugiés s'exposèrent, en combattant pour leur nouvelle patrie, soit dans cette guerre, soit en 1689 dans l'affaire de Neus et au siège de Bonn (ainsi que dans les campagnes d'Italie des années suivantes), causa une grande diminution dans la totalité des réfugiés. Il périt surtout un grand nombre de jeunes officiers.

Dans cette affaire de Neus, les grands mousquetaires fondirent d'une manière si inattendue sur l'armée françoise qu'on crut au premier moment

1. Ces chiffres diffèrent de ceux donnés par M. Ed. Muret, dans le tableau qu'il a dressé du nombre des réfugiés, établis dans les diverses colonies du Brandebourg, pour les années 1694, 1698, 1699, 1700, etc., *Geschichte der Französischen Kolonie*, p. 313-314. Les totaux auxquels il arrive sont inférieurs à ceux donnés par Busching. Pour 1697 il ne compte que 10,568 réfugiés; ce chiffre s'élève à 14,280 pour 1700. On voit que la différence est surtout sensible pour le premier nombre.

2. Cf. Ed. Muret, p. 52.

qu'ils passaient du côté de l'ennemi : « Voilà, dit un des généraux, voilà des drôles que nous aurons bientôt contre nous. » On fut bien dé trompé, quand on vit le carnage que firent ces prétendus déserteurs et l'impétuosité avec laquelle ils enfoncèrent les bataillons ennemis¹.

Quoique la sagesse de l'Électeur l'eût engagé à prendre des mesures pour retenir les réfugiés en corps de nation et les attacher à leur nouvelle patrie, en leur conservant une forme de gouvernement civil et ecclésiastique ressemblante à celle qu'ils avoient eue en France, il ne put pas réunir dans des colonies tous ceux qui se réfugièrent dans ses États. Il s'en dispersa plusieurs dans des lieux où ils trouvoient des facilités pour exercer leur industrie ou vivre commodément. Il y a peu de villes, de celles mêmes où il n'y a jamais eu d'église et de colonie françoise, où ne se soient établies des personnes et des familles de la nation, qui par leur position même en ont été séparées et sont devenues entièrement allemandes. Les militaires répandus dans les diverses garnisons, où il n'y a pas de colonie, sont surtout dans le cas de se détacher insensiblement du corps de la nation dont ils sont issus, et c'est ce qui fait sans doute que l'accroissement de la population n'est pas tel qu'il devrait être, mais nous reviendrons à cet article à l'occasion de la sixième question.

Les réfugiés formèrent un corps de nation séparé, mais ils ne furent pas tous réunis dans le même lieu. La plus forte colonie se forma à Berlin, où les ressources pour toutes sortes d'établissements étoient surtout abondantes. Les charges et les grâces de la cour, les tribunaux supérieurs de la nation françoise, les divers établissements pour les gens de lettre, les emplois civils dans les tribunaux allemands, le commerce, les arts, les professions que tout encourage et facilite dans la capitale, fixèrent à Berlin à peu près le tiers de la totalité des réfugiés. Les autres furent établis dans les lieux les plus convenables au genre d'industrie qu'ils apportoient.

Les négocians et les grands manufacturiers, qui ne trouvèrent pas à s'arranger à Berlin, choisirent les villes les mieux situées pour le commerce. Magdebourg vit se former une des plus fortes colonies et des [plus] florissantes manufactures surtout d'étoffes de laine. Brandebourg et sur-

1. Ce paragraphe a été ajouté en marge. L'anecdote relative au combat de Neuss a été très probablement empruntée par Busching aux Mémoires manuscrits de M. de Campagne. C'est en tout cas d'après ces mémoires qu'elle a été rapportée peu de temps après, dans le t. VII, p. 155, des *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés* d'Erman et Reclam. C'est dans ce dernier ouvrage que M. Ch. Weiss l'a prise. *Histoire des réfugiés*, Paris, Charpentier, 1853, t. I, p. 183.

tout Halle furent préférés pour les mêmes objets. Il s'établit à Cœnigsberg en Prusse une colonie qui a fleuri par le commerce étendu de plusieurs de ses membres.

La culture des vers à soye et des meuriers attira dans la Nouvelle Marche un bon nombre de familles sortant du Languedoc. La Marche Uckeraine ou Uckermark dévastée par les guerres précédentes devint comme le centre de l'établissement des plus nombreuses colonies de laboureurs et surtout de planteurs de tabac¹. Il s'établit des manufactures importantes à Prentslow, capitale de la province. Les colonies de cette province sont encore très nombreuses et reçoivent, après la Révocation, des accroissemens considérables par le refuge des Wallons, qui, dans les Pays-Bas, furent l'objet des persécutions que le zèle aveugle de Louis XIV fit éprouver à tous ses sujets.

La Westphalie eut d'abord, après la Révocation, plusieurs colonies nombreuses qui ne se sont pas soutenues autant que les autres. Leur établissement tenoit à l'existence de quelques-uns des régimens françois, commandés par des généraux appartenans au Refuge, qui avoient leurs quartiers dans cette province. Il y avoit des aumôniers françois attachés à ces régimens qui desservoient en même tems les églises qui se formoient dans les lieux de leur garnison. Le lieutenant-général de Briquemault, qui commandoit deux régimens, étoit gouverneur de Lipstadt et jouissoit de la plus grande considération à la cour de l'Électeur, établit plusieurs colonies de manufacturiers à Lipstadt, Soest, Hamm, Minden, lesquelles ne se sont pas soutenues en corps de nation². Les colonies de Clève, Emmerick, Wesel, subsistent encore.

En 1724, le roi Frédéric Guillaume établit deux florissantes colonies, celle de Stettin et celle de Postdam.

2. — *En quel nombre arrivèrent-ils? Restèrent-ils tous réunis ou es déterminat-on à se disperser*³?

On compte pour l'ordinaire vingt mille réfugiés venus dans les états du roi⁴. C'est la fixation qu'a adoptée l'auteur des mémoires de Brandebourg. Par des calculs dont le détail se trouvera dans le second volume de nos *Mémoires*⁴, je juge que ce nombre approche de la vérité. A la vérité, un rôle des colonies, dressé en 1697, et où sont déjà compris les réfugiés venus

1. Cette phrase a été ajoutée en marge.

2. Cf. Ed. Muret, *Geschichte der Französischen Kolonien*, p. 51.

3. C'est là une première rédaction de la réponse de Busching à la deuxième question de l'abbé Raynal.

4. Ce passage, relatif à la collaboration de Busching aux *Mémoires* d'Erman et Reclam, est à rapprocher de ceux des réponses aux questions 5 et 6 que nous signalons plus loin, p. 648.

du Palatinat en 1689, la plupart originairement réfugiés de France, n'est que de 12,297, mais : 1^o on n'y comprend pas ceux des réfugiés qui n'étoient pas réunis en corps de colonie et qui étoient dispersés en grand nombre dans les villes et les villages, où ils trouvoient des établissemens; 2^o on n'y a pas fait entrer les militaires, dont le nombre étoit très grand, puisqu'il y eut, dès le commencement du Refuge, outre deux compagnies de grands mousquetaires, une compagnie de grenadiers à cheval et plusieurs compagnies de cadets, tous gentilshommes, jusqu'à cinq régimens dont les chefs, les officiers et la plupart des soldats, étoient François.

Cette première totalité des colonies s'accrut par l'arrivée des réfugiés venus de Suisse, à la fin du siècle, en 1690, et le rôle de 1700 est de 14,844.

Il s'accrut, en 1702, par l'arrivée des Orangeois au nombre de près de deux mille.

Les réfugiés ne demeurèrent pas réunis. Dans l'édit de Potsdam, l'Électeur lui-même leur indique les diverses villes de ses états où ils peuvent s'établir. Plusieurs milliers se fixent dans la capitale. Il s'établit d'abord de florissantes colonies à Magdebourg, à Halle, à Francfort-sur-l'Oder, à Cœnigsberg en Prusse, à Prentslav, villes bien situées pour le commerce. Il y eut des colonies de manufacturiers en Westphalie, à Minden, à Soest, à Lipstadt, Clèves, Wesel, Emmeric. Plusieurs baillages, comme celui de Chorin, de Gramtzwow, de Loecknitz se remplirent d'agricoles qui rebâtirent des villages ruinés et s'appliquèrent à la culture de la terre, les Wallons surtout à la culture du tabac. Beaucoup de gens de condition à petites pensions se dispersèrent dans de petites villes où il y avoit des colonies comme Bernau, Cöpenick, Müncheberg. Les premiers établissemens de colonies sont détaillés dans l'histoire que M. Ancillon¹ publia, en 1690, sous le titre d'*Établissements des réfugiés dans le Brandebourg*.

Frédéric-Guillaume, prédécesseur du roi actuel, a établi en 1720 et 1723 deux nouvelles colonies, celle de Stettin et de Potsdamen.

3. — *Quels secours, quels privilèges leur accorda-t-on? Les privilèges ont-ils continué, les expatriés ont-ils eu besoin qu'on leur continuât les pensions et les autres secours?*

Les premiers secours furent des sommes considérables envoyées aux résidens de l'Électeur, à Francfort-sur-l'Oder, à La Haye, à Hambourg, pour payer les frais de voyage et de transport des réfugiés. V. le t. I de nos *Mémoires*.

1. Voy. *La France protestante*, éd. Bordier, t. I, col. 211 et suiv.

Arrivés à Berlin ou dans les autres villes et villages, des commissaires du souverain fournissoient aux besoins des plus nécessiteux, leur assignoient des places et des matériaux pour bâtir, leur fournissoient des avances souvent de plusieurs milliers de risdales, pour des manufactures ou commerces à établir.

Le souverain prenaît à son service dans les corps de la nation, pour les charges de la cour, pour l'éducation des princes ou princesses de la maison, tout ceux qu'il pouvoit employer et les pensionnoit.

On attachait aux colonies, comme pasteurs, juges, magistrats, médecins et chirurgiens, ceux qui avoient exercé ces professions, en France et on les salarioit. On accorda des pensions de grâce, avec le titre de conseiller de cour et d'ambassade, aux personnes de condition noble qui ne pouvoient être placées dans les corps de la nation ou dans les tribunaux françois. Ceux qui avoient été secrétaires du roi en France conservèrent ce titre avec un bénéfice annuel.

Un état de pensions, partie salaires des charges ecclésiastiques et civiles de la nation françoise, partie pensions de grâce pour des gentilshommes, filles, femmes et veuves de condition, officiers réformés et autres, fut formé par l'Électeur Frédéric Guillaume et s'accrut successivement, jusqu'à ce que le roi défunt le fixa à 44,500 écus, somme à laquelle il est demeuré jusqu'à ce jour.

On accordoit quinze années de franchises, excepté l'accise de consommation, à ceux qui venoient s'établir. Les privilèges accordés sont énoncés dans l'édit de Postdam. Ils ont été confirmés et conservés religieusement par les successeurs de l'Électeur Frédéric Guillaume. Le roi régnant a daigné les maintenir en toute occasion. Ils furent solennellement confirmés, en 1720, par les ordonnances qui se trouvent dans le recueil de Mylius¹. En 1709, Frédéric I^{er} publia l'édit de naturalisation qui se trouve dans le même recueil. Dès l'origine du Refuge l'Électeur accorda aux églises des réfugiés la même forme de gouvernement, qui avoit lieu en France, en leur accordant pour ban de leur constitution la discipline des églises réformées de France, avec la réserve de pouvoir la modifier, en vertu des droits épiscopaux compétens au souverain, selon le droit ecclésiastique des protestans.

On admit dans les justices une procédure semblable à celle de France, et, en 1699, parut l'ordonnance françoise, qui sert encore de base à la forme des justices, et que le roi régnant a conservé par une exception formelle, lors de l'établissement de la nouvelle procédure dans ses états.

1. Cet édit de naturalisation, ainsi que l'ordonnance de 1720, ont été publiés de nouveau par M. Ed. Muret, *Geschichte der Französischen Kolonie*, p. 307, 308.

Il a statué que les justices françoises et palatines demeureroient sur l'ancien pied.

Outre les consistoires ordinaires en chaque église, il y a un consistoire supérieur, résidant à Berlin, qui a l'inspection sur toutes les églises. Outre les justices ordinaires, qui sont dans chaque colonie, la justice supérieure, à laquelle dans certains cas on a appelé des arrêts des justices ordinaires, il y a dans le tribunal appelé des *ruraux* un certain nombre de conseillers françois, qui instruisent les causes portées en troisième instance et jugées ensuite par le tribunal.

Un corps supérieur sous le nom de *conseil françois composé de laïques* d'ecclésiastiques, de militaires et de marchands a été établi sous le nom de *conseil* ou de *directoire françois* pour veiller au bien de toutes les colonies, maintenir les privilèges, donner les places, distribuer les pensions de grâce. Il est présidé par un ministre d'État, qui est en même tems chef et du consistoire supérieur et de la justice supérieure. Son établissement se trouve dans le recueil des ordonnances de Mylius¹.

Le mémoire ci-joint², que la cour de Berlin communiqua au margrave de Bayreuth, présente un tableau fidèle et authentique des divers avantages accordés aux réfugiés.

En vertu des privilèges, les années de franchise s'accordent aux nouveaux réfugiés qui viennent de France ou d'autres lieux du Refuge. L'état de pension subsiste, tant en faveur de ceux qui servent qu'en faveur de leurs veuves et de leurs enfans, ou d'autres personnes d'un état honnête qui, étant dans le besoin, ne sont pas dans le cas de recourir aux distributeurs des aumônes publiques.

4. — A. Avec quels capitaux, à peu près, les réfugiés se présentèrent-ils? — B. Fut-on obligé de faire des quêtes pour eux et les quêtes furent-elles abondantes? L'usage en continua-t-il longtemps?

La réponse aux questions A et B se trouve dans les *Memoires pour servir à l'histoire des réfugiés*, t. I, p. 317 et suivantes³.

Il est difficile de déterminer les sommes qui entrèrent avec les réfugiés, mais plusieurs personnes du premier rang arrivèrent avec leurs propres chevaux et un bon nombre de domestiques, et il n'est pas à présumer qu'elles vinssent sans argent. Quelques négocians passent pour avoir porté des sommes très honnêtes. On a parlé d'un Lecoinge de Normandie qui fit entrer près de quarante mille écus.

Les quêtes, tant dans le pays qu'au dehors, ont presque toutes précédé

1. Nous n'avons pas vu ce recueil que la Bibliothèque nationale ne possède pas.

2. C'est le mémoire que nous publions plus haut.

3. *Memoires* d'Erman et Reclam. Le renvoi est exact.

l'arrivée des réfugiés, à la fin de 1685. Il ne s'est fait ensuite que quelques collectes autorisées par le souverain, comme il s'en fait encor entre les églises protestantes, pour le bâtiment de quelque temple, soit à Berlin, soit dans les principales villes du Refuge. Les places civiles, militaires, les charges les plus considérables à la cour et surtout le commerce et l'industrie enrichirent bientôt les réfugiés, au point qu'ils purent s'aider les uns les autres et former dans le sein des colonies des sources d'assistance et de secours de toute espèce et tels qu'il est peut être peu de sociétés ou communes ou il en existe plus. Il y eut un hospice pour les étrangers qui arrivoient, le sol pour livre donné des salaires militaires et civils, pour ceux qui n'étoient pas en état de servir, un hôpital, une maison d'orphelin, des assistances par semaines en pain et en argent, des écoles de charité pour soulager des familles pauvres et surchargées d'enfant. La cour et la nation favorisèrent et favorisent encor ces fondations de leurs subventions.

La charité des églises françoises et surtout de celles de Berlin devint une trésorerie pour des infortunes du dehors. On fit des collectes dans nos églises, pour les Vaudois cruellement persécutés, pendant les années qui suivirent la Révocation. On assista puissamment, des deniers de l'église et du produit des collectes, les galériens de France et de Marseille en particulier, avec lesquels on correspondoit par des marchans de Suisse. Il se trouvoit souvent dans les troncs des bagues d'or ou autres joyaux. *Non ignara mali, miseris succurrere disco.*

Le seul bénéfice, continué aux réfugiés et à leurs descendans, fut un état de pensions de grâce de sept à huit mille risdales, en partie consacré aux veuves, et aux enfans des militaires, et de ceux qui ont servi la société dans des charges civiles ou ecclésiastiques.

5. — *Quelles branches d'industrie les réfugiés établirent-ils dans le pays ? Ces branches d'industrie sont-elles restées dans leurs seules mains ou les gens du pays les ont-elles adoptées ?*

Ce seroit un immense détail que celui de toutes les branches d'industrie que les réfugiés ont apportées. On peut en voir l'énumération et l'esquisse dans la vie de Frédéric Guillaume de main de maître et dans quelques discours du roi, lus à l'Académie, sur les progrès de l'industrie et des arts dans le Brandebourg.

Il y a eu parmi les réfugiés un bon nombre de savans, de gens de lettres distingués, plusieurs artistes, beaucoup d'ingénieurs qui ont influé avantageusement sur toutes ces branches.

Les réfugiés partagent avec les Wallons, avec lesquels ils ont fait corps, l'introduction de la culture du tabac qui a fait une branche très considérable de commerce. C'est à eux qu'on doit l'introduction de la

culture des meuriers, des vers à soye, l'établissement des premières fabriques d'étoffes de soye que le roi actuellement régnant a renouvelées. La fabrique des cartons et chapeaux fins est entièrement due aux réfugiés. Une immense fabrication de bas de laine a occupé des colonies entières et surtout celle de Magdebourg, où elle fleurit encore. La ville de Brandebourg a eu des fabriques très considérables de drap d'Elbeuf. Dans toutes les villes, toutes sortes de petites étoffes de laine, camelots, moquettes, droguets, etc. L'orfèvrerie et la joaillerie ; la première tabatière d'or a été faite à Berlin par monsieur Coliveaux, dont Baudisson et tous les habiles joaillers que nous avons eu étoient élèves¹. Les gantiers françois, qui font encore une maîtrise à part, ont eu une grande réputation dans toute l'Allemagne. Il y a eu des fabriques très considérables en ce genre à Halle, Halberstadt, ainsi qu'à Berlin.

La belle manufacture de glaces de Neustadt sur la Dosse a été établie par M. de More, réfugié françois, et soutenue par M. Colomb². M. Dalencon a établi à Prentslow des fabriques d'huile ou moulin à huile de navette et de lin que l'on ne connoissoit pas.

Le jardinage a été perfectionné, les bonnes qualités de fruits et de vignes de France transportées ici. Les légumes fins étoient presque inconnus. J'ai oui dire à mes vieux François que la cour alla à Friedrichsfeld, qui appartenoit alors à MM. Duclos de Metz, pour voir des artichaux en pleine terre.

La bonne cuisine françoise a été portée par les Messins. Le premier hôtel a été monté par un François nommé Hazard, auquel l'Électeur fournit des avances considérables, pour acheter et meubler une [maison] pour y loger les étrangers.

Les chaises à porteur ont été introduites par les François, à qui il fut accordé pour cela un privilège. L'Électeur paya les chaises et les habits des premiers porteurs, qui ont longtemps fait corps, et s'étoient ensuite (*sic*).

Il y a eu beaucoup de tanneurs qui ont fait des fortunes considérables. Je ne sais s'ils ont porté cet art. Je vois des avances considérables faites à beaucoup de teinturiers françois.

Je n'ai pas encor collationné et compulsé les matériaux que j'ai sur tout cela, n'en étant pas encor dans mon travail³ à l'article de l'industrie.

1. Cf. Ed. Muret, *Geschichte der Französischen Kolonie*, p. 45.

2. Cf. Ed. Muret, p. 254.

3. Busching veut sans doute parler ici, comme il l'a fait plus haut, p. 643, et comme il va le faire de nouveau dans cette page, des *Mémoires* d'Erman et Reclam. Ces passages sont d'autant plus intéressants à noter qu'il nous font connaître une collaboration dont personne, croyons-nous, ne s'était douté jusqu'ici.

Le commerce du vin, surtout de France, a été introduit par les François. Palmie de Caussade est un des premiers qui l'a fait en grand.

La quincaillerie, soit comme objet de commerce, soit comme objet de fabrication, doit infiniment aux François. C'est la branche à laquelle se sont attachés les Jordans et les Lautier, qui ont fait un commerce très étendu en Russie, en Pologne et dans toute l'Allemagne et dans le Nord.

Je crois qu'il n'y a plus aucune branche de commerce et d'industrie qui soit demeurée exclusivement aux François, mais il n'y en a aucune où ils ne se distinguent encore. Pendant un tems, la partie pauvre s'étoit jettée dans la laine, qui les faisoit vivre misérablement. Depuis le bel établissement de l'école de charité, les enfans des pauvres sont appliqués avec plus de variété à toutes sortes de profession, et l'industrie y gagne considérablement.

6. — *La colonie a-t-elle augmenté ou diminué [en nombre, en activité, en richesses ? Quelles ont été les causes de ces variations ?*

Monsieur l'abbé Raynal verra dans le second volume de notre histoire¹, dont je lui envoie les premières feuilles, p. 34 et suivantes, quelles sont les variations de nombre dans nos colonies et quelles en sont, selon nos données, les causes principales. Il y a du reste une différence ici entre les colonies particulières qui donnent d'autres résultats. Il y a des colonies qui ont diminué et même disparu, parce que l'on n'y établit qu'un petit nombre de personnes, qu'elles furent même formées de gens de qualité qui moururent sans lignée, que la branche d'industrie ou de manufacture qu'on y établit cessa de fleurir. D'autres se sont soutenues et ont même augmenté, comme celles des villages et des petites villes où l'Électeur assigna aux colons des terres, avec la stipulation qu'elles passeroient des pères aux enfans et ne pourroient être données à perpétuité qu'à des colons François. Ce dernier article surtout, à proportion de ce qu'il est sévèrement maintenu par les corps supérieurs, assure la conservation des colonies.

Il s'est même formé de nouvelles colonies et en particulier celle de Stettin et de Postdam, sous le règne du roi Frédéric Guillaume qui leur accorda de très beaux privilèges.

L'activité est toujours le caractère dominant des descendans de réfugiés. Il s'est un peu perdu parmi le petit peuple, qui peut être sent plus que les autres les influences des nourritures, du climat, et a moins vécu à la française. Monsieur l'abbé sait aussi que l'on nous accuse d'assister trop aisément et trop largement nos pauvres, ce qui ôte à plusieurs l'aiguillon de la nécessité. Mais d'ailleurs la colonie a toujours été et est encore très active et très industrielle.

1. Busching désigne par là les *Mémoires* d'Erman et Reclam, dont le t. II parut en 1783. Son renvoi est exact.

Je la crois dans sa totalité plus riche de beaucoup qu'elle ne l'a été dans la première moitié de son existence ici : 1^o parce que l'augmentation du numéraire circulant et de sa totalité a augmenté les richesses des particuliers ; 2^o parce que les enfans recueillent les fruits de la première industrie des pères et ont en plus de facilité pour faire valoir leur propre industrie ; 3^o que plusieurs François se sont poussés dans les grands emplois de l'État et ont joui et jouissent encore de pensions et de noms considérables.

Une observation, que je crois très fondée, c'est que la richesse de la colonie est répartie autrement qu'elle ne l'étoit autrefois. Il y a plus de personnes qui ont des fortunes un peu considérables, plus de gros capitalistes, soit commerçans, soit rentiers, mais il y a beaucoup moins de gens, qui ayant de petits capitaux de 2, 3, 4, 5, jusqu'à 6 mille écus, qu'il n'y en avoit autrefois. La cherté et le luxe surtout sont cause que les petits fabricans et commerçans, qui autrefois faisoient de petites acquisitions et ne mouroient guères sans laisser quelques milliers d'écus à leur famille, sont rarement dans le cas d'en laisser autant. On est obligé de dépenser plus, on vit moins simplement et on ne laisse guère d'acquets et de petites épargnes à ses enfans.

7. — *Les naturels du pays ont-ils adopté la langue, les mœurs, les habitudes des réfugiés, ou les réfugiés ont-ils adopté la langue, les mœurs, les habitudes de la contrée qui les a reçus ?*

Je serais tenté de renvoyer ici monsieur l'abbé Raynal à lui-même. C'est par Berlin qu'il peut juger de tout le reste. Il voit la nation, les aborigènes et les colons, et peut les comparer. Voici cependant mes observations. En général, les François réfugiés ont été plus imités qu'imitant. Non seulement ils ont conservé longtems et conservent en partie leur nom, leurs usages, leur langage au milieu des Allemands, avec lesquels ils n'avoient il y a une trentaine d'années presque aucune communication, mais encore ils communiquèrent à la nation allemande leurs façons, leurs usages, et on se faisoit un honneur de les imiter et de parler leur langue.

Lorsque les réfugiés vinrent, le françois étoit déjà très connu à la cour. On le parlait généralement. Les grands seigneurs, beaucoup d'officiers avoient voyagé et servi en France comme les Schwerin, les Amrath, les Meinders, etc. J'ai vu des lettres des ministres d'état d'alors du meilleur style. Ils se nourrissoient de la lecture de nos bons auteurs et aimoient la politesse et l'esprit de la nation. L'éducation étoit françoise et dirigée par des François.

Depuis le Refuge, l'éducation des princes et princesses de la maison n'a été presque confiée qu'à des François. Une femme d'un mérite immense, madame de Roconlle, dont l'esprit, l'excellent caractère, les talens ont laissé dans la maison royale un souvenir qui ne s'est pas effacé, après

avoir été chargée de la première éducation de Frédéric Guillaume, fut par ce même Frédéric Guillaume, devenu roi, déclarée grande gouvernante de tous les enfans de Prusse; elle avoit sous elle des Françaises, M^{lle} de Monthail, sa fille, la baronne de Jaucourt etc. Elle a donné au roi, dont la jeunesse lui fut confiée, et à la nombreuse famille de Frédéric Guillaume, ce caractère de politesse et d'esprit françois qui l'ont distinguée. Le roi l'a toujours infiniment aimé. Dans toutes les grandes maisons on choisissoit des gouvernantes françaises. Il y en avoit beaucoup qui, étant elles-mêmes des personnes de condition et de très grande famille, ont fait des élèves, que j'ai encor connues dans ma jeunesse et dont je me rappelle le ton, le langage, l'esprit et les mœurs avec admiration. De ce côté l'influence a été très grande.

On a beaucoup adopté les mœurs des réfugiés : 1^o par l'habillement; l'ancien habillement allemand a, presque dans toutes les conditions, cédé à l'habillement françois; 2^o par la table; les Allemands ont assez généralement adopté l'usage des vins de France, des mets et de la cuisine françoise; le célèbre bouilli françois a pris beaucoup dans les maisons allemandes; 3^o la sociabilité françoise; les caffès ou après dinées des femmes, les veillées qui étoient presque caractère (*sic*) pour les François ont pris aussi chez les Allemands.

En dernier lieu, les choses ont changé. Depuis que la nation allemande a fait du progrès dans les lettres, elle a pris un ton de mépris pour la nation françoise et a voulu cacher cette imitation même de son esprit et de ses mœurs dont on l'honorait autrefois. Des Allemands ont affecté de celer, ignorer et ne plus parler le françois. Ils ont diminué nos auteurs et nos usages. Quelques François ont trouvé de bon air de les imiter. On a vu, dans quelques maisons surtout opulentes, la table, les vins allemands, le gros jeu, les grands soupers et les grands diners prendre la place de la sobriété et de la simplicité françoise. Le goût des titres que l'on ignoroit presque dans la colonie a gagné. On n'a plus été monsieur et madame mais M. le conseiller, M^{me} la conseillère, à la manière allemande, où il y a peu de noms qui osent paraître nud et sans la queue trainante d'une longue titulature. Je trouve que l'esprit et le caractère françois commence à se perdre un peu plus que je ne le voudrois, en étant fort amoureux peut-être par habitude et par préjugé.

8. — *Le caractère des réfugiés s'est-il corrompu ou amélioré ?*

Voici ce qui me vient dans l'esprit sur cette question scabreuse et difficile.

1^o Dans certaines choses les réfugiés me paraissent être demeurés ce qu'ils étoient. Ils sont portés à la bienfaisance, comme leurs pères, ils prennent intérêt les uns aux autres et à ce qui les concerne tous. Ils ont de la chaleur dans l'âme et dans l'action pour faire le bien. Une voix

unanime leur attribue ce caractère dominant et ils se soutiennent à cet égard. Généralement parlant, ils sont encore sobres et économes. Ils l'ont été dans les premiers tems à un point presque incroyable.

2 Mais il y a des choses par rapport auxquelles ils ont dégénéré, et la simplicité des mœurs est de ce nombre. L'esprit du siècle a gagné parmi eux, comme parmi tout le monde, et si la nation allemande n'eut pas fait à même progrès, les François seroient aussi remarquables par leur extérieur qu'ils l'ont été autrefois par leur extrême simplicité.

La colonie a participé à l'effet du relâchement général quant aux principes religieux. Il y avoit dans la colonie, et cet esprit s'est soutenu très longtemps, une étonnante régularité pour les dévotions publiques, domestiques et privées. On lisait l'Écriture sainte dans toutes les maisons le plus régulièrement. Chaque famille avoit une petite bibliothèque de livres de religion, dont on faisoit un usage presque continuel. Les églises étoient fréquentées de tous (et), le dimanche et même les jours sur semaine. Les pasteurs étoient plus considérés, la discipline des mœurs plus respectée et il résultait de tout cela une très bonne influence morale.

Le seul article de la désertion des églises a une terrible influence par a diminution sensible des charités. Tel dimanche, où, avant cette époque, on recueillait dans une église 30 à 40 risdales, n'en donne pas la moitié ou le tiers. Nos gens ont lu Voltaire et l'ont mis, dans quelques maisons, à la place de l'honnête bibliothèque ascétique de leurs pères, et Voltaire pris tout entier n'enseignera jamais rien de bon à personne.

Les déclamations vagues contre les prêtres font aussi beaucoup de mal. Nous avons des gens qui ne distinguent pas les honnêtes officiers de morale de l'Église protestante de Grégoire VII et des prélats ambitieux et politiques de l'Église romaine. Ils se délient de conducteurs qu'ils disent armés et secondés.

Pardon, monsieur l'abbé, mais les fausses idées de liberté, d'indépendance, de tyrannie des rois et des gouvernemens, que bien des gens prennent dans plusieurs ouvrages modernes, leur brouillent la cervelle, au point que toute subordination civile et ecclésiastique en souffrent. Des gens, trop heureux quand ils peuvent être conduits, veulent se conduire et conduire à leur gré, et il résulte de cela de grandes confusions. Tout cela s'est glissé dans le petit troupeau, comme partout ailleurs, et il n'en résulte pas grand avantage. La tolérance si belle, si bonne, si respectable, si chrétienne, est aussi dans plusieurs indifférence, défaut de tout principe et de tout sentiment fixe, disposition à tout faire et à tout être indifféremment. Ces causes générales ont influé sur nous aussi.

1. On lit, en marge : « V. *Mémoire à l'occasion du jubilé de l'Église française* ».

3° Peut être y a-t-il quelques articles où l'on a gagné. Il y avoit dans le commencement du Refuge des rivalités, plus de médisances occasionnées par des jalousies de province, d'état et de condition. Les Messins et les Languedociens ne s'aimaient pas autant que je l'ai oui raconter. On se rencontrait et s'entrechoquait quelquefois dans la recherche des mêmes avantages.

9. — *Quel est sous tous ces points de vue l'état actuel de la colonie?*

Monsieur l'abbé pourra l'inférer des données précédentes, et encor mieux de ce qu'il est en cours d'en voir lui-même. On peut dire que la colonie, dont le centre est à Berlin, est encore belle et florissante. Elle n'a jamais eu d'aussi beaux établissemens. Son collège, son hospital, sa maison d'orphelins, bien rentés, deux écoles de charité, l'une pour les garçons l'autre pour les filles, a la[quelle] vont plus de deux cens enfans, un séminaire de théologie, une pépinière de chantres et maitres d'écoles, etc. Le clergé est composé d'hommes éclairés, sages et honnêtes. Il y a des gens de lettres très estimables de la colonie; douze académiciens sont membres de notre Église; des maisons commerçantes, qui font de grandes affaires, plusieurs fabriques de soye, de gase, de laine, beaucoup d'orfèvres et de jouailliers. La colonie est chérie du roi, qui la comble de bien, et jouit de l'estime de la nation et d'une très bonne réputation de l'étranger, où on la cite pour modèle d'une bonne administration pour les pauvres.

Dénombrement des François dans les villes de la Marche Électorale, l'année 1779¹.

Berlin.....	5.209	<i>Report...</i>	5.827
Potsdam.....	163	Prenzlów.....	360
Brandebourg.....	119	Schwedt.....	185
Cremmen.....	1	Strasbourg.....	368
Ruppin.....	4	Vierraden.....	17
Charlottenbourg....	1	Stendal.....	209
Francfort-sur-l'Oder.	127	Salzwedel.....	1
Furstenvelde....	1	Kyritz.....	1
Müncheberg.....	21	Havelberg.....	2
Bucholz.....	1	Lenzen.....	6
Angermünde.....	180	Wittstock.....	2
<i>A reporter...</i>	<u>5.827</u>	<i>Total...</i>	<u>6.978</u>

Dans une autre liste je trouve 7,059, et la remarque que, l'année 1756, le nombre total dans ces villes étoit 8,687. Les femmes et les enfans y sont compris ².

BUSCHING.

Berlin, ce 19 juin 1782.

1. A Monsieur l'abbé Raynal (Bibl. nat., fonds français 6432, pp. 137-172).

2. M. Ed. Muret ne parle pas de ce dénombrement, dans le tableau qu'il a

MÉLANGES

LES REPRÉSENTATIONS DE LA TRAGÉDIE DE CHARLES IX

DE MARIE-JOSEPH CHÉNIER, à Paris, en 1789

Pendant que la question de la liberté de conscience et de culte donnait lieu, dans l'Assemblée nationale, à ces discussions dont le *Bulletin* vient de retracer l'histoire (p. 561), elle était portée devant le public à l'occasion des représentations du *Charles IX* de M. J. Chénier. Cet épisode des commencements de notre Révolution me paraît digne de quelque attention. Sans chercher dans les journaux du temps la trace des débats passionnés qui le signalèrent, on trouve d'intéressantes indications dans le volume de 262 pages imprimé en 1790, sous ce titre : *Charles IX ou l'Ecole des rois, tragédie par Marie-Joseph de Chénier*. La pièce, qui n'y occupe que cent pages, est précédée et suivie de divers documents, discours, adresses, lettres, épîtres en vers.

Chénier s'essayait à créer un genre nouveau, la « tragédie nationale », il y débutait en portant sur la scène la Saint-Barthélemy. C'était sans doute l'esprit de la Révolution qui lui avait suggéré cette idée et dicté ce choix, ce n'était pas la Révolution elle-même. « J'ai conçu, dit-il, j'ai exécuté, avant la Révolution, une tragédie que la Révolution pouvait seule faire représenter ». En effet cette tragédie était déjà prête dans la première moitié de 1788 ; elle avait même été reçue à la Comédie française. Il faut croire que des ordres supérieurs en avaient interdit la représentation.

Mais après le 14 juillet 1789, elle fut, dit Chénier, demandée par

dressé du nombre de réfugiés dont se composaient, à différentes dates, les colonies du Brandebourg (*Geschichte der Französischen Kolonie*, p. 313-314). Les chiffres, que donne ici Busching, offrent donc un grand intérêt; ils présentent avec ceux rapportés par M. Muret, pour les années 1703 et 1795, des différences assez sensibles. Il nous suffira d'en citer deux ou trois exemples. D'après M. Muret, Berlin aurait possédé, en 1703, 5,689 descendants de réfugiés, et 5,409, en 1795. Il n'y en aurait eu que 5,209, en 1779. A Potsdam la colonie se composait, en 1795, de 141 personnes seulement; il y en avait 163, en 1779. Pour Augermünde le dénombrement de 1779 donne le chiffre de 180, tandis que ceux de 1703 et 1795 s'arrêtent aux chiffres de 114 et 141.

le public. Et, afin de complaire à « quelques membres de ce public », l'auteur prononça, le 23 août, un discours « devant MM. les représentants de la Commune », pour les prier de désigner quelques personnes chargées d'entendre la lecture de la tragédie et de donner leur avis. Il écrivit aussi une « adresse aux soixante districts de Paris » pour défendre son œuvre contre les attaques dont elle était l'objet. Car, si elle avait des partisans, elle avait aussi des détracteurs. Chénier rencontra une opposition très vive. La première représentation ne put avoir lieu que le 4 novembre ; et, la veille encore, un certain Poujaut, « Cicéron Poujaut » vint, à la tête d'une députation du district des Carmes, haranguer la commune de Paris, pour obtenir la suppression de la pièce, et inviter les comédiens à refuser de la jouer.

Il y eut même une cabale organisée pour la faire tomber en sifflant, en effrayant les acteurs. On menaçait de décharger des pistolets sur M^{me} Vestris qui devait représenter Catherine de Médicis, sur Saint-Prix qui devait jouer le rôle du cardinal de Lorraine. L'auteur lui-même était voué à la mort.

Et, devant la Commune, en très mauvais français,
 Poujaut, la veille du succès,
 Me dénonçait comme hérétique...
 Le soir, le lendemain, vingt lettres anonymes
 M'annonçaient un assassinat.
 J'allais être égorgé ; mes vers étaient des crimes.

Le succès de la première représentation déjoua ces manœuvres. Au 4^e acte, un des spectateurs, M. Maumené, négociant, dit tout haut : « Cette pièce devrait être appelée *l'Ecole des rois* ». — De là le sous-titre adopté par l'auteur. Mais l'hostilité ne tarda pas à reparaitre. On a prétendu que le marquis de Favras (pendu plus tard mais non pour ce motif) avait dépensé dix-huit ou vingt mille livres, pour faire manquer la troisième représentation. Chénier nous a conservé les noms de quelques-uns de ses détracteurs, Gautier, Charnois, en « profitant de l'occasion pour apprendre à l'Europe que ces Messieurs barbouillaient du papier à Paris. » Il joint à ces noms celui de Suard qui était autre chose qu'un barbouilleur de papier.

Que reprochait-on à Chénier ? Le genre nouveau qu'il inaugurerait ? Il ne le paraît pas. C'est plutôt le sujet qui motivait les récrimina-

tions. On reprochait au poète le rôle odieux qu'il faisait jouer à un roi de France, à un prêtre éminent. La bénédiction que le cardinal de Lorraine donne, à la fin du quatrième acte, aux meurtriers prêts à se baigner dans le sang, excitait l'indignation. Mais ce double reproche, qui venait sans nul doute des adversaires de la Révolution, paraissait peu sérieux; l'auteur y répondait sans trop s'en émouvoir.

Un troisième reproche, qui pouvait émaner de fauteurs de la Révolution, lui était plus sensible : il avait mis au jour la honte de la nation. Aussi fait-il des efforts réitérés pour s'en disculper. Il nie que la Saint-Barthélemy soit le crime de la nation; il en rejette toute la responsabilité sur le roi, la reine-mère, le cardinal de Lorraine, etc. Néanmoins, obligé d'admettre l'hypothèse que la nation soit coupable, il prétend que la génération de 1789 étant étrangère aux actes accomplis en 1572, il ne peut être accusé de déshonorer la nation. Contraint d'aller plus loin et d'admettre que les passions violentes dont la Saint-Barthélemy fut la conséquence, n'ont pas entièrement disparu, bien que très amorties, ou pourraient de nouveau se donner libre carrière, il revendique pour le poète tragique le droit d'éclairer ses contemporains et de dénoncer leurs torts. Ce droit, il l'exerça quelques années plus tard; car, lorsqu'il écrivait *Caïus Gracchus*, qui donna lieu à une manifestation significative, *Fénelon* et surtout *Timoléon*, dont le comité de Salut public interdit la représentation et ordonna la suppression, que faisait-il, sinon stigmatiser les atrocités de l'heure présente, qui pouvaient, selon la diversité des appréciations, être considérées comme le crime de quelques forcenés ou comme le crime de la nation?

Je n'ai pas à rechercher si c'est aux gouvernants ou aux gouvernés que remonte, en dernière analyse, la responsabilité des fautes et des crimes dont les peuples ont à supporter les conséquences, ou dans quelle proportion on doit partager cette responsabilité entre les uns et les autres. Je veux seulement insister sur le rôle que le souvenir du massacre du 24 août 1572 a joué au début de la Révolution. C'est en l'invoquant, en annonçant une Saint-Barthélemy... de patriotes, que Desmoulins fait son célèbre appel aux armes du 12 juillet qui aboutira à la prise de la Bastille. C'est en évoquant le même souvenir, en montrant la fameuse fenêtre du Louvre, que, neuf mois plus tard, Mirabeau fait tomber une proposition dange-reuse pour la liberté de conscience. Entre deux, c'est en portant ce

drame sur la scène qu'un poète enthousiaste travaille à l'éducation politique de la nation.

Il est à noter que la question même de la liberté de conscience et de culte n'a qu'une très faible part dans cet épisode des représentations de *Charles IX*. Elle n'y fut pas traitée *ex professo*, ce dont nous ne sommes pas étonné; il ne paraît même pas qu'elle y ait été traitée incidemment. Elle était au fond du débat, on l'y laissa sans chercher à l'en tirer. C'était affaire à ceux qui sauraient la trouver de l'y découvrir. La Saint-Barthélemy servit seulement de texte et comme de champ de bataille aux révolutionnaires et aux contre-révolutionnaires, ou aux partis secondaires des deux camps opposés. Le massacre de 1572 était devenu comme le symbole le plus clair et le plus saisissant de la tyrannie, et on l'invoquait pour faire haïr le despotisme et chérir la liberté. Voilà ce qu'a fait l'ancien régime, disaient ceux qui poussaient à sa destruction; voilà le crime des prêtres et des rois. — Et parmi ceux qui, avec plus ou moins de sincérité ou de lumière, répondaient à ces attaques violentes contre les hommes et les choses du passé, il s'en trouvait pour dire : Ce crime est celui de la nation.

LÉON FEER.

BIBLIOGRAPHIE

LA RÉVOLTE DES CAMISARDS JUSTIFIÉE¹. — LE MARÉCHAL DE MONTREVEL, QUELQUES LETTRES INÉDITES 1704-1705². — LA GUERRE DES FARINES ET LES PASTEURS DE NIMES ET DU BAS-LANGUEDOC, 1775³, par CHARLES DARDIER, et NOTES SUR L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME DANS LE MIDI DE LA FRANCE.

La première de ces trois brochures a paru au commencement de cette année. Hàtons-nous donc de la recommander à ceux qui ne se seraient pas empressés de se la procurer. Elle a été provoquée par une découverte bibliographique : M. Dardier avait remarqué, dans

1. *Etude de bibliographie et d'histoire*, 40 p. in-12, 1889, se vend au profit de l'Union des catéchumènes de la rue Titus, 1.

2. Nîmes, Chaslanier, 46 p. in-8°, 1889.

3. Nîmes, *Ibidem*, 23 p. in-8°.

l'Apologie des Protestants du Royaume de France sur leurs Assemblées, Au Désert, 1745 (46 p. in-8°), une différence entre les caractères d'imprimerie des pages 35 et 36 et ceux des autres pages. En comparant ce feuillet avec le brouillon original de la brochure, il trouva qu'on y avait modifié une phrase par laquelle A. Court avait cru devoir blâmer sévèrement la révolte des Camisards¹. Ce changement et le carton qui en résulta furent motivés par un échange d'observations entre les amis anglais et suisses des protestants français. Les premiers trouvaient la phrase primitive injuste et les derniers craignaient que l'*Apologie* elle-même parût inopportune. La suppression de toute allusion directe à la révolte des Cévennes les mit d'accord. Cette intéressante dissertation bibliographique amène M. Dardier à examiner à son tour la question de la légitimité de cette mémorable et sanglante révolte. Il n'a pas de peine à prouver par des faits nombreux et précis, que si jamais un soulèvement fut légitime, ce fut celui-là. Et il réfute ainsi, point par point, avec autant de science que de logique, l'opinion contraire émise il y a deux ans par M. Marius Tallon et combattue ici même (*Bull.* 1887, 414), lorsque nous avons rendu compte de son *Fragment de la guerre des Camisards*².

Les historiens qui s'évertuent à faire passer pour des monstres ces exaltés de la foi et de la souffrance, feront bien aussi de lire le travail de M. Dardier sur le *Maréchal de Montrevel* qui fut le plus impitoyable et le plus maladroit de leurs adversaires. Il y verront comment ses propres coreligionnaires jugeaient la moralité et l'habileté de ce « galant » homme. Et ils comprendront peut-être qu'il est au moins imprudent de ne déverser le blâme que sur ses victimes.

La *guerre des farines*, ou émeute provoquée à Paris en avril-mai 1775 par les mesures de Turgot sur la libre circulation des grains, décida ce ministre à envoyer une instruction préventive sous forme de circulaire, à tous les ecclésiastiques du royaume. Et, fait absolument nouveau et significatif, il mit au nombre de ces ecclésiastiques,

1. Voici, d'après mon exemplaire qui n'a pas le carton, cette phrase : « Nous détestons toute rébellion et toute révolte, et celle qu'on vit au commencement du siècle, dans une des Provinces du Royaume, excite encore toute notre horreur, et notre indignation. » L'exemplaire de la Bibliothèque de la Société a le carton.

2. Privas, 1887, 105 p. in-8°.

les pasteurs du désert en faveur desquels d'ailleurs, depuis longtemps déjà, il avait réclamé la liberté religieuse. En 1775 donc, pour la première fois, le gouvernement français entra officiellement en relation avec les ministres du culte proscrit et daigna ainsi reconnaître implicitement son existence. Tel est le point d'histoire, inconnu jusqu'ici, que M. Dardier met en lumière avec sa clarté et sa compétence habituelles. Les pièces inédites qu'il publie à ce propos méritent de prendre place dans la série des faits qui annonçaient et préparaient 1787 et 1789.

P. S. Les travailleurs me sauront gré de transcrire ici quelques notes bibliographiques recueillies çà et là et toutes relatives à notre histoire dans le midi de la France. Citons d'abord cinq articles du *Foyer Protestant* (15 juill. 1887 1^{er} janv., 15 mai 1888. 1^{er} nov., 1^{er} déc. 1889), dont trois de M. Dardier : 1^o Des détails sur l'obstination des nouveaux-convertis de *Saint-Martial en Cérennes*, sur le Liron, en 1738 et 1754, localité entièrement catholique aujourd'hui. 2^o La réimpression de la relation des papiers Court, d'après François Coste (n^o 17, t. 1, 343-368, janvier 1747) sur le *Massacre de Vernour* (12 déc. 1745). 3^o Des extraits du livre de raison du notaire Borelly sur l'*Entrée des dragons, la fermeture du temple et l'arrivée du duc de Noailles à Nîmes* (1683-85). 4^o D'intéressants détails sur le *Camisard Castanet à Genève* (nov. 1704). 5^o Des extraits des registres de la vénérable compagnie sur l'*Accueil fait à Genève aux galériens protestants libérés* (1713-1747). — Dans le *Huguenot des Cérennes* (1^{er} août 1889), M. Marchand a publié le *Procès d'un pasteur de Quissac, Etienne Molles*, en 1682. — L'*Église libre* des 2 et 30 août 1889 renferme, de M. Frank Puaux, une lettre de Louvois à Bâville (7 août 1689) ordonnant d'envoyer aux galères « le nommé Merlet prêchant qui est revenu des îles de la Martinique depuis 2 mois, — et des notes de M. F. Teissier sur des registres d'état civil protestant et de consistoire, du Vivarais : *Châteauneuf, Saint-Barthélemy-le-Pin* (1672, 1681-83); *Gluiras* (1669, 1673-78, 1689-83); *Le Gua Issamolenc et Ajou* (1662-83); *les Vans* (consistoire 1660-84); *Marcols et Saint-Julien d'Orcival* (1659-63, 1669, 1671, 1675-83); *Saint-Pierreville* (1669-81); *Saint-Sauveur-en-Boutière et Serres* (1662-83).

— La *Revue du Midi*, sept. 1887 et avril 1888 a imprimé, de

M. G. Charvet, le *Lirre de raison de Henri Dumas, bourgeois d'Alais* (1685-1729), et de M. C. Ferry, *Une page de l'histoire d'Uzès* (1628-1629). — Dans le *Bulletin d'histoire ecclésiastique... de Valence* (1885), a paru l'*Histoire du cardinal le Camus*, par l'abbé Bellet (tirage à part, Paris, Picard, 1886, XX-446-84 p.) qui prétend que ce cardinal ne voulait que des conversions libres. Et plus récemment (mars-août 1889) la même revue publiait un article du curé Chenivresse qui voudrait bien prouver qu'*Olivier de Serres* a trempé dans les *massacres du 2 mars 1573 à Villeneuve-de-Berg*. La *Revue des questions historiques* (1^{er} oct. 1889) s'est empressée de reproduire cet article sans le rendre par là plus probant. — Notre collaborateur, M. D. Benoît a inséré dans la *Revue chrétienne* du 1^{er} sept. 1889 une intéressante étude sur *Martin Tachard, un pasteur-martyr du xvi^e siècle*. — On cite aussi, comme ayant paru dans *La Controverse et le Contemporain* (1888) un travail de l'abbé Douais : *Capucins et Huguenots dans le Languedoc sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV* (Lyon, Vitte 55 p. in-8°); — dans la *Revue du Lyonnais* (1888), une notice de M^r H. Vascalde sur les *de Serres d'Annonay*; — dans la *Revue de l'Agenais* (1887-88) un travail de M^r Tholin sur *La ville d'Agen pendant les guerres de religion du xvi^e siècle*; — dans la *Revue historique du Tarn* (1886, sept.-déc.), les *Mémoires du chanoine Blouin sur les troubles survenus à Gaillac au milieu du xvi^e siècle*, dont on fera bien de rapprocher le document que M^r F. Teissier publie plus haut, p. 628; — et dans le recueil de l'*Académie des sciences... de Tarn-et-Garonne* (2^e série, t. I, 1885, Montauban 1886), un article de Fr. Monzies sur *Une sédition à Montauban en 1559*, (d'après les délibérations consulaires)¹. N. WEISS.

LA RÉFORME A SAINT-GILLES-SUR-VIE, AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES, par L'ABBÉ PONTDEVIE². — HISTOIRE DE L'ÉGLISE REFORMÉE DE LAVAL AU XVII^e SIÈCLE (1600-1686), par ANDRÉ JOUBERT³.

Ces deux monographies ont été écrites par des catholiques, mais

1. J'ai vu citer aussi I. de Perès, *Chronique d'Isaac de Perès* (1554-1611), Agen, Lamy 1883, in-8 de 268 p., qui intéresse Aérac, et Olier, *Histoire des guerres de religion en Gévaudan*, Saint-Chély, Olier.

2. Luçon, Veuve Bideaux et fils, 1887, 39 pages in-8.

3. Laval, Moreau, Paris, Lechevalier, 1889, 141 pages in-8, tiré à 50 exemplaires.

elles ne se ressemblent guère. Dans la première on trouve des notes utiles, comme celle, par exemple, qui fournit le nom du premier pasteur de Talmoud, *Mathurin Dureffe* (janvier 1562), et plusieurs autres qui nous renseignent sur les familles protestantes, les temples et cimetières de cette région peu connue du Poitou, sur le procès qui aboutit en 1665 à la démolition du temple de Saint-Gilles, sur le besoin qu'éprouvait M^r de Barillon, évêque de Luçon, de joindre *la sévérité à la douceur*, pour convertir les réformés récalcitrants¹, etc. Mais tout cela est transcrit sans beaucoup d'ordre ni de correction, et entremêlé de phrases comme celles-ci :

« Qu'il est triste... de rencontrer parmi les premiers déserteurs de la vieille foi... de pauvres marins, eux qui devraient, au contraire, éprouver un noble orgueil d'obéir à saint Pierre, le petit patron de barque de Bethesda placé par le Fils de Dieu à la barre de son Eglise... Naturellement les insoumis au Pape sont devenus les révoltés contre le Roi, et les ennemis de l'Eglise, les fléaux de l'Etat. Les ruines, les incendies, le sang qui coule à flots, et, malheur plus digne de larmes, les âmes sans nombre entraînées à la damnation éternelle, tels sont, chez nous, les fruits du libre examen !... »

On comprend dès lors que si l'église catholique de Saint-Gilles a été détruite, en 1568, 1574 ou 1610 (l'auteur ne le sait au juste), elle ne peut l'avoir été que par les huguenots, bien que rien, absolument rien ne le prouve ; — qu'en épousant vers 1560 Perrette du Jardin, veuve de Guillaume Danyau, châtelain de Saint-Gilles, le protestant Julien de Mauclerc ait introduit *clandestinement* la Réforme dans cette localité ; — que Jérémie Borny, inhumé le 22 juillet 1686, à 98 ans, avait dû abjurer le protestantisme à l'article de la mort, par ce qu'au témoignage du curé Bossis, il avait « *donné des marques qu'il voulait mourir et de par avant estre instruit dans la foy de l'Eglise apostolique et romaine, si Dieu le laissait sur la terre !* »... etc. M. l'abbé Pontdevie ne contresignerait-il pas aujourd'hui encore la requête inédite, du xvi^e siècle, que voici et que nous le prions de joindre à ses notes ?

« Plaise au Roy donner au cappitaine Francisque Vernier, en considération des services qu'il a faict à vostre couronne l'espace de vingtans, la

1. Contrairement à l'assertion du P. Ingold dans ses *Archives de l'évêché de Luçon*, p. 6 et 7, comp. *Bulletin XXXVI* (1887), p. 272.

confiscation de tous les biens meubles et immeubles dont pouvoit joir cy-devant *Gabriel Bitaud*, de *Saint-Gilles sur Vye* en vostre pays de bas Poictou, lequel est rebelle de Vostre majesté pour avoir servy de ministre en l'Eglise des hereticques et adhère à leurs entreprinses contre vostre dicte couronne¹. »

M. A. Joubert qui n'est pas inconnu à nos lecteurs (voy. *Bull.* 1887, p. 270) a le bon goût de nous épargner les réflexions édifiantes de M. l'abbé. Pour donner une idée de ses recherches sur l'Eglise protestante de Laval recueillie d'abord au château de Poligny (commune de Bonchamp, canton de Laval-Est), puis dans celui de Terchant (commune de Saint-Cyr-le-Gravelais), nous ne pouvons mieux faire que de citer une partie de sa Préface :

« Les archives du chartier de Thouars nous ont fourni la collection des lettres, si curieuses et si instructives, qui furent échangées, de 1606 à 1609, entre Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle, ancien de l'Eglise réformée et homme d'affaires des seigneurs de Laval, et Charlotte-Brabantine de Nassau, comtesse de Laval, duchesse de Thouars, veuve de Claude de la Trémoille.

« Dans cette correspondance inédite, Duchemin retrace la situation précaire des protestants de la région. Il sollicite le bienveillant appui de Madame de la Trémoille qui a donné tant de preuves de son dévouement à la cause du calvinisme. Il fait un tableau pittoresque des nombreuses difficultés que rencontrent ses coreligionnaires dans le recrutement de leurs ministres...

« Catherine de la Roussardière, dame de Poligny, veuve de messire René Dubois, sieur de Mayneuf, était alors à la tête du parti protestant de Laval, dont elle conserva la direction pendant de longues années. Elle multipliait ses utiles charités en faveur de ses coreligionnaires indigents, dont elle était le principal et le plus sûr appui. Elle céda le terrain nécessaire pour l'établissement du cimetière des calvinistes par un acte daté du 11 février 1609. Après elle, les Goyon de Marcé, vicomtes de Terchant, héritèrent de son influence et continuèrent à gérer les affaires des réformés jusqu'à leur dispersion définitive.

« Notre ouvrage contient en outre, la reproduction complète du texte inédit du registre qui relate les mariages, les baptêmes et les sépultures des protestants de Laval, de 1600 à 1683. Nous y avons joint des notes

1. Archives nationales L 428, n° 66, pièce non signée, ni datée, mais du XVI^e siècle.

historiques, géographiques et biographiques sur les lieux et les personnages énumérés. Cet important registre, actuellement conservé au greffe du tribunal civil de Laval, renferme des indications précieuses sur les pasteurs, sur leurs mariages et leurs enfants, sur les gages qu'ils recevaient pour exercer leurs fonctions, sur les cimetières des réformés, sur les synodes tenus à Poligny, sur les familles nobles ou bourgeoises ainsi que sur les marchands et les artisans dont l'ensemble composait l'Eglise protestante de la région.

« Le dernier chapitre est spécialement consacré aux poursuites exercées, après la révocation de l'édit de Nantes, contre Pierre Demay, époux de Marie de Prouvère, « cy-devant ministre de l'Eglise prétendue réformée de Terchant, demeurant en sa maison de la Poterie, paroisse de Bruslatte », et contre d'autres nouveaux convertis, accusés de diverses contraventions aux défenses du roi. On doit saisir les biens de ceux qui ont quitté le ressort et mettre leurs enfants à l'hôpital général de Laval. Bientôt les abjurations se multiplient. Pierre Demay, sa femme et sa famille renoncent à l'hérésie et leur exemple est suivi par leurs coreligionnaires. Marie Huchet, servante du ministre, qui avait été renfermée à l'hôpital Saint-Louis, est mise en liberté... »

« Des pièces justificatives, un appendice et une table générale des noms de personnes et de lieux complètent cet ouvrage. »

Nous ne chicanerons l'auteur que sur le *titre* de son livre. Il est moins une *histoire* qu'une analyse chronologique, détaillée et annotée, des documents énumérés dans cette préface. Puisque M. Joubert aime ce genre, qu'il complète son travail en dépouillant, dans les archives ecclésiastiques de la contrée, les pièces du *xvi^e* siècle. A cette époque la Réforme semble avoir joué un rôle assez important à Laval¹ d'où sortit une de nos gloires, Ambroise Paré².

N. W.

DEUX TEXTES INÉDITS SUR LE MARTYR FRANÇOIS TOUZINEAU ET NOTES SUR L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME EN POITOU

Les articles que notre collaborateur, M. C. Pascal, a consacrés ici

1. Voy. dans le livre de M. Joubert, la note 2 de la page 11, et *Bull. XXXVI*, (1887), p. 191.

2. On trouve aussi un chapitre sur la Réforme dans le Haut-Anjou dans un précédent ouvrage de M. Joubert : *Histoire de la baronnie de Craon, de 1382 à 1626*, VIII-600 p. in-8. Angers-Germain, Paris-Lechevalier, 1888.

même à cette victime de l'Église sous la croix, en janvier et avril dernier (*Bull.*, p. 43 et 209), ont provoqué dans une excellente feuille régionale, le *Bulletin évangélique de l'Ouest*, des recherches qui viennent d'aboutir à la découverte de deux textes aussi intéressants que précis. Nous les transcrivons d'après le n° du 7 décembre de ce journal :

Extraits du registre de l'Église paroissiale de Saint-Virien de Breüillet
« Année 1738. Ad memoriam

« François Touzineau, tisseran, âgé d'environ quarante ans, ancien catholique de la paroisse de Clion, dans ce diocèse, aiant renoncé à sa religion, et s'étant fait huguenot, s'érigea en ministre; tint plusieurs assemblées dans cette paroisse, depuis le 1^{er} janvier de cette année, jusqu'au 27 de juillet suivant, jour auquel il fut pris, avec Faûre et Remigereau l'ainé tonnelier, fils illégitime de Félix Remigereau et d'Anne Mounier ancienne catholique et renégate, tous de cette paroisse; il fut conduit avec eux dans les prisons de la Rochelle par les ordres de M. de Barentin intendant de cette province, dans lesquelles ils demeurèrent jusques au 17 du mois de décembre de la même année 1738; jour auquel le dit Touzineau atteint et convaincu d'avoir tenu des assemblées, fut condamné à être pendu, et exécuté à La Rochelle. Les dits Faûre, pour avoir prêté sa maison pour y tenir des assemblées, et Remigereau¹, pour avoir assisté le dit Touzineau son beau-frère, lui avoir servi de lecteur, furent condamnés au bannissement pendant cinq ans.

« Le dit Touzineau dans le tems de ses assemblées, s'était fiancé à la Remigereau sœur du dit Remigereau. Une nommée Denyse Royer, aussi de cette paroisse, avait été emprisonnée avec eux, pour avoir prêté sa maison audit Touzineau pour y tenir ses assemblées, elle est encore en prison aujourd'hui², qu'on écrit cecy à Breüillet, le 28 du mois de décembre 1738.

« MICHEL, curé de Breüillet. »

« Année 1739,

« Le vingt-cinquième jour du même mois de mars mille sept cens trente-neuf, a été batisé par moi soussigné, Touzineau né d'hier, fils illégitime de feu François Touzineau, ancien catholique, tisserand, de la paroisse

1. Remigereau ne fut pas banni, il n'y eut que Faûre. Remigereau est né le d'août 1716.

2. Elle fut renvoyée icy quelques mois après, étant tombée malade dans la prison, elle se confessa, et même communia pour se tirer d'affaire, elle vint icy à l'Église durant quelques tems; mais elle quitta, son libertinage l'emporta sur ses promesses, tout ce qu'elle avait fait n'étant que pure hypocrisie.

de Clion, dans ce diocèse, lequel s'étant perverti, et érigé en ministre huguenot, tenant des assemblées, prêchant; fut pris icy le vingt-sept de juillet mille sept cens trente-huit, et conduit à la Rochelle, où il fut pendu le seize¹ du mois de décembre de la même année, et de Madeleine Remigereau de cette paroisse, du Bourg; son parein a été Jean Pallissier et sa mareine Marie-Anne Pallissier sa sœur, tous deux anciens catholiques, aussi de cette paroisse; présente Marie Viau, sage-femme de ladite paroisse; qui tous ont déclaré ne savoir signer, de ce enquis.

« MICHEL, *curé de Breüillet*.

« Pour copie conforme, le maire de Breüillet

« P. CHAILLÉ DENÉRÉ. »

Que de choses nouvelles et touchantes dans ces deux actes que nous sommes tout heureux d'avoir contribué à faire chercher et trouver! Ils nous apprennent d'abord que Touzineau était bien réellement un *ancien* catholique converti à l'Evangile au plus fort de la persécution, et non, comme on le pensait, un *nouveau converti*, redevenu protestant. Puis son âge, 40 ans et son lieu de naissance, Clion, sans doute, aux environs de Jonzac (Char.-Infér.²); on voit ensuite que l'ardent prosélyte, tisserand comme l'apôtre Paul, exerça son ministère dans la paroisse de Saint-Vivien de Breüillet seulement pendant les sept premiers mois de l'année 1738 dans les maisons de Faure et de Denyse Royer, sans doute anciens protestants, un tonnelier, Remigereau l'ainé, lui servant de lecteur. Pendant ce court ministère si promptement couronné par le martyre, le prédicant s'était marié avec Madeleine, la sœur de son lecteur. Le curé Michel écrit, il est vrai, seulement *fiancé*, mais nous savons qu'il n'admettait pas qu'on pût être *marié* ailleurs qu'à l'Eglise catholique; c'est aussi pour cela qu'il appelle *illégitimes* les enfants issus d'unions que cette dernière n'avait pas consacrées et, à propos de Denyse Royer, *libertinage*, le retour à une foi qu'elle ne parvenait pas à arracher de son cœur. Ainsi Touzineau, en gravissant l'échelle fatale, le 17 décembre 1738, sacrifiait résolument les premières joies de sa vie de famille à peine éclosée. S'il avait con-

1. Erreur de mémoire, puisque dans l'acte précédent, il avait inscrit la date exacte du 17.

2. C'est bien *Clion*, paraît-il, qu'il faut lire, et non *Lion*, commune de Marnes, arrondissement de Parthenay.

senti à laisser entrevoir un regret, à laisser espérer un désaveu de son imprudente hardiesse, il aurait pu, trois mois plus tard, contempler, embrasser son premier-né. Il n'a pas reculé devant ce sacrifice ! Et que ne dut pas éprouver sa veuve lorsque la sage-femme emporta cet enfant, unique héritage du martyr, dans l'Eglise qui avait fait condamner son mari et prétendait déshonorer ce fils !

Le même *Bulletin évangélique de l'Ouest*, auquel nous venons d'emprunter ces renseignements inédits, a déjà antérieurement publié plusieurs notices dont voici le relevé : Le 2 janvier 1886, sur une vieille famille protestante de *Mouchamps*, la famille *Fumoleau*, au hameau de la *Boulaie* (1696-1770); — les 6, 20 août et 1^{er} octobre 1887, d'intéressants détails sur une chaire et une table de communion, en usage pour les cultes du désert (à la *Couarde*, et chez M. Henri Bastard, de la Jarne); — le 3 déc. 1887, le testament de *Daniel Majou*, sieur de la *Morinière* (1650); — le 5 mai 1888, une lettre, datée de Marennes, 10 déc. 1681, sur l'emprisonnement du pasteur *Locquet*; — le 19 mai 1888, l'acte de baptême à Mouchamps, par M. P. Blanchard, vicaire, « en conséquence des ordres de M. l'intendant », de *Marie-Anne*, née le 15 août 1746, « de l'adouage de Pierre *Lecraut* et de feu Perrine Naulin, huguenots du village de la Tranchelandière »; — le 6 octobre 1888, une complainte sur la mort de M. *Roussel*; le 3 nov. 1888, le texte du jugement qui condamne *Elie Vivien*, prédicant, *Louis André* et *Jean Blays*, ses complices, à l'amende honorable, à la Rochelle, 1^{er} avril 1746, et une chanson spirituelle, la *complainte de Fonquerré*; — le 5 janvier 1889, une autre *Complainte des pauvres fidèles dans l'affliction*.

Plusieurs de ces pièces, publiées par nos collaborateurs MM. de Richemond et Th. Maillard, ont été reproduites par M. Elisée Tillet dans sa thèse soutenue à la Faculté de théologie protestante de Paris, le 15 nov. 1889, sur *les Églises du Poitou, de la Révocation de l'édit de Nantes à l'édit de Tolérance* (Sainte-Foy, impr. G. Roche 80 p. in-8°), où l'on trouve d'autres textes inédits, malheureusement présentés avec trop peu de clarté et d'ordre. — On peut aussi citer, dans la *Revue historique de l'Ouest*, 1887, n° 4, l'*Eglise de Brisay pendant la Réforme*; dans la *Revue poitevine et saintongeaise*, 1888, n° 3, une note intéressante de M. P. Cappon, sur le pasteur

Pierre Boissatrant : — et dans la *Charente-Inférieure*, du 6 avril 1889, un article sur les paraboles et fables de *César de Missy* (2 juin 1703 — 20 août 1775)¹. — Signalons enfin une courte, mais curieuse plaquette de M. H. Clouzot (6 pages, s. l. n. d.) : *Un poète satirique à Melle au XVIII^e siècle*. Il s'agit de *Pierre Primault*, maître de lettres latines, qui ridiculisa le despotique triumvirat des frères Houlier dans une rare *Satyre dédiée à M^{me} de la Bazinière* (in-4^o de 22 p., 1648).

N. WEISS.

SÉANCES DU COMITÉ

12 novembre 1889

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. G. Bonet-Maury, O. Douen, J. Gaufres, F. Kuhn, F. Lichtenberger, W. Martin et A. Viguié.

Communications. — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président met le Comité au courant des démarches et formalités multiples occasionnées par le legs Walbaum. Le Comité estime qu'il faut accepter formellement ce legs (de 500 francs payables après le décès de M^{me} V^e Walbaum) en vertu de la reconnaissance d'utilité publique accordée à la Société le 13 juillet 1870, et prie son président de faire faire toutes les démarches requises. — M. de Schickler parle ensuite des recherches historiques qu'il vient de faire récemment à Genève; il rend hommage à l'extrême complaisance qu'à cette occasion M. Th. Dufour, directeur de la bibliothèque, a bien voulu lui témoigner, et regrette vivement que la distance nous empêche de puiser plus souvent dans l'énorme quantité de pièces inédites sur notre histoire, qui se trouvent dans ce dépôt ainsi que dans les archives de la vénérable Compagnie. — Le Comité prend ensuite connaissance, avec des marques d'une vive gratitude, de cet extrait d'une lettre de M. Ernest Strœhlin, gendre de feu M. Bordier, datée de Champel près Genève, 8 nov. 1889 :

« Monsieur et cher président,

« Les paroles si élevées, si cordiales et si vraies que vous avez consacrées à la mémoire de notre bien aimé père, nous ont été droit au cœur et nous sommes heureux de vous en exprimer notre sincère gratitude. La cruelle maladie dont il a si longtemps souffert ne lui a pas permis de

1. On trouvera aussi quelques faits et lettres inédits sur la Réforme dans ces contrées, au XVI^e siècle, dans notre *Chambre ardente*. Voy. aux annonces.

laisser un témoignage direct de sa sympathie pour la Société d'histoire du Protestantisme français, mais nous sommes certains, ma femme et moi, d'agir conformément à son esprit en vous priant d'accepter la somme de 1,000 francs en sa faveur et en souvenir de celui qui l'a si tendrement aimée et si fidèlement servie jusqu'au complet épuisement de ses forces. Puisse Dieu lui susciter de nombreux et aussi dévoués continuateurs... »

Bulletin. — M. Weiss lit le sommaire du numéro sous presse et demande s'il ne conviendrait pas d'y mettre sa lecture sur la *proclamation de la liberté de conscience à Versailles 22-23 août 1789*. Accordé. — M. J. Bonnet a envoyé un article nécrologique qui paraîtra en décembre. — Parmi les articles qui paraîtront prochainement on peut citer une excellente étude sur *les derniers jours de l'Église réformée de Vassy au XVII^e siècle*; une autre sur *Vauban, Fénelon et le duc de Chevreuse sur la tolérance et le rappel des huguenots*; de nouvelles listes de noms à ajouter à celles des *galériens* et des *prisonnières de la tour de Constance*; des pièces inédites sur *les origines de la Réforme en France*, sur la *Saint-Barthélemy*, le *protestantisme en Champagne*, etc. — Le journal *La Liberté*, ayant rendu compte d'un article de M. de la Ferrière sur la *véritable abbesse de Jouarre* (dans la *Nouvelle revue* du 1^{er} oct. 1889), d'une manière injurieuse pour la mémoire si hautement respectée de Charlotte de Bourbon, M. le président l'a prié, par lettre, de bien vouloir désavouer ce travestissement de la vérité historique.

Bibliothèque. — Elle a reçu, de M. C. Ribard, le *Livre de raison et mémoires de Pierre Lézan, ancien de l'Église réformée de Saint-Hippolyte-du-Fort en 1685*, dont le *Bulletin* publiera peut-être des extraits; — de M. F. Teissier, des *Extraits d'un registre des délibérations du Consistoire de Meyrueis (Lozère, 1681-85)*. — Parmi les livres on peut citer, venant de M. C. Ribard : *J. Calvini prælectiones in librum prophetiarum Danielis*, Genève 1561 et *Commentarium in Acta Apostolorum libri duo*, Crespin 1560, exemplaire ayant appartenu à Nicolas Colladon et couvert par lui de notes marginales (*Sum Nicolai Colladonii ecclesie Genevensis ministri, ab anno 1553 Maii die VI^a ad annum 1571 septembris diem decimum, theologie autem professoris Lausannæ 1572 Januarii XVII*).

NÉCROLOGIE

M. F. ROSSIGNOL.

Les journaux ont annoncé la mort, survenue le 10 septembre, à l'âge de 60 ans, d'un ancien diacre de l'Église réformée de Paris, M. Ferdinand Rossignol, officier de l'instruction publique et chevalier

de la Légion d'honneur, devenu directeur de la comptabilité au chemin de fer de ceinture et régisseur du contrôle répartiteur des chemins de fer. Fils de ses œuvres, M. Rossignol s'intéressait activement à tout ce qui touchait à la diffusion de l'enseignement, sociétés de travail, philotechniques, bibliothèques populaires, etc. En 1863 environ il avait publié pour ces dernières un essai de vulgarisation de notre histoire du protestantisme français, sous le titre de : *Portraits-biographies. Les Protestants illustres*, quatre volumes in-12 de 209, 246, 217 et 237 pages, contenant quarante courtes biographies accompagnées de portraits. Elles ont répandu des notions exactes sur notre histoire dans des milieux où ne pénétrait pas la *France protestante*. M. R. a plusieurs fois aussi contribué à enrichir notre Bibliothèque.

N. W.

MM. les pasteurs Cazalet et Berthe.

Notre Société voit disparaître l'un après l'autre ses plus anciens membres, et ses deuils se confondent avec ceux des Eglises réformées. Elle doit un hommage au pasteur Jules Cazalet, décédé le 2 septembre, à l'âge de 65 ans, après un ministère de quarante années, qui n'a pas été sans fruits à Damazan, à Lyon et à Nîmes. Enfant du réveil, disciple d'Adolphe Monod et de Vinet, Jules Cazalet joignait à la ferveur des croyances les vertus les plus aimables. Son extrême modestie voilait presque ses mérites. « Ceux qui l'ont connu de près, savent, a dit M. Recolin, son ami de tous les temps, qu'il possédait une culture intellectuelle solide, un goût littéraire très fin et très sûr, et par-dessus tout un goût passionné pour les bons livres. » Notre *Bulletin* occupait une place d'honneur dans sa bibliothèque à côté des meilleures éditions des classiques protestants et des solitaires de Port-Royal. Préposé aux archives du Consistoire de Nîmes, il en avait rédigé le catalogue avec l'exactitude qu'il mettait à tout, et le bel exemplaire copié de sa main, pour être offert à la Bibliothèque du Protestantisme français, est un précieux souvenir de l'ami qui applaudit à nos premiers travaux et dont nous sentons vivement la perte.

Né dans un hameau des Cévennes, Jules Cazalet gardait le pur esprit de la Réforme qui revivait, avec des allures plus militantes, dans le pasteur Elie Berthe président du Consistoire de Brest, décédé à Morlaix, le 30 septembre dernier, dans sa soixante-douzième année. Les Eglises de Luneray, de Troyes et de Brest conserveront un profond souvenir du pasteur qui leur consacra le meilleur de sa vie. Notre Société n'oubliera pas le zélé correspondant dont les lettres sont venues plus d'une fois l'encourager dans les jours difficiles. Plusieurs communications attestent l'intérêt qu'il prenait à nos travaux (*Bull.*, t. XV, p. 108; XVII, p. 113; XXX, p. 75). Avec

quel entrain il célébrait la Fête de la Réformation dans l'Eglise des Pithou comme dans la catholique Bretagne ! Son service funèbre a provoqué à Brest les témoignages les plus respectueux d'une population étrangère à notre culte. Ce n'est pas sans émotion que l'on a entendu l'hommage rendu par M. Réveillaud, rédacteur du *Signal*, au vaillant ministre qui fut son père spirituel, et dont on peut dire, comme du pasteur Cazalet : « Ils se reposent de leurs travaux et leurs œuvres les suivent¹. »

Octobre 1889.

J. B.

M. le comte J. Delaborde. — M. le pasteur E. Bersier.

Pourquoi faut-il que je sois appelé à enregistrer deux nouveaux deuils, aussi imprévus qu'accablants, pour notre Société déjà si éprouvée ! Elle a perdu presque le même jour (18 et 19 novembre) deux de ses membres les plus éminents, le comte Jules Delaborde, son vice-président vénéré, qui s'est pieusement éteint à Champittet-sous-Lausanne, à 83 ans, et M. le pasteur Eugène Bersier, mort subitement dans la plénitude de ses belles facultés et dans l'exercice du grand ministère qui demeure une des gloires de l'Eglise de Paris et du Protestantisme français tout entier. Sous l'impression d'une profonde douleur, je ne puis qu'esquisser ces deux nobles vies.

Né à Paris, le 13 janvier 1806, et fils d'un général distingué de l'Empire, Jules Delaborde participa, bien jeune encore, au réveil d'avant 1830, dans la généreuse phalange des Lutteroth, des Pressensé, des Holland, et devenu avocat à la cour de cassation en 1836, y fut l'éloquent défenseur de la liberté religieuse sous la monarchie de Juillet et les premières années du second Empire. Ses *Mémoires* et *plaidoyers*, publiés en 1854, sont la proclamation des vrais principes alors si méconnus. Il n'abdiqua pas ces nobles préoccupations en passant dans la magistrature dont il possédait toutes les vertus. Il se sentit de bonne heure attiré vers l'histoire, et l'Hôpital, Coligny furent ses héros dans le drame du XVI^e siècle qu'il se rendit promptement familier par l'étude des documents originaux. Il enrichit le *Bulletin* de nombreux articles consacrés à cette époque. On n'a pas oublié *M^{me} l'amirale de Coligny après la Saint-Barthelemy* (1867), *les Protestants à la cour de Saint-Germain* (1874) et la touchante monographie d'*Eléonore de Roye, princesse de Condé* (1876), que devait suivre *Gaspard de Coligny, amiral de France* (3 vol. in-8),

1. Voir les articles publiés dans le *Christianisme* du 19 septembre, dans l'*Eglise libre* du 25 octobre, et les *Paroles prononcées sur la tombe de Ph.-J. Cazalet, pasteur de l'Eglise Reformée de Nîmes*, par M. le pasteur Bahut, son collègue et son ami. Broch. in-8°, 1889.

œuvre magistrale par l'abondance des pièces inédites et leur judicieux emploi, qui fut couronnée par l'Académie française. Sur le soir d'une vie qui n'était pas sans gloire, M. Delaborde aurait pu s'accorder un repos bien mérité. Mais il avait à cœur de faire revivre dans une série de monographies les principaux membres d'une famille illustre entre toutes¹, et l'histoire de Louise de Coligny, princesse d'Orange, dont il corrigeait les épreuves, de ses yeux presque éteints, avec le concours d'une fille digne de lui, sera le couronnement de l'œuvre de savoir et de piété qu'il a poursuivie jusqu'à la fin dans sa retraite de Champittet et dans le cadre des plus pures affections domestiques. C'est là qu'il m'a été donné de le revoir pour la dernière fois, toujours indulgent et bon, et de goûter la douceur de ces entretiens dont chaque mot se grave au fond du cœur comme les *novissima verba* d'une amitié plus forte que la mort !

Fermement attaché au principe de l'Eglise libre, le comte Delaborde fut un des fondateurs de la Chapelle Taitbout où se déploya de bonne heure le rare talent d'Eugène Bersier. Né à Morges, dans la Suisse française, le 21 février 1831, et descendant de réfugiés de la Révocation, il fit ses études de théologie à l'Oratoire de Genève, et ses débuts comme écrivain dans la *Recue chrétienne* fondée en 1853 par M. Edmond de Pressensé. Il se forma dans l'art difficile de la prédication au faubourg Saint-Antoine avant de paraître dans la chaire de Taitbout où il obtint d'éclatants succès. Par de vastes lectures, une psychologie pénétrante, et la beauté, l'ampleur de la forme oratoire, le jeune prédicateur était déjà un maître. Un bon juge, M. de Sacy, appréciant ses *Sermons* dans les *Débats*, n'hésitait pas à le proclamer « égal, comme moraliste, aux plus grandes illustrations de la vieille chaire catholique ». Mais Eugène Bersier était surtout un homme des temps nouveaux, associé aux luttes comme aux douleurs de la génération contemporaine, et ses conférences sur les sujets les plus divers n'obtenaient pas moins de succès que ses *Sermons* traduits dans presque toutes les langues de l'Europe. L'ouverture de la Chapelle de l'Etoile marqua l'apogée du glorieux ministère qui a trouvé des échos dans tout le monde chrétien et n'a été interrompu que par sa mort. S'il est vrai que l'éminent pasteur, sentant ses forces décliner sous

1. Voici la liste de ses derniers ouvrages : *François de Chastillon, comte de Coligny* (in-8° 1886), *Henri de Coligny, Seigneur de Chastillon* (in-8° 1887) auxquels se joignit bientôt *Charlotte de Bourbon, princesse d'Orange*, dont il a été rendu compte dans le *Bulletin* du 15 avril 1888 par M. F. de Schickler. On peut lire dans le même recueil (t. XXXII, p. 84) une remarquable appréciation de *Gaspard de Coligny* par M. E. de Pressensé, empruntée au *Journal des Débats* du 19 janvier 1883. M. Delaborde a publié de nombreux articles dans l'*Encyclopédie* de M. Lichtenberger.

un fardeau toujours croissant, ait demandé à Dieu de ne finir son ministère qu'avec sa vie, son vœu a été exaucé, trop tôt hélas ! pour les siens, pour l'Eglise de Paris, sa famille spirituelle, et pour ceux (le nombre en est grand !) dont il n'était pas moins admiré qu'aimé.

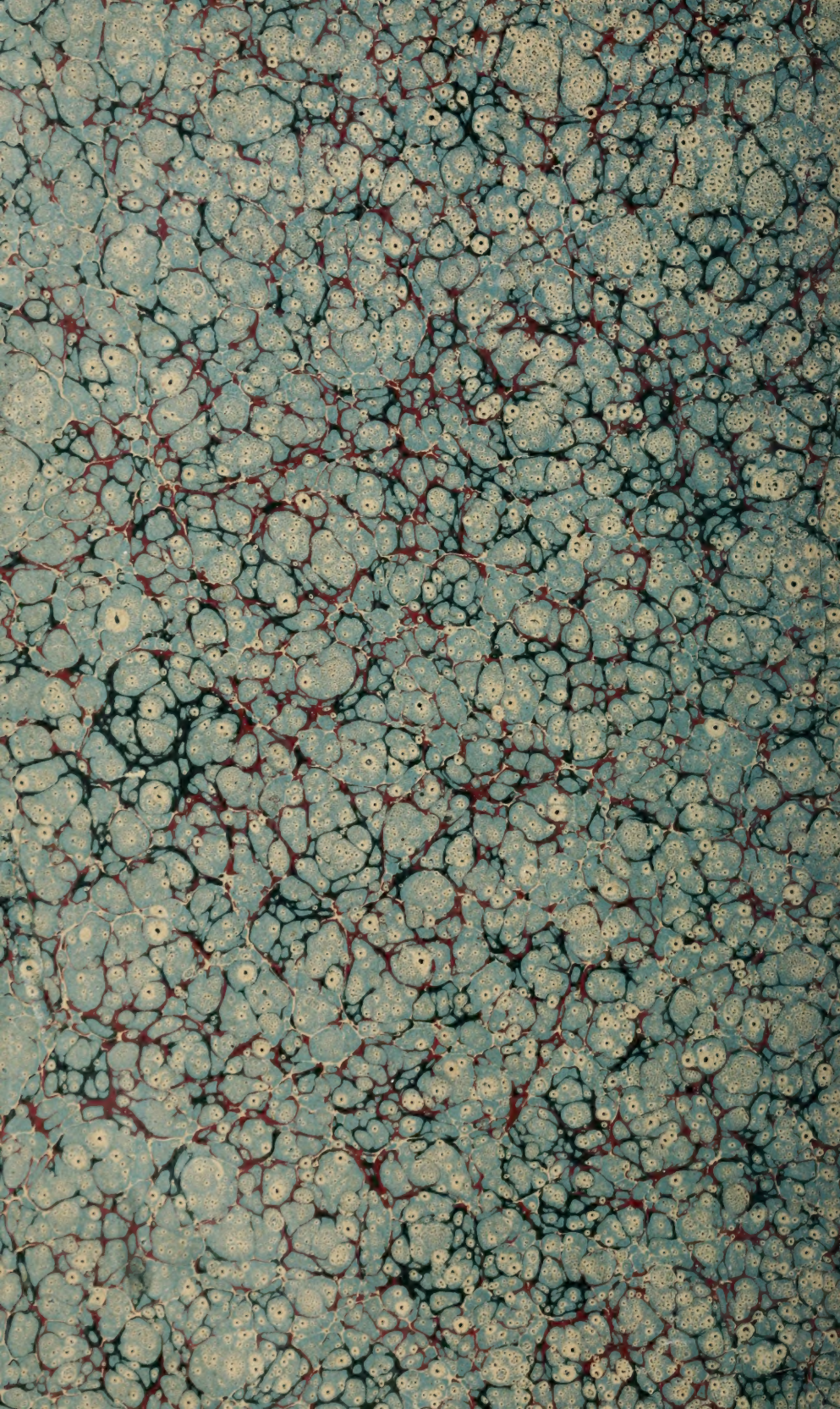
C'est un grand honneur pour notre Société d'histoire d'avoir compté parmi ses membres les plus actifs M. Bersier, avant même qu'un très remarquable volume sur Coligny eût révélé en lui les meilleures qualités de l'historien (*Bull.*, t. XXXII, p. 569). Que n'a-t-il pas fait pour la glorification de cette grande mémoire ! Ceux qui ont eu le privilège de l'entendre n'oublieront jamais l'admirable conférence, répétée depuis en tant de lieux, qui a été comme la pierre angulaire du magnifique monument érigé au chevet de l'Oratoire Saint-Honoré. Il ne s'est surpassé, par la beauté du langage et la sereine élévation de la pensée, que dans le discours prononcé à la séance d'inauguration du 17 juillet, un des derniers triomphes d'une éloquence égale à tous les sujets et toujours associée aux plus nobles causes. Je ne saurais oublier ce qu'il fut dans une autre occasion, et sa splendide conférence du 22 octobre 1885, pour l'anniversaire bi-séculaire de la Révocation, qui ne pouvait trouver de plus pathétique interprète. (*Bull.* t. XXXIV, p. 526.)

Et maintenant cette grande voix s'est tue dans ce mystère de la mort qui confond toutes nos pensées, mais qui n'est pour le chrétien que l'aurore du jour éternel dans une meilleure patrie. Le vide que laisse parmi nous Eugène Bersier est immense. Il ne reparaitra plus dans nos chaires, et dans les solennités historiques et religieuses dont il était l'âme. Son absence ne se fera pas moins sentir dans les conseils de l'Eglise, et dans les séances intimes de tant de comités où il portait avec une simplicité de si bon goût la lumière et la vie, l'esprit d'initiative joint à une prudence consommée. Longtemps encore on s'étonnera de ne l'y plus entendre, et on cherchera dans son souvenir, dans ses exemples une pieuse inspiration. Il est de ceux *qui, quoique morts, parlent encore*, et à qui s'appliquent ces belles paroles de Th. de Bèze : « Les grands serviteurs de Dieu doivent mourir tout debout, pour vivre et estre à leur tour assis es lieux célestes, es maisons et demeures éternelles qui leur sont apprêtées près de leur chef. » (*Bull.*, t. XIX et XX, p. 162.)

J. B.

Nîmes, 27 novembre 1889.

Le Gérant : FISCHEBACHER.



BX
9450
S64,
année 38

Société de l'histoire du
protestantisme français,
Paris
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

